ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/DS375/R
WT/DS376/R
WT/DS377/R
16 août 2010

(10-4232)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES – TRAITEMENT TARIFAIRE DE CERTAINS PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Rapports du Groupe spécial

Note du Secrétariat:

Dans les différends WT/DS375, WT/DS376 et WT/DS377, comme cela est expliqué au paragraphe 2.4 des constatations du Groupe spécial, celui-ci a décidé de remettre ses rapports sous la forme d'un document unique constituant trois rapports du Groupe spécial, chacun des rapports concernant chacun des trois plaignants dans le présent différend. Ce document comprend une page de couverture commune, une partie descriptive commune et un ensemble commun de constatations se rapportant aux allégations des plaignants que le Groupe spécial a décidé d'examiner. Il contient aussi des conclusions et recommandations qui, contrairement à la partie descriptive et aux constatations, ont été individualisées pour chacun des plaignants. En particulier, dans les conclusions et recommandations, des cotes différentes ont été utilisées pour chacun des plaignants (WT/DS375 pour les États-Unis, WT/DS376 pour le Japon et WT/DS377 pour le Taipei chinois).

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTES DES ÉTATS-UNIS, DU JAPON ET DU TAIPEI CHINOIS 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 2
C. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL 2
II. ASPECTS FACTUELS 3
A. MESURES EN CAUSE 3
1. Dispositifs d'affichage à écran plat 3
2. Modules séparés 4
3. MFM 4
B. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉE À L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES 5
C. DEMANDE DE RAPPORTS DISTINCTS 5
III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 5
A. ÉTATS-UNIS, JAPON ET TAIPEI CHINOIS 5
1. Dispositifs d'affichage à écran plat 5
2. Modules séparés 5
3. MFM 6
B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 6
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 6
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 6
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 6
A. CONTEXTE 7
B. DEMANDES DE MODIFICATIONS DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES 7
1. Observations générales 7
a) Observations des plaignants 7
b) Observations des Communautés européennes 11
2. Dispositifs d'affichage à écran plat 15
a) Observations des plaignants 15
b) Observations des Communautés européennes 16
3. Modules séparés ayant une fonction de communication 19
a) Observations des plaignants 19
b) Observations des Communautés européennes 20

4. Machines numériques multifonctions (MFM) 24
a) Observations des plaignants 24
b) Observations des Communautés européennes 26
5. Autres modifications apportées aux rapports intérimaires 29
VII. CONSTATATIONS 29
A. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES QUESTIONS AUX FINS DE LA DÉTERMINATION DU GROUPE SPÉCIAL 29
B. CONTEXTE 30
1. L'Accord sur les technologies de l'information (ATI) 30
2. Mise en œuvre de l'ATI 34
3. La Liste de concessions des CE 37
4. Le Système harmonisé (SH) 40
a) Le Système harmonisé 40
b) Les règles générales pour l'interprétation du SH ("RGI") 41
c) Notes explicatives du SH (NESH) et avis du Conseil de l'OMD 41
d) Modifications du SH 41
5. Classement tarifaire dans les Communautés européennes 42
a) La nomenclature combinée 42
b) Le Comité du Code des douanes et la procédure de comitologie des CE 44
c) Interprétation de la NC 45
i) Notes explicatives du SH (NESH) et avis du Comité du SH 45
ii) Règlements de classement 46
iii) Notes explicatives de la nomenclature combinée (NENC) 46
iv) Commentaires du Comité du Code des douanes dans le cadre de l'article 8 du Règlement n° 2658/87 46
v) Renseignements tarifaires contraignants (RTC) 47
C. QUESTIONS GÉNÉRALES 48
1. Charge de la preuve 48
2. Interprétation des traités 50
D. QUESTIONS HORIZONTALES PRÉLIMINAIRES 51
1. Les plaignants en qualité de tierces parties au présent différend 51
a) Notification de l'intérêt de participer en qualité de tierces parties 52
b) Pluralité des plaignants et demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial 54
c) Conclusions 55
2. Les États membres des CE en qualité de défendeurs dans le présent différend 55
a) Arguments des parties 55
b) Examen par le Groupe spécial 56

3. Ordre de l'analyse des allégations formulées par les plaignants au titre des articles II et X du GATT de 1994 58
a) Arguments des parties 58
b) Examen par le Groupe spécial 59
4. Définition de la tâche du Groupe spécial en ce qui concerne les allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II du GATT de 1994 60
5. Ce qui est requis pour établir le bien-fondé d'une allégation "en tant que tel" en l'espèce 62
E. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT 66
1. Questions préliminaires 67
a) Mesures en cause spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial 68
b) Les versions de la NC adoptées par les Communautés européennes après la demande de consultations et l'établissement du présent Groupe spécial relèvent-elles du mandat du Groupe spécial? 69
Question de savoir si le mandat du Groupe spécial est suffisamment large pour inclure les modifications apportées ultérieurement à la NC 71
Question de savoir si les modifications apportées ultérieurement au Règlement n° 2658/87 du Conseil modifient l'essence de la version de ce qui a été indiqué par les plaignants 72
Question de savoir s'il est nécessaire d'inclure des modifications dans le mandat d'un groupe spécial pour arriver à une solution positive du différend 72
Conclusions 73
c) La NENC 2008/C 133/01 est-elle une mesure qui peut faire l'objet d'un règlement des différends de l'OMC? 73
i) Arguments des parties 73
ii) Examen par le Groupe spécial 76
d) Les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission échappent-ils à la compétence du Groupe spécial du fait qu'ils ne sont plus applicables effectivement? 79
i) Arguments des parties 79
ii) Examen par le Groupe spécial 80
e) Question de savoir si le Groupe spécial peut examiner le maintien d'une suspension des droits sur les importations de certains dispositifs d'affichage à écran plat après la demande de consultations et l'établissement du présent Groupe spécial 81
i) Arguments des parties 81
ii) Examen par le Groupe spécial 81
Question de savoir si le mandat du Groupe spécial est suffisamment large pour inclure les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil 83
Question de savoir si les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil modifient l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil 84
Question de savoir si l'inclusion de toutes modifications dans le mandat d'un groupe spécial est nécessaire pour arriver à une solution positive du différend 85
Conclusions 86

f) Les plaignants ont-ils indiqué de manière adéquate les produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial? 86
i) Arguments des parties *86*
ii) Examen par le Groupe spécial *86*
g) Les plaignants ont-ils indiqué les obligations "avec la clarté nécessaire" pour que les Communautés européennes se défendent et pour que le Groupe spécial se prononce sur les allégations des plaignants au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994? 88
i) Arguments des parties *88*
ii) Examen par le Groupe spécial *90*
Les plaignants ont-ils suffisamment indiqué les obligations dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre au Groupe spécial de connaître de l'affaire? 91
L'engagement découlant de la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat" est-il situé dans l'Annexe de la Liste des CE, l'Appendice B ou les deux? 93
2. Les mesures en cause et leurs effets 95
a) Règlement n° 2658/87 du Conseil, modifié par le Règlement n° 948/2009 de la Commission 95
i) Arguments des parties *98*
ii) Examen par le Groupe spécial *98*
b) NENC 2008/C 133/01 99
i) Arguments des parties *102*
ii) Examen par le Groupe spécial *104*
c) Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission 106
i) Arguments des parties *109*
ii) Examen par le Groupe spécial *110*
d) Maintien de la suspension des droits conformément au Règlement n° 179/2009 du Conseil 113
i) Arguments des parties *114*
ii) Examen par le Groupe spécial *115*
e) Application d'un droit de douane de 14 pour cent sur les importations de certains dispositifs d'affichage à écran plat 115
f) Conclusions 116
3. Indication plus poussée des produits en cause par les plaignants 116
a) Arguments des parties 116
b) Examen par le Groupe spécial 120

4. Question de savoir si le traitement tarifaire que les Communautés européennes accordent pour certains systèmes d'affichage à écran plat est conforme à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 122

a) Le sens ordinaire de la concession pertinente: la note générale des CE et la désignation des systèmes d'affichage à écran plat qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE 123

i) Le sens des termes de la note générale des CE 125

Arguments des parties 125

où que le produit soit classé 125

dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste 126

Examen par le Groupe spécial 126

ii) Les termes de la note générale des CE dans leur contexte 131

Les termes de la note générale des CE et de l'Annexe de la Liste des CE lus dans le contexte de l'ATI 132

Arguments des parties 132

Le préambule et le premier paragraphe de l'ATI 132

Paragraphe 2 de l'ATI et paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI 134

Paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI 138

Paragraphe 5 de l'Annexe 138

Examen par le Groupe spécial 139

L'ATI peut-il être considéré comme un contexte au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne? 139

La note générale des CE considérée dans le contexte de l'ATI 143

Les termes de la note générale des CE et de l'Annexe de la Liste des CE considérés dans le contexte d'autres sections de la Liste des CE 152

Les modifications apportées à certaines concessions relatives à l'ATI dans la Liste des CE éclairent-elles notre interprétation de la pertinence des numéros de positions tarifaires? 153

Arguments des parties 153

Examen par le Groupe spécial 155

Les listes de concessions annexées à l'Accord sur l'OMC des autres participants à l'ATI éclairent-elles notre interprétation de la pertinence des numéros de positions tarifaires? 158

Quelle est la pertinence du SH pour notre interprétation de la concession inscrite dans l'Annexe de la Liste des CE? 162

Arguments des parties 162

Examen par le Groupe spécial 163

Conclusions préliminaires: l'interprétation pas le Groupe spécial du rôle de la note générale des CE figurant dans l'Annexe de la Liste des CE 165

iii) Le sens des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat dans l'Annexe de la Liste des CE 166

Le sens des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat 166

Arguments des parties 166

Le sens de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat" 166

Le sens du mot "pour" 171
Le sens de l'expression "produits relevant du présent accord" 172
Examen par le Groupe spécial 173
"Dispositifs d'affichage à écran plat" 174
"pour" 176
"produits relevant du présent accord" 176
Conclusion préliminaire sur le sens de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat 177
iv) Termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat dans leur contexte 177
Autres parties de la Liste des CE en tant que contexte 178
Désignations figurant dans les 14 numéros de positions tarifaires se rapportant à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat en tant que contexte 178
Arguments des parties 180
Examen par le Groupe spécial 181
La désignation des "moniteurs" en tant que contexte 182
Arguments des parties 182
Examen par le Groupe spécial 183
La désignation des "équipements de réseaux" en tant que contexte 185
Arguments des parties 185
Examen par le Groupe spécial 186
Désignations des "téléprojecteurs à écran plat utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information ..." et des "kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information ..." en tant que contexte 187
Arguments des parties 187
Examen par le Groupe spécial 188
Listes OMC des autres Membres de l'OMC 189
Arguments des parties 191
Examen par le Groupe spécial 191
v) Objet et but 195
Arguments des parties 195
Examen par le Groupe spécial 196
vi) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne) 198
Arguments des parties 199
Pratique en matière de classement suivie par les États-Unis 199
Pratique en matière de classement suivie par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999 200
Examen par le Groupe spécial 201
vii) Autres arguments 204
Documents relatifs au paysage de l'ATI présentés pendant la négociation de l'ATI 204
Arguments des parties 204
Examen par le Groupe spécial 207

Propositions présentées pendant les négociations de l'ATI II 209
Arguments des parties 209
Examen par le Groupe spécial 210
État de la technologie au moment des négociations relatives à l'ATI 212
Arguments des parties 212
Examen par le Groupe spécial 213
Autres arguments – Conclusion 215
viii) Conclusions globales concernant l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE 215
b) Le sens ordinaire de la concession pertinente: le numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE 216
i) Le sens des termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE 217
Arguments des parties 217
Unités d'entrée ou de sortie 218
Examen par le Groupe spécial 220
ii) Les termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans leur contexte 222
Les termes de la position 8471 du SH1996 et des sous-positions qui en relèvent, et sa structure générale 223
Arguments des parties 223
Examen par le Groupe spécial 225
Le SH1996: la note 5 relative au chapitre 84 et les NESH1996 relatives à la position 8471 et à la position 8528 227
Note 5 B) et 5 C) relative au chapitre 84 du SH1996 227
NESH1996 relatives à la position 8471 et à la position 8528 229
Application de la RGI 3 c) 230
Examen par le Groupe spécial 231
Autres parties de la Liste des CE 239
iii) Objet et but (article 31 de la Convention de Vienne*) 241*
Arguments des parties 241
Examen par le Groupe spécial 241
iv) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne) 242
v) Autres arguments 242
Arguments des parties 242
Examen par le Groupe spécial 243
vi) Conclusions générales concernant le sens ordinaire des termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE 246
c) Les systèmes d'affichage à écran plat en cause qui font l'objet du présent différend sont-ils visés par la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE ou dans la position 8471 60 du SH? 247
i) Arguments des parties 249

ii) *Examen par le Groupe spécial* *255*
La concession au titre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE 256
La concession au titre du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE 257
d) Les mesures en cause prévoient-elles l'imposition de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE sur les produits indiqués par les plaignants? 258
e) Les mesures en cause accordent-elles un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE? 260
i) *Arguments des parties* *262*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *262*
F. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION 264
1. Questions préliminaires 266
a) Modules séparés ayant une fonction de communication: les mesures en cause 267
b) La NENC 2008/C 112/03 est-elle une mesure qui peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC? 268
c) Les plaignants ont-ils indiqué quelle était la concession en cause des CE? 268
L'engagement pertinent se trouve-t-il dans l'Annexe de la Liste des CE, l'Appendice B, ou les deux? 269
Quelles sont les incidences dans le présent différend de la référence aux "modules séparés ayant ("with" en anglais) une fonction de communication"? 270
2. Les mesures en cause et leurs effets 271
a) Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié 272
i) *Arguments des parties* *273*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *273*
b) Les NENC 2008/C 112/03 274
i) *Arguments des parties* *276*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *277*
c) L'application de droits sur les importations de certains modules séparés 278
d) Conclusions 279
3. Précisions apportées par les plaignants concernant l'indication des produits en cause 279
a) Arguments des parties 279
b) Examen par le Groupe spécial 280
4. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour certains modules séparés est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 282
a) Le sens ordinaire de la concession pertinente: la note générale des CE et la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE 282

i) Le sens des termes de la note générale des CE 284

ii) Les termes de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE 285

Le sens des termes "modules séparés ayant une fonction de communication" 286

Le sens des termes "modules séparés" 286

Arguments des parties 286

Examen par le Groupe spécial 289

Les termes "ayant une fonction de communication" 290

Arguments des parties 290

Examen par le Groupe spécial 291

La pertinence des deux-points pour interpréter les termes de la concession 293

Arguments des parties 293

Examen par le Groupe spécial 293

Analyse textuelle du membre de phrase "dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" 294

Les termes "comprenant un modem" 294

Arguments des parties 294

Examen par le Groupe spécial 298

Les termes "d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" 299

Arguments des parties 299

Examen par le Groupe spécial 300

Conclusions préliminaires concernant l'analyse textuelle de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication 301

iii) Les termes de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication dans leur contexte 302

Autres parties de la Liste des CE en tant que contexte 302

Les désignations figurant sous les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 comme contexte de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication 302

Arguments des parties 302

Examen par le Groupe spécial 305

Autres désignations dans l'Annexe de la Liste des CE en tant que contexte 307

Arguments des parties 307

Examen par le Groupe spécial 308

Les Listes OMC d'autres Membres de l'OMC en tant que contexte 310

Arguments des parties 311

Examen par le Groupe spécial 312

iv) Objet et but 314

Arguments des parties 314

Examen par le Groupe spécial 315

v) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne) *315*
Arguments des parties 315
Examen par le Groupe spécial 316
vi) Autres arguments – Circonstances *317*
Documents relatifs au "paysage" présentés durant les négociations de l'ATI 319
Arguments des parties 319
Examen par le Groupe spécial 320
L'état de la technologie au moment des négociations de l'ATI 321
Arguments des parties 321
Examen par le Groupe spécial 322
vii) Conclusions générales sur l'interprétation de la désignation relative aux modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE *323*
b) Le sens ordinaire de la concession pertinente: l'allégation des États-Unis en relation avec les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 inscrits dans la Liste des CE 324
c) Les modules séparés faisant l'objet du présent différend entrent-ils dans le champ de la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE? 325
i) Arguments des parties *326*
Les produits intégrant les technologies RNIS, WLAN et Ethernet comprennent-ils des modems d'accès à Internet? 327
Les produits en cause qui comportent des caractéristiques additionnelles sont-ils toujours des modules séparés du type visé par la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication? 329
ii) Examen par le Groupe spécial *331*
d) La NC, conjointement avec les NENC 2008/C 112/03, prévoit-elle pour les produits indiqués par les plaignants des droits plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la Liste des CE? 332
e) La NC, conjointement avec les NENC 2008/C 112/03, accorde-t-elle un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste des CE? 333
5. Point de savoir si les actions des Communautés européennes en ce qui concerne la formulation des avis au sujet des modifications proposées aux notes explicatives figurant dans 2008/C 112/03 sont incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 ..... **334**
a) Résumé des principales questions aux fins de la détermination du Groupe spécial 334
b) Les mesures en cause 336
c) Allégation des États-Unis et du Taipei chinois au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 340
i) Allégation principale des parties *340*
Arguments des parties 340
Examen par le Groupe spécial 340

ii) Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale qui visent la classification de produits à des fins douanières 343
Arguments des parties 343
Examen par le Groupe spécial 345
iii) Question de savoir si les projets de NENC ont été "rendus exécutoires" en octobre 2006 et/ou en avril 2007 350
Arguments des parties 350
Examen par le Groupe spécial 353
Le sens de l'expression "rendu exécutoire" 353
Question de savoir si les modifications des NENC ont été rendues exécutoires avant leur adoption par la Commission 354
Quand les modifications des NENC ont-elles été rendues exécutoires? 361
iv) Question de savoir si les mesures en cause ont été publiées "dans les moindres délais" 362
Arguments des parties 362
Examen par le Groupe spécial 362
v) Question de savoir si les mesures en cause ont été publiées "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance" 364
Arguments des parties 364
Examen par le Groupe spécial 365
vi) Conclusions en ce qui concerne l'allégation des plaignants au titre de l'article X:1 368
d) Allégation des États-Unis et du Taipei chinois au titre de l'article X:2 du GATT de 1994 369
i) Principales allégations des parties 369
Arguments des parties 369
Examen par le Groupe spécial 369
ii) Question de savoir si les mesures en cause constituent une "mesure" et, dans l'affirmative, si elles sont d'"ordre général" et "pourrai[ent] [être prises par] une partie contractante" 370
Arguments des parties 370
Examen par le Groupe spécial 370
iii) Question de savoir si les mesures en cause sont de celles qui entraînerai[ent] le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes 371
"qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane" 371
Arguments des parties 371
Examen par le Groupe spécial 372
"En vertu d'usages établis et uniformes" 376
Arguments des parties 376
Examen par le Groupe spécial 377

iv) *Question de savoir si le projet de NENC a été mis en vigueur avant sa publication officielle* *380*
Arguments des parties 380
Examen par le Groupe spécial 382
G. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS (MFM) 384
1. Questions préliminaires 386
a) Les mesures en cause indiquées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial: 387
b) Les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et la Déclaration de 2005 échappent-ils à la compétence du Groupe spécial du fait qu'ils ne sont plus applicables effectivement? 388
i) *Arguments des parties* *388*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *390*
c) La Déclaration de 2005 est-elle une mesure susceptible de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC? 392
i) *Arguments des parties* *392*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *393*
La Déclaration de 2005 est-elle imputable aux Communautés européennes? 394
La Déclaration de 2005 énonce-t-elle des règles ou normes appliquées de manière générale et prospective? 395
Conclusion du Groupe spécial 396
d) Les plaignants ont-ils ajouté de nouvelles mesures et de nouvelles allégations qui n'étaient pas spécifiées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial? 396
i) *Article 6:2 du Mémorandum d'accord* *396*
Indiquer la mesure spécifique en cause 397
Fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte 397
Suffisant pour énoncer clairement le problème 398
ii) *Codes de la NC autres que 8443 31 91* *399*
Arguments des parties 399
Examen par le Groupe spécial 402
2. Les mesures en cause et leurs effets 405
a) Règlement n° 517/1999 de la Commission 405
i) *Arguments des parties* *407*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *407*
b) Déclaration de 2005 408
i) *Arguments des parties* *409*
ii) *Examen par le Groupe spécial* *409*

c) Règlement n° 400/2006 de la Commission 410
i) Arguments des parties 411
ii) Examen par le Groupe spécial 411
d) Les codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99 412
i) Arguments des parties 413
ii) Examen par le Groupe spécial 415
3. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 417
a) Le sens ordinaire du code NC 8471 60 de la Liste des CE 417
i) Le sens du texte de la sous-position 8471 60 419
Arguments des parties 419
Unités d'entrée ou de sortie 419
Imprimantes 422
Examen par le Groupe spécial 424
Unités d'entrée ou de sortie 424
Imprimantes 425
ii) L'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le mot "imprimantes" considérés dans leur contexte 426
Les termes de la position 8471 du SH1996 et des autres sous-positions en relevant, et la structure générale de cette position 426
Arguments des parties 426
Examen par le Groupe spécial 428
Le SH1996: note 5 du chapitre 84 et note 3 de la section XVI 429
Note 5 B) et 5 C) du chapitre 84 430
Note 5 D) du chapitre 84 – "imprimantes" et note 3 de la section XVI 431
Examen par le Groupe spécial 433
Autres parties de la Liste des CE 439
Arguments des parties 439
Examen par le Groupe spécial 441
iii) Objet et but 441
Arguments des parties 441
Examen par le Groupe spécial 442
iv) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne) 444
Arguments des parties 444
Pratique des Communautés européennes 445
Pratique des plaignants 445
Pratique des tierces parties 448

Examen par le Groupe spécial 449
v) Autres arguments 451
Arguments des parties 451
Examen par le Groupe spécial 453
vi) Conclusions générales sur le sens ordinaire des termes de la sous-position 8471 60 du SH1996 et du code NC 8471 60 dans la Liste des CE 454
b) Question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des "unités d'entrée ou de sortie" au sens du code 8471 60 455
i) Arguments des parties 456
ii) Examen par le Groupe spécial 462
c) Y a-t-il d'autres positions tarifaires applicables? 464
i) Sens ordinaire des termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 465
Sens de l'expression appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect) 465
Arguments des parties 465
Examen par le Groupe spécial 469
Les termes de la sous-position 9009 12 dans leur contexte 472
Arguments des parties 472
SH1996 et position 9009 de la NC, NESH1996 relative à la position 9009, et chapitres 90, 84 et 85 472
Position 9009 475
NESH1996 relative à la position 9009 477
Examen par le Groupe spécial 479
Chapitre 90 et chapitres 84 et 85 du SH1996 479
Position 9009 480
NESH1996 relative à la position 9009 482
Objet et but 484
Pratique ultérieurement suivie 484
Arguments des parties 484
Examen par le Groupe spécial 485
Autres arguments 485
Arguments des parties 485
Examen par le Groupe spécial 486
Conclusion concernant le sens ordinaire 487
ii) Les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12? 487
Arguments des parties 488

Examen par le Groupe spécial 489

iii) Les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996? *492*

Arguments des parties 492

Examen par le Groupe spécial 494

iv) Conclusion *495*

d) Les mesures en cause prévoient-elles des droits sur les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont plus élevés que ceux de la Liste des CE? 495

i) Règlement n° 517/1999 de la Commission *495*

ii) Déclaration de 2005 ..... *496*

iii) Règlement n° 400/2006 de la Commission *496*

iv) Codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99 ..... *496*

e) Les mesures en cause prévoient-elles un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste des CE? 499

4. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 ..... **499**

a) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent-elles de la concession figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE? 500

i) Arguments des parties *500*

ii) Examen par le Groupe spécial *501*

b) Y a-t-il d'autres positions tarifaires applicables? 501

i) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE? *502*

Arguments des parties 502

Examen par le Groupe spécial 502

ii) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent-elles de la concession figurant dans la sous-position 8472 90 de la Liste des CE? *503*

Arguments des parties 503

Examen par le Groupe spécial 503

c) Les mesures en cause entraînent-elles l'imposition de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE sur les produits en cause? 504

i) Règlement n° 517/1999 de la Commission *504*

ii) Déclaration de 2005 ..... *505*

iii) Règlement n° 400/2006 de la Commission *505*

iv) Codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99 506
d) Les mesures en cause accordent-elles un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE? 508
VIII. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS 509
A. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS (DS375): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL 510
1. Systèmes d'affichage à écran plat 510
2. Modules séparés ayant une fonction de communication 512
3. MFM 513
4. Annulation ou réduction d'avantages 515
5. Recommandations 515
B. PLAINTE DU JAPON (DS376): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL 516
1. Systèmes d'affichage à écran plat 516
2. Modules séparés ayant une fonction de communication 518
3. MFM 518
4. Annulation ou réduction d'avantages 520
5. Recommandations 521
C. PLAINTE DU TAIPEI CHINOIS (DS377): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL 522
1. Systèmes d'affichage à écran plat 522
2. Modules séparés ayant une fonction de communication 524
3. MFM 525
4. Annulation ou réduction d'avantages 527
5. Recommandations 527

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

COMMUNICATIONS DES ÉTATS-UNIS

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
A-1	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis	A-2
A-2	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la première réunion de fond	A-11
A-3	Déclaration orale finale des États-Unis à la première réunion de fond	A-22
A-4	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des États-Unis	A-25
A-5	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond	A-36

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DU JAPON

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
B-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Japon	B-2
B-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon à la première réunion de fond	B-10
B-3	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Japon	B-17
B-4	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire du Japon à la deuxième réunion de fond	B-28

ANNEXE C

COMMUNICATIONS DU TAIPEI CHINOIS

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
C-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Taipei chinois	C-2
C-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Taipei chinois à la première réunion de fond	C-14
C-3	Déclaration orale finale du Taipei chinois à la première réunion de fond	C-18
C-4	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Taipei chinois	C-20
C-5	Résumé analytique de la déclaration orale du Taipei chinois à la deuxième réunion de fond	C-36

ANNEXE D

COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
D-1	Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes	D-2
D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond	D-13
D-3	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes	D-22
D-4	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond	D-38

ANNEXE E

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
E-1	Déclaration orale de l'Australie à la première réunion de fond	E-2
E-2	Résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie	E-7
E-3	Déclaration orale de la Chine à la première réunion de fond	E-9
E-4	Résumé analytique de la communication du Costa Rica en tant que tierce partie	E-11
E-5	Déclaration orale du Costa Rica à la première réunion de fond	E-14
E-6	Déclaration orale de Hong Kong, Chine à la première réunion de fond	E-17
E-7	Déclaration orale de l'Inde à la première réunion de fond	E-19
E-8	Résumé analytique de la communication de la Corée en tant que tierce partie	E-21
E-9	Résumé analytique de la communication des Philippines en tant que tierce partie	E-23
E-10	Résumé analytique de la déclaration orale des Philippines à la première réunion de fond	E-25
E-11	Résumé analytique de la communication de Singapour en tant que tierce partie	E-28
E-12	Résumé analytique de la déclaration orale de Singapour à la première réunion de fond	E-32
E-13	Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond	E-35
E-14	Résumé analytique de la communication de la Turquie en tant que tierce partie	E-37
E-15	Déclaration orale de la Turquie à la première réunion de fond	E-39

ANNEXE F

DEMANDE CONJOINTE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL ET DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (WT/MIN(96)/16)

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
F-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois (WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6)	F-2
F-2	Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16)	F-9

AFFAIRES DANS LE CADRE DE L'OMC CITÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPORTS

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R et Corr.1, adopté le 22 avril 1998
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS56/AB/R
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R, adopté le 27 octobre 1999
Canada – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/R, WT/DS113/R, adopté le 27 octobre 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, adopté le 18 décembre 2001
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/RW, WT/DS113/RW, adopté le 18 décembre 2001, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW
CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291/R, WT/DS292/R, WT/DS293/R, Add.1 à 9 et Corr.1, adopté le 21 novembre 2006
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Bananes III (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS27/R/USA, adopté le 25 septembre 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Deuxième recours de l'Équateur à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS27/AB/RW2/ECU, adopté le 11 décembre 2008, et Corr.1
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Certaines questions douanières	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/R, adopté le 11 décembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS315/AB/R
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Marques et indications géographiques (Australie)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, plainte de l'Australie*, WT/DS290/R, adopté le 20 avril 2005
CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, plainte des États-Unis*, WT/DS174/R, adopté le 20 avril 2005
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998
CE – Matériels informatiques	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/R, WT/DS67/R, WT/DS68/R, adopté le 22 juin 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Morceaux de poulet (Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte du Brésil*, WT/DS269/R, adopté le 27 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Morceaux de poulet (Thaïlande)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte de la Thaïlande*, WT/DS286/R, adopté le 27 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Subventions à l'exportation de sucre	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre*, WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R, adopté le 19 mai 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre, plainte de l'Australie*, WT/DS265/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Chine – Pièces automobiles	Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles*, WT/DS339/AB/R, WT/DS340/AB/R, WT/DS342/AB/R, adopté le 12 janvier 2009
Chine – Pièces automobiles	Rapports du Groupe spécial *Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles*, WT/DS339/R, WT/DS340/R, WT/DS342/R, et Add.1 et 2, adoptés le 12 janvier 2009, confirmé (WT/DS339/R) et modifiés (WT/DS340/R, WT/DS342/R) par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS339/AB/R, WT/DS340/AB/R, WT/DS342/AB/R
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels*, WT/DS363/AB/R, adopté le 19 janvier 2010
Chine – Publications et produits audiovisuels	Rapport du Groupe spécial *Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels*, WT/DS363/R et Corr.1, adopté le 19 janvier 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS363/AB/R
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/R, WT/DS169/R, adopté le 10 janvier 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Corée – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS98/AB/R
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Acier au carbone	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS213/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/R, adopté le 23 mai 1997, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS33/AB/R
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R et Add.1 à 3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – Crevettes	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/R et Corr.1, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/R, adopté le 20 mars 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/R
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/R, adopté le 20 avril 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS285/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*, WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*, WT/DS350/R, adopté le 19 février 2009, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS350/AB/R
États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005
États-Unis – Plomb et bismuth II	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/R et Corr.2, adopté le 7 juin 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS138/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction – Recours du Japon à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS322/AB/RW, adopté le 31 août 2009
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/R, adopté le 17 décembre 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS268/AB/R
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/R, adopté le 25 février 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS24/AB/R
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture, plainte des États-Unis*, WT/DS50/R, adopté le 16 janvier 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS50/AB/R
Inde – Droits d'importation additionnels	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Droits additionnels et droits additionnels supplémentaires sur les importations en provenance des États-Unis*, WT/DS360/AB/R, adopté le 17 novembre 2008
Inde – Droits d'importation additionnels	Rapport du Groupe spécial *Inde – Droits additionnels et droits additionnels supplémentaires sur les importations en provenance des États-Unis*, WT/DS360/R, adopté le 17 novembre 2008, infirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS360/AB/R
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/R, WT/DS10/R, WT/DS11/R, adopté le 1er novembre 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
Mexique – Télécommunications	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures visant les services de télécommunication*, WT/DS204/R, adopté le 1er juin 2004
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Thaïlande – Poutres en H	Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS122/AB/R
Turquie – Riz	Rapport du Groupe spécial *Turquie – Mesures affectant l'importation de riz*, WT/DS334/R, adopté le 22 octobre 2007

AFFAIRES DANS LE CADRE DU GATT CITÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPORTS

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Canada – LEIE	Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger*, L/5504, adopté le 7 février 1984, IBDD, S30/147
CEE – Papier journal	Rapport du Groupe spécial du GATT, *Groupe spécial du papier journal*, L/5680, adopté le 20 novembre 1984, IBDD, S31/125
CEE – Pommes (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial du GATT, *Communauté économique européenne – Restrictions à l'importation de pommes – Plainte des États-Unis*, L/6513, adopté le 22 juin 1989, IBDD, S36/149
Grèce – Disques pour phonographe	Rapport du Groupe d'experts, *Majoration des droits consolidés sur les disques pour phonographe*, L/580, 9 novembre 1956, n'a pas été adopté

ABRÉVIATIONS

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LES PRÉSENTS RAPPPORTS

Intitulé abrégé	Intitulé complet
ATI	Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, 13 décembre 1996 (WT/MIN(96)/16)
Code des douanes communautaire (CDC)	Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire, J.O. L 302/1, 19 octobre 1992, tel qu'il a été modifié
Comité du Code des douanes (407ème réunion)	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique (secteur mécanique/divers), *conclusions de la 407ème réunion du Comité* (18-20 octobre 2006), projet de NENC concernant les "récepteurs satellites avec modem intégré", annexe VI, 8 janvier 2007
Comité du Code des douanes (413ème réunion)	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique (secteur mécanique/divers), *conclusions de la 413ème réunion du Comité* (10-12 janvier 2007), point 5, 7 mars 2007
Comité du Code des douanes (420ème réunion)	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique (secteur mécanique/divers), *conclusions de la 420ème réunion du Comité* (18-20 avril 2007), projet de NENC concernant les "modules séparés munis d'un disque dur", point 3.3. et annexe IV, 31 mai 2007
Comité du Code des douanes (432ème réunion)	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique (secteur mécanique/divers), *conclusions de la 432ème réunion du Comité* (19 octobre 2007), point 6, 15 novembre 2007
Comité du Code des douanes (433ème réunion)	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique (rubriques du tarif), *rapport résumé de la 433ème réunion du Comité* (22 octobre 2007), point 5, 23 novembre 2007
Commission	Commission européenne
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969. Entrée en vigueur le 27 janvier 1980, Recueil des traités des Nations Unies, volume 1155, page 331
Convention sur le SH	Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
Cour européenne de justice (Clees)	Cour de justice des Communautés européennes, 3 décembre 1998 (Clees contre Hauptzollamt Wuppertal, C-259/97), Rec. CJCE 1998, I-08127
Cour européenne de justice (Develop Dr. Eisbein)	Cour de justice des Communautés européennes, 16 juin 1994 (Develop Dr. Eisbein, C-35/93) Rec. CJCE 1994, I-2655
Cour européenne de justice (DFDS BV)	Cour de justice des Communautés européennes, 16 septembre 2004 (DFDS BV contre Inspecteur der Belastingdienst, C-396/02), Rec. CJCE 2004, I-8439
Cour européenne de justice (Dittmeyer)	Cour de justice des Communautés européennes, 15 février 1977 (Dittmeyer, C-69/76 et 70/76), Rec. CJCE 1977, 231

Intitulé abrégé	Intitulé complet
Cour européenne de justice (Gebr. Vismans Nederland BV)	Cour de justice des Communautés européennes, 18 septembre 1990 (Gebr. Vismans Nederland BV contre Inspecteur der Invoerrechten en Accijnzen, C-265/89), Rec. CJCE 1990, I-3411
Cour européenne de justice (GoldStar Europe)	Cour de justice des Communautés européennes, 13 décembre 1994 (GoldStar Europe GmbH contre Hauptzollamt Ludwigshafen, C-401/93), Rec. CJCE 1994, I-5587
Cour européenne de justice (Hewlett Packard)	Cour de justice des Communautés européennes, 17 mai 2001 (Hewlett Packard BV contre Directeur général des douanes et droits indirects, C-119/99), Rec. CJCE 2001, I-03981
Cour européenne de justice (Kamino)	Cour de justice des Communautés européennes, 19 février 2009 (Staatssecretaris van Financiën contre Kamino International Logistics BV, C-376/07)
Cour européenne de justice (Kip et Hewlett Packard)	Cour de justice des Communautés européennes, 11 décembre 2008 (Kip Europe *et al.* et Hewlett Packard, C-363/07 contre Administration des douanes – Direction générale des douanes et droits indirects, C-362/07 et 363/07)
Cour européenne de justice (Rank Xerox)	Cour de justice des Communautés européennes, 9 octobre 1997 (Rank Xerox Manufacturing Nederland BV, C-67/95), Rec. CJCE 1997, I-5401
Cour européenne de justice (Sunshine Deutschland Handelsgesellschaft)	Cour de justice des Communautés européennes 19 avril 2007 (Sunshine Deutschland Handelsgesellschaft, C-229/06), Rec. CJCE 2007, I-3251
Décision de comitologie	Décision 1999/468/CE du Conseil, du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, J.O. L 184/23, 17 juillet 1999, telle qu'elle a été modifiée par la Décision 2006/512/EC, J.O. L 200/11, 22 juillet 2006
Déclaration de 2005	Comité du Code des douanes – Section de la nomenclature tarifaire et statistique, *rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité* (26-28 janvier 2005), annexe VII, 3 mars 2005
États membres des CE	États membres des Communautés européennes
Lignes directrices concernant les RTC	Lignes directrices concernant le système des renseignements tarifaires contraignants européens (RTCE) et son fonctionnement, 28 octobre 2004
McGraw-Hill Dictionary	McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms, 1994 (5ème édition)
MFM (Multifunctional digital machines)	machines numériques multifonctions
NC	Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 256/1, 7 septembre 1987, tel qu'il a été modifié
NC1997	Règlement (CE) n° 1734/96 de la Commission, du 9 septembre 1996, modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 238/1, 19 septembre 1996, tel qu'il a été modifié

Intitulé abrégé	Intitulé complet
NC2006	Règlement (CE) n° 1719/2005 de la Commission du 27 octobre 2005 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 286/1, 28 octobre 2005, tel qu'il a été modifié
NC2007	Règlement (CE) n° 1549/2006 de la Commission du 17 octobre 2006 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 301/1, 31 octobre 2006, tel qu'il a été modifié
NC2008	Règlement (CE) n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 286/1, 31 octobre 2007, tel qu'il a été modifié
NC2009	Règlement (CE) n° 1031/2008 de la Commission du 19 septembre 2008 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 291/1, 31 octobre 2008, tel qu'il a été modifié
NC2010	Règlement (CE) n° 948/2009 de la Commission du 30 septembre 2009 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 287, 31 octobre 2009, tel qu'il a été modifié
NENC	notes explicatives de la nomenclature combinée
NENC 2006/C 332/05	Application uniforme de la nomenclature combinée (NC) (Classement des marchandises), J.O. C 332/05, 30 décembre 2006
NENC 2008/C 112/03	notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03, J.O. C 112/8, 7 mai 2008
NENC 2008/C 133/01	notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes: Publication faite en vertu de l'article 9, paragraphe 1, du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. C 133/1, 30 mai 2008
NESH	notes explicatives du SH
Règlement intérieur du Comité du Code des douanes	Règlement intérieur du Comité du Code des douanes adopté par la Section de la réglementation douanière générale du Comité du Code des douanes le 5 décembre 2001 (TAXUD/741/2001)
Règlement n° 1165/95 de la Commission	Règlement (CE) n° 1165/95 de la Commission du 23 mai 1995, relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 117/15, 24 mai 1995
Règlement n° 2171/2005 de la Commission	Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission du 23 décembre 2005 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 346/7, 29 décembre 2005
Règlement n° 2184/97 de la Commission	Règlement (CE) n° 2184/97 de la Commission du 3 novembre 1997 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 299/6, 4 novembre 1997

Intitulé abrégé	Intitulé complet
Règlement n° 400/2006 de la Commission	Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission du 8 mars 2006 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 70/9, 9 mars 2006
Règlement n° 517/1999 de la Commission	Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 61/23, 10 mars 1999
Règlement n° 634/2005 de la Commission	Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 106/7, 27 avril 2005
Règlement n° 179/2009 du Conseil	Règlement (CE) n° 179/2009 du Conseil du 5 mars 2009 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 63/1, 7 mars 2009
Règlement n° 2658/87 du Conseil	Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 256/1, 7 septembre 1987, tel qu'il a été modifié
Règlement n° 301/2007 du Conseil	Règlement (CE) n° 301/2007 du Conseil du 19 mars 2007 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 81/11, 22 mars 2007
Règlement n° 493/2005 du Conseil	Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, J.O. L 82/1, 31 mars 2005
RGI	Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé ou Règles générales pour l'interprétation de la NC
RTC	renseignement tarifaire contraignant
SH	Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
TDC	tarif douanier commun
The Shorter Oxford Dictionary (1993)	*New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 (4ème édition), volumes I et II
The Shorter Oxford Dictionary (2002)	*New Shorter Oxford English Dictionary*, 5ème édition, 2002, volume I (A-M)
The Shorter Oxford Dictionary (2003)	*New Shorter Oxford English Dictionary*, 5ème édition, 2003, volume II (N-Z)

I. INTRODUCTION

A. PLAINTES DES ÉTATS-UNIS, DU JAPON ET DU TAIPEI CHINOIS

1.1 Le 28 mai 2008, les États-Unis et le Japon et, le 12 juin 2008, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (le "Taipei chinois"), ont demandé indépendamment l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes[1] et leurs États membres ("les Communautés européennes")[2] conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord et à l'article XXII:1 du GATT de 1994 au sujet du traitement tarifaire que les Communautés européennes accordent pour certains produits des technologies de l'information.[3]

1.2 Les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois ont demandé, conformément au paragraphe 11 de l'article 4 du Mémorandum d'accord, à être admis à participer aux consultations que tiendrait chacun d'entre eux.[4] La Chine, les Philippines, Singapour et la Thaïlande ont demandé à être admises à participer aux consultations demandées par les États-Unis et le Japon, et la Chine a aussi demandé à être admise à participer aux consultations demandées par le Taipei chinois.[5] Les Communautés européennes n'ont pas accepté ces demandes, à l'exception de la demande formulée par la Chine qui souhaitait être admise à participer aux consultations demandées par le Taipei chinois.[6]

1.3 Des consultations séparées se sont tenues à Genève entre chaque partie plaignante et les Communautés européennes. Les Communautés européennes et les États-Unis ont tenu leurs consultations les 25 et 26 juin 2008 et les 14 et 15 juillet 2008. Les Communautés européennes et le Japon ont tenu leurs consultations le 26 juin 2008 et les 16 et 17 juillet 2008. Les Communautés européennes et le Taipei chinois ont tenu leurs consultations les 3, 18 et 25 juillet 2008. Aucune de ces consultations n'a débouché sur un règlement mutuellement satisfaisant du différend.

1.4 Le 18 août 2008, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois, conjointement et individuellement, ont demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, doté du mandat type.[7] À sa réunion du 29 août 2008, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a reporté l'établissement d'un groupe spécial en raison de l'opposition des Communautés européennes.[8]

---

[1] Le 1er décembre 2009, le *Traité de Lisbonne* modifiant le *Traité sur l'Union européenne* et le *Traité instituant la Communauté européenne* (fait à Lisbonne, le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une *Note verbale* (WT/L/779) du *Conseil de l'Union européenne* et de la *Commission des Communautés européennes* disant qu'en vertu du *Traité de Lisbonne*, au 1er décembre 2009, l'*Union européenne* se substituait et succédait à la *Communauté européenne*.

[2] L'emploi de l'expression "Communautés européennes" est sans préjudice de la position des Communautés européennes selon laquelle leurs États membres ne sont pas parties défenderesses dans le présent différend (voir ci-après le paragraphe 1.10). Cette question est traitée plus loin, comme il convient, dans la section des présents rapports consacrée aux constatations.

[3] WT/DS375/1, WT/DS376/1 et WT/DS377/1, respectivement.

[4] Voir WT/DS375/3 et 6; WT/DS376/3 et 6; et WT/DS377/2 et 4.

[5] Voir WT/DS375/2, 4, 5 et 7; WT/DS376/2, 4, 5 et 7; et WT/DS377/3.

[6] Voir WT/DS377/5.

[7] La demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial a été distribuée le 19 août 2008 en tant que document unique (WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6). Elle est reproduite à l'annexe [G-1] des présents rapports.

[8] WT/DSB/M/255, paragraphe 69.

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.5 À sa réunion du 23 septembre 2008, l'ORD a établi un groupe spécial unique conformément à la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois dans le document WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6 en application de l'article 6 du Mémorandum d'accord.[9]

1.6 À cette réunion, les parties au différend sont convenues que le Groupe spécial devrait être doté du mandat type. Le mandat du Groupe spécial est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu dans le document WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.7 Le 12 janvier 2009, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord.

1.8 Le 22 janvier 2009, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante[10]:

Président: M. Wilhelm Meier

Membres: M. David Evans
Mme Valérie Hughes

1.9 L'Australie; le Brésil; la Chine; la Corée; le Costa Rica; les États-Unis (en ce qui concerne les plaintes du Japon et du Taipei chinois); Hong Kong, Chine; l'Inde; le Japon (en ce qui concerne les plaintes des États-Unis et du Taipei chinois); les Philippines; Singapour; le Taipei chinois (en ce qui concerne les plaintes des États-Unis et du Japon); la Thaïlande; la Turquie; et le Viet Nam ont réservé leurs droits de participer aux travaux du Groupe spécial en qualité de tierces parties.[11]

C. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL

1.10 Le 4 février 2009, les parties et le Groupe spécial ont tenu leur réunion d'organisation. Lors de cette réunion, ainsi que dans les communications orales et écrites qui ont suivi, les Communautés européennes ont fait part de leurs préoccupations au sujet du fait que les parties plaignantes étaient tierces parties au présent différend et se sont également opposées à ce que leurs États membres soient considérés comme parties défenderesses dans le cadre du différend. Le Groupe spécial traitera ces questions plus loin, selon qu'il conviendra, dans la section des présents rapports consacrée aux constatations.

---

[9] WT/DSB/M/256, paragraphe 52.
[10] WT/DS375/9, WT/DS376/9 et WT/DS377/7 du 26 janvier 2009.
[11] Le 23 janvier 2009, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois ont notifié leur intérêt de participer en tant que tierces parties.

1.11 Le Groupe spécial a tenu sa première réunion de fond avec les parties les 12 et 14 mai 2009. La séance avec les tierces parties s'est tenue le 13 mai 2009. Le Groupe spécial a tenu sa deuxième réunion de fond avec les parties le 9 juillet 2009. Sur demande des parties plaignantes, et conformément aux procédures adoptées par le Groupe spécial après consultation avec les parties, la première et la deuxième réunion ont été ouvertes au public.[12] Une télédiffusion en circuit fermé des séances ouvertes du Groupe spécial a eu lieu en temps réel dans une salle séparée du bâtiment de l'OMC à Genève pour permettre au public de suivre la procédure.

1.12 Le 25 août 2009, le Groupe spécial a remis le projet de partie descriptive de ses rapports. Le 8 septembre 2009, il a reçu les observations des parties sur le projet de partie descriptive. Le Groupe spécial a remis ses rapports intérimaires aux parties le 11 juin 2010. Il a remis ses rapports finals aux parties le [ ].

II. ASPECTS FACTUELS

A. MESURES EN CAUSE

2.1 Les parties plaignantes allèguent que les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement tarifaire en franchise de droits pour certains produits des technologies de l'information. Ces produits[13] sont désignés par les parties plaignantes par les termes certains "dispositifs d'affichage à écran plat", "modules séparés ayant une fonction de communication" ("modules séparés") et "machines numériques multifonctions" ("MFM").[14] Les parties plaignantes allèguent que les Communautés européennes sont tenues d'accorder ce traitement en franchise de droits en vertu de la Liste de concessions des Communautés européennes annexée au GATT de 1994 ("la Liste des CE") conformément aux modifications qui y ont été apportées pour tenir compte des engagements qu'elles ont pris au titre de la *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information* (l'"Accord sur les technologies de l'information" ou "ATI").[15]

2.2 Les parties plaignantes ont indiqué les mesures ci-après comme étant les mesures en cause dans le présent différend:

1. Dispositifs d'affichage à écran plat

a) Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005;

---

[12] "Procédures pour les auditions ouvertes, première et deuxième réunions de fond du Groupe spécial" du 29 avril 2009, adoptées en vertu du paragraphe 2 des "Procédures de travail du Groupe spécial" du 10 février 2009.

[13] Les expressions "systèmes d'affichage à écran plat", "modules séparés ayant une fonction de communication" et "machines numériques multifonctions", ainsi que leurs formes abrégées "modules séparés" et "MFM", sont utilisées uniquement par commodité et figureront dans les présents rapports sans préjudice des positions adoptées par les parties au sujet de la désignation des produits en cause dans le présent différend.

[14] Dans la note de bas de page 15 de leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les parties plaignantes expliquent qu'elles emploient cette expression pour désigner les "machines qui assureront au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopies, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (y compris les dispositifs désignés dans le commerce par l'appellation "MFP" (imprimantes multifonctions), d'autres "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information", et les télécopieurs)".

[15] *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information*, 13 décembre 1996 (WT/MIN(96)/16). Le texte intégral de l'ATI est également reproduit à l'annexe G des présents rapports.

b) Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005;

c) Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission du 23 décembre 2005;

d) Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées;

e) Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 133/01 (30 mai 2008), considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987; et

f) toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

2. Modules séparés

a) Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées;

b) Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03 (7 mai 2008)[16], considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987; et

c) toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

3. MFM

a) Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999;

b) Rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes, section de la nomenclature tarifaire et statistique, TAXUD/555/2005-EN (mars 2005);

c) Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission du 8 mars 2006;

d) Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées (y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007); et

e) toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

[16] Il a également été fait mention de certaines initiatives du Comité du Code des douanes en ce qui concerne les modifications apportées à ces notes explicatives (note de bas de page 11 et page 5 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial).

B. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ADRESSÉE À L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES

2.3 Le 8 septembre 2009, le Groupe spécial, conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, a envoyé une lettre au secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes ("OMD") sollicitant son aide pour certaines questions relatives au Système harmonisé ("SH"). L'OMD a répondu à la lettre du Groupe spécial le 29 septembre 2009. Le 14 octobre 2009, les parties ont présenté leurs observations sur la réponse de l'OMD.

C. DEMANDE DE RAPPORTS DISTINCTS

2.4 À la réunion d'organisation du 4 février 2009, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de remettre des rapports distincts. Les parties plaignantes n'ont pas formulé d'objections à cette demande lors de cette réunion. Dans leurs observations sur le projet de partie descriptive des présents rapports, les parties plaignantes ont demandé que, si les rapports étaient remis sous la forme d'un document unique, les conclusions et recommandations relatives à chacun des différends soient exposées sur des pages distinctes, chaque page ne comportant que la cote du rapport relative à ce différend. Les constatations du Groupe spécial sont donc rendues sous la forme d'un document unique contenant trois rapports distincts. Les conclusions et recommandations du Groupe spécial relatives à chacun des différends seront exposées sur des pages distinctes, chaque page ne comportant que la cote du rapport relative à ce différend.[17]

III. DEMANDES DE CONSTATATIONS ET DE RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES

A. ÉTATS-UNIS, JAPON ET TAIPEI CHINOIS

3.1 Compte tenu des mesures précitées, les parties plaignantes demandent au Groupe spécial de constater ce qui suit:

1. Dispositifs d'affichage à écran plat

3.2 Du fait des mesures précitées, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois demandent au Groupe spécial de constater que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 en accordant, pour certains dispositifs d'affichage à écran plat, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, et en soumettant ces produits à des droits de douane proprement dits, ou à d'autres droits et impositions, qui sont plus élevés que ceux de la Liste des CE.

2. Modules séparés

3.3 Du fait des mesures précitées, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois demandent au Groupe spécial de constater que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article II:1a) et II:1b) du GATT de 1994 en accordant, pour les modules séparés, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, et en soumettant ces produits à des droits de douane proprement dits, ou à d'autres droits et impositions, qui sont plus élevés que ceux de la Liste des CE.

[17] Le Groupe spécial suivra donc une approche semblable à celle adoptée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier* (voir la note d'envoi relative à ce rapport et le paragraphe 10.725). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes (21:5 – Équateur II)* et sur l'affaire *Chine – Pièces automobiles*.

3.4 Les États-Unis et le Taipei chinois demandent par ailleurs au Groupe spécial de constater que les Communautés européennes, s'agissant des modules séparés, ont agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 en ne publiant pas dans les moindres délais les notes explicatives indiquées plus haut en ce qui concerne ces produits et en imposant des droits sur ces produits en application de l'approche définie dans ces notes explicatives avant la date de leur publication.

3. MFM

3.5 Du fait des mesures précitées, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois demandent au Groupe spécial de constater que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 en accordant, pour certaines MFM, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la liste des CE, et en soumettant ces produits à des droits de douane proprement dits, ou à d'autres droits et impositions, qui sont plus élevés que ceux de la Liste des CE.

B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

3.6 Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations soulevées par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties, tels qu'ils sont exposés dans leurs résumés analytiques de leurs communications écrites et de leurs déclarations orales adressées au Groupe spécial, sont joints aux présents rapports en tant qu'Annexes A, B, C et D (voir la liste des annexes, pages ii et iii). Les réponses des parties aux questions et les observations des parties sur leurs réponses respectives aux questions ne sont pas jointes aux présents rapports en tant qu'annexes. Elles sont cependant prises en compte dans la section des présents rapports consacrée aux constatations, lorsque cela est pertinent.[18]

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, tels qu'ils sont exposés dans leurs résumés analytiques de leurs communications écrites et de leurs déclarations orales adressées au Groupe spécial, sont joints aux présents rapports en tant qu'annexe E (voir la liste des annexes, page iii).[19] Les réponses des tierces parties aux questions ne sont pas jointes aux présents rapports en tant qu'annexes. Elles sont cependant prises en compte dans la section des présents rapports consacrée aux constatations, lorsque cela est pertinent.[20]

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, les constatations du rapport final du groupe spécial doivent comprendre un examen des arguments avancés par les parties durant la phase de réexamen intérimaire. La présente section du rapport du Groupe spécial contient cet examen.

[18] Conformément aux dispositions établies dans le paragraphe 18 des "Procédures de travail du Groupe spécial" du 10 février 2009.

[19] L'Australie, le Brésil, les États-Unis, Hong-Kong, Chine, l'Inde, le Japon, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Viet Nam n'ont pas rédigé de communications écrites. Le Brésil, la Corée, les États-Unis, le Japon, le Taipei chinois et le Viet Nam n'ont pas fait de déclarations orales.

[20] Conformément aux dispositions établies dans le paragraphe 18 des "Procédures de travail du Groupe spécial" du 10 février 2009.

Comme il ressort clairement de l'article 15:3, la présente section fait partie des constatations du Groupe spécial.

A. CONTEXTE

6.2 Les États-Unis, le Japon, le Taipei chinois et les Communautés européennes ont demandé séparément que le Groupe spécial procède à un réexamen intérimaire de certains aspects du rapport intérimaire remis aux parties le 11 juin 2010.[21] Aucune des parties n'a demandé une réunion consacrée au réexamen intérimaire. Cependant, les parties ont saisi l'occasion de présenter d'autres observations écrites sur leurs demandes respectives.[22] Le 23 juillet 2010, le Groupe spécial a remis son rapport final aux parties à titre confidentiel.

B. DEMANDES DE MODIFICATIONS DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

6.3 Le **Groupe spécial** examinera ci-après les demandes de modifications du rapport intérimaire présentées par les parties. Sauf indication contraire, les références figurant ci-après renvoient aux numéros de paragraphes ou de notes de bas de page contenus dans le rapport intérimaire.

1. Observations générales

a) Observations des plaignants

6.4 Le **Japon** demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.91 pour tenir compte de sa demande visant à ce que le Groupe spécial s'abstienne d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ses allégations relatives aux Appendices A *et* B de l'ATI, et pas seulement celles qui se rapportent à l'Appendice A.

6.5 Aucune des parties n'a formulé d'observations sur la demande du Japon.

6.6 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.91 pour tenir compte de la demande du Japon visant à ce que le Groupe spécial s'abstienne d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ses allégations relatives aux Appendices A et B de l'ATI.

6.7 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de modifier les paragraphes 7.94, 7.119, 7.291, 7.599, 7.603 et d'autres paragraphes pertinents dans l'ensemble du rapport en utilisant l'expression "numéros de positions tarifaires" au lieu de "codes NC" dans les cas où ces termes désignent les numéros à huit chiffres figurant dans la Liste des CE.

6.8 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.9 Le **Groupe spécial** a remplacé l'expression "code NC", le cas échéant, par l'expression "numéro de position tarifaire".

6.10 Les **plaignants** demandent que le Groupe spécial modifie les paragraphes 7.82 à 7.90, 7.290, 7.817 et 8.2 afin d'indiquer que les États membres des CE ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations en appliquant des droits aux produits. Ils affirment que le Groupe spécial s'est abstenu de considérer l'application de certains droits par les fonctionnaires des douanes des États

[21] Lettres des parties du 25 juin 2010.
[22] Lettres des parties du 9 juillet 2010.

membres des CE, au motif que les plaignants ont limité leurs allégations à des contestations "en tant que tel" et que la formulation de constatations concernant les États membres ne serait pas nécessaire pour arriver à un règlement positif du différend, compte tenu de "certaines assurances" données par les Communautés européennes. Le Japon et les États-Unis font cependant valoir que le fait de ne pas prendre en considération l'application de certains droits par les États membres peut empêcher un règlement positif du différend. Cela se produirait, selon eux, si les États membres devaient continuer à imposer des droits sur les produits en question. Les États-Unis et le Japon font valoir que les allégations relèvent du mandat du Groupe spécial. En outre, ils notent que les États membres des CE sont des Membres de l'OMC à part entière ayant des obligations individuelles, et que les relations internes entre les Communautés européennes et leurs États membres ne peuvent pas diminuer le droit des autres Membres de l'OMC d'exercer leurs droits en vertu des Accords de l'OMC.

6.11 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de rejeter la demande des plaignants. Elles font valoir que les plaignants ne peuvent pas contester l'"application" de droits par les États membres des CE aux produits en cause, compte tenu notamment des déclarations qu'ils ont faites au Groupe spécial durant la procédure selon lesquelles ils n'ont pas contesté les mesures "telles qu'appliquées". Les Communautés européennes estiment qu'elles sont "exclusivement compétentes pour décider du droit applicable à chaque produit en cause", tandis que l'"application" de ce droit est la seule responsabilité des autorités douanières des États membres des CE. À leur avis, l'application de droits aux produits en cause est du même ordre que l'"application" des mesures des CE en cause. Les Communautés européennes affirment que les plaignants n'ont pas fourni d'éléments de preuve, pour ce qui est de l'application de droits à tous les produits concernés par chacun des 27 États membres des CE, qui seraient suffisants pour étayer leur allégation relative à l'application des droits, et elles ne pensent pas non plus que les plaignants puissent formuler leur allégation en mentionnant uniquement les effets juridiques des mesures des CE.[23] Enfin, les Communautés européennes contestent le point de vue des plaignants selon lequel le fait que le Groupe spécial ne formule pas de constatations concernant les États membres des CE compromettrait la capacité des plaignants de parvenir à un règlement positif du différend. Les Communautés européennes soutiennent que la position des plaignants part du principe que les autorités douanières des États membres des CE feraient abstraction du droit communautaire si les Communautés européennes modifiaient par amendement ou abrogeaient les mesures en cause afin de mettre en œuvre le rapport du Groupe spécial. Comme elles l'ont fait valoir dans leurs communications, les Communautés européennes estiment qu'elles ont la compétence exclusive pour déterminer le taux de droit applicable aux produits en cause, et que les États membres sont tenus d'appliquer tout nouveau taux de droit applicable.

6.12 Le **Groupe spécial** fait observer que, bien que les plaignants aient indiqué dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que tous les États membres des CE étaient les défendeurs en l'espèce, ils ont formulé leurs allégations à l'égard d'un ensemble de mesures des CE. Même si les plaignants ont présenté des éléments de preuve concernant l'*application* de droits par les autorités douanières de certains États membres des CE dans des cas particuliers, nous rappelons qu'ils ont confirmé au Groupe spécial qu'ils ne cherchaient pas à contester ces applications en particulier, mais qu'ils présentaient ces éléments de preuve pour étayer les allégations "en tant que tel" qu'ils avaient formulées à l'égard des mesures des CE. Le Groupe spécial fait aussi observer que les éléments de preuve fournis par les plaignants ne tiennent pas compte de l'ensemble des déterminations

[23] Les Communautés européennes font valoir en outre que le Japon et le Taipei chinois ne peuvent pas établir le bien-fondé de leurs allégations en s'appuyant sur des éléments de preuve présentés uniquement par les États-Unis (comme il est indiqué dans la note de bas de page 1 de la demande de réexamen de certains aspects du rapport intérimaire présentée par les États-Unis). Au plus, les Communautés européennes estiment que les éléments de preuve fournis par les États-Unis pourraient étayer leur propre allégation, mais non celles du Japon ou du Taipei chinois.

de la valeur en douane effectuées par tous les États membres des CE. Pour ces raisons, il estime avoir formulé les constatations appropriées en la matière et, en conséquence, nous n'avons pas procédé aux modifications demandées. Nous avons néanmoins adapté le paragraphe 8.2 afin de clarifier notre position à cet égard.

6.13 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial d'examiner l'argument énoncé dans l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.95, concernant la question de savoir si les plaignants ont établi ou non des éléments "*prima facie*" comme ceux avancés par les Communautés européennes. Ils soutiennent que le Groupe spécial n'a pas nécessairement adopté la formulation des Communautés européennes dans ses rapports et que le paragraphe devrait être plus clair à cet effet.

6.14 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.15 Le **Groupe spécial** a inséré les termes "selon les Communautés européennes" dans l'avant-dernière phrase à des fins de clarification, afin de préciser que les arguments se rapportent exclusivement aux Communautés européennes.

6.16 Les **plaignants** demandent que la clause finale de la dernière phrase du paragraphe 7.114 soit supprimée, faisant valoir que le rapport examine la définition des mesures donnée par les plaignants pour chacune des allégations, et pas seulement certaines allégations "en particulier".

6.17 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.18 Le **Groupe spécial** a supprimé la clause; il n'estime pas que cette modification affecte le fond des rapports.

6.19 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de faire référence, aux paragraphes 7.119 et 7.315, à une section distincte des rapports, afin d'indiquer que les plaignants ont présenté des avis différents sur la question de savoir si les concessions fondées sur l'Appendice B de l'ATI figurent exclusivement dans l'Annexe de la Liste des CE ou si elles sont incorporées par référence. En particulier, les plaignants demandent au Groupe spécial d'inclure la note de bas de page suivante: "Au sujet des vues des plaignants sur l'emplacement de la concession, voir les paragraphes 7.213 à 7.220."

6.20 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.21 Le **Groupe spécial** a inséré la note de bas de page afin de préciser que les parties ont des vues différentes sur l'emplacement des concessions.

6.22 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réexaminer l'analyse pertinente au paragraphe 7.137 afin de déterminer si la NC2009 relève de son mandat. En particulier, les plaignants font valoir que l'approche indiquée aux paragraphes 7.169 et 7.170, qui a été utilisée pour évaluer si les règlements de 2007 et 2009 relevaient de son mandat, devrait aussi être pertinente pour évaluer la NC2009. Cette dernière approche a été examinée dans le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*.

6.23 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.24 Le **Groupe spécial** a révisé le paragraphe 7.137 pour tenir compte de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, telle qu'elle est examinée aux paragraphes 7.175 et 7.176 du rapport, par souci d'exhaustivité. Le Groupe spécial a en outre harmonisé la section avec l'approche adoptée aux paragraphes 7.171 à 7.191.

6.25 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réviser comme suit la dernière phrase du paragraphe 7.183: "… nous considérons qu'une décision qui tient compte du Règlement n° 179/2009 du Conseil contribuerait au règlement du présent différend." Ils font valoir, aux paragraphes 7.168 à 7.190, que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner si les modifications relatives aux suspensions des droits (en particulier les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil) relèvent de son mandat ou s'il peut se prononcer sur les mesures en l'espèce. Les plaignants font valoir qu'ils ont inclus le Règlement n° 493/2005 du Conseil dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, en raison de la référence au fait que certains systèmes d'affichage à écran plat utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides qui "peuvent … reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information" ne sont pas visés par l'ATI. Les plaignants ne contestent pas que le Groupe spécial peut considérer s'il examinera ou non les arguments des Communautés européennes et des plaignants concernant ces mesures. En particulier, ils reconnaissent que le Groupe spécial peut examiner la question de savoir si les suspensions des droits "remédient" à la violation de l'article II:1 a) et II:1 b) résultant de l'imposition de droits sur certains dispositifs. Toutefois, les plaignants soutiennent qu'il ne s'agit pas d'une question concernant le mandat du Groupe spécial. Ils font valoir que les éléments des mesures en question qui concernent la suspension des droits ne faisaient pas partie de leurs allégations et qu'ils ne donnent donc pas lieu à une question couverte par le mandat.

6.26 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.27 Le **Groupe spécial** note qu'il a examiné la suspension des droits énoncée dans le Règlement n° 493/2005 du Conseil et ultérieurement modifiée et prorogée par les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil, non seulement en raison du fait que les plaignants ont indiqué initialement le Règlement n° 493/2005 du Conseil comme étant une mesure en cause, mais aussi à la lumière des arguments ultérieurs des Communautés européennes et des plaignants concernant ces règlements. De plus, nous notons que le Taipei chinois et les Communautés européennes ont tenu compte de la modification la plus récente, à savoir le Règlement n° 179/2009 du Conseil, dans le contexte de leurs arguments.[24] Le Taipei chinois a noté qu'il considérait que les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil n'avaient pas modifié la nature essentielle de la mesure initiale à l'examen.[25] Le Groupe spécial juge ces mesures pertinentes pour son analyse des mesures en cause, notamment à la lumière des arguments avancés par les parties au présent différend. Eu égard à la préoccupation des plaignants concernant la formulation de son analyse, le Groupe spécial a cependant révisé en conséquence le libellé du titre de la section ainsi que les paragraphes 7.167 à 7.171 et 7.183.

6.28 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réviser comme suit le paragraphe 7.198: "signifiait qu'ils n'ont pas respecté les dispositions de l'article 6:2 …".

6.29 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il s'agit d'une modification de fond et qu'elle devrait être rejetée.

[24] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 94.
[25] Réponse du Taipei chinois à la question n° 18 du Groupe spécial.

6.30 Le **Groupe spécial** ne partage pas l'avis des Communautés européennes selon lequel cette modification affecte le fond du paragraphe, et il est d'accord pour procéder à la modification demandée par les plaignants.

6.31 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réviser comme suit le paragraphe 7.229: "Les Communautés européennes font valoir que les codes NC 8528 51 00 et 8528 41 00 qui figurent dans la NC actuelle sont les dispositions pertinentes visant à mettre en œuvre les obligations au titre de l'ATI …"

6.32 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il s'agit d'une modification de fond et qu'elle devrait être rejetée. Elles estiment de façon générale que le paragraphe présente de façon erronée les arguments de l'Union européenne, la dernière phrase du paragraphe ayant été sortie de son contexte. En conséquence, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial examine le paragraphe dans sa totalité.

6.33 Le **Groupe spécial** a examiné l'ensemble du paragraphe, qui résume les arguments énoncés aux paragraphes 44 à 47 de la deuxième communication écrite des Communautés européennes. Il a procédé à des modifications rédactionnelles mineures au paragraphe 7.229 et ne voit pas la nécessité d'apporter d'autres modifications.

6.34 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de modifier comme suit la deuxième phrase du paragraphe 7.234, afin de tenir compte de leurs arguments: "Compte tenu du libellé des désignations relatives à ces codes NC, il apparaît manifestement que, d'après la NC, "les moniteurs des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" peuvent être classés dans les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00 bénéficiant de la franchise de droits."

6.35 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.36 Le **Groupe spécial** a procédé à cette modification rédactionnelle, qui ne change pas le fond du paragraphe.

b) Observations des Communautés européennes

6.37 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial d'utiliser l'expression "autorités douanières des États membres des CE" à la place de "États membres des CE" aux paragraphes 7.141, 7.147 et 7.150, par souci d'exactitude.

6.38 Les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial utilise correctement l'expression "États membres des CE" dans le contexte où elle figure, pour faire référence aux entités qui ont contracté des obligations en vertu du régime juridique des CE à l'examen. Ils affirment que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi les références sont incorrectes, si ce n'est en indiquant que les autorités douanières des États membres des CE appliquent la législation communautaire. Ils font valoir que les Communautés européennes ne soutiennent pas que les autorités douanières d'un État membre des CE sont en fait les autorités de l'État membre et non celles des Communautés européennes.

6.39 Le **Groupe spécial** ne voit pas de différence importante entre l'une ou l'autre expression dans le contexte de ses rapports. Nous notons, en outre, que le Groupe spécial a utilisé l'expression "États membres des CE" lorsqu'il a examiné leur désignation comme défendeurs dans le différend, aux

paragraphes 7.82 à 7.90 du rapport. Pour ces raisons, et par souci de cohérence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'adopter les modifications proposées par les Communautés européennes.

6.40 Les **Communautés européennes** demandent que le Groupe spécial s'abstienne, aux paragraphes 7.161, 7.267, 7.757, 7.1153, 8.4, 8.5, 8.14, 8.16, 8.17, 8.25, 8.27, 8.28 et 8.37, de formuler des recommandations concernant le point 4 de l'annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et l'ensemble du Règlement n° 2171/2005 de la Commission. Elles font valoir que ces dispositions ont été abrogées par le Règlement n° 1179/2009 du Conseil du 26 novembre 2009 (articles 2 et 3, annexe II, point 46, et annexe III, point 28). De plus, elles demandent au Groupe spécial de s'abstenir de formuler des recommandations sur les NENC 2008/C 133/01, parce que certains de leurs aspects pertinents en l'espèce ont été supprimés. En outre, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial s'abstienne de formuler des recommandations sur le Règlement n° 517/99 de la Commission dans son ensemble et sur le point 4 de l'annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission, en faisant valoir que ces dispositions ont été abrogées par le Règlement n° 1179/2009 de la Commission du 26 novembre 2009. Les Communautés européennes font référence aux annexes 1 et 2 de leurs observations sur les rapports intérimaires à cet égard.

6.41 Les Communautés européennes demandent en outre que le texte suivant soit ajouté à la fin de chacun des paragraphes 8.14, 8.25 et 8.37: "Comme l'Union européenne a confirmé que le point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission a été supprimé, que le Règlement n° 2171/2005 de la Commission a été abrogé et que les parties pertinentes des NENC 2008/C 133/01 ont été supprimées, le Groupe spécial ne formule aucune recommandation concernant ces mesures."

6.42 En outre, en formulant des observations sur le paragraphe 7.1153 des rapports intérimaires, les Communautés européennes informent le Groupe spécial des annexes jointes à leurs observations sur les rapports intérimaires. Toutefois, contrairement à leurs observations sur d'autres paragraphes des rapports intérimaires, les Communautés européennes ne demandent pas que des modifications spécifiques soient apportées au paragraphe 7.1153, ou aux constatations sur la compatibilité des mesures pertinentes en ce qui concerne le traitement des MFM.

6.43 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de rejeter la demande des Communautés européennes visant à ce qu'il modifie ses recommandations dans les paragraphes cités et de supprimer le paragraphe 7.161, la dernière phrase du paragraphe 7.267, le paragraphe 7.1156 et les paragraphes 8.14, 8.25 et 8.37. À cet égard, les États-Unis font valoir que le paragraphe 8.14, tel qu'il est écrit, peut rendre le règlement du différend plus difficile, car la recommandation est conditionnelle et aucun mécanisme n'est prévu pour déterminer quelles mesures seront en vigueur à la date d'adoption des rapports. Ils affirment que la portée des recommandations n'apparaîtrait pas clairement.

6.44 Les **États-Unis** estiment que les rapports intérimaires proposent de formuler une recommandation conditionnelle sur la base des déclarations des Communautés européennes selon lesquelles certaines mesures seraient abrogées. Les plaignants font valoir que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'éléments de preuve confirmant l'abrogation de ces mesures durant la procédure du Groupe spécial, et que la présentation d'éléments de preuve à ce stade de la procédure est inappropriée.[26] En conséquence, ils estiment qu'il n'y a pas de fondement admissible pour ne pas

[26] Le Taipei chinois estime en outre que la présentation tardive d'éléments de preuve indiquant l'abrogation de certaines mesures est contraire au paragraphe 15 des Procédures de travail du Groupe spécial. Ce paragraphe indique que "[l]es parties présenteront au Groupe spécial tous les éléments de preuve factuels au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux

formuler de recommandations. Ils font valoir qu'un groupe spécial est tenu de formuler des recommandations sur les mesures qui relèvent de son mandat une fois qu'il a déterminé qu'il existe une incompatibilité avec les règles de l'OMC, en s'appuyant à cette fin sur l'article 19:1 du Mémorandum d'accord et sur divers rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, notamment dans les cas où la mesure est seulement arrivée à expiration après l'établissement du groupe spécial. D'un point de vue factuel, les États-Unis et le **Taipei chinois** font valoir en outre que la présentation d'éléments de preuve indiquant l'abrogation des mesures n'établit pas que les mesures ne continuent pas d'avoir un effet juridique ou que les États membres des CE ne continuent pas d'appliquer des droits sur les produits faisant l'objet des constatations du Groupe spécial, en contravention avec leurs propres obligations dans le cadre de l'OMC et avec l'abrogation des mesures.

6.45 En outre, les États-Unis et le Taipei chinois rappellent qu'ils sont préoccupés par le fait que, en refusant de formuler des constatations concernant les États membres des CE, le Groupe spécial peut avoir accru le risque de ne pas arriver à un règlement positif du différend. En particulier, les États-Unis sont préoccupés par le fait que les Communautés européennes peuvent se contenter d'abroger certaines mesures et, en conséquence, ne pas s'occuper des États membres qui continuent d'appliquer des droits aux produits en dépit de cette abrogation.

6.46 Le **Japon** se demande pourquoi la question de l'abrogation n'a pas été portée plus tôt devant le Groupe spécial et, comme les États-Unis, il fait observer que le stade du réexamen intérimaire n'est pas le stade approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve.

6.47 Le **Groupe spécial** note d'emblée que les Communautés européennes ont présenté, le 25 juin 2010, deux documents (appendices 1 et 2) qui étaient joints à leurs observations sur les rapports intérimaires. Le Groupe spécial n'avait pas vu ces documents avant qu'ils soient présentés par les Communautés européennes. Les Communautés européennes font valoir que ces documents montrent qu'elles ont supprimé le point 4 de l'annexe du Règlement n° 634/2005 et que le Règlement n° 2171/2005 a été entièrement abrogé. Elles font aussi valoir que les parties pertinentes des NENC 2008/C 133/01 ont été supprimées. Elles demandent que, sur la base de ces documents, le Groupe spécial s'abstienne de formuler des recommandations concernant ces mesures.

6.48 Nous notons que les documents figurant dans les appendices 1 et 2 ont été publiés en novembre 2009, bien après la clôture du dossier. À aucun moment, entre novembre 2009 et la remise des rapports intérimaires, les Communautés européennes n'ont demandé l'autorisation du Groupe spécial afin de communiquer ces renseignements additionnels. L'article 15:2 du Mémorandum d'accord, qui expose le processus de réexamen intérimaire, a été examiné par l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Sardines*. Ce dernier a précisé que cette disposition ne permettait pas aux parties de "présenter de nouveaux éléments de preuve" et qu'elle était prévue uniquement pour "que [le groupe spécial] réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire".[27] D'une manière compatible avec l'approche suivie par l'Organe d'appel, et dans un souci de protéger le droit à une procédure régulière des plaignants qui n'ont pas eu la possibilité de présenter des communications pour le dossier sur les documents fournis, nous nous abstenons de considérer plus avant les documents joints par les Communautés européennes à leur demande de réexamen intérimaire. Le Groupe spécial s'abstient aussi de procéder à des ajustements des rapports intérimaires visant à exclure les mesures en question

---

fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront accordées sur exposé de raisons valables".

[27] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301. L'Organe d'appel a exprimé un avis similaire dans deux différends ultérieurs: voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259, et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (États-Unis)*, paragraphes 6.1 à 6.18.

de ses recommandations et d'ajouter un texte indiquant que les Communautés européennes confirment que certaines mesures ont été abrogées, comme celles-ci l'ont demandé.

6.49 Le Groupe spécial passe maintenant à la question soulevée par les plaignants en réponse à la demande des Communautés européennes, qui est celle de savoir si le Groupe spécial peut s'abstenir de formuler des recommandations sur des mesures après avoir conclu qu'elles étaient incompatibles avec les obligations des défendeurs dans le cadre de l'OMC. Les plaignants font référence à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, qui dispose que "[d]ans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera (*shall* recommend) que le Membre concerné la rende conforme audit accord" (italique ajouté par les plaignants dans leurs observations). Les plaignants font aussi référence à une série de rapports de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux, dans lesquels des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont formulé des recommandations sur des mesures relevant de leur mandat qui avaient été modifiées ou étaient arrivées à expiration après l'établissement du groupe spécial.[28] Les États-Unis soutiennent que les groupes spéciaux ne se sont abstenus de formuler des recommandations que dans les cas où les mesures étaient arrivées à expiration avant l'établissement du groupe spécial.[29]

6.50 Le Groupe spécial a décidé d'ajuster certains paragraphes de ses rapports, y compris sa recommandation en vertu de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, afin de rendre compte plus clairement du fait que, au moment de la rédaction des rapports intérimaires, il n'avait pas été saisi à bon droit d'éléments de preuve indiquant que les mesures en question avaient en fait été abrogées. En conséquence, le Groupe spécial a procédé à des ajustements à cet égard aux paragraphes 7.161, 7.267, 7.1156, 8.14, 8.25 et 8.37.

6.51 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial d'examiner l'ensemble du paragraphe 7.191 des rapports et de tenir compte des différences concernant la portée des allégations des plaignants. Elles estiment que les allégations du Japon relatives aux systèmes d'affichage à écran plat ont une portée plus étroite que les allégations avancées par les États-Unis et le Taipei chinois, sur la base du libellé du paragraphe 216 de la première communication écrite du Japon qui fait référence aux "dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les machines automatiques de traitement de l'information" ainsi qu'aux "moniteurs ACL ayant la DVI", et des arguments des États-Unis et du Taipei chinois qui mentionnent à cet égard "les dispositifs pouvant afficher des renseignements provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information".

6.52 Les **États-Unis** estiment qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial apporte des modifications à ces sections, notant que le Japon a indiqué expressément que la portée de ses allégations concernant les dispositifs d'affichage à écran plat était la même que celle des allégations des autres parties. Le **Japon** fait valoir que les Communautés européennes ont présenté de façon erronée la portée de ses allégations concernant les dispositifs d'affichage à écran plat, comme elles l'avaient fait dans leur deuxième communication écrite. En conséquence, les États-Unis et le Japon demandent au Groupe spécial de rejeter la proposition des Communautés européennes visant à ce qu'il modifie le paragraphe 7.191.

---

[28] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 8.16 et 8.36; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 310; le rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 129.

[29] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (États-Unis)*.

6.53 Le **Groupe spécial** ne voit pas de distinction entre la portée des allégations du Japon et celle des allégations des autres plaignants, notamment à la lumière des déclarations du Japon selon lesquelles ce dernier considère que les produits en cause sont ceux qu'il a désignés et ceux qui ont été mentionnés par les autres parties. Comme les autres plaignants, le Japon a fait référence au libellé de la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat, ainsi qu'au libellé du numéro du tarif 8471 60 90 dans la Liste des CE. En outre, comme les autres plaignants, le Japon a examiné certaines technologies des dispositifs d'affichage, tels que les moniteurs ACL ayant une interface vidéonumérique. De plus, les trois plaignants ont présenté une demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial concernant des allégations identiques et la question dont le Groupe spécial est saisi. Pour ces raisons, le Groupe spécial ne voit aucune raison de procéder à des révisions des rapports, comme l'ont demandé les Communautés européennes.

2. Dispositifs d'affichage à écran plat

a) Observations des plaignants

6.54 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réviser comme suit le paragraphe 7.246: "Le Groupe spécial estime que, d'après la NC, lue conjointement avec la NENC, un système d'affichage basé sur la technologie d'affichage à cristaux liquides, celle des diodes électroluminescentes organiques ou celle des écrans plasma … ne peut pas être apte à être connecté à d'autres sources."

6.55 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il s'agit d'une modification de fond et qu'elle devrait être rejetée.

6.56 Le **Groupe spécial** n'est pas d'accord pour dire qu'il s'agit d'une modification de fond et a procédé à cette modification, car elle rend mieux compte de son intention.

6.57 Les **plaignants** demandent que la dernière phrase du paragraphe 7.477 soit révisée comme suit, à des fins de cohérence: "Nous jugeons plutôt qu'il nous appartient de déterminer si la concession couvre les produits en cause, à savoir ceux qui sont conçus pour être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information (qui, incontestablement, relèvent de l'ATI) …"

6.58 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.59 Le **Groupe spécial** a apporté cette modification rédactionnelle à des fins de cohérence.

6.60 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de réviser comme suit la phrase de conclusion du paragraphe 7.502: "Nous ne pensons pas non plus que toutes les "télévisions" puissent être considérées nécessairement comme des dispositifs d'affichage à écran plat dans le cadre de la concession." Les plaignants reconnaissent qu'ils n'allèguent pas que tous les dispositifs d'affichage ou moniteurs, tels que les télévisions utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides ou des technologies autres que l'affichage par tubes cathodiques, sont nécessairement couverts par le sens de la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat. Toutefois, ils demandent au Groupe spécial de clarifier des propos figurant au paragraphe 7.502 concernant la question de savoir si les télévisions peuvent être considérées comme des dispositifs d'affichage à écran plat dans le cadre de la concession. Ils font valoir qu'ils n'ont pas exclu la possibilité que certaines "télévisions" relèvent des concessions, selon la définition donnée au terme "télévision".

6.61 Les **Communautés européennes** estiment que la demande des plaignants revient à essayer d'élargir les constatations du Groupe spécial *a posteriori* de la procédure proprement dite. Elles font

valoir que les plaignants n'ont jamais soutenu que les télévisions à écran plat faisaient partie des allégations.

6.62 Le **Groupe spécial** note que les plaignants n'ont pas cité d'arguments qui étayent la formulation plus large demandée. Les plaignants soulignent que le sens du terme "télévision" n'a pas été examiné dans le présent différend. En conséquence, le Groupe spécial refuse de modifier le texte.

6.63 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de clarifier sa déclaration relative à la suspension des droits au paragraphe 7.744 en apportant les modifications suivantes: "Cependant, le Règlement n° 179/2009 du Conseil suspend ces droits pour certains produits et, par conséquent, il n'y a pas d'incompatibilité avec l'article II:1 b) dans la mesure où la suspension des droits est appliquée à un produit visé par l'une ou l'autre des concessions."

6.64 Les **Communautés européennes** indiquent qu'elles ne comprennent pas les modifications, compte tenu du libellé du paragraphe 7.745 du rapport intérimaire.

6.65 Le **Groupe spécial** a modifié le texte pour clarifier la distinction entre les cas où la suspension est appliquée (comme au paragraphe 7.744) et ceux où elle ne l'est pas (comme au paragraphe 7.745).

b) Observations des Communautés européennes

6.66 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial d'examiner les citations aux paragraphes 7.269, 7.270 et suivants, ainsi que dans les notes de bas de page 359, 360 et 363, qui, selon ce qu'elles font valoir, concernent exclusivement les MFM. Les Communautés européennes se disent préoccupées par le fait que l'analyse figurant dans cette section est fondée sur l'existence d'éléments de preuve qui se rapportent aux MFM.

6.67 Les **États-Unis** font valoir que les éléments de preuve sur lesquels s'appuie le Groupe spécial ne sont pas inapplicables simplement parce que le RTC concerne un produit autre que les moniteurs ACL. Ils estiment que les éléments de preuve montrent que les États membres des CE s'appuient sur des règlements utilisant les numéros NC antérieurs pour classer les marchandises dans la NC la plus récente, ce qui étaye la conclusion selon laquelle une simple modification des numéros NC ne rend pas les règlements antérieurs dénués de pertinence à des fins de classement douanier dans les Communautés européennes. Par souci d'exactitude, les États-Unis proposent que le Groupe spécial modifie comme suit l'avant-dernière phrase, afin de supprimer une référence aux moniteurs ACL: "Qui plus est, il existe des éléments de preuve indiquant que, du moins dans certains cas, les autorités nationales continuent d'invoquer des mesures de classement utilisant d'anciens codes NC à l'appui de leurs décisions en matière de classement."

6.68 Le **Groupe spécial** a suivi l'approche indiquée par les États-Unis dans la proposition de rapport intérimaire. En effet, bien que le RTC concerne un produit différent d'un moniteur ACL, le Groupe spécial considère que la méthode appliquée démontre que les États membres des CE s'appuient sur des règlements utilisant d'anciens numéros NC malgré les modifications apportées à la NC actuelle. Comme les États-Unis l'ont suggéré, le Groupe spécial a modifié l'avant-dernière phrase afin de supprimer la référence aux moniteurs ACL.

6.69 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de réviser le paragraphe 7.475. Elles estiment qu'elles n'ont pas fait valoir que les termes "principalement" et "seulement", au paragraphe 7.475, devraient être "ajoutés" à la désignation, mais qu'ils sont des "moyens d'interprétation".

6.70 Les **États-Unis** répondent qu'à ce qu'ils croient comprendre, le Groupe spécial n'a pas affirmé dans ce paragraphe que les Communautés européennes faisaient valoir que des termes devraient être ajoutés au texte de la concession. Ils croient plutôt comprendre que le Groupe spécial a constaté que la position des Communautés européennes nécessiterait de lire dans le texte des mots qui ne s'y trouvent pas. Par conséquent, ils estiment que le paragraphe n'a pas besoin d'être révisé.

6.71 À des fins de clarté, le **Groupe spécial** a remplacé "[d']ajouter" par "[de] lire … dans la désignation", car il ne voulait pas suggérer l'ajout littéral de termes.

6.72 Les **Communautés européennes** estiment que, aux paragraphes 7.560 et suivants, y compris les paragraphes 7.587 à 7.596, le Groupe spécial n'a pas considéré l'état de la technologie au moment des négociations sur l'ATI dans le contexte du sens ordinaire des concessions pertinentes, malgré des arguments très clairs figurant, selon ce qu'elles affirment, dans leurs communications. Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial d'examiner ces arguments.

6.73 Les **États-Unis** estiment que le Groupe spécial n'a pas omis de considérer les arguments concernant l'état de la technologie au moment des négociations sur l'ATI, mais que, au contraire, il en a tenu compte et les a rejetés, en particulier aux paragraphes 7.589 à 7.594. Les États-Unis estiment donc que des révisions ne sont pas nécessaires.

6.74 Le **Groupe spécial** a examiné, dans la section du rapport intitulée "Autres arguments", ce qu'il considérait être les arguments des Communautés européennes concernant l'état de la technologie. Nous notons que, dans leurs communications sur les dispositifs d'affichage à écran plat, mais non dans celles sur les modules séparés, les Communautés européennes n'ont pas indiqué clairement que les arguments concernant l'état de la technologie se rapportaient nécessairement aux "circonstances" ou au "sens ordinaire". En tout état de cause, compte tenu du caractère général des termes des concessions, le Groupe spécial a conclu que l'état de la technologie n'éclairait pas son interprétation. En conséquence, il estime qu'il a tenu compte des arguments des Communautés européennes aux paragraphes 7.560 et suivants.

6.75 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de réviser le paragraphe 7.614 afin de tenir compte de leurs arguments figurant aux paragraphes 100 et 101 et dans la note de bas de page 812 de leur première communication écrite. Elles font valoir que ces paragraphes n'indiquent pas que les "véritables moniteurs destinés au traitement automatique de l'information" ne sont pas équivalents à "ceux utilisés exclusivement avec des machines automatiques de traitement de l'information".

6.76 Le **Groupe spécial** note que les paragraphes cités par les Communautés européennes indiquent que la question de savoir si "un moniteur ACL multifonctions donné relève du champ de la [position tarifaire 8471 60 90]" est "complètement différente" de celle de savoir si un "véritable moniteur destiné au traitement automatique de l'information est couvert par le sens ordinaire de la position". Les Communautés européennes poursuivent en indiquant que "[l]es moniteurs destinés au traitement automatique de l'information relèvent sans aucun doute de cette position, mais cela ne dit pas grand-chose au sujet de la question de savoir si les différents types de moniteurs ACL multifonctions faisant l'objet du présent différend sont couverts par le sens ordinaire de la position". Elles indiquent ensuite que ces moniteurs multifonctions peuvent être classés en tant que moniteurs vidéo ou appareils récepteurs de télévision dans différentes positions.

6.77 Sur la base du libellé de ces paragraphes, le Groupe spécial croit comprendre que les Communautés européennes font la distinction entre ce qu'elles considèrent comme les moniteurs "multifonctions" et les "véritables moniteurs destinés au traitement automatique de l'information". Il

pense que ce qui différencie principalement les termes utilisés par les Communautés européennes est la question de savoir si un produit est multifonctions ou non. Un produit qui n'est pas multifonctions n'a pas de multiples usages ou ne peut être utilisé qu'à un seul titre. Étant donné que les Communautés européennes mentionnent les machines automatiques de traitement de l'information dans ce contexte, le Groupe spécial croit comprendre qu'elles font référence à des produits qui ne sont pas multifonctions, mais qui peuvent être utilisés exclusivement avec des machines automatiques de traitement de l'information.

6.78 Néanmoins, le Groupe spécial a révisé le texte afin de paraphraser les vues exprimées par les Communautés européennes aux paragraphes 100 et 101 et dans la note de bas de page 812 de leur première communication écrite.

6.79 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de tenir compte, au paragraphe 7.698, des arguments figurant aux paragraphes 160 à 169 de leur première communication écrite. Elles estiment ne pas avoir concédé qu'"elles auraient dans tous les cas "accordé relativement trop d'importance aux critères énoncés dans les NENC 2008/C 133/01 en classant ces produits", en faisant référence aux paragraphes 160 à 169 de leur première communication écrite.

6.80 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.81 Le **Groupe spécial** a révisé le texte afin de paraphraser les vues exprimées par les Communautés européennes aux paragraphes 167 à 169 de leur première communication écrite.

6.82 Les **Communautés européennes** considèrent que le paragraphe 7.710 présente leur position de façon erronée. Elles estiment qu'elles n'ont pas fait valoir que la technologie d'affichage à cristaux liquides était exclue de la gamme des produits visés par l'ATI.

6.83 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.84 Le **Groupe spécial** a révisé le texte afin de paraphraser les vues exprimées par les Communautés européennes aux paragraphes 71 à 76, 87 et 90 de leur première communication écrite.

6.85 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de supprimer la dernière phrase du paragraphe 7.711, estimant qu'elle présente leur position de façon erronée.

6.86 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.87 Le **Groupe spécial** a révisé le texte afin de tenir compte des arguments des Communautés européennes, tels qu'ils sont mentionnés dans leur réponse à la question n° 50 du Groupe spécial.

6.88 Les **Communautés européennes** estiment que les constatations de violation de l'article II:1 a) aux paragraphes 7.757, 8.4 e), 8.5 e), 8.16 e), 8.17 e), 8.27 e) et 8.28 e) devraient se limiter à ce qui relève des constatations au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 en l'absence de la suspension des droits.

6.89 Les **plaignants** font observer que les constatations du Groupe spécial au titre de l'article II:1 a) s'appliquent aussi bien aux produits faisant l'objet de la suspension des droits qu'aux

produits qui ne font pas l'objet de la suspension des droits. Ils rejettent en conséquence les modifications proposées.

6.90 Le **Groupe spécial** a déterminé au paragraphe 7.757 qu'une violation de l'article II:1 a) s'ensuit, indépendamment de la question de savoir si la suspension des droits est appliquée. En conséquence, il s'abstient de procéder aux modifications proposées.

3. Modules séparés ayant une fonction de communication

a) Observations des plaignants

6.91 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de modifier le libellé des paragraphes 7.854, 7.855, 7.882, 7.937, 7.948, 7.952, 7.977 et 7.981 qui traitent des fonctions et des caractéristiques additionnelles d'un "module séparé" en supprimant l'expression "caractère essentiel". Spécifiquement, ils demandent au Groupe spécial de s'abstenir d'utiliser l'expression "caractère essentiel" lorsqu'il explique ce qu'est un module séparé parce que cette terminologie est aussi employée dans la RGI 3 b) du SH. Les plaignants signalent une constatation du Groupe spécial selon laquelle le SH n'est pas pertinent dans le contexte des concessions de l'Appendice B.

6.92 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.93 Le **Groupe spécial** a modifié les paragraphes 7.854, 7.855, 7.882, 7.937, 7.948, 7.952, 7.977 et 7.981 du rapport intérimaire pour supprimer l'expression "caractère essentiel" sans changer le fond de ces paragraphes.

6.94 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial d'inclure une note de bas de page au paragraphe 7.823, citant la réponse des plaignants aux questions n° 85, 88 et 146 du Groupe spécial.

6.95 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.96 Le **Groupe spécial** a inclus la note de bas de page suggérée.

6.97 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de revoir la conclusion qu'il a formulée au paragraphe 7.957 en ce qui concerne le numéro de position tarifaire 8528 12 91, à la lumière de leur point de vue selon lequel ils avaient donné une explication adéquate de chacun des termes de la concession relative au numéro de position tarifaire 8528 12 91. Ils notent que ces termes sont "en grande partie identiques" aux termes utilisés dans la concession figurant à l'Appendice B de l'ATI. Ils font valoir en outre que les conclusions du Groupe spécial concernant les termes de l'Appendice B sont "également applicables" aux éléments de la concession figurant dans la sous-position. Les États-Unis reconnaissent que cette sous-position mentionne des dispositifs "pouvant recevoir des signaux de télévision", contrairement à la désignation figurant dans l'Appendice B. Ils soutiennent en outre qu'ils ont expliqué pourquoi les termes de la position 8528 étayaient leur interprétation de la concession relative au numéro de position tarifaire 8528 12 91. Dans la mesure où le Groupe spécial devait ne pas modifier ses conclusions, les États-Unis lui demandent, au minimum, de supprimer la phrase indiquant qu'ils n'avaient pas abordé la question d'interprétation en prenant en considération l'emplacement de la concession dans la Liste des CE.

6.98 Les **Communautés européennes** font valoir que les modifications proposées par les États-Unis ne seraient pas appropriées au vu des arguments qu'ils avaient présentés tout au long de la procédure.

6.99 Le **Groupe spécial** ne juge pas approprié de modifier ses conclusions selon lesquelles les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir *prima facie* qu'il y avait eu violation, compte tenu de son examen initial des arguments présentés par les États-Unis. Il a inclus un certain nombre de modifications textuelles pour clarifier ses conclusions figurant au paragraphe 7.957.

6.100 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.990 pour tenir compte de leur argument contestant l'affirmation figurant dans la NESH selon laquelle les modems RNIS, WLAN et Ethernet "remplissent une fonction similaire mais ... ne modulent ni ne démodulent des signaux". Les plaignants suggèrent d'utiliser le membre de phrase: "la présence d'un modem, à l'exclusion cependant des dispositifs qui, selon elle, remplissent une fonction similaire mais qui ne ...".

6.101 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.102 Le **Groupe spécial** a apporté cette modification rédactionnelle.

6.103 Le **Taipei chinois** note que les paragraphes 7.998 et 7.999 rendent compte correctement de sa référence inexacte à "mai 2007" au lieu d'"avril 2007" et à un avis "favorable" au lieu d'une "absence d'avis" dans sa demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Il souligne qu'il se réfère toutefois correctement à "avril 2007" et à "l'absence d'avis" depuis sa première communication écrite et que les Communautés européennes ont reconnu cela dans les observations qu'elles ont formulées au sujet de la réponse des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial.

6.104 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur ce point.

6.105 Le **Groupe spécial** confirme que le Taipei chinois a raison.

b) Observations des Communautés européennes

6.106 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de revoir son résumé des arguments qui figure aux paragraphes 7.782 à 7.786 et aux paragraphes 7.774 à 7.778, et 7.779 et 7.780 concernant la citation des termes "with" et "which" par les plaignants dans le contexte de l'examen de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Elles considèrent que le résumé du Groupe spécial ne rend pas compte de l'échange mené entre les parties. En particulier, elles disaient qu'un argument essentiel qu'elles avaient avancé dans leur examen était que, pour interpréter correctement un engagement ou une concession, il fallait prendre en considération le texte exact de la concession. Elles font valoir que la décision des plaignants de remplacer parfois le terme "which" par le terme "with" faisait qu'on ne savait pas clairement quelle était la désignation exacte en cause, quel était son emplacement ni quel était le sens de ces deux termes. Les Communautés européennes affirment que ce manque de clarté affectait "la situation des [Communautés européennes] pour ce qui était de la procédure". À leur avis, l'approche adoptée par le Groupe spécial pour traiter la question ne rendait pas bien compte de l'échange réel mené entre les parties.

6.107 Les **États-Unis** estiment qu'ils n'ont pas considéré que des termes autres que ceux utilisés dans le texte de la concession devraient être la base d'une analyse, comme il est expliqué, en

particulier, aux paragraphes 7.783 et 7.784. Ils demandent donc au Groupe spécial de rejeter la proposition des Communautés européennes.

6.108 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes soutiennent que la manière dont les plaignants ont décrit la concession pour les "modules séparés", y compris leur référence aux termes "with" et "which", ainsi que leur examen du rôle de la note générale des CE, posait un problème de régularité de la procédure. Cependant, le Groupe spécial note, dans la conclusion qu'il a formulée au paragraphe 7.780, que le libellé de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Appendice B et celui qui apparaît dans l'Annexe de la Liste des CE sont identiques, ce qui implique que la portée (de ces libellés) est identique. En outre, au paragraphe 7.787, nous avons déterminé que les parties avaient suffisamment identifié la concession lorsqu'elles avaient énoncé leur allégation selon les désignations des modules séparés ayant une fonction de communication. Par conséquent, le Groupe spécial ne considère pas qu'il faille ajuster les paragraphes 7.782 à 7.786, 7.774 à 7.778, et 7.779 et 7.780.

6.109 Les **Communautés européennes** font valoir que le résumé des arguments exposé par le Groupe spécial au paragraphe 7.829 et dans la note de bas de page 1037 semble se rapporter, en partie, aux arguments qui concernent les dispositifs d'affichage à écran plat et non les modules séparés ayant une fonction de communication.

6.110 Les **États-Unis** estiment que les arguments cités par le Groupe spécial se rapportent à l'avis exprimé sur l'interprétation de la note générale des CE et concernent également la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication qui fait l'objet de l'examen. Ils considèrent donc qu'il est inutile et inapproprié d'apporter des modifications.

6.111 Le **Groupe spécial** reconnaît que les arguments cités se rapportent, en partie, aux arguments qui concernent les dispositifs d'affichage à écran plat. Toutefois, comme les États-Unis l'ont indiqué, ces arguments s'appliquent à l'interprétation que les Communautés européennes ont donnée de leur note générale. Le Groupe spécial considère que ces arguments sont pertinents pour son analyse de la concession fondée sur la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication et il y a donc fait référence dans le présent paragraphe. Par souci de clarté, il a apporté des modifications rédactionnelles au libellé de la note de bas de page.

6.112 Les **Communautés européennes** estiment que le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve du paragraphe 7.872 qui étaient présentés dans la pièce EC-107 d'une manière "optimale pour la procédure dans le cadre de l'OMC". Elles font valoir que la pièce, qui comprend 19 pages, établit qu'un adaptateur de terminal utilisé avec un service RNIS n'est pas un modem, et est parfois indûment considéré comme un modem.

6.113 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.114 Au cours de ses délibérations dans la présente affaire, le **Groupe spécial** a examiné la pièce mentionnée par les Communautés européennes, comme en témoigne la référence à la pièce EC-107 au paragraphe 7.872. Le Groupe spécial s'abstient donc d'apporter de quelconques modifications.

6.115 Les **Communautés européennes** estiment que le Groupe spécial n'a pas examiné d'une manière adéquate les éléments de preuve présentés au paragraphe 7.943 (tels qu'ils figurent dans les pièces EC-39, 40, 41 et 42) d'une manière "optimale pour la procédure dans le cadre de l'OMC".

6.116 Les **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes tentent de défendre à nouveau des points qui avaient déjà été traités par le Groupe spécial.

6.117 Le **Groupe spécial** a examiné les éléments de preuve exposés par les Communautés européennes (y compris chacune des pièces, qui comprennent des listes des produits et des positions qu'il est proposé de prendre en considération, un grand nombre d'entre eux n'étant pas pertinents), comme indiqué au paragraphe 7.943. Le Groupe spécial note qu'il a examiné ces éléments de preuve au cours de ses délibérations. En particulier, il a relevé que la liste de produits mentionnée dans le document du 18 octobre 1996 faisait référence aux modules séparés en général, ce qui allait dans le sens d'une interprétation large. En outre, nous avons noté qu'il n'était pas fait référence au libellé qui n'était pas inclus dans le texte final, et qu'aucune analyse ne portait sur le disque dur ou les fonctions d'enregistrement ni sur des fonctionnalités additionnelles. Sur la base de cette considération, le Groupe spécial a conclu que les Communautés européennes n'avaient pas démontré comment ou pourquoi les documents qu'elles avaient mentionnés devraient donner lieu à une interprétation différente de la concession. Les Communautés européennes n'ont pas indiqué de modifications particulières qu'elles souhaitaient inclure. Au vu de ce qui précède, le Groupe spécial s'abstient d'apporter des modifications.

6.118 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de procéder à une évaluation plus approfondie, au paragraphe 7.951, de la pièce EC-41, une télécopie du Ministère du commerce extérieur et de l'industrie du Japon datée du 23 octobre 1996. Elles font valoir que ce document est d'actualité et contemporain, accessible aux rédacteurs de l'ATI, mentionne spécifiquement la désignation et fait référence aux produits qui, selon elles, sont visés par les termes de la concession fondée sur la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Elles soulignent en outre que ce document a été communiqué aux autres parties. Pour ces raisons, elles affirment qu'on ne sait pas très bien pourquoi ce document ne devrait pas éclairer ou influencer l'interprétation de la concession en cause. Au minimum, les Communautés européennes suggèrent qu'il est approprié d'effectuer un examen plus approfondi, compte tenu de l'importance qu'elles accordent à ce document.

6.119 Le **Groupe spécial** a examiné et inclus, au paragraphe 7.951, la télécopie mentionnée du Ministère japonais du commerce extérieur, datée du 23 octobre 1996, qui comprend elle-même en pièce jointe un communiqué de presse concernant les "réseaux de télévision sur le Web". Il fait observer que ce document confirme ce qui figurait dans la pièce EC-38. En outre, il a pris en considération les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes, en les mettant en balance avec ceux fournis par les plaignants (par exemple la pièce US-114).

6.120 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de revoir son analyse et ses conclusions concernant les paragraphes 7.1017 à 7.1025 et le paragraphe 7.1092. Elles rejettent l'analyse et les conclusions figurant aux paragraphes 7.1017 à 7.1032 et au paragraphe 7.1092, faisant valoir que le Groupe spécial n'avait pas suffisamment pris en considération le caractère de "projet" des NENC en cause. En particulier, elles font valoir que le Groupe spécial a seulement pris en considération les caractéristiques des NENC dûment adoptées et pas celles des versions provisoires ou préparatoires, lorsqu'il a déterminé le point de savoir si les "projets de NENC" étaient des "lois, règlements, décisions judiciaires [ou] administratives d'application générale" et des "mesures d'ordre général ..." au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. Les Communautés européennes considèrent ainsi que l'analyse du Groupe spécial est erronée. À leur avis, le Groupe spécial aurait dû prendre en considération le caractère de projet à tous les stades de l'analyse, et pas uniquement dans son évaluation du point de savoir si les modifications apportées aux NENC avaient été "rendu[e]s exécutoires", en vertu de l'article X:1, ou du point de savoir si ces modifications avaient été "mise[s] en vigueur" au sens de l'article X:2.

6.121 Les Communautés européennes ne rejettent pas la possibilité que des actes préparatoires qui ont été mis en vigueur puissent relever des disciplines de l'article X:1 et X:2. Cependant, elles présupposent qu'on analyserait ces projets de mesures conjointement avec toutes instructions administratives pertinentes qui ont été données, ou avec d'autres mesures donnant effet à l'acte préparatoire. Elles font valoir que cette approche permettrait à un groupe spécial de prendre dûment en considération les nouvelles caractéristiques des projets de mesures, qui, en fait, ne seraient plus des projets de mesures, mais auxquels on aurait donné un certain effet qui allait au-delà de celui d'un simple projet. En l'espèce, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial aurait dû tenir compte de la deuxième déclaration du Président conjointement avec le projet de NENC, lorsqu'il a examiné le point de savoir si le projet constituait une "loi[], [un] règlement[], [une] décision[] judiciaire[] [ou] administrative[]" ou une "mesure d'ordre général que pourrait prendre une partie contractante".

6.122 Les Communautés européennes notent en outre que l'approche du Groupe spécial est en contradiction avec la façon dont celui-ci se réfère à ses propres constatations. Selon elles, le Groupe spécial se réfère indifféremment aux NENC et au "projet" de modifications des NENC, ce qui met en lumière la difficulté conceptuelle présentée par l'approche du Groupe spécial en ce qui concerne l'interprétation. Les Communautés européennes mentionnent les paragraphes 7.1026, 7.1032 et 7.1092.

6.123 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** demandent au Groupe spécial de rejeter les observations formulées par les Communautés européennes. Les États-Unis estiment que les Communautés européennes tentent de défendre à nouveau des arguments concernant l'effet juridique du "projet" de NENC qui ont été rejetés par le Groupe spécial aux paragraphes 7.1038 à 7.1063. Pour les raisons indiquées dans ces paragraphes, ils ne considèrent pas que ce qu'on appelle le caractère de "projet" des NENC change le point de vue du Groupe spécial sur la question de savoir si les mesures en question sont des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives". Les États-Unis suggèrent au Groupe spécial d'insérer une note de bas de page au paragraphe 7.1024 renvoyant aux paragraphes 7.1037 à 7.1062 et notant que les questions sont pertinentes pour les points examinés dans cette section. Le Taipei chinois estime que le Groupe spécial a examiné correctement le point de savoir si les projets de NENC pouvaient être considérés comme des "lois, règlements, décisions judiciaires [ou] administratives" et des "mesure[s] d'ordre général". À son avis, le caractère de projet desdites mesures ne modifie pas l'analyse. Si l'interprétation des Communautés européennes était acceptée, une telle approche rendrait "inutile" l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

6.124 Le **Groupe spécial** estime que son analyse et ses constatations figurant aux paragraphes 7.1017 à 7.1032 et au paragraphe 7.1092 sont correctes et qu'il n'y a aucune raison d'accepter la demande des Communautés européennes. Il n'a pas conclu que tous les projets de mesures ou les actes préparatoires seraient nécessairement visés par l'article X:1 et/ou X:2. Au contraire, il a conclu qu'une analyse du champ d'application de l'article X:1 et X:2 devait être fondée essentiellement sur le contenu et le fond de l'instrument en cause, et pas simplement sur sa forme ou sa nomenclature, comme, par exemple, le caractère "préparatoire" allégué des NENC en cause. Autrement dit, le simple fait qu'une mesure soit qualifiée de "projet" ne suffit pas à l'exclure du champ d'application de l'article X:1 et X:2. Pour évaluer si les NENC en cause étaient effectivement des "actes préparatoires" – par opposition au fait d'être uniquement qualifiées d'"actes préparatoires" – le Groupe spécial a examiné le point de savoir si les NENC en cause avaient un quelconque effet dans la pratique, c'est-à-dire si elles étaient "rendu[e]s exécutoires", avant leur adoption formelle par la Commission et leur publication au Journal officiel de l'UE. Étant donné que l'article X:1 prescrit aussi expressément d'examiner si la "loi[], [le] règlement[], [la] décision[] judiciaire[] [ou] administrative[]" en cause a été rendue exécutoire, le Groupe spécial a estimé que le caractère "préparatoire" allégué des NENC en cause devrait être traité séparément lors de l'examen de la

prescription relative à l'expression "rendus exécutoires". Si le Groupe spécial avait conclu que les projets de NENC en cause étaient de véritables actes préparatoires qui étaient sans effet jusqu'à leur adoption officielle par la Commission et leur publication au Journal officiel de l'UE, il aurait conclu que les NENC en cause n'étaient pas visées par l'article X:1. Toutefois, il a constaté que, dans le présent différend, les NENC en cause avaient été rendues exécutoires, même si elles étaient qualifiées de "projets de NENC", de sorte qu'elles n'étaient, en fait, pas de simples "actes préparatoires". De même, le Groupe spécial n'a pas pris en considération la nature "préparatoire" alléguée des NENC en cause lorsqu'il a examiné si les NENC en cause étaient une "mesure", mais il l'a fait, au contraire, lorsqu'il a examiné la prescription de "mise en vigueur". Une fois encore, si le Groupe spécial avait conclu que les projets de NENC en cause n'avaient pas été mis en vigueur, il n'aurait pas pu établir qu'il y avait eu violation au titre de l'article X:2.

6.125 En outre, le Groupe spécial fera observer qu'il avait, en fait, analysé les projets de mesures conjointement avec la constellation particulière de faits, y compris les déclarations pertinentes qui ont été faites par le Président du Comité du Code des douanes, les votes portant sur les mesures prises par ce comité, ainsi qu'à la lumière des RTC qui ont été délivrés par certains États membres des CE. À cet égard, le Groupe spécial rappelle la constatation qu'il a formulée au paragraphe 7.1061.

6.126 Par conséquent, le Groupe spécial rejette la demande des Communautés européennes visant à ce qu'il révise son analyse ou ses conclusions. Par souci de clarté, il inclura, au paragraphe 7.1023, la note de bas de page proposée par les États-Unis. Enfin, il fait observer qu'il parlait de NENC lorsqu'il traitait des NENC en général, alors qu'il parlait de "modifications apportées aux NENC" lorsqu'il traitait des NENC spécifiques en cause.

4. Machines numériques multifonctions (MFM)

a) Observations des plaignants

6.127 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.1234 afin de préciser que le type d'appareil mentionné à l'alinéa a) est celui qui peut être connecté à une machine automatique de traitement de l'information.

6.128 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.129 Le **Groupe spécial** a apporté la précision demandée.

6.130 Les **plaignants** suggèrent au Groupe spécial d'ajouter le texte suivant après l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.1303:

> "Comme nous l'indiquons aux paragraphes 7.1392 et suivants, aucune MFM ne peut être dûment classée dans la position 9009.12 du SH, et les CE n'ont présenté aucun autre argument aux fins de pouvoir classer n'importe quelle MFM ailleurs que dans les chapitres 84 et 85."

Les plaignants estiment que cette précision évitera toute confusion quant à la manière dont le Groupe spécial utilise la note 3 de la section XVI comme contexte dans son examen.

6.131 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.132 Le **Groupe spécial** ne considère pas que la manière dont il utilise la note 3 de la section XVI comme contexte dans son analyse de la sous-position 8471 60 prête à confusion, ni qu'elle n'a, effectivement, pas de rapport avec les constatations distinctes qu'il a formulées plus tard au sujet de la portée de la sous-position 9009 12. Cependant, pour éviter toute possibilité de confusion, le Groupe spécial a ajouté la note de bas de page ci-après à l'avant-dernière phrase de ce paragraphe:

> "Nous notons que le seul argument que les Communautés européennes ont avancé au sujet de l'éventuel classement des MFM en dehors des chapitres 84 et 85 concerne leur classement dans la sous-position 9009 12. Le Groupe spécial a traité la question de savoir si les MFM peuvent être classées dans la sous-position 9009 12 aux paragraphes 7.1392 et suivants ci-après."

6.133 Les **plaignants** suggèrent d'ajouter le texte ci-après à la fin du paragraphe 7.1392:

> "À ce sujet, le Groupe spécial note qu'au paragraphe 7.1476, il constate que "les MFM aptes à être connectées à une machine de traitement de l'information en cause ... ne peuvent pas entrer dans le champ de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, indépendamment du caractère primaire, secondaire ou équivalent de la fonction de copie par rapport aux autres fonctions de ces machines", telles que l'impression et le scannage."

Les plaignants estiment que cela clarifiera les constatations du Groupe spécial et évitera toute confusion concernant ce que celui-ci a constaté au sujet du champ d'application correct de la sous-position 9009 12 de la Liste des CE.

6.134 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.135 Le **Groupe spécial** ne voit aucune nécessité de clarifier davantage ce point puisqu'il indique au paragraphe qui suit immédiatement qu'il passe à l'examen de la question du champ d'application de la sous-position 9009 12. Étant donné que le Groupe spécial n'avait pas encore formulé de constatations sur le champ d'application de la sous-position 9009 12 à ce stade dans les rapports intérimaires, il ne peut pas être nécessaire de les "clarifier" à ce stade.

6.136 Les **plaignants** demandent au Groupe spécial d'éditer le paragraphe 7.1495 pour clarifier que le critère de 12 pages par minute figurant dans la sous-position 8443 31 est le seul critère pertinent pour déterminer si une MFM ayant une fonction de télécopie est visée par la demande des plaignants.

6.137 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des plaignants.

6.138 Le **Groupe spécial** a apporté la modification suggérée.

6.139 Les **États-Unis** ont aussi spécifiquement demandé l'inclusion de citations additionnelles dans certaines notes de bas de page pour rendre compte de leur argumentation sur les points mentionnés dans ces paragraphes.

6.140 Les **Communautés européennes** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des États-Unis.

6.141 Le **Groupe spécial** a inséré les citations additionnelles.

b) Observations des Communautés européennes

6.142 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de supprimer la première phrase du paragraphe 7.1299 parce que, selon elles, le Groupe spécial leur a attribué à tort l'avis selon lequel une détermination au titre de la note de chapitre 5 B) devrait être fondée sur l'utilisation effective.

6.143 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.144 Le **Groupe spécial** n'a pas voulu que ce paragraphe serve à résumer les arguments présentés par les Communautés européennes, mais, au contraire, qu'il rende compte de sa propre interprétation des implications de la position des Communautés européennes. Il a modifié la première phrase du paragraphe 7.1299 afin de clarifier que ce paragraphe rend compte de son interprétation de la conséquence logique des arguments des Communautés européennes. Pour plus de clarté, il a aussi supprimé l'expression "utilisation effective" de la deuxième phrase du paragraphe 7.1299.

6.145 Les **Communautés européennes** notent que le paragraphe 7.1386 rappelle la conclusion que le Groupe spécial a énoncée dans la première phrase du paragraphe 7.1363. Pour des "raisons de cohérence", elles estiment qu'il serait approprié de rappeler au paragraphe 7.1386 la conclusion énoncée dans la deuxième phrase du paragraphe 7.1363.

6.146 Les **États-Unis** ne pensent pas que cette modification soit nécessaire; toutefois, si le Groupe spécial choisit d'apporter la modification demandée par les Communautés européennes, ils lui demandent d'insérer, à la fin de la deuxième phrase, une note de bas de page renvoyant au paragraphe 7.1476, se lisant comme suit: "Toutefois, en ce qui concerne la sous-position 9009 12, voir le paragraphe 7.1476, *infra*".

6.147 Le **Groupe spécial** a apporté les deux modifications suggérées en les modifiant légèrement. La note de bas de page telle qu'elle a été modifiée se lit comme suit: "Toutefois, s'agissant du point de savoir si les MFM relèvent de la sous-position 9009 12, voir le paragraphe 7.1476, ci-après."

6.148 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.1389 pour rendre compte avec exactitude de la position des CE. En particulier, elles font valoir qu'elles n'avaient jamais "admis" que le "module d'impression" était le composant le plus important d'une MFM et qu'elles n'avaient jamais dit que la copie s'effectuait par l'utilisation combinée du module d'impression et du module de scannage.

6.149 En outre, les Communautés européennes indiquent qu'elles n'ont pas fait valoir ce qui suit:

> "la combinaison [des] fonctions [d'impression et de scannage], en plus de la fonction de copie, crée en quelque sorte une machine qui, nécessairement, n'est pas du type utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information si la fonction de copie est équivalente aux autres fonctions ou l'emporte sur ces fonctions."

Selon les Communautés européennes, leur position est que, si la fonction de copie d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information est équivalente à ses fonctions de traitement de l'information, cette machine peut alors *prima facie* être classée à la fois dans les positions 8471 60 et 9009 12, cela ayant pour conséquence que le classement doit être déterminé selon la RGI 3. S'agissant d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de

traitement de l'information dont la fonction principale est la copie, "une telle machine ne peut pas être considérée comme étant du type utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information aux fins de la note de chapitre 5 B)".

6.150 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.151 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe pour tenir compte plus précisément de ce que les Communautés européennes ont fait valoir au cours de la procédure.

6.152 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.1390 pour rendre compte, avec exactitude, de leurs arguments. En particulier, elles rappellent qu'elles ont expliqué à plusieurs reprises que la fonction du composant principal ou la valeur des différents composants de la MFM pouvaient ne pas être déterminantes aux fins du classement lorsque ces composants étaient eux-mêmes multifonctions.

6.153 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.154 Le **Groupe spécial** note d'abord que, bien qu'elles affirment avoir expliqué à plusieurs reprises leur position, les Communautés européennes ne lui ont pas fourni de citations étayant les arguments qu'elles ont formulés sur ce point au cours de la procédure. Il sait que les Communautés européennes ont bien indiqué, aux paragraphes 438 à 440 de leur première communication écrite, qu'il n'était pas possible de classer une MFM selon le classement du composant qui conférait au produit son caractère essentiel, en vertu de la RGI 3 b), si ce composant était un moteur d'impression, qui était lui-même multifonctions. Cependant, le Groupe spécial n'a pas dit, au paragraphe 7.1390, que les Communautés européennes n'avaient pas expliqué pourquoi la fonction du composant principal ou la valeur des différents composants ne devraient pas être *déterminantes* aux fins du classement, mais, au contraire, que les Communautés européennes n'avaient pas expliqué pourquoi le nombre de pages par minute ou les autres critères indiqués par la CEJ dans l'arrêt rendu dans l'affaire *Kip* étaient *plus pertinents* que ces deux facteurs ou pourquoi les facteurs indiqués par la CEJ devraient être déterminants. Toutefois, afin d'éviter que l'on ait le sentiment que le Groupe spécial avait mal interprété les arguments des Communautés européennes, nous modifions le paragraphe et nous ajoutons une phrase supplémentaire à la note de bas de page 1774 relative au paragraphe 7.1390, qui indiquera désormais ce qui suit:

> "Le fait de mettre l'accent sur la fonction du composant principal semble plus conforme à la note 3 de la section XVI. Nous notons que les Communautés européennes ont fait valoir que, si le composant principal, en l'occurrence le moteur d'impression, est lui-même multifonctions, il est alors impossible de classer, conformément à la RGI 3 b), la MFM sur la base du classement du composant qui confère au produit son caractère essentiel (voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 438 à 440). Le Groupe spécial n'est cependant pas convaincu par cet argument."

6.155 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.1451 pour clarifier qu'elles ne faisaient pas valoir que la pratique des Membres en matière de classement était une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne, mais que, en vertu des décisions de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Matériels informatiques* et *CE – Morceaux de poulet*, la pratique des Membres en matière de classement pouvait néanmoins être pertinente au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne. En

outre, les Communautés européennes souhaiteraient que le Groupe spécial précise qu'elles avaient aussi mentionné l'arrêt de la CEJ dans l'affaire *Rank Xerox* dans leurs arguments ainsi que la pratique en matière de classement du Taipei chinois et de certains pays tiers.

6.156 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.157 Les **Communautés européennes** réaffirment leur position selon laquelle elles n'avaient pas mentionné la pratique des différents Membres en matière de classement aux fins d'établir une "pratique ultérieurement suivie démontrant l'existence d'une pratique commune, constante et concordante des Membres" en ce qui concerne le paragraphe 7.1454 également.

6.158 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.159 Le **Groupe spécial** note que, dans la section VII.G.3 a) iv) intitulée "pratique ultérieurement suivie", il a examiné d'une manière approfondie les arguments présentés par les Communautés européennes au sujet de leur propre pratique en matière de classement et de celle d'autres Membres en ce qui concerne l'interprétation du sens ordinaire de la sous-position 8471 60, la concession pertinente dans le présent différend. Cette analyse faisait référence aux arguments des Communautés européennes en rapport avec l'affaire *Rank Xerox* et la pratique du Taipei chinois. Le Groupe spécial note que les Communautés européennes ne se sont pas opposées à ce que nous mentionnions ces types d'arguments relatifs au classement des produits en cause en tant que "pratique ultérieurement suivie" dans notre interprétation de la sous-position 8471 60 ou dans toute autre partie du rapport intérimaire. Étant donné que les Communautés européennes ont indiqué que la pratique des Membres en matière de classement qui était ultérieure à l'inscription des sous-positions pertinentes dans le SH étayait leur interprétation du champ d'application des sous-positions, nous considérons que nous avons traité ces arguments d'une manière appropriée au titre de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne. Le Groupe spécial a effectivement apporté des précisions minimes au paragraphe 7.1451 du rapport intérimaire afin de rendre compte plus précisément des arguments des Communautés européennes.

6.160 Les **Communautés européennes** font valoir que, puisqu'elles ont indiqué que le désaccord existant au sein de l'OMD constituait un élément de preuve indirect de la pratique des différents Membres en matière de classement, il valait mieux prendre en considération l'analyse du désaccord au sein de l'OMD évoqué au paragraphe 7.1456 conjointement avec les autres documents sur la pratique des Membres en matière de classement, plutôt que comme moyen complémentaire d'interprétation indépendant.

6.161 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.162 Le **Groupe spécial** a déplacé la référence à la citation des discussions à l'OMD, qui se trouvait au paragraphe 7.1456 du rapport intérimaire, ainsi que l'analyse de ces discussions par le Groupe spécial qui figurait au paragraphe 7.1459, en apportant quelques modifications mineures, dans la section concernant la pratique ultérieurement suivie qui précédait immédiatement ces paragraphes.

6.163 Les **Communautés européennes** font valoir que la première phrase du paragraphe 7.1459 laisse entendre qu'il y a contradiction entre le fait qu'elles ont fait référence aux discussions à l'OMD et le fait qu'elles ont "admis" qu'il y avait un désaccord important entre les Membres au sein de l'OMD. Elles ne proposent pas de modifications particulières du libellé de la première phrase du paragraphe 7.1459.

6.164 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations.

6.165 Le **Groupe spécial** a supprimé le membre de phrase "que même les Communautés européennes admettent" de la première phrase du paragraphe 7.1459 qui, comme indiqué ci-dessus, a été déplacé dans la section immédiatement précédente concernant la pratique ultérieurement suivie.

6.166 Les **Communautés européennes** signalent que le renvoi au paragraphe 7.1478 fait dans la première phrase du paragraphe 7.1496 semble être erroné. En outre, elles demandent que le terme "certaines" soit inséré avant l'expression MFM aptes à être connectées à une machine de traitement de l'information dans la première phrase de ce même paragraphe.

6.167 Les **plaignants** n'ont pas formulé d'observations sur la demande des Communautés européennes.

6.168 Le **Groupe spécial** a corrigé le renvoi et a inséré le terme "certaines" avant l'expression MFM aptes à être connectées à une machine de traitement de l'information.

5. Autres modifications apportées aux rapports intérimaires

6.169 Les **plaignants** ont également identifié diverses erreurs typographiques et fait des suggestions d'ordre rédactionnel dans les paragraphes suivants. Le **Groupe spécial** a examiné toutes ces erreurs et a modifié le texte en conséquence.[30] Il a aussi apporté un certain nombre de modifications d'ordre stylistique qui n'ont pas d'incidence sur le fond des rapports.

VII. CONSTATATIONS

A. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES QUESTIONS AUX FINS DE LA DÉTERMINATION DU GROUPE SPÉCIAL

7.1 La question fondamentale aux fins de la détermination du Groupe spécial dans les présents différends est de savoir si diverses mesures des CE sont incompatibles avec l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 parce qu'elles aboutissent à un traitement moins favorable pour les importations de dispositifs d'affichage à écran plat, de modules séparés ayant une fonction de communication et de machines numériques multifonctions ("MFM") que celui qui est prévu pour ces produits dans la Liste

[30] Voir les paragraphes 2.3; 7.42; 7.100; 7.111; 7.120; 7.140; 7.144, note de bas de page 217; 7.150, note de bas de page 235; 7.159, note de bas de page 245; 7.191; 7.196; 7.228; 7.234; 7.238; 7.239; 7.250; 7.259; 7.265; 7.269, note de bas de page 360; 7.277, note de bas de page 367; 7.288; 7.304; 7.325; 7.326; 7.335; 7.354; 7.355; 7.357; 7.358, note de bas de page 484; 7.360, note de bas de page 491; 7.361; 7.371; 7.430; 7.431, note de bas de page 571; 7.440; 7.441; 7.453; 7.455; 7.457; 7.465; 7.474; 7.498, note de bas de page 672; 7.502; 7.504; 7.513; 7.521; 7.531; 7.539; 7.548, note de bas de page 720; 7.582; 7.584; 7.591; 7.593, notes de bas de page 789 et 791; 7.600; 7.614; 7.619, note de bas de page 816; 7.624; 7.642, note de bas de page 860; 7.644; 7.646; 7.664; 7.667; 7.669; 7.675; 7.679; 7.682; 7.694; 7.698; 7.703; 7.705; 7.710; 7.710, note de bas de page 934; 7.711; 7.711, note de bas de page 942; 7.715; 7.717; 7.727; 7.735; 7.740; 7.754; 7.755, note de bas de page 974; 7.758; 7.759; 7.761, note de bas de page 979; 7.762; 7.798; 7.799; 7.807; 7.820; 7.822; 7.823; 7.839; 7.842; 7.843; 7.845, note de bas de page 1069; 7.848; 7.851; 7.855; 7.875; 7.876; 7.918; 7.921; 7.923; 7.925; 7.933; 7.934; 7.941; 7.949; 7.950; 7.952; 7.964; 7.872 et 7.966; 7.973; 7.975; 7.978; 7.979; 7.1035, note de bas de page 1344; 7.1042, note de bas de page 1361; 7.1044; 7.1059, note de bas de page 1380; 7.1074; 7.1120; 7.1126; 7.1128, note de bas de page 1475; 7.1134; 7.1158; 7.1200; 7.1213; 7.1243 à 7.1246; 7.1249, note de bas de page 1619; 7.1266; 7.1270 à 7.1272; 7.1284; 7.1292; 7.1301; 7.1314; 7.1325; 7.1326; 7.1377; 7.1394; 7.1398; 7.1402; 7.1429; 7.1430, note de bas de page 1831; 7.1440; 7.1457 et sa note de bas de page 1858; 7.1465; 7.1469; 7.1478; 7.1479; 7.1493; 7.1495; 7.1496; 7.1505; 7.1506; 7.1513; 7.1527; 7.1531; 8.6 d); 8.8 c); 8.11 c); 8.19 c); 8.22 c); 8.31 c); 8.34 c).

OMC des Communautés européennes (la "Liste des CE"), et parce que le traitement tarifaire appliqué dépasse celui qui est prévu pour ces produits dans la Liste des CE.

7.2 Les **plaignants** font valoir que, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'ATI, les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits pour chacun de ces produits. Spécifiquement, les plaignants allèguent que certains dispositifs d'affichage à écran plats sont visés par deux concessions ménageant un accès en franchise de droits figurant dans la Liste des CE: l'une qui est énoncée dans une désignation (la "désignation des dispositifs d'affichage à écran plat") dans une annexe jointe à la Liste des CE, et l'autre qui découle du numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE. Les plaignants allèguent conjointement que certains modules séparés ayant une fonction de communication sont visés par une désignation (la "désignation des modules séparés") dans l'annexe de la liste des CE, tandis que séparément, les États-Unis allèguent que certains modules séparés ayant une fonction de communication sont aussi visés par les concessions ménageant un accès en franchise de droits découlant des numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 de la Liste des CE. Enfin, les plaignants font valoir que certaines MFM sont visées par la sous-position 8471 60 du SH1996 ou la position 8517 21 de la Liste des CE. Selon les plaignants, malgré ces concessions ménageant un accès en franchise de droits, les mesures contestées prescrivent que certains produits répondant aux conditions de ces concessions soient classés dans des positions passibles de droits. Les plaignants font valoir que l'application de droits à ces produits pour lesquels, à leur avis, un traitement en franchise de droits devrait être accordé entraîne une violation de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

7.3 Outre les allégations au titre de l'article II du GATT de 1994, les États-Unis et le Taipei chinois allèguent que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 en ne publiant pas et en n'appliquant pas certaines mesures liées au classement des modules séparés conformément aux prescriptions de ces dispositions.[31]

7.4 Les **Communautés européennes** demandent au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations formulées par les plaignants. Elles font valoir que les mesures spécifiées ne prescrivent pas de prélever des droits d'une manière incompatible avec l'une quelconque des concessions particulières indiquées par les plaignants dans leur liste de concessions. Par ailleurs, les Communautés européennes nient que les actions citées par les États-Unis et le Taipei chinois soient incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

B. CONTEXTE

1. L'Accord sur les technologies de l'information (ATI)

7.5 Deux ans après la conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay, durant la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Singapour entre le 9 et le 13 décembre 1996, 29 Membres de

[31] Bien que les trois plaignants aient présenté une demande *conjointe* d'établissement du présent Groupe spécial, qui inclut entre autres des allégations conjointes au titre de l'article X du GATT de 1994, le Japon n'a pas fait valoir ces allégations particulières dans ses communications.

l'OMC[32] et États ou territoires douaniers distincts en voie d'accession à l'OMC ont adopté la "Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information" ("l'ATI").[33]

7.6 Le préambule de l'ATI exprime le désir d'"arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information" et d'"encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale". Le paragraphe 1 de l'ATI "déclare" que "[l]e régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information".

7.7 Conformément au paragraphe 2 de l'ATI, les participants à l'ATI sont convenus de "consolider et éliminer" les droits de douane et autres droits et impositions au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, par le jeu de réductions égales des taux de droits de douane, pour "a) tous les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du Système harmonisé de 1996 ("SH") dont la liste figure dans l'Appendice A de l'annexe de la présente déclaration"; et "b) tous les produits spécifiés dans l'Appendice B de l'annexe de la présente déclaration, qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A".

7.8 Conformément à son paragraphe 2, l'ATI, dans son annexe (l'"Annexe de l'ATI"), énonce les "modalités et produits visés". Spécifiquement, le paragraphe 1 de l'Annexe de l'ATI dispose ce qui suit:

> "Chaque participant incorporera les mesures décrites au paragraphe 2 de [l'ATI] dans sa liste annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et aussi, soit au niveau de la ligne tarifaire de son propre tarif soit au niveau à six chiffres du Système harmonisé de 1996 ("SH"), dans son tarif officiel ou dans toute autre version publiée du tarif douanier, selon ce qu'utilisent normalement les importateurs et les exportateurs."

7.9 Le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, dans son texte introductif, donne pour instruction aux participants à l'ATI d'incorporer "les mesures décrites au paragraphe 2 de [l'ATI]" de la manière suivante:

> "[…] chaque participant communiquera à tous les autres participants un document contenant a) une description détaillée de la manière dont le traitement tarifaire approprié sera prévu dans sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC, et b) une liste des positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B."

---

[32] Tant les Communautés européennes en tant que telles (alors composées de 15 États membres) que chacun de leurs États membres de l'époque étaient participants à la "Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information".

[33] Dans l'ATI figurait une invitation à l'intention des autres Membres de l'OMC et des États ou territoires douaniers distincts en voie d'accession à se joindre aux discussions techniques plurilatérales qui se tiendraient à Genève au début de 1997. Le paragraphe 3 de l'ATI dispose ce qui suit:

"Les Ministres expriment leur satisfaction au sujet du large champ des produits visés repris dans les Appendices de l'Annexe de la présente déclaration. Ils donnent pour instructions à leurs représentants respectifs de s'efforcer de bonne foi de mener à terme les discussions techniques plurilatérales à Genève sur la base de ces modalités, et leur donnent pour instructions d'achever ces travaux pour le 31 janvier 1997, de manière que la présente déclaration soit mise en œuvre par le plus grand nombre de participants."

7.10 Le paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI précise la manière dont les participants à l'ATI devraient modifier leurs listes respectives pour mettre en œuvre l'ATI, comme suit:

> "Les modifications qu'un participant proposera d'apporter à sa Liste pour mettre en œuvre la consolidation et l'élimination de ses droits de douane sur les produits des technologies de l'information arriveront à ce résultat:
>
> i) dans le cas des positions du SH dont la liste figure dans l'Appendice A, par la création, le cas échéant, de subdivisions dans sa Liste au niveau de la ligne tarifaire du tarif national; et
>
> ii) dans le cas des produits spécifiés dans l'Appendice B, par l'adjonction d'une annexe à sa Liste incluant tous les produits de l'Appendice B, qui devra spécifier les positions détaillées du SH pour ces produits, soit au niveau de la ligne tarifaire du tarif national, soit au niveau à six chiffres du SH.
>
> Chaque participant modifiera dans les moindres délais son tarif national pour tenir compte des modifications qu'il aura proposées, dès qu'elles seront entrées en vigueur."

7.11 Tel qu'il figure ci-dessus, le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI renvoie à deux appendices – l'Appendice A et l'Appendice B – qui définissent le champ des produits visés par l'ATI. Un paragraphe introductif précédant ces appendices indique que l'Appendice A "énumère les positions ou parties de positions du SH devant être couvertes", tandis que l'Appendice B "énumère les produits spécifiques devant être couverts par l'ATI, où qu'ils soient classés dans le SH".[34] L'Appendice A est divisé en deux sections. L'Appendice A, section 1, inclut un tableau répertoriant les positions (à quatre chiffres) et les sous-positions (à six chiffres) du SH1996 avec les "désignations des marchandises" correspondantes, y compris la sous-position suivante du SH1996 en cause dans le présent différend:

	SH1996		Désignation des marchandises
	8471	60	Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire

7.12 Certaines positions et sous-positions figurant dans l'Appendice A, section 1, sont des "positions ex", identifiées par le terme "ex", qui indique une couverture partielle de la position correspondante du SH1996, c'est-à-dire que seul un sous-ensemble de produits relevant de la désignation de la position spécifique est consolidé au droit spécifié. L'Appendice A, section 2, intitulé "Matériel de fabrication et d'essai de semi-conducteurs et parties de ce matériel", comprend un deuxième tableau dans lequel figurent des sous-positions du SH1996, avec les "désignations" correspondantes des produits visés. Certaines positions répertoriées dans cette section portent la mention "[p]our l'Appendice B" dans la colonne des observations.[35] L'Appendice B est précédé d'un paragraphe introductif, libellé comme suit:

[34] Pièces US-1; TPKM-1.

[35] Toutes les désignations de produits comportant la mention "[p]our l'Appendice B" sont des "positions ex".

"Liste positive des produits spécifiques devant être couverts par le présent accord, où qu'ils soient classés dans le SH.

Dans les cas où des parties sont spécifiées, elles doivent être couvertes conformément aux notes 2 b) de la section XVI et du chapitre 90 du SH, respectivement."

7.13 Après le texte introductif, l'Appendice B répertorie 13 produits, y compris les désignations ci-après en cause dans le présent différend:

"**Systèmes d'affichage à écran plat** (y compris systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties"

"**Modules séparés ayant une fonction de communication**: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations".

7.14 Outre les modalités et produits visés, le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI prescrit aux participants à l'ATI d'examiner toute divergence existant entre eux dans la façon de classer les produits des technologies de l'information, en commençant par les produits spécifiés dans l'Appendice B, dans le but de réaliser l'"objectif commun ... d'arriver, dans les cas où cela sera approprié, à une classification commune de ces produits dans le cadre de la nomenclature existante du SH".[36] D'autre part, l'ATI prévoit que les participants à l'ATI se réuniront "périodiquement" pour "examiner les produits visés" et déterminer s'"il conviendrait de modifier les appendices pour y incorporer des produits additionnels".[37] Au moment de la mise en œuvre, décrite aux paragraphes 7.16 à 7.20 ci-après, les participants sont convenus d'établir un Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (le "Comité ATI"). Entre autres attributions, le Comité ATI est chargé de procéder à des consultations et à un examen concernant l'expansion des produits visés par l'ATI comme prévu au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI et l'élimination des divergences de classification prévue au paragraphe 5 de ladite annexe.[38]

[36] Le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI dispose ce qui suit:

"Les participants se réuniront aussi souvent qu'il sera nécessaire et au plus tard le 30 septembre 1997 pour examiner toute divergence existant entre eux dans la façon de classer les produits des technologies de l'information, en commençant par les produits spécifiés dans l'Appendice B. Les participants conviennent que leur objectif commun est d'arriver, dans les cas où cela sera approprié, à une classification commune de ces produits dans le cadre de la nomenclature existante du SH, en prenant en compte les interprétations et décisions du Conseil de coopération douanière (également connu sous le nom d'Organisation mondiale des douanes ou "OMD"). Au cas où une divergence subsisterait dans la classification, les participants étudieront si une suggestion conjointe pourrait être faite à l'OMD en ce qui concerne l'actualisation de la nomenclature existante du SH ou l'élimination de la divergence d'interprétation au sujet de la nomenclature du SH."

[37] Le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI dispose ce qui suit:

"Les participants se réuniront périodiquement sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises pour examiner les produits visés spécifiés dans les Appendices, en vue de déterminer par consensus si, compte tenu des progrès technologiques, de l'expérience acquise dans l'application des concessions tarifaires ou des modifications apportées à la nomenclature du SH, il conviendrait de modifier les Appendices pour y incorporer des produits additionnels, et pour se consulter au sujet des obstacles non tarifaires au commerce des produits des technologies de l'information. Ces consultations seront sans préjudice des droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC."

[38] Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, document de l'OMC G/L/160, paragraphe 8 (2 avril 1997) (pièce EC-5). À ce jour, les

7.15 Les participants à l'ATI sont convenus d'examiner la participation à l'ATI "le 1er avril 1997 au plus tard".[39] Après l'examen et l'approbation, les participants à l'ATI sont convenus de modifier leurs listes de concessions respectives, y compris de consolider tous les droits de douane sur les produits dont la liste figure dans les appendices au plus tard le 1er juillet 1997 et d'"inclure progressivement" des réductions de taux de droits de douane commençant le 1er juillet 1997 et s'achevant "au plus tard le 1er janvier 2000".[40]

2. Mise en œuvre de l'ATI

7.16 Les Membres de l'OMC s'engagent à consolider les niveaux de droits applicables à diverses marchandises. Autrement dit, ils s'engagent à ne pas prélever de droits plus élevés que les niveaux qu'ils ont consolidés sur les produits originaires des autres Membres de l'OMC. Les consolidations tarifaires des Membres sont consignées dans leurs listes de concessions pour les marchandises, qui sont annexées au GATT de 1994 dont ils font partie intégrante conformément à l'article II:7 de cet accord. Dans le différend *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a précisé que les concessions reprises dans les listes des Membres faisaient partie des termes du traité, en l'espèce le GATT de 1994.[41] L'article II:2 de l'Accord sur l'OMC dispose par ailleurs que les accords repris dans

---

participants à l'ATI ne se sont pas mis d'accord sur une base plurilatérale pour développer le champ des produits visés par l'ATI ou éliminer les éventuelles divergences de classification particulières.

[39] Le paragraphe 4 de l'Annexe de l'ATI dispose que les participants à l'ATI se réuniront "le 1er avril 1997 au plus tard pour examiner la situation des acceptations reçues et évaluer les conclusions qui en seront tirées". Il devait être procédé à la mise en œuvre à condition que des participants représentant "environ 90 pour cent du commerce mondial des produits des technologies de l'information aient alors notifié leur acceptation", et "à condition que l'échelonnement ait été convenu à la satisfaction des participants". Le Secrétariat de l'OMC a été chargé de déterminer le niveau de participation en fonction des données les plus récentes disponibles au moment de la réunion. Un niveau de participation de 92 pour cent a été déterminé, avant la mise en œuvre. Voir le paragraphe 7.17 pour de plus amples renseignements.

[40] La partie pertinente du paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI dispose ce qui suit:

> "Ces documents seront examinés et approuvés par consensus, et ce processus d'examen sera achevé au plus tard le 1er avril 1997. Dès que ce processus d'examen sera achevé pour tout document de cette nature, le document en question sera présenté en tant que modification de la Liste du participant concerné, conformément à la Décision du 26 mars 1980 intitulée "Procédures de modification et de rectification des Listes de concessions tarifaires" (IBDD, S27/26)."

Le paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI précise ce qui suit:

> "Les concessions qui seront proposées par chaque participant en tant que modifications de sa Liste consolideront et élimineront tous les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature sur les produits des technologies de l'information de la manière suivante:
>
> i) l'élimination de ces droits de douane se fera par le jeu de réductions des taux opérées par tranches égales, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants. A moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants, chaque participant consolidera tous les droits de douane sur les produits dont la liste figure dans les Appendices au plus tard le 1er juillet 1997, et donnera effet à la première de ces réductions de taux au plus tard le 1er juillet 1997, à la deuxième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1998, et à la troisième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1999, et l'élimination des droits de douane sera achevée au plus tard le 1er janvier 2000. Les participants conviennent d'encourager l'élimination autonome des droits de douane avant ces dates. Le taux réduit devrait à chaque étape être arrondi à la première décimale; et
>
> ii) l'élimination de ces autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général, sera achevée pour le 1er juillet 1997, à moins que le document communiqué par le participant aux autres participants pour examen n'en dispose autrement."

[41] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.

les Annexes de l'Accord sur l'OMC, qui inclut le GATT de 1994, font partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.[42]

7.17 Conformément au paragraphe 3 de l'ATI, les participants à l'ATI se sont réunis en janvier 1997 pour s'efforcer d'achever leurs travaux sur la mise en œuvre de leurs engagements au titre de l'ATI dans leurs listes OMC considérées.[43] Les participants sont convenus de présenter leurs listes de concessions proposées au plus tard le 1er mars 1997, pour qu'elles soient examinées et approuvées par les participants à l'ATI, par consensus, au plus tard le 1er avril 1997.[44] Le 26 mars 1997, les participants à l'ATI ont informé le Président du Conseil du commerce des marchandises de leur décision de mettre en œuvre l'ATI dans leurs listes OMC.[45] Les participants à l'ATI sont ensuite convenus de mettre en œuvre après examen et approbation, par consensus, les 25 listes des participants originels (y compris les 15 États membres des CE séparément) et ont accepté une détermination du Secrétariat de l'OMC établissant que les participants à l'ATI représentaient plus de 92 pour cent du commerce mondial des produits des technologies de l'information.[46] Lors du processus d'examen et d'approbation, les participants à l'ATI sont convenus de modifier certaines désignations de produits figurant dans l'Appendice B, y compris la désignation relative aux systèmes d'affichage à écran plat en cause dans le présent différend.[47]

7.18 Conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI et à la *Décision du 26 mars 1980 sur les procédures de modification et de rectification des Listes de concessions tarifaires* (les "Procédures de 1980"), chaque participant à l'ATI a présenté une modification proposée de sa propre liste aux fins d'examen par tous les Membres de l'OMC.[48] La liste de chaque participant a été certifiée au bout d'une période d'examen de trois mois applicable à la liste considéré.[49]

---

[42] De plus, l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC prescrit ce qui suit: "Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les accords figurant en annexe." Ainsi, un Membre est tenu de veiller à ce que sa législation intérieure soit compatible avec les concessions figurant dans sa liste.

[43] Paragraphe 3 de l'ATI (pièces US-1; TPKM-1).

[44] Paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI (pièces US-1; TPKM-1). Voir aussi la note du Secrétariat de l'OMC sur la réunion informelle des participants à l'ATI du 26 mars 1997, document G/L/159/Rev.1 (24 avril 1997) (pièce US-37).

[45] Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, document de l'OMC G/L/160, paragraphe 2 (2 avril 1997) (pièce EC-5); Notes du Secrétariat de l'OMC sur la réunion informelle qui s'est tenue les 25 et 26 mars 1997, document de l'OMC G/L/159/Rev.1 (24 avril 1997) (pièce US-37).

[46] Pour une explication plus détaillée, voir la note de bas de page 39 plus haut.

[47] La Liste des CE (de même que les listes des autres participants à l'ATI) incorpore les termes "dispositifs" et "fluorescence sous vide" dans la désignation relative aux systèmes d'affichage à écran plat. Ces modifications sont analysées plus en détail plus loin.

[48] Les demandes relatives aux listes proposées pour les Communautés européennes, l'Inde, l'Indonésie, Israël, la Norvège et la Turquie ont été distribuées le 2 avril 1997. La distribution des listes des autres participants à l'ATI a été reportée compte tenu des procédures de ratification intérieures. Voir G/IT/1 (28 juillet 1997), G/IT/1/Rev.1 (28 octobre 1997) et G/IT/M/1 (13 octobre 1997), paragraphes 2.1 à 2.13 (compte rendu de la première réunion formelle du Comité des participants à l'ATI).

[49] Les modifications des listes des 14 participants à l'ATI ci-après ont été certifiées en 1997: Canada (WT/Let/158); Communautés européennes (WT/Let/156); États-Unis (WT/Let/182); Hong Kong, Chine (WT/Let/160); Inde (WT/Let/181); Indonésie (WT/Let/157); Islande (WT/Let/159); Israël (WT/Let/174); Japon (WT/Let/138); Macao, Chine (WT/Let/177); Malaisie (WT/Let/176); Norvège (WT/Let/153); Singapour (WT/Let/175); et Turquie (WT/Let/173). Les modifications des huit listes supplémentaires ci-après ont été certifiées en 1998: Australie (WT/Let/248); Corée (WT/Let/249); Costa Rica (WT/Let/196);

7.19 Avec des variations mineures, la plupart des participants originels à l'ATI ont incorporé les concessions liées à l'ATI dans leurs listes OMC: i) en regroupant dans une section unique de leurs listes OMC les numéros de positions tarifaires du SH1996 répertoriés dans les *deux sections* de l'Appendice A[50]; ii) en répertoriant les désignations des produits tirés de l'Appendice A, section 2, portant la mention "[p]our l'Appendice B", et toutes les désignations des produits tirés de l'Appendice B dans une section unifiée et séparée ou annexe de leurs listes[51]; et iii) en joignant une "grille d'échelonnement" à leurs listes OMC respectives, indiquant les abaissements de droits qui seraient applicables chaque année pour chacune des lignes tarifaires pertinentes.[52] La plupart des participants à l'ATI[53] ont inclus une "note générale" avant de répertorier les désignations de produits tirées de l'Appendice A, section 2, portant la mention "[p]our l'Appendice B" et les désignations de produits tirées de l'Appendice B. Telle qu'elle est pertinente pour le présent différend, la note générale figurant dans la Liste des CE (ci-après la "note générale des CE") dispose ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994) seront consolidés et éliminés, comme indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé."[54]

7.20 En raison de la nature informelle des discussions techniques plurilatérales qui se sont tenues durant la négociation et la mise en œuvre de l'ATI, il n'existe pas de compte rendu formel des

---

République slovaque (WT/Let/258); République tchèque (WT/Let/256); Roumanie (WT/Let/260); Suisse/Liechtenstein (WT/Let/253); et Thaïlande (WT/Let/250).

[50] Conformément au paragraphe 2 b) i) de l'Annexe de l'ATI, certains participants à l'ATI ont inclus des subdivisions, en fonction de leurs nomenclatures tarifaires nationales, en plus des codes à six chiffres du SH1996 répertoriés dans l'Appendice A. Par exemple, les Communautés européennes ont inclus les codes NC à huit chiffres 8471 60 40 et 8471 60 90, en plus d'inclure la sous-position 8471 60 fondée sur le SH1996. Les participants à l'ATI n'ont pas tous suivi cette approche.

[51] Conformément au paragraphe 2 b) ii) de l'Annexe de l'ATI, la majorité des participants à l'ATI ont répertorié 55 produits (comprenant 42 désignations de produits tirées de l'Appendice A, section 2, et 13 désignations de produits tirées de l'Appendice B). Voir le paragraphe 7.10 plus haut. À titre exceptionnel, les États-Unis ont inclus huit produits additionnels dans une annexe de leur Liste, mais ils n'ont pas motivé cette initiative par écrit. Ces aspects sont évoqués plus en détail plus loin.

[52] L'expression "grille d'échelonnement" ne figure ni dans l'ATI ni dans les concessions liées à l'ATI de la *Liste des CE*, et elle est employée dans le présent rapport uniquement pour plus de commodité. La plupart des participants à l'ATI ont inclus une grille de ce type conformément aux "étapes" des réductions de taux de droits établies au paragraphe 2 a) i) de l'Annexe de l'ATI (également mentionnées au paragraphe 2 de l'ATI et au paragraphe 4 de l'Annexe de l'ATI). Exceptionnellement, le Japon n'a pas inclus de grille d'échelonnement dans les modifications qu'il a proposées pour prendre en compte ses concessions liées à l'ATI. WT/Let/138 (17 avril 1994).

[53] Sur les 24 "Listes ATI" originelles (à l'exclusion de celles des États ou territoires douaniers distincts en voie d'accession à l'OMC), 19 incluaient une note générale dans leurs listes OMC presque toujours rédigée dans les mêmes termes. Les listes OMC du Japon et de la Suisse/du Liechtenstein, en particulier, ne contiennent pas de note générale comme celle qui figure dans les listes OMC des autres participants à l'ATI. Le Japon a inclus des termes semblables, mais pas identiques, dans la note 3 des "Notes relatives à l'Appendice II de la section II de la Partie I" de sa Liste (voir WT/Let/138, page 5; 17 avril 1994). La Suisse/le Liechtenstein (participant conjointement) n'ont pas inclus de note générale dans leurs Listes de participants à l'ATI et les variations dans les Listes du Japon et de la Suisse/du Liechtenstein seront analysées plus en détail plus loin.

[54] WT/Let/156 (pièce US-7).

discussions des participants à l'ATI sur la manière dont les modifications seraient incorporées dans les listes OMC des Membres. Presque tous les participants à l'ATI ont inclus une note générale au libellé identique ou similaire dans leurs listes OMC, mais il n'est nullement expressément prescrit dans l'ATI lui-même ou ailleurs d'agir ainsi. On ne sait pas très bien d'où vient l'idée d'inclure une note générale en tant qu'élément de la mise en œuvre de l'ATI.

3. La Liste de concessions des CE

7.21 Les Communautés européennes ont présenté leurs consolidations tarifaires dans la Liste LXXX des CE après la conclusion du Cycle d'Uruguay.[55] Le 28 février 1996, les Communautés européennes ont présenté la Liste CXL pour mettre à jour leurs concessions tarifaires et autres engagements à la suite de l'élargissement des Communautés européennes.[56] Approximativement une année plus tard, le 1er avril 1997, les Communautés européennes ont présenté le document de l'OMC G/MA/TAR/RS/16 dans lequel elles proposaient de mettre en œuvre leurs engagements au titre de l'ATI par des modifications de leur Liste.[57] La Liste CXL des CE n'a été certifiée que le 19 mars 2010[58]; cependant, les modifications proposées dans le document G/MA/TAR/RS/16 ont été certifiées par le Directeur général de l'OMC dans le document de l'OMC WT/Let/156 et ont pris effet le 2 juillet 1997.[59]

7.22 Les engagements liés à l'ATI mis en œuvre dans la Liste des CE suivent le modèle de présentation utilisé par de nombreux participants à l'ATI, comme cela a été indiqué au paragraphe 7.19 plus haut. En particulier, les Communautés européennes ont regroupé dans une section unique tous les codes du SH1996 qui figuraient dans les deux sections de l'Appendice A. Dans bien des cas, les Communautés européennes ont introduit d'autres subdivisions de leur nomenclature intérieure (la "nomenclature combinée" ou "NC") au niveau à huit chiffres.[60] En outre, les Communautés européennes ont joint une annexe à leur Liste (l'"Annexe de la Liste des CE") qui comporte une note générale (la "note générale des CE") et une liste consolidée des désignations de produits tirées de l'Appendice A, section 2, comportant la mention "[p]our l'Appendice B", et des désignations tirées de l'Appendice B lui-même.

7.23 La note générale des CE figure au début de la première page de l'Annexe de la Liste des CE et est libellée comme suit:

---

[55] Le 15 décembre 1994, les Communautés européennes ont notifié leur intention de retirer les engagements tarifaires précédemment pris par l'Autriche dans la Liste XXXII, la Finlande dans la Liste XXIV, la Suède dans la Liste XXX et les Communautés européennes à 12 dans la Liste LXXX. Voir G/L/65/Rev.1, 14 mars 1996, paragraphe 1. Voir aussi le document du GATT L/7614 (15 décembre 1994).

[56] Voir G/L/65/Rev.1, 19 mars 1996, paragraphe 3. Les Communautés européennes ont par la suite proposé d'apporter un certain nombre de modifications à la Liste CXL qui incluent, mais sans s'y limiter, les documents G/L/65/Rev.1/Add.2 (21 octobre 1997) et Corr.1 (10 février 1998), G/L/65/Rev.1/Add.3 (23 novembre 1998), G/L/65/Rev.1/Add.4 (1er juillet 1999) et G/L/65/Rev.1/Add.5 (22 février 2000). Voir aussi le résumé établi par le Secrétariat de l'OMC dans le document G/MA/W/23/Rev.6 (19 mars 2009).

[57] Rectifications et modifications des Listes, G/MA/TAR/RS/16 (2 avril 1997). Les Communautés européennes ont demandé à procéder à des modifications conformément aux *Procédures de 1980*, évoquées au paragraphe 7.20 plus haut.

[58] WT/Let/666 (19 mars 2010).

[59] Document WT/Let/156 (15 août 1997) (pièce US-7).

[60] La NC a été établie par le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (J.O. L 256/1, 7 septembre 1987, tel que modifié) ("Règlement n° 2658/87 du Conseil") (pièces EC-49; US-13; TPKM-5). Les six premiers chiffres de la NC sont fondés sur le SH. Les chiffres au-delà du niveau à six chiffres du SH sont propres à la NC.

CE	**26 mars 1997**
Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994) seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé.	

7.24 Après la note générale des CE, l'Annexe de la Liste des CE répertorie 55 désignations de produits. Comme cela est expliqué dans la note de bas de page 51 plus haut, il s'agit des 42 désignations de produits tirées de l'Appendice A, section 2, qui comportent la mention "[p]our l'Appendice B et des 13 désignations de produits répertoriées à l'Appendice B". Les désignations de produits figurent dans la colonne de gauche, intitulée "Désignation". La colonne de droite intitulée "SH" contient les numéros de positions tarifaires au niveau à huit chiffres jouxtant chaque désignation de produit. On trouvera ci-après un extrait montrant les deux premières entrées dans l'Annexe de la Liste des CE:

Désignation	**SH**
Tubes réacteurs à quartz et supports pour insertion dans des fours de diffusion et fours à oxydation pour la production de plaquettes à semi-conducteurs	70200005
Appareils de métallisation chimique sous vide pour la production de semi-conducteurs	84198920

7.25 Sur les 55 désignations de produits figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, 30 ne comportent qu'un seul code adjacent, tandis que 25 en ont deux ou plus. Tous les codes qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE figurent aussi dans la section séparée et consolidée de la Liste des CE où sont répertoriés les codes du SH1996 tirés des sections 1 et 2 de l'Appendice A. Tous ces codes figurent aussi dans la "grille d'échelonnement" qui est présentée dans la Liste des CE.[61] On trouvera ci-après un extrait montrant la première entrée dans la *grille d'échelonnement de la Liste des CE*:

CE											**26 mars 1997**
ex	**SH**	**Taux de base**	**Juillet 1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
	38180010	6,9	5,2	3,5	1,7	0,0					

7.26 Les Communautés européennes ont apporté plusieurs modifications à leurs concessions liées à l'ATI depuis que les modifications figurant dans le document WT/Let/156 ont pris effet le 2 juillet 1997. Par exemple, le 4 février 1998, elles ont remplacé toutes les références aux codes 8471 30 00, 8471 41 90, 8471 49 90, 8471 50, 8528 12 10, 8528 13 10 et 8543 89 17 par les codes 8471 30 91, 8471 41 91, 8471 49 91, 8471 50 91, 8471 30 10, 8471 41 30, 8471 49 30, 8471 50 30, 8471 30 99, 8471 41 99, 8471 49 99 et 8471 50 99. Les Communautés européennes ont expliqué dans le document de l'OMC G/MA/TAR/RS/47 que "[l']Organisation mondiale des douanes a discuté du

[61] Pour de plus amples explications sur cette question, voir le paragraphe 7.19 plus haut.

classement des ordinateurs personnels multimédias, et l'avis général, qui a prévalu, était que ces produits, quelle que soit leur fonction principale, devaient être classés dans la position 8471". Il est par ailleurs indiqué dans le document de l'OMC G/MA/TAR/RS/47 que "[l]es Communautés européennes ont mis en œuvre cet avis de classement en transférant les produits considérés, ainsi que les taux de droits dont ils sont assortis, des positions 8528 et 8543 à la position 8471".[62] Chacune des nouvelles positions a été assortie d'un taux de droit final nul. Les références aux nouveaux codes ont été incluses dans l'Annexe de la Liste des CE à côté des désignations de produits relatives aux "Ordinateurs, etc." et à l'"Équipement de réseau".[63] Ces modifications ont été certifiées par le Directeur général de l'OMC dans le document WT/Let/261 de l'OMC et ont pris effet le 10 mai 1998.[64]

7.27 Le 22 février 2000, les Communautés européennes ont distribué une modification de la Liste CXL qu'elles proposaient à l'époque, en expliquant que les modifications liées à l'ATI figurant dans les documents G/MA/TAR/RS/16 et G/MA/TAR/RS/47 (qui ont été certifiées dans les documents WT/Let/156 et WT/Let/261, comme évoqué aux paragraphes 7.21 et 7.26 plus haut, respectivement) avaient "prévalu" sur les engagements proposés dans la Liste CXL.[65]

7.28 Le 29 novembre 2000, les Communautés européennes ont notifié leur volonté d'ajouter une référence à un nouveau code (numéro de position tarifaire 8528 12 91) à côté de la désignation de produit relative aux "modules séparés ayant une fonction de communication" telle qu'elle figure dans l'Annexe de la Liste des CE.[66] Elles ont expliqué dans le document de l'OMC G/MA/TAR/RS/74 que "les Communautés européennes ont décidé de classer, à l'instar d'autres participants à l'ATI, certains types de modules séparés, visés par l'ATI, à la sous-position du SH 8528 12".

7.29 Lorsque la Liste CXL des CE a été certifiée le 19 mars 2010 dans le document de l'OMC WT/Let/666[67], le Directeur général de l'OMC a expressément relevé que la certification de la Liste CXL des CE était "sans préjudice" des concessions liées à l'ATI qui avaient été précédemment certifiées dans les documents WT/Let/156 et WT/Let/261.[68] À cette époque, le Directeur général de l'OMC a également certifié la modification relative aux modules séparés proposée dans le document G/MA/TAR/RS/74 (évoqué au paragraphe 7.28) dans le document de l'OMC WT/Let/667.[69]

7.30 Les parties au présent différend conviennent que les concessions figurant dans les documents de l'OMC WT/Let/156, WT/Let/261 et G/MA/TAR/RS/74 (à présent certifiées en tant que document WT/Let/667) comprennent celles qui sont pertinentes pour le présent différend.[70]

---

[62] G/MA/TAR/RS/47 (10 février 1998), page 3.

[63] Les Communautés européennes ont proposé de modifier les références comme suit: (voir G/MA/TAR/RS/47 (10 février 1998), page 5):
"Ordinateurs etc. Remplacer par la référence suivante: 8471.10.90 (inchangée), 8471 30 10, 8471.30.91, 8471.30.99, 8471.41.30, 8471.41.91, 8471.41.99, 8471.49.30, 8471.49.91, 8471.49.99, 8471.50.30, 8471.50.91, 8471.50.99
Équipement de réseau, remplacer 8471.50.90 par 8471.50.99".

[64] WT/Let/261 (25 novembre 1998).

[65] G/L/65/Rev.1/Add.5, paragraphe 2 (22 février 2000).

[66] G/MA/TAR/RS/74 (15 décembre 2000) (pièce US-26).

[67] WT/Let/666 (19 mars 2010). Voir aussi le paragraphe 7.21 plus haut.

[68] G/L/65/Rev.1/Add.5, paragraphe 2 (22 février 2000).

[69] WT/Let/667 (19 mars 2010).

[70] Dans leurs réponses à la question n° 8 du Groupe spécial, les parties sont convenues que les concessions liées à l'ATI accordées par les Communautés européennes sont celles qui figurent dans les documents WT/Let/156, WT/Let/261 et G/MA/TAR/RS/74.

4. Le Système harmonisé (SH)

a) Le Système harmonisé

7.31 Le "Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises" (le "SH") a été établi par la "Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises" (la "Convention sur le SH")[71], et est entré en vigueur le 1er janvier 1988.[72]

7.32 Le préambule de la Convention sur le SH énonce les objectifs du SH, y compris "faciliter le commerce international", "faciliter la collecte, la comparaison et l'analyse des statistiques", "réduire les frais qu'entraîne la nécessité d'attribuer aux marchandises une nouvelle désignation, un nouveau classement et un nouveau code lorsque, au cours des échanges internationaux, elles passent d'un système de classement à un autre", et "faciliter l'uniformisation des documents commerciaux ainsi que la transmission des données".[73] La Convention sur le SH vise à réaliser ces objectifs au moyen du SH, qui établit une norme internationale relative à la nomenclature des produits pour plus de 5 000 groupes de produits, et inclut approximativement 1 200 positions qui sont groupées en 21 sections comprenant 99 chapitres.[74] Les groupes de produits sont organisés systématiquement et chaque groupe est identifié par une "position", représentée par un code à quatre chiffres. Les deux premiers chiffres indiquent le chapitre auquel elles correspondent, tandis que les deux chiffres suivants indiquent l'emplacement dans la position d'un chapitre donné. Les positions du SH sont parfois encore divisées en sous-positions qui sont représentées par un code à six chiffres, ce qui est le niveau de désagrégation maximum autorisé par le SH. Les deux derniers chiffres indiquent alors la sous-position du SH pertinente.[75]

7.33 La Convention sur le SH prescrit aux parties contractantes au SH de veiller à ce que leurs lois soient conformes au SH. L'article 3.1 a) i) de la Convention sur le SH dispose en particulier que les parties contractantes au SH utiliseront, pour leurs nomenclatures tarifaires et statistiques, toutes les positions et sous-positions du SH "sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques y afférents". L'article 3.3 de la Convention sur le SH autorise les parties contractantes au SH à créer des subdivisions pour le classement des marchandises à un niveau *au-delà* du niveau à six chiffres (par exemple au niveau à huit chiffres ou plus), à condition que ces subdivisions soient ajoutées et codées

---

[71] La Convention sur le SH peut être consultée dans les pièces EC-15; US-8; TPKM-6.

[72] Pièces EC-15; US-8; TPKM-6. Le SH a son origine dans la "Nomenclature de Genève", qui a été établie le 1er juillet 1937 sous la forme du *Projet de nomenclature douanière de 1937 de la Société des Nations*. La Nomenclature de Genève a été ultérieurement remplacée en 1959 par la *Convention de Bruxelles sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers* (la "Nomenclature douanière de Bruxelles"). La Nomenclature douanière de Bruxelles est entrée en vigueur le 11 septembre 1959, à la suite de l'adoption, le 1er juillet 1955, d'un protocole de rectification établissant une version révisée de la Nomenclature. En 1974, la Nomenclature de Bruxelles a été à son tour rebaptisée *Nomenclature du Conseil de coopération douanière* (la "NCCD"). La *Nomenclature du Conseil de coopération douanière* a été remplacée par le SH le 1er janvier 1988, lorsque la Convention sur le SH est entrée en vigueur. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.186.

[73] Deuxième, troisième et quatrième tirets du Préambule de la Convention sur le SH (pièces EC-15; US-8; TPKM-6).

[74] Le SH est établi en tant qu'annexe de la Convention sur le SH dont il fait partie intégrante (voir l'article 1 a) et l'article 2 de la Convention sur le SH) (pièces EC-15; US-8; TPKM-6). À proprement parler, le SH comporte 97 chapitres. Si nous indiquons que le SH n'a que 96 chapitres, c'est parce que le chapitre 77 est "réservé pour une utilisation future éventuelle dans le Système harmonisé", et que les chapitres 98 et 99 sont "réservés pour certains usages particuliers par les Parties contractantes". Ces chapitres sont donc vides.

[75] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 230 (citant une réponse du secrétariat de l'OMD).

à un niveau *au-delà* de celui du code numérique à six chiffres qui figure dans le SH. La nomenclature intérieure des Communautés européennes (à savoir la NC) en est un exemple.[76]

b) Les règles générales pour l'interprétation du SH ("RGI")

7.34 Conformément à l'article 3.1 a) ii) de la Convention sur le SH, chaque partie contractante s'engage à appliquer les "règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé ainsi que toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions et à ne pas modifier la portée des sections, des chapitres, des positions ou des sous-positions du SH".[77] L'annexe de la Convention sur le SH énonce six règles générales pour l'interprétation et l'application uniforme du SH ("RGI"). Les cinq premières règles ont trait aux positions à quatre chiffres, tandis que la règle six se rapporte au classement dans les positions à cinq ou six chiffres. Les RGI doivent être appliquées selon un ordre hiérarchique. Autrement dit, une partie contractante devrait commencer par la première RGI et ne passer aux RGI suivantes qu'en cas de nécessité.[78]

c) Notes explicatives du SH (NESH) et avis du Conseil de l'OMD

7.35 L'article 3.1 a) i) de la Convention sur le SH précise que les parties contractantes au SH doivent utiliser toutes les positions et sous-positions du SH sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques y afférents et que chaque partie contractante doit suivre l'ordre de numérotation du SH. L'article 6 de la Convention sur le SH institue le Comité du SH, composé des représentants de chaque partie contractante et qui se réunit au moins deux fois par an. En vertu de l'article 7 1) b) de la Convention sur le SH, le Comité du SH rédige des notes explicatives du SH (NESH), des avis de classement et d'autres avis à titre d'*indicatif* pour garantir l'uniformité de l'interprétation du SH. Les NESH fournissent des indications pour interpréter les termes de telle ou telle position du SH. Les avis de classement sont des avis du Comité du SH concernant le classement douanier d'un produit spécifique.

d) Modifications du SH

7.36 Le préambule de la Convention sur le SH pose comme objectif important la nécessité d'"assurer la tenue à jour du SH en fonction de l'évolution des techniques et des structures du commerce international".[79] À cet égard, l'article 7.1 a) de la Convention sur le SH dispose que l'une des fonctions du Comité du SH est de "propose[r] tout projet d'amendement à la présente Convention qu'il estime souhaitable compte tenu notamment des besoins des utilisateurs et de l'évolution des techniques ou des structures du commerce international". Depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1988, le SH a été partiellement modifié tous les quatre à six ans. Ces modifications sont

[76] Voir l'article 3 du Règlement n° 2658/87 du Conseil (pièces EC-49; US-13 et TPKM-5); voir aussi les paragraphes 7.39 et 7.40 ci-après. Le SH a été approuvé au nom des Communautés européennes par la Décision n° 87/369/CEE du Conseil, du 7 avril 1987 (J.O. 1987 L 198/1) (pièces EC-15; US-8; TPKM-6). La NC non seulement reproduit les positions et sous-positions du SH jusqu'au niveau à six chiffres, mais contient aussi des codes aux niveaux à sept et huit chiffres. Voir aussi la note de bas de page 60 plus haut.

[77] Voir aussi l'article 1 a) de la Convention sur le SH (pièces EC-15; US-8; TPKM-6).

[78] Il est expliqué dans la RGI 1 que le classement devrait être déterminé, tout d'abord, d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres pertinentes conformément à la RGI 1 et, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes, d'après les dispositions des RGI 2 à 6. En outre, selon la note explicative relative à la RGI 1, "la phrase *lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes* est destinée à préciser, sans laisser d'équivoque, que les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres l'emportent, pour la détermination du classement, sur toute autre considération".

[79] Préambule de la Convention sur le SH, treizième considérant.

entrées en vigueur le 1er janvier 1992 (SH1992), le 1er janvier 1996 (SH1996), le 1er janvier 2002 (SH2002) et 1er janvier 2007 (SH2007).[80]

7.37 Les modifications du SH doivent être approuvées par le Comité du SH et ultérieurement par le Conseil, l'organe directeur le plus élevé de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).[81] Chacune de ces modifications comportait plusieurs changements de codes ou de désignations de produits. Lorsqu'une recommandation en vue de modifier le SH est approuvée, les Parties contractantes au SH sont tenues de mettre en œuvre ces changements dans leur nomenclature douanière nationale.[82] Les modifications ont été partielles, laissant diverses positions et sous-positions du SH inchangées d'une version à l'autre.

5. Classement tarifaire dans les Communautés européennes

7.38 Le résumé ci-après a uniquement pour objet d'aider à comprendre d'une manière générale le système de classement tarifaire des Communautés européennes. Les aspects de ce système seront analysés plus en détail dans les sections où cette analyse est pertinente.

a) La nomenclature combinée

7.39 Les Communautés européennes appliquent un tarif douanier commun à l'égard des pays tiers. L'article 20 3) du Code des douanes communautaire ("CDC")[83] précise que le tarif douanier des Communautés européennes comprend, entre autres choses, une "nomenclature combinée" des marchandises (NC) et des droits conventionnels.[84] Les droits applicables sont prévus dans le tarif douanier commun.[85]

7.40 La NC, qui figure à l'annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil, est établie par la Commission européenne (la "Commission") et comprend: i) la nomenclature du SH; ii) les subdivisions communautaires de cette nomenclature, dénommées "sous-positions NC"; et iii) les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de

[80] Pour une explication de la liste des modifications par le secrétariat de l'OMD, voir: TAR/W/91 (SH1996), G/MA/W/26 (SH2002), G/MA/W/76 (SH2007).

[81] Le Préambule de la Convention sur le SH indique qu'elle a été "élaborée sous les auspices du Conseil de coopération douanière". Le paragraphe 1 f) de la Convention sur le SH indique que le *Conseil* désigne le Conseil de coopération douanière. Le Conseil est dirigé par le Secrétaire général du Conseil. Voir le paragraphe 1 g) de la Convention sur le SH. L'article 8.1 de la Convention sur le SH dispose que "[l]e Conseil examine les propositions d'amendement à la présente Convention élaborées par le Comité du Système harmonisé et les recommande aux Parties contractantes conformément à la procédure de l'article 16, à moins qu'un État membre du Conseil qui est Partie contractante à la présente Convention ne demande que tout ou partie des propositions en cause ne soit renvoyé devant le Comité pour un nouvel examen".

[82] Voir le paragraphe 7.35 plus haut.

[83] Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le Code des douanes communautaire (J.O. L 302/1, 19 octobre 1992), tel qu'il a été modifié (le "CDC") (pièces US-19; TPKM-16).

[84] L'annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil, première partie, Dispositions préliminaires, Titre premier – Règles générales, "B. Règles générales relatives aux droits", explique dans ses règles générales que les droits conventionnels sont "[l]es droits de douane applicables aux marchandises importées originaires des pays qui sont parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou avec lesquels la Communauté économique européenne a conclu des accords comportant la clause de la nation la plus favorisée en matière tarifaire". Il est dit par ailleurs dans l'annexe que "[s]ous réserve de dispositions contraires, ces droits conventionnels sont également applicables aux marchandises autres que celles visées ci-dessus, importées de tout pays tiers" (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).

[85] Article 20 1) du CDC.

page se rapportant aux "sous-positions NC".[86] Ces notes complémentaires de sections et de chapitres et notes de bas de page sont censées définir plus précisément le champ de la NC. Les produits sont groupés en chapitres, divisés en sections.[87] Tant les notes de sections que les notes de chapitres aident à déterminer le classement douanier des marchandises.[88] Lorsque les notes sont censées être pertinentes pour l'ensemble de la section, elles sont présentées comme notes de sections. Lorsqu'elles se rapportent uniquement à un chapitre spécifique, il s'agit de notes de chapitres. Les notes de sections et notes de chapitres, le cas échéant, figurent au début de chaque section et chapitre, respectivement. L'annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil est divisée en trois parties, intitulées: "Première partie – Dispositions préliminaires"; "Deuxième partie – Tableau des droits"; et "Troisième partie – Annexes tarifaires".

7.41 La "Première partie – Dispositions préliminaires", contient deux titres. Le titre I, intitulé "Règles générales", comprend, entre autres choses, les Règles générales pour l'interprétation de la NC (RGI NC), qui sont identiques à celles du SH.[89] Le titre II, intitulé "Dispositions spéciales", traite de questions spécifiques relatives aux produits destinés à certaines catégories de bateaux et de plates-formes de forage ou d'exploitation; aux aéronefs civils et produits destinés à des aéronefs civils; aux produits pharmaceutiques; aux contenants et emballages; aux signes, abréviations et symboles.

7.42 La "Deuxième partie – Tableau des droits" contient les codes NC et les droits conventionnels. Chaque code NC est un nombre à huit chiffres, reprenant les positions et sous-positions du SH jusqu'au niveau à six chiffres, le septième et le huitième chiffre étant propres à la NC.[90] Étant une nomenclature nationale d'une partie contractante au SH, la NC a les mêmes sections et chapitres que le SH.[91] La NC reprend aussi toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions du SH sans modifier leur champ d'application, avec des notes complémentaires propres à la NC.[92] Chaque chapitre de la NC comporte un tableau à quatre colonnes, intitulées de gauche à droite: "Code NC"; "Désignation des marchandises"; "Taux du droit conventionnel (%)"; et "Unité supplémentaire".

7.43 La "Troisième partie – Annexes tarifaires" – contient les annexes agricoles, les listes des substances pharmaceutiques pouvant bénéficier d'une admission en exonération des droits, des renseignements sur les contingents et des renseignements sur le "traitement tarifaire favorable en raison de la nature des marchandises".

---

[86] Article premier du Règlement n° 2658/87 du Conseil (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).

[87] Comme cela a été expliqué dans la note de bas de page 74 plus haut au sujet du SH, la NC comprend 99 chapitres, mais seuls 97 sont utilisés. En particulier, les chapitres 77 et 99 de la NC sont réservés à d'éventuelles utilisations futures. À la différence du SH, la NC inclut un 98ème chapitre qui couvre les "ensembles industriels".

[88] La règle 1 des RGI NC dispose que le classement douanier est déterminé d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres y relatives; voir le paragraphe 7.41.

[89] Voir le paragraphe 7.34 plus haut. Selon l'article 3 de la Convention sur le SH, les Communautés européennes doivent appliquer les RGI SH. Dans le cas des RGI NC, les cinq premières règles se rapportent aux positions à six chiffres tandis que la règle 6 se rapporte aux subdivisions NC, c'est-à-dire les sous-positions à huit chiffres. Les RGI font partie de la NC (elles sont incluses dans la "Première partie – Dispositions préliminaires") et elles sont donc contraignantes.

[90] Article 3 du Règlement n° 2658/87 du Conseil (pièces EC-49; US-13; TPKM-5). Voir aussi le paragraphe 7.33 plus haut.

[91] Voir aussi la note de bas de page 87 plus haut.

[92] Comme indiqué au paragraphe 7.33 plus haut, les Parties contractantes au SH sont tenues d'utiliser toutes les positions et sous-positions du SH sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques y afférents, et chaque partie contractante doit suivre l'ordre numérique du SH.

7.44 Conformément à l'article 2 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, la Commission a également établi le tarif intégré des Communautés européennes, communément appelé le "Taric".[93] Le Taric est fondé sur la NC, avec d'autres subdivisions aux niveaux à neuf et dix chiffres dénommées les "sous-positions Taric". Ces sous-positions tarifaires additionnelles sont utilisées pour la mise en œuvre de politiques spécifiques, comme par exemple les suspensions tarifaires; les contingents tarifaires; les préférences tarifaires (y compris les contingents et plafonds tarifaires); le système généralisé de préférences tarifaires applicable aux pays en développement; les droits antidumping et droits compensateurs; les éléments d'imposition compensateurs; les éléments agricoles et autres. Le Taric fait partie du tarif douanier commun.[94]

7.45 En vertu de l'article 12 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, la Commission doit publier chaque année, avant le 31 octobre, une version consolidée de la NC, incorporant les modifications de l'année écoulée. La version consolidée de la NC – prenant la forme d'un règlement de la Commission modifiant l'annexe I du Règlement n° 2658/87 – est publiée au Journal officiel de l'Union européenne (le "Journal officiel de l'UE").[95] Elle s'applique au 1er janvier de l'année qui suit sa publication officielle. Pour éviter toute confusion, l'année d'application est indiquée. Par exemple, il est indiqué dans la NC2007 qu'il s'agissait de la version de la NC applicable en 2007. La NC actuellement applicable à la date où les présents rapports sont remis est la NC2010.

b) Le Comité du Code des douanes et la procédure de comitologie des CE

7.46 En vertu du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, la Commission établit et administre la NC et le Taric.[96] L'article 9 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, autorise la Commission à adopter des mesures relatives à l'application de la NC, comme les règlements de classement (il s'agit de règlements de la Commission) et les notes explicatives de la NC ("NENC"), conformément à la procédure énoncée à l'article 10 de ce règlement. Aux termes de l'article 10, la Commission peut adopter ces mesures avec l'aide du "Comité du Code des douanes" conformément à la "procédure de gestion" visée à l'article 4 de la Décision n° 1999/468/CE du Conseil (la "Décision de comitologie").[97]

7.47 Le Comité du Code des douanes se compose d'un représentant du service de la Commission (qui en assure la présidence) et de représentants des gouvernements de chaque État membre des CE. Conformément à la "procédure de gestion", le service de la Commission soumet des projets de mesures d'application afférentes au classement au "Comité de comitologie", qui émet un avis favorable ou défavorable (ou se déclare "sans avis") sur ces projets de mesures au moyen d'un vote des représentants des États membres des CE avant leur adoption par la Commission.[98] L'avis du Comité de comitologie est rendu par un vote des représentants des États membres. Aux termes de l'article 4.2 de la Décision de comitologie, l'avis "est émis à la majorité qualifiée des membres, à

[93] L'acronyme "TARIC" correspond à son titre en français: "Tarif intégré de la Communauté" (voir aussi la pièce US-12, qui contient les renseignements donnés par la Commission sur le Taric).

[94] Voir la pièce US-12, page 5.

[95] La version NC2009, par exemple, a été établie par le Règlement (CE) n° 1031/2008 de la Commission, du 19 septembre 2008, modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, J.O. L 291/1, 31 octobre 2008 (pièces US-11; TPKM-21).

[96] Voir le Règlement n° 2658/87 du Conseil, articles 1er, 2 et 6 (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).

[97] Pièces EC-51 et TPKM-18. L'article 10 du Règlement n° 2658/87 du Conseil contient une référence croisée à l'article 7 de la Décision de comitologie, qui dispose que chaque comité adopte son propre règlement intérieur. Le règlement intérieur du Comité du Code des douanes a été communiqué sous couvert de la pièce EC-52.

[98] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 292 et 293; article 4.2 et 4.3 de la Décision de comitologie (pièces EC-51; TPKM-18).

l'exclusion du président qui ne prend pas part au vote".[99] Un vote peut déboucher sur trois résultats possibles: i) une majorité qualifiée vote *en faveur* de la proposition, c'est-à-dire qu'un avis favorable est établi; ii) une majorité qualifiée vote *contre* la proposition, c'est-à-dire qu'un avis défavorable est établi; ou iii) il n'y a *pas de majorité qualifiée* favorable ou défavorable à la proposition, c'est-à-dire qu'aucun avis n'est émis. En cas d'avis favorable ou d'absence d'avis, la Commission peut adopter la mesure proposée.[100] Mais si un avis défavorable est rendu, la Commission doit s'en remettre au Conseil européen, qui peut lui-même rendre une décision différente à la majorité qualifiée, dans un délai de trois mois.[101] Si le Conseil européen ne rend aucune décision dans ce délai, la Commission adopte la mesure proposée.[102]

7.48 Outre les règlements relatifs aux NENC et les règlements de classement, l'article 8 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, dispose aussi que des "questions douanières" peuvent être soumises à l'examen du Comité du Code des douanes par le Président, soit à son initiative, soit à la demande d'un représentant d'un État membre des CE. Dans le cadre de cette "procédure au titre de l'article 8", le Comité du Code des douanes fonctionne comme un "forum de discussion" entre la Commission et les États membres des CE, et non pas en tant que "Comité de comitologie".[103] Le résultat de ces discussions figure dans le compte rendu de la réunion comme sujet "au titre de l'article 8".

7.49 Avant chaque réunion du Comité du Code des douanes, il est procédé à la distribution de l'ordre du jour dans lequel figurent les points sur lesquels le Comité de comitologie est appelé à rendre un avis.[104] Après chaque réunion, le compte rendu de la réunion est établi et distribué aux représentants des États membres des CE.[105]

c) Interprétation de la NC

7.50 Outre les RGI, les notes de sections et de chapitres du SH et les notes complémentaires de la NC évoquées aux paragraphes 7.40 et 7.41 plus haut, la Commission dispose de divers outils pour veiller à ce que la pratique en matière de classement soit uniforme dans l'ensemble de la communauté. Ces outils sont les suivants: i) NESH et avis; ii) règlements de classement des CE; iii) NENC; iv) avis du Comité du Code des douanes dans le cadre de l'article 8 du Règlement n° 2658/87 du Conseil; et v) décisions relatives aux renseignements tarifaires contraignants ("RTC"). Ces instruments sont décrits plus en détail plus loin.

i) Notes explicatives du SH (NESH) et avis du Comité du SH

7.51 Les NESH et les avis du Conseil de l'OMD peuvent aussi éclairer l'interprétation de la NC au niveau à six chiffres. Ils sont évoqués au paragraphe 7.35 plus haut.

---

[99] À la suite de l'élargissement le plus récent de l'Union européenne le 1er janvier 2007, la majorité qualifiée représente 255 voix sur un total de 345 (voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 292, note de bas de page 191).

[100] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 292 et 293; article 4.3 de la Décision de comitologie (pièces EC-51; TPKM-18).

[101] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 292 et 293; article 4.3 de la Décision de comitologie (pièces EC-51; TPKM-18). En cas d'intervention du Conseil des CE, la Commission peut différer l'application de la mesure pour une période de trois mois au maximum.

[102] Article 4.3 et 4.4 de la Décision de comitologie (pièces EC-51; TPKM-18).

[103] Voir le paragraphe 7.47 plus haut.

[104] Article 3 du Règlement intérieur du Comité du Code des douanes (pièce EC-52).

[105] Article 12.1 du Règlement intérieur du Comité du Code des douanes (pièce EC-52).

ii) Règlements de classement

7.52 Conformément à l'article 9 1) a) du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, la Commission peut adopter des règlements sur le classement des marchandises. Ces règlements de classement sont adoptés par la Commission conformément à la "procédure de gestion" évoquée au paragraphe 7.47 plus haut. Dans la pratique, la Commission peut tout d'abord soumettre sa mesure proposée en tant que "point soumis à l'examen du Comité du Code des douanes au titre de l'article 8 du Règlement n° 2658/87", ce qui peut entraîner des modifications de la proposition initiale. Une fois que la Commission considère que sa proposition est finalisée, elle peut de nouveau la soumettre au Comité du Code des douanes pour avis.

7.53 Les règlements de classement qui sont publiés au Journal officiel de l'UE ont force obligatoire dans l'ensemble des Communautés européennes.[106] En général, il est expliqué dans le préambule d'un règlement de classement que ce règlement est nécessaire "afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée annexée au règlement précité".[107] Dans leur texte principal, les règlements de classement contiennent une description détaillée d'une ou plusieurs marchandises, indiquent le code NC applicable et exposent les motifs de ce classement.[108] Cependant, les règlements de classement ne "modifient" pas la NC.[109]

iii) Notes explicatives de la nomenclature combinée (NENC)

7.54 La Commission peut aussi établir des NENC conformément à l'article 9 1) a) du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, pour l'interprétation de la NC. La Cour de justice de l'Union européenne ("Cour européenne de justice") a conclu que les NENC n'avaient pas "force obligatoire en droit", mais qu'elles "contribu[aient] de façon importante à l'interprétation de la NC".[110] Comme pour les règlements de classement, les NENC sont adoptées par la Commission conformément à la "procédure de gestion" du Comité de comitologie évoquée au paragraphe 7.47 plus haut. Cependant, les NENC sont distinctes de notes de sections et de chapitres de la NC.[111]

iv) Commentaires du Comité du Code des douanes dans le cadre de l'article 8 du Règlement n° 2658/87

7.55 Les commentaires du Comité du Code des douanes dans le cadre de l'article 8 du Règlement n° 2658/87, qui sont évoqués au paragraphe 7.48 plus haut, peuvent aussi être pris en considération lorsqu'on interprète la NC. Aux termes de l'article 8, le Comité du Code des douanes peut examiner toute question évoquée par son Président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du

---

[106] Voir l'article 288 2) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, anciennement article 249 2) du Traité instituant la CE.

[107] Voir, par exemple, le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, J.O. L 61/23, 10 mars 1999 (pièces US-59; TPKM-35).

[108] Les règlements de classement peuvent aussi contenir des illustrations des produits (voir, par exemple, les pièces US-59; TPKM-35).

[109] Cour européenne de justice (GoldStar Europe), paragraphe 19 (pièce TPKM-9); Cour européenne de justice (Gebr. Vismans Nederland BV), paragraphe 13 (pièce TPKM-10). Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 2.37.

[110] Voir, par exemple, Cour européenne de justice (DFDS BV), paragraphe 28 (pièces US-16; TPKM-37); Cour européenne de justice (Clees), paragraphe 12 (pièces EC-57; US-17). Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 2.39 et le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.412.

[111] Voir le paragraphe 7.40 plus haut.

représentant d'un État membre des CE a) relative à la NC; b) relative à la nomenclature du Taric et à toute autre nomenclature qui reprend la nomenclature combinée, en totalité ou en partie ou en y ajoutant éventuellement des subdivisions, et qui est établie par des dispositions communautaires spécifiques en vue de l'application des mesures tarifaires ou autres dans le cadre des échanges de marchandises. Dans la pratique, le Comité du Code des douanes examine donc les questions relatives à l'interprétation de la législation douanière communautaire comme, par exemple, les questions de classement tarifaire. Le Comité du Code des douanes joue le rôle d'un forum spécifique pour la coopération entre les États membres des CE et la Commission. Les avis du Comité du Code des douanes sur les questions relatives à l'application et à l'interprétation de la NC ne sont pas juridiquement contraignants. Cependant, la Cour européenne de justice a jugé que ces avis constituaient des moyens importants pour assurer une application uniforme du tarif douanier commun par les autorités des États membres et qu'en tant que tels ils pouvaient être considérés comme des moyens valables pour l'interprétation du tarif.[112]

7.56 Il est possible, au moyen d'un "registre de comitologie" en ligne[113], d'avoir accès aux ordres du jour des réunions du Comité du Code des douanes; à certains projets de mesures d'application; aux comptes rendus sommaires des réunions et aux résumés des résultats des votes. Les autres documents sont considérés comme confidentiels et, pour y avoir accès, il faut présenter une demande, qui peut cependant être rejetée pour certains motifs.[114]

v) Renseignements tarifaires contraignants (RTC)

7.57 Les Communautés européennes ont par ailleurs un système de décisions anticipées en ce qui concerne les questions de classement tarifaire, communément dénommé renseignements tarifaires contraignants ("RTC"). Les RTC sont délivrés par les autorités douanières des États membres des CE sur demande des importateurs, par écrit et gratuitement, à l'exception des frais particuliers engagés par les autorités douanières pour certaines procédures, comme les nécessaires analyses des produits en laboratoire.[115] L'autorité douanière précise le code de classement douanier du produit dans un RTC. Les RTC sont valables dans l'ensemble des Communautés européennes, quel que soit le lieu où ils ont été délivrés[116], et ont généralement une durée de validité de six ans.[117] Cependant, il est expliqué à l'article 12 5) a) du CDC qu'un RTC cesse d'être valable lorsque: i) par suite de l'adoption d'un règlement, il n'est pas conforme à ce règlement[118]; ou ii) il devient incompatible avec l'interprétation de la NC par des modifications des NENC. Dans les deux cas, les RTC peuvent demeurer valables durant un délai de grâce de trois mois.[119]

---

[112] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 2.40 (citant la Cour européenne de justice (Dittmeyer), paragraphe 4).

[113] Voir http://ec.europa.eu/transparency/regcomitology/index.cfm.

[114] Voir l'article 15 du Règlement intérieur du Comité du Code des douanes: "Les principes et les conditions concernant l'accès du public aux documents du Comité sont identiques à ceux définis au Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001. Il revient à la Commission de statuer sur les demandes visant l'accès à ces documents." (Pièce EC-52)

[115] Article 11 2) du CDC (pièces US-19; TPKM-16).

[116] Article 11 du Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le Code des douanes communautaire (J.O. L 253/1, 11 octobre 1993) (pièce US-21).

[117] Article 12 4) du CDC (pièces US-19; TPKM-16).

[118] Cela pourrait être le cas, par exemple, avec un règlement de classement classant un produit similaire sous une position tarifaire différente.

[119] Par exemple, les règlements de classement indiquent normalement qu'un RTC "délivré par les autorités douanières des États membres, qui n'est pas conforme au présent règlement, peut continuer d'être

7.58 Les RTC délivrés sont conservés dans une base de données (la base de données RTCE) qui est gérée par la Commission, en particulier la Direction générale Fiscalité et Union douanière (DG TAXUD).[120] La Commission a publié des "lignes directrices administratives" sur le système des RTCE et son fonctionnement pour contribuer à l'harmonisation des pratiques nationales dans le domaine des renseignements tarifaires contraignants.[121] Le contenu de la base de données RTCE dépend largement des renseignements transmis par les autorités douanières nationales. Une version limitée de la base de données est accessible au public par Internet. Dans cette version des RTCE, on trouve les renseignements suivants: la référence du RTC (à chaque RTC est attribuée une référence contenant le code du pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), suivi d'une série de nombres représentant l'année de publication et/ou un code administratif); le pays qui a délivré le RTC; les dates de début et de fin de validité; le code de la nomenclature; la justification du classement (très souvent une simple référence à la RGI de la NC applicable); la langue dans laquelle le RTC a été délivré; le lieu et la date de délivrance avec la mention de l'autorité qui a délivré le RTC; une brève désignation des marchandises; certains mots clés choisis au niveau national et/ou au niveau de la Commission; et des éventuelles images ou illustrations pertinentes.[122] Une version plus complète de la base de données RTCE est à la disposition exclusive de la Commission et des autorités des États membres qui délivrent les RTCE. Cette version contient des renseignements additionnels à caractère confidentiel, tels que le nom et l'adresse du demandeur/titulaire, la composition du produit et son nom commercial et tout renseignement additionnel que le demandeur considère comme confidentiel.[123] La plupart des RTC présentés dans le cadre du présent différend sont tirés de la base de données RTCE publique.

C. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Charge de la preuve

7.59 Le Groupe spécial rappelle les principes généraux applicables à la charge de la preuve dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, à savoir qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition d'un accord visé par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation.[124] Dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve. Par ailleurs, un critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "*common law*" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques est que la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption". (note de bas de page de l'original omise)[125]

---

invoqué durant une période de trois mois au titre de l'article 12 6) du Règlement (CEE) n° 2913/92." (Pièce TPKM-35)

[120] Voir les Lignes directrices relatives aux RTC, page 4 (pièces US-18; TPKM-85); le rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.123.

[121] Voir les Lignes directrices relatives aux RTC, point "1. Objectifs des Lignes directrices" (pièces US-18; TPKM-85).

[122] Voir les Lignes directrices relatives aux RTC, point "5. Fonctionnement de la base de données RTCE" (pièces US-18; TPKM-85).

[123] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphes 7.124 et 7.125.

[124] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 19.

[125] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

7.60 Par ailleurs, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)*, l'Organe d'appel a dit explicitement ce qui suit:

> "en règle générale, la charge de la preuve incomb[e] au Membre plaignant. Ce Membre doit fournir des éléments *prima facie* à l'appui de son allégation en présentant des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption en faveur de cette allégation. Si le Membre plaignant y parvient, le Membre défendeur doit alors chercher à réfuter cette présomption. Par conséquent, suivant l'attribution habituelle de la charge de la preuve, la mesure d'un Membre défendeur sera traitée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC, jusqu'à ce que des éléments de preuve suffisants soient présentés pour prouver le contraire".[126]

7.61 En outre, l'Organe d'appel a indiqué qu'"[i]l [convenait] également de garder à l'esprit qu'un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, [faisait] obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".[127] Il a aussi dit ce qui suit: "La présentation d'éléments *prima facie* doit reposer sur "les éléments de preuve *et* les arguments juridiques" avancés par la partie plaignante relativement à *chacun* des éléments de l'allégation. Une partie plaignante ne peut pas tout simplement présenter des éléments de preuve et escompter que le groupe spécial devine, au regard de ces éléments, une allégation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Une partie plaignante ne peut pas non plus simplement alléguer des faits sans les rapporter à ses arguments juridiques."[128]

7.62 L'Organe d'appel a expliqué aussi que "[d]ans le cadre du *GATT de 1994* et de l'*Accord sur l'OMC*, la quantité et la nature précises des éléments de preuve qui seront nécessaires pour établir une telle présomption varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre".[129]

7.63 De surcroît, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a établi qu'"[u]ne fois que ce commencement de preuve [avait] été apporté, la charge de la preuve pass[ait] à la partie défenderesse, qui [devait] à son tour repousser ou réfuter l'incompatibilité alléguée".[130] Comme il l'a expliqué dans l'affaire *Japon – Pommes*, la partie plaignante ne doit pas fournir la preuve de tous les faits mentionnés à propos de la question de la détermination sur le point de savoir si une mesure est compatible avec une disposition donnée d'un accord visé. Bien que la partie plaignante ait la charge de prouver sa thèse, la partie défenderesse doit prouver la thèse qu'elle cherche à établir en réponse.[131]

7.64 Dans le présent différend, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois ont allégué conjointement que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec les dispositions des articles II:1 a) et b), X:1 et X:2 du GATT de 1994.[132] C'est donc aux plaignants qu'il incombe de démontrer que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec ces dispositions.

---

[126] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)*, paragraphe 66.

[127] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

[128] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 140.

[129] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16.

[130] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 98.

[131] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 154.

[132] Bien que les trois plaignants aient présenté une demande *conjointe* d'établissement du présent Groupe spécial, y compris entre autres des allégations conjointes au titre de l'article X du GATT de 1994, le Japon n'a pas maintenu ces allégations spécifiques dans ses communications. Voir aussi le paragraphe 7.996 ci-après; la note de bas de page 31 plus haut et la note de bas de page 994 ci-après.

2. Interprétation des traités

7.65 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord donne pour instruction aux groupes spéciaux de clarifier les dispositions existantes des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Il est bien établi dans la jurisprudence de l'OMC que les principes codifiés dans les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne") constituent de telles règles coutumières.[133] Ces dispositions sont ainsi libellées:

> "Article 31: Règle générale d'interprétation
>
> 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.
>
> 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.
>
> 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;
>
> de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;
>
> de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.
>
> 4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties.
>
> Article 32: Moyens complémentaires d'interprétation
>
> Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:
>
> laisse le sens ambigu ou obscur; ou

[133] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 18 et 19; rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 114.

conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable."[134]

7.66 Nous rappelons que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* l'Organe d'appel a expliqué que les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre faisaient partie des termes du traité et que "[d]e ce fait, les seules règles qui [pouvaient] être appliquées pour interpréter une concession [étaient] les règles générales d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne".[135]

7.67 Par conséquent, le Groupe spécial appliquera ces principes pour interpréter les dispositions pertinentes des accords visés.

D. QUESTIONS HORIZONTALES PRÉLIMINAIRES

1. Les plaignants en qualité de tierces parties au présent différend

7.68 Le 23 janvier 2009, soit plus de trois mois après l'établissement du présent Groupe spécial, le 23 septembre 2008 et le lendemain de la détermination de sa composition, le 22 janvier 2009, les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois ont notifié leur intérêt de participer en qualité de tierces parties en ce qui concerne leurs plaintes respectives.[136] Le 4 février 2009, à la réunion d'organisation du Groupe spécial, les Communautés européennes ont formulé des observations sur ces demandes et ont soulevé la question de savoir si la participation des plaignants en qualité de tierces parties à chacun des deux autres différends auxquels ils n'étaient pas partie principale concourait à un "but légitime", étant donné que les plaignants avaient présenté une demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

7.69 Le 13 février 2009, les Communautés européennes ont envoyé un courriel au Groupe spécial en disant qu'elles attendaient de lui une décision sur cette question. Le 17 février 2009, le Groupe spécial a répondu par un fax adressé aux parties, en demandant si les Communautés européennes sollicitaient formellement une décision préliminaire sur cette question conformément au paragraphe 14 de ses Procédures de travail. Dans une lettre datée du 20 février 2009, les Communautés européennes ont informé le Groupe spécial qu'elles n'avaient pas l'intention de requérir une telle décision, mais lui ont demandé de "prendre les mesures appropriées au cours de la procédure pour préserver un juste équilibre entre les droits procéduraux des défendeurs et ceux des plaignants et, d'une manière plus générale, pour assurer la régularité de la procédure". Les Communautés européennes se sont dites particulièrement préoccupées par le fait que la participation des parties principales en qualité de tierces parties pourrait "[leur] porter préjudice en donnant à chaque plaignant des possibilités additionnelles de présenter leurs propres allégations au Groupe spécial, en plus de celles déjà prévues" au titre du Mémorandum d'accord et des Procédures de travail du Groupe spécial.

7.70 À la "séance ouverte" de la première réunion de fond avec les tierces parties, le mercredi 13 mai 2009, le Groupe spécial a rappelé aux plaignants les préoccupations relatives à la régularité de la procédure soulevées par les Communautés européennes dans leur lettre du 20 février 2009. À cette réunion, il a noté que les Communautés européennes n'avaient pas demandé de décision sur cette question et que, conformément au paragraphe 14 des Procédures de travail, le délai de présentation d'une telle demande était déjà venu à expiration. Il a ensuite donné aux plaignants la possibilité de faire des déclarations en qualité de tierces parties en ce qui concerne leurs plaintes respectives, mais

[134] Convention sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; (1969) 8 International Legal Materials 679.

[135] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.

[136] Voir le document à triple cote WT/DS375/9, WT/DS376/9 et WT/DS377/7 du 26 janvier 2009 (en particulier la note de bas de page 1).

leur a rappelé que toute déclaration de ce type devrait être faite en gardant à l'esprit les préoccupations relatives à la régularité de la procédure soulevées par les Communautés européennes dans leur lettre du 20 février 2009. Aucun des plaignants n'a fait de déclaration orale à cette réunion. Par la suite, seul le Japon a présenté une communication répondant en qualité de tierce partie aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties; les Communautés européennes n'ont toutefois pas soulevé de préoccupation spécifique relative à la régularité de la procédure en rapport avec les réponses données par le Japon en qualité de tierce partie.[137]

7.71 Le **Groupe spécial** examinera brièvement ci-après les préoccupations soulevées par les Communautés européennes en ce qui concerne la participation des parties principales en qualité de tierces parties, ainsi que les notifications de l'intérêt de participer en qualité de tierces parties faites par les plaignants plus de dix jours après la date d'établissement du Groupe spécial. Nous rappelons cependant que les Communautés européennes n'ont pas officiellement demandé de décision formelle du Groupe spécial sur cette question lorsqu'elles avaient la possibilité de le faire.

a) Notification de l'intérêt de participer en qualité de tierces parties

7.72 La partie pertinente de l'article 10 du Mémorandum d'accord est ainsi libellée:

> "1. Les intérêts des parties à un différend et ceux des autres Membres dans le cadre d'un accord visé invoqué dans le différend seront pleinement pris en compte dans la procédure des groupes spéciaux.
>
> 2. Tout Membre qui aura un intérêt substantiel dans une affaire portée devant un groupe spécial et qui en aura informé l'ORD (dénommé dans le présent mémorandum d'accord "tierce partie") aura la possibilité de se faire entendre par ce groupe spécial et de lui présenter des communications écrites. Ces communications seront également remises aux parties au différend et il en sera fait état dans le rapport du groupe spécial."

7.73 Bien que l'article 10 ne précise pas le délai dont disposent les Membres pour notifier leur intérêt de participer en qualité de tierces parties à un différend donné, nous notons que dans la Déclaration du Président du Conseil du GATT de juin 1994 citée ci-après il est question d'une notification dans les dix jours suivant l'établissement du groupe spécial:

> "Les délégations en mesure de le faire devraient indiquer leur intention de participer en tant que tierce partie aux travaux d'un groupe spécial à la réunion du Conseil au cours de laquelle le groupe spécial est établi. Les autres délégations qui souhaitent être considérées comme tierces parties devraient le faire savoir dans les dix jours qui suivent."[138]

---

[137] Le Japon a communiqué des réponses aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties après la première réunion de fond. Cependant, dans sa réponse, il a fait référence uniquement à des paragraphes de ses réponses aux questions du Groupe spécial données en qualité de partie principale au différend. Ses observations ne correspondaient donc pas à des arguments additionnels n'ayant pas été présentés auparavant.

[138] Participation des tierces parties aux travaux des groupes spéciaux, Déclaration du Président du Conseil, document C/COM/3 du 27 juin 1994, page 1. Cependant, comme l'a noté un groupe spécial antérieur, la question du statut formel du délai de notification de dix jours continue de faire l'objet de propositions dans le contexte des négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (voir le rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.2).

7.74 Nous savons qu'il est déjà arrivé que des Membres de l'OMC notifient leur intérêt de participer en qualité de tierces parties à des différends plus de dix jours après l'établissement d'un groupe spécial. Par exemple, dans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, deux demandes de participation en qualité de tierces parties ont été présentées après ce délai mais *avant* la détermination de la composition du Groupe spécial conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord.[139] Le Groupe spécial chargé de ce différend a rappelé la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, selon laquelle "[l]e Mémorandum d'accord ... laisse aux groupes spéciaux une marge discrétionnaire pour s'occuper, toujours dans le respect des droits de la défense, des situations particulières qui peuvent se poser dans un cas précis et qui n'ont pas été expressément prévues".[140] Ce Groupe spécial a autorisé la participation en qualité de tierces parties sur la base du fait que la notification n'avait perturbé ni sa sélection ni sa composition, et n'avait pas autrement entravé ses travaux.[141] Dans l'affaire *Turquie – Riz*, une demande de participation en qualité de tierce partie a été notifiée plus de dix jours après l'établissement du Groupe spécial, et *après* la détermination de sa composition.[142] Ce Groupe spécial a autorisé la participation, en déclarant ce qui suit:

> "[C]omme dans le cas des demandes de participation en tant que tierce partie pertinentes dans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, les travaux du Groupe spécial n'ont pas été entravés à la suite de la demande du Pakistan. En outre, bien que la composition du Groupe spécial ait déjà été déterminée au moment où le Pakistan a présenté sa demande de participation en tant que tierce partie, nous ne voyons aucune raison de penser que l'acceptation de la demande du Pakistan affecterait l'"indépendance des membres" du présent groupe spécial, comme il est indiqué à l'article 8:2 du Mémorandum d'accord, et il ne semble pas non plus qu'elle porterait atteinte d'une manière quelconque à la façon dont le présent groupe spécial s'acquitte de ses fonctions telles qu'elles sont indiquées à l'article 11 du Mémorandum d'accord: "[A]ider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés ...".".[143]

7.75 Dans le présent différend, les plaignants ont notifié leur intérêt de participer en qualité de tierces parties plus de trois mois après l'établissement du présent Groupe spécial le 23 septembre 2008 et un jour *après* la détermination de sa composition le 22 janvier 2009. Malgré ce retard et bien que la composition du Groupe spécial ait déjà été arrêtée, nous ne voyons aucune raison de penser que l'acceptation des demandes des plaignants affecterait "l'indépendance des membres" du présent Groupe spécial ou entraverait autrement ses travaux. Les membres du présent Groupe spécial ont été sélectionnés en prenant en considération la participation des plaignants comme parties principales. Nous ne voyons pas en quoi la participation additionnelle des plaignants en qualité de tierces parties aurait compromis la sélection initiale de ces membres; les Communautés européennes n'ont d'ailleurs pas formulé d'allégation en ce sens. Compte tenu de ce qui précède, nous confirmons que nous

---

[139] Rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.1.

[140] Rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.3 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, note de bas de page 138).

[141] Rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.3.

[142] Rapport du Groupe spécial *Turquie – Riz*, paragraphe 6.1.

[143] Rapport du Groupe spécial *Turquie – Riz*, paragraphe 6.8.

acceptons la demande présentée par les plaignants pour participer en qualité de tierces parties au présent différend.[144]

b) Pluralité des plaignants et demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial

7.76 La partie pertinente de l'article 9 du Mémorandum d'accord est ainsi libellée:

> "1. Dans les cas où plusieurs Membres demanderont l'établissement d'un groupe spécial en relation avec la même question, un seul groupe pourra être établi pour examiner leurs plaintes, en tenant compte des droits de tous les Membres concernés. Chaque fois que possible, il conviendra d'établir un seul groupe spécial pour examiner ces plaintes.
>
> 2. Le groupe spécial unique examinera la question et présentera ses constatations à l'ORD de manière à ne compromettre en rien les droits dont les parties au différend auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient examiné leurs plaintes respectives. Si l'une des parties au différend le demande, le groupe spécial présentera des rapports distincts concernant le différend en question. Les communications écrites de chacune des parties plaignantes seront mises à la disposition des autres et chacune aura le droit d'être présente lorsque l'une quelconque des autres exposera ses vues au groupe spécial."

7.77 Nous rappelons en outre les dispositions de l'article 10 du Mémorandum d'accord citées au paragraphe 7.72 ci-dessus.

7.78 Dans le présent différend, nous ne considérons pas que le fait que plusieurs plaignants ont présenté une demande *conjointe* d'établissement d'un groupe spécial devrait en soi empêcher les parties de demander à participer en qualité de tierces parties; nous ne considérons pas non plus que la participation des plaignants en qualité de tierces parties ne concourrait pas à un "but légitime". Rien dans le libellé des articles 9 et 10 du Mémorandum d'accord ne limite ni ne régit la participation des plaignants en qualité de tierces parties à des différends où plusieurs plaignants présentent conjointement une demande d'établissement d'un groupe spécial.[145] De fait, une telle participation pourrait s'avérer souhaitable pour un plaignant. Par exemple, un coplaignant ayant présenté une demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial pourrait décider, à des phases ultérieures de la procédure de groupe spécial, de maintenir uniquement certaines allégations incluses conjointement dans la demande. Il est possible dans de telles circonstances qu'un coplaignant ait un intérêt légitime à formuler des observations en qualité de tierce partie sur la ou les allégations qu'il a décidé de ne *pas* maintenir en tant que coplaignant. Nous estimons cependant que dans les cas où plusieurs plaignants présentent une demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, et demandent simultanément à

---

[144] Nous notons à nouveau, comme nous l'avons indiqué plus haut, qu'en tout état de cause les plaignants n'ont pas présenté de communication orale ou écrite au Groupe spécial en qualité de tierces parties, et qu'ils n'ont pas non plus exercé d'une manière significative leur capacité en qualité de tierces parties. De surcroît, lorsqu'on leur a demandé de préciser leur position, les Communautés européennes elles-mêmes n'ont pas formellement demandé au Groupe spécial de refuser aux plaignants le statut de tierces parties. Voir aussi les paragraphes 7.70 et 7.71 ci-dessus.

[145] Nous notons aussi que les dispositions équivalentes des Procédures de travail pour l'examen en appel (voir le document WT/AB/WP/3 du 28 février 1997, règles 23 et 24) ne prévoient pas non plus de limitation de ce type. En outre, comme l'ont noté les Communautés européennes, dans un différend antérieur des coplaignants ont participé simultanément en qualité de tierces parties en ce qui concerne leurs plaintes respectives. Voir par exemple les États-Unis et l'Australie dans l'affaire *CE – Marques et indications géographiques* (DS174 et DS290).

participer en qualité de tierces parties, il convient de veiller à assurer la protection des droits des parties à une procédure régulière. En l'espèce, nous avons rappelé aux plaignants les préoccupations des Communautés européennes quant à la régularité de la procédure, et nous n'avons pas reçu de plainte spécifique des Communautés européennes.

c) Conclusions

7.79 Compte tenu de tout ce qui précède, le Groupe spécial ne considère pas que la participation des coplaignants en qualité de tierces parties à chacun des deux autres différends auxquels ils ne sont pas partie principale ait en aucune façon perturbé ou entravé ses travaux, ou autrement compromis les droits d'aucune des parties au présent différend. Par conséquent, le Groupe spécial confirme le statut de tierces parties des plaignants en ce qui concerne leurs plaintes respectives.

2. Les États membres des CE en qualité de défendeurs dans le présent différend

a) Arguments des parties

7.80 À la réunion d'organisation du Groupe spécial et dans une lettre adressée à celui-ci le 4 février 2009, les **Communautés européennes** ont notifié au Groupe spécial qu'elles participeraient à la procédure devant celui-ci en qualité de seul défendeur. Si le Groupe spécial venait à constater que l'une quelconque des mesures indiquées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial constitue une violation des obligations dans le cadre de l'OMC, les Communautés européennes ont dit qu'elles assumeraient pleinement la responsabilité d'une telle violation de leur Liste.[146] Elles font valoir qu'elles disposent d'une compétence exclusive pour toutes les questions tarifaires depuis 1968, conformément à l'article 133 du Traité instituant la Communauté européenne ("Traité CE"). Elles affirment que le rôle des autorités douanières des États membres est limité à l'application des mesures promulguées antérieurement par les Communautés européennes.[147] Elles soutiennent en outre qu'en droit communautaire les États membres sont tenus d'appliquer les mesures de mise en œuvre adoptées par les Communautés européennes, et qu'ils ne peuvent pas mener d'eux-mêmes une action corrective avant que les Communautés européennes n'aient adopté les mesures de mise en œuvre nécessaires pour se conformer à toute recommandation du Groupe spécial.[148] Étant donné que les plaignants ont seulement présenté des allégations "en tant que tel" à l'égard de mesures promulguées par les Communautés européennes[149], celles-ci estiment que rien ne permet de formuler des constatations défavorables à leurs États membres au sujet de mesures qu'ils n'ont pas le pouvoir d'abroger ni d'amender.[150] Par conséquent, les Communautés européennes affirment qu'il ne serait d'aucune utilité d'adresser une recommandation à chacun de leurs États membres.

[146] Lettre adressée par la délégation de la Commission (4 février 2009).
[147] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 149.
[148] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 du Groupe spécial. Voir aussi les déclarations des Communautés européennes à la réunion d'organisation du Groupe spécial le 4 février 2009.
[149] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 149. D'après les Communautés européennes, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, des allégations ont été formulées à l'encontre de certaines mesures des Communautés européennes et certaines "pratiques" de deux États membres des CE, le Royaume-Uni et l'Irlande. En revanche, dans l'affaire examinée ici, les Communautés européennes notent que toutes les allégations concernent des mesures des CE et sont présentées "en tant que tel". Elles soutiennent par conséquent que l'examen par le Groupe spécial ne requiert ni ne justifie la désignation des États membres des CE comme défendeurs. Voir la réponse des Communautés européennes à la question n° 17 du Groupe spécial et la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 147 à 152.
[150] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 148.

7.81 Les **plaignants** demandent l'inclusion des États membres des CE en qualité de défendeurs, pour plusieurs raisons. Ils font observer que les États membres des CE sont Membres de l'OMC à titre individuel, avec leurs propres obligations, y compris au titre de l'article II du GATT de 1994. En outre, ils estiment qu'à la fois les Communautés européennes et leurs États membres jouent un rôle dans l'application des droits de douane, d'une manière générale. Par conséquent, tous jouent un rôle dans l'application des droits de douane aux produits à l'examen dans le présent différend. Les plaignants notent que les Communautés européennes administrent la NC et ont publié les règlements et les NENC en cause, mais ils font valoir que les autorités douanières nationales dans les États membres publient les RTC, en interprétant et en appliquant ces règlements et ces NENC, et qu'elles appliquent des droits de douane aux produits conformément aux règlements et aux NENC des CE pertinents. Sur le plan systémique, les plaignants soutiennent que, comme l'indiquent des décisions de groupes spéciaux antérieurs tels que *CE – Matériels informatiques*[151], la relation juridique interne entre les Communautés européennes et leurs États membres ne peut pas diminuer les droits des autres Membres de l'OMC d'exercer leurs droits au titre de l'*Accord instituant l'OMC* (y compris le Mémorandum d'accord). Par conséquent, les plaignants font valoir qu'ils ont exercé les droits que leur confère le Mémorandum d'accord pour formuler des allégations à l'égard des Communautés européennes ainsi que des États membres des CE, ce dont prend acte le mandat du Groupe spécial.[152]

b) Examen par le Groupe spécial

7.82 La question est de savoir si le Groupe spécial devrait formuler des constatations au sujet d'actions menées par les États membres des CE et adresser des recommandations à ces États membres dans le présent différend, dans la mesure où il constatera que l'une quelconque des mesures en cause est contraire aux obligations dans le cadre de l'OMC.

7.83 L'article 3:3 du Mémorandum d'accord envisage les cas "dans [lesquels] un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés se trouve compromis par des *mesures prises par un autre Membre*" (pas d'italique dans l'original). L'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose en outre que "[l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés".

7.84 Le Groupe spécial note que la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial présentée par les plaignants est adressée aux Communautés européennes *et à leurs États membres*.[153] Dans leur demande, les plaignants allèguent qu'à la fois les Communautés européennes et leurs États membres accordent, pour certains produits des technologies de l'information considérés dans le

[151] Le Japon et le Taipei chinois font référence au rapport du Groupe spécial *CE – Matériels informatiques* (paragraphe 8.16) (réponse du Japon à la question n° 17 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 17 du Groupe spécial). Le Japon a cité séparément le rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières* (paragraphes 7.136 à 7.145) qui, selon lui, a observé que l'article XXIV:12 du GATT de 1994 ne constituait ni une exception ni une dérogation à l'obligation d'application uniforme énoncée à l'article X:3 a). (Réponse du Japon à la question n° 17 du Groupe spécial)

[152] Réponses des plaignants à la question n° 17 du Groupe spécial.

[153] À ce sujet, les différends sont intitulés de manière identique "Communautés européennes et leurs États membres – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information". Voir le document à triple cote WT/DS375/9, WT/DS376/9 et WT/DS377/7 du 26 janvier 2009, en particulier la note de bas de page 1.

présent différend, un traitement tarifaire incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

7.85 Les plaignants reconnaissent qu'ils n'ont contesté aucune application antérieure spécifique de droits de douane par des États membres des CE particuliers.[154] Ils avancent cependant qu'il est approprié de mettre directement en cause les États membres des CE parce que les autorités douanières de chacun d'entre eux appliquent des droits de douane aux produits conformément aux règlements et aux NENC des CE pertinents.

7.86 Il n'est pas contesté que les États membres des CE sont Membres de l'OMC, qu'il s'agisse de Membres originels ou de Membres ayant accédé après la conclusion du Cycle d'Uruguay.[155] Les Communautés européennes n'excluent pas la possibilité que des allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC puissent être formulées à l'encontre de leurs États membres. Toutefois, elles soutiennent que ce sont *elles*, et non pas les États membres, qui devraient être traitées comme le seul défendeur dans le *présent* différend. Les Communautés européennes mettent l'accent d'une part sur le fait que les plaignants ont limité leurs allégations à une contestation "en tant que tel"[156], et d'autre part sur leur point de vue selon lequel le rôle des autorités douanières de leurs États membres se limite à l'application de mesures promulguées antérieurement par elles. Elles font valoir que l'allégation formulée par les plaignants à l'égard de ces États membres ne concerne pas l'"application" ou la "pratique" des mesures des CE en cause.[157] Dans la mesure où il serait déterminé qu'il y a violation, dès la mise en œuvre de la recommandation du Groupe spécial par les Communautés européennes, celles-ci attestent que leurs États membres seraient tenus en droit communautaire d'appliquer les mesures de mise en œuvre adoptées par elles.[158]

7.87 Conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, notre objectif premier est d'arriver à une solution positive de ce différend. À cette fin, notre mandat tel qu'il est énoncé au paragraphe 1.6 ci-dessus consiste à: "[e]xaminer, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés invoquées par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu dans le document portant les cotes WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6, et formuler des constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans ces accords".

7.88 Au départ, notre examen porte sur le traitement tarifaire prévu conformément aux mesures en cause. Comme l'ont noté les plaignants, cette question s'est déjà posée dans le différend *CE – Matériels informatiques*.[159] Dans cette affaire, le Groupe spécial n'avait finalement pas jugé

[154] Voir la réponse des plaignants à la question n° 119 du Groupe spécial.

[155] L'article XI de l'Accord sur l'OMC énonce les prescriptions à remplir pour être "Membre originel" de l'Organisation, tandis que l'article XII explique qu'un État ou un territoire douanier distinct peut accéder à l'Accord sur l'OMC. Une liste des États membres des CE qui sont Membres de l'OMC est disponible sur le site Internet de l'OMC à l'adresse suivante: http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/org6_f.htm.

[156] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 149.

[157] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 149. Voir aussi la réponse des Communautés européennes à la question n° 17 du Groupe spécial; la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 147 à 152.

[158] Réponse des Communautés européennes à la question n° 17 du Groupe spécial. Voir aussi les déclarations des Communautés européennes à la réunion d'organisation du Groupe spécial le 4 février 2009; la lettre adressée par la délégation de la Commission (4 février 2009).

[159] Rapport du Groupe spécial *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 8.16. Dans ce différend, le Royaume-Uni et l'Irlande ont été désignés comme défendeurs.

nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées à l'égard d'États membres des CE, à la lumière des constatations d'incompatibilité visant les mesures des Communautés européennes.[160]

7.89 Dans les circonstances de la présente affaire, nous n'estimons pas nécessaire de décider *au départ* s'il convient ou non de nous prononcer sur les allégations formulées à l'égard des États membres des CE. Nous notons qu'il s'agit dans le présent différend d'un certain nombre de mesures promulguées par les Communautés européennes. Les plaignants ont précisé qu'ils ne contestaient pas des applications particulières de ces mesures. Les Communautés européennes se sont efforcées de convaincre le Groupe spécial que le rôle des autorités douanières de leurs États membres se limitait à l'application de mesures promulguées antérieurement par elles. Dans le contexte des allégations dont nous sommes saisis, de notre analyse des allégations des plaignants relatives aux désignations des systèmes d'affichage à écran plat et des modules séparés ayant une fonction de communication, ainsi que des concessions alléguées relatives aux MFM, nous évaluerons dans quelle mesure les Communautés européennes et leurs États membres ne se sont pas conformés aux obligations dans le contexte des engagements des CE énoncés dans la Liste des CE. Dans la mesure où les États membres des CE appliquent des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC qui sont promulguées par les Communautés européennes, nous jugeons raisonnable de conclure qu'ils ont agi d'une manière incompatible.

7.90 Par conséquent, nous nous abstenons de nous prononcer au départ sur le point de savoir si des constatations à l'égard d'États membres des CE particuliers seraient nécessaires pour arriver à une solution positive du présent différend.

3. Ordre de l'analyse des allégations formulées par les plaignants au titre des articles II et X du GATT de 1994

a) Arguments des parties

7.91 Les **États-Unis** demandent au Groupe spécial de commencer par analyser les allégations concernant les concessions qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE. Ils estiment qu'il est pratique et logique de commencer par ces concessions parce qu'elles découlent de l'Appendice B de l'ATI, où l'on trouve une terminologie générale qui "couvre souvent des sous-positions tarifaires multiples".[161] Ils font observer en outre que ni la note générale des CE[162] ni l'ATI ne précisent un ordre d'analyse particulier. De même, le **Taipei chinois** demande au Groupe spécial de commencer par analyser les allégations présentées en rapport avec l'Annexe de la Liste des CE, au motif que, si un produit relève du champ d'application des concessions faites au titre de l'Appendice B, il n'est plus

[160] Rapport du Groupe spécial *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 8.72. Ce Groupe spécial, concluant qu'il n'était pas nécessaire de se prononcer sur des allégations formulées à l'égard du Royaume-Uni et de l'Irlande, a reconnu que son mandat consistait à examiner les questions portées devant l'ORD, y compris celles concernant le Royaume-Uni et l'Irlande. Il a indiqué qu'il examinerait en premier lieu le point de savoir si des autorités douanières des Communautés européennes et du Royaume-Uni et de l'Irlande "[avaient] ou non contrevenu aux obligations contractées en vertu de cette liste". Il a conclu que les Communautés européennes et leurs États membres étaient "tous liés par leurs engagements tarifaires énoncés dans la Liste LXXX", et a dit que son examen se concentrerait sur le "traitement tarifaire appliqué au matériel de réseau local et aux PC multimédia par des autorités douanières des Communautés européennes". Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 8.16.

[161] Réponse des États-Unis à la question n° 1 du Groupe spécial.

[162] En particulier, les États-Unis font référence aux expressions "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente Liste" et "où que le produit soit classé" figurant dans la Liste des CE (pièces US-1; US-7).

nécessaire d'examiner les concessions spécifiques au titre de l'Appendice A.[163] Le **Japon** estime que les deux allégations sont juridiquement indépendantes et n'a pas demandé au Groupe spécial de suivre un ordre d'analyse particulier.[164] Toutefois, il demande au Groupe spécial de s'abstenir d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle s'agissant de ses allégations relatives aux positions/sous-positions figurant aux appendices A et B, tel qu'il est repris dans la Liste des CE.[165] Les plaignants n'ont pas demandé au Groupe spécial de suivre un ordre d'analyse particulier en ce qui concerne leurs allégations relatives aux MFM, au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994, ou un quelconque ordre d'analyse en ce qui concerne l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.[166]

7.92 Pour les **Communautés européennes,** les allégations des plaignants concernant la désignation des systèmes d'affichage à écran plat qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE ne présentent aucune "valeur ajoutée", au vu des allégations distinctes formulées par les plaignants concernant la sous-position 8471 60 90, qui est l'un des codes figurant avec la désignation dans l'Annexe de la Liste des CE.[167] Tout en répondant aux arguments des plaignants concernant la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, les Communautés européennes disent ne pas comprendre ce que veulent dire les États-Unis lorsqu'ils identifient "l'engagement d'admettre en franchise de droits les modules séparés correspondant à la désignation figurant dans les quatre lignes tarifaires déterminées dans la Liste des CE ..., SH96 8528 12 91 en particulier".[168] Les Communautés européennes notent en outre que les autres plaignants n'ont pas désigné ces lignes tarifaires comme constituant une concession distincte.[169] Elles n'abordent pas la question de savoir si un ordre d'analyse particulier devrait être suivi en ce qui concerne les allégations des plaignants relatives aux MFM. Elles ne considèrent pas non plus qu'il y ait à l'article X une prescription juridique imposant d'adopter un ordre d'analyse particulier pour l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.[170]

b) Examen par le Groupe spécial

7.93 Le **Groupe spécial** prend note des vues des parties quant à l'ordre d'analyse correct qu'il devrait suivre, telles que ces vues sont exposées dans le résumé ci-dessus.

---

[163] Réponse du Taipei chinois à la question n° 10 b) du Groupe spécial.

[164] Réponse du Japon à la question n° 1 du Groupe spécial.

[165] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 143; réponse du Japon à la question n° 113 du Groupe spécial.

[166] Réponse des États-Unis à la question n° 158 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 158 du Groupe spécial.

[167] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 b) du Groupe spécial. Les Communautés européennes indiquent spécifiquement que pour elles "cette dernière analyse n'apporte aucune valeur ajoutée par rapport à une analyse basée sur la sous-position 8471 60 90, à moins que le Groupe spécial ne soit d'accord (or ce n'est pas le cas) avec l'interprétation trop large et indéfendable donnée par les plaignants du mot "pour" dans la désignation des "systèmes d'affichage à écran plat" …". (Réponse des Communautés européennes à la question n°10 b) du Groupe spécial)

[168] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 46 (faisant référence à la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 23 (italique ajouté par les Communautés européennes)).

[169] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 49. En réponse à la question n° 10 du Groupe spécial, les Communautés européennes indiquent ce qui suit: "le Groupe spécial est apparemment saisi des allégations des plaignants uniquement sur la base de la désignation des produits au vu des produits que les plaignants ont (ou n'ont pas) identifiés". (Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 b) du Groupe spécial)

[170] Réponse des Communautés européennes à la question n° 158 du Groupe spécial.

7.94 Le Groupe spécial examinera les allégations des plaignants relatives aux désignations des systèmes d'affichage à écran plat telles qu'elles figurent dans l'Annexe de la Liste des CE, puis leur allégation se rapportant au numéro de position tarifaire 8471 60 90 bénéficiant de la franchise de droits, en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat. Ensuite, le Groupe spécial examinera les allégations des plaignants relatives à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, telle qu'elle figure dans l'Annexe de la Liste des CE, puis les allégations des États-Unis se rapportant aux numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits, et enfin les allégations au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 en commençant par l'article X:1. Enfin, le Groupe spécial examinera les allégations des plaignants relatives aux MFM, au regard du numéro de position tarifaire 8471 60, puis du numéro de position tarifaire 8517 21.

7.95 Le Groupe spécial adopte cette approche en ayant à l'esprit qu'à la fois les États-Unis et le Taipei chinois lui ont demandé d'examiner d'abord les allégations relatives aux désignations figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, et ont présenté leurs communications et leurs arguments en conséquence. Le Japon n'a pas préconisé d'ordre d'analyse particulier, mais il nous a demandé de ne pas appliquer le principe d'économie jurisprudentielle s'agissant de ses allégations distinctes relatives au numéro de position tarifaire 8471 60 90, pour ce qui est de ses allégations concernant les dispositifs d'affichage à écran plat.[171] Le Groupe spécial note qu'il ne pourra examiner la question de l'économie jurisprudentielle qu'après avoir examiné les allégations relatives à l'Annexe de la Liste des CE. Enfin, d'après ce que nous comprenons, les Communautés européennes ne voient pas d'objection à ce que nous commencions notre analyse par les désignations figurant dans l'Annexe de leur Liste. En revanche, elles ont soulevé un certain nombre de questions relatives à la clarté des allégations des plaignants, y compris l'identification des produits en cause, des aspects des mesures en cause et des obligations dont il est allégué qu'elles sont enfreintes. Étant donné que, selon les Communautés européennes, ces arguments ont trait à la question fondamentale de savoir si les plaignants ont fourni des éléments *prima facie*, nous les examinerons dans d'autres sections des présents rapports. En particulier, nous ne sommes pas en mesure de conclure au départ que les allégations relatives à l'Annexe de la Liste des CE n'apportent aucune "valeur ajoutée", comme l'ont suggéré les Communautés européennes, sans avoir effectivement examiné ces allégations sur le fond.

7.96 Cependant, avant d'examiner les allégations particulières des plaignants au titre des articles II et X du GATT de 1994, le Groupe spécial examinera des questions générales et plusieurs questions préliminaires pertinentes pour ces différends.

4. Définition de la tâche du Groupe spécial en ce qui concerne les allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II du GATT de 1994

7.97 Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 7.1 ci-dessus, la question fondamentale pour la détermination du Groupe spécial dans les présents différends est de savoir si, en violation de l'article II du GATT de 1994, les mesures des CE indiquées entraînent un traitement tarifaire moins favorable pour les importations de systèmes d'affichage à écran plat, de modules séparés ayant une fonction de communication et de MFM que celui qui est prévu dans la Liste des CE, et si les droits de douane appliqués sont plus élevés que ceux de la Liste des CE.

7.98 La partie pertinente de l'article II:1 du GATT de 1994 est ainsi libellée:

[171] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 143.

> "a) Chaque partie contractante accordera aux autres parties contractantes, en matière commerciale, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu dans la partie appropriée de la liste correspondante annexée au présent Accord.
>
> b) Les produits repris dans la première partie de la liste d'une partie contractante et qui sont les produits du territoire d'autres parties contractantes ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire auquel se rapporte cette liste et compte tenu des conditions ou clauses spéciales qui y sont stipulées, à des droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de cette liste. De même, ces produits ne seront pas soumis à d'autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, qui seraient plus élevés que ceux qui étaient imposés à la date du présent Accord, ou que ceux qui, comme conséquence directe et obligatoire de la législation en vigueur à cette date dans le territoire importateur, seraient imposés ultérieurement."

7.99 Dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, l'Organe d'appel a donné les précisions ci-après sur le sens et la portée de ces dispositions:

> "Aux termes de l'article II:1 a), un Membre est tenu d'accorder "aux autres Membres, en matière commerciale, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu" dans la liste de ce Membre. ... Le paragraphe a) de l'article II:1 interdit d'une manière générale d'accorder un traitement moins favorable aux importations que celui qui est prévu dans la liste d'un Membre. Le paragraphe b) interdit un type de pratique spécifique qui sera toujours incompatible avec le paragraphe a), à savoir l'application de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux qui sont prévus dans la liste."[172]

7.100 À la lumière de ce qui précède, comme dans des affaires antérieures[173], pour évaluer les allégations formulées des plaignants, nous examinerons ce qui suit: a) le traitement réservé aux produits considérés dans la Liste des CE; b) le traitement réservé aux produits considérés au titre des mesures contestées en question; et c) la question de savoir si les mesures contestées entraînent un traitement moins favorable des produits considérés que celui qui est prévu dans la Liste des CE et, plus particulièrement, si elles entraînent l'application de droits et d'impositions sur les produits considérés plus élevés que ceux de la Liste des CE.

7.101 Nous devons donc interpréter certaines concessions figurant dans la Liste des CE. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus au paragraphe 7.16, la Liste des CE fait partie intégrante du GATT de 1994 et de l'*Accord sur l'OMC*. Par conséquent, nous examinerons les différents aspects de la Liste

---

[172] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 45. L'Organe d'appel a encore expliqué la relation entre les deux dispositions de la façon suivante:

> "Conformément aux règles générales d'interprétation des traités énoncées à l'article 31 de la Convention de Vienne, la première phrase de l'article II:1 b) doit être lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. L'article II:1 a) fait partie du contexte de l'article II:1 b); il prescrit qu'un Membre accorde, en matière commerciale, aux autres Membres "un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu" dans sa liste. Il est évident pour nous que l'application de droits de douane *plus élevés* que ceux qui sont prévus dans la liste d'un Membre, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b), constitue un traitement "moins favorable" au sens de l'article II:1 a). ..."
> (Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 47)

[173] Rapport de l'Organe d'appel CE – *Morceaux de poulet*, paragraphe 7.65.

des CE mentionnés par les plaignants en appliquant les principes d'interprétation des traités codifiés dans la Convention de Vienne pour examiner les allégations dont nous sommes saisis.

7.102 En outre, si nous devions déterminer que le taux appliqué est plus élevé que le taux consolidé, alors, conformément à l'approche énoncée ci-dessus, les droits de douane appliqués seraient "plus élevés" que ceux de la Liste des CE et, par conséquent, leur application serait aussi contraire à l'article II:1 a) du GATT de 1994 puisqu'elle accorderait aux importations des produits en cause un traitement moins favorable que celui qui est prévu pour ces produits conformément à la concession applicable figurant dans la Liste des CE.

5. Ce qui est requis pour établir le bien-fondé d'une allégation "en tant que tel" en l'espèce

7.103 Dans le contexte plus large du présent différend, les parties ont discuté de ce qui était requis pour établir le bien-fondé d'une allégation "en tant que tel" en l'espèce.

7.104 Les **Communautés européennes** ont soutenu dans le contexte des allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II du GATT de 1994 en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat et les modules séparés que les plaignants n'avaient pas indiqué d'une manière suffisamment détaillée les produits ou les aspects des mesures en cause pour établir que *tous* les produits ou *certains* des produits identifiés par les plaignants étaient nécessairement traités par les Communautés européennes d'une manière incompatible avec leurs concessions. Les Communautés européennes avancent que la question de l'existence d'une violation de l'article II ne peut pas être faire l'objet d'une détermination sans examen de toutes les caractéristiques pertinentes des produits particuliers considérés qui pourraient intervenir dans un exercice de classement objectif. Dans ce sens, les Communautés européennes affirment que les plaignants ne peuvent pas montrer qu'une certaine catégorie de produits existants est traitée d'une manière incompatible avec les engagements des CE parce que leurs arguments portent sur une désignation de produits trop large. Ainsi, du point de vue des Communautés européennes, un groupe spécial ne devrait pas formuler les constatations demandées car on ne saurait pas "clairement au sujet de quels produits le Groupe spécial a constaté une violation". Les Communautés européennes considèrent que cette approche est compatible avec l'article II du GATT de 1994 qui, selon elles, porte sur les concessions d'un Membre de l'OMC concernant un produit particulier.[174]

7.105 Les **plaignants** font valoir que, pour établir l'existence d'une violation de l'article II du GATT de 1994, leur tâche consiste à démontrer que les mesures mènent nécessairement les autorités douanières des CE à imposer des droits de douane sur un ou plusieurs produits couverts par leurs engagements d'accorder la franchise de droits.[175] Faisant référence à l'approche adoptée, selon eux, dans le différend *Chine – Pièces automobiles*, les plaignants estiment qu'ils ne sont pas tenus de démontrer que les mesures en question entraînent l'imposition de droits sur *chaque* modèle de dispositif d'affichage à écran plat importé dans les Communautés européennes. Au lieu de cela, ils affirment qu'un aspect *quelconque* des critères énoncés dans les mesures peut aboutir à une violation.[176] D'après les plaignants, le simple fait qu'une mesure puisse entraîner le traitement tarifaire correct pour un modèle donné d'un produit dans certains cas n'"épargnerait" pas à cette mesure une constatation de violation. S'il est démontré qu'une mesure exclut du traitement en franchise de droits

[174] Réponse des Communautés européennes à la question n° 22 du Groupe spécial.

[175] Réponse des plaignants à la question n° 22 du Groupe spécial. Pour établir le bien-fondé d'une allégation "en tant que tel", les États-Unis soutiennent qu'un plaignant peut présenter des éléments de preuve comprenant le texte de la mesure pertinente, ainsi que des éléments de preuve de l'application de cette mesure.

[176] Réponse des plaignants à la question n° 22 du Groupe spécial (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles (États-Unis)*, paragraphe 7.540).

un quelconque dispositif présentant des caractéristiques techniques particulières, les mesures entraînent l'imposition de droits sur des produits couverts par les obligations tarifaires des CE en matière de franchise de droits, ce qui constitue une violation de l'article II du GATT de 1994.

7.106 Le Mémorandum d'accord n'établit pas expressément de distinction entre les allégations de violation "en tant que tel" et "tel qu'appliqué", et ni l'article 6:2 ni aucune autre disposition du Mémorandum d'accord ne prévoient de charge de la preuve particulière applicable aux plaignants qui soulèvent des allégations de violation "en tant que tel". Nous notons que dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a donné les précisions ci-après sur la nature d'une contestation "en tant que tel":

> "Par définition, une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC. En substance, les parties plaignantes qui formulent des contestations "en tant que tel" cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite."[177]

7.107 Par ailleurs, nous notons que dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a examiné la charge de la preuve imputable à la partie plaignante présentant une allégation "en tant que tel", et a indiqué ce qui suit:

> "Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus."[178]

7.108 Ainsi, pour étayer une contestation "en tant que tel" concernant des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, un plaignant peut fournir des éléments de preuve constitués par le texte de la législation ou du texte juridique pertinent, et peut aussi produire des éléments de preuve de l'application de cette législation.

7.109 En l'espèce, les plaignants ont indiqué une série de mesures des CE d'application générale qui ont trait au classement tarifaire des produits (y compris certains codes de la NC, règlements relatifs au classement et NENC). Dans certains cas, les plaignants ont aussi présenté des décisions de classement individuelles prises par des autorités douanières, comme éléments de preuve de l'application des mesures en cause.[179]

---

[177] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172.

[178] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157 (non souligné dans l'original); voir aussi le rapport du Groupe spécial *Mexique – Riz*, paragraphe 6.26.

[179] Réponse des plaignants à la question n° 120 du Groupe spécial.

7.110 Les Communautés européennes affirment qu'en raison d'une désignation des produits "trop large" utilisée par les plaignants et de la référence faite à certains critères des mesures en cause, les plaignants ne peuvent pas montrer qu'une "catégorie de produits effectivement existants" est bien traitée d'une manière incompatible avec les concessions des Communautés européennes dont il s'agit en l'espèce.[180] Du point de vue des Communautés européennes, il faut connaître le "modèle" ou la "catégorie" de produit spécifique pour pouvoir examiner les caractéristiques objectives d'un produit et déterminer le traitement tarifaire applicable.[181]

7.111 Nous considérons que l'argumentation des Communautés européennes soulève deux questions en particulier. Premièrement, est-il suffisant de se concentrer sur certains aspects, ou sur des critères particuliers, d'une mesure plus large pour établir l'existence d'une violation "en tant que tel"? Deuxièmement, est-il nécessaire d'identifier des modèles ou catégories de produits spécifiques pour établir qu'il y a violation "en tant que tel", ou est-il suffisant d'identifier des produits ayant en commun une caractéristique particulière?

7.112 À notre avis, ce qui est requis précisément pour établir l'existence d'une violation "en tant que tel" varie d'un différend à l'autre, en fonction des circonstances particulières de l'affaire, y compris la nature des mesures et des obligations dont il s'agit. Nous notons que, globalement, les plaignants affirment que les mesures en cause dans la présente affaire sont conçues pour spécifier les caractéristiques qu'un produit doit avoir afin de relever d'une certaine position tarifaire bénéficiant de la franchise de droits, et pour identifier certaines caractéristiques qui empêchent un produit de relever de cette position. Au cours de la présente procédure, les plaignants se sont concentrés sur des aspects particuliers des mesures en cause qui, selon eux, excluent des produits présentant certaines caractéristiques du champ d'application de positions tarifaires en franchise de droits.

7.113 À cet égard, il ne nous semble pas que les plaignants soutiennent que *tous* les produits présentant la caractéristique particulière identifiée doivent nécessairement bénéficier d'un traitement en franchise de droits. Nous croyons plutôt comprendre que les plaignants soutiennent que l'exclusion du régime en franchise de droits de tous les produits présentant une certaine caractéristique entraînera nécessairement l'application de droits de douane à certains produits couverts par les engagements d'admission en franchise de droits des CE. Par conséquent, pour évaluer cette allégation, nous devrons examiner si, comme l'allèguent les plaignants, les mesures contestées fonctionnent effectivement de manière à exclure *automatiquement* du régime en franchise de droits des produits présentant certaines caractéristiques. De surcroît, la compatibilité des mesures en cause ne peut être évaluée qu'au regard de la portée des concessions en question. Spécifiquement, nous sommes saisis de la question de savoir si le champ d'application des concessions des CE en matière de franchise de droits inclut certains produits présentant des caractéristiques qui, en vertu des mesures des CE, sont exclus du régime d'admission en franchise de droits. Si les obligations couvrent bien ces produits, et si les mesures des CE ont nécessairement pour effet de refuser l'admission de ces produits en franchise de droits, alors nous considérerions que l'existence d'une violation "en tant que tel" des engagements des CE a été établie.

7.114 Compte tenu de la nature des allégations portées devant nous, nous ne pensons pas comme les Communautés européennes qu'il soit nécessaire en l'espèce d'examiner *tous* les aspects des mesures en cause, ou *toutes* les caractéristiques d'un produit particulier, pour établir l'existence d'une violation "en tant que tel". En effet, selon nous, les plaignants allèguent en substance que les mesures des CE en cause ne fonctionnent pas de manière à permettre un examen aussi holistique d'un produit à la lumière

[180] Réponse des Communautés européennes à la question n° 22 du Groupe spécial.
[181] Voir par exemple la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 66.

de l'ensemble de ses caractéristiques objectives. Nous croyons comprendre qu'ils allèguent que certains aspects des mesures fonctionnent plutôt de manière à exclure de positions tarifaires en franchise de droits particulières tous les produits présentant une certaine caractéristique, quelles que soient les autres caractéristiques objectives de ces produits. Il apparaît bel et bien que cette exclusion automatique des produits présentant certaines caractéristiques est au cœur des allégations formulées à l'égard des Communautés européennes en l'espèce. Bien entendu, la définition des mesures donnée par les plaignants devra être examinée au cours de notre analyse.

7.115 Nous notons que le Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, auquel ont fait référence les parties au présent différend, a suivi une approche similaire. Comme le font observer les États-Unis[182], ce groupe spécial a expliqué que "le champ de [son] examen en ce qui concerne l'allégation des plaignants visant les mesures de la Chine au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994, en particulier la détermination des caractéristiques essentielles, [était] limité à la question très étroite de savoir si un aspect quelconque des critères énoncés dans les mesures aboutira[it] nécessairement à une violation des obligations de la Chine énoncées dans sa liste et, par voie de conséquence, de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994".[183]

7.116 Nous n'admettons pas non plus l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle des modèles ou des catégories de produits particuliers doivent toujours être identifiés dans les affaires de classement relevant de l'article II du GATT de 1994. La question clé dans le présent différend au titre de l'article II est de savoir si certains produits admissibles en franchise de droits en vertu de la Liste des CE bénéficient bien de ce traitement. Si les plaignants sont en mesure d'établir que les mesures fonctionnent de manière à refuser nécessairement l'admission en franchise de droits, alors nous considérons que l'existence d'une violation de l'article II a été établie. Plus spécifiquement, dans les circonstances de la présente affaire, si nous déterminions que certains produits relèvent du champ d'application de concessions établissant une franchise de droits dans la Liste des CE, alors si les mesures contestées prévoient l'application de droits de douane à ces produits cela serait suffisant pour constater qu'il y a violation de l'article II. Les Communautés européennes suggèrent aussi qu'une décision rendue sur cette base n'indiquerait pas "clairement au sujet de quels produits le Groupe spécial a constaté une violation". Même si les constatations particulières que nous formulerons en l'espèce seront considérées uniquement après un examen complet des questions dont nous sommes saisis, nous faisons observer que les constatations portent généralement sur des mesures plutôt que sur des produits. Bien que l'obligation au titre de l'article II se rapporte au traitement tarifaire des produits, ce traitement découle de l'effet de certaines mesures. Cela signifie que, si une violation est constatée, ce sont les mesures en cause qui doivent être mises en conformité. C'est pourquoi nous estimons qu'une constatation portant sur certains aspects des mesures en cause constituerait un résultat suffisamment clair.

7.117 À la lumière des arguments et des éléments de preuve présentés par les plaignants au cours de la procédure, nous examinerons donc si certains aspects des mesures fonctionnent de façon à exclure de positions tarifaires en franchise de droits particulières tous les produits présentant la ou les caractéristiques identifiées, quelles que soient les autres caractéristiques objectives de ces produits.

---

[182] Deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 20.

[183] Rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.540 (non souligné dans l'original). Le Groupe spécial chargé de cette affaire a conclu ce qui suit: "l'article 21.2 du Décret n° 125 comporte un élément qui aboutirait nécessairement à ce que les "châssis équipés de leur moteur" relevant de la position tarifaire 87.06 soient classés en tant que véhicules automobiles complets et, par voie de conséquence, soient frappés du taux de droit applicable aux véhicules automobiles, ce qui est incompatible avec les concessions que la Chine a inscrites sous cette position tarifaire dans sa liste". Voir le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.588.

Dans la mesure où les produits présentant certaines caractéristiques identifiées par les plaignants seraient automatiquement exclus, nous ne jugerions pas nécessaire d'entreprendre un examen de tous les aspects des mesures ou de tous les aspects d'un produit particulier.

E. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

7.118 Dans la présente section des rapports, le Groupe spécial examinera les allégations des **plaignants** selon lesquelles certaines mesures des CE sont incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'elles se traduisent par un traitement tarifaire moins favorable pour les importations de certains systèmes d'affichage à écran plat que celui qui était prévu dans la Liste des CE et parce que le traitement tarifaire prévoit des droits plus élevés que ceux de la Liste des CE. Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants indiquent que les mesures indiquées en cause couvrent "certains systèmes d'affichage à écran plat utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides qui "peuvent ... reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information", ainsi que "les systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, dont l'interface vidéonumérique (DVI)".[184]

7.119 Les plaignants font valoir, dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, qu'en application des engagements qu'elles ont contractés dans le cadre de l'ATI, les Communautés européennes sont tenues d'accorder un régime d'admission en franchise de droits pour les dispositifs d'affichage à écran plat. En particulier, ils allèguent que certains dispositifs d'affichage à écran plat sont couverts par la concession ménageant un accès en franchise de droits indiquée dans la désignation des "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties", située dans l'Annexe de la Liste des CE, quelle que soit la ligne tarifaire sous laquelle les produits sont classés dans la nomenclature combinée des CE.[185] Ensuite, ils allèguent que certains dispositifs d'affichage à écran plat sont couverts par la concession ménageant un accès en franchise de droits en tant qu'"[u]nités d'entrée ou de sortie ... Autres" du numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE. Selon eux, malgré ces concessions, les mesures contestées exigent que des dispositifs d'affichage à écran plat particuliers avec connecteur DVI, qui "peuvent ... reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information", soient classés au numéro de position tarifaire 8528 59 10 ou 8528 59 90, qui prévoit un droit *ad valorem* de 14 pour cent. L'application de ce droit de 14 pour cent sur des importations dont ils estiment qu'elles devraient être admises en franchise de droits constitue l'essence de l'allégation des plaignants. Les plaignants contestent que la suspension du recouvrement des droits sur des systèmes spécifiques d'affichage à écran plat en application, selon leurs allégations, d'une mesure temporaire, règle la question.[186]

7.120 Les **Communautés européennes** font valoir que les produits visés par les plaignants sont de nouveaux produits "multifonctions" pour lesquels il n'y a pas de "position spécifique". Par conséquent, ces moniteurs devaient être classés au cas par cas, eu égard à leurs "caractéristiques spécifiques".[187] En conséquence, les Communautés européennes rejettent les allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II. Dans la mesure où le Groupe spécial considère qu'un produit

[184] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 3.

[185] Au sujet des vues des plaignants sur l'emplacement de la concession, voir les paragraphes 7.219 à 7.226 ci-après.

[186] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, pages 2 et 3.

[187] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 92.

devrait, dans un cas individuel, être admis en franchise de droits, elles font valoir qu'une violation de l'article II serait improbable, parce qu'elles suspendent l'application des droits, ce qui, font-elles valoir, réduit la probabilité que des droits de douane aient été "indûment perçus".[188]

7.121 La tâche du Groupe spécial est donc de déterminer: a) la portée du régime en franchise de droits dans la Liste des CE; b) si les produits identifiés par les plaignants relèvent de la concession tarifaire qui prévoit l'admission en franchise de droits; c) si les mesures contestées se traduisent par l'imposition de droits sur les produits en cause plus élevés que ceux de la Liste des CE; et d) si les mesures en cause se traduisent par un traitement moins favorable pour les produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE.

7.122 Eu égard à l'approche que nous venons d'exposer, nous identifierons d'abord les mesures et produits en cause. Cela est particulièrement important puisque les Communautés européennes font valoir que les plaignants n'ont pas suffisamment indiqué quels produits devraient bénéficier d'un régime d'admission en franchise de droits pour démontrer l'existence d'une violation des engagements pris dans le cadre de l'OMC sur la base des mesures en cause.[189]

1. Questions préliminaires

7.123 Au cours des présentes procédures, les Communautés européennes ont soulevé diverses questions en ce qui concerne les allégations des plaignants.[190] Elles ont fait valoir que l'une des mesures contestées n'était pas juridiquement contraignante en droit communautaire. En outre, elles ont fait valoir que plusieurs mesures n'étaient plus applicables dans la pratique et n'étaient donc pas pertinentes pour l'analyse du Groupe spécial. Par ailleurs, elles considèrent que les plaignants n'ont pas indiqué le produit ou les produits en cause ou les aspects des mesures en cause d'une façon suffisamment détaillée pour qu'elles puissent se défendre et pour que le Groupe spécial puisse trancher l'affaire. Enfin, elles ont affirmé que les plaignants n'avaient pas indiqué "avec la clarté nécessaire" l'obligation à laquelle les Communautés européennes, d'après les allégations, manquaient.

7.124 En outre, il y a une question sur le point de savoir si la mention par les plaignants de toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes de mise en œuvre était suffisante pour faire relever du mandat du Groupe spécial le maintien de la suspension des droits sur les importations de certains dispositifs d'affichage à écran plat, ainsi que les versions de la NC adoptées par les Communautés européennes après la demande de consultations et l'établissement du présent Groupe spécial.

7.125 Le Groupe spécial traitera chacune de ces questions à tour de rôle. Nous notons que l'Organe d'appel a expliqué que l'indication des mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la

---

[188] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 94, 62 et 63, 169; réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial.

[189] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 32.

[190] Nous notons que les Communautés européennes n'ont pas allégué l'existence de violations particulières de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ni du mandat du Groupe spécial mais allèguent, au lieu de cela, que les plaignants n'ont pas fourni d'éléments "*prima facie*". Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 32. Néanmoins, le Groupe spécial juge approprié de traiter les questions soulevées par les Communautés européennes, ainsi que les questions additionnelles qui relèvent d'emblée de son mandat. Ces questions sont énumérées au paragraphe 7.123 des présents rapports.

plainte pris ensemble constituaient la "question portée devant l'ORD", qui était le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[191]

7.126 L'un des objectifs essentiels du mandat est d'établir le domaine de compétence du groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend.[192] L'Organe d'appel a fait observer aussi que l'attribution de compétence à un groupe spécial était une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial.[193] Par conséquent, nous devons traiter ces questions avant de pouvoir passer au traitement quant au fond des allégations des plaignants.

7.127 Étant donné que la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial constitue le fondement du mandat du présent Groupe spécial[194], nous commencerons notre analyse en énonçant en premier lieu le texte pertinent de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

a) Mesures en cause spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial

7.128 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial[195], les **plaignants** ont indiqué les mesures pertinentes des CE en cause comme suit:

> "Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les systèmes d'affichage à écran plat. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:
>
> 1. le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005;
>
> 2. le Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005;
>
> 3. le Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission du 23 décembre 2005;
>
> 4. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[4]; et

---

[191] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76.

[192] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[193] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36.

[194] Nous rappelons, ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 1.6 ci-dessus, que l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un Groupe spécial dans le cadre du présent différend, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, doté du mandat suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes dans les accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu dans le document WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

Voir aussi la constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis, du Japon et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 1.

[195] Voir le paragraphe 2.2 ci-dessus.

5. les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 133/01 (30 mai 2008), considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987,

ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre.[5]

---

[4] Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

[5] Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE d'un droit de douane de 14 pour cent sur les importations de certains systèmes d'affichage à écran plat."[196]

7.129 Les Communautés européennes n'ont pas contesté l'indication spécifique des mesures donnée par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

b) Les versions de la NC adoptées par les Communautés européennes après la demande de consultations et l'établissement du présent Groupe spécial relèvent-elles du mandat du Groupe spécial?

7.130 Nous notons que la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial formulée par les plaignants fait référence au Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, comme étant l'une des mesures en cause dans le présent différend.[197] La note de bas de page 4 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial relève que le règlement du Conseil inclut les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission, qui contient la NC2008.[198] En outre, les plaignants ont indiqué comme faisant partie de la mesure en cause "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre".[199]

7.131 Conformément à l'article 12 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, la Commission adopte chaque année un règlement reprenant la version complète de la NC[200] et des taux autonomes et conventionnels des droits du tarif douanier commun y afférents, en tant que modification de l'annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil.

7.132 Depuis que les plaignants ont présenté leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial le 19 août 2008, la NC a été mise à jour deux fois: la NC2009 a été publiée dans le Règlement n° 1031/2008 de la Commission du 19 septembre 2008[201], et l'actuelle NC2010 a été publiée dans le Règlement n° 948/2009 de la Commission du 30 septembre 2009.

---

[196] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2.
[197] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2.
[198] Règlement n° 1214/2007 de la Commission, article premier (pièce JPN-3).
[199] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2.
[200] Ainsi qu'il a été examiné aux paragraphes 7.39 à 7.45 ci-dessus, les Communautés européennes ont établi une nomenclature des marchandises appelée nomenclature combinée (NC), qui contient la nomenclature et les sous-positions du SH, ainsi que des dispositions préliminaires, des notes complémentaires de sections ou de chapitres et des notes de bas de page relatives aux positions de la NC.
[201] Pièces US-11; JPN-20; TPKM-21.

7.133 La question se pose de savoir si les versions de la NC – telles que la NC2009 et la NC2010 – qui ont été promulguées après la demande d'établissement d'un groupe spécial peuvent être examinées par le Groupe spécial. Nous notons que les plaignants et les Communautés européennes ont indiqué qu'ils considéraient que la version NC2009 était la mesure en cause pertinente.[202] Les États-Unis et le Taipei chinois estiment que le Règlement n° 2658/87 du Conseil est régulièrement modifié de façon à inclure les modifications ultérieures et que, par conséquent, la mesure pertinente devrait être la mise à jour la plus récente. Les États-Unis, en particulier, estiment que le Règlement n° 2658/87 du Conseil est régulièrement modifié et publié à nouveau sans modification de fond.[203]

7.134 Nous rappelons que l'Organe d'appel a estimé que "les groupes spéciaux ne peuvent simplement faire abstraction de questions qui touchent au fondement de leur compétence – c'est-à-dire à leur pouvoir de traiter et de régler des questions. Les groupes spéciaux doivent plutôt traiter ces questions – si nécessaire de leur propre chef – afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire".[204]

7.135 Il est bien établi que l'indication des mesures spécifiques en cause et la fourniture d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte dans la demande d'établissement d'un groupe spécial constituent la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[205] Par conséquent, pour nous assurer nous-mêmes que nous sommes habilités à connaître de l'affaire afin de formuler des constatations sur la version de la NC actuellement en vigueur, nous devons examiner si cette version est incluse dans notre mandat parce qu'elle a été indiquée comme étant une mesure spécifique en cause dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

7.136 L'Organe d'appel a expliqué que, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial devait être "suffisamment précise"[206] dans l'indication des mesures en cause pour que ce qui est soumis au processus juridictionnel d'un groupe spécial puisse être déterminé d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial.[207]

7.137 S'agissant des modifications des mesures, l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* a dit ce qui suit:

> "[L]a régularité de la procédure exige qu'une partie plaignante n'ait pas à ajuster son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile". Si le mandat relatif à un différend est suffisamment large pour inclure des modifications apportées à une mesure – . . . – et qu'il est nécessaire d'examiner une modification pour parvenir à

---

[202] Réponses des parties à la question n° 65 du Groupe spécial.

[203] Réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 65 du Groupe spécial.

[204] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 36 et 53.

[205] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 107; rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 160.

[206] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 108; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126; rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

[207] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 168.

> une solution positive du différend – . . . – il est alors approprié de considérer la mesure telle qu'elle a été modifiée pour parvenir à une décision dans un différend."[208]

7.138 L'Organe d'appel a examiné, dans cette affaire, le rapport entre la mesure initiale et la modification apportée ultérieurement à cette mesure et il a déterminé que la loi en question "modifi[ait]" le système de fourchettes de prix du Chili "sans *en modifier l'essence*".[209]

7.139 Eu égard aux déclarations faites antérieurement par l'Organe d'appel dans ses rapports *Chili – Système de fourchettes de prix* et *CE – Morceaux de poulet*, nous croyons comprendre que l'on peut considérer que le mandat d'un groupe spécial inclut les "modifications" des mesures qui sont énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial dès lors que ce mandat est suffisamment large et, ensuite, que la nouvelle mesure ne "modifie pas l'essence" des mesures initiales incluses dans la demande ou n'ont pas de conséquences juridiques trop différentes de celles des mesures initiales. En outre, il peut être pertinent d'examiner s'il est nécessaire d'inclure toutes modifications dans le mandat d'un groupe spécial pour arriver à une solution positive du différend. Nous considérons que l'approche énoncée plus haut est pertinente pour la question dont nous sommes saisis.

> Question de savoir si le mandat du Groupe spécial est suffisamment large pour inclure les modifications apportées ultérieurement à la NC

7.140 Nous notons que les plaignants ont inclus le membre de phrase "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre" dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Nous rappelons que, dans cette demande, les plaignants ont indiqué que le Règlement n° 2658/87 du Conseil "*tel[] qu'[il] [a] été modifié[]*" (pas d'italique dans l'original) était la mesure spécifique en cause. Même si nous ne considérons pas que le simple fait d'énoncer le membre de phrase "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre" dans une demande d'établissement d'un groupe spécial permette aux Membres d'ajouter des mesures qui n'étaient clairement pas envisagées dans la demande, ce membre de phrase peut être utilisé pour faire référence à des mesures qui n'étaient pas encore en vigueur ou arrêtées à la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial ou à des mesures dont les plaignants n'avaient pas encore eu connaissance, telles que des procédures gouvernementales non encore publiées qui ont essentiellement le même effet que les mesures qui étaient spécifiquement indiquées. Il s'agit ici d'éviter la possibilité que les prescriptions procédurales du système de règlement des différends de l'OMC n'aboutissent à une situation dans laquelle des mesures pourraient

---

[208] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 144.

[209] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 139 (italique dans l'original). Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a examiné la pertinence des constatations antérieures qu'il avait formulées dans son rapport sur l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, en particulier la notion de modification de l'*essence* de la mesure initiale. Examinant deux mesures qui avaient été promulguées après la demande d'établissement d'un groupe spécial, il a noté dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que les deux mesures ne faisaient pas référence aux mesures initiales figurant dans cette demande et que ces dernières restaient en vigueur. Pour ces raisons, et ayant déterminé que les mesures ultérieures avaient des incidences juridiques différentes de celles des deux mesures initiales, l'Organe d'appel a conclu que les mesures n'étaient pas, pour l'essentiel, les mêmes et ne pouvaient pas être considérées comme des "modifications", comme c'était le cas pour les mesures en cause dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. L'Organe d'appel a conclu en outre que le fait de ne pas prendre en considération les deux mesures ultérieures dans le mandat du Groupe spécial "n'empêcherait pas un règlement positif du présent différend". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 155 à 162)

échapper complètement à l'examen.[210] Cela est particulièrement vrai pour les types de mesures dont nous sommes saisis, qui sont modifiées chaque année.[211]

7.141 Comme il est indiqué plus haut, conformément à l'article 12 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, l'Annexe I, qui contient la NC, est mise à jour annuellement et la dernière version remplace la précédente. À notre avis, le mandat du Groupe spécial est suffisamment large pour inclure les modifications apportées ultérieurement à la NC. La référence des plaignants au Règlement n° 2658/87 du Conseil "tel[] qu'[il] [a] été modifié[]" et leur utilisation du membre de phrase "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont suffisamment larges pour prendre en compte la possibilité de modifications ou de prorogations de la NC.[212] Nous examinerons donc si les modifications ultérieures modifient l'essence de la version précédente du Règlement n° 2658/87 du Conseil indiqué dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

Question de savoir si les modifications apportées ultérieurement au Règlement n° 2658/87 du Conseil modifient l'essence de la version de ce qui a été indiqué par les plaignants

7.142 Nous notons que les modifications apportées ultérieurement au Règlement n° 2658/87 du Conseil ne font que prolonger sa période d'application sans rien changer aux libellés ou positions en cause dans le présent différend. Nous concluons donc que des modifications ultérieures, y compris les versions 2008 à 2010, ne modifient pas l'essence de la version de la NC (2007) énoncée dans le Règlement n° 2658/87 du Conseil qui a été indiqué par les plaignants. En conséquence, nous constatons que les modifications ultérieures ne modifient pas l'essence de la version du Règlement n° 2658/87 du Conseil qui a été indiqué dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

7.143 Enfin, nous examinerons les implications de ces mesures pour le règlement final de la question dont nous sommes saisis.

Question de savoir s'il est nécessaire d'inclure des modifications dans le mandat d'un groupe spécial pour arriver à une solution positive du différend

7.144 Nous rappelons que les plaignants ont demandé au Groupe spécial de déterminer si le traitement appliqué à leurs échanges était moins favorable que celui qui était prévu dans les Listes des CE, d'une manière incompatible avec les obligations contractées par les CE et leurs États membres au titre de l'article II du GATT de 1994. Les plaignants font valoir que les Communautés européennes

---

[210] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 139 (également paragraphe 7.175 ci-dessous) et 144.

[211] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 116. Dans ce différend, l'Organe d'appel a conclu qu'un réexamen périodique pouvait être indiqué aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord par l'emploi du membre de phrase "mesure ultérieure étroitement liée". L'Organe d'appel a expliqué que le membre de phrase "mesure ultérieure étroitement liée" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant était suffisamment précis pour indiquer le réexamen en question, qui "s'inscriv[ait] dans une suite d'événements". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 116)

[212] À cet égard, nous rappelons que, par exemple, dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionnait la "Loi n° 18.525, telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 18.591 puis par la Loi n° 19.546, ainsi que les règlements et autres dispositions complémentaires et/ou modifications". L'Organe d'appel a considéré que cette formulation reflétait la "large portée de la demande d'établissement du Groupe spécial de façon à inclure une modification ultérieure dans le mandat du Groupe spécial". Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 135.

n'accordent pas un traitement tarifaire qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste.[213]

7.145 Comme il est indiqué plus haut, les modifications ultérieures du Règlement n° 2658/87 du Conseil (exposées dans l'Annexe) maintient les mêmes termes et positions que la mesure indiquée par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, nous considérons qu'une décision prenant en considération le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, qui inclut dans l'Annexe I la NC actuellement applicable[214], contribuerait au règlement du présent différend.

Conclusions

7.146 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, qui inclut dans l'annexe I la NC actuellement applicable, est la mesure spécifique en cause dans le présent différend et a été dûment indiqué à ce titre dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

c) La NENC 2008/C 133/01 est-elle une mesure qui peut faire l'objet d'un règlement des différends de l'OMC?

i) Arguments des parties

7.147 Les **Communautés européennes** font valoir que les NENC 2008/C 133/01[215] ne sont pas "juridiquement contraignantes" dans l'ordre juridique des Communautés européennes et ne peuvent pas modifier la portée de la NC.[216] À leur avis, les NENC, comme les NESH, "contribuent de façon importante à l'interprétation de la portée des différentes positions tarifaires sans toutefois avoir force obligatoire de droit …".[217] Les Communautés européennes font valoir que les NENC ne sont pas "comme un règlement" mais qu'elles "indiquent l'avis de la Commission sur la façon dont la NC doit être interprétée et appliquée à un certain produit ou une certaine catégorie de produits en cause".[218] À cet égard, elles font valoir qu'il n'y a pas de libellé impératif des NENC qui empêche l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne un moniteur identifié avec toutes ses caractéristiques objectives pertinentes.[219] Elles font valoir que la mesure dans laquelle les NENC peuvent créer des

[213] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.

[214] Nous notons que les plaignants ont présenté la NC2009 en tant que pièces US-11; JPN-20; TPKM-21. La NC2010 n'a pas été versée au dossier du Groupe spécial. Nous croyons comprendre toutefois qu'il n'y a eu aucune modification des codes NC pertinents dans la dernière version de la NC.

[215] Tout au long des présents rapports, nous utiliserons l'abréviation ["CNENs" dans le rapport anglais] (NENC) pour désigner les notes explicatives de la nomenclature combinée en général, dans leur ensemble. L'abréviation ["CNEN" dans le rapport anglais] (NENC) sera utilisée en référence à une note explicative particulière de la nomenclature combinée.

[216] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 312 à 314; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55 (faisant référence à la Cour européenne de justice (Kamino), paragraphes 47 à 49 (pièce TPKM-52)); deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 27 à 34.

[217] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55; deuxième déclaration orale des Communautés européennes paragraphes 29 et 30 (faisant référence à la Cour européenne de justice (Kamino), paragraphe 47 (pièce TPKM-52)).

[218] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial; réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial.

[219] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 66 à 69; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55; deuxième déclaration orale des Communautés européennes paragraphes 29 à 35; réponse des Communautés européennes à la question n° 122

attentes parmi le grand public et les acteurs privés dépendra de la formulation de chaque NENC pertinente, y compris de la "clarté de la note ou des parties de la note" et "du point de savoir si la teneur de ladite note est conforme au libellé de la sous-position pertinente, ainsi que des règles générales interprétatives, des notes de sections et des notes de chapitres qui sont applicables pour son interprétation".[220] Les Communautés européennes expliquent que les États membres des CE, lorsqu'ils classent des marchandises importées, doivent fonder leur classement sur la NC et les règles interprétatives qu'elle contient (RGI 1 à 6), et non pas sur les NENC. Elles font valoir que si certains États membres des CE font référence à une NENC, "c'est simplement pour informer l'agent économique qu'en ce qui concerne son produit, la Commission s'est déjà livrée à un exercice d'interprétation et a adopté un point de vue non contraignant selon lequel la NC devrait être interprétée d'une façon particulière".[221] Elles expliquent en outre que les NENC n'entrent en jeu qu'au niveau à huit chiffres de la NC[222] et que "la NENC sert à confirmer le classement effectué sur la base de la NC mais ne constitue pas elle-même la raison et le fondement juridiques de ce classement".[223] Elles font valoir que, dans la mesure où il y a conflit entre les termes de la NENC et les positions pertinentes de la NC, la NENC est inapplicable et que les fonctionnaires des douanes sont tenus de ne pas l'appliquer.[224]

7.148 Nonobstant leurs vues sur la valeur juridique des NENC, les Communautés européennes font valoir qu'elles ont engagé une modification des parties pertinentes des NENC qui doit être achevée en septembre 2009.[225]

7.149 Les **plaignants** font valoir que les NENC établissent des règles et des normes qui sont censées être appliquées de manière générale et prospective, qu'elles ont un effet juridique et assurent l'uniformité de l'application de la NC. En outre, ils font valoir que les NENC fournissent des

---

du Groupe spécial. Les CE font valoir que le simple fait qu'il apparaît qu'"une phrase donnée" des NENC est rédigée d'une manière qui semble impérative ne veut pas dire qu'il existe une règle impérative dans l'ordre juridique des CE (deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 35).

[220] Réponse des Communautés européennes à la question n° 121 du Groupe spécial.

[221] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 315; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55. Dans leur réponse à la question n° 91 du Groupe spécial, les Communautés européennes ont précisé en outre qu'"en simplifiant un peu, on [pouvait] décrire la flexibilité au sujet de laquelle le Groupe spécial pos[ait] une question comme une flexibilité permettant d'avoir un point de vue différent de celui qui [était] exprimé par un avis non contraignant sur l'interprétation d'une législation contraignante, étant entendu que l'autorité exprimant l'avis non contraignant pourrait essayer de convaincre l'État membre devant le tribunal qu'il a raison". Les Communautés européennes ont signalé aussi qu'on ne pouvait pas exclure que des autorités douanières nationales ne classent un produit donné différemment de la NENC, mais qu'"[e]n pareil cas, il y [avait] un éventail d'outils disponibles pour unifier le classement". (Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial)

[222] Voir, par exemple, la réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial (expliquant le classement des modules séparés et l'utilisation des NENC).

[223] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 53 (renvoyant à la réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial).

[224] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 98; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 38 à 43; réponse des Communautés européennes à la question n° 122 du Groupe spécial.

[225] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 60 et 110 du Groupe spécial. Les Communautés européennes affirment que les projets de modification des NENC 2008/C 133/01 ont déjà été préparés par les services de la Commission et ont fait l'objet des consultations interservices nécessaires, même si la teneur spécifique n'en a pas été révélée.

orientations administratives et créent parmi le grand public et les acteurs privés l'attente de les voir appliquer.[226]

7.150 Le **Taipei chinois** fait valoir que malgré les allégations répétées des Communautés européennes selon lesquelles les NENC ne sont pas juridiquement contraignantes, un examen du statut juridique de ces notes confirme qu'elles sont "en fait" juridiquement contraignantes.[227] Comme le notent les États-Unis et le Taipei chinois, le simple fait que les NENC ne peuvent pas modifier la portée de la NC elle-même ne signifie pas que les autorités douanières des CE seraient libres de ne pas en tenir compte.[228] Tout d'abord, un RTC cesse d'exister dès lors qu'il est contraire à une NENC.[229] Deuxièmement, certaines déclarations du Président du Comité du Code des douanes prouvent que les autorités douanières des CE doivent suivre les NENC.[230] Troisièmement, les États membres des CE qui s'écartent de la teneur d'une NENC et recouvrent de ce fait moins de droits d'importation sont tenus pour responsables, et la Commission a la possibilité d'engager une procédure d'infraction à leur égard.[231] Quatrièmement, puisque les NENC sont des "instruments utilisés pour assurer une pratique uniforme en matière de classement au sein des CE", elles ne pourraient pas assurer cette uniformité si les États membres des CE étaient libres de décider de les appliquer ou non.[232] En outre, les plaignants affirment qu'il y est fait explicitement référence dans la législation d'application de la nomenclature interne des CE et que la Cour de justice a reconnu qu'elles constituaient une importante aide à l'interprétation de la législation douanière communautaire.[233] En outre, ils relèvent que les NENC peuvent être citées devant la Commission et les tribunaux nationaux.[234]

7.151 Le **Japon** et le Taipei chinois font valoir que les NENC lient les fonctionnaires qui appliquent les tarifs douaniers communautaires dans les États membres afin d'assurer une application uniforme desdits tarifs douaniers communautaires au sein du territoire douanier des CE.[235] Le Taipei chinois fait valoir que les NENC ne seront sans effet juridique que si la Commission les modifie expressément ou que la Cour européenne de justice déclare une NENC contraire au libellé de la position ou des notes de chapitres ou de sections.[236]

---

[226] Réponses des plaignants à la question n° 121 du Groupe spécial.

[227] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 132.

[228] Les États-Unis défendent un point de vue similaire (voir la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 35).

[229] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 35; réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 121 du Groupe spécial. Le Japon fait valoir que, comme un règlement, une NENC peut entraîner le reclassement des produits, qui relèveront d'une ligne tarifaire de la NC différente, et l'application d'un taux de droit différent.

[230] En particulier, les États-Unis et le Taipei chinois ont mentionné les déclarations formulées par le Président du Comité du Code des douanes au cours des 413ème, 432ème et 433ème réunions: voir les paragraphes ci-après 7.999 à 7.1008.

[231] Réponse du Taipei chinois à la question n° 121 du Groupe spécial (en particulier, faisant référence au document du Comité du Code des douanes du 5 avril 2006 intitulé *Nature et valeur juridique des lignes directrices* (pièce TPKM-85, paragraphe 13) qui explique que la Commission peut ouvrir une procédure d'infraction pour violation de l'article 10 du Traité CE selon lequel les États membres doivent faciliter à la Communauté l'accomplissement de sa mission et s'abstenir de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du traité).

[232] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 61 à 70 (ajoutant que ces "procédures d'infraction" seraient fondées sur l'article 10 du Traité CE); et paragraphes 132 et 261 à 268.

[233] Réponses des plaignants à la question n° 121 du Groupe spécial.

[234] Réponse du Taipei chinois à la question n° 121 du Groupe spécial.

[235] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 121 du Groupe spécial.

[236] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 132 à 134.

7.152 Les **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes n'ont pas proposé d'éléments de preuve indiquant que la teneur des NENC avait changé à la suite de décisions rendues par la Cour européenne de justice ou pour d'autres raisons.[237] Ils estiment que les éléments de preuve indiquant des applications de NENC par les autorités douanières des CE ont démontré que les NENC étaient contraignantes.[238] Ils font valoir en outre que les Communautés européennes se sont appuyées sur les NENC pour affirmer qu'elles s'étaient conformées aux recommandations et décisions de l'ORD en ce qui concerne l'uniformité de l'application.[239]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.153 Le Groupe spécial prend acte des déclarations de la Cour européenne de justice selon lesquelles les NENC "contribuent de façon importante à l'interprétation de la portée des différentes positions tarifaires sans toutefois avoir force obligatoire de droit …".[240] Les Communautés européennes font valoir aussi que les États membres peuvent s'écarter d'une NENC lorsqu'ils considèrent que celle-ci est contraire à la NC elle-même. En d'autres termes, les NENC ne peuvent pas modifier ni remanier la NC. Il apparaît que l'argument des Communautés européennes est que du fait que les NENC ne sont pas "contraignantes" ni "impératives" et que les États membres des CE ont le "pouvoir discrétionnaire" de ne pas les appliquer, lesdites NENC ne peuvent pas constituer la base d'une violation "en tant que tel" des obligations incombant aux Communautés européennes.

7.154 Pour commencer, le Groupe spécial ne pense pas que les Communautés européennes fassent valoir que les NENC ne sont pas contestables dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. Autrement dit, nous ne pensons pas que les Communautés européennes contestent que les NENC soient des "actes … imputables à un Membre". À notre avis, la question est plutôt de savoir si les NENC peuvent être contestées "en tant que telles". À cet égard, le Groupe spécial rappelle qu'"une allégation "en tant que tel" conteste des lois, des règlements ou d'autres instruments d'un Membre qui sont appliqués de manière générale et prospective, affirmant que la conduite d'un Membre – pas seulement dans un cas particulier qui s'est produit, mais aussi dans des situations futures – sera nécessairement incompatible avec les obligations contractées par ce Membre dans le cadre de l'OMC".[241] Il découle de ce qui vient d'être dit qu'en général les mesures contestées "en tant que telles" devraient être appliquées de manière générale et prospective, et conduire "nécessairement" à une violation des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Le Groupe spécial est conscient à cet égard de ce qu'il est convenu d'appeler la "distinction impératif/facultatif" appliquée dans un certain nombre d'affaires du GATT avant l'institution de l'OMC et dans plusieurs affaires depuis lors. Nous sommes conscients aussi du fait que l'Organe d'appel a mis en garde contre

[237] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 73 à 76; la réponse des États-Unis à la question n° 110 du Groupe spécial.

[238] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 127; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 69, 72; observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 121 et 122 du Groupe spécial.

[239] Réponse des États-Unis à la question n° 18 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 35, note de bas de page 65; réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial.

[240] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55 (faisant référence à la Cour européenne de justice (Kamino), paragraphes 47 à 49 (pièce TPKM-52), Cour européenne de justice (DFDS BV), paragraphe 28 (pièces US-16; TPKM-37); Cour européenne de justice (Clees), paragraphe 12 (pièces EC-57; US-17)).

[241] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 172.

une application mécanique de cette distinction.[242] Nous rappelons par ailleurs la déclaration suivante formulée par l'Organe d'appel en ce qui concerne le Sunset Policy Bulletin (SPB) des États-Unis en cause dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*:

> "Les États-Unis ont expliqué que, dans leur système juridique interne, le SPB ne liait pas l'USDOC et que celui-ci "[était] entièrement libre de s'écarter du SPB à tout moment". Toutefois, il ne nous appartient pas de donner un avis sur des questions touchant au droit interne des États-Unis. Notre mandat se limite à clarifier les dispositions de l'Accord sur l'OMC et à déterminer si les mesures contestées sont compatibles avec ces dispositions. Comme les États-Unis l'ont fait observer, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a indiqué que "des actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective" étaient des mesures pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC. Nous n'approuvons pas l'application de ces critères au SPB faite par les États-Unis. Selon nous, le SPB a une valeur normative car il fournit des orientations administratives et crée des attentes parmi le grand public et les acteurs privés. Il est censé être appliqué de manière générale, étant donné qu'il doit s'appliquer à tous les réexamens à l'extinction menés aux États-Unis. Il est aussi censé être appliqué de manière prospective car il est censé s'appliquer aux réexamens à l'extinction effectués après sa publication. Par conséquent, nous confirmons – une fois encore – que le SPB, en tant que tel, peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC."[243]

7.155 Sans perdre de vue ces considérations, nous passons à l'examen de l'argument des Communautés européennes selon lequel les NENC, par nature, ne sont pas contraignantes ou impératives et ne peuvent donc pas violer les obligations en cause "en tant que telles".

7.156 Avant de passer directement à cette question, le Groupe spécial estime utile de rappeler certaines caractéristiques des NENC. À cet égard, nous notons les explications des Communautés européennes selon lesquelles les NENC sont proposées et adoptées par la Commission, après un débat entre la Commission et les autorités douanières des 27 États membres au Comité du Code des douanes.[244] Selon les propres termes des Communautés européennes, les "[NENC] reflètent les vues de la Commission sur le point de savoir comment la NC devrait être interprétée et appliquée en qui concerne un certain produit ou une certaine catégorie de produits en cause".[245] En outre, les Communautés européennes indiquent que les NENC "constituent des moyens importants pour assurer une application uniforme du tarif douanier commun par les autorités des États membres" et sont des "moyens valables pour l'interprétation du tarif douanier commun".[246] La Cour européenne de justice a dit que les NENC "contribu[aient] de façon importante à l'interprétation de la NC".[247] Enfin, les Communautés européennes ont indiqué que les États membres "détermin[aient] le classement des

---

[242] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 93.

[243] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187 (notes de bas de page de l'original omises).

[244] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 300 à 305.

[245] Réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial.

[246] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69.

[247] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 29 et 30 (faisant référence à la Cour européenne de justice (Kamino), paragraphe 47 (pièce TPKM-52)).

produits dans les différents cas" et qu'"à ce titre", ils "consult[aient]" les NENC.[248] Nous notons, en outre, que les plaignants ont communiqué des RTC délivrés par les États membres des CE à l'appui de leurs allégations au titre de l'article II du GATT de 1994, dont certains identifient les NENC comme étant une "justification en matière de classement".[249] Les plaignants ont fait valoir aussi que les NENC pouvaient avoir des conséquences juridiques pour les RTC, comme le fait qu'un RTC cessait d'être valable s'il était déterminé qu'il était contraire aux indications données dans une NENC.[250] En outre, elles ont fait valoir que "si un État membre s'écart[ait] dans sa pratique de classement de l'approche suivie dans les NENC, la Commission p[ouvait] engager à son égard une procédure d'infraction devant la Cour européenne de justice".[251]

7.157 Conformément aux déclarations de l'Organe d'appel susmentionnées, le Groupe spécial ne considère pas que le statut des NENC dans le droit interne communautaire soit déterminant. En outre, même si nous notons la déclaration de la Cour européenne de justice selon laquelle les NENC ne sont pas "juridiquement contraignantes", nous croyons comprendre que cela est lié, du moins en partie, au fait que les NENC ne peuvent pas modifier ni remanier la NC. Selon le Groupe spécial, l'effet juridique des NENC sur la NC n'est pas la question première dont il est saisi. La question dont nous sommes saisis est de savoir si les NENC établissent des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective et si les NENC ont une valeur normative du fait qu'elles fournissent des orientations administratives et créent des attentes parmi le grand public et les acteurs privés. En d'autres termes, la question est de savoir si les NENC font "autorité", de telle sorte que les prescriptions "*per se*" qui y sont énoncées pourraient valablement constituer le fondement d'une allégation "en tant que tel" de violation de l'article II du GATT.

7.158 Nous constatons que les NENC ne remplissent pas ce critère. Il est clair que les NENC sont importantes pour permettre aux Communautés européennes de maintenir une application uniforme du tarif douanier communautaire sur leur territoire. Bien que les Communautés européennes aient indiqué que les NENC "ne faisaient pas obstacle à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire" par les autorités douanières des États membres, il est clair qu'il y a une attente évidente que ce pouvoir discrétionnaire sera exercé d'une certaine manière et que des procédures en manquement pourront s'appliquer dans les cas où il ne sera pas exercé ainsi. Le Groupe spécial juge également pertinent le fait que les NENC sont publiées par la Commission, organe possédant au sein des Communautés européennes le pouvoir non contesté de veiller à l'application uniforme du tarif établi par le Code des douanes et celui de contester les interprétations non compatibles avec la sienne. De fait, conformément au Règlement n° 2658/87, tel qu'il a été modifié, la Commission établit et gère la NC.[252] En outre, conformément à l'article 9 dudit règlement, elle adopte les notes explicatives. De plus, le Groupe spécial note que les RTC cessent d'être valables dès lors qu'ils ne sont plus compatibles "sur le plan communautaire" avec les notes explicatives [...] adoptées aux fins d'interpréter les règles".[253]

---

[248] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial.

[249] Voir les pièces US-28 et TPKM-61 faisant référence à des RTC français qui mentionnent expressément comme justification en matière de classement une "Décision du Comité des douanes lors de la 420ème session des 18, 19 et 20 avril 2007".

[250] Voir l'article 12 5) a) ii du Code des douanes communautaire (pièces US-19; TPKM-16), qui dispose qu'un renseignement tarifaire contraignant (RTC) cesse d'être valable "lorsque … il devient incompatible avec l'interprétation d'une des nomenclatures visées à l'article 20 paragraphe 6: sur le plan communautaire, à la suite d'une modification des notes explicatives de la nomenclature combinée".

[251] Réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial.

[252] Voir le Règlement n° 2658/87 du Conseil, articles 1er, 2 et 6 (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).

[253] Voir l'article 12 5) a) ii du Code des douanes communautaire (pièces US-19; TPKM-16).

7.159 Dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, l'Organe d'appel a confirmé l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle une ordonnance administrative était "d'application générale" "dans la mesure où elle affect[ait] un nombre indéterminé d'agents économiques, comprenant des producteurs nationaux et étrangers".[254] Conformément à cette décision, nous considérons que les modifications des NENC en cause dans le présent différend sont "d'application générale" parce que l'application d'une NENC n'est pas limitée à une importation unique ou un importateur unique. De fait, les NENC établissent des règles ou normes censées être appliquées de manière générale et prospective. L'objectif des NENC est d'assurer l'application uniforme du tarif douanier communautaire à *tous* les produits relevant d'un code NC spécifique au moment de son importation dans l'UE. Les NENC créent des attentes légitimes parmi le grand public et les acteurs privés.

7.160 Nous concluons donc que les NENC 2008/C 133/01 indiquées par les plaignants dans le présent différend peuvent être contestées "en tant que telles". Nous examinons leurs effets aux paragraphes 7.246 et suivants ci-après.

d) Les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission échappent-ils à la compétence du Groupe spécial du fait qu'ils ne sont plus applicables effectivement?

i) Arguments des parties

7.161 Les **Communautés européennes** font valoir que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission prévoient le classement de certains moniteurs ACL dans les codes NC 8471 60 80 et 8528 21 90 tels que les codes NC existaient à l'époque compte tenu du SH2002. Toutefois, elles font valoir que ces codes ont été remplacés en 2007 par les codes NC 8528 41 00 et 8528 59 90. Du fait que les codes NC 8471 60 80 et 8528 21 90 n'existent plus, elles allèguent que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission "ont effectivement perdu leur pertinence". Elles indiquent en outre qu'elles ont entrepris de les abroger ou de les remplacer, selon le cas, pour des raisons de sécurité juridique.[255]

7.162 Les **plaignants** font valoir que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission sont l'un et l'autre toujours valables et qu'ils ont un effet juridique.[256] Ils font valoir que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission ne cesseraient d'être valables que s'ils étaient expressément abrogés par la Commission ou expressément annulés par la Cour européenne de justice. Ils font valoir que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'éléments de preuve qui donnent à penser le contraire et qu'une décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kamino* n'a pas non plus démontré que les mesures étaient modifiées ou abrogées. En outre, les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir qu'il n'existe pas d'annulation implicite ni d'annulation par analogie dans le droit communautaire. Les États-Unis font valoir que le simple fait que les codes du SH ont changé n'empêche pas les autorités douanières de s'appuyer, dans le cadre du droit communautaire, sur des règlements qui sont antérieurs aux modifications des codes. Le **Japon** fait valoir que les mesures sont encore valables "en tant que partie du contexte juridique dans lequel on peut supposer que les CE interpréteraient leurs mesures les plus récentes ... à moins que et jusqu'à ce que les CE présentent des éléments de preuve suffisants indiquant que les mesures plus anciennes ont été formellement retirées". Enfin, les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que l'article 12 5) du CDC constitue une base supplémentaire permettant de conclure que les règlements de classement continuent de produire leurs effets. Ils allèguent qu'aux termes de cette disposition, les RTC cessent

[254] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 7.65.

[255] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[256] Réponses des plaignants à la question n° 18 du Groupe spécial.

automatiquement d'être valables dès lors qu'ils sont contraires à un règlement de classement, une note explicative ou un jugement de la Cour européenne de justice. En conséquence, en l'absence d'annulation, d'abrogation ou de modifications formelles, les négociants ne peuvent pas s'appuyer sur des RTC contradictoires.[257]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.163 Le **Groupe spécial** se trouve face à deux questions. Premièrement, quel est le statut précis des Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission? Deuxièmement, si la mise en œuvre de la NC2007 a effectivement remplacé et rendu sans effet les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, cela signifie-t-il que ceux-ci ne peuvent plus être considérés comme des mesures en cause dans le présent différend?

7.164 Nous croyons comprendre l'argument des Communautés européennes comme suit: l'adoption de la NC2007 a eu pour effet de rendre ces deux mesures "effectivement inapplicables dans la pratique".[258] Par conséquent, nous croyons comprendre que les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de ne pas prendre ces deux mesures en considération. Nous notons tout d'abord que les Communautés européennes ne contestent pas que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission étaient en vigueur avant la mise en œuvre des SH/NC2007. De plus, même si elles ont dit au Groupe spécial qu'elles avaient entrepris d'abroger ou de remplacer les mesures, elles ne lui ont communiqué aucun renseignement confirmant si cela avait vraiment eu lieu.

7.165 Malgré tout, si l'abrogation formelle des mesures a bien eu lieu après que le Groupe spécial a été établi et son mandat fixé, il relèverait de notre pouvoir discrétionnaire de décider de la façon de prendre en compte des modifications ultérieures ou une abrogation des mesures en cause.[259] Dans l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire, nous notons que des groupes spéciaux antérieurs se sont prononcés sur des mesures abrogées ou venues à expiration si ces mesures avaient encore des effets qui subsistaient après l'abrogation[260] ou s'ils pensaient qu'une décision en ce sens aiderait à arriver à une solution positive du différend comme l'exigeait l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.[261] Des groupes spéciaux ont aussi décidé de rendre des décisions sur des mesures abrogées ou venues à expiration dans des affaires dans lesquelles le Membre défendeur n'avait pas reconnu l'incompatibilité de la mesure avec les règles de l'OMC et dans lesquelles la mesure abrogée pouvait être facilement imposée à nouveau.[262]

7.166 Nous notons qu'il n'y a pas de désaccord sur le fait que les plaignants ont spécifiquement indiqué les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Nous notons aussi que les plaignants font valoir que les mesures ont toujours des effets qui subsistent, comme en témoignent les RTC qu'ils ont communiqués.[263] De plus, les plaignants continuent de demander au Groupe spécial une constatation relative à ces mesures et estiment qu'une constatation du Groupe spécial sur la compatibilité de ces mesures avec les obligations des Communautés européennes au titre du GATT de 1994 aiderait à arriver à une solution

[257] Réponses des plaignants à la question n° 18 du Groupe spécial.
[258] Voir le paragraphe 7.161 ci-dessus.
[259] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 270.
[260] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.122, 7.128; confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland,* paragraphe 274.
[261] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.453.
[262] Rapport du Groupe spécial *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphes 7.69 et 7.70.
[263] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 127; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 69 et 72; les observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 121 et 122 du Groupe spécial.

positive du présent différend. Enfin, les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que l'abrogation prévue des mesures était due au fait qu'elles reconnaissaient l'incompatibilité de celles-ci avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Pour toutes les raisons qui précèdent, le Groupe spécial formulera des constatations au sujet de la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC.

7.167 Comme il est indiqué ci-dessus, les Communautés européennes ont fait savoir au Groupe spécial qu'elles avaient l'intention d'abroger les mesures et que "la Direction générale Fiscalité et Union douanière (TAXUD) prévo[yait] de pouvoir communiquer un projet au Comité du Code des douanes en vue d'un vote à la fin de septembre ou au début d'octobre [2009] au plus tard"[264]; or aucun élément de preuve n'a été dûment présenté au Groupe spécial pour ce qui est de savoir si cette abrogation a effectivement eu lieu. En tout état de cause, nous notons qu'une abrogation aurait eu lieu après que le Groupe spécial a été établi et son mandat fixé.[265] Par conséquent, le Groupe spécial estime qu'il peut formuler des recommandations au sujet de ces mesures.

e) Question de savoir si le Groupe spécial peut examiner le maintien d'une suspension des droits sur les importations de certains dispositifs d'affichage à écran plat après la demande de consultations et l'établissement du présent Groupe spécial

i) Arguments des parties

7.168 Les **Communautés européennes** estiment que le Règlement n° 179/2009 du Conseil daté du 5 mars 2009[266], dont elles affirment qu'il a remplacé le Règlement n° 493/2005 du Conseil, est la mesure pertinente pour l'examen du Groupe spécial.[267]

7.169 Les **États-Unis** font valoir que la prorogation de la suspension au titre du Règlement n° 179/2009 du Conseil ne devrait pas être examinée dans le cadre du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'était pas "en vigueur" au moment où le Groupe spécial a été établi.[268]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.170 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont indiqué le Règlement n° 493/2005 du Conseil comme étant une mesure en cause dans le présent différend. Cette mesure a expiré le 31 décembre 2006 mais a été prorogée par le Règlement n° 301/2007 du Conseil jusqu'au 31 décembre 2008. Ces deux règlements ont prorogé l'application de droits sur "les moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format de 4:3 ou 5:4".[269]

7.171 Le Règlement n° 179/2009 du Conseil a remplacé le Règlement n° 301/2007 du Conseil. Il suspend l'application de droits pour certains moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes et

---

[264] Réponse des Communautés européennes à la question n° 110 du Groupe spécial; réponse des Communautés européennes à la question n° 60 du Groupe spécial.

[265] L'Organe d'appel a expliqué qu'il serait approprié qu'un groupe spécial formule des recommandations au sujet de mesures qui avaient été abrogées ou qui étaient arrivées à expiration avant l'établissement du Groupe spécial. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272; et rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)*, paragraphe 271.

[266] Règlement n° 179/2009 du Conseil (pièce EC-9).

[267] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 94.

[268] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 76 et 79.

[269] Article premier des Règlements n° 493/2005 et n° 301/2007 du Conseil (pièces TPKM-25; US-45, respectivement).

certains moniteurs en couleurs. Le Règlement n° 179/2009 du Conseil expirera le 31 décembre 2010.[270]

7.172 Les plaignants n'ont pas indiqué le Règlement n° 301/2007 du Conseil comme étant une mesure en cause dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial mais y ont fait spécifiquement référence dans ladite demande en alléguant que les mesures des CE n'accordaient pas un traitement tarifaire qui n'était pas moins favorable que celui qui était prévu dans les Listes des CE.[271] Aucun des plaignants n'a fait valoir que le Règlement n° 301/2007 du Conseil ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. De la même façon, les plaignants n'ont pas indiqué le Règlement n° 179/2009 du Conseil comme étant une mesure, en particulier parce que ledit règlement n'avait pas encore été promulgué à la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, les Communautés européennes[272] ainsi que le Taipei chinois[273] ont reconnu ce règlement dans le contexte de leurs arguments. Le Taipei chinois fait valoir que le Règlement n° 179/2009 du Conseil ne modifie pas l'essence de la suspension des droits.[274] Les États-Unis contestent l'inclusion de cette mesure dans le mandat du Groupe spécial.[275]

7.173 Nous rappelons que, outre l'indication du Règlement n° 493/2005 du Conseil, les plaignants ont fait référence à "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre" en examinant les mesures en cause.[276]

7.174 Nous notons que les Communautés européennes n'ont pas contesté l'inclusion ni la mention du Règlement n° 493/2005 du Conseil. Comme il a été dit, elles ont elles-mêmes analysé la pertinence du Règlement n° 179/2009 du Conseil.

7.175 S'agissant des modifications des mesures examinées dans le contexte du mandat du Groupe spécial, celui-ci rappelle la déclaration suivante de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, également citée plus haut au paragraphe 7.137:

> "[L]a régularité de la procédure exige qu'une partie plaignante n'ait pas à ajuster son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile". Si le mandat relatif à un différend est suffisamment large pour inclure des modifications apportées à une mesure – ... – et qu'il est nécessaire d'examiner une modification pour parvenir à une solution positive du différend – comme c'est le cas ici –, il est alors approprié de considérer la mesure telle qu'elle a été modifiée pour parvenir à une décision dans un différend."[277]

7.176 Comme nous l'avons noté plus haut, l'Organe d'appel a examiné dans cette affaire le rapport existant entre la mesure initiale et la modification apportée ultérieurement à cette mesure et a

---

[270] Règlement n° 179/2009 du Conseil, troisième et sixième considérants et article premier.

[271] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 3. Le Taipei chinois analyse en outre le Règlement n° 301/2007 du Conseil aux paragraphes 214 et 215 de sa première communication écrite.

[272] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 94.

[273] Réponse du Taipei chinois à la question n° 18 du Groupe spécial.

[274] Réponse du Taipei chinois à la question n° 18 du Groupe spécial.

[275] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 76 et 79.

[276] Voir plus haut le paragraphe 7.128.

[277] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 144.

déterminé que la loi en question "modifi[ait] le système de fourchettes de prix du Chili "sans *en modifier l'essence*".[278]

7.177 Eu égard aux déclarations faites antérieurement par l'Organe d'appel, nous avons reconnu que l'on pouvait considérer que le mandat d'un groupe spécial incluait les "modifications" des mesures énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial dès lors que ce mandat était suffisamment large et que la nouvelle mesure ne "modifi[ait] pas l'essence" des mesures initiales incluses dans la demande. En outre, nous avons noté qu'il pouvait être pertinent d'examiner s'il était nécessaire d'inclure toutes modifications dans le mandat d'un groupe spécial pour arriver à une solution positive du différend. Le Groupe spécial examinera ici s'il peut dûment prendre en considération les modifications apportées à la suspension des droits.

Question de savoir si le mandat du Groupe spécial est suffisamment large pour inclure les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil

7.178 Dans l'affaire dont nous sommes saisis, nous notons qu'en plus d'avoir indiqué le Règlement n° 493/2005 du Conseil, les plaignants ont inclus le membre de phrase "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre".[279]

7.179 Les plaignants n'indiquent pas expressément les Règlements n° 301/2007 ou n° 179/2009 du Conseil comme étant des mesures dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, bien qu'ils examinent effectivement le Règlement n° 301/2007 du Conseil dans leur demande[280] et, par la suite, dans leurs communications.[281] Par conséquent, nous devons examiner si le membre de phrase "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre" est suffisamment large pour décrire les Règlements n° 301/2007 ou n° 179/2009 du Conseil.

7.180 À notre avis, le texte principal de la demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisamment large pour inclure les Règlements n° 301/2007 ou n° 179/2009 du Conseil. Les termes des mesures figurant dans la demande dont nous sommes saisis, comme les termes figurant dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial dans des différends antérieurs qui avaient été interprétés d'une manière large, sont suffisamment larges pour prendre en compte la possibilité de modifications ou de prorogations des mesures indiquées.[282] Nous examinerons donc si les nouvelles

[278] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 139 (italique dans l'original). L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* a examiné la pertinence des constatations antérieures qu'il avait formulées dans son rapport sur l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, en particulier la notion de modification de l'*essence* de la mesure initiale. Examinant deux mesures qui avaient été promulguées après la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* a noté que les deux mesures ne faisaient pas référence dans cette demande aux mesures initiales et que ces dernières continuaient d'être en vigueur. Pour ces raisons, et ayant déterminé que les mesures ultérieures avaient des incidences juridiques différentes de celles des deux mesures initiales, l'Organe d'appel a conclu que les mesures n'étaient pas, pour l'essentiel, les mêmes et ne pouvaient pas être considérées comme des "modifications", comme c'était le cas pour les mesures en cause dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. L'Organe d'appel a conclu en outre que le fait de ne pas prendre en considération les deux mesures ultérieures dans le mandat du Groupe spécial "n'empêcherait pas un règlement positif du présent différend". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 155 à 162)

[279] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2.

[280] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2.

[281] Voir, par exemple, la pièce US-45; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 89.

[282] À cet égard, nous rappelons que, par exemple dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionnait "la Loi n° 18.525, telle que modifiée par la Loi n° 18.591 et ultérieurement par la Loi n° 19.546, ainsi que les réglementations et dispositions et/ou

mesures qui n'ont pas été indiquées comme étant des "mesures en cause" dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial modifient l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil.

Question de savoir si les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil modifient l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil

7.181 Le Règlement n° 301/2007 du Conseil dit expressément dans son septième considérant que "la suspension introduite par le présent règlement est une prorogation d'une suspension introduite par le Règlement (CE) n° 493/2005" et qu'"il n'est pas dans l'intérêt de la Communauté qu'il y ait une interruption du traitement tarifaire des moniteurs couverts par cette suspension". En outre, le Règlement n° 301/2007 du Conseil proroge de deux années supplémentaires la suspension de l'application des droits pour la même gamme de produits que ceux qui étaient visés par le Règlement n° 493/2005 du Conseil, à savoir "les moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format de 4:3 ou 5:4". L'article premier de ce règlement énonce l'obligation juridique spécifique de suspendre, à titre autonome, jusqu'au 31 décembre 2008, les droits *ad valorem* de 14 pour cent sous le code NC 8528 59 90 "pour les moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format de 4:3 ou 5:4".

7.182 Du fait que le Règlement n° 301/2007 du Conseil proroge simplement la période d'application du Règlement n° 493/2005 du Conseil sans modifier le champ de l'applicabilité de la suspension des droits, nous considérons que la mesure ne modifie pas l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil.

7.183 Nous examinons ensuite le Règlement n° 179/2009 du Conseil. Ce règlement indique dans son sixième considérant que "les suspensions prévues par le présent règlement reviennent à *proroger* la suspension introduite par le Règlement (CE) n° 301/2007 ...". Dans son troisième considérant, le Règlement n° 179/2009 du Conseil indique qu'"il serait bon, d'une part, que la Communauté *proroge* de deux ans, à compter du 1er janvier 2009, la suspension des droits autonomes en vigueur et, d'autre part, qu'elle *fasse passer* à 55,9 cm (soit 22 pouces) la diagonale d'écran maximale autorisée et qu'elle inclue les formats 1:1 et 16:10.". Dans son quatrième considérant, le règlement prévoit qu'"il serait bon également que la Communauté instaure une suspension de deux ans, à compter du 1er janvier 2009, pour les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces) et de formats identiques aux moniteurs en couleurs".

7.184 L'article premier du Règlement n° 179/2009 du Conseil énonce l'obligation juridique spécifique de suspendre, à titre autonome, les droits *ad valorem* de 14 pour cent, jusqu'au 31 décembre 2010, pour certains produits. En particulier, sous le code NC 8528 59 10, les droits sont suspendus pour les:

> "moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm".

7.185 Sous le code NC 8528 59 90, les droits sont suspendus pour les:

---

modifications complémentaires". L'Organe d'appel a considéré que cette formulation reflétait la "large portée de la demande d'établissement du Groupe spécial" de façon à inclure une modification ultérieure dans le mandat du Groupe spécial". Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 135.

> "moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10".

7.186 Ainsi, à la différence du Règlement n° 301/2007 du Conseil, le Règlement n° 179/2009 du Conseil non seulement proroge la durée de la suspension initiale des droits établie dans le cadre du Règlement n° 493/2005 du Conseil, mais il étend aussi les termes précis de la suspension à une catégorie plus large de produits, y compris "les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes" spécifiés ci-dessus et les "moniteurs en couleurs" spécifiés ci-dessus. Malgré ce champ élargi, nous ne considérons pas que cette mesure opère d'une telle manière qu'elle modifie l'*essence* des mesures d'application et de prorogation de la suspension des droits qui précédaient. Nous notons que la suspension des droits est pour l'essentiel applicable aux "moniteurs", encore qu'il s'agisse à la fois des moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes et des moniteurs en couleurs. Toutefois, nous considérons que la suspension opère d'une manière presque identique dans le droit communautaire et a des incidences juridiques similaires. Autrement dit, la suspension exclut certains moniteurs en couleurs ACL de l'application des droits qui découlent du classement dans le code NC 8528 59 90. La mesure la plus récente, du moins en partie, suspend plus largement l'application des droits pour les moniteurs en couleurs ACL dont la diagonale d'écran va jusqu'à 55,9 cm, de différents formats de 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, par opposition aux seuls moniteurs dont la diagonale d'écran va jusqu'à 48,5 cm et de format de 4:3 ou 5:4.[283] Bien que les termes précis de la suspension indiquent une catégorie de produits plus large, nous considérons que le Règlement n° 179/2009 du Conseil ne modifie pas l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil.

7.187 En résumé, nous avons conclu jusqu'à présent que le mandat du Groupe spécial était suffisamment large pour inclure les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil, en raison de la référence faite par les plaignants à "toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre" dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. De plus, nous avons conclu que les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil ne modifiaient pas l'essence du Règlement n° 493/2005 du Conseil. Enfin, nous examinerons les incidences de ces mesures pour le règlement final de la question dont nous sommes saisis.

> Question de savoir si l'inclusion de toutes modifications dans le mandat d'un groupe spécial est nécessaire pour arriver à une solution positive du différend

7.188 Nous rappelons que les plaignants ont demandé au Groupe spécial de déterminer si le traitement qui leur était accordé, en matière commerciale, était moins favorable que celui qui était prévu dans les Listes des CE, d'une manière incompatible avec les obligations contractées par les CE et leurs États membres au titre de l'article II du GATT de 1994. Les plaignants font valoir que les Communautés européennes n'accordent pas un traitement tarifaire qui n'est pas moins favorable, nonobstant la suspension des droits prévue par le Règlement n° 493/2005 du Conseil et le Règlement n° 301/2007 du Conseil.[284]

7.189 Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les Règlements n° 493/2005 et n° 301/2007 du Conseil ont expiré. Le Règlement n° 179/2009 du Conseil est la législation qui est actuellement en vigueur. Par conséquent, nous considérons qu'une décision prenant en considération le Règlement n° 179/2009 du Conseil contribuerait au règlement du présent différend.

---

[283] En outre, la mesure la plus récente étend le champ d'application aux moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm.

[284] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 3.

Conclusions

7.190 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil, en tant que modifications et prorogations du Règlement n° 493/2005 du Conseil, relèvent du mandat du Groupe spécial.

f) Les plaignants ont-ils indiqué de manière adéquate les produits en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial?

i) Arguments des parties

7.191 Dans leur première communication écrite, les **Communautés européennes** ont soulevé plusieurs allégations dans le contexte de l'argument selon lequel les plaignants "n'[avaient]t pas fourni d'éléments *prima facie*" pour une série de raisons. Entre autres raisons, elles font valoir que les plaignants n'ont pas fourni d'éléments *prima facie* en "n'indiquant pas le ou les produits en cause d'une manière suffisamment détaillée …".[285] En examinant les conditions requises pour faire admettre une allégation "en tant que tel", elles affirment que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* a reconnu que "pour indiquer "les mesures spécifiques en cause", il f[allait] peut-être également indiquer les produits faisant l'objet des mesures en cause".[286] Tout en notant la déclaration formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* selon laquelle on peut définir les produits en cause au moyen des mesures contestées, les Communautés européennes font valoir que cette approche est inapplicable dans les cas où les produits en cause sont "nettement plus complexes" et que les mesures en cause n'appliquent pas un critère unique s'agissant d'examiner le classement desdits produits.[287]

7.192 Les **plaignants** ont indiqué que les mesures indiquées en cause s'appliquaient, par exemple, à "certains systèmes d'affichage à écran plat utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides qui "peuvent ... reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information"" et à des "systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, dont la DVI".[288] Ils rejettent l'interprétation de l'affaire *CE – Matériels informatiques* donnée par les Communautés européennes. De fait, ils font valoir que l'approche suivie dans les deux affaires *CE – Matériels informatiques* et *CE – Morceaux de poulet* étaye le point de vue selon lequel les produits en cause "découlent des mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[289]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.193 Le **Groupe spécial** rappelle qu'aux termes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, un plaignant est tenu d'"indiquer[] les mesures spécifiques en cause et [de fournir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".

7.194 L'article 6:2 du Mémorandum d'accord ne fait pas référence à l'indication des *produits* en cause mais, au lieu de cela, fait seulement référence à l'indication des *mesures* spécifiques en cause. L'Organe d'appel a expliqué qu'en application de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, "l'indication du produit en cause n'[était] généralement pas un élément séparé et distinct du mandat d'un groupe

[285] Réponse des Communautés européennes à la question n° 22 du Groupe spécial.
[286] Réponse des Communautés européennes à la question n° 22 du Groupe spécial (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67 (souligné dans l'original)).
[287] Réponse des Communautés européennes à la question n° 22 du Groupe spécial.
[288] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 3.
[289] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 16; réponse du Japon à la question n° 22 du Groupe spécial.

spécial; en fait, elle est une conséquence du champ d'application des mesures spécifiques en cause" En conséquence, il a conclu que c'étaient "les *mesures* en cause qui définira[ient] généralement le *produit* en cause".[290] En même temps, toutefois, il a reconnu que, dans des cas où les décisions des autorités douanières étaient contestées, il pouvait être nécessaire d'indiquer les produits en cause pour indiquer les mesures spécifiques en cause.[291]

7.195 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, nous rappelons que les plaignants ont indiqué que les mesures indiquées en cause s'appliquaient, par exemple, à "certains systèmes d'affichage à écran plat utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides qui "peuvent ... reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information"" et aux "systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, dont la DVI".[292] Ils ont indiqué une série de mesures des CE généralement applicables relatives au classement tarifaire des produits (y compris certains codes NC, règlements de classement et NENC) dans le cadre de leurs allégations concernant les systèmes d'affichage à écran plat. Dans certains cas, ils ont aussi indiqué des décisions de classement individuelles prises par les autorités douanières comme éléments de preuve indiquant l'application des mesures en cause.

7.196 Le Groupe spécial note que, bien que les Communautés européennes n'aient pas fait valoir que les plaignants avaient enfreint les dispositions de l'article 6:2, elles ont fait valoir qu'ils "n'avaient pas présenté d'éléments *prima facie*" indiquant l'existence d'une violation "en tant que tel", d'après les allégations, en n'indiquant pas les produits avec une clarté suffisante.[293] Dans la mesure où les arguments des Communautés européennes se rapportent à la question de savoir ce qui est requis pour établir une allégation "en tant que tel", nous avons traité ces arguments aux paragraphes 7.103 à 7.117 ci-dessus. S'agissant de la question de savoir si les plaignants ont établi des éléments *prima facie,* on ne pourra se prononcer sur ce point qu'après avoir examiné l'éventail complet des arguments et éléments de preuve portés devant le Groupe spécial, ce que nous faisons dans les sections suivantes. À ce stade, le Groupe spécial se borne à la question de savoir si les produits ont été suffisamment indiqués aux fins de l'article 6:2. Bien que les Communautés européennes n'aient pas soulevé d'allégation en ces termes, nous rappelons notre déclaration formulée au paragraphe 7.134 ci-dessus selon laquelle les groupes spéciaux peuvent choisir de traiter des questions de leur propre chef lorsqu'ils considèrent que ces questions sont au cœur de leur compétence, afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils peuvent connaître de l'affaire. Dans les circonstances de l'espèce, nous jugeons utile de commencer par examiner les mesures qui relèvent de notre mandat et les produits en cause correspondants.

7.197 Nous notons que les mesures contestées ne sont pas des décisions de classement individuelles prises par les autorités douanières mais qu'en fait, comme c'était le cas dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, elles sont des instruments juridiques applicables d'une manière générale.[294] À notre avis, la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial est centrée sur des aspects particuliers des mesures en cause qui, à leur tour, indiquent les produits en cause d'une manière suffisante aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La demande d'établissement d'un groupe spécial est centrée sur les dispositifs d'affichage à écran plat ayant deux caractéristiques – ceux qui peuvent reproduire des images vidéo provenant à la fois de machines automatiques de traitement de l'information et d'une

[290] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 165 (italique dans l'original).
[291] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 166; rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67.
[292] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, WT/DS376/8, WT/DS377/6, page 3.
[293] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 32, 34 à 49.
[294] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 167.

source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et ceux qui sont dotés de certaines fonctions, telles qu'une interface DVI intégrée. Par conséquent, aux fins de satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, nous concluons qu'il y a eu une indication suffisante des produits pour que nous puissions connaître du différend porté devant nous.

g) Les plaignants ont-ils indiqué les obligations "avec la clarté nécessaire" pour que les Communautés européennes se défendent et pour que le Groupe spécial se prononce sur les allégations des plaignants au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994?

i) Arguments des parties

7.198 Les **Communautés européennes** font valoir que dans leurs premières communications, les plaignants n'ont pas indiqué la concession précise qui, d'après les allégations, n'est pas respectée, à la fois sur le plan de sa teneur fondamentale et quant à l'endroit précis où cette concession est prévue dans la Liste des Communautés européennes.[295] En particulier, elles font valoir que la référence faite par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial selon laquelle "le traitement accordé à leur commerce est moins favorable que celui qui est prévu *dans les Listes des CE* et que des droits de douane proprement dits, ou d'autres droits ou impositions, plus élevés que ceux *des Listes des CE* ont été appliqués à certains systèmes d'affichage à écran plat" (...)" (pas d'italique dans l'original).[296] Elles font valoir que les États-Unis n'ont pas défini précisément le texte qui devrait être analysé dans le cadre de l'examen des produits qui sont aussi énumérés dans l'Appendice B.[297] Elles se demandent si le Japon considère que le texte de l'ATI est incorporé par référence dans les concessions ou si le libellé utilisé dans l'Annexe de la Liste des CE constitue lui-même la concession.[298] Elles font valoir que le Taipei chinois a allégué que les concessions se trouvaient dans la Liste des CE et non pas dans le texte de l'ATI lui-même. Elles poursuivent en disant que le Taipei chinois a fait abstraction du fait que l'Annexe de la Liste des CE contenait une liste de numéros de positions tarifaires et qu'en outre il n'a pas tenu compte du fait que les termes "dispositifs" et "à fluorescence sous vide" avaient été incorporés dans le texte final de l'ATI.[299] En résumé, les Communautés européennes font valoir qu'"il apparaît que [les plaignants] utilisent les termes indiqués dans la Liste des CE et l'ATI de façon presque interchangeable sans fournir de justification pour une telle approche".[300] Faute de savoir où se trouve effectivement la concession, elles allèguent qu'on ne voit pas bien si les obligations de fond sont identiques pour toutes les parties ou si certaines différences ont été autorisées. En outre, elles font valoir que leur capacité de se défendre est compromise en raison du manque de clarté en ce qui concerne l'emplacement des concessions.[301]

7.199 Les Communautés européennes considèrent que les définitions de produits figurant dans la Liste des CE conformément à la section 2 de l'Appendice A et à l'Appendice B et les numéros de positions tarifaires figurant à côté de ces définitions témoignent d'une convergence de vues entre les Membres de l'OMC sur la portée des engagements pertinents des CE pris au titre de la section 2 de l'Appendice A et l'Appendice B.[302] Elles reconnaissent deux possibilités: premièrement, que les désignations de produits et les positions figurant à côté de ces définitions dans l'Annexe A de la Liste

[295] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 51.
[296] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 50.
[297] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 52.
[298] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 54.
[299] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 56.
[300] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 57.
[301] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 61.
[302] Réponse des Communautés européennes à la question n° 5 du Groupe spécial.

des CE constituent la concession et, deuxièmement, que les désignations de produits figurant dans l'ATI lui-même soient incorporées dans la Liste des CE à titre de "filet de sécurité".[303]

7.200 Les Communautés européennes contestent la pertinence du document WT/MIN(96)/16/Corr.1.[304] Notant le format et la numérotation du document par rapport à d'autres documents de l'OMC, elles font observer qu'il n'y a aucun élément de preuve indiquant que ledit document ait jamais été officiellement distribué aux Membres de l'OMC. Elles affirment qu'un document séparé G/L/159/Rev.1 indique que les participants à l'ATI sont "convenu[s] de modifier la désignation de produits figurant à l'Appendice B; cette modification a déjà été introduite dans les listes des participants", révélant ainsi que les modifications seraient effectuées au moyen des Listes des participants à l'ATI.[305]

7.201 Les **États-Unis** font valoir que le Groupe spécial "doit examiner l'Appendice B et les désignations de produits qu'il contient" pour déterminer la portée de la concession car, selon eux, le texte de la note générale des CE renvoie expressément le lecteur à l'Appendice B.[306] À cet égard, ils font valoir que le texte introductif de l'Appendice B, y compris les membres de phrase "les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice", "[l]iste positive des produits spécifiques" et "où qu'ils soient classés dans le SH" devraient être évalués dans la mesure où ils fournissent des renseignements additionnels "sur le point de savoir si un produit donné est "désigné à l'Appendice B ou pour ledit appendice"".[307] En outre, ils font valoir que si les rédacteurs avaient voulu faire uniquement référence à la liste des produits repris dans la Liste des CE, ils l'auraient indiqué en mentionnant la liste des désignations de produits figurant sous la note générale des CE, et non pas en mentionnant l'Appendice B lui-même.[308] Toutefois, ils font observer que l'Appendice B a été modifié de façon à refléter certaines corrections techniques, y compris l'ajout des termes "devices" (dispositifs) et "vacuum-fluorescence" (à fluorescence sous vide), en application du document WT/MIN(96)/16/Corr.1[309], daté du 13 octobre 1997. Ils valoir que ce document est un document officiel de l'OMC qui témoigne d'un consensus en vue de corriger le texte juridique de l'ATI.[310] Par conséquent, ils concluent qu'il n'y a pas de divergences entre la désignation relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)" qui figure dans la Liste des CE et celle qui figure dans l'Appendice B.[311]

---

[303] Réponse des Communautés européennes à la question n° 5 du Groupe spécial.

[304] WT/MIN(96)/16/Corr.1 (13 décembre 1996) (pièce US-36). Le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 indique des corrections d'ordre typographique et autre à apporter à l'ATI.

[305] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 115 du Groupe spécial.

[306] Réponse des États-Unis à la question n° 5 du Groupe spécial.

[307] Réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 111 du Groupe spécial.

[308] Réponses des plaignants à la question n° 5 du Groupe spécial.

[309] Pièce US-36.

[310] Les États-Unis font valoir que le document est formaté comme un document officiel de l'OMC, qu'une cote de document lui est attribuée et qu'il n'est pas qualifié de projet, ce qui lève le doute sur son authenticité (voir la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 66, note de bas de page 129). Dans la mesure où il y a doute sur son origine, ils estiment que le fait que les participants étaient convenus des modifications à apporter à l'Appendice B est aussi étayé dans le document G/L/159/Rev.1 (24 avril 1997) qui, selon leurs affirmations, indique qu'"[a]u cours des discussions techniques plurilatérales qui se sont tenues avant le 31 janvier 1997, il a été convenu de modifier la désignation des produits figurant à l'Appendice B; cette modification a déjà été introduite dans les listes des participants" (voir la réponse des États-Unis à la question n° 115 du Groupe spécial (pièce US-37)). Enfin, en référence à la première communication écrite des Communautés européennes (paragraphe 186), ils estiment que les Communautés européennes ne contestent pas que les modifications de la concession accordée pour les systèmes d'affichage à écran plat faisaient "partie de l'accord final" (voir la réponse des États-Unis à la question n° 115 du Groupe spécial).

[311] Réponses des États-Unis aux questions n° 5 et 55 du Groupe spécial.

À ce titre, ils considèrent que le libellé pertinent est identique aux fins de l'évaluation de la concession par le Groupe spécial.[312]

7.202 Le **Japon** et le **Taipei chinois** estiment que la concession des CE, bien qu'elle ait été accordée en vertu de l'Appendice B, est située dans l'Annexe de la Liste des CE, et non pas dans l'Appendice B lui-même. De ce fait, ils considèrent qu'ils ont clairement indiqué la concession précise et ont bien montré que ces concessions figuraient dans la Liste des CE.[313] Le libellé des désignations de produits figurant dans l'Appendice B a été incorporé dans la Liste des CE et, par conséquent, constitue le libellé de la concession tarifaire des CE.[314] Nonobstant ce qui vient d'être dit, le Japon et le Taipei chinois sont d'accord avec les États-Unis pour penser qu'il n'y a pas de divergences entre la description relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)" figurant dans la Liste des CE et celle qui figure dans l'Appendice B, par suite de l'inclusion des termes "devices" (dispositifs) et "vacuum-fluorescence" (à fluorescence sous vide) qui avait été consentie aux termes du document WT/MIN(96)/16/Corr.1.[315]

7.203 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'elles n'ont pas le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 et, en conséquence, elles concluent que celui-ci n'a jamais été distribué aux Membres de l'OMC ni aux participants à l'ATI.[316] Néanmoins, elles estiment que les termes "devices" (dispositifs) et "vacuum-fluorescence" (à fluorescence sous vide) ont été incorporés au texte final de l'ATI en réponse à une demande formulée par la Suisse durant les négociations du texte final de l'ATI, bien qu'elles considèrent que l'accord n'a jamais été "formellement rectifié".[317]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.204 Le **Groupe spécial** note que les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que le fait, d'après les allégations, que les plaignants n'ont pas indiqué la concession précise signifiait qu'ils n'ont pas respecté les dispositions de l'article 6:2 ou d'autres dispositions du Mémorandum d'accord; au lieu de cela, les Communautés européennes font valoir que les plaignants n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une violation, en omettant, d'après les allégations, d'indiquer la concession précise en ce qui concerne leurs allégations relatives à des dispositifs d'affichage à écran plat.

7.205 Le Groupe spécial considère que deux questions se posent, eu égard à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les plaignants n'ont pas indiqué les obligations "avec la clarté nécessaire" pour que les Communautés européennes se défendent: premièrement, les plaignants ont-ils suffisamment fait référence aux concessions en cause dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial et, deuxièmement, quel est l'emplacement de la concession qui

---

[312] Réponses des plaignants à la question n° 5 du Groupe spécial.

[313] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 133; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 100 à 111.

[314] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 5 du Groupe spécial.

[315] Réponse du Japon et du Taipei chinois à la question n° 55 du Groupe spécial. Le Japon fait valoir qu'il "part[ait] du principe que ledit document n'était pas un projet et [avait] été distribué" parce que le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 se trouve dans ses archives. (Réponse du Japon à la question n° 115 du Groupe spécial) Le Taipei chinois pense comme les États-Unis que le document WT/MIN(96)/16/Corr.1, eu égard à son format et sa désignation par une cote de document de l'OMC, est un document officiel de l'OMC qui a été distribué aux Membres de l'OMC. (Réponse du Taipei chinois à la question n° 115 du Groupe spécial)

[316] Les Communautés européennes soutiennent que le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 est peut-être un projet inutilisé (voir la réponse des Communautés européennes à la question n° 55 du Groupe spécial).

[317] Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186; Trade in Information Technology Products: Result of Bilateral Consultations, Communication from Switzerland (Genève, 21 janvier 1997) (pièce EC-29).

découle de la désignation de produit relative aux "systèmes d'affichage à écran plat" aux fins de l'analyse du Groupe spécial.

7.206 Nous rappelons à nouveau notre déclaration formulée au paragraphe 7.134 ci-dessus selon laquelle les groupes spéciaux peuvent choisir de traiter de leur propre chef les questions dont ils considèrent qu'elles sont au cœur de leur compétence, afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils peuvent connaître de l'affaire.[318] Nous traiterons donc d'abord la question de savoir si les plaignants ont suffisamment indiqué les obligations dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre au Groupe spécial de connaître de l'affaire. Nous traiterons ensuite la question de savoir où est précisément située la concession découlant de la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat".

> Les plaignants ont-ils suffisamment indiqué les obligations dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre au Groupe spécial de connaître de l'affaire?

7.207 Nous rappelons qu'en vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le plaignant est tenu de "[fournir] un bref exposé du fondement juridique de sa plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".

7.208 Dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a constaté que l'expression "fondement juridique" employée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord désignait l'allégation formulée par la partie plaignante.[319] L'Organe d'appel a précisé qu'une allégation "[exposait l'opinion du plaignant] selon laquelle la partie défenderesse a violé une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée, ou a annulé ou compromis les avantages découlant de cette disposition".[320]

7.209 Si une allégation expose l'opinion du plaignant selon laquelle la partie défenderesse a violé une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée, ou a annulé ou compromis les avantages découlant de cette disposition, les arguments constituent ce qui est avancé par une partie plaignante pour démontrer que la mesure de la partie défenderesse enfreint effectivement la disposition du traité identifiée.[321] Les arguments à l'appui d'une allégation peuvent être exposés et progressivement précisés dans la première communication écrite, dans la communication présentée à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du Groupe spécial avec les parties.[322]

7.210 L'Organe d'appel a expliqué en outre que les prescriptions énoncées à l'article 6:2 relatives à l'indication des mesures spécifiques en cause et à la présentation d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte "vis[aient] à faire en sorte que le plaignant "énonce[] clairement le problème" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[323]

7.211 Le "problème" ne concerne pas uniquement les obligations énoncées dans les accords visés, ni les mesures du Membre défendeur, mais plutôt la question de savoir si ces mesures sont conformes à ces obligations. Par conséquent, pour énoncer suffisamment clairement le problème, le Membre plaignant doit "établir explicitement un lien entre la ou les mesure(s) contestée(s) et la ou les

---

[318] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 36 et 53.

[319] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[320] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[321] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[322] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.

[323] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 160.

disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, afin que la partie défenderesse soit informée du fondement concernant l'annulation ou la réduction alléguée d'avantages de la partie plaignante".[324] Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, "[c]e n'est qu'avec un tel lien entre la ou les mesure(s) et la ou les disposition(s) pertinente(s) qu'un défendeur peut "savoir à quelle argumentation [il] doit répondre et … commencer à préparer sa défense"".[325,326]

7.212 Cette interprétation est compatible avec le but essentiel de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir donner aux parties et aux tierces parties des renseignements suffisants concernant les allégations en cause dans le différend pour leur permettre de répondre aux arguments du plaignant[327]; il s'agit ici des droits fondamentaux liés à la régularité de la procédure du défendeur.[328] Il est utile de rappeler que les garanties d'une procédure régulière font "partie intégrante du système de règlement des différends de l'OMC"[329] et sont "fondamentale[s] pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[330]

7.213 Nous rappelons que les plaignants ont examiné comme suit les obligations incombant aux CE en ce qui concerne leurs allégations relatives aux systèmes d'affichage à écran plat dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial:

> "Le 2 juillet 1997, les CE ont modifié la Liste LXXX – Communautés européennes annexée à l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'Accord de Marrakech). Ces concessions comprennent la concession concernant les "[u]nités d'entrée ou de sortie ... Autres" relevant de la position 8471 60 90 du SH. Cette sous-catégorie est passible d'un taux de droit nul. La Liste prévoit en outre dans une note générale que "[p]our ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente Liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature ... seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé". L'Appendice B comprend les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties". Le taux de droit consolidé pour ce produit, tel qu'il est indiqué sous les positions 8471 60 90, 8473 30 10, 8473 30 90, 8531 20 30, 8531 20 51, 8531 20 59, 8531 20 80, 8531 80 30, 8531 90 10, 8531 90 30, 9013 80 11, 9013 80 19, 9013 80 30 et 9013 90 10 du SH, et tel qu'il est spécifié dans la note générale, est nul.

---

[324] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[325] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

[326] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[327] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[328] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.28.

[329] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 176. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 107.

[330] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

> Par suite de ces concessions, les CE et leurs États membres sont tenus d'accorder la franchise de droits pour les systèmes d'affichage à écran plat. Or, comme cela est expliqué ci-après, les CE et leurs États membres imposent des droits sur ces produits."[331]

7.214 En outre, comme en témoigne le résumé des arguments des parties ci-dessus, les parties ont examiné l'emplacement de la concession découlant de la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat".

7.215 Il apparaît que les Communautés européennes n'ont pas contesté l'indication par les plaignants de "la concession concernant les "[u]nités d'entrée ou de sortie ... Autres" relevant de la position 8471 60 90 du SH", telle qu'elle est précisée dans le texte indiqué au paragraphe précédent.

7.216 Toutefois, les Communautés européennes ont contesté la mention par les plaignants de la note générale de la Liste des CE et de la désignation relative aux systèmes d'affichage à écran plat telle qu'elle figure à la fois dans l'Annexe de la Liste des CE et dans l'Appendice B lui-même.

7.217 De l'avis du Groupe spécial, la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial indique suffisamment les concessions en cause. Il est clair que l'allégation des plaignants se rapporte à la désignation relative aux systèmes d'affichage à écran plat, lue en association avec la note générale figurant dans la Liste des CE. Les Communautés européennes n'ont pas pu douter du fondement juridique de la plainte engagée à leur égard et, de fait, ont fourni des arguments de fond en réponse. De l'avis du Groupe spécial et comme cela est analysé plus en détail ci-dessous, même si la demande d'établissement d'un groupe spécial aurait pu être plus claire quant à l'endroit où les obligations étaient "situées" (c'est-à-dire incorporées par référence ou énoncées de manière indépendante dans l'Annexe de la Liste des CE), cela n'a pas porté préjudice à la capacité des Communautés européennes de se défendre en l'espèce.

7.218 Par conséquent, nous concluons que les plaignants ont indiqué les obligations "avec la clarté nécessaire" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial pour que les Communautés européennes se défendent et pour que le Groupe spécial se prononce sur les allégations des plaignants. Nous traitons maintenant l'"emplacement" de la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat" aux fins de traiter les allégations des plaignants en l'espèce.

> L'engagement découlant de la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat" est-il situé dans l'Annexe de la Liste des CE, l'Appendice B ou les deux?

7.219 La question, comme en témoignent les arguments des parties ci-dessus, est de savoir si la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)" est celle qui est reproduite séparément dans l'Annexe de la Liste des CE, celle qui figure dans l'Appendice B, au si les deux textes sont pertinents.

7.220 Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial doit examiner les désignations figurant dans l'Appendice B à la lumière de la note générale des CE. Le Japon et le Taipei chinois estiment que la concession accordée par les CE conformément à l'Appendice B a été incorporée par référence et se trouve, par conséquent, dans l'Annexe de la Liste des CE, et non pas dans l'Appendice B lui-même.

[331] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, WT/DS376/8, WT/DS377/6, page 2.

7.221 Il apparaît que les Communautés européennes reconnaissent l'une et l'autre possibilités, à savoir que les désignations de produits et les positions figurant à côté de ces désignations dans l'Annexe de la Liste des CE constituent la concession et, deuxièmement, à titre de "filet de sécurité", que les désignations de produits figurant dans l'ATI lui-même soient incorporées dans la Liste des CE.[332]

7.222 Laissant de côté les vues des parties, nous notons que la note générale des CE qui se trouve dans l'Annexe de la Liste des CE fait référence à "tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information ou désigné pour ledit appendice (WT/MIN(96)/16)". En outre, l'Annexe de la Liste des CE reproduit, séparément, les désignations de produits qui trouvent clairement leur origine dans l'Appendice B de l'ATI, bien que le texte des désignations relatives aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)" figurant dans l'Annexe de la Liste des CE ne soit pas identique à celui qui figure dans l'Appendice B. Lorsque l'on examine l'Appendice B figurant dans le document WT/MIN(96)/16, tel que les parties l'ont examiné, les termes "devices" (dispositifs) et "vacuum-fluorescence" (à fluorescence sous vide) figurent dans le texte de l'Annexe de la Liste des CE, mais pas dans le texte de l'ATI.

7.223 Il y a quelques divergences entre les parties quant au statut précis du corrigendum. Les plaignants considèrent qu'une correction formelle de l'ATI a été convenue et distribuée dans un document daté du 13 octobre 1997 sous la cote WT/MIN(96)/16/Corr.1.[333] Les États-Unis et le Taipei chinois, en particulier, soulignent que le document lui-même est formaté comme un document officiel de l'OMC, qu'une cote de document lui est attribuée, et que nulle part il n'est qualifié de projet. Les États-Unis affirment en outre que le document G/L/159/Rev.1 examine les modifications à apporter aux désignations relatives aux dispositifs d'affichage à écran plat.[334] Relevant les différences de format et de numérotation du document par rapport aux autres documents de l'OMC, les Communautés européennes rejettent l'allégation selon laquelle un document formel assorti d'une modification a été distribué et considèrent que le statut de ce document est "peu clair et par conséquent controversé".[335] Nonobstant ce point de vue, elles font observer qu'un accord informel à cet effet est intervenu durant la phase de mise en œuvre de l'ATI conformément à une demande de la Suisse.[336]

7.224 Nous notons que le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 contient une désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)" qui correspond exactement à celle qui est reproduite dans la Liste des CE.

7.225 Quel que soit le statut formel du document WT/MIN(96)/16/Corr.1 ou la pertinence du document G/L/159/Rev.1, il est évident pour le Groupe spécial que les participants à l'ATI entendaient modifier les désignations de produits figurant dans l'ATI et que ces désignations de produits modifiées devraient constituer la base des engagements des participants à l'ATI en ce qui concerne ce produit. On trouvera des éléments de preuve à cet égard dans le fait que les

[332] Réponse des Communautés européennes à la question n° 5 du Groupe spécial.

[333] Réponses des plaignants aux questions n° 5 et 55 du Groupe spécial.

[334] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 66, note de bas de page 129 (pièce US-37).

[335] Réponse des Communautés européennes à la question n° 115 du Groupe spécial. Les Communautés européennes affirment en outre que le libellé figurant dans le document G/L/159/Rev.1, "convenu de modifier la désignation des produits figurant à l'Appendice B; cette modification a déjà été introduite dans les listes des participants", révèle que des modifications seraient apportées par la voie des listes OMC des participants à l'ATI, et non pas dans l'ATI, contrairement au point de vue des États-Unis et du Taipei chinois (observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 115 du Groupe spécial).

[336] Voir le paragraphe 7.203 ci-dessus.

Communautés européennes ont utilisé cette version de la désignation de produits dans l'Annexe de leur Liste. Le Groupe spécial note que, parmi les participants à l'ATI qui ont inclus des désignations dans leurs listes, tous ont utilisé le libellé modifié figurant dans le document WT/MIN(96)/16/Corr.1 pour l'engagement concernant les systèmes d'affichage à écran plat. De fait, nous notons qu'il n'est pas contesté ici par les parties que les participants à l'ATI étaient convenus de modifier certaines désignations de produits figurant à l'Appendice B, y compris les désignations relatives aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)", et que les listes OMC des participants à cet accord ont témoigné de ces modifications.

7.226 Eu égard à notre point de vue selon lequel les participants à l'ATI entendaient modifier et ont effectivement modifié la désignation de produit relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat (...)", nous constatons qu'il n'y a pas de divergences entre la désignation de produit modifiée relative aux dispositifs d'affichage à écran plat figurant à l'Appendice B de l'ATI, tel qu'il est mentionné dans la note générale des CE, et celle qui est indiquée dans la liste figurant à l'Annexe de la Liste des CE. Par conséquent, nous ne traiterons pas plus avant la question de savoir si l'accent doit être mis sur les désignations de produits figurant dans l'Appendice B de l'ATI, ou sur celles qui sont reproduites séparément dans l'Annexe de la Liste des CE. Dans la mesure où les désignations de produits elles-mêmes définissent la portée des obligations (un point sur lequel nous reviendrons plus bas), la formulation identique utilisée dans ces désignations de produits dans l'ATI, d'une part, et la formulation qui est reproduite dans la Liste des CE, d'autre part, feraient naître des obligations de portée identique.

2. Les mesures en cause et leurs effets

7.227 Le Groupe spécial va maintenant examiner les mesures en cause spécifiquement indiquées par les plaignants, telles qu'elles sont énoncées plus haut au paragraphe 7.128, ainsi que leurs effets. De plus, nous examinerons le Règlement n° 179/2009 du Conseil qui, ainsi que nous l'avons déterminé plus haut au paragraphe 7.190, est une modification du Règlement n° 493/2005 du Conseil. Comme nous l'avons expliqué, nous n'examinerons pas le Règlement n° 493/2005 du Conseil car il a été remplacé par le Règlement n° 179/2009 du Conseil. Nous rappelons que les Communautés européennes n'ont pas contesté l'examen de l'une ou l'autre de ces mesures.

a) Règlement n° 2658/87 du Conseil, modifié par le Règlement n° 948/2009 de la Commission

7.228 Comme il est expliqué plus haut aux paragraphes 7.39 à 7.45, le Règlement n° 2658/87 du Conseil établit la NC et le TDC.[337]

7.229 Nous rappelons que nous avons conclu plus haut au paragraphe 7.146 que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, y compris son annexe I, tel qu'il a été modifié en dernier lieu, était la mesure spécifique en cause dans le présent différend et avait été correctement indiqué en tant que tel dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

7.230 La NC1997[338] a inclus les désignations suivantes pour les sous-positions NC 8471 60 et la position NC 8528:

[337] Règlement n° 2658/87 du Conseil, article premier (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).
[338] Pièce TPKM-22.

Code NC	Désignation des marchandises	Taux des droits		Unité supplémentaire
		autonomes (%)	conventionnels (%)	
1	2	3	4	5
8471	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs:			
8471 60	- Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire:			
8471 60 10	-- destinées à des aéronefs civils (1):	11	Exemption	p/st
	-- autres:			
8471 60 40	--- Imprimantes	11	2	p/st
8471 60 50	--- Claviers	11	2	p/st
8471 60 90	--- autres	11	1	p/st

Code NC	Désignation des marchandises	Taux des droits		Unité supplémentaire
		autonomes (%)	conventionnels (%)	
1	2	3	4	5
8528	Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo:			
	- Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:			
8528 12	-- en couleurs:			
8528 13 00	-- en noir et blanc ou en autres monochromes	22	68	p/st
	- Moniteurs vidéo:			
8528 21	-- en couleurs:			
	--- avec tube cathodique:			
8528 21 14	---- présentant un rapport largeur/hauteur de l'écran inférieur à 1,5	22	14	p/st
	---- autres:			
8528 21 16	----- dont les paramètres d'analyse n'excèdent pas 625 lignes	22	14	p/st
8528 21 18	----- dont les paramètres d'analyse excèdent 625 lignes	22	14	p/st
8528 21 90	--- autres	22	14	p/st
8528 22 00	-- en noir et blanc ou en autres monochromes	22	14	p/st

7.231 La NC2007 a introduit les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00 bénéficiant de la franchise de droits en remplacement du code NC 8471 60 80 bénéficiant de la franchise de droits[339], et le code NC 8528 59 90 passible de droits en remplacement du code NC 8528 21 90.[340]

7.232 La NC2010 conserve la même structure et le même TDC que la NC2007, à savoir[341]:

Code NC	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)	Unité supplémentaire
1	2	3	4
8528	Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:		
	- Moniteurs à tube cathodique:		
8528 41 00	-- des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471	Exemption	p/st
8528 49	-- autres:		
8528 49 10	--- en noir et blanc ou en autres monochromes	14	p/st
	--- en couleurs:		
8528 49 35	---- présentant un rapport largeur/hauteur de l'écran inférieur à 1,5	14	p/st
	---- autres:		
8528 49 91	----- dont les paramètres d'analyse n'excèdent pas 625 lignes	14	p/st
8528 49 99	----- dont les paramètres d'analyse excèdent 625 lignes	14	p/st
	- autres moniteurs:		
8528 51 00	-- des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471	Exemption	p/st
8528 59	-- autres:		
8528 59 10	--- en noir et blanc ou en autres monochromes	14[1]	p/st
8528 59 90	--- en couleurs	14[2]	p/st

[1] Droit de douane suspendu, à titre autonome, jusqu'au 31 décembre 2010, pour les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm (code TARIC 8528 59 10 10).

[2]Droit de douane suspendu, à titre autonome, jusqu'au 31 décembre 2010, pour les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10 (code TARIC 8528 59 90 40).

[339] Le code NC 8471 60 80 a remplacé la position NC 8471 60 90 bénéficiant de la franchise de droits qui figurait dans des versions antérieures de la NC.

[340] NC2007 (pièces US-47; JPN-2; TPKM-34).

[341] Les termes et taux de droits applicables du code NC 8528 41 00 et du code NC 8528 51 00 sont identiques dans la NC2007, la NC2008, la NC2009 et la NC2010.

7.233 Dans la NC2010, le code NC 8528 59 90 est assorti d'un taux de droit de 14 pour cent, qui est visé par une suspension du droit à titre autonome, jusqu'au 31 décembre 2010, "pour les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10 (code TARIC 8528 59 90 40)".[342]

i) Arguments des parties

7.234 Les **plaignants** estiment que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, en particulier son annexe I, tel qu'il a été modifié, stipule les mesures communautaires fondamentales sur les droits de douane et prévoit que tous les moniteurs sont classés dans la position NC 8528. Ils font valoir que les positions NC pertinentes depuis l'entrée en vigueur de la NC2007 sont le code NC 8528 51 00 applicable à "autres moniteurs" "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" et les codes NC qui relèvent de la position NC 8528.59 applicable à "autres".[343] Ils font valoir que les produits classés dans ces positions relevaient auparavant de la position NC 8471 (code NC 8471 60 90 ou 8471 60 80), avant la NC2007. Le Japon fait en outre valoir que les codes NC 8528 59 10, 8528 72 20 à 8528 72 99 et 8528 73 00 sont également pertinents.[344]

7.235 Les **Communautés européennes** font valoir que les codes NC 8528 51 00 et 8528 41 00 qui figurent dans la NC actuelle sont les dispositions pertinentes mettant en œuvre les obligations au titre de l'ATI, et accordent tous deux la franchise de droits pour les moniteurs "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471".[345] Elles affirment qu'on ne sait pas très bien sur quelles bases il a été considéré que les Communautés européennes manqueraient à leurs obligations au titre de l'allégation fondée sur la sous-position 8471 60 du SH1996 (code NC 8471 60 90) parce que le champ d'application combiné des codes NC 8528 51 00 et 8528 41 00 dans le SH2007 est au moins aussi vaste que celui du code NC 8471 60 90 dans la Liste des CE, malgré des différences dans le libellé des positions.[346] Ainsi, on peut supposer que les Communautés européennes soutiennent que toute violation alléguée pourrait uniquement découler de l'effet interprétatif allégué de certains critères prévus dans les NENC 2008/C 133/01 lorsqu'ils sont appliqués en liaison avec la NC.[347] Elles soutiennent que la manière dont il est considéré que la NC viole l'article II du GATT de 1994 en ce qui a trait à l'allégation formulée par les plaignants au titre de la désignation relative aux dispositifs d'affichage à écran plat n'est pas claire. À leur avis, la manière dont il convient de déterminer à quel endroit certains produits comme les télévisions ou les moniteurs vidéo devraient être classés n'est pas claire.[348]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.236 Les parties ne semblent pas contester la teneur du Règlement n° 2658/87 du Conseil.

---

[342] NC2010, page 574, note de bas de page "(2)". Dans la NC2008, le code NC 8528 59 90 est assorti d'un taux de droit de 14 pour cent visé par une suspension du droit à titre autonome, jusqu'au 31 décembre, "pour les moniteurs vidéo dont la diagonale d'écran n'excède pas 48,5 cm et de format 4:3 ou 5:4 (code TARIC 8528 59 90 30)" (NC2008, page 575, note de bas de page "(1)"). Dans la NC2009, le code NC 8528 59 90 est également assorti d'un taux de droit de 14 pour cent, mais aucune suspension du droit n'est mentionnée (NC2009, page 574).

[343] Réponse des plaignants à la question n° 66 du Groupe spécial.

[344] Réponse du Japon à la question n° 66 du Groupe spécial.

[345] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 44 et 45.

[346] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 46.

[347] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 46; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 25 et 26.

[348] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 47.

7.237 Les plaignants ont indiqué que les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00 bénéficiant de la franchise de droits et le code NC 8528 59 90 passible de droits étaient les codes pertinents pour leurs allégations. La NC2010 actuelle inclut un renvoi à une suspension du droit à titre autonome jusqu'au 31 décembre 2010, "pour les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10 (code TARIC 8528 59 90 40)".

7.238 Les Communautés européennes n'ont pas contesté que les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00 remplaçaient le code NC 8471 60 90 bénéficiant de la franchise de droits. Par ailleurs, elles n'ont pas mentionné d'autres positions pertinentes.

7.239 Le **Groupe spécial** croit donc comprendre que les Communautés européennes classent maintenant les produits qui relevaient auparavant du code NC 8471 60 90 dans les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00.

7.240 Compte tenu du libellé des désignations relatives à ces codes NC, il apparaît manifestement que, d'après la NC, les "moniteurs des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" peuvent être classés dans les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00 bénéficiant de la franchise de droits. Parmi ceux-ci, il y a les moniteurs avec affichage à tubes cathodiques (relevant du code NC 8528 41 00) et les "autres" types de moniteurs (relevant du code NC 8528 51 00).

7.241 Les "moniteurs" sans affichage par tubes cathodiques qui sont en noir et blanc ou en autres monochromes relèvent du code NC 8528 59 10 passible de droits et sont assujettis à un droit *ad valorem* de 14 pour cent, et les "moniteurs" en couleurs relèvent du code NC 8528 59 90 et sont assujettis à un droit *ad valorem* de 14 pour cent. Conformément à la suspension du droit à titre autonome mentionnée dans la NC2010, les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides "dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm" bénéficient d'une exonération de droit. Les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides "dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10", bénéficient pareillement d'une exonération de droits.

b) NENC 2008/C 133/01

7.242 Le 30 mai 2008, les Communautés européennes ont publié une nouvelle version consolidée des NENC au Journal officiel de l'UE, c'est-à-dire les NENC 2008/C 133/01.[349]

7.243 Les NENC 2008/C 133/01 incluent notamment les sous-positions NC suivantes de la position SH 8528:

[349] Préface des NENC 2008/C 133/01. Il est précisé dans la préface que "[l]a présente édition des NENC reprend et, le cas échéant, remplace celles publiées jusqu'au 11 avril 2008 dans la série C du Journal officiel de l'Union européenne. Les NENC publiées dans la série C du Journal officiel après cette date restent en vigueur et seront insérées dans ces notes, lors d'une prochaine révision de celles-ci".

"**8528 41 00** **des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471**

Les moniteurs de la présente sous-position fonctionnent à l'aide de la technologie d'affichage par tubes cathodiques (CRT).

Les caractéristiques de ces moniteurs permettent généralement à l'opérateur de travailler sans fatigue pendant de longues périodes, à proximité de l'unité.

Les moniteurs de la présente sous-position se caractérisent comme suit:

1. ils sont capables d'accepter uniquement des signaux provenant de l'unité centrale d'une machine automatique de traitement de l'information relevant du chapitre 8471;

2. ils ont généralement un format 4:3 ou 5:4;

3. ils comprennent fréquemment des mécanismes permettant le réglage de l'inclinaison et du pivotement, ainsi que des écrans sans reflet;

4. ils peuvent comporter au maximum deux haut-parleurs.

Les moniteurs de type CRT présentent les caractéristiques spécifiques suivantes:

1. ils sont équipés de connecteurs caractéristiques (connecteurs SUB-D, par exemple);

2. ils sont équipés de pas d'écran commençant à 0,41 mm pour une résolution moyenne et diminuant au fur et à mesure que la résolution augmente.

Les moniteurs de cette sous-position ne peuvent pas:

- être connectés à une source vidéo telle qu'un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo;

- comporter des composants (tels qu'un décodeur chroma ou un séparateur Y/C) permettant au moniteur d'afficher une image à partir d'un signal bande de base composite (CVBS) ou d'un signal vidéo composite (dont les ondes ont une forme qui correspond à une norme de diffusion telle que NTSC, SECAM, PAL, D-MAC), ou d'un signal S-vidéo, ou des composants capables de reproduire une image provenant d'un signal de format vidéo (par exemple YUV, YC_BC_R, YP_BP_R), SDI (Serial Digital Interface), HD-SDI (Haute Définition SDI) ou vidéonumérique "DV" (par exemple MPEG1, MPEG2, MPEG4);

- être munis d'un récepteur infrarouge pour la réception de signaux d'une télécommande externe à infrarouge;

- être munis d'un bouton de changement de programme précédents/suivants;

- être équipés d'interfaces telles que DVI-D, DVI-I et HDMI (interface multimédia haute définition), même si celles-ci n'offrent pas un cryptage HDCP (protection de contenu numérique sur bande large);

- être équipés de connexions pour modules à fente ("slot in") ou pour autres dispositifs permettant la connexion à une source vidéo ou la réception de signaux de télévision;

- être utilisés dans des systèmes autres que les systèmes automatiques de traitement de l'information (par exemple systèmes de cinéma à domicile, systèmes d'édition vidéo, systèmes d'imagerie médicale ou systèmes de l'industrie de l'imprimerie ou des arts graphiques (réalisation de tirages préliminaires d'épreuves en couleurs).

La présente sous-position ne comprend pas les panneaux d'indication de la position n° 8531.

8528 49 10 — en noir et blanc ou en autres monochromes

Les notes explicatives relatives aux sous-positions 8528 49 35 à 8528 49 99 s'appliquent, *mutatis mutandis*.

8528 49 35 à 8528 49 99 — en couleurs

Les moniteurs relèvent des présentes sous-positions sauf si l'on peut démontrer qu'ils sont d'un type utilisé uniquement ou principalement dans un système de traitement automatique des données.

Les caractéristiques de ces moniteurs leur permettent généralement une utilisation prolongée, à distance, par exemple lors d'expositions, dans des studios de télévision ou avec des systèmes de cinéma à domicile et de surveillance vidéo.

Certains de ces moniteurs permettent une utilisation à proximité, par exemple pour des applications de mesure, de contrôle ou médicales, ou avec des caméras placées à l'arrière de véhicules ou des appareils radio d'aide à la navigation.

Certains moniteurs sont équipés de connecteurs ou d'interfaces du type Cinch/RCA, BNC, SCART, Mini DIN 4-pin/Hosiden, DVI-D, DVI-I et HDMI (interface multimédia haute définition). Ces connecteurs ou interfaces permettent la réception d'un signal provenant d'une source vidéo comme un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo. Ces moniteurs peuvent également être équipés d'interfaces pour être connectés à un système automatique de traitement de l'information de la position tarifaire 8471.

Certains moniteurs peuvent être équipés d'interfaces permettant la réception de signaux provenant de sources telles qu'une caisse enregistreuse, un distributeur automatique (ATM), un appareil radio d'aide à la navigation, un écran de contrôle numérique ou un contrôleur mémoire programmable, un appareil de mesure ou des applications de contrôle ou médicales du chapitre 90.

Ils peuvent avoir leurs entrées de signaux rouge (R), vert (G) et bleu (B) séparées ou encore comporter des composants (tels qu'un décodeur chroma ou un séparateur Y/C) permettant au moniteur d'afficher une image à partir d'un signal bande de base composite (CVBS) ou d'un signal vidéo composite (dont les ondes ont une forme qui correspond à une norme de diffusion telle que NTSC, SECAM, PAL, D-MAC), d'un signal S-vidéo ou des composants capables de reproduire une image provenant d'un signal vidéo (par exemple YUV, YC_BC_R, YP_BP_R), SDI (Serial Digital Interface),

HD-SDI (Haute Définition SDI) ou vidéonumérique "DV" (par exemple MPEG1, MPEG2, MPEG4).

Ils peuvent être équipés de connecteurs pour la réception de signaux audio.

Les présentes sous-positions ne comprennent pas:

a) les vidéophones (sous-position 8517 69 10);
b) les panneaux indicateurs de la position 8531.

8528 51 00 à 8528 59 90 **autres moniteurs**

Les moniteurs des présentes sous-positions fonctionnent avec des technologies d'affichage telles que les écrans à cristaux liquides (LCD), les diodes électroluminescentes organiques (OLED) ou les écrans plasma.

Les présentes sous-positions comprennent les moniteurs dont le projecteur et l'écran sont dans un même boîtier.

8528 51 00 **des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471**

La note explicative de la sous-position 8528 41 00 est applicable *mutatis mutandis*.

La caractéristique spécifique des moniteurs qui relèvent de la présente sous-position est de disposer en général d'un écran dont la diagonale mesure ou moins 48,5 cm.

8528 59 10 et 8528 59 90 **autres**

Les notes explicatives relatives aux sous-positions 8528 49 35 à 8528 49 99 s'appliquent, *mutatis mutandis*.

Les moniteurs des présentes sous-positions sont souvent aux formats 16:9 ou 16:10."

i) Arguments des parties

7.244 Les **plaignants** font valoir que les NENC 2008/C 133/01 limitent l'exonération de droits prévue dans le code NC 8528 51 00 aux "moniteurs" qui "sont capables d'accepter uniquement des signaux provenant de l'unité centrale d'une machine automatique de traitement de l'information relevant du chapitre 8471", aux moniteurs qui "ne peuvent pas … être connectés à une source vidéo telle qu'un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo" et sont donc capables d'accepter *uniquement* des signaux provenant de l'unité centrale d'une machine automatique de traitement de l'information, et par ailleurs aux moniteurs qui ne sont pas équipés d'interfaces telles que la DVI. Sous réserve de la condition mentionnée dans la note relative au code NC 8528 51 00 selon laquelle "[l]a caractéristique spécifique des moniteurs qui relèvent de la présente sous-position est de disposer en général d'un écran dont la diagonale mesure ou moins 48,5 cm", les plaignants estiment que les moniteurs qui sont principalement destinés à des machines automatiques de traitement de l'information ou à d'autres produits visés par l'ATI sont exclus du régime en franchise de droits prévu

dans le code NC 8528 51 00.[350] Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** soutiennent que ces critères s'appliquent dans le cadre du code NC 8528 51 00 vu l'emploi de l'expression "*mutatis mutandis*" dans les notes explicatives qui renvoient au code NC 8528 41 00.[351] Les États-Unis relèvent en outre que d'après le libellé de la note relative au code NC 8528 59 90 figurant dans la NENC 2008/C 133/01, il est précisé que les moniteurs qui peuvent être classés dans le code NC 8528 59 90 "*peuvent également* être équipés d'interfaces pour être connectés à un système automatique de traitement de l'information de la position tarifaire 8471".[352] À leur avis, un connecteur DVI constitue une telle interface. Par conséquent, les États-Unis font valoir que même si un moniteur est "pour" une machine automatique de traitement de l'information, il relève de la position 8528 59 90 et est passible d'un droit de 14 pour cent.[353]

7.245 Les arguments des **Communautés européennes** concernant le point de savoir si les NENC sont "non juridiquement contraignantes" ou par ailleurs "inapplicables" dans la mesure où elles vont à l'encontre de la NC sont énoncés plus haut aux paragraphes 7.147 et 7.148. De plus, les Communautés européennes font valoir que les plaignants ont circonscrit leur contestation à l'expression *mutatis mutandis* employée dans la NENC relative au code NC 8528 51 00. Bien qu'elles fassent valoir que la NENC relative au code NC 8258 41 00 prévoie plusieurs critères de classement pertinents, cette NENC n'est pas en elle-même contestée en vertu de l'une ou l'autre de ces allégations.[354] Compte tenu des termes employés dans la NENC relative au code NC 8528 41 00 selon lesquels les "moniteurs de la présente sous-position fonctionnent à l'aide de la technologie d'affichage par tubes cathodiques (CRT)", les Communautés européennes font valoir que, pour appliquer la NENC à d'autres technologies *mutatis mutandis*, il est nécessaire d'établir une distinction entre les critères techniques qui sont pertinents uniquement par rapport à la technologie d'affichage par tubes cathodiques. Elles font donc valoir que l'expression *mutatis mutandis* n'incorpore pas l'ensemble de la NENC relative au code NC 8528 41 00 dans la NENC relative au code NC 8528 51 00.[355] À titre d'exemple, elles mentionnent le membre de phrase "moniteurs de type CRT présentent les caractéristiques spécifiques suivantes …". De plus, les Communautés européennes font valoir que le libellé de la NENC n'empêche pas l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire dans le classement des moniteurs en fonction de caractéristiques objectives.[356] Dans la mesure où les critères ont même été appliqués de manière rigide, les Communautés européennes affirment que les critères ne

[350] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 124; première communication écrite du Japon, paragraphes 226 et 250; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 84 et 180. Les États-Unis font référence à plusieurs RTC délivrés par des États membres des CE pour étayer leurs arguments selon lesquels les moniteurs ont été classés (ou classés à nouveau) dans une position passible de droits à cause de la présence d'une DVI. Ils se réfèrent en particulier à un RTC délivré par un État membre des CE indiquant que les moniteurs bénéficiant de la franchise de droits "doivent être capables de recevoir des signaux provenant d'un ordinateur à l'exclusion de toute autre source", et qu'un "moniteur ACL comportant des entrées DVI, dont la diagonale d'écran n'excède pas [48,5 cm], dont le format est 4:3 ou 5:4" et "comportant des entrées vidéo ou DVI" relève du code NC 8528 59 90 et est passible de droits (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 127 (pièce US-50)).

[351] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 30; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 31. Les États-Unis font valoir que les RTC montrent que les États membres de l'UE ont appliqué les critères relatifs à la DVI et à la connectabilité qui figurent dans les NENC pour classer les marchandises dans le code NC 8528 59 90 vu l'expression *mutatis mutandis* employée dans ce code (deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 31).

[352] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 126 (pas d'italique dans l'original).

[353] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 126 (pas de guillemets dans l'original).

[354] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 50.

[355] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 51.

[356] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 66 à 69; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55.

sont plus applicables en vertu de la législation communautaire au vu de l'arrêt *Kamino* rendu par la Cour européenne de justice.[357] Enfin, elles font valoir qu'elles sont en train d'abroger ou de modifier la NENC 2008/C 133/01 au vu de cet arrêt.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.246 Le **Groupe spécial** rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.160, à savoir que les NENC indiquées par les plaignants dans le présent différend sont des mesures qui peuvent être contestées "en tant que telles".

7.247 Les plaignants ont identifié un membre de phrase figurant dans la NENC relative au code NC 8528 51 00 dans la NENC 2008/C 133/01 relative aux moniteurs "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471". Ils mentionnent le membre de phrase "[l]a caractéristique spécifique des moniteurs qui relèvent de la présente sous-position est de disposer en général d'un écran dont la diagonale mesure ou moins 48,5 cm" ainsi que le membre de phrase figurant dans la NENC relative au code NC 8528 51 00 selon lequel "[l]a note explicative de la sous-position 8528 41 00 s'applique *mutatis mutandis*". Dans la position relative au code NC 8528 41 00, les plaignants relèvent les conditions selon lesquelles "[l]es moniteurs de cette sous-position ne peuvent pas: - être connectés à une source vidéo telle qu'un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo … - être équipés d'interfaces telles que DVI-D, DVI-I et HDMI (interface multimédia haute définition), même si celles-ci n'offrent pas un cryptage HDCP (protection de contenu numérique sur bande large".

7.248 En outre, le Groupe spécial fait observer que le membre de phrase figurant dans la NENC relative aux codes NC 8528 59 10 à 8528 59 90 dit que "[l]es notes explicatives relatives aux sous-positions 8528 49 35 à 8528 49 99 s'appliquent *mutatis mutandis*". Il est dit dans cette note que "[l]es moniteurs relèvent des présentes sous-positions sauf si l'on peut démontrer qu'ils sont d'un type utilisé uniquement ou principalement dans un système de traitement automatique des données".

7.249 S'agissant des codes NC 8528 51 00 et 8528 59 10 à 8528 59 90, il est dit dans la NENC 2008/C 133/01 que les notes explicatives relatives aux autres sous-positions s'appliquent "*mutatis mutandis*". La définition que donnent les dictionnaires de la locution latine "*mutatis mutandis*" est littéralement "things being changed that have to be changed" (les choses devant être changées étant changées) ou encore "making the necessary changes; with due alteration of details" (en effectuant les changements nécessaires; les détails étant modifiés comme il convient).[358] Dans le contexte de l'emploi de cette expression dans la section identifiée de la NENC 2008/C 133/01, nous croyons comprendre que cette référence indique que la totalité de la NENC relative au code NC auquel il est fait référence devrait s'appliquer dans la mesure du possible, sauf pour les changements *nécessaires*, les détails appropriés ayant été modifiés comme il convient.

7.250 Nous croyons comprendre que cela veut dire que la totalité de la NENC relative au code NC 8528 41 00 s'appliquerait à la NENC relative au code NC 8528 51 00, sauf pour les éléments ou critères qui n'auraient plus de sens dans le contexte du code NC 8528 51 00. Cela exclurait, par exemple, la référence dans le code NC 8528 41 00 à la "technologie d'affichage par tubes cathodiques (CRT)". Ainsi, la référence à la technologie CRT serait remplacée par les technologies d'affichage mentionnées dans le contexte du code NC 8528 51 00, y compris par exemple "les écrans à cristaux

[357] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 56 à 61 (faisant référence à la Cour européenne de justice (Kamino), paragraphe 47 (pièce TPKM-52)).

[358] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 1870.

liquides (LDC), les diodes électroluminescentes organiques (OLED) ou les écrans plasma". Sinon, les éléments essentiels de la NENC relative au code NC 8528 41 00 s'appliqueraient. La même approche s'applique au code NC 8528 59 10. Par conséquent, le Groupe spécial procédera sur cette base, en effectuant des changements uniquement quand ce sera nécessaire.

7.251 Nous commençons par la référence au code NC 8528 51 00 bénéficiant de la franchise de droits "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" qui relève de la sous-position pour les "autres moniteurs". Il est dit de cette position qu'elle s'applique aux moniteurs qui "fonctionnent avec des technologies d'affichage telles que les écrans à cristaux liquides (LCD), les diodes électroluminescentes organiques (OLED) ou les écrans plasma". La NENC relative au code NC 8528 51 00 s'applique *mutatis mutandis* à la NENC relative au code 8528 41 00, et mentionne en outre que les moniteurs relevant de cette position "dispos[ent] en général d'un écran dont la diagonale mesure ou moins 48,5 cm". Outre les indications données pour la mesure de la diagonale, les moniteurs relevant de cette position ont de ce fait la "capa[cité] d'accepter uniquement des signaux provenant de l'unité centrale d'une machine automatique de traitement de l'information relevant du chapitre 8471", entre autres caractéristiques. Par ailleurs, ces moniteurs "ne peuvent pas … être connectés à une source vidéo telle qu'un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo", "ne peuvent pas … être équipés d'interfaces telles que DVI-D, DVI-I et HDMI (interface multimédia haute définition) …", et "ne peuvent pas … être utilisés dans des systèmes autres que les systèmes automatiques de traitement de l'information …".[359]

7.252 Le Groupe spécial estime que, d'après la NC, lue conjointement avec la NENC, un système d'affichage basé sur la technologie d'affichage à cristaux liquides, celle des diodes électroluminescentes organiques ou celle des écrans plasma qui est classé dans le code NC 8528 51 00, comme les systèmes qui relèvent de la position 8528 41 00, *ne peut pas* être apte à être connecté à d'autres sources. Ces moniteurs peuvent donc accepter des signaux provenant *uniquement* d'une machine automatique de traitement de l'information. De plus, un moniteur qui est classé dans le code NC 8528 51 00 *ne peut pas* être équipé d'interfaces DVI-D ou DVI-I et d'autres interfaces similaires, y compris HDMI, et peut-être d'autres connecteurs qui ont des fonctions similaires (étant donné que les notes indiquent que les moniteurs visés "ne peuvent pas … être équipés d'interfaces *telles que* DVI-D, DVI-I …").

7.253 À notre avis, compte tenu de la nature définitive et absolue des membres de phrase cités, on peut dire que la NENC considérée s'applique en soi. En d'autres termes, ces aspects de la NENC ne laissent aucune marge de manœuvre aux autorités douanières. La simple présence d'une DVI, par exemple, ou la capacité d'accepter des signaux provenant d'une autre source qu'une machine automatique de traitement de l'information, a pour conséquence qu'un moniteur donné est exclu du code NC 8528 51 00 (en raison de l'application de la condition *mutatis mutandis* mentionnée dans la NENC relative à cette disposition).

7.254 Nous notons que ces termes restrictifs contrastent avec les termes moins restrictifs employés dans d'autres aspects des NENC. À titre d'exemple, il est dit dans la NENC relative au code NC 8528 41 00 (qui est applicable aux produits classés dans le code NC 8528 51 00 du fait de la condition *mutatis mutandis* qui figure dans la NENC relative au code NC 8528 51 00) que "[l]es caractéristiques de ces moniteurs permettent *généralement* à l'opérateur de travailler sans fatigue pendant de longues périodes, à proximité de l'unité"; "[les moniteurs] ont *généralement* un format 4:3 ou 5:4"; "ils comprennent *fréquemment* des mécanismes permettant le réglage de l'inclinaison et du pivotement, ainsi que des écrans sans reflet"; et "ils *peuvent* comporter au maximum deux haut-parleurs". Rien

[359] NENC 2008/C 133/01 (pièces US-49; JPN-18; TPKM-23).

dans le texte de la NENC, par exemple, n'empêche automatiquement un classement simplement parce qu'un moniteur ne permet pas de travailler sans fatigue pendant de longues périodes à proximité de l'unité, ou a un format 4:3 ou 5:4.

7.255 Les codes NC 8528 59 10 et 8528 59 90 s'appliquent aux "autres" moniteurs que ceux relevant du code NC 8528 51 00 qui "fonctionnent avec des technologies d'affichage telles que les écrans à cristaux liquides (LCD), les diodes électroluminescentes organiques (OLED) ou les écrans plasma". La NENC relative au code NC 8528 59 10 et 8528 59 90 s'applique *mutatis mutandis* à la NENC relative aux codes NC 8528 49 35 à 8528 49 99, ces codes s'appliquant exclusivement aux moniteurs "en couleurs".[360] La NENC relative à ces positions indique que les moniteurs relèvent de ces positions "*sauf* si l'on peut démontrer qu'ils sont d'un type utilisé uniquement ou principalement dans un système de traitement automatique des données". De plus, il est indiqué que certains moniteurs classés dans ce code NC sont équipés d'interfaces, y compris, entre autres interfaces, la DVI-D, la DVI-I et la HDMI, qui permettent la réception d'un signal provenant d'une source vidéo comme un lecteur ou lecteur/enregistreur de DVD, une caméra ou un caméscope, un récepteur d'émissions retransmises par satellite ou un lecteur de jeu vidéo".

7.256 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la NENC relative au code NC 8528 51 00 prescrit que les moniteurs seront exclus de cette sous-position s'ils sont capables de recevoir des signaux provenant d'autres sources que des machines automatiques de traitement de l'information, comme le seront les moniteurs qui sont équipés de la DVI, de la HDMI ou d'autres interfaces capables de remplir une fonction similaire.

7.257 Les Communautés européennes ont confirmé que le code NC 8528 51 00 est le seul code NC bénéficiant de la franchise de droits possible dont peuvent relever les moniteurs à écran plat en couleurs ne fonctionnant pas à l'aide de la technologie d'affichage par tubes cathodiques (CRT).[361]

7.258 Nous concluons donc que les moniteurs qui satisfont à l'un ou l'autre des critères ou aux deux, c'est-à-dire les moniteurs capables de recevoir des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information ou les moniteurs équipés de la DIV, de la HDMI ou de connecteurs similaires, ne peuvent pas être classés dans la sous-position 8528 51 bénéficiant de la franchise de droits. Ces critères fonctionnent comme des règles impératives, "en soi" ou "automatiques". Les moniteurs en question devraient donc être classés dans le code NC 8528 59 10 ou 8528 59 90, qui prévoit un droit de 14 pour cent.

c) Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission

7.259 Le Règlement n° 634/2005, qui a été adopté le 26 avril 2005 et publié au Journal official de l'UE le 27 avril 2005, porte sur le classement de certains "[m]oniteur[s] couleur" fonctionnant à l'aide de la technologie d'affichage à cristaux liquides.

7.260 Le point 4 de l'annexe de ce règlement porte sur le classement dans le code NC 8528 21 90 du produit suivant:

---

[360] Les mêmes notes explicatives s'appliquent *mutatis mutandis* aux moniteurs avec affichage à tubes cathodiques relevant du code NC 8528 49 10, c'est-à-dire les moniteurs avec affichage à tubes cathodiques en noir et blanc ou monochromes qui ne sont pas des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471.

[361] Voir le paragraphe 7.235 plus haut; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 44.

> "Moniteur couleur à technologie LCD (dispositif à cristaux liquides), dont la diagonale d'écran mesure 38,1 cm (15") et de dimension de 30,5 (L) × 22,9 (H) × 8,9 (P) cm, présentant les caractéristiques suivantes: – résolution maximale de 1 024 × 768 pixels, – fréquences de balayage de 30-80 kHz (horizontal) et de 56-75 Hz (vertical). L'article est doté des interfaces suivantes: – carte d'entrée vidéographique (VGA), – entrée DVI (interface vidéonumérique), – entrée/sortie BNC, – entrée/sortie (format) S vidéo (Y/C), – entrée/sortie audio. L'appareil peut afficher des signaux provenant de différentes sources telles qu'une machine automatique de traitement de l'information, un système de télévision en circuit fermé, un lecteur de DVD ou un caméscope."

7.261 Il est précisé au point 4 de l'annexe qu'"[u]n classement dans le n° 8471 60 est exclu car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (chapitre 84, note 5) puisqu'il peut afficher des signaux numériques en provenance de différentes sources".

7.262 Le Règlement n° 2171/2005 de la Commission, qui a été adopté le 23 décembre 2005 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 29 décembre 2005, porte sur le classement de certains "[m]oniteurs en couleurs" fonctionnant à l'aide de la technologie d'affichage à cristaux liquides.

7.263 Le point 1 de l'annexe de ce règlement porte sur le classement dans le code NC 8471 60 80[362] du produit suivant:

> "Moniteur en couleurs à affichage à cristaux liquides (LCD), dont la diagonale d'écran mesure 38,1 cm (15"), dont les dimensions complètes sont de 34,5 (L) × 35,3 (H) × 16,5 (P) cm (format 5:4) et présentant les caractéristiques suivantes: – résolution maximale de 1 024 × 768 pixels à 75 Hz, – taille des pixels de 0,279 mm. L'appareil est uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches. Il est destiné à être utilisé conjointement avec un article relevant de la position 8471 uniquement."

7.264 Il est précisé au point 1 de l'annexe que "[c]e moniteur est destiné à recevoir les signaux émis par l'unité centrale d'un système automatique de traitement de l'information". L'explication additionnelle suivante est fournie:

> "L'appareil peut également reproduire des signaux vidéophoniques. Toutefois, compte tenu de sa taille et de sa capacité limitée à recevoir des signaux émis par une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information par l'intermédiaire d'une carte sans fonction de traitement du signal vidéo, il est considéré comme étant du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information."

7.265 Le point 2 de l'annexe de ce règlement porte sur le classement dans le code NC 8528 21 90 du produit suivant:

---

[362] Nous rappelons qu'il est dit plus haut au paragraphe 7.231 que le code NC 8471 60 80 a remplacé la position bénéficiant de la franchise de droits NC 8471 60 90 dans la NC2006. Les codes NC 8528 41 00 et 8528 51 00, qui ont remplacé le code NC 8471 60 80, ont été introduits dans la NC2007.

> "Moniteur en couleurs à affichage à cristaux liquides (LCD), dont la diagonale d'écran mesure 50,8 cm (20"), dont les dimensions complètes sont de 47,1 (L) × 40,4 (H) × 17,4 (P) cm (format 16:10) et présentant les caractéristiques suivantes: – définition de l'écran: 100 ppp, – taille des pixels: 0,25 mm, – résolution maximale de 1 680 × 1 050 pixels, – bande passante fixe de 120 MHz. L'appareil est destiné à être utilisé pour la réalisation de graphiques complexes (systèmes CAO/FAO) ainsi que pour le montage et la production de films vidéo. L'appareil est muni d'une interface vidéonumérique (DVI), qui lui permet d'afficher des signaux émis par une machine automatique de traitement de l'information par l'intermédiaire d'une carte graphique capable de traiter des signaux vidéo (pour le montage et la production de films vidéo, par exemple). Ce moniteur permet également d'afficher des textes, des titres sur plusieurs colonnes, des présentations, etc."

7.266 Il est précisé au point 2 de l'annexe qu'"[u]n classement dans la sous-position 8471 60 est exclu, car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (voir la note 5 B) du chapitre 84)".

7.267 Le point 3 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission porte sur le classement dans le code NC 8528 21 90 du produit suivant:

> "Moniteur en couleurs à affichage à cristaux liquides (LCD), dont la diagonale d'écran mesure 54 cm (21"), dont les dimensions complètes sont de 46,7 (L) × 39,1 (H) × 20 (P) cm (format 4:3) et présentant les caractéristiques suivantes: – résolution maximale de 1 600 × 1 200 pixels à 60 Hz, – taille des pixels: 0,27 mm. L'appareil est doté des interfaces suivantes: – mini D-sub 15 broches, – DVI-D, – DVI-I, – entrée et sortie audio. L'appareil peut afficher des signaux en provenance de différentes sources, comme un système de télévision en circuit fermé, un lecteur de DVD, un caméscope ou une machine automatique de traitement de l'information."

7.268 Il est précisé au point 3 de l'annexe qu'"[u]n classement dans la sous-position 8471 60 est exclu, car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (voir la note 5 du chapitre 84) puisqu'il peut afficher des signaux émis par différentes sources".

7.269 Le point 4 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission porte sur le classement dans le code NC 8528 21 90 du produit suivant:

> "Moniteur en couleurs à affichage à cristaux liquides (LCD), dont la diagonale d'écran mesure 76 cm (30"), dont les dimensions complètes sont de 71 (L) × 45 (H) × 11 (P) cm (format 15:9) et présentant les caractéristiques suivantes: – résolution maximale de 1 024 × 768 pixels, – taille des pixels: 0,50 mm. L'appareil est doté des interfaces suivantes: – 15 broches mini DIN, – BNC, – 4 broches mini DIN, – RS 232 C, – DVI-D, – stéréo et PC audio. L'appareil peut afficher des signaux en provenance de différentes sources, comme un système de télévision en circuit fermé, un lecteur de DVD, un caméscope ou une machine automatique de traitement de l'information."

7.270 Il est précisé au point 4 de l'annexe qu'"[u]n classement dans la sous-position 8471 60 est exclu, car le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système

automatique de traitement de l'information (voir la note 5 du chapitre 84) puisqu'il peut afficher des signaux émis par différentes sources".

i) Arguments des parties

7.271 Les **plaignants** font valoir que les points cités qui figurent dans les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission déterminent le traitement tarifaire en fonction de la "[capacité d'un moniteur à] afficher des signaux émis par différentes sources", selon que le moniteur "n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" ou "peut afficher des signaux émis par différentes sources". En d'autres termes, le classement est déterminé en fonction du point de savoir si un moniteur est ou non utilisé exclusivement dans un système automatique de traitement de l'information.[363] Les **États-Unis** font valoir que le fait que les Communautés européennes ont conclu que les dispositifs d'affichage mentionnés au point 4 de l'annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission étaient classés dans une position passible de droits n'étayait pas la conclusion selon laquelle la présence d'un connecteur DVI n'était pas déterminante. Ils allèguent que les Communautés européennes ont reconnu, en ce qui concerne le point 2 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission, que la présence d'un connecteur DVI était déterminante pour le classement.[364] Les plaignants rejettent en outre le fait que le point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission permet de faire valoir que les systèmes d'affichage aptes à être connectés à plusieurs sources peuvent bénéficier de la franchise de droits. À cet égard, ils font valoir que le dispositif n'est *pas* doté d'une interface DVI ou d'un autre connecteur qui permettrait d'utiliser le dispositif avec des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information.[365] Enfin, les États-Unis présentent des RTC émanant des autorités douanières des CE qui classent ces dispositifs dans une position passible de droits[366] et font valoir que les Communautés européennes n'ont pas cité d'éléments de preuve provenant de décisions des autorités douanières visant à démontrer qu'un dispositif doté d'une DVI ou un dispositif apte à recevoir des signaux émis par une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information pouvait être classé dans une position bénéficiant de la franchise de droits.[367]

7.272 Comme il en est question plus haut aux paragraphes 7.161 à 7.167, les **Communautés européennes** font valoir que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission "ont effectivement perdu leur pertinence" et qu'elles ont entrepris de les abroger ou de les remplacer.[368] De plus, elles font spécifiquement valoir que le point 1 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission démontre qu'un moniteur qui peut reproduire des signaux vidéophoniques a été classé dans le code bénéficiant de la franchise de droits NC 8471 60 80.[369] Elles font donc valoir qu'il est inexact de dire que les Communautés européennes "limiteraient [dans tous les cas] le champ des dispositifs d'affichage à écran plat visés par la concession à ceux qui peuvent *uniquement* être utilisés

[363] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 125 et 126; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 69; première communication écrite du Japon, paragraphe 245; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 69 et 77.

[364] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 70.

[365] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 71; réponse des plaignants à la question n° 145 du Groupe spécial.

[366] Pièce US-50.

[367] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 71 (faisant référence aux RTC IE06NT-14-501-01, IE06NT-14-501-02 et IE06NT-14-501-03 (pièce US-50)).

[368] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[369] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 67.

avec une machine automatique de traitement de l'information".[370] Par ailleurs, les Communautés européennes font valoir que ces règlements de la Commission démontrent que l'existence d'une DVI n'est pas forcément déterminante. En particulier, elles font valoir qu'une DVI fait simplement partie des nombreuses autres caractéristiques techniques énumérées au point 4 de l'annexe du Règlement n° 634/2005, et aux points 3 et 4 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission. À leur avis, seul le point 2 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 pourrait être invoqué pour démontrer que la présence d'un connecteur DVI a été décisive aux fins du classement.[371]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.273 Le **Groupe spécial** rappelle au vu des paragraphes 7.166 et 7.167 ci-dessus qu'il est approprié de formuler des constatations et recommandations au sujet de la compatibilité des Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission avec les règles de l'OMC.

7.274 Nous examinons maintenant l'effet des points pertinents des deux règlements de la Commission.

7.275 Nous notons que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission prévoient le classement de certains moniteurs ACL dans les codes NC 8471 60 80 et 8528 21 90 tels que ces codes existaient dans le SH2002.[372] Comme les Communautés européennes l'ont expliqué, ces codes ont été remplacés par les codes NC 8528 41 00 et 8528 59 90, respectivement, dans la NC2007, après la mise en œuvre du SH2007.[373] Dans le contexte du présent différend, le Japon et le Taipei chinois ont fait valoir que les autorités douanières nationales des Communautés européennes pouvaient toujours déterminer le classement douanier approprié en utilisant un "tableau de conversion" qui renvoyait aux positions NC préexistantes. Ainsi, ils font valoir que les fonctionnaires des douanes peuvent conclure qu'un appareil auparavant classé dans un code NC remplacé relève maintenant du code NC actualisé.[374] De plus, les États-Unis ont versé un RTC au dossier, en alléguant que les autorités douanières françaises avaient utilisé un règlement de classement fondé sur un code NC abrogé pour justifier le classement d'un produit dans le code NC actualisé pertinent.[375] En réponse, les Communautés européennes font valoir que le tableau de conversion "n'a pas été adopté par la Commission" et "reflète exclusivement les vues des services de la Commission responsables des questions douanières".[376] Elles font aussi valoir que dans le RTC mentionné par les États-Unis, il était dit que le règlement de classement en question était simplement mentionné comme source additionnelle étayant l'interprétation du Règlement n° 2658/87 du Conseil".[377]

7.276 Nous notons l'opinion des Communautés européennes selon laquelle les codes NC 8471 60 80 et 8528 21 90 n'apparaissent plus dans la NC. Or, à part un changement dans les codes NC, nous ne

[370] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 68; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 36.

[371] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial.

[372] Article premier du Règlement n° 634/2005 et du Règlement n° 2171/2005 de la Commission.

[373] Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95.

[374] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 24 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 52 et 53.

[375] À titre d'exemple, les États-Unis font référence au RTC FR-E4-2007-002262-R (31 janvier 2007) (pièce US-62), délivré par la France le 13 janvier 2007, dans lequel les autorités douanières françaises ont classé une machine numérique multifonctions dans le code NC 8443 31 99 tout en se référant au Règlement n° 517/1999 de la Commission, qui faisait lui-même référence au code NC 9009 12 00 (réponse des États-Unis à la question n° 18 du Groupe spécial, note de bas de page 43).

[376] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 156.

[377] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.

disposons d'aucun élément de preuve indiquant que les lignes directrices relatives au classement qui figurent dans les règlements de classement ont subi des changements. Qui plus est, il existe des éléments de preuve indiquant que, du moins dans certains cas, les autorités nationales continuent de justifier leurs décisions en matière de classement en faisant référence aux mesures de classement indiquant les anciens codes NC.[378] Pour cette raison, le Groupe spécial poursuivra son évaluation de l'effet de ces règlements de classement.

7.277 Les produits visés au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission et aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission désignent des dispositifs ACL en couleurs dont la diagonale d'écran mesure 38,1, 54 et 76 cm (soit 15, 21 et 30 pouces). Ces trois points font référence à des systèmes d'affichage qui sont dotés d'une interface DVI.[379] De plus, ils désignent tous des systèmes d'affichage qui peuvent afficher des signaux provenant de "différentes sources" outre une machine automatique de traitement de l'information. Fait remarquable, le produit mentionné au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission est exclu du classement dans la sous-position 8471 60 parce que "le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (chapitre 84, note 5) *puisqu'il peut afficher des signaux numériques en provenance de différentes sources*" (pas d'italique dans l'original). Chacun des produits désignés aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission est exclu du classement dans la sous-position 8471 60 parce que "le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information (voir la note 5, chapitre 84) *puisqu'il peut afficher des signaux émis par différentes sources*". (pas d'italique dans l'original)

7.278 Compte tenu du fait que le membre de phrase "utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" est juxtaposé à la capacité d'afficher des signaux provenant de "différentes sources", nous croyons comprendre que la simple capacité d'afficher des signaux provenant d'autres sources et, donc, d'être connecté à ces autres sources est suffisante pour exclure un système d'affichage particulier du régime en franchise de droits. L'expression "but is" (puisqu[e]") qui figure aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission donne fortement à penser que les moniteurs qui peuvent simplement afficher des signaux provenant de différentes sources ne sont pas considérés comme étant du type utilisé "exclusivement ou principalement" dans un système automatique de traitement de l'information. Le membre de phrase "in view of its capabilities" (puisqu'il peut) employé au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission, qui n'est pas aussi définitif, dénote une approche similaire.

7.279 Nous faisons observer que le produit mentionné au point 2 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission – moniteur en couleurs à affichage à cristaux liquides dont la diagonale d'écran mesure 50,8 cm – est également doté d'une interface DVI. Toutefois, la raison donnée pour exclure ce produit est distincte de la raison donnée pour exclure les produits susmentionnés. En l'occurrence, ce produit est exclu du classement dans la sous-position 8471 60 parce que "le moniteur n'est pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Il n'est aucunement fait référence à la capacité d'afficher des signaux provenant de "différentes" sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information.[380] Nous estimons toutefois que ce

[378] Voir, par exemple, la note de bas de page 375 plus haut.

[379] Le point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission mentionne "entrée DVI"; le point 3 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission mentionne à la fois "DVI-D" et "DVI-I" (US-46; JPN-16; TPKM-19); et le point 4 de ce règlement mentionne "DVI-D" (pièces US-15; JPN-17; TPKM-20) .

[380] Nous relevons que le point 2 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission prévoit que "[c]et appareil est destiné à l'affichage de signaux vidéo pour la réalisation de graphiques ainsi que pour le montage et la production de films vidéo dans un système CAO/FAO ou dans un système de montage vidéo (voir la note 5.E

fait n'étaye pas le point de vue des Communautés européennes selon lequel les systèmes d'affichage équipés d'une DVI qui peuvent être connectés à des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information peuvent être admis en franchise de droits.

7.280 Enfin, nous relevons que le produit mentionné au point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission – moniteur à affichage à cristaux liquides dont la diagonale d'écran mesure 38,1 cm, "uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches" et "destiné à être utilisé conjointement avec un article relevant de la position 8471 uniquement" – n'est pas doté d'une interface DVI. Nous ne savons pas très bien dans quelle mesure le produit peut être utilisé avec d'autres dispositifs étant donné qu'il est précisé que le moniteur est "destiné à être utilisé conjointement avec un article relevant de la position 8471 uniquement" et a une "capacité limitée à recevoir des signaux émis par une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information". De plus, nous croyons comprendre que l'application du point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission se limite aux produits dont la diagonale d'écran mesure un certain nombre de centimètres.[381] Qui plus est, nous avons expliqué plus haut que les points 3 et 4 excluaient clairement certains systèmes d'affichage du classement dans une position bénéficiant de la franchise de droits parce que ces systèmes pouvaient être connectés à d'autres sources qu'une machine automatique de traitement de l'information.

7.281 Nous estimons que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, considérés conjointement, ont pour effet général d'exclure du régime en franchise de droits certains moniteurs ACL en couleurs parce qu'ils peuvent afficher des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information. Selon ces règlements, les produits désignés au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission et aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission relativement au code NC 8528 21 90 sont exclus du classement *en franchise de droits* parce qu'ils ne sont pas "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Seul le produit désigné au point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission est considéré comme étant "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information", l'accent étant mis sur le fait qu'il est "destiné à être utilisé conjointement avec un article relevant de la position 8471 uniquement …". De plus, nous relevons la mention selon laquelle ce produit est "uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches".

7.282 Conformément à ces règlements, la détermination sur le point de savoir s'il convient d'exclure les produits du régime en franchise de droits a semblé indépendante de la mesure de la diagonale de l'écran du produit particulier. Au minimum, nous notons que le moniteur désigné au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission, dont la diagonale d'écran mesure 38,1 cm et qui est doté de l'"entrée DVI", a été exclu, tandis que le moniteur désigné au point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission ne l'a pas été, même s'il a également une diagonale d'écran de 38,1 cm, mais pas d'interface DVI.

7.283 Les mesures n'indiquent pas expressément si l'existence d'une connectabilité DVI est déterminante pour procéder à un classement dans une position passible de droits. Nous faisons

---

du chapitre 84)", sans faire référence à la capacité de se connecter à d'autres sources qu'un tel système ou qu'une machine automatique de traitement de l'information.

[381] Nous relevons que le point 1 du Règlement n° 2171/2005 prévoit que "compte tenu de sa taille et de sa capacité limitée à recevoir des signaux émis par une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information par l'intermédiaire d'une carte sans fonction de traitement du signal vidéo, [l'appareil] est considéré comme étant du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Au vu de cette justification, nous croyons comprendre que la taille est un facteur pertinent pour déterminer si un tel produit pourrait bénéficier de l'admission en franchise de droits au titre de la sous-position 8471 60.

toutefois observer que, parmi les cinq points examinés, les quatre qui ont été exclus du classement dans une position bénéficiant de la franchise de droits visaient des produits possédant une variante de DVI ("entrée DVI", "DVI-D" et "DVI-I", ou DVI-D"). Le produit classé dans le code bénéficiant de la franchise de droits NC 8471 60 80 au titre du point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission a été désigné comme un produit "uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches".[382]

7.284 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le point 4 de l'annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et les points 2, 3 et 4 de l'annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission prescrivent que les moniteurs ACL qui peuvent afficher des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, selon la désignation figurant dans ces points, soient classés dans une position passible de droits, qui prévoit un droit de 14 pour cent. Dans la NC2010 actuelle, ces produits seraient donc exclus du code NC 8528 51 00.

d) Maintien de la suspension des droits conformément au Règlement n° 179/2009 du Conseil

7.285 Le **Groupe spécial** rappelle la constatation qu'il a formulée plus haut au paragraphe 7.190 selon laquelle les Règlements n° 301/2007 et n° 179/2009 du Conseil ont été mis en œuvre en tant que prorogation ou modification du Règlement n° 493/205 du Conseil et relèvent du mandat du Groupe spécial. Étant donné que le Règlement n° 179/2009 du Conseil a remplacé le Règlement n° 301/2007 du Conseil dans l'ordre juridique communautaire, à compter du 1er janvier 2009, comme nous venons de l'expliquer, nous limiterons notre évaluation aux effets du Règlement n° 179/2009 du Conseil.

7.286 Nous avons également expliqué plus haut au paragraphe 7.184 que l'article premier du Règlement n° 179/2009 du Conseil énonçait l'obligation juridique spécifique de suspendre à titre autonome les droits *ad valorem* de 14 pour cent, jusqu'au 31 décembre 2010, pour certains produits. En particulier, conformément au code NC 8528 59 10, les droits doivent être suspendus pour:

> "[L]es moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm".

[382] Bien que le lien entre la présence d'une interface DVI et la connectabilité à des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information ne soit pas exprès, il semble implicite, en particulier lorsque le Règlement n° 2171/2005 de la Commission est lu dans son intégralité. En dehors du fait qu'il précise les dimensions, la résolution et la taille des pixels, le point 1 de ce règlement indique par ailleurs que "[l]'appareil est uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches". Tout de suite après, il indique que "[l'appareil] est destiné à être utilisé conjointement avec un article relevant de la position 8471 uniquement". Outre le fait qu'elles se suivent, ces deux phrases semblent directement liées en raison du fait que la première fait référence à "L'appareil", tandis que la seconde commence par le terme indéfini "Il". Par contre, à titre d'exemple, le point 3 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission précise que "[l]'appareil peut afficher des signaux en provenance de différentes sources …", juste après avoir fait état de plusieurs interfaces dont un "mini D-sub 15 broches" ainsi qu'une "DVI-D" et une "DVI-I". À notre avis, ce libellé donne fortement à entendre que la présence d'une interface DVI est un facteur déterminant pour établir si un produit "est du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Nous relevons en outre, ainsi que les plaignants l'ont mentionné, qu'il y a eu au moins trois RTC dans lesquels les fonctionnaires des douanes ont exclusivement mentionné la présence d'une DVI dans la désignation du produit pour parvenir à une décision quant au classement d'un produit dans le code passible de droits NC 8528 21 90 (actuellement 8528 59 10) (voir, par exemple, IE06NT-14-501-01, IE06NT-14-501-02 et IE06NT-14-501-03 (pièce US-50)).

7.287 Conformément au code NC 8528 59 90, les droits doivent être suspendus pour:

> "[L]es moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10".

i) Arguments des parties

7.288 Les **Communautés européennes** expliquent que le Règlement n° 493/2005 du Conseil a expiré le 31 décembre 2008 et a par la suite été remplacé par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, qui a pris effet le 1er janvier 2009. Elles estiment donc que le Règlement n° 179/2009 du Conseil est pertinent pour l'analyse du Groupe spécial.[383] Les Communautés européennes font valoir que le Règlement n° 179/2009 du Conseil a juridiquement pour effet de suspendre jusqu'au 31 décembre 2010 l'application des droits sur certains moniteurs vidéo en couleurs à écran plat ayant entre autres choses un format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10 et des tailles n'excédant pas 55,9 cm (soit 22 pouces). Elles expliquent en outre que les droits sont suspendus pour les moniteurs ACL en noir et blanc ou en autres monochromes dont la taille n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces) et qui sont dotés entre autres choses d'un connecteur DVI ou VGA.[384] Elles font valoir que la suspension des droits aide les fonctionnaires des douanes à procéder à un classement uniforme des différents modèles de moniteurs étant donné "le nombre et la complexité des différents critères techniques qui sont pertinents pour le classement tarifaire des moniteurs ACL".[385] Les Communautés européennes font en outre valoir que l'application de la suspension des droits aboutit effectivement à un droit de douane applicable nul et supprime toute violation de l'article II du GATT de 1994.[386]

7.289 Les **plaignants** ne contestent pas le statut juridique de la suspension des droits en vertu du Règlement n° 493/205 du Conseil ou de dispositions ultérieures, ni l'application de la suspension aux produits bien précis qui sont désignés dans la mesure. Ils font toutefois valoir que la suspension des droits est temporaire et conditionnelle parce qu'elle a une période de validité limitée et une application limitée, et qu'il peut y être mis fin unilatéralement.[387] Pour ces raisons, ils rejettent l'idée que la suspension des droits pour certains produits d'affichage importés est "juridiquement suffisante" ou adéquate pour faire disparaître toute incompatibilité avec l'article II du GATT de 1994. Ils notent également que la suspension ne couvre pas tous les produits visés par les concessions en cause, mais uniquement ceux qui répondent aux critères jusqu'à concurrence d'une certaine taille d'écran.[388]

---

[383] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 94 (pièce EC-9). Le Groupe spécial rappelle la détermination qu'il a faite plus haut au paragraphe 7.190 selon laquelle le Règlement n° 179/2009 du Conseil a modifié le Règlement n° 493/2005 du Conseil et constituerait donc le fondement de l'évaluation de la suspension des droits faite par le Groupe spécial.

[384] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 94.

[385] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial.

[386] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[387] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 124 et 142; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 77; première communication écrite du Japon, paragraphe 230; première déclaration orale du Japon, paragraphe 45; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 141; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 183, 353 et 354; première déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 15; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 212. Les plaignants soutiennent que la suspension des droits a été prorogée une fois jusqu'au 31 décembre 2006, conformément au Règlement n° 493/2005 du Conseil et, par la suite, jusqu'au 31 décembre 2008 conformément au Règlement n° 301/2007 du Conseil, et est actuellement censée expirer le 31 décembre 2010 conformément au Règlement n° 179/2009 du Conseil.

[388] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 124; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 et 79; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 213.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.290 Dans la présente section, le **Groupe spécial** examinera l'effet juridique de la suspension des droits dans le contexte de l'ordre juridique communautaire. Dans une autre section, il examinera si la suspension des droits supprime toute violation de l'article II du GATT de 1994.

7.291 À notre avis, il ressort clairement de l'article premier du Règlement n° 179/2009 du Conseil que le seul effet juridique de la mesure est la suspension, pendant la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2010, de l'application des droits de 14 pour cent pour les moniteurs qui correspondent aux termes indiqués dans le texte du règlement. En particulier, nous avons expliqué plus haut que conformément au code NC 8528 59 10, les droits devaient être suspendus pour:

> "les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm".

7.292 En outre, conformément au code NC 8528 59 90, les droits doivent être suspendus pour:

> "les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10".

7.293 Nous notons que les droits sont de ce fait suspendus pour certains moniteurs ACL en couleurs de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10 et dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces); et certains moniteurs ACL en noir et blanc ou en autres monochromes de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm, et dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces). Par conséquent, les droits ne sont pas suspendus pour tous les moniteurs ACL en couleurs ou en noir et blanc ou en autres monochromes qui peuvent être classés dans le code NC 8528 59 10 ou 8528 59 90.

7.294 Les moniteurs qui peuvent actuellement être classés dans le code NC 8528 59 10 ou 8528 59 90 et qui peuvent reproduire des images vidéo provenant de systèmes automatiques de traitement de l'information et de sources autres que des systèmes automatiques de traitement de l'information ne sont donc pas tous admissibles à une suspension des droits en vertu du Règlement n° 179/2009 du Conseil. C'est notamment le cas des moniteurs ACL en couleurs ou des moniteurs ACL en noir et blanc ou en autres monochromes dont la diagonale d'écran excède 55,9 cm (soit 22 pouces) et 77,5 cm (soit 30,5 pouces), respectivement, même si ces appareils satisfont à toutes les autres exigences mentionnées à l'article premier de ce règlement.

7.295 Par ailleurs, nous relevons que les mesures précisent uniquement que les droits sont suspendus jusqu'au 31 décembre 2010.

e) Application d'un droit de douane de 14 pour cent sur les importations de certains dispositifs d'affichage à écran plat

7.296 En plus des mesures susmentionnées en cause, les plaignants ont précisé dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause incluait "l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE d'un droit de douane de 14 pour cent sur les

importations de certains systèmes d'affichage à écran plat".[389] En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les plaignants ont indiqué qu'ils ne contestaient pas l'application de l'une quelconque des mesures des CE.[390] Par conséquent, le Groupe spécial n'examinera pas d'applications particulières par les fonctionnaires des douanes des États membres des CE et ne formulera pas de constatations en ce qui a trait à des applications particulières.

f) Conclusions

7.297 Dans notre analyse des mesures en cause, nous avons conclu que les numéros de positions tarifaires 8528 41 00 et 8528 51 00 mettaient en œuvre les obligations des Communautés européennes en ce qui concerne le numéro de position tarifaire 8471 60 90 qui étaient inscrites dans la *Liste des CE*. Nous avons en outre conclu que, conformément aux NENC 2008/C 133/01, les moniteurs aptes à recevoir des signaux émis par des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou équipés d'une DVI, d'une HDMI ou d'autres connecteurs similaires, étaient automatiquement exclus du classement dans le code bénéficiant de la franchise de droits NC 8528 51 00. Nous avons conclu que les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission avaient pareillement pour effet d'exclure du régime en franchise de droits prévu dans le code NC 8528 51 00 certains moniteurs ACL en couleurs pouvant afficher des signaux émis par des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information. Enfin, nous avons conclu que le Règlement n° 179/2009 suspendait l'application des droits prévus dans le code NC 8528 59 90 pour certains moniteurs ACL en couleurs et en noir et blanc ou en autres monochromes qui répondaient aux critères techniques énoncés dans ledit règlement. La suspension des droits s'applique jusqu'au 31 décembre 2010.

3. Indication plus poussée des produits en cause par les plaignants

7.298 Nous avons constaté plus haut au paragraphe 7.197 que l'indication des produits en cause par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial était suffisante pour que nous puissions connaître du différend porté devant nous. En particulier, nous avons noté que, dans les mesures en cause, les produits étaient suffisamment désignés en ce qui concernait deux critères, c'est-à-dire i) les produits qui peuvent reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information et ii) les produits qui sont dotés de certaines fonctions, telle qu'une interface DVI intégrée.

7.299 Dans leurs premières communications, les plaignants ont donné d'autres précisions sur les produits en cause. De l'avis des Communautés européennes, le Groupe spécial devrait limiter son analyse aux produits spécifiquement évoqués par les plaignants et aux produits bien précis mentionnés dans les mesures indiquées en cause.

7.300 Le Groupe spécial examinera maintenant les répercussions de l'indication des produits par les plaignants et des mesures particulières en cause sur son évaluation des concessions figurant dans la Liste des CE en cause.

a) Arguments des parties

7.301 Les **États-Unis** estiment qu'un "dispositif d'affichage à écran plat" est "un type de moniteur qui est mince et qui concerne normalement moins d'énergie que des dispositifs qui fonctionnent à

[389] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, note de bas de page 5.

[390] Réponses des plaignants à la question n° 119 du Groupe spécial.

l'aide de la technologie conventionnelle d'affichage par tubes cathodiques (CRT)". À leur avis, ces dispositifs peuvent faire appel à "différentes technologies", y compris la technologie d'affichage à cristaux liquides (ACL) ou la technologie plasma.[391] Les États-Unis font observer que les systèmes d'affichage d'ordinateurs ont d'abord fonctionné principalement à l'aide d'une technologie analogique d'affichage par tubes cathodiques, qui nécessitait la conversion d'un signal numérique émis par une machine automatique de traitement de l'information en un signal analogique avant que le système d'affichage ne reçoive ce signal.[392] Ils soutiennent qu'à l'heure actuelle "presque tous les moniteurs d'ordinateurs qui sont commercialisés et vendus" font appel à la technologie d'affichage à cristaux liquides. Ces systèmes d'affichage peuvent recevoir et traiter des signaux numériques sans conversion analogique.[393] Les États-Unis soutiennent que les dispositifs d'affichage à écran plat peuvent être connectés à une machine automatique de traitement de l'information utilisant "différentes technologies" qui acceptent des signaux numériques, y compris, par exemple, le connecteur d'interface vidéonumérique (DVI).[394]

7.302 Le **Japon** estime que le présent différend porte sur les "dispositifs d'affichage à écran plat" incluant "le type [ACL] communément appelé dans de nombreux documents des Communautés européennes et d'autres documents "moniteur ACL"".[395] Tout en affirmant qu'il "mettrait l'accent sur les moniteurs ACL dotés d'une "interface vidéonumérique" ou DVI", le Japon estime que la portée du différend couvre les "dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les machines [automatiques de traitement de l'information]".[396] Il estime que les moniteurs ACL qui sont dotés d'une DVI sont le

[391] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50.

[392] Les États-Unis estiment qu'une conversion numérique-analogique a été effectuée par un connecteur de carte vidéographique (VGA), également appelé "connecteur RGB", "D-sub 15 branches" ou "connecteur mini-sub D15". Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 51, note de bas de page 64.

[393] Les États-Unis estiment que la technologie d'affichage à cristaux liquides utilisée dans les systèmes d'affichage d'ordinateurs a commencé à se développer au début des années 1970, a commencé à être commercialisée dans les années 1980 et a pris "une part de plus en plus importante du marché vers le milieu des années 1990". Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 52.

[394] Les États-Unis estiment que la DVI, qu'ils décrivent comme un connecteur généralement constitué de broches organisées en trois rangées et montées sur une prise munie d'une vis à chaque extrémité, est devenue la norme dans l'industrie pour connecter un ordinateur à un dispositif d'affichage à écran plat (première communication écrite des États-Unis, paragraphes 53 et 54). Les plaignants font conjointement observer que l'interface DVI a été conçue en 1998 par le groupe industriel Digital Display Working Group (DDWG), qu'ils définissent comme un "groupe industriel ouvert" constitué de grands fabricants d'ordinateurs comme Intel, Compaq, Hewlett Packard, IBM, NEC et Silicon Image. Les plaignants font référence à une déclaration de DDWG selon laquelle la norme DVI "fournit à des types de données visuelles une connexion numérique haute vitesse qui est indépendante sur le plan de la technologie d'affichage … est principalement axée sur l'établissement d'une connexion entre un ordinateur et son dispositif d'affichage … et répond aux besoins de tous les segments de l'industrie des ordinateurs personnels (poste de travail, ordinateur de table, ordinateur portatif, etc.) et permettra à ces différents segments de se rassembler autour d'une norme d'interface pour moniteurs". Voir Digital Display Working Group, Digital Visual Interface (DVI) Revision 1.0, page 5 (30 mars 1999) ("document DDWG") (pièce US-35). Voir, en général, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 53; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 13.

[395] Première communication écrite du Japon, paragraphe 216.

[396] Première communication écrite du Japon, paragraphe 216.

type le plus courant de dispositif d'affichage à écran plat.[397] Il présente en outre une liste de produits spécifiques qui est, selon lui, exemplative des types de moniteurs ACL qui sont passibles de droits.[398]

7.303 Le **Taipei chinois** estime que les "dispositifs d'affichage à écran plats" sont des dispositifs aptes à recevoir des signaux émis par des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources qui sont plus légers et beaucoup plus minces que les systèmes d'affichage classiques parce qu'ils font appel à des technologies autres que l'affichage par tubes cathodiques, comme les technologies ACL, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide ou à diodes électroluminescentes organiques (DELO). Le Taipei chinois soutient que les dispositifs d'affichage à écran plat peuvent être de "différentes tailles" et comporter "différentes spécifications techniques", et peuvent faire appel à "divers connecteurs", dont la DVI. À son avis, les systèmes d'affichage qui font appel aux technologies DVI sont "les plus touchés" par les mesures en cause dans le présent différend. Le Taipei chinois fait observer que l'interface DVI est spécifiquement conçue pour les machines automatiques de traitement de l'information.[399] Il ajoute que les dispositifs d'affichage à écran plat sont "généralement utilisés conjointement avec des machines [automatiques de traitement de l'information] ou en tant qu'éléments constitutifs de réseaux informatiques dans un environnement professionnel, industriel ou résidentiel".[400]

7.304 Les **Communautés européennes** font valoir que les plaignants présument dans les désignations des produits qui figurent dans leurs premières communications écrites que le produit en cause est synonyme de "moniteurs d'ordinateurs" ou "moniteurs ACL dotés d'une DVI", ou encore dispositifs d'affichage qui peuvent recevoir des signaux émis par des machines automatiques de traitement de l'information uniquement, ou par des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources.[401] Elles font observer que les États-Unis désignent les moniteurs et la technologie d'affichage de manière générale, en employant des termes comme "moniteurs ACL", "dispositifs d'affichage à écran plat ACL", "moniteurs ACL dotés d'une DVI", "moniteurs ACL "pour" un ordinateur", "moniteurs ACL qui sont "pour" des produits visés par l'ATI", "moniteur ACL d'ordinateur, qu'il soit ou non équipé d'une DVI et qu'il soit ou non uniquement apte à être utilisé avec un ordinateur".[402] Les Communautés européennes soutiennent que le Japon s'est borné à désigner les systèmes d'affichage utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides et incorporant un connecteur DVI, qui peuvent être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information uniquement, ou avec des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources.[403] Enfin, les Communautés européennes font valoir que le Taipei chinois a limité ses arguments juridiques aux dispositifs d'affichage à écran plat fonctionnant à l'aide de la technologie ACL qui peuvent être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information uniquement, ou avec des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres appareils.[404]

---

[397] Le Japon affirme par ailleurs qu'il "souscrit aux arguments des" États-Unis et du Taipei chinois selon lesquels les mesures en cause limitent la franchise de droits accordée dans la position du SH1996 aux dispositifs qui peuvent afficher des informations provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information (première communication écrite du Japon, paragraphe 216).

[398] Pièce JPN-15. Le Japon fait valoir que cette liste est exemplative seulement, et non exhaustive (première communication écrite du Japon, paragraphe 218).

[399] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 11 et 12 (citant le site Web du DDWG: http://www.ddwg.org and http://www.ddwg..org/faqs.asp).

[400] Le Taipei chinois affirme que les dispositifs d'affichage à écran plat sont également utilisés dans les points d'information et les points de vente (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 14).

[401] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 42.

[402] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 41 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 56, 58, 59, 61, 132, 135 et 137).

[403] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 39 et 40.

[404] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 36 et 37.

Par conséquent, elles estiment que les désignations des plaignants sont inadéquates pour établir des éléments *prima facie*.

7.305 Dans la mesure où le Groupe spécial estime que les plaignants ont indiqué "quelques-uns" des systèmes d'affichage avec une clarté suffisante, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial devrait limiter ses constatations aux moniteurs ACL indiqués au point 4 de l'annexe du Règlement n° 634 de la Commission et aux points 1, 2, 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission.[405] Elles font valoir que les cinq systèmes d'affichage mentionnés dans ces mesures peuvent être utilisés à la fois avec des moniteurs vidéo et avec des moniteurs de machines automatiques de traitement de l'information. Toutefois, elles demandent en outre au Groupe spécial de formuler des constatations concernant les moniteurs ACL qui peuvent accepter *uniquement* des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information étant donné que, ainsi qu'elles le font valoir, les plaignants ont précisé qu'il s'agissait de moniteurs qui peuvent accepter *uniquement* des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information. Par ailleurs, comme les plaignants n'ont pas du tout fait référence à la technologie HDMI dans leurs premières communications écrites, mais ont uniquement mentionné cette catégorie de produits en réponse à une question posée par le Groupe spécial, les Communautés européennes font valoir que les systèmes d'affichage utilisant la technologie HDMI ne devraient pas être considérés comme faisant partie des allégations présentées au Groupe spécial.[406]

7.306 En réponse, les **États-Unis** font observer qu'ils ont employé des termes pour désigner chaque produit, et fourni des définitions ainsi que des renseignements techniques suffisants pour indiquer les produits.[407] En particulier, ils estiment qu'ils ont correctement exposé leur allégation en indiquant au moins deux types de dispositifs d'affichage à écran plat qui sont touchés par les mesures en cause: les "dispositifs d'affichage à écran plat qui sont dotés d'une interface DVI (que le produit puisse ou non être utilisé avec des dispositifs autres qu'une machine automatique de traitement de l'information)"; et les "dispositifs d'affichage à écran plat qui ne sont pas "exclusivement" destinés à une machine automatique de traitement de l'information, mais qui sont néanmoins "pour" une machine automatique de traitement de l'information".[408] Les États-Unis font en outre valoir que les systèmes d'affichage qui possèdent une interface HDMI font partie des allégations parce que ces produits "sont connectables à un dispositif autre qu'un ordinateur (que ce soit au moyen d'une interface HDMI ou d'une autre technologie)".[409]

7.307 Le **Japon** rejette l'opinion selon laquelle il a limité la portée de son allégation en se référant aux technologies d'affichage à cristaux liquides ou à la présence d'une DVI, ou qu'il ait limité son allégation en fonction du point de savoir si un système d'affichage pouvait aussi fonctionner avec un autre dispositif non visé par l'ATI, comme une télévision. À son avis, la référence à un connecteur DVI est faite à titre d'exemple et non pas dans le but de circonscrire les produits en cause.[410] Compte tenu de son allégation relative aux systèmes d'affichage "pour" des machines automatiques de traitement de l'information, le Japon estime qu'un système d'affichage doté d'une interface DVI ferait partie de son allégation pour autant que le dispositif puisse recevoir des signaux émis par une machine automatique de traitement de l'information ou un autre produit visé par l'ATI, et fonctionner avec ces

[405] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 47 et 48.
[406] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 39.
[407] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 16 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 42, 50 à 54 et 68 à 71) (pièces US-22 à 25; US-31 à 35, US-53 à 56).
[408] Réponse des États-Unis à la question n° 48 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 27.
[409] Réponse des États-Unis à la question n° 49 du Groupe spécial.
[410] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 132.

produits. De plus, le Japon estime que l'interface HDMI a été conçue pour des appareils audiovisuels en fonction de la norme DVI.[411]

7.308 Le **Taipei chinois** rejette de même l'affirmation selon laquelle ses allégations se limitent aux moniteurs ACL qui sont dotés de connecteurs DVI.[412] Tout en affirmant que les types de systèmes d'affichage les plus touchés par les mesures des CE sont les systèmes d'affichage à cristaux liquides qui sont dotés d'un connecteur DVI, le Taipei chinois estime que les systèmes d'affichage munis d'interfaces HDMI font partie de son allégation.[413] Il estime en outre qu'il a indiqué avec clarté que la gamme des produits visés englobait les dispositifs d'affichage à écran plat pouvant uniquement reproduire et recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.[414] Il fait valoir qu'il a inclus ces deux produits parce que certains dispositifs qui peuvent uniquement recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information ont malgré tout été assujettis à des droits par les Communautés européennes simplement à cause de la présence de certains connecteurs.[415]

b) Examen par le Groupe spécial

7.309 Nous rappelons que, comme nous l'avons dit, la tâche qui nous incombe en ce qui concerne les allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II du GATT de 1994 consiste à déterminer si les mesures en cause se traduisent par la perception sur certains produits de droits qui sont plus élevés que le traitement tarifaire prévu pour ces produits dans la Liste des CE. Ce faisant, nous avons expliqué notre interprétation de l'allégation des plaignants en disant que certains aspects des mesures avaient pour effet d'exclure automatiquement de certaines positions tarifaires bénéficiant de la franchise de droits *tous* les produits ayant une certaine caractéristique, indépendamment des autres caractéristiques objectives qu'ils pouvaient posséder. Nous avons donc conclu que, si nous devions déterminer que certains produits relèvent des concessions accordant une exemption de droits prévues dans la Liste des CE, et si les mesures contestées prévoyaient l'application de droits aux produits visés par la concession, ce traitement serait suffisant pour constater qu'il a été contrevenu à l'article II.

7.310 Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel les plaignants étaient tenus d'indiquer les modèles particuliers ou produits précis en cause pour faire admettre leur allégation. Nous estimons que les mesures relevant de notre mandat déterminent les produits qui relèvent de notre mandat. Le Groupe spécial examinera ci-après ces aspects et d'autres aspects des mesures dans son évaluation visant à déterminer si les plaignants se sont acquittés de la charge qui leur incombait de démontrer l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article II du GATT de 1994.

7.311 Comme les parties l'ont fait valoir plus haut, les Communautés européennes font observer que les plaignants se sont référés à des aspects des mesures en cause qui désignaient certains produits ou certaines fonctions de produits, en particulier à des points figurant dans les annexes des Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission. De plus, nous notons que les plaignants se sont référés à divers produits ou à diverses catégories de produits pour formuler les arguments qu'ils ont présentés au Groupe spécial.

---

[411] Réponse du Japon à la question n° 49 du Groupe spécial.
[412] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 98.
[413] Réponse du Taipei chinois à la question n° 49 du Groupe spécial.
[414] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 234.
[415] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 130 (pièce US-78); réponse du Taipei chinois à la question n° 48 du Groupe spécial.

7.312 Ainsi, les États-Unis décrivent un "dispositif d'affichage à écran plat" comme un type de moniteur qui est plus mince et qui consomme normalement moins d'énergie qu'un dispositif fonctionnant à l'aide de la technologie d'affichage par tubes cathodiques. Ils soutiennent que ces dispositifs font appel à "diverses technologies", y compris les cristaux liquides ou le plasma".[416] Les États-Unis soulignent que ces dispositifs sont connectables à des machines automatiques de traitement de l'information utilisant "divers connecteurs", y compris notamment une interface DVI.[417]

7.313 Le Japon décrit les "moniteurs ACL", en particulier ceux qui sont dotés d'interfaces DVI, comme le "type le plus courant" de dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent afficher des informations provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, indépendamment de leur capacité de se connecter à d'autres unités. Il précise en outre que d'autres produits peuvent entrer dans le champ du présent différend.[418]

7.314 Le Taipei chinois estime que les "dispositifs d'affichage à écran plat" sont des dispositifs qui "peuvent recevoir des signaux émis par des machines automatiques de traitement de l'information uniquement, ou des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources". Il estime en outre que ces dispositifs peuvent faire appel à "différentes technologies" comme l'affichage à cristaux liquides, l'électroluminescence, le plasma, la fluorescence sous vide ou les diodes électroluminescentes organiques, ont "différentes" tailles et "différentes" spécifications, et incorporent "divers connecteurs", y compris la DVI de même que des "connecteurs VGA". Il estime que les "systèmes d'affichage à cristaux liquides équipés d'un connecteur DVI" sont "les plus touchés" par les mesures en cause.[419]

7.315 Compte tenu de la demande d'établissement d'un groupe spécial, de notre évaluation des mesures et des vues des plaignants sur les produits en cause qui sont exposées dans leurs communications, nous croyons comprendre qu'il n'est pas contesté que les allégations se rapportent à des dispositifs qui fonctionnent à l'aide d'une technologie autre que l'affichage par tubes cathodiques.

7.316 S'agissant de la technologie d'affichage proprement dite, certains aspects des mesures contestées, en particulier les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission mentionnés plus haut, se rapportent expressément à la technologie d'affichage à cristaux liquides. Toutefois, les plaignants ont également fait valoir que les mesures s'appliquaient aux dispositifs d'affichage faisant appel à d'autres technologies. Les dispositions pertinentes des NENC 2008/C 133/01 sont expressément applicables à des technologies autres que le seul affichage à cristaux liquides. De plus, la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne à la fois les dispositifs d'affichage qui font appel à la technologie d'affichage à cristaux liquides et les "dispositifs d'affichage à écran plat" en général. Même si les plaignants ont pour la plupart axé leurs arguments sur les dispositifs ACL, le Groupe spécial ne juge pas que la technologie bien précise à l'aide de laquelle un dispositif d'affichage à écran plat fonctionne soit déterminante pour évaluer si les plaignants ont ou non établi *prima facie* l'existence d'une violation. À notre avis, la question centrale consiste à savoir s'il est admissible d'exclure du régime en franchise de droits les dispositifs d'affichage à écran plat possédant certaines caractéristiques qui n'ont rien à voir avec la technologie d'affichage particulière qui est utilisée. Par conséquent, le Groupe spécial estime que les aspects des mesures en cause qui sont contestées sont assez vastes pour englober les dispositifs d'affichage à écran plat possédant certaines caractéristiques qui n'ont rien à voir avec la technologie d'affichage particulière qui est utilisée.

[416] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50.
[417] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 53.
[418] Première communication écrite du Japon, paragraphes 216 et 218.
[419] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 11, 12 et 14.

7.317 Compte tenu de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les plaignants, de même que de leurs arguments examinés plus haut, le Groupe spécial estime que l'examen auquel il doit procéder se limite aux aspects suivants des mesures: i) l'exclusion des dispositifs d'affichage à écran plat du régime en franchise de droits au motif qu'ils peuvent recevoir et afficher des signaux émis par des sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information, outre le fait qu'ils peuvent recevoir et afficher des signaux émis par une machine automatique de traitement de l'information et ii) l'exclusion des dispositifs d'affichage à écran plat du régime en franchise de droits en raison de la présence d'un connecteur DVI. Comme les Communautés européennes et les plaignants l'ont reconnu, l'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*:

> "l'indication des produits en cause doit découler des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial […] [C]'est la *mesure* en cause qui définira généralement le *produit* en cause".[420]

7.318 À notre avis, il découle de cette constatation que les produits en cause sont: i) les dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant à la fois d'une machine automatique de traitement de l'information et d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et ii) les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont équipés d'une interface DVI, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux émis par une autre source.

7.319 En ce qui concerne les dispositifs d'affichage incorporant un connecteur HDMI, nous estimons que ces produits relèvent également de notre mandat. Bien que les plaignants n'aient pas fait référence à la technologie HDMI dans leurs sections respectives indiquant les "produits en cause", nous faisons observer que les plaignants ont fait référence aux "systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, *comme* la DVI" dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.[421] De plus, nous notons qu'il est dit dans le texte pertinent des NENC 2008/C 133/01 indiquées que "[l]es moniteurs de cette sous-position ne peuvent pas … être équipés d'interfaces telles que DVI-D, DVI-I et HDMI (interface multimédia haute définition), même si celles-ci n'offrent pas un cryptage HDCP (protection de contenu numérique sur bande large)".[422] Enfin, même si nous devions estimer que les produits équipés d'une HDMI n'étaient pas visés, dans la mesure où la HDMI est utilisée pour connecter un dispositif d'affichage à écran plat à des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, nous considérons que les dispositifs d'affichage à écran plat équipés d'une HDMI feraient partie de l'allégation des plaignants ayant trait à cet aspect de la mesure.

7.320 Par conséquent, nous examinerons ci-après si les produits indiqués par les plaignants et qui découlent des critères indiqués par ceux-ci relèvent des concessions des CE en cause.

4. Question de savoir si le traitement tarifaire que les Communautés européennes accordent pour certains systèmes d'affichage à écran plat est conforme à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994

7.321 Les Communautés européennes ont concédé l'admission en franchise de droits à certains produits des technologies de l'information dans le cadre de leur mise en œuvre de l'ATI, comme l'indique la Liste des CE. L'allégation formulée par les plaignants concernant le traitement tarifaire de certains systèmes d'affichage à écran plat a trait à deux concessions inscrites dans la Liste des CE:

---

[420] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 165 (italique dans l'original).

[421] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 3 (pas d'italique dans l'original).

[422] Pièces US-49; JPN-18; TPKM-23 (non souligné dans l'original).

i) la concession mentionnée dans la désignation "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties", figurant dans l'Annexe de la Liste des CE[423]; et ii) la concession mentionnée dans la Liste des CE au numéro de position tarifaire 8471.60.90 qui y est énuméré. Les plaignants font valoir qu'en n'accordant pas l'admission en franchise de droits pour les produits visés par ces concessions tarifaires, les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec les obligations leur incombant au titre de l'article II du GATT de 1994, qui exige des Membres qu'il n'accordent pas, pour les produits originaires d'un autre Membre, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans leurs listes ni qu'ils les soumettent à des droits plus élevés que les taux consolidés de leurs listes.

7.322 Comme il est dit plus haut, nous commencerons par déterminer la portée de la concession accordée pour les systèmes d'affichage à écran plat inscrite dans l'Annexe de la Liste des CE. Nous déterminerons ensuite le champ du numéro de position tarifaire 8471.60.90. Après avoir déterminé la portée des obligations pertinentes figurant dans la Liste des CE, nous examinerons si les mesures en cause mentionnées ci-dessus ont des effets tels que les produits visés par les obligations des Communautés européennes ne bénéficient pas de l'admission en franchise de droits.

a) Le sens ordinaire de la concession pertinente: la note générale des CE et la désignation des systèmes d'affichage à écran plat qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE

7.323 Les **plaignants** considèrent que les systèmes d'affichage à écran plat sont visés par la concession accordant l'admission en franchise de droits pour les systèmes d'affichage à écran plat correspondant à la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE ("[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties").[424] Ils font valoir que le sens ordinaire des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, lus dans le contexte de la note générale des CE, exige des Communautés européennes qu'elles accordent l'admission en franchise de droits pour tous les produits inclus dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, où qu'ils soient classés.[425] Selon eux, les numéros de positions tarifaires inscrits à côté des désignations ne peuvent pas restreindre le champ de la désignation aux seuls

[423] Au sujet des opinions des plaignants sur l'emplacement de la concession, voir les paragraphes 7.219 à 7.226 plus haut.

[424] Les tierces parties suivantes sont également de cet avis: voir, par exemple, la déclaration orale de l'Australie, paragraphes 8 et 13; le résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphe 3; la communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 5, 22 et 23; la communication de Hong Kong, Chine en tant que tierce partie, paragraphes 4 et 5; la communication de la Corée en tant que tierce partie, paragraphes 10, 11 et 22; la communication des Philippines en tant que tierce partie, paragraphe 3; la déclaration des Philippines en tant que tierce partie, pages 5 et 6; la déclaration orale de Singapour, paragraphes 9 et 48.

[425] Réponse des plaignants à la question n° 100 du Groupe spécial. Les États-Unis et le Taipei chinois estiment que l'ATI lui-même ne prévoit pas l'inclusion d'une note générale; toutefois, ils font valoir que les participants sont convenus, pendant la phase de mise en œuvre, d'incorporer une note générale dans leurs Listes dans le cadre du processus de mise en œuvre de leurs concessions au titre de l'Appendice B. Ils soutiennent que cette note générale devait inclure le libellé suivant "où qu'ils soient classés dans le SH" (réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 100 du Groupe spécial). Le Japon fait valoir que l'ATI n'exige pas l'incorporation d'une note générale dans les Listes des participants à l'ATI pour inscrire les concessions accordant l'admission en franchise de droits pour les produits désignés à l'Appendice B. Il soutient qu'il avait été laissé à la discrétion des participants de décider de la façon de rendre compte de cet engagement dans leurs propres Listes sous réserve de l'examen et de l'approbation des Membres. Bien qu'il fasse valoir qu'il n'y a aucune obligation d'incorporer une note générale donnée, le Japon dit qu'il a inclus une note qui est "presque la même" que la note générale des CE (réponse du Japon à la question n° 100 du Groupe spécial).

produits pouvant être classés dans les codes énumérés.[426] Les États-Unis qualifient même la note générale des CE d'engagement "séparé", *qui s'ajoute* aux engagements associés aux lignes tarifaires individuelles de la Liste des CE.[427] Ils indiquent que parmi les termes de la désignation, c'est le mot "pour" qui est essentiel à l'analyse du sens ordinaire conformément à la Convention de Vienne.

7.324 Les **Communautés européennes** reconnaissent que la note générale fait partie de leur Liste[428], mais elles rejettent les allégations des plaignants concernant le sens ordinaire des termes de ladite note[429] ainsi que de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[430] Elles font valoir que les 14 numéros de positions tarifaires énumérés à côté de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat déterminent la portée de l'engagement relatif aux systèmes d'affichage à écran plat pris conformément à l'Appendice B et qu'il ne faudrait donc pas en donner "une lecture qui les exclut de la Liste des CE".[431]

7.325 Comme il est expliqué ci-dessus[432], l'Annexe de la Liste des CE comprend i) la note générale des CE, et ii) un tableau dressant la liste de 55 désignations (y compris la désignation des systèmes d'affichage à écran plat) dans la colonne de gauche, un ou plusieurs numéros de positions tarifaires spécifiques étant inscrits à côté de chaque désignation dans la colonne de droite du tableau (y compris 14 codes associés à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat).

7.326 Nous rappelons que la note générale des CE dispose ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994) seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé."[433]

---

[426] Les tierces parties suivantes sont également de cet avis: voir, par exemple, la déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 8; la déclaration orale des Philippines en tant que tierce partie, page 8; et la communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphe 22.

[427] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 100 et 103 du Groupe spécial et aux questions n° 1 à 3 des États-Unis.

[428] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 18.

[429] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 20.

[430] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 104 à 118.

[431] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 50 à 61; réponse des Communautés européennes à la question n° 10 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 13 et 18. Les Communautés européennes font valoir que les codes NC qui figurent à côté de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat "apparaissent deux fois" dans leur Liste, car les codes inscrits à côté des désignations dans l'Annexe de la Liste des CE sont aussi énumérés ailleurs dans la liste des CE et sont passibles d'un droit nul. Les Communautés européennes considèrent donc que les codes NC figurant dans l'Annexe de leur Liste "épuisent" la note générale, en particulier le libellé "où qu'ils soient classés" qui y apparaît. En conséquence, les Communautés européennes ne considèrent pas que la note générale s'ajoute à leurs engagements (voir, par exemple, la première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19; la réponse des Communautés européennes aux questions des États-Unis pendant la deuxième réunion, premier paragraphe).

[432] Voir les paragraphes 7.24 et 7.25 ci-dessus.

[433] Pièce US-7.

7.327 Le texte de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, qui est reproduit après la note générale des CE, dispose ce qui suit:

> "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties."[434]

7.328 Les 14 numéros de positions tarifaires suivants sont associés à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat:

> "84716090, 84733010, 84733090, 85312030, 85312051, 85312059, 85312080, 85318030, 85319010, 85319030, 90138011, 90138019, 90138030, 90139010".[435]

7.329 Les plaignants ont identifié la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et la note générale des CE lorsqu'ils ont examiné la concession qui selon eux résulte de l'Annexe de la Liste des CE. Comme la note générale des CE apparaît au début de l'Annexe de la Liste des CE et précède donc les désignations, nous jugeons approprié de commencer notre analyse par cette note générale avant d'examiner les désignations. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, nous examinerons le sens ordinaire de la note générale des CE.

i) Le sens des termes de la note générale des CE

Arguments des parties

7.330 Les arguments avancés par les parties en ce qui concerne la note générale des CE portent essentiellement sur les libellés "où que le produit soit classé" et "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste". Nous reprenons ces arguments ci-après:

> où que le produit soit classé

7.331 Les **plaignants** font valoir que le membre de phrase "où que le produit soit classé" signifie qu'il faut accorder un traitement en franchise de droits pour le produit, peu importe où le Membre décide de le classer dans son tarif douanier en vertu de sa législation nationale.[436] Les **États-Unis** estiment que la note des CE a pour fonction de "confirmer" le traitement en franchise de droits à accorder pour les produits qui correspondent à la désignation générale des produits figurant dans l'Appendice B.[437] Ils font valoir qu'un Membre "n'est pas dispensé" d'accorder un traitement en franchise de droits pour un produit relevant de l'Appendice B "simplement parce que celui-ci peut être classé dans une position passible de droits".[438] Le **Japon** soutient que le membre de phrase "où que le produit soit classé" indique que les désignations de produits doivent "avoir la priorité" sur les positions du SH utilisées dans le passé par les participants à l'ATI pour classer ces produits, et détermine donc la portée des concessions tarifaires accordées pour les produits relevant de l'Appendice B.[439] Il fait valoir que si les numéros de positions tarifaires étaient censés définir la portée de la concession, il n'aurait pas été nécessaire d'inclure la note générale des CE qui prévoit explicitement l'octroi d'un traitement en franchise de droits où que le produit soit classé.[440] Le **Taipei**

[434] Pièce US-7.
[435] Pièce US-7.
[436] Réponse des plaignants à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[437] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 8.
[438] Réponse des États-Unis à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[439] Réponse du Japon à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[440] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 221.

chinois considère que le sens du membre de phrase "où que le produit soit classé" est "à la fois crucial et explicite" car il signifie qu'un produit particulier inscrit dans la Liste est admis à bénéficier d'un traitement en franchise de droits indépendamment de la ligne tarifaire spécifique dont il relève dans la Liste des CE.[441]

7.332 Les **Communautés européennes** font valoir que le membre de phrase "où que le produit soit classé" a été inclus dans la note générale des CE parce que les définitions de produits figurant dans l'Appendice "risquaient de toucher" de nombreuses lignes tarifaires différentes.[442]

dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste

7.333 Les **États-Unis** font valoir que le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste" reconnaît que des produits peuvent être visés par une concession associée à une ligne tarifaire particulière ou par la désignation figurant dans l'Appendice B, ou par les deux. Ils soutiennent que même si le produit peut être classé dans une position passible de droits, les Membres n'en doivent pas moins accorder le traitement en franchise de droits pour ce produit s'il correspond à la désignation figurant dans l'Appendice B.[443] Le **Japon** fait valoir que lu conjointement avec le membre de phrase "seront consolidés et éliminés", le membre de phrase en question signifie que les concessions prévues à l'Appendice B accordent le traitement en franchise de droits pour certains produits qui ne bénéficient pas d'un accès en franchise de droits en vertu d'autres concessions spécifiques.[444] Le **Taipei chinois** soutient que le membre de phrase se rapporte au terme "produit" et précise que les concessions prévues à l'Appendice B s'ajoutent à toute concession résultant déjà de l'Appendice A.[445]

7.334 Les **Communautés européennes** font valoir que le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste" fait référence à toutes les définitions de produits figurant dans l'ensemble de leur Liste, y compris celles des positions tarifaires qui suivent la nomenclature du SH, et "celles qui ne suivent pas la nomenclature du SH mais qui reproduisent plutôt dans la Liste les définitions de produits figurant dans l'Appendice B de l'ATI.[446]

Examen par le Groupe spécial

7.335 Du point de vue de sa structure, la note générale des CE peut être décomposée en cinq grands éléments ou phrases grammaticales:

a) "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice,"

b) "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste"

c) "les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994)"

[441] Réponse du Taipei chinois à la question n° 7 du Groupe spécial.
[442] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[443] Réponse des États-Unis à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[444] Réponse du Japon à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[445] Réponse du Taipei chinois à la question n° 10 b) du Groupe spécial.
[446] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 b) du Groupe spécial.

d) "seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration"

e) "où que le produit soit classé".

7.336 Nous allons d'abord analyser ces membres de phrases grammaticaux séparément, puis nous examinerons les implications de ces éléments considérés ensemble.

7.337 Le premier segment de la note générale des CE fait référence à tout produit qui est désigné "à" l'Appendice B, ou qui sinon est désigné "pour" l'Appendice B. Nous rappelons que certaines positions du SH figurant à la section 2 de l'Appendice A comportent l'observation "*[p]our* l'Appendice B"[447] (pas d'italique dans l'original). Comme nous l'analysons ci-après, la Liste des CE reproduit ces désignations de produits de (ou "à") l'Appendice B et de la section 2 de l'Appendice A tout de suite après la note générale des CE, conformément aux modalités énoncées dans l'ATI. Nous avons aussi conclu ci-dessus que, pour les fins qui nous occupent[448], il n'existe pas de différences entre la désignation des systèmes d'affichage à écran plat à l'Appendice B et la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE.[449]

7.338 Le segment de la note générale des CE disant que "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste" comporte deux grands éléments. Nous estimons que la mention de "dans *la présente* liste" (pas d'italique dans l'original) ne peut renvoyer qu'à la Liste des CE, parce que la note générale des CE apparaît dans cette liste. Par ailleurs, il n'est fait référence à aucune section particulière de la Liste des CE. Pour ce qui est du membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu", l'adverbe "specifically" (expressément) est défini comme suit: "a) in respect of specific or distinctive qualities; b) peculiarly; c) in a clearly defined manner, definitely, precisely" (a) eu égard à des qualités spécifiques ou distinctives; b) singulièrement; c) d'une façon bien définie, certainement, précisément). L'adjectif "specific" (exprès) est défini, entre autres, comme "A. *adjective* 1 Having a special determining quality. (...) 2 Specially or peculiarly pertaining to a particular thing or person, or a class of these; peculiar (*to*)" (A. *adjectif* 1. possédant une qualité déterminante spéciale. (…) 2. se rapportant spécialement ou singulièrement à une chose ou personne particulière, ou à une catégorie de celles-ci; propre (*à*)). Le terme "provide" (prévoir) en tant que verbe est défini entre autres comme "3 *verb trans.* Stipulate in a will, statute, etc., *that*" (3. *verbe transitif*. Stipuler dans un testament, un texte de loi, etc., *que*).[450]

7.339 Compte tenu de l'emploi des termes "expressément" et "prévu", et de la référence faite à "la présente liste", le Groupe spécial considère que ce segment du membre de phrase prévoit ou inclut un élément spécifique dans la Liste des CE dans son ensemble. À son avis, le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu" se rapporte à l'obligation d'éliminer les droits de douane et impositions frappant les produits visés par la note générale des CE conformément aux réductions de taux précisées dans l'ATI. Selon le Groupe spécial, le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est

[447] ATI (pièces US-1; TPKM-1).

[448] Voir le paragraphe 7.226 ci-dessus.

[449] Nous avons reconnu ci-dessus que la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE n'était manifestement pas identique à celle apparaissant à l'Appendice B, et nous avons relevé en particulier l'ajout des mots "dispositifs" et "à fluorescence sous vide" dans l'annexe. Néanmoins, sur la base des similitudes entre les deux désignations, nous avons conclu que la désignation figurant dans la Liste des CE provenait manifestement de l'Appendice B, et nous avons relevé que les parties ne disconvenaient pas que le texte de l'Appendice B devait être modifié pour correspondre à ce qui est maintenant reproduit dans l'Annexe de la Liste des CE. Voir les paragraphes 7.222 à 7.226 ci-dessus.

[450] Voir *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2946 pour les définitions de "specifically" (expressément) et "specific" (exprès), et page 2382 pour la définition de "provide" (prévoir).

pas expressément prévu dans la présente liste" ne peut pas avoir eu pour objet de renvoyer simplement au mot "produit" qui le précède. Une telle interprétation indiquerait que l'obligation d'accorder un accès en franchise de droits pour les produits visés par la note générale ne s'appliquerait que dans la mesure où un produit n'est pas déjà "prévu" ailleurs dans la Liste d'un Membre de l'OMC. La plupart, voire la totalité, des produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice peuvent être classés ailleurs dans la Liste des CE. Si la note générale ne devait s'appliquer qu'aux produits qui n'étaient pas déjà "prévus" dans la Liste des CE, le traitement en franchise de droits prévu dans l'Annexe de la Liste des CE aurait, le cas échéant, une application extrêmement limitée. Une telle interprétation limitée irait à l'encontre de l'objectif clairement énoncé qui vise à accorder un traitement en franchise de droits pour les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice. Nous considérons donc que le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu" doit se rapporter à l'obligation de consolider et d'éliminer les droits de douane et autres impositions. Autrement dit, il est admis dans ce membre de phrase qu'il peut y avoir certaines répétitions pour ce qui est des produits visés entre les produits désignés "à" l'Appendice B ou "pour" ledit appendice et le reste de la Liste des CE, y compris les deux autres sections de la Liste des CE relatives à l'ATI. Il est également réaffirmé que ces produits font maintenant l'objet de nouvelles obligations tarifaires relatives à l'ATI prévoyant leur accès en franchise de droits, nonobstant tout chevauchement des produits visés.[451]

7.340 Le segment suivant de la note générale des CE – "les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994)" – fait expressément référence aux "droits de douane" ou à "tous autres droits et impositions de toute nature" qui s'entendent "au sens de l'article II:1 b) d[u GATT de 1994]". À notre avis, ces termes se passent d'explications. Par ailleurs, nous relevons que le sens de ces termes n'est pas en cause dans le présent différend. Aussi n'examinerons-nous pas cet aspect plus en détail.

7.341 Le segment suivant de la note générale des CE dispose que les droits de douane et tous autres droits et impositions de toute nature "seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration". Conjointement avec le segment précédent, l'obligation de "consolider et éliminer" les droits et impositions engage clairement les Communautés européennes à accorder un accès en franchise de droits pour les produits visés par la concession, et ce, d'ici au 1er janvier 2000 et comme le prévoit le paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI. Les troisième et quatrième segments intègrent donc dans la Liste des CE un objectif essentiel de l'ATI, à savoir éliminer tous les droits et impositions pour les produits relevant de l'Appendice B, de la manière et selon le calendrier prévus au paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI. Le Groupe spécial fait observer qu'en l'absence de ce segment particulier de la note générale des CE, il apparaît qu'il n'y a rien dans le reste de la note générale ni dans les désignations de produits ou les numéros de positions tarifaires figurant après, qui à première vue pourrait être interprété comme indiquant qu'un accès en franchise de droits doit être accordé dans le cas de ces produits. L'une des grandes fonctions de la note générale des CE est donc de prévoir expressément l'octroi d'un traitement en franchise de droits aux produits visés par cette partie de la Liste des CE.

[451] Le Groupe spécial fait observer que le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste" peut aussi avoir eu pour objet de préciser que dans les cas où des produits bénéficiaient déjà de l'admission en franchise de droits dans la Liste d'un Membre, ils ne seraient pas soumis aux dispositions de l'ATI relatives à l'"échelonnement", aux termes desquelles les droits de douane ont été ramenés à un taux nul au moyen de réductions tarifaires proportionnées entre 1997 et 2000. À cet égard, les produits bénéficiant déjà de l'admission en franchise de droits au titre d'une liste continueraient de bénéficier d'un tel traitement pendant cette période d'"échelonnement". Le Groupe spécial fait en outre observer que la note générale des CE fait explicitement référence au paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI, qui contient les dispositions relatives à l'"échelonnement".

7.342 La note générale des CE se termine par le membre de phrase "où que le produit soit classé".[452] Le terme "wherever" (où que) est défini entre autres comme "II *rel. adverb & conjunction*. 2 At, in, or to any or every place in or to which (...) III 3 Introducing a qualifying dependent clause: in or to whatever place: no matter where. 4 In any case or circumstances in which" (II. *Adverbe et conjonction de subordination*. 2. À, dans, ou vers tout ou chaque endroit dans lequel ou auquel (…) III 3. Pour introduire une proposition subordonnée qualificative: dans ou vers tout endroit: peu importe lequel. 4. Dans tout cas ou toutes circonstances dans lequel ou lesquelles).[453] L'expression "no matter" (peu importe) est définie comme suit: "be of no consequence or importance; (b) colloq. it is of no consequence or importance, never mind" (sans conséquence ou importance; b) familier: c'est sans conséquence ou ça n'a pas d'importance, ça ne fait rien).[454] Le verbe "classify" (classer) est généralement défini comme "1 Arrange in classes; assign to a class" (1. répartir en classes; placer dans une classe).[455] Pour ce qui est de la structure de la note générale des CE, nous croyons comprendre que le membre de phrase final est lié à la condition que les droits de douane (et tous autres droits et impositions) soient consolidés et éliminés dans le cas des produits énumérés à l'Appendice B ou pour ledit appendice comme le prévoit le paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI. Au départ, sur la base des définitions du dictionnaire mentionnées ci-dessus, le sens courant du membre de phrase signifie que la classification du produit n'est pas déterminante, pas importante, ni même pertinente. Le Groupe spécial considère que, lu conjointement avec le reste du texte de la note générale des CE qui le précède, le libellé "où que le produit soit classé" indique que les droits de douane devraient être consolidés et éliminés dans le cas des produits figurant à l'Appendice B ainsi que dans celui des produits désignés "pour" l'Appendice B[456], et qu'il en serait ainsi peu importe où le produit est classé dans la Liste des CE.

7.343 Notre analyse initiale du texte de la note générale des CE semble indiquer que les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice doivent bénéficier d'un traitement en franchise de droits peu importe où ils sont classés. Cette interprétation a des conséquences pour le sens et la signification des numéros de positions tarifaires jouxtant les désignations de produits dans la Liste des CE. En particulier, quelle que soit leur signification, les numéros de positions tarifaires n'auraient pas pour effet de régir ou de déterminer la gamme des produits visés à partir du sens ordinaire des désignations de produits elles-mêmes. Autrement dit, le sens courant du membre de phrase "où que le produit soit classé" ne correspond pas à l'idée que les numéros de positions tarifaires notifiés par les Communautés européennes servent à limiter la portée des concessions accordées par les CE aux seuls produits qui sont classés ou qui peuvent être classés aux numéros de positions tarifaires particuliers figurant à côté de la désignation d'un produit donné dans l'Annexe de la Liste des CE.

7.344 Les Communautés européennes ont fait valoir que le libellé "où que le produit soit classé" avait pour objet de faire référence aux numéros de positions tarifaires figurant dans la Liste des CE où

---

[452] Nous relevons que ce libellé est très similaire à celui qui apparaît à deux endroits séparés de l'Annexe de l'ATI. Le texte introductif de l'Annexe de l'ATI dispose que "[l]'Appendice B énumère les produits spécifiques devant être couverts par l'ATI, où qu'ils soient classés dans le SH". Le texte introductif précédant immédiatement l'Appendice B dispose ce qui suit: "Liste positive des produits spécifiques devant être couverts par le présent accord, où qu'ils soient classés dans le SH". Cependant, dans la présente section du rapport, nous examinons le sens courant des termes.

[453] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 3622.

[454] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 1721.

[455] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 420.

[456] Nous rappelons de nouveau que certaines positions du SH figurant à la section 2 de l'Appendice A sont identifiées par l'observation "[p]our l'Appendice B". En conséquence, nous croyons comprendre que les désignations figurant à la section 2 de l'Appendice A ont été incluses dans les listes des Membres en même temps que les désignations figurant dans l'Appendice B, conformément aux modalités énoncées dans l'ATI (voir le paragraphe 7.337).

des taux de droits nuls s'appliqueraient à un produit particulier (comme le Membre l'indiquerait lui-même dans sa Liste avant/pendant la préparation de la mise en œuvre de ses obligations au titre de l'ATI).[457] En conséquence, selon elles, les numéros de positions tarifaires notifiés figurant à côté des désignations de produits dans leur Liste auraient effectivement pour effet d'"épuise[r]" la note générale, ce qui revient à dire que les numéros de positions tarifaires apparaissant à côté des désignations de produits indiquent où le produit sera classé par les Communautés européennes. Cependant, le Groupe spécial juge difficile de souscrire à cette interprétation, du moins sur la base du sens courant du texte de la note générale des CE, considérée dans son intégralité. Comme le Groupe spécial l'a interprété ci-dessus, le membre de phrase "où que le produit soit classé" fait référence à la condition selon laquelle les droits de douane et tous autres droits et impositions seront consolidés et éliminés dans le cas des produits énumérés à l'Appendice B ou pour ledit appendice. Ce membre de phrase n'est pas limitatif; on ne peut raisonnablement pas l'interpréter pour qu'il ne fasse référence qu'à la liste des produits et des numéros de positions tarifaires énumérés dans l'Annexe de la Liste des CE à côté de la désignation. Nous reconnaissons que les Communautés européennes ont notifié une liste bien définie de 14 numéros de positions tarifaires à côté de la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat dans l'Annexe de leur Liste, mais il n'y a rien qui permette de conclure, à partir d'une analyse du sens courant du libellé de la note générale des CE, que ces numéros de positions tarifaires "épuisent" les désignations des systèmes d'affichage à écran plat.[458]

7.345 En résumé, le Groupe spécial est d'avis qu'une analyse textuelle initiale des principaux termes et membres de phrase apparaissant dans la note générale des CE étaye fortement la conclusion selon laquelle les produits désignés à l'origine à l'Appendice B ou pour ledit appendice, qui dans le cas des dispositifs d'affichage à écran plat sont les mêmes que ceux repris dans l'Annexe de la Liste des CE, doivent bénéficier d'un traitement en franchise de droits peu importe où ils sont classés dans la Liste des CE.

7.346 Une telle conclusion semble indiquer que ce sont les désignations de produits figurant à l'Appendice B qui déterminent quels sont les produits auxquels les Communautés européennes sont tenues d'accorder un accès en franchise de droits, et *non* les numéros de positions tarifaires qui sont énumérés à côté des désignations de produits dans l'Annexe de la Liste des CE. Il semblerait que l'autre interprétation, à savoir que les numéros de positions tarifaires définissent la portée de l'obligation, donnerait une lecture de la note générale qui en exclurait le membre de phrase "où que le produit soit classé".

7.347 Le Groupe spécial tient à souligner qu'à ce stade de son analyse, ces observations relatives à l'interprétation de la note générale des CE ont un caractère préliminaire. Elles se fondent sur le sens courant du texte de la note générale des CE, lequel est le point de départ, et non le point final, de l'interprétation du texte d'un traité.

---

[457] Les Communautés européennes font valoir que les participants à l'ATI avaient des raisons de le faire, en particulier, qu'il était nécessaire de le faire parce que les produits désignés à la section 2 de l'Appendice A recoupaient plusieurs positions du SH, puisque ces positions remontaient au SH1996, et qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre sur une seule et même position appropriée dans laquelle classer le produit.

[458] Dans la mesure où les codes NC à huit chiffres spécifiques énumérés à côté de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat auraient une certaine utilité, par exemple éclairer leur interprétation du sens ordinaire des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, nous examinerons leur utilité par la suite au moment de déterminer le sens ordinaire de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.

ii) Les termes de la note générale des CE dans leur contexte

7.348 Les **plaignants** ont fait valoir que le sens courant des termes de la note générale des CE était "simple"[459], mais que l'ATI, en tant que contexte, fournissait d'autres éléments pour interpréter la concession des CE sur la base de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[460] Les **plaignants** soutiennent que l'ATI fournit un contexte pertinent pour interpréter la Liste des CE au sens de l'article 31 2) b) de la Convention de Vienne, en tant qu'instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité.[461] De plus, ils ont examiné le sens de la note générale des CE pour ce qui était des modifications apportées à la Liste des CE, ainsi que des concessions figurant dans les Listes de concessions des autres participants à l'ATI.

7.349 Les **Communautés européennes** font valoir que l'ATI est "étroitement lié" aux listes des participants à l'ATI et, à ce titre, qu'il peut être considéré comme un contexte au sens de l'article 31 2) b) de la Convention de Vienne.[462] Elles soutiennent que, dans la mesure où l'ATI constitue effectivement un contexte pertinent pour interpréter leur Liste, il faut toutefois qu'il soit interprété conformément à la Convention de Vienne.[463] Elles considèrent que l'interprétation de l'ATI

[459] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 94.

[460] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 59 et 94; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 18; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 6. Le Taipei chinois fait valoir que la référence figurant dans la note générale montre que tous les Membres de l'OMC ont accepté que l'ATI se rapportait aux concessions consenties dans leurs Listes (deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 8).

[461] Réponses des plaignants à la question n° 2 du Groupe spécial; réponse du Japon à la question n° 1 du Groupe spécial. Les États-Unis font valoir que l'ATI n'est pas *le* traité en cause dans le présent différend; ils estiment que l'ATI est un "instrument" lié au GATT de 1994 (réponse des États-Unis à la question n° 1 du Groupe spécial). Ils font valoir que les Membres de l'OMC ont reconnu le lien existant entre l'ATI et le GATT de 1994 en acceptant formellement les modifications apportées aux Listes des participants à l'ATI qui étaient Membres de l'OMC peu après sa conclusion. Par ailleurs, ils estiment que les Membres de l'OMC ont pris acte de l'ATI dans la Déclaration ministérielle de Singapour en prenant note de l'Accord et en s'en félicitant (réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial). Le Japon fait valoir que l'ATI est une "déclaration politique", mais partage généralement le point de vue des États-Unis selon lequel l'ATI ne constitue pas un texte conventionnel aux fins de l'interprétation des concessions des CE (réponse du Japon aux questions n° 1, 2 et 5 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 18). Le Japon considère qu'il faudrait accorder moins de poids en matière d'interprétation à la teneur fondamentale de l'ATI qui a par la suite été inclus dans les concessions inscrites dans la Liste des CE (deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 18). Le Taipei chinois estime que l'ATI a été "accepté" par tous les Membres de l'OMC en tant qu'instrument ayant rapport à la Liste de concessions, ainsi que le démontre le fait qu'il a été négocié et convenu dans le cadre de l'OMC pendant la Conférence ministérielle de Singapour le 13 décembre 1996 (deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 8; réponse du Taipei chinois à la question n° 2 du Groupe spécial). Le Taipei chinois considère que la référence faite dans le texte introductif de l'ATI est un élément additionnel qui montre que tous les Membres de l'OMC ont accepté l'ATI dans le contexte des concessions inscrites dans les Listes des Membres. En outre, le Taipei chinois fait observer que les modifications apportées aux Listes de concessions de tous les participants à l'ATI ont été mises en œuvre suivant les "Procédures de modification et de rectification des listes de concessions tarifaires", auxquelles ont adhéré tous les Membres de l'OMC (deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 8).

[462] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 du Groupe spécial.

[463] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 1 et 2 du Groupe spécial. Selon les Communautés européennes, l'ATI est un traité international "à part entière" au sens de l'article 2 1) de la Convention de Vienne, car il contient manifestement des "obligations juridiques dont le libellé est sans ambiguïté" et qui sont contraignantes pour toutes les parties à la déclaration. Les Communautés européennes jugent qu'il n'est pas pertinent que l'ATI soit qualifié de "déclaration ministérielle", faisant observer que le premier paragraphe de son préambule utilise le mot "accord" (réponse des Communautés européennes à la question n° 1 du Groupe spécial). Elles estiment qu'avant de prendre comme contexte une quelconque partie de

n'étaye pas la cause des plaignants, même si ceux-ci ont limité leurs arguments à des "dispositions de l'ATI arbitrairement choisies".[464]

7.350 Le Groupe spécial examinera chacune des sources de contexte possibles l'une après l'autre.

Les termes de la note générale des CE et de l'Annexe de la Liste des CE lus dans le contexte de l'ATI

Arguments des parties

7.351 Les **plaignants** estiment que diverses dispositions de l'ATI, en particulier son préambule, les paragraphes 1 et 2 du texte principal, et les paragraphes 2, 3 et 5 de l'Annexe, étayent leur interprétation selon laquelle les produits désignés à l'origine dans l'Annexe de la Liste des CE doivent bénéficier d'un accès en franchise de droits peu importe où ils sont classés dans la Liste des CE.

7.352 Par contre, les **Communautés européennes** font valoir que diverses dispositions de l'ATI étayent une interprétation selon laquelle les numéros de positions tarifaires figurant dans l'Annexe de la Liste des CE "épuisent" effectivement les engagements qu'elles ont pris.

7.353 Les vues des parties concernant ces diverses dispositions sont analysées ci-dessous.

Le préambule *et le premier paragraphe de l'ATI*

7.354 Les **plaignants** font valoir que le libellé du préambule et du premier paragraphe de l'ATI étaye leur interprétation de la note générale des CE. En particulier, ils font référence à des dispositions telles que le but d'"arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information"; le fait que l'ATI s'efforce d'"encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale", et le fait que les régime commerciaux "devrai[en]t évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information".[465]

7.355 Les **États-Unis** font valoir que ces dispositions indiquent que les participants à l'ATI envisageaient une "évolution positive de l'accès aux marchés". Ils soutiennent que cela montre que les participants à l'ATI tenaient à garantir le maintien de l'admission en franchise de droits même dans le cas où, par exemple, la technologie a évolué et "un produit numérique pris isolément a fini par avoir de nouveaux usages précédemment attribués à d'autres produits".[466] Ils font valoir qu'il faudrait donner une lecture de toutes les dispositions de l'ATI, y compris de l'Appendice B, qui soit compatible avec le libellé visant à encourager l'expansion du commerce et le développement technologique. À leur avis, si chaque avancée technologique nécessitait une renégociation, les opérateurs économiques seraient dissuadés d'innover car ils compromettraient ainsi l'accès en franchise de droits.[467]

7.356 Le **Japon** fait valoir que les objectifs énoncés dans le préambule et le premier paragraphe de l'ATI manifestent la volonté d'encourager le "développement technologique" et l'"évolution"

---

l'ATI, il faut d'abord déterminer le sens de ce texte dans le cadre de l'ATI. (Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial)

[464] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[465] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 28; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 60; la première communication écrite du Japon, paragraphe 175; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 14.

[466] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.

[467] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 61.

technologique, et non de créer des désincitations. Selon lui, il serait contraire à ces objectifs d'abaisser les droits de douane sur certains produits pour les rétablir sur la base des changements apportés aux produits par le développement technologique.[468]

7.357 Le **Taipei chinois** fait valoir que les dispositions citées du préambule et du premier paragraphe de l'ATI établissent que les "régimes commerciaux" devraient évoluer de manière à améliorer les débouchés commerciaux. Il soutient qu'il n'y a rien dans ces dispositions qui indique qu'il faudrait donner des produits visés aux Appendices A et B une lecture "restrictive" ou les "interpréter au sens strict", ni qu'il faudrait exclure des produits du champ d'application de l'ATI parce qu'ils sont technologiquement plus avancés que les produits qui existaient au moment où l'ATI a été négocié.[469]

7.358 Les **Communautés européennes** estiment toutefois que les dispositions de l'ATI "arbitrairement choisies" auxquelles les plaignants ont fait référence n'étayent pas leur cause.[470] Elles considèrent que les dispositions citées ne peuvent pas être lues isolément du reste de l'ATI.[471] Elles rappellent que le premier paragraphe de l'ATI utilise le mot "devrait" et non "doit" et qu'il n'est donc pas d'application obligatoire.[472] Par ailleurs, les Communautés européennes font valoir que le paragraphe premier de l'ATI fait aussi référence au "régime commercial de chaque partie" et non spécifiquement à l'interprétation d'une concession tarifaire donnée.[473] Elles ne sont pas d'accord pour dire que la référence qui est faite au "régime commercial" dans le premier paragraphe indique que l'ATI s'applique à "l'industrie des technologies de l'information maintenant en constante évolution".[474] Les Communautés européennes considèrent que le préambule et le paragraphe premier de l'ATI sont importants pour comprendre le paragraphe 3 de l'Annexe dudit accord[475] qui, soutiennent-elles, est la seule disposition qui porte sur des questions concernant l'élargissement de la gamme de produits par suite du développement technologique.[476] Selon elles, l'Annexe de l'ATI reflète l'idée que le secteur des technologies de l'information "évolue rapidement de par sa nature" et que, selon son libellé, l'ATI n'avait pas pour objet de "s'appliquer à chaque nouveau produit susceptible de voir le jour dans le secteur des technologies de l'information en rapide évolution et convergence".[477]

---

[468] Première communication écrite du Japon, paragraphe 175.

[469] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 15 et 16.

[470] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[471] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial. Les Communautés européennes font valoir que l'ATI comprend une "gamme de produits soigneusement négociée" et des "procédures détaillées d'examen et d'actualisation de cette gamme de produits, y compris à la lumière du développement technologique".

[472] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[473] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[474] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 101 du Groupe spécial.

[475] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[476] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 101 du Groupe spécial. Les Communautés européennes considèrent que le premier paragraphe de l'ATI est plus pertinent pour d'autres dispositions, telles que celles qui portent sur les obstacles non tarifaires auxquels il est fait référence au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI, que l'examen d'autres parties de l'ATI qui définissent la portée des concessions tarifaires. De la même manière, elles font valoir que le texte du préambule de l'ATI "ne peut s'entendre que" comme faisant référence aux procédures prévues dans l'ATI pour la libéralisation et l'expansion "future" du commerce des produits des technologies de l'information. (Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial)

[477] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 15.

*Paragraphe 2 de l'ATI et paragraphe 2 de l'*Annexe *de l'ATI*

7.359 Les **plaignants** font valoir que le paragraphe 2 de l'ATI et le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI établissent une "approche mixte" pour la libéralisation tarifaire aux termes de laquelle les participants à l'ATI sont convenus de consolider et d'éliminer des droits de douane applicables aux produits qui soit pouvaient être classés dans les positions du SH énumérées à l'Appendice A, soit étaient désignés dans une liste de produits figurant à l'Appendice B.[478] Ils considèrent que les produits pourraient être visés par l'un ou l'autre appendice, ou par les deux.[479] Selon les plaignants, le paragraphe 2 de l'ATI établit des obligations, alors que le paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI énonce des modalités pour la consolidation et l'élimination des droits applicables aux produits visés par l'ATI.[480] Les plaignants estiment que le paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI ordonne aux participants de joindre une "annexe" à leurs Listes annexées à l'Accord sur l'OMC, incluant tous les produits de l'Appendice B, et de "fournir la liste des positions détaillées du SH pour les produits indiqués à l'Appendice B".

7.360 Les **États-Unis** font valoir qu'au titre du paragraphe 2 de l'ATI et du paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, il a été demandé à chaque Membre d'indiquer les positions particulières du SH qu'il jugeait applicables au moment de la mise en œuvre des concessions prévues dans l'ATI. Ils font valoir que les numéros de positions tarifaires énumérés dans l'Annexe de la Liste des CE (notifiés sur la base de l'article 2 de l'ATI) renvoient à d'autres désignations figurant dans une partie séparée de la Liste des CE, qui indique seulement les types de produits qui étaient considérés comme visés à l'époque par les concessions des CE prévues à l'Appendice B.[481] Les États-Unis considèrent donc que les codes figurant à côté des désignations de produits dans l'Appendice B ne peuvent pas limiter les produits visés à ceux indiqués à l'Appendice B qui peuvent être classés dans ces codes.[482] Ils font valoir que si les codes devaient déterminer les produits désignés à l'Appendice B qui sont visés, cela serait contraire au texte de la note générale des CE (et des notes générales incluses dans les Listes des autres participants à l'ATI) qui exige d'accorder un traitement en franchise de droits pour tous les produits relevant de l'Appendice B où qu'ils soient classés. Ils soutiennent que la note générale serait

[478] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 8 et 23; première communication écrite du Japon, paragraphe 143 (disant que les obligations prévues dans les concessions tarifaires accordées conformément à l'Appendice A et à l'Appendice B sont juridiquement indépendantes les unes des autres); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 24 (disant que deux catégories de produits sont visées dans l'ATI: les produits qui sont énumérés à l'Appendice A de l'Annexe de la Déclaration et ceux qui sont énumérés à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration).

[479] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 23. Selon les États-Unis, l'approche mixte avait pour but de veiller à ce que les changements de classement ne nuisent pas à l'objectif visant à garantir l'accès en franchise de droits (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29); réponse des États-Unis à la question n° 10 b) du Groupe spécial, paragraphe 24; première communication écrite du Japon, paragraphe 263; réponse du Taipei chinois à la question n° 10 b) du Groupe spécial.

[480] Réponse des plaignants à la question n° 103 du Groupe spécial. Le Japon fait valoir que puisque les paragraphes 2 a) et 2 b) de l'ATI définissent la portée des engagements pris par les participants pour accorder l'accès en franchise de droits en ne faisant référence qu'aux désignations et aux positions du SH sans faire mention des modalités énoncées au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, les paragraphes principaux ont la priorité et ceux de l'Annexe de l'ATI sont secondaires. Par conséquent, l'Annexe ne peut pas "éclipser" les engagements mentionnés dans les dispositions principales. Selon le Japon, le paragraphe 2 de l'ATI devrait être lu "dans le contexte du" paragraphe 2 b) de l'ATI lui-même. Le Taipei chinois fait valoir que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI ne peut pas accroître ou diminuer les engagements découlant du paragraphe 2 b) de l'ATI, qui vise à éliminer les droits de douane et autres droits et impositions frappant les produits dont la liste figure à l'Appendice B (réponse du Taipei chinois à la question n° 103 du Groupe spécial).

[481] Réponses des États-Unis aux questions n° 7, 82 et 116 du Groupe spécial.

[482] Réponse des États-Unis à la question n° 103 du Groupe spécial; observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes à la question n° 102 du Groupe spécial.

aussi inutile car les participants à l'ATI auraient pu consolider leurs positions à un taux nul sans inclure de note générale.[483] Les États-Unis jugent en outre pertinent que les désignations de produits figurant dans l'Appendice B ne soient généralement pas fondées sur le SH.[484]

7.361 Le **Japon** fait valoir que l'obligation de joindre une "annexe" incluant tous les produits de l'Appendice B signifie que les désignations de tous ces produits devaient être incluses et définir la portée de la concession.[485] Il considère que leur inclusion confirme la prédominance du libellé des désignations de produits sur les codes énumérés à côté.[486] Le Japon considère en outre que la référence faite dans le paragraphe 2 a) de l'ATI aux produits qui sont "classés (ou pouvant être classés)" confirme que les engagements en matière d'accès en franchise de droits conformément à l'Appendice B s'appliquent à tous les produits correspondant à la désignation, quelle que soit leur classification par les autorités douanières nationales.[487] Il fait aussi valoir que le recours à l'approbation par "consensus" est plus compréhensible si les positions du SH sont considérées comme non contraignantes, puisqu'il est plus facile de parvenir au consensus sur quelque chose qui "ne risque pas de modifier ou de redéfinir la portée de la concession".[488]

7.362 Le **Taipei chinois** explique que l'expression "classés (ou pouvant être classés)" figurant au paragraphe 2 de l'ATI indique que les "négociateurs entendaient définir la gamme de produits relevant de l'Appendice A sur la base du SH" et qu'en conséquence le SH1996 joue un rôle dans l'interprétation de la portée des concessions en ce qui concerne les produits énumérés à l'Appendice A. Cependant, il fait valoir que l'on ne trouve pas de référence de ce type au paragraphe 2 b) de l'ATI qui mentionne "tous les produits spécifiés dans l'Appendice B de l'Annexe de la présente déclaration, qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A".[489] Le **Taipei chinois** soutient que le paragraphe 2 b) de l'ATI énonce l'engagement général d'éliminer les droits de douane et autres droits et impositions dans le cas des produits visés par les désignations énumérées à l'Appendice B. Il considère que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI énonce la procédure à suivre pour la mise en œuvre, à savoir spécifier les codes du SH pour les produits dont la liste figure dans l'Appendice B.[490] Il fait valoir que les participants à l'ATI étaient ainsi convenus que la portée de la concession serait définie par la désignation pertinente des produits et non par les positions notifiées du SH.[491] Les positions du SH ne limiteraient donc pas la portée de la concession, telle qu'elle est définie par les désignations de produits.[492] Le Taipei chinois fait valoir que le paragraphe 2 b) de l'ATI définit la portée des engagements tarifaires, mais que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI indique que le SH est un outil pour mettre en œuvre les

[483] Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 103 et 104 du Groupe spécial.
[484] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 23.
[485] Réponse du Japon à la question n° 103 du Groupe spécial.
[486] Réponse du Japon à la question n° 104 du Groupe spécial.
[487] Réponse du Japon à la question n° 104 du Groupe spécial. Le Japon estime qu'il n'est fait référence au SH que pour les produits relevant de l'Appendice A et non pour ceux de l'Appendice B.
[488] Réponse du Japon à la question n° 103 du Groupe spécial. Le Japon fait en outre valoir que le processus d'"examen et approbation" dont il est question dans le texte introductif du paragraphe 2 de l'ATI reposait sur le fait qu'il n'y avait pas de mécanisme visant à imposer une façon uniforme d'illustrer la portée des concessions. Le Japon fait notamment remarquer que les participants à l'ATI ont parfois notifié différentes positions, y compris des lignes tarifaires du SH dans certains cas et des lignes de leur tarif national dans d'autres cas, et parfois ils n'en ont notifié aucune (comme dans le cas du Japon). Il fait valoir que l'uniformité découle plutôt de l'utilisation des mêmes désignations pour décrire la concession (réponse du Japon à la question n° 103 du Groupe spécial).
[489] Réponse du Taipei chinois à la question n° 104 du Groupe spécial.
[490] Réponse du Taipei chinois aux questions n° 100 et 103 du Groupe spécial.
[491] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 103.
[492] Réponse du Taipei chinois à la question n° 7 du Groupe spécial.

concessions indiquées dans la Liste de chaque participant. Le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI ne peut pas accroître ou diminuer les engagements découlant du paragraphe 2 b) de l'ATI. Le Taipei chinois explique que les engagements énoncés dans l'ATI sont des engagements de fond et qu'ils visent l'élimination des droits de douane et autres droits et impositions en ce qui concerne, entre autres, les produits dont la liste figure dans l'Appendice B. Il fait valoir qu'en revanche les engagements établis dans l'Annexe sont d'ordre procédural et énoncent les modalités de mise en œuvre des engagements de fond. Le Taipei chinois estime donc que la nature et la portée des engagements énoncés dans l'ATI et dans son annexe sont différentes et que ces engagements doivent donc être lus conjointement.[493]

7.363 Les plaignants font valoir que les codes ne servent qu'à des fins d'"illustration".[494] Le **Japon** soutient que les positions du SH notifiées conformément à l'alinéa 2 b) ii) de l'Annexe de l'ATI avaient pour objet "de préciser le plus possible" quelles étaient les positions qui étaient incluses dans les désignations fournies à titre d'"illustration" ou de "contexte limité", plutôt que de restreindre le champ ou d'épuiser le sens de la désignation.[495] Par conséquent, la référence faite aux "positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B" avait pour objet de faire référence aux positions qui concernaient la désignation des produits ou s'y rapportaient, mais non de définir la portée de la concession.[496] Le **Taipei chinois** fait valoir que les codes énumérés sont des "éléments de preuve" de la façon dont les Communautés européennes jugeaient que la concession visée à l'Appendice B devait se traduire dans la NC et le TDC. Il soutient toutefois que cela ne peut pas remplacer la détermination de l'intention commune des Membres de l'OMC. Il fait donc valoir qu'une analyse des numéros de positions tarifaires indiqués à côté de la désignation des produits permet seulement d'évaluer ce que les Communautés européennes jugeaient être inclus dans la concession sans qu'une telle liste ne constitue une désignation exhaustive.[497]

7.364 Les **Communautés européennes** font valoir que les codes notifiés conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, qui avaient été acceptés par consensus et certifiés, représentent un commun accord entre les Membres de l'OMC[498], et "épuisent" l'engagement pris par les Communautés européennes en ce qui concerne les désignations auxquelles ils se rapportent.[499] Elles soutiennent qu'au paragraphe 2 de son texte principal et au paragraphe 2 de son Annexe, l'ATI enjoint aux Membres d'accorder l'accès en franchise de droits pour les produits relevant de l'Appendice A, lorsqu'il n'y a pas désaccord au sujet du classement approprié des produits désignés par des positions du SH, ou des produits relevant de l'Appendice B, lorsque les participants ne se sont pas opposés à l'inclusion de produits dans l'ATI, mais n'étaient pas d'accord avec le classement.[500] Les

[493] Réponse du Taipei chinois à la question n° 103 du Groupe spécial.

[494] Réponse des États-Unis aux questions n° 7 et 82 (paragraphe 113) du Groupe spécial; réponse du Japon à la question n° 6 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 7 du Groupe spécial.

[495] Réponses du Japon aux questions n° 103 et 107 du Groupe spécial. Le Japon fait valoir que par conséquent les codes "peuvent contribuer à illustrer la gamme de produits qui correspondent aux désignations de produits". Il considère que le fait d'en donner une telle lecture "préserve l'intégrité de l'approche envisagée à l'Appendice B qui va au-delà de la nomenclature du SH" (réponse du Japon à la question n° 116 du Groupe spécial).

[496] Réponse du Japon à la question n° 103 du Groupe spécial.

[497] Réponse du Taipei chinois à la question n° 116 du Groupe spécial.

[498] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 21.

[499] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 c) du Groupe spécial, paragraphe 31.

[500] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 18. Les Communautés européennes font valoir que l'Annexe de l'ATI, y compris ses appendices, fait intégralement partie de l'ATI dans son ensemble. C'est ce que démontre aussi le texte introductif du paragraphe 2 du texte principal, qui est libellé comme suit: "Conformément aux modalités énoncées dans l'Annexe ...". Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a pas de hiérarchie entre le texte principal de l'ATI, l'Annexe de l'ATI et les appendices, et que

Communautés européennes considèrent que les désignations figurant à l'Appendice B sont "parfois délibérément larges" et d'autres fois "très étroites" afin d'exclure des produits tels que les téléviseurs.[501] Bien qu'elles relèvent que les libellés des définitions de produits ne sont pas en soi ceux du SH, les Communautés européennes font valoir qu'"il était explicitement envisagé qu'elles seraient mises en œuvre au moyen des positions du SH", en particulier, du fait que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI exige des parties qu'elles identifient les "positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B". Elles font donc valoir que le libellé de l'ATI, y compris les appendices, est influencé par le SH.[502] Elles sont d'avis que puisqu'il est fait référence aux positions du SH tant dans le libellé de l'ATI que dans l'Annexe de l'ATI, les engagements figurant dans l'ATI doivent être pris expressément à l'égard des produits identifiés par les positions du SH dont ils relèvent.[503]

7.365 Les Communautés européennes expliquent qu'il serait possible d'interpréter les dispositions de l'ATI de telle manière que la note générale prévoie pour les produits définis à l'Appendice B un "filet de sécurité", à savoir qu'il pourrait, du moins en principe, y avoir d'autres produits que ceux identifiés dans la Liste des CE par des positions qui répondent à la définition d'un produit donné.[504] Les Communautés européennes soutiennent que, selon ce scénario, les définitions de produits figurant à l'Appendice B de l'ATI lui-même constitueraient sans doute une obligation séparée. Sur cette base, il y aurait donc formellement suivant l'Appendice B deux séries d'engagements dans la Liste des CE, une qui combinerait les désignations de produits et les positions figurant à leur côté, et l'autre qui incorporerait dans la Liste des CE à titre de "filet de sécurité" les désignations de produits figurant dans l'ATI lui-même.[505] Dans ce scénario du filet de sécurité, un produit donné pourrait relever d'une position autre que celle indiquée à côté de la désignation. Cependant, les Communautés européennes font valoir qu'il faudrait que les plaignants démontrent à l'aide de "nombreux éléments de preuve" qu'il existe de tels autres produits et par conséquent d'autres positions qui correspondraient à une telle désignation de produits.[506]

7.366 Les plaignants rejettent l'allégation des Communautés européennes selon laquelle il leur appartient de démontrer qu'il existe des positions autres que celles inscrites dans l'Annexe de la Liste des CE qui correspondraient à cette définition, et qu'il leur faudrait présenter de "nombreux éléments

---

les dispositions devraient être considérées dans leur ensemble (réponse des Communautés européennes à la question n° 104 du Groupe spécial).

[501] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 19 et 20.

[502] Réponse des Communautés européennes à la question n° 21 du Groupe spécial.

[503] Réponse des Communautés européennes à la question n° 21 du Groupe spécial (disant que "le SH96 et ses règles sont donc forcément pertinentes et applicables aussi en ce qui concerne les engagements pris en application de la section 2 de l'Appendice A et de l'Appendice B de l'ATI"). Étant donné qu'elles estiment que les codes NC figurant dans l'Annexe de leur Liste établissent les obligations contraignantes, les Communautés européennes font valoir que les obligations devraient être interprétées conformément au libellé pertinent de ces codes NC et aux règles correspondantes du SH1996 (réponse des Communautés européennes aux questions n° 21 et 112 du Groupe spécial).

[504] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 3 et 5 du Groupe spécial.

[505] Compte tenu du libellé de la note générale, les désignations de produits figurant à l'Appendice B auraient sans doute prépondérance en cas de divergences avec le libellé de la Liste. Les Communautés européennes font valoir qu'elles n'ont pas pu trouver de différences entre le libellé employé dans les parties pertinentes de leur Liste et les définitions de produits figurant à l'Appendice B, sauf en ce qui concerne l'identification des positions spécifiques dans leur Liste (réponse des Communautés européennes à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphe 18).

[506] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19; réponse des Communautés européennes à la question n° 1 des États-Unis pendant la deuxième réunion.

de preuve" pour prouver qu'un produit spécifique répondant à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ne bénéficie pas d'un traitement en franchise de droits.[507]

*Paragraphe 3 de l'*Annexe *de l'ATI*

7.367 Les **plaignants** font valoir que le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI se rapporte à des produits nouveaux ou "additionnels" et ne limite pas la portée des concessions existantes prévues dans l'ATI. Les **États-Unis** soutiennent que le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI se rapporte à des "produits additionnels", non à des produits qui sont visés par les termes des concessions.[508] Le **Japon** fait valoir que le paragraphe 3 est "en grande partie dénué de pertinence" pour le présent différend car il "exprime simplement une évidence", à savoir que les parties peuvent se réunir de nouveau pour élargir la gamme des produits visés.[509] Le Japon considère que les Communautés européennes ont "considérablement exagéré" l'importance en matière d'interprétation du paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI concernant les négociations futures du fait qu'elles estiment que la possibilité de négociations futures "restreint d'une manière ou d'une autre" la portée des concessions initiales.[510] Le **Taipei chinois** estime que les Communautés européennes accordent trop d'importance et de poids à la procédure de négociation future envisagée au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI. Il fait observer que le paragraphe 3 porte sur les négociations futures et qu'il est donc "en grande partie dénué de pertinence" pour déterminer les produits existants visés par l'ATI, parce qu'il se rapporte à d'éventuelles négociations futures. Il fait valoir que le paragraphe 3 "n'envisage, logiquement, qu'une procédure pour étendre le champ d'application de l'ATI qui n'impose pas ni n'exige une interprétation restrictive des produits visés par l'ATI".[511]

7.368 Les **Communautés européennes** estiment que l'Annexe de l'ATI montre que les parties étaient bien conscientes que l'industrie des TI évoluait rapidement et elles considèrent que, selon son libellé, l'ATI "ne devait pas s'appliquer à chaque nouveau produit susceptible de voir le jour dans le secteur des technologies de l'information en rapide évolution et convergence".[512] Elles font valoir que, pour comprendre l'objet et le but de l'ATI, toutes ses parties doivent être interprétées de façon à donner un sens à chacune et à n'en rendre aucune inopérante.[513] Selon elles, le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI constitue un mécanisme d'actualisation de l'Annexe et un cadre pour éliminer les ambiguïtés que la convergence et l'évolution rapide de l'industrie devaient poser pour la classification tarifaire dans ce secteur.[514]

*Paragraphe 5 de l'*Annexe

7.369 Les **plaignants** font valoir que le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI se rapporte à des questions d'harmonisation de la classification, et ne limite pas la portée des concessions existantes figurant dans l'ATI. Les **États-Unis** soutiennent que le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI crée simplement un mécanisme pour établir une classification commune des produits des technologies de

[507] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 100 à 103 du Groupe spécial et aux questions n° 1 à 3 des États-Unis pendant la deuxième réunion (rejetant l'argument des Communautés européennes qui impose une "stricte charge de la preuve"); deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 64 (faisant référence à la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19).
[508] Voir, par exemple, la réponse des États-Unis à la question n° 118 du Groupe spécial.
[509] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 20.
[510] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 19.
[511] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 17.
[512] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 15.
[513] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 22.
[514] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 16.

l'information.[515] Le **Japon** fait valoir que le paragraphe 5 (et le paragraphe 6) de l'Annexe de l'ATI n'aurait pas été nécessaire si le paragraphe 2 de l'ATI n'avait pas porté uniquement ou de façon déterminante sur la mise en œuvre de l'ATI, y compris en particulier le choix des lignes tarifaires relevant des listes tarifaires nationales.[516] Le **Taipei chinois** considère que le paragraphe 5 se rapporte aux "divergences dans la classification des produits pour lesquels des engagements ont déjà été pris". Par conséquent, il fait valoir que la procédure "ne vise pas à "élargir" les engagements, mais à éliminer les divergences au niveau de la classification des produits qui sont déjà visés par des concessions existantes".[517]

7.370 Le Taipei chinois est d'avis que les négociateurs de l'ATI étaient "très clairs" au sujet de la différence entre la question de la modification des produits visés et celle de la classification.[518] Il allègue qu'il n'y aurait de divergences en matière de classification qu'une fois que la gamme des produits visés aurait été définie, et que par conséquent les mandats des paragraphes 3 et 5 "sont différents et séparés et ne devraient donc pas être confondus".[519]

7.371 Les **Communautés européennes** font valoir que le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI porte sur les divergences au niveau de la classification des produits dans la nomenclature du SH, y compris des produits de l'Appendice B.[520]

Examen par le Groupe spécial

L'ATI peut-il être considéré comme un contexte au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne?

7.372 Avant d'examiner les arguments des parties concernant la substance de l'ATI, le **Groupe spécial** déterminera si l'ATI peut servir de contexte au sens de la Convention de Vienne pour interpréter les concessions figurant dans la Liste des CE. Étant donné que les parties disent à l'unanimité que l'ATI tombe sous le coup de l'article 31 2) b) de la Convention de Vienne, nous commencerons notre analyse par cette disposition.[521]

7.373 Nous rappelons que l'article 31 2) de la Convention de Vienne dispose ce qui suit:

> "Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:

[515] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[516] Réponse du Japon à la question n° 103 du Groupe spécial.
[517] Réponse du Taipei chinois à la question n° 109 du Groupe spécial.
[518] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 118 du Groupe spécial.
[519] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 118 du Groupe spécial.
[520] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 17.
[521] Voir la réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial; la réponse du Japon aux questions n° 1 et 2 du Groupe spécial; la réponse du Taipei chinois à la question n° 2 du Groupe spécial; la réponse des Communautés européennes aux questions n° 1 et 2 du Groupe spécial. Nous relevons en outre que certaines tierces parties conviennent que l'ATI constitue un contexte pertinent: voir, par exemple, la déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 12; la déclaration orale de la Chine en tant que tierce partie, paragraphe 6; la communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 13.

> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité."

7.374 Outre le texte du traité, y compris son préambule et ses annexes, l'article 31 2) mentionne certains "accords" et certains "instruments" qui doivent aussi être pris en compte en tant que contexte par l'interprète d'un traité. Comme le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* l'a observé:

> "En ce qui concerne les autres accords ou instruments qui peuvent être admissibles au titre de l'article 31 2), la Commission du droit international a déclaré ce qui suit:
>
> > "[L]'article 31 2)] se fonde sur le principe selon lequel un document de caractère unilatéral ne saurait être considéré comme faisant partie du contexte […] *à moins que non seulement il ait été établi à l'occasion de la conclusion du traité, mais encore qu'il ait été reconnu à la même occasion par les autres parties comme se rapportant au traité.* […] Ce que le paragraphe 2 propose, c'est qu'aux fins d'interprétation du traité, ces catégories de documents ne soient pas traitées comme de simples preuves auxquelles on peut avoir recours pour résoudre une ambiguïté ou une obscurité, mais comme une partie du contexte servant à dégager le sens ordinaire des termes du traité."[255] (pas d'italique dans l'original)
>
> En outre, un éminent juriste international indique que, pour se rapporter au traité, et faire ainsi partie du "contexte", par opposition à l'historique de la négociation, qui fait l'objet de l'article 32 de la Convention de Vienne, un instrument "doit concerner la substance du traité et en clarifier certains concepts ou en limiter le champ d'application. Il doit également avoir été élaboré à l'occasion de la conclusion du traité".[256]

---

[255] Annuaire de la Commission du droit international, 1966, volume II, page 241, paragraphe 13.
[256] Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 129."[522]

7.375 Les parties au présent différend ont débattu de la question de savoir si l'ATI était un "traité à part entière"[523] ou une "déclaration politique".[524] Nous relevons que l'article 2 1) a) de la Convention de Vienne définit un "traité" comme suit:

> "[U]n accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière".

---

[522] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 7.153 et 7.154.
[523] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 du Groupe spécial.
[524] Réponse du Japon aux questions n° 1 et 2 du Groupe spécial.

7.376 Si l'on met de côté pour le moment la question de savoir si l'ATI est ou non un traité, l'article 31 2) reconnaît que les "accords" et les "instruments" peuvent tous être considérés comme un contexte pour autant qu'ils remplissent certaines conditions. La Convention de Vienne fait référence aux notions d'"accord" et d'"instrument" dans la définition du mot "traité" reproduite ci-dessus.[525] La déclaration de la Commission du droit international figurant ci-dessus laisse entendre qu'un "instrument" admissible[526] peut même être un "document" de caractère unilatéral du moment qu'il satisfait aux prescriptions additionnelles de l'article 31 2) b) selon lesquelles il a été "établi à l'occasion de la conclusion du traité", et "il a été reconnu à la même occasion par les autres parties comme se rapportant au traité". Compte tenu de ces considérations, il est utile d'examiner si l'ATI concerne la substance du traité, clarifie certains concepts de l'*Accord sur l'OMC*, ou par ailleurs en limite le champ d'application, et de déterminer dans quelle mesure il a été élaboré à l'occasion de la conclusion du traité.

7.377 À tout le moins, l'ATI peut être admissible en tant qu'"instrument" aux fins de l'article 31 2) b).[527] L'ATI a été proposé, rédigé et convenu par un groupe de Membres de l'OMC et d'États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC. Les participants à l'ATI ont pour leur part modifié leurs Listes, qui faisaient elles-mêmes partie de l'Accord sur l'OMC, après la conclusion et la signature de l'ATI. En ce sens, les parties ont reconnu que l'ATI était un "instrument" au sens où nous l'entendons.

7.378 L'ATI représente aussi un instrument "établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité", où le terme "parties" fait référence aux Membres de l'OMC. L'ATI (dont le nom officiel est la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information) a été convenu le 13 décembre 1996 par 15 Membres de l'OMC (en comptant comme un seul Membre les 15 États membres des CE à l'époque), ainsi que par des États ou territoires douaniers ayant engagé le processus d'accession à l'OMC. Conformément aux dispositions de l'ATI, les participants ont modifié leurs listes de concessions, qui faisaient elles-mêmes partie de l'*Accord sur l'OMC*.[528] Comme les participants originels à l'ATI sont expressément convenus d'un processus pour incorporer les concessions se rapportant à l'ATI dans leurs Listes annexées à l'Accord sur l'OMC, le Groupe spécial considère que l'ATI a clairement été établi "à l'occasion de la conclusion du traité", car

---

[525] En particulier, la définition de l'article 2 1) semble laisser entendre qu'un "accord" peut lui-même être constitué d'un ou de plusieurs "instruments".

[526] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.154 (citant Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 129).

[527] Dans l'affaire *États-Unis – FSC* (paragraphe 7.158), le Groupe spécial a examiné le sens ordinaire du terme "instrument" comme suit:

"À cet égard, nous notons que le terme "instrument" a été défini dans un dictionnaire comme suit: "*Droit*. Document juridique formel par lequel un droit est créé ou confirmé, ou un fait consigné; écrit formel de toute sorte, tel que accord, acte, convention, ou compte rendu établi et signé sous forme juridique". [note de bas de page omise] De même, un dictionnaire juridique a défini le mot "instrument" comme signifiant, entre autres choses, "[un] document ou écrit qui confère une expression formelle à un acte juridique ou accord, aux fins de créer, garantir ou modifier un droit ou d'y mettre fin; écrit signé et remis comme preuve d'un acte ou accord". [note de bas de page omise] Par conséquent, l'expression "instrument juridique" dans son sens ordinaire implique l'existence d'un texte juridique formel qui a un effet contraignant pour déterminer les droits et/ou obligations des parties audit texte, lesquelles, en l'occurrence, seraient toutes les parties contractantes au GATT de 1947. [note de bas de page omise]"

[528] Le document dans lequel les Communautés européennes ont demandé la modification de leur liste conformément aux obligations assumées au titre de l'ATI contient une phrase qui est libellée comme suit: "Veuillez trouver ci-joint les modifications apportées à la Liste … des CE *pour y incorporer les engagements pris dans le cadre de l'ATI* " (pas d'italique dans l'original) (/MA/TAR/RS/16, 2 avril 1997).

les Membres de l'OMC ont modifié leurs Listes (qui font partie de l'Accord sur l'OMC) pour donner effet à l'ATI.

7.379 L'ATI satisfait aussi à la prescription selon laquelle il doit avoir été "accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité". Trois éléments au moins le démontrent. Premièrement, l'ATI a été reconnu au titre du paragraphe 18 de la Déclaration ministérielle de Singapour du 13 décembre 1996 qui a été adoptée par *tous* les Membres de l'OMC:

> "Prenant note du fait qu'un certain nombre de Membres se sont mis d'accord sur une Déclaration sur le commerce des produits des technologies de l'information, *nous nous félicitons* de l'initiative prise par un certain nombre de Membres de l'OMC et d'autres États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, qui sont convenus d'éliminer sur une base NPF les droits de douane sur les échanges de produits des technologies de l'information ..."[529] (pas d'italique dans l'original)

7.380 Cette référence explicite à l'ATI dans une déclaration ministérielle de l'OMC adoptée par consensus par tous les Membres de l'OMC constitue, à notre avis, l'acceptation par les Membres de l'OMC de l'idée que l'ATI est un instrument ayant rapport à l'*Accord sur l'OMC*.

7.381 Deuxièmement, après la Déclaration ministérielle, les participants à l'ATI ont modifié leurs Listes de concessions annexées à l'Accord sur l'OMC pour rendre compte des engagements pris en application de l'ATI.[530] Les autres Membres de l'OMC n'ont pas élevé d'objections dans le délai de trois mois prévu à cette fin à l'égard des modifications ayant rapport à l'ATI qui avaient été proposées par les Communautés européennes[531] et ces modifications ont donc été certifiées par le Directeur général de l'OMC dans le document WT/Let/156.

7.382 Troisièmement, la note générale figurant à l'Annexe de la Liste des CE, qui fait partie de l'*Accord sur l'OMC*, fait expressément référence à l'ATI, ce qui laisse encore entendre que l'ATI a rapport à l'*Accord sur l'OMC*.

7.383 Pour les raisons exposées ci-dessus, le Groupe spécial conclut que l'ATI est admissible en tant qu'instrument qui a été établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité. L'ATI peut donc servir de contexte au sens de l'article 31 2) b) de la Convention de Vienne.

7.384 Enfin, le Groupe spécial relève le point soulevé par les Communautés européennes selon lequel l'ATI, que les Communautés européennes jugent être un traité à part entière, doit d'abord être interprété suivant les règles de la Convention de Vienne, après quoi ses termes peuvent être utilisés comme contexte pour interpréter la Liste des CE. Le Groupe spécial n'a pas examiné la question de savoir si l'ATI était un traité à part entière au sens de l'article 2 de la Convention de Vienne ou de toute autre disposition pertinente. Nous convenons qu'un traité doit être interprété conformément aux règles codifiées dans la Convention de Vienne, qui exigent qu'un traité soit interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer à ses termes. Selon nous, l'examen des termes de l'ATI en tant que contexte nécessitera de toute façon une évaluation du sens ordinaire de ses termes, peu importe s'il a le caractère d'un traité ou d'un autre instrument. C'est pourquoi le Groupe spécial ne juge pas

[529] WT/MIN(96)/DEC (18 décembre 1996) (pièce US-95).
[530] Voir les paragraphes 7.18 et 7.21 ci-dessus.
[531] G/MA/TAR/RS/16 (2 avril 1997).

nécessaire de se prononcer sur la question de savoir si l'ATI est un traité ou un certain autre type d'accord ou de déclaration.

La note générale des CE considérée dans le contexte de l'ATI

7.385 Le **Groupe spécial** examinera maintenant si l'ATI éclaire sa conclusion préliminaire selon laquelle les produits désignés à l'origine dans l'Annexe de la Liste des CE doivent bénéficier d'un accès en franchise de droits peu importe où ils sont classés dans ladite liste. Pour ce faire, il convient d'envisager l'ATI de façon globale, afin de s'assurer qu'il est donné un sens à toutes ses dispositions et qu'aucune d'entre elles n'est vidée de son sens. Nous analyserons donc l'ATI en considérant non seulement ses principales dispositions, mais également les dispositions pertinentes de son préambule, de ses annexes et de ses appendices, ainsi que le texte qui précède directement chaque appendice.

7.386 Nous commençons par les phrases du préambule que les parties ont examinées et par le premier paragraphe de l'ATI. Nous relevons que les parties ont fait référence à deux phrases du préambule de l'ATI qui sont libellées comme suit: "*Désireux* d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information" et "*Désireux* d'encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale" ainsi qu'au libellé du premier paragraphe de l'ATI, à savoir: "Le[s] régime[s] commercia[ux] … devrai[en]t évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information". L'utilisation du mot "désireux" au début des phrases du préambule et l'emploi du mot "devrait" ("should" dans la version anglaise) au premier paragraphe indiquent que ces dispositions liminaires de l'ATI n'ont pas un caractère obligatoire. Ce libellé tranche avec l'utilisation du terme "shall" (expression de l'obligation dans la version anglaise) au deuxième paragraphe de l'ATI, que nous analysons ci-dessous. Nous ne voyons rien, sur la base de ces seules dispositions, qui nous permette de constater que l'ATI prescrit une approche particulièrement large des produits visés ou d'interpréter les engagements spécifiques en matière de franchise de droits pris en application de l'ATI.[532] En fait, nous ne considérons pas que ces dispositions à caractère non obligatoire devraient peser de façon spécifique dans le travail d'interprétation du Groupe spécial, à savoir l'interprétation du sens de l'Annexe de la Liste des CE et de la note générale des CE en particulier.

7.387 Le caractère non obligatoire de l'élargissement des produits visés est renforcé et explicité par le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI, qui dispose ce qui suit:

> "Les participants se réuniront périodiquement sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises pour examiner les produits visés spécifiés dans les Appendices, *en vue de déterminer par consensus si*, compte tenu des progrès technologiques, de l'expérience acquise dans l'application des concessions tarifaires ou des modifications apportées à la nomenclature du SH, *il conviendrait de modifier les Appendices pour y incorporer des produits additionnels*, et pour se consulter au sujet des obstacles non tarifaires au commerce des produits des technologies de l'information.

[532] Nous ne voyons rien, comme les Communautés européennes semblent le faire valoir dans leur réponse à la question n° 2 du Groupe spécial, qui permette de conclure que les dispositions à caractère non obligatoire qui encouragent l'évolution des régimes commerciaux des participants "de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information" sont plus importantes pour les travaux sur les obstacles non tarifaires que pour ceux sur les concessions tarifaires. Nous observons que les aspects tarifaires et non tarifaires font partie du régime commercial qui devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information.

> Ces consultations seront sans préjudice des droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC." (pas d'italique dans l'original)

7.388 Le fait qu'il soit explicitement prévu d'effectuer des examens futurs des produits visés confirme que les participants à l'ATI étaient conscients que les produits couverts par l'ATI n'étaient pas complets. Les Communautés européennes font valoir que le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI est *le* mécanisme envisagé par les négociateurs pour actualiser les produits visés par l'ATI *et* qu'il fait partie du cadre permettant d'éliminer les ambiguïtés que la convergence et la rapidité de l'évolution devaient poser pour la classification tarifaire dans ce secteur.[533] Nous convenons que le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI porte sur l'"actualisation" des produits visés et sur l'inclusion de produits "additionnels" dans l'ATI, car le texte le dit explicitement. Cependant, il n'y a rien dans cette disposition qui laisserait entendre que le paragraphe 3 avait été envisagé comme un moyen d'éliminer les ambiguïtés résultant de la convergence et du développement rapide des produits *actuellement visés* par l'ATI, comme les Communautés européennes semblent le suggérer.[534] Le paragraphe 3 de l'ATI envisage la modification de l'Annexe de l'Accord pour "y incorporer des produits additionnels". Comme l'inclusion de ces produits nécessiterait la "modification des appendices", nous croyons comprendre que l'expression "produits additionnels" fait nécessairement référence à l'inclusion de produits qui ne sont *pas* actuellement visés à l'Appendice A et à l'Appendice B. Il n'est pas possible de déterminer si un produit est un "produit additionnel" selon les paramètres du paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI sans déterminer au préalable si ce produit est visé par les termes d'une concession existante. En l'absence d'une interprétation commune des Membres, et dans le contexte de la procédure de règlement des différends, l'Organe d'appel a expliqué que la question de savoir si les termes utilisés dans la Liste d'un Membre désignaient un certain produit était une question qu'il fallait interpréter conformément aux règles de la Convention de Vienne.[535]

7.389 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous concluons que le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI ne se rapporte pas aux produits désignés par les positions du SH1996 dont la liste figure dans l'Appendice A, ou qui sont spécifiés dans l'Appendice B. Le paragraphe 3 se rapporte plutôt aux produits qui ne font pas partie des produits actuellement visés par l'ATI. En conséquence, le Groupe spécial est d'avis que le paragraphe 3 fournit peu d'indications sur la grande question d'interprétation dont il est saisi, à savoir si les participants à l'ATI entendaient que les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice soient libéralisés "où que le produit soit classé", comme les plaignants l'allèguent, ou soient "épuisés" par les lignes tarifaires incluses dans l'annexe de leur liste, comme les Communautés européennes l'allèguent. Pour cette raison, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner plus avant cette disposition.

7.390 S'agissant des autres dispositions de l'ATI, nous rappelons que le paragraphe 2 de l'ATI dispose ce qui suit:

> "Conformément aux modalités énoncées dans l'Annexe de la présente déclaration, chaque partie consolidera et éliminera les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, pour les produits ci-après:

---

[533] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 14 et 15.

[534] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 16 et 17; réponse des Communautés européennes à la question n° 2 du Groupe spécial.

[535] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 106.

> a) tous les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du Système harmonisé de 1996 ("SH") dont la liste figure dans l'Appendice A de l'Annexe de la présente déclaration; et
>
> b) tous les produits spécifiés dans l'Appendice B de l'Annexe de la présente déclaration, qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A;
>
> par le jeu de réductions égales des taux des droits de douane qui commenceront en 1997 et se termineront en 2000, en reconnaissant qu'un échelonnement des réductions sur une période plus longue et, avant la mise en œuvre, un élargissement du champ des produits visés pourront être nécessaires dans des circonstances limitées."

7.391 Le paragraphe 2 de l'ATI ne laisse aucune ambiguïté pour ce qui est de distinguer l'approche retenue pour les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du SH1996 "dont la liste figure" dans l'Appendice A, et celle retenue pour les produits "spécifiés" dans l'Appendice B, "qu'ils soient ou non" aussi inclus dans l'Appendice A. Le texte introductif du paragraphe établit que les participants à l'ATI "consolider[ont] et éliminer[ont] les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994". Nous souscrivons donc à la qualification de l'ATI par les plaignants, à savoir qu'il s'agit d'un instrument qui cherche à atteindre ses objectifs au moyen d'une "approche mixte". L'obligation de libéralisation s'applique clairement à tous les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du SH1996 "dont la liste figure" dans l'Appendice A et à tous les produits "spécifiés" dans l'Appendice B, "qu'ils soient ou non" inclus dans l'Appendice A.

7.392 D'après le paragraphe 2 de l'ATI, l'élimination des droits de douane doit se faire "[c]onformément aux modalités énoncées dans l'Annexe de la présente déclaration". Pour sa part, l'Annexe de l'ATI énonce les "modalités" grâce auxquelles les objectifs énoncés au paragraphe 2 seraient atteints.[536] Le premier paragraphe de l'Annexe de l'ATI indique que chaque participant "*incorporera* les mesures décrites au paragraphe 2 de la Déclaration" dans sa Liste de concessions annexée à l'Accord sur l'OMC, ainsi que dans sa liste tarifaire nationale effectivement appliquée. Lues conjointement avec le paragraphe 2 du texte principal et le texte introductif de l'Annexe de l'ATI[537], les modalités énoncées à l'annexe de l'ATI sont manifestement le moyen de s'acquitter des grandes obligations établies au paragraphe 2 de l'ATI. Compte tenu de la relation définie décrite au premier paragraphe de l'Annexe, nous examinerons le paragraphe 2 du texte principal de l'ATI en même temps que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, qui a rapport aux produits visés énumérés dans les appendices. Nous ne voyons rien qui nous permette de conclure que les modalités spécifiques énoncées au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI (le "comment") pourraient modifier ou diminuer les obligations qui sont énoncées de façon catégorique au paragraphe 2 de l'ATI (le "quoi").[538]

---

[536] C'est ce qui ressort clairement du fait que l'Annexe de l'ATI est intitulée "Modalités et produits visés".

[537] Le texte introductif dispose ce qui suit: "Tout Membre de l'Organisation mondiale du commerce, ou tout État ou territoire douanier distinct ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, pourra participer à l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information conformément aux modalités ci-après:".

[538] Nous trouvons un fondement textuel pour cette conclusion aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe de l'ATI. Nous relevons que le paragraphe premier de l'Annexe de l'ATI enjoint aux participants qui sont Membres de l'OMC d'"incorporer[] les mesures décrites au paragraphe 2 de la Déclaration" dans leur liste. Il est demandé aux non-Membres de les mettre en œuvre "sur une base autonome en attendant d'avoir achevé [leur] processus d'accession à l'OMC et les incorporer[] dans [leur] liste concernant l'accès au marché pour les marchandises établie dans le cadre de l'OMC". Le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI poursuit en ajoutant l'expression "À

7.393 Le paragraphe 2 a) de l'ATI prévoit la libéralisation de tous les produits "classés (ou pouvant être classés)" dans les positions du SH1996 dont la liste figure dans l'Appendice A, lequel compte deux sections. La notion de produits "classés (ou pouvant être classés)" se rapporte expressément à la version 1996 du SH. Après les dispositions du texte principal et celles relatives aux modalités figurant dans l'Annexe, la section 1 de l'Appendice A comprend plusieurs positions, sous-positions et positions "ex" du SH1996 dans la colonne de gauche[539], et des désignations fondées sur le SH pour les positions et sous-positions énumérées, qui figurent dans la colonne de droite, ainsi que des désignations plus spécifiques qui ont été négociées pour les positions "ex".[540] De même, la section 2 de l'Appendice A, qui est intitulée "Matériel de fabrication et d'essai de semi-conducteurs et parties de ce matériel", comprend des sous positions et des positions "ex" du SH1996 dans les colonnes de gauche[541], et des désignations fondées sur le SH pour les sous-positions énumérées dans la colonne de droite, ainsi que des désignations plus spécifiques qui ont été négociées pour les positions "ex".[542] La section 2 indique aussi si un "code SH" particulier, et la "désignation" qui lui est associée, sont désignés "[p]our l'Appendice B".[543]

7.394 Par contre, le paragraphe 2 b) de l'ATI prévoit la libéralisation de tous les produits "spécifiés" dans l'Appendice B "qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A". Le choix du libellé du paragraphe 2 b) de l'ATI, en particulier l'utilisation du terme "spécifié", indique que cette disposition fait référence à autre chose que les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du SH dont la liste figure dans l'Appendice A.[544]

7.395 L'Appendice B ne renferme que des désignations de produits et ne fait pas référence aux positions, sous-positions ou positions "ex" du SH. Les désignations ne sont pas, pour la plupart, tirées du SH1996 et ne sont pas, de façon générale, fondées sur le libellé du SH (ce qui est certainement vrai pour les produits en cause dans le présent différend).[545] Le texte introductif de l'Annexe qui précède les appendices indique que "[l]'Appendice B énumère les produits spécifiques devant être couverts par

---

cette fin ...". Par conséquent, sur le plan textuel, ces dispositions définissent la relation entre le paragraphe 2 du texte principal de l'ATI et le paragraphe 2 de son annexe. De plus, nous relevons qu'une phrase du paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI porte sur la consolidation et l'élimination des "droits de douane sur les produits des technologies de l'information", et ne mentionne pas la référence faite dans le paragraphe 2 de l'ATI aux "autres droits et impositions" ainsi que le prévoit l'article II:1 b) du GATT de 1994. Il est évident qu'une référence tronquée dans les modalités ne vise pas à éliminer l'obligation plus large développée au paragraphe 2 de l'ATI.

[539] Les positions et sous-positions du SH, et la question de savoir s'il s'agit de positions "ex", sont indiquées dans trois colonnes de gauche désignées "SH1996".

[540] Nous rappelons que la colonne de droite dans la *section 1* de l'Appendice A est intitulée "Désignation des marchandises". La note générale qui précède les appendices de l'ATI indique que "[l]'Appendice A énumère les positions ou parties de positions du SH devant être couvertes".

[541] La colonne la plus à gauche indique si les sous-positions du SH sont des positions "ex", tandis que la colonne suivante, intitulée "Code SH", mentionne la sous-position du SH au niveau à six chiffres.

[542] La troisième colonne de la section 2 de l'Appendice A est intitulée "Désignation" et comprend la désignation du SH pour les sous-positions indiquées.

[543] La colonne la plus à droite de la section 2 de l'Appendice A est intitulée "Observations".

[544] Le verbe "to specify" (spécifier) est défini entre autres comme "1 *verb intrans*. Speak or treat of a matter etc. in detail; give details or particulars. (...) 2 *verb trans*. Mention or name (a thing, that) explicitly; state categorically or particularly" (1. *verbe intransitif*. Parler ou traiter d'une question, etc., donner des détails ou des particularités. (…) 2. *verbe transitif*. Mentionner ou nommer (une chose, que); énoncer de façon catégorique ou particulière). *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2946.

[545] Certaines désignations figurant dans l'Appendice B font effectivement référence aux codes du SH. Mais il semble que ce soit l'exception qui confirme la règle.

l'ATI, où qu'ils soient classés dans le SH".[546] Le deuxième texte introductif qui précède directement l'Appendice B dans l'Annexe dit ce qui suit: "Liste positive des produits spécifiques devant être couverts par le présent accord, où qu'ils soient classés dans le SH". Cette dernière phrase renforce clairement le point de vue selon lequel l'intention était de s'appliquer à une "liste positive de produits spécifiques"... "où qu'ils soient classés dans le SH". Rien dans cette phrase ne laisse entendre que des numéros de positions tarifaires spécifiques définiraient les produits spécifiques qui suivent.

7.396 Il apparaît donc évident que les rédacteurs de l'ATI ont senti le besoin de recourir à une série de désignations de produits qui n'étaient généralement pas fondées sur le SH. Sinon, ils auraient pu utiliser la même terminologie qu'au paragraphe 2 a), ou omettre carrément le paragraphe 2 b). Comme nous l'expliquons ci-après, les participants à l'ATI étaient tenus d'inclure ces désignations dans leurs Listes. Selon le Groupe spécial, cette reconnaissance explicite du rôle limité du SH dans le contexte de l'Appendice B correspond à une intention plus large, à savoir que les produits qui y sont spécifiés doivent être couverts "où qu'ils soient classés dans le SH" et souligne une telle intention.

7.397 Nous examinons ensuite le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, qui porte sur la mise en œuvre des grandes obligations énoncées au paragraphe 2 du texte principal de l'ATI. Nous rappelons que le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI dispose ce qui suit:

> "À cette fin, le plus tôt possible et au plus tard le 1er mars 1997, chaque participant communiquera à tous les autres participants un document contenant a) une description détaillée de la manière dont le traitement tarifaire approprié sera prévu dans sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC, et b) une liste des positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B. Ces documents seront examinés et approuvés par consensus, et ce processus d'examen sera achevé au plus tard le 1er avril 1997. Dès que ce processus d'examen sera achevé pour tout document de cette nature, le document en question sera présenté en tant que modification de la Liste du participant concerné, conformément à la Décision du 26 mars 1980 intitulée "Procédures de modification et de rectification des Listes de concessions tarifaires" (IBDD, S27/26).
>
> a) Les concessions qui seront proposées par chaque participant en tant que modifications de sa Liste consolideront et élimineront tous les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature sur les produits des technologies de l'information de la manière suivante:
>
> > i) l'élimination de ces droits de douane se fera par le jeu de réductions des taux opérées par tranches égales, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants. A moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants, chaque participant consolidera tous les droits de douane sur les produits dont la liste figure dans les Appendices au plus tard le 1er juillet 1997, et donnera effet à la première de ces réductions de taux au plus tard le 1er juillet 1997, à la deuxième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1998, et à la troisième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1999,

[546] ATI, page 6. Le texte introductif intégral est libellé comme suit: "La présente annexe comporte deux Appendices.

L'Appendice A énumère les positions ou parties de positions du SH devant être couvertes.

L'Appendice B énumère les produits spécifiques devant être couverts par l'ATI, où qu'ils soient classés dans le SH."

> et l'élimination des droits de douane sera achevée au plus tard le 1er janvier 2000. Les participants conviennent d'encourager l'élimination autonome des droits de douane avant ces dates. Le taux réduit devrait à chaque étape être arrondi à la première décimale; et
>
> ii) l'élimination de ces autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général, sera achevée pour le 1er juillet 1997, à moins que le document communiqué par le participant aux autres participants pour examen n'en dispose autrement.
>
> b) Les modifications qu'un participant proposera d'apporter à sa Liste pour mettre en œuvre la consolidation et l'élimination de ses droits de douane sur les produits des technologies de l'information arriveront à ce résultat:
>
> i) dans le cas des positions du SH dont la liste figure dans l'Appendice A, par la création, le cas échéant, de subdivisions dans sa Liste au niveau de la ligne tarifaire du tarif national; et
>
> ii) dans le cas des produits spécifiés dans l'Appendice B, par l'adjonction d'une annexe à sa Liste incluant tous les produits de l'Appendice B, qui devra spécifier les positions détaillées du SH pour ces produits, soit au niveau de la ligne tarifaire du tarif national, soit au niveau à six chiffres du SH.
>
> Chaque participant modifiera dans les moindres délais son tarif national pour tenir compte des modifications qu'il aura proposées, dès qu'elles seront entrées en vigueur."

7.398 En termes généraux, le paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI énonce une série de mesures pour que les participants établissent, examinent et évaluent leurs engagements spécifiques, et modifient ensuite leurs listes de concessions annexées à l'Accord sur l'OMC. Le texte introductif du paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI dispose entre autres que "[...] chaque participant communiquera à tous les autres participants un document contenant a) une description détaillée de la manière dont le traitement tarifaire approprié sera prévu dans sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC, et b) une liste des positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B".[547] L'une des définitions du terme "involved" (visé) est "contained by implication, implicit" (contenu par implication, implicite).[548] Dans ce contexte, nous croyons comprendre que les participants à l'ATI devaient présenter une liste des positions du SH qu'ils considéraient être associées aux produits énumérés dans l'Appendice B. Le paragraphe 2 envisage ensuite que les modifications proposées des listes des participants à l'ATI fassent l'objet d'un processus d'"examen et approbation" avant le 1er avril 1997, puis passent par les étapes de l'incorporation dans la liste de chaque participant conformément aux procédures de 1980.[549] Chaque participant à l'ATI a donc eu pour responsabilité de s'assurer que les autres participants avaient correctement établi un projet de modification de leur Liste avant que ces modifications ne soient formellement soumises à l'examen de l'ensemble des Membres de l'OMC.

---

[547] Annexe de l'ATI, paragraphe 2, texte introductif.
[548] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 1419.
[549] Voir le paragraphe 7.18 ci-dessus.

7.399 Le paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'ATI définit ensuite de quelle manière les participants à l'ATI élimineront leurs droits de douane et "autres droits et impositions". Nous ne pensons pas que ces dispositions clarifient grandement l'interprétation de la note générale des CE. Par ailleurs, le paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI revêt une importance particulière pour interpréter les concessions figurant dans l'Annexe de la Liste des CE et pour clarifier le sens de la note générale des CE. Cette disposition développe l'"approche mixte" introduite au paragraphe 2 du texte principal de l'ATI et précise les éléments qu'il faudrait inclure dans les modifications que les participants apporteront à leurs listes.

7.400 Le paragraphe 2 b) i) de l'Annexe de l'ATI prescrit aux participants de créer dans leurs Listes annexées à l'Accord sur l'OMC des subdivisions au niveau des lignes tarifaires de leur tarif national afin de libéraliser les positions du SH dont la liste figure dans l'Appendice A. Les parties ne contestent pas cette approche. Cependant, cette approche n'éclaire pas notre interprétation de la note générale des CE. Le paragraphe 2 b) ii) de l'Annexe de l'ATI, par ailleurs, prescrit aux participants de joindre à leurs Listes respectives annexées à l'Accord sur l'OMC une "annexe" qui devra inclure "tous les produits de l'Appendice B" et "spécifier les positions détaillées du SH pour ces produits, soit au niveau de la ligne tarifaire du tarif national, soit au niveau à six chiffres du SH".

7.401 Une simple lecture du paragraphe 2 b) ii) de l'Annexe de l'ATI montre que l'identification des positions du SH est manifestement considérée comme une prescription importante dans le cas des produits spécifiés dans l'Appendice B. Le paragraphe 2 b) ii) donne explicitement aux participants le choix de préciser ce qu'ils estiment être les positions pertinentes, soit au "niveau de la ligne tarifaire du tarif national, soit au niveau à six chiffres du SH". Contrairement à l'approche suivie dans le cas des produits relevant de l'Appendice A, nous observons qu'il n'est pas prescrit de créer dans la Liste des sous-divisions au niveau des lignes du tarif national pour libéraliser les produits spécifiés dans l'Appendice B.

7.402 Il importe de donner un sens à cette différence au niveau des approches. Bien que le paragraphe 2 b) ii) de l'Annexe de l'ATI exige que soient spécifiées les positions du SH pour les produits de l'Appendice B, selon nous, l'absence de toute prescription pour harmoniser les sous-positions particulières ou les lignes du tarif national devant être spécifiées pour une désignation particulière figurant à l'Appendice B démontre que ce sont les désignations qui devaient régir la détermination des produits visés, et non les sous-positions du SH ou les codes nationaux que les participants pouvaient avoir choisis. Les produits qui devaient être libéralisés étaient ceux "spécifiés" dans l'Appendice B, indépendamment des positions ou codes que les participants pouvaient avoir considérés comme "visés" par une désignation particulière. S'il avait été dans l'intention des participants à l'ATI que les lignes tarifaires définissent la concession, puisque aucune position du SH ne correspondait parfaitement aux désignations figurant à l'Appendice B, l'obligation de créer dans la Liste des subdivisions au niveau des lignes du tarif national aurait été une prescription fondamentale. Au lieu de cela, les dispositions semblent indiquer que l'ATI visait à libéraliser une série *spécifique* de produits dont pouvaient convenir tous les participants, qui étaient indiqués dans l'Appendice B, même s'ils ne pouvaient pas s'entendre sur la question de savoir *où* les classer dans le SH.

7.403 Nous rappelons l'argument des Communautés européennes selon lequel les positions du SH devant être incluses dans une liste, que les participants à l'ATI eux-mêmes désigneraient, servent à déterminer la portée de la concession. Les Communautés européennes font valoir que parce que les positions tarifaires (fondées soit sur les codes à six chiffres du SH soit sur la nomenclature nationale) établissent les limites de la concession, les codes "épuisent" donc la note générale en spécifiant les positions pertinentes. Nous examinerons maintenant les implications de cet argument à la lumière du paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI. À titre subsidiaire, les Communautés européennes ont paru accepter que les désignations de produits puissent en principe prévoir une obligation séparée, de telle

sorte que seules les désignations de produits figurant dans l'ATI pouvaient constituer le fondement de la concession. Cependant, les Communautés européennes font valoir qu'un plaignant aurait l'obligation de démontrer par de "nombreux éléments de preuve" que les produits ne relevaient pas des positions particulières qu'elles avaient notifiées.[550]

7.404 Selon les termes du paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI, un participant aurait pu choisir l'option de spécifier les positions au "niveau à six chiffres du SH" à côté d'une désignation particulière, alors qu'un autre participant aurait pu choisir d'indiquer une sous-position différente, ou de désigner un code à huit chiffres de son tarif national, à côté de la même désignation de produits. Le code à huit chiffres du tarif national pourrait se rapporter à la position inscrite par d'autres participants à l'ATI (par exemple sous forme de ventilation incorporant la position au niveau des six premiers chiffres), ou il pourrait se rapporter à une sous-position entièrement différente. Nous observons que l'approche des Communautés européennes relative à l'"épuisement" a pour conséquence logique que des participants à l'ATI différents auraient libéralisé plus ou moins de produits, selon les codes du SH qui étaient inclus dans la section de leurs listes se rapportant à l'Appendice B. Selon cette approche, les participants à l'ATI risquaient de prendre des engagements hétéroclites, puisque les codes à six chiffres du SH ou les nomenclatures nationales plus détaillées pouvaient être utilisés. Le participant à l'ATI qui notifierait un code du SH à six chiffres s'engagerait à libéraliser *entièrement* toute la sous-position du SH, alors que celui qui notifierait un code du SH à huit chiffres relevant de la même sous-position s'engagerait seulement à libéraliser une *partie* de la même sous-position du SH. Selon nous, les deux options prévues au paragraphe 2 b) ii) n'autorisent pas à donner une interprétation selon laquelle les codes déterminent la concession exacte et "épuisent" la note générale. Le fait d'autoriser de telles variations de la portée de la concession aurait permis aux Membres de déterminer ou de redéfinir eux-mêmes les produits qui seraient visés par leurs concessions au titre de l'Appendice B, ce qui serait contraire à l'objectif établi au paragraphe 2 b) du texte principal de l'ATI, à savoir consolider et éliminer les droits pour tous les produits *spécifiés* dans l'Appendice B. À notre avis, l'interprétation des Communautés européennes n'explique pas comment les divergences découlant de la théorie de l'"épuisement", où des codes différents seraient notifiés par des participants à l'ATI différents, seraient compatibles avec l'intention manifeste de couvrir "tous les produits spécifiés dans l'Appendice B".

7.405 La question se pose de savoir pourquoi les participants à l'ATI étaient tenus de spécifier les positions détaillées du SH associées aux désignations figurant dans l'Appendice B, si les codes ne définissaient pas la portée de l'obligation. Nous trouvons d'autres éléments qui étayent encore notre interprétation de la pertinence des positions du SH ou des codes nationaux à spécifier au paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI qui dispose ce qui suit:

> "Les participants se réuniront aussi souvent qu'il sera nécessaire et au plus tard le 30 septembre 1997 *pour examiner toute divergence existant entre eux dans la façon de classer* les produits des technologies de l'information, en commençant par les produits spécifiés dans l'Appendice B. Les participants conviennent que leur *objectif commun est d'arriver, dans les cas où cela sera approprié, à une classification commune de ces produits dans le cadre de la nomenclature existante du SH*, en prenant en compte les interprétations et décisions du Conseil de coopération douanière (également connu sous le nom d'Organisation mondiale des douanes ou "OMD"). Au cas où une divergence subsisterait dans la classification, les participants étudieront si une suggestion conjointe pourrait être faite à l'OMD en ce qui concerne l'actualisation de la nomenclature

[550] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19; réponse des Communautés européennes à la question n° 1 des États-Unis pendant la deuxième réunion.

existante du SH ou *l'élimination de la divergence d'interprétation au sujet de la nomenclature du SH*." (pas d'italique dans l'original)

7.406 Cette disposition enjoint ("shall", expression de l'obligation dans la version anglaise) aux participants de se réunir après avoir modifié leurs Listes pour examiner les divergences dans le classement, en commençant, comme il est indiqué, par les divergences concernant les produits spécifiés dans l'Appendice B. Il est évident que les négociateurs de l'ATI avaient prévu que des participants à l'ATI différents classeraient certains des produits couverts de façon différente, et ils ont établi un mécanisme pour atténuer ces divergences dans le classement.[551] Le paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI confirme que les participants à l'ATI ne pourraient pas s'entendre sur la *classification* SH appropriée de certains produits des technologies de l'information qu'ils voulaient libéraliser, même s'ils étaient d'accord sur les désignations de ces produits (d'où leur inclusion dans l'Appendice B).[552] Ces produits incluaient les produits relevant de l'Appendice B, ainsi que ceux inscrits dans la section 2 de l'Appendice A en regard desquels figurait l'observation "[p]our l'Appendice B".

7.407 Si nous reprenons l'interprétation des Communautés européennes relative à l'"épuisement, nous relevons que si les codes du SH notifiés par chaque participant à l'ATI avaient dû avoir pour effet de définir la portée des obligations souscrites par chaque participant (d'où leur effet d'"épuisement"), les réunions prescrites au paragraphe 5 auraient essentiellement consisté en une renégociation des engagements. Or il n'est aucunement fait référence dans ce paragraphe à la modification des listes de concessions par suite des discussions ni à l'examen du traitement tarifaire des produits de l'Appendice B inscrits dans les listes des participants. Au contraire, d'un bout à l'autre de l'ensemble du paragraphe, l'accent est mis sur la "classification dans le SH" de ces produits. Le paragraphe 5 invite même les participants à suggérer l'actualisation de la nomenclature à l'OMD, qui manifestement ne peut pas modifier les concessions inscrites dans les listes des participants. Par ailleurs, le traitement tarifaire n'est ni explicitement ni implicitement mentionné dans ce paragraphe. Selon le Groupe spécial, il est donc évident que le paragraphe 5 de l'ATI s'attache à l'harmonisation des pratiques de classement des participants, et non à la renégociation des concessions tarifaires.[553] À ce titre, il contredit l'approche de l'"épuisement" proposée par les Communautés européennes et éclaire notre point de vue selon lequel les engagements relatifs à l'Appendice B sont déterminés par les désignations de produits et non par les numéros de positions tarifaires notifiés.

7.408 Bien que nous n'ayons pas encore examiné plusieurs dispositions de l'ATI dans notre analyse, nous observons que nous avons couvert toutes celles invoquées par les parties dans leurs arguments. Nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner les dispositions restantes car il ne nous apparaît pas qu'elles soient pertinentes pour notre tâche.

---

[551] À cet égard, nous relevons que les participants à l'ATI ont notifié des sous-positions du SH ou des codes de leur nomenclature nationale différents pour les désignations figurant à l'Appendice B qui étaient incorporées dans leurs Listes. Les Listes d'autres participants à l'ATI sont examinées plus en détail aux paragraphes 7.424 et suivants ci-dessous.

[552] Les Communautés européennes soutiennent un point de vue similaire, ayant dit que l'Appendice B incluait certains produits "pour lesquels les participants ne pouvaient pas, du moins immédiatement, convenir d'un classement, mais ne s'opposaient pas à leur inclusion" (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 18).

[553] Nous faisons aussi observer que selon la théorie de l'épuisement avancée par les Communautés européennes, on se serait raisonnablement attendu à ce que les participants à l'ATI se montrent intéressés à examiner non seulement les positions du SH notifiés, mais également la pratique de classement considérée avant d'approuver le projet des modifications relatives à l'ATI. Sinon, il aurait été impossible de déterminer si "tous" les produits spécifiés dans l'Appendice B avaient été entièrement libéralisés comme le prescrit le paragraphe 2 de l'ATI. Nous observons que l'ATI ne renferme pas de disposition de ce type.

7.409 Compte tenu de l'analyse des dispositions de l'ATI qu'il a effectuée jusqu'à présent, et considérant ces dispositions de manière globale, le Groupe spécial est d'avis que les rédacteurs de l'ATI ont estimé que l'approche traditionnelle consistant à énumérer les codes du SH n'était pas appropriée pour prendre en compte toute la gamme des produits visés telle que l'entendaient les participants à l'ATI, en particulier au regard des divergences qui existaient alors en matière de classement des produits à l'Appendice B et pour ledit appendice. Par conséquent, les participants à l'ATI sont convenus de mettre en œuvre leurs engagements selon une approche "mixte" qui consistait à consolider et éliminer les droits de douane tant pour i) les produits classés (ou pouvant être classés) selon les codes du SH dont la liste figurait à l'Appendice A, et ii) les produits spécifiés dans l'Appendice B. Bien que l'approche suivie pour les produits de l'Appendice A soit simple et "traditionnelle" selon la terminologie de l'OMC, il a été demandé aux participants à l'ATI au titre de l'approche suivie pour l'Appendice B d'éliminer les droits de douane sur tous les produits "spécifiés" dans cet appendice. Cette approche a été suivie parce que les participants à l'ATI ne pouvaient pas s'entendre sur les positions exactes dont relevaient les produits identifiés par les désignations figurant dans l'Appendice B. Comme les désignations doivent déterminer la gamme des produits visés, l'accès en franchise de droits doit s'étendre aux produits spécifiés dans l'Appendice B "où qu'ils soient classés". Sinon, les participants à l'ATI auraient fini par se retrouver avec des gammes de produits visés divergentes, ce qui aurait été contraire à l'intention des rédacteurs qui était d'accorder la franchise de droits pour les "produits" spécifiés dans l'Appendice B, et non pour les positions des lignes tarifaires sous lesquelles les produits sont "classés". Nous avons expliqué que si l'interprétation relative à l'"épuisement" était correcte, la différenciation potentiellement significative au niveau de la portée des engagements pris par les participants à l'ATI aurait été une caractéristique majeure des concessions se rapportant à l'ATI. La volonté d'établir une telle approche différenciée pour les engagements devrait clairement ressortir du libellé de l'ATI. Or ce n'est pas le cas. Nous ne voyons rien non plus qui nous permette de conclure qu'il faudrait s'acquitter d'une charge de la preuve exceptionnelle ou accrue pour démontrer qu'un produit est visé par une concession particulière qui est définie par la désignation de produit.

7.410 Le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI représente un moyen de négocier l'inclusion de produits "additionnels". Cependant, pour déterminer si un produit est en fait actuellement couvert, il faudrait évaluer la concession existante conformément à l'ATI, y compris les désignations de produits de l'Appendice B ou pour ledit appendice. Nous rappelons de nouveau notre point de vue selon lequel les négociateurs de l'ATI avaient prévu que des participants à l'ATI différents classeraient certains des produits couverts de façon différente et ils ont établi un mécanisme pour essayer d'atténuer les divergences en matière de classement.

7.411 Le Groupe spécial considère donc que les dispositions de l'ATI examinées ci-dessus éclairent notre point de vue préliminaire fondé sur le texte de la note générale selon lequel les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice doivent bénéficier d'un accès en franchise de droits peu importe où ils sont classés dans la Liste des CE. Autrement dit, les désignations de produits à l'Appendice B ou pour ledit appendice devraient être prises en compte et interprétées pour déterminer les produits qui bénéficieraient de l'admission en franchise de droits.

Les termes de la note générale des CE et de l'Annexe de la Liste des CE considérés dans le contexte d'autres sections de la Liste des CE

7.412 Dans leurs discussions concernant le sens de la note générale des CE et les concessions en cause dans le présent différend, les plaignants ont examiné plusieurs aspects de la Liste des CE, y compris les modifications apportées à l'Annexe de la Liste des CE pour les désignations des "Ordinateurs" et des modules séparés ayant une fonction de communication, dans le but d'expliquer leur interprétation de la note générale des CE dans le contexte des dispositions de l'ATI. Les

plaignants estiment que ces actions de la part des Communautés européennes confirment leur point de vue selon lequel les numéros de positions tarifaires inscrits dans l'Annexe de la Liste des CE ont une pertinence limitée pour déterminer la gamme des produits visés par les désignations. Nous examinons ci-après ces aspects de la Liste des CE au regard de notre évaluation précédente de la note générale des CE et de l'ATI en tant que contexte, et compte tenu des discussions tenues par les parties sur la question, afin de déterminer s'ils éclairent notre interprétation de la note générale des CE.

> Les modifications apportées à certaines concessions relatives à l'ATI dans la Liste des CE éclairent-elles notre interprétation de la pertinence des numéros de positions tarifaires?

7.413 Les plaignants ont examiné deux modifications particulières apportées à la Liste des CE concernant les engagements relatifs à l'ATI. L'une comprenait une communication de 1998 sur les numéros de positions tarifaires inscrits dans l'Annexe de la Liste des CE reproduite sous la cote G/MA/TAR/RS/47 qui portait sur les désignations des "Ordinateurs, etc." et des "Équipements de réseaux" (la "notification de 1998").[554] Les plaignants ont en outre fait référence à la notification communiquée en 2000 par les Communautés européennes pour inclure le numéro de position tarifaire 8528 12 91 à côté de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication dans l'Annexe de la Liste des CE (la "notification de 2000").[555]

Arguments des parties

7.414 En réponse à une question du Groupe spécial[556], les **Communautés européennes** ont fait valoir que la communication en 2000 d'un code additionnel concernant la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication étayait leur point de vue selon lequel les codes jouxtant la désignation épuisaient effectivement leur note générale. Elles soutiennent que les codes qu'elles ont notifiés en 1997 puis révisés en 1998 ont été acceptés par consensus et certifiés conformément aux procédures prévues au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI et au paragraphe 2 de la Décision de mise en œuvre de l'ATI, et ont épuisé leur engagement relatif aux modules séparés ayant une fonction de communication. Elles font toutefois valoir que le code notifié en 2000 (numéro de position tarifaire 8528 12 91 (maintenant 8528 71 13)) a servi à "élargir" l'engagement qu'elles avaient pris pour les modules séparés ayant une fonction de communication. Elles font observer que dans une communication notifiée en même temps que la modification, elles ont effectivement reconnu que les produits pouvant être classés dans ce nouveau code seraient également admissibles au bénéfice de la franchise de droits.[557] Les Communautés européennes font toutefois valoir que l'on ne peut pas établir de parallèle entre leur notification de 2000 et une notification séparée de 1998 (à laquelle le Groupe spécial a aussi fait référence dans la question n° 109 qu'il a posée aux Communautés européennes) concernant les "Ordinateurs, etc." et les "Équipements de réseaux". Elles soutiennent que la notification de 1998 résultait de la mise en œuvre par les Communautés européennes de l'approche

[554] Réponses des plaignants à la question n° 109 du Groupe spécial; Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

[555] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 45 (pièce US-26); première communication écrite du Japon, paragraphe 352; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 361.

[556] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

[557] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial. Les Communautés européennes font valoir que l'épuisement de l'engagement pris en 1997 pour les modules séparés ayant une fonction de communication et la communication d'un nouveau code pour un autre groupe de produits en 2000 sont par conséquent deux processus indépendants qui n'ont pas d'effet l'un sur l'autre.

relative à la classification dont il est question dans l'Avis de l'OMD sur le classement des PCTV.[558] Les Communautés européennes font valoir qu'aux termes de cette modification elles ont harmonisé leur approche en matière de classification pour les ordinateurs multimédia (ordinateurs ayant les capacités de téléviseurs et d'autres médias, tels que le son, la vidéo et les télécommunications) pour les classer sous la position 8471 du SH au lieu des positions 8471, 8528 et 8543, comme cela était le cas auparavant. Elles soutiennent que, pour ce faire, elles ont transféré les produits (sans modification des droits de douane) pour les reclasser dans la nouvelle position, comme le spécifiait l'OMD. À leur avis, cette modification (indiquée dans la notification de 1998) n'accordait pas la franchise de droits au titre de l'ATI pour un nouveau groupe de produits mais résultait simplement des changements découlant d'une décision de reclassement.[559]

7.415 Les **plaignants** contestent la qualification par les Communautés européennes de ces deux modifications apportées à la Liste des CE. Indépendamment du fait qu'un des changements résultait de décisions de leurs propres autorités douanières, alors que l'autre changement avait été motivé par la mise en œuvre d'un avis de classement de l'OMD, les **États-Unis** font valoir que les deux changements correspondent à des modifications de "classement" qui sont incompatibles avec la théorie de l'épuisement avancée par les Communautés européennes. Ils soutiennent que la notification de 2000 peut seulement vouloir dire que les produits relevant du numéro de position tarifaire 8528 12 91 figuraient parmi les produits répondant à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Or, font-ils valoir, si la note générale avait été "épuisée", les Communautés européennes n'auraient eu aucune raison de modifier les codes inscrits dans le tableau.[560]

7.416 Le **Japon** considère que l'argument des Communautés européennes selon lequel elles ont "élargi" leur concession pour les modules séparés ayant une fonction de communication est incompatible avec le fait que les concessions consenties dans le cadre de l'OMC ne changent pas même si les classifications douanières changent. Il fait valoir que ces changements ne peuvent pas modifier la portée des concessions accordées dans le cadre de l'OMC car cela nuirait de façon fondamentale à la stabilité et à la prévisibilité des droits et obligations des Membres au titre de l'Accord sur l'OMC.[561]

7.417 Le **Taipei chinois** considère que la déclaration des Communautés européennes dans la notification de 2000 selon laquelle elles avaient "décidé de classer, à l'instar d'autres participants à l'ATI, certains types de modules séparés, visés par l'ATI, à la sous-position du SH 8528 12" est incompatible avec la théorie de l'épuisement.[562] Il estime que les procédures prévues au paragraphe 5 de l'ATI ne visent pas à "élargir" les engagements pris au titre de l'ATI mais plutôt à éliminer les divergences de classification pour les produits déjà visés par des concessions existantes au titre de l'ATI. Il fait valoir que s'il avait été dans l'intention des Communautés européennes d'"élargir" unilatéralement leur engagement, elles n'auraient pas notifié la modification de leur Liste relative aux

---

[558] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial; Avis de classement de l'OMD concernant le classement des PCTV dans la sous-position 8471.49, tel que l'a examiné et adopté le Comité du SH à ses 19ème et 22ème sessions (pièce EC-125).

[559] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

[560] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial (les États-Unis font observer que dans les deux cas les Communautés européennes ont maintenu le traitement en franchise de droits pour le produit en question, nonobstant le fait que les sous-positions dont relevaient selon elles le produit classé n'avaient pas à l'origine été incluses dans l'Annexe de la Liste des CE).

[561] Réponse du Japon à la question n° 109 du Groupe spécial; observations du Japon sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

[562] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

produits visés par l'ATI ni spécifié que les codes indiqués en regard de la désignation des "modules séparés" figurant dans l'Appendice B avaient été remplacés. Il soutient qu'au lieu de cela les Communautés européennes auraient simplement pu modifier simplement le code de leur tarif pour mettre en œuvre leurs obligations au titre de l'ATI.[563]

Examen par le Groupe spécial

7.418 L'examen des notifications de 1998 et de 2000 par les parties tourne autour des documents publiés en même temps que les modifications apportées à la Liste des CE.[564]

7.419 Au moment où elles ont présenté leur notification de 1998 concernant entre autres les "Ordinateurs, etc." et les "Équipements de réseaux", les Communautés européennes ont fait distribuer la communication ci-après sous la cote G/MA/TAR/RS/47 le 10 février 1998:

> "J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli une note concernant les rectifications et modifications apportées à notre Liste CXL de produits visés par l'ATI (5 pages).
> ...
> RECTIFICATIONS ET MODIFICATIONS DES LISTES
> LISTE CXL – COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
> ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (G/MA/TAR/RS16)
> CORRIGENDUM
> [...]
>
> Suite à l'examen des documents présentés sous la cote G/MA/TAR/RS/16 le 2 avril en vue d'incorporer dans la Liste CXL les engagements pris au titre de l'Accord sur les technologies de l'information, il conviendrait d'apporter les corrections ci-jointes.
>
> [...]
>
> 4. L'Organisation mondiale des douanes a débattu du classement des ordinateurs personnels multimédia et l'avis général qui s'est imposé était que quelle que soit leur fonction principale ces produits devaient être classés dans la position 8471. Les CE ont mis en œuvre cet avis de classement en transférant les produits concernés, ainsi

[563] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 109 du Groupe spécial.

[564] Bien que les parties n'aient pas elles-mêmes identifié ces documents dans le contexte de l'examen de l'Annexe de la Liste des CE, les plaignants ont soulevé la question de la notification de 2000 dans le cadre de l'examen de leurs allégations concernant les modules séparés ayant une fonction de communication, et ils ont examiné la notification de 1998 en réponse à une question que le Groupe spécial avait posée aux Communautés européennes. Les explications figurant dans les documents examinés par les parties en rapport avec la notification de 1998 n'ont pas été incorporées dans la Liste des CE au moment de la certification (voir le document WT/Let/261). La quasi-totalité du contenu de la notification de 2000, y compris les explications fournies par les Communautés européennes auxquelles les parties avaient fait référence, a été certifié le 19 mars 2010 dans le document WT/Let/667. Nous relevons aussi la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "aucune disposition du Mémorandum d'accord ne restreint la faculté d'un groupe spécial d'utiliser librement les arguments présentés par l'une ou l'autre des parties – ou de développer sa propre argumentation juridique – pour étayer ses constatations et conclusions concernant la question à l'examen". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 156. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 138; le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.58. Nous jugeons donc approprié d'examiner les observations des parties alors que nous évaluons le rôle des codes NC qui sont inscrits dans l'Annexe de la Liste des CE.

que les taux des droits de douane qui y étaient associés, des positions 8528 et 8543 à la position 8471.
Les changements qui en résultent pour la Liste établie en application de l'ATI signifient que toutes les références faites aux sous-positions 8471.30.00, 8471.41.90, 8471.49.90, 8471.50, 8528.12.10, 8528.13.10 et 8543.89.17 devraient être supprimées et remplacées par ce qui suit:
...
5. Par suite de ces changements, les modifications suivantes devraient être apportées aux positions tarifaires correspondant aux désignations de produits figurant dans l'Appendice B:

Ordinateurs, etc. Remplacer par les numéros de position suivants: 8471.10.90 (pas de changement), 8471 30 10, 8471.30.91, 8471.30.99, 8471.41.30, 8471.41.91, 8471.41.99, 8471.49.30, 8471.49.91, 8471.49.99, 8471.50.30, 8471.50.91, 8471.50.99.

Équipements de réseaux. Remplacer le numéro de position 8471.50.90 par 8471.50.99"[565] (notes de bas de page omises)

7.420 Au moment où elles ont effectué la modification de 2000 concernant les modules séparés ayant une fonction de communication, les Communautés européennes ont fait distribuer la communication ci-après sous la cote G/MA/TAR/RS/74 le 15 décembre 2000:

"J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli une note concernant les rectifications et modifications apportées à notre Liste CXL de produits visés par l'ATI.

[...]

RECTIFICATIONS ET MODIFICATIONS DES LISTES
LISTE CXL – COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (G/MA/TAR/RS/16)

En notifiant leurs engagements au titre de l'Accord sur les technologies de l'information dans le document G/MA/TAR/RS/16 du 2 avril 1997, les Communautés européennes ont indiqué qu'elles classeraient les "modules séparés", produit figurant à l'Appendice B, aux lignes tarifaires suivantes: 8517 50 90, 8517 80 90 et 8525 20 99, qui bénéficient toutes d'une exemption de droits depuis le 1er janvier 2000.

Des experts des questions douanières des participants à l'ATI se sont réunis plusieurs fois pour examiner les divergences dans la façon de classer les produits visés par l'ATI, comme le prescrit l'Annexe de la Déclaration ministérielle du 13 décembre 1996, au paragraphe 5. Leurs recommandations au Comité des participants à l'Accord figurent dans le document G/IT/14 du 6 septembre 2000.

Comme il est indiqué dans ce document, les Communautés européennes ont décidé de classer, à l'instar d'autres participants à l'ATI, certains types de modules séparés, visés par l'ATI, à la sous-position du SH 8528 12. Elles ont créé la nouvelle ligne tarifaire ci-après pour ces produits:

[565] Document G/MA/TAR/RS/47 (10 février 1998), certifié dans le document WT/Let/261 (25 novembre 1998).

		Taux de base	Taux final	Mise en œuvre
8528 12 91	------- Appareils munis d'un dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet, ayant une fonction d'échange interactif d'informations et pouvant recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")	Nouvelle ligne	0,0	2000

Cette modification a pris effet le 1er octobre 2000. Elle est sans préjudice d'autres modifications éventuelles de la classification des produits visés par l'ATI qui pourraient être nécessaires lorsque le Comité des participants à l'Accord aura achevé son examen des recommandations formulées par les experts des questions douanières.

C'est pourquoi les modifications ci-après devraient être apportées aux numéros de positions tarifaires indiqués en regard des désignations de produit figurant dans l'Appendice B de la liste relative à l'ATI des Communautés européennes:

Modules séparés: Remplacer par les numéros de position suivants: 8517.50.90 (non modifié), 8517.80.90 (non modifié), 8525.20.99 (non modifié), **8528.12.91 (nouveau)**."[566] (notes de bas de page omises, caractères gras dans l'original)

7.421 Les plaignants et les Communautés européennes ont avancé des interprétations contradictoires des raisons et des effets de ces modifications qui, comme il fallait s'y attendre, étayent leurs positions respectives au sujet de la grande question d'interprétation mentionnée ci-dessus.

7.422 Bien que les Communautés européennes allèguent que ces deux modifications avaient des objectifs différents – faisant valoir que la notification de 1998 avait été présentée pour refléter un changement dans la pratique de classement qui avait été endossé par l'OMD, alors que la notification de 2000 avait été présentée pour "élargir" unilatéralement des engagements – le Groupe spécial s'étonne qu'il y ait autant de similitudes dans les explications et le libellé des deux notifications elles-mêmes. Les Communautés européennes nous ont expliqué que leur notification de 2000 représentait un élargissement unilatéral de leurs engagements, mais nous n'en trouvons guère la preuve dans les mots utilisés pour décrire le changement à l'époque où il a été effectué. Nous faisons observer que les Communautés européennes ont souligné que le "classement" était à l'origine des deux modifications.

7.423 En outre, il nous apparaît que la modification de 1998 va à l'encontre de l'approche de l'"épuisement" proposée par les Communautés européennes, selon laquelle les codes du SH ou les codes nationaux épuisent les obligations. Il ressort clairement de la modification de 1998 que les vues concernant la classification des produits peuvent changer dans le temps. Cela peut se produire au niveau multilatéral (par exemple par un accord intervenu à l'OMD), mais aussi par suite de discussions plurilatérales au cours desquelles un certain nombre de pays conviennent d'une approche harmonisée pour classer des marchandises particulières, voire en fait unilatéralement par suite de décisions prises par des Membres de l'OMC individuels. Cela pourrait même découler des discussions tenues au titre du paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI où les éclaircissements apportés au classement d'un produit relevant de l'Appendice B pourraient finir par donner lieu à un accord formel visant la modification des listes de tous les participants à l'ATI. En conséquence, alors que les vues

[566] Document G/MA/TAR/RS/74 (15 décembre 2000) (pièce US-26), certifié dans le document WT/Let/667 (19 mars 2010).

sur le classement approprié des produits changent, il est possible qu'il ne soit plus considéré que les codes qui avaient été notifiés par un Membre de l'OMC particulier comme correspondant à une désignation particulière s'appliquent aux produits qui devaient être couverts par cette désignation. Malgré cela, l'ATI n'envisage pas expressément qu'un participant à l'ATI actualise sa Liste pour tenir compte des changements de classement qui risquent d'affecter les codes inscrits à côté des désignations de produits à l'Appendice B ou pour ledit appendice, ni n'exige expressément d'un tel participant qu'il le fasse. Bien que les Communautés européennes aient en fait modifié leurs codes dans ce cas particulier, nous n'avons pas connaissance qu'elles étaient dans l'obligation de le faire. Si les Communautés européennes n'avaient pas modifié les numéros de positions tarifaires, elle n'auraient peut-être plus eu, selon l'approche de l'épuisement, l'obligation d'accorder la franchise de droits aux produits qui, comme elles le reconnaîtraient elles-mêmes, devaient bénéficier de l'admission en franchise de droits conformément aux obligations qu'elles avaient souscrites à l'origine pour mettre en œuvre leurs engagements au titre de l'Appendice B.

Les listes de concessions annexées à l'Accord sur l'OMC des autres participants à l'ATI éclairent-elles notre interprétation de la pertinence des numéros de positions tarifaires?

7.424 En réponse à une question du Groupe spécial[567], les États-Unis et le Taipei chinois ont expliqué que leurs propres listes de concessions annexées à l'Accord sur l'OMC incluaient des notes générales qui étaient soit "identiques" soit "quasiment identiques" à la note générale des CE. Le Japon a indiqué que sa Liste de concessions annexée à l'Accord sur l'OMC comprenait une "note correspondant à" la note générale des CE.[568] Les plaignants ont expliqué que les notes générales incluses dans les listes de concessions des participants à l'ATI annexées à l'Accord sur l'OMC permettaient de veiller à ce que les Membres accordent la franchise de droits pour tous les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice, quels que soient les codes associés à ces désignations de produits, voire même si aucun code n'était associé à la désignation (comme dans le cas de la Liste de concessions du Japon annexée à l'Accord sur l'OMC).[569]

7.425 Nous rappelons que dans le différend *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a constaté que les termes du traité qui est interprété lorsqu'il est question d'une concession tarifaire inscrite dans une liste sont ceux de l'Accord sur l'OMC.[570] Il a par la suite constaté, dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que les listes de concessions des autres Membres pouvaient faire partie du "contexte plus large" pour interpréter les concessions tarifaires d'un Membre.[571] Nous examinerons donc ci-dessous si les listes des autres Membres de l'OMC, et en particulier les listes des autres participants à l'ATI, peuvent mieux éclairer notre interprétation de la note générale des CE.

---

[567] Réponse des plaignants à la question n° 9 du Groupe spécial.

[568] Le Japon estime que la note incluse dans sa Liste n'est "pas identique, mais [est] presque la même", et il considère qu'elle sert les mêmes fins que la note générale des CE, notamment en indiquant "comment éliminer les droits de douane dans le cas des produits prévus "pour" l'Appendice B et "à" cet appendice, et en précisant la condition "où que les produits soient classés"" (réponse du Japon à la question n° 9 du Groupe spécial).

[569] Voir, par exemple, les observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 100 et 103 du Groupe spécial, et aux questions n° 1 à 3 des États-Unis, paragraphe 5; la réponse du Japon à la question n° 100 du Groupe spécial.

[570] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.

[571] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193. Nous faisons observer que les Communautés européennes ont reconnu dans leurs propres arguments que les listes de concessions des autres Membres de l'OMC qui étaient des participants à l'ATI pouvaient servir de "contexte plus large" pour interpréter les concessions telles qu'elles étaient inscrites dans l'Annexe de la Liste des CE (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 142 et 242).

7.426 Le Groupe spécial commence par observer que les concessions relatives à l'ATI de certains participants à l'Accord sont incluses dans les "rectifications et modifications" de leurs Listes issues du Cycle d'Uruguay, alors que d'autres le sont dans les protocoles d'accession.[572] Il ressort clairement de ces documents que les participants à l'ATI cherchaient à normaliser le modèle de présentation qui serait utilisé pour incorporer ces concessions dans leurs listes, lesquelles comprenaient presque toutes des sections spécifiques pour les concessions relatives à l'Appendice A et à l'Appendice B, ainsi que des "grilles d'échelonnement" donnant une description détaillée des droits maximums qui s'appliqueraient chaque année à chacune des lignes tarifaires pertinentes jusqu'à leur élimination finale.[573] Les concessions accordées au titre de l'Appendice A sont normalement présentées selon un modèle qui est, dans une large mesure, calqué sur celui utilisé par la plupart des Membres dans leurs listes issues du Cycle d'Uruguay et qui regroupe à l'intérieur d'une liste unique les positions du SH énumérées dans les sections 1 et 2 de l'Appendice A.[574] De la même manière, tous les participants à l'ATI ont inclus dans leur Liste une annexe ou section énumérant les produits désignés "à" l'Appendice B "ou pour" ledit appendice, avec quelques variantes relativement mineures.[575]

7.427 La Liste des CE à 27 comptant pour une, il y a 35 listes des participants à l'ATI en langue anglaise[576], sept en espagnol[577] et une en français.[578] Le Groupe spécial fait observer que ces listes ont

[572] Les participants à l'ATI qui ont inscrit des concessions dans leur protocole d'accession comprennent l'Albanie, l'Arabie saoudite, la Chine, la Croatie, la Géorgie, la Jordanie, Moldova, Oman, le Taipei chinois, l'Ukraine et le Viet Nam.

[573] Le Groupe spécial rappelle que, d'après son évaluation de l'ATI, il apparaît que deux de ces sections avaient été envisagées au paragraphe 2 b) de l'Annexe de l'ATI. Il conviendrait de noter, en outre, que la modification relative à l'ATI notifiée par le Japon dans le document WT/Let/138 (17 avril 1994) ne correspond pas à cette description.

[574] C'est le cas des concessions relatives à l'ATI qui ont été incorporées conformément aux Procédures de 1980. Il conviendrait toutefois de faire observer que dans leurs protocoles d'accession les participants à l'ATI ont regroupé leurs concessions relatives à l'ATI avec des concessions n'ayant pas rapport à l'ATI, de sorte que les concessions accordées au titre de l'Appendice A ne semblent pas pouvoir être distinguées des concessions tarifaires "traditionnelles" déterminées dans le cadre des processus d'accession des participants.

[575] Le Groupe spécial relève qu'il semble manquer une des désignations de produits ("Appareils pour le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs" relevant de la position ex 8456 91 du SH dans la section 2 de l'Appendice A) dans au moins une liste (modification relative à l'ATI de l'Égypte notifiée dans le document WT/Let/459). Les listes d'autres Membres (Corée dans le document WT/Let/249, Égypte dans le document WT/Let/459, Israël dans le document WT/Let/174, Protocole d'accession de la Jordanie et Protocole d'accession du Viet Nam) n'incorporent pas les changements concernant les systèmes d'affichage à écran plat (à savoir l'ajout des mots "dispositifs" et "à fluorescence sous vide"). Enfin, une liste au moins (celle des États-Unis) incorpore des désignations de produits (huit au total) qui ne sont pas expressément spécifiées dans l'Appendice B ni tirées de la section 2 de l'Appendice A.

[576] Les Membres suivants ont utilisé la langue anglaise pour inscrire dans leurs listes leurs concessions relatives à l'ATI: Albanie (Protocole d'accession); Arabie saoudite (Protocole d'accession); Australie (WT/Let/248); Bahreïn (WT/Let/488); Canada (WT/Let/158); Chine (Protocole d'accession); Communautés européennes (WT/Let/156); Corée (WT/Let/249); Croatie (Protocole d'accession); Égypte (WT/Let/459); Émirats arabes unis (WT/Let/585); États-Unis (WT/Let/182); Géorgie (Protocole d'accession); Hong Kong, Chine (WT/Let/160); Inde (WT/Let/181); Indonésie (WT/Let/157); Islande (WT/Let/159); Israël (WT/Let/174); Japon (WT/Let/138); Jordanie (Protocole d'accession); Macao, Chine (WT/Let/177); Malaisie (WT/Let/176); Maurice (WT/Let/334); Moldova (Protocole d'accession); Norvège (WT/Let/153); Nouvelle-Zélande (WT/Let/295); Oman (Protocole d'accession); Philippines (WT/Let/303); République kirghize (Protocole d'accession); Singapour (WT/Let/175); Taipei chinois (Protocole d'accession); Thaïlande (WT/Let/250); Turquie (WT/Let/173); Ukraine (Protocole d'accession); et Viet Nam (Protocole d'accession).

[577] Les Membres suivants ont utilisé la langue espagnole pour inscrire dans leurs listes leurs concessions relatives à l'ATI: Costa Rica (WT/Let/196); République dominicaine (WT/Let/557); El Salvador (G/MA/TAR/RS/45 + Add.1, non certifié); Guatemala (WT/Let/544); Honduras (WT/Let/511); Nicaragua (WT/Let/512); et Pérou (WT/Let/640).

de nombreuses particularités en commun et qu'elles pourraient être regroupées selon certaines caractéristiques, y compris le libellé utilisé pour les établir, le fait qu'elles incluent ou non une note générale et selon qu'elles énumèrent ou non des positions tarifaires à côté des désignations. Trente des 35 listes rédigées en langue anglaise incorporent une note générale qui est identique à celle des CE et énumèrent des codes tarifaires à côté des désignations de produits figurant au-dessous de la note générale.[579] La plupart des listes ont aussi en commun le fait d'inclure les mêmes désignations de produits dans les sections relatives à l'Appendice B. Les sept Listes annexées à l'Accord sur l'OMC qui ont été rédigées en langue espagnole comprennent des notes générales identiques, que le Groupe spécial considère comme équivalentes à celles figurant dans les listes établies en anglais[580] et qui énumèrent chacune des codes tarifaires à côté des désignations de produits. Compte tenu de ce qui précède, au total, 38 des 43 listes des participants à l'ATI comportent soit le même libellé que la note générale des CE soit un libellé équivalent.

7.428 Bien que l'inclusion de la note générale ne soit pas explicitement prévue dans l'ATI, la grande uniformité de l'approche pour ce qui est de l'inclusion d'une telle note et de ses termes donne fortement à entendre que la note générale devait jouer un rôle important dans la mise en œuvre de l'ATI. Le Groupe spécial reviendra plus loin sur ce point. Nous examinerons maintenant les listes des participants qui diffèrent quelque peu de la Liste des CE.

7.429 Comme il est indiqué ci-dessus, la Liste du Japon comprend une "note" qui est différente de la note générale figurant à l'Annexe de la Liste des CE et des notes générales incluses dans les Listes annexées à l'Accord sur l'OMC d'autres participants à l'ATI. La note que renferme la Liste du Japon est libellée comme suit:

> "Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 des Notes de la Liste, les réductions des droits de douane à compter du 1er janvier 1997 qui passeront du taux consolidé à un taux de droit nul dans le cas des produits relevant des Listes III et IV, *où qu'ils soient classés*, seront opérées en trois réductions proportionnées comme suit: a) la première réduction sera mise en œuvre à la date d'entrée en vigueur du présent instrument;

---

[578] La Suisse/le Liechtenstein ont utilisé la langue française pour inscrire dans leur liste conjointe leurs concessions relatives à l'ATI (WT/Let/253).

[579] Ce sont les Listes des Membres suivants: Albanie; Arabie saoudite; Australie; Canada; Chine; Croatie; Égypte; Émirats arabes unis; Géorgie; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Moldova; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Philippines; République kirghize; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; Ukraine; et Viet Nam. Deux des autres listes libellées en anglais incluent des notes générales similaires à celle des CE, avec de légères variantes. Par exemple, la Liste des États-Unis utilise le mot "on" (sur) au lieu de " in and for" (à ou pour) avant la référence faite à l'Appendice B (voir le document WT/Let/182). De la même manière, la Liste du Bahreïn ne comprend pas les mots "to the Annex" (de l'Annexe) entre les expressions "Attachment B" (l'Appendice B) et "to the Ministerial Declaration on Trade in Information Technology Products" (de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information) (voir le document WT/Let/488).

[580] La note générale figurant dans les Listes annexées à l'Accord sur l'OMC de ces Membres qui a été établie en espagnol est libellée comme suit:

> "Con respecto a cualquier producto designado en el Apéndice B de la Declaración Ministerial sobre el Comercio de Productos de Tecnología de la Información (WT/MIN(96)/16), o designado para dicho Apéndice, en la medida en que no esté específicamente previsto en esta Lista, los derechos de aduana aplicables a ese producto, así como los demás derechos o cargas de cualquier clase (en el sentido del apartado b) del párrafo 1 del artículo II del Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio de 1994) quedarán consolidados y eliminados de conformidad con lo enunciado en el apartado a) del párrafo 2 del Anexo a la Declaración, cualquiera sea la clasificación en que figure el producto."

Voir, par exemple, la modification du Costa Rica dans le document WT/Let/196.

b) la deuxième réduction le sera le 1er janvier 1998; c) la troisième réduction le sera le 1er janvier 1999." (pas d'italique dans l'original)[581]

7.430 La "Liste IV" reprend les désignations de produits spécifiées dans l'Appendice B, sans indiquer de code tarifaire en regard des désignations.[582]

7.431 La Liste du Japon contient donc un libellé qui est très similaire à l'expression "où que le produit soit classé" figurant dans la note générale des CE. En outre, les désignations de produits "pour l'Appendice B" sont reproduites dans la Liste IV. Sur la base de ces deux éléments, la Liste du Japon peut s'interpréter comme accordant l'accès en franchise de droits pour les produits désignés "à l'Appendice B ou pour ledit appendice" peu importe où qu'ils soient classés.[583]

7.432 Le Groupe spécial est d'avis que les termes de la "Note" du Japon indiquent clairement que le Japon ne considérait pas que l'inclusion de codes du SH était nécessaire pour mettre en œuvre les engagements pris au titre de l'Appendice B de l'ATI. Il étaye dans cette mesure l'idée que la portée des engagements est déterminée par les désignations de produits "où qu'ils soient classés" plutôt que par les codes du SH. Cependant, le Groupe spécial ne perd pas de vue que le Japon a choisi une approche unique pour inscrire dans sa Liste les engagements pris au titre de l'Appendice B. De plus, ce n'est pas la Liste du Japon qui fait l'objet du présent différend. En conséquence, le Groupe spécial choisit de ne pas lui accorder beaucoup de poids si ce n'est de relever qu'à des égards importants elle reprend des aspects essentiels des notes générales figurant dans la grande majorité des listes des participants à l'ATI.

7.433 Nous relevons que deux listes (celle de la Corée et celle conjointe de la Suisse/du Liechtenstein)[584] n'incluent pas de "note générale" ni de disposition renfermant un libellé équivalent au membre de phrase "où que le produit soit classé". Les sections des listes de ces Membres qui se rapportent à l'Appendice B ne comprennent qu'un tableau dressant la liste des désignations de produits et des codes du SH que les participants ont choisi de notifier pendant la période de mise en œuvre.

7.434 Nous ne disposons pas de renseignements suffisants pour nous permettre de comprendre la raison pour laquelle une note générale n'a pas été incluse car les désignations de produits ne donnent pas d'indications sur le taux consolidé applicable, les autres droits et impositions ou les modalités ou conditions pertinentes de la concession, de sorte qu'il est difficile de savoir d'après la Liste telle qu'elle

[581] Les concessions du Japon relatives à l'ATI sont reproduites dans le document WT/Let/138 (17 avril 1994).

[582] Concessions du Japon relatives à l'ATI, document WT/Let/138 (17 avril 1994).

[583] Le Groupe spécial observe comme autre différence que le membre de phrase "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste" ne figure pas dans la note du Japon. Comme le Groupe spécial l'a analysé ci-dessus, nous avons déterminé que ce membre de phrase faisait référence à l'obligation d'éliminer les droits de douane et impositions frappant les produits désignés "à" l'Appendice B "ou pour" ledit appendice conformément à l'ATI peu importe s'ils sont déjà couverts par des engagements existants dans la Liste annexée à l'OMC pertinente. Les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice feraient donc dorénavant l'objet d'obligations tarifaires relatives à l'ATI prévoyant l'accès en franchise de droits, nonobstant tout recoupement des produits visés. Malgré l'absence de ce membre de phrase dans la Liste du Japon, (et les engagements relatifs à l'ATI), le Groupe spécial considère que la note 3 de la Liste du Japon (voir ci-dessus) vise le même objectif parce qu'elle dispose que "les réductions des droits de douane à compter du 1er janvier 1997 qui passeront du taux consolidé à un taux de droit nul dans le cas des produits relevant des Listes III et IV, *où qu'ils soient classés*, seront opérées". Malgré cette différence entre le texte de la note figurant dans la Liste du Japon et celui de la note générale des CE, le Groupe spécial ne voit rien qui indiquerait que l'engagement d'accorder l'accès en franchise de droits pour les produits où qu'ils soient classés est différent.

[584] Voir les listes de la Corée (WT/Let/249) et de la Suisse/du Liechtenstein (WT/Let/253).

est libellée quelle est l'obligation souscrite par le Membre à l'égard de ces produits. Cela pose assurément des difficultés pour interpréter ces deux listes en ce qui concerne les désignations de produits à l'Appendice B ou pour ledit appendice. Selon nous, cela montre qu'en l'absence de note générale, il subsisterait des interrogations au sujet d'éléments essentiels des concessions relatives à l'Appendice B, en particulier le traitement tarifaire de ces produits ou la relation avec l'ATI.

7.435 Enfin, le Groupe spécial note l'affirmation avancée par les Communautés européennes selon laquelle un certain nombre de Membres de l'OMC auraient nécessairement "pris des engagements sans en avoir eu l'obligation aux termes de l'ATI et/ou il a été commis un certain nombre de violations des règles de l'OMC à cause des différences de classement" si la position des plaignants concernant la prédominance des désignations de produits figurant dans l'Annexe de la Liste des CE était acceptée. Comme nous l'avons analysé ci-dessus, la note générale fait référence aux produits désignés "à" l'Appendice B "ou pour" ledit appendice *où* qu'ils soient classés dans la liste du participant à l'ATI. Pour cette raison, nous ne sommes pas convaincus que les différences de classement entraîneraient nécessairement des violations dans le cas des concessions inscrites dans une Liste qui concernent un produit désigné "à" l'Appendice B "ou pour" ledit appendice. Nous considérons aussi que les positions du SH et les codes nationaux inscrits par les participants à l'ATI dans les sections de leur Liste relatives à l'Appendice B avaient pour objet de faciliter la mise en œuvre des concessions, y compris entre autres les consultations devant être tenues par les participants à l'ATI conformément au paragraphe 5 de l'Annexe de l'ATI dans le but d'éliminer les divergences dans la classification et, éventuellement, d'aider les participants à réduire progressivement les droits de douane applicables. Mais comme le mandat du présent groupe spécial ne va pas au-delà des termes spécifiques de la Liste des CE, nous n'examinerons pas plus avant cette question.

7.436 Sur la base des considérations précédentes, le Groupe spécial considère que la grande uniformité de l'approche pour ce qui est de l'inclusion d'une note générale relativement normalisée dans les listes des participants à l'ATI est entièrement conciliable avec l'idée que les notes générales étaient censées jouer un rôle important dans l'interprétation des concessions se rapportant à l'Appendice B. Cependant, nous estimons que les listes des autres participants ne nous donnent pas beaucoup d'indications pour interpréter les termes de la note générale des CE, si ce n'est qu'elles soulignent l'importance des notes générales pour interpréter le traitement tarifaire correspondant à accorder pour les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice.

Quelle est la pertinence du SH pour notre interprétation de la concession inscrite dans l'Annexe de la Liste des CE?

Arguments des parties

7.437 Les **plaignants** font valoir que les éléments interprétatifs du SH, y compris les notes de sections et de chapitres du SH, les notes explicatives du SH et les règles générales interprétatives, ne sont *pas* un contexte pertinent pour interpréter les concessions en cause qui découlent de l'Annexe de la Liste des CE.[585] S'agissant des produits désignés à l'Appendice B ou pour cet appendice, les plaignants notent que l'obligation d'accorder la franchise de droits s'applique à ces produits "où qu'[ils] soi[ent] classé[s]". Ils notent aussi que le paragraphe 2 b) de l'ATI fait référence aux "produits *spécifiés* dans l'Appendice B" (pas d'italique dans l'original), alors que la référence faite aux produits "classés (ou pouvant être classés) dans les positions du Système harmonisé de 1996 ("SH")" dans le

[585] Réponses des plaignants à la question n° 104 du Groupe spécial.

paragraphe 2 a) de l'ATI se rapporte aux produits visés au titre de l'Appendice A.[586] Sur la base de cette distinction, ils font valoir que les éléments du SH, bien qu'ils soient pertinents pour l'interprétation des concessions découlant de l'Appendice A[587], ne sont pas pertinents pour interpréter les désignations, qui ont été incorporées dans l'Annexe de la Liste des CE conformément à l'Appendice B. Le **Japon** fait observer que "le but même des concessions accordées au titre de l'Appendice B était d'utiliser des désignations de produits dans les domaines où les positions existantes de la nomenclature du SH étaient jugées insuffisantes".[588]

7.438 Les **Communautés européennes** considèrent que les éléments interprétatifs du SH1996 sont pertinents pour évaluer les concessions inscrites dans l'Annexe de leur Liste. Elles font valoir que le libellé du paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI, qui fait référence à "une liste des positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B", établit une base pour prendre ces éléments en considération afin d'évaluer si les mesures en cause visant les dispositifs d'affichage à écran plat sont incompatibles avec les règles de l'OMC.[589] De plus, elles soutiennent que ces éléments sont aussi pertinents pour l'analyse par le Groupe spécial des concessions issues de l'Appendice A.[590]

Examen par le Groupe spécial

7.439 Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a confirmé que le SH constituait un "contexte" pertinent pour interpréter la liste de concessions d'un Membre:

> "Les circonstances exposées ci-dessus confirment que, aussi bien avant que pendant et *après* les négociations du Cycle d'Uruguay, il y avait un large consensus parmi les Parties contractantes au GATT pour *utiliser* le Système harmonisé comme base de leurs Listes établies dans le cadre de l'OMC, notamment en ce qui concerne les produits agricoles. À notre avis, ce consensus constitue un "accord" entre les Membres de l'OMC "ayant rapport" à l'Accord sur l'OMC et qui est "intervenu … à l'occasion de la conclusion [de]" l'Accord, au sens de l'article 31 2) a) de la Convention de Vienne. En tant que tel, cet accord est un "contexte" au sens de l'article 31 2) a) *aux fins de l'interprétation des Accords de l'OMC*, dont la Liste des

[586] Réponse des États-Unis à la question n° 104 du Groupe spécial; première communication écrite du Japon, paragraphe 16; réponse du Japon aux questions n° 20 et 21 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 104 du Groupe spécial.

[587] Les États-Unis reconnaissent que, d'après des rapports antérieurs de l'Organe d'appel, les éléments du SH peuvent être pertinents pour interpréter le libellé tiré du SH qui figure dans la désignation d'une concession tarifaire inscrite dans la Liste d'un Membre lorsque les rédacteurs se sont appuyés sur la terminologie du SH ou ont expressément prévu l'application des règles interprétatives du SH aux concessions accordées au titre de l'Appendice B, par exemple, celles consenties conformément à l'Appendice A (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 24; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 14; réponse des États-Unis aux questions n° 104 et 116 du Groupe spécial). Le Japon estime de façon plus générale que les éléments du SH qui portent directement sur le sens du libellé d'une concession peuvent être pertinents pour interpréter des concessions qui utilisent la terminologie du SH (réponse du Japon à la question n° 104 du Groupe spécial). Le Taipei chinois estime de la même manière que le SH1996 "joue un rôle" dans l'interprétation de la portée d'une concession dans le cas de produits inscrits à l'Appendice A compte tenu de la référence faite au paragraphe 2 a) de l'ATI (réponse du Taipei chinois à la question n° 104 du Groupe spécial).

[588] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 173.

[589] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 146; réponse des Communautés européennes à la question n° 104 du Groupe spécial.

[590] Les Communautés européennes font valoir que l'utilisation de l'expression "classés (ou pouvant être classés)" au paragraphe 2 a) est une indication expresse qu'il était dans l'intention des participants à l'ATI que les règles de classification du SH jouent un rôle important dans l'interprétation de la portée des concessions accordées au titre de l'ATI (réponse des Communautés européennes à la question n° 104 du Groupe spécial).

> CE fait partie intégrante. À la lumière de ce qui précède, nous considérons que le Système harmonisé est pertinent aux fins de l'interprétation des engagements tarifaires repris dans les Listes des Membres de l'OMC."[591]

7.440 Lorsqu'il a établi que le SH fournissait un "contexte" pertinent pour l'interprétation de la liste d'un Membre, l'Organe d'appel a pris en considération un certain nombre de facteurs. Tout en notant que le SH ne faisait pas formellement partie de l'Accord sur l'OMC et n'avait pas été incorporé, en tout ou en partie, dans l'Accord, il a observé que la grande majorité des Membres de l'OMC étaient aussi des parties contractantes du SH et il a identifié ce qu'il considérait être un "lien étroit" entre le SH et l'Accord sur l'OMC.[592] En particulier, l'Organe d'appel a observé qu'un certain nombre d'Accords de l'OMC issus du Cycle d'Uruguay, y compris l'Accord sur les règles d'origine (à l'article 9), l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (à l'article 27) et l'Accord sur les textiles et les vêtements (à l'article 2 et dans l'Annexe), faisaient référence au SH aux fins de la définition des produits visés par l'accord ou des produits assujettis à des dispositions particulières de l'accord.

7.441 L'Organe d'appel a expliqué qu'en plus d'examiner les positions et sous-positions du SH l'interprète du traité pouvait aussi recourir à des éléments qui étaient contraignants pour les parties contractantes du SH (c'est-à-dire les notes de sections, de chapitres et de sous-positions, et les règles générales interprétatives), ainsi qu'à d'autres éléments qui n'étaient *pas* contraignants pour les parties contractantes du SH, comme les notes explicatives du SH.[593]

7.442 Dans l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, l'Organe d'appel a toutefois mis en garde contre le fait que le contexte fourni par le SH ne pouvait pas toujours être pertinent pour la question à l'examen:

> "[L]e contexte est pertinent pour l'interprète du traité dans la mesure où il peut éclairer le problème d'interprétation qui se pose, tel que la signification du terme ou de la phrase en cause. Ainsi, pour qu'une disposition, un accord ou un instrument particuliers servent de contexte pertinent dans une situation donnée, ils ne doivent pas seulement s'inscrire dans les limites formelles énoncées à l'article 31 2), mais avoir aussi par rapport aux termes soumis à interprétation une pertinence qui puisse aider l'interprète à déterminer la signification desdits termes. Parce que les Listes de

---

[591] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89. Dans ce différend, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

"Nous ne comprenons pas bien pourquoi le Groupe spécial, lorsqu'il s'est attaché à interpréter les termes de [la Liste des CE], n'a pas pris en considération le Système harmonisé et ses Notes explicatives. Nous notons qu'au moment des négociations du Cycle d'Uruguay, aussi bien les Communautés européennes que les États-Unis étaient parties à la Convention internationale sur le Système harmonisé. En outre, il semble incontesté que les négociations tarifaires du Cycle d'Uruguay se sont tenues sur la base de la nomenclature du Système harmonisé et que les demandes et offres de concessions ont généralement été formulées en fonction de cette nomenclature." (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89).

[592] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 195 à 197.

[593] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224. Bien que l'Organe d'appel ait souscrit à l'affirmation générale selon laquelle "les notes de chapitres du Système harmonisé, qui sont contraignantes, peuvent avoir une plus grande valeur probante que les Notes explicatives du Système harmonisé, qui sont non contraignantes", il a aussi reconnu que la "valeur probante d'une note dépendra toutefois aussi de la mesure dans laquelle elle est pertinente pour la question d'interprétation en cause; en conséquence, on ne peut pas exclure qu'une Note explicative qui traite directement d'une question d'interprétation donnée sera plus probante qu'une note de chapitre qui ne se rapporte pas spécifiquement à cette question d'interprétation" (voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224, note de bas de page 431).

> concessions des Membres de l'OMC ont été établies sur la base de la nomenclature du Système harmonisé, celui-ci peut éclairer la signification des termes utilisés dans ces Listes. Cela étant, il ne s'ensuit pas automatiquement que le Système harmonisé était le contexte pertinent pour le problème d'interprétation soumis au Groupe spécial dans son analyse de la question liminaire dans le présent différend."[594]

7.443 Selon nous, même si le SH était toujours admissible en tant que contexte pour interpréter les concessions inscrites dans la liste d'un Membre qui sont fondées sur cette nomenclature, ou qui lui font explicitement ou implicitement référence, la pertinence du SH dépendrait de la question d'interprétation en cause. Par ailleurs, il ne découle pas de la jurisprudence établie par l'Organe d'appel que le SH sera *nécessairement* admissible en tant que contexte ou pertinent pour interpréter *toutes* les concessions tarifaires, y compris les concessions qui ne sont pas fondées sur le SH.

7.444 Nous sommes d'avis que le SH, y compris les positions et sous-positions du SH, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions, et les RGI, et peut-être les NESH, n'est pas pertinent pour interpréter des concessions qui sont fondées sur les désignations figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Les termes de la note générale des CE ne sont manifestement pas fondés sur le SH ni n'y font explicitement ou implicitement référence. De la même manière, bien que certaines désignations de produits figurant dans l'Annexe de la Liste des CE utilisent dans une certaine mesure la terminologie du SH, cela n'est pas le cas pour les concessions en cause dans le présent différend, à savoir les désignations des systèmes d'affichage à écran plat et des modules séparés ayant une fonction de communication. Pour cette raison, nous estimons que le SH n'éclairera pas notre interprétation des termes de la note générale des CE ou des désignations en cause.

> Conclusions préliminaires: l'interprétation pas le Groupe spécial du rôle de la note générale des CE figurant dans l'Annexe de la Liste des CE

7.445 Sur la base du sens courant des principaux termes et membres de phrases figurant dans la note générale des CE, nous avons conclu de façon préliminaire que la note générale des CE exigeait des Communautés européennes qu'elles accordent la franchise de droits aux produits désignés dans l'Annexe de leur Liste, peu importe où ils sont classés dans cette liste. À titre de corollaires de cette constatation, le Groupe spécial a conclu en outre que les numéros de positions tarifaires notifiés en regard des désignations de produits, bien qu'ils soient "exemplatifs" des emplacements où les Communautés européennes considéraient que ces produits auraient dû être classés à l'époque où l'ATI a été mis en œuvre, ne pouvaient pas délimiter la gamme des produits visés par les concessions. Nous avons de plus expliqué que le SH, y compris les notes de chapitres, les notes explicatives et les règles générales interprétatives, n'était pas pertinent pour notre évaluation de la gamme des produits visés par les désignations en cause dans la présente affaire. Nous avons conclu que les dispositions de l'ATI fournissaient un contexte pour l'interprétation de la note générale, et qu'elles étayaient nos conclusions préliminaires.

7.446 Nous examinons ci-dessous la désignation des systèmes d'affichage à écran plat à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'OMC; toutefois, nous tenons auparavant à faire observer que la grande uniformité de la note générale incluse par les participants à l'ATI, dont le libellé était très similaire, et dans de nombreux cas identique, est entièrement conciliable avec l'idée que la note générale était censée jouer un rôle important dans les listes des Membres concernés.

[594] Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

*iii) Le sens des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat dans l'*Annexe de la Liste des CE

7.447 Nous examinons ensuite le sens de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, y compris de son texte, considéré dans son contexte, et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord. Nous rappelons que la désignation des systèmes d'affichage à écran plat est libellée comme suit:

> "Dispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties".[595]

Le sens des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat

Arguments des parties

7.448 Les plaignants ont structuré leurs arguments de manière à examiner le sens ordinaire de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat" séparément du mot "pour" et du membre de phrase "produits relevant du présent accord, et leurs parties". Ils n'ont pas analysé dans le détail le libellé figurant entre parenthèses "(y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres)" dans la désignation.

Le sens de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat"

7.449 Les **États-Unis** définissent un "dispositif d'affichage à écran plat" comme "un type de moniteur qui est plus mince et qui consomme normalement moins d'énergie que des dispositifs recourant à la technologie d'affichage conventionnelle à tube cathodique".[596] En particulier, ils font observer que l'"affichage à écran plat" a été défini comme "un système d'affichage vidéo de faible profondeur physique, fondé sur une technologie autre que celle à tube cathodique. Ces systèmes d'affichage sont normalement utilisés sur les ordinateurs portatifs. Les types courants d'affichage à écran plat sont ceux à électroluminescence, à plasma et à cristaux liquides".[597] En outre, les États-Unis font référence à la définition suivante: "[a]n electronic display in which a large orthogonal array of display devices, such as electroluminescent devices or light emitting diodes, form a flat screen" ([u]n système d'affichage électronique dans lequel un vaste réseau orthogonal de dispositifs d'affichage, tels que des dispositifs à électroluminescence ou à diodes électroluminescentes, forment un écran plat).[598] Selon les États-Unis, ces dispositifs s'appuient sur diverses technologies qui permettent d'obtenir un moniteur plus mince, y compris les technologies d'affichage à cristaux liquides ou à plasma.[599] Par ailleurs, les États-Unis allèguent que les systèmes d'affichage à écran plat

---

[595] Pièce US-7.

[596] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50 (faisant référence à Energy Star, LCD Basics, http://www.energystar.gov/index.cfm?c=monitors.lcd (pièce US-31)).

[597] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 50 et 121, note de bas de page 166 (faisant référence au Microsoft Computer Dictionary, 2002 (5ème édition), page 155).

[598] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 50 et 121, note de bas de page 166 (faisant référence au *McGraw Hill Dictionary*, page 1437).

[599] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50. Les États-Unis font observer en particulier que la technologie d'affichage à cristaux liquides est couramment utilisée pour les moniteurs d'ordinateur et consiste à aligner le matériel en suspension dans un liquide en utilisant un faible voltage pour réfléchir la lumière ambiante. Voir Hirohisa Kawamoto, The History of Liquid-Crystal displays, Proceedings of the IEEE (Vol. 90, No. 4 (avril 2002), page 466 (pièce US-32); Définition de "LCD" (affichage à cristaux liquides) dans le Newton's Telecom Dictionary, page 555 (24ème éd., 2008) (pièce US-33). Les États-Unis mentionnent la définition de l'affichage à cristaux liquides suivante: "[a]n alphanumeric display using liquid

traitent directement les signaux numériques, y compris ceux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, via une interface vidéonumérique ou un autre connecteur.[600]

7.450 Les États-Unis font valoir que le terme "dispositifs" a été inclus sur la base d'une proposition de la Suisse peu après la conclusion de l'ATI. Selon eux, l'inclusion de ce mot "précise simplement" qu'un "dispositif" ou le produit fini contenant un système d'affichage à écran plat, et non juste le dispositif lui-même, est couvert par la concession.[601]

7.451 Les États-Unis font observer que la concession inscrite dans l'Annexe de la Liste des CE indique expressément que les dispositifs d'affichage à écran plat à cristaux liquides constituent l'un des types couverts. Comme les "ordinateurs" sont des "machines automatiques de traitement de l'information", qui sont elles-mêmes des produits visés par l'accord, les États-Unis font valoir que les moniteurs ACL sont donc couverts par les désignations des systèmes d'affichage à écran plat.[602]

7.452 Le **Japon** estime que les moniteurs à cristaux liquides munis de la DVI sont le type le plus courant de dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les machines automatiques de traitement de l'information.[603] Le Japon présente une liste "exemplative" quoique "non exhaustive" des produits qu'il croit être en cause.[604] Comme la désignation figurant à l'Appendice B et l'Annexe de la Liste des CE identifient explicitement la technologie "à cristaux liquides" pour les dispositifs d'affichage à écran plat, le Japon fait valoir que "les moniteurs ACL sont des "dispositifs d'affichage à écran plat" pour l'affichage des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information".[605]

7.453 Le Japon fait valoir que l'ajout du terme "dispositif" dans la désignation n'a pas pour effet de "modifier sensiblement le sens" de la concession. Il fait référence à la définition du mot "dispositif" qui s'entend de "a thing designed for a particular function or adapted for a purpose" (quelque chose

---

crystal sealed between two pieces of glass. The display is divided into hundreds or thousands of individual dots, which are charged or not charged, reflecting or not reflecting external light to form characters, letters and numbers" (un affichage alphanumérique utilisant des cristaux liquides enfermé entre deux plaques de verre. L'affichage est divisé en centaines ou milliers de points individuels, qui sont ou non chargés, réfléchissant ou non la lumière extérieure pour former des caractères, des lettres et des chiffres). Voir Newton's Telecom Dictionary (24ème éd., 2008), page 545 (pièce US-33); voir aussi Carmen Carmack et Jeff Tyson, How Computer Monitors Work, page 1 ("La plupart des systèmes d'affichage de bureau utilisent la technologie d'affichage à cristaux liquides ou à tube cathodique, alors que presque tous les dispositifs informatiques portables, comme les ordinateurs portatifs incorporent la technologie d'affichage à cristaux liquides. À cause de leur minceur et de leur faible consommation d'énergie, les moniteurs utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides (aussi appelés à écran plat ou système d'affichage à écran plat) remplacent le vénérable tube cathodique sur la plupart des ordinateurs de bureau").

[600] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 52 et 53 (citant "How Monitors Work", page 4: Un connecteur DVI consiste en trois rangées de broches montées sur une prise comportant une vis de chaque côté. La DVI a été mise au point en 1998 par le Digital Display Working Group (DDWG), qui regroupait d'importants fabricants d'ordinateurs. Le connecteur DVI devait fournir une connexion numérique-numérique standard pour les ordinateurs personnels et les dispositifs d'affichage numérique. Voir le Digital Display Working Group, Digital Visual Interface (DVI) Revision 1.0p, page 5 (30 mars 1999) (pièce US-35)).

[601] Réponse des États-Unis à la question n° 54 du Groupe spécial.

[602] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.

[603] Première communication écrite du Japon, paragraphe 216.

[604] Pièce JPN-15.

[605] Première communication écrite du Japon, paragraphe 266; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 150.

qui est conçu pour une fonction particulière ou adapté à une fin).[606] Il fait valoir qu'un système d'affichage à écran plat pour une machine automatique de traitement de l'information a pour fonction d'afficher un signal qui provient d'une machine automatique de traitement de l'information. Il soutient donc que l'ajout du terme "dispositifs" ne change pas le sens premier des "systèmes d'affichage à écran plat".[607]

7.454 Le **Taipei chinois** fait valoir que les "dispositifs d'affichage à écran plat" sont des produits qui ont des définitions spécialisées. Par conséquent, il estime que les dictionnaires spécialisés dans les technologies de l'information peuvent être pertinents pour examiner les termes "flat" (plat), "panel" (écran), "display" (affichage) et "devices" (dispositifs).

7.455 Le Taipei chinois indique que, selon sa définition, le mot "flat" (plat) signifie "(3) Even, smooth, unbroken, without projection; (of the face, features, etc.) without prominence, not projecting; (of land) not undulation; (of a surface) smooth, level. B. Deflated, punctured. C. (Electronic) Uniform in behaviour over a given range of frequencies; responding equally to signals of all frequencies" (3) régulier, lisse, ininterrompu, sans saillie; (du visage, des traits, etc.) sans proéminence, ne faisant pas saillie; (du paysage), sans ondulation; (d'une surface) lisse, régulier. B. dégonflé, crevé. C. (Électronique) Uniforme dans son comportement sur une gamme de fréquences; répondant de façon régulière aux signaux de toutes les fréquences).[608] Il mentionne la définition du mot "panel" (écran) qui désigne "(5) A thin board such as might form a panel of a door etc.; esp. One used as a working surface. B. A rigid support for a painting (as opp. to a canvas); a painting on such a support. C. A leaf or section of a folding screen or triptych" (5) Un mince panneau comme celui que pourrait constituer le panneau d'une porte, etc.; spec. Quelque chose qui sert de plan de travail. B. Support rigide d'un tableau (par opposition à une toile); un tableau sur un tel support. C. Un panneau ou une section d'un paravent ou d'un triptyque).[609]

7.456 Le Taipei chinois fait état d'un certain nombre de définitions du mot "display" (affichage), telles que "(2) Something intended for people to look at: an exhibition, a show. B. A visual presentation of data or signals on the screen of a cathode-ray tube etc.; a device or system used for this" (2) Quelque chose destiné à être vu par les gens: un spectacle, une foire. B. La présentation visuelle de données ou signaux sur l'écran d'un tube cathodique, etc.; un dispositif ou système utilisé à cette fin)[610]; "1. a visible representation of information, in words, numbers, or drawings, as on the cathode-ray tube screen of a radar set, navigation system, or computer console. 2. The device on which the information is projected. Also knows as display device. 3. The image of the information" (1. la représentation visible d'informations, par des mots, chiffres ou dessins, comme sur l'écran à tube cathodique d'un radar, d'un système de navigation ou d'une console d'ordinateur. 2. Le dispositif sur lequel l'information est projetée. Également appelé dispositif d'affichage. 3. L'image de

[606] Réponse du Japon à la question n° 54 du Groupe spécial (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 655 (pièce JPN-27)).

[607] Réponse du Japon à la question n° 54 du Groupe spécial. Le Japon fait valoir que cette opinion est confirmée du point de vue grammatical (en langue anglaise). Il soutient que lorsque l'expression "flat panel display" (affichage à écran plat) est placée devant le mot "devices" (dispositifs), elle sert à modifier et à décrire le terme neutre "devices". Il fait donc valoir que le sens ne change pas, que l'expression "flat panel displays" serve de nom ou qu'elle ait pour fonction de modifier le nom "devices".

[608] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 223 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 968).

[609] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 224 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 2083).

[610] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 225 (citant le *New Shorter* (1993), page 699).

l'information)[611]; "[a] generic term for a computer subsystem. Printers, serial ports, and disk drives are often referred to as devices; such subsystems frequently require their own controlling software, called device drivers" ([t]erme générique pour un sous-système d'ordinateur. Les imprimantes, les ports séries et les lecteurs de disque sont souvent désignés sous le nom de dispositifs; ces sous-systèmes doivent souvent avoir leurs propres logiciels de contrôle, dénommés pilotes de périphériques)[612]; "a thing designed for a particular function or adapted for a purpose; an invention, a contrivance" (quelque chose qui est conçu pour une fonction particulière ou adapté à une fin; une invention, un appareil)[613]; et "(1) any electronic or electromechanical machine or component from a transistor to a disk drive. The term "device" always refers to hardware, never software" (1) toute machine ou composante électronique ou électromécanique, du transistor au lecteur de disque. Le terme "dispositif" désigne toujours le matériel, jamais le logiciel).[614]

7.457 Le Taipei chinois définit l'expression "panel display" (système d'affichage à écran) comme suit: "an electronic display in which a large orthogonal array of display devices, such as electro-luminescent devices or light-emitting diodes, form a flat screen. Also known as flat-panel display" (un système d'affichage électronique dans lequel un vaste réseau orthogonal de dispositifs d'affichage, tels que des dispositifs à électroluminescence ou à diodes électroluminescentes, forment un écran plat. Également connu sous le nom de système d'affichage à écran plat).[615] Il indique que l'expression "flat panel display" (système d'affichage à écran plat) désigne "[a] video display with a shallow physical depth, based on technology other than CRT (cathode ray tube). Such displays are typically used in laptop computers. Common types of flat panel displays are the electroluminescent display, the gas discharge display, and the LCD display" ([un] système d'affichage vidéo de faible profondeur physique, fondé sur une technologie autre que le tube cathodique. Ces systèmes d'affichage sont normalement utilisés sur les ordinateurs portatifs. Les types courants d'affichage à écran plat sont ceux à électroluminescence, à plasma et à cristaux liquides)[616] ou "[a] thin display screen for computer and TV usage. The first flat panels appeared on laptop computers in the mid-1980s, and the LCD technology became the standard. Stand-alone LCD screens became available for desktop computers in the mid-1990s and exceeded sales of CRTs for the first time in 2003. For TV viewing, LCD and plasma are the two competing technologies, and many flat panel TVs can also display computer output" ([u]n mince écran d'affichage pour des ordinateurs à utiliser comme téléviseur. Les premiers écrans plats ont vu le jour sur les ordinateurs portatifs au milieu des années 1980, et la technologie d'affichage à cristaux liquides est devenue la norme. Les écrans ACL autonomes sont devenus disponibles pour les ordinateurs de bureau au milieu des années 1990 et ont dépassé les ventes d'écrans à tube cathodique pour la première fois en 2003. Pour ce qui est des téléviseurs, l'ACL et le plasma sont deux technologies concurrentes et de nombreux téléviseurs à écran plat peuvent aussi afficher les sorties d'ordinateur).[617] Le Taipei chinois estime que lorsque ces

---

[611] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 150 à 153 (faisant référence au *McGraw-Hill Dictionary* (1993), page 593); voir aussi *McGraw-Hill Dictionary* (2003), page 629.

[612] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 227; Microsoft Computer Dictionary, (5ème éd., 2002), page 155.

[613] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 226 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 655).

[614] *Techweb On-line Dictionary* (consulté le 4 décembre 2008), disponible à l'adresse suivante: http://www.techweb.com/encyclopedia/defineterm.jhtml?term=flatpaneldisplay.

[615] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 150 à 153 (faisant référence au *McGraw-Hill Dictionary* (1993), page 1437); voir aussi le *McGraw-Hill Dictionary* (2003), page 1522.

[616] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 227; Microsoft Computer Dictionary (5ème éd., 2002), page 217.

[617] *Techweb On-line Dictionary* (consulté le 4 décembre 2008), disponible à l'adresse suivante: http://www.techweb.com/encyclopedia/defineterm.jhtml?term=flatpaneldisplay.

termes sont considérés conjointement, le sens de l'expression "dispositif d'affichage à écran plat" signifie "un panneau lisse et mince utilisé pour la présentation visuelle de données ou de signaux".[618]

7.458 Sur la base de ces définitions, le Taipei chinois conclut qu'un dispositif d'affichage à écran plat est "un écran d'affichage mince recourant à la technologie du plasma, de l'affichage à cristaux liquides et à d'autres technologies en vue d'être utilisé avec des ordinateurs ou d'autres appareils"[619]; ou des "dispositifs à écran mince servant à visualiser des données ou des signaux" "recour[ant] à diverses technologies, telles que l'affichage à cristaux liquides et à plasma, à l'exception de la technologie du tube cathodique" et "[ayant] différentes applications, y compris la reproduction de signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information" tout en "permet[tant] de visualiser des données d'autres sources".[620] Le Taipei chinois fait valoir que ces définitions "confirment que les dispositifs d'affichage doivent être utilisés avec des ordinateurs ou avec tout autre appareil puisque les définitions ne prévoient pas de restriction". Il fait en outre valoir que les mots "affichage" et "dispositif d'affichage" ainsi que les expressions "système d'affichage à écran" et "système d'affichage à écran plat" sont synonymes.[621]

7.459 Le Taipei chinois fait aussi valoir que l'utilisation du mot "dispositifs" au pluriel plutôt qu'au singulier ne change pas le sens ordinaire de la concession.[622] Il soutient que l'utilisation du pluriel permet plutôt de préciser que "tous les dispositifs d'affichage à écran plat sont couverts à condition qu'ils soient pour "tout" produit visé par l'ATI plutôt que simplement pour certains produits couverts par l'ATI".[623] Le Taipei chinois fait valoir que l'inclusion à la dernière minute du mot "dispositifs" confirme en outre que la désignation de produit "couvre à la fois les produits semi-finis et les produits finis".[624]

7.460 Les **Communautés européennes** critiquent l'approche des plaignants pour définir les termes de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat". Elles font valoir que les États-Unis "n'examinent pas le sens ordinaire du terme pertinent" et qu'ils "mêlent complètement le sens ordinaire du terme pertinent avec de vagues déclarations similaires à des énoncés de fait et des affirmations contextuelles évidentes sans aucune analyse juridique structurée".[625] Les Communautés européennes critiquent en outre la citation que les États-Unis ont tirée du *Microsoft Computer Dictionary* qui date de 2002, soutenant que cette définition est postérieure à la détermination des produits visés par l'ATI.[626] Elles critiquent aussi l'inclusion par le Taipei chinois de différentes définitions de dictionnaire qui sont postérieures à la négociation de l'ATI.[627]

---

[618] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 227; Microsoft Computer Dictionary (5ème éd., 2002).
[619] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 233.
[620] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 234.
[621] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 154.
[622] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 158 et 159; le Taipei chinois fait valoir que "tous les produits relevant de l'Appendice B" sont énumérés au pluriel, tels que les "ordinateurs", "téléprojecteurs à écran plat" et "moniteurs".
[623] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 158 et 159.
[624] Réponse du Taipei chinois à la question n° 54 du Groupe spécial.
[625] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 104.
[626] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 104.
[627] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 110.

7.461 Les Communautés européennes font valoir que le sens de l'ajout du mot "dispositifs" qui, selon elles, a été inclus à la demande de la Suisse[628] est "moins clair" et a donné lieu à des "débats" au Comité de l'ATI sur la question de savoir si la définition couvrait les produits finis et/ou les produits semi-finis. Elles prétendent que le mot "dispositifs" pourrait avoir été ajouté "en réaction à la référence faite à la technologie à tube cathodique dans la définition du mot "moniteurs"", de sorte que l'ajout de ce mot voudrait dire que les véritables moniteurs des machines automatiques de traitement de l'information qui faisaient appel à la technologie des écrans plats pourraient entrer dans le champ d'application de l'ATI.[629] Cependant, elles ont aussi reconnu que l'ajout de ce mot pouvait avoir un sens plus "technique". En réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont estimé que le mot "dispositifs" avait été ajouté car cela "était nécessaire parce que la définition du produit avait pour objet de couvrir de nombreux dispositifs d'affichage différents devant principalement être incorporés dans d'autres produits couverts par l'ATI".[630] Par ailleurs, elles font valoir que l'utilisation du mot "dispositifs" au pluriel indique que ce mot n'est pas synonyme de l'expression "moniteurs à écran plat pour ordinateurs". Les Communautés européennes estiment que la désignation ne donne pas d'indications sur l'étendue de possibles applications technologiques, telles que l'utilisation d'un système d'affichage pour autoradio ou une console de divertissements dans un aéronef. Elles font valoir que, pour cette raison, on ne sait pas très bien quels devraient être les produits visés.[631]

Le sens du mot "pour"[632]

7.462 Les **plaignants** indiquent que le mot "pour" signifie "to be received by, to belong to; to be used with, or in connection with" (devant être reçu par, appartenir à, devant être utilisé avec, ou en liaison avec).[633] De plus, les **États-Unis** le définissent comme "a function word to indicate purpose" (un mot-outil marquant le but).[634]

7.463 Les États-Unis font valoir que le mot "pour" n'impose pas la "restriction" qu'impliquent les mesures des CE de sorte qu'un système d'affichage ne serait pas visé par la concession à cause de la "simple possibilité" qu'il puisse être connecté à autre chose qu'un produit couvert par l'ATI.[635] Le **Japon** soutient que le sens ordinaire du mot "pour" est "extrêmement large, faisant observer que *The Shorter Oxford Dictionary* en donne plus de 20 définitions.[636] Il fait valoir que le concept "pour" devrait englober celui d'être "apte à fonctionner avec un ordinateur", par exemple. Selon lui, cela signifie davantage que le point de savoir si le dispositif peut simplement recevoir des signaux provenant d'un ordinateur; cela signifie plutôt qu'un tel dispositif "doit être conçu pour être utilisé

[628] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186 (faisant référence au document intitulé "Trade in Information Technology Products: Result of Bilateral Consultations, Communication from Switzerland, Geneva" (21 janvier 1997) (pièce EC-29)).
[629] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 186 et 187.
[630] Réponse des Communautés européennes à la question n° 54 du Groupe spécial.
[631] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 113.
[632] Contrairement aux autres plaignants, le Taipei chinois analyse le membre de phrase "pour les produits relevant du présent accord" en tant que contexte éclairant le sens ordinaire de l'expression "[s]ystèmes d'affichage à écran plat" (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 236 à 246). Nous examinerons ses arguments dans la présente section, en tenant compte de l'approche des autres plaignants.
[633] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132, faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 997 (pièces US-79; US-80); première communication écrite du Japon, paragraphe 268; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 241.
[634] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132 (pièces US-79; US-80).
[635] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132.
[636] Première communication écrite du Japon, paragraphe 268.

avec des ordinateurs, de manière à fournir un niveau acceptable de qualité de fonctionnement".[637] Le **Taipei chinois** fait valoir que le mot "pour" est "extrêmement large et englobe diverses situations possibles".[638]

7.464 Le Japon et le Taipei chinois font en outre valoir que le mot "pour" ne devrait pas être interprété en ajoutant une formulation limitative dans la désignation du produit, telle que "seulement pour", "principalement pour" ou "également pour".[639] Le Japon soutient aussi que l'absence de termes limitatifs démontre que le mot "pour" ne devrait pas être limité par d'autres mots, tels que "seulement" ou "principalement".[640] Il fait valoir que le simple fait qu'un dispositif est "pour" un type de machine n'impose pas, en vertu de ce seul mot, une sorte d'exclusivité d'utilisation.[641]

7.465 Les **Communautés européennes** font valoir que l'interprétation du mot "pour" par les plaignants est "excessivement large".[642] Elles reconnaissent que le mot "pour" est un mot-outil marquant le but[643] et que les ordinateurs sont visés par l'ATI[644]; cependant, elles soutiennent qu'une analyse du mot "pour" n'est pas efficace lorsque le mot est examiné isolément, puisque l'ATI couvre différents produits. Les Communautés européennes font valoir que le sens ordinaire du mot "pour" pourrait signifier "seulement pour", "principalement pour" ou "également pour".[645] Sur la base du nombre de différents systèmes d'affichage à écran plat inclus dans l'ATI, les Communautés européennes soutiennent que le mot "pour" sert à désigner "un certain nombre de produits *différents*" "plutôt qu'à indiquer si un système d'affichage à écran plat pourrait ou non avoir des utilisations multiples".[646] Selon elles, le mot "pour" indique qu'"un dispositif d'affichage à écran plat donné est toujours *seulement* pour un produit qui entre dans le champ d'application de l'accord".[647]

Le sens de l'expression "produits relevant du présent accord"

7.466 Le **Taipei chinois** fait valoir que le membre de phrase "pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" est "explicite" de telle sorte que seuls les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant du présent accord ... bénéficient de la franchise de droits.[648] Il soutient que le

[637] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 71. Le Japon fait valoir que même un système d'affichage à écran plat muni d'un connecteur DVI ne peut pas nécessairement être "pour" un ordinateur si, par exemple, il peut recevoir et afficher des signaux de télévision. Il soutient que d'autres facteurs permettraient de le déterminer, tels que la résolution du dispositif d'affichage à écran plat (deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 71).

[638] Première déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 28.

[639] Première communication écrite du Japon, paragraphe 269; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 151; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 242; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 163. Le Japon fait valoir qu'aucun "déterminant" ni aucune "restriction" ne figure avant ou après le mot "pour", ce qui confirme que ce mot est utilisé "sans restriction". Il soutient que l'ajout des mots "seulement" ou "principalement", qui ne font pas partie du texte, a pour effet de "dire le contraire du sens ordinaire [du mot "pour"]".

[640] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 152; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 59.

[641] Première communication écrite du Japon, paragraphe 268.

[642] Réponse des Communautés européennes à la question n° 10 du Groupe spécial.

[643] Réponse des Communautés européennes à la question n° 64 du Groupe spécial.

[644] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 19.

[645] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116.

[646] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 135 et 136 (pas d'italique dans l'original).

[647] Première communication écrite des communautés européennes, paragraphe 136 (pas d'italique dans l'original).

[648] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 162.

mot "accord" fait référence à l'ATI. Il fait donc valoir qu'un dispositif d'affichage à écran plat peut être visé par la concession s'il est utilisé avec des produits qui relèvent de l'ATI, y compris au moins les machines automatiques de traitement de l'information.[649]

7.467 Les **Communautés européennes** font valoir que la réserve "pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" signifie nécessairement que ce ne sont pas tous les dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent être visés par les concessions.[650] Elles font observer que le membre de phrase "produits relevant du présent accord, et leurs parties" est au pluriel. Elles font donc valoir que le sens ordinaire du membre de phrase est par conséquent "d'une importance très limitée" parce qu'il fait explicitement référence à de nombreux autres produits couverts par l'accord et que son interprétation exige donc une analyse contextuelle.[651]

Examen par le Groupe spécial

7.468 Le **Groupe spécial** fait observer que dans leurs arguments concernant le sens et la portée de la concession en cause, les plaignants se sont appuyés sur divers dictionnaires pour définir les termes pertinents de la concession, y compris des dictionnaires techniques ainsi que des dictionnaires généraux de langue anglaise. Compte tenu des termes concernés, nous estimons que c'est judicieux.

7.469 Avant de commencer notre analyse des termes spécifiques utilisés dans les concessions sur la base de ces définitions de dictionnaire, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle les dictionnaires sont un "bon point de départ" pour analyser le "sens ordinaire" d'un terme conventionnel, mais qu'ils "[ne sont] pas nécessairement concluants".[652]

7.470 Comme il est dit plus haut, les plaignants ont fait porter leur examen sur l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat", sur le mot "pour" et sur le membre de phrase "produits relevant du présent accord". Nous les examinerons les uns après les autres.

7.471 Nous relevons que les parties n'ont pas examiné ni de près ni de loin le membre de phrase "(y compris systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à électroluminescence sous vide et autres)" qui figure dans la concession, si ce n'est pour relever la référence faite à la technologie "ACL" pour interpréter le sens du descripteur "dispositifs d'affichage à écran plat".[653] Aussi ne l'examinerons-nous pas ici. Par ailleurs, les parties n'ont pas spécifiquement analysé l'expression "et leurs parties" qui figure à la fin de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Elles sont convenues que, dans le présent différend, il fallait s'attacher aux produits finis ou complets.[654]

---

[649] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 241 et 243 à 245.

[650] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 114.

[651] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 115.

[652] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 175 (citant les rapports de l'Organe d'appel: *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 59; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 2487; *États-Unis – Jeux*, paragraphe 166). Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel: *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 348; *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphe 167, note de bas de page 324; et *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 248.

[653] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 121; la première communication écrite du Japon, paragraphe 266; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 150.

[654] Voir les réponses des plaignants à la question n° 51 du Groupe spécial. Le Japon et le Taipei chinois ont estimé que la concession des CE pour les systèmes d'affichage à écran plat couvrait à la fois les produits finis et semi-finis, mais ils ne se sont concentrés que sur les produits finis. Les Communautés européennes ont dit qu'elles considéraient qu'"aucun argument juridique n'avait été avancé pour alléguer qu'elles

Comme les produits semi-finis ne sont pas en cause, et compte tenu des observations formulées par les parties sur les produits semi-finis, nous n'examinerons pas la question de savoir quel traitement tarifaire devrait être accordé pour les systèmes d'affichage semi-finis ou les parties de composantes. En conséquence, nous n'évaluerons pas l'expression "et leurs parties" figurant dans la désignation.

"Dispositifs d'affichage à écran plat"

7.472 Les plaignants ont présenté un certain nombre de définitions tirées de dictionnaires tant courants que techniques pour définir l'expression "Dispositifs d'affichage à écran plat". Les définitions de dictionnaire ne devraient pas être considérées comme la seule base permettant d'établir le sens ordinaire d'un ou de plusieurs termes figurant dans un traité. Cependant, le Groupe spécial relève qu'il y a une grande uniformité entre les définitions des termes individuels et les définitions techniques qui ont été fournies par les parties. S'appuyant sur une définition technique tirée du *Microsoft Computer Dictionary* de 2002 et sur une référence provenant du site Web d'une administration publique[655], les États-Unis suggèrent qu'un "dispositif d'affichage à écran plat" est "un type de moniteur qui est plus mince … que les dispositifs recourant à la technologie d'affichage conventionnel à tube cathodique".[656] Se fondant sur des définitions individuelles des termes "plat", "écran", "affichage" et "dispositifs" ainsi que sur une définition technique du mot composé "système d'affichage à écran" tirée du *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms*, et sur des définitions techniques des mots "système d'affichage à écran plat" et "dispositif" provenant du *Microsoft Computer Dictionary* et du *Techweb On-line Dictionary*, le Taipei chinois estime qu'un "dispositif d'affichage à écran plat" est entre autres un "panneau mince " ou "affichage" qui est conçu pour "[l]a présentation visuelle de données ou de signaux" ou "la reproduction de signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information".[657]

7.473 Selon le Groupe spécial, les définitions tirées de dictionnaires tant courants que techniques étayent les descriptions des États-Unis et du Taipei chinois.[658] Nous relevons en outre que les Communautés européennes n'ont pas proposé d'autre définition de ces termes.

7.474 Les Communautés européennes critiquent le fait que les plaignants se sont appuyés sur certains dictionnaires, en particulier le fait que les États-Unis et le Taipei chinois se sont fondés sur l'édition 2002 du *Microsoft Computer Dictionary*, en faisant valoir qu'une définition établie plus de cinq ans après la conclusion des négociations relatives à l'ATI ne rend pas compte du sens du terme à l'époque. Cependant, tout comme le fait remarquer le Taipei chinois, le Groupe spécial relève que les éditions 1993 et 2003 du *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms*, qui sont respectivement antérieure et postérieure à la conclusion de l'ATI, donnent des définitions comparables des mots de l'expression "Dispositifs d'affichage à écran plat" à l'appui de l'interprétation des plaignants. La description tirée de ce dictionnaire est similaire à celle provenant du *Microsoft Computer Dictionary* qui est contesté. En particulier, le *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms* fait référence à "un système d'affichage électronique" dans lequel des "dispositifs, tels que des dispositifs à électroluminescence ou à diodes électroluminescentes, forment un écran plat", notant qu'il pourrait être désigné comme un "système d'affichage à écran plat". Le *Microsoft*

---

manqueraient à leurs obligations concernant les dispositifs d'affichage à écran plat semi-finis" (réponse des Communautés européennes à la question n° 51 du Groupe spécial).

[655] Energy Star, LCD Basics, http://www.energystar.gov/index.cfm?c=monitors.lcd (pièce US-31).

[656] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 50.

[657] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 227.

[658] La définition de l'expression "système d'affichage à écran" tirée du *McGraw-Hill Dictionary* renvoit à un "système d'affichage électronique ... tels que des dispositifs à électroluminescence ou à diodes électroluminescentes" qui forment un "écran plat".

Computer Dictionary fait référence à "[u]n système d'affichage vidéo de faible profondeur physique, fondé sur une technologie autre que celle à tube cathodique" dont l'"affichage à cristaux liquides" est un "type[] courant[] d'affichage à écran plat". En outre, nous relevons que l'édition 1993 du *Shorter Oxford Dictionary*, qui décrit un "écran" comme un "mince panneau", et le *Techweb On-line Dictionary*, qui indique que "[l]es écrans ACL autonomes sont devenus disponibles pour les ordinateurs de bureau au milieu des années 1990", étayent ces définitions.

7.475 Nous relevons les définitions du mot "dispositif" fournies par les plaignants – celle de "quelque chose qui est conçu pour une fonction particulière ou adapté à une fin".[659] Comme les plaignants l'ont fait observer[660], le fait que le mot a été ajouté sur la base d'une proposition de dernière minute de la Suisse ne précise pas quelles sont les raisons de son inclusion. Cela dit, les parties sont convenues que dans le présent différend, il fallait s'attacher aux produits finis ou complets et que le mot "dispositif" figurait dans la Liste des CE.[661] Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner les implications du libellé pour les produits semi-finis.

7.476 Nous contestons l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'inclusion du mot "dispositifs" au pluriel remet en cause en quelque sorte les conclusions des plaignants concernant l'analyse textuelle de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat". Nous estimons que la définition du mot "dispositifs" est suffisamment large pour englober le type de produits finis qui est en cause dans le présent différend lorsqu'il est interprété conformément à la Convention de Vienne. Les parties ont reconnu que la concession visait à couvrir les produits finis, en plus des produits semi-finis.

7.477 Par conséquent, considérant les diverses définitions de dictionnaire présentées par les plaignants, dont certaines sont antérieures et d'autres postérieures à l'époque où les Communautés européennes ont inclus la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat dans l'Annexe de leur Liste, nous concluons que le sens courant de l'expression "Dispositifs d'affichage à écran plat" désigne un type d'appareil qui a un système d'affichage plat et est généralement plus mince que les systèmes d'affichage ou moniteurs conventionnels à tube cathodique, et qui est conçu pour la présentation visuelle de données ou de signaux. Nous observons en outre, sur la base uniquement de notre évaluation de l'expression "Dispositifs d'affichage à écran plat", qu'il n'y a aucune restriction quant aux caractéristiques techniques, telles que la diagonale d'écran, la dimension, la fréquence de régénération, le rapport points-pixels, ou d'autres caractéristiques techniques. Il n'y a non plus aucune restriction quant au type de prises de connecteur dont il peut être doté, tels qu'adaptateur VGA, conversion S-Video, connecteur DVI I, connecteur DVI-D ou connecteur HDMI. Par ailleurs, nous ne pensons pas que l'expression "Dispositifs d'affichage à écran plat", considérée isolément, établisse de restriction quant à la question de savoir si l'appareil peut seulement afficher ou reproduire des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information, ou s'il peut afficher des signaux provenant de multiples sources. C'est ce que confirme le libellé entre parenthèses qui figure directement après et qui donne des exemples des différentes technologies devant être couvertes par la concession, y compris les "systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres". Nous examinerons maintenant les autres termes de la désignation.

---

[659] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 655.

[660] Voir les réponses des parties à la question n° 54 du Groupe spécial; la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186, faisant référence au document intitulé Trade in Information Technology Products: Result of Bilateral Consultations, Communication from Switzerland, Geneva, 21 janvier 1997 (pièce EC-29).

[661] Voir les réponses des plaignants à la question n° 51 du Groupe spécial.

"pour"

7.478 Nous rappelons que les plaignants se sont concentrés sur une catégorie limitée de dispositifs d'affichage à écran plat finis.[662] Nous confirmerons notre analyse des termes tels qu'ils s'appliqueraient à ces types de dispositifs. Bien que la raison pour laquelle le mot "pour" aurait un sens différent dans d'autres contextes ne soit pas évidente, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de se prononcer à ce sujet.

7.479 Les plaignants ont indiqué que le mot "pour" peut, entre autres, vouloir dire "mot-outil marquant le but" et "être reçu par, appartenir à". Les Communautés européennes n'ont pas proposé de définitions du mot autres que celles présentées par les plaignants.

7.480 Selon nous, l'utilisation du mot "pour" dans la désignation en cause a pour objet de restreindre les produits visés par la concession aux dispositifs d'affichage à écran plat qui ont pour but de fonctionner avec des produits désignés dans la concession comme des "produits relevant du présent accord". Nous relevons que les plaignants ont limité leurs arguments à l'examen des machines automatiques de traitement de l'information. Nous axons donc notre analyse ici sur les machines automatiques de traitement de l'information, et non sur d'autres produits. Les systèmes d'affichage à écran plat doivent être "conçus pour être utilisés" avec une machine automatique de traitement de l'information. Selon le Groupe spécial, le simple fait qu'un dispositif d'affichage à écran plat est apte à être connecté à une machine automatique de traitement de l'information, par exemple, ne voudrait pas nécessairement dire que ce dispositif était "pour" être utilisé avec une telle machine. Le Japon a fait valoir que le concept "pour" devait englober le fait d'être "apte à fonctionner avec un ordinateur". Selon nous, la simple utilisation avec une machine automatique de traitement de l'information ou le simple fait d'être apte à fonctionner avec une telle machine ne correspondraient pas au concept "pour les produits relevant du présent accord". Comme le Japon l'a expliqué[663], si un dispositif est dans une mesure minimale apte à être connecté à un dispositif, c'est-à-dire s'il reçoit et reproduit des signaux pour les visualiser, mais que l'image ou le signal affiché n'est pas d'une qualité acceptable ou d'un usage pratique, cela ne serait pas suffisant pour correspondre à la concession. Nous considérons donc que, selon la concession, il faudrait procéder à une évaluation objective du produit, en prenant en considération des éléments tels que la qualité de l'image, la résolution, la diagonale d'écran par rapport à la gamme d'applications du produit particulier, etc.

7.481 À notre avis, une telle interprétation ne suppose pas une exclusivité telle qu'un dispositif doive être "uniquement" pour, ou "seulement" pour être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information. Selon nous, il n'est pas approprié de donner une lecture qui inclut ces mots, comme les Communautés européennes le laissent entendre.[664] Si les rédacteurs avaient voulu une telle exclusivité, ils auraient inclus ces termes ou des mots similaires. Or ils ne l'ont pas fait.

"produits relevant du présent accord"

7.482 Nous avons expliqué dans la section précédente que le mot "pour" dans ce contexte signifiait "conçu pour" et englobait le fait d'être apte à fonctionner avec des produits relevant de l'ATI, y

[662] Voir le paragraphe 7.471 ci-dessus.

[663] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 71. Le Japon fait valoir que même un système d'affichage à écran plat ayant un connecteur DVI peut ne pas être nécessairement "pour" un ordinateur si, par exemple, il peut recevoir et afficher des signaux de télévision. Il soutient que d'autres facteurs permettraient de le déterminer, tels que la résolution du dispositif d'affichage à écran plat (deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 71).

[664] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116.

compris les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons dit que cela impliquait la capacité de fonctionner à un niveau acceptable ou fonctionnel, par opposition à la simple capacité accessoire de réaliser une connexion. Cependant, nous avons expliqué que la concession ne prévoyait pas que les dispositifs d'affichage à écran plat devaient exclusivement être connectés à une machine automatique de traitement de l'information ou à d'autres produits couverts par l'ATI, ni de quelle manière la connexion devait être réalisée. Nous avons aussi indiqué que nous limiterions notre analyse des termes tels qu'ils s'appliquaient à ces produits, et que nous n'examinerions pas les produits semi-finis ou d'autres produits, ni leurs parties.

7.483 Nous ne jugeons donc pas pertinent ni nécessaire d'évaluer la gamme complète des produits relevant de l'ATI qui feraient l'objet de la concession. Autrement dit, nous ne pensons pas qu'il nous appartienne de déterminer tous les produits qui pourraient fonctionner avec les produits en cause dans le présent différend. Nous jugeons plutôt qu'il nous appartient de déterminer si la concession couvre les produits en cause, à savoir ceux qui sont conçus pour être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information (qui, incontestablement, relèvent de l'ATI), ainsi que ceux qui pourraient être connectés à des sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information.

7.484 Sur la base de notre évaluation du sens courant des termes ci-dessus, nous ne sommes pas d'accord pour dire que l'utilisation du mot "produits" au pluriel restreint l'"importance" de l'évaluation du sens ordinaire du membre de phrase parce qu'elle fait référence à l'utilisation de nombreux produits couverts par l'accord.[665] Selon nous, le membre de phrase est explicite et désigne tous les produits relevant de l'ATI.

Conclusion préliminaire sur le sens de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat

7.485 Nous appuyant sur l'évaluation précédente, nous concluons à titre préliminaire que la concession fait référence à certains appareils ou dispositifs qui ont un système d'affichage plat et sont généralement plus minces que les systèmes d'affichage ou moniteurs conventionnels à tube cathodique, et qui sont conçus pour la présentation visuelle de données ou signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris notamment de machines automatiques de traitement de l'information. Nous constatons à titre préliminaire qu'il n'y a aucune restriction expresse quant aux caractéristiques techniques, telles que la diagonale d'écran, la dimension, le taux de régénération, le rapport points-pixels, ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune restriction expresse du type de connexion ou de prises dont ils peuvent être munis, comme la DVI. Par ailleurs, nous concluons que même si les dispositifs d'affichage à écran plat doivent être conçus pour être utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information, il n'existe aucune prescription en matière d'exclusivité, telle que la concession se limiterait aux appareils qui ne font qu'afficher ou reproduire des signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information.

iv) Termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat dans leur contexte

7.486 Les **plaignants** ont fait valoir que d'autres désignations figurant dans l'Annexe de la Liste des CE offraient le contexte pertinent qui corroborait davantage leur interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.

[665] Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 115.

7.487 Les **Communautés européennes** ont fait référence à d'autres parties de leur Liste, y compris les désignations figurant dans les numéros de positions tarifaires notifiés en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, ainsi qu'aux concessions indiquées dans les Listes OMC d'autres participants à l'ATI pour justifier leur interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat telle qu'elle figurait dans l'Annexe de la Liste des CE.

Autres parties de la Liste des CE en tant que contexte

7.488 Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que le contexte constitué par la Liste d'un Membre pouvait comprendre d'"autres termes" dans la même position ou le même chapitre.[666] Nous examinerons les arguments des parties ayant trait à la question de savoir si divers éléments de la Liste des CE, y compris d'autres désignations de son annexe, éclairent l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.

Désignations figurant dans les 14 numéros de positions tarifaires se rapportant à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat en tant que contexte

7.489 Les Communautés européennes font valoir que les 14 numéros de positions tarifaires qui ont été notifiés en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'annexe de leur Liste offrent le contexte pertinent pour l'interprétation du Groupe spécial. Les numéros de positions tarifaires indiquent ce qui suit:

> "8471 60 90: Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs; - Unités d'entrée ou de sortie pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire; -- Autres; -- Autres
>
> 8473 30 10: Parties et accessoires (autres que les coffrets, housses et similaires) reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines ou appareils des n° 8469 à 8472; - Parties et accessoires des machines du n° 8471; -- Assemblages électroniques
>
> 8473 30 90: Parties et accessoires (autres que les coffrets, housses et similaires) reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines ou appareils des n° 8469 à 8472; - Parties et accessoires des machines du n° 8471; -- autres
>
> 8531 20 30: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530 - Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED); -- autres; --- à diodes émettrices de lumière (LED)
>
> 8531 20 51: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530 - Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED); -- autres; -- à diodes émettrices de lumière (LED);

[666] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193.

---- incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) à matrice active; ----- en couleurs

8531 20 59: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530 - Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED); -- autres; --- à diodes émettrices de lumière (LED); ---- incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) à matrice active; ----- en noir et blanc ou en autres monochromes

8531 20 80: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530 - Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED); -- autres; --- autres

8531 80 30: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530; - autres appareils; -- autres; --- Dispositifs de visualisation à écran plat

8531 90 10: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530; - Parties; -- d'appareils du n° 8531 20

8531 90 30: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530; - Parties; -- d'appareils de la sous-position 8531 80 30

9013 80 11: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - autres dispositifs, appareils et instruments; -- Dispositifs à cristaux liquides; --- Dispositifs à cristaux liquides à matrice active; ---- en couleurs

9013 80 19: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - autres dispositifs, appareils et instruments; -- Dispositifs à cristaux liquides; --- Dispositifs à cristaux liquides à matrice active; ---- en noir et blanc ou en autres monochromes

9013 80 30: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - autres dispositifs, appareils et instruments; -- Dispositifs à cristaux liquides; --- autres

> 9013 90 10: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - Parties et accessoires; -- de dispositifs à cristaux liquides (LCD)"

7.490 Le Groupe spécial examinera les arguments des parties exposés ci-après.

Arguments des parties

7.491 Les **Communautés européennes** font valoir que les désignations figurant dans les 14 numéros de positions tarifaires NC qui ont été notifiés en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat indiquée dans l'annexe de leur Liste démontrent que la concession relative aux systèmes d'affichage à écran plat couvre de nombreuses positions différentes, qui à leur tour visent de nombreux produits différents. Pour ce qui est des produits visés, les Communautés européennes relèvent que la liste ne comprend pas les sous-positions 8528 12 et 8528 13, ou 8528 21 et 8528 22 du SH1996, ce qui, d'après leurs allégations, correspond à leurs concessions prévoyant des droits pour les télévisions et les moniteurs vidéo. Elles font valoir que seul le numéro de position tarifaire 8471 60 90 est pertinent pour l'examen des produits en question par le Groupe spécial car, selon elles, c'est le seul code pour lequel les plaignants allèguent que les moniteurs LCD multifonctions font partie de la Liste des CE. En indiquant ce code à côté de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, les Communautés européennes font valoir qu'elles se sont engagées à n'appliquer aucun droit à ces dispositifs "dans la mesure où certains d'entre eux seraient considérés comme relevant de cette position tarifaire". Elles notent en outre que le numéro de position tarifaire 8471 60 90 a été notifié à côté des quatre autres désignations concernant les produits suivants: "Équipements de réseaux (...)", "Moniteurs: (...)", "Traceurs qu'il s'agisse d'unités d'entrée ou de sortie (...)" et "Téléprojecteurs à écran plat (...)".[667]

7.492 Les **États-Unis** font valoir que les numéros de positions tarifaires jouxtant les désignations de produits figurant dans l'Annexe de la Liste des CE correspondent simplement aux types de produits que les Communautés européennes considéraient à l'époque comme couverts par les concessions au titre de l'Appendice B. Ils font valoir que le simple fait que les codes du SH peuvent désigner certains produits visés par les concessions consenties par les CE ne signifie cependant pas que les codes eux-mêmes constituent les concessions. De plus, ils notent que les participants ont identifié différents codes, ce qui montre l'absence de consensus au sujet du classement.[668]

7.493 Le **Japon** fait valoir que les numéros de positions tarifaires repris dans l'Annexe de la Liste des CE peuvent uniquement servir à illustrer la gamme de produits qui pourrait relever de la désignation ou à offrir un contexte limité.[669] Il soutient que toute autre interprétation réduirait à néant le but de l'Appendice B, puisque le SH était considéré comme trop restrictif pour définir la portée des concessions liées à l'Appendice B.[670] À son avis, le fait que différents pays ont inclus différents codes ne peut vouloir dire que le libellé des concessions signifie différentes choses pour différents pays. Par contre, les codes se bornent à montrer que différents pays appliquent différents systèmes nationaux pour classer les mêmes produits définis par le libellé des concessions. Le Japon fait valoir qu'en considérant les codes du SH comme ayant un caractère exemplatif, le Groupe spécial "préservera l'intégrité de l'approche adoptée dans l'Appendice B, à savoir que celui-ci va au-delà de la

[667] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 125 à 127.
[668] Réponse des États-Unis à la question n° 116 du Groupe spécial.
[669] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 160.
[670] Réponse du Japon à la question n° 116 du Groupe spécial.

nomenclature du SH". Dans le cas contraire, fait-il valoir, les pays pourraient "altérer ou restreindre" le sens du libellé de la concession qui avait été convenue.[671]

7.494 Le **Taipei chinois** fait valoir que les 14 numéros de positions tarifaires constituent les positions que les Communautés européennes considèrent comme visées par la concession dans le cadre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Toutefois, il fait valoir que le champ d'application des concessions au titre de l'Appendice B ne peut pas être défini par celui de telle ou telle position du SH ou de tel ou tel numéro de position tarifaire.[672] Les codes, fait-il valoir, sont la "preuve" de la façon dont les Communautés européennes estimaient que la concession au titre de l'Appendice B devrait être "reflétée" dans le cadre de la nomenclature combinée ou doivent servir à préciser le sens des termes. Le Taipei chinois estime que le fait que les Communautés européennes ont inclus "une liste aussi étendue" de numéros de positions tarifaires dans leur Liste "démontre que les parties considéraient que la désignation des produits dans l'Appendice B couvre une très large gamme de produits fondés sur la technologie d'affichage à écran plat".[673] Il fait valoir que la façon dont un Membre de l'OMC donne des exemples de la portée des engagements qu'il a pris dans le cadre de l'OMC ne peut néanmoins pas se substituer à la détermination de l'intention commune de tous les Membres de l'OMC.[674] Le Taipei chinois fait valoir qu'aucun des 14 numéros de positions tarifaires ne peut être interprété comme excluant les dispositifs d'affichage à écran plat pouvant recevoir des signaux à la fois d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources.[675] Ainsi, il fait valoir que les numéros de positions tarifaires ne corroborent pas l'affirmation selon laquelle les systèmes d'affichage à écran plat ne sont pas couverts par la concession s'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information.[676]

Examen par le Groupe spécial

7.495 Le **Groupe spécial** rappelle sa constatation préliminaire établissant que la désignation des systèmes d'affichage à écran plat détermine la portée de la concession, où que ces produits soient classés dans la Liste des CE, et que les numéros de positions tarifaires accompagnant les désignations de produits n'ont pas pour effet de limiter le champ des produits visés découlant du sens ordinaire des désignations de produits.[677]

7.496 Hormis le fait qu'ils sont mentionnés dans l'Annexe de la Liste des CE, les codes NC en question apparaissent aussi ailleurs dans la Liste, accompagnés des désignations des sous-positions à six chiffres du SH correspondantes.

7.497 Comme nous l'avons noté ci-dessus, les codes NC concernent une question différente – ils facilitent la mise en œuvre des engagements liés à l'Appendice B en reflétant le classement voulu par les Communautés européennes à l'époque. Cela était nécessaire parce que les participants estimaient que l'approche suivie dans l'Appendice A, à savoir préciser les positions du SH, n'était pas applicable aux produits décrits dans l'Appendice B. Comme les participants à l'ATI avaient, dans de nombreux cas, notifié différents codes à côté des désignations, nous avons expliqué que le fait de se fonder sur l'interprétation de ces codes ne rendrait pas compte des intentions communes des participants et

[671] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 161.
[672] Réponse du Taipei chinois à la question n° 116 du Groupe spécial.
[673] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 256 et 257.
[674] Réponse du Taipei chinois à la question n° 116 du Groupe spécial.
[675] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 259 à 263, 272 à 279.
[676] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 279 et 280.
[677] Voir le paragraphe 7.343 ci-dessus.

pourrait compromettre l'évaluation du sens objectif des termes. Nous nous abstenons donc de les examiner plus avant.[678]

La désignation des "moniteurs" en tant que contexte

Arguments des parties

7.498 Les **Communautés européennes** font valoir que la désignation des "moniteurs" figurant dans leur Liste constitue un contexte pertinent pour déterminer la portée de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. En particulier, elles font valoir que l'exclusion des "télévisions" de la concession visant les "moniteurs" n'est pas limitée aux télévisions à tube cathodique mais devrait être interprétée de façon catégorique comme excluant tous les moniteurs qui peuvent fonctionner comme des télévisions à cause de leur capacité à recevoir et à traiter des signaux de télévision ou des signaux vidéo, quelle que soit la technologie utilisée. Elles soutiennent que la technologie d'affichage à tube cathodique a été spécifiquement mentionnée dans la concession visant les moniteurs car c'était la technologie utilisée pour les télévisions et les moniteurs au moment où les concessions avaient été consenties.[679] Enfin, les Communautés européennes notent que la dernière phrase de la définition des moniteurs exclut explicitement les télévisions "à haute définition (HD)". Compte tenu de ce qui précède, elles font valoir qu'il ne serait pas logique d'interpréter la dernière phrase du texte relatif à la définition des "moniteurs" comme excluant uniquement les moniteurs HD fondés sur la technologie d'affichage à tube cathodique du champ d'application des concessions tout en incluant les moniteurs HD recourant à d'autres technologies parce que, disent-elles, "[l]a plupart des moniteurs ACL multifonctions actuellement sur le marché sont "prêts pour la haute définition"".[680]

7.499 Les **plaignants** font valoir qu'une concession distincte pour les "moniteurs" qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE est expressément limitée aux moniteurs à tube cathodique, qui ne sont pas en cause dans le présent différend. Ils estiment que le terme "donc" dans la phrase faisant mention de l'exclusion des télévisions indique que l'exclusion "doit *uniquement* être lue conjointement avec" la désignation du moniteur à tube cathodique.[681] Ainsi, les plaignants rejettent l'idée selon laquelle l'exclusion des télévisions est une exclusion "catégorique", également applicable aux "moniteurs vidéo" ou aux "moniteurs pouvant fonctionner comme des télévisions à cause de leur capacité à recevoir et à traiter des signaux de télévision ou des signaux vidéo".[682]

---

[678] Voir le paragraphe 7.404 ci-dessus. Nous notons cependant qu'un examen superficiel des codes CN restants et des désignations correspondantes ne nous éclaire pas sur la question de savoir si les produits relevant de cette position doivent être utilisés *uniquement avec* une machine automatique de traitement de l'information ou d'autres produits relevant de l'ATI ou peuvent inclure des "systèmes d'affichage à écran plat" dotés d'une interface DVI ou d'autres interfaces pouvant recevoir ou reproduire des signaux provenant de plusieurs sources. Au minimum, les codes confirment généralement le point de vue selon lequel la désignation des systèmes d'affichage à écran plat devait englober certains systèmes d'affichage en tant que produits finis, outre les produits semi-finis. Nous rappelons cependant, comme nous l'avons dit plus haut, que les produits semi-finis ne sont pas contestés. Nous ne les examinerons donc pas dans le cadre du présent différend.

[679] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 128 à 131.

[680] Réponse des Communautés européennes à la question n° 53 du Groupe spécial.

[681] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 82; réponse des États-Unis à la question n° 52 du Groupe spécial; première déclaration orale du Japon, paragraphe 50; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 171; réponse du Taipei chinois à la question n° 52 du Groupe spécial. Les États-Unis font valoir que s'il avait été prévu d'incorporer d'une manière générale dans l'ATI une exclusion générale des télévisions, elle aurait figuré indépendamment dans l'Appendice B (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 82).

[682] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 83; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 32; première déclaration orale du Japon, paragraphe 50. Les États-Unis notent par

7.500 Le **Japon** observe que la concession visant les "moniteurs" offre une exception spécifique pour les produits pouvant recevoir et traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux d'entrée ne provenant pas d'un ordinateur.[683] Il fait valoir que la technologie d'affichage à tube cathodique est "distincte" de la technologie numérique utilisée dans les dispositifs d'affichage à écran plat, ce qui empêche d'appliquer l'exclusion aux dispositifs d'affichage à écran plat.[684] De l'avis du Japon, la limitation à la technologie d'affichage à tube cathodique montre que les rédacteurs ont utilisé un libellé restrictif lorsqu'ils voulaient restreindre le champ d'application, ce qui, fait-il valoir, n'est pas le cas pour la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat.[685]

7.501 Le **Taipei chinois** considère que tant la technologie d'affichage à tube cathodique que la technologie numérique existaient au moment de l'établissement des concessions; il estime donc que rien ne permet de conclure que l'exclusion des télévisions s'applique aussi à la concession relative aux systèmes d'affichage à écran plat.[686]

Examen par le Groupe spécial

7.502 Les parties ont identifié le libellé ci-après qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE:

> "Moniteurs: unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information à tube à rayons cathodiques avec un pas de matrice inférieur à 0,4 mm ne pouvant pas recevoir ni traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'ordinateur, telle qu'elle est définie dans le présent accord. L'accord ne couvre donc pas les télévisions, y compris les télévisions à haute définition."[687]

7.503 Comme en témoigne le texte, le dispositif doit être fondé sur la technologie d'affichage à tube cathodique et ne pas pouvoir recevoir et traiter des signaux indépendamment d'une connexion à une machine automatique de traitement de l'information. Le Groupe spécial note que cette restriction est limitée aux moniteurs à tube cathodique et ne figure pas dans la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information.

---

ailleurs que la concession au titre de l'ATI incorporée à partir de l'Appendice B vise expressément les "ordinateurs pouvant recevoir et traiter des signaux de télévision et d'autres signaux vidéo", ce qui remet donc en cause le fondement d'une exclusion catégorique des moniteurs aptes à fonctionner comme des télévisions (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 84).

[683] Première déclaration orale du Japon, paragraphe 50.

[684] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 165; réponse du Japon à la question n° 52 du Groupe spécial. Le Japon trouve aussi des éléments justifiant la distinction dans les données historiques, soutenant que les moniteurs à tube cathodique pouvant recevoir et traiter des signaux de télévision existaient en 1996, de sorte que le "désir d'exclure explicitement les télévisions était logique" (deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 166).

[685] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 163 et 164; première déclaration orale du Japon, paragraphe 50; réponse du Japon à la question n° 52 du Groupe spécial.

[686] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 173.

[687] Pièce US-7. Le Groupe spécial note que la désignation telle qu'elle est énoncée dans l'ATI est rédigée différemment, la phrase relative à l'exclusion des télévisions figurant dans un paragraphe distinct de celui reproduisant la désignation des moniteurs. En outre, la phrase prévoyant l'exclusion se termine par une note de bas de page indiquant que "[l]es participants procéderont à un examen de la désignation des produits en janvier 1999 au titre des dispositions relatives aux consultations du paragraphe 3 de l'Annexe".

7.504 Nous notons aussi la conclusion selon laquelle "[l]'accord ne couvre donc pas les télévisions, y compris les télévisions à haute définition".[688] À première vue, cette déclaration se rapporte directement à la concession la précédant immédiatement, à savoir celle qui couvre les moniteurs à tube cathodique présentant des caractéristiques particulières. Bien que le terme "télévision" ne soit pas défini dans l'ATI ou dans l'Annexe de la Liste des CE, l'emploi du mot "donc" suppose une définition du terme "télévision" qui est limitée à la technologie d'affichage à tube cathodique et aux unités ne pouvant pas recevoir et traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information. Cela peut constituer une définition limitée du mot "télévision", mais le Groupe spécial note que les rédacteurs de l'ATI avaient la possibilité d'ajouter des restrictions similaires à la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information, mais ne l'ont pas fait.

7.505 Nous observons qu'un Membre, lorsqu'il contracte un engagement au titre de l'article II du GATT de 1994, peut choisir des termes et conditions précis, voire exclusifs, pour préciser ou limiter la portée de son engagement. Il peut s'agir de termes et de conditions qui en limiteraient la portée à un produit particulier selon ses fonctions, dimensions, caractéristiques ou particularités techniques. Un Membre peut aussi se référer à un classement particulier ou à une position tarifaire particulière pour définir ou limiter la portée d'une concession. La détermination des produits visés découle du sens des termes de l'engagement. C'est pourquoi un groupe spécial ne devrait pas donner une lecture qui inclut dans un engagement des restrictions qui n'y figurent pas.

7.506 Nous rappelons notre conclusion préliminaire fondée sur le texte de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat selon laquelle les systèmes "pour" les produits relevant de l'ATI sont couverts par la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat. À titre préliminaire, nous avons conclu, d'après le sens courant du terme "pour", que ces systèmes devaient être "conçus pour"

---

[688] Le Groupe spécial prend acte de la note de bas de page 3 relative à la dernière phrase de la désignation des "moniteurs", telle qu'elle figure dans l'Appendice B de l'ATI et qui dispose ce qui suit: "Les participants procéderont à un examen de la désignation des produits en janvier 1999 au titre des dispositions relatives aux consultations du paragraphe 3 de l'Annexe". Les Communautés européennes font valoir qu'une "interprétation restrictive semble être confirmée par la présence de [cette note de bas de page]" et que la définition des moniteurs figurant à l'Appendice B "constitu[ait] le dénominateur commun dont toutes les parties pourraient convenir au moment de la signature de l'Accord" (voir la réponse des Communautés européennes à la question n° 61 du Groupe spécial). L'incorporation de cette note de bas de page en rapport avec la déclaration selon laquelle "[l]'accord ne couvre donc pas les télévisions, y compris les télévisions à haute définition" laisse penser que les rédacteurs de l'ATI prévoyaient peut-être que la désignation de produit serait inadéquate pour réaliser pleinement l'objectif consistant à exclure les "télévisions" du champ des produits visés par l'accord et devrait par conséquent être réexaminée. En ce sens, on peut envisager que les rédacteurs prévoyaient que des technologies autres que la technologie d'affichage à tube cathodique pourraient être incorporées dans les télévisions et que les télévisions fonctionnant avec des technologies différentes (ACL ou plasma, par exemple) pourraient devoir également être exclues. Cela étant, il se peut aussi que la note de bas de page en question fasse référence à la désignation dans son intégralité et qu'elle ait été simplement placée à la fin de la désignation complète. Cela peut donner à penser que les participants à l'ATI ne savaient pas très bien si la gamme entière des technologies relatives aux "moniteurs" pouvant exister était examinée ou si le champ de la désignation était indiqué comme prévu. Toutefois, aucune interprétation n'est corroborée par le texte pris isolément et les parties n'ont pas non plus fourni d'élément de preuve convaincant pour appuyer leur point de vue. Les Communautés européennes soutiennent que le Japon a demandé l'examen en question conformément à la note de bas de page 3 de l'Annexe de l'ATI, mais que cela "n'a entraîné aucun changement" (voir la réponse des Communautés européennes à la question n° 61 du Groupe spécial). Enfin, nous notons que l'Annexe de la Liste des CE ne comporte pas cette note de bas de page ni n'en fait mention. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial est dans l'incapacité de tirer des conclusions générales concernant l'exclusion des télévisions et son applicabilité au-delà de la désignation des "moniteurs".

fournir un niveau de fonctionnement acceptable ou être aptes à le faire pour entrer dans le cadre de la concession. Nous n'avons cependant pas constaté que le texte de la concession imposait un critère d'exclusivité concernant les sources auxquelles un dispositif d'affichage à écran plat pouvait être connecté et nous n'avons pas non plus déterminé de prescription concernant les connecteurs dont ce système d'affichage pouvait être muni.

7.507 Par contre, nous notons que la désignation des "moniteurs" dans l'Annexe de la Liste des CE est détaillée et limitée aux moniteurs à tube cathodique des machines automatiques de traitement de l'information d'un pas de matrice précis ne pouvant pas recevoir et traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information, tels que définis dans l'ATI.

7.508 Nous ne pensons pas que les plaignants allèguent que tous les dispositifs d'affichage ou moniteurs, tels que les télévisions fondées sur la technologie ACL ou des technologies autres que la technologie d'affichage à tube cathodique, entreraient nécessairement dans le cadre de la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat. En revanche, les plaignants ont demandé au Groupe spécial de constater que les mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II du GATT de 1994 car elles appliquaient des règles *per se* qui prescrivaient que tous les dispositifs équipés d'une interface vidéonumérique (DVI), par exemple ceux qui pouvaient recevoir ou reproduire des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, soient *nécessairement* exclus du traitement en franchise de droits. Les plaignants n'ont pas indiqué qu'ils contestaient le traitement appliqué par les Communautés européennes aux "télévisions" ou produits pouvant recevoir et traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information. Nous ne pensons pas non plus que les "télévisions" puissent être considérées comme des dispositifs d'affichage à écran plat dans le cadre de la concession.

7.509 L'importance de l'"exclusion", "de façon catégorique", des télévisions dans d'autres désignations exigerait que l'interprète d'un traité évalue si le terme "télévision" désigne des produits pouvant recevoir et traiter des signaux de *télévision* sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information. Ainsi, outre le fait qu'il doit traiter l'exclusion comme étant catégorique et largement applicable, le Groupe spécial devrait aussi établir une détermination concernant le sens voulu du terme "télévision". Une telle analyse nous mènerait au-delà des allégations des plaignants et des arguments qui nous sont soumis. Nous ne jugeons pas nécessaire d'aborder cette question.

La désignation des "équipements de réseaux" en tant que contexte

Arguments des parties

7.510 Le **Japon** fait valoir que le libellé de la désignation des "équipements de réseaux" dans l'Appendice B confirme une interprétation "large et inclusive" de la concession visant les dispositifs d'affichage à écran plat. En particulier, il fait valoir que l'incorporation du libellé restrictif "destinés à être utilisés exclusivement ou principalement" dans la désignation correspond à l'idée selon laquelle, lorsque les parties voulaient exiger que les équipements soient destinés à être utilisés exclusivement ou principalement avec des machines automatiques de traitement de l'information, un tel libellé était

inclus. À son avis, l'absence de ce libellé dans la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat montre que la limitation n'était pas souhaitée.[689]

7.511 Les **Communautés européennes** font valoir que l'argument "*a contrario*" du Japon, fondé sur le fait que les mots "exclusivement ou principalement" sont utilisés dans la désignation des équipements de réseaux, alors que cela n'est pas le cas dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, ne tient pas compte du fait que la désignation des systèmes d'affichage à écran plat se réfère explicitement aux produits "relevant du présent accord". De plus, elles font valoir que l'expression "destinés à" n'exclut pas nécessairement l'expression "exclusivement ou principalement" en ce qui concerne un produit déterminé.[690]

Examen par le Groupe spécial

7.512 Les parties ont identifié le libellé ci-après qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE:

> "Équipements de réseaux: appareils pour réseaux locaux (LAN) et grands réseaux (WAN), y compris les produits destinés à être utilisés exclusivement ou principalement pour assurer l'interconnexion de machines automatiques de traitement de l'information et de leurs unités dans un réseau utilisé principalement pour le partage de ressources, tel que unités de traitement central, unités de mémoire et unités d'entrée ou de sortie – y compris adaptateurs, installations nodales, répéteurs de lignes, convertisseurs, concentrateurs, passerelles et routeurs, et assemblage de circuits imprimés pouvant être incorporés dans des machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités."[691]

7.513 Le Japon et les Communautés européennes mettent l'accent sur les termes "exclusivement ou principalement" figurant dans le libellé de la concession.

7.514 Nous rappelons de nouveau que les plaignants ont demandé au Groupe spécial de constater que les mesures en cause étaient incompatibles avec les règles de l'OMC car elles appliquaient des règles *per se* qui prescrivaient que tous les dispositifs équipés d'une interface vidéonumérique (DVI), par exemple ceux qui pouvaient recevoir ou reproduire des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information soient *nécessairement* exclus du traitement en franchise de droits. Les plaignants font valoir que les produits qu'ils ont identifiés entrent dans le cadre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. En particulier, ils font valoir que le sens ordinaire du terme "destinés à" n'exige pas que les dispositifs fonctionnent exclusivement avec une machine automatique de traitement de l'information pour pouvoir bénéficier d'un traitement en franchise de droits dans le cadre de la concession.

7.515 Notre tâche dans le présent différend n'est pas de déterminer le sens des termes "exclusivement ou principalement" puisqu'ils n'apparaissent pas dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Par contre, le Japon fait valoir que ces termes, dans le contexte de la désignation des "équipements de réseaux" figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, servent à mettre en avant le fait que les rédacteurs ont utilisé un libellé à effet d'exclusion lorsque telle était leur intention.

---

[689] Première communication écrite du Japon, paragraphes 281 à 283; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 168 à 170.

[690] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 136.

[691] Pièce US-7.

7.516 Dans la section précédente, nous avons expliqué que les Membres de l'OMC pouvaient choisir des termes et conditions précis et exclusifs pour définir une concession ou en limiter la portée. Pour autant, les Membres peuvent aussi choisir un libellé général pour définir une concession. À titre préliminaire, nous avons conclu, d'après le sens courant des termes utilisés dans le texte de la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat, que la portée de la concession était au moins suffisamment large pour inclure les dispositifs d'affichage à écran plat pouvant être connectés à des sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information, dès lors que ces dispositifs d'affichage étaient "pour" les produits relevant de l'ATI.

7.517 La concession relative aux équipements de réseaux montre que les négociateurs connaissaient bien les concepts tels que ceux représentés par les termes "exclusivement" et "principalement", qui sont aussi des concepts utilisés dans le SH. Toutefois, ces termes n'apparaissent pas dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et nous en avons tenu compte dans notre évaluation du texte de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. En particulier, nous estimons que l'absence des termes "exclusivement" ou "principalement" suggère une interprétation plus large.

> Désignations des "téléprojecteurs à écran plat utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information ..." et des "kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information ..." en tant que contexte
>
> *Arguments des parties*

7.518 Le **Japon** fait valoir que le mot "peuvent" utilisé dans le texte de la concession relative aux "téléprojecteurs à écran plat utilisés ..." figurant dans l'Annexe de la Liste des CE éclaire l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. En particulier, il fait valoir que le terme "peuvent" signifie que "des usages doubles ou multiples sont envisagés pour l'unité"[692], ou que tout dispositif qui "peut afficher des informations numériques provenant d'un ordinateur sera visé".[693] À son avis, les dispositifs relevant des concessions visant les systèmes d'affichage à écran plat et les "téléprojecteurs à écran plat ..." sont "pour" les ordinateurs s'ils ont la "capacité d'afficher des informations provenant d'une machine automatique de traitement de l'information".[694] Le Japon fait en outre valoir que le libellé de la désignation des téléprojecteurs à écran plat ne comporte pas de limitation expresse comme dans les concessions concernant les "moniteurs" ou les "équipements de réseaux".[695]

7.519 Le **Taipei chinois** estime que le fait que la concession visant les "téléprojecteurs à écran plat ..." est limitée à ceux qui sont "utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information ..." signifie que le membre de phrase "pour les produits relevant du présent accord" englobe les systèmes d'affichage à écran plat, même s'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information. Il pense que c'est le cas parce que le champ des produits "relevant de l'ATI" est plus large que celui des "machines automatiques de traitement de l'information". Le Taipei chinois fait valoir qu'il "suffit que l'unité d'affichage puisse afficher des informations provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, c'est-à-dire qu'elle soit apte à le faire, pour qu'elle relève de l'ATI". Il fait valoir qu'"il n'y a pas de

[692] Première communication écrite du Japon, paragraphe 285.
[693] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 171.
[694] Première communication écrite du Japon, paragraphe 287; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 172.
[695] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 172.

raison d'appliquer une prescription plus rigoureuse aux systèmes d'affichage à écran plat considérés dans le présent différend, qui sont également fondés sur la technologie d'affichage à écran plat".[696]

7.520 Les **Communautés européennes** contestent le fait que l'emploi du terme "peuvent" dans le texte de la concession visant les "téléprojecteurs à écran plat ..." suppose des usages doubles ou multiples et le fait qu'une telle interprétation puisse être étendue à la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat.[697] Elles soutiennent que la concession visant les téléprojecteurs à écran plat porte sur un "produit fini très spécifique" utilisé avec des machines automatiques de traitement de l'information". De ce fait, elles estiment que, même si un téléprojecteur à écran plat peut afficher des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, il reste couvert par la désignation des téléprojecteurs à écran plat à condition que le dispositif soit exclusivement ou principalement du type utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information.[698]

7.521 Le **Taipei chinois** fait en outre valoir que le fait que la concession visant les "kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information ..." est limitée par l'expression "pour les machines automatiques de traitement de l'information" signifie que l'expression "pour les produits relevant du présent accord" figurant dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat est de plus vaste portée. Il estime que c'est le cas parce que le champ des produits "relevant de l'ATI" est plus large que celui des "machines automatiques de traitement de l'information".[699]

Examen par le Groupe spécial

7.522 La désignation des "téléprojecteurs à écran plat ..." indique ce qui suit:

> "Téléprojecteurs à écran plat utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information qui peuvent afficher des informations numériques produites par l'unité centrale de traitement."[700]

7.523 La désignation des kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information indique ce qui suit:

> "Kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités, conditionnés pour la vente au détail, comprenant au moins des haut-parleurs et/ou des microphones ainsi qu'un assemblage de circuits imprimés permettant aux machines automatiques de traitement de l'information et à leurs unités de traiter des signaux audio (cartes son)."[701]

7.524 La désignation des "téléprojecteurs à écran plat ..." contient l'expression "*utilisés avec* des machines automatiques de traitement de l'information". (pas d'italique dans l'original) La désignation des "kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information ..."

---

[696] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 248 et 249.
[697] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 137.
[698] Réponse des Communautés européennes à la question n° 61 du Groupe spécial. Les Communautés européennes font valoir qu'il serait plus approprié de comparer la définition des "téléprojecteurs à écran plat" et celle des "moniteurs" car ces produits sont spécifiquement définis comme étant des "unités d'affichage" d'ordinateurs ou utilisées avec des ordinateurs.
[699] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 248.
[700] Pièce US-7.
[701] Pièce US-7.

contient l'expression "*pour* les machines automatiques de traitement de l'information". (pas d'italique dans l'original)

7.525 Nous sommes d'avis que l'expression "machines automatiques de traitement de l'information" employée dans le texte des deux concessions a en principe une portée plus étroite que celle de l'expression "produits relevant du présent accord" qui figure dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Cela étant, la question dont nous sommes saisis, telle qu'elle figure dans les conclusions préliminaires établies ci-dessus exige que nous évaluions le sens ordinaire du terme "pour" figurant dans le texte de la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat. Nous avons conclu que le terme "pour" utilisé dans la désignation signifiait que les dispositifs en question devaient être conçus pour fournir un niveau de fonctionnement acceptable ou être aptes à le faire pour entrer dans le cadre de la concession. Par ailleurs, nous avons conclu à titre préliminaire que le texte de la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat n'imposait aucun critère d'exclusivité concernant les sources auxquelles un dispositif d'affichage à écran plat pouvait être connecté et nous n'avons pas non plus déterminé de prescription concernant les connecteurs dont ce système d'affichage pouvait être muni.

7.526 Dans le cadre de l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, nous ne sommes pas tenus d'interpréter les termes "utilisés avec" tels qu'ils apparaissent dans le texte de la concession concernant les "téléprojecteurs à écran plat ...". Par contre, il nous est demandé d'examiner si ces termes éclairent ou permettent de mieux comprendre notre interprétation. Nous estimons que les termes "utilisés avec" sont très similaires au terme "pour", mais que le terme "peuvent" semble avoir un sens plus large. Nous observons aussi que l'expression "produits relevant du présent accord" a une portée plus large que l'expression "machines automatiques de traitement de l'information".

7.527 S'agissant de l'emploi du mot "pour" dans l'expression "kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information ...", nous notons que le texte de la concession est rédigé d'une façon très détaillée, mentionnant non seulement les machines automatiques de traitement de l'information, mais faisant aussi spécifiquement référence aux types de machines automatiques de traitement de l'information qui satisfont pleinement aux termes de la concession, par exemple ceux qui sont conditionnés pour la vente au détail, comprenant au moins des haut-parleurs et/ou des microphones ainsi qu'un assemblage de circuits imprimés permettant aux machines automatiques de traitement de l'information et à leurs unités de traiter des signaux audio. Nous rappelons de nouveau que les Membres de l'OMC choisissent souvent des termes et conditions précis, voire exclusifs, pour définir une concession, ainsi que pour rédiger des concessions en des termes plus larges. À notre avis, compte tenu de la façon très détaillée dont la concession est libellée par rapport à l'approche utilisée pour la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, nous ne pensons pas que ces désignations nous soient utiles pour la question d'interprétation que nous examinons.

Listes OMC des autres Membres de l'OMC

7.528 Les Communautés européennes font valoir que les Listes des autres participants à l'ATI constituent un contexte pertinent pour interpréter la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[702] Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que les Listes des autres Membres de l'OMC pouvaient offrir un contexte pertinent pour interpréter les termes de la Liste d'un Membre donné.[703] Nous examinerons donc les arguments des Communautés européennes relatifs aux sous-positions du SH que les autres participants à l'ATI ont

[702] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 142 à 145.
[703] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193.

notifiées dans les Listes lorsqu'ils ont mis en œuvre les engagements contractés dans le cadre de l'ATI. Les Communautés européennes font mention d'un tableau récapitulant le classement jusqu'à la sous-position à six chiffres du SH notifié par les participants à l'ATI sur la base des modifications apportées au moyen du document de l'OMC G/IT/2/Add.1 du 17 octobre 1997[704]:

Classement des "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" par les participants à l'ATI en 1997		
Sous-position	Nombre de participants classant les produits dans cette sous-position	Principales parties au différend
842490	1	-
847149	7	États-Unis
847160	24	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
847310	1	-
847321	1	-
847329	1	-
847330	23	États-Unis, Japon
847340	1	-
847350	1	-
851790	1	-
852290	1	-
852821	3	Japon
852822	3	Japon
852990	3	Japon
853120	27	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
853180	15	États-Unis, Japon
853190	26	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
854389	6	États-Unis
854390	8	États-Unis
854890	1	-
901320	4	Japon
901380	22	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
901390	22	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
901790	1	-

[704] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14).

Arguments des parties

7.529 Les **Communautés européennes** font valoir que le classement des "dispositifs d'affichage à écran plat" au niveau à six chiffres effectué en 1997 par les participants à l'ATI (comme l'indique le tableau ci-dessus) montre que ces derniers "comprenaient" quand les engagements étaient contractés et approuvés par consensus. Elles font valoir que le tableau montre que les participants à l'ATI considéraient non seulement la sous-position 8471 60 du SH, qui couvre entre autres choses les "moniteurs des machines automatiques de traitement de l'information", mais aussi les sous-positions 8528 21 et 8528 22 du SH, qui couvrent les "moniteurs vidéo", comme les codes "les plus pertinents" pour classer les systèmes d'affichage à écran plat. Elles estiment aussi qu'aucun participant à l'ATI n'a indiqué les codes concernant les télévisions, que ce soit le n° 8528 12 ou le n° 8528 13, et que seuls le Japon, l'Islande et Macao considèrent que les "dispositifs d'affichage à écran plat" englobent les "moniteurs vidéo".[705]

7.530 Les **plaignants** s'en tiennent au point de vue selon lequel c'est le libellé de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, et non les positions du SH ou les numéros de positions tarifaires notifiés par les participants à l'ATI dans leurs Listes OMC respectives, qui détermine les produits visés dans les concessions.[706]

Examen par le Groupe spécial

7.531 Le Groupe spécial rappelle, comme il l'a dit au paragraphe 7.445 ci-dessus, que les 14 numéros de positions tarifaires jouxtant les désignations figurant dans la Liste des CE ne limitent pas la concession. Ils montrent seulement où les Communautés européennes considéraient que les systèmes d'affichage à écran plat pouvaient être classés au moment de la mise en œuvre de l'ATI. En conséquence, nous ne formulerons que quelques observations concernant le tableau présenté par les Communautés européennes.

7.532 Les Communautés européennes ont présenté en tant que pièces deux rapports distincts du Secrétariat de l'OMC qui récapitulent les sous-positions du SH énumérées par les participants à l'ATI: le tableau précité, qui décrit la situation en 1997, ainsi qu'un document évaluant la pratique suivie par les parties à l'ATI entre 1997 et 1999.[707] Cependant, tant les rapports du Secrétariat de l'OMC que les

[705] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 144. Selon les Communautés européennes, si le Groupe spécial devait adopter le point de vue des plaignants selon lequel la désignation des systèmes d'affichage à écran plat détermine la portée de la concession, et non les positions du SH/codes NC qui ont été notifiés en rapport avec la désignation, le tableau montre qu'un certain nombre de Membres de l'OMC et de parties à l'ATI ont pris des engagements sans qu'il y ait d'obligation au titre de l'ATI, ou bien qu'il y a un certain nombre de manquements à des obligations contractées dans le cadre de l'OMC à cause des différences de classification. À leur avis, presque toutes les parties auraient contracté des engagements non nécessaires et/ou auraient manqué à leurs obligations pour certaines désignations de produits (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 145).

[706] Réponse des États-Unis à la question n° 116 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 160; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 256; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 178. Le Japon soutient que les codes ou positions notifiés servent tout au plus à "illustrer" la gamme de produits qui pourrait relever de la désignation. Le Taipei chinois fait valoir que les codes peuvent tout au plus être utilisés pour "préciser" le sens de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.

[707] Il s'agit des documents de l'OMC G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14) et G/IT/2/Add.1/Rev.1 (29 juillet 1999) (pièce EC-20). Les deux documents ont été élaborés à partir des listes d'engagements des participants à l'ATI, le dernier document reproduisant des renseignements actualisés, y compris des données additionnelles concernant les pays qui ont adhéré à l'ATI après la publication du premier rapport, ainsi que les changements apportés par les participants sous forme de rectifications ou de modifications.

tableaux présentés par les Communautés européennes mentionnent à tort que le Japon a notifié les positions du SH jouxtant les désignations de produits. La Liste du Japon ne faisait toutefois pas mention des positions en question.[708]

7.533 Compte tenu de cette erreur, le Groupe spécial a procédé à sa propre évaluation des informations ainsi qu'elle est présentée ci-après[709]:

Sous-position du SH (jusqu'à 6 chiffres)	Nombre de listes indiquant la sous-position pertinente	Membres de l'OMC/participants à l'ATI qui ont indiqué au moins une ligne tarifaire dans leur liste respective:
842490	1	Corée
847149	14	Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Corée; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Oman; Pérou; Philippines; Ukraine; Viet Nam
847150	1	Arabie saoudite
847160	33	Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Croatie; Égypte; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Jordanie; Macao, Chine; Moldova; Nicaragua; Nouvelle-Zélande; Oman; Pérou; Philippines; Rép. dominicaine; Rép. kirghize; Singapour; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Turquie; Ukraine
847190	1	Égypte
847310	1	Corée
847321	2	Honduras; Norvège
847329	2	Honduras; Norvège
847330	31	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Jordanie; Macao, Chine; Moldova; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Pérou; Rép. kirghize; Singapour; Suisse/Liechtenstein; Turquie; Ukraine
847340	1	Corée
847350	2	Honduras; Norvège
851790	1	Hong Kong, Chine
852290	1	Corée
852821	2	Islande; Macao, Chine
852822	2	Islande; Macao, Chine
852990	2	Islande; Macao, Chine

[708] Voir le paragraphe 7.432 ci-dessus.

[709] Le Groupe spécial a suivi la même méthode que celle utilisée par le Secrétariat de l'OMC pour établir ce tableau. Un Membre est indiqué à côté de ces sous-positions du SH s'il a fait figurer dans sa liste au moins une ligne tarifaire nationale qui relève des sous-positions. Le tableau suivant résume les sous-positions du SH énumérés par les 43 Membres concernés dans leurs listes de concessions, mais ne comporte pas d'informations sur les listes des États membres des CE qui sont conjointement représentés par les CE à 27. Il s'agit des pays suivants: Bulgarie, Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie et Slovénie.

Sous-position du SH (jusqu'à 6 chiffres)	Nombre de listes indiquant la sous-position pertinente	Membres de l'OMC/participants à l'ATI qui ont indiqué au moins une ligne tarifaire dans leur liste respective:
853120	40	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Chine; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Moldova; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Pérou; Philippines; Rép. dominicaine; Rép. kirghize; Singapour; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; Ukraine; Viet Nam
853180	22	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Communautés européennes; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Inde; Israël; Moldova; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Rép. kirghize; Suisse/Liechtenstein; Turquie; Ukraine; Viet Nam
853190	37	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Chine; Communautés européennes; Costa Rica; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Moldova; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Pérou; Rép. dominicaine; Rép. kirghize; Singapour; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Turquie; Ukraine; Viet Nam
854190	1	Maurice
854389	11	Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Oman; Philippines; Viet Nam
854390	12	Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Corée; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Hong Kong, Chine; Indonésie; Oman; Philippines; Singapour
854890	2	Canada; Viet Nam
901320	3	Islande; Macao, Chine; Norvège
901380	28	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Communautés européennes; Corée; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Inde; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Moldova; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Rép. kirghize; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Turquie; Ukraine; Viet Nam
901390	28	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Communautés européennes; Corée; Croatie; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Inde; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Moldova; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Rép. kirghize; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Turquie; Ukraine; Viet Nam
901790	1	Corée

7.534 Le tableau ci-dessus montre une divergence considérable entre les sous-positions du SH indiquées par les participants à l'ATI à côté de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. La sous-position 8531 20 du SH1996, par exemple, figure dans la plupart des Listes des participants à l'ATI.[710] Elle se rapporte aux "Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle

[710] L'Égypte, le Japon et Maurice n'ont pas indiqué la sous-position 8531 20 du SH comme étant pertinente pour les systèmes d'affichage à écran plat.

(sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530 - Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED)". Les sous-positions suivantes du SH1996 figurent aussi dans les Listes de nombreux participants:

> 8471 60: Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs; – Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire.
>
> 8473 30: Parties et accessoires des machines du n° 8471.
>
> 8531 90: Appareils électriques de signalisation acoustique ou visuelle (sonneries, sirènes, tableaux annonciateurs, appareils avertisseurs pour la protection contre le vol ou l'incendie, par exemple), autres que ceux des n° 8512 ou 8530; - Parties.
>
> 9013 80: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - Autres dispositifs, appareils et instruments.
>
> 9013 90: Dispositifs à cristaux liquides ne constituant pas des articles repris plus spécifiquement ailleurs; lasers, autres que les diodes laser; autres appareils et instruments d'optique, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre; - Parties et accessoires.

7.535 L'évaluation par le Groupe spécial des Listes des participants à l'ATI montre que la sous-position 8471 60 du SH1996 est l'une des sous-positions qui apparaissent le plus souvent en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[711] L'incorporation de la sous-position 8471 60 corrobore le point de vue selon lequel une proportion substantielle des participants à l'ATI considérait qu'au moins *certains* dispositifs d'affichage à écran plat étaient des "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, mais elle montre aussi que de nombreux Membres estimaient que les dispositifs d'affichage à écran plat pouvaient être classés dans d'autres positions. Comme les Communautés européennes le soulignent, aucun des participants à l'ATI n'a notifié les sous-positions 8528 12 ou 8528 13 du SH relatives aux télévisions. Deux Membres ont cependant mentionné les sous-positions 8528 21 et 8528 22 du SH relatives aux moniteurs vidéo, ce qui suggère qu'au moins certains Membres pensaient que l'ATI couvrait certains moniteurs vidéo.

7.536 Nous confirmons que nous ne considérons pas les codes NC jouxtant les désignations de produits comme étant définitifs en ce qui concerne la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat. Les renseignements ci-dessus, qui montrent les diverses méthodes de classement des systèmes d'affichage à écran plat, étayent notre approche selon laquelle c'est la désignation de produit qui détermine les produits visés par l'Appendice B.

---

[711] Les Membres suivants n'ont pas indiqué la sous-position 8471 60 du SH en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat: Albanie; Chine; Géorgie; Israël; Japon; Malaisie; Maurice; Norvège; Thaïlande; et Viet Nam.

v) Objet et but

Arguments des parties

7.537 Les **plaignants** font observer que l'*Accord sur l'OMC* et le GATT de 1994 ont notamment comme objet et but reconnus d'offrir la sécurité et la prévisibilité dans le cadre des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des obstacles au commerce.[712] Ils relèvent aussi que l'*Accord sur l'OMC* tout comme le GATT de 1994 reconnaissent que "l'accroissement de la production et du commerce de marchandises" est un autre objet et un autre but fondamentaux dont la réalisation est favorisée par des réductions réciproques des tarifs douaniers.

7.538 En outre, les plaignants font valoir que l'ATI peut être pertinent pour l'analyse de l'objet et du but du GATT de 1994 car cet accord est un instrument lié au GATT de 1994.[713] Les **États-Unis** font valoir que les dispositions de l'ATI contredisent le point de vue selon lequel un produit numérique ne devrait plus être admis à bénéficier d'un traitement en franchise de droits simplement parce que la technologie évolue et que le produit acquiert des caractéristiques additionnelles précédemment associées avec d'autres produits. À leur avis, l'ATI contient un certain nombre de mécanismes visant à encourager l'évolution technique, y compris un nombre élevé de produits visés et l'Appendice B.[714] Le **Japon** soutient que l'objet et le but fondamentaux de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 ont été renforcés par le contexte spécifique de l'ATI. En particulier, il cite la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information dans laquelle était exprimé le désir "d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information".[715] Le Japon estime qu'il serait incompatible avec l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 de réduire les droits de douane sur un produit donné, juste pour permettre une nouvelle imposition de ces droits simplement parce que ce produit a quelque peu évolué.[716]

7.539 De plus, les plaignants font valoir que les objectifs que sont la sécurité et la prévisibilité exigent aussi que les concessions couvrent des produits même s'ils n'existaient pas sous cette forme au moment de l'octroi des concessions dans la mesure où ils sont conformes au libellé des concessions concernées. Le Japon pose en principe que la concession doit couvrir tous les dispositifs qui correspondent entièrement à ses termes quelle que soit la façon dont leurs autres fonctions peuvent changer ou s'améliorer dans le temps.[717] Le **Taipei chinois** fait valoir que pour assurer cette sécurité et cette prévisibilité, l'interprétation d'une concession doit en premier lieu être limitée par les termes

[712] Réponse des plaignants à la question n° 1 du Groupe spécial; première communication écrite du Japon, paragraphe 172 (citant le paragraphe 3 du Préambule de l'Accord de Marrakech; le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.460; et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 243) et paragraphe 288; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 409 et 410; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 144 et 145; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 282.

[713] Réponse des États-Unis à la question n° 1 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 1 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 15.

[714] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 60 et 61.

[715] Première communication écrite du Japon, paragraphe 173 (citant la Déclaration ministérielle, WT/MIN(96)/16, adoptée le 13 décembre 1996, préambule, page 1, clause 4) et paragraphe 290; réponse du Japon à la question n° 1 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 411.

[716] Première communication écrite du Japon, paragraphes 290 à 292; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 411 à 413.

[717] Première communication écrite du Japon, paragraphe 177.

utilisés dans le texte de la concession.[718] Il fait valoir qu'il serait contraire aux objectifs susmentionnés que les Communautés européennes puissent exclure du champ de leurs concessions certains appareils juste parce qu'ils sont plus complets ou élaborés qu'ils ne l'étaient initialement.[719]

7.540 Les **Communautés européennes** font valoir que le Groupe spécial ne devrait pas faire un amalgame entre l'objet et le but de l'ATI et ceux de l'*Accord sur l'OMC*. De plus, elles font valoir que l'accroissement du commerce doit passer par des accords mutuellement avantageux. Elles observent qu'il n'y a pas de principe d'interprétation établissant que les concessions tarifaires doivent être interprétées d'une manière large pour promouvoir l'accroissement du commerce entre les Membres. Elles estiment que l'approche adoptée par les plaignants en matière d'interprétation est excessivement large et nuit à la certitude juridique et à la prévisibilité des concessions tarifaires, créant ainsi le risque que les Membres hésitent à poursuivre le processus de libéralisation au titre de l'ATI.[720]

Examen par le Groupe spécial

7.541 L'article 31 1) de la Convention de Vienne dispose ce qui suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

7.542 L'article 31 1) de la Convention de Vienne prescrit donc qu'un traité soit interprété à la lumière de l'objet et du but du traité en question. Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a expliqué que le "le point de départ pour établir l'"objet et [le] but" [était] le traité lui-même, dans son intégralité".[721] Comme nous l'avons dit au paragraphe 7.16 ci-dessus, en vertu de l'article II:7 du GATT de 1994 et de l'article II:2 de l'*Accord sur l'OMC*, les concessions reprises dans la Liste des CE, y compris son annexe, sont des termes du traité du GATT de 1994 et de l'*Accord sur l'OMC*.

7.543 En conséquence, le Groupe spécial estime que l'objet et le but qui sont pertinents pour son analyse sont l'objet et le but du traité visé par le présent différend, à savoir l'*Accord sur l'OMC*, dont le GATT de 1994 et la Liste des CE font partie intégrante. Ainsi qu'il est dit dans le préambule de l'*Accord sur l'OMC*, un des buts est d'"accro[ître] ... le commerce de marchandises et de services". Les Membres devraient contribuer à la réalisation de cet objectif "par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce".

7.544 Bien que les concessions figurant dans la Liste des CE fassent partie intégrante du traité, nous rappelons aussi l'explication de l'Organe d'appel selon laquelle les interprètes des traités ne devraient pas accorder trop d'importance à l'objet et au but d'une concession particulière dans la liste d'un Membre étant donné que "ce qui pour un Membre constitue unilatéralement l'objet et le but aux fins de l'établissement d'un engagement tarifaire ne peut pas servir de base pour une interprétation de cet engagement, parce qu'une interprétation à la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne doit être centrée sur l'établissement des intentions communes des parties".[722]

---

[718] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 289 et 290; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 444.
[719] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 627 à 630.
[720] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 170 à 172.
[721] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 238 et 239.
[722] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 238 et 239.

7.545 Pour ce qui est du lien entre l'objet et le but du GATT de 1994 en général et les concessions tarifaires d'un Membre en particulier, l'Organe d'appel a établi ce qui suit dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*:

> "L'un des objets et des buts fondamentaux du GATT de 1994, énoncé à l'article II, est de préserver la valeur des concessions tarifaires négociées par un Membre avec ses partenaires commerciaux et consolidées dans la liste de ce Membre. Une fois qu'une concession tarifaire est convenue et consolidée dans la liste d'un Membre, une réduction de sa valeur par l'imposition de droits plus élevés que le taux de droit consolidé romprait l'équilibre des concessions entre les Membres."[723]

7.546 Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a confirmé que la sécurité et la prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce constituaient un objet et un but de l'*Accord sur l'OMC*, de manière générale, ainsi que du GATT de 1994.[724]

7.547 Nous considérons donc que les concessions tarifaires consenties par les Membres de l'OMC devraient être interprétées de manière à promouvoir les objectifs visant à préserver et à consolider la "sécurité et la prévisibilité" des "accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce". Cela suppose l'examen de l'objectif général consistant à assurer un accroissement du commerce et une réduction substantielle des tarifs douaniers. Toutefois, un groupe spécial devrait veiller à ne pas rompre l'équilibre des concessions négociées sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels par les parties.[725]

7.548 En l'espèce, les plaignants ont également fait valoir que les dispositions de l'ATI, accord plurilatéral qui est distinct de l'*Accord sur l'OMC*, étaient pertinentes pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC*.[726] Nous ne sommes pas du même avis. Si l'*Accord sur l'OMC* représente un accord mutuel entre tous les Membres de l'OMC, l'ATI constitue un accord plurilatéral distinct conclu entre un sous-ensemble de Membres de l'OMC et d'États et territoires douaniers accédant à l'OMC. En raison de l'application du principe NPF et de l'article II du GATT de 1994, les consolidations et éliminations de droits de douane acceptées par les participants à l'ATI ont également été étendues à tous les Membres de l'OMC. Pour autant, cela ne signifie pas que les objectifs des participants à l'ATI, qui sont de faire "évoluer" les régimes tarifaires des participants de manière à "améliorer … [l]'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information"[727], ou "d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information" et "d'encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale"[728], puissent être considérés comme une base pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994. Les participants à l'ATI constituent un sous-ensemble de tous les Membres, et leurs intentions concernant un accord conclu entre eux, bien qu'offrant un contexte pertinent pour comprendre les concessions qu'ils ont consenties, ne sont pas importantes pour la détermination de l'objet et du but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994.

---

[723] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 47; rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.319.

[724] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 82; rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.318.

[725] Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.320.

[726] Première communication écrite du Japon, paragraphes 173 à 176. Réponses des plaignants à la question n° 1 du Groupe spécial.

[727] Paragraphe 1 de l'ATI.

[728] Préambule de l'ATI.

7.549 En résumé, l'objet et le but pertinents sont l'objet et le but généraux de l'*Accord sur l'OMC* dans son ensemble, y compris le GATT de 1994, qui sont d'assurer la sécurité et la prévisibilité dans les concessions négociées par les parties et visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce. Pour le Groupe spécial, l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat décrite ci-dessus est pleinement compatible avec cet objet et ce but.

vi) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne*)*

7.550 Les Communautés européennes font valoir que la pratique en matière de classement spécifiquement suivie par les États-Unis et la pratique suivie par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999 offrent d'autres moyens pertinents pour interpréter la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[729] Elles comparent le tableau du paragraphe 7.528 ci-dessus, qui indique les sous-positions du SH notifiées par les participants à l'ATI en 1997, au tableau ci-dessous qui indique les sous-positions du SH notifiées par les participants à l'ATI en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat en 1999[730]:

Classement des "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris les systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" par les participants à l'ATI en 1999		
Sous-position	Nombre de participants effectuant le classement dans cette sous-position	Principales parties au différend
8424 90	1	-
8471 49	7	États-Unis
8471 60	28	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8473 10	1	-
8473 21	1	-
8473 29	1	-
8473 30	27	CE, États-Unis, Japon
8473 40	1	-
8473 50	1	-
8517 90	1	-
8522 90	1	-
8528 21	3	Japon
8528 22	3	Japon
8529 90	3	Japon
8531 20	32	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8531 80	18	CE, États-Unis
8531 90	29	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8541 90	1	-

[729] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 174 à 177.
[730] Pièce EC-20.

Classement des "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris les systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" par les participants à l'ATI en 1999		
Sous-position	Nombre de participants effectuant le classement dans cette sous-position	Principales parties au différend
8543 89	6	États-Unis
8543 90	8	États-Unis
8548 90	1	-
9013 20	4	Japon
9013 80	26	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
9013 90	26	CE, États-Unis, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
9017 90	1	-

7.551 En outre, le Taipei chinois fait valoir que, jusqu'en 2004, les Communautés européennes avaient constamment classé les systèmes d'affichage à écran plat ACL dans la position 8471 bénéficiant de la franchise de droits.[731] Cependant, depuis 2004 et 2005, fait-il valoir, les Communautés européennes ont graduellement commencé à imposer des droits sur ces produits.[732] Le Taipei chinois estime que les États membres des CE ne se sont pas tous conformés à cette approche.[733]

7.552 Le Groupe spécial examinera les points de vue des parties ci-après.

Arguments des parties

Pratique en matière de classement suivie par les États-Unis

7.553 Citant une publication intitulée "*What Every Member of the Trade Community Should Know About: Classification of Flat Panel Displays*"[734], les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis ont adopté la même approche pour limiter le classement des moniteurs des machines automatiques de traitement de l'information à certaines tailles et à certaines configurations de taille de pixel. Les Communautés européennes estiment que les États-Unis eux-mêmes classent le type de moniteur qu'elles jugent pertinent en l'espèce parmi les *moniteurs vidéo ou télévisions* et non les unités de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information. À ce propos, elles observent que "les agents des douanes des États-Unis ont antérieurement classé un certain nombre de moniteurs ACL multifonctions parmi les moniteurs vidéo en vertu de la RGI 3 c)", y compris des

[731] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 291 et 295 (faisant référence aux RTC classant les systèmes d'affichage à écran plat dans la position 8471 bénéficiant de la franchise de droits) (pièce TPKM-54).

[732] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 292 (faisant référence aux Règlements de la Commission n° 754/2004 et n° 2147/2004 relatifs aux systèmes d'affichage à écran plat à plasma).

[733] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 291, 298 et 299, et 304.

[734] Pièce EC-18.

produits de différentes tailles, avec ou sans récepteur de signaux de télévision, et munis de connecteurs DVI.[735]

7.554 Les **États-Unis** font valoir que la pratique qu'ils sont supposés suivre en matière de classement ne corrobore pas le point de vue des Communautés européennes selon lequel leurs mesures sont compatibles avec leurs obligations, ni n'indique une "pratique" particulière des États-Unis concernant les moniteurs.[736]

> Pratique en matière de classement suivie par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999

7.555 Les **Communautés européennes** font valoir que la pratique en matière de classement suivie par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999, comme l'indique le document de l'OMC G/IT/2/Add.1/Rev.1 du 29 juillet 1999[737], donne des renseignements sur les divergences de classement, y compris pour les nouveaux pays qui ont adhéré à l'ATI depuis 1997. Les Communautés européennes font valoir que ces données montrent qu'il y a en général une communauté de vues grandissante à propos du classement des produits, sauf pour la sous-position 8541 90 du SH1996.[738]

7.556 Les **plaignants** font valoir que la description par les Communautés européennes de l'emplacement où elles ou d'autres participants à l'ATI classent les produits relevant de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat n'est pas pertinente puisque la concession s'applique à un produit où qu'il soit classé.[739] En outre, le **Japon** fait valoir que les données présentées ne peuvent correspondre à une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de

---

[735] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 174 et 175 (faisant référence à la décision de la Division du commerce et de la facilitation des échanges, Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (15 décembre 2006) (pièce EC-19)).

[736] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 96. (Les États-Unis font valoir que le classement des "modules ACL" – indiqués par les Communautés européennes dans la pièce EC-18 – n'est pas en cause dans le présent différend. Deuxièmement, font-ils valoir, la référence à une seule décision en matière de classement rendue par le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (pièce EC-18) montre clairement que les autorités douanières des États-Unis appliquent le critère de l'"utilisation principale" lorsqu'elles examinent les caractéristiques objectives d'un produit. Les États-Unis font valoir que l'application du critère de l'utilisation principale n'est pas autorisée dans le cadre des mesures communautaires en cause. De plus, ils font valoir qu'un cas de classement n'étaye pas le point de vue selon lequel les mesures communautaires en cause sont compatibles, ni n'indique une "pratique" particulière des États-Unis concernant les moniteurs.)

[737] Pièce EC-20.

[738] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 177. Dans leur conclusion concernant les données, les Communautés européennes disent ce qui suit:

> "[L]e nombre de participants indiquant les sous-positions 8471 60, 8473 30, 8531 20, 8531 80, 8531 90, 9013 80 et 9013 90 a augmenté tandis que pour toutes les autres positions indiquées par moins de dix participants et souvent par un seul ou quelques participants, le nombre en question est resté stable. Cependant, aucun participant n'a indiqué les sous-positions pertinentes pour les télévisions et seuls le Japon, l'Islande et Macao ont continué à indiquer que les moniteurs vidéo relevaient de la désignation des "dispositifs d'affichage à écran plat (…)". Il est également intéressant de noter que d'importantes différences de classement subsistent entre les plaignants."
>
> (Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 177).

[739] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 95 et 96; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 32; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 180 et 181; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 205. Le Japon rappelle son point de vue selon lequel les codes ont uniquement un caractère "exemplatif" et représentent une "gamme de produits couverts par la concession elle-même" (deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 181).

Vienne du fait que trop peu de pays sont concernés et que la pratique n'est pas constante.[740] Le **Taipei chinois** fait valoir que la seule conclusion qui peut être tirée de cette "prétendue" pratique des parties à l'ATI est que les participants à l'ATI n'ont pas adopté de classification commune.[741]

Examen par le Groupe spécial

7.557 L'article 31 3) b) de la Convention de Vienne indique ce qui suit:

> "3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> b) De toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des Parties à l'égard de l'interprétation du traité."

7.558 L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* a observé que "la "pratique ultérieurement suivie" dans l'application d'un traité [pouvait] être un élément important de l'interprétation du traité parce qu'"elle constitu[ait] une preuve objective de l'accord des parties sur le sens du traité"".[742] Il a fondé ses observations sur l'interprétation qu'il avait antérieurement donnée dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II* selon laquelle la "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) suppose "... une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude qui suppose l'accord des parties [à un traité] à l'égard de l'interprétation du traité".[743] Par ailleurs, l'Organe d'appel a noté dans l'affaire *États-Unis – Jeux* que la "pratique ultérieurement suivie" comportait deux éléments: "i) il [fallait] que l'on puisse discerner des actes ou déclarations communs et d'une certaine constance; *et* ii) ces actes ou déclarations [devaient] supposer un *accord* sur l'interprétation de la disposition pertinente".[744] Nous rappelons les propos de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* selon lesquels "[u]ne pratique de classement incohérente, par contre, ne peut pas être pertinente pour interpréter une concession tarifaire".[745]

7.559 En établissant ce qui pouvait être considéré comme une pratique "commune" et "concordante", l'Organe d'appel a dit que même s'il n'était *pas* nécessaire que *chacune des parties* ait suivi une pratique particulière pour que celle-ci puisse être considérée comme une pratique "commune" et "concordante", il serait *difficile* de "discerner une attitude concordante et commune" sur la base d'actes ou de déclarations d'*une partie, ou d'un très petit nombre de parties, à un traité multilatéral,* tel que l'*Accord sur l'OMC*.[746] L'Organe d'appel a en outre constaté que si seuls certains Membres de l'OMC avaient effectivement suivi une certaine pratique, cette circonstance pouvait réduire le nombre de tels "actes ou déclarations" disponibles aux fins de la détermination de l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne.

7.560 L'Organe d'appel a par ailleurs noté qu'il ne devrait pas être déterminé que l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) "a été établie parce qu'"aucun élément de

---

[740] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 32; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 180.

[741] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 205 et 206.

[742] Rapport de l'Organe d'appel *Morceaux de poulet*, paragraphe 255 (citant l'Annuaire de la Commission du droit international (1966), vol. II, page 241, paragraphe 6)); voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.702.

[743] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 106.

[744] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 192.

[745] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 95.

[746] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 259.

preuve ne lui [avait] été communiqué indiquant que des Membres de l'OMC [avaient] protesté contre la pratique de classement en question des CE ..."[747] À cet égard, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> "... l'on ne devrait pas comprendre l'"absence de réaction" à la légère, sans un examen plus poussé des circonstances entourant une affaire, comme supposant un accord à l'égard d'une interprétation de la part de parties à un traité qui n'ont pas elles-mêmes pris part à une pratique particulière suivie par d'autres parties dans l'application de ce traité. Cela est d'autant plus vrai que l'interprétation d'une disposition d'un traité sur la base d'une pratique ultérieurement suivie lie toutes les parties au traité, y compris celles qui n'ont pas effectivement suivi une telle pratique".[748]

7.561 En conséquence, selon les directives de l'Organe d'appel concernant l'évaluation de la pratique ultérieurement suivie pour interpréter une disposition conventionnelle, le Groupe spécial examinera maintenant s'il existe des éléments de preuve de l'existence d'une pratique de classement "d'une certaine constance, commune et concordante" pour les dispositifs d'affichage à écran plat de la part des participants à l'ATI et pour les produits en cause pendant la période écoulée depuis la conclusion de l'ATI.

7.562 Les parties ont présenté les éléments de preuve ci-après concernant la pratique des Membres en matière de classement après la conclusion de l'ATI:

a) le tableau récapitulatif du paragraphe 7.528 ci-dessus, qui fait référence aux sous-positions du SH notifiées par les participants à l'ATI en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat en 1997[749];

b) le tableau récapitulatif du paragraphe 7.550 ci-dessus, qui actualise les sous-positions du SH notifiées par les participants à l'ATI en rapport avec la désignation des systèmes d'affichage à écran plat en 1999[750];

c) une publication des autorités douanières des États-Unis intitulée "*What Every Member of the Trade Community Should Know About: Classification of Flat Panel Displays*"[751]; et

d) une publication du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis concernant le classement de certains moniteurs ACL multifonctions.[752]

7.563 Le Groupe spécial est d'avis que les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes aux paragraphes 7.528 et 7.550 ci-dessus ne sont pas pertinents pour évaluer la "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne. Nous rappelons que les documents de l'OMC G/IT/2/Add.1 du 17 octobre 1997 et G/IT/2/Add.1/Rev.1 du 29 juillet 1999[753], qui constituent la base des tableaux figurant aux paragraphes 7.528 et 7.550 ci-dessus, indiquent les sous-positions particulières du SH que les participants à l'ATI ont notifiées dans leurs Listes OMC respectives en 1997 et 1999 et étaient censés aider les participants à réduire les

[747] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 272.
[748] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 273.
[749] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14).
[750] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1/Rev.1 (29 juillet 1999) (pièce EC-20).
[751] Pièce EC-18.
[752] Pièce EC-19.
[753] Pièces EC-14 et EC-20.

divergences dans la classification.[754] Bien que ces tableaux puissent mentionner les sous-positions du SH que les participants à l'ATI ont considérées comme pertinentes pour le classement au moment où ils ont modifié leurs listes pour prendre en compte la concession liée à l'ATI, on ne peut pas établir que ces codes reflètent la "pratique" effective des Membres en question sans examiner d'autres éléments de preuve, qui n'ont pas été présentés pour tous les Membres. Dans de nombreux cas, les Membres ont notifié plusieurs codes à côté d'une désignation particulière tirée de l'Appendice B. Ainsi, on ne voit pas très bien quelle pratique a été adoptée dans ces cas. Ces tableaux ne montrent pas clairement non plus si les Membres classent en fait des produits comme ceux en cause dans le présent différend dans d'autres positions qui ne figurent pas dans les tableaux ou documents. À notre avis, les renseignements provenant des listes des autres Membres devraient être évalués de façon plus adéquate en tant que contexte au sens de l'article 31 1) de la Convention de Vienne, comme le Groupe spécial l'a fait aux paragraphes 7.528 et 7.550 ci-dessus. Nous ne jugeons donc pas ces renseignements utiles en l'espèce et nous nous abstenons par conséquent de nous étendre davantage sur ces deux tableaux ou les documents sur lesquels ces derniers sont fondés.

7.564 Nous examinons maintenant les deux documents présentés par les Communautés européennes concernant le classement des produits en cause par les États-Unis: i) la publication du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis intitulée "*What Every Member of the Trade Community Should Know About: Classification of Flat Panel Displays*"[755], et ii) une publication du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, Division du commerce et de la facilitation des échanges (HQ W966995) du 15 décembre 2006.[756] Le document "What Every Member of the Trade Community Should Know About: Classification of Flat Panel Displays" expose le point de vue du Service des douanes des États-Unis concernant l'interprétation de la position 8471 du SH et donne des "lignes directrices" à utiliser "lors du classement de tous les modules d'affichage à écran plat".[757] En particulier, ce document traite de l'application du critère de l'utilisation principale/exclusive en ce qui concerne les "modules d'affichage à écran plat d'une taille spécifique" qui "sont principalement utilisés dans les systèmes automatiques de traitement de l'information et sont conformes aux normes industrielles".[758] Le deuxième document du Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, Division du commerce et de la facilitation des échanges, traite du classement de certains moniteurs ACL multifonctions "de 15 à 24 pouces entre autres choses, avec ou sans récepteur de signaux de télévision, connecteurs DVI et/ou S-video, etc., conformes à la norme VESA etc.", et fait appel dans certains cas à la RGI 3 c).[759]

---

[754] Les paragraphes liminaires de chacun de ces documents indiquent que "[p]our aider les participants à examiner les divergences existant entre eux dans la façon de classer les produits des technologies de l'information, le Secrétariat avait récapitulé, dans le[] document[] [G/IT/2, respectivement G/IT/2 et G/IT/2/Add.1] les diverses classifications des produits visés à l'Appendice B". En outre, ces paragraphes disposent de façon similaire que "[l]e tableau joint en annexe a été établi à partir des listes d'engagements des participants de façon à fournir ces renseignements". (voir les documents de l'OMC G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14) et G/IT/2/Add.1/Rev.1, paragraphes 1 et 2 (pièce EC-20)). Le dernier document indique en outre qu'"[à] la réunion … du 6 juillet 1999, il a été demandé que le document G/IT/2/Add.1 soit mis à jour de façon à fournir les renseignements les plus récents concernant les divergences dans la classification" (voir la pièce EC-20, page 1, paragraphe 1).

[755] Pièce EC-18.

[756] Pièce EC-19.

[757] Pièce EC-18, page 3.

[758] Pièce EC-18, page 4.

[759] Pièce EC-19, pages 8 à 20. Le document de la Division du commerce et de la facilitation des échanges traite d'un certain nombre de facteurs que les opérateurs économiques devraient prendre en compte lorsqu'ils déterminent si un moniteur est du type utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information, y compris: les caractéristiques physiques telles que la luminosité; la configuration

7.565 Le Groupe spécial est d'avis que ces éléments de preuve sont insuffisants pour lui permettre de tirer des conclusions sur la "constance" avec laquelle les États-Unis suivent leur pratique en matière de classement à cet égard. Nous ne jugeons pas approprié d'extrapoler à partir des éléments de preuve relativement limités fournis compte tenu de la gamme potentielle des divers produits qui peuvent être classés dans la sous-position 8471 60 du SH ou dans d'autres positions examinées dans le présent différend, par exemple la sous-position 8528 du SH. Nous observons qu'il appartient à la partie qui affirme l'existence d'une pratique "commune" et "concordante" au sein des Membres de l'OMC de fournir des éléments de preuve suffisants – ce qui à l'évidence est quelque chose qui va au-delà de quelques classements dans un Membre – pour établir l'existence de cette pratique de classement "d'une certaine constance, commune et concordante". Les Communautés européennes ne se sont pas acquittées de cette charge en l'espèce.

vii) Autres arguments

7.566 Nous rappelons qu'il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31 de la Convention de Vienne, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 laisse le sens ambigu ou obscur, ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.[760]

7.567 Nous avons constaté, en interprétant l'engagement des Communautés européennes concernant les systèmes d'affichage à écran plat conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, que la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat couvrait une gamme de technologies autres que la technologie d'affichage à tube cathodique, y compris d'autres technologies qui n'ont pas réellement été identifiées, sans limitation concernant les caractéristiques techniques, par exemple la diagonale d'écran ou la présence de certains connecteurs. Nous avons aussi constaté que la concession n'exigeait pas que ces dispositifs soient utilisés exclusivement avec des machines automatiques de traitement de l'information ou d'autres produits visés par l'ATI.

7.568 Il y a un désaccord quant à la question de savoir si le recours à l'article 32 est approprié en l'espèce. Nous supposerons qu'il l'est aux fins de l'analyse de la position des Communautés européennes. Dans la mesure où le point de vue des Communautés européennes est pertinent, nous examinerons si l'article 32 est adéquat pour notre analyse. En conséquence, nous examinerons d'abord les documents sur lesquels, d'après les allégations, les négociateurs se sont fondés pour rédiger l'ATI, ensuite les documents relatifs aux négociations visant l'ATI II et, enfin, les éléments de preuve de l'existence de certaines technologies au moment de la conclusion de l'ATI.

Documents relatifs au paysage de l'ATI présentés pendant la négociation de l'ATI

Arguments des parties

7.569 Les **Communautés européennes** soutiennent que des éléments des "documents relatifs au paysage de l'ATI" présentés pendant la négociation de l'ATI, ainsi que les observations concernant ces documents, sont des "travaux préparatoires" ou des "moyens complémentaires d'interprétation" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne. Elles estiment donc que ces documents sont

---

de la synchronisation; les caractéristiques de montage conformes à la norme VESA; les processeurs de mise à l'échelle; le temps de réponse; la taille; les attentes de l'acheteur final; les circuits commerciaux; l'environnement de vente tel que les accessoires, le mode de publicité et de présentation; l'usage de la marchandise; la facilité, du point de vue économique, qu'il y a à utiliser le produit importé de cette façon; et la reconnaissance de cet usage dans le commerce.

[760] Voir le paragraphe 7.65 ci-dessus.

pertinents pour déterminer la portée de la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat figurant dans leur Liste.[761] Elles font valoir que ces documents contiennent "quelques principes directeurs" et rendent compte d'"événements et échanges réels" qui révèlent le point de vue des négociateurs concernant la portée de la désignation des systèmes d'affichage à écran plats figurant dans l'Appendice B de l'ATI.[762]

7.570 En particulier, les Communautés européennes font valoir que certains des documents relatifs au paysage de l'ATI montrent que l'intention des négociateurs était de se concentrer sur les offres de produits "actuelles" et que les définitions et le champ "précis" des produits "spécifiques" étaient voulus.[763] En outre, elles font valoir que les documents relatifs au paysage de l'ATI en question montrent que les négociateurs n'ont jamais voulu que la désignation des "dispositifs d'affichage à écran plat ..." couvre un type de moniteur autre que ceux spécifiquement destinés aux ordinateurs.[764] Elles soutiennent qu'une définition antérieure des "systèmes d'affichage" donnée pendant la négociation de l'ATI a été ultérieurement révisée pour devenir plus "générale", puisque les "systèmes d'affichage destinés à être utilisés avec des ordinateurs désignaient parfois des moniteurs d'ordinateurs".[765] Cependant, les Communautés européennes soutiennent ensuite que dans les définitions une distinction a commencé à être faite entre les "systèmes d'affichage à écran plat ... pour les dispositifs de sortie des machines automatiques de traitement de l'information" et les "moniteurs d'ordinateurs".[766] Depuis lors, font-elles valoir, la définition des systèmes d'affichage à écran plat s'est stabilisée.[767] Malgré les changements apportés à la concession visant les "systèmes d'affichage à

---

[761] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 23; réponse des Communautés européennes à la question n° 12 du Groupe spécial.

[762] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 26; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 86.

[763] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 24 et 25 (faisant référence aux pièces EC-2 et EC-4). Les Communautés européennes se réfèrent à l'observation ci-après faite par les États-Unis dans un document du 12 mars 1996:

"(…) La liste ci-après représente une tentative visant à montrer la diversité et la richesse du paysage de l'ATI en mettant l'accent sur les *offres de produits actuelles*. Cette liste préliminaire a été établie dans le but de stimuler le débat sur la détermination des produits visés par l'ATI. Il faudrait peut-être ajouter des produits spécifiques dans les catégories générales et *une définition plus précise des produits et des catégories de produits sera nécessaire*. De nouvelles discussions devraient permettre d'établir une liste plus spécifique. (…)". (pas d'italique dans l'original) (pièce EC-2).

[764] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 188.

[765] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 182 et 183 (faisant référence à la communication par télécopie adressée le 28 mars 1996 par les autorités des États-Unis, pièce EC-3; à la communication par télécopie adressée le 16 avril 1996 par les autorités des États-Unis, pièce EC-23). Les Communautés européennes citent une définition antérieure des "systèmes d'affichage", à savoir:

"Systèmes d'affichage destinés à être utilisés avec des ordinateurs, parfois désignés sous le nom de moniteurs d'ordinateurs, quelle que soit la taille de la zone d'affichage (quelle que soit la façon dont elle est mesurée, qu'elle soit grande ou petite) et que soit utilisée ou non une technologie d'affichage à tube cathodique ou à écran plat telle que celle des systèmes à cristaux liquides à matrice active, à électroluminescence, à plasma, ou une des nouvelles technologies comme les système d'affichage à émission de champ. Sont également couverts les systèmes d'affichage tactiles destinés à être utilisés en tant qu'unités d'entrée/de sortie combinés avec des ordinateurs." (Communication par télécopie adressée le 28 mars 1996 par les autorités des États-Unis, pièce EC-3).

[766] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 184 et 185 (faisant référence au document de travail technique des pays de la Quadrilatérale à examiner en rapport avec le champ d'application d'un accord sur les technologies de l'information (1er novembre 1996), pièce EC-24; faisant référence au document de travail technique accompagné des observations des pays de la Quadrilatérale concernant le champ d'application d'un accord sur les technologies de l'information, 19 novembre 1996, 10:02, pièce EC-25).

[767] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186.

écran plat ...", les Communautés européennes font valoir que la désignation des "moniteurs pour ordinateurs" n'était pas encore définitive.[768]

7.571 Les **plaignants** rejettent le point de vue selon lequel tous les documents sur lesquels les Communautés européennes s'appuient constituent des travaux préparatoires ou d'autres moyens complémentaires d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne. Lorsque le sens ordinaire du libellé est clair et logique dans son contexte, font-ils valoir, le recours à d'autres moyens d'interprétation n'est pas approprié.[769] De plus, ils font valoir que l'ATI n'a pas d'"historique de la négociation" formel même si un certain nombre de documents ont été élaborés par divers Membres lors du processus de négociation de l'ATI.[770] Le **Japon** et le **Taipei chinois** font valoir que les documents relatifs au paysage de l'ATI constituent strictement des préparatifs ou les propres communications des participants en rapport avec l'ATI, et ne constituent pas le traité ou les concessions en cause.[771] Les **États-Unis** font valoir que l'examen des documents provenant des dossiers d'un seul Membre en tant qu'historique ou circonstances de la négociation aurait pour "conséquences systémiques" de donner une lecture qui exclut l'article 32 de la Convention de Vienne du traité.[772] Par ailleurs, les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que les documents relatifs au paysage de l'ATI présentés n'étaient pas accessibles à tous les participants à l'ATI ou au public, y compris notamment le Taipei chinois. Ils ne représentent donc pas l'intention commune de toutes les parties concernées.[773]

7.572 Les Communautés européennes font valoir que les plaignants ne peuvent pas rejeter les documents relatifs au paysage de l'ATI au motif qu'ils n'ont pas été mis à la disposition de toutes les parties. Selon elles, un tel argument est "manifestement hypocrite", compte tenu de la participation du Japon et des États-Unis aux discussions en temps que membres de la Quadrilatérale. Les Communautés européennes soutiennent que les négociations bilatérales ou plurilatérales antérieures à la multilatéralisation constituent une "caractéristique particulière" et "fréquente" des négociations tarifaires menées dans le cadre de l'OMC. À leur avis, ne pas prendre en compte les documents

[768] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 185 (faisant référence au document de travail technique accompagné des observations des pays de la Quadrilatérale concernant le champ d'application d'un accord sur les technologies de l'information, 25 novembre 1996 (pièce EC-27)).

[769] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 97; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 32, faisant référence au document "Draft Articles on the Law of Treaties with commentaries 1966", paragraphe 18, pages 222 et 223, Yearbook of the International Law Commission, 1966, Vol. II (pièce JPN-26); deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 26.

[770] Réponse des plaignants à la question n° 12 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 31; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 19. Les États-Unis observent que les seuls dossiers des négociations relatives à l'ATI que les participants ont demandé au Secrétariat de l'OMC de conserver étaient ceux cités dans la note 4 du document G/L/160. Ils font valoir que ces dossiers couvrent la brève période s'étendant entre la conclusion de l'ATI et l'approbation des Listes des participants (pièce US-96). Ils estiment que les textes présentés par les Communautés européennes ne figurent pas dans ces documents (réponse des États-Unis à la question n° 12 du Groupe spécial).

[771] Réponse du Japon à la question n° 12 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la réponse à la question n° 12 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 19 à 25.

[772] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 45 et 97.

[773] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 45; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 20, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 297, Young Loan Arbitration, 59 I.L.R. 495 (1980) et Sir Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, 2ème édition (Manchester University Press, 1984), cité par le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*: rapport du Groupe spécial, note de bas de page 574.

relatifs au paysage de l'ATI rendrait l'historique de la rédaction de nombreuses concessions "entièrement dénué de pertinence".[774]

Examen par le Groupe spécial

7.573 L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* a expliqué qu'"un interprète [avait] une certaine flexibilité lorsqu'il s'agi[ssait] de prendre en considération les moyens complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties".[775] Les moyens complémentaires d'interprétation comprennent, sans y être limités, "les travaux préparatoires du traité et les circonstances dans lesquelles celui-ci a été conclu". Ainsi, l'interprète d'un traité "a une certaine flexibilité lorsqu'il s'agit de prendre en considération les moyens complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties".[776]

7.574 L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

> "Un "événement, acte ou instrument" peut être pertinent en tant que moyen complémentaire d'interprétation pas seulement s'il a effectivement influencé un aspect spécifique du texte du traité au sens d'une relation de cause à effet; il peut également être considéré comme une "circonstance[] dans [laquelle] le traité a été conclu" lorsqu'il permet de discerner les intentions communes des parties au moment de cette conclusion en ce qui concerne le traité ou une disposition spécifique."[777]

7.575 Pour déterminer en quoi un instrument particulier ou une circonstance particulière est pertinent lorsqu'il s'agit d'interpréter une disposition spécifique d'un traité, l'Organe d'appel a expliqué qu'un groupe spécial devrait examiner un certain nombre de facteurs objectifs, y compris:

> "[l]e type d'événement, de document ou d'instrument et sa nature juridique; la relation temporelle entre la circonstance et la conclusion du traité; une connaissance effective ou le simple accès à un acte ou instrument publié; le sujet du document, de l'instrument ou de l'événement en relation avec la disposition conventionnelle à interpréter; et le point de savoir si ou comment ceux-ci ont été utilisés dans la négociation du traité ou l'ont influencée".[778]

7.576 À ce propos, l'Organe d'appel a en outre dit que les instruments émanant de parties données devraient, au minimum, "fai[re] l'objet d'une publication officielle" et être "mis à la disposition du public" pour pouvoir être considérés comme constituant une circonstance pertinente à examiner au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne.[779] Il a noté que "la preuve d'une connaissance effective rehaussera[it] le degré de pertinence d'une circonstance aux fins de l'interprétation".[780]

---

[774] Réponse des Communautés européennes à la question n° 12 du Groupe spécial.
[775] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 283.
[776] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 283.
[777] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 289.
[778] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 291.
[779] Ce point de vue est corroboré par la référence à une interprétation type de l'expression "travaux préparatoires" en droit international public. En particulier, Ian Sinclair explique ce qui suit:

> "... le recours aux travaux préparatoires ne dépend pas de la participation à la rédaction du texte de l'État à l'encontre duquel ces travaux sont invoqués. En décider autrement romprait l'unité d'un traité multilatéral, puisque ce serait donner à entendre qu'il faudrait employer deux méthodes d'interprétation différentes, l'une pour les États qui ont participé aux travaux

7.577 La prescription selon laquelle ces documents doivent faire l'objet d'une publication officielle ou être mis à la disposition du public semblerait garantir que toutes les parties concernées, y compris non seulement celles qui ont participé aux négociations, mais aussi celles qui n'y ont pas participé, aient accès à l'historique de la négociation susceptible d'être utilisé pour interpréter leurs obligations et aient donc connaissance de cet historique.

7.578 Nous notons que les "documents relatifs au paysage de l'ATI" présentés par les Communautés européennes proviennent des discussions entre les pays de la "Quadrilatérale". Nous ne sommes pas en mesure de déterminer, d'après les éléments de preuve dont nous disposons, si les participants ne faisant pas partie de la Quadrilatérale, y compris le Taipei chinois, étaient informés de ces discussions ou ont eu accès aux documents. Il apparaît que les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent que le nombre de personnes ayant pris connaissance de ces documents était limité.[781] Le Groupe spécial note que les États-Unis ont attiré l'attention sur la note de bas de page 4 du document G/L/160, qui prescrivait au Secrétariat de l'OMC de conserver un jeu des "documents *informels* qui [avaient] été échangés par les participants dans le cadre des consultations qui [avaient] mené aux décisions prises *lors de cette réunion*".[782] (pas d'italique dans l'original) Cependant, nous observons que les documents relatifs au paysage de l'ATI présentés par les Communautés européennes ne font pas partie de ce dossier.[783] Enfin, nous notons que les Communautés européennes n'ont pas présenté d'élément de preuve établissant que les "documents relatifs au paysage de l'ATI" avaient été communiqués à tous les participants à l'ATI ou mis à disposition pour être consultés par les délégations intéressées. Même si elles l'avaient fait, nous rappelons que les documents remplissant les conditions requises au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne auraient dû être mis à la disposition de *tous* les Membres de l'OMC et pas simplement des participants à l'ATI. Les Communautés européennes soutiennent que le Japon et les États-Unis, en tant que membres de la Quadrilatérale, auraient dû avoir connaissance des documents, en particulier en raison du fait qu'ils étaient les auteurs de certains des documents. Cependant, cela n'est pas pertinent en tant que critère pour déterminer la pertinence des documents au titre de l'article 32.

7.579 Nous ne disposons d'aucun élément de preuve selon lequel les documents relatifs au paysage de l'ATI considérés ont été publiés, distribués ou mis à disposition des autres participants à l'ATI ou, d'une manière plus générale, des Membres de l'OMC au moment des négociations ou avant le différend. Ainsi, on ne voit pas bien dans quelle mesure éventuellement les points de vue énoncés dans ces documents reflètent les intentions communes des parties.

7.580 Les Communautés européennes ont pris note des propos de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* concernant la pertinence qui peut être attribuée aux déclarations faites dans

---

préparatoires et l'autre pour les États qui n'y ont pas participé. Il importe toutefois de préciser un point. Les travaux préparatoires doivent être dans le domaine public de telle sorte que les États qui n'ont pas participé à la rédaction du texte aient la possibilité de les consulter. Des travaux préparatoires tenus secrets par les États négociateurs ne devraient pas pouvoir être invoqués à l'encontre d'États ayant adhéré ultérieurement."

Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 144.

[780] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 297.

[781] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 23; réponse des Communautés européennes à la question n° 12 du Groupe spécial.

[782] Pièce US-96.

[783] Le Groupe spécial note aussi à cet égard que le dossier conservé par le Secrétariat de l'OMC conformément au document G/L/160 est limité et donne par conséquent peu d'éclaircissements sur le statut des documents présentés par les Communautés européennes.

le contexte des négociations bilatérales.[784] Nous relevons que l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* a pris note du fait que les parties avaient officiellement reconnu que les négociations bilatérales en cours "n'[avaient] pas permis d'arriver à un accord entre eux", concluant que l'engagement du Canada n'était pas nouveau ou différent.[785] De plus, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* a mis l'accent sur le fait qu'il importait de veiller à ce que les documents examinés au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne correspondent aux intentions communes des parties.[786]

7.581 Nous estimons que les "documents relatifs au paysage de l'ATI", qui n'ont été examinés que par un sous-ensemble de participants à l'ATI (les membres de la "Quadrilatérale" en particulier) et qui n'ont pas été distribués avant le présent différend, dans la mesure où nous pouvons le déterminer d'après les éléments de preuve dont nous disposons, ne devraient avoir aucune influence sur notre interprétation des concessions découlant de la Liste des CE au titre de l'ATI. Nous n'avons aucune preuve de l'existence d'un accord (ou de l'absence d'accord) entre les membres de la Quadrilatérale au sujet des documents relatifs au paysage de l'ATI. Nous ne savons pas non plus dans quelle mesure, si cela est possible, tous ces points de vue représentent les intentions communes des participants à l'ATI ou des Membres de l'OMC, car aucun élément de preuve n'a été fourni pour montrer que les documents avaient été distribués aux autres parties avant l'achèvement des négociations.

Propositions présentées pendant les négociations de l'ATI II

Arguments des parties

7.582 Les **Communautés européennes** soutiennent que les négociations relatives à l'"ATI II" montrent les positions respectives des parties concernant le champ existant des produits visés par l'ATI. À ce propos, elles font valoir que le Japon a présenté une proposition pour inclure "ce qu'il [était] convenu d'appeler "le[s] moniteur[s] multimédia"" en tant que nouveaux produits, mais n'a pas expliqué que les moniteurs multimédia étaient déjà couverts par les engagements existants.[787] Les Communautés européennes font valoir que si les "moniteurs ACL multifonctions" existaient et étaient sur le point de remplacer la technologie d'affichage à tube cathodique au moment où les concessions au titre de l'ATI ont été consenties, on ne comprend pas bien pourquoi le Japon essayait de négocier l'incorporation d'un produit qui allait devenir redondant.[788] De plus, les Communautés européennes font valoir que dans les propositions visant l'extension du champ des produits visés, les participants ont explicitement mentionné les *récepteurs de télévision* et les *moniteurs vidéo* en tant que produits couverts par la future liste des produits visés.[789]

---

[784] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphes 138 et 139. Notes de bas de page omises.

Les Communautés européennes se sont en outre référées aux constatations formulées par le Groupe spécial *Corée – Viande de bœuf* concernant la pertinence d'un accord conclu sur le plan bilatéral (voir le rapport du Groupe spécial *Corée – Viande de bœuf*, paragraphe 562).

[785] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[786] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 239; rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.

[787] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 178 (faisant référence à la pièce EC-21).

[788] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 179.

[789] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 180 (faisant référence aux ajouts proposés par Singapour en ce qui concerne les produits visés dans le document de l'OMC G/IT/SPEC/9 du 12 janvier 1998, pièce EC-22).

7.583 Les **plaignants** font valoir que les propositions et négociations relatives à l'ATI II ne sont pas pertinentes pour les questions d'interprétation.[790] Les **États-Unis** estiment que le simple fait qu'une proposition a été formulée dans le cadre de l'ATI II pour les "moniteurs multimédia" et les "moniteurs vidéo" ne corrobore pas la conclusion selon laquelle les produits n'étaient pas couverts par les concessions initiales.[791] Le **Japon** fait valoir que le Groupe spécial ne devrait pas se fonder sur l'ATI II en tant que moyen d'interprétation, en particulier parce qu'aucun accord n'a découlé des discussions concernant l'ATI II.[792]

Examen par le Groupe spécial

7.584 Nous notons que ni les participants à l'ATI ni les Membres de l'OMC en général n'ont officiellement décidé que le contenu d'un "ATI II" succéderait à celui de l'ATI ou élargirait le champ des produits visés par l'ATI.

7.585 Nous rappelons que l'Organe d'appel a indiqué que les documents qui avaient été publiés, des événements qui s'étaient produits ou une pratique qui avait été suivie *ultérieurement à* la conclusion du traité pouvaient être pertinents pour un examen au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne dans la mesure où l'instrument ou document rendait compte des "intentions communes des parties *au moment* de la conclusion" du traité.[793] L'Organe d'appel a néanmoins souligné qu'une telle évaluation devait être déterminée au cas par cas.

7.586 À cet égard, les Communautés européennes font valoir que les négociations et les propositions relatives à l'ATI II peuvent éclairer l'interprétation du champ des produits visés par l'ATI initial au moment de *sa* conclusion.

7.587 Nous hésitons à attribuer une grande importance aux déclarations faites dans le contexte des négociations concernant un accord distinct succédant à un accord initial et qui n'a pas encore été conclu et lorsque l'étendue des progrès menant à la conclusion d'un tel accord reste peu claire. En outre, les Communautés européennes ont mentionné des éléments de preuve limités pour étayer leur point de vue concernant le champ à attribuer à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Nous croyons comprendre que les Communautés européennes font valoir que la proposition du Japon d'inclure un produit qu'il a désigné sous le nom de "moniteur multimédia" dans le champ des produits visés par l'ATI II, sans expliquer que ce produit était déjà couvert par l'ATI initial, montre d'une façon ou d'une autre que ces produits n'existaient pas au moment où les concessions au titre de l'ATI ont été consenties. Pour autant, nous notons qu'il apparaît que la proposition du Japon est limitée aux moniteurs recourant à la technologie d'affichage à tube cathodique.[794] De plus, les Communautés européennes suggèrent qu'une proposition (faite par Singapour) d'inclure les récepteurs de télévision

[790] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 97; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 183.

[791] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 97 et note de bas de page 203 y relative. En faisant mention de l'expression "déjà couverts par l'ATI", les États-Unis font valoir que les négociateurs de l'ATI II ont reconnu que, de fait, plusieurs produits qu'il avait été proposé d'inclure dans l'ATI II pouvaient déjà faire partie de l'ATI I (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 97 et note de bas de page 203 y relative; document de l'OMC "Produits visés: adjonctions proposées. Compilation des communications des participants: Note du Secrétariat", G/IT/SPEC/15, pages 23 et 24 (24 février 1998) (pièce US-130)).

[792] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 183.

[793] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 305.

[794] Pièce EC-21, page 5.

et les moniteurs vidéo dans une liste de produits devant être visés dans le futur indique que ces produits n'étaient pas couverts par l'ATI.[795]

7.588 Nous ne pensons pas que nous ayons des motifs suffisants pour conclure que la proposition du Japon d'inclure un produit qu'il a désigné sous le nom de "moniteur multimédia" dans le cadre de l'ATI II établit si un produit donné était couvert ou non par l'ATI, ou si un produit existait au moment de la négociation de l'ATI. La détermination de la question de savoir si un produit est couvert par l'ATI suppose l'examen en premier lieu de la portée des concessions figurant déjà dans l'ATI. Les produits visés par la concession proposée par le Japon peuvent entrer ou non (en totalité ou en partie) dans le champ de l'ATI existant et il en est ainsi indépendamment du point de vue du Japon à ce sujet.[796] Par ailleurs, nous notons que le point de vue du Japon concernant la question de savoir si les moniteurs multimédia entrent ou non dans le champ de l'ATI ne représente pas les vues communes de tous les participants à l'ATI, pour ne pas dire de tous les Membres de l'OMC. Les termes de la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat figurant dans la Liste des CE représentent en revanche le texte convenu, reflétant les intentions communes des participants à l'ATI et des Membres de l'OMC.

7.589 Nous avons conclu dans notre analyse de l'article 31 que la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat figurant dans la Liste des CE s'étendait à certains appareils ou dispositifs qui avaient un système d'affichage plat et étaient généralement plus minces que les systèmes d'affichage ou moniteurs à tube cathodique classiques et qui étaient conçus pour la présentation visuelle des données ou signaux provenant de produits relevant de l'ATI, notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de limitation expresse concernant les caractéristiques techniques telles que la diagonale d'écran, les dimensions, la vitesse de régénération, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune limitation expresse concernant le type de connexion ou de prise dont le dispositif pouvait être muni, par exemple une DVI. Enfin, nous avons conclu que si les dispositifs d'affichage à écran plat en cause devaient être destinés à être utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information, il n'y avait aucun critère d'exclusivité qui limiterait la concession aux appareils qui affichaient ou reproduisaient uniquement les signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information.

7.590 Enfin, nous jugeons non convaincant l'argument des Communautés européennes selon lequel la proposition de Singapour d'inclure les positions 8528 12, 8528 13, 8528 21 et 8528 22 du SH dans l'ATI II en tant que concessions sous forme d'admission en franchise de droits indique que tous les dispositifs d'affichage à écran plat pouvant recevoir ou reproduire des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information ne relevaient pas de l'ATI initial, en particulier de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. Nous avons établi ci-dessus que les désignations figurant dans les concessions reproduites dans les Listes OMC des Membres devaient être interprétées selon leur sens ordinaire dans leur contexte et compte tenu de l'objet et du but du traité pour déterminer la portée d'une concession donnée. Nous avons constaté que la portée de la concession découlant des désignations était déterminante quels que soient les positions du SH ou les codes tarifaires que les Membres choisissaient de notifier en rapport avec les désignations, ou ceux qu'ils choisissaient de consolider à un taux nul ailleurs dans leurs Listes. De plus, Singapour n'a pas

[795] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 180, faisant référence aux ajouts proposés par Singapour en ce qui concerne les produits visés dans le document de l'OMC G/IT/SPEC/9 du 12 janvier 1998. Pièce EC-22.

[796] Nous notons en outre que le Japon a peut-être voulu *clarifier* qu'un produit était couvert par les concessions au titre de l'ATI (dans le cadre de l'ATI II) malgré son point de vue selon lequel le produit était déjà couvert par l'ATI existant.

proposé de modifier la liste des produits figurant dans l'Appendice B. En tout état de cause, le point de vue de Singapour ne représente pas les intentions communes de tous les participants ni des Membres de l'OMC.

7.591 En conséquence, nous considérons que les propositions faites dans le cadre des négociations relatives à l'ATI II n'influent pas sur les conclusions que nous avons établies conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne.

État de la technologie au moment des négociations relatives à l'ATI

Arguments des parties

7.592 Les **États-Unis** et le **Japon** soutiennent que les dispositifs ACL destinés aux systèmes d'affichage des ordinateurs ont commencé à être commercialisés dans les années 1980 et "représentaient nettement une part croissante du marché" à partir du "début des années 1990", et étaient "bien connus au milieu des années 1990", lorsqu'ils ont commencé à remplacer les dispositifs à tube cathodique.[797] Le Japon affirme que la présence sur le marché des dispositifs ACL explique pourquoi les dispositifs d'affichage à écran plat "y compris les dispositifs ACL" étaient mentionnés dans les concessions elles-mêmes.[798]

7.593 Les **Communautés européennes** font valoir que la technologie mentionnée par les plaignants connaît une "évolution importante" depuis le début des années 2000, c'est-à-dire, font-elles valoir, cinq ans ou plus après la conclusion de l'ATI.[799] Elles considèrent que les éléments de preuve fournis par les plaignants au sujet de la technologie d'affichage à cristaux liquides concernent "uniquement l'évolution des télévisions ACL" et font donc valoir qu'il n'est pas clairement établi que les systèmes d'affichage d'ordinateurs ACL existaient au moment des négociations en tant que "réalité commerciale et technologique viable".[800] Les Communautés européennes font valoir qu'un moniteur qui peut être utilisé aujourd'hui comme unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information est fondamentalement différent des moniteurs des machines automatiques de traitement de l'information qui ont été utilisés et définis en 1996 lors de la négociation de l'ATI. Elles font valoir que ces nouveaux produits doivent faire l'objet d'une négociation.[801] Elles font valoir en outre que les systèmes d'affichage ACL munis d'une DVI n'existaient pas au moment des négociations.[802]

[797] Première communication écrite du Japon, paragraphes 273 et 277. Le Japon se réfère à une demande d'enquête antidumping déposée aux États-Unis en 1990 pour étayer le point de vue selon lequel les dispositifs ACL étaient disponibles sur le marché.

[798] Première communication écrite du Japon, paragraphe 277.

[799] Les Communautés européennes font valoir que la technologie d'affichage à cristaux liquides était à l'état naissant au moment des négociations et plus tard pour certaines applications, à cause de questions techniques (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 88 et 89, citant Taiichiro Kurita, *Moving Picture Quality Improvement for Hold-type AM-LCDs*, page 986 (pièce EC-12) et T. Yamamoto, Y. Aono et M. Tsumura, *Guiding Principles for High Quality Motion Picture in AMLCDs Applicable to TV Monitors*, page 456 (pièce EC-13)).

[800] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 90.

[801] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 76.

[802] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 87.

7.594 Plusieurs tierces parties au présent différend font valoir que l'évolution technologique particulière d'un produit ne devrait pas exclure la possibilité qu'un produit particulier entre dans le cadre d'une concession au titre de l'ATI, y compris celles fondées sur l'Appendice B de l'ATI.[803]

Examen par le Groupe spécial

7.595 Le **Groupe spécial** note que de nombreux arguments des parties exposés ci-dessus concernent l'existence ou d'autres aspects de certaines technologies au moment des négociations relatives à l'ATI.[804]

7.596 L'une des questions à examiner est celle de savoir dans quelle mesure l'état de la technologie qui existait au moment des négociations est pertinent pour déterminer la portée des engagements. Une question connexe est de savoir de quelle façon le développement technologique, l'évolution des produits et les "nouveaux produits" devraient être traités dans l'interprétation des concessions. De l'avis du Groupe spécial, il n'est ni souhaitable ni possible de répondre à ces questions dans l'abstrait et sans faire référence aux termes des concessions qui sont interprétés.

7.597 Nous rappelons que, pour déterminer la portée de l'engagement des Communautés européennes concernant les systèmes d'affichage à écran plat, nous avons appliqué les règles coutumières de l'interprétation du droit international public, telles qu'elles sont codifiées à l'article 31 de la Convention de Vienne. Ce faisant, nous avons examiné le sens ordinaire des termes de l'engagement des Communautés européennes concernant les systèmes d'affichage à écran plat, dans le contexte fourni par l'ATI, d'autres parties pertinentes de la Liste des CE et les listes des autres Membres de l'OMC. Nous avons établi que la concession visant les systèmes d'affichage à écran plat se rapportait à certains appareils ou dispositifs qui avaient un système d'affichage à écran plat et étaient généralement plus minces que les systèmes d'affichage ou moniteurs à tube cathodique classiques, et qui étaient conçus pour la présentation visuelle des données ou signaux provenant de produits relevant de l'ATI, notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de limitation expresse concernant les caractéristiques techniques telles que la diagonale d'écran, les dimensions, la vitesse de régénération, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune limitation expresse concernant le type de connexion ou de prise dont le dispositif pouvait être muni, par exemple une DVI. Enfin, nous avons conclu que, si les dispositifs d'affichage à écran plat en cause devaient être destinés à être utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information, il n'y avait aucun critère d'exclusivité qui limiterait la concession aux appareils qui affichaient ou reproduisaient uniquement les signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information.

7.598 Nous observons de nouveau qu'un Membre, lorsqu'il contracte un engagement au titre de l'article II du GATT de 1994, peut choisir des termes et conditions précis, voire exclusifs, pour préciser ou limiter la portée de son engagement. Il peut s'agir de termes et de conditions qui limiteraient la portée à un produit particulier selon ses fonctions, dimensions, caractéristiques ou

[803] Voir, par exemple, la déclaration orale de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 14; la réponse de l'Australie à la question n° 4 du Groupe spécial; la déclaration orale du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 6; la réponse du Costa Rica à la question n° 4 du Groupe spécial; la déclaration orale de Hong Kong, Chine, en tant que tierce partie, paragraphe 6; les réponses de la Corée et de Singapour à la question n° 9 du Groupe spécial.

[804] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 156, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 51 et 52 (citant Hirohisa Kawamoto, *The History of Liquid-Crystal Displays, Proceedings of the IEEE* (volume 90, n° 4 (avril 2002), page 466 (discutant du processus de réflexion)).

particularités techniques. Un Membre peut aussi se référer à un classement particulier ou à une position tarifaire particulière pour définir ou limiter la portée d'une concession. La détermination des produits visés découle du sens des termes de l'engagement. C'est pourquoi un groupe spécial ne devrait pas donner une lecture qui inclut dans un engagement des restrictions qui n'y figurent pas. En même temps, les autres Membres ont la possibilité d'accepter ou de contester la concession proposée lorsqu'elle est présentée pour incorporation dans la liste d'un Membre.

7.599 Le Groupe spécial a interprété la concession fondée sur la désignation des systèmes d'affichage à écran plat de cette façon. Dans le cas de cette concession, le Groupe spécial note que des termes généraux ont été utilisés pour couvrir un large éventail de produits et de technologies. En outre, il apparaît qu'il n'est pas contesté que les dispositifs d'affichage à écran plat destinés à être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information existaient au moment où l'ATI a été conclu (par exemple, les Communautés européennes se sont référées à une version antérieure de la concession couvrant les "systèmes d'affichage destinés à être utilisés avec des ordinateurs" qui mentionne expressément tant la technologie d'affichage à tube cathodique que la technologie d'affichage à écran plat)[805], et que la notion de moniteurs multifonctions n'était pas inconnue des négociateurs, comme le montre la concession visant les moniteurs figurant dans l'ATI, dont il apparaît qu'elle envisage l'existence de moniteurs qui acceptent des signaux provenant de plusieurs sources.[806]

7.600 Par conséquent, nous sommes d'avis qu'il n'est pas nécessaire de considérer plus avant la situation particulière de la technologie au moment de la négociation de la concession pour évaluer la portée de la concession que nous examinons. Ainsi, par exemple, le Groupe spécial ne pense pas que le fait que la DVI a été mise au point après la conclusion de l'ATI a pour effet d'exclure les systèmes d'affichage à écran plat équipés d'une DVI du champ de la concession. Comme nous l'avons expliqué, nous avons établi, d'après les termes de la concession, que les "dispositifs d'affichage à écran plat" incorporant un large éventail de caractéristiques et de technologies étaient couverts.[807]

---

[805] Voir la note de bas de page 729 ci-dessus. Le Groupe spécial note que dans son interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, il s'est absenu d'examiner les documents relatifs au paysage de l'ATI au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne en raison du fait qu'ils ne reflètent pas les intentions communes et ne facilitent pas sa tâche d'interprétation. Le Groupe spécial fait référence au document relatif au paysage de l'ATI simplement comme élément de preuve établissant qu'il était notoire que la technologie d'affichage à tube cathodique et la technologie ACL étaient utilisées dans les systèmes d'affichage destinés à être utilisés avec des ordinateurs au moment où les concessions avaient été faites.

[806] Voir aussi le rapport *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 397.

[807] Nous ne jugeons pas non plus nécessaire de recourir à une forme quelconque d'interprétation évolutive des termes, compte tenu de notre conclusion concernant le sens ordinaire des termes. C'est seulement s'il y avait eu un doute quant au point de savoir si les systèmes d'affichage ACL ou autres pouvant se connecter à d'autres sources qu'une machine automatique de traitement de données ou les systèmes d'affichage équipés d'une interface DVI ou d'autres connecteurs à usages multiples relevaient de la concession que nous aurions pu examiner cette approche interprétative. Nous notons par ailleurs les éléments de preuve cités par les États-Unis et le Japon qui suggèrent que les systèmes d'affichage ACL ont vu le jour commercialement en 1988, et auraient probablement été envisagés au moment des négociations (voir H. Kawamoto, "The History of Liquid-Crystal Displays" Proceedings of the IEEE, Vol. 90, No. 4 (April 2002), accessible à l'adresse: http://www.ieee.org/portal/cms_docs_iportals/iportals/aboutus/history_center/LCD-History.pdf, page 495. Pièce US-32). Bien que les Communautés européennes fassent valoir que l'industrie des systèmes ACL était alors à l'état naissant, nous notons qu'elles ont cité le texte correspondant dans les documents relatifs au paysage de l'ATI dont elles allèguent qu'ils ont été présentés par les États-Unis pendant les négociations relatives à l'ATI. En particulier, un de ces documents faisait mention d'une version antérieure d'une proposition de concession qui indique en partie ce qui suit: "Systèmes d'affichage destinés à être utilisés avec des ordinateurs, parfois désignés sous le nom de moniteurs d'ordinateurs, quelle que soit la taille de la zone d'affichage (quelle que soit la façon dont elle est mesurée, qu'elle soit grande ou petite) et que soit utilisée ou non une technologie d'affichage à tube

7.601 Nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel les moniteurs multifonctions sont de "nouveaux produits" qui n'existaient pas au moment des négociations. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la notion de multifonctionnalité n'était pas inconnue au moment des négociations. Même s'il était admis que l'allégation des Communautés européennes est factuellement exacte, elle serait cependant d'une pertinence limitée pour la question de savoir si le produit est visé par la concession couvrant les systèmes d'affichage à écran plat. Pour le déterminer, il faut interpréter les termes de la concession conformément à la Convention de Vienne.

7.602 Nous rappelons que, pour déterminer la portée de l'engagement des Communautés européennes visant les systèmes d'affichage à écran plat, nous avons examiné le sens ordinaire des termes de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat donnée par les Communautés européennes, dans le contexte fourni par l'ATI, d'autres parties pertinentes de la Liste des CE et les listes des autres Membres de l'OMC. Nous avons établi que la désignation des systèmes d'affichage à écran plat se rapportait à certains appareils ou dispositifs qui avaient un système d'affichage plat et étaient généralement plus minces que les systèmes d'affichage ou moniteurs à tube cathodique classiques, et qui étaient conçus pour une présentation visuelle des données ou signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de limitation expresse concernant les caractéristiques techniques provenant de produits relevant de l'ATI, notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de limitation expresse concernant les caractéristiques techniques telles que la diagonale d'écran, les dimensions, la vitesse de régénération, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune limitation expresse concernant le type de connexion ou de prise dont le dispositif pouvait être muni, par exemple une DVI. Nous avons également noté qu'il n'y avait aucun critère d'exclusivité qui limiterait la concession aux appareils qui affichaient ou reproduisaient uniquement les signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information.

Autres arguments – Conclusion

7.603 Compte tenu du point de vue du Groupe spécial selon lequel il n'est pas approprié d'examiner les documents sur lesquels les Communautés européennes se sont fondées pour étayer leurs arguments au titre de l'article 32 dans les circonstances de la présente affaire, nous nous abstenons d'examiner plus avant l'applicabilité de l'article 32 en l'espèce.

*viii) Conclusions globales concernant l'interprétation de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'*Annexe de la Liste des CE

7.604 D'après notre évaluation du texte de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat conformément aux principes codifiés à l'article 31 de la Convention de Vienne, nous avons conclu ci-dessus que la concession se rapportait à certains appareils ou dispositifs qui avaient un système d'affichage plat et étaient généralement plus minces que les systèmes d'affichage ou moniteurs à tube cathodique classiques, et qui étaient conçus pour une présentation visuelle des données ou signaux

---

cathodique ou à écran plat telle que celle des systèmes à cristaux liquides à matrice active, à électroluminescence, à plasma, ou une des nouvelles technologies comme les système d'affichage à émission de champ" (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 182, faisant référence à la communication par télécopie adressée le 28 mars 1996 par les autorités des États-Unis, pièce EC-3). Quel que soit le statut du document, compte tenu du fait que les Communautés européennes ont indiqué ce texte, nous trouvons là une nouvelle confirmation du fait que les négociateurs avaient au moins connaissance de l'existence d'une large gamme de technologies au moment où ils ont examiné la concession concernant les systèmes d'affichage à écran plat.

provenant de produits relevant de l'ATI, y compris notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de limitation expresse concernant les caractéristiques techniques telles que la diagonale d'écran, les dimensions, la vitesse de régénération, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune limitation expresse concernant le type de connexion ou de prise dont le dispositif pouvait être muni, par exemple une DVI. Nous avons en outre conclu qu'il n'y avait aucun critère d'exclusivité qui limiterait la concession couvrant les systèmes d'affichage à écran plat aux appareils qui pouvaient uniquement afficher ou reproduire les signaux provenant de produits relevant de l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information. Compte tenu de notre interprétation des termes et expressions clés de la note générale des CE, considérés dans le contexte de l'ATI, nous avons conclu que le traitement en franchise de droits devait être étendu à *tous* les produits relevant de la concession couvrant les systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, où qu'ils soient classés dans la Liste des CE. Nous n'avons trouvé aucune raison de conclure autrement d'après notre évaluation des divers arguments contextuels présentés par les parties ou des arguments présentés par les Communautés européennes dans le contexte de l'article 32 de la Convention de Vienne.

b) Le sens ordinaire de la concession pertinente: le numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE

7.605 Le Groupe spécial rappelle que les plaignants ont allégué que les dispositifs d'affichage à écran plat sont couverts non seulement par la désignation des systèmes d'affichage à écran plat bénéficiant de la franchise de droits dans l'Annexe de la Liste des CE, *mais aussi* par la concession accordant le traitement en franchise de droits pour les "[u]nités d'entrée ou de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information relevant du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE.[808] En particulier, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 couvre ce qui suit: "Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; – Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire; – - autres; – - – autres". Aux termes de cette concession, les plaignants estiment que l'expression "unités de sortie" est essentielle pour l'analyse du sens ordinaire en vertu de la Convention de Vienne.[809] Ils ne considèrent pas l'expression unités "d'entrée" dans le contexte de leur examen du numéro de position tarifaire 8471 60 90.

7.606 Les **Communautés européennes** font valoir que les moniteurs ACL du type utilisé principalement dans un système automatique de traitement de l'information ne sont *pas* exclus du traitement en franchise de droits au seul motif qu'ils sont capables d'afficher des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou du fait de la présence d'un connecteur DVI ou autre. En tenant compte des notes de sections et de chapitres pertinentes du SH1996, ainsi que des notes explicatives dudit SH relatives aux chapitres 84 et 85 et des RGI du SH, les Communautés européennes font valoir que la détermination de la question de savoir si un moniteur donné est utilisé "principalement" dans un système automatique de traitement de l'information nécessite *une analyse au cas par cas* basée sur les caractéristiques techniques objectives du produit, qui pourrait conduire à un classement *prima facie* dans la position se rapportant aux moniteurs vidéo (sous-positions 8528 21 et 8528 22 du SH1996).[810] En effet, certains systèmes d'affichage existant de

[808] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 2. Les tierces parties suivantes souscrivent aussi à cette vue dans leurs communications en tant que tierces parties: la Chine, paragraphe 3; la Corée, paragraphe 28; le Costa Rica, paragraphe 5; les Philippines, paragraphe 21; Singapour, paragraphes 29, 33 et 48; et la Thaïlande dans sa déclaration en tant que tierce partie, paragraphe 3.

[809] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99; première communication écrite du Japon, paragraphe 302; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 320.

[810] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 166 et 169.

nos jours sont "multifonctions", c'est-à-dire qu'ils peuvent afficher des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources. Les Communautés européennes estiment que, dans ce cas, il faudrait invoquer la RGI 3 c), ce qui aboutirait à un classement dans la position 8528 du SH1996.

7.607 Le **Groupe spécial** interprétera maintenant la concession des CE pertinente pour le numéro de position tarifaire 8471 60 90, qui est libellée comme suit:

SH1996	Désignation	Taux de base	Taux consolidé	Année de mise en œuvre intégrale	Autres droits et impositions	Instrument juridique où figure la concession
8471	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs:					
(…)						
8471 60	- Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire					
8471 60 10	- - destinées à des aéronefs civils	0,0	0,0	1997	0,0	WT/Let/156
	- - autres					
8471 60 40	- - - Imprimantes	2,0	0,0	1999	0,0	WT/Let/156
8471 60 50	- - - Claviers	2,0	0,0	1999	0,0	WT/Let/156
8471 60 90	- - - autres	2,0	0,0	1999	0,0	WT/Let/156

7.608 Afin de déterminer le sens ordinaire du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, nous examinerons le texte dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but.

i) Le sens des termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE

Arguments des parties

7.609 Les **États-Unis** examinent l'expression "unités d'entrée ou de sortie" du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE.[811] Le **Japon** fait valoir que les termes essentiels de la concession relative au numéro de position tarifaire 8471 60 90 sont les expressions "leurs unités" et

[811] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136.

"unités de sortie".[812] Le **Taipei chinois** examine le sens ordinaire de l'expression "output unit" (unité de sortie) donné par des dictionnaires généraux et spécialisés.[813]

Unités d'entrée ou de sortie

7.610 Les **plaignants** se réfèrent aux définitions des mots "output" (sortie) et "units" (unités) figurant dans les dictionnaires usuels et techniques. Ils considèrent aussi les termes en combinaison. Ils n'examinent pas le terme "input" (entrée).

7.611 Le **Japon** note que l'on entend par "output" (sortie), dans un sens technique, "data produced by a data-processing operation, or the information that is the objective or goal in data-processing" (les données résultant d'une opération de traitement de l'information, ou l'information qui est l'objectif ou le but du traitement des données).[814] Il note que ce terme signifie, dans son sens ordinaire, "an electrical signal delivered by or available from an electronic device" (un signal électrique fourni par un dispositif électronique ou disponible à partir de celui-ci).[815]

7.612 Le **Taipei chinois** se réfère à la définition suivante du terme "output" (sortie): "energy produced by a machine; spec. an electrical signal delivered by or available from an electronic device. c. Data or results produced by a computer, the physical medium on which these are presented" (énergie produite par une machine; spécifiquement, signal électrique fourni par un dispositif électrique ou disponible à partir de celui-ci. c. Données ou résultats produits par un ordinateur, support physique sur lequel ils sont présentés).[816] Il note aussi cette définition: "power or energy produced or delivered by a machine or a system, e: the information produced by a computer (2) the act, process or an instance of producing (3) the terminal for the output of an electrical device" (puissance ou énergie produite ou fournie par une machine ou un système, e: information produite par un ordinateur; 2) acte de produire, processus ou exemple de production; 3) le terminal de sortie d'un appareil électrique).[817]

7.613 Le Taipei chinois se réfère en outre aux définitions suivantes du terme "unit" (unité): "3. An individual thing, person or group regarded as single and complete, esp. for the purposes of calculation", (3. Chose, personne ou groupe donné, considéré comme unique et complet, notamment

[812] Première communication écrite du Japon, paragraphes 298 et 300 (le Japon fait valoir qu'il n'y a aucune controverse au sujet de l'expression "machines automatiques de traitement de l'information", qui inclut les "ordinateurs").

[813] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 311, 323 et 325 (faisant valoir que les termes "pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire", dans la sous-position 8471 60 du SH1996, ne suggèrent pas qu'un dispositif d'affichage capable de recevoir des signaux d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources serait exclu de la définition de la sous-position 8471 60 du SH1996).

[814] Première communication écrite du Japon, paragraphe 298 (faisant référence au *McGraw-Hill Dictionary*, page 1418 (pièce JPN-11)).

[815] Première communication écrite du Japon, paragraphe 87 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), pages 3275, 2040 (pièce JPN-11)).

[816] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 313 et 316 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 2040.

[817] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 313 et 316 (faisant référence à http://www.merriam-webster.com/dictionary).

aux fins d'un calcul"[818]; et "a piece or complex of apparatus serving to perform one particular function" (appareil ou ensemble d'appareils servant à exécuter une fonction particulière).[819]

7.614 Les plaignants examinent aussi l'utilisation des termes "output" (sortie) et "unit" (unité), ou dispositif de sortie, en combinaison. En particulier, les **États-Unis** notent qu'une définition technique de l'expression "input/output device" (dispositif d'entrée/de sortie) est "a unit that accepts new data, sends it into the computer for processing, receives the results, and translates them into a useable medium" (une unité qui accepte de nouvelles données, les envoie dans l'ordinateur pour les traiter, reçoit les résultats et les transforme en un support utilisable).[820] Les plaignants estiment que, par "output unit" (unité de sortie), on entend "a unit which delivers information from the computer to an external device or from internal storage to external storage" (une unité qui transmet des informations d'un ordinateur à un dispositif externe, ou des informations d'une mémoire interne à une mémoire externe).[821]

7.615 Sur la base de ces définitions, les États-Unis font valoir qu'une "unité de sortie" relevant du code 8471 60 du SH1996 est un dispositif qui accepte de nouvelles données, les envoie dans l'ordinateur pour les traiter, reçoit les résultats et les transforme en un support utilisable. Ils font valoir qu'un moniteur d'ordinateur ACL est une unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information, car il fournit les résultats du traitement à l'utilisateur en offrant un affichage visuel des informations provenant de l'unité centrale de traitement. À leur avis, le simple fait qu'un moniteur utilise un connecteur DVI, par exemple, pour transmettre les informations affichées ne signifie pas qu'il doit être considéré comme autre chose qu'une unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information.[822]

7.616 Le **Japon** estime que l'expression "unité de sortie" ou "dispositif de sortie" désigne les dispositifs qui affichent ou, d'une autre manière, utilisent des données informatiques. En conséquence, les moniteurs d'affichage qui peuvent afficher des données provenant d'un ordinateur sont des "dispositifs de sortie". Le Japon considère que l'expression "unités de sortie" désigne la large gamme d'"unités" visées par la position 8471 du SH1996, dans laquelle "sortie" signifie, dans son contexte, le signal électrique fourni par l'ordinateur auquel l'"unité de sortie" a été connectée. Ces termes montrent l'interconnectivité entre l'ordinateur et toute unité utilisée en liaison avec cet ordinateur. Le Japon fait valoir que, en conséquence, tout dispositif qui peut être connecté à un ordinateur entre dans le champ de cette position.[823]

7.617 Le Japon examine en outre l'utilisation de l'expression "unit thereof" (leurs unités) dans la position 8471. Il cite la définition de "thereof" (leur) comme signifiant "of that, concerning that" (de

---

[818] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 314 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 3491).

[819] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 317 (faisant référence à http://www.merriam-webster.com/dictionary).

[820] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136, note de bas de page 193; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99 (faisant référence au *McGraw Hill Dictionary* (5ème édition, 1994), page 1021 (pièce US-82)).

[821] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136, note de bas de page 193, deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99, première communication écrite du Japon, paragraphe 298, et première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 319 (qui font toutes référence au *McGraw Hill Dictionary* (5ème édition, 1994), page 1419 (pièces US-83; JPN-11)).

[822] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136.

[823] Première communication écrite du Japon, paragraphes 299 à 301; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 187 et 188.

cela, concernant cela).[824] À son avis, l'expression "leurs unités" dans la position 8471 désigne les dispositifs conçus et mis au point pour être connectés à des ordinateurs et utilisés d'une manière intégrée avec ceux-ci. Le Japon estime par ailleurs que l'expression "leurs unités" n'impose aucune limitation et que toutes "leurs unités" relèvent donc de la sous-position 8471 60, pas seulement les unités qui sont exclusivement destinées aux machines automatiques de traitement de l'information.[825]

7.618 En prenant en considération ce qu'il considère comme les sens technique et ordinaire, le Japon fait valoir qu'une "unité de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information est un dispositif qui peut recevoir des signaux électriques provenant d'un ordinateur puis réagir à ces signaux, sans limitation concernant ce à quoi le dispositif peut être connecté. Le Japon estime qu'un moniteur ACL peut être considéré comme une "unité de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information. "Grâce à" la DVI, le moniteur ACL peut recevoir des signaux provenant de l'ordinateur et les afficher sur l'écran d'affichage.[826]

7.619 Le Taipei chinois fait valoir que le sens ordinaire des termes "unités de sortie" dans la sous-position 8471 60 du SH1996 inclut les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont capables de recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources. Il estime que le sens ordinaire de l'expression "unité de sortie" est "très large" et qu'il couvre un appareil ou un ensemble d'appareils servant à fournir des informations ou des données produites par un ordinateur.[827]

7.620 Les **Communautés européennes** ne contestent pas que les "véritables moniteurs destinés au traitement automatique de l'information" relèveraient de la sous-position 8471 60 du SH1996. Toutefois, elles font valoir qu'il est difficile de savoir si les produits indiqués par les plaignants, y compris ce que l'on appelle les "moniteurs ACL multifonctions", relèvent du champ de la concession. Dans la mesure où ils relèvent du numéro de position tarifaire 8471 60 90, les Communautés européennes estiment que ces produits bénéficient du traitement en franchise de droits et qu'il n'est donc pas nécessaire d'examiner le sens ordinaire des concessions. Toutefois, elles font valoir que certains dispositifs d'affichage à écran plat peuvent aussi correspondre au sens ordinaire des termes "moniteurs vidéo" dans les positions 8528 21 et 8528 22 du SH1996, ou, dans certains cas, être considérés comme des "appareils récepteurs de télévision" relevant des positions 8528 12 et 8528 13 du SH1996.[828]

Examen par le Groupe spécial

7.621 Le **Groupe spécial** note que, en interprétant le sens et la portée de la concession en cause, les plaignants se sont appuyés sur diverses définitions provenant de dictionnaires techniques et de dictionnaires plus généraux de langue anglaise. Étant donné les termes invoqués, nous pensons que cela est judicieux.[829]

---

[824] Première communication écrite du Japon, paragraphe 87 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), pages 3275, 2040 (pièce JPN-11)).

[825] Première communication écrite du Japon, paragraphe 300; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 185.

[826] Première communication écrite du Japon, paragraphes 302 et 303.

[827] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 318 à 320.

[828] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 100 et 101.

[829] D'autres groupes spéciaux ont aussi utilisé des dictionnaires techniques pour effectuer une analyse du sens ordinaire conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Mexique – Télécommunications*, paragraphes 7.81 à 7.83 (utilisant le Newton's Telecom Dictionary pour interpréter certains termes de la Liste des services du Mexique); le rapport du Groupe spécial

7.622 Avant de commencer notre analyse des termes spécifiques utilisés dans la concession sur la base de définitions tirées de ces dictionnaires, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle, même si les dictionnaires sont un "bon point de départ" pour analyser le "sens ordinaire" d'un terme conventionnel, ils ne sont pas nécessairement concluants.[830] Nous savons aussi que comprendre le sens courant du texte est le début de notre examen, et non la fin. Il se peut que nous organisions notre analyse du sens ordinaire en différentes sections, pour plus de commodité, mais nous restons conscients du fait que nous procédons à une analyse globale du sens ordinaire et que les termes ne peuvent pas être séparés du contexte ni de l'objet et du but du traité.[831]

7.623 Les plaignants ont présenté plusieurs définitions du terme "sortie", considéré séparément et en combinaison avec le terme "unité". Toutes ces définitions étayent l'interprétation selon laquelle le terme "sortie" désigne, dans un sens général, un signal électrique fourni par un dispositif électronique ou disponible à partir de celui-ci, ou, en particulier, des données ou des informations. Ces données ou éléments pourraient inclure ceux qui sont produits et fournis par une machine automatique de traitement de l'information.

7.624 La concession prévue pour la sous-position 8471 60 (et, par extension, le numéro de position tarifaire 8471 60 90) ne vise pas les sorties elles-mêmes, mais les "unités de sortie". Comme le Taipei chinois l'a indiqué, le terme "unité" désigne, entre autres, "un dispositif doté d'une fonction spécifiée faisant partie d'un mécanisme complexe". Cette définition indique que le sens de l'expression "unités de sortie" ne peut pas être dissocié de la question de savoir quelle est la "fonction exécutée" par ces unités et quel est le mécanisme complexe dont elles font partie. À cette fin, nous rappelons que la sous-position 8471 60 relève de la position 8471, qui couvre les "machines automatiques de traitement de l'information" et "leurs unités". Par conséquent, les "autres" visés par le numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE seraient toutes les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50).

7.625 Nous notons que toutes les parties conviennent que les ordinateurs peuvent être considérés comme des "machines automatiques de traitement de l'information" relevant de la position 8471 du SH1996. Nous notons aussi que les "unités" d'"une machine automatique de traitement de l'information" sont des dispositifs faisant partie d'une machine automatique de traitement de l'information et ayant au moins une fonction spécifiée dans une telle machine. Comme les "unités" en question sont des unités de "sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, il s'ensuit logiquement que les fonctions que ces "unités" doivent exécuter sont l'envoi/la réception de

---

Chine – Pièces automobiles, paragraphes 7.660 et 7.661 (utilisant le Dictionary of Automobile Engineering, un dictionnaire relatif à l'industrie automobile, pour interpréter la Liste de la Chine); le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.372 (utilisant le Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture, un dictionnaire relatif à l'industrie des biotechnologies, pour définir le mot "biodiversité"); *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 92 (citant le *Dictionary of Trade Policy Terms* et le *Dictionary of International Trade*).

[830] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 175 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 59; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 248; et *États-Unis – Jeux*, paragraphe 166). Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 348; et *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphe 167, note de bas de page 324.

[831] À cet égard, nous rappelons que l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, a noté que "[l]'interprétation selon les règles coutumières codifiées à l'article 31 de la Convention de Vienne est en dernière analyse un exercice global qui ne devrait pas être mécaniquement scindé en parties rigides". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 176)

signaux électriques, d'informations ou de données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.[832]

7.626 Par conséquent, nous concluons à titre préliminaire que, dans son sens courant, l'expression "unités de sortie" dans la concession pertinente, à savoir la sous-position 8471 60, désigne les dispositifs qui font partie d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information et qui exécutent au moins une fonction spécifiée comprenant l'envoi/la réception de signaux, d'informations ou de données provenant d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information. Cela étant, la concession dans la sous-position 8471 60 90 de la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50).

7.627 Nous passons maintenant à l'examen de la question de savoir si la lecture des termes de la concession dans leur contexte confirme ou modifie notre interprétation préliminaire du sens courant de l'expression "unités de sortie" dans la concession.

ii) Les termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans leur contexte

7.628 Les **plaignants** font valoir que divers éléments contextuels, y compris la structure de la position 8471, les termes utilisés dans diverses sous-positions et les textes interprétatifs dans le SH1996, tels que les notes relatives au chapitre 84, étayent la conclusion selon laquelle la portée du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE est suffisamment large pour inclure les moniteurs ACL et autres dispositifs d'affichage pourvus de connecteurs, comme la DVI, qui peuvent recevoir et reproduire des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, indépendamment de la question de savoir s'ils peuvent être aussi connectés à d'autres dispositifs.[833]

7.629 Les **Communautés européennes** estiment que la question essentielle est de savoir si un moniteur ACL donné relève du numéro de position tarifaire 8471 60 90 ou de l'une des positions du chapitre 85.[834] Contrairement aux plaignants, elles font valoir qu'elles ont tenu compte de la NESH1996 relative à la position 8471 pour classer les dispositifs d'affichage à écran plat dans les sous-positions 8528 12, 8528 13, 8528 21 et 8528 22, dans les cas où cela était approprié.[835] En particulier, les Communautés européennes estiment qu'elles n'ont fait qu'appliquer les critères

[832] Les parties n'ont pas soulevé la question de savoir si les affichages à l'examen dans le présent différend sont ceux du type inclus dans la même enveloppe que le microprocesseur et les autres composants d'une machine automatique de traitement de l'information, ou ceux à l'extérieur de l'enveloppe d'une machine automatique de traitement de l'information. Nous rappelons que les parties ont avancé des arguments qui ne concernent que les produits finis, et non les produits semi-finis. En conséquence, nous examinerons ici principalement les produits finis, ou les systèmes d'affichage externes ou moniteurs, et non les composants semi-finis qui peuvent être incorporés dans l'enveloppe d'une machine automatique de traitement de l'information.

[833] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 137 à 139; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 99 et 100; première communication écrite du Japon, paragraphe 304; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 189; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 323 à 348.

[834] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 134. Les Communautés européennes font valoir notamment qu'il est nécessaire d'exclure l'applicabilité d'autres positions, y compris la position 8528, avant d'examiner si les produits en cause peuvent relever du code résiduel NC 8471 60 90.

[835] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.

mentionnés dans ce texte pour établir une distinction entre les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information et les moniteurs vidéo. À l'époque pertinente pour le présent différend, le libellé de la note explicative relative à la position 8471 en ce qui concerne les "unités présentées isolément" comme les "unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information" précisait que lesdites unités étaient "capables de recevoir un signal émanant uniquement d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information et [n'étaient] pas, dès lors, en mesure de reproduire une image en couleurs à partir d'un signal vidéo composite dont les ondes ont une forme qui correspond à une norme de diffusion (NTSC, SECAM, PAL, D-MAC ou autre)". Les Communautés européennes font valoir que ces unités d'affichage étaient également "pourvues d'organes de connexion typiques au système de traitement des données (interface RS-232C, connecteurs DIN ou SUB-D, par exemple)". Selon les Communautés européennes, il s'agit précisément des deux critères qu'elles n'auraient pas dû appliquer selon les allégations des plaignants.[836] Toutefois, les Communautés européennes estiment que même si l'on faisait abstraction de la NESH1996 relative à la position 8471, il serait encore nécessaire "dans la plupart des cas" de recourir à l'application de la RGI 3 c) parce qu'il serait impossible d'identifier la fonction principale du moniteur multifonctions.[837]

Les termes de la position 8471 du SH1996 et des sous-positions qui en relèvent, et sa structure générale

Arguments des parties

7.630 Les **plaignants** font valoir que la concession accordant la franchise de droits dans la position 8471 couvre non seulement les parties de la position, mais l'ensemble de la position. Le **Japon** estime que cela montre que le traitement en franchise de droits devait être accordé pour tous les dispositifs qui sont des ordinateurs ou sont utilisés en liaison avec des ordinateurs.[838] Il fait valoir que cela est confirmé par l'utilisation de l'expression "leurs unités" dans la position. Comme la sous-position 8471 60 précise que l'expression "leurs unités" inclut les "unités d'entrée ou de sortie", les plaignants estiment que la concession couvre d'une manière générale tout dispositif utilisé pour faire entrer des informations dans un ordinateur ou faire sortir des informations provenant d'un ordinateur.[839] Enfin, le Japon allègue aussi que le sens de "leurs unités" montre que le libellé de la position 8471 du SH1996 n'est pas limité par les technologies utilisées dans les produits qui en relèvent, ce qui confirme que cette position "est assez générale pour couvrir les produits utilisant les avancées technologiques".[840]

7.631 Les **plaignants** font valoir par ailleurs que la structure générale de la position 8471 du SH1996, qui inclut plusieurs sous-positions, confirme la large portée de la concession des Communautés européennes.[841] Ils estiment que les termes de l'ensemble des sous-positions relevant de la position 8471 du SH1996 fournissent des éléments contextuels solides pour considérer que tous

[836] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.
[837] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 159.
[838] Première communication écrite du Japon, paragraphe 304.
[839] Première communication écrite du Japon, paragraphe 305.
[840] Réponse du Japon à la question n° 13 du Groupe spécial.
[841] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 137); première communication écrite du Japon, paragraphe 305; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 328.

les types d'ordinateurs et tous les types d'unités d'ordinateurs – séparément ou en diverses combinaisons – relèvent de la position 8471.[842]

7.632 En particulier, le **Japon** estime que les sous-positions 8471 41, 8471 49 et 8471 50 du SH1996 couvrent différents types de produits qui associent un ordinateur à d'autres dispositifs liés à un ordinateur.[843] Ces trois positions sont ainsi libellées:

> 8471 41: "- Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques; - - comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une unité d'entrée et une unité de sortie"
>
> 8471 49: "- Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques; -- Autres, se présentant sous forme de systèmes"
>
> 8471 50: "- Unités de traitement numériques autres que celles des n° 8471 41 et 8471 49, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie"[844]

7.633 Toutefois, le Japon fait valoir que les autres sous-positions concernent les "unités" d'ordinateurs qui n'incluent pas les ordinateurs, telles que les sous-positions 8471 60 (unités d'entrée et de sortie), 8471 70 (unités de mémoire) et 8471 80 (autres types d'unités) du SH1996.[845] Enfin, le Japon note que la sous-position 8471 90 concerne les "autres" dispositifs qui seraient inclus d'une autre manière dans la position 8471 mais qui ne relèvent d'aucune des sous-positions précédentes.[846]

7.634 Le **Taipei chinois** fait valoir que la position 8471 indique clairement que tous les types de machines automatiques de traitement de l'information sont couverts, y compris dans les sous-positions 8471 10, 8471 30, 8471 41 et 8471 49 du SH1996.[847] Le Taipei chinois note que la sous-position 8471 60 contient une position résiduelle au numéro de position tarifaire 8471 60 90 à huit chiffres ("-- autres; "--- autres"). Il estime que l'existence de la sous-catégorie "autres"[848] indique par conséquent que, dans la Liste des CE, *toutes* les "unités d'entrée ou de sortie" d'ordinateurs qui ne sont pas couvertes spécifiquement par l'un des numéros de positions tarifaires dans la sous-position 8471 60 du SH1996 (à savoir en tant qu'"imprimantes" ou "claviers") relèvent du numéro de position tarifaire 8471 60 90 "résiduel". Dans son raisonnement, le Taipei chinois dit que l'existence d'une "sous-position résiduelle" dans la Liste des CE est importante, car elle tend à souligner la "large portée" de la concession des CE dans la sous-position 8471 60 du SH1996, dans laquelle elle est incluse.[849]

---

[842] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 137; première communication écrite du Japon, paragraphe 316; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 329.

[843] Première communication écrite du Japon, paragraphe 310.

[844] Première communication écrite du Japon, paragraphes 307 à 309.

[845] Première communication écrite du Japon, paragraphe 314.

[846] Première communication écrite du Japon, paragraphe 315.

[847] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 328.

[848] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 554 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), qui définit le terme "other" (autre) comme suit: "existing besides or distinct from that or those already specified or implied; further, additional" (existant à part ou de manière distincte de ce qui a déjà été précisé ou indiqué; supplémentaire, additionnel)).

[849] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328, 555 à 557; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 333. Le Japon, de façon plus générale, fait référence à la

7.635 Les **Communautés européennes** ont fait valoir en l'espèce que la simple présence d'une sous-position "autres" dans la position 8471 ne peut pas avoir pour effet d'étendre la portée de cette position au-delà de ses propres termes.[850] De l'avis des Communautés européennes, comme le présent différend concerne des questions relatives à des concessions basées sur des sous-positions appartenant à différents chapitres du SH1996 (les chapitres 84 et 85), "pour régler ces questions, aucune indication contextuelle pertinente ne peut être tirée du simple fait que la position 8471 du SH1996 inclut une sous-position "autres"".[851]

Examen par le Groupe spécial

7.636 Le **Groupe spécial** rappelle que l'Organe d'appel a confirmé que le SH pouvait fournir un contexte pertinent additionnel pour interpréter une concession tarifaire donnée.[852] Les parties conviennent toutes que le SH1996, sur lequel est fondée la concession dans le code NC 8471 60 dans la Liste des CE, est le document pertinent du SH qui peut fournir un contexte au sens ordinaire de cette concession.[853] Le Groupe spécial estime, par conséquent, que les autres parties de la position 8471 constituent un contexte pertinent pour déterminer la portée du sens des termes utilisés dans la concession.

7.637 À cet égard, nous observons que la position 8471 est structurée en termes généraux comme suit:

SH1996	Désignation
8471	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs:
8471 10	- Machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides
8471 30	- Machines automatiques de traitement de l'information numériques, portatives, d'un poids n'excédant pas 10 kg, comportant au moins une unité centrale de traitement, un clavier et un écran
	- Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques:
8471 41	-- Comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une unité d'entrée et une unité de sortie
8471 49	-- Autres, se présentant sous forme de systèmes
8471 50	- Unités de traitement numériques autres que celles du n° 8471 41 ou 8471 49, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie
8471 60	- Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire
8471 70	- Unités de mémoire
8471 80	- Autres unités de machines automatiques de traitement de l'information
8471 90	- Autres

concession des Communautés européennes dans le code NC 8471 60 90 ("autres") et au texte d'autres sous-positions dans le cadre de ses arguments contextuels concernant la "structure" de la position 8471 du SH1996 (voir la première communication écrite du Japon, paragraphe 142).

[850] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424.

[851] Réponse des Communautés européennes à la question n° 13 du Groupe spécial.

[852] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199; rapport de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

[853] Réponse des parties à la question n° 104 du Groupe spécial.

7.638 En particulier, nous faisons observer que la structure et le libellé de la position 8471 semblent contenir *tous* les types d'unités d'ordinateurs relevant de ses paramètres. La structure vise logiquement en premier lieu les machines automatiques de traitement de l'information elles-mêmes (8471 10, 8471 30, 8471 41 et 8471 49)[854], puis passe aux "unités" de ces ordinateurs présentées sous diverses formes – à savoir des parties d'un ordinateur, des systèmes, des unités de traitement numériques, des unités d'entrée ou de sortie, des unités de mémoire autonomes et d'autres unités de machines automatiques de traitement de l'information. En particulier, nous notons la catégorie résiduelle "autres". Nous convenons avec les Communautés européennes que l'inclusion d'une catégorie "autres" dans une position ou une sous-position ne peut pas conduire à une interprétation dépassant ses termes. Toutefois, l'inclusion d'une sous-position "autres" peut indiquer que les termes des sous-positions restantes ne délimitent pas eux-mêmes la portée de la position principale. Cette structure ainsi que le caractère général du libellé de la position principale donnent créance à une interprétation de la sous-position 8471 qui est censée inclure *tout* type d'unité d'une machine automatique de traitement de l'information.

7.639 En même temps, notre interprétation du caractère général de la portée de la position 8471 n'est *pas* éclairée par le fait que l'ensemble de la position a été incluse dans la concession accordant la franchise de droits dans l'ATI. Contrairement aux arguments des plaignants, nous n'estimons pas que cela permette d'établir que les termes de cette position doivent être interprétés d'une manière générale. Il pourrait être tout aussi plausible que toute la position soit incluse dans la catégorie bénéficiant de la franchise de droits parce qu'elle a été interprétée de façon restrictive, et que le traitement en franchise de droits soit donc limité à un petit nombre de produits. Toutefois, cela étant dit, notre interprétation générale du champ d'application de la position 8471 est basée sur les termes de la position elle-même, conjointement à sa structure. D'autre part, notre analyse ne peut pas aboutir à la conclusion que la position 8471 a un large champ d'application; en fait, la concession pertinente à l'examen n'est pas la position 8471 en général, mais plutôt la sous-position spécifique 8471 60 concernant les unités d'entrée ou de sortie.

7.640 Nous notons que la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE suit le même type de logique structurelle que la position principale. Elle commence d'une manière générale par les unités d'entrée ou de sortie, puis précise la gamme des imprimantes et des claviers visés et indique une catégorie résiduelle "autres". Comme la position principale, la sous-position 8471 60 contient l'expression générale "unités d'entrée ou de sortie", et elle a en outre des numéros de positions tarifaires à huit chiffres qui subdivisent la catégorie principale. L'un de ces codes à huit chiffres est appelé "autres", ce qui pourrait indiquer, comme il a été noté ci-dessus, que la sous-position dont il relève n'est pas censée être interprétée de façon restrictive.

7.641 Ainsi, le contexte fourni par les termes de la position 8471 et de la sous-position 8471 60 éclaire davantage notre interprétation antérieure selon laquelle le texte des termes de la concession, dans leur sens courant, couvre les dispositifs qui font partie d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information et qui exécutent au moins une fonction spécifiée comprenant l'envoi/la réception de signaux, d'informations ou de données provenant de la machine ou du système automatique de traitement de l'information. Dans ce contexte, la concession dans la sous-position 8471 60 90 de la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50).

[854] Nous notons que, même dans la sous-position 8471 30, le terme "unité" est utilisé pour désigner l'unité centrale de traitement qui est le principal composant d'une machine automatique de traitement de l'information, et il semble donc que le terme "unité" puisse aussi désigner les parties d'une machine automatique de traitement de l'information.

Le SH1996: la note 5 relative au chapitre 84 et les NESH1996 relatives à la position 8471 et à la position 8528

7.642 Les **plaignants** ont examiné la pertinence contextuelle du texte de la note 5 relative au chapitre 84 du SH1996 afin d'interpréter la portée de la concession des Communautés européennes accordant le traitement en franchise de droits pour les "unités d'entrée ou de sortie" dans la sous-position 8471 60. Ils estiment que les notes de chapitres, en particulier la note 5 B) et 5 C) relative au chapitre 84, fournissent un soutien contextuel additionnel pour l'interprétation générale des termes "unités d'entrée ou de sortie" dans le texte de la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE.[855] Par contre, les **Communautés européennes** font valoir que le libellé de ces notes de chapitres concernant les "unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information" confirme que les produits capables de recevoir ou de reproduire des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information peuvent être classés à juste titre dans le chapitre 85 du SH1996[856], "dans la plupart des cas" en recourant à l'application de la RGI 3 c) parce qu'il serait impossible d'identifier la fonction principale d'un moniteur.[857]

7.643 Nous rappelons que l'Organe d'appel a confirmé que le SH pouvait fournir un contexte pertinent additionnel pour l'interprétation d'une concession tarifaire donnée, y compris non seulement l'intitulé du chapitre, de la position et des sous-positions, mais aussi les notes de sections, de chapitres, de positions et de sous-positions, les NESH et les RGI.[858] Les parties conviennent toutes que la version de 1996 du Système harmonisé, sur laquelle est fondée la concession dans la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE, est le document pertinent du SH qui peut fournir un contexte pour le sens ordinaire de cette concession.[859] Le **Groupe spécial** constate donc que les notes de sections, de chapitres, de positions et de sous-positions, les NESH et les RGI auxquelles se sont référées les parties *peuvent être considérées* en tant que contexte pour interpréter les concessions dans la sous-position 8471 60 de la Liste des CE. Ce faisant, nous gardons présente à l'esprit l'affirmation générale de l'Organe d'appel selon laquelle les éléments contraignants du SH peuvent avoir une plus grande valeur probante que ceux qui sont non contraignants.[860]

Note 5 B) et 5 C) relative au chapitre 84 du SH1996

7.644 Les **plaignants** estiment que la note 5 B) a) relative au chapitre 84 du SH1996 permet de considérer une "unité" comme faisant partie d'un système automatique de traitement de l'information lorsqu'"elle est "du type utilisé exclusivement ou principalement" dans un système automatique de traitement de l'information".[861] Ils font valoir que les termes "exclusivement" et "principalement" ont des sens différents. Par conséquent, ils estiment que le simple fait qu'un dispositif d'affichage peut

[855] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138; première communication écrite du Japon, paragraphe 318; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 331. (Pièces US-84, JPN-23; EC-15)

[856] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.

[857] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 159.

[858] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89; *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199; et *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

[859] Réponses des parties à la question n° 132 du Groupe spécial (faisant valoir que le SH1996 s'appliquait au moment de la concession, et que le SH2007 (et ses notes explicatives) ne sont ni le "contexte" prévu dans l'article 31 2) de la Convention de Vienne, ni un élément dont il doit "[être] tenu compte, en même temps que du contexte" en vertu de l'article 31 3) de la Convention de Vienne).

[860] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224.

[861] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 138 et 139 (pièce US-84); deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 332 et 333.

recevoir et reproduire des signaux provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information ne suffit pas pour exclure ce dispositif de la position 8471 du SH1996.[862]

7.645 En particulier, le **Japon** note que la première phrase de la note B) indique que "exclusivement" et "principalement" sont des options.[863] Il fait valoir qu'un produit devrait être considéré en vertu de la note 5 B) comme une "unité" d'une machine automatique de traitement de l'information s'il n'est ni "exclusivement" ni "principalement" du type utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information.[864] Le Japon note que le terme "solely" (exclusivement) signifie "as a single person or thing; without any other as an associate, etc.; alone" (en tant que personne ou chose unique; sans aucun autre qui serait associé, etc.; seul), et que "principally" (principalement) signifie "for the most part; in most case" (dans l'ensemble; dans la plupart des cas).[865] Sur la base de ces définitions, le Japon soutient que le terme "exclusivement" dans la note 5 B) signifie qu'une unité est uniquement utilisée dans un système automatique de traitement de l'information, tandis que "principalement" signifie que l'unité peut être utilisée en liaison avec des machines autres que des systèmes automatiques de traitement de l'information. Ainsi, le Japon estime que les dispositifs d'affichage qui sont capables de recevoir et de reproduire des signaux provenant de sources autres que, exclusivement, un système automatique de traitement de l'information devraient être considérés dans la position 8471 comme étant "principalement" utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information. En exigeant l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information, les mesures communautaires en cause rendent le terme "principalement" dans la note 5 B) a) "inutile".[866]

7.646 Le **Taipei chinois** fait valoir que le sens ordinaire du terme "principally" (principalement) est "1. in the chief case, above all, pre-eminently" (1. dans le cas principal, surtout, de façon prédominante) ou "3. For the most part; in most cases" (3. dans l'ensemble, dans la plupart des cas), ce qui, selon lui, montre clairement que "principalement" n'exclut pas d'autres utilisations.[867] En conséquence, les **États-Unis** et le Taipei chinois estiment qu'une unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information qui est capable de recevoir des signaux provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information peut encore relever du champ de la position 8471 du SH1996 en tant qu'unité de sortie "principalement" destinée à une machine automatique de traitement de l'information.[868]

7.647 Le Japon et le Taipei chinois font aussi valoir que la note 5 C) relative au chapitre 84 s'applique parce qu'elle concerne les "unités présentées isolément d'une machine automatique de

---

[862] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138, deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; première communication écrite du Japon, paragraphe 337; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 334, 337 et 338.

[863] Dans sa première communication, le Japon indique qu'il apparaît que la note 5 B) relative au chapitre 84 ne s'applique pas directement aux "unités présentées isolément" d'"une machine automatique de traitement de l'information", mais aux "unités isolées" des "systèmes" de machines automatiques de traitement de l'information. Le Japon estime que les dispositifs d'affichage en cause ne sont pas nécessairement des parties de "systèmes", ce qui n'explique pas clairement l'applicabilité de la note 5 B). Il examine néanmoins le sens, à la lumière de l'indication de la note 5 par les Communautés européennes (première communication écrite du Japon, paragraphes 332 à 334).

[864] Première communication écrite du Japon, paragraphes 332 à 334.

[865] Première communication écrite du Japon, paragraphes 333 et 334 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), pages 2939 et 2356 (pièce JPN-11)).

[866] Première communication écrite du Japon, paragraphe 337.

[867] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 335 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 2356).

[868] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 334, 337 et 338.

traitement de l'information".[869] Ils considèrent que ce paragraphe donne la lecture la plus générale possible de la position 8471 parce qu'il inclut toute unité "d'"une machine automatique de traitement de l'information et indique que de telles unités doivent être classées dans la position 8471.[870] Le Japon estime que la définition de "de'" – y compris "en rapport avec (une chose) d'une manière définie, précisée ou impliquée par les mots précédents" – indique une application générale et n'exige pas l'exclusivité.[871] Par conséquent, il fait valoir que les moniteurs qui sont capables de recevoir ou de reproduire les signaux d'une machine automatique de traitement de l'information par l'intermédiaire d'une DVI sont des "unités" d'une machine automatique de traitement de l'information, indépendamment de la question de savoir s'ils peuvent reproduire ou recevoir des signaux provenant d'autres sources.[872] Le Taipei chinois souscrit au point de vue du Japon selon lequel l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information n'est pas exigée en vertu de la note 5 C) pour permettre un classement dans la position 8471.[873]

NESH1996 relatives à la position 8471 et à la position 8528

7.648 Les **Communautés européennes** font valoir que le libellé de la NESH1996 relative à la position 8471 concernant les "unités présentées isolément", telles que les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information, confirme que les produits capables de recevoir ou de reproduire des signaux émanant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information peuvent être classés à juste titre dans le chapitre 85 du SH1996.[874] En particulier, les Communautés européennes citent le libellé de la note I D) 1) du SH1996 relative à la position 8471, qui indique ce qui suit: "Les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information sont capables de recevoir un signal émanant uniquement d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information … elles sont pourvues d'organes de connexion typiques au système de traitement des données (interface RS-232C, connecteurs DIN ou SUB-D, par exemple) et ne sont pas équipées de circuit audio."[875] Les Communautés européennes citent en outre la NESH1996 relative à la position 8528, qui indique: "Les moniteurs vidéo de la présente position ne doivent pas être confondus avec les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information décrites dans la note explicative du n° 8471."[876]

7.649 Les **plaignants** estiment qu'il ne faudrait pas s'appuyer sur les NESH relatives aux positions 8471 et 8528 pour éclairer l'interprétation du numéro de position tarifaire 8471 60 90.[877] En

[869] Première communication écrite du Japon, paragraphe 234; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 192.

[870] Première communication écrite du Japon, paragraphe 324.

[871] Première communication écrite du Japon, paragraphe 325.

[872] Première communication écrite du Japon, paragraphes 327 et 328.

[873] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 340.

[874] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.

[875] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 156 et 158.

[876] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 156 et 157. Les Communautés européennes reconnaissent que la Cour européenne de justice, dans sa décision préliminaire relative au différend *Kamino*, a identifié une divergence entre le texte de la NESH relative à la position 8471 et celui de la note 5 B) a) relative au chapitre 84 et statué que la partie contradictoire dans la NESH relative à la position 8471 était inapplicable sur la base de la hiérarchie des notes de la NC et du SH (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 165). Sur cette base, les Communautés européennes reconnaissent que leur justification en matière de classement est "trop rigide" dans la plupart des cas et doit être réexaminée (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 166 et 167).

[877] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 191; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 185. Les États-Unis font valoir que les NESH ne peuvent pas remplacer les notes de chapitres. Le Taipei chinois fait valoir que les

particulier, le Japon et le Taipei chinois font valoir que, en faisant référence aux moniteurs de machines automatiques de traitement de l'information comme étant capables de "recevoir un signal émanant *uniquement* ... d'une machine automatique de traitement de l'information", l'alinéa I D) 1) de la NESH relative à la position 8471 est en contradiction avec le libellé de la note 5 B) a) relative au chapitre 84 qui se rapporte aux unités d'entrée ou de sortie "du type utilisé *exclusivement ou principalement* dans un système automatique de traitement de l'information" (pas d'italique dans l'original), et doit donc être ignoré.[878] Par conséquent, ils rejettent l'idée que la NESH(1996) relative à la position 8471, y compris l'alinéa I D) y afférent, justifie de donner une lecture qui exclut le terme "principalement" de la note 5 B) a) relative au chapitre 84.[879]

Application de la RGI 3 c)

7.650 Dans la mesure où la NESH1996 relative à la position 8471 serait considérée comme dénuée de pertinence, les Communautés européennes font valoir qu'il serait encore nécessaire, "dans la plupart des cas", de recourir à l'application de la RGI 3 c) parce qu'il serait impossible d'identifier la fonction principale d'un moniteur. Elles estiment que l'examen de la question de savoir si un moniteur est utilisé "principalement" avec une machine automatique de traitement de l'information – et donc s'il peut être ou non classé dans la position 8471 du SH1996 – nécessite une analyse au cas par cas sur la base de caractéristiques techniques objectives. Elles font valoir que, dans un tel examen, l'application de la RGI 3 c) peut être nécessaire dans les cas où la fonction principale ne peut pas être identifiée. Si la RGI 3 c) était appliquée, le moniteur pertinent serait alors classé dans l'une des sous-positions du n° 8528 placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération, c'est-à-dire en tant que moniteur vidéo ou appareil récepteur de télévision.[880]

7.651 Les plaignants rejettent ce point de vue.[881] Le Japon fait valoir qu'il n'est pas fondé de recourir à la RGI 3 c) si la question interprétative peut être résolue en se référant au libellé de la position pertinente.[882] De façon générale, le Taipei chinois met en garde contre l'application de la RGI 3 c) en faisant valoir que le classement dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération est arbitraire et "sans fondement économique ou réel".[883] Il estime que l'application de la RGI 3 c) aux dispositifs capables de reproduire des signaux provenant de sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information contreviendrait néanmoins aux obligations des CE en vertu du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans leur Liste, parce que le recours à cette règle donnerait lieu à un classement dans les positions 8531 ou 9013 et non dans la position 8528 comme les Communautés

---

NESH ne sont pas juridiquement contraignantes et qu'il ne faudrait donc pas leur donner une valeur interprétative dans les cas où elles ne concordent pas avec les notes de sections ou de chapitres contraignantes du SH ou avec le libellé des positions du SH.

[878] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 193; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 185; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 18.

[879] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 191; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 17. Le Taipei chinois estime que la Cour européenne de justice, dans le différend *Kamino*, a confirmé que toute NENC et toute NESH qui exigerait l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information pour un classement dans la position 8471 était inapplicable, car elle modifierait la portée de la note 5 B) a) relative au chapitre 84 (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 208).

[880] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 159 et 166.

[881] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 194; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 182.

[882] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 194; réponse du Japon à la question n° 20 du Groupe spécial.

[883] Réponse du Taipei chinois à la question n° 20 du Groupe spécial.

européennes l'ont fait valoir.[884] Les États-Unis estiment que la RGI 3 ne devrait pas être appliquée dans ces circonstances, car les produits en cause ne peuvent en aucun cas être classés en dehors du chapitre 84 ou du chapitre 85.[885]

Examen par le Groupe spécial

7.652 Le **Groupe spécial** note tout d'abord que l'examen des notes du SH1996 dans cette section des rapports est lié à la valeur contextuelle fournie par la note 5 relative au chapitre 84 pour interpréter le sens ordinaire des termes de la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE – à savoir, dans ce cas, l'expression "unités de sortie". Nous reconnaissons que la note 5 du SH1996 relative au chapitre 84 est pertinente pour déterminer si les dispositifs d'affichage à écran plat indiqués par les plaignants – à savoir ceux qui sont pourvus d'une interface DVI ou similaire et/ou sont capables de reproduire et de recevoir les signaux vidéo provenant de machines automatiques de traitement de l'information ainsi que d'autres sources – pourraient relever du champ de la position 8461 60. Nous commençons donc notre analyse de la question de savoir quel est le contexte fourni par la note 5 pour interpréter la concession dans la position 8471 60.

7.653 La note 5 du SH1996 relative au chapitre 84 indique ce qui suit[886]:

"Chapitre 84

Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, dispositifs et engins mécaniques; parties de ces machines ou dispositifs

Notes.

[…]

5.A) On entend par machines automatiques de traitement de l'information au sens du n° 84.71:

a) les machines numériques aptes à 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes; 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur; 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur; et 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement;

b) les machines analogiques aptes à simuler des modèles mathématiques comportant, au moins: 1) des organes analogiques, des organes de commande et des dispositifs de programmation;

[884] Le Taipei chinois estime que l'application de la RGI 3 c) par les Communautés européennes serait malgré tout incompatible avec leurs obligations parce qu'elle n'entraînerait pas un classement des dispositifs d'affichage dans la position 8528, mais dans les positions 8531 ou 9013 en franchise de droits qui sont susceptibles d'être valablement prises en considération et sont placées après la position 8528 par ordre de numérotation (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 340; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 186).

[885] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial.

[886] Pièces US-84; JPN-23; EC-15.

c) les machines hybrides comprenant une machine numérique associée à des éléments analogiques ou une machine analogique associée à des éléments numériques.

B) Les machines automatiques de traitement de l'information peuvent se présenter sous forme de systèmes comprenant un nombre variable d'unités distinctes. Sous réserve des dispositions du paragraphe E) ci-après, est à considérer comme faisant partie du système complet, toute unité remplissant simultanément les conditions suivantes:

a) être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information;

b) être connectable à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités; et

c) être apte à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par le système.

C) Les unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, relèvent du n° 84.71.

D) Les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui remplissent les conditions énoncées aux paragraphes B) b) et B) c) ci-dessus sont toujours à classer en tant qu'unités dans le n° 84.71.

E) Les machines exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information, incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine sont à classer dans la position correspondant à leur fonction ou, à défaut, dans une position résiduelle.

[…]

Notes de sous positions.

1.- Au sens du n° 8471.49, on entend par systèmes les machines automatiques de traitement de l'information dont les unités répondent simultanément aux conditions énoncées dans la note 5 B) du chapitre 84 et qui comportent au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée (un clavier ou un lecteur, par exemple) et une unité de sortie (une console de visualisation ou une imprimante, par exemple)."

7.654 Les parties ont examiné en outre la pertinence des NESH1996 relatives aux positions 8471 et 8528.

7.655 La NESH1996 relative à la position 8471 indique ce qui suit:

"I.- Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités

(…)

D.- Unités présentées isolément

La présente position couvre également les diverses unités des systèmes de traitement de l'information présentées isolément. Celles-ci peuvent se présenter sous forme d'unités placées dans une enveloppe distincte et destinées à être connectées par des câbles à d'autres appareils d'un système, par exemple, ou sous forme d'unités sans enveloppe distincte et conçues pour être placées dans un appareil (dans le circuit principal d'une unité centrale de traitement, par exemple). Sont considérées comme unités constitutives de ces systèmes, les unités définies dans les parties A et B ci-dessus comme faisant partie des systèmes complets.

Parmi les unités constitutives visées, il convient de signaler les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information qui présentent de manière graphique les données traitées. Ces unités diffèrent des moniteurs vidéo et des récepteurs de télévision du n° 8528 à plusieurs égards et notamment sur les points ci-après:

1) Les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information sont capables de recevoir un signal émanant uniquement d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information et ne sont pas, dès lors, en mesure de reproduire une image en couleurs à partir d'un signal vidéo composite dont les ondes ont une forme qui correspond à une norme de diffusion (NTSC, SECAM, PAL, D-MAC ou autre). À cet effet, elles sont pourvues d'organes de connexion typiques au système de traitement des données (interface RS-232C, connecteurs DIN ou SUB-D, par exemple) et ne sont pas équipées de circuit audio. Elles sont commandées par des adaptateurs spéciaux (adaptateurs monochromes ou graphiques, par exemple) qui sont intégrés dans l'unité centrale de traitement de la machine de traitement de l'information.

2) Ces unités d'affichage se caractérisent par une faible émission de champ magnétique. Le pas des écrans utilisés en informatique dont elles sont équipées commence à 0,41 mm pour une résolution moyenne et diminue au fur et à mesure que la résolution augmente.

3) Afin de présenter des images de petites dimensions mais d'une définition élevée, la dimension des points (pixels) sur l'écran est plus petite et la convergence plus forte dans les unités d'affichage de la présente position que dans les moniteurs vidéo et les récepteurs de télévision du n° 85.28. (La convergence est la capacité du ou des canons à électrons d'exciter un seul point de la surface de l'écran cathodique sans exciter les points adjacents.)

4) Dans ces unités d'affichage, la fréquence vidéo (largeur de bande), qui est la mesure qui détermine combien de points peuvent être transmis par seconde pour former l'image, est généralement de 15 MHz ou plus alors que, dans les moniteurs vidéo du n° 85.28, la largeur de bande ne dépasse généralement pas 6 MHz. La fréquence de balayage horizontal de ces unités d'affichage varie en fonction des normes utilisées pour différents modes d'affichage et va généralement de 15 kHz à plus de 155 kHz. De nombreux types d'unités d'affichage peuvent utiliser de multiples fréquences de balayage horizontal. La fréquence de balayage horizontal des moniteurs vidéo du n° 85.28 est fixe, généralement de l'ordre de 15,6 ou 15,7 kHz, selon la norme de télévision utilisée. Par ailleurs, les unités d'affichage de machines

automatiques de traitement de l'information ne fonctionnent pas suivant les normes de fréquence internationales ou nationales adoptées en matière de diffusion publique ou suivant les normes de fréquence adoptées pour la télévision en circuit fermé.

5) Les unités d'affichage de la présente position comprennent fréquemment des mécanismes permettant le réglage de l'inclinaison et du pivotement, des écrans sans reflet, sans scintillement ainsi que d'autres caractéristiques ergonomiques de conception destinées à permettre à l'opérateur de travailler sans fatigue pendant de longues périodes à proximité de l'unité. …"[887]

7.656 La note explicative du SH1996 relative à la position 8528 indique:

"La présente position comprend les appareils récepteurs de télévision (y compris les moniteurs vidéo et les projecteurs vidéo), même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images.

Parmi les appareils de la présente position, on peut citer:

1) Les récepteurs de télévision des types utilisés dans les ménages (récepteurs de table, récepteurs-meubles, etc.), y compris les postes à jetons.

(…)

5) Les moniteurs vidéo, qui sont des récepteurs reliés directement par câbles coaxiaux à la caméra vidéo ou au magnétoscope et dans lesquels ont été supprimés tous les circuits de radiofréquence, se présentent comme des appareils à usage professionnel utilisés dans les régies de contrôle des stations de télévision ou dans la télévision en circuit fermé (aéroports, gares, sidérurgie, chirurgie, etc.). Pour l'essentiel, ces appareils sont constitués de dispositifs réalisant la création et la déviation d'un point lumineux sur un écran, en synchronisme avec les signaux de la source et d'un ou de plusieurs amplificateurs vidéo permettant de faire varier l'intensité du point lumineux. Ils peuvent avoir leurs entrées rouge (R), vert (G) et bleu (B) séparées ou codées selon n'importe quelle norme (NTSC, SECAM, PAL, D-MAC ou autre). Pour la réception de signaux codés, le moniteur doit être équipé pour le décodage (séparation) des signaux R, G et B. Le moyen couramment utilisé pour la reconstruction de l'image est le tube cathodique à vision directe ou le projecteur à trois tubes cathodiques, mais il existe des moniteurs utilisant d'autres moyens pour arriver au même but (écran à cristaux liquides, rayons lumineux déviés sur un film d'huile, par exemple).

Les moniteurs vidéo de la présente position ne doivent pas être confondus avec les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information décrites dans la Note explicative du n° 84.71.

(…)

*
* *

[887] Pièce EC-11.

> Sont exclus de la présente position:
>
> a) Les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information, même présentées isolément (n° 84.71) …".[888]

7.657 Les parties ont aussi examiné la pertinence de la RGI 3 c), qui dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où les règles 3 a) et 3 b) ne permettent pas d'effectuer le classement, la marchandise est classée dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération."

7.658 Enfin, en ce qui concerne cette règle, la Note explicative VI du SH1996 relative à la note de section 3 indique ce qui suit:

> "En règle générale, une machine conçue pour assurer plusieurs fonctions différentes est classée selon la fonction principale qui la caractérise.
>
> (…)
>
> Dans le cas où il n'est pas possible de déterminer la fonction principale et en l'absence de dispositions contraires visées dans le libellé de la note 3 de la section XVI, il y a lieu de faire application de la Règle générale interprétative 3 c); il en est ainsi, par exemple, des machines à fonctions multiples susceptibles de relever indifféremment de plusieurs des n° 84.25 à 84.30, de plusieurs des n° 84.58 à 84.63 ou de plusieurs des n° 84.69 à 84.72."[889]

7.659 Nous rappelons, d'après le paragraphe 7.34 ci-dessus, que l'article 1 a) de la Convention sur le SH dispose que le SH comprend des positions et sous positions et les codes numériques y afférents, ainsi que les notes de sections, de chapitres et de sous-positions et les RGI. En vertu de l'article 3.1 a) de la Convention sur le SH, chaque partie contractante cherche à faire en sorte que sa nomenclature nationale soit conforme au SH, à utiliser les positions et sous-positions du SH sans adjonction ni modification et à appliquer les RGI et toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions et, ce faisant, à ne pas modifier la portée des sections, des chapitres, des positions ou des sous-positions du Système harmonisé.[890]

7.660 Les RGI énoncent les principes d'interprétation qui régissent la classification des marchandises. La RGI 1 dispose ce qui suit:

> "Le libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative, le classement *étant* ["*shall* be" en anglais] déterminé légalement d'après les termes des positions *et* des notes de sections ou de chapitres et, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes, d'après les règles suivantes:" (pas d'italique dans l'original)

7.661 Nous observons que la note 5 du SH1996 relative au chapitre 84 et la position elle-même sont organisées d'une façon similaire. La note 5 A) définit une machine automatique de traitement de l'information; la note 5 B) décrit comment une "unité" peut être considérée comme faisant partie d'un

---

[888] NESH1996 relative à la position 8528 (pièce EC-17).
[889] Pièce EC-16.
[890] Pièces EC-15; US-8; TPKM-6.

"système complet"; la note 5 C) porte sur les unités présentées isolément; la note 5 D) sur les imprimantes, les claviers, les dispositifs à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques; et la note 5 E) sur les machines incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine et exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information.

7.662 S'agissant des trois critères énoncés dans la note 5 B), nous notons que le principal désaccord entre les parties porte sur la pertinence de la prescription énoncée dans la note 5 B) a) concernant la détermination de la portée de l'expression "unités de sortie" dans la sous-position 8471 60. En effet, pour être considérée comme une partie d'un système complet, l'"unité" doit être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Les Communautés européennes ne contestent pas que la note de chapitre 5 B) est applicable à la question de savoir quels types de produits relèvent de la sous-position 8471 60, et qu'un produit doit être utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information pour être visé par la concession.[891] Toutefois, elles font valoir que la NESH1996 relative à la position 8471 est pertinente pour l'interprétation de la note 5 B) a).[892]

7.663 En réponse à une question posée par le Groupe spécial sur le sens de l'expression "du type" figurant dans la note 5 B) a), le secrétariat de l'OMD explique que le Comité de la nomenclature du Système harmonisé a examiné la question mais s'est abstenu de publier une règle interprétative définissant l'expression. Par conséquent, de l'avis du secrétariat de l'OMD, il "semble[rait] raisonnable de conclure que le Comité de la nomenclature laissait en fait chaque administration interpréter les expressions pour les appliquer, au cas par cas, dans le contexte du classement d'articles spécifiques".[893]

7.664 Nous notons qu'il est dit dans le texte introductif de la note 5 B) que la note fournit des indications pour déterminer si une unité peut être considérée comme faisant partie d'un système complet. Nous ne sommes pas convaincus qu'une unité doive être considérée comme une *partie d'un système complet* pour correspondre au sens des termes "unités d'entrée ou de sortie" employés dans la sous-position 8471 60, car une unité pourrait aussi être présentée isolément comme il est expliqué dans la note 5 C) ou correspondre au sens de la note 5 D).[894] La note 5 C) indique que les unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, "relèvent du n° 8471". En outre, la note 5 D) indique que les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui satisfont aux termes de la note 5 B) b) et B) c) sont toujours à classer en tant qu'unités dans la position 8471.

---

[891] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 130.

[892] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158.

[893] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, pages 5 et 6.

[894] Le Groupe spécial note que la sous-position 8471 60 du SH1996 ne fait pas référence à des "systèmes" ou des "systèmes complets", et que la sous-position 8471 49 du SH1996 est la seule sous-position du n° 8471 du SH1996 qui fait référence à des systèmes. Cela peut poser la question de savoir – bien que les parties n'aient pas soulevé cette question dans le présent différend – si la note 5 B) est applicable à toutes les "unités" ou seulement aux unités qui doivent être considérées comme faisant partie d'un système complet. Nous notons qu'au paragraphe 7.626 ci-dessus, sur la base du sens courant des termes, nous avons considéré qu'une unité d'une machine automatique de traitement de l'information est un dispositif qui fait "partie d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information" et qui exécute "au moins une fonction spécifiée comprenant l'envoi/la réception de signaux, d'informations ou de données provenant d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information". Le Groupe spécial n'exclut pas une interprétation selon laquelle les "unités" pourraient néanmoins relever de la note 5 C) ou 5 D), par exemple, mais il ne pense pas que cela fasse une différence substantielle dans les circonstances du présent différend et ne juge donc pas nécessaire de se prononcer en la matière.

7.665 Nous sommes d'avis que ces dispositions de la note de chapitre doivent être lues globalement et ne peuvent pas être lues d'une façon telle que la question de savoir si un dispositif particulier relève de la position 8471 dépendrait de la manière dont il est présenté à la frontière, à savoir isolément ou en tant que partie d'un système complet. Nous notons aussi que la prescription énoncée dans la note 5 B) a) selon laquelle les unités doivent être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" rejoint ce que nous avons déjà constaté comme étant le sens courant d'une "unité "d'"une machine automatique de traitement de l'information".[895] Nous rappelons aussi qu'un système automatique de traitement de l'information est défini dans la note de sous-position comme comportant au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une unité de sortie.[896] Par conséquent, indépendamment de la question de savoir si une unité est présentée en tant que partie d'un système automatique de traitement de l'information complet ou isolément, cette unité doit être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information".

7.666 Le terme "principally" (principalement) signifie "for the most part; in most case" (dans l'ensemble; dans la plupart des cas), "in the chief case, above all, pre-eminently" (dans le cas principal, surtout, de façon prédominante), ou "for the most part; in most cases" (dans l'ensemble; dans la plupart des cas).[897] La formulation des termes "exclusivement" ou "principalement" en tant qu'alternatives signifie donc qu'il n'est pas nécessaire qu'une unité soit utilisée exclusivement dans un système automatique de traitement de l'information pour qu'elle soit classée dans la position 8471. La note 5 C) est formulée différemment en faisant référence aux "unités *d'*une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément", mais, à notre avis, la note 5 doit être lue globalement et dans son intégralité pour que la position 8471 ne s'applique pas de différentes manières aux unités, qu'elles soient présentées isolément ou en tant que parties d'un système complet. En conséquence, nous considérons que le terme "d'" dans la note 5 C) renvoie aux conditions énoncées dans la note 5 B).

7.667 Nous notons que la NESH1996 relative à la position 8471 semble contredire la note de chapitre 5 B) a) du SH1996. En particulier, le chapitre I D) de la NESH1996 relative à la position 8471 indique que les unités de systèmes de traitement de l'information présentées isolément peuvent faire partie d'un système complet, comme il est indiqué ci-dessus. Toutefois, le point 1) dudit chapitre indique que "[l]es unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information sont capables de recevoir un signal émanant *uniquement* d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information" (pas d'italique dans l'original), tandis que la note de chapitre 5 indique que la position 8471 couvre aussi les unités qui sont utilisées principalement avec une machine automatique de traitement de l'information. Comme une note explicative ne peut pas modifier la portée du SH, nous considérons que le chapitre I D) de la NESH1996 relative à la position 8471 ne justifie pas d'exclure les dispositifs d'affichage à écran plat de la position 8471 pour la simple raison qu'ils peuvent aussi être connectés à des sources autres qu'une machine automatique de

[895] Voir le paragraphe 7.626 ci-dessus où nous avons indiqué que, sur la base du sens courant des termes, les unités d'une machine automatique de traitement de l'information sont les dispositifs qui font partie d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information et qui exécutent au moins une fonction spécifiée comprenant l'envoi/la réception de signaux, d'informations ou de données provenant de la machine ou du système automatique de traitement de l'information.

[896] Note de sous-position 1 (pour le n° 8471 49) citée dans la première communication écrite du Japon, note de bas de page 69. La note de sous-position 1 précise que, au sens du n° 8471.49, on entend par "systèmes" les ordinateurs "dont les unités répondent simultanément aux conditions énoncées dans la note 5 B) du chapitre 84 et qui comportent au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée (un clavier ou un lecteur, par exemple) et une unité de sortie (une console de visualisation ou une imprimante, par exemple)".

[897] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 335 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 2356).

traitement de l'information.[898] À cet égard, nous notons que, dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a expliqué que les notes de chapitres du Système harmonisé, qui sont contraignantes, peuvent avoir une plus grande valeur probante que les notes explicatives du SH.[899] Nous sommes d'avis que les notes de chapitres donnent ici des indications pertinentes.

7.668 La note 5 D) fournit un contexte additionnel pour comprendre quelles sont les caractéristiques essentielles d'une "unité d'entrée ou de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information. La note 5 D) indique qu'une imprimante, un clavier ou un dispositif à coordonnées x, y qui satisfont aux termes de la note 5 B) b) et B) c) relèvent de la position 8471. Cela peut vouloir dire que les critères énoncés dans la note 5 B) b) et B) c) sont importants pour les unités relevant de la position 8471. Toutefois, les implications concernant la pertinence de la note 5 B) a) ne sont pas claires, car il se peut seulement que les types d'unités énumérés dans la note 5 D) fassent si clairement partie d'un système d'une machine automatique de traitement de l'information qu'il ne soit pas nécessaire d'examiner si ces unités sont du type utilisé exclusivement ou principalement avec une machine automatique de traitement de l'information.

7.669 Enfin, la note 5 E) relative au chapitre 84 du SH1996 indique un classement des machines incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine et exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information. Conformément à cette note, ces machines "sont à classer dans la position correspondant à leur fonction ou, à défaut, dans une position résiduelle". Toutefois, nous n'avons été saisis d'aucun argument selon lequel les produits en cause dans le présent différend sont des "machines incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine et exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information". Dans la note 5 E), rien n'indique la manière dont il faut déterminer si un produit qui effectue le traitement de l'information *et* exerce une fonction propre autre que le traitement de l'information peut relever du champ de la position 8471. Le Groupe spécial note que les moniteurs qui peuvent servir d'unités d'affichage d'une machine automatique de traitement de l'information ne semblent donc pas visés par la note.

7.670 Notre analyse de la note 5 relative au chapitre 84 du SH1996 et de la NESH1996 relative à la position 8471 nous a amenés à considérer que les "unités" d'une machine automatique de traitement de l'information qui sont du type utilisé exclusivement ou principalement avec une machine automatique de traitement de l'information doivent relever de la position 8471, indépendamment de la question de savoir si elles sont présentées isolément ou en tant que parties d'un système complet. Cela vaut également pour les unités qui sont des imprimantes/claviers/unités à coordonnées x, y ou des unités de mémoires à disques. Cela donne des indications contextuelles importantes sur les paramètres de la portée de cette concession. La portée globale de la note de chapitre renforce notre conclusion selon laquelle la position 8471 est d'ordre général.

7.671 Cette analyse éclaire davantage notre interprétation selon laquelle les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information relevant de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE incluent les dispositifs qui sont "du type utilisé exclusivement ou principalement

[898] À cet égard, nous notons que la Cour européenne de justice a statué que le point 1 du chapitre I D) de la NESH1996 devait être considéré comme inapplicable, car la prescription selon laquelle les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information doivent être capables de recevoir un signal émanant *uniquement* d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information aurait pour effet de modifier et, notamment, de restreindre la portée de la note 5 B) a) relative au chapitre 84 de la nomenclature combinée (voir Cour européenne de justice (Kamino), paragraphes 49 et 50 (pièce TPKM-52)).

[899] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224.

dans un système automatique de traitement de l'information" et qui exercent au moins une fonction spécifiée comprenant la réception ou la fourniture de données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système automatique de traitement de l'information". Plus spécifiquement, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50). Ces notes éclairent aussi notre interprétation selon laquelle les dispositifs aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information en recevant ou en fournissant des données en provenance ou à destination d'une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas tous *nécessairement* être considérés comme des unités d'entrée ou de sortie relevant de la position 8471.

7.672 Enfin, nous faisons observer que la RGI 1 prescrit aux parties contractantes au Système harmonisé de tenir compte des termes des positions et des notes de sections ou de chapitres pertinentes pour classer les marchandises à leurs frontières, et, sinon, de procéder conformément aux principes énoncés dans les RGI 2 à 6 restantes. Nous notons que la RGI 2 vise les articles incomplets ou non finis, ou les mélanges ou associations, qui ne sont aucunement concernés en l'espèce. La RGI 3 énonce les règles applicables lorsque les marchandises peuvent *prima facie* être classées dans deux ou plusieurs positions.[900] Nous notons que nous n'avons pas besoin d'examiner plus avant cette question, car elle n'est pas pertinente dans les circonstances de la présente affaire. La question dont nous sommes saisis est de savoir si au moins certains produits en cause (à savoir ceux ayant des caractéristiques particulières, telles qu'être doté d'un connecteur DVI et/ou avoir la capacité de recevoir et d'afficher des signaux provenant de sources automatiques de traitement de l'information ou non) relèvent du champ du n° 8471 60. Il ne nous incombe pas de déterminer si tous ces produits sont visés par la concession ou si, dans certains cas, des produits ayant ces caractéristiques peuvent être considérés à juste titre comme visés par d'autres concessions. Nous constatons que les RGI 4 à 6 sont également inapplicables ici.

Autres parties de la Liste des CE

7.673 Lorsqu'elles ont répondu aux allégations distinctes des plaignants au titre de l'article II concernant la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat et le numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE, les Communautés européennes ont indiqué que la position 8528 du SH1996 pouvait être une autre position pertinente dans laquelle les produits examinés par les plaignants devraient être classés.

7.674 Nous observons que la structure générale de la position 8528 dans la Liste des CE, qui est identique à la position 8528 du SH1996, est la suivante:

[900] Nous notons que, dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a expliqué qu'un examen de la portée d'un engagement tarifaire était une première étape qui ne devrait pas être confondue avec la détermination de la position dans laquelle il convient de classer un produit. Il a expliqué que la RGI 3 était uniquement pertinente dans un exercice de classement. (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 234). Nous notons que la RGI 3 c) fournit des indications générales dans les cas où le classement ne peut pas être déterminé sur la base de la désignation spécifique d'une position ou du caractère essentiel d'une marchandise. Nous ne pensons donc pas que cette disposition éclaire, dans les circonstances de la présente affaire, notre interprétation de l'expression "unité de sortie" figurant dans la position 8471.

SH1996	Désignation
8528	Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo:
	- Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images
8528 12	-- En couleurs
8528 13	-- En noir et blanc ou en autres monochromes
	- Moniteurs vidéo:
8528 21	-- En couleurs
8528 22	-- En noir et blanc ou en autres monochromes
8528 30	- Projecteurs vidéo

7.675 Les **Communautés européennes** estiment qu'une question essentielle portée devant le Groupe spécial est celle de savoir si les produits examinés par les plaignants sont visés par la concession: i) dans le numéro de position tarifaire 8471 60 90, ii) dans l'une quelconque des sous-positions 8528 21 et 8528 22, et 8528 12 et 8528 13, en tant que "moniteurs vidéo" ou "appareils récepteurs de télévision", ou iii) *prima facie* dans le numéro de position tarifaire 8471 60 90 et toute sous-position du n° 8528.[901] Nous notons que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'analyse détaillée du sens qui devrait être attribué aux termes des sous-positions du n° 8528 du SH1996 qui ont été indiquées ni de leur champ d'application.

7.676 Les **plaignants** estiment que le sens ordinaire des termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90, considérés dans le contexte de la sous-position 8471 60 du SH1996 et de la note 5 relative au chapitre 84 du SH1996, étaye leur point de vue selon lequel un dispositif qui est utilisé principalement pour les ordinateurs mais est aussi capable de recevoir un signal provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui est équipé d'une DVI ou d'une interface similaire, est une "unité" d'une machine automatique de traitement de l'information au sens ordinaire du libellé de la position 8471 du SH1996.[902]

7.677 Le Groupe spécial examinera ci-dessous la pertinence de la question de savoir si les produits en cause sont visés à juste titre par la concession relative à la position 8528 du SH1996 passible de droits, dans la mesure où cela entre en ligne de compte. Ici, nous examinons uniquement le point de savoir si les termes de la position 8528 du SH1996 sont pertinents pour l'interprétation du champ d'application du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE.

7.678 Nous ne pensons pas que les termes de la position 8528 aident à déterminer, d'une manière générale, le sens à donner à l'expression "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information dans la concession en cause. Le mot "unité", ou toute explication de ce terme, n'apparaît pas dans la position. Au lieu de cela, les termes "Appareils récepteurs de télévision" et "Moniteurs vidéo" occupent une place importante.

7.679 Comme on l'a relevé ci-dessus, dans les circonstances de la présente affaire, nous n'estimons pas nécessaire de nous prononcer sur la question de savoir si certains produits en cause, à savoir les dispositifs d'affichage à écran plat dotés d'une DVI et/ou ayant la capacité de recevoir et d'afficher des

[901] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 100 et 101.
[902] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 188; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 142.

signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources, peuvent relever du champ de la position 8528 en vertu des règles interprétatives du SH considérées en tant que contexte. La question dont nous sommes saisis est celle de savoir si *certains* de ces produits relèvent du champ de la position 8471 60. Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner plus avant la position 8528.

7.680 En conséquence, nous constatons qu'une analyse des autres parties de la Liste des CE, en dehors des termes de la sous-position 8471 60, ne fournit pas d'indications additionnelles importantes pour interpréter la portée de la concession relative à la position 8471 60 dans la Liste des CE.

iii) Objet et but (article 31 de la Convention de Vienne*)*

Arguments des parties

7.681 Nous rappelons que, dans notre examen des arguments des parties concernant l'objet et le but[903], les **plaignants** ont fait valoir que l'objet et le but reconnus de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 étaient d'assurer la sécurité et la prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce.[904] Les plaignants estiment que les objectifs de sécurité et de prévisibilité exigent aussi que les concessions visent même des produits qui n'existaient pas sous cette forme au moment où elles ont été accordées, tant que ces produits sont conformes aux termes des concessions considérées.[905] Les plaignants notent aussi que l'*Accord sur l'OMC* et le GATT de 1994 reconnaissent que "l'accroissement de la production et du commerce de marchandises" constitue un autre objet et un autre but essentiels dont la réalisation est servie par les réductions mutuellement réciproques des tarifs douaniers. En outre, ils font valoir que l'ATI pouvait être pertinent pour analyser l'objet et le but du GATT de 1994 parce que c'est un instrument ayant rapport au GATT de 1994.[906]

7.682 Les **Communautés européennes** estiment que l'approche interprétative des plaignants est trop générale et qu'elle compromet la sécurité juridique et la prévisibilité des concessions tarifaires en créant le risque que les Membres hésitent à poursuivre le processus de libéralisation dans le cadre de l'ATI.[907]

Examen par le Groupe spécial

7.683 Le **Groupe spécial** a conclu que l'objet et le but pertinents dans le présent différend sont l'objet et le but généraux de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 dans leur ensemble, qui consistent à assurer la sécurité et la prévisibilité des concessions négociées par les parties visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction des tarifs douaniers et des autres

[903] Voir les paragraphes 7.537 à 7.549 ci-dessus.

[904] Réponse des plaignants à la question n° 1 du Groupe spécial; première communication écrite du Japon, paragraphe 172 (faisant référence au paragraphe 3 du Préambule de l'Accord de Marrakech); rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.460, et rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 243 et 288; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 409 et 410; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 144 et 145; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 282.

[905] Première communication écrite du Japon, paragraphe 177; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 289 et 290, 627 à 630; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 444.

[906] Réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 1 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 15.

[907] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 170 à 172.

obstacles au commerce. Nous avons conclu que l'ATI ne devrait pas être considéré comme une base pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994.

7.684 Le Groupe spécial ne pense pas que l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994 fournissent des indications importantes dans les circonstances de l'exercice d'interprétation dont il est saisi. Néanmoins, il estime que l'interprétation de la concession en cause examinée ci-dessus est compatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC. Plus spécifiquement, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50).

iv) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne*)*

7.685 Nous rappelons que, plus haut[908], les **Communautés européennes** ont fait valoir que la pratique spécifique des États-Unis en matière de classement et la pratique des participants à l'ATI entre 1997 et 1999 fournissent d'autres moyens pertinents pour interpréter la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat.[909] À cet égard, les Communautés européennes comparent des sous-positions particulières du SH notifiées par les participants à l'ATI en 1997 avec les mises à jour des sous-positions du SH concernant la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat qui ont été notifiées par les participants à l'ATI en 1999.

7.686 Le **Groupe spécial** a déterminé que les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes en ce qui concerne les sous-positions du SH notifiées par les participants à l'ATI n'étaient pas pertinents pour examiner la "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne.[910] Nous avons aussi conclu que les éléments de preuve étaient trop limités pour tirer des conclusions sur la "constance" de la pratique des États-Unis en matière de classement en général.[911]

7.687 Nous n'examinons donc pas plus avant les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes concernant l'existence d'une pratique constante pour la série potentielle des différents produits qui peuvent être classés dans la sous-position 8471 60 du SH ou dans d'autres positions examinées en l'espèce, telle que le n° 8528 du SH.

v) Autres arguments

Arguments des parties

7.688 Le **Taipei chinois** estime que la sous-position 8528 51, telle qu'elle apparaît dans le SH2007, étaye aussi la conclusion que les dispositifs d'affichage à écran plat du type utilisé au moins *principalement* avec une machine automatique de traitement de l'information doivent être classés dans une position où ils sont considérés comme des unités de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information. Le Taipei chinois fait valoir que, dans le SH2007, la note 5 relative au chapitre 84 indique que les unités de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information qui pouvaient être classées dans la sous-position 8471 60 du SH1996 peuvent maintenant être classées dans la sous-position 8528 51 en tant que moniteurs "[d]es types *exclusivement ou principalement* destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 84.71". Le Taipei chinois

[908] Voir les paragraphes 7.550, 7.553 et 7.555 ci-dessus.
[909] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 174 à 177.
[910] Voir le paragraphe 7.563 ci-dessus.
[911] Voir le paragraphe 7.564 ci-dessus.

note aussi que, dans le SH2007, la prescription d'utilisation "exclusive ou principale", qui figurait précédemment dans le texte de la note 5 B) a) relative au chapitre 84 du SH1996 pour la position 8471, est désormais incluse dans les termes mêmes de la sous-position 8528 51. À son avis, cette modification montre que la notion d'une prescription d'"utilisation exclusive" pour une unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information a été rejetée.[912]

7.689 Les **Communautés européennes** ont fait valoir que les versions ultérieures du SH n'étaient pas pertinentes pour l'interprétation des concessions en cause en l'espèce qui ont été établies sur la base du SH1996.[913]

Examen par le Groupe spécial

7.690 Le **Groupe spécial** note que le Taipei chinois n'a pas précisé que le Groupe spécial devrait examiner la pertinence du SH2007 en tant que moyen complémentaire d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne.

7.691 Nous avons constaté, en interprétant l'engagement des Communautés européennes relatif au numéro de position tarifaire 8471 60 90 conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, que la concession visait les dispositifs qui font partie d'une "machine automatique de traitement de l'information", sont "du type utilisé exclusivement ou principalement par un système automatique de traitement de l'information" et exercent au moins une fonction spécifiée comprenant la réception ou la fourniture de données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système automatique de traitement de l'information". Plus spécifiquement, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50).

7.692 Nous rappelons que, en vertu de l'article 32 de la Convention de Vienne, il peut être fait appel à des "moyens complémentaires d'interprétation" dans deux circonstances distinctes, à savoir soit pour confirmer le sens des termes du traité résultant de l'application de l'article 31, soit pour déterminer ce sens, mais seulement si l'interprétation au titre de l'article 31 a laissé le sens ambigu ou obscur ou a conduit à un résultat manifestement absurde ou déraisonnable.[914] Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a indiqué que des documents qui ont été publiés, des événements qui se sont produits ou une pratique qui a été suivie ultérieurement à la conclusion du traité pouvaient être pertinents pour un examen au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne dans la mesure où les instruments ou les documents reflétaient les "intentions communes des parties au moment de la conclusion" du traité.[915] Toutefois, l'Organe d'appel a souligné qu'un tel examen devait être effectué au cas par cas.

7.693 Par ailleurs, s'agissant des éléments qui peuvent être considérés comme des "moyens complémentaires d'interprétation", nous rappelons l'explication donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, selon laquelle la référence aux "travaux préparatoires" et aux "circonstances dans lesquelles le traité a été conclu" à l'article 32 n'est pas exhaustive, et selon laquelle "un interprète a une certaine flexibilité lorsqu'il s'agit de prendre en considération les moyens

[912] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 343 à 346.
[913] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 407.
[914] Voir le paragraphe 7.65.
[915] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 305.

complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties".[916]

7.694 Il s'ensuit donc que le fait que le SH2007 ne constitue pas des travaux préparatoires ou des circonstances dans lesquelles le traité a été conclu n'empêche pas en soi qu'il puisse être considéré comme un moyen complémentaire d'interprétation au titre de l'article 32. Et le fait que le SH2007 a été établi ultérieurement à la conclusion du traité ne peut pas non plus être en soi une raison de l'écarter au titre de l'article 32, tant qu'il sert à indiquer quelles étaient les "intentions communes des parties" au moment de la conclusion du traité, c'est-à-dire au moment où les parties ont consolidé leurs listes.[917]

7.695 Nous notons que le SH évolue constamment et que le SH2007 est en fait sa deuxième mise à jour depuis 1996.[918] Si la version actuelle du SH, ses notes de chapitres ou ses notes explicatives contenaient des renseignements indiquant les intentions communes des parties au moment de la conclusion du traité, elles pourraient servir de moyens complémentaires d'interprétation.

7.696 Nous notons que, dans le SH2007, le code NC 8471 60 90 qui figure dans la Liste des CE ne s'applique plus, et que la sous-position pertinente est désormais le n° 8528 51 du SH2007. Nous observons que la position 8528 du SH2007 est libellée comme suit:

	Désignation
8528	Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareils de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images.
	- Moniteurs à tube cathodique:
8528 41	-- Des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 84.71
8528 49	-- Autres
	- Autres moniteurs:
8528 51	-- Des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 84.71
8528 59	-- Autres
	- Projecteurs
8528 61	-- Des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 84.71
8528 69	-- Autres

[916] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 283 et 305, note de bas de page 574 (s'appuyant sur l'utilisation des mots "et notamment" dans le texte de l'article 32 pour indiquer son caractère non exhaustif).

[917] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 305 (note de bas de page omise).

[918] Nous notons que le Comité du SH procède à un examen périodique du SH, environ tous les quatre à six ans. Depuis la version du SH qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1996 (celle sur laquelle les concessions en l'espèce ont été fondées), de nouvelles versions sont entrées en vigueur le 1er janvier 2002 (SH2002) et le 1er janvier 2007 (SH2007). Il est prévu qu'un cinquième ensemble de modifications entrera en vigueur le 1er janvier 2012.

	Désignation
	- Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:
8528 71	-- Non conçus pour incorporer un dispositif d'affichage ou un écran vidéo
8528 72	-- Autres, en couleurs
8528 73	-- Autres, en noir et blanc ou en autres monochromes

7.697 Par ailleurs, nous observons que la note 5 C) et D) relative au chapitre 84 du SH2007 diffère des notes du SH1996 de la façon suivante:

> "C) Sous réserve des dispositions des paragraphes D) et E) ci-après, est à considérer comme faisant partie d'un système de traitement automatique de l'information toute unité remplissant simultanément les conditions suivantes:
>
> i) être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information;
>
> ii) être connectable à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités; et
>
> iii) être apte à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par le système."
>
> "D) Le n° 84.71 ne couvre pas les appareils ci-après lorsqu'ils sont présentés isolément, même s'ils remplissent toutes les conditions énoncées à la note 5 C):
>
> (…)
>
> v) les moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision."[919]

[919] Nous rappelons que la note 5 du SH1996 relative au chapitre 84 dispose ce qui suit:
"5. A) On entend par machines automatiques de traitement de l'information au sens du n° 84.71:
a) les machines numériques aptes à 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes; 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur; 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur et 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement;
b) les machines analogiques aptes à simuler des modèles mathématiques comportant, au moins: des organes analogiques, des organes de commande et des dispositifs de programmation;
c) les machines hybrides comprenant une machine numérique associée à des éléments analogiques ou une machine analogique associée à des éléments numériques.
B) Les machines automatiques de traitement de l'information peuvent se présenter sous forme de systèmes comprenant un nombre variable d'unités distinctes. Sous réserve des dispositions du paragraphe E) ci-après, est à considérer comme faisant partie du système complet, toute unité remplissant simultanément les conditions suivantes:

7.698 Nous notons que le SH2007 a été achevé près de dix ans après que les Communautés européennes ont consolidé leur Liste contenant la concession en cause, et que c'est en fait la deuxième modification du SH depuis lors. Le Groupe spécial estime qu'il serait difficile de corroborer le point de vue selon lequel un élément aussi éloigné dans le temps par rapport à la conclusion du traité pourrait servir de moyen complémentaire pour interpréter l'intention des Membres au moment où ils ont conclu le traité. Toutefois, nous n'excluons pas cette possibilité. En fait, le SH2007 pourrait servir de moyen d'interprétation complémentaire s'il pouvait être démontré qu'il reflétait les intentions communes des parties au moment de la conclusion du traité pertinent à l'examen. Par exemple, si la note 5 C) et 5 D) relative au chapitre 84 du SH2007 indiquait spécifiquement que les produits qui ne doivent pas être classés dans la position 8471 ont été classés dans cette position dans les versions précédentes, il serait éventuellement possible de démontrer les intentions communes des Membres. Toutefois, il n'y a aucune indication de cette sorte. Nous concluons donc que cette sous-position particulière du SH2007, la note explicative et la note de chapitre ne peuvent pas servir de moyens complémentaires pour interpréter les concessions établies par les Communautés européennes dans leur Liste en 1997.

7.699 En conséquence, nous constatons qu'une analyse de la sous-position 8528 51, telle qu'elle apparaît dans le SH2007, ne fournit pas d'indications pour interpréter la portée de la concession relative à la position 8471 60, qui était basée sur la nomenclature du SH1996.

vi) Conclusions générales concernant le sens ordinaire des termes du numéro de position tarifaire 8471 60 90 dans la Liste des CE

7.700 Dans notre analyse du texte de la concession tarifaire relative au numéro de position tarifaire 8471 60 90, dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité, nous avons considéré le sens ordinaire de la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE. Cette analyse nous a amenés à conclure que ce sens s'applique aux dispositifs qui font partie d'une "machine automatique de traitement de l'information", sont "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" et exercent au moins une fonction spécifiée impliquant la réception ou la fourniture de données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système automatique de traitement de l'information". Plus spécifiquement, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE couvrirait toutes les "unités d'entrée ou de sortie" qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ou des "claviers" (8471 60 50). Nous sommes aussi d'avis que les dispositifs aptes à être connectés à une machine ou un système automatique de traitement de l'information en recevant ou en fournissant des données en provenance ou à destination

---

a) être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information;
b) être connectable à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités; et
c) être apte à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par le système.
C) Les unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, relèvent du n° 84.71.
D) Les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui remplissent les conditions énoncées aux paragraphes B) b) et B) c) ci-dessus sont toujours à classer en tant qu'unités dans le n° 84.71.
E) Les machines exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information, incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine sont à classer dans la position correspondant à leur fonction ou à défaut, dans une position résiduelle." (Pièces US-84, JPN-23 et EC-15)

d'une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas tous *nécessairement* être considérés comme des unités d'entrée ou de sortie relevant de la position 8471. Nous n'avons constaté aucune pratique ultérieurement suivie pertinente en la matière. En outre, nous ne pensons pas qu'un examen des modifications apportées au SH2007 soit pertinent pour notre interprétation.

c) Les systèmes d'affichage à écran plat en cause qui font l'objet du présent différend sont-ils visés par la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE ou dans la position 8471 60 du SH?

7.701 Le Groupe spécial a établi la portée de la concession, c'est-à-dire le type de produits qui sont visés par l'obligation incombant aux Communautés européennes au titre de l'article II du GATT de 1994 d'accorder un traitement en franchise de droits aux produits visés par la désignation des systèmes d'affichage à écran plat *et* par la position 8471 60 90 de la NC figurant dans leur Liste. Il passera maintenant à une analyse de la question de savoir si les plaignants ont établi que les mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations des Communautés européennes découlant des concessions en cause.

7.702 Nous rappelons que, dans les paragraphes 7.309 à 7.320 plus haut, nous avons déterminé que les produits en cause dans le présent différend étaient: i) les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information *et* qui peuvent aussi reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information et ii) les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information *et* dotés d'un connecteur DVI ou d'un autre type de connecteur, qu'ils soient ou non aptes à recevoir des signaux provenant d'une autre source. Nous avons noté que les "dispositifs d'affichage à écran plat" en cause étaient généralement minces et ne reposaient pas sur la technologie du tube cathodique. Les plaignants ont dans une grande mesure axé leurs communications sur les systèmes d'affichage utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides; cependant, la technologie utilisée par un dispositif d'affichage à écran plat n'est pas déterminante aux fins de notre définition. En effet, certaines mesures en cause sont axées sur la technologie d'affichage à cristaux liquides, comme les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, alors que les NENC 2008/C 133/01 traitent d'un éventail plus large de technologies, y compris la technologie d'affichage à cristaux liquides, les diodes électroluminescentes organiques (DELO) ou le plasma, entre autres choses.

7.703 Les **plaignants** affirment que les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information, qui sont dotés d'un connecteur DVI et/ou qui sont aptes à recevoir et à reproduire des signaux provenant de sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information, sont des dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les produits relevant de l'ATI au sens de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou sont des "unités de sortie" au sens du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE.[920] Les plaignants font valoir qu'un dispositif d'affichage à écran plat qui peut recevoir des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information au moyen de son connecteur DVI ne devrait pas être exclu du fait qu'il est "pour" une machine automatique de traitement de l'information.[921] Ils font valoir que ces produits sont *en plus* des unités d'entrée ou de sortie au sens du

[920] Le Japon et le Taipei chinois font observer que même si les concessions peuvent se chevaucher dans une certaine mesure, si un produit est visé explicitement par une des concessions, mais qu'on voit mal s'il est visé par l'autre, il doit quand même recevoir un traitement en franchise de droits (première communication écrite du Japon, paragraphe 263; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 147).

[921] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 129; première communication écrite du Japon, paragraphes 267 à 270; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 185 et 186.

numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE, parce qu'ils fournissent à l'utilisateur les résultats du traitement au moyen d'un affichage visuel de l'information reçue de l'unité centrale de traitement.[922]

7.704 Les **Communautés européennes** affirment qu'il n'est pas contesté que certains moniteurs sont de "véritables moniteurs destinés au traitement automatique de l'information" visés par la concession en franchise de droits pour le numéro de position tarifaire 8471 60 90 de leur Liste.[923] Suivant la décision rendue par la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kamino*, les Communautés européennes reconnaissent qu'il y a une différence entre, d'une part, l'importance relative attribuée aux critères figurant dans la NENC concernant les positions 8528 41 00 et 8528 51 00 et dans les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission et, d'autre part, l'importance relative donnée par la Cour européenne de justice à ces critères.[924] Cependant, elles font valoir que ce ne sont pas nécessairement tous les produits indiqués par les plaignants qui relèvent de l'une ou l'autre des deux concessions indiquées par ceux-ci.[925] Les Communautés européennes font valoir qu'un nouveau produit, qu'elles appellent "moniteurs ACL multifonctions", est apparu après la conclusion de l'ATI, qui contenait des éléments comme la technologie d'affichage à cristaux liquides et la DVI et regroupait les produits de façon à "faire une coupure directe entre les engagements qui ont été pris et ceux qui n'ont été pris, explicitement, conformément à l'ATI".[926] Elles font valoir que ces "nouveaux" produits ne doivent pas être confondus avec ceux qui étaient présents en 1996, et qu'ils sont exclus du traitement en franchise de droits.[927] Les Communautés européennes soutiennent que dans la mesure où ils ont été considérés comme relevant du numéro de position tarifaire 8471 60 90, ces produits "pourraient aussi correspondre" à tout le moins au sens ordinaire des "moniteurs vidéo" visés dans les sous-positions 8528 21 et 8528 22 figurant dans leur Liste ou, dans certains cas, des "appareils de réception pour la télévision ..." visés dans les sous-positions 8528 12 et 8528 13.[928]

7.705 D'une manière générale, le Groupe spécial est d'avis que s'il est déterminé que les dispositifs d'affichage à écran plat en cause sont visés par la concession fondée sur la concession relative à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, ou par la concession figurant au numéro de position tarifaire 8471 60 90, alors les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits pour ces produits au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

7.706 Nous commencerons notre analyse par la question de savoir si les dispositifs d'affichage à écran plat en cause sont visés par la concession tarifaire fondée sur la concession relative à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et nous examinerons ensuite la concession figurant dans le numéro de position tarifaire 8471 60 90.

---

[922] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 186.

[923] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 100 et 101.

[924] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 167 à 169.

[925] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 65 et 66.

[926] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 74. Les Communautés européennes allèguent que la technologie d'affichage à cristaux liquides n'était pas commercialisée au moment des négociations. Elles affirment de plus que le connecteur DVI n'existait pas au moment où les concessions ont été négociées, mais est apparu seulement deux à trois ans plus tard (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 87 et 88). Pour ces raisons, les Communautés européennes concluent que, *a fortiori*, les moniteurs multifonctions n'auraient pas pu exister au moment des négociations pour être considérés comme visés par les concessions (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 90).

[927] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 71 à 76.

[928] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 100 et 101.

i) Arguments des parties

7.707 Les **plaignants** font observer que les dispositifs d'affichage à écran plat en cause utilisent un connecteur DVI pour transmettre l'information de l'ordinateur au système d'affichage, ce qui fait que ces produits sont considérés comme des dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les ordinateurs ou les autres produits relevant de l'ATI et comme des "unités de sortie" au sens du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE.[929] Les plaignants font valoir que la DVI est un connecteur ordinaire pour les ordinateurs qui est indépendant de la technologie d'affichage et a été mis au point pour l'industrie informatique afin de permettre aux ordinateurs de transmettre des signaux numériques à un dispositif d'affichage.[930]

7.708 Les **États-Unis** font valoir qu'environ la moitié de tous les moniteurs ACL ont un connecteur DVI.[931] Ils allèguent que certains dispositifs dotés d'un connecteur DVI, comme l'Apple Cinema Display, qui ont été examinés dans le cadre du présent différend, *doivent* être connectés à un ordinateur pour recevoir des signaux vidéo parce que ces dispositifs sont configurés pour accepter un signal unique et une largeur de bande unique.[932]

7.709 En particulier, ils font observer que certains dispositifs – comme l'Apple Cinema Display – ne peuvent pas fonctionner sans un ordinateur.[933]

7.710 Le Japon fait valoir qu'avec l'arrivée de la technologie d'affichage à cristaux liquides dans les systèmes d'affichage pour ordinateurs, la norme DVI était nécessaire pour permettre une connexion numérique afin de permettre la connectabilité avec les ordinateurs.[934] Le **Japon** fait valoir que la norme DVI est devenue la "norme *de facto*" pour une interface permettant l'affichage d'informations

---

[929] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 129 et 136; première communication écrite du Japon, paragraphe 303.

[930] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 129. Les États-Unis font référence au document du Digital Display Working Group, Digital Visual Interface (DVI) Revision 1.0", page 5 (30 mars 1999) ("document du DDWG") (pièce US-35), qui décrit la spécification relative à la DVI comme "assur[ant] une connexion numérique haute vitesse pour des types de données visuelles qui est indépendante de la technologie d'affichage", "axée principalement sur la fourniture d'une connexion entre un ordinateur et son dispositif d'affichage", "répond[ant] aux besoins de tous les segments de l'industrie du PC (poste de travail, ordinateur de bureau, ordinateur portatif, etc)" et "permett[ant] à ces différents segments de s'unir autour d'une norme d'interface de moniteur". Les États-Unis se réfèrent de plus à Carmack and Tyson, How Computer Monitors Work, page 5, indiquant que "la DVI conserve les données sous forme numérique de l'ordinateur au moniteur". Première communication écrite du Japon, paragraphe 275; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 13.

[931] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 129; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 90; faisant référence au manuel d'utilisation d'Apple (pièce US-78).

[932] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 130, faisant référence à Apple Cinema Displays: Technology Overview (mai 2005) (faisant référence à http://images.apple.com/pro/pdf/L309968A_Display_TO.pdf, page 22 (mentionnant un ordinateur PC, Power Mac ou Powerbook comme conditions pour l'exploitabilité) (pièce US-78)); voir aussi la pièce US-50, y compris GB5002860943 (R.-U., 13 avril 2007), classant un dispositif doté d'une DVI dans une ligne tarifaire passible de droits, tout en le décrivant comme "uniquement destiné à l'utilisation avec un système automatique de traitement de l'information".

[933] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 90; faisant référence au manuel d'utilisation d'Apple (pièce US-78).

[934] Première communication écrite du Japon, paragraphes 278 et 279. Le Japon fait valoir que, contrairement aux ordinateurs, quasiment aucun lecteur DVD ne peut être connecté à un moniteur ACL au moyen d'une DVI (première communication écrite du Japon, note de bas de page 123).

numériques reçues d'un ordinateur, en raison du soutien de grandes sociétés d'informatique.[935] Le Japon fait valoir qu'il n'est pas contesté que les moniteurs ACL dotés de la DVI peuvent être connectés à l'unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information.[936]

7.711 Les plaignants considèrent que le simple fait qu'un connecteur DVI permette à un dispositif d'affichage à écran plat de reproduire et de recevoir des signaux ne veut pas dire que le dispositif n'est plus "pour" un ordinateur. Pas plus qu'un système d'affichage doté de la DVI n'est plus une "unité" d'une machine ou d'un système automatique de traitement de l'information simplement parce qu'il transmet de l'information affichée provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information.[937] Les plaignants font valoir que, conformément à la note 5 B) et C) du chapitre 84 du SH1996, la simple possibilité qu'un moniteur puisse être connecté à autre chose qu'une machine automatique de traitement de l'information n'est pas suffisante pour l'exclure de la position 8471, parce que le champ d'application de cette position est étendu aux dispositifs qui sont utilisés exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information.[938]

7.712 Les États-Unis et le Japon font valoir que le recours à une norme d'"utilisation exclusive ou principale" ne peut pas être concilié avec la notion selon laquelle les moniteurs "aptes à être connectés à un dispositif autre qu'un ordinateur" ne sont pas admissibles au traitement en franchise de droits. Ils considèrent que cette thèse est contredite par la suspension des droits que les Communautés européennes ont elles-mêmes appliquée, qui énonce que les moniteurs ACL sont "utilisés principalement (mainly) comme unités de sortie des machines automatiques de traitement de l'information" mais sont considérés comme n'étant pas "utilisés "principalement" (principally) dans un système automatique de traitement de l'information". Les États-Unis font valoir que les termes "mainly" et "principally" sont synonymes.[939]

7.713 Le Japon fait valoir qu'aux termes de la note 5 C) du chapitre 84, un dispositif d'affichage à écran plat qui est une unité présentée isolément doit être "d'"un ordinateur, le terme "d'" recevant une interprétation large. Par ailleurs, le Japon fait valoir que le terme "principally" (principalement) figurant dans la note 5 B) signifie "for the most part, in most cases" (dans l'ensemble, dans la plupart des cas), ce qui veut nécessairement dire que les unités peuvent être utilisées en liaison avec des machines autres que des machines automatiques de traitement de l'information et quand même être considérées comme des "unités".[940] Il fait valoir qu'au contraire, cependant, les mesures des CE ne permettent qu'un traitement en franchise de droits minimal pour les produits qui sont uniquement connectés à un ordinateur, lecture qui exclut le mot principalement de la concession.[941] Le Taipei chinois fait observer que "principally" (principalement) veut dire "in the chief case" (au premier chef) ou "for the most part, in most cases" (dans l'ensemble, dans la plupart des cas).[942]

---

[935] Première communication écrite du Japon, paragraphe 275.
[936] Première communication écrite du Japon, paragraphe 331.
[937] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 135.
[938] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.
[939] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 132 (faisant référence au Règlement n° 493/2005 du Conseil, page 1).
[940] Première communication écrite du Japon, paragraphe 334 (faisant référence au Shorter Oxford (1993), page 2356).
[941] Première communication écrite du Japon, paragraphe 337.
[942] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 335 (définissant "principalement" comme "1. dans le cas principal; surtout; de façon prédominante. 3. dans l'ensemble; dans la plupart des cas").

7.714 Les **Communautés européennes** déclarent qu'elles croient comprendre que l'allégation des plaignants au titre du numéro de position tarifaire 8471 60 90 concerne les moniteurs qui sont "exclusivement ou principalement" destinés à être utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information, alors que leur allégation au titre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat vise les dispositifs qui sont "simplement aptes à fonctionner avec un ordinateur".[943] Elles considèrent que ces deux allégations ont une portée différente.[944] De plus, elles soutiennent que les plaignants ont fait valoir que les télévisions et les moniteurs vidéo étaient visés par cette concession, affirmation à laquelle elles ne souscrivent absolument pas.[945]

7.715 Les Communautés européennes font valoir que les plaignants n'ont pas établi que les critères indiqués étaient déterminants en ce qui concerne le classement dans une position passible de droits.[946] Elles font valoir que pour décider si un moniteur donné est ou non utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information de façon à être admissible au traitement en franchise de droits, il faut procéder à une analyse au cas par cas fondée sur des caractéristiques techniques objectives comme celles qui sont énoncées dans les NESH1996 relatives à la position 8471, à l'exception du point 1 du chapitre I D), que la Cour européenne de justice a jugé inapplicable dans sa décision *Kamino*.[947] Les Communautés européennes font valoir que pour déterminer le classement des systèmes d'affichage, elles tiennent compte actuellement d'un certain nombre de caractéristiques techniques, y compris la résolution d'écran, le format, la largeur de bande, la taille et la présence d'un connecteur DVI. Par exemple, les Communautés européennes font observer qu'elles avaient classé le moniteur ACL figurant au point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission dans la sous-position en franchise de droits de la position 8471 60 en se fondant sur la capacité de celui-ci de reproduire des signaux vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information. Elles font valoir qu'elles ne limitent donc pas nécessairement la portée de la concession aux produits qui ne peuvent être utilisés qu'avec une machine automatique de traitement de l'information.[948] De plus, les Communautés européennes font valoir que la présence d'un connecteur DVI "n'est pas nécessairement déterminante" quant à la

[943] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 97; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 33. Les Communautés européennes contestent en particulier la déclaration du Japon selon laquelle son allégation liée à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat vise les produits "pour" les machines automatiques de traitement de l'information ou d'autres produits relevant de l'ATI ("c'est-à-dire seulement ceux qui sont aptes à fonctionner avec un ordinateur ou un autre produit relevant de l'ATI"), alors qu'elle considère que son allégation se rapportant au code NC 8471 60 90 vise les produits ayant une connectivité numérique (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 205).

[944] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 33 à 36. En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis ont précisé qu'une télévision ne serait pas visée par la sous-position 8471 60 même si elle pouvait être connectée à un ordinateur. Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis n'ont cependant pas précisé si une télévision serait visée par la concession relative à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et que ni le Taipei chinois ni le Japon n'ont précisé si les télévisions étaient visées par l'une ou l'autre des concessions (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 37).

[945] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 29. Les Communautés européennes font valoir que la concession relative aux "moniteurs" figurant dans l'Annexe de leur Liste exclut catégoriquement les télévisions, y compris les télévisions à haute définition, ainsi que les moniteurs vidéo et les moniteurs vidéo à haute définition aptes à recevoir et à traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide de l'unité centrale de traitement d'un ordinateur (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 30).

[946] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 69 à 70.

[947] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 166, invoquant Cour européenne de justice (Kamino) (pièce TPKM-52).

[948] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 68.

question de savoir si un moniteur est ou non une unité de sortie d'un ordinateur. Elles font référence au point 4 du Règlement n° 634/2005 de la Commission et aux points 3 et 4 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission, dans lesquels, font-elles valoir, la présence d'un connecteur DVI figure parmi d'autres caractéristiques techniques.[949]

7.716 De plus, les Communautés européennes font valoir que la suspension des droits qui est en vigueur a réduit la probabilité que des droits aient été "indûment perçus" dans le cas où un système d'affichage quelconque a été exclu à tort du traitement en franchise de droits en tant que système d'affichage exclusivement ou principalement destiné à être utilisé avec des machines automatiques de traitement de l'information.[950] En outre, les Communautés européennes font valoir que dans les cas où des droits pourraient avoir été perçus, bon nombre de produits sont du type qui peuvent *prima facie* être classés en tant que "moniteurs vidéo" dans les sous-positions 8528 21 et 8528 22 ou, dans certains cas, en tant qu'"appareils de réception pour la télévision ..." dans les positions 8528 12 et 8528 13. Comme il a été expliqué plus haut, les Communautés européennes font valoir qu'un nouveau produit, qu'elles appellent "moniteurs ACL multifonctions", est apparu après la conclusion de l'ATI, qui contenait des éléments comme la technologie d'affichage à cristaux liquides et la DVI et regroupait des produits de façon à "faire une coupure entre les engagements qui ont été pris et ceux qui n'ont pas été pris, explicitement, conformément à l'ATI".[951] Elles contestent par conséquent que la technologie d'affichage à cristaux liquides ou la DVI soient considérées faisant partie des produits relevant de l'ATI car les téléviseurs et moniteurs ACL n'existaient pas en tant que réalité viable commercialement et la DVI n'était pas disponible à ce moment-là. Elles font valoir que ces "nouveaux" produits ne doivent pas être confondus avec ceux qui étaient présents en 1996, et qu'ils sont exclus du traitement en franchise de droits.[952] Elles considèrent que dans les cas où des produits peuvent être classés dans plus d'une position, la RGI 3 c) s'appliquerait et ces systèmes d'affichage seraient, à juste titre, passibles de droits en tant que téléviseurs ou moniteurs vidéo.[953]

7.717 Les Communautés européennes font valoir que le fait que la DVI a été inventée par le secteur informatique de l'industrie ne prouve rien vu la convergence des technologies de l'information et des industries des produits multimédia grand public. Elles considèrent que l'objectif même de la DVI est d'afficher des signaux vidéo, comme l'atteste le fait qu'elle est certifiée par la Video Electronics Standards Association (VESA).[954] Les Communautés européennes font valoir de plus que comme de nombreuses télévisions modernes ont un connecteur DVI, sa simple présence dans un moniteur ne

---

[949] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 posée par le Groupe spécial.

[950] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 167 à 169. Les Communautés européennes reconnaissent avoir précédemment "prêté une attention particulière à la question de savoir si un moniteur était capable de recevoir un signal émanant uniquement d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information" conformément aux NESH1996 relatives à la position 8471.

[951] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 74. Les Communautés européennes allèguent que la technologie d'affichage à cristaux liquides n'était pas commercialisée au moment des négociations. Elles affirment de plus que le connecteur DVI n'existait pas au moment où les concessions ont été négociées, mais est apparu seulement deux à trois ans plus tard (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 87 et 88). Pour ces raisons, les Communautés européennes concluent que, *a fortiori*, les moniteurs multifonctions n'auraient pas pu exister au moment des négociations pour être considérés comme visés par les concessions (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 90).

[952] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 71, 76, 87 et 90.

[953] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 169. Les Communautés européennes mentionnent en particulier les moniteurs "Apple Cinema" lorsqu'elles font valoir que l'application de la RGI 3 c) est justifiée.

[954] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 65.

peut pas démontrer que le système d'affichage est un "moniteur de machine automatique de traitement de l'information".[955] Elles font valoir que, dans ce sens, la présence d'un connecteur DVI indique la présence de certains composants électroniques à l'intérieur du moniteur permettant au moniteur ACL de fonctionner avec de nombreux dispositifs différents qui ne sont pas visés par l'ATI.[956] Les Communautés européennes expliquent que même si la norme DVI a d'abord été élaborée par l'industrie informatique pour les besoins des ordinateurs, comme elle peut être utilisée aussi bien avec les signaux analogiques qu'avec les signaux numériques, elle a été adoptée par le secteur de l'électronique grand public pour des produits comme les modules séparés, les lecteurs DVD et les consoles de jeux.[957]

7.718 Les Communautés européennes contestent aussi l'argument avancé par les États-Unis selon lequel certains produits d'affichage dotés de connecteurs DVI – l'Apple Cinema Display – peuvent être connectés uniquement avec un ordinateur et qu'elles classeraient donc les produits utilisés uniquement avec des ordinateurs dans une position passible de droits.[958] Les Communautés européennes allèguent que ce produit en particulier peut fonctionner sans l'aide d'un ordinateur.[959]

7.719 Enfin, les Communautés européennes font valoir qu'étant donné que la DVI est une "technologie d'affichage indépendante", elle était prévue pour fonctionner avec les systèmes d'affichage "faisant appel à la technologie du tube cathodique, à la technologie d'affichage à cristaux liquides ou à d'autres technologies" et elle n'est donc pas considérée comme un connecteur ordinaire pour les ordinateurs.[960]

7.720 Les plaignants répondent que le recours par les Communautés européennes aux NESH est inapproprié, celles-ci n'étant pas pertinentes dans la mesure où elles contredisent le sens du SH

---

[955] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 65.

[956] Réponse des Communautés européennes à la question n° 50 posée par le Groupe spécial.

[957] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 22 (faisant référence à la pièce EC-110). Les CE font valoir que de nombreux produits grand public, notamment les lecteurs DVD, intègrent la DVI.

[958] Selon les Communautés européennes, l'Apple Cinema Display peut aussi être connecté à une machine automatique de traitement de l'information (voir les observations des Communautés européennes sur la réponse des États-Unis à la question n° 143 posée par le Groupe spécial). À cet égard, les Communautés européennes font valoir que "la page 22 de la pièce US-78 traite de la question de savoir quelle sorte d'ordinateur est requise si le moniteur doit être utilisé en tant qu'unité d'un système automatique de traitement de l'information. Évidemment, dans un tel cas, une machine automatique de traitement de l'information sera nécessaire"); voir aussi: la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 169, note de bas de page 90; la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 23. En plus d'affirmer que le manuel d'utilisation de ce dispositif indique clairement que le dispositif peut être connecté à des sources autres que des ordinateurs (voir la pièce US-78, citant la page 6, deuxième paragraphe, dernière phrase, ou la page 7, quatrième paragraphe, dernière phrase, page 23), les Communautés européennes font valoir que le dispositif peut à tout le moins être connecté à d'autres sources en utilisant des convertisseurs SDI-DVI spécialement conçus pour faire fonctionner les Apple Cinema Displays ou des moniteurs semblables sans l'aide d'une machine automatique de traitement de l'information (pièce EC-116).

[959] Réponse des Communautés européennes à la question n° 143 posée par le Groupe spécial (déclarant, en faisant référence au manuel inclus dans la pièce US-78, que l'Apple Cinema Display peut effectivement fonctionner sans l'aide d'un ordinateur/d'une machine automatique de traitement de l'information).

[960] Réponse des Communautés européennes à la question n° 50 posée par le Groupe spécial, paragraphe 164.

lui-même, y compris ses notes de chapitres.[961] De plus, les plaignants font valoir que la RGI 3 c) est inapplicable.[962]

7.721 Les États-Unis rejettent de plus la thèse selon laquelle la présence d'un connecteur DVI ou la capacité d'être connecté à des sources autres que des machines automatiques de traitement de l'information n'a pas été déterminante. Ils font observer que la déclaration des Communautés européennes selon laquelle la présence d'un connecteur DVI n'a pas été "nécessairement déterminante" ne précise pas si elle a en fait été déterminante. Les États-Unis font observer que, contrairement à la référence faite par les Communautés européennes à des points figurant dans les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, tous les points ont été classés dans une position passible de droits.[963] Ils font valoir que le simple fait que des dispositifs sont décrits comme ayant des caractéristiques en plus de la DVI dans certains points des règlements n'étaye pas la conclusion selon laquelle la DVI était simplement un "indicateur fort" du fait que le produit était passible de droits.

7.722 Le Japon considère aussi que la simple présence d'un connecteur DVI est déterminante en ce qui concerne le régime tarifaire. Il croit comprendre, cependant, que la simple présence d'un connecteur DVI dans un moniteur d'affichage à écran plat ne signifie pas nécessairement en soi que le dispositif d'affichage à écran plat sera apte à fonctionner avec un ordinateur. La question de savoir si un dispositif d'affichage à écran plat peut être utilisé avec une machine automatique de traitement de l'information dépend de l'ensemble des spécifications technologiques pertinentes, y compris les interfaces sur le dispositif d'affichage à écran plat, pour déterminer si le dispositif d'affichage à écran plat est en fait apte à fonctionner avec un ordinateur et/ou certains autres produits relevant de l'ATI.[964]

7.723 De plus, les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'éléments de preuve pour démontrer qu'un dispositif doté d'un connecteur DVI ou apte à recevoir et à reproduire des signaux provenant d'une source autre qu'un ordinateur pourrait être classé dans une sous-position en franchise de droits. Les États-Unis font observer qu'au contraire les éléments de preuve démontrent que, dans certains cas, les fonctionnaires des douanes n'ont mentionné aucune caractéristique hormis la présence d'un connecteur DVI comme fondement du classement dans une sous-position passible de droits.[965] De plus, les États-Unis font valoir que les

[961] Observation des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 138 et 139 posées par le Groupe spécial; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 18.

[962] Réponse des États-Unis et du Japon à la question n° 20 posée par le Groupe spécial, paragraphe 52; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 194; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 340; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 182 et 186.

[963] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 70. Les États-Unis font valoir de plus que l'élément 2 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission a été classé strictement sur la base de la présence de la DVI et que le point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission n'est pas pertinent parce ce que le dispositif est indiqué comme n'ayant pas de connecteur DVI (mais plutôt comme "uniquement doté d'une interface mini D-sub 15 broches"). Les États-Unis font valoir que le dispositif visé au point 1 du Règlement n° 634/2005 de la Commission n'a qu'un connecteur VGA, et non un connecteur DVI, ce qui ne démontre pas comment un dispositif apte à être connecté à des sources autres qu'un ordinateur peut entrer en franchise de droits et ne démontre tout simplement pas comment un traitement en franchise de droits est parfois accordé pour les dispositifs aptes à être connectés à des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 70 et 71).

[964] Réponse du Japon à la question n° 48 posée par le Groupe spécial.

[965] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 71 (faisant référence à la pièce US-50).

NENC 2008/C 133/01 démontrent clairement que la présence d'une DVI n'est pas simplement un indicateur fort, mais est en fait déterminante pour le classement dans une position passible de droits.[966]

7.724 Les plaignants font observer qu'il n'est pas pertinent de savoir si le connecteur DVI a été mis au point après la conclusion de l'ATI pour déterminer si les dispositifs équipés de la technologie DVI sont visés.[967] De plus, les États-Unis font valoir qu'il n'est pas pertinent du point de vue des faits de savoir si diverses normes DVI existent, y compris la DVI-I et la DVI-D, ou si la DVI a été adoptée et utilisée dans l'industrie des médias grand public. Ils font observer que la DVI-I et la DVI-D diffèrent seulement du fait que la première accepte aussi bien les signaux numériques que les signaux analogiques alors que la dernière n'accepte que les signaux numériques.[968] De plus, ils font valoir que l'adoption par l'industrie des médias grand public ne plaide pas en faveur de l'utilisation d'une exclusion *per se* des produits dotés de la DVI. En outre, les États-Unis allèguent que quasiment aucun dispositif électronique grand public n'est équipé de la DVI à l'heure actuelle, alors que les ordinateurs le sont.[969]

7.725 Les États-Unis font valoir que le fait que la DVI n'a pas été conçue pour une technologie d'affichage en particulier étaye le point de vue selon lequel ce connecteur était en fait conçu pour les ordinateurs, étant donné notamment que l'ATI mentionne expressément un certain nombre de technologies qui sont utilisées avec les systèmes d'affichage à écran plat, y compris l'ACL.[970]

7.726 Finalement, les États-Unis contestent le point de vue des Communautés européennes selon lequel l'Apple Cinema Display est apte à fonctionner avec des dispositifs autres que les ordinateurs étant donné qu'il est importé sans convertisseurs externes, de sorte qu'il serait justifié de l'assujettir au paiement de droits.[971]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.727 Le **Groupe spécial** examinera ci-après si les produits indiqués par les plaignants sont visés par la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou s'ils sont des "unités d'entrée ou de sortie; – autres" au sens du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE.

---

[966] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 72; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 40.

[967] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 87; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 155; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 125. Le Japon présente une preuve additionnelle selon laquelle les systèmes d'affichage à écran plat étaient utilisés comme terminaux d'ordinateurs à écran au moment des négociations de l'ATI (première déclaration orale du Japon, paragraphe 47, faisant référence à la pièce JPN-25).

[968] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 92 (faisant référence à "How Computer Monitors Work", pages 8 à 10 (pièce US-34)).

[969] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 92. Les États-Unis font valoir que seulement onze des 1 500 lecteurs DVD qu'ils ont évalués sont dotés de la DVI, alors qu'aucun caméscope ne contient cette norme (pièce US-129).

[970] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 53.

[971] Observation des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 143 posée par le Groupe spécial; paragraphe 61 (faisant référence à la pièce EC-116). Voir aussi les réponses du Japon et du Taipei chinois à la deuxième question posée par les Communautés européennes après la deuxième réunion du Groupe spécial.

La concession au titre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat figurant dans l'Annexe de la Liste des CE

7.728 Nous rappelons notre conclusion plus haut selon laquelle la concession mentionne certains appareils ou dispositifs qui ont un écran plat, sont généralement plus minces que les écrans cathodiques ou les moniteurs à tube cathodique conventionnels et sont conçus pour la présentation visuelle de données ou de signaux provenant de produits visés par l'ATI, y compris notamment les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune limitation expresse quant aux caractéristiques techniques comme la diagonale d'écran, la dimension, la fréquence de rafraîchissement, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris quant au type de connexion ou de prises dont l'appareil ou le dispositif peut être muni, comme la DVI. Nous avons de plus conclu qu'il n'y avait aucune exigence d'exclusivité, de sorte que la concession relative aux systèmes d'affichage à écran plat serait limitée aux appareils qui ne peuvent afficher ou reproduire que des signaux provenant de produits visés par l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons aussi conclu que la concession s'appliquait aux produits visés, où qu'ils soient classés.

7.729 Nous rappelons aussi que les produits en cause dans le présent différend sont i) les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information *et* qui peuvent aussi reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information et ii) les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information *et* sont dotés d'un connecteur DVI, qu'ils soient ou non aptes à recevoir des signaux provenant d'une autre source.

7.730 En nous fondant sur nos conclusions qui précèdent quant à la portée de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, nous concluons que les produits en cause, y compris les dispositifs d'affichage à écran plat dotés de la DVI et les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à accepter et à recevoir des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information et de sources autres que les machines automatiques de traitement de l'information, peuvent être visés par la concession, pourvu qu'ils soient conçus pour être utilisés avec une machine automatique de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'un éventail de technologies sans tube cathodique, y compris l'ACL, étaient visées par la concession. De plus, la désignation des systèmes d'affichage à écran plat n'établit pas de limitations particulières quant au type de connecteur ou de prise dont un système d'affichage peut être muni pas plus que la concession n'établit une quelconque exigence d'exclusivité de sorte qu'un produit ne peut être connecté qu'avec un ordinateur pour bénéficier de l'admission en franchise de droits. Le fait qu'un dispositif puisse être apte à recevoir et à afficher des signaux provenant d'autres sources n'aurait donc pas pour effet de l'exclure de la concession. De plus, le Groupe spécial ne voit aucune raison pour laquelle un produit qui serait par ailleurs visé par la concession serait exclu tout simplement parce qu'il est muni de certains connecteurs, comme la DVI ou la HDMI.

7.731 Cela étant dit, nous réitérons qu'il est concevable que certains produits dotés de la DVI ou d'un connecteur semblable ou aptes à afficher et à recevoir des signaux provenant de sources effectuant le traitement automatique de l'information ou non ne pourraient pas être visés par la concession dans la mesure où ils n'offraient pas un niveau acceptable de fonctionnalité ou d'exploitabilité ou ne respectaient pas par ailleurs les exigences énoncées dans la concession. La simple capacité de recevoir des signaux provenant d'ordinateurs n'est pas suffisante pour pouvoir être

visée par la concession.[972] Par exemple, la résolution de certains produits pourrait ne pas être assez élevée pour afficher adéquatement des signaux provenant d'un ordinateur.

7.732 Par conséquent, nous concluons qu'au moins certains dispositifs d'affichage à écran plat en cause dans le présent différend pourraient être visés par la concession pour les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord" qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE.

La concession au titre du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE

7.733 Nous examinons ensuite si les produits en cause dans le présent différend sont visés par la concession distincte au titre du numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE. Nous rappelons notre conclusion selon laquelle une "unité d'entrée ou de sortie" au sens du numéro de position tarifaire 8471 60 90 est un dispositif faisant partie d'une "machine automatique de traitement de l'information" est "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" et effectue au moins une fonction déterminée qui comprend la réception ou la fourniture de données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou un "système automatique de traitement de l'information". Plus précisément, le numéro de position tarifaire 8471 60 90 de la Liste des CE vise toutes les "unités d'entrée ou de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information qui ne sont pas "destinées à des aéronefs civils" (8471 60 10), des "imprimantes" (8471 60 40) ni des "claviers" (8471 60 50). Nous avons aussi expliqué que les dispositifs aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information ou à un système automatique de traitement de l'information du fait qu'ils reçoivent ou fournissent des données en provenance ou à destination d'une source effectuant le traitement automatique de l'information ne sont pas *nécessairement* tous considérés comme une unité d'entrée ou de sortie de la position 8471.

7.734 Nous ne sommes pas persuadés que les systèmes d'affichage à écran plat qui contiennent un connecteur DVI ou un connecteur semblable, ou qui peuvent recevoir et afficher des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources, sont nécessairement exclus de la portée du code NC 8471 60 90 définie plus haut. Il n'y a aucune raison d'exclure automatiquement les dispositifs d'affichage à écran plat en cause des "unités d'entrée ou de sortie". En particulier, il est clair que la portée des codes NC 8471 60 et 8471 60 90 n'est pas limitée aux unités de sortie qui sont utilisées exclusivement avec une source effectuant le traitement automatique de l'information. Cependant, nous ne disons pas que tous les dispositifs d'affichage à écran plat en cause seront nécessairement visés par cette concession. Cette question devrait être déterminée au cas par cas, en tenant compte de toutes les caractéristiques objectives d'un produit donné.

7.735 Nous notons que les Communautés européennes ont fait valoir que les produits en cause pouvaient *prima facie* être classés dans d'autres positions, passibles de droits, et qu'en raison de l'application des règles d'interprétation du SH, et de la RGI 3 c) en particulier, les produits en cause pourraient relever de ces positions passibles de droits. Comme nous l'avons fait observer[973], dans les circonstances en l'espèce, nous ne sommes tenus que de déterminer si *certains* des produits en cause relèvent de la position 8471 60 en franchise de droits. Nous n'excluons pas la possibilité que certains des produits en cause, en fonction de leurs caractéristiques objectives particulières, puissent relever

[972] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 70.
[973] Voir le paragraphe 7.668 plus haut.

d'autres positions ou sous-positions, en raison de l'effet des règles d'interprétation du SH considérées en tant que contexte. La constatation clé, en ce qui concerne l'effet des mesures en cause en l'espèce, est qu'il n'est pas possible de présumer que *tous* ces produits relèveraient de ces positions passibles de droits.[974]

d) Les mesures en cause prévoient-elles l'imposition de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE sur les produits indiqués par les plaignants?

7.736 Nous rappelons notre raisonnement exposé dans les paragraphes 7.97 à 7.102 plus haut selon lequel l'article II:1 b) prescrit que les Membres n'imposent pas de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de la Liste. Par conséquent, dans cette partie, nous comparerons le traitement tarifaire accordé pour les produits indiqués par les plaignants aux termes des mesures contestées avec celui qui est prévu soit dans la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, soit sous le numéro de position tarifaire 8471 60 90 inscrit dans la Liste des CE. Cela étant fait, nous pourrons déterminer si les mesures contestées imposent des droits plus élevés que ceux de la Liste des CE de sorte que les Communautés européennes manquent à leurs obligations au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.[975]

7.737 Les plaignants font valoir qu'au moyen des mesures en cause, y compris le Règlement n° 2658/87 de la Commission, tel qu'il a été modifié, les NENC 2008/C 133/01 et les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, les Communautés européennes n'admettent pas en franchise de droits les systèmes d'affichage à écran plat qui ont droit à un tel traitement. Ils ont de plus mis en évidence l'application d'une suspension des droits sur les produits classés dans les codes NC 8528 59 10 et 8528 59 90 qui visent respectivement certains moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes et certains moniteurs en couleurs, chacun étant assujetti à un taux de droit de 14 pour cent.

7.738 Nous rappelons, comme nous l'avons dit dans le paragraphe 7.232 plus haut, que la nomenclature combinée en vigueur étend le traitement en franchise de droits au titre du code NC 8528 51 00 à certains "moniteurs ... des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" et pour les codes NC passibles de

[974] Le Groupe spécial note que les Communautés européennes se sont appuyées sur l'arrêt de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kamino* pour étayer leur affirmation selon laquelle leurs mesures sont compatibles avec les règles de l'OMC. Nous rappelons que les faits de l'affaire *Kamino* ne sont pas les mêmes que ceux dont nous sommes saisis et que même si l'affaire traite de la même note de chapitre du SH pertinente, elle ne portait pas sur la même sous-position du SH, les mêmes mesures ni les mêmes produits. Nous faisons aussi observer que la Cour européenne de justice est le tribunal interne de 27 des 153 Membres de l'OMC et que, dans la décision *Kamino,* la Cour européenne de justice appliquait les règles du droit communautaire pour évaluer la compatibilité du règlement des Communautés européennes en cause dans cette affaire avec ce régime juridique plutôt que d'appliquer les règles d'interprétation générales du droit international public pour déterminer la compatibilité d'une mesure avec les obligations dans le cadre de l'OMC. De plus, le Groupe spécial fait observer que ses constatations en l'espèce sont semblables au point de vue adopté par la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kamino*. Voir Cour européenne de justice (Kamino), paragraphe 71.

[975] Comme il a été noté au paragraphe 7.102, des groupes spéciaux antérieurs ont considéré qu'une mesure qui est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article II:1 b) d'appliquer un régime tarifaire qui n'est pas plus élevé que celui de la liste d'un Membre impliquait nécessairement une incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article II:1 a) de ne pas accorder, pour les produits importés, un traitement moins favorable que celui de la liste d'un Membre. Par conséquent, nous commencerons notre analyse de la question de savoir si le traitement tarifaire prévu dans les mesures des Communautés européennes est compatible avec l'article II du GATT de 1994, par une analyse de l'obligation énoncée à l'article II:1 b). Par la suite, nous examinerons l'allégation des plaignants selon laquelle les Communautés européennes agissent aussi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article II:1 a).

droits 8528 59 10 et 8528 59 90 qui visent respectivement certains moniteurs en noir et en blanc ou en autres monochromes et certains moniteurs en couleurs, chacun étant assujetti à un taux de droit de 14 pour cent. Au paragraphe 7.258 plus haut, nous avons conclu que les NENC 2008/C 133/01 prescrivaient que les dispositifs d'affichage à écran plat ACL et autres dispositifs d'affichage à écran plat qui sont munis d'un connecteur DVI, ou qui sont aptes à recevoir et à reproduire des images vidéo provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, soient classés dans les codes NC 8528 59 10 ou 8528 59 90 passibles de droits, chacun fixant un taux de droit de 14 pour cent. Par conséquent, les NENC 2008/C 133/01 prescrivent que les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à être connectés à des sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui contiennent des connecteurs comme les connecteurs DVI-I, DVI-D ou HDMI, soient exclus du classement dans le code NC 8528 51 00 en franchise de droits.

7.739 De plus, au paragraphe 7.284 plus haut, nous avons conclu que le Règlement n° 634/2005 de la Commission prescrivait que les moniteurs ACL décrits au point 4 de son annexe soient classés dans le code NC 8528 21 90. De même, le Règlement n° 2171/2005 de la Commission prescrit que les moniteurs ACL décrits dans les points 2, 3 et 4 de son annexe soient classés dans le code NC 8528 21 90, qui fixe un taux de droit de 14 pour cent. Le code NC 8528 21 90 a été remplacé par le code NC 8528 59 90 dans la nomenclature combinée en vigueur.

7.740 Enfin, nous avons conclu au paragraphe 7.294 plus haut que le Règlement n° 179/2009 du Conseil suspendait l'application des droits sur les systèmes d'affichage suivants qui pourraient par ailleurs être classés respectivement dans les positions 8528 59 10 et 8528 59 90 passibles de droits, chacune fixant un taux de droit de 14 pour cent:

> "les moniteurs en noir et blanc ou en autres monochromes avec affichage à cristaux liquides dotés soit d'un connecteur muni d'une interface vidéonumérique (DVI) soit d'un connecteur muni d'une carte vidéographique (VGA), ou des deux, dont la diagonale d'écran n'excède pas 77,5 cm (soit 30,5 pouces), de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10, et d'une résolution pixel supérieure à 1,92 mégapixel, la distance entre les points n'excédant pas 0,3 mm".
>
> "les moniteurs en couleurs avec affichage à cristaux liquides, dont la diagonale d'écran n'excède pas 55,9 cm (soit 22 pouces), et de format 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10".

7.741 Dans l'Annexe de leur Liste, les Communautés européennes sont convenues de consolider et d'éliminer les droits sur les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont visés par la désignation des systèmes d'affichage à écran plat. De plus, nous rappelons aussi notre conclusion selon laquelle au moins certains dispositifs d'affichage à écran plat en cause relèvent du numéro de position tarifaire 8471 60 de la Liste des CE (notamment le code 8471 60 90), qui est une concession en franchise de droits.

7.742 Par conséquent, les NENC 2008/C 133/01, en exigeant que les autorités douanières nationales classent ces dispositifs d'affichage à écran plat dans les codes NC 8528 59 10 ou 8528 59 90, aux termes desquels la nomenclature combinée impose des droits de 14 pour cent, prescrivent l'imposition de droits sur au moins certains produits qui sont visés par la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou par le code NC 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE. Les NENC et la NC appliquées ensemble entraînent la perception de droits plus élevés que ceux de la Liste des Communautés européennes, et elles sont par conséquent incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

7.743 De même, les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission exigent que les autorités douanières nationales classent tous les produits correspondant aux termes de la désignation figurant dans leurs annexes sous un code NC qui impose un droit de 14 pour cent, parce que ces produits sont aptes à recevoir et à reproduire des signaux vidéo provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information. Ils entraînent donc l'imposition de droits sur au moins certains produits qui sont visés par la désignation des systèmes d'affichage à écran et/ou par le numéro de position tarifaire 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE. Les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 entraînent donc la perception de droits plus élevés que ceux de la Liste des Communautés européennes, et ils sont par conséquent incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

7.744 Il faut garder à l'esprit que le Règlement n° 179/2009 du Conseil qui est actuellement en vigueur suspend l'application des droits sur certains systèmes d'affichage, décrits au paragraphe 7.740 plus haut, qui seraient sinon susceptibles d'être classés dans les positions passibles de droits 8528 59 10 et 8528 59 90 et seraient assujettis à un droit de 14 pour cent. Dans la mesure où le Règlement n° 179/2009 suspend les droits perçus sur des produits pour lesquels les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits aux termes de l'une ou l'autre des concessions (y compris les moniteurs ACL dotés de la DVI ou ceux qui sont aptes à recevoir et à reproduire des signaux vidéo provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information), ni les NENC 2008/C 133/01 appliquées conjointement avec la NC ni les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission n'imposent en réalité de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE. Par conséquent, la suspension des droits élimine l'incompatibilité avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b). En d'autres mots, en l'absence de la suspension des droits, les mesures en cause sont incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

7.745 Cependant, dans la mesure où la suspension des droits n'était pas applicable à un produit donné qui était visé par l'une ou l'autre des concessions, c'est-à-dire un produit visé par l'une ou l'autre des concessions qui était exclu du champ des termes exprès de la suspension des droits, ou si la mesure de suspension devait être abrogée ou annulée, alors, comme nous l'avons dit plus haut, les NENC 2008/C 133/01 appliquées conjointement avec la NC, ou les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, entraîneraient la perception de droits plus élevés que ceux de la Liste des Communautés européennes, d'une manière incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

7.746 Malgré nos conclusions formulées dans la présente partie, nous examinerons ensuite si les mesures en cause amènent par ailleurs les Communautés européennes, en donnant des directives aux autorités douanières nationales, à accorder aux autres parties contractantes, en matière commerciale, un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste.

e) Les mesures en cause accordent-elles un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE?

7.747 En ce qui concerne la question de savoir si les mesures des Communautés européennes prévoient un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, nous rappelons l'explication donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, selon laquelle l'article II:1 b) interdit un type de pratique spécifique qui sera toujours incompatible avec l'article II:1 a). Plus précisément, l'Organe d'appel a constaté que "l'application de droits de douane plus élevés que ceux qui sont prévus dans la liste d'un Membre, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b), constitu[ait] un traitement "moins favorable" au sens de

l'article II:1 a)".[976] Par conséquent, comme des groupes spéciaux antérieurs l'ont fait avant nous, nous constatons qu'une violation de l'article II:1 b) donne nécessairement lieu à un traitement moins favorable qui est incompatible avec les obligations énoncées à l'article II:1 a).[977]

7.748 De plus, nous avons indiqué plus haut que le Règlement n° 179/2009 du Conseil suspendait actuellement l'application des droits sur les produits qu'il vise, en particulier ceux qui sont décrits au paragraphe 7.740.

7.749 À la lumière de notre analyse de la portée des concessions découlant de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat, nous avons conclu que les produits en cause pouvaient être visés par cette concession sous forme de franchise de droits. De plus, nous avons indiqué que certains dispositifs d'affichage à écran plat en cause étaient admissibles au traitement en franchise de droits au titre du code NC 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE.[978]

7.750 Nous avons aussi constaté que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, appliqué conjointement avec la NENC 2008/C 133/01, et les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission étaient incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, dans la mesure où ils prévoient la perception de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE. Cependant, le Règlement n° 179/2009 du Conseil suspend ces droits pour certains produits, de sorte qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec l'article II:1 b) dans la mesure où la suspension des droits s'applique à un produit visé par l'une des concessions. Il s'ensuit, par conséquent, qu'il n'y a pas d'incompatibilité avec l'article II:1 a) en raison d'une incompatibilité avec l'article II:1 b).

7.751 Dans les cas où la suspension des droits n'a pas été appliquée, la perception des droits serait alors incompatible avec l'article II:1 a) du GATT de 1994, conformément à l'approche suivie par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*.

7.752 Cela étant, nous examinons maintenant si les mesures en cause prévoiraient aussi un traitement moins favorable d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) du GATT de 1994, même dans les cas où la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 est appliquée.

---

[976] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphes 45 à 47.

[977] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.65.

[978] En particulier, nous rappelons que la concession au titre de la désignation des systèmes d'affichage à écran plat mentionne certains appareils qui ont un écran plat et sont généralement plus minces que les écrans cathodiques ou les moniteurs à tube cathodique conventionnels et sont conçus pour la présentation visuelle de données ou de signaux provenant de produits visés par l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information. Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune limitation quant aux caractéristiques techniques comme la diagonale d'écran, la dimension, la fréquence de rafraîchissement, le ratio point/pixel ou d'autres caractéristiques techniques, y compris aucune limitation expresse quant au type de connexion ou de prises dont l'appareil peut être muni, comme la DVI. Nous avons de plus conclu qu'il n'y avait aucune exigence d'exclusivité, de sorte que la concession relative aux systèmes d'affichage à écran plat serait limitée aux appareils qui ne peuvent afficher ou reproduire que des signaux provenant de produits visés par l'ATI, y compris les machines automatiques de traitement de l'information. La concession au titre du code NC 8471 60 90 figurant dans la Liste des CE mentionne un dispositif faisant partie d'une "machine automatique de traitement de l'information" ou qui est "du type utilisé exclusivement ou principalement par un système automatique de traitement de l'information" et effectue au moins une fonction déterminée qui comprend la réception ou la fourniture de données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou un "système automatique de traitement de l'information".

i) Arguments des parties

7.753 Les **plaignants** font valoir que l'application de la suspension donne lieu à un traitement moins favorable parce que celle-ci est à la fois temporaire, s'appliquant pour des périodes de temps déterminées et limitées, et conditionnelle, parce qu'il peut y être mis fin unilatéralement si les conditions de son maintien ne sont plus réunies.[979] En particulier, les **États-Unis** font valoir que le fait de ne pas accorder un traitement en franchise de droits permanent nuit aux importations parce que les importateurs n'ont pas de certitude quant au traitement tarifaire.[980] Les États-Unis font observer que le Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières* a déclaré que "le fait que les négociants p[o]uv[ai]ent être soumis au même droit (ou, au demeurant, n'être soumis à aucun droit), que les moniteurs ACL qu'ils importent sur le territoire des Communautés européennes soient classés dans la position 8471 ou sous la position 8528, ne modifi[ait] en rien sa conclusion selon laquelle l'environnement commercial a été affecté par suite du classement tarifaire divergent".[981] De plus, selon les États-Unis, un traitement en franchise de droits "durable" ne peut être accordé qu'en apportant des modifications au taux de droit autonome figurant dans le TDC.[982] À cet égard, les États-Unis font référence aux termes de la Commission, selon lesquels les suspensions de droits "constituent une exception à la situation normale" et sont "examinées régulièrement en vue de leur suppression éventuelle à la demande d'une partie concernée".[983] De plus, le **Taipei chinois** fait valoir que divers types de systèmes d'affichage à écran plat sont exclus du champ de la suspension des droits et sont par conséquent indûment assujettis à des droits.[984]

7.754 Les **Communautés européennes** font valoir que la suspension des droits, qui a été récemment prolongée et étendue pour englober des moniteurs supplémentaires, a pour conséquence que des moniteurs, qui peuvent avoir été classés à tort dans une position passible de droits, bénéficient du régime en franchise de droits. Les Communautés européennes allèguent par conséquent qu'il n'y aurait aucune violation de l'article II.[985]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.755 La notion de traitement moins favorable a été examinée dans le contexte d'autres dispositions du GATT, notamment l'article III:4 du GATT de 1994.

7.756 L'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf* a déclaré que la question de savoir si les produits importés étaient soumis ou non à un traitement "moins favorable" devrait être appréciée en se demandant si une mesure modifiait les *conditions de concurrence* au détriment des produits importés sur le marché en question.[986]

---

[979] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 142; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 141; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 124; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 354 et 355.

[980] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.

[981] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143, faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.304, note de bas de page 579.

[982] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 77, invoquant la pièce US-85.

[983] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 142, faisant référence à la communication de la Commission concernant les quotas et les suspensions de tarifs autonomes, J.O. C 128 (25 avril 1998), page 2 (pièce US-85).

[984] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 184; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 354 et 355.

[985] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 62 et 63.

[986] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

7.757 Même si l'article III:4 met l'accent sur l'existence d'un traitement moins favorable entre les produits nationaux et les produits importés similaires et l'article II, sur l'application d'un traitement moins favorable par rapport à ce qui est prévu dans une Liste, nous constatons que l'accent mis sur les possibilités de concurrence est pertinent pour notre analyse, particulièrement du fait que les concessions tarifaires négociées et la certitude de celles-ci sont d'importantes garanties d'accès au marché. Par conséquent, si une mesure nuit aux conditions de concurrence pour un produit, dont celui-ci a le droit de bénéficier en vertu d'une liste, cela constituerait un traitement moins favorable aux termes de l'article II:1 a).

7.758 Nous avons constaté au paragraphe 7.744 qu'en l'absence de la suspension des droits, les mesures des Communautés européennes étaient incompatibles avec leurs obligations au titre de l'article II:1 b). Il s'ensuit, à la lumière de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements,* à laquelle il est fait référence au paragraphe 7.99 plus haut, que les mesures des Communautés européennes sont aussi incompatibles avec l'article II:1 a). Il se pose la question de savoir si la suspension des droits élimine l'incompatibilité en ce qui concerne l'article II:1 a) de la même manière qu'elle l'a fait à l'égard de l'article II:1 b). L'actuel régime de suspension du Règlement n° 179/2009 du Conseil est en place depuis le 1er janvier 2009, mais il était applicable rétroactivement pour la période de janvier à mars 2009. Il arrive à expiration automatiquement le 31 décembre 2010. La suspension des droits est limitée aux produits particuliers qui y sont mentionnés.[987] Le Règlement n° 179/2009 est la troisième des mesures qui se sont succédé ayant appliqué une suspension des droits sur l'importation de systèmes d'affichage à cristaux liquides donnés. La première de ces mesures, le Règlement n° 493/2005 du Conseil, a été publiée le 31 mars 2005 avec effet du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2006. En deuxième lieu, le Règlement n° 301/2007 du Conseil a été publié le 19 mars 2007 avec effet au 1er janvier de cette année-là. Ce dernier règlement prolongeait les termes identiques de la suspension antérieure en vertu du Règlement n° 493/2005 du Conseil jusqu'au 31 décembre 2008. Plus récemment, le Règlement n° 179/2009 du Conseil a été publié en mars 2009 avec effet rétroactif au 1er janvier 2009. Cette mesure est actuellement en vigueur et fait partie du mandat du Groupe spécial.[988] Elle a élargi la portée de l'application des suspensions des droits qui s'appliquaient à certaines importations de systèmes d'affichage à cristaux liquides.

7.759 Ces applications antérieures de la suspension des droits montrent que le régime de suspension des droits actuellement en place a été renouvelé tous les deux ans, arrivera à expiration automatiquement et n'est pas prolongé automatiquement. La suspension des droits n'a été prolongée ou modifiée que sous réserve d'actions officielles prises par le Conseil des CE, c'est-à-dire l'adoption d'un nouveau Règlement du Conseil. Il semble que ces mesures ne prennent pas effet avant leur publication au Journal officiel de l'UE. La suspension aux termes de ces trois mesures a été appliquée rétroactivement pour les périodes s'échelonnant entre janvier et mars en 2005, en 2007 et en 2009, respectivement.

7.760 Par conséquent, même si la suspension visant les importations de certains systèmes d'affichage à cristaux liquides est officiellement en vigueur depuis cinq ans ou plus, elle n'a pas un caractère permanent et elle est assujettie à une prolongation ou à une modification officielle. De plus, nous notons que la mesure en cause (ainsi que les mesures antérieures) mettant en application la suspension des droits autonome ne fixe pas de conditions précises pour son retrait ou son non-renouvellement. Par conséquent, la suspension des droits en vigueur à un moment donné peut arriver à expiration, être abrogée ou être modifiée pour élargir ou réduire son champ d'application.

[987] Voir le paragraphe 7.740 plus haut.
[988] Voir les paragraphes 7.170 à 7.190 plus haut.

7.761 Nous reconnaissons qu'aucune franchise de droits autonome ne peut être assurée dans un sens absolu. Par exemple, les Communautés européennes exposent les consolidations tarifaires auxquelles elles ont procédé dans la Liste des CE conformément aux modifications annuelles apportées au taux de droit autonome figurant dans le TDC, publiées en octobre de chaque année avant leur entrée en vigueur au mois de janvier suivant. Malgré ce fait, les consolidations tarifaires exposées dans le régime de droits autonome du TDC demeurent en place jusqu'à leur abrogation officielle par la Commission. Par conséquent, le traitement tarifaire prévu dans le TDC n'est pas subordonné à son renouvellement ou à sa prolongation, à la différence du régime de suspension des droits actuel. À notre avis, cette distinction est importante, en particulier en ce sens que le traitement tarifaire permanent offre une prévisibilité pour les négociants qui exercent des activités sur le marché. De plus, le traitement tarifaire établi dans le TDC est prospectif, à la différence du régime de suspension des droits, où la suspension a été appliquée rétroactivement à un certain nombre de reprises.[989] Pour les raisons qui précèdent, nous sommes d'avis que la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 a) parce que la possibilité de répercussions négatives pour la concurrence demeure.

7.762 Nous faisons observer finalement que l'Organe d'appel a expliqué que pour démontrer l'incompatibilité, l'examen de la question de savoir si une mesure donnait lieu à un "traitement moins favorable" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994 ne nécessitait pas un examen des effets réels de la mesure contestée sur le marché.[990] À notre avis, il en va de même aux fins de notre analyse en l'espèce en ce qui concerne l'article II:1 a).

7.763 Par conséquent, les mesures en cause, y compris le Règlement n° 179/2009 du Conseil appliqué conjointement avec la NC et les NENC 2008/C 133/01, et avec les Règlements n° 634/2005 et n° 2171/2005 de la Commission, sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 a) du GATT de 1994. Il en va de même dans les cas où le Règlement n° 179/2009 du Conseil suspend les droits sur des produits pour lesquels les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits, y compris les moniteurs ACL dotés d'une interface DVI ou qui sont aptes à recevoir et à reproduire des signaux vidéo provenant de sources autres qu'une machine automatique de traitement de l'information.

F. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION

7.764 Dans la présente section des rapports, le Groupe spécial examinera les allégations des **plaignants** selon lesquelles certaines mesures des CE sont incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'elles se traduisent par un traitement tarifaire moins favorable pour les importations de certains modules séparés ayant une fonction de communication que celui qui est prévu pour ces produits dans la Liste des CE, et parce que les droits de douane appliqués sont plus élevés que ceux qui leur sont applicables dans la Liste des CE. Dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants indiquent que les mesures indiquées en cause affectent les modules séparés munis "de certains types de modems (par exemple modems Ethernet)"

[989] Nous trouvons des éléments étayant ce point de vue dans les propos de la Commission, communiqués par les États-Unis, selon lesquels les suspensions de droits "constituent une exception à la situation normale" et sont "examinées régulièrement en vue de leur suppression éventuelle à la demande d'une partie concernée" (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 142, faisant référence à la communication de la Commission concernant les quotas et les suspensions de tarifs autonomes, J.O. C 128 (25 avril 1998), page 2 (pièce US-85)). Même si cette déclaration n'a pas été faite dans les circonstances de l'espèce, elle illustre à tout le moins le caractère conditionnel de la mesure. Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette déclaration.

[990] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21.5 – CE)*, paragraphes 215 et 221 (note de bas de page omise).

ou les modules séparés ayant une fonction de communication "munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple)".[991]

7.765 Les plaignants font valoir que, conformément aux engagements contractés dans le cadre de l'ATI, les Communautés européennes sont obligées d'admettre les modules séparés ayant une fonction de communication en franchise de droits. En particulier, les plaignants allèguent que certains modules séparés ayant une fonction de communication sont visés par l'admission en franchise de droits énoncée dans la désignation "modules séparés ayant une fonction de communication: dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations", figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, indépendamment de la ligne tarifaire de la NC sous laquelle les produits sont classés.[992] Les États-Unis estiment que le taux de droit consolidé indiqué aux numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 et, tel qu'il est spécifié dans la note générale, est nul.

7.766 Selon les plaignants, en dépit de cette admission en franchise de droits, l'une des mesures contestées, une modification des NENC 2008/C 112/03, exige que certains modules séparés ayant une fonction de communication munis "de certains types de modems (par exemple modems Ethernet)" ou modules séparés ayant une fonction de communication "munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple)" soient exclus du code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits. Conformément à la même modification, selon les plaignants, les modules séparés ayant une fonction de communication "munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple)" doivent être classés dans le code NC 8521 90 00 qui prévoit un droit *ad valorem* de 13,9 pour cent.[993] L'exclusion des modules séparés ayant une fonction de communication munis "de certains types de modems (par exemple modems Ethernet)" du code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits et le prélèvement de ce droit de 13,9 pour cent sur les modules séparés ayant une fonction de communication "munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple)" constituent l'essence de l'allégation des plaignants.

7.767 De plus, les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que les actions des Communautés européennes concernant la formulation d'opinions en ce qui concerne les modifications proposées aux notes explicatives contenues dans 2008/C 112/03 en octobre 2006 et mai 2007 sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. Les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que ces avis n'ont pas été publiés au Journal officiel des CE avant le 7 mai 2008. En outre, ils font valoir que les États membres des CE prélevaient des droits sur les modules séparés selon l'approche explicitée dans 2008/C 112/03 avant le 7 mai 2008.[994]

7.768 Les **Communautés européennes** font valoir, toutefois, que les plaignants ont mal interprété l'engagement concernant les modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans la Liste des CE. Par conséquent, les Communautés européennes rejettent les allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II. De plus, les Communautés européennes contestent que les actions citées par les États-Unis et le Taipei chinois soient incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

---

[991] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.

[992] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.

[993] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, pages 4 et 5.

[994] Bien que les trois plaignants aient présenté une demande *conjointe* en vue de l'établissement du présent Groupe spécial, qui comprend entre autres choses des allégations conjointes au titre de l'article X du GATT de 1994, le Japon n'a pas maintenu ces allégations particulières dans ses communications.

7.769 S'agissant des allégations formulées par les plaignants au titre de l'article II, comme pour les allégations précédentes, le Groupe spécial estime que sa tâche est donc de déterminer: a) la portée du traitement en franchise de droits prévu dans la Liste des CE; b) si les produits indiqués par les plaignants sont visés par la concession tarifaire sous forme de franchise de droits; c) si les mesures contestées se traduisent par l'imposition de droits plus élevés sur les produits en cause que ceux de la Liste des CE; et d) si les mesures en cause se traduisent par un traitement moins favorable pour les produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE.

7.770 Suivant l'approche que nous avons décrite ci-dessus, nous indiquerons d'abord quels sont les mesures et les produits en cause. Il est particulièrement important de le faire en l'espèce, car les Communautés européennes ont contesté que les mesures particulières soient visées par le mandat du Groupe spécial. Par conséquent, avant de passer au fond des allégations des plaignants, nous examinerons d'abord si les plaignants peuvent présenter leur allégation au Groupe spécial.

1. Questions préliminaires

7.771 Dans la présente procédure, les Communautés européennes ont soulevé plusieurs questions en ce qui concerne les allégations relatives aux modules séparés ayant une fonction de communication.[995] Comme elles l'ont allégué pour les dispositifs d'affichage à écran plat, les Communautés européennes estiment que l'une des mesures contestées n'est pas juridiquement contraignante en droit communautaire. De plus, les Communautés européennes ont soutenu que les plaignants n'ont pas expliqué ce qui constitue la concession pertinente des CE et quels sont les termes précis de la concession. Le Groupe spécial examinera brièvement chacune de ces questions dans la présente section.

7.772 Nous rappelons que l'Organe d'appel a expliqué que, prises ensemble, l'indication des mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la plainte constituent la "question portée devant l'ORD", qui est le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[996]

7.773 L'un des buts essentiels du mandat est d'établir le domaine de compétence du groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend.[997] L'Organe d'appel a également observé que l'attribution de compétence à un groupe spécial est une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial.[998] Par conséquent, nous devons examiner ces questions avant de pouvoir examiner le fond des allégations des plaignants.

---

[995] Nous notons que les Communautés européennes n'ont pas allégué l'existence de violations particulières de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ou du mandat du Groupe spécial, mais ont plutôt allégué que les plaignants n'ont pas fourni d'éléments de preuve "*prima facie*". Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 32. Le Groupe spécial estime quand même qu'il est approprié de commencer son examen par les questions soulevées par les Communautés européennes, ainsi que les questions additionnelles qui concernent le mandat du Groupe spécial. Ces questions sont énumérées au paragraphe 7.123 des présents rapports.

[996] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76.

[997] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[998] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36.

7.774 Comme la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial sert de fondement au mandat du présent Groupe spécial[999], nous commencerons notre analyse en présentant le texte pertinent de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

a) Modules séparés ayant une fonction de communication: les mesures en cause

7.775 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont indiqué que les mesures pertinentes en cause des CE étaient les suivantes:

> "Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les modules séparés ayant une fonction de communication. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:
>
> 1. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[10]; et
>
> 2. les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03 (7 mai 2008), considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987[11],
>
> ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.[12]

---

[10] Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement (CE) n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

[11] Voir aussi les décisions du Comité du Code des douanes, dont il est question à la page 5, *infra*.

[12] Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE des droits de douane sur les importations de modules séparés ayant une fonction de communication."[1000]

7.776 Les Communautés européennes n'ont pas contesté l'indication spécifique des mesures faite par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Les aspects pertinents de ces mesures sont examinés en détail ci-dessous.

---

[999] Nous rappelons, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 1.6 ci-dessus, que l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial dans le présent différend, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, doté du mandat suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes dans les accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu dans le document WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

Voir aussi "Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis, du Japon et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, WT/DS375/9, 376/9 et 377/7, page 1.

[1000] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.

b) La NENC 2008/C 112/03 est-elle une mesure qui peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC?

7.777 Nous rappelons la position des Communautés européennes qui a été indiquée dans la section des rapports concernant les dispositifs d'affichage à écran plat[1001], selon laquelle, en général, les NENC ne sont pas juridiquement contraignantes dans l'ordre juridique communautaire et sont essentiellement des "outils importants pour l'interprétation de la NC".[1002] Surtout, les Communautés européennes soutiennent que les NENC ne lient pas les agents des douanes dans leur interprétation et leur application de la NC en matière de déterminations douanières dans la mesure où il existe une divergence entre les termes des NENC et ceux de la NC, y compris ses notes de sections et de chapitres.[1003]

7.778 Comme elle est pertinente pour l'allégation des plaignants concernant les modules séparés ayant une fonction de communication, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle les modifications des NENC en cause dans le présent différend sont des mesures appliquées de manière générale et prospective pouvant être contestées "en tant que telles". En particulier, nous avons conclu que les NENC étaient "appliquées de manière générale" parce que l'application des NENC ne se limite pas à une seule importation ou à un seul importateur et qu'elles établissent des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective qui créent des attentes légitimes parmi le grand public et les acteurs privés.

7.779 Pour les mêmes raisons que celles qui sont indiquées aux paragraphes 7.158 à 7.160, le Groupe spécial conclut donc que la NENC 2008/C 112/03 peut être contestée "en tant que telle".

c) Les plaignants ont-ils indiqué quelle était la concession en cause des CE?

7.780 Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont fait valoir que les plaignants n'ont pas expliqué ce qui constituait la concession des CE pour les "modules séparés ayant une fonction de communication …" et n'ont pas indiqué l'endroit où elle figurait, en faisant référence à la désignation contenue dans l'Appendice B ainsi qu'à la désignation figurant à l'Annexe de la Liste des CE.[1004] Les Communautés européennes font également valoir que les plaignants n'ont pas dûment indiqué quelle était la formulation précise de la concession pour les "modules séparés *ayant* ("which have" en anglais) une fonction de communication" en faisant référence à des "modules séparés *ayant* ("with" en anglais) une fonction de communication", et n'ont donc pas analysé les termes conformément à l'approche énoncée à l'article 31 de la Convention de Vienne.[1005]

7.781 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont indiqué que les "concessions" pertinentes étaient les suivantes:

> "La liste prévoit dans une note liminaire que "[p]our ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce

[1001] Voir les paragraphes 7.130 et suivants.
[1002] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 312 à 314; réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 47 à 49 et 55 (pièce TPKM-52); deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 27 à 34.
[1003] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 98; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 38 à 43; réponse des Communautés européennes à la question n° 122 du Groupe spécial.
[1004] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 190 à 196.
[1005] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 197 à 201.

> des produits des technologies de l'information ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature ..., seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé." L'Appendice B comprend les "[m]odules séparés ayant une fonction de communication: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations". Le taux de droit consolidé pour ce produit, tel qu'il est indiqué sous les positions 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 du SH, et tel qu'il est spécifié dans la note liminaire, est nul."[1006]

7.782 Les plaignants font valoir qu'ils ont dûment indiqué la formulation qui constitue la concession figurant à l'Annexe de la Liste des CE, à savoir en faisant référence aux "modules séparés *ayant* ("which have" en anglais) une fonction de communication".[1007]

7.783 Nous estimons que les plaignants ont établi ce qu'ils estiment être la/les concession(s) pertinente(s) en l'espèce. Toutefois, nous estimons que deux questions se posent à la lumière des préoccupations des Communautés européennes concernant l'examen de la concession pertinente des CE par les plaignants: premièrement, l'endroit où se trouve la concession découlant de la désignation de produit pertinente aux fins de l'analyse du Groupe spécial et, deuxièmement, les incidences dans le présent différend de la référence à des "modules séparés *ayant* ("with" en anglais) une fonction de communication".

7.784 Nous notons que les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que le fait que les plaignants n'ont pas indiqué la concession avec précision, d'après les allégations, signifiait qu'ils avaient contrevenu aux dispositions de l'article 6:2 ou à d'autres dispositions du Mémorandum d'accord. Nous rappelons également ce que nous avons dit au paragraphe 7.773 ci-dessus, à savoir que les groupes spéciaux peuvent choisir d'examiner des questions de leur propre initiative s'ils estiment qu'elles sont au cœur de leur compétence, afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire.[1008] Nous déterminerons d'abord quel est l'endroit précis où se trouve la concession pertinente. Nous examinerons ensuite quels sont les termes pertinents de la concession.

> L'engagement pertinent se trouve-t-il dans l'Annexe de la Liste des CE, l'Appendice B, ou les deux?

7.785 La question soulevée par les Communautés européennes est celle de savoir si la désignation relative aux "modules séparés ayant une fonction de communication …" est la désignation reproduite séparément dans l'Annexe de la Liste des CE, ou celle qui est contenue dans l'Appendice B, ou si les deux textes sont pertinents.

7.786 Nous rappelons l'avis que nous avons exprimé ci-dessus[1009] en examinant l'endroit où se trouve la désignation pour les "dispositifs d'affichage à écran plat …", selon lequel les participants à l'ATI n'avaient pas voulu qu'il y ait des divergences entre les désignations qui apparaissent dans l'Appendice B de l'ATI et celles qui apparaissent dans la Liste des CE. Par conséquent, comme

---

[1006] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.

[1007] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 43; première communication écrite du Japon, paragraphe 350; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 360.

[1008] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 36 et 53.

[1009] Voir le paragraphe 7.226 ci-dessus.

ci-dessus, nous n'examinerons pas plus avant la question de savoir s'il convient de mettre l'accent sur les désignations figurant dans l'Appendice B de l'ATI ou celles qui sont reproduites séparément dans l'Annexe de la Liste des CE. Dans la mesure où les désignations de produits elles-mêmes définissent la portée des obligations (un point sur lequel nous reviendrons ci-dessous), nous avons expliqué que la formulation identique utilisée dans ces désignations de produits figurant dans l'ATI d'une part, et reproduite dans la Liste des CE d'autre part, donnerait lieu à des obligations de portée identique.

7.787 Nous passons donc à la deuxième question indiquée ci-dessus.

> Quelles sont les incidences dans le présent différend de la référence aux "modules séparés ayant ("with" en anglais) une fonction de communication"?

7.788 Nous rappelons que, dans leurs communications, les Communautés européennes se sont plaintes de l'utilisation de la formulation "modules séparés *ayant* ("with" en anglais) une fonction de communication".[1010] Les Communautés européennes estiment que l'emploi par les plaignants de la formulation "modules séparés *ayant* ("with" en anglais) une fonction de communication", plutôt que la formulation de la concession qui utilise les termes "which have" (ayant), conduit à une conclusion différente en ce qui concerne le champ des produits visés, eu égard à la définition du terme "with" (ayant) qui signifie "denoting association of accompaniment, or accompanied by; having (a person or thing) as an addition accompaniment" (indique une association ou un accompagnement, ou accompagné par; (personne ou chose) constituant un accompagnement additionnel).[1011]

7.789 Nous notons que les États-Unis et le Japon ont affirmé que le membre de phrase "modules séparés *ayant* ("with" en anglais) une fonction de communication" est "parfois simplement utilisé pour paraphraser la formulation associée à la note générale de l'Appendice B" et est parfois aussi "utilisé pour faire référence à la concession faite par les CE en 2000 pour les "modules séparés ayant ("with" en anglais) une fonction de communication"".[1012]

7.790 Dans leur première déclaration orale, les États-Unis ont également précisé qu'ils estiment que les Communautés européennes ont pris des engagements distincts pour les "modules séparés ayant ("which have" en anglais) une fonction de communication" et les "modules séparés ayant ("with" en anglais) une fonction de communication". Les États-Unis expliquent que le premier engagement découle de l'inclusion de la note générale et de la désignation dans l'Annexe de la Liste des CE, tandis que le deuxième découle d'une quatrième ligne tarifaire (numéro de position tarifaire 8528 71 13) dont les États-Unis allèguent qu'elle a été ajoutée à l'Annexe de la Liste des CE en 2000.[1013] Les États-Unis affirment qu'ils ont dûment indiqué ces deux concessions dans leurs communications initiales.[1014] Les États-Unis ont également fait valoir qu'ils n'estimaient pas qu'il existe une distinction de fond entre les termes "with" et "which have".[1015]

7.791 Le Groupe spécial a examiné ci-dessus les circonstances entourant l'ajout du numéro de position tarifaire 8528 71 13 à l'Annexe de la Liste des CE par le biais du document G/MA/TAR/RS/74.[1016]

[1010] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 197 à 201.

[1011] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 217 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 3703 (pièce EC-31)).

[1012] Réponse des États-Unis et du Japon à la question n° 80 du Groupe spécial.

[1013] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 13 et 16.

[1014] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 23.

[1015] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 16.

[1016] Voir les paragraphes 7.413 à 7.423 ci-dessus.

7.792 En réponse, les Communautés européennes ont fait valoir qu'elles estimaient que la décision de notifier un code additionnel en 2000 n'avait pas eu pour effet d'introduire une désignation distincte dans leur Liste ni de modifier la désignation existante. Les Communautés européennes font valoir qu'il serait tout au plus possible de considérer que l'ajout du numéro de position tarifaire signifie que la désignation pourrait être interprétée comme visant une catégorie spécifique de modules séparés aptes à recevoir des signaux de télévision à condition que ces produits correspondent par ailleurs aux termes de la désignation.[1017]

7.793 Nous examinons les incidences des références distinctes faites par les parties au terme "with" dans leurs communications, en tenant compte des observations supplémentaires qu'elles ont formulées. Nous notons que le Japon et le Taipei chinois ont limité leurs allégations concernant les modules séparés à une évaluation de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Par conséquent, comme nous avons déterminé que ces deux parties ont suffisamment identifié la concession comme étant la désignation, nous ne pensons pas que ces plaignants aient estimé que le mot "with" faisait littéralement partie de la concession. De plus, nous croyons comprendre que les États-Unis ont affirmé qu'ils avaient soulevé deux allégations distinctes concernant les modules séparés. Premièrement, comme les deux autres plaignants, nous estimons que les États-Unis ont suffisamment énoncé leur allégation selon la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Par ailleurs, cependant, sauf lorsqu'ils paraphrasent occasionnellement la désignation, nous croyons comprendre que la référence faite par les États-Unis au terme "with" a trait à leur deuxième allégation concernant les engagements tarifaires découlant de quatre lignes tarifaires qui apparaissent dans l'Annexe de la Liste des CE au sujet de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.

7.794 Eu égard à la référence faite par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial à la formulation précise de la concession telle qu'elle apparaît dans la Liste des CE, et à leur examen ultérieur de cette formulation, nous estimons donc que les plaignants ont expliqué ce que constitue la concession.[1018] Par ailleurs, nous examinerons la pertinence du terme "with" dans le cadre de l'autre allégation des États-Unis concernant le numéro de position tarifaire 8528 71 13, dans la mesure où cela est pertinent.

7.795 Par conséquent, le Groupe spécial examinera l'effet des mesures communautaires indiquées par les plaignants, et ensuite la portée des concessions pertinentes dans son évaluation des allégations des plaignants concernant l'article II du GATT de 1994.

2. Les mesures en cause et leurs effets

7.796 Le Groupe spécial va maintenant examiner les mesures en cause indiquées spécifiquement par les plaignants, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 7.775 ci-dessus, ainsi que leurs effets.

[1017] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 80. Les Communautés européennes donnent plusieurs raisons pour lesquelles l'utilisation du terme "with" ne devrait pas être jugée pertinente. Premièrement, elles soutiennent que les termes ou expressions utilisés par un législateur national pour désigner ou nommer un produit dans le cadre d'une mesure de classement ne devraient pas être pertinents pour interpréter la portée d'une concession tarifaire. De plus, elles font valoir que les termes "modules séparés ayant ("with") une fonction de communication" n'étaient pas censés être inclus dans la Liste modifiée, mais seulement le code indiqué avec eux (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 77 et 78).

[1018] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 43; la première communication écrite du Japon, paragraphe 350; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 360.

a) Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié

7.797 Ainsi qu'il a été indiqué aux paragraphes 7.39 à 7.45 ci-dessus, le Règlement n° 2658/87 du Conseil établit la NC et le TDC.[1019]

7.798 Nous rappelons qu'au paragraphe 7.146 ci-dessus nous avons conclu que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, y compris son annexe I, tel qu'il a été modifié tout récemment, est la mesure spécifique en cause dans le présent différend qui a été dûment indiquée en tant que telle dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

7.799 La version 2010 de la NC comprend le code NC 8521 90 00 bénéficiant de la franchise de droits suivant[1020]:

Code NC	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)	Unité supplémentaire
1	2	3	4
8521	Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques:		
8521 10	- à bandes magnétiques:		
8521 10 20	-- d'une largeur n'excédant pas 1,3 cm et permettant l'enregistrement ou la reproduction à une vitesse de défilement n'excédant pas 50 mm par seconde	14	p/st
8521 10 95	-- autres	8	p/st
8521 90 00	- autres	13,9	p/st

7.800 La version 2010 de la NC comprend le code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits, ainsi que les codes NC 8528 71 19 et 8528 71 90 passibles de droits, comme suit:

Code NC	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)	Unité supplémentaire
1	2	3	4
8528	Moniteurs et projecteurs, n'incorporant pas d'appareil de réception de télévision; appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:		
	- Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:		
8528 71	-- non conçus pour incorporer un dispositif d'affichage ou un écran vidéo		

[1019] Règlement n° 2658/87 du Conseil, article premier (pièces EC-49; US-13; TPKM-5).

[1020] Le Groupe spécial note que tant dans les NENC2007 que dans les NENC de 2008, le code NC 8521 10 20 contient une référence à côté du taux du droit conventionnel de 14 pour cent, qui indique ce qui suit: "taux de droit appliqué moins élevé de 13 pour cent jusqu'au 24 décembre 2008 (Règlement (CE) n° 2114/2005 du Conseil (J.O. L 340, 23 décembre 2005, page 1))" (pièce JPN-3).

	--- Récepteurs de signaux vidéophoniques *(tuners)*:		
8528 71 11	---- Assemblages électroniques destinés à être incorporés dans une machine automatique de traitement de l'information	Exemption	p/st
8528 71 13	---- Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")	Exemption	p/st
8528 71 19	---- autres	14	p/st
8528 71 90	--- autres	14	p/st
8528 72	-- autres, en couleurs:		
8528 72 10	--- Téléprojecteurs	14	p/st
8528 72 20	--- Appareils incorporant un appareil d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques	14	p/st
	--- autres:		

7.801 Les termes et taux de droits applicables des codes NC 8521 90 00, 8528 71 13, 8528 71 19 et 8528 71 90 sont identiques dans la version 2007 de la NC (figurant dans le Règlement n° 1549/2006 de la Commission, tel qu'il a été modifié), la version 2008 de la NC (figurant dans le Règlement n° 1214/2007 de la Commission, tel qu'il a été modifié), la version 2009 de la NC (figurant dans le Règlement n° 1031/2008 de la Commission, tel qu'il a été modifié) et la version 2010 de la NC (figurant dans le Règlement n° 948/2009 de la Commission, tel qu'il a été modifié).[1021]

i) Arguments des parties

7.802 Les **plaignants** ont indiqué que le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, prévoyait la mesure tarifaire de base des CE, en vertu de laquelle les modules séparés sont classés soit dans le code NC 8521 visant les "appareils d'enregistrement ou de reproduction" soit dans le code NC 8528 (dans les codes NC 8528 17 13, 8528 71 19 ou 8528 71 90) concernant les "appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; les moniteurs vidéo et les projecteurs vidéo".

7.803 Les **Communautés européennes** ne contestent pas que certains modules séparés ayant une fonction de communication puissent être classés dans les codes NC 8521 90 00, 8528 71 19 ou 8528 71 90 passibles de droits.[1022]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.804 Les parties ne semblent pas contester la teneur de la NC. Ainsi qu'il a été indiqué aux paragraphes 7.799 à 7.801, la version 2007 de la NC et les versions ultérieures (jusqu'à la version 2010 de la NC) comprennent les codes NC 8521 90 00, 8528 71 13, 8528 71 19 et 8528 71 90. Les termes et taux de droits applicables des positions pertinentes sont restés inchangés dans les versions ultérieures de la NC, c'est-à-dire la NC2008, la NC2009 et sa version actuelle, la NC2010.

[1021] NC2007 (pièces US-47; JPN-2; TPKM-34); NC2008 (pièce JPN-3); NC2009 (pièces US-11; JPN-20; TPKM-21).

[1022] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 278.

7.805 Le code NC 8528 71 13, qui bénéficie d'une franchise de droits – et qui, avant la NC2007, était le code 8528 12 91 – se rapporte aux:

> "- Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images:; -- non conçus pour incorporer un dispositif d'affichage ou un écran vidéo:; --- Récepteurs de signaux vidéophoniques *(tuners)*:; ---- Assemblages électroniques destinés à être incorporés dans une machine automatique de traitement de l'information; ---- Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")".

7.806 Le code NC 8528 71 19 est assorti d'un taux de droit de 14 pour cent. Le code NC 8528 71 90 est assorti d'un taux de droit de 14 pour cent.

7.807 Le code NC 8521 90 00, assorti d'un taux de droit de 13,9 pour cent, se rapporte aux:

> "Appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques:; - à bandes magnétiques:; -- d'une largeur n'excédant pas 1,3 cm et permettant l'enregistrement ou la reproduction à une vitesse de défilement n'excédant pas 50 mm par seconde; - autres; --- autres".

7.808 En conclusion, le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, introduit dans la position NC 8528 71 13 le code NC bénéficiant de la franchise de droits qui s'applique aux produits suivants: "Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")". De plus, la NC établit le code NC 8521 90 00 passible de droits, qui s'applique aux "[a]ppareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques", qui prévoit un droit de 13,9 pour cent. La NC établit également les codes NC 8528 71 19 et 8528 71 90 en tant qu'"autres" positions, dont chacune est assortie d'un taux de droit de 14 pour cent.

b) Les NENC 2008/C 112/03

7.809 Le 7 mai 2008, les Communautés européennes ont publié les NENC 2008/C 112/03, qui comprennent les extraits ci-après concernant les codes NC 8521 90 00, 8528 71 13, 8528 71 19 et 8528 71 90:

> **"8521 90 00 Autres**
>
> La présente sous-position comprend les appareils sans écran susceptibles de recevoir des signaux de télévision, dits "modules séparés" munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple).
>
> *À la page 339, le texte suivant est inséré:*
>
> **"8528 71 13 Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")**

La présente sous-position couvre les appareils non munis d'écran (appelés "modules séparés ayant une fonction de communication"), comprenant les principaux éléments suivants:

- un microprocesseur,

- un récepteur de signaux vidéophoniques.

L'existence d'un connecteur RF témoigne de la présence éventuelle d'un récepteur de signaux vidéophoniques,

- un modem.

  Les modems modulent et démodulent tant les signaux émis que les signaux arrivant, ce qui permet une communication bidirectionnelle pour accéder à Internet. Il s'agit notamment des modems suivants: V.34-, V.90-, V.92-, modems DSL ou modems câble. La présence d'un connecteur RJ 11 témoigne de l'existence d'un tel modem.

  Les dispositifs remplissant une fonction similaire à celle d'un modem, mais qui ne modulent ni ne démodulent des signaux, ne sont pas considérés comme des modems. Parmi ces appareils, on peut citer les dispositifs RNIS, WLAN ou Ethernet. La présence d'un connecteur RJ 45 témoigne de l'existence d'un tel appareil.

  Le modem doit être intégré dans le module séparé. Les modules séparés non dotés d'un modem incorporé mais utilisant un modem externe sont exclus de la présente sous-position (ensemble comprenant un module séparé et un modem externe, par exemple).

Le protocole Transmission Control Protocol/Internet Protocol (TCP/IP) doit être présent dans le module séparé comme micrologiciel.

Les modules séparés de la présente sous-position doivent permettre à leur utilisateur d'accéder à Internet. L'appareil doit également pouvoir fonctionner avec des applications Internet dans un mode "d'échange d'informations interactif", comme un client de courrier électronique ou une application de messagerie utilisant une interface de connexion UDP ou TCP/IP.

Les modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (de disque dur ou lecteur de DVD, par exemple) sont exclus de la présente sous-position (sous-position 8521 90 90).

8528 71 19 Autres

Voir le dernier paragraphe des notes explicatives de la sous-position 8528 71 13.

8528 71 90 Autres

La présente sous-position comprend des appareils récepteurs de télévision sans écran qui ne sont pas équipés d'un récepteur de signaux vidéophoniques (par exemple les produits communément appelés "modules séparés IP").

> Voir aussi le dernier paragraphe des notes explicatives de la sous-position 8528 71 13.""

7.810 Outre cette modification des NENC publiée au Journal officiel de l'UE, les plaignants ont fait référence à certaines décisions du Comité du Code des douanes (section de la nomenclature tarifaire et statistique) dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, y compris des opinions formulées en octobre 2006 et mai 2007 concernant ce projet de modification des NENC. Ces deux propositions de modification des NENC ont constitué la base de la modification des NENC qui a été publiée au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

7.811 En octobre 2006, le Comité du Code des douanes (section de la nomenclature tarifaire et statistique) a examiné une proposition de la Commission relative à une modification des NENC concernant le code NC 8528 12 20 pour les "appareils récepteurs de télévision en couleur, incorporant un appareil d'enregistrement ou de reproduction des images"; les codes NC 8528 12 90 à 8528 12 95 pour les "récepteurs de signaux vidéophoniques *(tuners)*"; le code NC 8528 12 91 pour les "modules séparés ayant une fonction de communication"; et le code NC 8528 12 98 pour les "autres".[1023]

7.812 En mai 2007, le Comité du Code des douanes (section de la nomenclature tarifaire et statistique) a examiné une proposition de la Commission relative à une modification des NENC, excluant les "modules séparés ayant un disque dur" du code NC 8528 12 91 mais aucune opinion n'a été formulée, et le texte du projet a été ajouté au compte rendu de la réunion du Comité du Code des douanes.[1024]

i) Arguments des parties

7.813 Conformément à 2008/C 133/01, les **plaignants** font valoir que les Communautés européennes appliquent indûment des droits de 13,9 ou de 14 pour cent à certains modules séparés qui devraient bénéficier d'un régime en franchise de droits. En particulier, les plaignants font valoir que, conformément à ces NENC, les produits ci-après sont exclus du régime en franchise de droits prévu pour le code NC 8528 71 13: i) les modules séparés munis d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD sont exclus du code NC 8528 71 13, doivent être classés dans le code NC 8521 90 00 et sont assujettis à un droit de 13,9 pour cent; ii) les modules séparés incorporant la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet sont exclus du code NC 8528 71 13, sont classés dans le code NC 8528 71 19 et sont assujettis à un droit de 14 pour cent; iii) les modules séparés qui utilisent un modem externe (non "incorporé") sont exclus.[1025]

7.814 Les **Communautés européennes** ne contestent pas que ces codes NC sont assujettis à des droits de 13,9 ou de 14 pour cent.[1026] Néanmoins, elles estiment que l'examen de la question de savoir si un produit particulier est un module séparé ayant une fonction de communication qui est admissible au bénéfice du traitement en franchise de droits nécessite un examen objectif de "la totalité des éléments technologiques présents dans le module séparé", compte tenu des RGI.[1027] Elles font valoir que si un module séparé correspond aux caractéristiques objectives d'un appareil récepteur de télévision, il doit être classé dans la position 8528. Autrement, si le produit a les caractéristiques d'un

[1023] Comité du Code des douanes (407ème réunion) (pièce TPKM-30).
[1024] Comité du Code des douanes (420ème réunion) (pièce TPKM-31).
[1025] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 48, 89, 98, 99 et 104; première communication écrite du Japon, paragraphes 359 et 388; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 103 et 104.
[1026] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 278.
[1027] Réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 279 et 286.

appareil d'enregistrement ou de reproduction des images, il est classé dans la position 8521. À ce dernier égard, les Communautés européennes affirment que la présence d'un disque dur n'est pas évaluée indépendamment d'autres caractéristiques du produit. De plus, elles font valoir que les produits peuvent être classés dans le code NC 8528 71 19 s'ils ne sont pas munis de modems ou dans le code NC 8528 71 90 s'il s'agit d'appareils récepteurs de télévision, mais qu'ils ne sont pas équipés d'un récepteur de signaux vidéophoniques. Les Communautés européennes font valoir que, dans les cas où le classement ne peut être déterminé, les produits sont classés conformément à la RGI 3. Les Communautés européennes estiment qu'en général les NENC n'ont aucun caractère juridique contraignant et qu'elles ne devraient donc pas constituer le fondement d'une contestation "en tant que tel".[1028]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.815 Au paragraphe 7.160 ci-dessus, nous avons déterminé qu'en général les NENC "font autorité", en établissant des règles ou des normes qui sont appliquées ou sont censées être appliquées de manière générale et prospective, en ayant une valeur normative et en donnant des indications administratives, et en créant des attentes parmi le grand public et les acteurs privés. Sur cette base, nous avons déterminé que les NENC pouvaient être contestées "en tant que telles", en particulier parce qu'elles sont publiées par les Communautés européennes, qu'elles donnent des indications administratives aux autorités douanières et créent des attentes légitimes. Par conséquent, le Groupe spécial examinera l'effet de la NENC 2008/C 112/03 sur le classement des modules séparés ayant une fonction de communication. Le Groupe spécial se concentrera sur les NENC qui se rapportent particulièrement aux codes NC 8521 90 00, 8528 71 13, 8528 71 19 et 8528 71 90.

7.816 La NENC 2008/C 112/03 fait référence, entre autres choses, au code NC 8528 71 13, qui s'applique aux "[a]ppareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision", spécifiquement qualifiés de "modules séparés ayant une fonction de communication".

7.817 Selon la NENC relative au code NC 8528 71 13, les modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, y compris spécifiquement un disque dur ou un lecteur de DVD, sont exclus de la présente sous-position et doivent être classés dans la sous-position 8521 90 00. Le code NC 8521 90 00 vise les "modules séparés" ("appareils sans écran susceptibles de recevoir des signaux de télévision") munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction, y compris spécifiquement un disque dur ou un lecteur de DVD. Ainsi qu'il a été indiqué dans la section précédente, ce code est assorti d'un droit de 13,9 pour cent.

7.818 De plus, la NENC relative au code NC 8528 71 13 indique que les "modules séparés" désignés contiennent trois éléments principaux: un microprocesseur, un récepteur de signaux vidéophoniques et un modem. Selon la NENC relative à cette position, les modems modulent et démodulent tant les signaux émis que les signaux arrivants, ce qui permet une communication bidirectionnelle pour accéder à Internet. Plusieurs exemples de modems sont donnés (V.34-, V.90-, V.92-, modems DSL ou modems câble), les dispositifs RNIS, WLAN ou Ethernet ne sont expressément pas des modems qui modulent et démodulent des signaux.

7.819 Par conséquent, nous considérons que les appareils incorporant la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet en particulier sont des appareils qui ne contiennent pas de "modem" au sens de la modification des NENC, ce qui indique que cet appareil ne sera pas conforme à la prescription figurant dans la position selon laquelle il doit posséder un microprocesseur, un récepteur de signaux

[1028] Voir les paragraphes 7.147 et 7.148 ci-dessus.

vidéophoniques *et un modem*. Un "module séparé ayant une fonction de communication" qui incorpore la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet est expressément exclu du code NC 8528 71 13. Un "module séparé" incorporant la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet peut être classé soit dans les codes NC 8521 90 00 passibles de droits soit dans un autre code NC (code NC 8528 71 19 ou code NC 8528 71 90), selon la présence ou non d'une fonction d'enregistrement ou de reproduction.

7.820 Les modules séparés non dotés d'un modem incorporé mais utilisant un modem externe sont également exclus du code NC 8528 71 13. Il n'est pas indiqué expressément quel code NC serait applicable à un tel produit. Toutefois, les Communautés européennes ont confirmé que ces produits pouvaient être classés dans le code NC 8528 71 19 qui est désigné par le terme "autres" dans les NENC 2008/C 112/03. Le code NC 8528 71 19 prévoit un droit de 14 pour cent dans l'actuelle NC2010 (comme dans les versions 2007 à 2009 de la NC). Les NENC relatives au code NC 8528 71 19 font référence à une formulation figurant dans le dernier paragraphe du code NC 8528 71 13, en indiquant que les produits munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction ne doivent pas non plus être classés dans le code NC 8528 71 19.

7.821 Enfin, la NENC relative au code NC 8528 71 90 désigné par le terme "autres" indique que le code vise les appareils récepteurs de télévision sans écran qui ne sont pas équipés d'un récepteur de signaux vidéophoniques, y compris les produits "communément appelés "modules séparés IP"". La NENC fait également référence au code NC 8528 71 13. Nous considérons donc que les produits pouvant être classés dans le code 8528 71 90 doivent également être exclus de cette position s'ils ont une fonction d'enregistrement ou de reproduction. Ces produits pourraient être classés dans le code 8521 90 00 et seraient également assujettis à un droit de 14 pour cent.

7.822 En résumé, nous concluons que des produits ne peuvent relever du code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits que dans la mesure où ils répondent à l'ensemble des conditions de la concession. Toutefois, les modules séparés non dotés d'un modem incorporé, selon la désignation figurant dans les dispositions, ou qui incorporent la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet, sont exclus. Un module séparé constituant un appareil récepteur de télévision sans écran qui n'est pas équipé d'un récepteur de signaux vidéophoniques est également exclu. Enfin, tout module séparé qui contient un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD, sera également exclu. Compte tenu du libellé des NENC 2008/C 112/03, les éléments de preuve qui nous ont été présentés ne nous permettent pas de conclure que les dispositifs qui remplissent ces conditions ne sont pas exclus, ou qu'il serait possible de recourir à la RGI 3 s'ils paraissaient pouvoir être classés dans d'autres positions. Ainsi qu'il a été indiqué, les produits qui sont désignés en partie par le code NC 8528 71 13 mais qui ne satisfont pas aux prescriptions énumérées dans ce paragraphe doivent être classés dans d'autres codes de la position 8528 et être assujettis à un droit de 14 pour cent, ou dans le code NC 8521 90 00 et être assujettis à un droit de 13,9 pour cent.

c) L'application de droits sur les importations de certains modules séparés

7.823 Outre les mesures en cause ci-dessus, dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont spécifié que la mesure en cause comprenait "l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE des droits de douane sur les importations de modules séparés ayant une fonction de communication".[1029] Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial, les plaignants ont indiqué qu'ils ne contestaient l'application d'aucune mesure des CE.[1030] Par conséquent, le Groupe spécial n'examinera pas d'applications particulières par des agents

[1029] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, DS377/6, page 4.
[1030] Voir les réponses des plaignants à la question n° 119 du Groupe spécial.

des douanes des États membres des CE, et ne formulera pas de constatations concernant des applications particulières.

d) Conclusions

7.824 Dans l'analyse des mesures que nous avons effectuée ci-dessus, nous avons conclu que le code NC 8528 71 13 bénéficiait de la franchise de droits, tandis que les codes NC 8521 90 00, 8528 71 19 et 8528 71 90 étaient tous passibles de droits. Nous avons également conclu que les NENC 2008/C 112/03 définissaient certaines caractéristiques de produits qui sont déterminantes pour le classement dans d'autres codes NC que le code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits. En particulier, nous avons constaté que les modules séparés non dotés d'un modem incorporé, selon la désignation figurant dans les dispositions, ou qui incorporent la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet, étaient exclus. Un module séparé constituant un appareil récepteur de télévision sans écran qui n'est pas équipé d'un récepteur de signaux vidéophoniques est également exclu. Enfin, tout module séparé qui contient un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD, sera également exclu.

3. Précisions apportées par les plaignants concernant l'indication des produits en cause

a) Arguments des parties

7.825 Les **États-Unis** et le **Japon** font valoir qu'un module séparé ayant une fonction de communication est "un appareil électronique qui se connecte à un canal de communication, comme un téléphone, un réseau numérique à intégration de services (RNIS) ou une ligne de télévision par câble, et qui produit des données de sortie sur un écran de télévision conventionnel".[1031] Les États-Unis et le Japon font valoir que ces modules séparés "permettent à un appareil de télévision de recevoir et décoder des signaux numériques pour la télévision ("DTV") et sont souvent appelés "boîtes de connexion" ou "récepteurs" et "varient beaucoup dans leur complexité".[1032] Les États-Unis et le Japon estiment en outre que ces modules séparés permettent également de se connecter à Internet et d'envoyer et de recevoir des informations au moyen "d'un échange interactif d'informations".[1033] Le Japon fait observer que cet échange interactif d'informations se fait en temps réel sur Internet en utilisant un modem.[1034] Le **Taipei chinois** fait valoir que les modules séparés ayant une fonction de communication sont des "dispositifs qui permettent à un appareil de télévision de recevoir et décoder des signaux numériques pour la télévision ("DTV") … qui sont utilisés pour les télévisions numériques par satellite, par câble et terrestre … [et] comprennent la capacité de connexion à Internet à l'aide d'un modem".[1035] Le Taipei chinois et le Japon font observer que les modules séparés ayant une fonction de communication "*comprennent [parfois]* […] un disque dur qui permet d'enregistrer des émissions de télévision, de télécharger des logiciels du fournisseur de services numériques et

[1031] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42; première communication écrite du Japon, paragraphe 344 (faisant référence au informitv glossary: http://informitiv.com/glossary/settopbox/ (pièce US-22) et au ITV dictionary.com: http://www.itvdictionary.com (pièces US-23, JPN-11)).

[1032] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42; première communication écrite du Japon, paragraphe 344 (faisant référence au Newton's Telecom Dictionary (10ème édition, 1996), page 1041 (pièce US-24, pièce JPN-11)).

[1033] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42; première communication écrite du Japon, paragraphe 344 (faisant référence à Annabel Z. Dodd, the Essential Guide to Telecommunications (3ème édition, 2001), page 308 (pièce US-25, pièce JPN-11)).

[1034] Première communication écrite du Japon, paragraphe 345.

[1035] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 15

d'exécuter d'autres applications accessoires permises par le fournisseur de signaux numériques".[1036] Le Japon et le Taipei chinois font observer que leur allégation relative aux modules séparés ne concerne pas le traitement tarifaire applicable à des modèles spécifiques, mais plutôt un "certain nombre de critères" utilisés par les Communautés européennes pour déterminer le traitement tarifaire d'une catégorie de produits.[1037]

7.826 Les **Communautés européennes** font valoir que les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir le bien-fondé de leurs allégations "en tant que tel" parce qu'ils n'ont pas indiqué les produits ou catégories de produits en cause.[1038] C'est pourquoi elles estiment que les plaignants n'ont pas établi que le fait que *tous* les modules séparés sont assujettis à des droits contrevient nécessairement à leurs engagements.[1039] Les Communautés européennes font valoir que la désignation des produits donnée par les États-Unis et le Japon met l'accent sur différents éléments techniques et en omet d'autres, tandis que le Taipei chinois fournit une "désignation du produit totalement dénuée de fondement".[1040] Selon les Communautés européennes, en joignant et en combinant des éléments descriptifs provenant de sources et de périodes diverses, les plaignants n'ont pas tenu compte des différences entre les produits qui existaient au moment de la conclusion de l'ATI et le produit tel qu'il a existé/existe ultérieurement.[1041] Les Communautés européennes font valoir que l'examen de certains modèles, tels que les modules séparés ayant une fonction d'enregistrement, démontre que les caractéristiques principales de certains modules séparés en font des "enregistreurs vidéonumériques" qui sont "complètement différents" de ce qui est visé par la concession.[1042] D'une manière générale, les Communautés européennes font valoir que lorsqu'ils sont considérés objectivement, certains modules séparés ne sont pas admissibles au bénéfice du traitement en franchise de droits, tels que les modules séparés qui ont une fonction de "communication" équivalant à 1 pour cent de leurs fonctions et d'"autres" fonctions équivalant à 99 pour cent de leurs fonctions.[1043] À leur avis, si l'approche large proposée par les plaignants était suivie, ce produit, et tout autre produit, serait considéré à l'avenir comme étant un produit des TI, peu importe l'importance de la fonction d'enregistrement, à condition que les "éléments technologiques" rentrent dans une "boîte" qui permet une fonction de communication.[1044]

b) Examen par le Groupe spécial

7.827 Nous rappelons notre constatation ci-dessus, selon laquelle la tâche qui nous incombe en ce qui concerne les allégations des plaignants au titre de l'article II du GATT de 1994 est de déterminer si les mesures en cause aboutissent à la perception de droits sur certains produits qui sont plus élevés que le traitement tarifaire prévu pour ces produits dans la Liste des CE. Ce faisant, nous avons expliqué notre interprétation de l'allégation des plaignants selon laquelle certains *aspects* des mesures

[1036] Première communication écrite du Japon, paragraphe 345 (pas d'italique dans l'original); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 15.
[1037] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 197; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 225.
[1038] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 67; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 51 et 58.
[1039] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 68.
[1040] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 202 (faisant référence aux pièces US-22 à US-25).
[1041] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 205.
[1042] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 260 (faisant référence aux pièces EC-43 à EC-45 et US-28).
[1043] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 258 à 260 (pièce EC-46).
[1044] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 du Groupe spécial.

ont pour effet d'exclure automatiquement de certaines positions tarifaires bénéficiant de la franchise de droits *tous* les produits ayant une certaine caractéristique *indépendamment* des autres caractéristiques objectives qu'ils peuvent posséder. Nous avons donc conclu que si nous devions déterminer que certains produits sont visés par des concessions sous forme d'exemption de droits figurant dans la Liste des CE, et si les mesures contestées prévoyaient l'application de droits aux produits visés par la concession, ce traitement contreviendrait à l'article II.[1045]

7.828 Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel, en l'espèce, les plaignants étaient obligés d'indiquer les modèles particuliers ou produits précis en cause afin d'établir le bien-fondé de leur allégation. Le Groupe spécial estime que les mesures relevant de son mandat déterminent les produits qui relèvent de son mandat. Le Groupe spécial examinera cet aspect et d'autres aspects des mesures dans son évaluation visant à déterminer si les plaignants se sont acquittés de la charge qui leur incombait de démontrer l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article II du GATT de 1994.

7.829 En effectuant notre évaluation, nous notons que les plaignants ont fait référence à diverses caractéristiques des produits dans l'élaboration des arguments qu'ils ont présentés au Groupe spécial. En particulier, les plaignants font observer qu'un module séparé ayant une fonction de communication est un appareil électronique qui se connecte à un canal de communication, comme un téléphone, y compris à l'aide de technologies basées sur la téléphonie, un RNIS ou une ligne de télévision par câble. Ils font valoir que ces dispositifs permettent de se connecter à Internet et de traiter les informations d'une manière interactive, et de produire des données de sortie sur un écran de télévision conventionnel. De plus, les plaignants font observer que ces dispositifs se connectent à un appareil de télévision pour recevoir et décoder les émissions de télévision numériques, y compris par satellite et par câble. Les plaignants font également valoir que l'ajout d'un disque dur à un module séparé ayant une fonction de communication ne change pas le fait qu'il s'agit d'un module séparé ayant une fonction de communication.[1046]

7.830 Compte tenu de ce qui précède, nous estimons que les produits en cause dans le présent différend sont i) les appareils électroniques qui permettent à un moniteur vidéo ou à un téléviseur de recevoir et de décoder des émissions de télévision numérique diffusées par un canal de communication, et qui sont capables de se connecter à Internet au moyen d'un dispositif WLAN, RNIS ou Ethernet intégré afin d'assurer un échange interactif d'informations; et ii) les appareils électroniques qui correspondent aux termes de la désignation figurant dans les NENC et qui sont par ailleurs munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD.

7.831 Par conséquent, selon le Groupe spécial, les deux principales questions dont il est saisi concernent la question de savoir si la concession pour les "modules séparés ayant une fonction de communication" vise les dispositifs électroniques qui assurent une communication interactive grâce aux technologies WLAN, RNIS ou Ethernet, et celle de savoir si la concession vise les dispositifs contenant une fonctionnalité d'enregistrement (par exemple un disque dur ou un lecteur de DVD), en plus d'une fonction de communication interactive. Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 7.809 à 7.812 ci-dessus, ces aspects sont pris en considération dans le texte de la mesure NENC 2008/C 112/03, et ont été au centre des arguments des plaignants. Le Groupe spécial fondera donc son examen sur les produits affectés par ces aspects des mesures, eu égard à la désignation du produit présentée par les parties.

[1045] Voir les paragraphes 7.103 à 7.117 ci-dessus.
[1046] Réponse des plaignants aux questions n° 85, 88 et 146 du Groupe spécial.

4. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour certains modules séparés est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994

7.832 Les Communautés européennes ont accordé des concessions sous forme d'exemption de droits pour certains produits des technologies de l'information dans le cadre de leur mise en œuvre de l'ATI, lesquelles figurent dans la Liste des CE. L'allégation des plaignants concerne une concession énoncée dans la désignation "Modules séparés ayant une fonction de communication: un appareil à microprocesseur incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif", figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. De plus, les États-Unis font valoir que les Communautés européennes se sont engagées à accorder un traitement en franchise de droits pour les modules séparés conformément aux concessions énoncées dans la Liste des CE sous les codes NC 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 ou 8528 12 91 qui y sont énumérés. Les plaignants font valoir qu'en n'accordant pas un traitement en franchise de droits pour les produits qui sont visés par ces concessions tarifaires, les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, qui exigent que les Membres ne traitent pas les produits en provenance d'autres Membres d'une manière moins favorable que ce qui est prévu dans leurs Listes ni qu'ils imposent des droits plus élevés que les taux consolidés qui sont inscrits dans lesdites listes.

7.833 Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, nous commencerons par déterminer la portée de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE. Nous examinerons ensuite l'allégation des États-Unis concernant les codes NC 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 ou 8528 12 91. Après avoir déterminé la portée de l'obligation pertinente figurant dans la Liste des CE, nous examinerons ensuite si les mesures en cause indiquées ci-dessus sont telles que les produits visés par les obligations des CE ne sont pas admis en franchise de droits.

a) Le sens ordinaire de la concession pertinente: la note générale des CE et la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE

7.834 Les **plaignants** estiment que certains modules séparés sont visés par la concession sous forme d'exemption de droits énoncée dans la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE ("Modules séparés ayant une fonction de communication: appareil à microprocesseur incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif").[1047] Ils font valoir que le sens ordinaire des termes de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, lorsqu'ils sont lus dans le contexte de la note générale des CE, fait obligation aux Communautés européennes d'étendre le champ des produits visés par la franchise de droits à tous les produits décrits dans la désignation, où que ces produits soient classés.[1048] À leur avis, les numéros de positions tarifaires indiqués à côté des

[1047] Les tierces parties ci-après sont également de cet avis: voir, par exemple, la déclaration orale de l'Australie, paragraphes 8 et 13; le résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphe 3; la communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphes 5, 22 et 23; la déclaration de Hong-Kong, Chine en tant que tierce partie, paragraphes 4 et 5; les communications de la Corée en tant que tierce partie, paragraphes 10, 11 et 22; la communication des Philippines en tant que tierce partie, paragraphe 3; la déclaration des Philippines en tant que tierce partie, pages 5 et 6; et la déclaration orale de Singapour, paragraphes 9 et 48.

[1048] Réponse des plaignants à la question n° 100 du Groupe spécial. Les États-Unis et le Taipei chinois estiment que l'ATI lui-même ne prévoit pas l'inclusion d'une note générale; toutefois, ils font valoir que les participants sont convenus, durant la phase de mise en œuvre, d'incorporer une note générale dans leur Liste

désignations ne peuvent limiter la portée de la concession aux seuls produits pouvant être classés dans les codes indiqués. Les États-Unis qualifient la note générale des CE d'engagement "distinct", *s'ajoutant* aux engagements liés aux lignes tarifaires individuelles figurant dans la Liste des CE.[1049]

7.835 Les **Communautés européennes** admettent que la note générale des CE fait partie de leur Liste[1050], mais elles rejettent les allégations des plaignants concernant le sens ordinaire des termes figurant dans la note générale des CE[1051] et de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.[1052] Les Communautés européennes font valoir que les trois numéros de positions tarifaires indiqués à côté de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication déterminent la portée de l'engagement concernant les modules séparés ayant une fonction de communication qui a été pris conformément à l'Appendice B et qu'ils indiquent donc quels produits étaient considérés comme visés.[1053]

7.836 Comme nous l'avons expliqué ci-dessus[1054], l'Annexe de la Liste des CE contient i) la note générale des CE, et ii) un tableau présentant 55 désignations (y compris la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication) dans la colonne de gauche et indiquant un ou plusieurs numéros de positions tarifaires spécifiques dans la colonne de droite à côté de chaque désignation (y compris quatre codes liés à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication).

7.837 Nous rappelons que la note générale de la Liste des CE dispose ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de

---

dans le cadre du processus de mise en œuvre de leurs concessions figurant dans l'Appendice B. Ils font valoir que cette note générale devait comprendre la formulation "où qu'ils soient classés dans le SH" (réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 100 du Groupe spécial). Le Japon fait valoir que l'ATI n'exige pas l'incorporation d'une note générale lorsque des concessions sous forme d'exemption de droits pour des produits désignés dans l'Appendice B sont inscrites dans les Listes des participants à l'ATI. Il fait valoir que les participants disposaient d'un pouvoir discrétionnaire concernant la manière de traduire cet engagement dans leur propre Liste, sous réserve de l'examen et de l'approbation des Membres. Même s'il fait valoir qu'il n'existe aucune obligation d'incorporer une note générale spécifique, le Japon fait observer qu'il a inclus une note qui est "presque la même" que la note générale des CE (réponse du Japon à la question n° 100 du Groupe spécial).

[1049] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 100 et 103 du Groupe spécial et aux questions n° 1 à 3 des États-Unis.

[1050] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 18.

[1051] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 20.

[1052] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 104 à 118.

[1053] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 50 à 61. Les Communautés européennes ont fait valoir que les codes NC qui figuraient à côté de la désignation de produit (comme par exemple pour les systèmes d'affichage à écran plat) "apparaiss[aient] deux fois" dans leur Liste, car ces codes indiqués à côté des désignations contenues dans l'Annexe de la Liste des CE sont également indiqués ailleurs dans la Liste des CE et prévoient un droit nul. Les Communautés européennes estiment donc que les codes NC figurant dans l'Annexe de la Liste des CE "épuisent" la note générale, en particulier la formulation "où que le produit soit classé" qui y apparaît. Par conséquent, les Communautés européennes estiment que la note générale n'ajoute rien à leurs engagements (voir, par exemple, la première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 19; et la réponse des Communautés européennes aux questions posées par les États-Unis durant la deuxième réunion, paragraphe 1).

[1054] Voir les paragraphes 7.24 et 7.25 ci-dessus.

> 1994), seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé."[1055]

7.838 Le texte de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, qui apparaît sous la note générale des CE, prévoit ce qui suit:

> "Modules séparés ayant une fonction de communication: appareils à microprocesseur incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange interactif d'informations".[1056]

7.839 Les quatre numéros de positions tarifaires ci-après sont liés à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication:

> 85175090, 85178090, 85252099, 85281291.[1057]

7.840 Les plaignants ont indiqué la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication et la note générale des CE dans leur examen de la concession dont ils estiment qu'elle découle de l'Annexe de la Liste des CE. Étant donné que la note générale des CE apparaît au début de l'Annexe de la Liste des CE et qu'elle précède donc les désignations, nous estimons qu'il est approprié d'analyser d'abord la note générale des CE avant de passer à la désignation. En vertu de l'article 31 de la Convention de Vienne, nous examinerons le sens ordinaire de la note générale des CE.

i) Le sens des termes de la note générale des CE

7.841 Le Groupe spécial rappelle les conclusions qu'il a formulées aux paragraphes 7.330 et suivants ci-dessus concernant l'interprétation de la note générale des CE figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, le Groupe spécial a déterminé que la note générale des CE fonctionne de telle manière que la concession des CE est définie par les désignations de produits figurant dans l'Annexe de la Liste des CE et non par les termes des numéros de positions tarifaires situés à côté de ces désignations, qui sont "indicatifs" des positions que les Communautés européennes jugeaient pertinentes au moment de la mise en œuvre de l'ATI. Les numéros de positions tarifaires ne définissent pas la portée des produits particuliers qui devraient bénéficier de la franchise de droits.[1058]

7.842 Le Groupe spécial a trouvé des éléments à l'appui de cette conclusion dans le contexte fourni par l'ATI, d'autres aspects de la Liste des CE et les Listes de concessions d'autres Membres de l'OMC, et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994. En tant que question distincte, comme les termes des désignations déterminantes en cause ne s'inspirent pas des termes du SH et ne font pas référence au SH, le Groupe spécial a également estimé que les sources d'interprétation du SH, y compris les notes de sections et de chapitres et les RGI, ne sont pas

---

[1055] Pièce US-7.

[1056] Pièce US-7.

[1057] Pièce US-7. Les codes NC 85175090, 85178090 et 85252099 apparaissent également dans la section consolidée de la Liste des CE, qui énumère les codes bénéficiant de la franchise de droits du SH1996 provenant des *sections 1* et *2* de l'Appendice A. Le quatrième code, le code NC 8528 12 91, a été ajouté à l'Annexe de la Liste des CE, le 15 décembre 2000. Voir Modifications relatives à l'ATI apportées par les CE: Comité de l'accès aux marchés, rectifications et modifications des Listes, Liste CXL – Communautés européennes, G/MA/TAR/RS/74 (15 décembre 2000) (pièce US-26).

[1058] Voir en particulier les paragraphes 7.445 à 7.447 pour un résumé des conclusions générales concernant l'interprétation de la note générale des CE et la pertinence des désignations de produits et des codes NC dans l'Annexe de la Liste des CE.

pertinentes pour évaluer le champ des produits visés. Nous n'avons pas non plus jugé que les NENC, qui ne font pas partie du SH, étaient pertinentes.

7.843 De même, la concession des CE pour les modules séparés figurant dans l'Annexe de la Liste des CE est définie uniquement par les désignations pertinentes que nous analysons maintenant. Sur la base de nos constatations ci-dessus, nous examinerons le sens ordinaire des termes spécifiques de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication pour déterminer le traitement prévu par la concession des CE. Dans ce cas également, le Groupe spécial évaluera la désignation conformément aux principes d'interprétation des traités tels qu'ils sont codifiés à l'article 31 de la Convention de Vienne.

ii) Les termes de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE

7.844 Nous rappelons que la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication se lit comme suit:

> "Modules séparés ayant une fonction de communication: appareils à microprocesseur incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange interactif d'informations".[1059]

7.845 Les **plaignants** établissent une distinction entre les termes apparaissant *avant* les deux-points ("modules séparés ayant une fonction de communication:") et ceux qui apparaissent *après* les deux-points ("dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations"). Les **États-Unis** et le **Japon** font valoir qu'un dispositif ayant les trois caractéristiques apparaissant après les deux-points est un module séparé ayant une fonction de communication.[1060] Le **Taipei chinois** fait observer que seuls les mots apparaissant avant les deux-points sont en caractères gras, comme la désignation est apparue initialement dans l'Appendice B de l'ATI, ce qui indique, fait-il valoir, que "les négociateurs de l'ATI avaient l'intention de mettre l'accent sur les mots "modules séparés ayant une fonction de communication" plutôt que sur le reste du texte.[1061] Selon le Taipei chinois, les deux-points "séparent la phrase" en deux parties, où le produit est indiqué avant les deux-points, tandis que les termes apparaissant après les deux-points désignent "un type de dispositif … qui peut assurer une fonction de communication". Le Taipei chinois fait valoir que les termes figurant après les deux-points fournissent un contexte pour interpréter les termes figurant avant les deux-points, mais il fait valoir que la conclusion est la même, qu'ils soient considérés comme un contexte ou non, à savoir que l'ajout de fonctions ou de caractéristiques n'empêcherait pas un module séparé de relever de la concession.[1062] Si la concession ne contient pas de limites, fait-il valoir, la concession ne limite pas le type de fonctionnalité.

7.846 Les **Communautés européennes** font valoir que la désignation doit être considérée dans sa totalité, et non être séparée en parties.[1063] À leur avis, le texte qui suit les deux-points est utilisé pour définir ou expliquer le texte précédant les deux-points et les deux parties ne peuvent donc pas être interprétées séparément.[1064] Par conséquent, elles estiment que les "modules séparés ayant une

[1059] Pièce US-7.
[1060] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 92; première communication écrite du Japon, paragraphe 373.
[1061] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 384, note de bas de page 196.
[1062] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 403.
[1063] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 211.
[1064] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 212.

fonction de communication" sont définis après les deux-points comme étant un type spécifique de "dispositif" qui i) est à base de microprocesseur, ii) comprend un modem d'accès à Internet et iii) a une fonction d'échange interactif d'informations.[1065] À leur avis, ces trois aspects ne constituent pas des "exigences minimales" et il ne faudrait pas supposer l'existence de caractéristiques ou d'éléments techniques additionnels qui n'en finissent plus dans l'examen de la définition d'un module séparé ayant une fonction de communication.[1066] Les Communautés européennes font valoir qu'il n'est pas possible de faire abstraction de la fonction principale par rapport à une fonction accessoire, pour déterminer si un produit constitue un module séparé au sens de la désignation.[1067]

7.847 Le **Groupe spécial** note que la désignation en cause contient 29 termes, dont bon nombre ont été examinés par les parties. Les principales questions dont est saisi le Groupe spécial sont celle de savoir si la concession pour les "modules séparés ayant une fonction de communication" vise les dispositifs électroniques qui assurent une fonction de communication interactive à l'aide des technologies WLAN, RNIS ou Ethernet et/ou celle de savoir si la concession vise les dispositifs contenant une fonctionnalité d'enregistrement, telle qu'un disque dur ou un lecteur de DVD, en plus d'une fonction de communication interactive. Considérant les arguments des plaignants, et l'accent mis dans leurs plaintes sur ces deux questions, nous axons notre analyse sur les termes de la concession qui sont au cœur des questions dont nous sommes saisis, dans leur contexte pertinent et à la lumière de l'objet et du but. Le Groupe spécial examinera également l'argument des Communautés européennes selon lequel la concession doit être examinée dans sa totalité. Le Groupe spécial estime qu'il est utile de commencer par une analyse des termes liminaires de la concession, lesquels indiquent que la concession concerne des "modules séparés", en particulier ceux "ayant une fonction de communication".

Le sens des termes "modules séparés ayant une fonction de communication"

Le sens des termes "modules séparés"

Arguments des parties

7.848 Les **plaignants** présentent des définitions techniques de l'expression "modules séparés". Le **Japon** et le **Taipei chinois** font valoir que l'expression "module séparé" est un néologisme du secteur de la haute technologie – c'est-à-dire un nouveau mot ou une nouvelle expression – sans définition précise dans les dictionnaires ordinaires.[1068] Selon les **États-Unis** et le Japon, un module séparé est un appareil électronique à microprocesseur qui comprend un modem pour se connecter à un canal de communication, tel qu'un téléphone, un RNIS ou une ligne de télévision par câble, et qui produit des données de sortie sur un écran de télévision conventionnel, en ajoutant que les modules séparés "varient grandement dans leur complexité". Ils font valoir que les modules séparés permettent souvent à un appareil de télévision de recevoir et de décoder des émissions de télévision numérique et

[1065] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 213.

[1066] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 214 et 218. Selon les Communautés européennes, les plaignants "di[sent] qu'un module séparé ayant une fonction de communication est la fonction de communication": "module séparé + fonction de communication = (1) + (2) + (3) où (1) + (2) + (3) seraient les éléments définissant … la fonction de communication" (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 218).

[1067] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 146 du Groupe spécial.

[1068] Première communication écrite du Japon, paragraphe 377; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 389 et 390.

que les modules séparés sont souvent appelés "boîtes de connexion" ou "récepteurs".[1069] De plus, les modules séparés permettent à un usager de se connecter à Internet et d'envoyer et de recevoir des informations – et de participer ainsi à un "échange interactif d'informations".[1070] Selon le Taipei chinois, un "module séparé" est "un dispositif qui relie un appareil de télévision ou un ordinateur" à "un réseau permettant aux usagers d'échanger des informations"[1071] ou à "un réseau de télévision par câble, un réseau de modem câble ou une antenne de télévision par satellite et, peut-être, un réseau téléphonique".[1072] Le Taipei chinois estime qu'un module séparé peut avoir une fonction de communication dont le "but ou le rôle prévu est la transmission ou l'échange d'informations, de nouvelles, etc.".[1073]

7.849 Les plaignants définissent l'expression "set top box" (module séparé) comme suit:

Source mentionnée:	**Définition de "module séparé"**
Informitv glossary, http://informitv.com/glossary/settopbox/[1074]	"[r]eceiver device that processes an incoming signal from a satellite dish, aerial, cable, network or telephone line" (Dispositif récepteur qui traite les signaux en provenance d'une antenne satellitaire, d'une antenne, d'un câble, d'un réseau ou d'une ligne téléphonique)
ITV Dictionary, http://www.itvdictionary.com (pièce US-23)[1075]	"A set-top box (STB) is a device that connects to an external signal source and decodes that signal into content that can be presented on a display unit such as a TV." (Un module séparé est un dispositif qui se connecte à une source de signaux externe et décode ces signaux en un contenu qui peut être présenté sur une unité d'affichage telle qu'un téléviseur.)
Newton's Telecom Dictionary (10ème édition, 1996), page 1041 (pièce US-24)[1076]	"The electronics box which sits on top of your TV, connecting it to your incoming CATV signal and your TV's incoming coaxial cable. Set-tops vary greatly in their complexity with older models merely translating the frequency received off the cable into a frequency suitable for the television receiver while newer models can be addressable with a unique identify much like a telephone. That identify can be addressed from the cable head end. This allows the CATV operator to turn individual channels on and off, such as pay channels" (La boîte électronique qui est au-dessus de votre télévision, qui la connecte au signal entrant du câblodistributeur et au câble coaxial entrant de votre télévision. Les modules séparés varient grandement dans leur complexité par rapport aux modèles plus anciens qui convertissaient simplement la fréquence transmise par le câble en fréquence adéquate pour le poste de télévision, tandis que les nouveaux modèles sont adressables au moyen d'un identifiant unique tout comme un téléphone. Cet identifiant peut être adressé à partir de la tête de ligne. Cela permet au câblodistributeur d'activer ou de désactiver les différentes chaînes, comme les chaînes de télévision payantes.)

[1069] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 37.

[1070] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42; première communication écrite du Japon, paragraphe 345.

[1071] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 400.

[1072] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 401.

[1073] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 401.

[1074] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42, note de bas de page 45 (pièce US-22); première communication écrite du Japon, paragraphe 344, note de bas de page 145 (pièce JPN-11).

[1075] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42, note de bas de page 45 (pièce US-23); première communication écrite du Japon, paragraphe 344, note de bas de page 145 (pièce JPN-11).

Source mentionnée:	Définition de "module séparé"
Annabel Z. Dodd, The Essential Guide to Telecommunications (3ème édition, 2001), page 308[1077]	"Digital set top boxes are available to take advantage of the two-way capability of digital cable TV and satellite TV." (Les modules séparés numériques permettent d'exploiter la capacité bidirectionnelle de la câblodistribution et de la télévision par satellite numérique.)
Yourdictionary.com, http://www.yourdictionary.com/set-top-box, consulté le 30 octobre 2008[1078]	"a small computing device that interfaces a television (TV) set or computer to a cable TV (CATV) network, cable modem network, or satellite TV dish and, perhaps, telephone network. A set-top box is responsible for functions such as decoding digital TV signals for display on an analogue TV set, compression and decompression, buffering, security management, and various signalling and control communications." (Un petit dispositif de calcul qui relie un appareil de télévision (téléviseur) ou un ordinateur à un réseau de télévision par câble, un réseau de modem câble ou une antenne de télévision par satellite et, peut-être, à un réseau téléphonique. Un module séparé assure des fonctions telles que le décodage des signaux de la télévision numérique pour permettre leur diffusion sur un poste de télévision analogique, la compression et la décompression, la mise en tampon, la gestion de la sécurité, et diverses communications de signaux et de contrôle.)
Foldoc, Free Online Dictionary of Computing, http://foldoc.org/index.cgi?query=set+top+box, consulté le 30 octobre 2008[1079]	"Any electronic device designed to produce output on a conventional television set (on top of which it nominally sits) and connected to some other communication channels such as telephone, ISDN, optical fibre, or cable. The STB usually runs software to allow the user to interact with the programmes shown on the television in some way." (Tout dispositif électronique conçu pour produire des données de sortie sur un poste de télévision conventionnel (au-dessus duquel il se trouve en principe) et qui est connecté à d'autres canaux de communication, tels qu'un téléphone, un RNIS, un faisceau de fibres optiques ou un câble. Le module séparé exécute habituellement un logiciel pour permettre à l'usager d'interagir d'une manière ou d'une autre avec les programmes diffusés à la télévision.)
SearchNetworking.com, http://searchnetworking.techtarget.com/sDefinition/0,,sid7_gci212971,00.html, consulté le 30 octobre 2008[1080]	"A set-top box is a device that enables a television set to become a user interface to the Internet and also enables a television set to receive and decode digital television (DTV) broadcasts. DTV set-top boxes are sometimes called receivers. A set-top box is necessary to television viewers who wish to use their current analogue television sets to receive digital broadcasts." (Un module séparé est un dispositif permettant à un poste de télévision d'assurer l'interface entre l'usager et Internet et qui permet également à un poste de télévision de recevoir et de décoder des émissions de télévision numérique. Les modules séparés pour télévision numérique sont parfois appelés des récepteurs. Un module séparé est nécessaire pour les téléspectateurs qui souhaitent utiliser leur poste de télévision analogique actuel pour recevoir des émissions numériques.)

[1076] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42, notes de bas de page 46 et 47 (pièce US-24); première communication écrite du Japon, paragraphe 344, notes de bas de page 146 et 147.
[1077] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 42, note de bas de page 48 (pièce US-25); première communication écrite du Japon, paragraphe 344, note de bas de page 148 (pièce JPN-11).
[1078] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 397, note de bas de page 200.
[1079] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 398, note de bas de page 201.
[1080] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 399, note de bas de page 202.

7.850 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il n'existe pas de définition universellement applicable de l'expression "module séparé". Un "module séparé" vise plutôt "une très large catégorie de produits, dont la seule caractéristique commune est qu'ils ont la forme d'une boîte et sont placés près d'un téléviseur ou d'un moniteur vidéo (pour être utilisé avec ce produit dans le but de reproduire à terme la télévision)". Les Communautés européennes font valoir qu'il existe aujourd'hui une "grande variété" de modules séparés, qui n'ont pas tous les mêmes caractéristiques[1081], y compris les modules séparés qui servent de récepteurs de signaux de satellite pour décoder les programmes de télévision.[1082] Toutefois, les Communautés européennes font valoir que les termes "ayant une fonction de communication" indiquent un type particulier de module séparé, à savoir les modules séparés qui accèdent directement à Internet à l'aide d'un modem incorporé.[1083] L'arrivée de modules séparés comprenant à la fois des fonctions de communication et d'enregistrement ou de reproduction des images s'est traduite par ce que les Communautés européennes appellent un "nouveau" produit où la fonction de communication s'ajoute à la fonction d'enregistrement ou de reproduction.

Examen par le Groupe spécial

7.851 Les parties s'entendent sur certains éléments communs, qui sont étayés par les diverses définitions et désignations qu'elles ont fournies. En particulier, les parties reconnaissent qu'un "module séparé" désigne un appareil ou dispositif qui traite un signal entrant émis par une source de signaux externe de façon qu'il puisse être affiché sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Les parties semblent convenir qu'il n'est pas nécessaire que l'appareil ait été conçu pour être placé "au-dessus" d'une télévision ou d'un moniteur vidéo.[1084] Sinon, bon nombre des définitions reconnaissent qu'un module séparé peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités, y compris la réception et le décodage des émissions de télévision, qu'elles soient diffusées par satellite, par câble ou par Internet; la conversion des émissions de télévision numérique pour qu'elles puissent être vues sur des postes de télévision analogique plus anciens; l'établissement d'une connectivité interactive bidirectionnelle avec les émissions de télévision numérique par câble ou par Internet. Les plaignants estiment que les modules séparés pourraient également assurer l'enregistrement de contenus vidéonumériques. Si elles sont en désaccord avec plusieurs autres éléments, les Communautés européennes admettent que les "modules séparés" comprennent "une très large catégorie de produits, dont la seule caractéristique commune est qu'ils ont la forme d'une boîte et sont placés près d'un téléviseur ou d'un moniteur vidéo (pour être utilisé avec ce produit dans le but de reproduire à terme la télévision)".[1085] En outre, les Communautés européennes semblent admettre qu'un appareil ayant une fonction d'enregistrement peut quand même être qualifié de module séparé si cette fonction d'enregistrement est "accessoire".[1086]

[1081] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 du Groupe spécial (faisant référence à la pièce US-23).

[1082] Pièce EC-35.

[1083] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 69 et 78 du Groupe spécial.

[1084] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 du Groupe spécial.

[1085] Réponse des Communautés européennes à la question n° 69 du Groupe spécial.

[1086] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial. À cet égard, les Communautés européennes estiment, en simplifiant un peu les choses, que les produits qui sont actuellement sur le marché pourraient être répartis dans les trois catégories suivantes: 1) les modules séparés de type enregistreur vidéonumérique ayant une fonction de communication accessoire (tels que ceux qui figurent dans la pièce EC-44), 2) les modules séparés "Internet sur le téléviseur" dont la fonction principale est de communiquer (tels que ceux qui figurent dans la pièce EC-46), ou les modules séparés du type qui pourraient relever de la position 8528, c'est-à-dire les modules séparés qui assurent la fonction d'appareils récepteurs de télévision et dont la fonction de communication est un peu plus limitée (et qui n'ont pas de lecteur de disque dur ou seulement un petit lecteur de disque dur).

7.852 Eu égard à la large gamme de fonctionnalités possibles pour les modules séparés, nous estimons comme les Communautés européennes que l'utilisation des termes "ayant une fonction de communication" peut limiter le type particulier de module séparé qui est visé par la concession. Nous examinerons donc ces termes, ainsi que la pertinence des autres termes figurant dans le texte entier de la concession. Eu égard à l'accent que mettent les plaignants sur les caractéristiques d'enregistrement et certaines technologies qui permettent la connectivité, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'évaluer toutes les diverses fonctions possibles qu'un module séparé pourrait assurer.

Les termes "ayant une fonction de communication"

7.853 Le Japon fait valoir que le sens ordinaire du membre de phrase "ayant une fonction de communication" confirme que la portée de la concession des CE est large.[1087] Nous rappelons notre conclusion ci-dessus, selon laquelle la référence faite par les plaignants au terme "with" (ayant) était soit censée paraphraser la concession soit, dans le cas des États-Unis, être employée pour leur allégation distincte au sujet de la notification du numéro de position tarifaire 8528 71 13 figurant dans l'Annexe de la Liste des CE faite en 2000 par les Communautés européennes.[1088] Par conséquent, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner le terme ici.

Arguments des parties

7.854 Les **plaignants** font valoir que la désignation contient le terme "ayant" et non les termes "ayant *uniquement*" ou "ayant *seulement*". Par conséquent, à leur avis, le terme "ayant" ne limite pas la concession aux modules séparés qui comprennent uniquement les trois caractéristiques énumérées après les deux-points dans la concession.[1089] Les plaignants font valoir qu'une telle interprétation attribuerait à la Liste des CE des mots qui n'y figurent pas. Les plaignants font valoir que, si les rédacteurs avaient eu l'intention de limiter la concession, le terme "uniquement" ou son équivalent aurait été inclus.[1090] En l'absence de mots additionnels, le **Japon** fait valoir que les modules séparés ayant d'autres fonctions sont également visés.[1091]

7.855 Le Japon et le **Taipei chinois** font également valoir que l'article indéfini "a" (une), dont la définition est "[o]ne, some, any"[1092] (un, certain, tout), indique que les participants à l'ATI avaient l'intention de viser une large gamme de modules séparés. Le Japon fait valoir que le terme "une" indique que les parties avaient l'intention de viser non seulement les modules séparés qui peuvent assurer une fonction de communication, mais aussi d'autres modules séparés qui assurent d'autres fonctions *en plus d'*une fonction de communication.[1093] Le Taipei chinois fait valoir que l'utilisation du terme "une" indique que sont visés les modules séparés qui assurent *tout type* de fonction de communication, et non un type spécifique.[1094]

7.856 Enfin, le Japon et le Taipei chinois définissent également le terme "communication" (communication) comme suit: "[t]he action of communicating heat, feeling, motion, etc.; esp. the

[1087] Première communication écrite du Japon, paragraphe 380.
[1088] Voir les paragraphes 7.788 à 7.795 ci-dessus.
[1089] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 39; première communication écrite du Japon, paragraphe 386; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 394.
[1090] Réponse des États-Unis à la question n° 80 du Groupe spécial; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 394.
[1091] Première communication écrite du Japon, paragraphe 383.
[1092] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1.
[1093] Première communication écrite du Japon, paragraphe 382.
[1094] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 393.

transmission or exchange of information, news, etc."[1095] (l'action de communiquer de la chaleur, une sensation, un mouvement, etc.; en particulier, la transmission ou l'échange d'informations, de nouvelles, etc.); et le terme "function" (fonction) comme suit: "[t]he activity proper or natural to a person or thing; the purpose or intended role of a person or thing; an office, duty, employment, or calling. Also, a particular activity or operation (among several) …"[1096] (l'activité propre ou naturelle d'une personne ou d'une chose; le but ou le rôle prévu d'une personne ou d'une chose; une charge, un devoir, un emploi ou un métier. Aussi, une activité ou opération particulière (parmi plusieurs)). D'après ces définitions, le Japon fait valoir que les modules séparés ayant une "fonction de communication" sont ceux dont le but ou le rôle prévu est la transmission ou l'échange d'informations, sans limiter le type d'informations qui peuvent être échangées. Le Japon fait également valoir que le terme "fonction" exprime "la notion d'une fonction unique parmi plusieurs fonctions, qui n'exclut aucunement les autres fonctions".[1097] Le Taipei chinois fait valoir que les termes "communication" et "fonction" indiquent que les modules séparés ayant une fonction de communication sont ceux qui assurent une activité ou une opération de transmission ou d'échange d'informations, de nouvelles, etc.[1098]

7.857 Les **Communautés européennes** font valoir que le terme "which" (qui) employé en tant que pronom relatif a pour but de "introducing a clause defining or restricting the antecedent, esp. a clause essential to the identification of the antecedent" (introduire une proposition définissant ou limitant l'antécédent, en particulier, une proposition essentielle à l'identification de l'antécédent).[1099] Par conséquent, les Communautés européennes font valoir que la proposition "which have a communication function" (ayant une fonction de communication) définit ou limite le sens de l'expression antécédente "modules séparés". Les Communautés européennes font valoir que lorsqu'elle est considérée conjointement avec l'utilisation des deux-points, il convient de comprendre que *tous* les modules séparés ne sont pas définis, mais seulement certains *genres de* modules séparés, en particulier ceux ayant une fonction de communication.[1100] Les Communautés européennes sont d'avis que lorsque les caractéristiques objectives d'un appareil sont évaluées à des fins de classement, il est possible que la prédominance d'une fonction d'enregistrement par rapport à d'autres fonctions amène à conclure qu'un appareil est un "enregistreur vidéo" plutôt qu'un "module séparé".[1101] Les Communautés européennes n'ont pas évalué le sens du terme "une" isolément.

Examen par le Groupe spécial

7.858 Selon les Communautés européennes, le terme "which" (qui) signifie "introduc[e] a clause defining or restricting the antecedent" (introduire une proposition définissant ou limitant l'antécédent). Le terme "which" (qui) suivi de l'expression "communication function" (fonction de communication) peut donc être employé pour *limiter* l'expression antécédente "modules séparés", comme les Communautés européennes l'indiquent. Toutefois, le terme "which" (qui) est également défini comme suit: "used as a function word to introduce a non-restrictive relative clause and to modify a noun in that clause and to refer together with that noun to a word or word group in a preceding clause

[1095] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 466.
[1096] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1056.
[1097] Première communication écrite du Japon, paragraphe 381.
[1098] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 391.
[1099] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 215 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 3667 (pièce EC-31)).
[1100] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 216.
[1101] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 23 et 89 du Groupe spécial. S'agissant de l'argument des Communautés européennes selon lequel la prédominance d'une fonction d'enregistrement peut amener à conclure qu'un dispositif n'est pas un "modèle séparé", voir la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 37.

or to an entire preceding clause or sentence or longer unit of discourse"[1102] (employé en tant que mot-outil pour introduire une proposition relative non restrictive et pour modifier un substantif dans cette proposition et faire référence avec ce substantif à un mot ou un groupe de mots dans une proposition précédente, à l'ensemble d'une proposition ou phrase ou unité de discours plus longue précédente). Par conséquent, au lieu de limiter les termes "modules séparés", l'expression "ayant une fonction de communication" peut également être employée pour *définir* les termes "modules séparés". Cette définition confirme donc pour nous qu'il ne faut pas nécessairement supposer que le terme "which" (qui), tel qu'il apparaît dans la désignation, limite le champ des produits visés par la concession aux modules séparés ayant *seulement* une fonction de communication. Par conséquent, nous examinerons les autres termes figurant dans la concession et ensuite tout contexte pertinent pour éclairer notre interprétation du champ des produits visés.

7.859 Les définitions des termes "communication" et "fonction" fournies par le Japon et le Taipei chinois étayent l'idée selon laquelle une fonction de communication fait référence à la transmission ou à l'échange d'informations en tant que capacité ou fonctionnement d'un module séparé. D'une manière générale, le sens de ces termes n'est pas contesté dans la mesure où les parties conviennent que la communication se fait en accédant à Internet et qu'elle est interactive plutôt qu'unidirectionnelle (ces aspects sont examinés plus en détail ci-dessous).

7.860 Même si le Groupe spécial convient que la désignation vise les modules séparés ayant une fonction de communication en plus d'autres fonctions, nous ferons observer que la concession ne vise pas tous les produits multifonctions qui pourraient comprendre un module séparé ayant une fonction de communication. Pour qu'un produit soit visé par la concession, il doit être un "module séparé", un appareil ou dispositif qui traite un signal en provenance d'une source de signaux externe pour pouvoir être présenté sur une unité d'affichage, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que l'appareil soit conçu pour être placé "au-dessus" de l'unité d'affichage et il peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités, y compris les suivantes: recevoir et décoder des émissions de télévision, qu'elles soient diffusées par satellite, par câble ou par Internet; convertir des émissions de télévision numérique pour qu'elles puissent être regardées sur des postes de télévision analogique plus anciens; permettre une connectivité interactive bidirectionnelle avec des émissions de télévision numérique par câble ou par Internet; ou même enregistrer un contenu vidéonumérique. Par conséquent, si du fait de l'inclusion d'autres caractéristiques ou de son incorporation dans un autre produit, un appareil ne peut plus être qualifié, essentiellement, de "module séparé ayant une fonction de communication", il ne serait pas visé par la concession.

7.861 Par conséquent, sur la base de notre évaluation préliminaire des termes "modules séparés ayant une fonction de communication", nous concluons que le terme "ayant" considéré isolément ne limite pas nécessairement le champ des produits visés par la concession aux modules séparés ayant *uniquement* une fonction de communication. Toutefois, nous constatons aussi que le champ de la concession n'était pas censé s'étendre aux dispositifs qui comprennent des modules séparés, ainsi que d'autres fonctions, de sorte qu'ils ne peuvent plus être qualifiés, essentiellement, de "module[s] séparé[s] ayant une fonction de communication". En d'autres termes, nous avons déterminé que la concession visait les modules séparés ayant une fonction de communication, mais pas nécessairement *uniquement* une fonction de communication. De plus, le Groupe spécial fait observer que si le terme "ayant" ne suppose pas nécessairement une fonctionnalité exclusive, il ne fait aucun doute que les rédacteurs ont choisi de mettre l'accent sur la fonctionnalité, et une fonction de communication en particulier, pour définir cette désignation de produit. Nous reviendrons sur ce point ci-dessous.[1103]

[1102] *Merriam-Webster* Online Dictionary (http://www.merriam-webster.com/dictionary/which).
[1103] Voir les paragraphes 7.883 et suivants ci-dessous.

Avant d'examiner les mots figurant après les deux-points, nous examinerons brièvement la pertinence de l'utilisation des deux-points dans la concession.

La pertinence des deux-points pour interpréter les termes de la concession

Arguments des parties

7.862 Le **Japon** et le **Taipei chinois** examinent la pertinence de l'utilisation des deux-points dans leur évaluation du sens ordinaire de la concession. En particulier, le Japon fait valoir qu'un dispositif ayant les trois caractéristiques apparaissant après les deux-points est un module séparé ayant une fonction de communication.[1104] Le Taipei chinois fait valoir que les deux-points "séparent la phrase" en deux parties, où le produit est indiqué avant les deux-points, et "un type de dispositif (module séparé) qui peut assurer une fonction de communication est désigné" après les deux-points. En d'autres termes, selon le Taipei chinois, les termes suivant les deux-points donnent seulement un exemple d'un module séparé ayant une fonction de communication.

7.863 Les **Communautés européennes** font valoir que l'utilisation des deux-points sépare le texte en deux parties: "modules séparés ayant une fonction de communication" et "dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations". À leur avis, le texte qui suit les deux-points est utilisé pour définir ou expliquer le texte précédent les deux-points, ce qui exige de ne pas lire les deux parties totalement séparément.[1105]

Examen par le Groupe spécial

7.864 Le *Oxford Guide to English Usage* explique que la fonction des deux-points est la suivante: "[l]ink[] two grammatically complete clauses, but mark[] a step forward, from introduction to main theme, from cause to effect, or from premise to conclusion" (lier deux propositions grammaticalement complètes, mais indiquer un pas en avant, de l'introduction au thème principal, de la cause à l'effet, ou du postulat à la conclusion).[1106]

7.865 Il est incontestable que les deux-points établissent une séparation entre le texte antécédent "modules séparés ayant une fonction de communication" et le texte qui suit. L'existence d'un "lien" ou d'une relation entre ces propositions est implicite car le texte complet constitue la concession en cause. Les termes figurant avant les deux-points ne peuvent donc pas être interprétés indépendamment des autres termes. Au contraire, ce sont tous les termes pris ensemble qui déterminent la concession. Le texte suivant les deux-points semble éclairer et élargir la désignation fournie par le texte antécédent "modules séparés ayant une fonction de communication". Ce module séparé est "muni d'un microprocesseur" et, en outre, il "compren[d] un modem d'accès à Internet et [a] une fonction d'échange interactif d'informations". Ce qu'il reste à faire c'est de déterminer le sens ordinaire du membre de phrase "dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations", qui éclaire le sens du membre de phrase "modules séparés ayant une fonction de communication".

[1104] Première communication écrite du Japon, paragraphe 373.

[1105] Voir le paragraphe 7.846 ci-dessus; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 212.

[1106] *The Oxford Guide to English Usage*, Oxford University Press, 2ème édition, 1994, page 237. De plus, *The Oxford Guide to English Usage* explique que les deux-points peuvent également être utilisés pour introduire une liste de points ou pour introduire un discours ou une citation d'une "manière particulièrement formelle et emphatique" (page 237).

Analyse textuelle du membre de phrase "dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations"

7.866 Les arguments des parties tournent autour de l'importance de l'expression "comprenant un modem", la désignation "[pour accéder] à Internet" et la pertinence de l'expression "échange interactif d'informations". Les **États-Unis** et le **Japon** définissent le terme "microprocessor" (microprocesseur) comme suit: "[a]n electronic circuit, usually on a single chip, which performs arithmetic, logic and control operations, with the assistance of internal memory"[1107] (un circuit électronique, habituellement sur une seule puce, qui effectue des opérations arithmétiques, logiques et de contrôle, à l'aide d'une mémoire interne). Toutefois, ils ne pensent pas que la formulation "dispositif à microprocesseur" limite le sens large de la concession.[1108] Les **Communautés européennes** n'ont pas commenté l'importance de ces termes pour l'interprétation de l'ensemble de la concession. Les parties ne contestent pas que les appareils en cause soient "munis d'un microprocesseur" et le Groupe de travail non plus. Les modules séparés relevant de la concession doivent donc être "munis d'un microprocesseur". Le Groupe spécial examinera maintenant les autres termes, en particulier ceux qui ont été soulignés par les parties.

Les termes "comprenant un modem"

Arguments des parties

7.867 Les **plaignants** définissent le terme "incorporate" (comprenant) comme suit: "1. combine or unite into one body or uniform substance; mix together. 2. Put (one thing) in or into another to form one whole; include, absorb"[1109] (combiner ou regrouper en un seul ensemble ou substance uniforme; mêler ensemble. 2. Mettre (une chose) dans une autre pour former un ensemble; inclure, absorber). Ils font valoir que dans le contexte de la définition d'un module séparé, le terme "comprenant" signifie que le dispositif doit lui-même contenir un modem.[1110] Le **Japon** note que le terme "comprenant" est utilisé dans d'autres dispositions du SH[1111] et fait valoir que ces exemples confirment que le terme "comprenant" est utilisé pour signifier qu'"une chose est incluse ou montée dans l'espace interne du cadre ou de la base de l'enveloppe d'une machine, pour constituer un seul corps".[1112]

7.868 Les **Communautés européennes** conviennent que le terme "comprenant" signifie qu'un modem doit être inclus dans la même enveloppe.[1113] Sur la base de cette définition, les Communautés européennes font valoir que les modules séparés qui ne peuvent se connecter à Internet sans l'aide d'un

[1107] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 94 (pièce US-63); première communication écrite du Japon, paragraphes 379 et 380 (faisant référence au *Newton's Telecom Dictionary* (10ème édition, 1996), page 731 (pièce JPN-11)).

[1108] Première communication écrite du Japon, paragraphes 379 et 380.

[1109] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1342.

[1110] Réponses des plaignants à la question n° 76 du Groupe spécial; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 410 à 415.

[1111] À titre d'exemple, le Japon fait référence aux concessions suivantes "Panneaux indicateurs incorporant [en anglais: "incorporating"] des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED)" du code SH 8531 20, "Montres-bracelets, fonctionnant électriquement, même incorporant [en anglais: "incorporating"] un compteur de temps" du code SH 9102 10 et au membre de phrase "Le présent chapitre ne comprend pas: g) les pompes distributrices comportant [en anglais: "incorporating"] un dispositif mesureur, du n° 84.13 …" figurant dans la note 1 relative au chapitre 90 du SH (réponse du Japon à la question n° 76 du Groupe spécial).

[1112] Réponse du Japon à la question n° 76 du Groupe spécial.

[1113] Réponse des Communautés européennes à la question n° 76 du Groupe spécial.

modem externe ne remplissent pas la condition qui consiste à comprendre un modem d'accès à Internet et à assurer un échange interactif d'informations.[1114]

7.869 S'agissant du terme "modem", les **plaignants** font valoir qu'il devrait être interprété dans un sens large de manière à inclure une large gamme de technologies qui permettent à un module séparé d'accéder à Internet. Les plaignants font référence aux définitions ci-après du terme "modem":

Source mentionnée:	Définition de "modem"
IEEE Standard Dictionary of Electrical and Electronics Terms (6ème édition, 1996), page 660[1115]	"[a] contraction of MOdulator-DEModulator, an equipment that connects data terminal equipment to a communication line" (une contraction de "MOdulateur et DEModulateur", un équipement qui connecte un équipement terminal de traitement de données à une ligne de communication)
Newton's Telecom Dictionary (2004, 20ème édition), page 532[1116]	"The term "modem" also is applied (and correctly so, in the purely technical sense) to ISDN TAs (Terminal Adapters), ADSL TUs (Terminating Units), line drivers and short-haul modems" (Le terme "modem" est également appliqué (et à juste titre, dans le sens purement technique du terme) à des adaptateurs de terminal RNIS, des unités terminales ADSL, des circuits de commande de ligne et des modems à courte distance)
The Shorter Oxford Dictionary (1993), page 1342[1117]	"A combined modulator and demodulator, used *esp.* to connect a computer to a telephone line, for converting digital electrical signals to analogue or audio one and vice versa." (Un modulateur et démodulateur combiné, utilisé en particulier pour connecter un ordinateur à une ligne téléphonique, afin de convertir les signaux électriques numériques en signaux analogiques ou audio ou vice versa.)

7.870 Sur la base de ces définitions, les plaignants font valoir que le sens du terme "modem" n'exige pas qu'un dispositif convertisse les signaux numériques en signaux analogues par l'envoi et la réception de tonalités audibles transmises par lignes téléphoniques.[1118] Il n'est pas non plus nécessaire qu'un dispositif permette quelque forme que ce soit d'accès "direct" à un fournisseur d'accès Internet ("FAI"), à un point d'interconnexion Internet ou à un point d'accès au réseau ("NAP" ou "centre d'homologage") pour constituer un "modem" au sens de la concession.[1119] Le Taipei chinois fait valoir que le terme "modem" est un terme générique utilisé pour décrire un appareil qui accède à Internet et assure une interface avec Internet.[1120] Le Japon et le Taipei chinois font valoir que l'utilisation des mots "utilisé en particulier" dans la définition du terme "modem" figurant dans *The*

[1114] Réponse des Communautés européennes à la question n° 73 du Groupe spécial.

[1115] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100, note de bas de page 145 (pièce US-67); première communication écrite du Japon, paragraphe 390, note de bas de page 180 (pièce JPN-11); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 418.

[1116] Première communication écrite du Japon, paragraphe 390, note de bas de page 181; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 419, note de bas de page 212.

[1117] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 410.

[1118] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 151, 152 et 153 du Groupe spécial.

[1119] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 51 et 54; observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes aux questions n° 149 et 150 du Groupe spécial. Les États-Unis font référence aux sources suivantes: Jonathan E. Nuechterlein & Philip J. Weiser, Digital Crossroads: American Telecommunications Policy in the Internet Age, pages 131 et 132 (2005) (pièce US-126); Newton's Telecom Dictionary, pages 525, 629 et 708 (24ème édition, 2008) (pièce US-127).

[1120] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 420.

Shorter Oxford Dictionary ci-dessus démontre que la définition n'est pas "autolimitante" et que le membre de phrase "connecter un ordinateur à une ligne téléphonique" n'est qu'un exemple.[1121]

7.871 Selon les **États-Unis** et le **Japon**, le terme "moduler" signifie "convertir un signal vocal ou un signal de données pour qu'il soit transmis par un réseau de télécommunications"[1122], et le terme "démoduler" signifie "recevoir des signaux transmis par un ordinateur de transmission; et les convertir en impulsions électriques qui peuvent servir de données d'entrée dans un système informatique".[1123] Les États-Unis et le Japon définissent ensuite l'expression "modulation par impulsions" comme suit: "le déploiement de réseaux à grande vitesse tels que le réseau numérique à intégration de services (RNIS) dans de nombreuses parties du monde a également grandement compté sur la technologie MIC".[1124] Les plaignants font valoir que, selon les dictionnaires, il existait un grand nombre de technologies, y compris en particulier celles qui reposent sur le RNIS et le LAN, ainsi que les modems par ligne téléphonique numériques-analogiques et les modems câble, pour accéder à Internet au moment où l'ATI a été négocié.[1125] Les États-Unis font valoir que le fait que la technologie RNIS existait au moment de la concession, par exemple, étaye l'idée selon laquelle le champ des produits visés par la concession était censé être large. En outre, les États-Unis font valoir que le texte de la concession aurait été rédigé de manière à en limiter la portée à un certain type de modem.[1126]

7.872 Les **Communautés européennes** définissent le terme "modem" comme suit: "un modulateur et démodulateur combiné, utilisé en particulier pour connecter un ordinateur à une ligne téléphonique, afin de convertir les signaux électriques numériques en signaux analogiques ou audio ou vice versa".[1127] Les Communautés européennes reconnaissent qu'il existait d'autres technologies que les modems par ligne téléphonique numériques-analogiques au moment des négociations, y compris le RNIS, dont elles font observer qu'il a été développé du milieu des années 1970 jusqu'aux années 1990, et la technologie relative à la ligne d'abonné numérique asymétrique ("ADSL"), dont elles font observer qu'elle a été développée en 1989 et qu'elle permet la transmission de données par lignes téléphoniques à des fréquences différentes de celles qui sont utilisées pour les communications téléphoniques, ce qui permet la transmission simultanée de la voix et de données.[1128]

[1121] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 218; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 239.

[1122] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101, note de bas de page 147; première communication écrite du Japon, paragraphe 391, note de bas de page 182 (les deux citant IEEE Standard Dictionary of Electrical and Electronics Terms (6ème édition, 1996), page 703 et IEEE 100: The Authoritative Dictionary of IEEE Standard Terms (2000), page 703) (pièce US-70) (pièce JPN-11).

[1123] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101, note de bas de page 147 (faisant référence au IEEE Standard Dictionary of Electrical and Electronics Terms (6ème édition, 1996), page 270 (pièce US-70)); première communication écrite du Japon, paragraphe 391, note de bas de page 182 (faisant référence au IEEE 100: The Authoritative Dictionary of IEEE Standard Terms (2000), page 287 (pièce JPN-11)).

[1124] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101, note de bas de page 147 (faisant référence à Hermann J. Helgert, AccessScience@McGraw-Hill, http://www.accessscience.com (pièce US-71)); première communication écrite du Japon, paragraphe 391, note de bas de page 182 (faisant référence à McGraw Hill Encyclopaedia of Science and Technology, 5ème édition (pièce JPN-11)).

[1125] Réponse des plaignants à la question n° 70 du Groupe spécial: voir par exemple les pièces US-67, US-68 et US-72.

[1126] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 55.

[1127] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 44 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1803 (pièce EC-31)).

[1128] Réponse des Communautés européennes à la question n° 70 du Groupe spécial (faisant référence à http://www.iptegrity.com/index/php?option=com_content&task=view&id=30&Itemid=42 (pièce EC-81)).

7.873 Les Communautés européennes font valoir que les modems doivent remplir deux conditions pour être dûment considérés comme tels: premièrement, l'appareil doit assurer une modulation et une démodulation numérique-analogique et, deuxièmement, la modulation doit se faire à des fins de transmission et de communication "directe" avec Internet. Les Communautés européennes font observer qu'une connexion "directe" à Internet est effectuée au moyen du serveur du fournisseur d'accès Internet ("FAI") pertinent.[1129] Les Communautés européennes font valoir que les modems par ligne téléphonique numériques-analogiques et les modems câble remplissent les deux conditions. Les Communautés européennes font observer que les modems câble fournissent une connexion directe[1130] et assurent une modulation numérique-analogique et une démodulation inverse semblable aux modems traditionnels, quoique sur des réseaux non téléphoniques différents et à une fréquence plus élevée sans conversion en tonalité audible.[1131] Mais, à leur avis, les dispositifs reposant sur la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet ne remplissent pas ces conditions et ne constituent donc pas des "modems" au sens de la concession en cause.

7.874 Les Communautés européennes estiment que les termes de la concession ne permettent pas de conclure que les négociateurs ont employé des termes très techniques, tels que "modulation par impulsions et codage" ou "modulation d'impulsions en amplitude" pour inclure ou exclure des produits de la concession. Elles estiment plutôt qu'on a employé l'interprétation courante du terme "modem".[1132] Les Communautés européennes font valoir qu'à d'autres égards, des désignations très techniques et spécifiques ont été employées à l'Appendice B pour faire en sorte que des produits particuliers soient visés.[1133]

7.875 Les Communautés européennes rappellent également les déclarations faites par les États-Unis en tant que plaignant dans le différend *CE – Matériels informatiques*, dont elles font valoir qu'elles coïncidaient "exactement" avec le moment de la négociation et de la conclusion de l'ATI.[1134] Les Communautés européennes font observer que les États-Unis ont fait valoir que dans les faits les LAN, incluant principalement les technologies des réseaux Ethernet, des réseaux en anneaux à jeton (Token Ring) et des systèmes de distribution de données à fibre optique, n'étaient expressément pas des "modems".[1135]

[1129] Réponse des Communautés européennes à la question n° 153 du Groupe spécial; observations des Communautés européennes sur la réponse des plaignants à la question n° 153 du Groupe spécial.

[1130] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 149 et 150 du Groupe spécial.

[1131] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 150 du Groupe spécial.

[1132] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 231 et 232.

[1133] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 233 et 234.

[1134] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 73 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis dans ce différend, paragraphes 28 et 29, et à la deuxième communication écrite des États-Unis dans cette affaire, paragraphe 31).

[1135] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 75 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis dans ce différend, paragraphes 28 et 29, et à la deuxième communication écrite des États-Unis dans cette affaire, paragraphe 31. En particulier, les Communautés européennes citent les propos ci-après des États-Unis dans ce différend:

> "Les CE incluent à tort les "multiplexeurs" et "modems" dans leur description du matériel de réseau local, en donnant à penser que ces appareils en font partie, eux aussi, ce qui n'est pas le cas. Les "modems" sont des appareils combinant un modulateur et un démodulateur, qui convertissent les signaux pour les rendre compatibles dans un système de télécommunication. Les modems ne sont pas du matériel de réseau local et, d'ailleurs, ils ont toujours été classés et traités sur le plan tarifaire comme des appareils de télécommunication par les CE et d'autres partenaires commerciaux des États-Unis".
>
> Deuxième communication écrite des États-Unis dans cette affaire, paragraphe 31.

Examen par le Groupe spécial

7.876 Les parties conviennent que le terme "comprenant" figurant dans la concession signifie qu'un module séparé doit physiquement comprendre un "modem" afin d'entrer dans le champ des produits visés par la concession. La définition du terme "comprendre" – "combiner ou regrouper en un seul ensemble"[1136] – étaye ce point de vue. Le point central du désaccord entre les parties, toutefois, découle du sens du terme "modem" dans la concession. Les plaignants font valoir que les dispositifs RNIS, WLAN ou Ethernet sont des modems permettant d'accéder à Internet et que les modules séparés comprenant de tels dispositifs incorporés sont donc visés par la concession. Les Communautés européennes ne sont toutefois pas d'accord et font valoir que le terme "modem" vise uniquement les produits qui correspondent à l'interprétation courante du terme au moment de l'ATI et que les modems doivent se connecter directement à Internet et assurer une modulation numérique-analogique et une démodulation inverse pour satisfaire aux termes de la concession. Le débat entre les parties ne concerne donc pas le sens du terme "comprenant" – sur lequel les parties s'entendent – mais le sens du terme "modem", tel qu'il apparaît dans la concession.

7.877 L'ensemble des définitions examinées par les parties prévoit que le terme "modem" est une contraction des termes "modulateur et démodulateur" et qu'un modem est utilisé pour connecter un "équipement terminal de traitement de données" à une "ligne de communication".[1137] *The Shorter Oxford* dit qu'un "modem" est utilisé *en particulier* [especially] pour connecter un ordinateur à une ligne téléphonique, et convertir des signaux numériques en signaux analogiques.[1138] (pas d'italique dans le dictionnaire) Les Communautés européennes estiment que cette dernière définition étaye leur affirmation selon laquelle le terme "modem" se limite à ces dispositifs qui convertissent les signaux numériques en signaux analogiques, en particulier au moyen d'une ligne téléphonique. Les plaignants estiment que les mots "utilisé en particulier" indiquent qu'un dispositif assurant une connexion par ligne téléphonique n'est qu'un exemple de modem, ce qui suppose qu'il peut exister d'autres types de dispositifs. Les plaignants ont cité au moins une autre définition indiquant que le terme "modem" peut désigner d'autres dispositifs que ceux qui assurent une conversion numérique-analogique, par exemple un adaptateur de terminal RNIS (c'est-à-dire un modem RNIS) ou une unité terminale de ligne d'abonné numérique asymétrique ("ADSL").[1139]

7.878 Ces définitions ont évolué avec le temps et montrent que le terme "modem" ne se limite pas dans son usage à désigner un dispositif ou un équipement particulier qui convertit les signaux numériques en signaux analogiques au moyen d'une ligne téléphonique standard. L'usage ordinaire du terme "modem" s'est élargi avec l'arrivée de nouvelles technologies développées pour transmettre des données au moyen d'une ligne de communication. À cet égard, un modulateur et démodulateur utilisant une ligne téléphonique qui convertissait les signaux numériques en signaux analogiques représentait un type préliminaire de "modem". Toutefois, les éléments de preuve fournis par les plaignants, y compris les définitions des dictionnaires susmentionnées, indiquent que le terme "modem" a été utilisé pour désigner d'autres dispositifs assurant une modulation et une démodulation par d'autres moyens et aussi éventuellement sans conversion des signaux numériques en signaux analogiques. À titre d'exemple, le *Newton's Telecom Dictionary* note que le terme "modem" peut désigner des adaptateurs de terminal RNIS (modems RNIS), qui sont des équipements chargés d'assurer la transmission d'un signal numérique au moyen d'un type spécial de ligne téléphonique

[1136] *The Shorter Oxford* (1993), page 1342.
[1137] IEEE Standard Dictionary of Electrical and Electronics Terms (6ème édition, 1996), page 660 (pièce US-67).
[1138] *The Shorter Oxford* (1993), page 1342.
[1139] *Newton's Telecom Dictionary* (2004, 20ème édition), page 532; voir aussi le *Dictionary of Business Terms* (3ème édition).

numérique.[1140] Les éléments de preuve fournis par les Communautés européennes montrent que les adaptateurs de terminal utilisés avec le service RNIS sont parfois appelés des modems.[1141] De plus, les Communautés européennes concèdent (et le texte de la modification des NENC 2008/C 112/03 montre) que le terme "modem" est également utilisé pour désigner des "modems câble", lesquels sont technologiquement distincts à plusieurs égards des modems par ligne téléphonique, en ce qui concerne le moyen de communication utilisé, la gamme de fréquences et d'autres paramètres.[1142]

7.879 Il convient de noter que les Communautés européennes reconnaissent que d'autres technologies, y compris les technologies RNIS ou ADSL existaient ou étaient en cours de développement avant la conclusion des négociations de l'ATI, mais elles ne concèdent pas que le terme "modem" s'applique aux dispositifs fonctionnant à l'aide de ces technologies.[1143]

7.880 Compte tenu de ce qui précède, le sens courant du terme "modem" peut comprendre des dispositifs autres que ceux qui convertissent des signaux numériques en signaux analogiques aux fins de la transmission d'informations au moyen d'une ligne téléphonique. Nous notons que les Communautés européennes font valoir que pour qu'un dispositif soit un "modem" il doit assurer une connexion directe à un FAI (fournisseur d'accès Internet). Toutefois, nous ne voyons rien dans le sens courant du terme "modem" qui étaye cette conclusion. Nous examinerons toutefois la question de savoir si les autres termes de la concession éclairent davantage notre interprétation des termes "comprenant un modem". En particulier, nous analyserons la question de savoir si l'expression "d'accès à Internet" indique que la connexion directe à un FAI prônée par les Communautés européennes est bien requise. Nous examinerons également la question de savoir si les termes "et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" éclairent aussi notre interprétation du type particulier de modem visé par la concession.

> Les termes "d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations"
>
> *Arguments des parties*

7.881 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir que le texte entourant le terme "modem" tel qu'il figure dans l'Annexe de la Liste des CE, en particulier les termes "d'accès à Internet", étaye l'idée selon laquelle le terme "modem" ne se limite pas à un dispositif qui utilise une ligne téléphonique et qui convertit les signaux numériques en signaux analogiques. Les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que l'expression "fonction de communication" a un "sens large", ce qui étaye l'idée selon laquelle les dispositifs de tout type permettant à un module séparé d'accéder à Internet peuvent remplir les conditions requises, y compris les dispositifs utilisant la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet.[1144] Le Taipei chinois fait observer que ce qui est fondamental ou "essentiel" c'est "que le dispositif permette d'accéder à Internet".[1145] Le Taipei chinois note que la définition du terme "gain" (obtenir) est "[o]btain, secure, or acquire (esp. something desired or advantageous)" (obtenir, se

[1140] *Newton's Telecom Dictionary* (2004, 20ème édition), page 532; voir aussi le *Dictionary of Business Terms* (3ème édition).

[1141] Voir la pièce EC-107, page 5. Les éléments de preuve fournis par les Communautés européennes indiquent qu'un "modem" n'est pas nécessaire pour faire fonctionner un service RNIS, lequel nécessite l'utilisation d'un adaptateur de terminal, dont il est indiqué qu'il "fonctionne essentiellement comme un modem" (page 15).

[1142] *Newton's Telecom Dictionary* (2004, 20ème édition), page 191 (pièce US-72).

[1143] Voir la note de bas de page 1127 ci-dessus.

[1144] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 102; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 421.

[1145] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 421.

procurer ou acquérir (en particulier une chose désirée ou avantageuse)). Les plaignants font également valoir que les dispositifs de tout type qui permettent à un module séparé d'assurer un échange interactif d'informations, en plus d'être muni d'un microprocesseur, sont visés par la concession. Le Taipei chinois fait observer que le terme "interactive" (interactif) signifie "1. Reciprocally active; acting upon or influencing each other. 2. Designating or pertaining to a computer terminal or system that allows a two-way flow of information between it and a user, responding to input from a user" (1. Actif réciproquement; agissant ou influant l'un sur l'autre. 2. Désignant ou concernant un terminal d'ordinateur ou un système informatique qui permet une circulation de l'information bidirectionnelle avec un utilisateur, répondant aux données introduites par l'utilisateur); que le terme "information" (information) signifie "2. Communication of the knowledge of some fact or incident. 3. Knowledge or facts communicated about a particular subject, event, etc; intelligence, news" (2. Communication de la connaissance d'un certain fait ou événement. 3. Connaissances ou faits communiqués concernant un sujet particulier, un événement, etc.; renseignements, nouvelles); et que le terme "exchange" (échange) signifie, en tant que nom, "[t]he action, or an act, of reciprocal giving and receiving" (l'action ou l'acte de donner et de recevoir réciproquement) et, en tant que verbe, "Dispose of by exchange or barter; relinquish (something)" (disposer par échange ou par troc; se dessaisir (d'une chose)).[1146]

7.882 Les **Communautés européennes** estiment que l'interactivité dont il est question dans la concession désigne un processus de communication bidirectionnelle, dans le cas des modules séparés entre le fournisseur d'accès et l'utilisateur, dans lequel un message est lié aux messages précédents échangés. Cela comprend la capacité de contrôler la vidéo-sur-demande ou la télévision payante, et la connectivité à Internet.[1147] Les Communautés européennes font observer qu'un modem incorporé permet un échange interactif.

Examen par le Groupe spécial

7.883 Le terme "modem" (modem) est suivi du membre de phrase "for gaining access to the Internet, and having a function of interactive information exchange" (d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations). Le sens du terme "gain" (obtenir) fourni par les plaignants n'est pas contesté par les Communautés européennes, mais celles-ci rejettent l'idée selon laquelle le membre de phrase étaye une interprétation large du sens du terme "modem". De plus, les parties conviennent que l'expression "échange interactif d'informations" indique qu'il doit y avoir un processus de communication bidirectionnelle ou une "circulation de l'information bidirectionnelle".[1148]

7.884 À notre avis, le membre de phrase "d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" éclaire la nature de la "fonction de communication" mentionnée dans la formulation de la concession précédant les deux-points. Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, les termes mêmes de la concession définissent une classe ou une catégorie particulière de modules séparés par rapport à une fonction, à savoir ceux *ayant* une fonction de communication. L'accent est mis sur une fonctionnalité, et en particulier, une fonction de communication. La formulation suivant les deux-points éclaire davantage la nature de cette fonction de communication. Plus

[1146] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 410 à 415 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1811 (gain), page 1406 (interactive), page 1379 (information) et page 886 (exchange)).

[1147] Réponse des Communautés européennes à la question n° 74 du Groupe spécial.

[1148] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 410 à 415 (faisant référence au *Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 1406); réponse des Communautés européennes à la question n° 74 du Groupe spécial.

particulièrement, il s'agit d'une fonction de communication permise par la capacité d'accéder à Internet d'une manière interactive. À notre avis, l'intégration d'un modem répond à l'objectif d'accéder à Internet, ce qui peut ensuite permettre un échange interactif d'informations. Selon le Groupe spécial, c'est cette fonctionnalité qui est au centre de la définition du produit en cause. Il n'existe aucune spécification explicite quant à la nature ou la qualité de l'accès à Internet, la vitesse ou le débit de transfert, ou la question de savoir si un accès limité ou complet peut être fourni, pour déterminer si un dispositif a une fonction de communication.

7.885 Compte tenu du sens large qui est donné par la concession, avec son accent sur une "fonction de communication", "[l]'accès à Internet" et la capacité d'avoir un "échange interactif d'informations", nous sommes d'avis que la fonction devrait guider notre évaluation de la portée de la concession, y compris les termes "comprenant un modem", plutôt qu'une évaluation étroite ou détaillée des propriétés techniques des éléments internes d'un module séparé. Comme les Communautés européennes le font valoir[1149], la concession ne contient pas de termes détaillés ou très techniques et nous ne pensons pas qu'il soit judicieux de supposer que les rédacteurs aient eu l'intention d'inclure ou d'exclure des produits en raison de leur conception ou de leurs caractéristiques techniques. À titre d'exemple, les rédacteurs n'ont pas fourni de précisions sur la nature technique spécifique d'un "modem". Comme nous l'indiquons ici, le sens courant de la concession met plutôt l'accent sur la fonction.

7.886 Par conséquent, sur la base du sens courant des termes de la concession, nous estimons que pour constituer un module séparé visé par la concession le dispositif doit être muni d'un microprocesseur; comprendre un "modem" et être capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange d'informations bidirectionnels. Nous avons conclu que, dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, mais devrait être éclairé par l'importance qui est clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, nous avons constaté que les dispositifs qui comprennent, ou qui intègrent, des technologies d'accès à Internet et qui permettent l'échange interactif d'informations pouvaient être visés par la concession. Si les modules séparés existant au moment des négociations de l'ATI comprenaient principalement des modems qui fonctionnaient directement au moyen d'une ligne téléphonique et convertissaient les signaux numériques en signaux analogiques, des technologies modernes et nouvelles permettant une fonctionnalité semblable ou identique sont monnaie courante aujourd'hui. À notre avis, une autre interprétation aurait pour effet d'exclure du champ des produits visés de nombreux modules séparés qui, en fait, ont une fonction de communication du type envisagé par la concession.

7.887 Pour parvenir à nos constatations préliminaires sur le sens des termes de la concession, nous avons examiné brièvement la question des produits disponibles au moment de la négociation de la concession pour les "modules séparés ayant une fonction de communication (…)".[1150] Nous examinerons plus avant ci-après les arguments des Communautés européennes concernant l'état de la technologie au moment où les concessions ont été faites, et leur référence à ce qui, selon elles, étaient des désignations de "modules séparés" utilisées durant les négociations.

Conclusions préliminaires concernant l'analyse textuelle de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication

7.888 Le Groupe spécial conclut que l'expression "module séparé" désigne généralement un appareil ou un dispositif qui traite un signal entrant émis par une source de signaux externe de façon qu'il

[1149] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 231 et 232.
[1150] Voir les paragraphes 7.871 et 7.872 ci-dessus.

puisse être affiché sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que cet appareil ait été conçu pour être placé au-dessus de l'unité de visualisation et il peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités. Nous avons reconnu que par l'inclusion de caractéristiques additionnelles ou son incorporation dans un autre produit, un appareil pouvait ne plus être qualifié, essentiellement, de "module séparé ayant une fonction de communication" et ne serait pas visé par la concession. Nous avons également conclu que les termes de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE s'appliquaient à tout "module séparé" qui remplit toutes les conditions suivantes: il est muni d'un microprocesseur; il comprend un "modem" et il est capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange d'informations bidirectionnels. Nous avons conclu que, dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, mais devrait être éclairé par l'importance qui est clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, nous avons constaté que les dispositifs qui comprennent, ou qui intègrent, des technologies d'accès à Internet et qui permettent l'échange interactif d'informations pouvaient être visés par la concession. Nous allons maintenant examiner les termes de la désignation de produit des modules séparés ayant une fonction de communication dans leur contexte plus large.

iii) Les termes de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication dans leur contexte

7.889 Les **plaignants** font valoir que d'autres désignations apparaissant dans l'Annexe de la Liste des CE fournissent un contexte pertinent qui étaye davantage leur interprétation des désignations des modules séparés ayant une fonction de communication.

7.890 Les **Communautés européennes** ont fait référence à d'autres parties de leur Liste, y compris les désignations figurant sous des numéros de positions tarifaires notifiés avec la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, et aux concessions figurant dans les Listes OMC d'autres participants à l'ATI pour étayer leur interprétation de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication telle qu'elle figure dans l'Annexe de la Liste des CE.

Autres parties de la Liste des CE en tant que contexte

7.891 Le Groupe spécial rappelle, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, que le contexte dans la Liste d'un Membre peut comprendre "d'autres termes" dans la même position ou le même chapitre.[1151] Nous examinerons les arguments des parties relatifs à la question de savoir si divers éléments apparaissant dans la Liste des CE, y compris d'autres désignations figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, éclairent l'interprétation de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.

Les désignations figurant sous les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 comme contexte de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication

Arguments des parties

7.892 Le **Japon** et le **Taipei chinois** font valoir que les lignes tarifaires apparaissant dans l'Annexe de la Liste des CE à côté de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication – à savoir les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 – étayent leur interprétation de la concession fondée sur le sens ordinaire des termes. Tout en tenant

[1151] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193.

compte du fait que ces codes ne déterminent pas la portée de la concession en cause, le Japon et le Taipei chinois font observer que ces codes fournissent un contexte pertinent dans la mesure où ils indiquent où les Communautés européennes estimaient que les modules séparés ayant une fonction de communication étaient classés au moment de la mise en œuvre.[1152]

7.893 Le Japon et le Taipei chinois font observer que la position 8517 du SH1996 vise les "[a]ppareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil et les appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique; visiophones". Ils font également observer que le numéro de position tarifaire 8517 50 90 vise les "Autres appareils, pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique - Autres" et que le numéro de position tarifaire 8517 80 90 vise les "Autres appareils - Autres". Le Japon et le Taipei chinois font valoir qu'aucun des termes de ces positions ne fait référence aux fonctions qui peuvent être assurées par les appareils relevant de cette position et de ces sous-positions, ou ne limite expressément ou implicitement les fonctions des produits qui en relèvent à une ou plusieurs fonctions. Le Japon et le Taipei chinois font également valoir que la position 8517 du SH1996 et les numéros de positions tarifaires 8517 50 90 et 8517 80 90 ne font pas référence à un type spécifique de modem qui limiterait la portée de la concession.[1153]

7.894 Le Japon et le Taipei chinois font ensuite observer que la position 8525 du SH1996 vise les "[a]ppareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils de prise de vues fixes vidéo et autres caméscopes". Ils font également observer que la sous-position 8525 20 du SH1996 vise les "Appareils d'émission incorporant un appareil de réception". Le Japon et le Taipei chinois font valoir que les termes de cette position, lus conjointement avec les termes de la position 8525, indiquent clairement que ces appareils sont visés par cette position, qu'ils incorporent ou non un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son. Le Japon et le Taipei chinois font observer que la position 8525 du SH1996 est divisée en quatre grandes sous-positions. Comme les termes "enregistrement" et "reproduction" sont placés avant le premier point-virgule du titre de la position 8525, le Japon et le Taipei chinois font valoir que l'enregistrement et la reproduction s'appliquent aux appareils des quatre grandes sous-positions, y compris les appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision. Par conséquent, ils font valoir que les dispositifs relevant de la sous-position 8525 20, y compris les modules séparés ayant une fonction de communication, peuvent assurer plus d'une fonction et relever quand même de cette sous-position. En outre, ils font valoir que les termes de la position 8525 et de la sous-position 8525 20 du SH1996 n'exigent pas que les appareils d'émission incorporant un appareil de réception incorporent également un modem pour pouvoir relever de cette position et de cette sous-position.[1154]

7.895 Le Japon fait observer que la position 8528 du SH1996 vise les "[a]ppareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo". Ainsi, fait-il valoir, la question de savoir si un dispositif incorpore un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son

[1152] Première communication écrite du Japon, paragraphe 394; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 245.

[1153] Première communication écrite du Japon, paragraphes 398 à 400; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 426 à 431, deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 52.

[1154] Première communication écrite du Japon, paragraphes 401 à 404; réponse du Japon à la question n° 82 du Groupe spécial; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 433 à 435; réponse du Taipei chinois à la question n° 82 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 52.

n'est pas pertinente aux fins du classement dans la position 8528. En outre, le Japon fait observer que la position 8527 du SH1996 distingue les "[a]utres appareils récepteurs de radiodiffusion, y compris les appareils pouvant recevoir également la radiotéléphonie ou la radiotélégraphie: -- 8527 31 [c]ombinés à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son" et -- 8527 32 [n]on combinés à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son mais combinés à un appareil d'horlogerie". De même, le Japon fait observer que la sous-position 8528 12 du SH1996 a trait aux "- [a]ppareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images -- en couleurs" et distingue les "--- [t]éléprojecteurs" des "--- [a]ppareils incorporant un appareil d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques". Selon le Japon, le traitement distinct prévu dans les positions applicables aux produits pouvant assurer différentes fonctions semblerait indiquer que, lorsque aucun traitement différencié n'est prévu, par exemple dans les positions 8517 et 8525 du SH, les appareils pouvant assurer plus d'une fonction ne devraient pas être traités différemment.[1155]

7.896 Enfin, le Taipei chinois estime que le fait que les Communautés européennes n'ont pas mis en œuvre la concession complète pour les "modules séparés ayant une fonction de communication" en incluant le même libellé que celui qui figure dans la désignation reprise dans l'Appendice B - c'est-à-dire "un dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" - étaye l'idée selon laquelle cette désignation n'est "qu'un type de [module séparé ayant une fonction de communication]" qui est visé par la concession.[1156] Toutefois, le fait que les Communautés européennes ont choisi de mettre en œuvre le libellé figurant dans la désignation reprise dans l'Appendice B à la fin de 2000, au moyen de la modification du numéro de position tarifaire 8528 21 91 de leur Liste, ne change pas l'analyse contextuelle globale, parce que, selon le Taipei chinois, le numéro de position tarifaire 8528 21 91 doit nécessairement comprendre ce qui avait été indiqué par les Communautés européennes dans les sous-positions initiales de la NC.[1157]

7.897 Les **États-Unis** font valoir que la modification de la Liste des CE intervenue en 2000 - c'est-à-dire l'ajout par les Communautés européennes du numéro de position tarifaire 8528 12 91 concernant la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication dans l'Annexe de la Liste des CE - étaye l'idée selon laquelle les Communautés européennes ont accepté un engagement qui comprend non seulement les "modules séparés ayant (*which have*) une fonction de communication", mais aussi les "modules séparés ayant (*with*) une fonction de communication" (pas d'italique dans l'original). Ainsi, font-ils valoir, cette modification contredit l'idée selon laquelle l'expression "ayant" ("which have") doit être interprétée comme limitant la concession aux seuls produits qui comprennent les trois caractéristiques énumérées après les deux-points à l'Appendice B.[1158] Les États-Unis font valoir que la *modification de 2000* établit que les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques étaient visés par la désignation initiale figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, parce que la désignation du numéro de position tarifaire qui a été ajouté (8528 12 91) indique que les produits munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques sont visés par la concession.[1159]

7.898 Les **Communautés européennes** font valoir que les trois codes notifiés dans l'Annexe de la Liste des CE en 1997 permettent de mieux comprendre quels types de produits étaient "considérés

[1155] Première communication écrite du Japon, paragraphes 405 et 406.
[1156] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 436.
[1157] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 436.
[1158] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 39.
[1159] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 41.

comme visés par la désignation".[1160] À leur avis, la caractéristique commune des numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90 et 8525 20 99 est qu'ils ont tous trait à des dispositifs de modulation-démodulation, à savoir la position NC 8517 concerne les modules séparés incorporant un modem câble et la position 8525 concerne ceux qui incorporent un "modem sans fil".[1161] Les Communautés européennes font observer qu'elles n'ont pas inclus les sous-positions du SH1996 sous la position 8521 qui vise les dispositifs ayant une fonctionnalité d'enregistrement ni inclus initialement la position 8528 du SH1996 concernant les dispositifs munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques. De plus, les Communautés européennes font observer que leur inclusion du numéro de position tarifaire 8528 12 91 en 2000 a "étendu unilatéralement le traitement qui n'était accordé jusqu'alors qu'aux produits correspondant exactement à la définition de l'ATI à une autre catégorie bien définie de produits, même si ces produits étaient sensiblement différents de ceux qui étaient énoncés dans la définition figurant dans l'ATI et, d'un point de vue juridique, n'étaient pas visés par cette définition".[1162] Selon les Communautés européennes, les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques "n'étaient *pas* initialement censés être visés par l'ATI" parce que "la présence d'un récepteur de signaux vidéophoniques change la nature de l'appareil et exige un classement dans la position 8528, même si le produit comprend également un modem ou d'autres éléments mentionnés dans la désignation".[1163] Les Communautés européennes font observer qu'elles ont modifié leur Liste afin d'accorder le traitement en franchise de droits pour le numéro de position tarifaire 8528 12 91 en 2000, parce que les États-Unis avaient demandé avec insistance que les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques soient admis à bénéficier de la franchise de droits.[1164] Les Communautés européennes font observer en outre qu'étant donné que seul le Japon et la Turquie se sont joints à elles "dans une telle initiative", cela signifiait qu'"il n'existait pas de consensus plus large parmi les parties à l'ATI concernant ce nouveau classement"[1165] et que cette notification "ne pouvait pas être interprétée comme signifiant que la définition figurant dans l'ATI avait été assouplie ou abandonnée".[1166]

7.899 En réponse à l'argument des États-Unis, les Communautés européennes font valoir que leur concession vise seulement les "modules séparés *ayant* (*which have*) une fonction de communication", et que la modification de 2000 ajoutant le numéro de position tarifaire 8528 12 91 ne change pas la formulation de la concession. Les Communautés européennes font valoir qu'aucun mot ou membre de phrase particulier utilisé pour désigner et nommer un produit dans le contexte de l'adoption d'une mesure de classement ne peut être jugé pertinent pour l'interprétation de la portée d'une concession tarifaire formulée au niveau de l'OMC. Tout au plus les Communautés européennes estiment-elles que la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication vise une catégorie spécifique de produits qui, en plus de remplir les autres conditions de la définition, sont susceptibles de recevoir des signaux de télévision.[1167]

Examen par le Groupe spécial

7.900 La désignation des modules séparés ayant une fonction de communication apparaît dans l'Annexe de la Liste des CE en ce qui concerne les quatre numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91. Nous rappelons avoir indiqué au paragraphe 7.420 que les

[1160] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 239.
[1161] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 241.
[1162] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 251.
[1163] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 248.
[1164] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 249.
[1165] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 250.
[1166] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 251.
[1167] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 80.

Communautés européennes ont notifié l'ajout du numéro de position tarifaire 8528 12 91 le 1er octobre 2000.[1168]

7.901 Le 15 décembre 2000, les Communautés européennes ont également notifié l'ajout du dernier code 8528 12 91 à leur Liste sous la position 8528 12 du SH1996, comme suit:

		Taux de base	Taux final	Mise en œuvre
8528 12 91	------- Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")	Nouvelle ligne	0,0	2000

7.902 Ces modifications sont entrées en vigueur le 1er octobre 2000 et ont été certifiées le 19 mars 2010.[1169]

7.903 Que cette action représente un effort de libéralisation autonome, comme les Communautés européennes le soutiennent[1170], ou une indication de changements apportés au classement d'un produit déjà considéré comme visé par la désignation, nous ne voyons aucune raison d'exclure le numéro de position tarifaire qui a été ajouté en 2000 aux fins de notre évaluation contextuelle du sens de la concession.

7.904 Le **Groupe spécial** rappelle sa constatation préliminaire selon laquelle la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication détermine la portée de la concession, où qu'elle soit classée dans la Liste des CE, et selon laquelle les numéros de positions tarifaires figurant à côté de la désignation de produit n'ont pas pour effet de limiter le champ des produits visés découlant du sens ordinaire des désignations de produits.[1171] En plus de figurer dans l'Annexe de la Liste des CE, ces numéros de positions tarifaires apparaissent également ailleurs dans la Liste des CE avec les désignations connexes des sous-positions à six chiffres du SH.

7.905 Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les codes NC concernent une question différente: ils aident à mettre en œuvre les engagements liés à l'Appendice B et à enregistrer le classement prévu par les Communautés européennes afin d'aider les participants à l'ATI dans l'examen des divergences en matière de classement qui a été envisagé au paragraphe 5 de l'Annexe ATI. Cela était nécessaire

[1168] Plus particulièrement, la partie pertinente de la notification de cette modification dispose ce qui suit:

> "C'est pourquoi les modifications ci-après devraient être apportées aux numéros de positions tarifaires indiqués en regard des désignations de produit figurant dans l'Appendice B de la liste relative à l'ATI des Communautés européennes:
>
> Modules séparés: Remplacer par les numéros de position suivants: 8517.50.90 (non modifié), 8517.80.90 (non modifié), 8525.20.99 (non modifié), **8528.12.91 (nouveau)**".

Voir le document G/MA/TAR/RS/74 (15 décembre 2000) (pièce US-26).

[1169] Voir le paragraphe 7.29 ci-dessus.

[1170] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 251.

[1171] Voir le paragraphe 7.343 ci-dessus. Nous avons confirmé nos constatations en nous fondant entre autres choses sur notre évaluation contextuelle de l'ATI et l'examen des listes OMC des autres participants de l'OMC.

parce que l'approche suivie en ce qui concerne les positions du SH qui apparaissent dans l'Appendice A n'était pas possible pour d'autres produits. Comme, dans de nombreux cas, les participants à l'ATI ont notifié des codes différents à côté des désignations, nous avons expliqué que le recours à l'interprétation de ces codes n'indiquerait pas les intentions communes des participants et pourrait aller à l'encontre d'une évaluation du sens objectif des termes. Nous nous abstiendrons donc de les examiner plus avant.

7.906 Bien que le Groupe spécial estime que les désignations liées aux numéros de positions tarifaires ne définissent pas la portée de l'obligation, nous notons néanmoins que les codes ne nous indiquent pas si le champ des produits visés s'étend aux produits qui comprennent des caractéristiques additionnelles, par exemple un disque dur, ou aux produits qui emploient des technologies particulières pour assurer une connectivité à Internet. Si nous considérions que les codes étaient déterminants, on pourrait alors conclure, en raison des codes particuliers, que les Communautés européennes ont uniquement contracté des obligations pour les produits contenant des modems par ligne téléphonique.

Autres désignations dans l'Annexe de la Liste des CE en tant que contexte

Arguments des parties

7.907 Le **Japon** fait valoir que d'autres désignations figurant dans l'Annexe de la Liste des CE indiquent que la concession pour les modules séparés ayant une fonction de communication n'était pas censée être limitée. Le Japon fait valoir que dans les cas où les rédacteurs avaient l'intention de limiter la fonction de l'appareil, ils ont inclus des déclarations claires à cet effet, comme dans la désignation pour les "ordinateurs" ou les "équipements de réseaux". S'agissant des "ordinateurs", le Japon souligne la formulation "[l]es machines exécutant une *fonction spécifique autre que le traitement de l'information* ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A *ou* B ne sont pas couvertes par le présent accord" (pas d'italique dans l'original).[1172] S'agissant de la désignation relative aux "équipements de réseaux", le Japon fait référence à la formulation suivante: "appareils pour réseaux locaux (LAN) et grands réseaux (WAN), y compris les produits destinés à être utilisés *exclusivement ou principalement* pour assurer l'interconnexion de machines automatiques de traitement de l'information et de leurs unités dans un réseau …" (pas d'italique dans l'original).[1173] Le Japon fait valoir que la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication ne comprend pas de termes limitatifs comparables et qu'il n'y a donc pas de telle limitation pour la concession applicable aux modules séparés ayant une fonction de communication.[1174]

7.908 Les **Communautés européennes** font valoir que, dans l'ensemble, l'Appendice B a été rédigé "en termes relativement clairs, sans utiliser une formulation très technique", la désignation des "unités de mémoire de format spécifique" étant un bon exemple, laquelle spécifie que cette catégorie de produits comprend également "les unités de disques à cartouches Bernoulli Box, Syquest ou Zipdrive".[1175] Selon les Communautés européennes, si cette formulation semble très technique "à première vue", elle confirme que la formulation employée par les négociateurs "n'était pas très technique et que lorsqu'ils voulaient s'assurer qu'un produit particulier était visé, ils n'ont pas hésité à utiliser son nom commercial". À titre d'exemple, les Communautés européennes font valoir que les

[1172] Première communication écrite du Japon, paragraphe 395.
[1173] Première communication écrite du Japon, paragraphe 396.
[1174] Première communication écrite du Japon, paragraphe 397.
[1175] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 234.

rédacteurs auraient pu faire expressément référence à des technologies telles que les technologies RNIS, WLAN ou Ethernet s'ils avaient voulu que les produits qui se connectent à Internet au moyen de ces technologies soient visés.[1176] Les rédacteurs auraient aussi pu faire référence à une norme particulière (par exemple une norme IEEE) s'ils avaient estimé que la norme technique d'une organisation professionnelle était pertinente.[1177]

Examen par le Groupe spécial

7.909 Le Japon et les Communautés européennes font référence aux désignations ci-après qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE, comme fournissant un contexte pertinent pour éclairer l'interprétation de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.

> "Ordinateurs: machines automatiques de traitement de l'information aptes à 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes; 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur; 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur; et 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement.
>
> L'accord couvre les machines automatiques de traitement de l'information, qu'elles soient ou non aptes à recevoir et à traiter avec l'aide de l'unité centrale de traitement des signaux téléphoniques, des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement. Les machines exécutant une fonction spécifique autre que le traitement de l'information ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A ou B ne sont pas couvertes par le présent accord."
>
> "Équipements de réseaux: appareils pour réseaux locaux (LAN) et grands réseaux (WAN), y compris les produits destinés à être utilisés exclusivement ou principalement pour assurer l'interconnexion de machines automatiques de traitement de l'information et de leurs unités dans un réseau utilisé principalement pour le partage de ressources, tel qu'unités de traitement central, unités de mémoire et unités d'entrée ou de sortie – y compris adaptateurs, installations nodales, répéteurs de lignes, convertisseurs, concentrateurs, passerelles et routeurs, et assemblage de circuits imprimés pouvant être incorporés dans des machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités."
>
> "Unités de mémoire de format spécifique, y compris les supports d'information pour machines de traitement automatique de l'information, avec ou sans support amovible, de type magnétique, optique ou autre, y compris les unités de disques à cartouches Bernoulli Box, Syquest ou Zipdrive."

7.910 Comme il ressort des désignations ci-dessus, les produits visés dans l'Annexe de la Liste des CE sont variés et comprennent les ordinateurs, mais aussi les équipements de réseaux, les unités de mémoire et les modules séparés ayant une fonction de communication, entre autres produits. À notre avis, les divergences dans la formulation utilisée pour les diverses désignations de produits et le fait

[1176] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 229.
[1177] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 233.

qu'elles ont un niveau de spécificité variable diminuent l'importance des comparaisons et des différences entre la formulation des diverses désignations de produits.

7.911 Nous avons expliqué ci-dessus que l'inclusion de la liste de désignations dans l'Appendice B constituait une approche différente de l'approche traditionnelle consistant à utiliser la formulation du SH. Les participants à l'ATI sont convenus de supprimer les droits sur tous les produits spécifiés dans l'Appendice B, qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A. Suivant la logique de cette approche mixte, les participants ont donc décidé d'inclure une formulation dans les désignations figurant dans l'Appendice B qui ne provient pas nécessairement du SH. Certaines désignations figurant dans l'Appendice B fournissent une explication limitée du type de produits visés (par exemple "Récepteurs de téléappel et leurs parties"), tandis que les autres désignations fournissent des caractéristiques techniques détaillées des produits visés (par exemple "moniteurs"[1178]). De plus, si certaines d'entre elles définissent le champ des produits visés selon l'"utilisation" du produit (par exemple "amplificateurs électriques"[1179]), d'autres désignations indiquent les types de produits visés (par exemple "Unités de mémoire de format spécifique"[1180]). Si certaines emploient des termes qui ne figurent pas dans le SH ("dispositifs d'affichage à écran plat"), certaines semblent tirer leur formulation du SH (par exemple "ordinateurs"[1181]) et au moins une désignation fait expressément référence à des positions spécifiques du SH lorsque le produit figure dans le SH (à savoir "Traceurs"[1182]). Par ailleurs, certaines désignations, y compris la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, utilisent les deux-points ou un point-virgule dans la première partie de la désignation.[1183] Enfin, certaines désignations limitent expressément le champ des produits visés, tandis que d'autres ne le font pas.

7.912 Ce manque d'uniformité dans les désignations de produits figurant dans l'Appendice B a peut-être découlé du souhait des participants d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits correspondant aux désignations, mais sans qu'il y ait d'accord clair concernant les positions pertinentes pour le classement de ces produits. À notre avis, cela fait qu'il est difficile d'extrapoler à partir des termes d'une désignation figurant dans l'Appendice B pour interpréter une autre désignation figurant dans l'Appendice B.

7.913 Ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 7.888 ci-dessus, nous notons que la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication met l'accent sur la fonction du produit, plutôt, par exemple, que de faire une description technique détaillée ou de mettre l'accent sur une technologie spécifique. Cela ressort clairement de la formulation "ayant une fonction de communication", qui est éclairée par le membre de phrase "d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif

---

[1178] "Moniteurs: unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information à tube à rayons cathodiques avec un pas de matrice inférieur à 0,4 mm ne pouvant pas recevoir ni traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'ordinateur, telle qu'elle est définie dans le présent accord. L'accord ne couvre donc pas les télévisions, y compris les télévisions à haute définition."

[1179] "Amplificateurs électriques *utilisés* comme répéteurs dans des systèmes de téléphonie filaire relevant du présent accord, et leurs parties." (pas d'italique dans l'original)

[1180] "Unités de mémoire de format spécifique, y compris les supports d'information pour machines de traitement automatique de l'information, avec ou sans support amovible, de type magnétique, optique ou autre … les unités de disques à cartouches …". (pas d'italique dans l'original)

[1181] Voir la pièce US-1.

[1182] "Traceurs, *qu'il s'agisse* d'unités d'entrée ou de sortie relevant de la *position n° 8471 du SH* ou de machines à dessiner ou à tracer relevant de la *position n° 9017 du SH*." (pas d'italique dans l'original). Voir la pièce US-1.

[1183] Les trois autres désignations figurant dans l'Appendice B utilisant un point-virgule concernent les "ordinateurs", les "équipements de réseaux" et les "moniteurs".

d'informations". La fonctionnalité comprend "l'accès à Internet" et un échange d'informations "interactif" ou "bidirectionnel". Nous avons déterminé que l'accent mis sur la fonctionnalité était primordial dans notre interprétation plutôt que, par exemple, les propriétés techniques, qui n'ont pas été précisées dans la concession.

7.914 Comme la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, la désignation relative aux "ordinateurs" est également axée sur la fonction, car elle énumère les capacités ou les fonctions du dispositif. Toutefois, cette désignation indique avec une certaine précision quels sont les dispositifs qui seraient admissibles ("[les machines] qu'elles soient ou non aptes à recevoir et à traiter avec l'aide de l'unité centrale de traitement des signaux téléphoniques, des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement), mais aussi ceux qui ne le seraient pas ("[l]es machines exécutant une fonction spécifique autre que le traitement de l'information ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A ou B ne sont pas couvertes par le présent accord"). Nous hésitons à supposer l'existence de restrictions dans la concession pour les modules séparés ayant une fonction de communication qui ne sont pas expressément prévues, comme dans le cas de la concession relative aux "ordinateurs".

7.915 Nous notons que les désignations relatives aux "équipements de réseaux" et aux "unités de mémoire de format spécifique (…)" expliquent en détail quels sont les produits visés, en spécifiant les produits qui doivent être inclus et en énumérant les dispositifs et les éléments qui doivent être inclus dans la concession. La désignation relative aux "unités de mémoire de format spécifique (…)" dresse une liste indicative mais non exhaustive de produits qui doivent être visés. La concession liée à la désignation relative aux modules séparés ayant une fonction de communication semble se limiter à une catégorie plus restreinte de produits, par opposition à un ensemble d'équipements.

7.916 Du point de vue de l'interprétation des traités, nous nous sommes concentrés sur le sens ordinaire des mots utilisés dans la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication. Comme nous l'avons indiqué, les mots utilisés mettent clairement l'accent sur la fonctionnalité. Nous notons que bien que les négociateurs aient utilisé le terme "modem", ils ne sont pas allés plus loin en énumérant des technologies de modems ou de dispositifs considérées comme visées ou non visées par concession. Cela étaye l'avis du Groupe spécial selon lequel l'intention des rédacteurs était de mettre l'accent sur la fonction (par exemple accéder à Internet) et non sur la forme (par exemple un genre particulier de technologie de modem ou de dispositif permettant d'accéder à Internet). Au-delà de cela, toutefois, selon le Groupe spécial, les termes particuliers entourant la concession, qui ont été négociés dans des circonstances différentes et dans un contexte factuel différent, et qui concernent des produits tout à fait dissemblables, n'aident pas beaucoup à interpréter la portée de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication.

Les Listes OMC d'autres Membres de l'OMC en tant que contexte

7.917 Les Communautés européennes font valoir que les Listes d'autres participants à l'ATI fournissent un contexte pertinent pour interpréter la désignation des systèmes d'affichage à écran plat.[1184] Le Groupe spécial rappelle, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, que les Listes d'autres Membres de l'OMC peuvent fournir un contexte pertinent pour interpréter les termes figurant dans la Liste d'un Membre.[1185] Nous examinerons donc les arguments des Communautés européennes concernant les sous-positions du SH que d'autres participants à l'ATI ont notifiées dans les Listes lorsqu'ils ont mis en œuvre leurs engagements au titre

[1184] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 142 à 145.
[1185] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193.

de l'ATI. Les Communautés européennes font référence à un tableau résumant le classement jusqu'au niveau de la sous-position du SH (six chiffres) notifié par les participants à l'ATI, lequel a été établi sur la base des modifications communiquées dans le document G/IT/2/Add.1 du 17 octobre 1997[1186]:

Classement des "modules séparés ayant une fonction de communication" par les participants à l'ATI en 1997		
Sous-position	Nombre de participants les classant dans cette sous-position	Principales parties au différend
8471.41	2	-
8471.90	1	-
8517.50	25	CE, États-Unis, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8517.80	12	CE, Japon
8525.10	3	États-Unis
8525.20	14	CE, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8528.12	3	États-Unis
8543.89	1	-

7.918 Les Communautés européennes ont présenté un deuxième tableau, établi sur la base d'un document du 29 juillet 1999 mis à jour par le Secrétariat de l'OMC[1187]:

Classement des "modules séparés ayant une fonction de communication" par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999		
Sous-position	Nombre de participants les classant dans cette sous-position	Principales parties au différend
8471.41	2	-
8471.90	1	-
8517.50	31	CE, États-Unis, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8517.80	14	CE, Japon
8525.10	3	États-Unis
8525.20	17	CE, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8528.12	3	États-Unis
8543.89	1	-

Arguments des parties

7.919 Les **Communautés européennes** font valoir que les renseignements présentés dans le tableau indiquent la compréhension qu'avaient les parties de ce qui était visé en 1997 par la désignation de produit relative aux modules séparés ayant une fonction de communication. Si elles reconnaissent l'existence de divergences dans les codes qui ont été notifiés par les participants à l'ATI, les

[1186] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14).
[1187] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 246, qui fait référence au document de l'OMC G/IT/2/Add.1/Rev.1 du 29 juillet 1999 (pièce EC-20).

Communautés européennes font observer que la "très grande majorité" des participants ont notifié les sous-positions 8517 50, 8517 80 et 8525 20 du SH1996, ce qui confirme qu'il y avait un accord sur les produits censés être visés par la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.[1188] Les Communautés européennes font également référence à un deuxième tableau contenant des renseignements mis à jour par le Secrétariat de l'OMC en 1999, qui fait figurer les positions du SH notifiées par les participants qui ont adhéré à l'ATI après la publication du document initial. Ce deuxième document comprend également des changements qui avaient été mis en œuvre par les participants à la suite de rectifications ou de modifications.[1189]

7.920 Les **plaignants** font valoir que le tableau résumant les codes où les participants à l'ATI ont classé les modules séparés ayant une fonction de communication n'est pas pertinent. À leur avis, le tableau étaye simplement l'idée qu'au moment où l'ATI a été conclu, il n'y avait pas d'accord uniforme concernant les positions pertinentes pour le classement des modules séparés ayant une fonction de communication.[1190] En tout état de cause, comme il ressort du tableau, certains Membres de l'OMC ont inscrit les "modules séparés ayant une fonction de communication" sous la position 8528 12 du SH1996.[1191]

Examen par le Groupe spécial

7.921 Le **Groupe spécial** rappelle avoir indiqué au paragraphe 7.445 ci-dessus que les quatre numéros de positions tarifaires situés à côté des désignations figurant dans la Liste des CE ne limitaient pas la concession. Ils indiquent uniquement à quel endroit les Communautés européennes estimaient que les systèmes d'affichage à écran plat pouvaient être classés au moment de la mise en œuvre de l'ATI. Par conséquent, nous ne formulerons que quelques observations concernant le tableau présenté par les Communautés européennes.

7.922 Les Communautés européennes ont communiqué comme pièces jointes deux rapports distincts du Secrétariat de l'OMC qui résument les sous-positions du SH qui ont été indiquées par les participants à l'ATI: le tableau ci-dessus, décrivant la situation en 1997, ainsi qu'un document évaluant la pratique des parties à l'ATI entre 1997 et 1999.[1192] Tant les rapports du Secrétariat de l'OMC que les tableaux présentés par les Communautés européennes mentionnent toutefois à tort que le Japon a notifié des positions du SH à côté de désignations de produits. Or, ce n'est pas ce qui figure dans la Liste du Japon.[1193]

7.923 Compte tenu de cette erreur, le Groupe spécial a effectué sa propre évaluation des renseignements comme suit[1194]:

[1188] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 244 et 245.

[1189] Voir la note de bas de page 1187 ci-dessus.

[1190] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 47; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 222; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 249 et 250.

[1191] Réponse du Japon à la question n° 82 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 82 du Groupe spécial.

[1192] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 243, 246 et note de bas de page 156. Il s'agit des documents G/IT/2/Add.1 (17 octobre 1997) (pièce EC-14) et G/IT/2/Add.1/Rev.1 (29 juillet 1999) (pièce EC-20).

[1193] Voir le paragraphe 7.432 ci-dessus.

[1194] Le Groupe spécial a suivi la même méthode que celle qu'a employée le Secrétariat de l'OMC pour établir le présent tableau. Un Membre est mentionné à côté d'une sous-position du SH si ce Membre a inscrit dans sa Liste au moins une ligne tarifaire nationale qui relève de cette sous-position du SH. Le tableau ci-après résume les sous-positions du SH inscrites par les 43 Membres pertinents dans leurs listes de concessions, mais

Sous-position du SH (6 chiffres)	Nombre de participants notifiant cette sous-position	Il y a au moins une ligne tarifaire inscrite dans la Liste des participants à L'ATI suivants:
8471 41	6	Costa Rica; El Salvador; Guatemala; Honduras; Nicaragua; République dominicaine
8471 50	1	Chine
8471 90	1	Indonésie
8517 50	40	Albanie; Arabie saoudite; Australie; Bahreïn; Canada; Chine; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Croatie; Égypte; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Islande; Israël; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Moldova; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Oman; Pérou; Philippines; République dominicaine; République kirghize; Singapour; Suisse/Liechtenstein; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; Viet Nam
8517 80	13	Albanie; Communautés européennes; Croatie; Égypte; Géorgie; Islande; Jordanie; Macao, Chine; Moldova; Norvège; Nouvelle-Zélande; République kirghize; Turquie
8525 10	11	Arabie saoudite; Bahreïn; Costa Rica; El Salvador; Émirats arabes unis; États-Unis; Honduras; Nicaragua; Oman; Pérou; Viet Nam
8525 20	15	Albanie; Australie; Communautés européennes; Croatie; Géorgie; Islande; Macao, Chine; Moldova; Nouvelle-Zélande; Pérou; Philippines; République kirghize; Taipei chinois; Turquie; Viet Nam
8528 12	9	Arabie saoudite; Communautés européennes; Émirats arabes unis; États-Unis; Islande; Macao, Chine; Oman; Ukraine; Viet Nam
8530 00	1	Bahreïn
8543 89	1	Israël

7.924 Ce tableau démontre qu'il existe une divergence considérable dans les sous-positions du SH inscrites par les participants à l'ATI à côté de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. La sous-position 8517 50 du SH1996, par exemple, figure dans deux fois plus de listes que les autres sous-positions.[1195] Cette sous-position concerne les "[a]ppareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil et les appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique; visiophones. - Autres appareils, pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique." Toutefois, un certain nombre de Membres ont préféré ne pas notifier les sous-positions 8517 50, 8517 80 et 8525 20 à côté de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication dans la section correspondante de leur Liste.

7.925 Par ailleurs, les autres sous-positions du SH1996 qui sont apparues plus ou moins fréquemment dans les Listes des participants à l'ATI comprennent les suivantes:

---

ne fournit pas de renseignements concernant les Listes des États membres des CE qui sont représentés conjointement par les CE-27, à savoir: la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie.

[1195] Outre le Japon, qui n'a attribué aucun code aux produits figurant dans l'Appendice B, le Groupe spécial note que l'Indonésie et l'Ukraine n'ont pas indiqué que la sous-position 8517 50 du SH1996 était pertinente pour les modules séparés ayant une fonction de communication dans leurs Listes de concessions.

> 8517 80: "Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil et les appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique; visiophones. - Autres appareils"
>
> 8525 10: "Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils de prise de vues fixes vidéo et autres caméscopes. - Appareils d'émission"
>
> 8525 20: "Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils de prise de vues fixes vidéo et autres caméscopes. - Appareils d'émission incorporant un appareil de réception"
>
> 8528 12: "Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; moniteurs vidéo et projecteurs vidéo; - Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; -- En couleurs"

7.926 Si un certain nombre de participants ont estimé que la sous-position 8517 50 était pertinente pour leur classement de produits liés à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, un nombre notable de participants ont estimé que la sous-position 8528 12 du SH était pertinente pour leur classement des modules séparés.

iv) Objet et but

Arguments des parties

7.927 Nous rappelons que dans notre évaluation des arguments des parties concernant l'objet et le but[1196], nous avons indiqué que les **plaignants** avaient fait valoir que l'objet et le but reconnus de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 étaient d'assurer la sécurité et la prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des obstacles au commerce.[1197] Selon les plaignants, les objectifs de la sécurité et de la prévisibilité exigent également que les concessions visent des produits même si ces produits n'existaient pas sous une forme donnée au moment où les concessions ont été accordées, à condition qu'ils soient conformes au libellé des concessions concernées.[1198] Les plaignants ont également indiqué que l'*Accord sur l'OMC* et le GATT de 1994 reconnaissaient que "l'accroissement de la

[1196] Voir les paragraphes 7.537 à 7.549 ci-dessus.

[1197] Réponse des plaignants à la question n° 1 du Groupe spécial; première communication écrite du Japon, paragraphe 172 (faisant référence au paragraphe 3 du Préambule de l'Accord de Marrakech; au rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.460 et au rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 243 et 288); deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 409 et 410; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 144 et 145; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 282.

[1198] Première communication écrite du Japon, paragraphe 177; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 289, 290 et 627 à 630; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 444.

production et du commerce de marchandises" était un autre des objets et des buts principaux qui était réalisé par des réductions réciproques des tarifs douaniers.

7.928 Les **Communautés européennes** estiment que l'approche interprétative des plaignants est trop générale et qu'elle compromet la certitude et la prévisibilité juridiques des concessions tarifaires, ce qui crée le risque que les Membres deviennent hésitants à poursuivre le processus de libéralisation dans le cadre de l'ATI.[1199]

Examen par le Groupe spécial

7.929 Le **Groupe spécial** a conclu que l'objet et le but pertinents dans le présent différend étaient l'objet et le but généraux de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 dans leur ensemble. Nous avons conclu que l'ATI ne devrait pas être considéré comme constituant la base pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994.

7.930 L'objet et le but pertinents aux fins du présent différend sont d'assurer la sécurité et la prévisibilité des concessions négociées par les parties et visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce. Selon le Groupe spécial, l'interprétation de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication décrite ci-dessus est tout à fait conforme à cet objet et à ce but.

v) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne*)*

Arguments des parties

7.931 Les **Communautés européennes** font valoir que les codes notifiés par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999, tels qu'ils sont mentionnés dans le document de l'OMC G/IT/2/Add.1/Rev.1 du 29 juillet 1999[1200], fournissent des renseignements concernant les divergences dans le classement, y compris ceux des nouveaux participants qui se sont joints à l'ATI depuis 1997. Les Communautés européennes font valoir que les codes notifiés par les participants à l'ATI au moment de la mise en œuvre révèlent que "la très grande majorité des participants à l'ATI" partageaient sa compréhension du champ des produits visés par la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication au moment de la mise en œuvre de la concession.[1201] Les Communautés européennes présentent le tableau ci-après pour résumer les renseignements[1202]:

Classement des "modules séparés ayant une fonction de communication" par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999		
Sous-position	Nombre de participants les classant dans cette sous-position	Principales parties au différend
8471.41	2	-
8471.90	1	-
8517.50	31	CE, États-Unis, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8517.80	14	CE, Japon

[1199] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 170 à 172.
[1200] Pièce EC-20.
[1201] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 245.
[1202] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 246 (faisant référence au document G/IT/2/Add.1/Rev.1 (pièce EC-20)).

Classement des "modules séparés ayant une fonction de communication" par les participants à l'ATI entre 1997 et 1999		
8525.10	3	États-Unis
8525.20	17	CE, Japon, Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
8528.12	3	États-Unis
8543.89	1	-

7.932 Plus particulièrement, les Communautés européennes font observer que la "très grande majorité des participants à l'ATI" ont indiqué que les codes 8517 50, 8517 80 et 8525 20 étaient les codes pertinents pour les modules séparés ayant une fonction de communication. Ce sont également les codes que les Communautés européennes ont notifiés dans l'Annexe de leur Liste, à savoir les codes 8517 50 90, 8517 80 90 et 8525 20 99. Les Communautés européennes font valoir que les données fournissent une "indication très utile" de la compréhension qu'avaient les parties à l'ATI en 1997 (c'est-à-dire lorsqu'elles ont notifié leurs listes d'engagements modifiées à l'OMC) de la désignation de produit "modules séparés ayant une fonction de communication".[1203] Plus particulièrement, les Communautés européennes indiquent que les codes 8517 50, 8517 80 et 8525 20 concernent tous des dispositifs de modem. C'est pourquoi elles font valoir que la notification de ces lignes tarifaires témoigne d'une compréhension selon laquelle la désignation figurant dans la concession était seulement censée viser certains types de modules séparés qui accèdent à Internet au moyen d'un modem se connectant par une ligne téléphonique, mais pas les modules séparés qui assurent une fonction d'enregistrement ou ceux qui comprennent un récepteur de signaux vidéophoniques. Les Communautés européennes font valoir que si les Membres avaient eu l'intention d'inclure les modules séparés ayant des capacités d'enregistrement ou de recevoir des signaux vidéophoniques, ils auraient notifié les codes de la position 8521 ou 8528.[1204]

7.933 Les **plaignants** estiment que les codes notifiés indiquent simplement où les produits étaient classés à ce moment-là. C'est pourquoi ils font valoir que l'absence de codes donnés ne devrait pas être interprétée comme signifiant que seules certaines catégories de modules séparés sont visées par la concession.[1205] Le Japon et le Taipei chinois font observer que certains Membres ont notifié la position 8525, ce qui contredit l'affirmation selon laquelle les Membres partageaient le même point de vue sur les produits visés par la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication.[1206]

Examen par le Groupe spécial

7.934 Nous rappelons avoir indiqué aux paragraphes 7.557 à 7.561 que la "pratique ultérieurement suivie" était "… une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude qui suppose l'accord des parties [à un traité] à l'égard de l'interprétation du traité".[1207] C'est un "élément important" de l'interprétation du traité qui fournit "une preuve objective de l'accord des parties sur le sens du traité".[1208] Les pratiques

[1203] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 244 et 245.
[1204] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 241.
[1205] Réponse des plaignants à la question n° 82 du Groupe spécial.
[1206] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 82 du Groupe spécial.
[1207] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 106.
[1208] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 255 (citant l'*Annuaire de la Commission du droit international* (1966), volume II, page 219, paragraphe 6)); voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.702.

de classement inconstantes doivent être écartées.[1209] Pour déterminer ce qui constitue une pratique "commune" et "concordante", nous avons indiqué qu'il serait *difficile* de "discerner une attitude concordante et commune" sur la base d'actes ou de déclarations d'une partie, ou d'un très petit nombre de parties, à un traité multilatéral, tel que l'*Accord sur l'OMC*.[1210]

7.935 Par conséquent, le Groupe spécial examinera s'il existe une preuve de pratique "constante, commune et concordante" en matière de classement de la part des participants à l'ATI et en ce qui concerne les modules séparés en cause, de la conclusion de l'ATI jusqu'à aujourd'hui.

7.936 Comme il a été mentionné au paragraphe 7.563 ci-dessus, nous ne pensons pas qu'il soit approprié d'évaluer les renseignements figurant dans le document G/IT/2/Add.1/Rev.1 (29 juillet 1999), que ce soit isolément ou de concert avec les renseignements figurant dans le document G/IT/2/Add.1 du 17 octobre 1997[1211] en tant que "pratique suivie ultérieurement" parce qu'il n'est pas certain que les tableaux reflètent largement la pratique suivie par les participants à l'ATI pour classer les modules séparés ayant une fonction de communication. Ce document indique que le "tableau a été établi à partir des listes d'engagements des participants" et qu'il incorpore "tout changement appliqué par les participants sous forme de rectifications ou de modifications".[1212] Comme nous ne pouvons pas confirmer la nature de la pratique suivie par les participants sur la seule base des codes figurant dans le tableau, et comme nous avons examiné les mêmes données dans notre évaluation des listes d'autres Membres en tant que "contexte" pertinent, nous nous abstiendrons de formuler d'autres observations dans la présente section au sujet du tableau des Communautés européennes ou du document qui constitue la base du tableau.

7.937 Sauf pour les renseignements figurant dans le tableau, les Communautés européennes n'ont pas fourni de preuve de la pratique suivie par les autres Membres. Les plaignants allèguent que la pratique suivie par les Communautés européennes a été inconstante, en particulier au début des années 2005-2006. Sans autre preuve pour évaluer la pratique, au moins parmi les Membres qui exportent et importent des modules séparés, nous ne disposons pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'une pratique ultérieurement suivie pour éclairer son interprétation.

vi) Autres arguments – Circonstances

7.938 En plus d'une analyse du texte de la concession figurant dans la Liste des CE, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial devrait examiner les "circonstances" pour éclairer son interprétation des termes du traité. En particulier, les Communautés européennes font valoir que les types de modules séparés qui étaient disponibles au moment des négociations en 1996 et les désignations utilisées durant les négociations de la concession établissent quel devait être le champ des produits visés.[1213]

7.939 Les plaignants font valoir que les allégations des Communautés européennes concernant les types de modules séparés disponibles et les désignations dont il est allégué qu'elles auraient été utilisées dans le contexte des négociations de l'ATI peuvent tout au plus constituer des "moyens complémentaires" d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne. Les États-Unis

[1209] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 95.
[1210] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 259.
[1211] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1 du 17 octobre 1997 (pièce EC-14), voir le paragraphe 7.917 ci-dessus.
[1212] Document de l'OMC G/IT/2/Add.1/Rev.1, paragraphes 1 et 2 (pièce EC-20).
[1213] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 219 à 236 et, en particulier, le paragraphe 235.

font valoir que les Communautés européennes n'ont pas démontré que le sens résultant de l'article 31 était obscur ou manifestement absurde ou déraisonnable ou que les documents confirmaient le sens résultant de l'application d'une analyse effectuée au titre de l'article 31 de la Convention de Vienne en l'espèce.[1214]

7.940 En avançant leurs arguments concernant les circonstances, les Communautés européennes font référence à la citation ci-après figurant dans le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*[1215]:

> "Il faut s'assurer du sens ordinaire d'un terme conventionnel d'après les circonstances propres à chaque cas. Il importe que le sens ordinaire d'un terme conventionnel soit considéré au regard de l'intention des parties "telle qu'elle s'exprime dans les termes qu'elles ont utilisés à la lumière des circonstances"."[1216]

7.941 Dans cette affaire, l'Organe d'appel a évalué la décision du Groupe spécial d'examiner d'autres éléments en plus des définitions de dictionnaires, pour compléter son analyse du sens ordinaire des termes à l'examen.[1217] L'Organe d'appel n'a trouvé aucune faille dans la décision du Groupe spécial d'examiner d'autres éléments pour compléter son analyse des définitions de dictionnaires, en indiquant que l'interprétation selon l'article 31 de la Convention de Vienne était un "exercice global", et que ces éléments pouvaient être examinés en tant que "contexte", sinon du point de vue du "sens ordinaire".

7.942 Une question qui se pose est la pertinence et le poids qu'il convient d'accorder aux documents que les Communautés européennes ont présentés. Ensuite, nous rappelons que la partie qui affirme un fait doit pouvoir en apporter la preuve. À ce dernier égard, en affirmant qu'une certaine situation factuelle existait au moment des négociations, et que cela devrait éclairer notre interprétation, il incombe aux Communautés européennes de fournir des éléments de preuve clairs et objectifs concernant non seulement l'existence d'une telle situation factuelle mais aussi le lien entre cette situation factuelle et le texte même de la concession. En d'autres termes, les Communautés européennes doivent pouvoir démontrer, d'une manière objective, que la situation factuelle existant au moment de la concession a éclairé l'intention des rédacteurs et influé sur les termes utilisés dans la concession en cause.

7.943 Nous avons constaté au paragraphe 7.888, en interprétant conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne l'engagement pris par les Communautés européennes concernant les modules séparés ayant une fonction de communication, que l'expression "modules séparés" désignait généralement un appareil ou un dispositif qui traite un signal entrant émis par une source de signaux externe de telle sorte qu'il puisse s'afficher sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que cet appareil soit conçu pour être placé au-dessus de l'unité de visualisation et il peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités. Nous avons reconnu qu'en raison de l'inclusion de caractéristiques additionnelles ou de son incorporation dans un autre produit, un appareil pouvait ne plus être qualifié, essentiellement, de "module séparé ayant une fonction de communication" et ne serait pas visé par la concession en raison de l'inclusion de

---

[1214] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 45.

[1215] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 219 (en notant que cet extrait provient d'un livre de Lord McNair intitulé *The Law of Treaties* (Oxford Clarendon Press, 1961), page 365 (pièce EC-33)).

[1216] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 175.

[1217] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 176. Ces éléments, qualifiés de "contexte factuel", comprenaient les "produits visés par la concession correspondant à la position 02.10", "[la] saveur, [la] texture [et les] autres propriétés physiques" des produits relevant de la position 02.10, et la "conservation", pour interpréter le terme "salés" tel qu'il figure dans la position 02.10.

caractéristiques additionnelles ou de son incorporation dans un autre produit. Nous avons également conclu que les termes de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE s'appliquaient à tout "module séparé" qui remplit toutes les conditions suivantes: il est muni d'un microprocesseur; il comprend un "modem" et il est capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange d'informations bidirectionnels. Nous avons conclu que, dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, mais être éclairé par l'importance qui était clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, nous avons constaté que les dispositifs qui comprennent, ou qui sont munis, de technologies leur permettant d'accéder à Internet et d'assurer un échange interactif d'informations pouvaient être visés par la concession.

7.944 Nous examinerons d'abord les documents présentés par les Communautés européennes au sujet des négociations de l'ATI et, ensuite, les arguments des Communautés européennes concernant l'existence de certaines technologies au moment de la conclusion de l'ATI.

7.945 Mais avant de le faire, nous rappelons que les Communautés européennes ne font pas valoir que seuls les produits et les modèles utilisant la technologie exacte qui existait en 1996 seraient visés par les concessions accordées conformément à l'ATI. Au contraire, les Communautés européennes reconnaissent que certaines concessions sont sans restriction en ce qui concerne la technologie exacte utilisée par un dispositif ou un appareil donné.[1218]

Documents relatifs au "paysage" présentés durant les négociations de l'ATI

Arguments des parties

7.946 Les **Communautés européennes** font valoir que des "notes informelles" distribuées parmi les négociateurs donnent des exemples du type de modules séparés qui étaient censés être visés par la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Dans des notes communiquées le 4 octobre 1996 et le 18 octobre 1996, les Communautés européennes font valoir qu'une liste négative d'"articles conçus principalement pour être utilisés par les consommateurs" démontre que seuls certains modules séparés étaient censés être admis au bénéfice de la franchise de droits, en particulier les "modules séparés permettant de se connecter à Internet", mais pas les modules séparés (décodeur et poste récepteur de télévision ou décodeur seulement)".[1219] Dans une note du 23 octobre 1996, les Communautés européennes font valoir que la Japon a proposé l'inclusion de modules séparés qui "offrent aux consommateurs de télévision un accès économique et de grande qualité à Internet" ou qui sont "des solutions Internet axées sur la télévision … pour accéder à Internet et y naviguer".[1220] Dans une note du 31 octobre 1996, les Communautés européennes font référence à une désignation des "modules séparés ayant une fonction de communication" qui seraient "un dispositif comportant une unité centrale de traitement et une fonction de modem, et ayant une fonction d'échange interactif d'informations".[1221] Dans un document du 1er novembre 1996, les Communautés

[1218] Réponse des Communautés européennes à la question n° 53 du Groupe spécial (indiquant "[q]u'il n'y a pas de règle générale selon laquelle les concessions figurant dans l'ATI seraient entièrement ouvertes aux développements technologiques ou limitées aux seuls produits et technologies existant à l'époque).

[1219] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 227 et 228, faisant référence aux pièces EC-39 et EC-40.

[1220] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 230, faisant référence à la pièce EC-41, page 25.

[1221] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 230, faisant référence à la pièce EC-42. Les Communautés européennes font observer que ce document comprenait également une désignation pour les "jeux vidéos ayant une fonction de communication", dont les termes étaient les suivants: "Jeux vidéos comportant une unité centrale de traitement et une fonction de modem, qui ajoute une fonction

européennes font observer que les désignations applicables aux "jeux vidéos (…)", "l'Internet TV" et les "modules séparés (décodeur et poste récepteur de télévision ou décodeur seulement)" figuraient sur les mêmes listes.[1222] Dans un document du 25 novembre 1996, décrit comme étant un "document de travail technique de la Quadrilatérale", les Communautés européennes font valoir qu'une définition plus étoffée des "modules séparés ayant une fonction de communication" a finalement été présentée, en faisant état dans des notes manuscrites d'une proposition consistant à remplacer le membre de phrase "which have communication function" (ayant une fonction de communication) par "with communication function" (ayant une fonction de communication).[1223] Selon les Communautés européennes, ces documents sont des éléments de preuve indiquant que les mots de la concession en cause "comptent vraiment", comme le démontrent les observations qui ont été échangées entre les parties.[1224]

7.947 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font observer que les documents ont été établis par certains Membres et ne représentent pas les intentions communes des parties, ou même les vues de tous les participants à l'ATI, et qu'ils ne devraient donc pas être pris en considération. En outre, les États-Unis font valoir que les Communautés européennes utilisent ces documents pour préconiser un sens différent de ce qui pourrait être conclu à partir d'une analyse du sens ordinaire des termes de la concession, et que leur position ne devrait donc pas être acceptée.[1225]

Examen par le Groupe spécial

7.948 S'agissant de l'examen des documents relatifs au "paysage" présentés dans le cadre des négociations de l'ATI, nous rappelons avoir déterminé au paragraphe 7.581 que lesdits documents, qui n'ont été examinés que par un sous-ensemble des participants aux négociations de l'ATI (les membres de la "Quadrilatérale" en particulier) et qui n'ont pas été distribués avant le présent différend, ne devraient avoir aucune influence sur notre interprétation des concessions découlant de l'ATI, lesquelles ont été incorporées par la suite dans les Listes des participants à l'ATI. Par conséquent, nous estimons que ces documents ne devraient pas éclairer notre interprétation dans le cas présent.

7.949 Nonobstant cette conclusion, il nous est difficile de tirer une quelconque conclusion du contenu des documents qui ont été présentés. En particulier, les listes de "produits à inclure où qu'ils soient classés" figurant dans la "note informelle" du 18 octobre 1996 font référence d'une façon générale à des "modules séparés permettant de se connecter à Internet". Dans la mesure où cela est pertinent pour notre analyse, cela semblerait étayer une interprétation large. Par ailleurs, ce même document mentionne des produits devant être exclus du champ des produits visés par l'ATI, y compris les "modules séparés (décodeur et appareil récepteur de télévision ou décodeur seulement)". Il n'est fait aucune mention de ces aspects dans le texte final de la concession, et il n'est pas non plus fait mention de disques durs ou de caractéristiques d'enregistrement. Enfin, la progression des documents de travail démontre une progression vers une définition des modules séparés qui n'est pas très, voire pas du tout, différente de celle qui figure dans l'Appendice B de la concession des CE. Ainsi qu'il est

---

d'échange interactif d'informations à un poste de télévision lorsqu'ils sont connectés au poste", ainsi que pour l'expression "Internet TV", dont les termes étaient les suivants: "Un poste de télévision, comportant une unité centrale de traitement et une fonction de modem, et ayant une fonction d'échange interactif d'informations" (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 231).

[1222] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 232, faisant référence à la pièce EC-24.

[1223] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 233, faisant référence à la pièce EC-27.

[1224] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 235.

[1225] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 46; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 243.

indiqué ci-dessus, c'est aux Communautés européennes qu'il incombe de démontrer comment et pourquoi les documents auxquels elles ont fait référence aident le Groupe spécial à interpréter le texte de la concession et l'intention des rédacteurs. Nous ne trouvons pas que ces documents soient utiles.

L'état de la technologie au moment des négociations de l'ATI

Arguments des parties

7.950 Les **Communautés européennes** font valoir que les modules séparés disponibles en 1996 peuvent généralement être répartis en deux catégories: une première catégorie qu'elles décrivent comme étant des modules séparés "traditionnels" qui permettent principalement aux abonnés payants de regarder la télévision numérique sur des téléviseurs analogiques; et une deuxième catégorie qu'elles décrivent comme étant des dispositifs "téléviseurs Internet", qui permettent une communication interactive et peuvent accéder à Internet lorsqu'ils sont utilisés en conjonction avec un téléviseur.[1226] Les Communautés européennes font valoir que cette dernière catégorie de produits n'a généralement pas eu de succès sur le marché et qu'elle a disparu avec l'introduction du projet de "télévision sur le Web" lancé par Microsoft en 1996.[1227] Les Communautés européennes allèguent que dans les années suivantes de nouveaux modules séparés dotés d'un modem et d'un microprocesseur ont été développés et qu'ils étaient axés sur les services vidéo à la demande ou sur l'accès à certains sites Web (par exemple achat à domicile ou vote à distance), plutôt que sur l'envoi et/ou la réception de courriels. Plus tard, d'autres modules séparés ont été développés qui permettaient un accès limité à Internet, par exemple à des sites Web offrant la possibilité de faire des achats en ligne (par exemple des modules séparés de type "jardin fermé"). Selon les Communautés européennes, ce n'est que plus tard que les modules séparés ont commencé à comprendre des récepteurs de signaux vidéophoniques pour décoder les signaux de télévision, ainsi que des disques durs et une fonctionnalité d'enregistrement de matériel provenant du signal de télévision. Si ces derniers modèles ont conservé une fonction de communication pour commander des films ou télécharger des guides/listes de programmes électroniques afin de faciliter l'enregistrement d'émissions de télévision, les Communautés européennes font valoir que ces produits représentent une nouvelle catégorie ou "catégorie combinée" de produits axés sur l'enregistrement de vidéos.[1228] Selon les Communautés européennes, les éléments de preuve démontrent que deux catégories de modules séparés étaient disponibles sur le marché en 1996, ce qui devrait éclairer l'interprétation de la portée de la concession.

7.951 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir que les Communautés européennes n'ont pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de leurs affirmations selon lesquelles il n'existait que deux types de modules séparés en 1996, ou que les dispositifs "téléviseurs Internet" étaient les seuls modules séparés ayant réellement connu du succès à cette époque.[1229] Les États-Unis et le Taipei chinois font observer qu'il existait des modules séparés en 1996 qui permettaient à la fois la programmation télévisuelle et l'accès à Internet par l'intermédiaire de la télévision, et qui se distinguaient clairement des dispositifs "téléviseurs Internet" tels que la "télévision sur le Web".[1230] Les États-Unis ont évoqué

[1226] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 222, faisant référence aux pièces EC-34 et 35; réponse des Communautés européennes à la question n° 78 du Groupe spécial.
[1227] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 222, faisant référence aux pièces EC-36 à 38.
[1228] Réponse des Communautés européennes à la question n° 78 du Groupe spécial.
[1229] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 43; réponse du Taipei chinois à la question n° 81 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 244; Gerard O'Driscoll, The Essential Guide to Digital Set-Top Boxes and Interactive TV (2000), page 91 (pièce US-116).
[1230] Deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 68 relative au paragraphe 37; réponse des États-Unis à la question n° 81 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces US-114 à 116.

des publications décrivant un module séparé en 1996 qui contenait un décodeur et un poste récepteur de télévision ainsi qu'un modem câble et permettait d'accéder à des services tels que les achats à domicile, les jeux interactifs et l'apprentissage à distance.[1231] Le Taipei chinois fait valoir que les publications de l'époque faisaient état d'une large gamme de modules séparés ayant des utilisations plus traditionnelles, telles que regarder la télévision, ou commander des films à la carte, et des utilisations plus avancées, par exemple des services interactifs, notamment les achats à domicile et Internet.[1232] S'il s'était agi d'un seul produit, les États-Unis font valoir que la concession aurait été rédigée différemment, par exemple "dispositifs permettant de regarder la télévision sur le Web non équipés de récepteurs de signaux vidéophoniques" plutôt que modules séparés.[1233]

Examen par le Groupe spécial

7.952 Le **Groupe spécial** fait observer que les arguments des parties présentés ci-dessus concernent l'existence ou non de certaines technologies au moment des négociations de l'ATI.[1234] Nous rappelons que, comme nous l'avons expliqué au paragraphe 7.596 ci-dessus, nous estimons qu'il n'est ni souhaitable ni possible d'examiner la pertinence de l'état de la technologie qui existait au moment des négociations, ou l'évolution de la technologie dans l'abstrait sans faire référence aux termes des concessions qui sont interprétés.

7.953 Nous rappelons que pour déterminer la portée de l'engagement des Communautés européennes concernant les modules séparés ayant une fonction de communication, nous avons appliqué les règles coutumières d'interprétation du droit international public qui sont énoncées à l'article 31 de la Convention de Vienne. Pour ce faire, nous avons examiné le sens ordinaire des termes de l'engagement des Communautés européennes, dans le contexte fourni par l'ATI, les autres parties pertinentes de la Liste des CE et les Listes d'autres Membres de l'OMC. C'est ainsi que nous avons interprété la concession fondée sur la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.

7.954 Nous avons établi que la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication visait les appareils ou dispositifs qui traitent un signal entrant émis par une source de signaux externe de telle sorte qu'il puisse s'afficher sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que ces appareils soient conçus pour être placés au-dessus de l'unité de visualisation et ils peuvent assurer une ou plusieurs fonctionnalités. Nous avons reconnu que, du fait de l'inclusion de caractéristiques additionnelles ou de son incorporation dans un autre produit, un appareil pouvait ne plus être qualifié, essentiellement, de "module séparé ayant une fonction de communication" et ne serait pas visé par la concession. Nous avons également conclu que les termes de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE s'appliquaient à tout "module séparé" qui remplit toutes les conditions suivantes: il est muni d'un microprocesseur; il comprend un "modem" et il est capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange

[1231] Réponse des plaignants à la question n° 81 du Groupe spécial, faisant référence au Scientific-Atlanta 1996 Annual Report, page 16 (pièce US-114); et au Explorer 2000 Installation and Operation Guide, pages 1-2 et 1-4 (pièce US-115).

[1232] Réponse du Japon à la question n° 81 du Groupe spécial; réponse du Taipei chinois à la question n° 81 du Groupe spécial.

[1233] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 37, note de bas de page 71, faisant référence à la pièce US-115.

[1234] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 156; et la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 51 et 52 (citant Hirohisa Kawamoto, The History of Liquid-Crystal Displays, Proceedings of the IEEE (Vol. 90, n° 4 (avril 2002), page 466 (examinant le processus de réflexion)).

d'informations bidirectionnels. Nous avons conclu que, dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, mais être éclairé par l'importance qui était clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, nous avons constaté que les dispositifs qui comprennent, ou qui sont munis, de technologies leur permettant d'accéder à Internet et d'assurer un échange interactif d'informations pouvaient être visés par la concession.

7.955 Nous avons également fait observer que, lorsqu'ils prennent des engagements, les Membres peuvent proposer des termes précis, et même exclusifs, pour définir cette concession, ou pour préciser ou limiter le champ des produits visés par des termes et des conditions, y compris en limitant les termes à des caractéristiques physiques, des dimensions et des caractéristiques ou particularités techniques. Un Membre peut également faire référence à une classification ou une position tarifaire particulière pour définir ou limiter la portée d'une concession. S'agissant de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication, nous avons constaté que l'accent était principalement mis sur la fonction, et non sur une évaluation précise ou détaillée des propriétés techniques des composants internes d'un module séparé.

7.956 Même en faisant abstraction de ce qui précède, nous rappelons que les Communautés européennes devraient démontrer, d'une manière objective, que la situation factuelle existant au moment de la concession a éclairé l'intention des rédacteurs et influé sur les termes utilisés dans la concession en cause. Le Groupe spécial n'est pas persuadé par les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes que le marché pour les modules séparés était constitué de ceux qui étaient utilisés pour regarder la télévision numérique sur des télévisions analogiques, et de dispositifs qui permettaient d'accéder à Internet par l'intermédiaire de la télévision, de sorte que la concession devait uniquement viser ces produits. Si les éléments de preuve sous forme de communiqués de presse[1235], de monographies[1236], d'un guide d'utilisation[1237] et d'une télécopie du Ministère japonais du commerce extérieur, datée du 23 octobre 1996, à laquelle est jointe un communiqué de presse sur les "Réseaux de télévision sur le Web"[1238], indiquent que des dispositifs "téléviseurs Internet" ayant des fonctionnalités limitées et des possibilités d'accès à l'aide de modems utilisant une ligne téléphonique étaient commercialisés et disponibles en 1996, les plaignants ont fait état de produits plus sophistiqués capables de recevoir des signaux télévisuels.[1239] Bien que cela ne réponde pas directement à la question de savoir si des dispositifs capables d'enregistrer ou dotés de technologies de modems existaient ou non à l'époque, cela permet de douter que les participants à l'ATI aient eu des conceptions restrictives concernant les produits.

vii) Conclusions générales sur l'interprétation de la désignation relative aux modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE

7.957 Sur la base de notre évaluation du texte de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, effectuée conformément aux principes codifiés à l'article 31 de la Convention de Vienne, nous avons conclu ci-dessus que

[1235] Internet on TV satisfies consumers", pièce EC-34; "Out with decoder boxes, in with on-tv licenses at ViewCall", pièce EC-35; "Microsoft and WebTVNetworks to Collaborate On Internet Television Browsing for the Masses", pièce EC-36.

[1236] Media Policy: convergence, Concentration and Commerce", Euromedia Research Group …, page 91 (pièce EC-37).

[1237] Sony Internet Terminal, Operating Instructions, pièce EC-38.

[1238] Télécopie du Ministère japonais du commerce extérieur, datée du 23 octobre 1996, adressée à M. Jaochim Graminsky et à M. Matthew Rohde (pièce EC-41). Il est à noter que le Groupe spécial ne peut pas vérifier si cette télécopie a été reçue par d'autres destinataires.

[1239] Scientific-Atlanta 1996 Annual Report, page 16 (pièce US-114); Explorer 2000 Installation and Operation Guide, pages 1-2 et 1-4 (pièce US-115).

l'expression "module séparé" désignait généralement un appareil ou un dispositif qui traite un signal entrant émis par une source de signaux externe de telle manière qu'il puisse s'afficher sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que cet appareil soit conçu pour être placé au-dessus de l'unité de visualisation et il peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités. Nous avons reconnu que, du fait de l'inclusion de caractéristiques additionnelles ou de son incorporation dans un autre produit, un appareil pouvait ne plus correspondre à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication" et ne serait pas visé par la concession. Nous avons également conclu que les termes de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE s'appliquaient à tout "module séparé" qui remplit toutes les conditions suivantes: il est muni d'un microprocesseur; il comprend un "modem" et il est capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange d'informations bidirectionnels. Nous avons conclu que, dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, et être éclairé par l'importance qui était clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, nous avons constaté que les dispositifs qui comprennent, ou qui sont munis, de technologies leur permettant d'accéder à Internet et d'assurer un échange interactif d'informations pouvaient être visés par la concession.

b) Le sens ordinaire de la concession pertinente: l'allégation des États-Unis en relation avec les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 inscrits dans la Liste des CE

7.958 Outre leur allégation concernant la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE, les États-Unis ont également allégué que les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits à ces modules relevant de différentes lignes tarifaires qui figurent dans leur Liste. Ils estiment que les Communautés européennes ont consolidé certaines sous-positions à un taux nul afin de mettre en œuvre leurs obligations au titre de l'ATI, y compris les numéros de positions tarifaires 8517 50 90 ("Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, ... -- Autres appareils, pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique ... - autres"), 8517 80 90 ("Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, ... -- Autres appareils ... - autres"), 8525 20 99 ("Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision ... -- Appareils d'émission incorporant un appareil de réception ... --- autres") et 8528 12 91 ("Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images ... -- en couleurs ... --- autres ... ---- autres ... ------ Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")").[1240]

7.959 Les États-Unis notent que le numéro de position tarifaire 8528 12 91 mentionné en dernier, en particulier, désigne des "[a]ppareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision", ce qui est analogue à la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Ils font valoir que les "dispositifs en question" sont des "appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif" qui sont

[1240] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 109, faisant référence aux modifications de la Liste des CE au titre de l'ATI; Comité de l'accès aux marchés, Rectifications et modifications des Listes, Liste CXL – Communautés européennes, G/MA/TAR/RS/74 (15 décembre 2000) (pièce US-26); deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 63.

"également susceptibles de recevoir des signaux de télévision" car ils peuvent "permettre à un poste de télévision de recevoir et de décoder des émissions de télévision numérique (DTV)".[1241]

7.960 Les États-Unis font valoir que le membre de phrase "même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images" figurant dans la position 8528 du SH1996 ne signifie pas que les modules séparés incorporant un dispositif assurant une fonction d'enregistrement ou de reproduction sont exclus du champ de la franchise de droits.[1242]

7.961 Les Communautés européennes estiment qu'une allégation relative aux sous-positions et à leurs désignations n'a pas été clairement établie étant donné que les règles en matière de classement douanier sont pertinentes et qu'il n'y a pas été fait référence.[1243]

7.962 Il apparaît que les États-Unis se sont appuyés sur leur analyse concernant la concession figurant dans la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, y compris sur leur évaluation du sens ordinaire des termes de cette concession, lorsqu'ils ont conclu que les produits relevaient du champ d'application des concessions correspondant aux numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91. Ils n'ont pas proposé d'analyse du sens ordinaire à attribuer aux termes des numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90 et 8525 20 99 et ils ont sommairement limité leur évaluation des termes du code 8528 12 91. En outre, les États-Unis n'ont pas pris en considération d'une manière limitée l'emplacement de la concession, son contexte, y compris les dispositions voisines.[1244] Enfin, de l'avis du Groupe spécial, ils ont affirmé, en avançant uniquement des arguments limités, que les dispositifs en question relevaient des quatre lignes tarifaires indiquées.

7.963 Pour toutes les raisons qui précèdent, le Groupe spécial considère que les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombe d'établir *prima facie* qu'il y a eu violation, s'agissant de leurs allégations concernant les numéros de positions tarifaires 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 figurant dans la Liste des CE.

c) Les modules séparés faisant l'objet du présent différend entrent-ils dans le champ de la désignation figurant dans l'Annexe de la Liste des CE?

7.964 Maintenant que nous avons déterminé la portée de la concession, c'est-à-dire le type de produits visés par l'obligation des Communautés européennes au titre de l'article II du GATT de 1994 d'accorder un traitement en franchise de droits, nous devons déterminer si les produits indiqués par les plaignants dans la demande conjointe d'établissement d'un Groupe spécial correspondent à cette

---

[1241] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 110; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 63.

[1242] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 64.

[1243] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 47. Les Communautés européennes notent, en outre, que seuls les États-Unis ont formulé une allégation concernant les désignations alors que les autres plaignants considèrent que les codes peuvent uniquement constituer le contexte pour l'interprétation de la désignation (deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 49).

[1244] Nous rappelons, dans notre évaluation de l'allégation des plaignants concernant le code NC 8471 60 90, que nous avons déterminé que le SH1996, y compris les notes de chapitres et de sections et les textes interprétatifs pertinents, pouvaient constituer le contexte pertinent pour l'interprétation des concessions d'un Membre qui étaient fondées sur le SH. Voir le paragraphe 7.636 ci-dessus, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulets*, paragraphe 199, et au rapport de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

désignation de sorte qu'ils seraient admis à bénéficier du traitement en franchise de droits prescrit par la concession.

7.965 Nous rappelons notre conclusion, formulée au paragraphe 7.830 ci-dessus, selon laquelle les produits en cause dans le présent différend sont i) les appareils électroniques qui permettent à un moniteur vidéo ou à un téléviseur de recevoir et de décoder des émissions de télévision numérique diffusées par un canal de communication, et qui sont capables de se connecter à Internet au moyen d'un dispositif WLAN, RNIS ou Ethernet intégré afin d'assurer un échange interactif d'informations; et ii) les appareils électroniques qui correspondent aux termes de la désignation figurant dans les NENC 2008/C 112/03 et qui sont par ailleurs munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD.

7.966 Les plaignants font valoir que tous ces produits entrent dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication qui figurent dans l'Annexe de la Liste des CE. Par contre, les Communautés européennes font valoir que les produits ne communiquent pas au moyen d'un "modem" et qu'ils n'entrent donc pas dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. En outre, elles font valoir que certains des produits indiqués par les plaignants ont d'autres caractéristiques et fonctionnalités qui en font des produits entièrement nouveaux qui n'entrent pas dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Par conséquent, selon les Communautés européennes, ces produits ne sont pas visés par l'obligation d'accorder un traitement en franchise de droits à certains modules séparés figurant dans l'Annexe de leur Liste.

7.967 D'une manière générale, s'il est déterminé que les modules séparés en cause relèvent de la concession correspondant à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication qui figure à l'Annexe de la Liste des CE, les Communautés européennes sont alors tenues de leur accorder un traitement en franchise de droits. Une fois que le Groupe spécial sera parvenu à une conclusion sur le point de savoir si les produits relèvent de la concession, il s'agirait ensuite de comparer l'obligation inscrite dans la Liste des CE avec le traitement prévu dans les mesures des Communautés européennes afin de déterminer si ce traitement est moins favorable et impose des droits plus élevés que ceux qui sont énoncés dans leur Liste, de sorte qu'il serait contraire à leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Nous commençons donc notre analyse par la question de savoir si les produits en cause sont des "modules séparés ayant une fonction de communication: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations". Nous effectuerons notre analyse selon notre interprétation de la portée de la concession telle qu'elle est indiquée ci-dessus.

i) Arguments des parties

7.968 Les **Communautés européennes** soutiennent que les produits en cause n'entrent pas dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication qui figure dans l'Annexe de la Liste des CE pour deux raisons principales. Premièrement, ils ne comprennent pas de "modems" tel que ce terme est employé dans la concession. Deuxièmement, en raison de caractéristiques additionnelles, ils sont devenus un produit autre qu'un module séparé.

7.969 Les **plaignants** sont d'avis que rien dans la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication n'autorise les Communautés européennes à exclure ces modules du régime de franchise simplement parce qu'ils accèdent à Internet au moyen de "types particuliers de

modems" munis de connecteurs RJ-45[1245] ou parce qu'ils comprennent un disque dur ou un autre appareil d'enregistrement ou de reproduction.[1246]

Les produits intégrant les technologies RNIS, WLAN et Ethernet comprennent-ils des modems d'accès à Internet?

7.970 Les **plaignants** font valoir que les appareils qui comprennent des dispositifs de communication utilisant les technologies RNIS, WLAN et Ethernet sont des appareils "comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations".[1247]

7.971 Les plaignants expliquent que les dispositifs RNIS utilisent la modulation par impulsions et codage, qui procède par échantillonnage de l'amplitude d'un signal analogique à intervalles réguliers pour convertir les signaux analogiques en signaux numériques côté émetteur ("moduler") et reconvertir ("démoduler") les signaux numériques en signaux analogiques côté récepteur. Ils estiment qu'un modem RNIS, également appelé "adaptateur de terminal", sert essentiellement de convertisseur de protocole pour interfacer des appareils non RNIS au moyen de la variation du signal électrique à mesure que l'information à transmettre sur le moyen de communication varie.[1248] Les plaignants font valoir que ce procédé de variation du signal électrique permet de transférer à la fois des signaux vocaux (analogiques) et des signaux numériques sur un support RNIS.[1249]

7.972 S'agissant de la technologie WLAN, les plaignants déclarent qu'elle permet la transmission et la réception de données par variation des caractéristiques du signal électrique sous la forme d'un signal radioélectrique. Selon les normes les plus courantes, qu'ils mentionnent comme étant la norme IEEE 802.11 (y compris les amendements 802.11b et 802.11a), les plaignants font valoir que les informations transférées sont modulées côté émetteur et démodulées côté récepteur.[1250]

7.973 Les plaignants déclarent qu'Ethernet permet la transmission et la réception de données au moyen de différents standards qui font varier les caractéristiques électriques du signal par modulation

---

[1245] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 104; première communication écrite du Japon, paragraphe 368; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 365 et 437.

[1246] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97; première communication écrite du Japon, paragraphes 368 et 384; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 365 et 437.

[1247] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 218; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 419; réponse des plaignants à la question n° 70 du Groupe spécial.

[1248] Première communication écrite du Japon, paragraphes 390 et 391, note de bas de page 181; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100, note de bas de page 146; et première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 419, note de bas de page 212 (faisant toutes référence au *Newton's Telecom Dictionary* (24ème éd., 2008), page 922) (pièces US-68; JPN-11).

[1249] Réponse des plaignants à la question n° 72 du Groupe spécial (faisant référence à la recommandation UIT-T G.711: Aspects généraux des systèmes de transmission numériques. Équipements terminaux: Modulation par impulsions et codage des fréquences vocales (pièce US-109)).

[1250] Réponse des plaignants à la question n° 72 du Groupe spécial. Les plaignants précisent que les schémas de modulation MBDDP et MDPQD, qui permettent des transmissions utilisant une constellation binaire, sont fondés sur la norme 802.11b (ils font référence à la norme IEEE Std 802.11b-1999. Part 11: Wireless LAN Medium Access Control (MAC) and Physical Layer (PHY) specifications: Higher-Speed Physical Layer Extension in the 2.4 Ghz Band, page 42 (pièce US-111)). Les plaignants précisent que les schémas de modulation MDBF, MDPQ, MAQ-16 et MAQ-64, qui s'appuient sur une constellation à 64 états, sont fondés sur la norme 802.11a (ils font référence à la norme IEEE Std 802.11a-1999 – Supplement to IEEE Standard for Information Technology, page 24 (pièce US-112)). Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 100 (faisant référence à Wireless Broadband Modems, International Engineering Consortium, www.iec.org (pièce US-69)).

d'impulsions en amplitude, en particulier une modulation MIA à cinq niveaux côté émetteur et récepteur.[1251] Les États-Unis soulignent également que les modules séparés équipés d'un "modem" Ethernet peuvent se connecter directement au port réseau de la prise murale d'un utilisateur au moyen d'un connecteur RJ-45, de la même manière qu'un modem câble est relié par un connecteur RF au port de câble dans la prise murale.[1252]

7.974 En outre, les plaignants notent l'avis des Communautés européennes selon lequel les modems câble entrent dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Étant donné la fonctionnalité des dispositifs RNIS, WLAN et Ethernet mentionnés ci-dessus et le fait que les Communautés européennes admettent que les modules séparés incorporant des "modems câble" entrent dans le champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication, les États-Unis font valoir qu'il n'y a aucune raison de considérer les modems câble comme des "modems" tout en excluant les dispositifs RNIS, WLAN ou Ethernet, qui, eux aussi, modulent et démodulent des signaux.[1253]

7.975 Les **Communautés européennes** font valoir que seuls les modems téléphoniques et modems câble à conversion numérique-analogique remplissent les conditions pour la réalisation d'une modulation et d'une démodulation numérique-analogique et d'une modulation pour la transmission "directe" et la communication avec Internet, et sont donc des "modems" au sens de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.[1254]

7.976 Les Communautés européennes font valoir que les dispositifs RNIS ne constituent pas des "modems" parce qu'ils n'effectuent pas de modulation et de démodulation numérique-analogique pour la connexion à Internet mais seulement une transmission numérique-numérique. En outre, elles affirment que le RNIS fonctionne au moyen d'un adaptateur de terminal.[1255] Elles font valoir que, par contre, les modems téléphoniques utilisent la technologie analogique pour l'envoi et la réception de

---

[1251] Réponse des plaignants à la question n° 72 du Groupe spécial. Les plaignants précisent qu'Ethernet s'appuie sur différents standards (802.3 IEEE), y compris Ethernet, Fast Ethernet, Gigabit Ethernet et 10 Gigabit Ethernet. Ils déclarent que Fast Ethernet et Gigabit Ethernet utilisent la modulation d'impulsions en amplitude (MIA) pour assurer la transmission d'informations. Ils font référence aux sources suivantes: IEEE Std 802.3-2005, section 2, partie 3: Carrier Sense Multiple Access with Collision Detection (SCMA/CD) access method and physical layer specifications (pièce US-110), page 426, section 3, partie 3, pages 149 et 150, section 2, partie 3, figure 32-4, page 42.

[1252] Voir les pièces US-124 et US-125 (manuels concernant les modules séparés et contenant des instructions pour le raccordement d'une interface RJ-45 au port réseau de la prise murale).

[1253] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 100 et 101; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 53; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 22 (pièces US-65; US-140).

[1254] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 149 et 150 du Groupe spécial; observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 150 du Groupe spécial.

[1255] Réponse des Communautés européennes à la question n° 73 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 225 (faisant référence à Overview of ISDN lines, http://www.wifinotes.com/computer-networks/how-ISDN-works.html (pièce EC-107, pages 1 et 2); *How ISDN works*: http://www.smartcomputing.com/articles/archive/R0501/25R-1/25R01.pdf?guid= et http://www.teach-ict.com/as_a2/topics/telephone_systems/telephone_systems/how_isdn_works.htm (pièce EC-107, pages 3 à 5)). Ce document décrit les principaux éléments du RNIS, y compris l'adaptateur de terminal; *Cisco's How ISDN works*, http://www.cisco.com/en/US/docs/internetworking/technology/handbook/ISDN.html (pièce EC-107, pages 6 à 12); *Beginner's Guide to ISDN*, http://www.seg.co.uk/products/isdnover.htm (pièce EC-107, pages 13 à 18); *How it works: science and technology*, par Wendy Horobin, Marshall Cavendish Corporation, 3ème éd., publié par Marshall Cavendish, 2003, pages 1473 et suivantes.

données sous la forme de tonalités audibles transférées par les lignes téléphoniques puis reconverties en données numériques. Pour montrer qu'il s'agit de technologies distinctes, les Communautés européennes indiquent que les modems classiques et la technologie RNIS ont été classés jusqu'en 2006 dans des parties différentes de la nomenclature communautaire: NC 8517 50 10 pour les modems (appareils pour la télécommunication par courant porteur) et 8517 50 90 pour les appareils pour la télécommunication numérique. Au vu de ce traitement, elles font valoir qu'il est difficile d'admettre que les parties à l'ATI aient décidé de ne pas établir de distinction entre ces deux technologies dans la concession.[1256]

7.977 En outre, les Communautés européennes font valoir que les appareils Ethernet et WLAN ne constituent pas non plus des "modems" au regard de la concession parce qu'ils n'effectuent pas de modulation numérique-analogique ni de démodulation[1257] et ne se connectent pas directement à Internet mais uniquement après une connexion préalable à un modem externe.[1258] Elles font valoir que les appareils WLAN et Ethernet ne sont donc pas des modems mais des "dispositifs de connexion à un réseau interne" par l'intermédiaire d'un "modem externe".

> Les produits en cause qui comportent des caractéristiques additionnelles sont-ils toujours des modules séparés du type visé par la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication?

7.978 Les **plaignants** font valoir que l'adjonction de caractéristiques comme l'enregistrement vidéo ne change pas le fait que le produit est un module séparé ayant une fonction de communication.[1259] Les **États-Unis** soutiennent que la position des Communautés européennes selon laquelle la fonction d'enregistrement peut, d'une certaine manière, être dissociée de la fonction de communication, de sorte qu'un dispositif pourrait être décrit comme ayant une fonction d'enregistrement à raison de 80 pour cent et une fonction de communication à raison de 20 pour cent, est totalement erronée.[1260] Le **Taipei chinois** et le **Japon** déclarent que les modules séparés ayant une fonction de communication "*incluent parfois* un disque dur pour l'enregistrement des programmes de télévision, le téléchargement des logiciels provenant d'un fournisseur de télévision numérique et l'exécution d'autres applications auxiliaires mises à disposition par ce fournisseur".[1261] Le Japon est d'avis que la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication devrait viser non seulement les modules séparés pouvant *uniquement* remplir une fonction de communication, mais

---

[1256] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 227.

[1257] Réponse des Communautés européennes à la question n° 151 du Groupe spécial; observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 149 du Groupe spécial; voir aussi la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 228; réponse des Communautés européennes à la question n° 73 du Groupe spécial.

[1258] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 265; réponse des Communautés européennes à la question n° 73 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 228.

[1259] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 38.

[1260] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 40. S'agissant des produits en cause, les États-Unis font référence à la modification que les Communautés européennes ont elles-mêmes apportée à leur Liste en 2000 et à plusieurs RTC émanant des autorités douanières nationales qui, selon eux, démontrent que les Communautés européennes reconnaissent elles-mêmes que les modules séparés qui incorporent également des dispositifs d'enregistrement relèvent du champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication (première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 15; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 41; pièces US-26 et US-28).

[1261] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 15, première communication écrite du Japon, paragraphe 345 (pas d'italique dans l'original).

aussi les modules séparés ayant une fonction de communication qui remplissent en outre des fonctions *additionnelles*, telles que l'enregistrement ou la reproduction.[1262]

7.979 Les **Communautés européennes** font valoir que les produits en cause ne relèvent pas du champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication parce que les principales caractéristiques de certains modules séparés font d'eux des "enregistreurs vidéonumériques" ou des "enregistreurs vidéo personnels", qui sont "complètement différents" de ce qui est visé par la concession.[1263] D'une manière générale, elles font valoir que certains modules séparés, lorsqu'ils sont considérés objectivement, ne sont pas admissibles au bénéfice de la franchise de droits, comme dans le cas d'un module séparé qui a une fonction de "communication" à raison de 1 pour cent et d'"autres" fonctions à raison de 99 pour cent.[1264] En réponse aux éléments de preuve présentés par les États-Unis, les Communautés européennes déclarent que même un examen sommaire des produits faisant l'objet des RTC présentés par les plaignants montrerait qu'ils ne sont plus considérés comme des "modules séparés" étant donné que leurs principales caractéristiques et fonctionnalités en font des produits entièrement nouveaux qui ne relèvent pas du champ de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication.[1265]

7.980 Les Communautés européennes font valoir que la détermination du point de savoir si un "module séparé" est exclu du régime de franchise en raison d'une fonctionnalité additionnelle ne se fait pas simplement compte tenu de la présence d'un disque dur, mais plutôt sur la base de l'examen de toutes les caractéristiques.[1266] Elles estiment qu'elles peuvent déterminer, sur la base d'une évaluation objective de toutes les caractéristiques objectives d'un module séparé ayant des fonctions d'enregistrement ou de reproduction, qu'un tel produit peut *prima facie* être classé à la fois dans la position 8528 de la NC, en tant qu'"[a]ppareil[] récepteur[] de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images", et dans la position 8521 de la NC, en tant qu'"[a]ppareil[] d'enregistrement ou de reproduction vidéophonique[], même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques".[1267] Conformément à la RGI 1 et à la note 3 de la section XVI du SH1996, les Communautés européennes font valoir qu'il serait nécessaire de déterminer la "fonction principale" du dispositif.[1268] À titre d'exemple, elles font valoir qu'un module séparé ayant des fonctions d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, qui est également équipé d'un récepteur de signaux vidéophoniques pour la réception des signaux de télévision ainsi que de logiciels qui téléchargent automatiquement des programmes télévisuels, pourra être considéré principalement comme un appareil d'enregistrement ou de reproduction, mais seulement une fois que la présence de composants électroniques pour l'enregistrement, de boutons de lecture et d'enregistrement ainsi que d'une télécommande et l'absence d'écran auront été prises en compte et une fois qu'il aura été déterminé si les fonctions d'enregistrement ou de reproduction constitueront une caractéristique additionnelle/secondaire.[1269]

[1262] Première communication écrite du Japon, paragraphe 382.

[1263] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 260, faisant référence aux pièces EC-43, EC-44, EC-45 et à la pièce US-28.

[1264] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 258 à 260; pièce EC-46.

[1265] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 260 faisant référence à la pièce US-28 et à la version confidentielle du RTC figurant dans la pièce EC-43.

[1266] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 286.

[1267] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 239.

[1268] Réponse des Communautés européennes à la question n° 85 du Groupe spécial.

[1269] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 243. À titre d'exemple, les Communautés européennes se réfèrent à un produit qui est décrit comme étant un enregistreur vidéonumérique et dont le manuel d'instructions explique comment enregistrer ou visionner des films, sans mention de fonctions Internet (pièce EC-44).

Par contre, s'il était déterminé que le disque dur était utilisé pour sauvegarder des courriers électroniques ou des pièces jointes ou si le produit était muni d'un clavier permettant d'envoyer aisément des courriers électroniques, par opposition à l'utilisation du clavier numérique d'une télécommande ayant principalement une fonctionnalité d'enregistrement, les Communautés européennes font valoir que cela constituerait un facteur donnant à penser que la fonction de communication l'emporte sur la fonction d'enregistrement.[1270]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.981 Nous rappelons que nous avons conclu, aux paragraphes 7.851 et 7.852, qu'un "module séparé" était un appareil ou dispositif qui traitait un signal entrant émis par une source de signaux externe de façon qu'il puisse être affiché sur une unité de visualisation, telle qu'un moniteur vidéo ou un poste de télévision. Il n'est pas nécessaire que cet appareil ait été conçu pour être placé au-dessus de l'unité de visualisation et il peut assurer une ou plusieurs fonctionnalités, y compris la réception et le décodage des émissions de télévision, qu'elles soient diffusées par satellite, par câble ou par Internet; la conversion des émissions de télévision numérique pour qu'elles puissent être vues sur des postes de télévision analogiques plus anciens; l'établissement d'une connectivité interactive bidirectionnelle avec les émissions de télévision numérique par câble ou par Internet; voire l'enregistrement de contenus vidéonumériques.

7.982 Nous rappelons aussi notre conclusion formulée au paragraphe 7.861 selon laquelle l'emploi du membre de phrase "ayant une fonction de communication" met particulièrement l'accent sur la fonctionnalité de communication lorsqu'il s'agit de définir le type particulier de module séparé qui est visé par la concession. Bien que tous ces modules séparés doivent avoir une fonction de communication, nous avons aussi constaté que les termes de la concession ne voulaient pas dire que le champ d'application se limitait aux modules séparés ayant *uniquement* une fonction de communication. Toutefois, nous avons effectivement noté qu'il pouvait arriver un moment où, du fait de sa fonctionnalité additionnelle, un produit particulier ne correspondrait plus, essentiellement, à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication" et ne serait pas visé par la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication.

7.983 Nous avons aussi conclu, aux paragraphes 7.880 et 7.886, que le texte faisant suite aux deux-points dans la désignation développait le membre de phrase "Modules séparés ayant une fonction de communication" qui le précédait. Nous avons conclu que les termes de la concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication qui figurait dans l'Annexe de la Liste des CE s'appliquaient aussi à un "module séparé" qui satisfaisait à toutes les prescriptions suivantes: être muni d'un microprocesseur, comprendre un "modem" et être capable d'accéder à Internet et d'assurer une interactivité ou un échange d'informations bidirectionnels. Dans le contexte de cette concession, le terme "modem" ne devrait pas être interprété dans un sens trop étroit ou technique, mais devrait être éclairé par l'importance qui est clairement accordée à la fonctionnalité. Par conséquent, ce terme ne devrait pas être interprété comme faisant uniquement référence à des composants qui se connectent directement à Internet ou qui effectuent la conversion numérique-analogique des signaux sur une ligne téléphonique. En interprétant la concession dans le contexte et à la lumière de l'accent clairement mis sur la fonctionnalité, nous constatons que les dispositifs qui comprennent, ou qui intègrent, des technologies d'accès à Internet et qui permettent l'échange interactif d'informations peuvent être visés par la concession.

7.984 Les plaignants ont présenté des éléments de preuve indiquant que les dispositifs fondés sur les technologies RNIS, WLAN et Ethernet relient des modules séparés à une ligne de communication.

[1270] Réponse des Communautés européennes à la question n° 85 du Groupe spécial.

Nous considérons qu'il est clair que ces dispositifs comprennent, ou intègrent, des technologies d'accès à Internet et permettent l'échange interactif d'informations. Nous concluons en conséquence que les modules séparés qui, par ailleurs, correspondent aux termes de la concession, et qui incorporent les technologies RNIS, WLAN et Ethernet sont visés par la concession.

7.985 En formulant nos conclusions, nous notons effectivement que nous ne nous sommes pas appuyés, pour inclure ou exclure des produits, sur les définitions techniques de termes tels que "modems", "modulation par impulsions et codage" ou "modulation d'impulsions en amplitude" comme les Communautés européennes l'ont mentionné.[1271] Au contraire, nous avons fondé nos conclusions sur le sens ordinaire des termes employés dans la concession, considérés dans le contexte et à la lumière de leur objet et de leur but.

7.986 Enfin, s'agissant des modules séparés ayant une fonction de communication qui comprennent aussi un dispositif d'enregistrement ou un disque dur, nous rappelons notre conclusion selon laquelle la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication ne se limite pas aux produits ayant uniquement une fonction de communication. Cependant, nous rappelons également qu'une fonctionnalité additionnelle peut, à un certain stade, avoir pour effet que le produit ne correspond pas à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication". Cette détermination du point de savoir si un produit est ou n'est pas un tel module séparé doit être établie sur la base d'une analyse au cas par cas des caractéristiques objectives d'un produit particulier tel qu'il est présenté à la frontière.

d) La NC, conjointement avec les NENC 2008/C 112/03, prévoit-elle pour les produits indiqués par les plaignants des droits plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la Liste des CE?

7.987 Nous rappelons notre raisonnement exposé aux paragraphes 7.97 à 7.102 ci-dessus selon lequel l'article II:1 b) prescrit aux Membres de ne pas appliquer de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux qui sont prévus dans la Liste. Par conséquent, dans la présente section, nous comparerons le traitement tarifaire accordé aux produits indiqués par les plaignants au titre des mesures contestées avec celui qui est prévu dans la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE pour déterminer si les mesures contestées prévoient l'application de droits plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la Liste des CE, de sorte que les Communautés européennes manquent à leurs obligations au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.[1272]

7.988 Les plaignants font valoir qu'en appliquant les mesures en cause – le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, et les NENC 2008/C 112/03 – les Communautés européennes n'accordent pas le traitement en franchise de droits aux modules séparés ayant une fonction de communication.

[1271] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 231 et 232.

[1272] Comme il est indiqué au paragraphe 7.102, les groupes spéciaux antérieurs ont fait le raisonnement selon lequel une mesure qui est incompatible avec l'obligation prévue à l'article II:1 b) d'appliquer des droits qui ne sont pas plus élevés que ceux qui sont énoncés dans la Liste d'un Membre implique nécessairement une incompatibilité avec l'obligation prévue à l'article II:1 a) de ne pas accorder aux produits importés un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste d'un Membre. Par conséquent, nous commencerons notre analyse du point de savoir si le traitement tarifaire prévu par les mesures des Communautés européennes est incompatible avec l'article II du GATT de 1994 par une analyse de l'obligation prévue à l'article II:1 b). Nous passerons ensuite à l'examen de l'allégation des plaignants selon laquelle les Communautés européennes agissent aussi d'une manière incompatible avec l'obligation prévue à l'article II:1 a).

7.989 Nous rappelons, comme il est indiqué au paragraphe 7.808 ci-dessus, que le Règlement n° 2658/1987 du Conseil, tel qu'il a été modifié, établit au niveau du code NC 8528 71 1 le code NC bénéficiant de la franchise de droits sous lequel doivent être classés certains "appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision ("modules séparés ayant une fonction de communication")". En outre, la NC établit le code NC 8521 90 00 passible de droits, applicable aux "[a]ppareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques, même incorporant un récepteur de signaux vidéophoniques", pour lesquels un droit de 13,9 pour cent est fixé. La NC établit aussi les codes NC 8528 71 19 et 8528 71 90, sans désignation supplémentaire, pour lesquels un taux de droit de 14 pour cent est fixé.

7.990 Au paragraphe 7.822 ci-dessus, au vu des NENC 2008/C 112/03, nous avons conclu que des produits ne pouvaient relever du code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits que dans la mesure où ils correspondaient à l'ensemble des termes des NENC. Toutefois, les modules séparés non dotés d'un modem intégré, selon la désignation figurant dans les dispositions, ou qui comportent, par ailleurs, les technologies RNIS, WLAN ou Ethernet, sont exclus. Un module séparé constituant un appareil récepteur de télévision sans écran mais qui n'est pas équipé d'un récepteur de signaux vidéophoniques est également exclu. Enfin, tout module séparé muni d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD, sera également exclu. Les produits qui sont désignés en partie par le code NC 8528 71 13 mais qui ne satisfont pas aux prescriptions énumérées dans ce paragraphe doivent être classés dans d'autres codes de la position 8528 et être assujettis à un droit de 14 pour cent, ou dans le code NC 8521 90 00 et être assujettis à un droit de 13,9 pour cent.

7.991 Nous rappelons que, dans l'Annexe de leur Liste, les Communautés européennes sont convenues de consolider et d'éliminer les droits sur les modules séparés qui relèvent du champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Nous notons aussi que, d'après les NENC, les modules séparés incorporant un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, ainsi que ceux qui utilisent les technologies RNIS, WLAN ou Ethernet, doivent être classés ailleurs que dans le code NC 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits. En donnant pour instruction aux autorités douanières nationales de classer ces modules séparés dans le code NC 8521 90 00 passible de droits ou dans les codes NC 8528 71 19 et 8528 71 90 qui sont passibles de droits de 13,9 pour cent et 14 pour cent, respectivement, les NENC prescrivent l'imposition de droits sur au moins certains produits qui relèvent du champ de la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication. Par conséquent, les NENC et la NC appliquées conjointement entraînent l'imposition de droits plus élevés que ceux qui sont prévus dans la Liste des Communautés européennes et sont incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) La NC, conjointement avec les NENC 2008/C 112/03, accorde-t-elle un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste des CE?

7.992 Nous rappelons, comme il est indiqué au paragraphe 7.102 ci-dessus, que, si nous devions déterminer que le taux appliqué est plus élevé que le taux de droit consolidé, alors, conformément à l'approche énoncée ci-dessus, les droits de douane appliqués seraient "plus élevés" que ceux qui sont prévus dans la Liste des CE et, par conséquent, leur application serait aussi contraire à l'article II:1 a) du GATT de 1994 puisqu'elle accorderait aux importations des produits en cause un traitement moins favorable que celui qui est prévu pour ces produits conformément à la concession applicable figurant dans la Liste des CE.

7.993 Par conséquent, s'agissant des produits examinés plus haut qui sont classés dans une position passible de droits mais qui devraient sinon bénéficier du traitement en franchise de droits en relation

avec la concession visant les "modules séparés ayant une fonction de communication: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations", telle qu'elle est prévue dans la Liste des CE, nous concluons que l'application de droits sur ces produits aboutirait, par conséquent, à un traitement moins favorable, d'une manière contraire à l'article II:1 a) du GATT de 1994.

5. Point de savoir si les actions des Communautés européennes en ce qui concerne la formulation des avis au sujet des modifications proposées aux notes explicatives figurant dans 2008/C 112/03 sont incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994

a) Résumé des principales questions aux fins de la détermination du Groupe spécial

7.994 Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (le "SH")[1273] est complété par des notes explicatives, dénommées les "notes explicatives du SH".[1274] De même, la nomenclature combinée des Communautés européennes (la "NC") est complétée par ses propres notes explicatives, dénommées les "notes explicatives de la nomenclature combinée" ("NENC").[1275] Les NENC sont publiées par la Commission au Journal officiel de l'Union européenne ("Journal officiel de l'UE"). En outre, la Commission publie régulièrement une version consolidée de toutes les NENC qui reprend les modifications publiées au Journal officiel de l'UE jusqu'à une certaine date. Toutes les NENC publiées après cette date restent en vigueur et sont insérées dans une version consolidée ultérieure.[1276]

7.995 Le 7 mai 2008, la Commission a publié au Journal officiel de l'UE une modification d'une NENC concernant le classement des "modules séparés ayant une fonction de communication" qui relèvent du code NC2007 8528 71 13 bénéficiant de la franchise de droits.[1277] Cette modification

[1273] Le SH, tel qu'il a été modifié, est reproduit en tant qu'annexe de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (la "Convention sur le SH"), faite à Bruxelles le 14 juin 1983 (pièce EC-119). Voir, en particulier, les articles 1 a) et 2 de la Convention sur le SH.

[1274] Cependant, conformément à l'article 1 a) de la Convention sur le SH, comme le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* l'a relevé, les NESH n'ont pas force obligatoire et ne font pas partie du SH en soi. Néanmoins, comme ce même groupe spécial l'a noté, l'OMD a indiqué que les NESH "étaient prises en considération conjointement avec les textes juridiques pour interpréter le SH" (rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.220). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224.

[1275] Dans les présents rapports, nous utiliserons pour la version anglaise l'abréviation "CNENs" pour désigner les notes explicatives de la nomenclature combinée d'une manière générale, considérées collectivement. L'abréviation "CNEN" en anglais sera utilisée pour désigner une note explicative particulière de la nomenclature combinée.

[1276] Dans la préface de la version consolidée des NENC telle qu'elle a été publiée au Journal officiel de l'UE le 30 mai 2008 (J.O. 2008/C 133/01), il est indiqué ce qui suit: "La présente édition des NENC reprend et, le cas échéant, remplace celles publiées jusqu'au 11 avril 2008 dans la série C du Journal officiel de l'Union européenne. Les NENC publiées dans la série C du Journal officiel après cette date restent en vigueur et seront insérées dans ces notes, lors d'une prochaine révision de celles-ci."

[1277] Nous notons que dans les versions anglaises les termes du code NC 8528 71 13 sont: "set top boxes *with* communication function" (modules séparés *ayant* une fonction de communication), tandis que la concession figurant dans la Liste des CE se rapporte aux "set top boxes *which have* a communication function" (modules séparés *ayant* une fonction de communication). Nous emploierons ici l'expression "set top boxes with communication function" puisque ce sont les termes du code NC 8528 71 13, tels qu'ils sont repris dans la NENC en cause en l'espèce; NENC, J.O. 2008/C 112/03, 7 mai 2008. Le texte de cette NENC elle-même précise que "les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes sont modifiées comme suit: À la page 335, le texte suivant est inséré: [...]; À la page 339, le texte suivant est inséré: [...]." (non souligné dans l'original) (pièces US-30; TPKM-28).

précise, entre autres choses, le champ de ce code et prévoit que les conditions requises pour le classement dans ce code sont notamment les suivantes: 1) la présence d'un "récepteur de signaux vidéophoniques"; 2) la présence d'un modem, à l'exclusion cependant des dispositifs qui, selon la modification, remplissent une fonction similaire mais qui ne modulent ni ne démodulent des signaux, comme la connectivité RNIS, WLAN ou Ethernet; et 3) l'absence de dispositif d'enregistrement ou de reproduction tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD. Comme pour d'autres NENC, cette modification a d'abord pris la forme d'une proposition de la Commission qui a été examinée au Comité du Code des douanes.[1278] Comme il est expliqué ci-après, cette proposition de modification est au centre des allégations au titre de l'article X du GATT de 1994.

7.996 Bien que les trois plaignants aient présenté une demande *conjointe* pour l'établissement du présent Groupe spécial, qui inclut, entre autres, des allégations conjointes au titre de l'article X du GATT de 1994, le Japon n'a pas maintenu ces allégations particulières dans ses communications. S'agissant des allégations au titre de l'article X, la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial indique ce qui suit:

> "[E]n ce qui concerne les modules séparés ayant une fonction de communication, la section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes a rendu des avis favorables au sujet des modifications proposées aux notes explicatives figurant dans 2008/C 112/03 en octobre 2006 et mai 2007, respectivement. Elle n'a pas publié les notes explicatives modifiées au Journal officiel des CE avant le 7 mai 2008. Par ailleurs, les États membres des CE appliquaient les droits sur les modules séparés suivant l'approche spécifiée dans 2008/C 112/03 avant le 7 mai 2008. Nous estimons que ces actions sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994."[1279]

7.997 Les **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes ont violé l'article X:1 du GATT de 1994 car elles ont "rendu exécutoires" certaines modifications des NENC en octobre 2006 et mai 2007, c'est-à-dire bien avant leur publication au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008. En outre, ils font valoir que les Communautés européennes ont violé l'article X:2 du GATT de 1994 puisqu'elles ont utilisé des modifications des NENC pour appliquer des droits sur certains produits avant de publier officiellement ces modifications.[1280] Les États-Unis expliquent que les modifications pertinentes des NENC sont celles qui ont été votées par le Comité du Code des douanes en octobre 2006 et mai 2007. Plus précisément, en octobre 2006, ce comité a rendu un avis favorable au sujet d'une modification qu'il était proposé d'apporter à une NENC, en vertu de laquelle les modules séparés ayant une fonction de communication et dotés d'une connectivité RNIS, WLAN ou Ethernet devaient être exclus du code NC 8528 12 91 (devenu par la suite 8528 71 13 dans la NC2007) bénéficiant de la franchise de droits et les modules relevant de ce code de la NC bénéficiant de la franchise devaient comporter un récepteur de signaux vidéophoniques. Les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont dotés d'une telle connectivité ou dépourvus de récepteur de signaux vidéophoniques seraient assujettis à des droits de 14 pour cent. Les États-Unis font valoir qu'en mai 2007 le Comité du Code des douanes a approuvé une deuxième modification de la NENC qui prévoyait que les modules séparés ayant une fonction de communication et une "fonction d'enregistrement" seraient "exclus" du code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits et assujettis à un droit de 13,9 pour cent. Le **Taipei chinois** a présenté des arguments similaires dans ses

[1278] Voir les paragraphes 7.46 et 7.47 ci-dessus.
[1279] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, DS376/8, DS377/6, page 5.
[1280] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 112 à 119, et la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 120 et 124.

allégations au titre de l'article X du GATT de 1994. Dans ses communications, il désigne les modifications proposées à la NENC par l'expression "projet de NENC".[1281]

7.998 Les **Communautés européennes** estiment cependant que les modifications des NENC ne peuvent pas être considérées comme étant des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" au regard de l'article X:1 ni comme étant des "mesure[s] d'ordre général" au regard de l'article X:2, "en particulier, en raison des caractéristiques factuelles des NENC, telles que leur nature non contraignante, conjuguée à leur caractère essentiellement et intrinsèquement informatif".[1282] De plus, elles insistent vivement sur le caractère de "projet" des modifications des NENC, qui sont simplement des actes "préparatoires", c'est-à-dire des projets de mesure. Elles déclarent que les projets de modification des NENC ne peuvent pas être "rendus exécutoires" ou "mis[] en vigueur" au sens de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. À leur avis, les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires" au moment de leur adoption par la Commission et de leur publication ultérieure au Journal officiel de l'UE. Puisque les modifications des NENC ont été adoptées par la Commission seulement le 29 avril 2008 et publiées au Journal officiel quelques jours plus tard, le 7 mai 2008, il n'y a pas de violation de l'article X:1. Les Communautés européennes font également valoir que les modifications des NENC n'ont pas été mises en vigueur avant leur publication officielle au Journal officiel de l'UE et que les éléments de preuve présentés par les plaignants à l'appui de cette allégation ne sont pas satisfaisants. En conséquence, elles font valoir qu'il n'y a pas non plus de violation de l'article X:2.[1283]

b) Les mesures en cause

7.999 Le Groupe spécial doit d'abord déterminer quelles mesures sont en cause et si ces mesures relèvent de son mandat. Une fois que nous aurons établi cette détermination, nous procéderons à l'analyse des allégations au titre de l'article X en soi.

7.1000 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les **États-Unis** et le **Taipei chinois** désignent comme étant les mesures en cause deux "modifications proposées" de la NENC au sujet desquelles le Comité du Code des douanes a rendu des "avis favorables" en "octobre 2006 et mai 2007, respectivement".[1284]

7.1001 La première mesure indiquée par les deux plaignants est le "Projet de NENC concernant les récepteurs satellites avec modem intégré) tel qu'il a été voté par le Comité du Code des douanes en octobre 2006 et qui a reçu un "avis favorable".[1285] Les Communautés européennes expliquent que des discussions sur des questions liées au classement des modules séparés ont eu lieu au Comité du Code des douanes en 2005 et qu'à la suite de ces discussions la Commission a présenté, en mai 2006, un document (TAXUD/0667/2006) en tant que "projet préliminaire" pour examen (mais non pour "vote").[1286] Selon elles, ces discussions avaient pour but de demander aux États membres des CE de

[1281] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 371, 372, 374 et 459 à 462.
[1282] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 310.
[1283] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 306 à 309 et 316.
[1284] Voir le paragraphe 7.996 ci-dessus.
[1285] "Draft CNEN on Satellite receivers with built-in modem" (document TAXUD/0667/2006.Rev.3), voir le point 3.7 et l'annexe VI du document du Comité du Code des douanes (407ème réunion) (pièces US-27; TPKM-30). Le texte du document TAXUD/0667/2006.Rev.2 est également reproduit dans les pièces EC-54 et EC-90.
[1286] "Draft Explanatory Notes: Satellites receivers" (document TAXUD/0667/2006), voir le point 4.13 (pages 7 et 8) du document du Comité du Code des douanes (395ème réunion) (pièces EC-90; US-74); (également cité dans la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 301, note de bas de page 200).

se prononcer sur le classement de ces produits et de formuler des suggestions à ce sujet. Au cours des discussions, le texte initial du document TAXUD/0667/2006 a été révisé et est devenu le document TAXUD/0667/2006 Rev.2, puis le document TAXUD/0667/2006 Rev.3, compte tenu des observations des États membres des CE. C'est cette dernière version de la modification proposée de la NENC que la Commission a soumise au Comité du Code des douanes en octobre 2006 pour vote. Cette proposition contenait des notes explicatives concernant différents codes NC liés entre eux, à savoir les codes NC 8528 12 90 à 8528 12 95 ("récepteurs de signaux vidéophoniques"), 8528 12 91 ("modules séparés ayant une fonction de communication")[1287] et 8528 12 98 ("autres").[1288]

7.1002 Les **Communautés européennes** expliquent que le but de la version d'octobre 2006 était de préciser le champ de certains codes NC relatifs aux modules séparés ayant une fonction de communication pour lesquels il n'existait pas encore de notes explicatives. Cette version était cependant principalement axée sur le code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits et visant les "modules séparés ayant une fonction de communication", qui est devenu 8528 71 13 dans la NC2007. Cette proposition de modification précisait, entre autres, que les "modules séparés ayant une fonction de communication" relevant du code NC 8528 12 91 ne comprenaient pas les modules séparés dotés d'une connectivité Ethernet, WLAN ou RNIS ni ceux qui étaient munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction comme, par exemple, un disque dur ou un lecteur de DVD. Lorsqu'elle a été soumise au vote en octobre 2006, le Comité du Code des douanes a rendu un avis favorable sur l'exclusion des modules séparés dotés d'une connectivité Ethernet, WLAN ou RNIS.[1289] Le vote sur l'exclusion des modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction a été reporté.[1290]

7.1003 La deuxième mesure indiquée par les deux plaignants est le "Projet de notes explicatives de la NC: module séparé muni d'un disque dur"[1291] qui, selon eux, a reçu un "avis favorable" du Comité du Code des douanes en "mai" 2007.[1292] Cette proposition de modification de la NENC prévoyait l'exclusion du code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits des modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (un disque dur ou un lecteur de DVD, par exemple); ce point avait été proposé à la réunion d'octobre 2006, mais avait été reporté. Les Communautés européennes font observer que la référence à "mai" 2007 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est "inexacte".[1293]

7.1004 Les Communautés européennes font observer, premièrement, que le vote au Comité du Code des douanes a eu lieu en avril 2007 et non en "mai" 2007 (qui correspond à la date du document

---

[1287] Le libellé complet du code NC 8528 12 91 se lit comme suit: "Appareils à microprocesseurs incorporant un modem d'accès à Internet et assurant une fonction d'échange d'informations interactif, également susceptibles de recevoir des signaux de télévision (modules séparés ayant une fonction de communication)".

[1288] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 300 à 302.

[1289] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 300 à 302.

[1290] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 302. Le Groupe spécial note que le "Projet de NENC concernant les récepteurs satellites avec modem intégré", tel qu'il a été voté par le Comité du Code des douanes et tel qu'il est repris dans l'annexe du compte rendu de la réunion d'octobre 2006 du Comité du Code des douanes, rend compte de ce fait car il ne mentionne pas l'exclusion des modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction et fait seulement référence à l'exclusion de la connectivité RNIS, WLAN et Ethernet.

[1291] "Draft CN Explanatory Notes: Set-top box incorporating a hard disk" (document TAXUD/0590/2007), voir le point 3.3 (page 5) du document du Comité du Code des douanes (420ème réunion) (pièces EC-90; TPKM-31).

[1292] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, 377/6.

[1293] Observations des Communautés européennes concernant les réponses des plaignants à la question n° 154 du Groupe spécial.

contenant le compte rendu de la réunion). Deuxièmement, elles font valoir que le Comité n'a pas rendu d'avis "favorable" sur cette modification proposée comme l'indique la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, mais qu'il était resté sur une "absence d'avis".[1294] Elles font observer qu'elles "comprennent quelle mesure est en cause ou, plutôt, quelle est la mesure dont les plaignants allèguent l'existence". Cependant, elles signalent "que les déclarations factuelles exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui sous-tendent la théorie des plaignants sur la manière dont cette mesure a commencé à *exister,* sont inexactes". À leur avis, la mesure que les plaignants indiquent et décrivent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial "n'existe pas" et cela "n'est pas sans conséquences sur l'analyse des allégations des plaignants faite par le Groupe spécial".[1295]

7.1005 Le **Groupe spécial** fait d'abord observer que, comme les Communautés européennes l'ont signalé, les plaignants ont indiqué à tort "mai" 2007 comme la date du "Projet de notes explicatives de la NC: module séparé muni d'un disque dur", décrit au paragraphe 7.1003 ci-dessus, et qu'ils ont également dit à tort que le Comité du Code des douanes avait rendu un avis "favorable" à ce sujet. En fait, le projet de NENC était daté d'avril 2007 et le Comité est resté sur une "absence d'avis" au lieu de rendre un avis favorable. Il est clair que la référence à "mai" au lieu d'"avril" est une simple erreur matérielle, qui n'a pas été source de confusion pour les Communautés européennes. D'ailleurs, celles-ci ont confirmé qu'elles comprenaient "quelle mesure [était] en cause ou, plutôt, quelle [était] la mesure dont les plaignants all[éguaient] l'existence".[1296] Nous ne voyons donc aucune raison d'exclure le "projet de NENC" correct de notre examen. S'agissant de la référence à un avis "favorable" par opposition à l'"absence d'avis", nous n'estimons pas non plus que cette erreur devrait avoir pour effet d'exclure le "projet de NENC" de notre examen. Bien qu'elles constituent deux actions distinctes, nous croyons comprendre que, dans les circonstances portées à notre connaissance, tant l'"absence d'avis" qu'un "avis favorable" conduiraient au même résultat, à savoir l'adoption de ce "projet de NENC" par la Commission.[1297] De plus, tant la déclaration des Communautés européennes selon laquelle elles "comprennent quelle mesure est en cause" que leur moyen de défense active démontrent que la capacité des Communautés européennes de se défendre n'a pas été affectée par cette erreur dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En conséquence, nous prendrons en considération ce projet de NENC dans notre analyse et nous référerons donc à "avril 2007" au lieu de "mai 2007" en ce qui concerne cette mesure.

7.1006 Les **Communautés européennes** font observer, en outre, que les modifications proposées de la NENC doivent être "adoptées par la Commission pour exister"[1298] et qu'elles l'ont été le 29 avril 2008 seulement.[1299] Elles font valoir que, par conséquent, du point de vue du processus législatif communautaire, les deux mesures en cause sont de simples "projets" ou "actes préparatoires". Étant donné qu'une mesure doit être adoptée avant qu'elle puisse être "rendu[e] exécutoire" et "mise en vigueur", elles font valoir que le "projet" de modifications de la NENC ne

[1294] Cela signifie que le Comité du Code des douanes n'est pas parvenu à une majorité qualifiée en faveur (avis favorable) ou à l'encontre (avis défavorable) de la proposition de la Commission.

[1295] Observations des Communautés européennes concernant la réponse des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial.

[1296] Voir le paragraphe 7.1003 ci-dessus; observations des Communautés européennes concernant les réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial.

[1297] Voir le paragraphe 7.47 ci-dessus.

[1298] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95.

[1299] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 305 (dans laquelle il est expliqué que la NENC a été adoptée le 29 avril 2008 par M. Verheugen (vice-président de la Commission) qui a signé l'acte au nom de la Commission (Collège)) (pièce EC-55).

relève pas de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.[1300] Les États-Unis et le Taipei chinois répondent qu'ils ne contestent pas que les modifications de la NENC n'ont pas été formellement adoptées par la Commission avant le 29 avril 2008. À leur avis, toutefois, rien dans l'article X:1 ou X:2 – c'est--à-dire rien dans la signification des expressions "rendu exécutoire" ou "mis en vigueur" – n'exige une adoption formelle en ce sens. L'article X:1 et X:2 exige seulement que les mesures en cause soient "rendu[e]s exécutoires" et "mise[s] en œuvre" dans la pratique, ce qui est le cas dans la présente affaire.[1301]

7.1007 S'agissant tout d'abord des préoccupations exprimées par les Communautés européennes en ce qui concerne le caractère de projet des modifications de la NENC, nous faisons observer que l'état de projet n'empêche pas automatiquement ces modifications d'être des mesures pouvant être contestées. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion,* l'Organe d'appel a déterminé que tout acte d'un Membre de l'OMC pouvait constituer une mesure susceptible d'être contestée devant un Groupe spécial.[1302] La question est complètement différente, toutefois, lorsqu'il s'agit de savoir si une mesure donnée, comme le "projet" de NENC en cause ici, relève du champ de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. Étant donné que l'élément central de l'argumentation des parties sur ce sujet concerne le sens des mots "rendus exécutoires" dans l'article X:1 et "mise en vigueur" dans l'article X:2, nous traiterons cette question plus loin, lorsque nous aborderons ces aspects.[1303] Nous examinerons donc dans les sections ci-après la question de savoir si le caractère de projet des modifications de la NENC exclut ces modifications du champ de l'article X:1 et X:2.

7.1008 Dans leurs communications – mais non dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial – les **États-Unis** et le **Taipei chinois** présentent les deux mesures en cause conjointement avec: 1) plusieurs déclarations faites par le Président du Comité du Code des douanes aux 413ème, 432ème et 433ème réunions et 2) plusieurs RTC. Les Communautés européennes doutent que ces déclarations et RTC fassent partie des mesures en cause. Les États-Unis et le Taipei chinois précisent qu'ils ne considèrent pas que cette documentation fait partie des mesures en cause. Ils considèrent en fait qu'elle constitue de "multiples éléments de preuve indiquant que les autorités douanières des États membres des CE doivent appliquer le projet de NENC une fois que le Comité du Code des douanes a émis un avis au moyen d'un vote". Selon les deux plaignants, cette documentation établit donc que les projets de NENC ont été "rendus exécutoires" une fois qu'ils ont été votés par le Comité du Code des douanes.[1304] Les Communautés européennes répondent que si les

---

[1300] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 309; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 92; réponse des Communautés européennes à la réponse n° 154 du Groupe spécial.

[1301] Observations du Taipei chinois concernant la réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial; réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la réponse n° 155 du Groupe spécial.

[1302] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81:

> "En principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends. Les actes ou omissions qui sont ainsi imputables sont habituellement les actes ou omissions des organes de l'État, y compris ceux du pouvoir exécutif."

[1303] Voir les paragraphes 7.1048 et 7.1128 et suivants.

[1304] Réponse du Taipei chinois à la question n° 156 du Groupe spécial. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 156 du Groupe spécial et les observations du Taipei chinois concernant les réponses des Communautés européennes aux questions n° 163 et 165 du Groupe spécial.

projets de mesure étaient envoyés aux autorités douanières avec une "instruction administrative" les enjoignant de les appliquer comme s'ils avaient été adoptés, ce ne serait pas le projet de NENC qui constituerait la mesure en cause aux fins de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. Elles font valoir qu'en fait la mesure en cause serait l'"instruction administrative". Elles font observer que les plaignants n'ont pas formulé une telle allégation.[1305] Le Groupe spécial traitera les différentes déclarations du Président du Comité du Code des douanes et les RTC comme des éléments de preuve et non comme des "mesures en cause".

c) Allégation des États-Unis et du Taipei chinois au titre de l'article X:1 du GATT de 1994

i) Allégation principale des parties

Arguments des parties

7.1009 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** affirment que les mesures en cause relèvent de l'article X:1 du GATT de 1994 car elles constituent des règlements ou décisions administratives d'application générale qui visent la classification de produits à des fins douanières. Ils allèguent en outre que les mesures en cause ont été rendues exécutoires après les votes au Comité du Code des douanes d'octobre 2006 et d'avril 2007 mais qu'elles n'ont été publiées qu'en mai 2008 (c'est-à-dire plus d'un an après). Ils font valoir que, par conséquent, les Communautés européennes ont violé l'obligation qui leur incombait au titre de l'article X:1 de publier les mesures en cause une fois celles-ci rendues exécutoires.

7.1010 Les **Communautés européennes** répondent que les mesures en cause ne constituent pas des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Selon elles, "il en est ainsi, en particulier, en raison des caractéristiques factuelles des NENC, telles que leur nature non contraignante, conjuguée à leur caractère essentiellement et intrinsèquement informatif".[1306] En outre, les mesures en cause indiquées sont simplement des "actes préparatoires" qui n'ont pas été "rendus exécutoires".[1307] À titre subsidiaire, les Communautés européennes font valoir que les mesures en cause ont été publiées dans les moindres délais et de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.[1308]

7.1011 Parmi les tierces parties, seules les Philippines présentent des arguments relatifs à l'article X:1. Elles font valoir que la publication des NENC le 7 mai 2008, c'est-à-dire plus d'un an après leur adoption par le Comité du Code des douanes en octobre 2006 et avril 2007, est contraire à l'article X:1 du GATT de 1994.[1309]

Examen par le Groupe spécial

7.1012 Le Groupe spécial commence son analyse en rappelant le texte de l'article X:1 du GATT de 1994:

[1305] Réponse des Communautés européennes à la question n° 155 du Groupe spécial.

[1306] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 310.

[1307] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 92; réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.

[1308] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 305; observations des Communautés européennes sur les réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 159 du Groupe spécial.

[1309] Communications des Philippines en tant que tierce partie, paragraphes 40 et 41.

> "Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits, seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance. Les accords intéressant la politique commerciale internationale et qui seraient en vigueur entre le gouvernement ou un organisme gouvernemental de toute partie contractante et le gouvernement ou un organisme gouvernemental d'une autre partie contractante seront également publiés. Les dispositions du présent paragraphe n'obligeront pas une partie contractante à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

7.1013 En examinant les dispositions de l'article X:1 du GATT de 1994, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles* a estimé ce qui suit:

> "L'article X concerne la publication et l'application des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" et non la teneur substantielle de ces mesures".[1310]

7.1014 Le Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières* a indiqué ce qui suit:

> "[L]'intitulé ainsi que la teneur des diverses dispositions de l'article X du GATT de 1994 montrent que cet article, du moins en partie, vise à faire en sorte que les négociants bénéficient des garanties d'une procédure régulière lorsqu'ils effectuent des importations ou des exportations. [...] À cet égard, nous notons que l'article X:1 du GATT de 1994 prescrit que les lois, règlements, etc., concernant les douanes devraient être publiés "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". [...] Cette notion de régularité de la procédure, qui semble ressortir de chacun des alinéas de l'article X du GATT de 1994, a été évoquée par l'Organe d'appel lorsqu'il a interprété cette disposition."[1311]

7.1015 Ces déclarations confirment notre interprétation selon laquelle l'article X:1 du GATT de 1994 traite avant tout de la publication des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale", par opposition à la teneur de ces mesures. Le premier paragraphe reflète aussi les préoccupations relatives à la "régularité de la procédure" qui sous-tendent l'article X dans son ensemble. En particulier, l'article X:1 traite de la notion de notification, qui fait partie de la régularité de la procédure, en exigeant que la publication ait lieu dans les moindres délais et de façon à

[1310] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 115.

[1311] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.107, confirmé par l'Organe d'appel. Dans cette affaire, le Groupe spécial a rappelé que dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 29, l'Organe d'appel avait fait référence à l'importance fondamentale des critères de transparence contenus à l'article X du GATT de 1994 et avait dit que cette disposition avait un rapport avec le respect des formes régulières.

permettre à ceux qui ont besoin de connaître des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale de pouvoir en prendre connaissance.[1312]

7.1016 Nous traiterons les questions juridiques dont nous sommes saisis en suivant une analyse en cinq étapes. Tout d'abord, nous déterminons si les mesures en cause sont des "lois, règlements, décisions judiciaires [ou] administratives d'application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Ensuite, si la réponse à cette question est positive, nous évaluerons si les mesures en cause "visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits". En troisième lieu, si cette évaluation est aussi positive, nous déterminerons si les mesures en cause ont été "rendues exécutoires" au sens de la disposition. Nous examinerons ensuite, et ce sera le quatrième temps de l'analyse, le moment auquel a eu lieu la publication afin de déterminer si elle est intervenue "dans les moindres délais" par rapport au moment où les mesures ont été "rendues exécutoires". En dernier lieu, si la réponse à cette dernière question est également positive, nous passerons au dernier temps de l'analyse et examinerons si la publication "dans les moindres délais" a été faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

[1312] Dans ce contexte, nous faisons également référence à l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, constatant que l'article X:2 lui aussi "consacre un principe d'importance fondamentale - en ce sens qu'il prévoit la divulgation de tous les actes gouvernementaux affectant les Membres et les personnes et entreprises privées, nationales ou étrangères. Bien connu sous le nom de principe de la transparence, ce principe a évidemment un rapport avec le respect des formes régulières". Selon l'Organe d'appel, la "conséquence essentielle" de ce respect des formes régulières est que "les Membres et les autres personnes affectées, ou qui seront vraisemblablement affectées, par des mesures gouvernementales imposant des limitations, des prescriptions et d'autres charges, devraient avoir une possibilité raisonnable d'obtenir des renseignements exacts au sujet de ces mesures et par conséquent de protéger et d'ajuster leurs activités ou de demander que ces mesures soient modifiées". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 29) Nous considérons que cette déclaration, même si elle traite de l'article X:2, est également applicable à l'article X:1. Nous notons en outre que dans l'affaire *Chine – Publications et produits audiovisuels*, le Groupe spécial a rappelé au paragraphe 7.28 que "[l]'Organe d'appel [avait] précédemment constaté que l'obligation de garantir la régularité de la procédure "[faisait] partie intégrante du système de règlement des différends de l'OMC" et [qu']il [avait] qualifié les prescriptions relatives à la régularité de la procédure de "fondamentale(s) pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends"". (Rapport du Groupe spécial *Chine –Produits audiovisuels*; paragraphe 7.28 (citant, respectivement, les rapports de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 176, et *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88) Ce Groupe spécial a rappelé aussi la conclusion formulée par l'Organe d'appel selon laquelle:

> "[L]a protection de la régularité de la procédure est une caractéristique essentielle d'un système juridictionnel fondé sur des règles, tel que celui qui a été établi dans le cadre du Mémorandum d'accord. La protection de la régularité de la procédure garantit que les procédures sont menées avec équité et impartialité et qu'une partie n'est pas désavantagée injustement par rapport aux autres parties dans un différend." (Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.28 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 433))

ii) Question de savoir si les mesures en cause sont des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale qui visent la classification de produits à des fins douanières

Arguments des parties

7.1017 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir que les mesures en cause sont soit des "règlements" soit des "décisions administratives" d'"application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994, qui "visent clairement" la classification de produits à des fins douanières.[1313] Le **Taipei chinois** estime que les mesures en cause sont des règlements ou des décisions administratives, au sens de l'article X:1 du GATT de 1994, même si elles ne s'appellent pas formellement "règlements" ou "décisions administratives". De l'avis du Taipei chinois, ce sont le contenu et le fond de la mesure qui déterminent en dernière analyse s'il s'agit en fait d'un "règlement" ou d'une "décision administrative", et non pas la désignation de cette mesure dans le droit interne.[1314] Selon les **États-Unis**, les mesures en cause, prises conjointement avec la NC, sont des décisions administratives puisqu'"elles sont utilisées comme base par les autorités administratives dans les États membres pour déterminer le classement tarifaire d'une catégorie entière de marchandises".[1315]

7.1018 Les États-Unis et le Taipei chinois estiment en outre que les mesures en cause sont d'"application générale". Les États-Unis font valoir que les "modifications apportées aux notes explicatives de la NC, prises conjointement avec la NC, sont utilisées comme base par les autorités administratives des États membres des CE pour déterminer le classement tarifaire d'une catégorie entière de marchandises et qu'elles s'appliquent à "tous les modules séparés ayant une fonction de communication importés dans les CE".[1316] Ils ajoutent que les "NENC établissent des règles et des normes qui sont censées être appliquées de manière générale et prospective" et qu'elles sont appliquées par les autorités douanières des CE "à tous les importateurs afin d'assurer l'uniformité et l'application de la NC".[1317] Le Taipei chinois estime qu'une mesure est d'"application générale" lorsqu'elle s'applique à un éventail de situations ou de cas, au lieu d'avoir un champ d'application limité. Ils soulignent aussi que les NENC relatives aux modules séparés ayant une fonction de communication "s'appliquent à un éventail de situations ou de cas et affectent un nombre indéterminé d'agents économiques. Elles sont donc d'application générale".[1318]

7.1019 Les **Communautés européennes** répondent que les mesures en cause ne constituent pas des "lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives d'application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Selon elles, "il en est ainsi, en particulier, en raison des caractéristiques factuelles des NENC, telles que leur nature non contraignante, conjuguée à leur caractère essentiellement et intrinsèquement informatif".[1319] Les Communautés européennes font valoir qu'"[i]l est une question bien connue et réglée dans le système juridique des CE qui est que, si l'on peut considérer que les notes explicatives de la NC "contribuent de façon importante à l'interprétation" de la NC, elles n'ont pas force obligatoire de droit et ne peuvent pas modifier la

[1313] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 115; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 465.
[1314] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 259 et 260 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, note de bas de page 87).
[1315] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 114; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.
[1316] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 114.
[1317] Réponse des États-Unis à la question n° 121 du Groupe spécial.
[1318] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 467.
[1319] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 310.

NC"[1320] ni non plus "[faire] … obstacle à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire" par les autorités douanières.[1321] Elles expliquent que les États membres des CE, lorsqu'ils classent des marchandises importées, doivent fonder leur classement sur la NC et les règles interprétatives qu'elle contient (RGI 1 à 6), et non pas sur les NENC. Elles font valoir que si certains États membres des CE font référence à une NENC, "c'est simplement pour informer l'agent économique qu'en ce qui concerne son produit, la Commission s'est déjà livrée à un exercice d'interprétation et a adopté un point de vue non contraignant selon lequel la NC devrait être interprétée d'une façon particulière".[1322] Elles expliquent en outre que les NENC n'entrent en jeu qu'au niveau à huit chiffres de la NC[1323] et que "la NENC sert à confirmer le classement effectué sur la base de la NC mais ne constitue pas elle-même la raison et le fondement juridiques de ce classement".[1324] Elles font valoir que cela est confirmé par les propres pièces des plaignants, qui montrent que certains États membres des CE classaient dans des codes NC correspondants à des produits passibles de droits certains modules séparés ayant une fonction de communication et munis d'un disque dur bien avant que les NENC contestées n'aient été adoptées par la Commission et bien avant d'avoir été seulement votées au Comité du Code des douanes.[1325]

[1320] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 289; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69 (citant la Cour européenne de justice (Develop Dr Eisbein) aux paragraphes 20 à 23 (pièce EC-56)).

[1321] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55.

[1322] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 315. Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55. Toutefois, interrogées par le Groupe spécial au sujet de la flexibilité dont bénéficient les autorités douanières des États membres des CE pour classer un produit d'une manière contraire à la position tarifaire indiquée dans les NENC, les Communautés européennes ont répondu, en partie, ce qui suit: les "NENC indiquent l'avis de la Commission sur la façon dont la NC doit être interprétée et appliquée à un certain produit ou une certaine catégorie de produits en cause [...]. Si un État membre s'écarte dans sa pratique de classement de l'approche suivie dans les NENC, la Commission peut engager à son encontre une procédure d'infraction devant la Cour européenne de justice [...]. Partant, en simplifiant un peu, on peut décrire la flexibilité au sujet de laquelle le Groupe spécial pose une question comme une flexibilité permettant d'avoir un point de vue différent de celui qui est exprimé par un avis non contraignant sur l'interprétation d'une législation contraignante, étant entendu que l'autorité exprimant l'avis non contraignant pourrait essayer de convaincre l'État membre devant le tribunal qu'il a raison". (Réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial) Répondant à une autre question posée par le Groupe spécial, les Communautés européennes ont signalé aussi qu'on ne pouvait pas exclure que des autorités douanières nationales ne classent un produit donné différemment de la NENC, mais qu'"[e]n pareil cas, il y [avait] un éventail d'outils disponibles pour unifier le classement". (Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial)

[1323] Réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial (expliquant que "[l]e classement commence, conformément à la RGI 1, par un examen des termes au niveau de la position à quatre chiffres, et non pas par une analyse au niveau de la position à huit chiffres. Si un module séparé qui est examiné à ce niveau contient un syntoniseur et des éléments techniques autorisant une fonction de communication, il relèvera de la position 8528. Si le même module séparé contient aussi un disque dur autorisant une fonction d'enregistrement ou de reproduction qui permet de le considérer comme un enregistreur vidéonumérique, il sera classé dans la position 8521. [...] Après avoir déterminé que le produit en cause relève de la position 8528 (que ce soit en vertu de la RGI 1 ou, par exemple, de la RGI 3), il faudra ensuite identifier la sous-position pertinente au niveau à six chiffres et, pour finir, à huit chiffres. C'est seulement au niveau à huit chiffres que la NENC entre en jeu. Elle constitue une confirmation du fait que l'analyse du classement est correcte").

[1324] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 53 (renvoyant à la réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial).

[1325] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 53 (citant la pièce US-28 et renvoyant à la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 321). Voir aussi la réponse des Communautés européennes à la question n° 83 du Groupe spécial (expliquant que la NENC en cause est exprimée "en termes assez catégoriques (par exemple les produits munis d'un disque dur assurant une

7.1020 Le **Taipei chinois** répond que "le fait que la Cour européenne de justice a déclaré que les NENC n'avaient "pas force obligatoire de droit" n'était pas déterminant pour la question de savoir si elles constituaient des "lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives d'application générale" et qu'elles relevaient donc de l'article X:1 du GATT de 1994". Il fait valoir que ce sont le contenu et le fond des NENC qui importent pour qualifier cet instrument de loi, règlement, décision judiciaire ou administrative d'application générale, et non pas leur intitulé.[1326] Il affirme aussi que malgré les allégations répétées des Communautés européennes selon lesquelles les NENC ne sont pas juridiquement contraignantes, un examen du statut juridique de ces notes confirme qu'elles sont "en fait" juridiquement contraignantes.[1327] Ce n'est pas parce que les NENC ne peuvent pas modifier la portée de la NC elle-même que les autorités douanières des CE sont libres de ne pas en tenir compte. Plus spécifiquement, le Taipei chinois considère que les NENC sont juridiquement contraignantes pour diverses raisons. Tout d'abord, un RTC cesse d'exister dès lors qu'il est contraire à une NENC.[1328] Deuxièmement, certaines déclarations du Président du Comité du Code des douanes prouvent que les autorités douanières des CE doivent suivre les NENC.[1329] Troisièmement, les États membres des CE qui s'écartent de la teneur d'une NENC et recouvrent de ce fait moins de droits d'importation sont tenus pour responsables, et la Commission a la possibilité d'engager à leur égard une procédure d'infraction. Quatrièmement, puisque les NENC sont des "instruments utilisés pour assurer une pratique uniforme en matière de classement au sein des CE", elles ne pourraient pas assurer cette uniformité si les États membres des CE étaient libres de décider de les appliquer ou non.[1330]

7.1021 Les **Communautés européennes** confirment que les plaignants ont "raison" de dire que les NENC remplissent une certaine fonction dans leur système douanier – une fonction qui est bien expliquée dans la jurisprudence de la Cour européenne de justice. Selon elles, toutefois, le point sur lequel les plaignants "se méprennent" est que cette jurisprudence et ces déclarations des Communautés européennes en ce qui concerne l'importance des NENC dans les CE aux fins du classement se rapportent uniquement aux NENC qui existent actuellement, c'est-à-dire aux NENC qui ont été dûment adoptées et publiées par les Communautés européennes. Les Communautés européennes font valoir que cette situation ne se rapporte pas à des "événements" tels que de "simples projets" (et encore moins des projets intermédiaires), des discussions, des votes des États membres des CE ou des avis formulés par le Comité du Code des douanes dans le cadre de la "procédure de gestion" et qu'elle ne peut pas s'y rapporter. Selon elles, "[c]es événements n'ont tout simplement pas d'effet juridique sur l'interprétation et l'application de la NC".[1331]

Examen par le Groupe spécial

7.1022 Il est demandé au Groupe spécial de déterminer si les modifications apportées aux NENC indiquées par les États-Unis et le Taipei chinois sont des "lois, règlements, décisions judiciaires et

---

fonction d'enregistrement ou de reproduction sont exclus et classés ailleurs)" pour témoigner du fait que les NENC "sont rédigées avec la compréhension que l'on a des produits tels qu'ils existent actuellement sur le marché ...").

[1326] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 260.

[1327] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 132.

[1328] Les États-Unis défendent un point de vue similaire (voir la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 35).

[1329] En particulier, les deux plaignants ont mentionné les déclarations formulées par le Président du Comité du Code des douanes au cours des 413ème, 432ème et 433ème réunions: voir ci-après les paragraphes 7.1050 et suivants.

[1330] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 61 à 70 (ajoutant que ces "procédures d'infraction" seraient fondées sur l'article 10 du Traité CE); et paragraphes 132 et 261 à 268.

[1331] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 88 à 90.

administratives d'application générale" qui visent l'un des éléments spécifiques énumérés à l'article X:1 du GATT de 1994. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, tout d'abord, nous examinerons si les modifications apportées aux NENC peuvent être qualifiées de "loi, règlement, décision judiciaire [ou] administrative" au sens de l'article X:1. Ensuite, si la réponse à cette question est positive, nous examinerons alors si les modifications des NENC sont d'"application générale". Enfin, si cette évaluation est également positive, nous examinerons si les modifications des NENC peuvent être considérées comme visant l'un des éléments spécifiques énumérés à l'article X:1.

7.1023 Nous passons maintenant à notre première question. La question de savoir si un instrument donné constitue une "loi", un "règlement", une "décision judiciaire" ou une "décision administrative" d'application générale au sens de l'article X:1 doit être fondée essentiellement sur le contenu et le fond de l'instrument et pas simplement sur sa forme ou sa nomenclature.[1332] Très récemment, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "premièrement, … la façon dont la législation nationale d'un Membre qualifie ses propres mesures, bien qu'étant utile, ne peut être déterminante de la qualification de ces mesures dans le droit de l'OMC. Deuxièmement, "l'intention, déclarée ou non, des législateurs n'est pas déterminante" pour une telle qualification".[1333]

7.1024 Par conséquent, les "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" peuvent englober plus que les instruments formellement qualifiés comme tels par un Membre de l'OMC. Sinon, les Membres de l'OMC eux-mêmes pourraient déterminer quelles dispositions seraient soumises aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 simplement par la désignation de ces instruments. Partant, nous examinerons d'abord ce que l'on entend par "lois", "règlements", "décisions judiciaires" et "décisions administratives" au sens de l'article X:1, quant au fond, et non pas sur le plan de la forme ou de la nomenclature. Après quoi, nous examinerons si les NENC en cause relèvent des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives au titre de l'article X:1.

[1332] Une approche similaire a été adoptée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* en ce qui concerne un libellé semblable utilisé à l'article 18.4 de l'Accord antidumping ("… lois, réglementations et procédures administratives …"). L'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "Nous observons que la portée de chaque élément de l'expression "lois, réglementations et procédures administratives" doit être déterminée aux fins de l'application du droit de l'OMC et pas simplement par référence à la désignation des divers instruments dans le droit interne de chaque Membre de l'OMC. Cette détermination doit être fondée sur le contenu et le fond de l'instrument et pas simplement sur sa forme ou sa nomenclature. Sinon, les obligations énoncées à l'article 18.4 varieraient d'un Membre à l'autre en fonction du droit et de la pratique internes de chacun." (note de bas de page 87 relative au paragraphe 87)

[1333] Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 178 (notes de bas de page omises) (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 82, qui évoque à son tour le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 56). Dans l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, l'Organe d'appel a noté en outre, en l'approuvant, que le Groupe spécial avait reconnu ce qui suit: "il convient de faire preuve d'une certaine prudence lorsqu'il s'agit d'attribuer un poids décisif aux caractéristiques qui relèvent exclusivement du contrôle des Membres de l'OMC, "parce que, sinon, les Membres pourraient eux-mêmes déterminer lesquelles de ces dispositions s'appliqueraient à leurs impositions"". Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 178 (note de bas de page omise)

7.1025 Sur le fond, le terme "law" (loi) peut être défini comme suit: "rule of conduct imposed by secular authority"; a rule "[which] a particular State [...] may enforce by imposing penalties" (règle de conduite imposée par une autorité séculière; une règle [qu']un État donné […] peut faire respecter en imposant des sanctions).[1334] Le terme "regulation" (règlement) signifie "rule prescribed for controlling some matter, or for the regulating of conduct; an authoritative direction" (règle prescrite pour exercer un contrôle sur un certain domaine ou pour réglementer une conduite; instruction faisant autorité).[1335] Le terme "ruling" (décision) signifie "the action of governing or exercising authority, the exercise of government, authority, control, influence" (action de gouverner ou d'exercer un pouvoir, exercice d'un gouvernement, d'une autorité, d'un contrôle, d'une influence) ou "an authoritative pronouncement" (déclaration qui fait autorité)".[1336] L'adjective "administrative" (administrative) indique qu'il s'agit d'une décision émanant d'un organe administratif. Enfin, l'expression "judicial decision" (décision judiciaire) désigne une action ou une déclaration émanant d'un organe ou d'une autorité judiciaire.[1337]

7.1026 Sur le fond, et lorsqu'on le lit dans son ensemble dans le contexte de l'article X:1, le membre de phrase "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" reflète l'intention, de la part des rédacteurs, d'inclure un large éventail de mesures qui ont le potentiel d'affecter le commerce et les négociants.[1338] Une interprétation étroite des termes "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" ne serait pas compatible avec cette intention et affaiblirait aussi, du point de vue de la régularité de la procédure, les objectifs susvisés de l'article X.[1339]

7.1027 Sur la base de ce qui précède, nous faisons observer que le sens ordinaire des termes "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" indique que les instruments visés par l'article X:1 vont des règles de conduite impératives à l'exercice d'une influence ou une déclaration faisant autorité prononcée par certains organismes faisant autorité. Par conséquent, nous considérons que le champ d'application de l'article X:1 s'étend aux instruments faisant autorité à un certain degré, publiés par certains organes législatifs, administratifs ou judiciaires. Cela ne signifie pas, toutefois, que ces instruments doivent être "contraignants" dans le droit interne. Dès lors, le fait que les NENC ne sont pas juridiquement contraignantes dans le droit communautaire ne les empêche pas d'être envisagées par les termes "lois, règlements, décisions judiciaires [ou] administratives" au sens de l'article X:1. Toutefois, la question de savoir si une mesure particulière fait autorité à un degré tel qu'elle serait à juste titre qualifiée de "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" exige une évaluation au cas par cas des caractéristiques factuelles particulières de la mesure en cause.

[1334] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 1544.

[1335] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2516. Dans le rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – LEIE*, paragraphe 5.5, le Groupe spécial a expliqué que le terme "règlement" visait "des règles obligatoires d'application générale".

[1336] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2630.

[1337] Nous notons que dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, le Groupe spécial a interprété l'expression "décisions judiciaires" figurant à l'article X:1 comme s'entendant "des prononcés ayant force de chose jugée rendus par les autorités judiciaires à l'issue d'un processus juridique". (Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.404)

[1338] Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a constaté de la même façon que l'expression "lois, réglementations et procédures administratives" figurant à l'article 18.4 de l'Accord antidumping semblait englober tout le corps des règles, normes et critères d'application générale adoptés par les Membres en ce qui concerne la conduite des procédures antidumping. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 87)

[1339] Nous faisons toutefois observer que l'article X:1, par opposition à l'article X:2, ne traite pas des "mesures d'application générale" mais seulement des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale".

7.1028 Nous passons maintenant à l'examen de la question de savoir si les modifications en cause apportées aux NENC font autorité à un degré tel qu'elles seraient regardées comme "loi, règlement, décision judiciaire ou administrative" dans le contexte de l'article X:1. À cet égard, nous notons les explications des Communautés européennes selon lesquelles les NENC sont proposées et adoptées par la Commission, après un débat entre la Commission et les autorités douanières des 27 États membres des CE au Comité du Code des douanes; les "NENC reflètent les vues de la Commission sur le point de savoir comment la NC devrait être interprétée et appliquée en qui concerne un certain produit ou une certaine catégorie de produits en cause"[1340]; les NENC "constituent des moyens importants pour assurer une application uniforme du tarif douanier commun par les autorités douanières des États membres"[1341]; elles sont "des moyens valables pour l'interprétation du tarif douanier commun"[1342]; les NENC sont des "orientations"[1343]; et les États membres des CE "déterminent le classement des produits dans les différents cas" et "à ce titre", ils "consultent" les NENC.[1344] Nous notons, en outre, que les plaignants ont communiqué des RTC délivrés par les autorités douanières des États membres des CE dans lesquels il est mentionné que les NENC sont une "justification en matière de classement"[1345]; qu'elles peuvent avoir des conséquences juridiques pour les RTC[1346] et que "si un État membre s'écarte dans sa pratique de classement de l'approche suivie dans les NENC, la Commission peut engager à son encontre une procédure d'infraction devant la Cour européenne de justice".[1347]

7.1029 Du point de vue du Groupe spécial, il est clair que les NENC sont importantes pour permettre aux Communautés européennes de maintenir une application uniforme du tarif douanier communautaire sur leur territoire. Bien que les Communautés européennes aient indiqué que les NENC "ne faisaient pas obstacle à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire" par les autorités douanières des États membres, on s'attend manifestement à ce que ce pouvoir discrétionnaire soit exercé d'une certaine manière et que des procédures d'infraction puissent s'appliquer dans les cas où il ne sera pas exercé ainsi. Le Groupe spécial juge également pertinent le fait que les NENC sont publiées par la Commission, organe possédant au sein des CE le pouvoir non contesté de veiller à l'application uniforme du tarif établi par le Code des douanes et celui de contester les interprétations non compatibles avec la sienne propre. De fait, conformément au Règlement n° 2658/87, tel qu'il a été modifié, la Commission établit et gère la NC.[1348] En outre, conformément à l'article 9 dudit règlement, elle adopte les notes explicatives. De plus, le Groupe spécial note que les RTC cessent d'être valables dès lors qu'ils ne sont plus compatibles "sur le plan communautaire" avec "les notes explicatives [...] adoptées aux fins d'interpréter les règles".[1349] Dans ces circonstances, le Groupe spécial considère que les NENC font autorité à un degré tel qu'elles peuvent être qualifiées à bon droit de "loi, règlement, décision judiciaire ou administrative" au sens où ces termes sont utilisés à

[1340] Réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial.
[1341] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69.
[1342] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69.
[1343] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 30.
[1344] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial.
[1345] Voir le paragraphe 7.1064 ci-dessous.
[1346] Voir l'article 12 5) a) ii du Code des douanes communautaire (pièces US-19; TPKM-16), qui dispose qu'un renseignement tarifaire contraignant (RTC) cesse d'être valable "lorsque … il devient incompatible avec l'interprétation d'une des nomenclatures visées à l'article 20, paragraphe 6: sur le plan communautaire, à la suite d'une modification des notes explicatives de la nomenclature combinée".
[1347] Réponse des Communautés européennes à la question n° 91 du Groupe spécial.
[1348] Voir le Règlement n° 2658/87 du Conseil, articles 1er, 2 et 6 (pièces EC-49; US-13 et TPKM-5).
[1349] Voir l'article 12 5) a) ii du Code des douanes communautaire (pièces US-19; TPKM-16).

l'article X:1. Le fait que les NENC ne sont pas "juridiquement contraignantes" dans le droit communautaire n'amoindrit pas cette conclusion.[1350]

7.1030 À notre avis, il serait contraire à l'objectif énoncé à l'article X:1, qui est d'assurer la transparence et la régularité de la procédure, que les NENC, qui jouent à l'évidence un rôle clé dans la pratique des CE en matière de classement, ne soient pas visées par les obligations énoncées à l'article X:1. Nous estimons que cela étaye notre interprétation selon laquelle les NENC peuvent être qualifiées de "loi, règlement, décision judiciaire [ou] administrative".

7.1031 À la lumière de cette constatation positive, nous passons à notre deuxième question, à savoir si les NENC sont "d'application générale". Nous relevons l'argument des Communautés européennes selon lequel les mesures ne peuvent pas être des mesures d'application générale parce qu'il s'agit de "projets". Nous examinerons plus tard leur nature alléguée de projet, lorsque nous analyserons les termes "rendus exécutoires" (voir les paragraphes 7.1047 et 7.1048 ci-dessous).

7.1032 Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> ""[L]es lois, règlements, décisions judiciaires et administratives *d'application générale*" visés à l'article X:1 du GATT de 1994 sont des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui s'appliquent à un éventail de situations ou de cas, au lieu d'avoir un champ d'application limité."[1351]

7.1033 De la même façon, dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, l'Organe d'appel a confirmé l'interprétation donnée par le Groupe spécial selon laquelle une ordonnance administrative était "d'application générale" "dans la mesure où elle affect[ait] un nombre indéterminé d'agents économiques, comprenant des producteurs nationaux et étrangers".[1352]

7.1034 Conformément à l'interprétation ci-dessus donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* et aussi à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, nous considérons que les modifications des NENC en question dans le présent différend sont d'"application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Il en est ainsi parce que l'application d'une NENC n'est pas limitée à une importation unique ou un importateur unique. De fait, l'objectif des NENC est d'assurer l'application uniforme du tarif douanier communautaire à *tous* les produits relevant d'un code NC spécifique au moment de leur importation dans les Communautés européennes. Par exemple, les NENC en cause précisent quels sont les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont admissibles au bénéfice de la franchise de droits prévue sous le code NC 8528 12 91, indiquant que les modules séparés ayant une fonction de communication et dotés d'une connexion WLAN, RNIS ou Ethernet ou d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD sont exclus de la franchise de droits visée par le code NC 8528 12 91. Les NENC en cause sont donc "d'application générale" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994.

7.1035 Enfin, nous devons examiner si les NENC visent l'un des éléments spécifiques énumérés à l'article X:1. Conformément à l'article X:1, les NENC devraient:

[1350] Voir les paragraphes 7.1037 à 7.1062 des rapports finals ci-après. À supposer pour les besoins de l'argumentation que le caractère de "projet" allégué des NENC ait été pertinent pour les questions analysées dans la présente section, pour les raisons exposées dans ces paragraphes, le Groupe spécial ne considère pas que ce soi-disant caractère de "projet" des NENC modifie son opinion concernant le point de savoir si les mesures en question sont des "lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives".

[1351] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.116.

[1352] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 7.65.

> - viser "la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant" ou
>
> - toucher "la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits".[1353]

7.1036 Nous pensons comme les États-Unis et le Taipei chinois qu'à tout le moins les mesures en cause "visent la classification de produits à des fins douanières".[1354] C'est ce qui ressort manifestement d'une lecture superficielle des mesures. À cet égard, nous soulignons à nouveau la confirmation par les Communautés européennes du fait que les NENC "constituent des moyens importants pour assurer une application uniforme du tarif douanier commun par les autorités douanières des États membres et qu'à ce titre elles peuvent être considérées comme des moyens valables pour l'interprétation du tarif douanier commun".[1355]

7.1037 Dans la présente section, nous avons d'abord déterminé que les modifications apportées aux NENC étaient des "lois, règlements, décisions judiciaires [ou] administratives". Ensuite, nous avons déterminé que les NENC étaient "d'application générale". Enfin, nous avons déterminé que les NENC "vis[aient] la classification de produits à des fins douanières". Nous pouvons donc poursuivre notre analyse et examiner si et, dans l'affirmative, quand les modifications apportées ont été "rendu[e]s exécutoires" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Si nous faisons une détermination positive à cet égard, les seules questions non encore résolues au titre de l'article X:1 seraient de savoir si les modifications des NENC ont été "publiées dans les moindres délais" et, dans l'affirmative, si elles ont été publiées "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

iii) Question de savoir si les projets de NENC ont été "rendus exécutoires" en octobre 2006 et/ou en avril 2007

Arguments des parties

7.1038 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir que les modifications apportées aux NENC ont été "rendu[e]s exécutoires" à l'issue d'un vote au Comité du Code des douanes. Le vote a été organisé en octobre 2006 pour la première mesure en cause (la modification apportée à la NENC concernant l'exclusion de certains types de modems) et en avril 2007 pour la deuxième mesure en cause (la modification apportée à la NENC concernant l'exclusion des modules séparés dotés d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction tel qu'un disque dur ou un lecteur de DVD).[1356]

[1353] Nous croyons comprendre que les disciplines de l'article X:1 comprennent un troisième groupe, qui n'est pas en cause en l'espèce, à savoir: "[l]es accords intéressant la politique commerciale internationale et qui seraient en vigueur entre le gouvernement ou un organisme gouvernemental de toute partie contractante et le gouvernement ou un organisme gouvernemental d'une autre partie contractante ...".

[1354] Le Groupe spécial note que les Communautés européennes ne semblent pas soulever d'objections à cet égard. De fait, les Communautés européennes ont confirmé que les NENC contribuaient de façon importante à l'interprétation de la NC (voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 289).

[1355] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69.

[1356] Réponse du Taipei chinois à la question n° 156 du Groupe spécial.

7.1039 De l'avis des États-Unis et du Taipei chinois, l'expression "rendus exécutoires" exige une évaluation factuelle du point de savoir si des modifications ont été rendues "applicables".[1357] Cette évaluation devrait être effectuée indépendamment du statut juridique ou de la qualification légale de la mesure dans l'ordre juridique interne du Membre.[1358] Par conséquent, la qualification de "projet" ne change rien au fait que les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires".[1359] Le Taipei chinois souligne que "made effective" (rendus exécutoires) signifie "having an effect or result, actual, de facto, in effect" (ayant un effet ou résultat, réel, *de facto*, en fait). Par conséquent, une loi, un règlement, une décision judiciaire ou administrative d'application générale est rendu exécutoire à la date à laquelle l'autorité nationale peut commencer à l'appliquer, même si ladite autorité nationale choisit de ne pas encore l'appliquer.[1360] Le Taipei chinois fait valoir que cette interprétation est confirmée par les versions espagnole et française de l'article X:1, qui traduisent "made effective" par "haya puesto en vigor" et "rendus exécutoires", respectivement. Les États-Unis soulignent que l'article X:1 indique "made effective" (rendus exécutoires) et non "adopt" (adopter), qui est utilisé ailleurs dans le GATT de 1994. Par conséquent, ils allèguent qu'il serait incorrect de supposer que le fait que les rédacteurs ont choisi d'utiliser l'expression différente "rendus exécutoires" à l'article X:1 n'a pas d'importance.[1361] D'après eux, l'approche suivie par les Communautés européennes n'aurait pas de sens non plus dans le contexte de l'article XX g) du GATT de 1994, qui utilise également l'expression "made effective" (appliquées), puisque rien dans cette disposition n'exigerait que les mesures soient "adoptées" conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.[1362]

[1357] Réponse du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 122 et 123.

[1358] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.

[1359] Réponse des États-Unis à la question n° 155 du Groupe spécial.

[1360] Réponses des États-Unis et du Taipei chinois aux questions n° 154 à 156 du Groupe spécial et leurs observations respectives sur les réponses des Communautés européennes à ces questions; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 272 et 273. Dans sa réponse à la question n° 154 du Groupe spécial, le Taipei chinois ajoute qu'"[u]ne mesure d'application générale peut être "effective" (exécutoire) mais pas encore "enforced" (appliquée). À cet égard, les termes "rendu exécutoire" et "appliqué" suggèrent une situation en deux temps. Généralement, un Membre de l'OMC rend d'abord "exécutoire" (article X:1) une mesure d'application générale et, ensuite, il applique ladite mesure (article X:2). Cependant, en l'espèce, il n'y a pas de distinction fondamentale --- la mesure a été à la fois rendue exécutoire et appliquée avant d'être publiée, étant donné qu'elle était à la fois applicable et, de fait, appliquée par les autorités douanières des Communautés européennes". Voir aussi les observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial. Le Taipei chinois fait valoir en outre que l'interprétation des Communautés européennes selon laquelle l'article X:1 requiert une "adoption formelle" de la mesure "pourrait aboutir à une situation absurde où il serait demandé à un importateur de se conformer, par exemple, à de nouvelles orientations non publiées en matière d'évaluation, mais où il n'y aurait pas d'infraction de l'article X simplement parce que le ministre compétent n'aurait pas encore signé formellement ces orientations". Il souligne qu'une telle interprétation est précisément ce que l'article X essaie d'éviter; observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.

[1361] Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 154 à 156 du Groupe spécial. Les États-Unis font aussi référence à l'article XII:3 a) du GATT de 1994, dans lequel est utilisé le mot "adopt" (adopter) et aussi aux articles XX, XXXVI:9 et XXXVII:3 b) du GATT de 1994, dans lesquels est utilisé le mot "adoption" (adoption).

[1362] Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 154 à 156 du Groupe spécial. Les États-Unis font aussi référence à l'article XV:9 b) du GATT de 1994, dans lequel l'expression "make effective" (assurer l'application) est utilisée mais où, là encore, selon eux, cela n'aurait aucun sens de l'interpréter comme signifiant "adopted" (adoptées).

7.1040 De l'avis des États-Unis, diverses déclarations du Président du Comité du Code des douanes et des RTC publiées par les autorités douanières des États membres des CE prouvent que les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires" une fois votées au Comité du Code des douanes[1363], même avant leur adoption formelle et leur publication officielle.[1364] Les RTC, par exemple, démontreraient que les autorités douanières des CE ont utilisé les NENC comme "justification en matière de classement" pour classer certains modules séparés ayant une fonction de communication dans des codes NC passibles de droits.[1365]

7.1041 Les **Communautés européennes** répondent que "made effective" (rendus exécutoires) signifie "entered into force" (entrés en vigueur)[1366] et que – dans le droit communautaire – les modifications apportées aux NENC n'entrent en vigueur qu'après avoir été adoptées par la Commission et publiées au Journal officiel de l'UE.[1367] Elles soulignent que le Comité du Code des douanes n'"adopte" pas les mesures. Le vote au Comité du Code des douanes est simplement une "étape" de la procédure d'adoption. Selon les Communautés européennes, les "avis émis par le Comité du Code des douanes dans le cadre de la procédure de gestion ... n'ont tout simplement pas d'effet juridique sur l'interprétation et l'application de la NC".[1368] Étant donné qu'elles n'ont été "adoptées" par la Commission qu'en avril 2008, les modifications des NENC n'ont pas été "rendues exécutoires" avant cette date. C'étaient donc simplement des "actes préparatoires" auxquels, selon les Communautés européennes, l'article X:1 ne s'applique pas.[1369] Permettre que des actes "préparatoires" relèvent des disciplines de l'article X:1 signifierait que des projets de textes législatifs pourraient être contestés puisqu'ils sont "examinés dans les parlements".[1370] Une telle interprétation, d'après les allégations des Communautés européennes, prendrait le contrepied des disciplines du GATT et aboutirait à ce que les administrations des Membres de l'OMC ne puissent plus fonctionner. Cela voudrait dire que, dès l'instant qu'un Membre de l'OMC aurait établi un "acte préparatoire", il devrait aussi le publier, alors même que l'acte lui-même n'aurait pas encore été adopté.[1371] Les Communautés européennes considèrent que ce point de vue est étayé par les versions française et espagnole de l'article X:1[1372] et font valoir que le libellé général "rendus exécutoires" a été choisi pour permettre d'inclure les "décisions judiciaires" dans le champ d'application de l'article X:1.[1373]

7.1042 Examinant les déclarations du Président du Comité de Code des douanes, les Communautés européennes affirment que la déclaration faite par un "fonctionnaire de la Commission présidant" la réunion du Comité du Code des douanes "ne crée pas de droits ni d'obligations pour les États membres". Une telle déclaration "n'a aucun effet créateur de droits" tel "qu'il outrepasserait tous pouvoirs d'un fonctionnaire de la Commission agissant en qualité de Président du Comité du Code des

[1363] Réponse du Taipei chinois à la question n° 156 du Groupe spécial. Voir aussi la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.
[1364] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 473; réponse du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial.
[1365] Réponse des États-Unis à la question n° 122 du Groupe spécial.
[1366] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.
[1367] Les Communautés européennes estiment qu'une mesure ne peut "entrer en vigueur" que lorsqu'elle ne peut plus être modifiée ou retirée par les pouvoirs publics sans faire à nouveau l'objet du processus législatif ou quasi législatif; réponses des Communautés européennes aux questions n° 154 et 156 du Groupe spécial.
[1368] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 88 à 90.
[1369] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.
[1370] Réponse des Communautés européennes à la question n° 156 du Groupe spécial.
[1371] Réponses des Communautés européennes aux questions n° 155 et 156 du Groupe spécial.
[1372] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.
[1373] Réponse des Communautés européennes à la question n° 154 du Groupe spécial.

douanes (voire tous pouvoirs du Comité du Code des douanes dans son ensemble)".[1374] En conséquence, ces déclarations ne peuvent en aucun cas être interprétées comme exigeant des États membres des CE qu'ils se conforment à un projet de NENC. Selon les Communautés européennes, une telle interprétation serait manifestement illégale au titre du droit communautaire, du Traité CE et de l'article 249 dudit traité.[1375]

Examen par le Groupe spécial

7.1043 Il est demandé au Groupe spécial de déterminer si les modifications des NENC en cause ont été "rendues exécutoires" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Tout d'abord, nous examinerons le sens des termes "rendus exécutoires" figurant à l'article X:1. En deuxième lieu, nous examinerons si les modifications des NENC en cause ont été "rendues exécutoires" et cela inclura un examen des diverses déclarations faites par le Président du Comité du Code des douanes et des RTC communiquées par les États-Unis et le Taipei chinois. En troisième lieu, si nous devions conclure que les modifications des NENC ont été rendues exécutoires, nous déterminerons *quand* ces modifications ont été "rendues exécutoires". Ce dernier point est pertinent pour déterminer si les modifications des NENC ont été publiées "dans les moindres délais". Cette question sera toutefois abordée dans la section suivante.[1376]

Le sens de l'expression "rendu exécutoire"

7.1044 Nous passons maintenant à la première étape de notre analyse, qui est d'identifier le sens ordinaire de l'expression "rendu exécutoire".

7.1045 Nous notons que l'expression "rendu exécutoire" dans le contexte de l'article X:1 du GATT de 1994 n'a pas été traitée par l'Organe d'appel ni par un Groupe spécial. Toutefois, dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a estimé, dans le contexte de l'article XX g) du GATT de 1994, que le sens ordinaire de l'expression "made effective" (traduite par "appliquée" dans l'article XX g)) "lorsqu'[elle était] utilisé[e] en relation avec une mesure – acte gouvernemental ou réglementation – [pouvait] être considéré comme indiquant que ladite mesure [était] "en application", [était] "en vigueur", ou [avait] "pris effet"".[1377] Dans le contexte de l'article XX g), le sens ordinaire de l'expression "made effective" indique donc qu'une mesure est "made effective" (appliquée) lorsqu'elle est "operative" (en application) et, suivant le raisonnement de l'Organe d'appel, en application signifie soit "in force" (en vigueur), soit "come into effect" (qui a pris effet).

7.1046 L'approche suivie par l'Organe d'appel donne à penser que le sens de l'expression "rendu exécutoire" ("made effective") n'est pas limité à "officiellement entré en vigueur". À notre avis, l'expression "rendu exécutoire" vise aussi les mesures qui ont pris effet en pratique. En d'autres termes, elle peut inclure les mesures qui n'ont pas encore été formellement adoptées conformément au

[1374] Réponse des Communautés européennes à la question n° 92 du Groupe spécial (faisant valoir en outre que, si le Président avait de tels pouvoirs, il n'y aurait absolument pas besoin d'une procédure de gestion, que ce soit pour la Commission ou pour le Comité du Code des douanes).

[1375] Réponse des Communautés européennes à la question n° 92 du Groupe spécial. L'article 249 du Traité CE (qui est devenu l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne) énumère les instruments de l'UE qui sont contraignants, à savoir les "règlements", les "directives" et les "décisions".

[1376] Voir les paragraphes 7.1069 et 7.1070 ci-dessous.

[1377] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 19 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 786) (note de bas de page omise). La partie pertinente de l'article XX g) du GATT de 1994 est libellée comme suit: "... se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales".

droit interne. Cette interprétation est étayée par le sens ordinaire du terme "effective" (exécutoire) comme signifiant "actual, de facto, in effect; (of an order etc.) operative, in force" (réel, *de facto*¸ en fait; (d'une ordonnance, etc.) en application, en vigueur)[1378] et "operative" (en application) comme signifiant "[b]eing in operation or force, exerting force or influence" ([e]n application ou en vigueur, exerçant une force ou une influence).[1379] Aucune de ces définitions ne donne à penser que l'expression "rendu exécutoire" ne vise que les mesures officiellement entrées en vigueur.

7.1047 Eu égard à ce qui précède, nous considérons que limiter le sens de l'expression "rendu exécutoire" de façon à n'inclure que les mesures qui sont entrées en vigueur officiellement conformément au droit interne pourrait ouvrir la possibilité que les Membres de l'OMC n'évitent les disciplines de l'article X:1 simplement en affirmant que tel "loi, règlement, ..." n'est pas encore entré en vigueur dans le cadre du droit interne.[1380] Cela irait à l'encontre des objectifs reflétés dans la prescription énoncée à l'article X:1 en matière de régularité de la procédure et de transparence, selon laquelle les gouvernements et les commerçants doivent pouvoir prendre connaissance des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" grâce à une publication dans les moindres délais.

7.1048 En conclusion, nous sommes d'avis que l'expression "rendu exécutoire" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994 vise aussi les mesures qui ont pris effet ou sont en application en pratique et qu'elle n'est pas limitée aux mesures promulguées formellement ou "entrées en vigueur" formellement. Nous ne voyons rien qui permette d'adopter le point de vue restrictif proposé par les Communautés européennes, selon lesquelles l'expression "rendu exécutoire" dans le cadre de l'article X:1 fait référence aux mesures adoptées formellement dans le cadre de leur système interne, à savoir l'adoption par la Commission.[1381] Cela étant, dans le cas où la mesure pertinente a été "rendue exécutoire", il y aura prescription imposant la publication dans les moindres délais, indépendamment de l'adoption formelle de ladite mesure ou du point de savoir si elle reste un "projet" de mesure dans l'ordre juridique interne du Membre.

Question de savoir si les modifications des NENC ont été rendues exécutoires avant leur adoption par la Commission

7.1049 Nous passons maintenant à l'examen de la principale question dans le cadre de la présente section, à savoir si les modifications des NENC ont été rendues exécutoires *avant* leur adoption par la Commission. Les plaignants font valoir que les modifications des NENC ont été rendues exécutoires à l'issue d'un vote au Comité du Code des douanes; les Communautés européennes font valoir que les modifications des NENC n'ont pas été rendues exécutoires avant leur adoption par la Commission. Nous devons donc examiner si les mesures ont été rendues exécutoires à un moment quelconque entre leur vote au Comité du Code des douanes et leur adoption par la Commission.

7.1050 Nous rappelons que les plaignants se sont appuyés sur diverses déclarations faites par le Président du Comité du Code des douanes ("les déclarations du Président") au cours des 413ème, 432ème et 433ème réunions du comité, ainsi que sur les RTC délivrés par les autorités douanières de certains États membres des CE. Ils font valoir que ces éléments de preuve prouvent que les modifications des NENC ont été rendues exécutoires à l'issue d'un vote au Comité du Code des

[1378] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 794.
[1379] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2006.
[1380] C'est aussi la raison pour laquelle la façon dont un Membre qualifie ses propres mesures dans le droit interne, même si elle est utile, ne peut pas déterminer la qualification de ces mesures dans le cadre du droit de l'OMC (voir plus haut la note de bas de page).
[1381] Sur la question de savoir si les mesures ont été adoptées à l'issue d'un vote au Comité du Code des douanes, nous notons que l'organe des CE qui adopte formellement les projets de NENC est la Commission, et non pas le Comité du Code des douanes.

douanes parce qu'ils indiquent "que les autorités douanières des États membres des CE devaient appliquer" les modifications apportées aux NENC "une fois que le Comité du Code des douanes communautaire avait émis un avis", même avant leur adoption formelle et leur publication officielle.[1382] Nous rappelons en outre que la première mesure avait été communiquée pour avis au Comité du Code des douanes en octobre 2006. L'avis avait été favorable. La deuxième mesure en cause avait été communiquée pour avis au Comité du Code des douanes en avril 2007. L'avis avait été ce qu'on appelle une "absence d'avis", c'est-à-dire qu'il n'y avait pas eu de majorité qualifiée en faveur du projet (avis favorable) ou contre le projet (avis défavorable).

7.1051 Pour analyser ces éléments de preuve, nous examinerons d'abord les déclarations du Président, afin de déterminer si elles étayent les arguments des plaignants: après quoi, nous passerons aux RTC.

7.1052 Nous commençons par une description des déclarations du Président telles qu'elles sont reflétées dans les comptes rendus des réunions correspondantes. Le compte rendu de la 413ème réunion du Comité du Code des douanes, qui s'est tenue en janvier 2007, fait référence à une discussion sur l'incidence d'une NENC concernant les modules séparés qui avait déjà fait l'objet d'un vote au Comité du Code des douanes mais n'était pas encore "publiée". En particulier, la déclaration du Président était libellée comme suit:

> "Délivrance de RTC: certains États membres ont posé la question suivante: "Quelle est la situation en ce qui concerne la délivrance des RTC si la mesure a déjà fait l'objet d'un vote mais n'est toujours pas publiée (par exemple les NENC concernant les modules séparés) ou si la mesure a fait l'objet d'un vote mais qu'il n'y a pas eu de majorité qualifiée (par exemple les NENC concernant les véhicules à double usage)?" Le Président a indiqué que les États membres suivraient les Lignes directrices sur les RTC (point 11 (pages 18 et 19)). L'examen détaillé de cette question ferait l'objet d'une réunion du secteur des RTC."[1383]

7.1053 Le point 11 des "Lignes directrices sur les RTC"[1384] est libellé comme suit:

> "11. Invalidation des RTC (*ex nunc*)
>
> Un RTC cesse d'être valable:
>
> - Lorsqu'une mesure juridique, par exemple un règlement, est adoptée par la Communauté. Par souci de cohérence et d'uniformité dans l'application du tarif douanier commun, "les États membres ne devraient pas délivrer de nouveaux RTC qui contredisent une mesure juridique qui a été votée au Comité du Code des douanes, même si cette mesure n'est pas encore publiée".
>
> - Lorsque le RTC n'est plus compatible avec l'interprétation de l'une des nomenclatures douanières, par exemple à la suite de modifications des notes

[1382] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 121; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 473; réponse du Taipei chinois à la question n° 156 du Groupe spécial, paragraphes 122 et 123.

[1383] Comité du Code des douanes (413ème réunion) (pièces US-75; TPKM-57); voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116, et la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 61 et 373. Le Groupe spécial note que les plaignants n'ont communiqué aucun document concernant une éventuelle discussion au Comité du Code des douanes, secteur des RTC.

[1384] Lignes directrices sur les renseignements tarifaires contraignants (pièces US-18; TPKM-85).

> explicatives de la NC, d'un jugement de la Cour européenne de justice ou, au niveau international, d'un avis concernant le classement dans le SH ou de modifications apportées aux notes explicatives du SH." (non souligné dans l'original)

7.1054 Dans le compte rendu de la 432ème réunion du Comité du Code des douanes, qui a eu lieu en octobre 2007, il est également fait référence aux NENC concernant les modules séparés, comme suit:

> "Modules séparés: certains États membres ont soulevé la question de la publication des notes explicatives de la NC en expliquant les difficultés qu'ils rencontraient en pratique. Le Président a fait savoir qu'il était prévu que la publication des notes explicatives de la NC soit accompagnée de l'introduction de la suspension des droits autonomes frappant ces produits. Cependant, la Direction générale Fiscalité et Union douanière (TAXUD) avait connaissance de l'opposition d'un certain nombre d'États membres à une suspension des droits autonomes. Le Président a rappelé aux États membres de ne pas publier de RTC contradictoires et de suivre le texte qui avait été convenu et publié en annexe du rapport de la réunion correspondante."[1385]

7.1055 Le compte rendu de la 433ème réunion du Comité du Code des douanes, qui s'est tenue en octobre 2007, indique, dans la partie pertinente, ce qui suit:

> "Utilisation des déclarations figurant dans les comptes rendus du Comité et application des mesures votées avant leur publication (document TAXUD/0716/2007)
>
> Le Président a présenté le document de travail et a invité les États membres à réfléchir au choix d'un instrument approprié pour assurer un classement tarifaire uniforme dans l'UE. Il a souligné que l'adoption de règlements de classement ou de notes explicatives devrait être limitée aux cas dans lesquels ceux-ci constituaient le seul moyen d'assurer une application uniforme. La nécessité de révoquer les RTC contradictoires n'était pas une raison suffisante pour adopter un règlement de classement. Le Président a recommandé, au lieu de cela, d'utiliser davantage les déclarations figurant dans les rapports des réunions du Comité.
>
> Plusieurs États membres ont appuyé l'utilisation des déclarations comme moyen d'assurer une prise de décisions rapide. Un État membre a souligné qu'il était important qu'il y ait des descriptions de produits détaillées dans ces déclarations. Les avis étaient divisés sur la question de savoir s'il fallait l'unanimité ou une majorité qualifiée pour adopter une déclaration. Les déclarations n'ayant pas valeur juridiquement contraignante, il a été souligné qu'un règlement de classement pourrait toujours être adopté si le caractère juridiquement contraignant était requis par la suite. Il a été suggéré de développer une base de données énumérant toutes les déclarations qui devaient être appliquées par les administrations douanières. Un État membre a suggéré d'ajouter au modèle des communications un nouvel encadré dans lequel le résultat des discussions au Comité pourrait être indiqué.
>
> Le Président a rappelé aussi que dès que le Comité avait donné un avis sur le classement d'un type spécifique de produit, aucun renseignement tarifaire contraignant allant à l'encontre de cet avis ne devrait être délivré et … cet avis devrait

[1385] Comité du Code des douanes (432ème réunion) (pièce TPKM-58).

> être respecté par tous les États membres. Il découlait de ce qui précède que dès qu'un avis avait fait l'objet d'un vote, les États membres pouvaient délivrer des renseignements tarifaires contraignants pour les produits concernés, avant même que la mesure n'ait été adoptée par la Commission et publiée au Journal officiel."[1386]

7.1056 Nous passons maintenant à la détermination du point de savoir si les déclarations du Président étayent l'affirmation selon laquelle les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires" avant leur adoption formelle.

7.1057 La première déclaration du Président a été formulée au cours de la 413ème réunion, qui s'est tenue en janvier 2007 (c'est-à-dire après le vote d'octobre 2006 mais avant le vote d'avril 2007). Nous pensons comme les Communautés européennes que cette première déclaration n'étaye pas le point de vue selon lequel les États membres des CE recevaient par cette déclaration instruction de mettre leur pratique en matière de classement en conformité avec les modifications des NENC en cause une fois celles-ci votées au Comité du Code des douanes. Dans cette déclaration, le Président indiquait simplement que les États membres des CE devraient suivre le point 11 des Lignes directrices sur les renseignements tarifaires contraignants. Selon les plaignants, le point 11 desdites lignes directrices indique clairement qu'un projet de NENC qui a fait l'objet d'un vote du Comité du Code des douanes devrait être suivi par les États membres, même s'il n'est pas encore publié au Journal officiel de l'UE.[1387] Le Groupe spécial n'est pas d'accord. Le point 11, cité ci-dessus au paragraphe 7.1053, doit être considéré dans son ensemble, et il est constitué de deux alinéas. Les plaignants font référence au premier alinéa. Il est vrai que celui-ci dispose qu'une "mesure juridique" devrait être suivie une fois votée au Comité du Code des douanes, même si elle n'est pas encore publiée au Journal officiel de l'UE. Toutefois, ce premier alinéa traite des relations existant entre les RTC et les *règlements*, ce qui n'était pas le contexte dans lequel la première déclaration du Président a été formulée. Au lieu de cela, la déclaration concernait les relations existant entre les RTC et les NENC, question expressément traitée au deuxième alinéa. Le deuxième alinéa fait référence à l'invalidation des RTC en raison d'une incompatibilité avec "l'interprétation de l'une des nomenclatures douanières, par exemple à la suite de modifications des notes explicatives de la NC". Il est par conséquent plus plausible que le Président était en train d'engager les États membres des CE à suivre le point 11, deuxième alinéa.[1388] Pour les raisons qui viennent d'être exposées, nous ne trouvons pas dans cette première constatation de justifications suffisantes pour conclure que les modifications des NENC en question devraient être suivies dès qu'elles ont fait l'objet d'un vote au Comité du Code des douanes.

7.1058 Nous passons maintenant à la deuxième déclaration du Président utilisée par les plaignants. Cette deuxième déclaration a été formulée au cours de la 432ème réunion du Comité du Code des douanes, qui s'est tenue en octobre 2007.[1389] Comme la première, la deuxième déclaration fait explicitement référence aux notes explicatives pour les modules séparés, rappelant aux "États membres des CE de ne pas publier de RTC contradictoires et de suivre le texte qui avait été convenu et était publié en annexe du rapport de la réunion correspondante". La déclaration a été faite après les votes d'octobre 2006 et d'avril 2007. Elle vise clairement la première modification en cause des NENC, qui avait été "convenue" par un avis favorable et était publiée en annexe du rapport de la

---

[1386] Comité du Code des douanes (433ème réunion) (pièces US-20; TPKM-17). Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 61; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 64 et 264.

[1387] Voir le paragraphe 7.1050 ci-dessous.

[1388] Le Taipei chinois reconnaît lui-même que le point 11, *premier* alinéa "faisait initialement référence aux règlements de classement" mais allègue qu'"il s'applique également aux notes explicatives de la NC", voir la réponse du Taipei chinois à la question n° 122 du Groupe spécial, paragraphe 53.

[1389] Voir le paragraphe 7.1054 ci-dessus.

407ème réunion du Comité du Code des douanes. Quant à la deuxième modification des NENC en cause, nous considérons qu'elle aussi est incluse dans les remarques du Président. Même si cette déclaration mentionne "le texte *qui avait été convenu*" (pas d'italique dans l'original), le fait que pour la deuxième modification des NENC, il y avait eu "absence d'avis", par opposition à un avis favorable, ne fait pas, à notre avis, sortir cette mesure du champ d'application des indications données par le Président. De fait, les Communautés européennes elles-mêmes ont expliqué qu'un "avis favorable" et une "absence d'avis" indiquaient l'un et l'autre que le texte communiqué serait adopté par la Commission.[1390] Une "absence d'avis" signifie aussi qu'il n'y avait pas de majorité qualifiée contre la modification, c'est-à-dire permettant d'émettre un avis "non favorable". À ce titre, nous pensons que "le texte qui avait été convenu" vise les deux mesures en cause. De plus, nous notons que le texte de la deuxième modification des NENC était également "publié en annexe du rapport de la réunion correspondante", à savoir l'annexe du rapport de la 420ème réunion.

7.1059 Eu égard à notre analyse, nous sommes d'avis que cette deuxième déclaration du Président, qui se rapporte expressément aux NENC pour les modules séparés, donnait instruction aux autorités douanières des États membres des CE "de suivre" les mesures en cause une fois celles-ci votées mais avant qu'elles n'aient été formellement adoptées par la Commission et officiellement publiées au Journal officiel de l'UE. Cette déclaration adressait un message sans ambiguïté aux États membres des CE, à savoir qu'un fonctionnaire des CE, agissant en sa qualité de Président du Comité du Code des douanes, donnait instruction aux États membres des CE "de suivre" les mesures en cause une fois celles-ci votées au Comité du Code des douanes, mais avant qu'elles n'aient été officiellement publiées au Journal officiel de l'UE.[1391] L'incidence de cette déclaration, conjuguée au vote au Comité du Code des douanes, doit être examinée pour déterminer si, dans les circonstances particulières de l'espèce, les mesures ont été effectivement rendues exécutoires. Nous reviendrons sur ce point ci-dessous.

7.1060 Nous passons maintenant à la troisième et dernière déclaration du Président utilisée par les États-Unis et le Taipei chinois formulée au cours de la 433ème réunion du Comité du Code des douanes, qui a eu lieu en octobre 2007 (c'est-à-dire après le vote d'octobre 2006 et celui d'avril 2007).[1392] Cette déclaration diffère des deux précédentes en ce sens qu'elle ne fait pas explicitement référence aux NENC pour les modules séparés. Comme l'indique son intitulé, elle se rapporte à l'"application des mesures votées après leur publication". En la lisant isolément, nous ne

---

[1390] Dans le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, les Communautés européennes ont indiqué en effet ce qui suit:

> "Le Comité du Code des douanes est un comité de représentants des États membres chargé de surveiller l'adoption par la Commission européenne de la législation secondaire (dérivée) détaillée (système connu sous l'appellation de "comitologie"). Il est demandé au Comité de voter pour ou contre telle ou telle proposition. Le Comité ne peut émettre son avis, positif ou négatif, qu'à la majorité qualifiée (pour la majorité nécessaire, voir l'article 205 du Traité CE). S'il adopte un avis positif, ou s'il ne parvient pas à émettre un avis, la proposition sera adoptée. Ce n'est que dans le cas où son avis est négatif que l'affaire sera examinée par le Conseil de l'Union européenne […]." (pas de souligné dans l'original, réponse des Communautés européennes à la question n° 55 du Groupe spécial).

[1391] Nous notons aussi, dans la déclaration, que le "Président a *rappelé* aux États membres de ne pas publier de RTC contradictoires et de suivre le texte qui avait été convenu et publié en annexe du rapport de la réunion correspondante". (pas d'italique dans l'original) Cela nous indique que cette déclaration n'était pas formulée isolément et qu'elle était cohérente par rapport à de précédentes déclarations ou discussions au Comité du Code des douanes.

[1392] Voir le paragraphe 7.1055 ci-dessus.

voyons pas bien si la phrase clé du troisième paragraphe – "un avis sur le classement d'un type spécifique de produit" – fait référence à un avis émis par le Comité du Code des douanes lorsqu'il évalue une proposition de *modification de NENC* ou si elle fait référence à un avis concernant un projet de *règlement de classement.* Dans ces circonstances, nous procéderons à une analyse du libellé des trois paragraphes de cette déclaration.

7.1061 Nous commençons par noter qu'au premier paragraphe de la troisième déclaration, le Président recommande d'utiliser davantage les déclarations, par opposition aux règlements de classement et aux notes explicatives. Ensuite, au deuxième paragraphe de la déclaration, il est fait référence au fait que divers États membres des CE ont soutenu l'utilisation des déclarations plutôt que des règlements et des notes explicatives comme moyen d'assurer une prise de décision rapide. Étant donné que ces déclarations ne sont pas juridiquement contraignantes, la troisième déclaration précisait aussi que si un instrument juridiquement contraignant était nécessaire, un règlement de classement resterait toujours possible. Partant, le deuxième paragraphe ne semble pas traiter des NENC. Enfin, le troisième paragraphe, le plus pertinent de la déclaration, est libellé comme suit:

> "Le Président a rappelé aussi que dès que le Comité avait donné un avis sur le classement d'un type spécifique de produit, aucun renseignement tarifaire contraignant allant à l'encontre de cet avis ne devrait être délivré et … cet avis devrait être respecté par tous les États Membres. Il découlait de ce qui précède que dès qu'un avis avait fait l'objet d'un vote, les États Membres pouvaient délivrer des renseignements tarifaires contraignants pour les produits concernés, avant même que la mesure n'ait été adoptée par la Commission et publiée au Journal officiel."[1393]

7.1062 Le troisième paragraphe de la troisième déclaration semble faire référence à un avis émis au sujet d'un règlement de classement, et non pas d'une NENC. Alors que les règlements de classement concernent "le classement d'un type spécifique de produit", les notes explicatives ont un caractère plus général et concernent les produits relevant d'une (sous)-position spécifique de la NC. La référence à une "mesure" dans la dernière phrase de ce troisième paragraphe ne clarifie pas la question, puisque les Communautés européennes appellent parfois les NENC des "mesures".[1394] De plus, en faisant référence à des règlements de classement, entre autres choses dans les Lignes directrices sur les renseignements tarifaires contraignants, la Commission a mentionné des "mesures juridiques".[1395] En outre, les règlements de classement et les NENC sont les uns et les autres adoptés par la Commission et publiés au Journal officiel de l'UE.[1396]

7.1063 Même si les Communautés européennes font valoir qu'il ne faudrait attribuer aucune valeur juridique à ces trois déclarations du Président, nous considérons que, quelle que soit l'autorité juridique formelle qui puisse leur être attribuée, les déclarations – en particulier la deuxième – pourraient être pertinentes pour déterminer si les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires" au sens de l'article X:1. À cet égard, nous notons que le Président du Comité du Code des douanes est un représentant de la Commission dont il peut être présumé que les instructions sur

---

[1393] Voir le paragraphe 7.1055 ci-dessus.

[1394] C'est le cas, par exemple, à l'article 12 5) a), dernier paragraphe, du Code des douanes communautaire qui, faisant référence entre autres choses à la validation de RTC en raison d'une NENC, est libellé comme suit: "[l]a date à laquelle le renseignement contraignant cesse d'être valable pour les cas visés aux points i) et ii) est la date de publication desdites *mesures* (...)" (pas d'italique dans l'original) (pièces US-19; TPKM-16).

[1395] Voir le paragraphe 7.1054 ci-dessus.

[1396] Là encore, comme dans la deuxième déclaration, le Président "a rappelé" aux États membres des CE l'importance du vote au Comité du Code des douanes. À notre avis, l'utilisation des termes "a rappelé" donne à penser qu'il ne s'agissait pas d'une déclaration isolée.

ces questions ont du poids et peuvent amener les États membres des CE à les suivre. Nous notons aussi que dans le cadre de la procédure de comitologie, il est permis aux États membres des CE de formuler des commentaires en cas de désaccord avec les déclarations du Président.[1397] Toutefois, rien n'indique que les États membres des CE aient été en désaccord avec la déclaration du Président sur ce point.

7.1064 Nous passons maintenant aux RTC, également communiqués par les États-Unis et le Taipei chinois comme éléments de preuve pour établir que les modifications des NENC en cause ont été suivies après le vote au Comité du Code des douanes. Nous traiterons ces RTC en détail ultérieurement en examinant si les modifications des NENC ont été appliquées avant leur publication officielle dans le contexte de l'allégation au titre de l'article X:2.[1398] Aux fins de notre analyse en cours, toutefois, nous mettons en évidence quatre RTC particuliers. Ces quatre RTC font explicitement référence aux mesures en cause. En outre, ils ont été publiés *après* le vote au Comité du Code des douanes mais *avant* que les modifications des NENC n'aient été publiées au Journal officiel de l'UE. Ces RTC sont les suivants:

1) FR-E4-2007-002839R1 (France, 11 juillet 2007);

2) FR-E4-2007-001251 (France, 11 juillet 2007);

3) FR-E4-2007-00261 (France, 11 juillet 2007); et

4) CZ05-0187-2008 (République tchèque, 23 avril 2008).[1399]

7.1065 Nous soulignons que nous ne considérons pas que pour établir qu'une mesure a été "rendue exécutoire", il faille nécessairement la preuve que la mesure en cause a été effectivement appliquée. Toutefois, nous considérons que les RTC peuvent néanmoins servir à indiquer que les modifications des NENC ont été rendues exécutoires, au sens où cette expression est utilisée à l'article X:1 du GATT de 1994. En outre, les RTC communiqués par les plaignants indiquent que, dans un certain nombre de cas, certains États membres des CE ont effectivement utilisé les mesures en cause pour prendre des décisions en matière de classement, avant l'adoption formelle de ces mesures par les Communautés européennes.

7.1066 Pour toutes les raisons qui précèdent, nous considérons que les différents éléments examinés ci-dessus – les votes du Comité du Code des douanes; la déclaration du Président à la 432ème réunion et certains RTC délivrés par les États membres des CE qui font explicitement référence aux mesures en cause – forment une constellation particulière de faits particuliers à l'espèce, qui étaye la position

[1397] Nous notons que les États membres des CE n'ont pas formulé d'observations concernant les comptes rendus de ces réunions. Le deuxième paragraphe de l'article 12 1) du Règlement intérieur du Comité du Code des douanes dispose que "[les membres du comité] informent le Président, par écrit, de leurs observations éventuelles. Le comité en est informé; en cas de désaccord, la modification proposée fait l'objet d'une discussion au sein du comité. Si le désaccord subsiste, cette modification est annexée au compte rendu" (pièces US-19; TPKM-16).

[1398] Voir les paragraphes 7.1128 et suivants.

[1399] Les trois RTC français mentionnent sous "Classification justification" (justification du classement): "[...] Décision du Comité des douanes lors de la 420ème session des 18, 19 et 20 avril 2007", alors que le RTC tchèque mentionne "[e]xplanations for CN re subheading 8528 71 13" (Explications concernant la sous-position 8528 71 13 de la NC). (Voir la pièce US-28: les RTC français initiaux indiquent "Décision du Comité des douanes lors de la 420ème session des 18, 19 et 20 avril 2007". Les deux plaignants ont communiqué une traduction du RTC tchèque qui n'a pas été contestée par les Communautés européennes.)

des deux plaignants selon laquelle les projets de NENC ont été rendus exécutoires, au sens qui est donné à cette expression à l'article X:1 du GATT de 1994.

7.1067 À ce stade, nous soulignons le caractère particulier des faits portés à notre connaissance. Ils sont particuliers en ce sens qu'à la lumière des communications dont nous sommes saisis, il apparaît qu'ils s'écartent du droit et de la pratique communautaires habituels. Les Communautés européennes ont insisté tout au long de leurs communications sur le fait qu'un vote au Comité du Code des douanes concernant une mesure ne devrait pas avoir les conséquences avancées par les deux plaignants. C'est-à-dire qu'un vote ne devrait pas avoir été utilisé pour fonder des décisions de classement avant l'adoption formelle et que, dans la mesure où le Président du Comité du Code des douanes a émis des avis contraires, de telles déclarations du Président ne seraient pas compatibles avec le droit communautaire. Selon les Communautés européennes, un vote au Comité du Code des douanes est une étape du processus "législatif" et ne devrait pas être considéré comme quelque chose de plus que cela; une mesure devrait prendre effet seulement une fois le processus "législatif" finalisé. Dans le cadre du droit communautaire, les Communautés européennes indiquent que ce processus législatif est finalisé une fois la mesure adoptée et publiée au Journal officiel de l'UE, et non pas quand elle est simplement un acte "préparatoire".

7.1068 À cet égard, le Groupe spécial souligne qu'il n'a formulé aucune constatation concernant le statut général et l'effet général d'un vote au Comité du Code des douanes dans le droit communautaire: il n'a pas non plus formulé de recommandation indiquant qu'un tel vote signifiera dans tous les cas qu'une mesure a été "rendue exécutoire". De fait, le Groupe spécial considère que, dans les circonstances particulières de l'espèce, l'effet cumulatif des votes au Comité du Code des douanes, des RTC pertinents et de la deuxième déclaration du Président est tel que les mesures en cause ont été "rendues exécutoires" au sens de l'article X:1 du GATT de 1994.

Quand les modifications des NENC ont-elles été rendues exécutoires?

7.1069 Ayant déterminé que les modifications des NENC avaient été "rendues exécutoires", nous devons maintenant déterminer *quand* les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires". Cela nous donnera le "point de référence" nécessaire pour déterminer, dans la prochaine section, si les NENC ont été publiées "dans les moindres délais" une fois "rendues exécutoires". Jusqu'à présent, nous avons déterminé que les modifications des NENC avaient été rendues exécutoires avant leur adoption par la Commission et avant leur publication. Nous notons que les votes au Comité du Code des douanes ont eu lieu en octobre 2006 et avril 2007; que la deuxième déclaration du Président est datée d'octobre 2007; et que certains des RTC pertinents ont été publiés en juillet 2007. Compte tenu de ces facteurs, nous concluons que les modifications des NENC ont été rendues exécutoires au plus tard au moment de la déclaration d'octobre 2007 du Président. Nous soulignons que nous arrivons à cette conclusion sur la base des circonstances particulières de l'espèce prises dans leur ensemble, à savoir les votes au sujet des modifications des NENC au Comité du Code des douanes; la déclaration du Président et les RTC citant les modifications des NENC comme étant une "justification du classement". L'effet cumulatif de ces facteurs nous amène à la conclusion que les mesures ont été rendues exécutoires en octobre 2007 au plus tard.

7.1070 Partant, nous allons maintenant examiner la question de savoir si les mesures en cause ont été publiées "dans les moindres délais" et "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

iv) Question de savoir si les mesures en cause ont été publiées "dans les moindres délais"

Arguments des parties

7.1071 Les **États-Unis** font valoir que les modifications des NENC n'ont pas été publiées "dans les moindres délais" comme l'exigeait l'article X:1 du GATT de 1994. Ils estiment que "dans les moindres délais" signifie "fait ... sans retard".[1400] Ils font référence au Groupe spécial du GATT dans l'affaire *CEE – Pommes (États-Unis)* dans laquelle l'existence d'une violation avait été constatée parce que les Communautés européennes n'avaient publié leur mesure que deux mois après sa mise en vigueur.[1401] S'agissant du présent différend, ils font remarquer que les mesures en cause ont été approuvées par le Comité du Code des douanes en octobre 2006 et avril 2007, mais qu'elles "n'ont figuré dans le journal officiel des CE que plus d'un an après l'approbation, ce qui fait qu'il était quasiment impossible pour les sociétés affectées et les autres Membres d'avoir un accès raisonnable auxdites mesures".[1402] Par voie de conséquence, ils estiment que la publication des mesures, en fin de compte, au Journal officiel des CE ne constitue pas une publication dans les moindres délais. Le **Taipei chinois** avance une interprétation semblable de l'expression "dans les moindres délais" telle qu'elle est utilisée à l'article X:1 et fait valoir qu'"étant donné que les projets de NENC relatifs aux modules séparés ayant une fonction de communication et munis d'un disque dur ont été "rendus exécutoires" en avril 2007, on ne peut pas considérer que leur publication effectuée en mai 2008 a été faite "dans les moindres délais" ou "sans retard"".[1403]

7.1072 Les **Communautés européennes**, toutefois, font valoir que la modification des NENC n'a été adoptée par la Commission qu'à la fin d'avril 2008 et qu'elle a été publiée le 7 mai 2008, "dans les moindres délais".[1404] À titre subsidiaire, elles notent que même si les mesures en cause avaient été rendues exécutoires après le vote au Comité du Code des douanes – ce qu'elles contestent énergiquement –, les modifications des NENC en cause ont été "publiées dans les moindres délais sur le site Web de comitologie".[1405] En particulier, elles font valoir que les mesures en cause ont été publiées en annexe des comptes rendus des 407ème et 420ème réunions du Comité du Code des douanes et que "[c]es rapports sont mis à disposition sur le site Web de comitologie généralement dans un délai de trois semaines après la réunion".[1406]

Examen par le Groupe spécial

7.1073 Le Groupe spécial ayant établi que les mesures en cause avaient été "rendues exécutoires" au plus tard en octobre 2007, il lui est d'abord demandé d'examiner si les mesures en cause ont été publiées dans les moindres délais au sens de l'article X:1 du GATT de 1994. Si nous répondons à cette question par l'affirmative, nous examinerons le point de savoir si la publication dans les moindres délais des modifications des NENC a été faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

7.1074 Nous commençons par rappeler qu'aux termes de l'article X:1 du GATT de 1994, les "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives, rendus exécutoires par une partie contractante, qui

[1400] Réponse des États-Unis à la question n° 159 du Groupe spécial.
[1401] Réponse des États-Unis à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 81.
[1402] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 112 et 116; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 120.
[1403] Réponse du Taipei chinois à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 132.
[1404] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 308.
[1405] Observations des Communautés européennes sur les réponses des deux plaignants à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 196.
[1406] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 299.

visent la classification … de produits à des fins douanières seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". L'article ne précise pas, toutefois, ce que l'expression "dans les moindres délais" signifie, c'est-à-dire le laps de temps qui est admissible *entre* le moment où cette mesure est "rendue exécutoire" et celui où elle est "publiée". À cet égard, nous notons que l'adverbe "promptly" (dans les moindres délais) est défini comme suit: "[i]n a prompt manner; readily, quickly; at once, without delay; directly, forthwith, there and then" (avec promptitude; avec empressement, vite; tout de suite, sans tarder; directement, incontinent, sur-le-champ).[1407] Le mot "prompt" (prompt), en tant qu'adjectif, signifie, entre autres choses, "2. a. Ready in action; quick to act when occasion arises; acting with alacrity, or without undue delay; ready and willing; quick *to* do something" (empressé dans l'action; prompt à agir lorsque l'occasion s'en présente; qui agit avec célérité ou sans retard indu; empressé et de bonne volonté; rapide pour *faire* quelque chose).[1408] À notre avis, le sens du terme "prompt" n'est pas une notion absolue, c'est-à-dire un délai préétabli applicable dans tous les cas.[1409] De fait, une évaluation de la question de savoir si une mesure a été publiée "dans les moindres délais", c'est-à-dire "vite" et "sans retard indu", requiert nécessairement une évaluation au cas par cas.[1410] En conséquence, nous examinerons le laps de temps écoulé entre le moment où les modifications des NENC ont été "rendues exécutoires" et celui où elles ont été "publiées" et nous examinerons si cela est rapide, dans les moindres délais, eu égard aux faits de l'espèce.

7.1075 Les Communautés européennes ont donné à entendre que les mesures en cause avaient été publiées deux fois, à savoir au Journal officiel de l'UE et sur le site Web de comitologie. Nous notons que le texte des mesures apparaît effectivement à la fois dans le Journal officiel de l'UE et sur le site Web de comitologie (plus particulièrement en annexe des comptes rendus des 407ème et 420ème réunions du Comité du Code des douanes). Par conséquent, nous examinerons chacune de ces voies en nous posant la question de savoir si cette publication a été faite "dans les moindres délais" par rapport à octobre 2007 (notre "point de référence"). Ce n'est que si l'une au moins de ces publications est considérée comme ayant été faite "dans les moindres délais" que nous passerons à l'étape suivante de notre analyse et déterminerons si la publication dans les moindres délais a été effectuée "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". En effet, la prescription imposant de publier dans les moindres délais et la prescription relative à la manière dont la publication doit être publiée (c'est-à-dire de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance) sont des prescriptions cumulatives dans l'article X:1.

7.1076 Nous commençons par la publication au Journal officiel de l'UE. Les modifications des NENC ont été publiées au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008, alors qu'elles ont été "rendues exécutoires" au plus tard en octobre 2007. Par conséquent, les modifications des NENC ont été publiées au Journal officiel de l'UE au moins huit mois après avoir été rendues exécutoires. Dans les circonstances de l'espèce et compte tenu de la nature des mesures en cause, nous considérons qu'une

[1407] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2366.

[1408] *The Shorter Oxford Dictionary* (2003), page 2376. Le terme anglais "prompt" est aussi défini comme signifiant "to move to action" (passer à l'action), voir Merriam-Webster Online Dictionary. Recherche du 4 décembre 2009, à l'adresse suivante: http://www.merriam-Webster.com/dictionary/prompt.

[1409] Dans l'affaire *CEE – Pommes (États-Unis)*, paragraphe 5.21, le Groupe spécial du GATT a constaté que "[l'article X:1] ne faisait référence à aucun délai particulier entre la publication et l'entrée en vigueur".

[1410] Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a utilisé une approche similaire lorsqu'il a examiné le sens du terme "immediately" (immédiatement) en ce qui concerne l'obligation faite aux Membres à l'article 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes de "notifier immédiatement" au Comité des sauvegardes certaines mesures qu'ils peuvent prendre. L'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial selon lequel le sens ordinaire de ce terme "[dénotait] une certaine urgence", ajoutant toutefois que le degré d'urgence ou d'immédiateté prescrit "dépend[ait] d'une évaluation au cas par cas". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 105)

publication au bout de huit mois ne satisfait pas à la prescription imposant de publier "dans les moindres délais". Un nombre considérable de commerçants et de secteurs peuvent être affectés durant une période de huit mois. Nous faisons aussi observer que la publication le 7 mai 2008 est intervenue peu après l'adoption par la Commission à la fin d'avril 2008 et que les comptes rendus des réunions du Comité du Code des douanes peuvent être consultés sur le site Web de comitologie "généralement dans un délai de trois semaines après la réunion".[1411] Cela donne à penser que ces renseignements devraient être publiés en l'espace d'un certain nombre de semaines et non de mois, et que telle est la pratique "habituelle" des Communautés européennes. Dans les circonstances de l'espèce, nous ne sommes pas convaincus, et les Communautés européennes n'ont pas non plus fourni d'élément étayant leur affirmation contraire[1412], que la publication des modifications des NENC huit mois après les avoir rendues exécutoires puisse être considérée comme étant "dans les moindres délais" au regard de l'article X:1. Partant, nous constatons que la publication des modifications des NENC au Journal officiel de l'UE n'a *pas* été faite dans les moindres délais. Eu égard à cette constatation, nous n'avons pas besoin d'examiner si la publication au Journal officiel de l'UE a été faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

7.1077 Nous passons maintenant à la publication des modifications des NENC sur le site Web de comitologie en tant qu'annexes des comptes rendus des réunions correspondantes du Comité du Code des douanes. Nous ne voyons pas bien si ces comptes rendus ont été affichés sur le site Web de comitologie. Nous notons que le compte rendu de la 407ème réunion qui s'est tenue du 18 au 20 octobre 2006 est daté du "19 décembre 2006" (date du rapport) et que le compte rendu de la 420ème réunion qui s'est tenue du 18 au 20 avril 2007 est daté du "31 mai 2007" (date du rapport). Nous examinerons donc si la publication a été faite dans les moindres délais sur la base des dates du 19 décembre 2006 et du 31 mai 2007. Dès le départ, nous notons que ces dates *précèdent* la date que nous avons considérée comme étant la date la plus tardive à compter de laquelle les modifications apportées au NENC ont été rendues exécutoires (octobre 2007). Il est clair qu'une publication avant la date à laquelle la mesure a été rendue exécutoire satisfait à la prescription imposant de publier "dans les moindres délais" et que, partant, la mesure a été publiée dans les moindres délais. Ayant constaté que la publication de la modification des NENC sur le site Web de comitologie avait été faite dans les moindres délais, nous devons maintenant déterminer si la publication de la modification des NENC sur le site Web de comitologie satisfait à la prescription à l'article X:1 imposant une publication "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

v) Question de savoir si les mesures en cause ont été publiées "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance"

Arguments des parties

7.1078 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** considèrent que la publication au Journal officiel de l'UE n'a pas été faite dans les moindres délais et font valoir que l'application des mesures en cause sur le site Web de comitologie ne remplit pas le critère de la publication prescrit par l'article X:1 du GATT de 1994. Selon le **Taipei chinois**, pour évaluer si une publication a été faite de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance, "il est nécessaire de se mettre au niveau du nouvel arrivant qui souhaite entrer sur un nouveau marché, et non pas au niveau de l'initié expérimenté qui peut, par ses contacts et ses connaissances spécialisées, obtenir des renseignements

[1411] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 299.

[1412] Les Communautés européennes se sont bornées à dire qu'"il [était] incorrect d'un point de vue factuel et juridique de dire que les NENC [avaient] été publiées plus d'un an après leur adoption" puisque, selon elles, la modification des NENC n'est devenue exécutoire qu'après adoption par la Commission (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 307).

qu'il est par ailleurs difficile d'obtenir". Le Taipei chinois estime que, lorsque l'on applique ce critère, il est "évident" que l'inclusion d'un document sur le site Web de comitologie des CE n'est pas suffisante pour respecter les prescriptions de l'article X:1 parce que ledit site Web contient des milliers de documents publiés par des centaines de comités différents. À moins de connaître le nom précis du comité qui traite la question visée par le numéro du document spécifique", selon lui, "il est impossible de retrouver les renseignements concernant la façon dont un produit est traité". Le Taipei chinois prend l'exemple d'une recherche portant sur une décision relative aux "modules séparés ayant une fonction de communication", qui aurait comme résultat: "0 document(s) trouvé(s)".[1413] Les États-Unis font valoir que "pendant plus d'un an après avoir été appliquées et rendues exécutoires, les mesures en question n'ont pas été publiées, que ce soit au Journal officiel de l'UE ou par une autre voie facilement accessible pour les Membres et les commerçants"[1414], ce qui fait qu'il était "quasiment impossible" pour les sociétés affectées et les autres Membres d'avoir un accès raisonnable auxdites mesures.[1415] En conséquence, les **États-Unis** font valoir que le texte des mesures en cause mis à disposition dans les comptes rendus du Comité du Code des douanes ne satisfait pas à la prescription énoncée à l'article X:1 du GATT de 1994.

7.1079 Les **Communautés européennes** estiment que les mesures en cause ont été publiées dans les moindres délais au Journal officiel de l'UE parce que lesdites mesures ont été rendues exécutoires le 29 avril 2008 et qu'une telle publication satisfait aux prescriptions de l'article X:1. À titre subsidiaire, elles notent que les avis du Comité du Code des douanes émis dans le cadre de la procédure de gestion "bien qu'ils ne soient que des étapes de la procédure législative" ont été "mis à disposition" dans les rapports contenant les comptes rendus des réunions du Comité du Code des douanes "pour permettre le maximum de transparence sur les activités des institutions communautaires".[1416] À cet égard, elles font remarquer que les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés par l'article X:1 "n'ont pas besoin d'être communiqués via un journal officiel et [que], selon les circonstances, même une communication via un site Web peut être suffisante". Elles font valoir que ces circonstances "peuvent aussi inclure le fait que les agents économiques sont habitués à obtenir des renseignements sur le site Web et savent que les pouvoirs publics communiquent certaines questions de cette façon".[1417]

Examen par le Groupe spécial

7.1080 Le Groupe spécial rappelle sa constatation formulée au paragraphe 7.1076 selon laquelle, en l'espèce, on ne pouvait pas considérer que la publication des modifications des NENC au Journal officiel de l'UE avait été faite dans les moindres délais et que, dès lors, il n'avait pas besoin d'examiner si la publication avait été faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". En conséquence, nous examinons seulement si la publication sur le site Web de comitologie, dont nous avons estimé qu'elle avait eu lieu "dans les moindres délais" eu égard aux circonstances de l'espèce, a été effectuée "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

7.1081 Nous notons que l'article X:1 contient deux prescriptions étroitement liées. La première est que les mesures visées à l'article X soient "publiées", et la deuxième est que cette publication ait lieu "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

[1413] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphes 44 et 45.

[1414] Réponse des États-Unis à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 79.

[1415] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116.

[1416] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 299.

[1417] Réponse des Communautés européennes à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 167.

7.1082 S'agissant de la prescription selon laquelle les mesures doivent être "publiées", le Groupe spécial note tout d'abord une différence entre l'article X:1 et l'article X:2. Alors que l'article X:1 prescrit que les mesures soient "publiées", l'article X:2 fait référence aux mesures "publiée[s] officiellement". L'absence, à l'article X:1, de l'adverbe "officiellement" qui est présent à l'article X:2 clarifie le fait que la publication de la mesure pertinente n'a pas besoin d'être "officielle" pour qu'il soit satisfait à l'article X:1.

7.1083 Le Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix* a analysé le sens du terme "publier" à la lumière de la prescription imposant de "publier" les rapports d'enquête en matière de sauvegardes en application de l'article 3:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*. Cette analyse peut avoir une certaine pertinence dans le présent différend, vu en particulier que l'article 3:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* fait expressément référence à l'article X du GATT de 1994.[1418] Dans les parties pertinentes de son rapport, ce Groupe spécial a formulé les observations et la constatation suivantes:

> "[N]ous notons … que les comptes rendus des séances pertinentes de la Commission [chilienne chargée d'enquêter sur les distorsions] n'ont pas été "publiés" par une voie officielle. Ils ont plutôt été communiqués aux parties intéressées et mis à la disposition "des personnes désireuses de les consulter à la bibliothèque de la Banque centrale du Chili". Afin de déterminer s'il est suffisant, au regard de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, de "rendre public" de cette façon le rapport des autorités chargées de l'enquête, nous nous référons tout d'abord au sens du verbe "publier" donné dans le dictionnaire. Ce verbe peut signifier "porter à la connaissance du plus grand nombre", "rendre accessible au plus grand nombre", ou "mettre à la disposition du plus grand nombre par [tel ou tel] moyen". Nous passons maintenant au contexte de l'article 3:1, constitué par les prescriptions similaires en matière de publication énoncées dans l'Accord antidumping et dans l'Accord SMC. (...) Nous notons en outre que, dans les accords visés, diverses dispositions en matière de "transparence", telles que l'article III de l'AGCS, l'article 63:1 de l'Accord sur les ADPIC et l'article 2.11 de l'Accord OTC, font toutes une distinction entre "publier" et "mettre à la disposition du public". À la lumière de ces considérations, nous estimons que le verbe "publier" employé à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes doit être interprété comme signifiant "mettre à la disposition du plus grand nombre par un moyen approprié", et non simplement "mettre à la disposition du public". S'agissant des comptes rendus des séances pertinentes de la Commission [chilienne chargée d'enquêter sur les distorsions], nous constatons donc qu'ils n'ont pas été mis à la disposition du plus grand nombre par un moyen approprié de manière à constituer un rapport "publié" au sens de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes."[1419]

7.1084 Nous souscrivons à cette approche et considérons que le même raisonnement peut être appliqué à l'article X:1. Comme indiqué ci-dessus, l'article X:1 prescrit que la publication soit faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance". À notre

---

[1418] La partie pertinente de l'article 3:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* indique ce qui suit:

> "Un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde qu'à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes de ce Membre selon des procédures préalablement établies et rendues publiques conformément à l'article X du GATT de 1994. (...) Les autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents."

[1419] Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.127 (mentionnant *The Shorter Oxford Dictionary*, page 2405).

avis, si les mesures doivent être publiées "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance", il s'ensuit qu'elles doivent être mises à la disposition du plus grand nombre par un moyen approprié et non pas simplement en étant rendues publiques.[1420]

7.1085 Nous faisons observer que la raison d'être qui sous-tend la prescription relative à la publication énoncée à l'article X du GATT de 1994 est d'assurer la régularité de la procédure et la transparence au sujet des mesures qui affectent les gouvernements et les commerçants. Si ces mesures n'étaient pas publiées, les gouvernements et les commerçants ne sauraient pas nécessairement quelles conditions s'appliqueraient à leurs marchandises au moment de leur importation sur le territoire d'un Membre. La publication offre donc aux gouvernements et aux commerçants la possibilité de prendre connaissance des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" applicables aux opérations commerciales avec ce Membre ou ses ressortissants.

7.1086 Une analyse textuelle de l'obligation de publication énoncée à l'article X:1 corrobore cette interprétation. La définition du terme "manner" (manière) est "senses relating to the way in which an action is performed" (sens que revêt la façon dont une action est accomplie) ou "the way in which something occurs or is performed; a method of action; a mode of procedure" (façon dont quelque chose se produit ou est effectué, méthode d'action, mode de procédure).[1421] Le terme "to enable" (permettre) peut être compris comme signifiant "to give power to (a person); to strengthen, make adequate or proficient" (donner un pouvoir à (une personne); renforcer, rendre adéquat ou compétent), "to impart to (a person or agent) power necessary or adequate for a given object; to make competent or capable" (conférer à (une personne ou un agent) le pouvoir nécessaire ou approprié dans un but donné; rendre compétent ou capable), "to supply with the requisite means or opportunities to an end or for an object" (fournir les moyens ou possibilités requis en vue d'une fin ou d'un but) ou "to make possible or easy; also to give effectiveness to (an action)" (rendre possible ou facile; donner de l'efficacité à (une action)).[1422] Enfin, "acquainted" (qui a pris connaissance) signifie: "personally known; familiar, through being known" (connu/su personnellement; familier parce que cela est connu/su), ou "having personal or experimental knowledge; possessed of personal knowledge, more or less complete" (qui a une connaissance personnelle ou expérimentale; qui possède une connaissance personnelle, plus ou moins complète).[1423] Par conséquent, il ressort clairement d'une analyse textuelle de l'article X:1 que ce n'est pas n'importe quel mode de publication qui satisferait à la prescription, mais seulement ceux qui conféreraient aux gouvernements et aux commerçants un pouvoir ou une connaissance des mesures qui est "adéquate" de façon que ces mesures leur deviennent "familières" ou qu'elles soient "connues" d'eux d'une manière "plus ou moins complète".

7.1087 À notre avis, mettre à disposition les comptes rendus du Comité du Code des douanes avec les projets de NENC joints en annexe sur le site Web de comitologie ne remplit pas ce critère. En particulier, nous notons qu'il n'y a rien dans les comptes rendus ou les projets de NENC joints en annexe qui conférerait aux commerçants et aux gouvernements une connaissance adéquate des mesures qui sont ou seraient appliquées dans les opérations commerciales avec les États membres des CE. En effet, la publication des rapports correspondant aux réunions du Comité du Code des douanes donnait simplement le texte des modifications des NENC, en précisant qu'il s'agissait de "projets". De

[1420] En d'autres termes, si un "moyen" rend publiques des mesures en les mettant à la disposition du plus grand nombre de façon à "permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance", nous considérons que ce moyen devrait être considéré comme étant "approprié" et que la publication par ce moyen correspondrait au sens du terme "publié" tel qu'il est utilisé à l'article X:1.

[1421] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 1692.

[1422] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 819.

[1423] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 20.

plus, les documents contiennent des espaces réservés pour le numéro de référence de la mesure, par exemple "(2006/C ... ../..)" dans le premier cas et "(2007/C ... ../..)" dans le deuxième cas.[1424] Eu égard à cette situation, le Groupe spécial constate que, dans les circonstances expliquées ci-dessus, afficher les projets de NENC sur le site Web de comitologie ne constitue pas une publication "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

vi) Conclusions en ce qui concerne l'allégation des plaignants au titre de l'article X:1

7.1088 Le Groupe spécial a déterminé dans les sections ci-dessus que les mesures en cause étaient incluses dans le champ d'application de l'article X:1 et qu'elles avaient été "rendues exécutoires" au plus tard en octobre 2007. Nous avons ensuite examiné deux "publications" possibles des mesures: i) au Journal officiel de l'UE; ii) sur le site Web de comitologie. Nous avons constaté que la publication dans le premier cas n'avait pas eu lieu "dans les moindres délais", et que la publication dans le deuxième cas, si elle était intervenue dans les moindres délais, n'avait pas été faite "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d[e] prendre connaissance" des mesures en cause. En conséquence, nous concluons que les Communautés européennes ont manqué à l'obligation qui leur incombait au titre de l'article X:1 de publier dans les moindres délais les modifications des NENC de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.

[1424] Plus particulièrement, la première modification des NENC a été publiée en tant qu'annexe VI du résumé des conclusions de la 407ème réunion du Comité du Code des douanes. Le texte lui-même est intitulé "Draft CNEN on Satellite receivers with built-in modem" (projet de NENC concernant les récepteurs satellites avec modem intégré), et le numéro de référence "(2006/C ... ../..)" n'a pas encore été complété. Le texte de l'annexe VI commence comme suit:

> "Projet de NENC concernant les "récepteurs satellites avec modem intégré":
> APPLICATION UNIFORME DE LA NOMENCLATURE COMBINÉE (NC)
> (Classement de marchandises)
> (2006/C …../..)
> Notes explicatives adoptées conformément à la procédure définie à l'article 10, paragraphe 1, du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun
> Les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes doivent être modifiées comme suit:
> [...]"

La deuxième mesure a été publiée en tant qu'annexe IV de l'exposé des conclusions de la 420ème réunion du Comité du Code des douanes. Là encore, le texte lui-même est intitulé "Draft CN Explanatory Notes: Set-top box incorporating a hard disk" (projet de notes explicatives de la NC: module séparé incorporant un disque dur), et le numéro de référence "(2007/C ... ../..)" n'a pas encore été complété. Le texte de l'annexe IV commence comme suit:

> "Projet de notes explicatives de la NC: module séparé incorporant un disque dur
> APPLICATION UNIFORME DE LA NOMENCLATURE COMBINÉE (NC)
> (Classement de marchandises)
> (2007/C …../..)
> Notes explicatives adoptées conformément à la procédure définie à l'article 10, paragraphe 1, du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun
> Les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes doivent être modifiées comme suit:
> [...]"

d) Allégation des États-Unis et du Taipei chinois au titre de l'article X:2 du GATT de 1994

i) Principales allégations des parties

Arguments des parties

7.1089 Les mesures en cause sont, comme il est indiqué plus haut, les modifications proposées des NENC telles qu'elles ont été votées par le Comité du Code des douanes en octobre 2006 et en avril 2007. Les déclarations du Président et les RTC sont présentés en tant qu'éléments de preuve à l'appui des allégations. Ces déclarations et RTC ne sont donc pas des mesures en cause.[1425]

7.1090 Les **États-Unis** et le **Taipei chinois** font valoir que, parce que certains États membres des CE ont appliqué les mesures en cause *avant* la publication *officielle* des modifications des NENC au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008, les Communautés européennes ont violé l'article X:2 du GATT de 1994.

7.1091 Les **Communautés européennes** répondent que l'article X:2 du GATT de 1994 ne s'applique pas en l'espèce parce que les conditions énoncées dans cette disposition ne sont pas remplies. Elles font valoir que les modifications des NENC en cause ne peuvent pas constituer une "mesure d'ordre général" en raison de leurs caractéristiques spécifiques. De plus, elles estiment que les modifications des NENC en cause n'ont pas entraîné le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes. Elles estiment également que les caractéristiques spécifiques, de même que la nature d'actes "préparatoires", desdites modifications les empêchent d'être "mise[s] en vigueur". Les modifications des NENC ne peuvent pas être mises en vigueur. À titre subsidiaire, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis et le Taipei chinois n'ont pas présenté de preuves suffisantes indiquant que les mesures en cause avaient violé l'article X:2.

7.1092 Parmi les tierces parties, seules les Philippines présentent des arguments au sujet de l'article X:2. À l'instar des États-Unis et du Taipei chinois, elles estiment que les Communautés européennes ont appliqué les mesures en cause *avant* la publication *officielle* des modifications des NENC au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008 et que, ce faisant, elles ont violé l'article X:2 du GATT de 1994.[1426]

Examen par le Groupe spécial

7.1093 L'article X:2 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune mesure d'ordre général que pourrait prendre une partie contractante et qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée ne sera mise en vigueur avant qu'elle n'ait été publiée officiellement."

7.1094 Le Groupe spécial rappelle que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous* que l'article X:2 du GATT de 1994 consacrait les principes de transparence et de régularité de la procédure:

[1425] Voir le paragraphe 7.1008 plus haut.
[1426] Communications des Philippines en tant que tierce partie, paragraphes 41 et 44.

> "On peut considérer que l'article X:2 de l'Accord général consacre un principe d'importance fondamentale – en ce sens qu'il prévoit la divulgation de tous les actes gouvernementaux affectant les Membres et les personnes et entreprises privées, nationales ou étrangères. Bien connu sous le nom de principe de la transparence, ce principe a évidemment un rapport avec le respect des formes régulières. La conséquence essentielle en est que les Membres et les autres personnes affectées, ou qui seront vraisemblablement affectées, par des mesures gouvernementales imposant des limitations, des prescriptions et d'autres charges, devraient avoir une possibilité raisonnable d'obtenir des renseignements exacts au sujet de ces mesures et par conséquent de protéger et d'ajuster leurs activités ou de demander que ces mesures soient modifiées."[1427]

7.1095 Nous croyons comprendre que l'article X:2 du GATT de 1994 énonce cinq conditions: i) l'existence d'une "mesure"; ii) la mesure est d'"ordre général"; iii) la mesure est prise par une partie contractante (Membre de l'OMC); iv) la mesure est de celles qui sont visées à l'article X:2 (c'est-à-dire une mesure "qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée"); et v) la mesure a été mise en vigueur avant sa publication officielle. Nous analyserons chacune d'elles à tour de rôle.

ii) Question de savoir si les mesures en cause constituent une "mesure" et, dans l'affirmative, si elles sont d'"ordre général" et "pourrai[ent] [être prises par] une partie contractante"

Arguments des parties

7.1096 Selon les **États-Unis** et le **Taipei chinois**, les modifications des NENC en cause sont des "mesures" d'"ordre général" pour les mêmes raisons qu'elles sont des "lois, règlements …" d'"application générale" au titre de l'article X:1. De même, les arguments invoqués par les Communautés européennes pour rejeter l'allégation formulée au titre de l'article X:2 sont similaires à ceux qu'elles ont avancés comme moyen de défense contre l'applicabilité de l'article X:1.[1428] Les parties n'ont pas formulé d'arguments particuliers concernant la prescription selon laquelle les mesures sont celles qui sont prises par un Membre de l'OMC.

Examen par le Groupe spécial

7.1097 Nous examinons maintenant la question de savoir si les trois premières conditions sont remplies, c'est-à-dire si chacune des modifications des NENC en cause est une "mesure" d'"ordre général", "que pourrait prendre une partie contractante", c'est-à-dire un Membre de l'OMC. Dans notre analyse de l'article X:1 plus haut[1429], nous avons constaté que les modifications des NENC en cause étaient visées par l'expression "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives". L'article X:2 fait simplement état d'une "mesure" et, partant, couvre une catégorie encore plus vaste, à

[1427] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 22.

[1428] Voir, en particulier, la réponse des États-Unis à la question n° 156 du Groupe spécial (invoquant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 85); la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 280, 281 et 283 à 285 (invoquant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187); et la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 310; la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 92; la réponse des Communautés européennes à la question n° 156 du Groupe spécial, paragraphe 166.

[1429] Voir le paragraphe 7.1027 ci-après.

savoir tout acte ou toute omission de la part d'un Membre de l'OMC. Il s'ensuit donc que les rédacteurs ont voulu inclure un large éventail de mesures pouvant avoir une incidence sur le commerce et les négociants. Nous avons conclu que les modifications des NENC en cause étaient des "mesures" au sens de l'article X:2. Nous avons également constaté plus haut[1430] que les modifications des NENC étaient d'"application générale" ("general application" en anglais). Nous ne voyons aucune raison de nous écarter de cette constatation lorsque nous examinons les termes identiques "[d']ordre général" ("general application" en anglais) dans le cadre de notre analyse de l'article X:2. Par conséquent, nous concluons que les modifications des NENC constituent une "mesure d'ordre général" au sens de l'article X:2. De plus, nous faisons observer que la mesure en question doit être "[prise par] une partie contractante" (Membre de l'OMC), comme c'était le cas en l'espèce.

iii) Question de savoir si les mesures en cause sont de celles qui entraînerai[ent] le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes

7.1098 Nous diviserons les arguments des parties et notre analyse en deux sous-sections. Nous commencerons par définir le sens des termes "entraînerait le relèvement d'un droit de douane" et nous examinerons si les modifications des NENC en cause entraînent le relèvement d'un droit de douane. Si nous répondons à cette question par l'affirmative, nous évaluerons ensuite le sens de l'expression "en vertu d'usages établis et uniformes" et examinerons si les modifications des NENC en cause entraînent le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes.

"qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane"

Arguments des parties

7.1099 Les **États-Unis** estiment que le "relèvement" d'un droit de douane est une "hausse", une "augmentation" du droit de douane. Ils font valoir que les modifications des NENC en cause "entraînent" le relèvement d'un droit de douane car leur application "a entraîné le reclassement des modules séparés ayant une fonction de communication, qui sont passés d'une ligne tarifaire en franchise de droits à une ligne tarifaire passible de droits allant jusqu'à 14 pour cent".[1431] Les États-Unis font valoir que "s'il n'y avait pas eu les NENC, au moins certains États membres n'auraient pas imposé de droits sur les produits en cause", et qu'"[e]n imposant l'uniformité dans l'ensemble des CE, les NENC "entraîn[ent] [donc à tout le moins] le relèvement d'un droit de douane" pour les parties du territoire douanier des CE qui imposaient des droits moindres non uniformes".[1432] Les États-Unis font en outre valoir que pour relever des disciplines de l'article X:2, les mesures en question ne doivent pas nécessairement être la *seule* cause d'une telle augmentation. Ils estiment que l'article X:2 ne renferme aucune référence à une "prescription relative au lien de causalité ni ne fixe un seuil particulier".[1433] Pour autant que la mesure "entraîne" le relèvement du droit de douane, elle devrait être publiée officiellement avant sa mise en vigueur. Le **Taipei chinois** interprète pareillement le "relèvement" d'un droit de douane comme une '"augmentation" de ce droit.[1434] Il fait valoir que les mesures en cause entraînent le relèvement du droit de douane étant donné qu'elles font en sorte que certains types de modules séparés ayant une fonction de communication – le Taipei chinois cite en particulier ceux qui sont dotés d'un disque dur – deviennent passibles de droits

[1430] Voir le paragraphe 7.1034 ci-après.
[1431] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 118; réponse des États-Unis à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 83.
[1432] Réponse des États-Unis à la question n° 161 du Groupe spécial, paragraphe 84.
[1433] Réponse des États-Unis à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 82.
[1434] Réponse du Taipei chinois à la question n° 160 du Groupe spécial.

conformément au nouveau classement imposé par les mesures en cause.[1435] À son avis, "les NENC ont introduit certains critères de classement comme la présence ou l'absence d'un disque dur ou de certains types spécifiques de modems qui n'avaient pas été mentionnés antérieurement dans la législation douanière applicable et il en est résulté un changement dans la pratique des États membres" en matière de classement ainsi que des droits plus élevés pour les modules séparés ayant une fonction de communication. Comme les États-Unis, le Taipei chinois estime également que rien dans le texte de l'article X:2 du GATT de 1994 ne prescrit que la mesure en cause soit la *seule* cause d'une telle augmentation.[1436] Tant les États-Unis que le Taipei chinois font valoir que les différents RTC qu'ils ont présentés au Groupe spécial constituent une preuve du fait que les mesures en cause ont entraîné le relèvement d'un droit de douane.[1437]

7.1100 Les **Communautés européennes** estiment que les mesures en cause aboutissent simplement à un "reclassement technique" dans une autre ligne tarifaire, et non à une "augmentation du droit de douane" perçu par les Communautés européennes. De l'avis des Communautés européennes, les États-Unis et le Taipei chinois ne présentent pas d'éléments de preuve de l'augmentation d'un droit de douane du fait des modifications des NENC en cause. Les Communautés européennes font valoir qu'aucun des RTC qui ont été présentés ne classe l'un quelconque des produits en cause dans un code bénéficiant de la franchise de droits. Au contraire, comme elles le font valoir, tous ces RTC indiquent des lignes tarifaires fixant le même droit de 14 pour cent et ne constituent donc pas des éléments de preuve d'une violation de l'article X:2 du GATT de 1994.[1438]

Examen par le Groupe spécial

7.1101 L'article X:2 prescrit que la mesure "entraîn[e] le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée". Compte tenu de la manière dont cette allégation a été présentée et plaidée, la question plus spécifique dont nous sommes saisis consiste à savoir si les modifications des NENC en cause sont de celles qui "entraînerai[ent] le relèvement d'un droit de douane" et si elles le font "en vertu d'usages établis et uniformes".

7.1102 Comme il est mentionné plus haut, nous commencerons par déterminer si les modifications des NENC en cause entraînent le relèvement d'un droit de douane. S'il est répondu à cette question par l'affirmative, nous déterminerons si les modifications des NENC entraînent le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes et, dans l'affirmative, si elles satisfont à cette prescription.

7.1103 Nous passons donc au sens du membre de phrase "entraînerait le relèvement d'un droit de douane".[1439] Le Groupe spécial commence son analyse en faisant observer que "effecting"

[1435] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 470 et 478.

[1436] Réponse des États-Unis à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 82; réponse du Taipei chinois à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 133. Ces RTC seront analysés plus en détail ci-après aux paragraphes 7.1133 à 7.1135.

[1437] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116; réponse du Taipei chinois à la question n° 161 du Groupe spécial, paragraphe 135.

[1438] Observations des Communautés européennes sur les réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphes 190, 194, 195 et 197, et à la question n° 160, paragraphe 197.

[1439] Les versions espagnole et française du GATT de 1994 confirment ce point de vue. La version en langue espagnole mentionne "que tenga por efecto", littéralement "qui a pour effet de". En espagnol, le terme "efecto" (effet) est défini comme" [l]o que sigue por virtud de una causa", c'est-à-dire "ce qui découle d'une cause". Le texte français mentionne "qui entraînerait" qui vient du verbe "entraîner" qui veut dire "4. [a]voir

(entraînerait) vient du verbe "to effect" (entraîner). "[T]o effect" (entraîner) signifie entre autres "[to] bring about (an event or result)" (produire (un événement ou un résultat))[1440]; "to cause to come into being" (faire naître); "to put into operation" (mettre en œuvre).[1441]

7.1104 Le sens ordinaire de "bring about" (provoquer) est "cause to happen, accomplish" (faire arriver, accomplir).[1442] Selon le dictionnaire en ligne Merriam-Webster, "[t]he verb effect goes beyond mere influence; it refers to actual achievement of a final result" (le verbe entraîner va au-delà d'une simple influence; il désigne l'obtention véritable d'un résultat final).[1443]

7.1105 Nous voyons des similitudes entre le terme "effecting" (entraînerait) et le terme "to cause" (causer). En ce qui concerne le verbe "to cause" (causer) en particulier, le Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau* a précisé que "[l]e terme "causer" signifi[ait] "provoquer, amener, occasionner, produire, susciter, faire", ou aussi "servir de cause ou d'occasion de". Le terme "cause" signifi[ait] "ce qui produit un effet ou une conséquence; un antécédent ou des antécédents suivis d'un certain phénomène"; il "dénot[ait] une condition ou circonstance ou une combinaison de conditions et circonstances qui effectivement et inévitablement provoqu[aient] une conséquence, un effet ou un résultat ou qui aid[aient] d'une manière importante à provoquer cette conséquence, cet effet ou ce résultat"". Dans ce même différend, le Groupe spécial a constaté que le sens ordinaire de "cause" (cause) exigeait "que l'on fasse apparaître un lien", mais que cela ne sous-entendait pas qu'il doive y avoir une seule ou unique cause.[1444] De même, nous estimons que le terme "effecting" (entraînerait) n'exige pas forcément que les mesures en cause soient la seule ou unique cause du relèvement d'un droit de douane. Il doit toutefois être démontré qu'il va au-delà d'une simple influence, et il doit y avoir un lien démontrable entre les mesures en cause et le relèvement.

7.1106 S'agissant du terme "advance" (relèvement), nous notons qu'il peut vouloir dire "progress" (progrès); "a step forward" (pas en avant); "forward motion" (mouvement vers l'avant); "a rise in amount, value or price" (augmentation d'un montant, d'une valeur ou d'un prix).[1445] Nous croyons comprendre que lorsqu'il est considéré dans ce contexte, le terme "advance" (relèvement) tel qu'il est employé à l'article X:2 signifie "a rise in amount, value or price" (augmentation d'un montant, d'une valeur ou d'un prix). Nous estimons également que les versions française et espagnole du terme "advance" employé à l'article X:2, soit "relèvement" et "aumentar", respectivement, étayent une telle interprétation.[1446] Le terme français "relèvement" est défini comme l'"action de relever, de hausser, d'augmenter"[1447], tandis que le terme espagnol "aumentar" est défini comme "[a]crecentar, dar mayor extension, número o material a alguna cosa" (accroître, donner plus d'ampleur, numériquement ou

---

pour conséquence nécessaire, inévitable. amener, causer, impliquer, occasionner, produire, provoquer, déclencher" (voir Diccionario de la lengua Española, Real Academia Española, vigésima primera edición, 2001, page 558, et *Le nouveau Petit Robert* (2000), page 874).

[1440] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 794.

[1441] Effecting (entraînerait). (2009). Dans le dictionnaire en ligne Merriam-Webster. Relevé le 7 décembre 2009 dans http://www.merriam-Webster.com/dictionary/effecting.

[1442] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), p. 290.

[1443] Effecting (entraînerait). (2009). Dans le dictionnaire en ligne Merriam-Webster. Relevé le 7 décembre 2009 dans http://www.merriam-Webster.com/dictionary/effecting.

[1444] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 7.237 et 7.238.

[1445] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 31.

[1446] Nous rappelons que les textes français et espagnol du GATT de 1994 font également foi (voir la clause finale de l'Accord sur l'OMC. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Automobiles*, paragraphe 7.159, et le rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (États-Unis)*, paragraphe 7.607).

[1447] Le nouveau Petit Robert (2000), page 2150.

matériellement, à une chose).[1448] "[A]crecentar" (accroître) fait référence à "aumentar" (relever).[1449] Par conséquent, l'article X:2 du GATT de 1994 couvre les mesures d'ordre général qui "causent" l'"augmentation" d'un droit de douane.

7.1107 Nous pouvons donc conclure que le membre de phrase "entraînerait le relèvement d'un droit de douane" veut dire que les modifications des NENC en cause sont de celles qui "provoquent" l'"augmentation" d'un droit de douane. La fonction du membre de phrase "entraînerait le relèvement d'un droit de douane" est d'expliquer davantage le type de mesures qui sont visées par l'obligation énoncée à l'article X:2. Autrement dit, ce membre de phrase sert à définir la catégorie de mesures auxquelles s'applique l'ordre de ne pas procéder à une mise en vigueur avant la publication officielle. Pour cette raison, en ce qui concerne cet aspect de l'article X:2, l'accent est mis sur le type de mesure à l'examen. Il s'agit de savoir si les mesures en cause sont de celles qui sont censées produire un certain effet, à savoir l'augmentation d'un droit de douane. La question ne consiste *pas*, à ce stade de l'analyse, à savoir si les mesures ont effectivement eu cet effet dans la pratique.[1450] En l'espèce, donc, la question à ce stade-ci de l'analyse n'est pas de savoir si les plaignants ont prouvé que les modifications des NENC avaient effectivement abouti à une majoration des droits de douane dans des cas particuliers. Elle consiste plutôt à savoir si, d'une manière générale, les modifications des NENC sont des mesures dont il peut être dit qu'elles sont censées entraîner le relèvement d'un droit de douane.

7.1108 Telles qu'elles sont libellées, les modifications des NENC en cause montrent que certains modules séparés ayant une fonction de communication ne peuvent pas être classés en tant que modules séparés ayant une fonction de communication dans le code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits. Au lieu de cela, du fait des modifications des NENC, ces modules séparés ayant une fonction de communication sont classés dans d'autres lignes tarifaires qui sont passibles de droits. Toutefois, les droits de douane applicables ne sont pas précisés dans les mesures en cause, mais sont plutôt fixés dans le tarif douanier commun des Communautés européennes, qui impose des droits de douane variant entre 13,9 pour cent et 14 pour cent en ce qui concerne les lignes tarifaires pertinentes. Il nous semble clair que bien que les mesures en cause ne précisent pas les droits de douane à appliquer, elles aboutissent à l'exclusion de certains modules séparés ayant une fonction de communication du régime en franchise de droits. Les modifications des NENC aboutissent nécessairement au classement de certains modules séparés ayant une fonction de communication dans des lignes tarifaires qui imposent un droit de douane supérieur à zéro, tandis que d'autres modules séparés ayant une fonction de communication sont classés dans des lignes tarifaires bénéficiant de la franchise de droits.

7.1109 Conformément aux modifications des NENC en cause, il est devenu évident que les modules séparés ayant une fonction de communication dotés d'une connectivité WLAN, RNIS ou Ethernet, ou munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (comme un disque dur ou un lecteur de DVD), seraient exclus du code NC 8528 12 91 (maintenant 8528 71 13) qui était – et est encore – assujetti à un droit nul. Les RTC font ressortir le manque d'uniformité qui existait *avant* que les modifications des NENC ne fassent l'objet d'un vote au Comité du Code des douanes. Parmi les RTC délivrés avant cette époque, nous relevons des RTC qui classent les modules séparés ayant

[1448] Diccionario de la lengua Española, Real Academia Española (2001), page 162.
[1449] Diccionario de la lengua Española, Real Academia Española (2001), page 23.
[1450] Dans un sens, la distinction pourrait être considérée comme une distinction entre l'intention ou le but de la mesure, et l'application véritable de la mesure dans la pratique. Une autre manière d'envisager la question consiste à dire que si la mise en vigueur de la mesure a pour effet d'augmenter le droit de douane appliqué à un produit particulier, il s'agirait alors d'une solide preuve du fait que la mesure est de celles qui "entraînent" l'augmentation du droit de douane.

une fonction de communication munis d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD dans le code NC 8521 90 00 (droit de 13,9 pour cent), dans le code NC 8528 12 20 (droit de 14 pour cent)[1451] et dans le code NC 8528 12 91 (franchise de droits).[1452] Le classement différent de modules séparés ayant une fonction de communication similaires par les autorités douanières de différents États membres des CE montre qu'il y avait un manque d'uniformité dans le classement des modules séparés ayant une fonction de communication munis d'un disque dur parmi les États membres des CE en 2005 et 2006. Comme le Taipei chinois le signale, "en pareille circonstance, il revient à la Commission d'adopter des mesures, qu'il s'agisse d'une NENC ou d'un règlement de classement, dans le but d'assurer l'application uniforme du tarif douanier commun".[1453]

7.1110 Nous estimons donc qu'au moyen des modifications des NENC en cause, la Commission a signalé très clairement à toutes les autorités douanières des États membres des CE que les modules séparés ayant une fonction de communication qui possédaient certaines caractéristiques n'étaient pas admissibles à un classement dans le code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits, de sorte que d'autres codes passibles de droits devenaient les seules options de classement possibles. Ainsi, les États membres des CE qui avaient accordé la franchise de droits avant le vote sur les mesures au Comité du Code des douanes ont par la suite dû s'abstenir de procéder à un classement dans le code NC 8528 12 91. Par conséquent, les modifications des NENC en cause ont amené certains États membres des CE à modifier leurs pratiques en matière de classement, ce qui, concrètement, a eu pour effet d'assujettir à des droits certains modules séparés ayant une fonction de communication. Nous estimons donc que, du moins dans certains cas, du fait des modifications des NENC en cause, certains États membres des CE ont été tenus de modifier leurs pratiques en matière de classement d'une manière qui a entraîné le relèvement d'un droit de douane. Nous concluons donc que les modifications des NENC en cause ont entraîné le relèvement d'un droit de douane et, pour cette raison, font partie des mesures prévues à l'article X:2.

7.1111 Bien que nous ne pensions pas que les plaignants sont tenus de produire une preuve d'application sur ce point, nous trouvons des éléments étayant nos conclusions lorsque nous comparons: i) un RTC français délivré en 2005 (avant le vote au Comité du Code des douanes), qui classait un module séparé muni d'un disque dur de 160 GB dans la position 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits avec ii) un RTC français délivré en juillet 2007 (après le vote au Comité du Code des douanes), qui classait un module séparé muni d'un disque dur de 160 GB dans la position 8521 90 00 bénéficiant de la franchise de droits, en mentionnant expressément le projet de NENC2007 comme justification du classement.[1454]

[1451] Voir les RTC suivants présentés par les États-Unis dans la pièce US-28: RTC DEM-3358-05-1 (Allemagne, 11 août 2005); DEM/3971/06-1 (Allemagne, 13 juin 2006); DEM/4638/06-1 (Allemagne, 24 juillet 2006); et BED.T.245.774 (Belgique, 23 mars 2006).

[1452] RTC français FR-E4-2005-003506 (2 août 2005).

[1453] Observations du Taipei chinois sur les réponses des Communautés européennes aux questions n° 163 et 165 du Groupe spécial.

[1454] Comparer le RTC français FR-E4-2005-003506 (2 août 2005), présenté par les États-Unis dans la pièce US-120, avec le RTC français FR-E4-2007-002839R1 (France, 11 juillet 2007), présenté par le Taipei chinois dans la pièce TPKM-61. La pièce TPKM-61 montre que le RTC FR-E4-2007-002839R1 mentionne expressément comme justification du classement une "Décision du Comité du Code des douanes lors de la 420ème session des 18, 19 et 20 avril 2007".

"En vertu d'usages établis et uniformes"

Arguments des parties

7.1112 Les **États-Unis** estiment que le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" ne se rapporte *pas* au "relèvement d'un droit de douane". Ce membre de phrase modifie plutôt le membre de phrase "autre imposition à l'importation". Les États-Unis estiment que "[l]e présent différend ne ferait donc pas intervenir le membre de phrase "usages établis et uniformes". Ils font observer qu'en tout état de cause les mesures en cause entraînent effectivement le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes étant donné qu'elles sont destinées à assurer l'application uniforme du tarif douanier à l'échelle communautaire.[1455] "[L]'élimination des divergences dans la classification est un objectif déclaré des NENC, et après l'adoption des NENC, les États membres des CE ont commencé à imposer d'une manière systématique des droits sur les importations de modules séparés sur la base des critères mentionnés dans les NENC."[1456] Selon les États-Unis, les éléments de preuve qui ont été présentés dans le présent différend montrent l'existence d'"usages établis et uniformes" étant donné qu'"au moins dans certains États membres, les autorités douanières n'ont pas imposé de droits sur les modules séparés en cause"[1457] *avant* le vote au Comité du Code des douanes, tandis que "tous les RTC délivrés après le vote prévoyaient le classement des modules séparés dans la position passible de droits, d'une manière compatible avec les prescriptions énoncées dans les NENC"[1458], et les autorités douanières des États membres des CE "ont invoqué les NENC en tant que fondement de leurs décisions de reclasser la marchandise dans une position passible de droits".[1459]

7.1113 Selon le **Taipei chinois**, des usages établis et uniformes "exigeraient que tel ou tel classement, imposition ou droit soit appliqué systématiquement et de la même manière à toutes les importations de marchandises comparables".[1460] Toutefois, à l'instar des États-Unis, le Taipei chinois fait valoir que le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" ne se rapporte pas au relèvement "d'un droit de douane", mais uniquement au membre de phrase "d'une autre imposition à l'importation". Le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" vient après le membre de phrase "d'une autre imposition à l'importation", de sorte que le premier éclaire le second. De plus, il n'y a pas de virgule ni de référence permettant à l'interprète de déterminer que le membre de phase "en vertu d'usages établis et uniformes" éclaire également l'expression "un droit de douane". Le Taipei chinois fait valoir que le relèvement "d'un droit de douane" est "parfaitement visible, et les négociants peuvent savoir en quoi consiste ce droit simplement en regardant la liste tarifaire". Par ailleurs, le relèvement d'un droit de douane est nécessairement "en vertu d'usage établis et uniformes" parce qu'il est entendu que le droit sera perçu "chaque fois qu'un produit est importé". En conséquence, il n'est pas nécessaire de démontrer que la situation s'est reproduite. Le Taipei chinois estime que l'expression "autre imposition", en revanche, est un concept large et peut désigner une multitude d'impositions, de sorte qu'il est nécessaire que cette autre imposition soit perçue en vertu d'"usages établis et uniformes", de manière à établir la nature de cette imposition.[1461] Enfin, il fait valoir que, "d'un point de vue grammatical", le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" ne se rapporte pas à une "mesure d'ordre général" (il faudrait que les mots "en vertu

[1455] Réponses des États-Unis aux questions n° 162, 163 et 165 du Groupe spécial.
[1456] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 118 (pièce US-28).
[1457] Réponse des États-Unis à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 83.
[1458] Réponse des États-Unis à la question n° 165 du Groupe spécial, paragraphe 89.
[1459] Réponse des États-Unis à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 83.
[1460] Réponse du Taipei chinois à la question n° 162 du Groupe spécial, paragraphe 136.
[1461] Observations du Taipei chinois sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphes 47 et 48.

d'usages établis et uniformes" soient placés après "une partie contractante"), et n'indique pas le niveau requis de mise en vigueur, puisqu'il aurait alors été placé après "mise en vigueur".[1462]

7.1114 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il ressort manifestement de la lecture de l'article X:2 du GATT de 1994 que le membre de phrase "usages établis et uniformes" ne peut pas être "dissocié" du membre de phrase "relèvement d'un droit de douane". Selon les Communautés européennes, la mesure ne peut pas être considérée comme nuançant et concernant uniquement "autre imposition à l'importation". Les Communautés européennes font valoir que le membre de phrase "entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes" doit être lu *dans son ensemble*. Selon elles, "le mot "autre" dans ce membre de phrase confirme l'interprétation selon laquelle les membres de phrase "relèvement d'un droit de douane" et "autre imposition à l'importation" sont des sous-catégories d'une catégorie plus large, soit les "impositions à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes".[1463] Les Communautés européennes ajoutent que les déclarations des États-Unis et du Taipei chinois en ce qui concerne l'élimination des divergences dans la classification au moyen des NENC "décrivent naturellement une situation qui peut uniquement exister en ce qui concerne les NENC existantes, c'est-à-dire les NENC qui ont été dûment adoptées par la Commission des CE". Les Communautés européennes estiment que "[p]our cette raison, ces déclarations ne peuvent pas servir à étayer les arguments des plaignants dans la présente affaire".[1464] En outre, elles font valoir que l'existence d'"usages établis et uniformes" ne peut pas être attestée essentiellement par deux cas d'application particuliers (par la France et la République tchèque) de cette mesure sur un total de 27 États membres des CE.[1465] Les Communautés européennes estiment qu'"[e]n demandant au Groupe spécial de se fonder sur les RTC français et tchèque comme preuve d'une mise en vigueur d'une mesure dont il est allégué qu'elle existe à l'échelle communautaire, les États-Unis et le Taipei chinois demandent dans les faits au Groupe spécial de remplacer les éléments de preuve manquants par la simple hypothèse selon laquelle les autres États membres des CE ont agi de la même façon et pour les mêmes raisons alléguées". Les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial ne peut pas formuler une telle "hypothèse".[1466]

Examen par le Groupe spécial

7.1115 Nous allons maintenant examiner si le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" se rapporte à "relèvement d'un droit de douane". Si nous constatons que c'est le cas, nous examinerons le sens du membre de phrase "usages établis et uniformes" et, ensuite, s'il est satisfait à cette prescription.

7.1116 Nous convenons avec les Communautés européennes que le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" se rapporte à "relèvement d'un droit de douane". À notre avis, le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" précise le terme "relèvement", qui se rapporte à la fois à "droit de douane" et à "ou d'une autre imposition à l'importation". Nous sommes convaincus que le terme "ou", tel qu'il est employé dans le membre de phrase "relèvement d'un droit de douane *ou* d'une autre imposition à l'importation" indique que "droit de douane" et "autre imposition" sont des sous-catégories relevant de la catégorie plus large d'"imposition à l'importation",

[1462] Réponses du Taipei chinois aux questions n° 162 et 163 du Groupe spécial.
[1463] Observations des Communautés européennes sur les réponses des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 162 du Groupe spécial.
[1464] Réponse des Communautés européennes à la question n° 163 du Groupe spécial, paragraphe 178.
[1465] Réponse des Communautés européennes à la question n° 163 du Groupe spécial (paragraphes 182 à 184) et à la question n° 165 (paragraphes 189 à 195).
[1466] Réponse des Communautés européennes à la question n° 165, paragraphe 195.

qui comprend à la fois les "droit[s]" et d'"autre[s] imposition[s]". Cette interrelation entre "droit de douane" et "autre imposition" – qui sont dans les deux cas des sous-catégories d'"impositions à l'importation" – étaye le point de vue selon lequel le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" doit se rapporter à "droit de douane" et "autre imposition" et ne devrait pas être lu comme se référant uniquement à "autre imposition". Par conséquent, nous concluons que le "relèvement d'un droit de douane" doit être "en vertu d'usages établis et uniformes".

7.1117 Nous examinons maintenant le sens des termes employés dans le membre de phrase "en vertu d'usages établis et uniformes" (en anglais: "under an established and uniform practice"). Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel a interprété le terme "practice" (pratique) dans le contexte de la référence à "subsequent practice" (pratique ultérieurement suivie) à l'alinéa 31 3 b) de la Convention de Vienne. En particulier, l'Organe d'appel a dit que la "pratique" comportait les caractéristiques suivantes: "une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude …".[1467] Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, le Groupe spécial a estimé que la même définition pouvait être appliquée pour expliquer le terme "practice" (pratique) employé à l'article X:3 b) du GATT de 1994.[1468] Par conséquent, nous appliquerons la définition de "practice" (pratique) donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*.

7.1118 Lorsqu'il a analysé le terme "uniforme" dans le contexte de l'obligation de procéder à une application "uniforme" énoncée à l'article X:3 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières* a conclu que:

> "[L]e dictionnaire définissait le terme "uniforme" comme étant "of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times" (qui est de forme, de caractère ou de nature invariable; qui est ou reste le même dans des circonstances ou des lieux différents, ou à des moments différents). Cette définition, sur laquelle les États-Unis et les Communautés européennes se sont fondées et à laquelle ont souscrit un certain nombre de tierces parties au présent différend, indique que le terme "uniforme" exige, entre autres choses, l'uniformité géographique."[1469]

7.1119 D'une manière compatible avec ces considérations, nous constatons que les termes "usages uniformes", pris dans leur contexte, font référence à l'application similaire d'une mesure sur le territoire douanier d'un Membre. Par conséquent, les termes "usages uniformes" veulent dire que les autorités douanières des États membres des CE appliquent les mesures en cause d'une manière similaire et constante sur l'ensemble du territoire douanier des Communautés européennes.

7.1120 En outre, nous relevons que l'article X:2 prescrit que ces "usages" doivent également être "établis". Le sens ordinaire d'"established" (établi) est "[i]nstitute[d] or ordain[ed] permanently by enactment or agreement" (institué ou prescrit de manière permanente par voie d'adoption ou d'accord) ou "set up on a permanent or secure basis" (mis en place sur une base permanente ou solide).[1470] Par conséquent, le terme "établis" comporte un élément de durée. Au titre de l'article X:2, donc, les mesures doivent être de celles qui entraînent le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes, ce qui veut dire que le relèvement d'un droit de douane doit être appliqué

[1467] Rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques II*, page 15.
[1468] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, note de bas de page 898.
[1469] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.123.
[1470] *The Shorter Oxford Dictionary* (2002), page 860.

("usages") sur l'ensemble du territoire douanier ("uniformes") et que l'application de ce droit devrait reposer sur une base solide ("établis").

7.1121 En gardant l'interprétation qui précède à l'esprit, nous analyserons maintenant le point de savoir si les modifications des NENC en cause entraînent le relèvement d'un droit de douane "en vertu d'usages établis et uniformes". Nous commençons par nous référer une fois de plus[1471] aux explications des Communautés européennes selon lesquelles les NENC "constituent un moyen important d'assurer l'application uniforme du tarif douanier commun par les autorités douanières des États membres" et constituent "un outil valable pour l'interprétation du tarif"; les NENC "reflètent le point de vue de la Commission sur la manière dont la NC devrait être interprétée et appliquée en ce qui concerne un certain produit ou une certaine catégorie de produits en cause"; les NENC sont des "orientations"[1472]; et les États membres des CE "consultent" les NENC pour déterminer le classement à l'importation.[1473] En conséquence, nous croyons comprendre que les NENC ont essentiellement pour but de *renseigner* les autorités douanières des États membres des CE sur le champ d'application de codes NC particuliers afin de garantir un traitement tarifaire uniforme sur l'ensemble du territoire douanier des Communautés européennes. Dans le présent différend, les mesures en cause renseignent les autorités douanières des États membres des CE sur le champ d'application du code NC 8528 12 91 dans le but de garantir une application uniforme à l'échelle communautaire du tarif douanier commun, quel que soit le point d'entrée des marchandises sur le territoire douanier des CE ("uniformes"). De plus, les mesures en cause doivent être appliquées *chaque fois* qu'un module séparé doté d'une connexion WLAN, RNIS ou Ethernet ou d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction – comme un disque dur ou un lecteur de DVD – est importé sur le territoire douanier des Communautés européennes ("établis").

7.1122 Enfin, nous examinons l'argument des Communautés européennes selon lequel les deux plaignants ont présenté des éléments de preuve insuffisants pour établir que la modification des NENC entraîne le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes. Plus particulièrement, les Communautés européennes font valoir que l'existence d'"usages établis et uniformes" ne peut pas être attestée essentiellement par deux cas particuliers d'application (par la France et la République tchèque) de cette mesure sur un total de 27 États membres des CE.[1474] Nous observons que les RTC ont été présentés en tant qu'éléments de preuve d'une mise en vigueur avant la publication et non en tant qu'éléments de preuve d'usages établis et uniformes. Les usages établis et uniformes résultent de la nature et de l'objet des NENC et non d'éléments de preuve spécifiques d'une pratique spécifique des États membres des CE en matière de classement fournis par les RTC. Par conséquent, et dans l'optique de l'approche que nous avons suivie lorsque nous avons examiné la pertinence des RTC pour déterminer si les modifications des NENC entraînaient le relèvement d'un droit de douane, nous rejetons cet argument.[1475]

7.1123 Dans la présente section, nous avons premièrement défini le sens du membre de phrase "entraînerait le relèvement d'un droit de douane". Deuxièmement, nous avons examiné si les modifications des NENC en cause entraînaient le "relèvement d'un droit de douane". Nous avons conclu que c'était le cas. Troisièmement, nous avons examiné si la prescription relative à des "usages établis et uniformes" s'appliquait en l'espèce. Nous avons conclu que c'était le cas. Quatrièmement, nous avons défini le sens d'"usages établis et uniformes" et conclu que les modifications des NENC en cause entraînaient le relèvement d'un droit de douane "en vertu d'usages établis et uniformes". Nous

[1471] Voir le paragraphe 7.1028 plus haut.
[1472] Voir le paragraphe 7.1027 plus haut.
[1473] Réponse des Communautés européennes à la question n° 23 du Groupe spécial, paragraphe 103.
[1474] Voir le paragraphe 7.1114 plus haut.
[1475] Voir le paragraphe 7.1107 plus haut.

examinons maintenant si les modifications des NENC ont été "mises en vigueur" avant qu'elles n'aient été "publiée[s] officiellement".

iv) Question de savoir si le projet de NENC a été mis en vigueur avant sa publication officielle

Arguments des parties

7.1124 Les **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes ont imposé des droits sur les importations de modules séparés ayant une fonction de communication en ayant recours au raisonnement contenu dans les mesures en cause avant que les NENC n'aient été publiées officiellement au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.[1476] Ils allèguent que les RTC dont le Groupe spécial est saisi "étayent la conclusion" selon laquelle les États membres des CE se sont fondés sur les NENC pour prendre leurs décisions de classement avant la publication officielle de la modification des NENC.[1477] Plus particulièrement, les États-Unis signalent que "cinq RTC présentés en tant qu'éléments de preuve au Groupe spécial ont été délivrés entre le vote et la publication officielle et classaient les modules séparés ayant une fonction de communication dans la position passible de droits, et que quatre des cinq RTC font référence aux NENC en tant que "justification" du classement".[1478] Les États-Unis estiment qu'"il est révélateur que les CE n'aient présenté aucun RTC délivré par un quelconque État membre parvenu à la conclusion contraire".[1479] Le **Taipei chinois** fait valoir qu'"[a]vant la publication officielle en mai 2008, plusieurs États membres des CE avaient commencé à appliquer les NENC adoptées". Il signale que la mise en vigueur des modifications des NENC par les États membres des CE avant leur publication officielle est compatible avec le fait que les mesures en cause ont été rendues exécutoires lorsqu'elles ont été votées par le Comité du Code des douanes.[1480] Le Taipei chinois estime que les éléments de preuve présentés par les États-Unis et lui-même montrent que les autorités douanières ont appliqué la modification des NENC avant que ladite modification n'ait été publiée officiellement.[1481] Il signale que les mesures en cause ont effectivement été "mises en vigueur" puisque les autorités douanières des CE ont pris "dans des cas spécifiques des décisions *véritables* contraignant au respect des mesures, par exemple la perception de droits majorés, le retrait de RTC contraires ou la délivrance de RTC compatibles avec les critères mentionnés dans la mesure".[1482]

7.1125 Les États-Unis ont présenté 15 RTC, c'est-à-dire les RTC (1) à (15) ci-après.[1483] Le Taipei chinois a présenté six RTC, donc cinq ont également été présentés par les États-Unis, c'est-à-dire les RTC (5), (6), (7), (14) et (15).[1484] Le Taipei chinois a présenté un autre RTC (16). Ces 16 RTC sont:

[1476] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.

[1477] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.

[1478] Deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 269; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 124.

[1479] Réponse des États-Unis à la question n° 166 du Groupe spécial, paragraphe 90.

[1480] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 470 à 473. Les plaignants font valoir dans leur allégation au titre de l'article X:1 que les RTC ont été "rendus exécutoires" au moment du vote au Comité du Code des douanes, voir le paragraphe 7.1064 plus haut.

[1481] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 283 et 284.

[1482] Réponse du Taipei chinois à la question n° 154 du Groupe spécial, paragraphes 114 et 115 (pas d'italique dans l'original).

[1483] Les RTC 1 à 13 ont été présentés en tant que pièce US-28 et les RTC 14 et 15 ont été présentés en tant que pièce US-120.

[1484] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 472, note de bas de page 229 (pièces TPKM-60 et 61).

1. DEM-3358-05-1 (Allemagne, 11 août 2005) – 8521 90 00; [droit de 14 pour cent]
2. BED.T.245.774 (Belgique, 23 mars 2006) – 8528 12 20; [droit de 14 pour cent]
3. DEM/3971/06-1 (Allemagne, 13 juin 2006) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
4. DEM/4638/06-1 (Allemagne, 24 juillet 2006) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
5. FR-E4-2007-002839R1 (France, 11 juillet 2007) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
6. FR-E4-2007-001251 (France, 11 juillet 2007) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
7. FR-E4-2007-00261 (France, 11 juillet 2007) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
8. BED.T. 248.255 (Belgique, 23 janvier 2008) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
9. CZ05-0187-2008 (République tchèque, 23 avril 2008) – 8521 90 00; [droit de 13,9 pour cent]
10. NLRTD-2008-000713 (Pays-Bas, 20 mai 2008) – 8528 71 90; [droit de 14 pour cent]
11. NLRTD-2008-000714 (Pays-Bas, 20 mai 2008) – 8528 71 90; [droit de 14 pour cent]
12. BGBG/2008/000072 (Bulgarie, 26 mai 2008) – 8528 71 90; [droit de 14 pour cent]
13. CZ05-0478-2008 (République tchèque, 10 juin 2008) – 8528 71 90; [droit de 14 pour cent]
14. FR-E4-2005-003506 (France, 2 août 2005) – 8528 12 91 [droit nul]
15. GB 114068108 (Royaume-Uni, 8 avril 2005) – 8528 12 91 [droit nul]
16. BED.T.235.330 (Belgique, 4 mars 2004) – 8528 12 91 [droit nul].

7.1126 Les États-Unis et le Taipei chinois font valoir que ces RTC montrent qu'au moins certains États membres des CE ont mis en vigueur les modifications des NENC en cause avant leur publication officielle le 7 mai 2008. Plus particulièrement, ils signalent que certains des RTC délivrés avant la publication officielle des modifications des NENC en mai 2008 font expressément référence aux mesures en cause comme justification du classement pour classer tel ou tel module séparé dans un autre code que celui bénéficiant de la franchise de droits. C'est le cas des RTC 5, 6, 7 et 9.[1485] De plus, les deux plaignants font valoir que les RTC antérieurs au vote des modifications des NENC en cause au Comité du Code des douanes montrent que le classement des modules séparés ayant une fonction de communication munis d'un disque dur n'était pas uniforme. Ainsi, l'Allemagne et la Belgique classaient les modules séparés ayant une fonction de communication munis d'un disque dur

[1485] Deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 269.

dans une ligne tarifaire passible de droits différente, tandis que la France et le Royaume-Uni classaient ces produits dans une ligne tarifaire bénéficiant de la franchise de droits.[1486]

7.1127 De la même façon qu'elles l'ont fait dans leurs arguments relatifs à l'expression "rendus exécutoires" dans l'article X:1 du GATT de 1994, les **Communautés européennes** font valoir que pour qu'une mesure soit "mise en vigueur", elle doit d'abord avoir été formellement adoptée par la Commission et publiée au Journal officiel de l'UE.[1487] Elles font valoir que les mesures en cause sont strictement des "actes préparatoires" qui ont été formellement adoptés en avril 2008 seulement, quelques jours avant la publication officielle de la modification des NENC au Journal officiel le 7 mai 2008. Les Communautés européennes contestent la pertinence de ces RTC pour prouver la violation alléguée de l'article X:2. Elles estiment qu'elles ne peuvent pas empêcher les États membres des CE pris individuellement de prendre des mesures et se demandent si les plaignants ciblent ou non également les mesures individuelles (RTC) prises par les États membres des CE.[1488] À leur avis, les RTC présentés par les plaignants confirment en outre qu'il s'agit de mesures prises par les États membres des CE pris individuellement. Enfin, les Communautés européennes soutiennent que les circonstances spécifiques de l'espèce pourraient, au mieux, être considérées comme des éléments de preuve indiquant la manière dont les Communautés européennes ont "appliqué" dans un cas donné des mesures semblables à celles qui sont mentionnées à l'article X:1 au sens de l'article X:3 du GATT de 1994, mais estiment que ni les États-Unis ni le Taipei chinois n'ont formulé une telle allégation.[1489]

Examen par le Groupe spécial

7.1128 La dernière question qui est soumise au Groupe spécial consiste à déterminer si les modifications des NENC en cause – que celui-ci considère déjà comme étant d'ordre général et comme entraînant le relèvement d'un droit de douane en vertu d'usages établis et uniformes – ont été *mises en vigueur avant* leur publication officielle. Il n'est pas contesté que la publication des modifications des NENC au Journal officiel de l'UE constitue une telle publication officielle. Par conséquent, nous examinerons si les modifications des NENC ont été mises en vigueur *avant* leur publication officielle au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

7.1129 L'un des sens de "enforced" (mise en vigueur) est "carr[ied] out effectively" (exécutée effectivement).[1490] À notre avis, la preuve qu'une mesure a été appliquée démontrerait qu'elle a été mise en vigueur. C'est ce que corroborent les versions espagnole et française de l'article X:2. La version espagnole mentionne expressément "aplicada", qui veut dire "appliquée". La version française mentionne "mise en vigueur". L'expression "en vigueur" veut dire "en application", de sorte que "mise en vigueur" veut dire "mise en application".[1491] Par contre, l'expression "rendus exécutoires" employée à l'article X:1 ne prescrit pas nécessairement une application effective des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale.

7.1130 Par conséquent, nous examinons si les Communautés européennes ont effectivement appliqué les modifications des NENC en cause avant le 7 mai 2008. Nous évaluerons chaque modification tour à tour. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, la règle

[1486] Comparer les RTC 1, 3 et 4 qui classent les modules séparés munis d'un disque dur dans le code NC 8521 90 00 avec le RTC 2 qui classe un module séparé dans le code 8528 12 20 et les RTC 14 et 15 qui classent un module séparé dans le code 8528 12 91.

[1487] Voir le paragraphe 7.1041 plus haut.

[1488] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 97.

[1489] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 321 à 327; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 95 et 96.

[1490] Webster's New Encyclopaedia Dictionary (1993), page 332.

[1491] Le nouveau Petit Robert (2000), page 2676.

générale de la charge de la preuve veut que la charge incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.[1492] Il incombe donc aux deux plaignants d'établir le bien-fondé de leurs allégations. Les plaignants ont présenté des RTC dans le but de prouver cet aspect de leurs allégations.

7.1131 D'emblée, nous tenons à souligner que nous ne voyons rien dans l'article X:2 qui prescrit un seuil particulier en ce qui a trait au nombre de cas de mise en vigueur dont il faut démontrer l'existence pour établir qu'une mesure pertinente a été mise en vigueur avant sa publication officielle au sens de l'article X:2. À notre avis, même un seul cas de mise en vigueur d'une mesure avant sa publication officielle pourrait équivaloir à une violation de l'article X:2, eu égard aux faits de l'espèce. Nous estimons qu'une constatation différente porterait atteinte à l'objectif de la régularité de la procédure prévu à l'article X:2. Nous rappelons en outre que nous avons indiqué plus haut que les "usages établis et uniformes" se rapportaient au "relèvement".[1493] Ce membre de phrase ne précise pas un niveau prescrit de mise en vigueur.

7.1132 Nous commençons par la modification apportée aux NENC en octobre 2006. Il s'agit de la modification qui exclut du code NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont dotés d'une connectivité WLAN, RSIN ou Ethernet. Lorsque nous avons passé en revue les RTC qui ont été présentés et que nous avons examiné s'ils établissaient que cette modification avait été mise en vigueur avant sa publication officielle le 7 mai 2008, nous avons noté qu'ils concernaient tous des modules séparés ayant une fonction de communication dotés d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD. Aucun ne se rapportait à une décision de classement portant sur les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont dotés d'une connectivité WLAN, RSIN ou Ethernet. Pour cette raison, nous ne disposons pas d'éléments de preuve démontrant que la modification apportée aux NENC en octobre 2006 a été *mise en vigueur* par les autorités douanières des États membres des CE avant le 7 mai 2008. Par conséquent, nous concluons que les États-Unis et le Taipei chinois n'ont pas prouvé que la modification des NENC d'octobre 2006 avait été mise en vigueur avant sa publication officielle au Journal officiel de l'UE en tant que CNEN 2008/C 112/03 le 7 mai 2008. Nous concluons donc que les deux plaignants n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation selon laquelle la modification des NENC d'octobre 2006 était incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article X:2 du GATT de 1994.

7.1133 Nous passons maintenant à la modification apportée aux NENC en avril 2007. Il s'agit de la modification qui exclut de la position NC 8528 12 91 bénéficiant de la franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction, comme un disque dur ou un lecteur de DVD. Nous avons déjà établi que tous les RTC présentés par les deux plaignants se rapportaient aux modules séparés ayant une fonction de communication munis d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD. Nous notons toutefois que les RTC ne sont pas tous pertinents dans ce cas-ci. Nous pouvons écarter les RTC 10, 11, 12 et 13 parce qu'ils ont tous été délivrés après la date de publication officielle au Journal officiel de l'UE, c'est-à-dire après le 7 mai 2008. Par conséquent, ils ne peuvent pas servir à établir que la modification des NENC en question a été mise en vigueur avant le 7 mai 2008. Nous pouvons également écarter les RTC 1, 2, 3, 4, 14, 15 et 16 parce qu'ils ont tous été délivrés avant que la modification des NENC ne fasse l'objet d'un vote au Comité du Code des douanes, c'est-à-dire avant avril 2007. Par conséquent, ces RTC sont également dénués de pertinence pour établir que la modification des NENC en question a été mise en vigueur avant sa publication officielle. Il nous reste les RTC 5, 6, 7, 8 et 9, qui pourraient être pertinents étant donné qu'ils ont tous été délivrés *après* le

[1492] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.
[1493] Voir le paragraphe 7.1116 plus haut.

vote au Comité du Code des douanes mais *avant* la publication officielle de la modification des NENC au Journal official de l'UE. Nous notons que les RTC 5, 6, 7 et 9 semblent particulièrement pertinents puisqu'ils font expressément référence à cette modification des NENC en tant que "justification du classement". Plus particulièrement, le texte des RTC 5, 6 et 7 délivrés par la France mentionne expressément sous la rubrique "justification du classement" la 420ème réunion du Comité du Code des douanes les 18, 19 et 20 avril 2007. En outre, le RTC 9 délivré par la République tchèque mentionne sous "justification du classement" le fait que "[l]e produit ne peut pas être inclus dans le code 8528 71 13 00 du TARIC parce qu'il est équipé d'un disque dur".[1494] En d'autres termes, le RTC exclut le module séparé muni d'un disque dur de la position 8528 71 13 en franchise de droits à cause de la présence d'un disque dur et prévoit son classement dans la position 8521 90 00 passible de droits. C'est exactement ce que prescrit la modification des NENC. Enfin, il y a le RTC 8. Ce RTC montre qu'un module séparé muni d'un disque dur a été classé dans une position passible de droits. Toutefois, nous ne relevons aucune référence explicite à la modification des NENC dans le RTC 8; par conséquent, bien qu'il soit compatible avec la mesure en cause, nous ne tirerons aucune conclusion en ce qui concerne le RTC 8.

7.1134 Nous constatons que la référence explicite à cette modification des NENC dans les RTC 5, 6, 7 et 9 montre clairement que les autorités douanières étaient tout à fait au courant de la mesure en cause. De plus, le fait que la mesure en cause était explicitement mentionnée en tant que "justification du classement" montre qu'au moins les États membres des CE qui ont délivré ces RTC ont appliqué la mesure en cause *avant* la publication officielle de la modification des NENC le 7 mai 2008. En conséquence, nous constatons que ces quatre RTC montrent que la modification en cause apportée aux NENC en 2007 a été mise en vigueur par les États membres des CE pour déterminer le classement tarifaire avant la publication officielle de la modification des NENC au Journal officiel de l'UE. Par conséquent, nous constatons que les États-Unis et le Taipei chinois ont établi que la modification apportée aux NENC en avril 2007 avait été mise en vigueur par au moins certains États membres des CE avant sa publication officielle au Journal officiel de l'UE en tant que NENC 2008/C 112/03 le 7 mai 2008. Les États-Unis et le Taipei chinois ont donc établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 en ce qui concerne la modification apportée aux NENC en avril 2007.

7.1135 En résumé, nous avons déterminé que les États-Unis et le Taipei chinois n'avaient pas établi que les Communautés européennes avaient mis en vigueur la modification apportée aux NENC en octobre 2006 avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008. Par contre, nous avons constaté que les États-Unis et le Taipei chinois avaient fourni des éléments de preuve suffisants pour établir que la modification apportée aux NENC en avril 2007 avait été mise en vigueur avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal official de l'UE le 7 mai 2008, en violation de l'article X:2 du GATT de 1994. Par conséquent, nous concluons que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification apportée aux NENC en avril 2007.

G. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS (MFM)

7.1136 Dans la présente section des rapports, le Groupe spécial examinera les allégations des **plaignants** selon lesquelles certaines mesures des CE sont incompatibles avec l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 parce qu'elles aboutissent à un traitement tarifaire moins favorable pour les

[1494] Voir la pièce US-28: les RTC français originaux mentionnent la "Décision du Comité du Code des douanes lors de la 420ème session des 18, 19 et 20 avril 2007". Les plaignants ont fourni une traduction du RTC tchèque qui n'a pas été contestée par les Communautés européennes.

importations de certaines machines numériques multifonctions (MFM) que celui qui est prévu pour ces produits dans la Liste des CE et parce que le traitement tarifaire appliqué dépasse celui qui est prévu dans la liste des CE. Dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants expliquent que les MFM sont des machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (y compris les dispositifs désignés dans le commerce par l'appellation "MFP" (imprimantes multifonctions), d'autres "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information", et les télécopieurs).[1495]

7.1137 Pendant toute la procédure, les plaignants ont divisé les MFM en deux sous-catégories: i) les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information (par exemple un ordinateur) ou à un réseau informatique; et ii) les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, mais qui se connectent à une ligne téléphonique, de sorte qu'elles ont nécessairement une fonction de transmission de télécopie.[1496] Pour examiner quant au fond les allégations des plaignants concernant les MFM dans les sous-sections VII.G.3 et VII.G.4 ci-dessous, nous diviserons aussi les produits en ces deux sous-catégories, à savoir les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information.

7.1138 Les **plaignants** estiment qu'au moment de la conclusion de l'ATI, les MFM importées dans les Communautés européennes étaient classées dans les sous-positions 8471 60 ou 8517 21 du SH1996 qui bénéficient de la franchise de droits. Toutefois, ils allèguent qu'à partir de 1999 les Communautés européennes ont commencé à adopter des mesures fondées sur des "critères de classement arbitraires", qui ont eux-mêmes conduit au reclassement des MFM sous des positions *passibles de droits* (c'est-à-dire comme "appareils de photocopie" relevant de la sous-position 9009 12 du SH1996, qui est assujettie à un droit de 6 pour cent). D'après les plaignants, ce reclassement allégué a "érodé" ou a "vidé" les concessions relatives à la franchise de droits et fondées sur l'ATI qui figurent dans la Liste des CE pour ces produits, conduisant en définitive à l'imposition de droits de 6 pour cent sur la plupart des MFM importées dans les Communautés européennes.[1497] C'est la perception de ce droit *ad valorem* de 6 pour cent sur des produits dont les plaignants pensent qu'ils devraient bénéficier d'un traitement en franchise de droits qui est au centre de leurs allégations.

7.1139 Les **Communautés européennes** font toutefois valoir que les produits en cause ne relèvent pas exclusivement des positions tarifaires qui incorporent les concessions qu'elles appliquent sous forme d'exemption de droits. Au contraire, ces produits pourraient également, *prima facie*, être classés à juste titre sous une position tarifaire distincte qui incorpore une concession prévoyant des droits, position qui est actuellement appliquée par les autorités douanières des CE. D'après les

[1495] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS735/8, 376/8, 377/6, note de bas de page 15.

[1496] Nous employons cette terminologie pour faciliter notre analyse. Cet emploi est sans préjudice de la position des parties, ainsi que de la nôtre, sur toute caractéristique additionnelle ou spécifique que ces produits pourraient avoir, comme il est indiqué et analysé ci-après.

[1497] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1 et 75; première communication écrite du Japon, paragraphes 52 à 56; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 493 à 495. Les États-Unis allèguent que des éléments de preuve montrent ce "reclassement", effectué par les autorités douanières des CE, de positions bénéficiant de la franchise vers des positions passibles de droits (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 103 et note de bas de page 219, dans laquelle certains RTC qui, selon les États-Unis, classaient les MFM sous des sous-positions bénéficiant de la franchise *avant* et *pendant* les négociations sur l'ATI (pièce US-106) sont comparés avec divers autres RTC qui, selon les États-Unis, classaient les MFM sous des sous-positions passibles de droits *après* l'entrée en vigueur des mesures en cause (pièce US-62)).

Communautés européennes, dans une situation dans laquelle un produit peut, *prima facie*, relever de plusieurs positions tarifaires, une application correcte des règles du SH aura pour conséquence que certains des produits relèvent à juste titre de la concession prévoyant des droits. Elles estiment donc que le traitement tarifaire prévoyant des droits sur certaines MFM qui découle des mesures en cause reflète simplement une interprétation correcte de la portée de ces concessions communautaires sous forme d'exemption de droits ou prévoyant des droits qui sont applicables simultanément, et non une quelconque incompatibilité avec l'article II. Par conséquent, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations des plaignants.

7.1140 La tâche du **Groupe spécial** est donc de déterminer: a) la portée de la concession tarifaire sous forme d'exemption de droits qui figure dans la Liste des CE; b) si les produits en cause sont visés par la concession tarifaire sous forme d'exemption de droits; c) si les mesures contestées conduisent à l'imposition de droits sur les produits en cause qui sont plus élevés que ceux qui sont prévus dans la Liste des CE; et d) si les mesures en cause aboutissent à un traitement moins favorable pour les produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE.

7.1141 Nous notons que l'approche que nous avons décrite exige que le Groupe spécial commence par identifier les mesures et les produits en cause. Cela est particulièrement important en l'espèce car les Communautés européennes ont soulevé plusieurs points pour contester que certaines mesures relèvent du mandat du Groupe spécial. Par conséquent, avant d'examiner quant au fond les allégations des plaignants, nous examinerons d'abord si des aspects particuliers de ces allégations sont soumis à bon droit au Groupe spécial.

1. Questions préliminaires

7.1142 Au cours de la présente procédure, les Communautés européennes ont soulevé diverses questions relatives à la compétence du présent Groupe spécial pour ce qui est des allégations concernant les MFM. Tout d'abord, elles ont fait valoir que plusieurs mesures indiquées par les plaignants dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial n'étaient plus effectivement applicables dans la pratique et étaient donc dénuées de pertinence pour l'analyse du Groupe spécial. Ensuite, elles ont fait valoir que l'une des mesures contestées n'était pas juridiquement contraignante au regard du droit communautaire. Enfin, elles ont allégué que les plaignants avaient ajouté, en cours de procédure, de nouvelles mesures et de nouvelles allégations qui n'étaient pas incluses dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial et qui ne relevaient donc pas du mandat du Groupe spécial.

7.1143 Nous examinerons chacune de ces questions à tour de rôle. Nous notons que l'Organe d'appel a expliqué que, pris ensemble, l'indication des mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la plainte composaient la "question portée devant l'ORD", qui était le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[1498]

7.1144 L'un des principaux buts du mandat est d'établir la compétence du groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend.[1499] L'Organe d'appel a également fait observer que l'attribution de la compétence à un groupe spécial était une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial.[1500] Par conséquent, nous devons d'abord examiner ces questions avant de pouvoir examiner quant au fond les allégations des plaignants.

[1498] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76.
[1499] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 24.
[1500] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36.

7.1145 Puisque la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial sert de fondement au mandat du présent Groupe spécial, nous commencerons notre analyse par exposer d'abord le texte pertinent de cette demande.

a) Les mesures en cause indiquées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial:

7.1146 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les **plaignants** ont indiqué ce qui suit comme étant les mesures des CE en cause dans le présent différend en ce qui concerne leurs allégations selon lesquelles le traitement tarifaire appliqué aux MFM par les Communautés européennes est incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994:

- le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission[1501];
- le rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes (la "Déclaration de 2005")[1502];
- le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission[1503];
- le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié (la "NC2007")[1504]; et
- toutes modifications ou prorogations, ainsi que toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

7.1147 En particulier, dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, il est indiqué que "les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les MFM" au moyen de diverses mesures qui y sont énumérées. Parmi ces mesures figure le "Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées (y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007)".[1505]

7.1148 Ensuite, il est expliqué dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, que les modifications apportées à la Liste des CE "pour tenir compte des engagements pris au titre de l'ATI" incluaient "les concessions pour les "[t]élécopieurs", tels qu'ils relèvent de la position 8517 21 00 du SH et les "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques pour le traitement de l'information", telles qu'elles relèvent de la catégorie 8471 60 du SH. Le taux de droit consolidé pour les deux produits est nul".

7.1149 De plus, il est allégué dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission assujettissent "certaines MFM" à "un taux de droit de 6 pour cent" en les classant comme "photocopieuses électrostatiques à procédé indirect" et

[1501] Pièces US-59; JPN-4; TPKM-35.
[1502] Pièces US-60; JPN-6; TPKM-32.
[1503] Pièces US-61; JPN-5; TPKM-36.
[1504] Tel qu'il a été modifié, entre autres par le Règlement n° 1549/2006 de la Commission, qui a introduit la NC2007 (pièces JPN-2; TPKM-34). Pour une explication détaillée de la NC, voir la section VII.B.4 a) ci-dessus.
[1505] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, 377/6, page 6 et note de bas de page 16 (note de bas de page de l'original omise).

"appareils de photocopie", respectivement. Dans cette demande, il est également affirmé que la Déclaration de 2005 prévoit que les "appareils multifonctions" ayant une certaine rapidité de photocopie doivent être classés dans la position 90.09 du SH passible d'un droit de 6 pour cent.

7.1150 Il est aussi allégué dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que le Règlement n° 2658/87, tel qu'il a été modifié (y compris la modification de 2006 portant promulgation de la NC2007), avec la création de trois sous-catégories spécifiques de la NC, est incompatible avec les concessions des Communautés européennes. En particulier, il est allégué ce qui suit:

> "Le 31 octobre 2006, les CE ont modifié le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, créant les codes NC 8443 31 10 ("[m]achines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute"), NC 8443 31 91 ("[a]utres; [m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique") et NC 8443 31 99 ("[a]utres"). En vertu de ces sous-catégories, les MFM dont la vitesse de copie dépasse 12 pages monochromes par minute et qui sont dotées d'un procédé électrostatique sont classées dans le code NC 8443 31 91. Le taux de droit pour le code NC 8443 31 91 est de 6 pour cent."[1506]

7.1151 Enfin, il est affirmé dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que les plaignants formulent également des allégations à l'encontre de toutes modifications ou prorogations des mesures spécifiquement énumérées, ainsi que de toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

b) Les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et la Déclaration de 2005 échappent-ils à la compétence du Groupe spécial du fait qu'ils ne sont plus applicables effectivement?

i) Arguments des parties

7.1152 Les **Communautés européennes** font valoir que les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission sont tous deux fondés sur le code NC 9009 12 00, qui a été définitivement supprimé une fois qu'elles ont mis en œuvre le SH2007, comme cela ressort de la NC2007 (et de ses versions ultérieures). Elles notent également que, dans le SH2007, la position 9009 a été remplacée par trois sous-positions du SH entièrement nouvelles, à savoir 8443 31, 8443 32 et 8443 39. Elles allèguent donc que lorsque la NC2007 est entrée en vigueur le 1er janvier 2007, les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission, bien que toujours "formellement en vigueur", sont devenus "effectivement inapplicables dans la pratique" à partir de cette date et qu'ils le sont restés à la date de l'établissement du présent Groupe spécial. Elles estiment qu'en raison de la différence de libellé et de structure entre l'ancien code NC [SH] 9009 et le nouveau code NC [SH] 8443, il est très difficile, voire "sans intérêt", d'appliquer aujourd'hui par "analogie" ces deux règlements de classement. Elles indiquent également qu'à la suite de ces changements elles sont en train d'abroger formellement les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission, ainsi que tous les autres règlements relatifs au classement de certains produits sous la position 9009 du SH. Les

[1506] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, 377/6, page 7 (note de bas de page de l'original omise).

Communautés européennes précisent en outre qu'elles entendent mener à bien ce processus pour le début d'octobre 2009, au plus tard.[1507]

7.1153 Enfin, s'agissant de la Déclaration de 2005, les Communautés européennes font valoir qu'en tout état de cause elle a été remplacée du fait de l'adoption du critère des 12 pages par minute dans le cadre de la NC2007 et n'est donc pas une mesure soumise au Groupe spécial puisqu'elle n'est plus applicable.[1508]

7.1154 Les **États-Unis** et le **Japon** (en ce qui concerne les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission, ainsi que la Déclaration de 2005) et le **Taipei chinois** (uniquement en ce qui concerne les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission)[1509] répondent que ces mesures sont toujours valables et en vigueur, et qu'elles font toujours partie du système juridique communautaire, du moins tant qu'elles n'ont pas été expressément et formellement retirées, annulées, abrogées ou modifiées.[1510]

7.1155 Les **plaignants** estiment également que des éléments de preuve, sous la forme d'un RTC émanant de la France, montrent que, contrairement à l'argument des Communautés européennes selon lequel ces mesures sont devenues "effectivement inapplicables" avec l'adoption de la nouvelle NC2007, en fait, les autorités douanières communautaires se sont appuyées sur ces mesures même après l'entrée en vigueur de la NC2007.[1511] D'une manière plus générale, le Japon et le Taipei chinois

---

[1507] Réponse des Communautés européennes à la question n° 110 du Groupe spécial, paragraphe 20.

[1508] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 160.

[1509] En ce qui concerne la Déclaration de 2005, le Taipei chinois estime qu'elle "a effectivement été remplacée" par la NC2007 (et ses versions ultérieures) en raison de l'incorporation du critère des 12 pages par minute dans cette NC (réponse du Taipei chinois à la question n° 24 du Groupe spécial).

[1510] Réponses des plaignants aux questions n° 18 et 24 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 5 et 103; deuxième déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 7; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 34; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 44, 46 à 51, 56, 291 et 292. Les États-Unis notent en outre que les Communautés européennes elles-mêmes "admettent" que les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission restent "formellement en vigueur" et que la Déclaration de 2005 a une "certaine valeur interprétative" (deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 105 (citant la réponse des Communautés européennes à la question n° 24 du Groupe spécial)). Le Taipei chinois estime également qu'il n'existe pas en droit communautaire d'"annulation implicite" ni d'"annulation par analogie" (réponses du Taipei chinois aux questions n° 18 et 24 du Groupe spécial et deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 48). Il fait référence à l'affaire *Cabletron* (C-463/98) devant la Cour européenne de justice comme exemple d'une *annulation expresse* de règlements relatifs au classement (deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 48 et note de bas de page 35). Il fait également référence au Règlement n° 705/2005 de la Commission (pièces TPKM-83 et CE-102) comme exemple d'une *modification* et d'une *abrogation expresses* de règlements relatifs au classement en raison de changements apportés à la NC qui résultaient, entre autres, de l'élimination de certains codes NC (deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 49 et 50). Le Japon fait valoir, à titre subsidiaire, que si ces trois mesures ne sont effectivement "plus en vigueur d'un point de vue juridique", elles servent du moins à "expliquer la version actuelle de la mesure en cause" (réponse du Japon à la question n° 18 du Groupe spécial).

[1511] Plus précisément, les plaignants font référence au RTC FR-E4-2007-002262-R (publié par les douanes françaises le 13 janvier 2007), qui classait dans le code NC2007 8443 31 91 les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et citait le Règlement n° 517/1999 de la Commission comme l'une des justifications de cette décision (pièces US-62; TPKM-84). Voir les réponses des États-Unis aux questions n° 18 et 24 du Groupe spécial; la deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 220 relative au paragraphe 105; la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 7; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 34 (faisant référence à la réponse des États-Unis à la question n° 18 du Groupe spécial); et la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 53, note de bas de page 39.

allèguent aussi que les autorités nationales des CE peuvent toujours aujourd'hui établir leurs classements tarifaires sur la base de ces mesures en utilisant simplement un "tableau d'équivalence" ou un "tableau de conversion" entre l'ancienne NC et l'actuelle, ce qui leur permet de conclure, par exemple, qu'un appareil auparavant classé dans le code 9009 12 00 de l'ancienne NC relèverait maintenant du code 8443 de la nouvelle NC.[1512]

7.1156 Les **Communautés européennes** répondent que le "tableau de conversion" mentionné par le Japon et le Taipei chinois n'est pas juridiquement contraignant et ne modifie pas les termes des règlements de classement antérieurs qui sont fondés sur une nomenclature différente. En outre, comme ce tableau "n'a pas été adopté par la Commission, [il] reflète donc exclusivement les vues des services de la Commission responsables des questions douanières".[1513] Quant au RTC de la France cité par les plaignants comme élément de preuve montrant que les mesures en cause sont applicables toujours aujourd'hui, les Communautés européennes expliquent que la référence faite dans ce RTC au Règlement n° 517/1999 de la Commission était "simplement [une] source additionnelle étayant l'interprétation" retenue par les autorités douanières françaises.[1514]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1157 Deux questions se posent au **Groupe spécial**. Premièrement, quel est le statut factuel des Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et de la Déclaration de 2005? Deuxièmement, si la mise en œuvre de la NC2007 a effectivement remplacé et rendu inapplicables les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission ainsi que la Déclaration de 2005, cela signifie-t-il qu'ils ne peuvent plus être considérés comme des mesures en cause en ce qui concerne les allégations relatives aux MFM?

7.1158 Nous croyons comprendre que l'argument des Communautés européennes est, en substance, le suivant: l'adoption de la NC2007 a eu pour effet de rendre ces trois mesures "effectivement inapplicables dans la pratique"; par conséquent, la *seule* mesure en cause dans le présent différend est l'*actuelle* NC. Nous notons tout d'abord qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties au présent différend sur le fait qu'au moment de l'établissement du Groupe spécial, les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission étaient, comme le disent les Communautés européennes elles-mêmes, toujours "formellement en vigueur" dans le système juridique communautaire.[1515] De

---

[1512] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 24 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 52 et 53.

[1513] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 156 (observations concernant les réponses des plaignants à la question n° 24 du Groupe spécial). Pour étayer ce point de vue, les Communautés européennes mettent en avant le libellé de l'avertissement ci-après, qui figure dans un document intitulé "Conversion Tables for CN 2006-2007 and CN 2007-2006" (pièce EC-93):

> "*Disclaimer: these conversion tables are provided only for information and have no legal value. Only the Combined Nomenclature is binding*." (Avertissement: ces tableaux de conversion sont uniquement donnés pour information et n'ont aucune valeur juridique. Seule la nomenclature combinée est contraignante.)

[1514] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 158 (observations concernant les réponses des plaignants à la question n° 24 du Groupe spécial).

[1515] Nous notons également que, comme les Communautés européennes elles-mêmes le signalent, pas plus tard qu'en 2009, la Cour européenne de justice, dans sa décision dans l'affaire *Kip*, a expressément "confirmé la validité" du Règlement n° 400/2006 de la Commission (voir la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 138; voir aussi la réponse du Taipei chinois à la question n° 18 du Groupe spécial et la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 56). En outre, nous

plus, bien que les Communautés européennes aient dit au Groupe spécial que les mesures seraient abrogées pour octobre 2009, elles ne lui ont donné aucun renseignement confirmant que cela avait réellement eu lieu.

7.1159 Nous notons que, même si l'abrogation formelle des mesures a bien eu lieu après que le Groupe spécial a été établi et son mandat fixé, il relèverait toujours de notre pouvoir discrétionnaire de décider de la façon de prendre en compte des modifications ultérieures ou une abrogation des mesures en cause.[1516] Pour décider comment exercer ce pouvoir discrétionnaire, nous notons que, certains groupes spéciaux antérieurs se sont prononcés sur des mesures abrogées ou venues à expiration si ces mesures avaient encore des effets qui subsistaient après l'abrogation[1517] ou s'ils pensaient qu'une décision en ce sens aiderait à arriver à une solution positive du différend comme l'exigeait l'article 3:7 du Mémorandum d'accord.[1518] D'autres groupes spéciaux antérieurs ont aussi décidé de rendre des décisions sur des mesures abrogées ou venues à expiration dans des affaires dans lesquelles le Membre défendeur n'avait pas reconnu l'incompatibilité de la mesure abrogée avec les règles de l'OMC et dans lesquelles cette mesure pouvait être facilement imposée à nouveau.[1519]

7.1160 Nous ne voyons aucun désaccord entre les parties sur le fait que les plaignants ont spécifiquement indiqué les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et la Déclaration de 2005 dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. Nous notons aussi que les plaignants font valoir que les mesures ont toujours des effets qui subsistent, comme l'attestent le recours des autorités douanières françaises à ces règlements et l'utilisation par d'autres autorités douanières nationales des Communautés européennes d'un "tableau de conversion" renvoyant aux positions tarifaires préexistantes. En outre, comme il sera analysé ci-après, au sujet de la Déclaration de 2005, même s'il était vrai que ces documents sont "effectivement inapplicables" et n'ont aucun poids juridique particulier dans la structure juridique des Communautés européennes, cela ne signifie pas *ipso facto* qu'ils ne sont pas susceptibles d'être contestés dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.[1520] De plus, les plaignants continuent de demander au Groupe spécial une constatation relative à ces mesures et estiment qu'une constatation du Groupe spécial sur la compatibilité de ces mesures avec les obligations des CE au titre du GATT de 1994 aiderait à arriver à une solution positive du présent différend. Enfin, les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que l'abrogation prévue des mesures était due à l'incompatibilité de celles-ci avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC et n'ont pas admis non plus que les mesures étaient effectivement incompatibles avec les règles de l'OMC. Pour toutes les raisons qui précèdent, le Groupe spécial formulera des constatations au sujet de la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC.

7.1161 Comme il a été expliqué plus haut, les Communautés européennes ont indiqué au Groupe spécial qu'elles avaient l'intention d'abroger les mesures pendant la présente procédure; or aucun élément de preuve n'a été dûment présenté au Groupe spécial pour ce qui est de savoir si cette abrogation a effectivement eu lieu ou si les mesures continuent à avoir un effet juridique. En outre, toute abrogation en ce sens aurait eu lieu après que le Groupe spécial a été établi et son mandat

---

considérons que le fait que les Communautés européennes sont "en train d'abroger formellement" les Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission est une indication supplémentaire que ces mesures sont effectivement toujours "valables" et donc "formellement en vigueur".

[1516] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)*, paragraphe 270.

[1517] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.122 et 7.128, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 274.

[1518] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.453.

[1519] Rapport du Groupe spécial *Inde – Droits additionnels*, paragraphes 7.69 et 7.70.

[1520] Voir les paragraphes 7.1164 à 7.1169 ci-après.

fixé.[1521] Par conséquent, le Groupe spécial estime qu'il peut formuler des recommandations au sujet de ces mesures.

c) La Déclaration de 2005 est-elle une mesure susceptible de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC?

i) Arguments des parties

7.1162 Tous les plaignants citent la Déclaration de 2005 comme mesure en cause.[1522] Les **États-Unis** et le **Japon** font valoir que, par le biais de la Déclaration de 2005, les Communautés européennes ont indiqué explicitement pour la première fois que la vitesse de sortie – exprimée en pages par minute – serait le "critère clé" pour déterminer si une MFM serait ou non assujettie à des droits, même si la vitesse de copie n'avait pas de fondement dans le libellé des différentes positions en cause.[1523] Les plaignants estiment que ce critère du nombre de pages par minute fait effectivement passer les MFM ayant une fonction de télécopie de la position 8517 bénéficiant de la franchise de droits (qui vise les "[t]élécopieurs") au code NC 9009 12 00 passible de droits (qui vise les appareils de photocopie) et, à partir du SH2007, vers le code NC 8443 31 91 passible de droits, tous deux assujettis à un droit de douane de 6 pour cent.[1524] Par conséquent, l'application de ce critère a pour effet d'exclure certaines MFM du traitement en franchise de droits. Selon les États-Unis, cela constitue une exclusion "en soi" du traitement en franchise de droits.[1525] Par ailleurs, le **Taipei chinois** indique aussi qu'outre le fait que ce nouveau critère s'applique à l'échelle des Communautés, certains États membres des CE comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont également incorporé le critère des 12 pages par minute dans leurs "lignes directrices nationales relatives au classement".[1526]

7.1163 En réponse, les **Communautés européennes** font valoir que la Déclaration de 2005 n'a "jamais été censée avoir un quelconque effet juridique".[1527] Elles estiment que cette Déclaration "consigne un avis exprimé par [le Comité du Code des douanes]" et que, "[b]ien qu'elle puisse avoir une certaine valeur interprétative, elle n'est pas un acte juridique en droit communautaire".[1528]

[1521] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272; et rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)*, paragraphe 271.

[1522] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78 (pièce US-60); première communication écrite du Japon, paragraphes 42 et 43 (pièce JPN-6); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 114 (pièce TPKM-32).

[1523] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78; première communication écrite du Japon, paragraphe 57.

[1524] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 et 79 (faisant référence aux RTC publiés en 2006 qui démontrent, selon les allégations, que les États membres des CE classaient des MFM dans le code NC 9009 12 00 passible de droits en tant que photocopieuses en se fondant sur le critère du nombre de pages par minute (pièce US-62)); première communication écrite du Japon, paragraphe 44 (faisant référence à des RTC qui démontrent, selon les allégations, qu'avant et après 2007 les États membres des CE classaient des MFM dans le code NC 9009 12 00 passible de droits en tant que photocopieuses en se fondant sur le critère du nombre de pages par minute (pièces JPN-7 et 8)); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 488.

[1525] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 148.

[1526] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 506.

[1527] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 160.

[1528] Réponse des Communautés européennes à la question n° 24 du Groupe spécial.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1164 En ce qui concerne la Déclaration de 2005, le **Groupe spécial** croit comprendre que, l'argument des Communautés européennes est en substance le suivant: la Déclaration de 2005 "n'est pas un acte juridique en droit communautaire". Par conséquent, elle ne peut pas être une "mesure" en cause qui peut être contestée devant l'OMC.[1529]

7.1165 L'article 3:3 du *Mémorandum d'accord* permet à un Membre de contester des "mesures prises par un autre Membre" dont il pense qu'elles peuvent compromettre des avantages résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés. Des groupes spéciaux antérieurs ont déterminé que, si ce dont ils étaient saisis n'était pas une "mesure" au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, ils n'étaient pas compétents pour connaître de la plainte concernant cette mesure.[1530] Ils ont également conclu que, comme pour d'autres questions relatives à la compétence, la détermination du point de savoir si ce qui était porté devant un groupe spécial était effectivement une mesure susceptible de faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC pouvait et devait être établie, que les parties au différend aient soulevé la question ou non.[1531]

7.1166 L'Organe d'appel a précisé qu'"[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC [pouvait] être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends"[1532] et que "[l]es actes ou omissions qui [étaient] ainsi imputables [étaient] habituellement les actes ou omissions des organes de l'État, y compris ceux du pouvoir exécutif[1533]".[1534]

7.1167 La détermination de la question de savoir si quelque chose est une "mesure" "doit être fondée sur le contenu et le fond de l'instrument et pas simplement sur sa forme ou sa nomenclature".[1535] L'Organe d'appel a précisé que le statut juridique d'un instrument à l'intérieur du système juridique interne d'un Membre n'était pas pertinent pour déterminer si cet instrument était une mesure au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord.[1536] En fait, tout acte, imputable à un Membre, qui établit

[1529] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 7.167 à 7.171 (constatation selon laquelle une analyse au titre de l'article 3:3 est requise lorsqu'une partie affirme qu'un instrument ne devrait pas être examiné par un groupe spécial parce qu'il n'a pas d'effet juridique et selon laquelle cette analyse est nécessaire pour faire en sorte qu'un groupe spécial n'outrepasse pas son pouvoir).

[1530] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1694.

[1531] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1658.

[1532] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[1533] *(note de bas de page de l'original)* Les déterminations spécifiques établies par les organismes exécutifs d'un Membre comme les règlements publiés par le pouvoir exécutif peuvent constituer des actes imputables à ce Membre. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, où les mesures renvoyées au Groupe spécial comprenaient une détermination établie par l'USDOC dans un réexamen administratif ainsi qu'une disposition réglementaire publiée par l'USDOC.

[1534] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[1535] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, note de bas de page 87.

[1536] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187 (constatation selon laquelle un "policy bulletin" non contraignant avait une valeur normative parce qu'il fournissait des orientations administratives et créait des attentes parmi le grand public et les acteurs privés).

des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective constitue une mesure qui peut faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC.[1537]

7.1168 Lorsqu'un Membre conteste une règle ou une norme "en tant que telle", comme c'est le cas en l'espèce, il doit établir qu'il s'agit d'une règle ou norme imputable au Membre défendeur, définir sa teneur précise et démontrer qu'elle est appliquée de manière générale et prospective. Un élément de preuve permettant d'établir les éléments requis peut être la preuve d'une application systématique de la "règle ou norme" contestée.[1538] Nous notons que nous avons traité la question de savoir ce qui était requis pour contester une mesure "en tant que telle" dans le contexte de notre examen des arguments des Communautés européennes concernant les NENC. Voir les paragraphes 7.153 à 7.160 ci-dessus. Nous ne voyons aucune raison de tirer des conclusions différentes ici.

7.1169 Compte tenu de ce qui précède, nous ne trouvons pas convaincant l'argument des Communautés européennes selon lequel la Déclaration de 2005 devrait être exclue de la juridiction du Groupe spécial *uniquement* parce qu'elle n'est pas "juridiquement contraignante" en droit communautaire. Néanmoins, après avoir formulé cette constatation, nous ne devons pas arrêter là notre analyse. Nous devons encore déterminer si les plaignants ont établi que la Déclaration de 2005 était imputable aux Communautés européennes et s'il s'agissait d'une règle ou norme appliquée de manière générale et prospective, de sorte qu'elle répondait à la définition d'une "mesure" pouvant être contestée "en tant que telle" dans le cadre d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, conformément à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord.

La Déclaration de 2005 est-elle imputable aux Communautés européennes?

7.1170 Nous faisons tout d'abord observer que les plaignants ont affirmé, et que les Communautés européennes n'ont pas nié, que la Déclaration de 2005 était une déclaration du Comité du Code des douanes des Communautés européennes. Nous rappelons, en particulier, que le Comité du Code des douanes se compose d'un représentant du service de la Commission (qui en assure la présidence) et de représentants de *tous* les États membres des CE.[1539] Nous rappelons également ce qui suit:

> "… [L]'article 8 du Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, dispose aussi que des "questions douanières" peuvent être soumises à l'examen du Comité du Code des douanes par le Président, soit à son initiative, soit à la demande d'un représentant d'un État membre des CE. Dans le cadre de cette "procédure au titre de l'article 8", le Comité du Code des douanes fonctionne comme un "forum de discussion" entre la Commission et les États membres des CE, et non pas en tant que "Comité de comitologie". Le résultat de ces discussions figure dans le compte rendu de la réunion comme sujet "au titre de l'article 8" ..." (note de bas de page omise)[1540]

7.1171 La déclaration spécifique en cause résultait d'une délibération au titre du point 3 de l'ordre du jour de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes, qui contenait des "[p]oints soumis au Comité pour examen au titre de l'article 8 du Règlement (CEE) n° 2658/87".[1541] Plus précisément, la

---

[1537] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82.

[1538] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198. Même si nous notons que l'application systématique de la règle ou norme contestée peut constituer un élément de preuve indiquant qu'elle est appliquée de manière générale et prospective, cet élément de preuve n'est pas nécessairement requis pour étayer la contestation "en tant que tel" d'une règle ou norme particulière.

[1539] Voir le paragraphe 7.47 ci-dessus.

[1540] Voir le paragraphe 7.48 ci-dessus.

[1541] Voir la Déclaration de 2005, page 2.

question qui a abouti à cette délibération figurait sous le point 3.11 de cet ordre du jour ("Copieurs numériques multifonctions (document TAXUD/2072/2001)*").[1542] Au cours des délibérations au titre du point 3.11, il a été expressément dit que *tous* les États membres des CE étaient "convenus" de formuler une "clarification" concernant le classement de certaines MFM dans une "déclaration du Comité" qui serait incluse dans l'annexe VII du rapport sur cette réunion du Comité du Code des douanes.[1543] Dans la Déclaration qui figure à l'annexe VII, il est indiqué, là encore, que le Comité du Code des douanes était "convenu" de ce qui y est énoncé.[1544]

7.1172 Nous notons que les Communautés européennes ne contestent pas que la Déclaration de 2005 émane d'un de leurs organes officiels. Par conséquent, sur la base de ce qui précède, nous concluons que la Déclaration de 2005 est imputable aux Communautés européennes.

La Déclaration de 2005 énonce-t-elle des règles ou normes appliquées de manière générale et prospective?

7.1173 En ce qui concerne le point de savoir si les plaignants ont démontré que la Déclaration de 2005 établissait des règles ou normes appliquées de manière générale et prospective, nous notons qu'ils ont indiqué au Groupe spécial la teneur précise de la Déclaration et ont fourni des éléments de preuve montrant que l'application des critères qui y étaient énoncés avait conduit les autorités douanières nationales à classer des MFM sous la sous-position tarifaire passible de droits. De plus, le Taipei chinois a signalé que certaines autorités douanières nationales avaient incorporé les résultats de la Déclaration dans leurs propres lignes directrices nationales relatives au classement.[1545] Nous notons aussi que l'avis du Comité semble refléter la position des Communautés européennes dans leur ensemble et peut donc avoir une "valeur interprétative".[1546] Nous rappelons également que le Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières* a expliqué que, bien que les résultats de discussions tenues dans le cadre d'une "procédure au titre de l'article 8", sous la forme soit de "déclarations", soit d'"avis", "n'[aient] pas force obligatoire en droit", la Cour européenne de justice avait affirmé qu'ils "constitu[aient] [néanmoins] des moyens importants pour assurer une application uniforme du tarif douanier commun par les autorités des États membres et, en tant que tels, [pouvaient] être considérés comme des moyens valables pour l'interprétation du tarif douanier commun".[1547] Par conséquent, nous estimons que, bien qu'elle n'ait pas "force obligatoire en droit" dans le système juridique

[1542] Voir la Déclaration de 2005, page 3. Les autres questions qui figuraient aux alinéas du point 3 de l'ordre du jour étaient les suivantes: "*Points inscrits pour un premier examen (établissement des faits)*" et "*Points à débattre*". *Id.*, pages 2 et 3.

[1543] Voir la Déclaration de 2005, pages 7 et 8.

[1544] Voir la Déclaration de 2005, page 11.

[1545] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 506.

[1546] Réponse des Communautés européennes à la question n° 24 du Groupe spécial.

[1547] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 2.40 (citant la Cour européenne de justice (Dittmeyer), paragraphe 4). Nous pensons que la description de la valeur de la Déclaration de 2005 donnée par la Cour européenne de justice elle-même est analogue à celle du Sunset Policy Bulletin du Département du commerce des États-Unis, qui a été contesté "en tant que tel" dans plusieurs affaires et dont les groupes spéciaux concernés et l'Organe d'appel ont constaté qu'il constituait une mesure. Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.136. Par exemple, les États-Unis ont expliqué que, "[s]elon le droit des États-Unis, le Sunset Policy Bulletin [était] considéré comme une déclaration non contraignante indiquant la manière dont le DOC compren[ait] des questions ayant trait à l'extinction dont la Loi et le Règlement ne trait[aient] pas explicitement". Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.121.

communautaire, la Déclaration de 2005 n'en établit pas moins des règles ou normes appliquées de manière générale et prospective dans les Communautés européennes.

Conclusion du Groupe spécial

7.1174 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que la Déclaration de 2005 est une mesure au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord car elle est imputable aux Communautés européennes et énonce des règles ou normes appliquées de manière générale et prospective. Par conséquent, puisque la Déclaration de 2005 est une mesure et qu'il n'est pas contesté qu'elle ait été spécifiquement indiquée dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, le Groupe spécial formulera des constatations concernant la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC.

d) Les plaignants ont-ils ajouté de nouvelles mesures et de nouvelles allégations qui n'étaient pas spécifiées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial?

7.1175 Les Communautés européennes ont fait valoir qu'en alléguant qu'elles avaient pris certaines mesures incompatibles avec leurs concessions tarifaires incorporées dans des codes de la NC autres que ceux qui étaient spécifiés dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants avaient présenté de nouvelles mesures et de nouvelles allégations qui ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial. Les arguments des Communautés européennes posent la question de savoir si les plaignants ont rempli les obligations énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord quant à ce qui doit figurer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, dans la présente section, nous analyserons la teneur des obligations prévues à l'article 6:2 et examinerons si les mesures et allégations dont les Communautés européennes allèguent qu'elles sont irrecevables relèvent de notre mandat.

i) Article 6:2 du Mémorandum d'accord

7.1176 La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."

7.1177 Dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a expliqué que l'article 6:2 prévoyait quatre obligations distinctes concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial:

> "La demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."[1548]

7.1178 Les arguments des Communautés européennes à cet égard ont trait aux deux dernières obligations. L'Organe d'appel a expliqué que ces prescriptions étaient destinées à faire en sorte que le plaignant énonce clairement le problème dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1549] L'importance particulière du respect des deux dernières obligations énoncées à l'article 6:2 a été soulignée par l'Organe d'appel, qui a expliqué que l'indication de la mesure spécifique conjointement

[1548] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120.
[1549] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 160.

avec le fondement juridique de la plainte constituait la "question portée devant l'ORD" qui était le fondement du mandat d'un groupe spécial en vertu de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord.[1550]

7.1179 Le mandat a deux buts essentiels: premièrement, donner aux parties et aux tierces parties des renseignements suffisants concernant les allégations en cause dans le différend pour leur permettre de répondre aux arguments du plaignant; et deuxièmement, établir le domaine de compétence du Groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend.[1551]

7.1180 Le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé au cas par cas, en ayant considéré la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.[1552] Pour l'examen d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, "il est important, lorsqu'on examine la compatibilité d'une partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, de ne pas examiner une partie de cette demande indépendamment des autres. ... la demande doit plutôt être examinée comme un tout, et les différentes allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial doivent être lues dans leur contexte".[1553] De plus, un groupe spécial peut consulter les communications et les déclarations présentées au cours de la procédure du groupe spécial "afin de confirmer le sens des termes utilisés dans la demande d'établissement dans le cadre de l'évaluation du point de savoir s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre".[1554]

Indiquer la mesure spécifique en cause

7.1181 Aux fins du respect de l'article 6:2, il est nécessaire que la partie plaignante indique les mesures en cause. Même s'il peut être suffisant d'indiquer une mesure en précisant sa forme (à savoir nom, numéro, date et lieu de promulgation d'une loi, d'un règlement, etc.), ce n'est pas la seule manière de l'indiquer qui puisse satisfaire à l'obligation énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Une mesure peut aussi être indiquée par sa substance[1555], par exemple en fournissant une description explicative de la nature de la mesure, de sorte que ce qui est soumis au processus juridictionnel d'un groupe spécial puisse être déterminé d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1556]

Fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte

7.1182 En vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, le plaignant est tenu de fournir un bref exposé du fondement juridique de sa plainte. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a constaté que

[1550] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 69 à 76; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 125 à 127.
[1551] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.
[1552] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 124 à 127; *également* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.
[1553] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.31. (*note de bas de page de l'original omise*)
[1554] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.
[1555] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.40; *également* rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.47.
[1556] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 168.

l'expression "fondement juridique" employée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord désignait l'allégation formulée par la partie plaignante.[1557]

7.1183 L'Organe d'appel a également précisé qu'une allégation "[exposait l'opinion du plaignant] selon laquelle la partie défenderesse a[vait] violé une disposition d'un accord particulier qui a[vait] été identifiée, ou a[vait] annulé ou compromis les avantages découlant de cette disposition".[1558]

7.1184 Même si un plaignant doit fournir un "exposé" du fondement juridique de sa plainte, cela ne veut cependant pas dire qu'il est tenu, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, d'exposer les arguments à l'appui d'une allégation donnée. Nous considérons qu'il existe une différence importante entre les allégations indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui établissent le mandat du Groupe spécial en vertu de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les arguments qui étayent ces allégations. Si une allégation expose l'opinion du plaignant selon laquelle la partie défenderesse a violé une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée, ou a annulé ou compromis les avantages découlant de cette disposition, les arguments constituent ce qui est avancé par une partie plaignante pour démontrer que la mesure de la partie défenderesse enfreint effectivement la disposition conventionnelle identifiée.[1559] Les arguments à l'appui d'une allégation peuvent être exposés et progressivement précisés dans la première communication écrite, dans la communication présentée à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du Groupe spécial avec les parties.[1560] Par contre, une partie ne peut pas utiliser ses communications pour "remédier" à une demande d'établissement d'un groupe spécial qui présente des lacunes.[1561]

Suffisant pour énoncer clairement le problème

7.1185 L'Organe d'appel a expliqué que les prescriptions de l'article 6:2 relatives à l'indication des mesures spécifiques en cause et à la présentation d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte "vis[aient] à faire en sorte que le plaignant "énon[ce] clairement le problème" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial".[1562]

7.1186 Le "problème" ne concerne pas uniquement les obligations énoncées dans les accords visés, ni les mesures du Membre défendeur, mais plutôt la question de savoir si ces mesures sont conformes à ces obligations. Par conséquent, pour énoncer suffisamment clairement le problème, le Membre plaignant doit "établir explicitement un lien entre la ou les mesure(s) contestée(s) et la ou les disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, afin que la partie défenderesse soit informée du fondement concernant l'annulation ou la réduction alléguée d'avantages de la partie plaignante".[1563] Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, "[c]e n'est qu'avec un tel lien entre la ou les mesure(s) et la ou les disposition(s) pertinente(s) qu'un défendeur peut "savoir à quelle argumentation [il] doit répondre et … commencer à préparer sa défense"".[1564,1565]

[1557] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[1558] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[1559] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139.

[1560] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.

[1561] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.

[1562] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 160.

[1563] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[1564] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

7.1187 Cette interprétation est compatible avec le but essentiel de la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui est de donner aux parties et aux tierces parties des renseignements suffisants concernant les allégations en cause dans le différend pour leur permettre de répondre aux arguments du plaignant[1566], et qui a trait aux droits du défendeur quant à la régularité de la procédure.[1567] Il est utile de rappeler que les garanties d'une procédure régulière font "partie intégrante du système de règlement des différends de l'OMC"[1568] et sont "fondamenta[les] pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends".[1569]

ii) Codes de la NC autres que 8443 31 91

Arguments des parties

7.1188 Les **Communautés européennes** font valoir qu'elles classent actuellement *toutes* les MFM (telles qu'elles sont définies dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial) dans le code NC2007 8443 31, qui ne contient qu'un *seul* code passible de droits, à savoir le code NC2007 8443 31 91. Par conséquent, elles croient comprendre que l'allégation des plaignants concerne uniquement ce code à huit chiffres passible de droits.[1570] Elles affirment que, du fait que le code NC2007 8443 31 91 est le *seul* code cité dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre des allégations relatives aux MFM, toute allégation concernant le traitement tarifaire appliqué à tout autre code que le code NC2007 8443 31 91 serait exclue du mandat du Groupe spécial.[1571]

7.1189 Les Communautés européennes affirment que rien dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial ne donne à penser que la référence aux codes NC2007 de la sous-position 8443 31 était simplement "exemplative" et qu'il pourrait y avoir un traitement tarifaire appliqué à d'*autres codes*, que les plaignants estiment incompatible avec les concessions tarifaires des Communautés européennes. Elles font valoir qu'une simple référence au Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil (à savoir la NC2007) n'est pas à elle seule suffisamment spécifique pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, car la NC2007 contient des milliers de positions et sous-positions différentes.[1572]

[1565] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[1566] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[1567] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.28.

[1568] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 176. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 107.

[1569] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

[1570] Les Communautés européennes disent que le Japon semble confirmer cette interprétation lorsqu'il déclare que la seule manière de "remédier" à "l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des droits imposés sur les MFM qui devraient être admises en franchise de droits en vertu des concessions des CE" sera d'"éliminer le droit correspondant au code NC 8443 31 91 et de cesser d'imposer des droits" sur ces dispositifs (deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 98, citant le paragraphe 35 de la première communication écrite du Japon).

[1571] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 195 à 199 (observations concernant les réponses des plaignants à la question n° 37 du Groupe spécial).

[1572] Observations des Communautés européennes concernant les réponses des plaignants à la question n° 123 du Groupe spécial. Plus précisément, les Communautés européennes font observer que certains arguments essentiels aux allégations des plaignants sont sans pertinence en ce qui concerne les machines en cause parce que ces machines n'ont pas de fonction d'*impression*. Les exemples comprennent les arguments des plaignants selon lesquels les MFM en cause sont des "imprimantes" aux fins de la note 5 D) relative à la

7.1190 Les Communautés européennes ont souligné que les plaignants avaient fait référence au traitement tarifaire appliqué en vertu d'autres codes aux MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à d'autres produits dont elles estiment qu'ils ne sont pas soumis à bon droit au Groupe spécial.

7.1191 En particulier, les Communautés européennes attirent l'attention sur la déclaration du Taipei chinois selon laquelle les allégations relatives aux MFM visent aussi les "MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information assurant une fonction de scannage et de copie mais non une fonction de télécopie", qui peuvent être classées dans le code NC2007 8443 32 91 passible d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent.[1573] Elles font valoir que cette allégation "ne relève manifestement pas du mandat du Groupe spécial" car ce code NC2007 spécifique n'a jamais été expressément mentionné dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial[1574] et ce "nouveau produit" décrit par le Taipei chinois ne correspond pas à la définition des MFM donnée dans la note de bas de page 15 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.[1575]

7.1192 De plus, les Communautés européennes attirent l'attention sur la réponse des États-Unis à la question n° 137, dans laquelle ils font valoir ce qui suit:

> "[B]ien que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et dont la principale caractéristique est d'être des télécopieurs soient incluses dans la concession visant les "télécopieurs" relevant de la sous-position 8517 21, d'autres MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent ne pas être des "télécopieurs" et relèveraient donc de la concession visant les marchandises de la sous-position 8472 90 ... De plus, comme les États-Unis l'ont fait remarquer, la seule autre sous-position appropriée pour les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est la sous-position 8472 90 - une sous-position pour laquelle les CE ont fixé un droit consolidé de 2,2 pour cent. Ainsi, tous les plaignants s'accordent à dire que les mesures des CE – qui assujettissent à un droit de 6 pour cent les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information – aboutissent à l'application d'un traitement tarifaire incompatible avec les règles de l'OMC à toutes les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information."[1576]

7.1193 Les Communautés européennes contestent cette affirmation et estiment qu'elle "équivaut à une allégation entièrement nouvelle, avec un fondement juridique différent, qui ne relève pas du mandat du Groupe spécial". À leur avis, cette "nouvelle allégation" ne relève pas dudit mandat parce que "la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient aucune référence à la concession des CE pour la position 8472 90 du SH96" et, en outre, parce que "dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est clairement indiqué que le présent différend porte exclusivement sur les

---

position 84.71 du SH1996 ou selon lesquels l'impression est la fonction principale aux fins de la note 5 B) relative à la position 84.71 du SH1996 ou de la note 2 de la section XVI du SH1996. *Ibid*.

[1573] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 293.

[1574] Les Communautés européennes notent en outre que les plaignants n'ont même pas cité le code NC2007 8443 32 91 dans leurs communications "jusqu'à ce que le problème des produits visés par ce code ait été soulevé dans les questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond" (observations des Communautés européennes concernant les réponses des plaignants à la question n° 123 du Groupe spécial).

[1575] Observations des Communautés européennes concernant les réponses des plaignants à la question n° 123 du Groupe spécial.

[1576] Réponse des États-Unis à la question n° 137 du Groupe spécial.

concessions sous forme d'exemption de droits accordées par les Communautés européennes conformément à l'ATI". Outre qu'elles affirment que cette "nouvelle allégation" ne relève pas du mandat du Groupe spécial, les Communautés européennes estiment aussi que, si le Groupe spécial devait conclure que, comme l'ont admis les États-Unis, certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne sont pas visées par la concession applicable à la sous-position 8517 21 du SH1996, mais par la concession applicable à la sous-position 8472 90 du SH1996, il devrait s'abstenir d'examiner la compatibilité, avec cette dernière concession des CE, du traitement tarifaire accordé à ces MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information dans le cadre des mesures des CE.[1577]

7.1194 Enfin, les Communautés européennes contestent aussi la référence faite par le Taipei chinois, dans sa réponse à la question n° 127 b) du Groupe spécial, à la possibilité qu'elles aient enfreint la concession inscrite dans leur Liste pour les produits désignés sous le code NC 8472 90 90 en faisant passer les droits applicables aux "copieurs numériques autonomes" de 2,2 à 6 pour cent. Elles rappellent que la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial ne contient strictement aucune référence que ce soit aux "copieurs numériques autonomes" ou à la concession des Communautés européennes applicable à la sous-position 8472 90 du SH1996. De plus, cette concession n'a même pas été accordée en vertu de l'ATI. Dans la mesure où l'affirmation du Taipei chinois devrait être interprétée comme formulant une "nouvelle allégation", les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de décider que cette allégation ne relève pas non plus de son mandat.[1578]

7.1195 Les **plaignants** font valoir que la NC2007 *en toto* a été indiquée comme mesure en cause dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial et que les allégations ne se limitent pas à certains codes NC qui étaient explicitement mentionnés dans cette demande.[1579] À leur avis, toute ligne tarifaire de la NC2007 visant les "produits en cause" relève du mandat du Groupe spécial. À l'appui de cette opinion, le **Taipei chinois** et le **Japon** notent que la définition des MFM donnée dans la note de bas de page 15 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial ne se *limite pas* aux produits relevant du code NC2007 8443 31 91, car elle est suffisamment large pour couvrir les machines correspondant à la désignation du code NC2007 8443 32 91.[1580] Le Taipei chinois note aussi qu'en fait les produits visés par le code NC2007 8443 32 91 et les produits désignés par le code NC2007 8443 31 91 sont définis en des termes identiques, à savoir "[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique", et ils sont pareillement "aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau".[1581] Le Japon partage l'avis du Taipei chinois en faisant valoir que l'exposé des lignes tarifaires spécifiques du code NC2007 8443 dans la demande conjointe

[1577] Observations des Communautés européennes concernant la réponse des États-Unis à la question n° 137 du Groupe spécial.

[1578] Observations des Communautés européennes concernant la réponse du Taipei chinois à la question n° 127 b) du Groupe spécial (également commentant et/ou citant la réponse du Taipei chinois à la question n° 44 du Groupe spécial).

[1579] Nous notons que les plaignants n'ont pas eu la possibilité de répondre aux allégations spécifiques des Communautés européennes selon lesquelles ils formulaient de nouvelles allégations au sujet du code NC 8472 90 ou des copieurs numériques autonomes car les Communautés européennes ont présenté ces arguments dans leurs observations concernant les réponses des plaignants à la question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, qui était la dernière occasion de présenter des communications au Groupe spécial.

[1580] Réponses du Taipei chinois et du Japon à la question n° 123 du Groupe spécial.

[1581] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 293; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphes 61 à 66; réponse du Taipei chinois à la question n° 123 du Groupe spécial.

d'établissement d'un groupe spécial est simplement *exemplatif* et ne limite pas cette demande à ces seules lignes tarifaires.[1582]

Examen par le Groupe spécial

7.1196 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes sont préoccupées du fait que les plaignants puissent lui demander de formuler des constatations sur la compatibilité avec les règles de l'OMC du traitement tarifaire appliqué aux MFM relevant de codes NC qui n'ont pas été spécifiquement indiqués comme mesures en cause dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. De plus, elles ne veulent pas que le Groupe spécial formule des constatations sur la compatibilité avec les règles de l'OMC du traitement tarifaire qu'elles appliquent aux "copieurs numériques autonomes", que les plaignants n'ont pas non plus mentionnés comme produit visé par leurs allégations dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. D'après elles, ces allégations ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Par contre, les plaignants soutiennent que la NC dans son ensemble a été indiquée comme mesure spécifique en cause dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial et que la mention de codes spécifiques dans cette demande n'est pas censée limiter les allégations des plaignants à ces codes, mais a un caractère purement exemplatif.

7.1197 Les arguments des Communautés européennes posent la question de savoir si les plaignants peuvent à bon droit présenter des allégations selon lesquelles des codes NC autres que le code 8443 31 91 sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre du GATT de 1994 ou si les Communautés européennes accordent un traitement tarifaire incompatible à des produits autres que les MFM désignées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial. En substance, les Communautés européennes font valoir que les plaignants ne se sont pas acquittés des obligations énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Nous rappelons que l'Organe d'appel a expliqué que, pour déterminer la compatibilité d'une demande d'établissement d'un groupe spécial avec les obligations énoncées à l'article 6:2, il fallait examiner cette demande dans son ensemble et compte tenu des circonstances entourant l'affaire. Par conséquent, le point de départ de notre analyse de la question de savoir si ces "allégations" relèvent de notre mandat est la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial elle-même.

7.1198 Nous rappelons que, dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, il est indiqué ce qui suit: "Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les MFM. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:

1. le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999;

2. le rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes, Section de la nomenclature tarifaire et statistique, TAXUD/555/2005-EN (mars 2005);

3. le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission du 8 mars 2006; et

4. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[1583],

[1582] Réponse du Japon à la question n° 123 du Groupe spécial.
[1583] (*note de bas de page de l'original*) Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre."[1584]

7.1199 La demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial donne ensuite une description explicative des mesures et de leurs effets. En particulier, en ce qui concerne le Règlement n° 2658/87 du Conseil, les plaignants indiquent ce qui suit:

> "Le 31 octobre 2006, les CE ont modifié le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, créant les codes NC 8443 31 10 ("[m]achines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute"), NC 8443 31 91 ("[a]utres; [m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique") et NC 8443 31 99 ("[a]utres"). En vertu de ces sous-catégories, les MFM dont la vitesse de copie dépasse 12 pages monochromes par minute et qui sont dotées d'un procédé électrostatique sont classées dans le code NC 8443 31 91. Le taux de droit pour le code NC 8443 31 91 est de 6 pour cent.
>
> En conséquence, les autorités douanières des États membres des CE ont appliqué un droit de 6 pour cent sur les importations de certaines MFM, au lieu d'accorder la franchise de droits comme cela est requis en vertu des Listes des CE. Les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considèrent que le traitement accordé à leur commerce est moins favorable que celui qui est prévu dans les Listes des CE, et que des droits de douane proprement dits, ou d'autres droits et impositions, plus élevés que ceux qui sont stipulés dans les Listes des CE ont été appliqués à certains "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information" et télécopieurs, d'une manière incompatible avec les obligations des CE et de leurs États membres au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Les mesures en cause annulent ou compromettent, au sens de l'article XXIII du GATT, des avantages résultant directement ou indirectement du GATT de 1994 pour les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu."[1585]

7.1200 Dans la note de bas de page 15 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les MFM sont définies comme étant des machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (y compris les dispositifs désignés dans le commerce par l'appellation "MFP" (imprimantes multifonctions), d'autres "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information", et les télécopieurs).[1586]

7.1201 La liste initiale des mesures fait effectivement référence à la NC tout entière par la mention du Règlement n° 2658/87 du Conseil. Toutefois, nous rappelons que la conformité d'une demande d'établissement d'un groupe spécial avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord doit être jugée sur la base de cette demande dans son ensemble. Par conséquent, nous partageons l'avis du Groupe spécial

---

[1584] (*note de bas de page de l'original*) Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE d'un droit de 6 pour cent sur les importations de certaines MFM.

[1585] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, 377/6, page 7.

[1586] Demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS375/8, 376/8, 377/6, note de bas de page 15.

Chine – Publications et produits audiovisuels et considérons que nous devrions examiner non seulement les intitulés formels des mesures, mais aussi les descriptions explicatives des mesures en cause données par les plaignants dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[1587] Dans leur description, les plaignants font référence à trois codes NC (8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99) et notent que c'est en raison du découpage de la sous-position pertinente en sous-catégories désignées par ces trois codes NC que les MFM dont la vitesse de copie dépasse 12 pages monochromes par minute et qui sont dotées d'un procédé électrostatique sont classées dans le code NC 8443 31 91. Ils affirment que c'est en raison de ce classement que les autorités douanières des États membres des CE appliquent un droit de 6 pour cent aux importations de certaines MFM, et non le traitement en franchise de droits qui, selon eux, est requis.

7.1202 Il est utile de rappeler ici le rôle important que joue la demande d'établissement d'un groupe spécial en notifiant au Membre défendeur les allégations auxquelles il doit répondre et en lui permettant de préparer sa défense. Eu égard à la régularité de la procédure, il faudrait donc se garder de considérer comme relevant du mandat du Groupe spécial des mesures et produits dont une partie défenderesse n'a pas été avisée.

7.1203 Nous savons que des groupes spéciaux antérieurs ont constaté qu'il n'y avait pas, dans l'article 6:2, d'obligation d'indiquer les aspects spécifiques des mesures spécifiques, ni d'indiquer les produits particuliers en cause si ceux-ci pouvaient raisonnablement être discernés d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1588]

7.1204 En ce qui concerne la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial en l'espèce, toutefois, nous constatons qu'en énumérant spécifiquement les positions particulières de la NC dans lesquelles les Communautés européennes classent les MFM, en définissant dans la note de bas de page 15 l'ensemble des MFM faisant l'objet de leurs préoccupations et en affirmant qu'un traitement prévoyant des droits incompatible avec les règles de l'OMC "résulte" du classement des MFM définies dans des positions particulières de la NC, les plaignants ont informé les Communautés européennes que leurs plaintes se limitaient aux produits définis dans la note de bas de page 15 et au traitement tarifaire prévoyant des droits pour ces produits qui résultait du découpage de la NC en sous-catégories désignées par les codes NC 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99. De plus, nous notons que la description donnée par les plaignants ne contient aucun terme restrictif qui indiquerait que la liste des codes NC particuliers passibles de droits était exemplative, c'est-à-dire une simple liste d'exemples, ou non exhaustive.[1589] Cette absence de restrictions est particulièrement importante dans le cas d'un instrument tel que la NC, qui contient des milliers de positions et sous-positions différentes.[1590]

7.1205 Nous concluons en conséquence que du moins dans les circonstances particulières du différend dont nous sommes saisis, l'indication de la mesure spécifique en cause en l'espèce n'a pas été assurée uniquement par la mention, dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, du

[1587] Rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.47.

[1588] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 165.

[1589] Notre interprétation est étayée par le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphes 7.93 à 7.104, dans lequel ce Groupe spécial a constaté que des prescriptions particulières du droit qui étaient énumérées en tant que mesure en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne relevaient pas de son mandat parce qu'elles n'avaient pas été exposées dans la description explicative des mesures figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

[1590] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.16 (ce Groupe spécial a eu quelque scrupule à dire que les références à une loi ayant un très large champ d'application et traitant d'une gamme étendue de questions suffiraient à faire entrer toutes les mesures prises par un défendeur au titre de la loi dans le champ de la demande d'établissement d'un groupe spécial).

Règlement du Conseil qui contenait, en annexe, la NC tout entière. En fait, au moyen de la description explicative donnée dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont informé les Communautés européennes qu'ils contestaient uniquement les codes NC spécifiques qui aboutissaient à un traitement tarifaire dont ils alléguaient qu'il était moins favorable et excessif, à savoir les codes NC 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99. De plus, au moyen de la définition donnée dans la note de bas de page 15, les plaignants ont aussi fait savoir aux Communautés européennes que leur plainte se limitait au traitement tarifaire accordé aux produits décrits dans cette note. Par conséquent, nous constatons que les allégations d'incompatibilité avec l'article II du GATT de 1994 formulées au cours de la présente procédure et qui se rapportent à des codes NC qui ne sont pas expressément cités dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial ou à des produits autres que les MFM décrites dans la note de bas de page 15 ne relèvent pas du mandat du présent Groupe spécial.

2. Les mesures en cause et leurs effets

7.1206 Dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les **plaignants** ont indiqué ce qui suit comme étant les mesures des CE en cause dans le présent différend s'agissant de leurs allégations concernant un traitement tarifaire moins favorable et des droits excessifs appliqués aux importations de MFM:

- le Règlement n° 517/1999 de la Commission[1591] ;
- le rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes (la "Déclaration de 2005")[1592];
- le Règlement n° 400/2006 de la Commission[1593] ;
- le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel que modifié (la "NC2007")[1594]; ainsi que
- toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

7.1207 Nous examinerons ci-après successivement le fond de chacune de ces mesures ainsi que leurs effets.

a) Règlement n° 517/1999 de la Commission

7.1208 Les passages pertinents du préambule du Règlement n° 517/1999 de la Commission prévoient ce qui suit:

> "[C]onsidérant que, afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des marchandises reprises à l'annexe du présent règlement;
>
> ...
>
> considérant que ... les marchandises décrites dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du présent règlement doivent être classées dans les codes NC correspondants

[1591] Pièces US-59; JPN-4; TPKM-35.
[1592] Pièces US-60; JPN-6; TPKM-32.
[1593] Pièces US-61; JPN-5; TPKM-36.
[1594] Pièces US-47; JPN-2; TPKM-34.

indiqués dans la colonne 2 et ceci en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3;"

7.1209 L'annexe du Règlement n° 517/1999 de la Commission, citée dans le préambule, concerne deux "appareils multifonctions" et comporte pour chacun d'eux une première colonne (1), dans laquelle ils sont décrits, une deuxième colonne (2), qui indique leur classement respectif dans la NC, et une troisième colonne (3), qui indique le motif de ce classement. Elle contient également deux illustrations de ces produits. La partie pertinente de cette annexe est reproduite ci-après:

ANNEXE

Description de la marchandise	Classement Code NC	Motivation
(1)	(2)	(3)
1. Appareil multifonctions apte à effectuer les opérations suivantes: -- télécopie, -- téléphonie par ligne, -- répondeur téléphonique, -- balayage électronique point par point (scanning), -- impression, -- photocopie. L'appareil fonctionne soit de manière autonome (envoi et réception de télécopies, photocopie), soit en liaison avec un ordinateur (fonctions d'impression, de scanning et de télécopie). Cet appareil possède également une fonction de copie de documents (quatre pages par minute) disponible en mode autonome. Voir illustration A (*)	8517 21 00	Le classement est déterminé par les dispositions des règles générales 1 et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée, la note 3 de la section XVI, la note 5.E du chapitre 84 ainsi que par le libellé des codes NC 8517, 8517 21 et 8517 21 00. La fonction de télécopie est considérée comme étant la fonction principale de l'appareil.
2. Appareil multifonctions (dénommé "photocopieuse digitale") apte à effectuer les opérations suivantes: -- balayage électronique point par point (scanning), -- impression, -- télécopie, -- photocopie (procédé indirect). L'appareil, qui possède plusieurs bacs d'alimentation en papier, peut reproduire jusqu'à trente pages de format A4 par minute. L'appareil fonctionne soit de manière autonome (photocopie, impression, envoi et réception de télécopies), soit en liaison avec un ordinateur ou un réseau informatique (impression, scanning, envoi et réception de télécopies et photocopie). Voir illustration B (*)	9009 12 00	Le classement est déterminé par les dispositions des règles générales 1, 3c et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée, par la note 5.E du chapitre 84 ainsi que par le libellé des codes NC 9009, 9009 12 et 9009 12 00. L'appareil comporte plusieurs fonctions dont aucune ne peut être considérée comme conférant au produit son caractère essentiel.

Illustration A

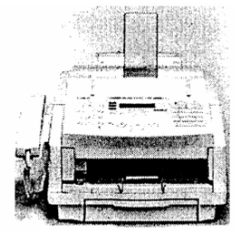
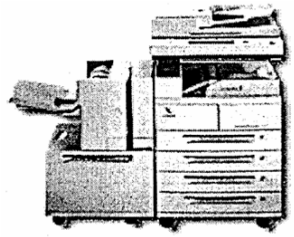


Illustration B



(*) L'illustration est donnée à titre indicatif.

i) Arguments des parties

7.1210 Les plaignants expliquent que, par le biais du *Règlement n° 517/1999 de la Commission*[1595], les Communautés européennes ont commencé à reclasser certaines MFM comme "photocopieuses" dans le code NC 9009 12 00 passible de droits.[1596] En particulier, ils se réfèrent au point 2 de l'annexe de ce règlement, qui indique qu'un appareil pouvant scanner, imprimer, télécopier et photocopier (procédé indirect), doté de plusieurs bacs d'alimentation en papier et pouvant reproduire jusqu'à 30 pages de format A4 par minute devrait pouvoir être classé dans le code NC 9009 12 00 passible de droits, pour lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé. L'appareil fonctionne soit de manière autonome, soit en liaison avec une machine automatique de traitement de l'information ou dans un réseau automatique de traitement de l'information.[1597]

7.1211 Le **Taipei chinois** et les **États-Unis** notent que le principal critère pour ce "reclassement" est que les MFM en cause ont plusieurs fonctions, à savoir l'impression, le scannage, la copie et la télécopie, sans qu'aucune de ces fonctions ne soit considérée comme conférant à l'appareil son caractère essentiel.[1598] Les Communautés européennes, conformément au règlement, ont donc classé, sur la base de la RGI 3 c), le produit dans la position qui vient en dernier dans la numérotation, à savoir la sous-position NC 9009 12 00.[1599]

7.1212 Les plaignants ont également noté que le point 1 de l'annexe du *Règlement n° 517/1999 de la Commission* se fondait sur la note 3 de la section XVI de la NC, entre autres, pour conclure qu'un télécopieur multifonctions muni d'un modem, d'un scanner et d'un dispositif d'impression pouvait être classé dans la sous-position NC 8517 21 bénéficiant de la franchise de droits parce que la fonction de télécopie était sa fonction principale.[1600]

7.1213 Comme il est indiqué au paragraphe 7.1152, les Communautés européennes soutiennent que la seule mesure en cause est la version actuelle de la NC.[1601] Elles n'ont pas fourni d'argumentation spécifique sur les effets du Règlement n° 517/1999 de la Commission.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1214 Nous notons que les Communautés européennes ne contestent pas que l'annexe du Règlement n° 517/1999 de la Commission indique qu'un appareil pouvant scanner, imprimer, télécopier et photocopier (procédé indirect), doté de plusieurs bacs d'alimentation en papier et pouvant reproduire jusqu'à 30 pages de format A4 par minute devrait pouvoir être classé dans le code NC 9009 12 00 passible de droits, en vertu de l'application de la RGI 3 c). Elles ne contestent pas non plus que le préambule du Règlement n° 517/1999 de la Commission indique ce qui suit: "les marchandises décrites dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du présent règlement *doivent* être classées dans

[1595] Pièces US-59; JPN-4; TPKM-35.
[1596] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 77; première communication écrite du Japon, paragraphes 53 et 54 et première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 496 et 497 (faisant toutes référence à la Cour de justice des Communautés européennes (Rank Xerox) (pièces US-58; TPKM-62)).
[1597] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 77; première communication écrite du Japon, paragraphe 39; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 487 et 500.
[1598] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 77; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 486.
[1599] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 487.
[1600] Première communication écrite du Japon, paragraphe 38, note de bas de page 27; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 500.
[1601] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 342.

les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 et cela en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3" (pas d'italique dans l'original).

7.1215 Par conséquent, le sens incontesté du Règlement n° 517/1999 de la Commission est le suivant: 1) un télécopieur multifonctions tel qu'il est décrit au point 1 de l'annexe doit être classé dans le code NC 8517 21 00, pour lequel un taux de droit nul est fixé, tandis que 2) une MFM correspondant à la description donnée au point 2 de l'annexe doit être classée dans le code NC 9009 12 00, pour lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé.

b) Déclaration de 2005

7.1216 Du 26 au 28 janvier 2005, le Comité du Code des douanes des Communautés européennes a tenu sa 360ème réunion. D'après le rapport y relatif, il a été proposé, au cours de cette réunion, d'apporter une clarification au sujet d'un indicateur permettant de faire la distinction entre les *télécopieurs* et les *copieurs numériques*. Tous les États membres des CE sont convenus de formuler cette clarification, qui est reprise dans l'annexe VII du compte rendu de cette réunion.[1602]

7.1217 Les parties pertinentes de la Déclaration de 2005 se lisent comme suit:

> "Points appelant une conclusion
>
> 3.11 Copieurs numériques multifonctions (doc. TAXUD/2070/2001)*
>
> Une lettre de l'EICTA a été distribuée.
>
> Le Président a clairement indiqué qu'il ne s'agissait pas du classement des appareils multifonctions. Ce débat était clos. Un Règlement avait été publié en 1999 (Règlement 517/99) et les débats au Comité du SH avaient été "clos". Il faut considérer le produit dans son ensemble. Par conséquent, il s'agit d'apporter une clarification et non de procéder à un classement. Cependant, un indicateur permettant de faire la distinction entre les télécopieurs et les copieurs numériques pourrait être le nombre de pages par minute.
>
> Tous les États membres sont convenus de clarifier cette question ainsi qu'il est indiqué dans la **déclaration du Comité** qui figure à l'annexe VII.
>
> (…)
>
> TAXUD/555/2005-EN
>
> ANNEXE VII
>
> **Déclaration sur le classement des "appareils multifonctions"**
>
> Le Comité est convenu que, si un appareil multifonctions (télécopieur, imprimante, scanner, copieur) peut photocopier en noir et blanc 12 pages ou plus par minute

[1602] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78 et note de bas de page 121; la première communication écrite du Japon, paragraphes 42 et 43; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 114.

(format A4), cela indique que le produit peut être classé comme appareil de photocopie dans la position 9009."[1603]

i) Arguments des parties

7.1218 Les **États-Unis** et le **Japon** font valoir que, par le biais de la Déclaration de 2005, les Communautés européennes ont indiqué explicitement pour la première fois que la vitesse de sortie - exprimée en nombre de pages par minute - serait le "critère clé" pour déterminer si une MFM serait ou non assujettie à des droits - c'est-à-dire pour déterminer s'il s'agirait d'un télécopieur relevant du code 8517 bénéficiant de la franchise de droits ou d'un photocopieur relevant du code 9009 passible de droits – même si la vitesse de copie n'avait pas de fondement dans le libellé des différentes positions en cause.[1604] Les plaignants font observer que ce critère du nombre de pages par minute a pour effet de reclasser les MFM ayant une fonction de télécopie, qui passent de la position 8517 bénéficiant de la franchise de droits (qui vise les "[t]élécopieurs") au code NC 9009 12 00 passible de droits (qui vise les appareils de photocopie) et, à partir du SH2007, au code NC 8443 31 91 passible de droits, ces deux codes étant assujettis à un droit de douane de 6 pour cent.[1605] Ils font donc valoir que l'application de ce critère a pour effet d'exclure certaines MFM du traitement en franchise de droits. D'après les États-Unis, c'est une exclusion "en soi" du traitement en franchise de droits.[1606]

7.1219 À part contester la nature juridiquement contraignante de la Déclaration de 2005 (voir le paragraphe 7.1163 ci-dessus), les **Communautés européennes** n'ont pas présenté d'argumentation spécifique sur les effets de cette Déclaration de 2005.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1220 Le libellé de la Déclaration de 2005 précise que le nombre de pages par minute (format A4) qu'un appareil multifonctions (imprimante, scanner, copieur, télécopieur) peut "photocopier" en noir et blanc peut servir d'indicateur aux autorités douanières nationales pour établir que l'appareil est une photocopieuse et qu'il peut donc dûment être classé dans le code NC 9009 12 00 passible de droits. La Déclaration fixe spécifiquement un seuil de 12 pages ou plus par minute (format A4), à partir duquel le produit est considéré comme photocopieuse.

7.1221 Nous rappelons qu'une Déclaration du Comité du Code des douanes constitue un moyen important d'assurer l'application uniforme du tarif douanier commun par les autorités des États membres et peut, en tant que telle, être considérée comme une aide valable aux fins de l'interprétation

[1603] Déclaration de 2005, pages 7 et 11, respectivement. Le Règlement n° 517/99 de la Commission, cité dans cet extrait de la Déclaration de 2005, est le Règlement n° 517/1999 de la Commission, une des mesures en cause décrite ci-dessus aux paragraphes 7.1208 et 7.1209.

[1604] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 78; première communication écrite du Japon, paragraphe 57.

[1605] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 et 79 (faisant référence aux RTC publiés en 2006 qui démontreraient que les États membres des CE classaient des MFM comme photocopieuses dans le code NC 9009 12 00 passible de droits en se fondant sur le critère du nombre de pages par minute (pièce US-62)); première communication écrite du Japon, paragraphe 44 (faisant référence aux RTC qui démontreraient qu'avant et après 2007 les États membres des CE classaient des MFM comme photocopieuses dans le code NC 9009 12 00 passible de droits en se fondant sur le critère du nombre de pages par minute (pièces JPN-7 et 8)); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 488.

[1606] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 148.

du tarif douanier commun.[1607] La directive donnée dans la Déclaration de 2005 aux autorités douanières nationales pour l'application uniforme du tarif douanier commun est de classer les MFM qui peuvent "photocopier" en noir et blanc 12 pages ou plus par minute (format A4) comme photocopieuses dans le code NC 9009 12 00, pour lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé.

c) Règlement n° 400/2006 de la Commission

7.1222 Les passages pertinents du préambule du Règlement n° 400/2006 de la Commission prévoient ce qui suit:

> "considérant ce qui suit:
>
> 1) Afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée ..., il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des marchandises reprises à l'annexe du présent règlement.
>
> …
>
> 3) ... les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du présent règlement doivent être classées dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 et cela en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3 dudit tableau.
>
> …
>
> 5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité du code des douanes."

7.1223 L'article premier du Règlement n° 400/2006 se lit comme suit:

> "Article premier
>
> Les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe doivent être classées dans la nomenclature combinée dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 dudit tableau."

7.1224 L'annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission, citée dans le préambule et l'article premier, concerne quatre produits différents et comporte pour chacun d'eux une première colonne (1), dans laquelle ils sont décrits, une deuxième colonne (2), qui indique leur classement respectif dans la NC et une troisième colonne (3), qui indique le motif de ce classement. Le quatrième produit énuméré dans cette annexe est un certain "appareil multifonctions". L'annexe contient les indications suivantes, en ce qui concerne ce produit:

[1607] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 2.40 (citant la Cour européenne de justice (Dittmeyer), paragraphe 4).

ANNEXE

Désignation des marchandises	Classement (Code NC)	Motivation
(1)	(2)	(3)
...		
4. Appareil multifonctions apte à effectuer les opérations suivantes: — balayage électronique point par point (scanning), — impression laser, — copie laser (procédé indirect). L'appareil, qui possède plusieurs bacs d'alimentation en papier, peut reproduire jusqu'à 40 pages de format A4 par minute. L'appareil fonctionne soit de manière autonome (photocopie), soit en liaison avec une machine automatique de traitement de l'information, soit en réseau (comme imprimante, scanner ou copieur).	9009 12 00	Le classement est déterminé par les règles générales 1, 3 c) et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée et par la note 5.E du chapitre 84 ainsi que par le libellé des codes NC 9009 et 9009 12 00. L'appareil assure plusieurs fonctions dont aucune ne peut être considérée comme lui conférant son caractère essentiel.

i) Arguments des parties

7.1225 Les **plaignants** indiquent aussi le Règlement n° 400/2006 de la Commission comme mesure en cause. Ils font valoir qu'en 2006 les Communautés européennes ont adopté ce règlement, qui classe les imprimantes multifonctions pouvant effectuer des opérations de scannage, d'impression laser et de copie laser (procédé indirect), jusqu'à 40 pages de format A4 par minute, comme photocopieuses dans le code NC 9009 12 passible de droits.[1608] D'après le **Japon**, le Règlement n° 400/2006 de la Commission a réaffirmé l'approche des Communautés européennes relative au nombre de pages par minute, "faisant peu de cas de l'importance de la connectivité numérique comme élément d'appréciation pour ces produits".[1609] D'après le **Taipei chinois**, ce règlement classe toutes les MFM dépourvues de fonction de télécopie comme photocopieuses dans le code NC 9009 12 00 sur la base de la RGI 3 c), parce que "l'appareil assure plusieurs fonctions dont aucune ne peut être considérée comme conférant au produit son caractère essentiel".[1610]

7.1226 Comme il est noté ci-dessus, au paragraphe 7.1152, les **Communautés européennes** font valoir que cette mesure n'est plus effectivement applicable. Elles n'ont donc présenté aucune analyse quant au fond des effets de la mesure.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1227 Nous notons que les Communautés européennes ne contestent pas que l'annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission indique qu'un appareil apte à effectuer des opérations de scannage, d'impression laser et de copie laser (procédé indirect), doté de plusieurs bacs d'alimentation en papier et pouvant reproduire jusqu'à 40 pages de format A4 par minute devrait pouvoir être classé dans le code NC 9009 12 00 passible de droits en vertu de l'application de la RGI 3 c). Elles ne contestent pas non plus que l'article premier du Règlement n° 400/2006 de la Commission prévoit que "[l]es marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe *doivent* être classées dans la

[1608] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 79 (pièce US-61); première communication écrite du Japon, paragraphe 41 (pièce JPN-5); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 112 (pièce TPKM-36).
[1609] Première communication écrite du Japon, paragraphe 58.
[1610] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 489 et 508.

nomenclature combinée dans les codes NC correspondants indiqués dans la colonne 2 dudit tableau" (pas d'italique dans l'original).

7.1228 Par conséquent, le sens incontesté du Règlement n° 400/2006 de la Commission est le suivant: 1) une machine multifonctions telle qu'elle est décrite au point 4 de l'annexe sera classée dans la sous-position 9009 12 00, pour lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé.

d) Les codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99

7.1229 Le 31 octobre 2006, les Communautés européennes ont promulgué le Règlement n° 1549/2006 de la Commission portant modification de la NC afin de prendre en compte les révisions de fond du SH approuvées par les membres de l'OMD, qui découlaient de l'introduction du SH2007. Parmi ces modifications du SH, de nouvelles sous-positions ont été créées pour inclure certaines machines multifonctions, en particulier les "machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau". En rapport avec l'application de ces codes particuliers du SH, la version modifiée 2006 de la NC, entrée en vigueur le 1er janvier 2007 (et devenue la "NC2007"), comprenait les positions, sous-positions et codes pertinents et désignations de produits correspondantes aux niveaux à quatre et six chiffres (SH) et au niveau à huit chiffres (propre à la NC) ci-après:

Code NC	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)	Unité supplémentaire
1	2	3	4
8443	Machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442; autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles; parties et accessoires:		
	...		
	- autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles:		
8443 31	-- Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau:		
8443 31 10	--- Machines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute	Exemption	p/st
	--- autres:		
8443 31 91	---- Machines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique	6	p/st
8443 31 99	---- autres	Exemption	p/st
8443 32	-- autres, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau:		

Code NC	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)	Unité supplémentaire
8443 32 10	--- Imprimantes	Exemption	p/st
8443 32 30	--- Machines à télécopier	Exemption	p/st
	--- autres		
8443 32 91	---- Machines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique	6	p/st
8443 32 93	---- autres machines assurant une fonction de copie, incorporant un système optique	Exemption	p/st
8443 32 99	---- autres	2,2	-
8443 39	-- autres:		
8443 39 10	--- Machines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique	6	p/st
	--- autres machines à copier		
8443 39 31	---- à système optique	Exemption	p/st
8443 39 39	---- autres	3	-
8443 39 90	--- autres	2,2	-

i) Arguments des parties

7.1230 Les **plaignants** font valoir que, du fait des codes à huit chiffres NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99, les produits en cause sont classés dans le code NC 8443 31 91 passible de droits, pour lequel l'application d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent est prévue.

7.1231 Bien que les plaignants reconnaissent que certaines MFM, celles qui assurent des fonctions de copie et de télécopie avec une vitesse de copie n'excédant pas 12 pages monochromes par minute, bénéficient d'un traitement en franchise de droits, d'autres sont indûment assujetties au droit de 6 pour cent.[1611] Spécifiquement, ils font valoir que la NC2007 prévoit que les MFM assurant des fonctions de copie et d'impression informatique, mais non une fonction de transmission de télécopie, sont toujours assujetties à un droit de 6 pour cent lorsqu'elles utilisent un procédé électrostatique, indépendamment de la vitesse de copie. Les plaignants allèguent également que, conformément à la nouvelle NC, les MFM assurant une fonction de télécopie dont la vitesse de copie excède 12 pages monochromes par minute et qui sont dotées d'un procédé électrostatique sont toujours assujetties à un droit de 6 pour cent.[1612]

[1611] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 510.

[1612] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 80, 81, 83 et 165 (présentant les RTC suivants comme exemples de l'application de ces critères de la NC2007 aux MFM: IE-07NT-14-136-2 (15 novembre 2007); IE-07NT-14-136-1 (Irlande, 15 novembre 2007); FR-E4-2007-002262-R (France, 31 janvier 2007); GB116669062 (Royaume-Uni, 19 juillet 2007); GB116669160 (Royaume-Uni, 19 juillet 2007); GB116669258 (Royaume-Uni, 19 juillet 2007); et IE-07NT-14-1684-02 (Irlande, 20 janvier 2009), (pièce US-62). Voir aussi la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 7, 103, 105 à 107 et 109; la deuxième déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 36; les réponses des États-Unis aux questions n° 22 et 27 du Groupe spécial; la première communication écrite du Japon, paragraphe 34.

7.1232 Le **Taipei chinois** résume comme suit le traitement tarifaire accordé aux MFM dotées d'un procédé électrostatique:

a) les MFM qui assurent une fonction de télécopie sont assujetties à des droits de douane de 6 pour cent si elles peuvent copier plus de 12 pages par minute;

b) les MFM qui assurent une fonction de télécopie sont traitées en franchise de droits si elles peuvent copier 12 pages ou moins par minute; et

c) toutes les MFM dépourvues de fonction de télécopie sont assujetties à un droit de 6 pour cent, indépendamment de leur vitesse de copie.[1613]

7.1233 Le Taipei chinois trouve des éléments étayant l'interprétation que font les plaignants de l'effet des différentes sous-catégories dans la position NC 8443 de la version consolidée de la NENC pour la NC2008.[1614] Selon lui, la NENC de 2008 précise ce qui suit, au sujet du code NC2007 8443 31 91:

> "Le procédé de scannage peut être effectué au moyen d'un système optique ou numérique. Un moteur d'imprimante électrostatique fonctionne comme une imprimante électrostatique. En plus de leur fonction de copiage, les machines de cette sous-position de la NC disposent de la fonction de télécopie ou d'impression. Les machines qui impriment les copies grâce à un moteur d'imprimante thermique ou à un moteur à jet d'encre seront classées dans la sous-position NC 8443.31.99."[1615]

7.1234 Les **Communautés européennes** ne semblent pas être en désaccord avec les plaignants en ce qui concerne le traitement tarifaire qui résulte de l'application des sous-catégories dans la sous-position NC2007 8443 31. Elles expliquent que toutes les machines aptes à être connectées à un système automatique de traitement de l'information ou à un réseau et qui peuvent assurer au moins deux des fonctions de copie, d'impression ou de transmission de télécopie peuvent être classées dans l'un de ces trois codes à huit chiffres de la NC2007.[1616]

7.1235 Explicitant le sens de ces trois codes spécifiques, les Communautés européennes font observer que le code NC2007 8443 31 91, le seul de ces codes qui soit passible de droits, vise les machines: i) qui assurent la fonction de copie et, en outre, les fonctions d'impression et/ou de télécopie; ii) qui sont aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau; iii) qui utilisent un procédé électrostatique; et iv) qui, si elles assurent une fonction de télécopie, ont une vitesse de copie qui excède 12 pages par minute.[1617]

[1613] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 118, 120, 121 et 509 à 512.

[1614] Comme il est indiqué ci-dessus dans la section VII.E.1.b), le mandat du Groupe spécial vise les modifications apportées au Règlement n° 2658/87 du Conseil, y compris la NC2008 qui est identique sur le fond à la NC2007. Nous notons que la NENC de 2008 contient des indications sur la manière dont la NC2008 est mise en œuvre.

[1615] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 514 et 515, citant la NENC 2008/C 133/01 (30 mai 2008 (pièce TPKM-23)).

[1616] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 343; réponse des Communautés européennes à la question n° 126 a) du Groupe spécial.

[1617] Réponse des Communautés européennes à la question n° 38 du Groupe spécial, présentant comme exemples d'appareils visés par le code NC2007 8443 31 91, une brochure concernant le modèle *WorkCentre M20/M20i* de Xerox, une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information et dotée des fonctions d'impression, de copie, de scannage et de télécopie et d'une vitesse "de sortie" de 22 pages par minute (pièce EC-63), et les brochures concernant le modèle *DP-4510* de Panasonic et le modèle *MP 3500*

7.1236 Les Communautés européennes allèguent aussi que, par contre, le code NC2007 8443 31 91 ne vise pas les MFM: i) qui n'utilisent pas de procédé électrostatique (y compris, par exemple, les MFM qui utilisent une "imprimante à jet d'encre"); ii) qui utilisent un procédé électrostatique et assurent au moins une fonction de copie et de télécopie, mais dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages par minute; et iii) qui utilisent un procédé électrostatique et assurent des fonctions d'impression et de télécopie, mais non une fonction de copie. De plus, elles affirment que le code NC2007 8443 31 91 ne vise pas les machines à copier à fonction unique, qui peuvent être visées par d'autres subdivisions à huit chiffres de la sous-position 8443 31, selon qu'elles sont aptes ou non à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau, en fonction du type de moteur d'impression, et selon qu'elles comportent ou non un système optique. Enfin, les Communautés européennes font observer que le code NC2007 8443 31 91 ne vise pas les appareils de transmission de télécopie à fonction unique.

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1237 Le **Groupe spécial** rappelle que les plaignants ont mentionné trois codes de la NC2007 qui sont des subdivisions à huit chiffres de la sous-position 8443 31 du SH2007, laquelle énonce le traitement tarifaire pour certaines machines multifonctions qui assurent "au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau".[1618] Au sujet des trois codes 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99, les plaignants ont allégué que le classement de certaines MFM dans le code 8443 31 91 entraîne l'application d'un taux de droit *ad valorem* de 6 pour cent à des produits qui, selon eux, sont visés par les concessions tarifaires sous forme de franchise de droits consenties par les Communautés européennes dans le contexte de l'ATI. Par conséquent, selon les plaignants, les Communautés européennes appliquent des droits d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b). Notre première tâche est donc de déterminer si la NC2007, en particulier le code 8443 31 91, entraîne l'application d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent aux produits en question.

7.1238 Sur la base des éléments de preuve et des communications qui nous ont été présentés, nous ne voyons pas de désaccord entre les parties au présent différend sur le fait que les produits suivants sont classés dans le code 8443 31 91 et sont donc assujettis à un droit *ad valorem* de 6 pour cent:

---

de Ricoh, deux MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et dotées des fonctions d'impression, de copie, de scannage et de télécopie, avec des vitesses de copie/d'impression respectives de 45 pages par minute et de 35/45 pages par minute (pièce EC-82). Les États-Unis et le Taipei chinois approuvent l'explication des Communautés européennes concernant les produits passibles de droits visés par le code NC2007 8443 31 91 et conviennent également que les exemples qu'elles présentent seraient effectivement visés par ce code de la NC (réponses respectives des États-Unis et du Taipei chinois à la question n° 124 du Groupe spécial). Cependant, les États-Unis ajoutent que, dans le présent différend, ils "ne contestent pas la manière dont les CE classent les produits en question dans leur nomenclature intérieure, mais le traitement tarifaire qu'elles accordent à ces produits et la compatibilité du traitement tarifaire avec celui qui est prévu dans la Liste de concessions des CE" (réponse des États-Unis à la question n° 124 du Groupe spécial).

[1618] En ce qui concerne l'emploi du terme "réseau" dans la désignation des marchandises relevant du code NC2007 8443 31, nous notons que les parties ne contestent pas qu'il inclut également la connexion par "ligne téléphonique" ainsi que la connexion sans fil (voir les réponses des plaignants aux questions n° 25 a) et 25 b) du Groupe spécial). Nous croyons comprendre que cela signifie que les codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99 visent les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, dans la mesure où il s'agit d'appareils qui ne se connectent pas à une machine automatique de traitement de l'information mais à une "ligne téléphonique". Nous comprenons aussi que le terme "réseau", tel qu'il est utilisé dans le code NC2007 8443 31, a un champ plus large que l'expression "ligne téléphonique" et pourrait également signifier, par exemple, "ordinateur ou réseau numérique" de sorte qu'il engloberait aussi les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information.

a) les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont dotées d'un *procédé électrostatique* et peuvent *imprimer*, *copier* et *télécopier* avec une vitesse de copie excédant 12 pages monochromes par minute;

b) les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont dotées d'un procédé électrostatique et peuvent imprimer et copier, mais qui n'ont pas de fonction de transmission de télécopie;

c) les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement qui sont dotées d'un *procédé électrostatique* et peuvent *copier* et *télécopier* avec une vitesse de copie excédant 12 pages monochromes par minute.

7.1239 En outre, nous ne voyons pas de désaccord entre les parties sur le fait que, dans le cadre de la NC2007, le code NC2007 8443 31 91 *passible de droits* ne s'applique pas aux:

a) MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont dotées d'un *procédé électrostatique* mais qui n'ont pas de fonction de *copie*, et qui peuvent, au lieu de cela, être visées par le code NC2007 8443 31 99 bénéficiant de la franchise de droits;

b) MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui peuvent *imprimer*, *copier* et/ou *télécopier*, mais qui ne sont pas dotées d'un *procédé électrostatique* (par exemple celles qui ont un "moteur à jet d'encre" ou une "imprimante thermique"), et qui peuvent, au lieu de cela, être visées par le code NC2007 8443 31 99 bénéficiant de la franchise de droits;

c) MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont dotées d'un *procédé électrostatique* et peuvent *imprimer, copier* et *télécopier*, avec une vitesse de copie de 12 pages par minute ou moins et, qui peuvent, au lieu de cela, être visées par le code NC2007 8443 31 10 bénéficiant de la franchise de droits;

d) MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont dotées d'un *procédé électrostatique*, peuvent *copier* et *télécopier* et sont assujetties à un droit de douane nul si leur *vitesse de copie* est de 12 pages par minute ou moins, et qui peuvent, au lieu de cela, être visées par le code NC2007 8443 31 10 bénéficiant de la franchise de droits;

e) MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui peuvent *copier* et *télécopier*, mais qui ne sont pas dotées d'un *procédé électrostatique* (par exemple celles qui ont un "moteur à jet d'encre" ou une "imprimante thermique"), et qui peuvent, au lieu de cela, être visées par le code NC2007 8443 31 99 bénéficiant de la franchise de droits.

7.1240 Comme il est indiqué au paragraphe 7.1138, les plaignants allèguent que les mesures susmentionnées entraînent l'application indue d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent à deux sous-ensembles de machines numériques multifonctions, les MFM aptes et non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont, d'après eux, visées par les concessions sous forme de franchise de droits inscrites dans la Liste des CE sous les positions 8471 et 8517, respectivement. Comme à chacune de ces sous-catégories de machines numériques multifonctions s'applique une concession différente, l'analyse du point de à savoir si les Communautés

européennes agissent effectivement d'une manière incompatible avec leurs obligations sera aussi nécessairement différente. Par conséquent, nous traiterons séparément pour chaque concession les allégations des plaignants concernant un traitement tarifaire excessif et moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE. Premièrement, nous examinerons si le traitement tarifaire rendu effectif par les mesures contestées est incompatible avec la concession sous forme de franchise de droits qui figure dans la position 8471 de la Liste des CE, dont les plaignants allèguent qu'elle vise les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information. Deuxièmement, nous examinerons si le traitement tarifaire rendu effectif par les mesures contestées est incompatible avec la concession sous forme de franchise de droits qui figure dans la position 8517, dont les plaignants allèguent qu'elle vise les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information.

3. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994

7.1241 Dans le cadre de leur mise en œuvre de l'ATI, les Communautés européennes ont accordé des concessions sous forme de franchise de droits pour certains produits des technologies de l'information, qui ont été incorporées dans la Liste des CE, laquelle est fondée sur la nomenclature du SH1996. La plainte relative au traitement tarifaire des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information porte sur l'une de ces concessions qui a été incluse dans la Liste des CE sous la sous-position 8471 60. Les plaignants font valoir qu'en n'accordant pas la franchise de droits pour des produits visés par cette concession tarifaire, les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec les obligations leur incombant au titre de l'article II du GATT de 1994, qui exige des Membres qu'ils n'accordent pas, pour les produits originaires d'un autre Membre, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans leurs listes, ni qu'ils les soumettent à des droits plus élevés que les taux consolidés inscrits dans lesdites listes.

7.1242 Par conséquent, comme il est indiqué ci-dessus, nous entreprenons d'analyser l'allégation des plaignants en commençant par déterminer le champ d'application de la concession pertinente, incluse dans la sous-position 8471 60, et par établir si les produits que les plaignants ont désignés comme des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont couverts par cette concession. S'il est établi que les produits pertinents entrent dans le champ d'application de la concession tarifaire, nous examinerons après si par suite du traitement tarifaire résultant de l'application des mesures contestées, les Communautés européennes manquent à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994.

a) Le sens ordinaire du code NC 8471 60 de la Liste des CE

7.1243 Les **plaignants** estiment que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession sous forme de franchise de droits pour les produits relevant de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE ("Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités"; - Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire").[1619] Ils indiquent que des termes de la concession, c'est

[1619] Les tierces parties suivantes sont aussi du même avis: Singapour (voir la communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphe 81; la déclaration orale de Singapour, paragraphe 35); les Philippines (communication des Philippines en tant que tierce partie, paragraphe 50); le Costa Rica (communication du Costa Rica en tant que tierce partie, paragraphe 28); la Thaïlande (déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 3 et 4).

l'expression "unités d'entrée ou de sortie" qui est essentielle pour l'analyse du sens ordinaire conformément à la Convention de Vienne.[1620]

7.1244 Le **Japon** et le **Taipei chinois** estiment en outre que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont aussi visées plus précisément par la concession au niveau des huit chiffres inscrite dans la Liste des CE sous le numéro de position tarifaire 8471.60.40 ("-- autres; "--- Imprimantes").[1621] Par ailleurs, le Taipei chinois allègue que s'ils ne sont pas visés par le numéro de position tarifaire 8471 60 40 comme "imprimantes", ces produits le sont au moins par la concession résiduelle à huit chiffres inscrite sous le numéro de position tarifaire 8471 60 90 ("-- autres; "--- autres").[1622]

7.1245 La concession pertinente, qui correspond à la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE[1623], est résumée ci-dessous.

SH1996	Désignation	Taux de base	Taux consolidé	Année de mise en œuvre intégrale	Autres droits et impositions	Instrument juridique où figure la concession
8471	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs:					
(…)						
8471 60	- Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire					
8471 60 10	-- Destinés à des aéronefs civils	0,0	0,0	1997	0,0	WT/Let/156
	-- autres					
8471 60 40	--- Imprimantes	2	0,0	1999	0,0	WT/Let/156
8471 60 50	--- Claviers	2	0,0	1999	0,0	WT/Let/156
8471 60 90	--- autres	2	0,0	1999	0,0	WT/Let/156
(…)						
8471 90 00	- autres	2	0,0	1999	0,0	WT/Let/156

[1620] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 36; première communication écrite du Japon, paragraphes 79 et 181 (soutenant que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont, plus précisément, des "unités de sortie"); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 544 et 545. Le Japon examine aussi le sens du membre de phrase "leurs unités" dans la position 8471 du SH1996 qui figure dans la Liste des CE dans le cadre de son analyse du sens ordinaire de la concession visant les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information (première communication écrite du Japon, paragraphe 79).

[1621] Voir, par exemple, la première communication écrite du Japon, paragraphes 78 et 79; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 38; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 528, 546 et 553; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 332.

[1622] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 528 et 557.

[1623] Nous relevons que les désignations figurant dans la position 8471 et la sous-position 8471 60 de la Liste des CE sont identiques à celles de la position 8471 et de la sous-position 8471 60 du SH1996, et que parfois les parties font indifféremment référence au SH1996 et à la Liste des CE. Malgré ces références, nous gardons toujours à l'esprit que l'obligation qui est interprétée est celle inscrite dans la Liste des CE.

7.1246 Nous rappelons que l'ATI prévoyait le traitement en franchise de droits pour tous les produits relevant de la sous-position 8471 du SH1996 (c'est-à-dire y compris toutes ses sous-positions). Nous rappelons aussi que les Communautés européennes ont mis en œuvre cette obligation en incorporant dans leur liste toutes les sous-positions pertinentes relevant de la position 8471, où la sous-position 8471 60 est en outre subdivisée en quatre numéros de positions tarifaires à huit chiffres, qui rendent compte du traitement tarifaire des produits visés par la sous-position 8471 60. Afin de déterminer le sens ordinaire de la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE, conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne, nous examinerons le texte de la concession dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but.

i) Le sens du texte de la sous-position 8471 60

Arguments des parties

7.1247 Les **plaignants** font valoir que le sens ordinaire du libellé de la concession tant au niveau à quatre chiffres qu'à huit chiffres est déterminant et "met l'accent sur la question de savoir si une marchandise particulière peut ou non être connectée à un ordinateur – s'il s'agit d'une "unité" d'un ordinateur – et si cette marchandise peut donc servir d'"unité d'entrée ou de sortie" pour un ordinateur".[1624] Le Japon et le Taipei chinois soutiennent aussi que le sens ordinaire du terme "imprimantes" tel qu'il est utilisé dans le numéro de position tarifaire 8471 60 40 est également pertinent pour interpréter le champ d'application de la concession des Communautés européennes prévoyant la franchise de droits et pour déterminer si les produits en cause sont visés par la concession.[1625]

Unités d'entrée ou de sortie

7.1248 Les plaignants définissent d'abord les termes "entrée" et "sortie" au "sens technologique".[1626] En particulier le **Japon** fait observer qu'en informatique, l'expression "output unit" (unité de sortie) est définie comme "a unit which delivers information from the computer to an external device or from internal storage to external storage" (une unité qui extrait de l'information de l'ordinateur pour la fournir à un dispositif externe ou qui l'extrait d'une mémoire interne pour la fournir à une mémoire externe).[1627] Il fait aussi observer que le mot "input" (entrée) est défini comme "the information that is delivered to a data-processing device from the external world, the process of delivering this data, or the equipment that performs this process" (l'information qui est fournie à un dispositif de traitement

[1624] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 110 et 94; première communication écrite du Japon, paragraphe 78.

[1625] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153 et pièces US-82 et 83; première communication écrite du Japon, paragraphe 78; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 546 à 553. Nous relevons que les États-Unis ne font pas valoir que les produits en cause relèvent plus spécifiquement des subdivisions à huit chiffres pour les "imprimantes" et "autres" de la sous-position 8471 60.

[1626] Première communication écrite du Japon, paragraphe 80 (faisant valoir qu'il est approprié de consulter des dictionnaires techniques, bien qu'il ne croie pas que les termes aient un "sens spécial" au titre de l'article 31 4) de la *Convention de Vienne*, parce que les concessions en cause ont été consenties conformément à un accord (l'ATI) portant sur des produits technologiques).

[1627] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153 et pièce US-82; première communication écrite du Japon, paragraphe 81 (citant le *McGraw Hill Dictionary*, page 1419 (pièce JPN-11)).

de l'information depuis l'extérieur, le processus de fourniture de cette information ou le matériel qui exécute ce processus).[1628]

7.1249 Les plaignants examinent aussi l'utilisation conjointe des termes "entrée" et "sortie" dans une seule et même phrase. En particulier, ils font observer que l'expression "input/output device" (dispositif d'entrée/de sortie) a été définie comme "a unit that accepts new data, sends it into the computer for processing, receives the results, and translates them into a useable medium" (une unité qui accepte de nouvelles données, les envoie dans l'ordinateur pour les traiter, reçoit les résultats et les transforme en un support utilisable).[1629]

7.1250 Les plaignants trouvent des éléments à l'appui de leur interprétation des termes de la concession non seulement dans des dictionnaires techniques, mais également dans des dictionnaires plus généraux, qui définissent le mot "output" (sortie) comme un "an electrical signal delivered by or available from an electronic device" (un signal électrique fourni par un dispositif électronique ou disponible à partir d'un tel dispositif) et le mot "input" (entrée) comme l'inverse, à savoir "an electrical signal entering an electronic device" (un signal électrique qui entre dans un dispositif électronique).[1630]

7.1251 Les plaignants font valoir que le mot "unit" (unité) devrait correctement s'entendre de "an individual thing, person, or group regarded as single and complete" (une chose, personne ou groupe individuel considéré comme un tout qui est complet) ou "a device with a specified function forming part of a complex mechanism" (un dispositif ayant une fonction propre qui fait partie d'un mécanisme complexe).[1631] S'appuyant sur cette large interprétation du mot "unité", ils soutiennent que le membre de phrase "leurs unités" dans la position 8471, dont la concession en cause est une sous-position, couvre les "dispositifs conçus et mis au point pour être connectés à des ordinateurs et être utilisés de façon intégrée avec des ordinateurs".[1632]

7.1252 Le **Taipei chinois** suit le raisonnement du Japon et conclut que le membre de phrase "leurs unités" dans la position 8471 du SH1996 indique que les "unités" auxquelles il est fait référence dans l'expression "unités d'entrée ou de sortie" figurant dans la sous-position 8471 60 du SH1996 sont celles des "machines automatiques de traitement de l'information". Selon le Taipei chinois, cela veut dire qu'aux termes de la Liste des CE "tout" type de machine automatique de traitement de l'information relève de la position 8471 du SH1996 et, en conséquence, doit bénéficier du régime en franchise de droits.[1633]

7.1253 Le Japon allègue que les "unités d'entrée/de sortie" sont aussi connues sous le nom de "peripheral devices" (dispositifs périphériques), lesquels sont définis comme "any device connected

---

[1628] Première communication écrite du Japon, paragraphe 82 (citant le *McGraw Hill Dictionary*, page 1021).

[1629] Pièce US-101; première communication écrite du Japon, paragraphe 83 (citant le *McGraw Hill Dictionary*, page 1021).

[1630] Première communication écrite du Japon, paragraphes 86 et 87 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), pages 2040 et 1375 (pièce JPN-11)).

[1631] Première communication écrite du Japon, paragraphe 86 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 3491).

[1632] Première communication écrite du Japon, paragraphe 86.

[1633] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 535 et 556. Les États-Unis, de façon plus générale, font valoir que "les termes de la position 84.71 ... fournissent de solides éléments contextuels à l'appui de la conclusion selon laquelle les [MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information] relèvent de la portée de la concession tarifaire des CE pour les "unités d'entrée ou de sortie" (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155).

internally or externally to a computer and used to enter or display data, such as the keyboard, mouse, monitor, scanner, and printer" (tout dispositif connecté de l'intérieur ou de l'extérieur à un ordinateur, tel que le clavier, la souris, le moniteur, le scanner et l'imprimante, et utilisé pour entrer ou afficher des données).[1634] Le Japon cite la définition suivante de l'expression "input/output instruction" (instruction d'entrée/de sortie) à l'appui de son affirmation selon laquelle les expressions "unités d'entrée/de sortie" et "dispositifs périphériques" sont synonymes[1635]:

> "... [S]uch an instruction 'causes the transfer of data between peripheral devices and main memory, and enables the central processing unit [i.e., in the computer] to control the peripheral devices connected to it'" ([U]ne telle instruction "entraîne le transfert de données entre les dispositifs périphériques et la mémoire principale, et permet à l'unité centrale [c'est-à-dire dans l'ordinateur] de contrôler les périphériques qui lui sont connectés").[1636]

7.1254 Les plaignants estiment que les mots "unités d'entrée ou de sortie" sont des termes qui sont définis au sens très large dans la Liste des CE.[1637] Ils allèguent que les définitions ci-dessus indiquent que le sens ordinaire de ces termes met l'accent sur la manière dont ces "unités" interagissent avec une machine automatique de traitement de l'information au sens où ils sont aptes à accepter de nouvelles données, à les envoyer dans l'ordinateur pour traitement, à recevoir les résultats et à les transformer en un support utilisable. Par conséquent, selon les plaignants, les deux concepts clés sous-tendant ces termes spécifiques sont le fait d'être apte à utiliser des données numériques et à être connecté à un ordinateur.[1638]

7.1255 Les **Communautés européennes**, au lieu de contester le sens courant des termes figurant dans le texte de la concession, font plutôt porter leurs arguments sur l'interprétation contextuelle du code NC de la sous-position 8471 60.[1639] En particulier, elles considèrent que la concession en cause devrait être interprétée en tenant compte du champ d'application d'une autre concession inscrite dans

---

[1634] Première communication écrite du Japon, paragraphe 83 (citant le *McGraw Hill Dictionary (2003)*). Le Japon explique que dans le présent différend il s'est surtout appuyé sur la cinquième édition, celle de 1994, du *McGraw Hill Dictionary* parce que c'était l'édition qui était disponible à la fois au moment de la négociation de l'ATI et au moment où le SH a été révisé pour devenir ensuite le SH1996. Nous relevons toutefois que dans quelques cas, comme dans celui des "dispositifs périphériques", définis ci-dessus, le Japon s'est aussi appuyé sur l'édition de 2003 du *McGraw Hill Dictionary.*

[1635] Nous relevons aussi que les États-Unis utilisent parfois comme synonymes l'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le terme "périphériques" (voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 72 et 145; leur deuxième communication écrite, paragraphe 102).

[1636] Première communication écrite du Japon, paragraphe 83, note de bas de page 53 (citant le *McGraw Hill Dictionary (1994)*).

[1637] Le Japon ajoute aussi que ces termes ne sont en aucun cas "limités par le recours à des technologies spécifiques" (deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 81; première déclaration orale du Japon, paragraphes 13 et 33).

[1638] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153 (citant le *McGraw Hill Dictionary*); deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 109; première communication écrite du Japon, paragraphes 77, 87 et 88, et 90; première déclaration orale du Japon, paragraphe 11 (mais aussi indiquant en outre que la fonction d'impression prédominante des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information montre que celles-ci sont des "unités de sortie – imprimantes" selon le sens ordinaire de ces termes); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 543 à 545 et 585. Le Japon allègue plus explicitement que ces concessions couvrent toutes les MFM "dotées de la connectivité numérique", c'est-à-dire les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information (première communication écrite du Japon, paragraphes 77 et 90; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 39; réponse du Japon à la question n° 110 du Groupe spécial).

[1639] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 125 et 126.

la Liste des CE, à savoir celle concernant la sous-position 9009 12 du SH ("appareils de photocopie électrostatique à procédé indirect").[1640]

7.1256 Cependant, les Communautés européennes ne sont pas d'accord avec l'allégation du Japon selon laquelle les "dispositifs d'entrée/de sortie" et les "dispositifs périphériques" sont synonymes parce que les derniers ont un sens plus large que les premiers. Selon les Communautés européennes, les "dispositifs d'entrée/de sortie" ne sont pas nécessairement des "unités séparées" puisqu'ils peuvent aussi être incorporés dans l'unité centrale.[1641] À leur avis, le fait que les "dispositifs d'entrée/de sortie" et les "dispositifs périphériques" ne sont *pas* synonymes est en outre confirmé par le fait que, dans la Liste des CE, les concessions autres que celle prévue pour la sous-position 8471 60 du SH1996 ("unités d'entrée ou de sortie") comprennent des produits qui pourraient aussi être considérés comme des "unités périphériques" (par exemple la concession correspondant au numéro de position tarifaire 8471 80 10, qui inclut les "-- Unités périphériques").[1642]

7.1257 Les plaignants répondent que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi il fallait donner d'une expression essentielle telle que "unités de sortie", qui a généralement un sens large, une lecture aussi étroite que celle qu'elles proposaient. Ils considèrent qu'au lieu de se livrer à un examen du sens ordinaire de ces termes conformément à la Convention de Vienne, les Communautés européennes concentrent exclusivement leur moyen de défense sur le sens de certains termes ayant rapport aux concessions qu'elles ont accordées pour certains "photocopieurs", en particulier ceux relevant de la sous-position 9009 12 du SH1996.[1643]

Imprimantes

7.1258 Comme il est dit plus haut, le Japon et le Taipei chinois ont fait valoir que la subdivision à huit chiffres de la sous-position 8471 60 (code NC 8471 60 40 - autres --- Imprimantes) qui couvre les "imprimantes" englobe aussi dans son champ les produits en cause.[1644] Le Japon et le Taipei chinois ont présenté diverses définitions du mot "imprimantes".

[1640] Le Groupe spécial examinera l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le régime en franchise de droits ne s'applique pas parce que les produits sont visés par la concession passible de droits prévue pour la position 9009 12 (voir la section VII.G.3 c) ii) ci-dessous, à partir du paragraphe 7.1469) ou 8472 90 du SH1996 (voir la section VII.G.3 c) iii) ci-dessous, à partir du paragraphe 7.1482).

[1641] Réponse des Communautés européennes à la question n° 32 du Groupe spécial.

[1642] Réponse des Communautés européennes à la question n° 32 du Groupe spécial.

[1643] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 9 et 36; première déclaration finale des États-Unis, paragraphe 4; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 108; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 38; première déclaration orale du Japon, paragraphe 13; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 36 et 37, et 81 et 82; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 298.

[1644] Nous sommes conscients que la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial désigne seulement la sous-position 8471 60 comme étant la concession en cause dans le présent différend. Cependant, nous rappelons que l'article 3 1) a) de la Convention du SH dispose que les parties contractantes doivent suivre la numérotation de la nomenclature du SH jusqu'au niveau à six chiffres et que l'article 3 3) ménage aux parties contractantes la flexibilité de créer des codes à huit chiffres à condition que les subdivisions soient ajoutées et codées à un niveau qui va au-delà de celui du/des codes numériques à six chiffres du SH. Selon nous, cela signifie qu'un code NC à huit chiffres établit simplement une sous-division qui s'ajoute à ce qui est déjà visé par la sous-position à six chiffres. Par conséquent, tout ce qui est ajouté au niveau à huit chiffres doit nécessairement être compris dans le champ de la sous-position à six chiffres, en l'occurrence la sous-position 8471 60. Nous ne voyons donc rien d'inapproprié dans le fait que le Japon et le Taipei chinois font valoir que les produits en cause relèvent d'un sous-ensemble plus spécifique de produits visés par la concession indiquée dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial.

a) "[A] computer output mechanism that prints characters one at the time or one line at the time" ([U]n mécanisme de sortie d'ordinateur qui imprime des caractères un par un ou des lignes une par une).

b) [Un dispositif] qui peut "produce or reproduce (text, a picture, etc.) by mechanically transferring characters or designs to paper, vellum, etc. esp[ecially] from inked types, blocks, or plates" (produire ou reproduire (un texte, une image, etc.) en transférant de façon mécanique des caractères ou motifs sur du papier, du vélin, etc. spé[cialement] à partir de types, clichés ou plaques encrés) **ou** "an output device which produces a printed record of data, text, etc." (un dispositif de sortie qui produit un fichier de données, un texte, etc. imprimé).[1645]

c) "[A]n output device which produces a printed record of data, text, etc." (un dispositif de sortie qui produit un fichier de données, un texte, etc. imprimé).[1646] "b. a device used for printing; especially a machine for printing from photographic negatives; c. a device (as an ink-jet printer) that produces printout" (b. un dispositif utilisé pour imprimer; en particulier une machine pour imprimer à partir de négatifs; c. un dispositif (comme une imprimante à jet d'encre) qui produit une copie papier).[1647]

7.1259 Le **Japon** estime que les définitions ci-dessus indiquent qu'une "imprimante", au sens technologique, désigne l'"unité de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information qui produit une/des copies imprimées des "données numériques" en cause. Ces "données numériques" peuvent provenir de l'"ordinateur" lui-même, d'un "scanner" qui a créé les "données numériques" à partir d'un document original, ou d'un "télécopieur" qui a reçu les données numériques. Le Japon allègue que, dans tous les cas, l'"imprimante" produira une version papier de ces "données numériques" grâce à des technologies numériques. Il estime de la même manière que, selon le sens ordinaire, les définitions ci-dessus indiquent qu'une "imprimante" est un "mécanisme de sortie d'ordinateur" qui produit une version papier de certaines données mémorisées dans un système automatique de traitement de l'information ou par ailleurs utilisées en liaison avec un tel système.[1648]

7.1260 En outre, le **Taipei chinois** fait valoir que la définition d'une "imprimante" n'exige en aucun cas que les informations ou les données qui sont imprimées proviennent "exclusivement" d'une "machine automatique de traitement de l'information". Selon le Taipei chinois, un appareil doit remplir deux conditions pour être visé par les termes de la concession sous forme de franchise de droits pour le numéro de position tarifaire de la sous-position 8471 60 40: i) il doit "être apte à être connecté" à une machine automatique de traitement de l'information et ii) il doit "pouvoir produire des copies papier des données" reçues d'une machine automatique de traitement de l'information. Le Taipei chinois fait en outre observer que le "nombre maximum ou minimum de pages" produites par un appareil ne fait partie d'aucune des définitions ci-dessus du mot "imprimante".[1649]

[1645] Pièce JPN-11.

[1646] Première communication écrite du Japon, paragraphe 89 (pièce JPN-11); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 547, note de bas de page 268.

[1647] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 548, note de bas de page 269 (citant le Merriam-Webster Dictionary, qui peut être consulté à l'adresse suivante http://www.merriam-webster.com/dictionary/printer, consulté pour la dernière fois le 15 mai 2010).

[1648] Première communication écrite du Japon, paragraphes 84 et 89.

[1649] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 549 et 550. Singapour appuie le point de vue du Taipei chinois et fait valoir de la même manière que "la définition du mot "imprimante" ne dépend pas du nombre de pages par minute qu'une telle machine peut produire" (communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphe 100, note de bas de page 92).

7.1261 Les **Communautés européennes** ne se livrent pas à un examen de la définition du mot "imprimante"; toutefois, elle soutiennent qu'un produit (c'est-à-dire une machine automatique de traitement de l'information) qui, en plus d'imprimer, exécute également d'autres fonctions qui peuvent être d'une importance équivalente, voire supérieure, ne peut pas être une simple imprimante.[1650]

Examen par le Groupe spécial

7.1262 Le **Groupe spécial** relève que, dans leurs arguments concernant le sens et le champ d'application de la concession en cause, les plaignants se sont appuyés sur plusieurs définitions de dictionnaire des termes pertinents de ladite concession. Il relève aussi que les plaignants ont cité des dictionnaires techniques en plus des dictionnaires plus généraux de langue anglaise. Étant donné les termes considérés, nous jugeons qu'il était approprié de le faire.[1651]

7.1263 Avant de commencer notre analyse des termes spécifiques utilisés dans la concession sur la base de ces définitions de dictionnaire, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle bien que les dictionnaires soient un "bon point de départ" pour analyser le "sens ordinaire" d'un terme conventionnel, ils "n'étaient pas nécessairement concluants".[1652] Nous savons aussi que l'interprétation du sens courant du texte est le début et non la fin de notre enquête. Bien que nous puissions structurer notre analyse du sens ordinaire dans différentes sections, par souci de commodité, nous sommes toujours conscients que nous procédons à une analyse globale du sens ordinaire et que le texte des termes ne peut pas être dissocié de leur contexte, et de leur objet et leur but.[1653]

7.1264 Comme il est dit plus haut, les principaux termes mentionnés par les plaignants ont été l'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le mot "imprimantes". Nous examinerons chacun d'eux l'un après l'autre.

Unités d'entrée ou de sortie

7.1265 Les plaignants ont présenté un certain nombre de définitions des mots "entrée" et "sortie" pris isolément ainsi qu'utilisés conjointement. Toutes ces définitions étayent l'interprétation selon laquelle les mots "entrée" et "sortie" font référence à des signaux électriques, des données, des informations.

[1650] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 421.

[1651] D'autres groupes spéciaux ont examiné des dictionnaires techniques pour effectuer une analyse du sens ordinaire conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne. Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Mexique – Télécommunications*, paragraphes 7.81 à 7.83 (s'appuyant sur le Newton's Telecom Dictionary pour interpréter certains termes de la Liste du Mexique concernant les services); le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphes 7.660 et 7.661 (s'appuyant sur le Dictionary of Automobile Engineering, un dictionnaire de l'industrie automobile, pour interpréter la Liste de la Chine); le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.372 (s'appuyant sur le Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture, un dictionnaire de l'industrie de la biotechnologie, pour définir le terme "biodiversity" (biodiversité)); voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 92 (citant le Dictionary of Trade Policy Terms et le Dictionary of International Trade).

[1652] Le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 175 (citant les rapports de l'Organe d'appel: *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 59; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 248; et *États-Unis – Jeux*, paragraphe 166). Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel: *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 348; et *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphe 167, note de bas de page 324.

[1653] À cet égard, nous rappelons que dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a fait observer que "[l]'interprétation selon les règles coutumières codifiées à l'article 31 de la *Convention de Vienne* est en dernière analyse un exercice global qui ne devrait pas être mécaniquement scindé en parties rigides". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 176)

Une "entrée" est le signal électrique, les données ou les informations qui entrent dans un dispositif électronique tandis qu'une "sortie" est le signal électrique, les données ou les informations qui sortent du dispositif électronique.

7.1266 La concession prévue pour la sous-position 8471 60 de la position 8471 ne couvre pas les entrées et sorties elles-mêmes, mais les "unités d'entrée ou de sortie". Une "unité" désigne entre autres choses "un dispositif ayant une fonction déterminée qui fait partie d'un mécanisme complexe". Ces définitions nous indiquent que le sens de l'expression "unités d'entrée ou de sortie" ne peut pas être dissocié de la question de savoir ce qu'est ou ce que sont la ou les fonctions exécutées par de telles unités et ce qu'est le mécanisme complexe dont elles font partie. À cette fin, nous rappelons que le numéro 8471 60 est une sous-position du numéro 8471 qui couvre les "machines automatiques de traitement de l'information" et "leurs unités". Les "unités" couvertes par la sous-position 8471 60 sont donc des "unités" de "machines automatiques de traitement de l'information".

7.1267 Nous relevons que les parties conviennent toutes que les ordinateurs peuvent être considérés comme des "machines automatiques de traitement de l'information", ainsi que cette expression est utilisée dans la position 8471 du SH1996. Nous relevons en outre que les "unités" d'une "machine automatique de traitement de l'information" sont des dispositifs faisant partie d'une machine automatique de traitement de l'information et y ayant au moins une fonction propre. Comme les "unités" en question sont des unités "d'entrée" ou de "sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, il s'ensuit logiquement que les fonctions que ces "unités" doivent exécuter sont l'envoi/la réception de signaux électriques, d'informations ou de données à partir d'une machine automatique de traitement de l'information.

7.1268 Nous concluons donc que le sens courant de l'expression "unités d'entrée ou de sortie" figurant dans la concession, à savoir la sous-position 8471 60, désigne des dispositifs qui font partie d'une machine automatique de traitement de l'information, telle qu'un ordinateur, ou d'un système automatique de traitement de l'information et qui exécutent au moins une fonction propre consistant à envoyer/recevoir des signaux, des informations ou des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.

7.1269 Cependant, nous ne pouvons pas conclure notre analyse par le sens courant du texte. Il nous faut examiner si la lecture de cette expression dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but nous amène à changer notre interprétation préliminaire du sens courant de l'expression "unités d'entrée ou de sortie" telle qu'elle est utilisée dans la sous-position 8471 60 figurant dans la Liste des CE.

Imprimantes

7.1270 S'agissant des imprimantes, comme il est dit plus haut, les plaignants ont présenté des définitions de dictionnaire selon lesquelles une "imprimante" est un dispositif ou mécanisme de sortie qui imprime, sur papier, des données reçues d'une machine automatique de traitement de l'information. Comme dans la concession les "imprimantes" sont une sous-catégorie de la sous-position couvrant les "unités d'entrée ou de sortie" des ordinateurs, nous ne voyons aucune raison de ne pas souscrire à ces définitions.

7.1271 Par conséquent, le sens courant du texte du numéro de position tarifaire 8471 60 40 inclurait dans son champ les dispositifs de sortie qui impriment sur papier des données reçues d'une machine automatique de traitement de l'information. Nous relevons l'argument des Communautés européennes selon lequel la capacité d'imprimer des informations reçues d'une machine automatique de traitement de l'information ne permet pas de déterminer si un produit particulier est une "imprimante" ou pourrait

plus correctement être classé selon une certaine autre caractéristique. Cependant, nous estimons préférable d'analyser cet argument dans la section VII.G.3 b) ci-dessous où nous examinons la question de savoir si les produits en cause dans le présent différend sont visés par la concession prévue pour la sous-position 8471 60, ou encore plus spécifiquement correspondant au numéro de position tarifaire à huit chiffres 8471 60 40.

ii) L'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le mot "imprimantes" considérés dans leur contexte

7.1272 Les **plaignants** font valoir que le sens courant des termes de la sous-position 8471 60 sont sans ambiguïté.[1654] Cependant, ils soutiennent aussi que pour examiner les termes de la sous-position dans le contexte du reste de la position 8471, les outils d'interprétation du SH, tels que les notes du chapitre 84, et d'autres parties de la Liste des CE, nous amèneront à conclure que le champ de la position 8471 60 est suffisamment large pour englober "tout" type de machine automatique de traitement de l'information et, en conséquence, que ces produits doivent bénéficier du régime en franchise de droits.[1655] En outre, le Japon et le Taipei chinois font valoir que les notes du chapitre 84 et de la section XVI du SH1996 étayent aussi leur interprétation du mot "imprimantes" figurant sous le numéro de position tarifaire 8471 60 40 selon laquelle ce terme comprend tout dispositif qui peut imprimer une sortie d'une machine automatique de traitement de l'information.

7.1273 Les **Communautés européennes** font valoir, contrairement aux plaignants, que la note 5 B) du chapitre 84 étaye leur interprétation selon laquelle la position 8471 60 ne vise pas chacun des types concevables de MFM qui peuvent être connectées à une machine automatique de traitement de l'information.[1656] Elles soutiennent aussi que les positions des plaignants concernant le contexte pertinent sont déplacées.[1657]

7.1274 Le **Groupe spécial** examinera l'une après l'autre chacune des sources possibles de contexte.

Les termes de la position 8471 du SH1996 et des autres sous-positions en relevant, et la structure générale de cette position

Arguments des parties

7.1275 Les **plaignants** font valoir que la concession prévoyant la franchise de droits dans la position 8471 couvre non seulement des parties de la position, mais la position au complet. Ils estiment que cela indique que le traitement en franchise de droits devait être accordé à tous les dispositifs qui sont des ordinateurs ou qui sont utilisés en liaison avec des ordinateurs.[1658] Le **Japon** soutient que c'est ce que confirme l'utilisation du membre de phrase "leurs unités" dans la position. Comme la sous-position 8471 60 précise que l'expression "leurs unités" englobe les "unités d'entrée

[1654] Première déclaration orale du Japon, paragraphes 2 et 64; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 80.

[1655] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 535 et 556. De façon plus générale, les États-Unis font valoir que "[l]es termes de la position 84.71 ... fournissent de solides éléments contextuels à l'appui de la conclusion selon laquelle les [MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information] relèvent de la portée de la concession tarifaire des CE pour les "unités d'entrée ou de sortie"" (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155).

[1656] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 410 à 422.

[1657] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 423 à 426.

[1658] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155; première communication écrite du Japon, paragraphe 130.

ou de sortie", les plaignants estiment que la concession couvre de façon générale les dispositifs qui sont utilisés soit pour entrer des informations dans une machine automatique de traitement de l'information soit pour sortir des informations qui proviennent d'une machine automatique de traitement de l'information.[1659] Enfin, le Japon allègue aussi que le sens du membre de phrase "leurs unités" indique que le libellé de la position 8471 du SH1996 n'est pas limité par la technologie utilisée dans les produits qui relèvent de cette position, ce qui confirme que celle-ci "est suffisamment large pour englober des produits qui recourent à une technologie qui a changé".[1660]

7.1276 Les plaignants considèrent aussi que la structure globale de la position 8471 du SH1996, qui comprend plusieurs sous-positions, confirme le vaste champ d'application de la concession des Communautés européennes.[1661] Les plaignants considèrent que les termes des autres sous-positions relevant de la position 8471 du SH1996, pris conjointement, fournissent de solides éléments contextuels permettant de conclure que tous les types d'ordinateur et tous les types d'unités d'ordinateur - séparément ou en diverses combinaisons - relèvent de la position 84.71.[1662]

7.1277 En particulier, le Japon fait remarquer que les sous-positions 8471 41, 8471 49, 8471 50 concernent des produits qui combinent une machine automatique de traitement de l'information à certains autres dispositifs liés à un ordinateur. Le texte de ces trois positions est le suivant:

a) **8471 41** ("- Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques; -- Comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une unité d'entrée et une unité de sortie")

b) **8471 49** ("- Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques; -- Autres, se présentant sous forme de systèmes")

c) **8471 50** ("- Unités de traitement numériques autres que celles des n° 8471 41 et 8471 49, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie")[1663]

7.1278 Le reste de la sous-position concerne les "unités" d'ordinateurs qui n'incluent pas elles-mêmes des ordinateurs. La série suivante de sous-positions comprend la concession en cause, la sous-position 8471 60, ainsi que les sous-positions 8471 70 et 8471 80, qui couvrent les unités de mémoire autonomes et les autres unités d'ordinateur, respectivement. En outre, les plaignants font observer que la sous-position 8471 90 englobe d'autres dispositifs qui seraient par ailleurs inclus dans la position 8471, mais qui ne relèvent d'aucune des sous-positions précédentes. Le Japon note que même pour cette vaste catégorie résiduelle, la concession des CE codifiée dans leur liste prévoit un taux de droit nul.[1664]

[1659] Première communication écrite du Japon, paragraphe 130.

[1660] Réponse du Japon à la question n° 13 du Groupe spécial.

[1661] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155; première communication écrite du Japon, paragraphe 131; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 322 à 330.

[1662] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155; première communication écrite du Japon, paragraphes 132, 140 et 141; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 322 à 330.

[1663] Première communication écrite du Japon, paragraphes 132 à 136.

[1664] Première communication écrite du Japon, paragraphes 72, 130 et 131, et 142 et 143; première déclaration orale du Japon, paragraphe 21; réponse du Japon à la question n° 13 du Groupe spécial; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 155 et 156; première déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 35; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 109; deuxième déclaration

7.1279 Les **Communautés européennes** font valoir que la simple présence d'une sous-position "autres" dans la position 8471 ne peut pas avoir pour effet d'élargir le champ de cette position au-delà de ses propres termes.[1665] Selon les Communautés européennes, comme le présent différend porte sur des questions concernant des concessions fondées sur des sous-positions qui relèvent de chapitres différents du SH1996 (chapitres 84 et 90), "pour résoudre ces questions, aucune indication contextuelle pertinente ne peut être tirée du simple fait que la position 8471 du SH1996 inclut une sous-position intitulée "autres"".[1666]

7.1280 Les Communautés européennes contestent aussi que la concession prévue pour la sous-position 8471 60 doive être interprétée dans un "sens large" simplement parce que la position 8471 au complet a été incluse dans l'ATI ou parce qu'elle vise une plus vaste gamme de produits que l'autre position proposée par les Communautés européennes, la position 9009 12.[1667] En particulier, les Communautés européennes mettent en garde contre le fait d'accorder un trop grand poids à l'inclusion d'une position dans l'ATI pour interpréter les termes de la concession, car ces positions figurent également dans les listes des Membres de l'OMC qui ne sont pas des participants à l'ATI et aussi parce qu'il n'est pas possible de réaliser l'objet et le but que constituent la sécurité et la prévisibilité des concessions tarifaires si l'on considère que les mêmes concessions tarifaires ont un champ d'application "plus large" pour certains Membres simplement parce qu'ils sont aussi des participants à l'ATI.[1668]

Examen par le Groupe spécial

7.1281 Nous rappelons que l'Organe d'appel a confirmé que le SH pouvait fournir un contexte pertinent additionnel pour l'interprétation d'une concession tarifaire donnée.[1669] Les parties conviennent toutes que la version 1996 du SH, sur laquelle la concession correspondant au code NC 8471 60 dans la Liste des CE est fondée, est le document pertinent du SH qui fournit un contexte pour interpréter le sens ordinaire de cette concession.[1670] Le **Groupe spécial** constate donc que les autres parties de la position 8471 constituent un contexte pertinent pour déterminer la portée du sens des termes utilisés dans la concession.

7.1282 En particulier, la structure et le libellé de la position semblent englober tous les types d'unités d'ordinateur à l'intérieur de ses paramètres. La structure est telle qu'il est logiquement d'abord question des ordinateurs eux-mêmes (sous-positions 8471 10 et 8471 30)[1671], puis des "unités" de ces ordinateurs selon les différentes façons dont elles sont présentées - c'est-à-dire en tant que partie d'une machine automatique de traitement de l'information, en tant que systèmes, dotés d'unités de traitement

---

liminaire des États-Unis, paragraphe 38; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 589, 594 et 600; réponse du Taipei chinois à la question n° 13 du Groupe spécial.

[1665] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424.

[1666] Réponse des Communautés européennes à la question n° 13 du Groupe spécial.

[1667] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424.

[1668] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 426.

[1669] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89; *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199 et *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

[1670] Réponses des parties à la question n° 132 du Groupe spécial (faisant valoir que le SH1996 s'appliquait à l'époque de l'octroi de la concession et que le SH2007 et les notes explicatives y afférentes ne sont ni un "contexte" au titre de l'article 31 2) de la Convention de Vienne, ni un élément dont il "[est] tenu compte, en même temps que du contexte", au titre de l'article 31 3) de la Convention de Vienne).

[1671] Nous relevons que même à l'intérieur de la sous-position 8471 30 le terme "unité" est utilisé pour désigner l'unité centrale de traitement qui est la principale composante d'une machine automatique de traitement de l'information, de sorte qu'il semble que le terme "unité" puisse aussi désigner des parties d'une machine automatique de traitement de l'information.

numérique, d'unités d'entrée ou de sortie, d'unités de mémoire autonomes, et autres. En particulier, nous relevons la catégorie résiduelle "autres". Nous partageons l'avis des Communautés européennes selon lequel l'inclusion d'une catégorie "autres" dans une position ou sous-position ne peut pas donner lieu à une interprétation qui va au-delà des termes de la position ou de la sous-position. Cependant, l'inclusion d'une sous-position "autres" peut indiquer que les termes des sous-positions restantes ne définissent pas en soi les limites du champ de la position principale.

7.1283 Dans le même temps, notre interprétation du caractère général du champ de la position 8471 n'est *pas* éclairée par le fait que la position au complet a été incluse dans la concession sous forme de franchise de droits dans l'ATI. Contrairement aux arguments des plaignants, nous ne croyons pas que ce fait donne des indications permettant d'interpréter au sens large les termes figurant dans cette position. Il pourrait être tout aussi plausible que la position au complet ait été incluse dans la catégorie bénéficiant de la franchise de droits parce qu'elle avait été interprétée au sens étroit et que le régime en franchise de droits ne s'appliquerait alors qu'à un petit ensemble de produits. Cela dit, toutefois, notre interprétation au sens large des produits visés par la position 8471 est fondée sur les mots figurant dans la position même et sur sa structure. Par ailleurs, notre analyse ne peut pas prendre fin sur une interprétation selon laquelle la position 8471 vise un vaste champ de produits; en fait, la concession pertinente à l'examen n'est pas la position 8471 en général, mais plutôt la sous-position spécifique 8471 60 pour les unités d'entrée ou de sortie.

7.1284 Bien que le contexte fourni par les termes de la position 8471 et des sous-positions qui en relèvent éclaire davantage notre interprétation précédente du sens courant du texte des termes figurant dans la concession, il nous faut pousser notre analyse et examiner le contexte fourni par les règles du SH relatives à la sous-position 8471 60.

Le SH1996: note 5 du chapitre 84 et note 3 de la section XVI

7.1285 Les parties ont examiné la pertinence contextuelle de la note 5 du chapitre 84 du SH1996 pour interpréter le champ d'application de la concession des Communautés européennes prévoyant la franchise de droits pour les "unités d'entrée ou de sortie" visées par la sous-position 8471 60 du SH1996.[1672] Ils ont aussi examiné la pertinence et l'interdépendance de la note de chapitre 5 et de la note 3 de la section XVI du SH1996.[1673] Les **plaignants** sont d'avis que les notes de chapitres, en particulier la note 5 B) et 5 D), fournissent d'autres éléments contextuels permettant d'interpréter au sens large l'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le mot "imprimantes" figurant dans le texte de la sous-position 8471 60. En revanche, les **Communautés européennes** font valoir que la note de chapitre 5 B) confirme, à tout le moins, que les produits ayant une fonction de copie qui n'est pas d'une importance secondaire ou équivalente à celle des autres capacités peuvent être classés dans la sous-position 9009 12, et sont donc passibles de droits.

[1672] L'Australie et Singapour, qui sont des tierces parties dans le présent différend, font aussi référence à cette note de chapitre en ce qui concerne les MFM. L'Australie "fait remarquer" seulement qu'il existe une telle note de chapitre, en particulier la note 5 D), mais sans expliquer comment exactement cette règle s'applique aux MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information (communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 17). Par ailleurs, Singapour examine plus en détail le sens de la note 5 B) et allègue que cette règle confirme que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession prévue pour la position 84.71 du SH1996 (communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphes 84 et 85).

[1673] La section XVI est la section où figure le chapitre 84 (et aussi le chapitre 85).

Note 5 B) et 5 C) du chapitre 84

7.1286 Les **plaignants** estiment que la note 5 du chapitre 84 du SH1996 est très pertinente pour une analyse interprétative du sens ordinaire de la concession en cause parce qu'elle "se rapporte directement au sens des termes" de la concession en cause, à savoir le sens du mot "unités" dans la position 8471 et la sous-position 8471 60 du SH1996 figurant dans la Liste des CE. Ils font valoir que le libellé de la note 5 du chapitre 84 du SH1996, dans son ensemble, confirme que la sous-position 8471 60 vise des produits, tels que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, dont les caractéristiques qui les définissent sont le fait d'être aptes à être connectées à une unité d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information et à être utilisées en tant que telles.[1674] Le fait que le libellé de la note 5 ne se rapporte qu'à la nécessité d'être "connectable", plutôt que d'être "effectivement connecté" à une machine automatique de traitement de l'information indique aussi que les produits qui ont certaines caractéristiques ou capacités leur permettant de fonctionner en autonomie peuvent toujours être considérés comme des unités d'entrée ou de sortie au sens de la sous-position.[1675]

7.1287 Par ailleurs, les **Communautés européennes** font valoir qu'une lecture appropriée de la note 5 B) indique que ce n'est pas le simple fait qu'une machine est connectable à une machine automatique de traitement de l'information qui fait qu'elle peut être classée dans la sous-position 8471 60 du SH1996. En particulier, elles mettent l'accent sur le libellé de la note 5 B) a) qui indique que l'une des conditions à remplir pour être considéré comme faisant partie d'un "système complet" est que l'unité doit être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Sur la base de cette interprétation de la note 5 B) a), les Communautés européennes font valoir qu'il est erroné de conclure que la concession accordée par les CE pour la position 8471 60 du SH1996 vise "chacune des MFM qui peuvent être connectées à un ordinateur".[1676] En fait, elles font valoir que la note 5 B) a) "précise qu'une "unité" ne peut pas être classée dans la sous-position 8471 60 du SH1996 à moins d'être utilisée "exclusivement ou principalement" avec un système automatique de traitement de l'information".[1677]

7.1288 Le Taipei chinois, toutefois, répond que l'expression "du type" employée dans la note 5 B) a) devrait être interprétée comme signifiant "conçu pour" ou "destiné à", et qu'elle définit la portée du membre de phrase "exclusivement ou principalement". Par conséquent, selon le Taipei chinois, ce qui importe, ce n'est pas l'"utilisation effective" de l'appareil mais ses "caractéristiques physiques".[1678]

7.1289 Enfin, le Japon fait remarquer que la Cour européenne de justice, en particulier dans la récente décision rendue dans l'affaire *Kip*, a accepté la possibilité que les machines multifonctions puissent être du type utilisé principalement dans un système automatique de traitement de l'information et elle a demandé aux Communautés européennes de prendre leurs décisions de

[1674] Première communication écrite du Japon, paragraphes 74, et 146 et 147 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224, note de bas de page 224); le Taipei chinois précise qu'à des fins de *classement*, il n'y a pas de hiérarchie entre les alinéas a), b) et c) de la note de chapitre 5 B), mais qu'à des fins *contextuelles*, le fait d'"être apte à être connecté à un ordinateur", comme le prescrit l'alinéa b) de la note, est l'élément le plus pertinent en l'espèce (réponse du Taipei chinois à la question n° 36 du Groupe spécial).

[1675] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153.

[1676] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 55 à 59; observations des Communautés européennes sur les réponses du Japon et du Taipei chinois à la question n° 127 b) du Groupe spécial.

[1677] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 121.

[1678] Observations du Taipei chinois sur les réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, paragraphe 14.

classement concernant ces machines au cas par cas.[1679] Selon le Japon, cette décision indique que la Cour européenne de justice a reconnu l'importance fondamentale de l'interface numérique et de la connectivité informatique pour évaluer ces produits.[1680]

7.1290 En outre, le Japon fait valoir que la note 5 C) confirme explicitement que les "unités" d'une machine automatique de traitement de l'information – qu'elles soient importées avec ou sans ordinateur pouvant utiliser l'unité en question – relèvent toujours de la position 8471.[1681]

Note 5 D) du chapitre 84 – "imprimantes" et note 3 de la section XVI

7.1291 Le **Japon** fait valoir que cette note de chapitre confirme que les "imprimantes" d'ordinateur (c'est-à-dire les dispositifs qui peuvent recevoir et imprimer des sorties d'une machine automatique de traitement de l'information) doivent relever de la position 8471 du SH1996 pour autant que les imprimantes puissent "être connectées" à l'ordinateur (la règle du paragraphe B) b)) et qu'elles puissent "recevoir ou fournir" les données de l'ordinateur (la règle du paragraphe B) c)).[1682] Selon le Japon, la note 5 D) fournit d'importantes indications en matière d'interprétation selon lesquelles les conditions énoncées dans la note 5 B) a) ne s'appliquent pas et tous les dispositifs qui sont des "imprimantes" d'ordinateur relèvent de la position 8471 même s'ils ont d'autres utilisations qui pourraient sans doute être considérées comme des utilisations "principales".[1683]

7.1292 Le Japon et le Taipei chinois font aussi valoir que le sens du mot "imprimantes" ne se limite pas aux imprimantes à fonction unique.[1684] Selon le Japon, lorsqu'on songe à un dispositif multifonctions, il est tout à fait approprié de considérer que ce dispositif est une machine qui exerce la fonction principale du dispositif.[1685] Le Japon allègue donc qu'il faudrait considérer qu'un dispositif est une "imprimante" lorsque: 1) il peut fonctionner comme une "imprimante" et 2) les faits et circonstances démontrent que le dispositif est davantage une "imprimante" qu'un autre produit. Il soutient que le concept selon lequel un dispositif qui est "essentiellement une imprimante" ne devient pas automatiquement quelque chose d'autre à cause de l'existence de certaines autres fonctions est inhérent au mot "imprimante". Il n'y a donc pas dans le sens du mot "imprimante" l'idée d'une ligne de démarcation très nette comme les Communautés européennes le soutiennent.[1686] Les plaignants

[1679] Première déclaration orale du Japon, paragraphes 23 à 27; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 111, 114 à 117, et 120. Cependant, le Japon nuance d'abord le fait qu'il s'appuie sur cette décision en disant que bien qu'elle soit utile à un certain nombre d'égards pour faire ressortir les lacunes de la position des Communautés européennes, la décision constitue simplement l'interprétation que les Communautés européennes donnent du SH dans la législation intérieure relevant de leur compétence et elle ne lie donc pas le présent groupe spécial. Par ailleurs, le Japon est fortement en désaccord avec l'"hypothèse" avancée dans l'affaire *Kip* selon laquelle les "copieurs numériques" peuvent être des "appareils de photocopie" relevant de la position 9009 du SH1996 (voir la première déclaration orale du Japon, paragraphe 24; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 113).

[1680] Première déclaration orale du Japon, paragraphes 23 à 27; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 111, 114 à 117, et 120. Voir aussi, ci-dessous, dans la note de bas de page 1780 relative au paragraphe 7.1380, la partie de la décision rendue dans l'affaire *Kip* citée par le Taipei chinois.

[1681] Première communication écrite du Japon, paragraphe 150.

[1682] Première communication écrite du Japon, paragraphe 151.

[1683] Première communication écrite du Japon, paragraphe 152; première déclaration orale du Japon, paragraphe 29; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 83 et 87.

[1684] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328 à 332.

[1685] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 79; voir aussi la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328 à 332 (faisant valoir que le fait de classer une MFM en tant qu'imprimante pourrait, par exemple, résulter d'un classement sur la base de la RGI 3 b), où le module d'impression confère à l'appareil son caractère essentiel).

[1686] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 79, 90 et 88.

trouvent des éléments à l'appui de leurs positions dans la réponse du secrétariat de l'OMD aux questions du Groupe spécial qui, allèguent-ils, précise que la référence faite aux "imprimantes" dans la note 5 D) du SH1996 ne se limite pas aux "imprimantes autonomes" et peut inclure les "machines multifonctions".

7.1293 Le Japon et le Taipei chinois trouvent aussi dans la note 3 de la section XVI du SH1996, qui fournit des indications en matière d'interprétation des positions des chapitres 84 et 85 du SH1996, des éléments contextuels à l'appui de leur interprétation du mot "imprimantes" figurant dans la note 5 D). Selon les plaignants, la note de section 3 confirme que lorsque la fonction d'impression est la fonction principale d'un dispositif multifonctions, ce dispositif pourrait toujours être classé en tant qu'"imprimante" dans la sous-position 8471 60.[1687] Le Japon et le Taipei chinois trouvent des éléments à l'appui de cette position dans les réponses du secrétariat de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à ce sujet[1688], qui dit ce qui suit:

> "[P]ar application de la note 3 de la section XVI, la position 8471 du SH1996 aurait pu aussi couvrir "certaines machines multifonctions" pour lesquelles il a été déterminé que la fonction d'impression connectable – la fonction décrite dans la note 5 D) du chapitre 84 – était la principale fonction de la machine, parce que la note 5 D) du chapitre définissait le champ d'application de la position 8471 du SH1996."[1689]

7.1294 Les **Communautés européennes** font valoir que la note 5 D) devrait faire l'objet d'une interprétation rigoureuse et que les machines qui n'y sont pas expressément désignées restent assujetties à la règle énoncée dans la note 5 B) a). Elles allèguent que l'on peut trouver des éléments de preuve de l'étroitesse du champ de la note 5 D) dans l'"historique de la négociation" de la note, qui confirme que celle-ci ne devait pas concerner les machines multifonctions, comme celles en cause en l'espèce, mais plutôt les imprimantes à fonction unique, qui peuvent imprimer indifféremment des données reçues d'une machine automatique de traitement de l'information et d'une machine de bureau différente, telle qu'un système de traitement de texte.[1690]

7.1295 Les Communautés européennes rejettent aussi la pertinence de la note 3 de la section XVI pour l'interprétation de la concession en cause. Elles estiment que l'application de la note 3 de la section XVI présuppose cependant que le produit en cause est une machine multifonctions qui peut à première vue être classée dans deux positions ou plus, dont chacune couvre une fonction différente. Elles soutiennent donc qu'en l'espèce, avant de recourir à la note 3 de la section XVI, il faut examiner si le produit concerné peut à première vue être classé dans la position 8471 du SH1996 conformément à la note 5 du chapitre 84. Les Communautés européennes font aussi remarquer, toutefois, que la note 3 de la section XVI ne s'applique que si une machine multifonctions peut à première vue être classée dans deux positions ou plus de cette même section (qui comprend les chapitres 84 et 85). La note de section 3 ne peut donc pas être appliquée pour établir si une machine multifonctions doit être

---

[1687] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 90 à 93. Voir aussi la deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 44 à 46.

[1688] Observations du Japon sur les réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 3; observations du Taipei chinois sur les réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, paragraphes 28 et 29.

[1689] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 15.

[1690] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 420 et 421; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 133; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 136 et 137.

classée dans la position 8471 ou la position 9009 du SH1996, puisque cette dernière est incluse dans une autre section (la section XVIII).[1691]

7.1296 Le **Taipei chinois** ajoute que si la note 3 de la section XVI ne pouvait pas s'appliquer parce que la position 9009 du SH1996 serait aussi une possibilité de classement, le classement devrait se faire conformément à la RGI 3. Selon le Taipei chinois, la "machine multifonctions" serait toujours classée dans la position 8471 du SH1996 conformément à la RGI 3 b) dans la mesure où le "caractère essentiel" du dispositif est celui d'une "imprimante".[1692]

7.1297 Le **Japon** répond que même si la note 3 de la section XVI pouvait ne pas s'appliquer à une détermination de classement, elle fournissait néanmoins un contexte utile dans le cadre de l'application globale des règles d'interprétation des traités codifiées dans la Convention de Vienne. Indépendamment de l'applicabilité de la note 3 de la section XVI à un cas de classement particulier, le Japon et les États-Unis considèrent tous deux que ladite note est pertinente pour interpréter le texte de la concession prévue pour la sous-position 8471 60, et en fait, ils font valoir qu'il ne serait guère logique de ne pas tenir compte de la note de section 3 – qui s'applique aux chapitres 84 et 85 – en tant que contexte pour interpréter la position 8471 du SH1996.[1693]

Examen par le Groupe spécial

7.1298 Le **Groupe spécial** fait tout d'abord observer que l'examen des notes du SH1996 dans la présente section du rapport concerne l'utilité que les notes présentent du point de vue contextuel pour interpréter le sens ordinaire des termes figurant dans la sous-position 8471 60 – c'est-à-dire l'expression "unités d'entrée ou de sortie" et le mot "imprimantes". Bien que nous reconnaissions que les notes de chapitres sont utilisées par les autorités douanières pour faire des déterminations de classement sur la question de savoir si des produits particuliers, tels que les MFN aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information désignées par les plaignants dans la note de bas de page 15 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, devraient être classés dans une position ou sous-position particulière, conformément à des décisions antérieures de l'Organe d'appel, nous constatons qu'elles peuvent aussi fournir un contexte pour déterminer la portée qu'il avait été prévu de donner à la position elle-même.[1694] Cela dit, nous commençons notre analyse du contexte que peuvent fournir les notes de chapitres pour interpréter la concession prévue pour la sous-position 8471 60.

[1691] Réponse des Communautés européennes à la question n° 20 du Groupe spécial. Les Communautés européennes obtiennent confirmation de l'inapplicabilité de la note de section 3 lorsque la question qui se pose *prima facie* concerne des positions relevant d'une section autre que la section XVI et ce, pour les raisons suivantes: premièrement, le texte même de la note 5 de la section XVI limite la définition du mot "machine" aux dispositifs mentionnés dans les chapitres 84 ou 85. Deuxièmement, la note explicative du SH relative à la note de section 3 limite la définition de l'expression "combinaisons de machines" aux machines "désignées dans différentes positions de la section XVI". Troisièmement, alors que la note 3 de la section XVIII dit que "[l]es dispositions de la note 4 de la section XVI s'appliquent également au présent chapitre", il n'existe aucune disposition similaire dans le cas de la note 3 de la section XVI (réponse des Communautés européennes à la question n° 20 du Groupe spécial). Voir aussi la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 123.

[1692] Observations du Taipei chinois sur les réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, paragraphes 28 et 29.

[1693] Réponse des États-Unis à la question n° 20 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 96.

[1694] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89; *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199, et *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

7.1299 Nous observons que les notes pertinentes concernant le chapitre 84 du SH1996 qui ont été mentionnées sont la note 5 et la note de sous-position 1 (pour la sous-position 8471 49), qui sont libellées comme suit[1695]:

"Chapitre 84

Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils

Notes.

[...]

5. A) On entend par "machines automatiques de traitement de l'information" au sens du n° 84.71:

a) les machines numériques aptes à 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes; 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur; 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur et 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement;

b) les machines analogiques aptes à simuler des modèles mathématiques comportant, au moins: des organes analogiques, des organes de commande et des dispositifs de programmation;

c) les machines hybrides comprenant une machine numérique associée à des éléments analogiques ou une machine analogique associée à des éléments numériques.

B) Les machines automatiques de traitement de l'information peuvent se présenter sous forme de systèmes comprenant un nombre variable d'unités distinctes. Sous réserve des dispositions du paragraphe E) ci-après, est à considérer comme faisant partie du système complet toute unité remplissant simultanément les conditions suivantes:

a) être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information;

b) être connectable à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités; et

c) être apte à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par le système.

C) Les unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, relèvent du n° 84.71.

[1695] Pièces US-84; JPN-23; EC-15.

D) Les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui remplissent les conditions énoncées aux paragraphes B) b) et B) c) ci-dessus sont toujours à classer en tant qu'unités dans le n° 84.71.

E) Les machines exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information, incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine sont à classer dans la position correspondant à leur fonction ou à défaut, dans une position résiduelle.

[...]

Notes de sous-positions.

1.- Au sens du n° 8471 49, on entend par "systèmes" les machines automatiques de traitement de l'information dont les unités répondent simultanément aux conditions énoncées dans la note 5 B) du chapitre 84 et qui comportent au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée (un clavier ou un lecteur, par exemple) et une unité de sortie (une console de visualisation ou une imprimante, par exemple)."

7.1300 Nous observons en outre que les notes 3 et 5 de la section XVI du SH1996 sont libellées comme suit:

Section XVI

MACHINES ET APPAREILS, MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET LEURS PARTIES; APPAREILS D'ENREGISTREMENT OU DE REPRODUCTION DU SON, APPAREILS D'ENREGISTREMENT OU DE REPRODUCTION DES IMAGES ET DU SON EN TÉLÉVISION, ET PARTIES ET ACCESSOIRES DE CES APPAREILS

Notes.

[...]

3. Sauf dispositions contraires, les combinaisons de machines d'espèces différentes destinées à fonctionner ensemble et ne constituant qu'un seul corps, ainsi que les machines conçues pour assurer deux ou plusieurs fonctions différentes, alternatives ou complémentaires, sont classées suivant la fonction principale qui caractérise l'ensemble.

[...]

5. Pour l'application des Notes qui précèdent, la dénomination "machines" couvre les machines, appareils, dispositifs, engins et matériels divers cités dans les positions des chapitres 84 ou 85.

7.1301 Nous observons que la note 5 du chapitre 84 du SH1996 est structurée d'une manière similaire à la position elle-même. La note 5 A) définit une machine automatique de traitement de l'information; la note 5 B) décrit comment une "unité" peut être considérée comme un "système complet"; la note 5 C) porte sur les unités présentées isolément; la note 5 D) concerne les imprimantes, les claviers

et les dispositifs X-Y, et les unités de mémoire à disques; et la note 5 E) traite des machines incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine et exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information.

7.1302 S'agissant des trois critères de la note 5 B), nous relevons que le principal point de désaccord entre les parties est la pertinence de la condition énoncée dans la note 5 B) a) pour déterminer le champ des produits visés par l'expression "unités d'entrée ou de sortie" dans la sous-position 8471 60. À savoir que pour être considérée comme faisant partie d'un système complet, l'"unité" doit être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Les Communautés européennes font valoir que la note de chapitre 5 B) s'applique directement à la question de savoir quels types de produits correspondent à la sous-position 8471 60 et qu'un produit doit être utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information pour être visé par la concession.[1696] Les plaignants répondent que l'expression "du type" met davantage l'accent sur la conception ou l'utilisation projetée du produit et non sur l'utilisation effective avec un système automatique de traitement de l'information, laquelle exigerait d'envisager au cas par cas la détermination de la question de savoir si une machine numérique multifonctions particulière satisfait à chacun des trois critères de la note 5 B).

7.1303 En réponse à une question posée par le Groupe spécial sur le sens de l'expression "du type" figurant dans la note 5 B) a), le secrétariat de l'OMD explique que le Comité de la nomenclature a examiné la question, mais a refusé de publier une règle d'interprétation pour définir cette expression. Par conséquent, de l'avis du secrétariat de l'OMD, il "semblerait raisonnable de conclure que le Comité de la nomenclature laissait en fait à chaque administration le soin d'appliquer, au cas par cas, l'interprétation des expressions dans le contexte du classement d'articles spécifiques".[1697]

7.1304 Il semble au Groupe spécial que l'argument des Communautés européennes exige une lecture du membre de phrase "du type utilisé exclusivement ou principalement" qui signifie "utilisé exclusivement ou principalement", ce qui retirerait toute utilité à l'expression "du type".[1698] Par conséquent, nous souscrivons à la position du Taipei chinois, qui semble être celle de la Cour européenne de justice dans la décision rendue dans l'affaire *Kip*, selon laquelle l'inclusion de l'expression "du type" signifie qu'une détermination faite conformément à la note de chapitre 5 B) a) exige un examen de la conception et de l'utilisation projetée d'un produit au regard de ses caractéristiques physiques objectives, plutôt qu'un simple examen de son utilisation effective. Cela semble éclairer la conclusion selon laquelle, en ce qui concerne les unités d'un système complet, la question n'est pas l'utilisation effective avec l'ordinateur, mais celle de savoir si l'unité a été conçue pour être utilisée exclusivement ou principalement avec le système d'ordinateur ou était exclusivement ou principalement destinée à cette fin et si elle satisfait aussi aux critères de la note 5 B) b) et 5 B) c), c'est-à-dire si elle peut être connectée à l'unité centrale de traitement et si elle est apte à accepter ou à fournir des données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par le système.

7.1305 Nous faisons remarquer que le texte introductif de la note 5 B) nous dit que ladite note donne des indications pour déterminer si une unité peut être considérée comme faisant partie d'un système

[1696] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 121.
[1697] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 6.
[1698] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 188; première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 57; réponse des Communautés européennes à la question n° 46 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 25 et 33; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 121 et 131.

complet.[1699] La note 5 C) dispose que les unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, "relèvent du n° 8471". En outre, la note 5 D) dispose que les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui remplissent les conditions énoncées dans la note 5 B) b) et B) c) sont toujours à classer en tant qu'unités dans le n° 8471.

7.1306 Nous sommes d'avis que ces dispositions de la note de chapitre doivent être lues globalement et qu'elles ne peuvent pas être lues de telle manière qu'un dispositif particulier relèverait ou non de la position 8471 selon la façon dont il est présenté à la frontière, c'est-à-dire isolément ou comme faisant partie d'un système complet. Nous faisons aussi remarquer que la condition énoncée dans la note 5 B) a) selon laquelle les unités doivent être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information" reprend ce que nous avons déjà constaté être le sens courant d'une "unité d'une machine automatique de traitement de l'information".[1700] Nous rappelons aussi qu'une machine automatique de traitement de l'information est définie dans la note de sous-position comme constituée d'au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une unité de sortie.[1701] Par conséquent, indépendamment de la question de savoir si une unité est présentée comme faisant partie d'un système automatique de traitement de l'information complet, il faut qu'elle soit "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information".

7.1307 Nous considérons aussi la note 5 D) qui porte sur les imprimantes, les claviers, les dispositifs d'entrée à coordonnées x, y et les unités de mémoires à disques qui sont toujours à classer en tant qu'unités dans le n° 8471 s'ils satisfont aux critères de la note 5 B) b) et 5 B) c). Comme il est dit plus haut, les caractéristiques exigées au titre de la note 5 B) b) et 5 B) c) sont le fait d'être apte à être connecté à une unité centrale de traitement soit directement soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités et à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux –

[1699] Le Groupe spécial fait observer que la sous-position 8471 60 du SH1996 ne fait pas référence à des "systèmes" ou des "systèmes complets", mais plutôt que la sous-position 8471 49 du SH1996 est la seule sous-position relevant de la position 8471 du SH1996 qui fait référence à des systèmes. Bien que les parties ne l'aient pas abordé dans le présent différend, cela pourrait soulever la question de savoir si la note 5 B) s'applique à toutes les "unités" ou seulement à celles qui sont considérées comme faisant partie d'un système complet. Nous faisons aussi remarquer qu'au paragraphe 7.626 ci-dessus, sur la base du sens courant des termes, nous avons considéré qu'une unité d'une machine automatique de traitement de l'information était un dispositif qui faisait "partie d'une machine automatique de traitement de l'information ou d'un système automatique de traitement de l'information" et qui exécutait "au moins une fonction propre consistant à envoyer/recevoir des signaux, des informations ou des données à partir de la machine automatique de traitement de l'information ou du système automatique de traitement de l'information". Bien qu'il n'exclue pas une interprétation selon laquelle les "unités" pourraient néanmoins être visées par la note 5 C), par exemple, le Groupe spécial ne considère pas que cela change grand-chose dans les circonstances du présent différend, et il ne juge donc pas nécessaire de se prononcer sur cette question.

[1700] Voir le paragraphe 7.626 ci-dessus où il est dit que, sur la base du sens courant des termes, les unités d'une machine automatique de traitement de l'information sont des dispositifs qui font partie d'une machine automatique de traitement de l'information ou d'un système automatique de traitement de l'information et qui exécute au moins une fonction propre consistant à envoyer/recevoir des signaux, des informations ou des données à partir de la machine automatique de traitement de l'information ou du système automatique de traitement de l'information.

[1701] Note de sous-position 1 (pour la sous-position 8471 49) citée dans la première communication écrite du Japon, note de bas de page 69. La note de sous-position 1 précise qu'au sens de la sous-position 8471 49, le terme "système" désigne des ordinateurs "dont les unités répondent simultanément aux conditions énoncées dans la note 5 B) du chapitre 84 et qui comportent au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée (un clavier ou un lecteur, par exemple) et une unité de sortie (une console de visualisation ou une imprimante, par exemple)".

utilisable par le système. Nous relevons aussi que dans la note de sous-position 1 (pour la sous-position 8471 49) une imprimante est un exemple d'unité de sortie. Les Communautés européennes semblent convenir, comme l'indique la note de sous-position 1 (pour la sous-position 8471 49), que les "imprimantes" sont des "unités d'entrée ou de sortie", puisqu'elles ont créé dans leur liste un numéro de position tarifaire à huit chiffres sous la sous-position 8471 60 pour les "imprimantes". Étant donné le lien entre les numéros de positions tarifaires à huit chiffres et les sous-positions à six chiffres dont ils relèvent, il est raisonnable de conclure que l'aptitude à être connecté à une machine automatique de traitement de l'information et à recevoir ou à fournir des données sous une forme utilisable par la machine ou le système automatique de traitement de l'information est un critère important pour déterminer non seulement ce qu'est une "imprimante" dans le code NC 8471 60 40 dans la Liste des CE, mais également ce que sont, généralement, des unités "d'entrée ou de sortie".

7.1308 Le Japon et le Taipei chinois poursuivent en soutenant que la note 5 D) précise qu'une imprimante qui remplit les conditions de la note 5 B) b) et 5 B) c) relève de la position 8471 peu importe si elle exécute d'autres fonctions. Le secrétariat de l'OMD explique que "[l]a référence qui est faite aux "imprimantes" dans la note 5 D) du chapitre 84 … couvrait toutes les machines qui imprimaient mais qui A) ni 1) ne copiaient ni 2) ne scannaient et transmettaient une représentation de la page imprimée, lorsque B) une telle machine "répondait aux conditions énoncées dans la note 5 B) b) et 5 B) c) du chapitre 84".[1702] Par conséquent, il semblerait que l'application de la note 5 D) à elle seule ne prévoirait pas le classement des machines multifonctions dans la position 8471. Cependant, le secrétariat de l'OMD a aussi informé le Groupe spécial qu'au moyen de l'application de la note 3 de la section XVI, qui classerait les combinaisons de machines conçues pour assurer deux ou plusieurs fonctions différentes, alternatives ou complémentaires suivant la fonction principale qui caractérise l'ensemble, une machine multifonctions dont la fonction principale est l'impression pourrait être classée dans la position 8471, conformément à la note de chapitre 5 D).[1703] Nous faisons remarquer que les Communautés européennes et le Taipei chinois semblent tous deux convenir que la note 3 de la section XVI ne serait pas utile dans une situation où le produit en question pourrait aussi être classé dans une position ne relevant pas des chapitres 84 ou 85, parce que la note 5 de la section XVI limite l'utilisation du mot "machines" dans les notes aux appareils relevant des positions de ces chapitres.[1704] Cela dit, pour ce qui est de fournir un contexte aux termes de la sous-position 8471 60 du SH1996, la note 3 éclaire davantage notre interprétation selon laquelle une machine multifonctions pourrait entrer dans le champ de la position 8471 si sa fonction principale était l'une de celles visées par les sous-positions spécifiques.

7.1309 Enfin, la note 5 E) du chapitre 84 du SH1996 prévoit le classement des machines incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou travaillant en liaison avec une telle machine et exerçant une fonction propre autre que le traitement de l'information. Selon cette note, ces machines "sont à classer dans la position correspondant à leur fonction ou à défaut, dans une position résiduelle". Il n'y a rien dans la note 5 E) qui dit comment déterminer si un produit qui exécute une fonction de traitement de l'information *et* une fonction spécifique autre que le traitement de l'information pourrait être visé par la position 8471. Nous faisons également remarquer que selon une lecture de la note 5 E) conjointement avec la note 3 de la section XVI, et dans la mesure où cette dernière note est applicable, s'il a été déterminé qu'un produit multifonctions a pour principale

[1702] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 15.
[1703] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 15.
[1704] Nous notons que le seul argument que les Communautés européennes ont avancé au sujet de l'éventuel classement des MFM en dehors des chapitres 84 et 85 concerne leur classement dans la sous-position 9009 12. Le Groupe special a traité la question de savoir si les MFM peuvent être classées dans la sous-position 9009 12 aux paragraphes 7.1469 et suivants, ci-après.

fonction d'imprimer, de scanner ou d'exécuter une certaine autre forme de traitement de l'information, ledit produit peut encore relever de la position 8471.

7.1310 Notre analyse de la note 5 du chapitre 84 du SH1996 et de la note 3 de la section XVI nous a amenés à comprendre que les "unités" automatiques de traitement de l'information, sous diverses formes, doivent être visées par la position 8471 du SH1996. C'est le cas des unités qui font partie d'un ensemble complet, qui sont présentées isolément, qui sont des imprimantes/des claviers/des unités X-Y ou qui sont des unités de mémoire sur disques. Cette interprétation fournit un contexte important pour déterminer le champ d'application de la concession en question. La note de sous-position 1 (pour la sous-position 8471 49) nous indique aussi que les unités d'entrée ou de sortie comprennent des machines telles que des scanners et des imprimantes. Nous avons aussi conclu que le mot "unités" devait avoir le même sens peu importe si les unités font partie d'un système ou si elles sont présentés isolément.

7.1311 En somme, notre examen de la note 5 du chapitre 84 et de la note 3 de la section XVI éclaire davantage notre interprétation selon laquelle les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information sont des dispositifs d'une "machine automatique de traitement de l'information", qui font partie d'un "système de machines automatiques de traitement de l'information", qui sont aptes à être connectés à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités et qui exécutent au moins une fonction propre qui consiste à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système de machines automatiques de traitement de l'information". La note de chapitre 5 E) éclaire aussi notre interprétation selon laquelle ce ne sont pas tous les dispositifs aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information qui peuvent *nécessairement* être considérés comme une unité d'entrée ou de sortie relevant de la position 8471.

Autres parties de la Liste des CE

Arguments des parties

7.1312 Le **Taipei chinois** fait d'abord référence aux numéros de positions tarifaires à huit chiffres, que les Communautés européennes ont créés à l'intérieur de la sous-position 8471 60. En particulier, il fait remarquer que la sous-position 8471 60 contient le numéro de position tarifaire 8471 60 90 à huit chiffres ("-- autres; "--- autres"). Il estime que l'existence de la sous-catégorie "autres"[1705] indique donc que dans la Liste des CE, *toutes* les "unités d'entrée ou de sortie" d'ordinateur qui ne sont pas expressément visées par l'un des numéros de positions tarifaires relevant de la sous-position 8471 60 du SH1996 (c'est-à-dire en tant qu'"imprimantes" ou "claviers") relèvent du numéro de position tarifaire 8471 60 90 "résiduel". Le Taipei chinois soutient que l'existence d'une "sous-position résiduelle" dans la Liste des CE est importante car elle tend à faire ressortir le "vaste champ d'application" de la concession des CE relative à la sous-position 8471 60 du SH, dont relève cette sous-position résiduelle. Le Taipei chinois conclut par conséquent que même si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause n'étaient pas considérées comme des "imprimantes" relevant du numéro de position tarifaire 8471 60 40, elles

[1705] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 554 (citant *The Shorter Oxford Dictionary* (1993) définissant le mot "other" (autre) comme "existing besides or distinct from that or those already specified or implied; further, additional" (qui existe indépendamment de celui ou ceux qui ont déjà été précisés ou qui sont implicites, ou qui est différent d'eux; en plus, additionnel).

seraient néanmoins visées par la concession correspondant au numéro de position tarifaire 8471 60 90 ("autres").[1706]

7.1313 Les **Communautés européennes** mettent l'accent sur un autre aspect de leur liste en tant que contexte permettant d'interpréter leurs obligations au titre de la sous-position 8471 60, à savoir la sous-position 9009 12 dans laquelle sont classés les appareils de photocopie. Comme il est dit plus haut, les Communautés européennes ont axé leur moyen de défense concernant ces allégations sur le fait que les produits en question ne seraient pas en fait visés par la concession sous forme de franchise de droits et que par conséquent elles n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994. Elles maintiennent que les produits en cause sont visés par une concession prévoyant l'application d'un droit inscrite dans leur liste, à savoir la sous-position 9009 12 du SH1996. Nous examinons plus en détail ces arguments dans la section VII.G.3 c) ci-dessous. Cependant, pour répondre aux arguments des Communautés européennes, les **plaignants** estiment que la sous-position 9009 12 du SH1996 fournit en fait des éléments contextuels à l'appui de leur position selon laquelle les produits en cause sont visés par la large portée de la sous-position 8471 60 du SH1996.[1707]

7.1314 En particulier, les **États-Unis** font valoir que parce que la sous-position 9009 12 utilise le terme "photocopie", elle ne vise manifestement pas les MFM, qui exécutent diverses fonctions, y compris le scannage et l'impression, qui ne sont pas remplies par un photocopieur. De plus, ils soutiennent que bien qu'une MFM puisse remplir une fonction de copie, la manière dont elle le fait la distingue d'un photocopieur.[1708] Le **Taipei chinois** fait valoir que le SH est structuré de façon logique avec le chapitre 84, y compris les appareils mécaniques, le chapitre 85, machines électriques, et le chapitre 90, instruments optiques. Il soutient qu'il existe une différence fondamentale entre le caractère des produits visés par les chapitres 84 et 85, d'une part, et celui des produits visés par le chapitre 90, d'autre part. Selon le Taipei chinois, le chapitre 90 "vise de façon exhaustive certains types spécifiques d'instruments qui sont définis de manière exhaustive et précise comme des instruments ou appareils optiques, photographiques, cinématographiques, médicaux, chirurgicaux, de mesure, de vérification et de précision". Le Taipei chinois conclut ensuite que la technologie numérique est exclue du chapitre 90 et que par conséquent les appareils qui recourent à cette technologie doivent aussi être exclus du champ de ce chapitre.[1709]

7.1315 Le **Japon** juge pertinent le fait qu'à son avis plusieurs positions inscrites dans la Liste des CE, et pas seulement la sous-position 9009 12, pourraient viser la "copie". Il fait valoir que la position 8471 vise les unités de sortie qui peuvent imprimer une ou de multiples copies à partir de la sortie de données numériques alors que la position 8472 10 vise les "autres machines et appareils de bureau" qui peuvent faire une ou de multiples copies d'un document en recourant à des technologies qui ne sont pas numériques ni fondées sur la photocopie. Le Japon soutient que parce que trois positions distinctes peuvent viser la "copie", le facteur déterminant du champ de ces positions doit être un facteur autre que le simple fait d'être apte à faire des copies. Selon le Japon, la distinction provient de la technologie de base utilisée.[1710] Il partage ensuite l'avis des autres plaignants selon lequel c'est

[1706] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 555 à 557; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 333. De façon plus générale, le Japon fait référence à la concession des CE correspondant au code NC 8471 60 90 ("autres"), prise conjointement avec le texte d'autres sous-positions, dans le cadre de ses arguments contextuels concernant la "structure" de la position 84.71 du SH1996 (voir la première communication écrite du Japon, paragraphe 142).
[1707] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155.
[1708] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 157 à 160.
[1709] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 597 et 598.
[1710] Première communication écrite du Japon, paragraphe 124.

parce que les MFM recourent à la technologie numérique plutôt qu'à la technologie optique qu'elles ne peuvent pas être classées dans la sous-position 9009 12.[1711]

Examen par le Groupe spécial

7.1316 Nous commençons notre analyse par le numéro de position tarifaire 8471 60 90 à huit chiffres, qui relève de la sous-position 8471 60 dans la Liste des CE. Nous faisons remarquer que la sous-position 8471 60 inscrite dans la Liste des CE semble suivre le même type de logique structurelle que la position principale. Elle débute généralement par les unités d'entrée ou de sortie et précise ensuite que les imprimantes, claviers et autres sont visés. Comme la position principale, la sous-position 8471 60 contient un libellé très générique (c'est-à-dire les "unités d'entrée ou de sortie") et comporte ensuite des numéros de positions tarifaires à huit chiffres qui subdivisent davantage la plus large catégorie. L'un de ces codes à huit chiffres est la catégorie "autres" qui, comme il est dit plus haut, peut indiquer qu'il n'était pas prévu que la sous-position dont il relève soit interprétée au sens étroit.

7.1317 Comme il est dit plus haut, le Groupe spécial examinera dans le détail ci-dessous les arguments des Communautés européennes selon lesquels les produits en cause sont à juste titre visés par la concession prévoyant l'application d'un droit prévue pour la sous-position 9009 12 du SH1996. Pour le moment, nous examinons seulement l'argument selon lequel les distinctions établies entre la technologie numérique et la technologie de photocopie dans la Liste des CE doivent avoir une certaine pertinence pour l'interprétation du champ des produits visés par la sous-position 8471 60. Nous prenons note de l'argument du Japon selon lequel la sous-position 8472 10 démontre que toutes les formes de copie ne sont pas exclusivement visées par la sous-position 9009 12 pour la photocopie. Cependant, nous ne pensons pas que cela soit d'une grande aide sur le plan de l'interprétation pour déterminer quels types de produits sont visés par l'expression "unités d'entrée ou de sortie" des machines automatiques de traitement de l'information figurant dans la concession en cause, la sous-position 8471 60, et si elle inclut les produits désignés comme "copieurs numériques".

7.1318 Par conséquent, nous constatons qu'une analyse des autres parties de la Liste des CE, en dehors des termes de la sous-position 8471 60 et de ses numéros de positions tarifaires à huit chiffres, ne fournit pas beaucoup d'indications pour interpréter le champ d'application de la concession prévue pour la sous-position 8471 60.

iii) Objet et but

Arguments des parties

7.1319 Les **plaignants** font remarquer qu'un objet et un but reconnus de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 sont d'assurer la sécurité et prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce.[1712] Les plaignants font aussi observer que l'*Accord sur l'OMC* et le GATT de 1994 reconnaissent tous deux que "l'accroissement de la production et du commerce de produits" est un autre objet et un autre but fondamentaux dont la réalisation est facilitée par des réductions réciproques des droits de douane.

[1711] Première communication écrite du Japon, paragraphes 125 à 128.

[1712] Première communication écrite du Japon, paragraphe 172, citant le troisième paragraphe du préambule de l'Accord de Marrakech; le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.460 et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 243.

7.1320 Le **Japon** estime que l'objet et le but primordiaux de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 ont été renforcés dans le contexte spécifique de l'ATI. En particulier, il cite la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information qui exprime le désir "d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information".[1713]

7.1321 Le **Taipei chinois** fait valoir que pour promouvoir une telle sécurité et une telle prévisibilité, l'interprétation d'une concession doit tout d'abord être limitée par les termes utilisés dans cette concession. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que les objectifs que sont la sécurité et la prévisibilité exigent aussi que les concessions visent des produits même si ceux-ci n'existaient pas sous cette forme au moment où les concessions ont été accordées dans la mesure où ils correspondent au libellé des concessions concernées. Le Japon part du principe que la concession doit viser tous les dispositifs qui correspondent parfaitement à ses termes peu importe comment leurs autres fonctions peuvent changer ou s'améliorer dans le temps.[1714] Le Taipei chinois fait valoir qu'il serait contraire à ces objectifs que les Communautés européennes puissent exclure du champ d'application de leurs concessions certains appareils simplement parce qu'ils sont plus complets ou plus élaborés qu'au moment où ils ont vu le jour.[1715] Le Japon soutient aussi que le fait de permettre aux Communautés européennes de traiter les produits répondant au sens ordinaire des "unités de sortie" ou plus spécifiquement des "imprimantes" comme s'ils n'étaient pas visés par la concession sous forme de franchise de droits en raison de caractéristiques sans rapport avec le sens fondamental d'une "unité de production", telles que le nombre de pages par minute, nuirait à la sécurité et à la prévisibilité de la concession originale.[1716]

7.1322 Les **Communautés européennes** reprennent les arguments qu'elles ont formulés concernant l'objet et le but des concessions pour les dispositifs d'affichage à écran plat, qui sont reproduits au paragraphe 7.540 ci-dessus.

Examen par le Groupe spécial

7.1323 Nous rappelons que l'article 31 1) de la Convention de Vienne exige qu'un traité particulier soit interprété à la lumière de son objet et de son but. Comme nous l'avons dit au paragraphe 7.542 ci-dessus, conformément à l'article II:7 du GATT de 1994 et à l'article II:2 de l'*Accord sur l'OMC*, les concessions reprises dans la Liste des CE sont des termes du traité du GATT de 1994 et de l'*Accord sur l'OMC*.

7.1324 Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, l'Organe d'appel a expliqué que "le point de départ pour établir l'"objet et [le] but" est le traité lui-même, dans son intégralité" et qu'il ne fallait pas accorder un trop grand poids à l'objet et au but d'une concession particulière inscrite dans la Liste d'un Membre car "ce qui pour un Membre constitue unilatéralement l'objet et le but aux fins de l'établissement d'un engagement tarifaire ne peut pas servir de base" pour une interprétation de cet engagement, parce qu'une interprétation à la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne doit être centrée sur l'établissement des intentions communes des parties".[1717]

[1713] Première communication écrite du Japon, paragraphe 173, citant le préambule de la Déclaration ministérielle, WT/MIN(96)/16 (13 décembre 1996), page 1, 4ème considérant.

[1714] Première communication écrite du Japon, paragraphe 177.

[1715] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 627 à 630.

[1716] Première communication écrite du Japon, paragraphe 179; première déclaration orale du Japon, paragraphes 33 et 34; réponse du Japon à la question n° 2 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 4 et 12.

[1717] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 238 et 239.

7.1325 S'agissant de la relation entre l'objet et le but du GATT de 1994 de façon générale et la concession tarifaire d'un Membre, nous rappelons les propos de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*:

> "L'un des objets et des buts fondamentaux du GATT de 1994, énoncé à l'article II, est de préserver la valeur des concessions tarifaires négociées par un Membre avec ses partenaires commerciaux et consolidées dans la liste de ce Membre. Une fois qu'une concession tarifaire est convenue et consolidée dans la liste d'un Membre, une réduction de sa valeur par l'imposition de droits plus élevés que le taux de droit consolidé romprait l'équilibre des concessions entre les Membres."[1718]

7.1326 En conséquence, le Groupe spécial considère que l'objet et le but qui sont pertinents pour notre analyse sont l'objet et le but du traité qui est au cœur du présent différend, à savoir l'*Accord sur l'OMC*, dont le GATT de 1994 et la Liste des CE font partie intégrante. Comme il est dit plus haut, la sécurité et la prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce constituent un objet et un but de l'*Accord sur l'OMC*, de façon générale, ainsi que du GATT de 1994.[1719]

7.1327 Sur cette base, nous considérons que les concessions tarifaires accordées par les Membres de l'OMC devraient être interprétées de manière à faciliter la réalisation des objectifs de préservation et de maintien de la "sécurité et [de la] prévisibilité" des "accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce". Cela comprend la prise en considération de l'objectif général que représentent l'accroissement du commerce de marchandises et la réduction substantielle des droits. Cependant, un groupe spécial devrait veiller à ne pas rompre l'équilibre des concessions réciproques et mutuellement avantageuses négociées par les parties.[1720]

7.1328 En l'espèce, les plaignants ont aussi fait valoir que les dispositions de l'ATI, qui est un accord plurilatéral séparé de l'*Accord sur l'OMC*, étaient pertinentes pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC*.[1721] Bien que l'*Accord sur l'OMC* représente un accord mutuel entre tous les Membres de l'OMC, l'ATI constitue un accord plurilatéral séparé conclu par un sous-groupe de Membres de l'OMC et d'États et territoires douaniers ayant engagé le processus d'accession à l'OMC. Par suite de l'application du principe NPF et de l'article II du GATT de 1994, les consolidations tarifaires et suppressions de droits dont étaient convenus les participants à l'ATI ont été étendues à tous les Membres de l'OMC. Cependant, cela ne veut pas dire que les objectifs des participants à l'ATI, à savoir que les régimes tarifaires des participants devraient "évoluer" de manière à "améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information"[1722], ou à "arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information" et à "encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale"[1723] – peuvent être considérés comme une base pour déterminer l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994. Les participants à l'ATI sont un sous-groupe des Membres dans leur ensemble et leurs intentions en ce qui concerne l'accord qu'ils ont

[1718] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 47; rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.319.

[1719] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 82; voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.318.

[1720] Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.320.

[1721] Réponses des plaignants à la question n° 1 du Groupe spécial; première communication écrite du Japon, paragraphes 173 à 176.

[1722] Premier paragraphe de l'ATI.

[1723] Préambule de l'ATI.

conclu, bien qu'elles représentent un contexte pertinent pour interpréter les concessions qu'ils ont accordées, ne sont pas appropriées pour éclairer une détermination de l'objet et du but de l'*Accord sur l'OM*C et du GATT de 1994.

7.1329 En somme, en ce qui concerne le présent différend, l'objet et le but pertinents sont l'objet et le but généraux de l'*Accord sur l'OM*C et du GATT de 1994 dans leur ensemble, qui est d'assurer la sécurité et la prévisibilité des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce. En donnant des termes de la concession prévue pour la sous-position 8471 60 de la Liste des CE une interprétation telle qu'elle accorde la franchise de droits pour toutes les unités d'entrée ou de sortie des machines automatiques de traitement de l'information, nous ne voyons rien à la lumière de cet objet et de ce but qui nous obligerait à revenir sur notre conclusion préliminaire selon laquelle la concession exige que soit accordée la franchise de droits pour les dispositifs qui font partie d'une "machine automatique de traitement de l'information" ou d'un "système de machines automatiques de traitement de l'information", et qui exécutent au moins une fonction propre qui consiste à recevoir ou à fournir des données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système de machines automatiques de traitement de l'information", ou qui serait contraire à une telle conclusion.

iv) Pratique ultérieurement suivie (article 31 3) b) de la Convention de Vienne*)*

Arguments des parties

7.1330 Les **Communautés européennes** font valoir que la pratique des Membres en matière de classement douanier, y compris la leur, celle des plaignants et celle des tierces parties, démontre que les parties ont toutes considéré que les machines dotées d'une capacité de copie numérique pouvaient au moins ne pas être uniquement classées dans la sous-position 8471 60, mais qu'elles pouvaient aussi être à première vue classées dans la position 9009 12 du SH1996 pour les photocopieurs. Selon les Communautés européennes, cela témoigne d'une interprétation commune selon laquelle les produits multifonctions ne sont pas inclus dans la concession pour les unités d'entrée ou de sortie des machines automatiques de traitement de l'information.

7.1331 Les **plaignants** contestent l'interprétation que donnent les Communautés européennes de leur propre pratique et font référence à plusieurs décisions en matière de RTC rendues par les autorités douanières nationales des Communautés européennes pour démontrer que celles-ci n'avaient pas systématiquement maintenu que les MFM relevaient de la sous-position 9009 12 du SH1996.[1724] En outre, les plaignants font valoir que les éléments de preuve produits par les Communautés européennes ne donnent pas à penser qu'*à l'époque des négociations*, les Communautés européennes étaient d'avis que tout dispositif sans fonction de télécopie était un "photocopieur" ou avaient, à l'époque des négociations, une pratique qui allait dans ce sens, ou qu'en fonction du nombre de pages par minute (bien moins de 12 pages par minute), il était possible de considérer toutes les MFM ayant une fonction de télécopie comme des "photocopieurs".[1725]

[1724] Voir, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 116 et la note de bas de page 256.

[1725] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 43.

Pratique des Communautés européennes

7.1332 S'agissant de leur propre pratique, les **Communautés européennes** citent un règlement de classement de 1995[1726], certains RTC des autorités douanières nationales[1727], la décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Rank Xerox*, et les mesures contestées elles-mêmes comme éléments de preuve de leur pratique cohérente.[1728]

7.1333 Les **plaignants** estiment toutefois que les éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial montrent en réalité que les autorités douanières des CE ont pris des décisions qui ont entraîné le classement des MFM dans la sous-position 8471 60 du SH1996 pendant et tout de suite après les négociations sur l'ATI; en particulier les **États-Unis** et le **Taipei chinois** citent plusieurs RTC des autorités douanières nationales qui remontent tous à 1996 et 1997.[1729]

7.1334 Les Communautés européennes cherchent à réfuter les RTC cités par les plaignants en faisant remarquer que deux d'entre eux ont trait à des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information à jet d'encre, lesquelles ne font pas l'objet du présent différend.[1730] Elles précisent toutefois qu'"il ne peut pas être exclu que les importations de MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information aient pu parfois être classées par certains bureaux douaniers locaux sous une position différente avant la conclusion de l'ATI". En fait, les Communautés européennes font valoir qu'étant donné les difficultés que présentait la détermination des distinctions entre les champs des sous-positions 8471 60 et 9009 12 du SH1996, "l'existence de quelques divergences initiales entre les différents bureaux de douanes locaux ne serait guère étonnante, malgré les indications fournies au départ par le Règlement n° 1165/95".[1731]

Pratique des plaignants

7.1335 Les **Communautés européennes** estiment qu'au moment de la conclusion de l'ATI, aucun des plaignants ni aucune des tierces parties n'était d'avis que toutes les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie numérique devaient nécessairement être classées dans la position 8471 du SH1996 et que c'est ce que prouve leur propre pratique en matière de classement.[1732]

[1726] Il s'agit du Règlement n° 1165/95 de la Commission, prévoyant le classement dans le code NC 9009 12 00 d'une MFM ayant une fonction de copie numérique (pièce EC-70).

[1727] Citant les RTC GB 61762, du 13 juillet 1994; GB 62735, du 15 août 1994; GB 79327, du 16 mai 1996; et NL 199610225680135-0, du 30 octobre 1996 (tous présentés en tant que pièce EC-79). (deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 433).

[1728] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 385 à 389; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 431 à 433, et 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial).

[1729] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 116 (citant la pièce US-106, qui contient trois décisions rendues par les autorités douanières communautaires – deux rendues au début de 1996 et une au milieu de 1997 – qui classaient les MFM dans la sous-position 8471 60 du SH); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 632 (faisant valoir que le code NC 8471 60 40 a été appliqué par les RTC UK 119109 et UK 119108 aux MFM qui sont définies comme des "imprimantes/copieurs en couleurs et scanners". De même, le RTC FR 82152 a aussi classé une "machine combinant une imprimante et un copieur informatique (scanner)" dans le code NC 8471 60 40) (pièce TPKM-79).

[1730] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 431 à 433.

[1731] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 433.

[1732] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 121 à 123, et paragraphe 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial); deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 139.

7.1336 S'agissant des États-Unis, les Communautés européennes admettent que les autorités douanières des États-Unis ont rendu une décision de l'administration centrale en 1996 qui maintenait que les MFM en cause devaient être classées comme "imprimantes" sous la position 8471 60 du SH1996 conformément à la RGI 3 b), parce que les composantes d'impression conféraient leur "caractère essentiel" au produit.[1733] Cependant, les Communautés européennes soutiennent que depuis la publication de la décision de l'administration centrale en 1996, les autorités douanières des États-Unis ont considéré que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient à première vue être classées dans la position 9009 du SH comme "photocopieurs", dans la position 8517 du SH comme "télécopieurs" et dans la position 8471 du SH comme "copieurs". Elles soutiennent aussi que le classement des "copieurs numériques autonomes" dans la sous-position 9009 12 démontre que les États-Unis croyaient que la "copie numérique" était une forme de "photocopie". Selon elles, ce n'est pas avant 2002 que les autorités douanières des États-Unis ont modifié, une fois de plus, leur interprétation et sont parvenues à la conclusion que la "copie numérique" n'était *pas* une forme de "photocopie" et que les MFM ayant une fonction de copie numérique étaient *exclues* du champ de la position 9009 du SH1996.[1734]

7.1337 Les **plaignants**, en particulier les **États-Unis**, font valoir que les Communautés européennes se trompent dans leur interprétation des faits et qu'il n'y a aucun élément de preuve d'une "pratique" qui étaierait leurs arguments.[1735] Les États-Unis expliquent que dans presque toutes les décisions de leurs autorités douanières rendues dans des points d'entrée individuels il n'est aucunement fait mention de la position 9009 du SH.[1736] Ces décisions classent plutôt les MFM dans la sous-position

---

[1733] Décision de l'administration centrale 958348 du 17 janvier 1996 (présentée en tant que pièce EC-73).

[1734] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 390 à 396 (citant les décisions suivantes des autorités douanières des États-Unis à l'appui de leur allégation selon laquelle au moins jusqu'en 1994, les États-Unis classaient les MFM dans la sous-position 9009 12 du SH: i) NY 892321, du 8 décembre 1993; et ii) NY 897540, du 9 mai 1994 (pièce EC-72). Citant les décisions suivantes des autorités douanières des États-Unis à l'appui de leur allégation selon laquelle à compter de 1996, les États-Unis ont classé les MFM ayant une fonction de copie numérique dans la sous-position 8471 60 du SH conformément à la RGI 3 b) et que l'application de cette RGI présuppose nécessairement que les autorités douanières des États-Unis étaient toujours d'avis que les MFM en cause pouvaient à première vue être classées dans la sous-position 9009 12 du SH: i) NY A88887, du 31 octobre 1996; ii) NY B87181, du 2 juillet 1997; iii) NY B89972, du 2 octobre 1997; iv) NY C81666, du 19 novembre 1997; v) NY C83939, du 5 février 1998; vi) NY D80267, du 20 juillet 1998; vii) NY D80821, du 7 août 1998; viii) NY D85157, du 24 novembre 1998; ix) NY D85921, du 18 décembre 1998; x) NY D87961, du 25 février 1999; xi) NY D88682; du 3 mars 1999; xii) NY D88835, du 10 mars 1999; xiii) NY E80009, du 1er avril 1999; xiv) NY E80011, du 5 avril 1999; et xv) NY F80927, du 27 décembre 1999 (pièce EC-74). Citant la décision des autorités douanières des États-Unis NY B87634 du 23 juillet 1997 à l'appui de leur allégation selon laquelle les autorités douanières des États-Unis classaient dans la position 9009 du SH certains *composants* pour un copieur numérique (présentée en tant que pièce EC-75). Et citant également les décisions suivantes de l'administration centrale douanière des États-Unis à l'appui de leur allégation selon laquelle ce n'était qu'à compter de 2002 que les États-Unis ont commencé à exclure expressément les MFM ayant une fonction de copie numérique du champ de la position 9009 du SH: i) HQ 963680, du 30 août 2002; ii) HQ 965697, du 30 août 2002; et iii) HQ 965527, du 30 août 2002 (présentées en tant que pièce EC-69)). Voir aussi la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123, et le paragraphe 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial).

[1735] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 39 et 40; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 29 à 32; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 323.

[1736] Nous faisons remarquer qu'en réponse à la question n° 1 posée par les Communautés européennes aux plaignants, les États-Unis ont expliqué que la décision concernant les "copieurs numériques autonomes" citée par les Communautés européennes avait été rendue par le directeur du point d'entrée individuel et ne rendait pas compte de l'avis des autorités douanières des États-Unis dans leur ensemble et qu'elle avait par la

8471 60 du SH. En fait, les Communautés européennes ne signalent rien de plus que deux avis antérieurs aux négociations relatives à l'ATI tout en faisant abstraction des nombreux avis présentés au Groupe spécial dans lesquels le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a traité les MFM comme des "unités d'entrée ou de sortie" relevant de la sous-position 8471 60.[1737]

7.1338 S'agissant du Japon, les **Communautés européennes** ne s'appuient pas sur des décisions de classement car le Japon a affirmé qu'il ne disposait d'aucun renseignement concernant la façon dont il classait les "copieurs numériques" et les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de copie avant l'introduction du SH2007.[1738] Les Communautés européennes s'appuient plutôt sur une proposition présentée par le Japon au Comité de l'ATI en 1997 visant à faire en sorte que la sous-position 9009 12 du SH1996 relève du champ d'application de l'ATI, de manière à couvrir les "copieurs numériques". Elles font valoir que cela semble indiquer qu'à ce moment-là le Japon a adopté le point de vue selon lequel les copieurs numériques relevaient de cette sous-position.[1739]

7.1339 Les **États-Unis** font remarquer que les Communautés européennes n'ont pas cité de pratique ultérieurement suivie mais plutôt l'*absence* de pratique en matière de classement de la part du Japon. Les États-Unis et le **Japon** contestent tous deux que la proposition présentée par le Japon pendant les négociations sur l'ATI II soit pertinente. Premièrement, le Japon répond que la proposition informelle qu'il a présentée au Comité de l'ATI dans le cadre de la négociation de l'ATI II en 1997 n'exposait pas ses propres vues sur le classement des MFM, mais visait plutôt à examiner l'imposition de droits sur les MFM par les Communautés européennes. Par conséquent, elle n'est pas du tout révélatrice d'une inférence en ce qui concerne la pratique douanière visant les MFM à l'époque.[1740] En outre, les États-Unis rappellent que, dans ces négociations, il a été reconnu qu'un certain nombre de produits qu'il était proposé d'inclure dans cet accord futur avaient peut-être déjà été visés par l'ATI original. Par conséquent, une proposition de négociation ne révèle pas grand-chose sur ce qui était visé par les concessions qui sont en cause dans le présent différend, et ne dénote certainement pas une pratique "commune, concordante et constante" même de la part du Japon, qui est le Membre ayant présenté la proposition.[1741]

7.1340 Les **Communautés européennes** estiment que le Taipei chinois classait tous les "copieurs numériques" en tant qu'"appareils de photocopie" dans la position 9009 du SH1996 avant la conclusion de l'ATI jusqu'à l'introduction du SH2007, y compris les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de copie qui étaient classées dans la position 9009 du SH1996 dans les cas où, sur la base d'un "examen au cas par cas", il était déterminé qu'aucune fonction n'était plus "importante" que la fonction de copie. Les Communautés européennes font remarquer qu'il s'agit d'une approche très similaire à celle qu'elles

---

suite été corrigée par l'administration centrale qui avait classé le produit en question dans la sous-position 8472 du SH.

[1737] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 116; deuxième déclaration orale liminaire des États-Unis, paragraphe 42 (citant les pièces EC-73 et EC-74, qui contiennent 16 décisions rendues par le Bureau des douanes et de la protection des frontières entre 1996 et 1999, dont les États-Unis soutiennent qu'elles démontrent qu'ils classaient les MFM dans la sous-position 8471 60 du SH); deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 66; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 34.

[1738] Réponse du Japon à la question n° 1 des Communautés européennes après la première réunion du Groupe spécial.

[1739] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123, et 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial).

[1740] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 34.

[1741] Deuxième déclaration orale liminaire des États-Unis, paragraphe 43.

avaient elles-mêmes avancée et d'une approche qui ne peut donc pas être conciliée avec la position du Taipei chinois dans le présent différend.[1742]

7.1341 Le **Taipei chinois** répond qu'en citant la pratique des Membres, les Communautés européennes cherchent une fois de plus à transformer le présent différend en un différend relatif au *classement* tarifaire de produits plutôt qu'à leur *traitement* tarifaire. La question pertinente n'est pas de savoir comment le Taipei chinois classait un certain produit mais quel traitement tarifaire il accordait pour le produit considéré. Par exemple, le Taipei chinois peut fort bien avoir classé les "copieurs numériques" dans la position 9009 du SH compte tenu des discussions tenues à l'OMD sur ce qui constituait un "système optique", voire en appliquant la règle de classement résiduel énoncée dans la RGI 3 c). Cependant, cela ne veut pas dire que le Taipei chinois considérait que la "copie numérique" était équivalente à la "photocopie". Cela indiquait simplement que le Taipei chinois avait décidé d'un classement uniforme pour ces produits et qu'il se conformerait à ses obligations dans le cadre de l'OMC tant qu'il accorderait la franchise de droits pour ces produits. Puisque la position 9009 du SH est passible de droits nuls dans la Liste des CE, le Taipei chinois a considéré que le fait de classer les "copieurs numériques" dans cette position était conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC.[1743] Par ailleurs, les **États-Unis** font valoir que le classement auquel le Taipei chinois faisait référence dans sa réponse à la question des Communautés européennes était celui des "copieurs numériques à fonction unique" et qu'une approche "au cas par cas" de la classification n'étaye pas la conclusion selon laquelle il existe une "pratique" en ce qui concerne le classement des MFM.[1744]

Pratique des tierces parties

7.1342 Enfin, s'agissant des tierces parties, les **Communautés européennes** font observer que parmi les tierces parties au présent différend, Singapour a expressément confirmé qu'elle classait tous les "copieurs numériques" dans la position 9009 du SH1996 tant avant qu'après la conclusion de l'ATI et qu'aucune des tierces parties, même si les Communautés européennes le leur ont spécifiquement demandé, n'a présenté d'éléments de preuve indiquant qu'elles ne classaient pas les copieurs numériques dans la position 9009 du SH1996 ou qu'elles classaient toutes les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information dans la position 8471 du SH1996. Les Communautés européennes invitent donc le Groupe spécial à faire les inférences appropriées du silence délibéré de ces tierces parties.[1745]

7.1343 Les **États-Unis** font observer que les Communautés européennes cherchent à se fonder sur l'*absence* de pratique en matière de classement dans le cas des tierces parties, laquelle ne peut pas étayer la conclusion selon laquelle il existe une pratique "commune, concordante et constante" de la part d'autres Membres de l'OMC qui confirmerait leur interprétation des concessions. Comme dans le cas du Taipei chinois, les États-Unis font remarquer que la réponse de Singapour à la question des Communautés européennes concernait le classement des "copieurs numériques *à fonction unique*", des dispositifs qui *ne sont pas* des MFM, le produit en cause dans le présent différend. Ils font en outre observer que, pour ce qui est des MFM, Singapour dit qu'elle classait les dispositifs "en fonction de l'élément matériel qui conférait au dispositif son caractère essentiel". Par conséquent, ces réponses

[1742] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 à 124, et 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial).

[1743] Réponse du Taipei chinois à la question n° 1 posée par les Communautés européennes aux plaignants; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 60.

[1744] Deuxième déclaration orale liminaire des États-Unis, paragraphe 41. Le Groupe spécial croit savoir que la référence que font les États-Unis en l'espèce à une "mesure communautaire" désigne la NC2007, l'une des mesures en cause dans le présent différend en ce qui concerne les MFM.

[1745] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 à 123, et 190 (formulant des observations sur les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial).

n'étayent pas la conclusion selon laquelle il existe une "pratique" en ce qui concerne le classement des MFM.[1746]

Examen par le Groupe spécial

7.1344 Comme il est dit plus haut, conformément à l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne, le Groupe spécial tiendra compte, en même temps que du contexte, de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité.

7.1345 Nous rappelons qu'une "pratique ultérieurement suivie" dans l'application d'un traité "constitue une preuve objective de l'accord des parties sur le sens du traité".[1747] Nous rappelons que pour que quelque chose puisse être considéré comme une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne, il faut qu'elle corresponde à "une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude qui suppose l'accord des parties [à un traité] à l'égard de l'interprétation du traité".[1748] Nous ne perdons pas de vue non plus, en particulier à la lumière des éléments de preuve présentés par les parties, qu'"[u]ne pratique de classement incohérente … ne peut pas être pertinente pour interpréter une concession tarifaire".[1749]

7.1346 Quant à la question de savoir ce qui pouvait être considéré comme une pratique "commune" et "concordante", l'Organe d'appel a déclaré que, bien qu'il ne soit pas nécessaire que chacune des parties ait suivi une pratique particulière pour que celle-ci puisse être considérée comme une pratique "commune" et "concordante", il serait difficile de "discerner une attitude concordante et commune" sur la base d'actes ou de déclarations d'une partie, ou d'un très petit nombre de parties, à un traité multilatéral, tel que l'*Accord sur l'OMC*.[1750] L'Organe d'appel a poursuivi en constatant que, si seuls certains Membres de l'OMC avaient effectivement suivi une certaine pratique, cette circonstance pouvait réduire le nombre de tels "actes ou déclarations" disponibles aux fins de la détermination de l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne.

7.1347 En conséquence, compte tenu des indications données par l'Organe d'appel sur la manière d'apprécier la pratique ultérieurement suivie aux fins de l'interprétation d'une disposition conventionnelle, le Groupe spécial doit déterminer si les éléments de preuve de la pratique des Communautés européennes, des États-Unis, du Japon, du Taipei chinois et des tierces parties constituent la preuve d'une pratique "concordante, commune et constante" en matière de classement de la part des Membres en ce qui concerne les produits en cause pendant la période allant de la date de communication de la Liste des CE à ce jour.

7.1348 Nous ne sommes pas convaincus que les éléments de preuve qui ont été produits puissent démontrer l'existence d'une pratique "concordante, commune et constante". En fait, les RTC présentés

---

[1746] Deuxième déclaration orale liminaire des États-Unis, paragraphes 41 et 43. Le Groupe spécial croit comprendre que la référence que font en l'espèce les États-Unis à une "mesure communautaire" désigne la NC2007, l'une des mesures en cause dans le présent différend qui concerne les MFM.

[1747] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 255, citant l'*Annuaire de la Commission du droit international* (1996), volume II, page 241, paragraphe 6); voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.702.

[1748] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 106; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 192.

[1749] Rapport de l'Organe d'appel *CE –Matériels informatiques*, paragraphe 95.

[1750] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 259.

par les plaignants démontrent que même au sein des Communautés européennes, les autorités douanières nationales n'ont pas nécessairement suivi l'avis de la Commission concernant le classement des machines numériques multifonctions ayant une fonction de copie. De même, aux États-Unis, bien que l'administration centrale des douanes ait pu avoir eu un point de vue cohérent, il semble qu'au moins un directeur de port d'entrée a publié des décisions de classement allant dans le sens contraire. Nous n'avons aucune preuve de la pratique du Japon en matière de classement et nous n'acceptons pas qu'une proposition présentée à l'occasion de la négociation de l'ATI II selon laquelle tous les participants devaient accorder la franchise de droits pour les produits relevant de la sous-position 9009 12 puisse servir d'élément de preuve de l'existence d'une telle pratique.

7.1349 Nous ne croyons pas que la pratique du Taipei chinois en matière de classement, qui est la pratique d'un seul Membre, puisse nous permettre de mieux comprendre les intentions des Membres lorsqu'ils ont accordé une concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" d'ordinateur relevant de la sous-position 8471 60. Nous reconnaissons que parce que les concessions tarifaires consenties dans le cadre de l'OMC sont normalement synonymes des positions tarifaires du SH, la pratique des Membres en matière de classement peut être pertinente pour déterminer leurs intentions communes concernant une concession particulière. Cependant, la pratique en matière de classement perd de sa pertinence lorsque la concession prévoyant le traitement tarifaire à accorder à deux positions est la même, comme c'est le cas dans la Liste du Taipei chinois pour les sous-positions 8471 60 et 9009 12, c'est-à-dire un taux de droit nul.

7.1350 S'agissant de la pratique des tierces parties en matière de classement, nous formulons les observations suivantes. Bien que la pratique de Singapour en matière de classement des "copieurs numériques" dans la position 9009 du SH1996 puisse être pertinente pour comprendre les intentions communes des Membres concernant le champ de cette position, nous ne croyons pas qu'elle nous aide à répondre à la question de savoir ce que les Membres voulaient dire en utilisant l'expression "unités d'entrée ou de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information dans la sous-position 8471 60, parce qu'elle a trait à un dispositif qui ne peut pas être connecté à une machine automatique de traitement de l'information. De plus, nous n'avons aucune preuve de la pratique des autres tierces parties. Nous ne jugeons pas nécessaire de faire une "inférence appropriée" à partir de cette absence de preuve car il y a différentes raisons pour lesquelles les tierces parties n'ont peut-être pas répondu à la question des Communautés européennes concernant leur pratique en matière de classement des copieurs numériques autonomes, lesquelles n'auraient aucune incidence sur l'intention commune des Membres lorsqu'ils ont inscrit dans leurs listes une concession pour les "unités d'entrée ou de sortie".

7.1351 Enfin, nous faisons remarquer que quels que soient les éléments de preuve de la pratique dont nous disposons, ils proviennent d'un groupe restreint de Membres. Nous savons que les Communautés européennes, les États-Unis et le Japon étaient les forces motrices de la négociation de l'ATI original. Cependant, comme les Communautés européennes l'ont à juste titre indiqué, les concessions prévues pour ces positions et sous-positions ne se limitent pas aux participants à l'ATI. Elles figurent dans les listes de la plupart des Membres et bien des Membres ont été confrontés à la question de savoir si le champ d'application de la concession concernant la sous-position 8471 60 du SH1996 visait un produit particulier qui était présenté à leur frontière. Compte tenu de l'omniprésence des produits en cause, nous pouvons seulement présumer que cette situation s'est présentée plus souvent et chez plus de Membres que selon ce qu'indiquent les renseignements qui ont été communiqués au présent Groupe spécial. Par ailleurs, nous faisons remarquer que les pratiques en matière de classement qui nous ont été présentées ne sont en aucun cas "concordantes, communes et constantes", et nous ne pouvons pas à partir de ces documents discerner une attitude qui suppose l'accord des parties à l'*Accord sur l'OMC* et au GATT de 1994 à l'égard de l'interprétation de la concession concernant la sous-position 8471 60.

7.1352 Sur la base des considérations précédentes, nous ne pensons pas que les éléments de preuve présentés par les plaignants ou les Communautés européennes remplissent les conditions qui permettent de les considérer comme une pratique ultérieurement suivie. Par conséquent, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner si une telle "pratique" éclaire les conclusions ci-dessus que nous avons tirées de notre interprétation du sens ordinaire des termes de la sous-position 8471 60 dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but.

v) Autres arguments

Arguments des parties

7.1353 Le **Japon** et le **Taipei chinois** font valoir que la nouvelle position 8443 et sa note explicative ainsi que la note 5 D) du chapitre 84 du SH2007 qui a été reformulée fournissent d'autres indications pour l'interprétation s'agissant de déterminer le sens des concessions pour "leurs unités" dans la position 8471 et les "photocopies" dans la position 9009, ainsi que ces mots étaient utilisés en 1996.[1751]

7.1354 En particulier, le Japon et le Taipei chinois font valoir que la position 8443 du SH2007 confirme leur interprétation selon laquelle la concession prévue pour la sous-position 8471 du SH1996 pour les "unités d'entrée ou de sortie" comprenait les machines multifonctions, même si elles avaient une fonction de copie. Selon le Japon, le fait que le libellé de ces nouveaux codes fait référence à des dispositifs qui peuvent exercer de multiples fonctions et qu'il indique aussi explicitement que ces dispositifs doivent "être aptes à être connectés" à une machine automatique de traitement de l'information, confirme que la caractéristique qui définit les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est leur capacité d'être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau.[1752]

7.1355 Par ailleurs, le Japon et le Taipei chinois font valoir que la note explicative de la position 8443 du SH2007 fournit d'autres indications en matière d'interprétation pour comprendre le sens et la portée des concessions inscrites dans la Liste des CE sur la base des positions 8471 et 9009 du SH1996 parce que les NESH2007 établissent une distinction claire et explicite entre les "copieurs numériques" et les "photocopieurs", en examinant chacun d'entre eux dans des catégories distinctes relevant de la catégorie plus large des "machines à copier", ce qui, selon le Japon et le Taipei chinois, laisse fortement entendre que cette distinction existait déjà dans la NESH1996 relative à la position 9009 et que cette distinction a simplement été maintenue en des termes plus explicites dans la NESH2007 relative à la position 8443.[1753]

[1751] Première communication écrite du Japon, paragraphes 166 et 171; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 642 à 647; réponse du Taipei chinois à la question n° 35 b) du Groupe spécial; réponse des États-Unis aux questions n° 132 et 135 du Groupe spécial. Les États-Unis font remarquer que les textes du SH2007 étayent leur interprétation de l'expression "copie numérique" et du mot "photocopie", mais ils font aussi observer qu'ils ne se sont pas appuyés sur la NESH2007 relative à la position 8443 dans les arguments qu'ils ont formulés dans le présent différend.

[1752] Première communication écrite du Japon, paragraphe 167; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 643 et 644.

[1753] Première communication écrite du Japon, paragraphes 168 à 171; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 71 à 73; réponse du Japon à la question n° 135 du Groupe spécial; observations du Japon sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 134 du Groupe spécial; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 642 à 647; deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 59; réponse du Taipei chinois à la question n° 135 du Groupe spécial.

7.1356 Enfin, s'agissant de la note 5 D) du chapitre 84 du SH2007, le Taipei chinois fait valoir qu'en jugeant nécessaire d'exclure expressément les MFM du champ de la position, le nouveau libellé de cette note de chapitre étaye encore plus son argument selon lequel les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent à juste titre de la position 8471 selon les concessions des CE fondées sur le SH1996.[1754]

7.1357 À l'origine, les **Communautés européennes** font valoir que les versions subséquentes du SH ne sont pas pertinentes pour l'interprétation des concessions en cause dans le présent différend qui ont été accordées sur la base du SH1996.[1755] Elles font aussi remarquer que le libellé de la nouvelle position 8443 et la NESH relative à cette position résultaient d'un compromis "pragmatique" et "durement acquis" obtenu à l'OMD qui avait nécessité des "concessions de part et d'autre" et qui avait donné lieu à ce libellé "volontairement ambigu" en ce qui concerne les questions à l'examen.[1756] Les Communautés européennes estiment en outre que de toute façon elles ne croient pas que les textes du SH2007 cités par les plaignants ont le sens qu'ils prétendent.

7.1358 En particulier, les Communautés européennes font valoir qu'il ne découle pas logiquement du simple fait que les nouvelles sous-positions 8443 31, 8443 32 et 8443 39 du SH2007 établissent une distinction entre les MFM "aptes à être connectées" et "non aptes à être connectées" que *toutes* les MFM aptes à être connectées étaient auparavant classées dans la position 84.71 du SH1996. Puisque la création de nouvelles positions relevant de la position 84.43 avait justement pour but de résoudre un différend suscité par le manque de clarté des critères utilisés dans le SH1996, il faut s'attendre à ce que les nouvelles positions du SH2007 utilisent des critères différents.[1757]

7.1359 Pour ce qui est de la note explicative de la position 8443 du SH2007, les Communautés européennes estiment que cette section de la note explicative avait simplement pour but de dresser une "liste non exhaustive" des différents types d'appareils inclus dans ce "groupe" de machines.[1758] Comme la liste n'est pas exhaustive, la désignation qui suit le terme "appareils de photocopie" ne sous-entend pas nécessairement que les "copieurs numériques" mentionnés dans la note explicative ne sont pas des "appareils de photocopie".[1759] De plus, les Communautés européennes font valoir que, même si elle n'est pas exhaustive, la liste figurant dans la note explicative est beaucoup plus restreinte que celle incluse dans la note explicative relative à la position 9009 du SH1996. Elles estiment qu'il serait inapproprié de présumer si le procédé utilisé par les "copieurs numériques" peut être qualifié

[1754] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 645 et 646.
[1755] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 407.
[1756] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 35 b) et 135 du Groupe spécial.
[1757] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408, note de bas de page 281.
[1758] Les Communautés européennes soulignent aussi le contraste entre ce libellé et la désignation des "imprimantes électrostatiques" sous le "point 1)" de la "section A)" de la NESH2007, qui débute comme suit: "Les imprimantes électrostatiques, qui utilisent un procédé …". De plus, les Communautés européennes font valoir que le caractère non exhaustif de la liste des "machines à copier" est en outre confirmé par le deuxième (et dernier) paragraphe de la "section B" des NESH2007, qui dit que "[c]e groupe comprend également les appareils de photocopie par contact et les appareils de thermocopie". Le "groupe" dont il est question au deuxième (et dernier) paragraphe de la "section B)" est le groupe des "machines à copier", et pas seulement les "appareils de photocopie" désignés sous le "point 2)" de la "section B)" (réponse des Communautés européennes à la question n° 135 du Groupe spécial).
[1759] Réponse des Communautés européennes à la question n° 135 du Groupe spécial.

d'"indirect" aux fins du SH1996, où le terme "photocopieur" est utilisé dans un sens plus large que dans la NESH2007.[1760]

7.1360 Enfin, s'agissant de la nouvelle note 5 D) du chapitre 84 du SH2007, les Communautés européennes soutiennent que la référence qui y est faite aux "machines à copier" et aux MFM cherche simplement à dissiper tout doute qui pourrait subsister en ce qui concerne leur classement. Comme l'ancienne position 9009 du SH1996 a été entièrement supprimée, il n'était ni nécessaire ni possible d'inclure un libellé équivalent qui excluait expressément de son champ les machines à copier numériques ou les MFM ayant une fonction de copie.[1761]

Examen par le Groupe spécial

7.1361 Le **Groupe spécial** fait remarquer que le Japon et le Taipei chinois n'ont pas précisé qu'il devait examiner la pertinence du SH2007 en tant que moyen complémentaire d'interprétation au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne.

7.1362 Nous rappelons qu'au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne, il peut être fait appel à des "moyens complémentaires d'interprétation" dans deux circonstances distinctes, à savoir soit pour confirmer le sens des termes du traité résultant de l'application de l'article 31, soit pour déterminer ce sens mais seulement lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 a laissé le sens ambigu ou obscur, ou a conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable. Nous rappelons qu'au paragraphe 7.585 ci-dessus nous avons dit que l'Organe d'appel avait indiqué qu'il pouvait être pertinent au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne d'examiner des documents qui ont été publiés, des événements qui se sont produits ou une pratique qui a été suivie ultérieurement à la conclusion du traité dans la mesure où l'instrument ou le document rendaient compte des ""intentions communes des parties" au moment de la conclusion" du traité.[1762] L'Organe d'appel a souligné toutefois qu'une telle évaluation devrait être déterminée au cas par cas.

7.1363 Par ailleurs, en ce qui concerne les textes qui peuvent être considérés comme des "moyens complémentaires d'interprétation", nous rappelons que l'Organe d'appel a précisé dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que la référence faite dans l'article 32 aux "travaux préparatoires" et aux "circonstances dans lesquelles le traité a été conclu" n'était pas exhaustive, indiquant qu'"un interprète [avait] une certaine flexibilité lorsqu'il s'agi[ssai]t de prendre en considération les moyens complémentaires pertinents dans une affaire donnée de manière à faciliter l'établissement des intentions communes des parties".[1763]

7.1364 Il s'ensuit donc que le fait que le SH2007 ne fait pas partie des travaux préparatoires du traité ni des circonstances dans lesquelles il a été conclu n'interdit pas en soi de ne pas le considérer comme un moyen complémentaire d'interprétation au titre de l'article 32. Le fait que le SH2007 a été introduit ultérieurement à la conclusion du traité n'est pas non plus en soi une raison pour ne pas le considérer au titre de l'article 32, dans la mesure où il permet d'indiquer quelles étaient les "intentions

[1760] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408, note de bas de page 281; réponse des Communautés européennes aux questions n° 35 et 135 du Groupe spécial.
[1761] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408, note de bas de page 281.
[1762] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 305.
[1763] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 283 et paragraphe 305, note de bas de page 574 (s'appuyant sur l'utilisation de l'expression "et notamment" figurant dans le texte de l'article 32 en tant qu'indication de son caractère non exhaustif).

communes des parties" au moment de la conclusion du traité, c'est-à-dire au moment où elles ont consolidé leurs listes.[1764]

7.1365 Nous faisons remarquer que le SH est en constante évolution et qu'en fait le SH2007 en est la deuxième actualisation depuis 1996.[1765] Si la version actuelle du SH ou ses notes de chapitres ou ses notes explicatives contenaient des renseignements qui indiquaient les intentions communes des parties au moment de la conclusion du traité, elles pourraient servir de moyens complémentaires d'interprétation.

7.1366 Cependant, nous concluons que les textes que les parties ont invoqués n'indiquent pas quelles étaient les intentions communes des parties en 1996 lorsqu'elles ont établi leurs listes. Le changement entre le SH1996 (et en fait le SH2002) et le SH2007 qui est pertinent pour notre analyse est la suppression de la sous-position 9009 12 et la reformulation des positions 8471 et 8443, de telle sorte que la position 8443 vise maintenant certains produits tels que des dispositifs autonomes et multifonctions qui peuvent assurer les fonctions d'impression, de scanning, de copie ou de transmission de copie, certains de ces dispositifs étant connectables à un ordinateur et d'autres non. Les parties ont invoqué la NESH2007 relative à la position 8443 comme élément additionnel étayant leurs positions concernant l'interprétation de la portée des obligations relatives aux sous-positions 8471 60 et 9009 12 telles qu'elles existaient dans la Liste des CE en 1996.

7.1367 Bien que les modifications apportées au SH soient certainement pertinentes pour le classement *actuel* des produits en cause dans le présent différend et que la note explicative contienne effectivement un libellé similaire à celui figurant dans des versions antérieures du SH, nous ne voyons rien dans la note explicative qui indique qu'elle rend compte des intentions communes des parties en 1996, par exemple une explication précisant que les NESH2007, dans le cadre du processus de regroupement du champ des deux sous-positions, visaient à codifier les distinctions entre les sous-positions 8471 60 et 9009 12 du SH1996 telles qu'elles existaient en 1996 ou encore si la note 5 D) du chapitre 84 du SH2007 disait spécifiquement que les produits ne devant pas être classés dans la position 8471 y avaient été classés dans les versions précédentes. Cependant, la NESH et la note de chapitre ne le disent pas. En fait, nous croyons savoir que la nouvelle sous-position 8443 31 a été créée en raison d'un désaccord systématique entre les parties sur le champ des sous-positions 8471 60 et 9009 12 du SH1996, respectivement, et sur la question de savoir s'il y avait chevauchement entre les deux sous-positions. Par conséquent, nous concluons que cette position particulière du SH2007, la note explicative de cette position et la nouvelle note 5 du chapitre 84 ne peuvent pas servir de moyens complémentaires d'interprétation des concessions que les Communautés européennes ont inscrites dans leur liste en 1996.

vi) Conclusions générales sur le sens ordinaire des termes de la sous-position 8471 60 du SH1996 et du code NC 8471 60 dans la Liste des CE

7.1368 Notre analyse du texte de la concession tarifaire dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but nous amène à conclure que le sens ordinaire de la concession est tel que celle-ci s'applique aux dispositifs qui font partie d'une "machine automatique de traitement de l'information"

[1764] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 305 (note de bas de page omise).

[1765] Nous faisons observer que le Comité du SH procède à un examen périodique du SH, tous les quatre à six ans environ. Depuis la version du SH entrée en vigueur le 1er janvier 1996 (la version sur lesquelles sont fondées les concessions en cause dans le présent différend), de nouvelles versions du SH sont entrées en vigueur le 1er janvier 2002 (SH2002) et le 1er janvier 2007 (SH2007). Il est prévu qu'une cinquième série de modifications entrera en vigueur le 1er janvier 2012.

ou d'un "système de machines automatiques de traitement de l'information", et qui exercent au moins une fonction propre qui consiste à recevoir ou à fournir des données sous une forme - codes ou signaux - utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système de machines automatiques de traitement de l'information". Nous sommes aussi d'avis que ce ne sont pas tous les dispositifs aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information du fait qu'elles reçoivent ou fournissent des données en provenance ou à destination d'une machine automatique de traitement de l'information qui peuvent *nécessairement* être considérés comme une unité d'entrée ou de sortie relevant de la position 8471. Nous n'avons constaté l'existence d'aucune pratique ultérieurement suivie sur la question. Par ailleurs, les documents proposés par les parties comme moyens complémentaires d'interprétation ne peuvent pas servir à cette fin.

7.1369 Ayant maintenant déterminé le champ d'application de la concession, c'est-à-dire le type de produits visés par l'obligation découlant pour les Communautés européennes de l'article II du GATT d'accorder la franchise de droits pour les produits relevant de la sous-position 8471 60 de leur Liste, nous entreprendrons maintenant d'analyser si les plaignants ont démontré que les produits en cause, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, sont visés par cette obligation.

b) Question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des "unités d'entrée ou de sortie" au sens du code 8471 60

7.1370 Les **plaignants** affirment que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des "unités d'entrée ou de sortie" au sens de la sous-position 8471 60 parce qu'elles "reçoivent des signaux provenant de l'ordinateur et fournissent les résultats à l'utilisateur sous la forme de page imprimée, et prennent l'information provenant d'une copie papier et la transforment en un fichier électronique fourni à l'ordinateur pour stockage ou transmission, ou pour conversion en une page imprimée ou suppression".[1766] En outre, le **Japon** et le **Taipei chinois** soutiennent que les produits sont aussi des "imprimantes", qui sont une sous-catégorie reconnue d'"unités d'entrée ou de sortie", comme le prouve la création par les Communautés européennes d'un numéro de position tarifaire à huit chiffres pour les imprimantes dans la sous-position pertinente, à savoir le numéro 8471 60 40.

7.1371 Les Communautés européennes affirment que, puisque la copie fait partie des fonctions multiples des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, la question est de savoir si ces machines peuvent être dûment classées à des fins douanières en tant qu'"unités de sortie" dans la sous-position 8471 60 du SH1996 ou en tant qu'"appareils de photocopie" dans la sous-position 9009 12 du SH1996. Elles font valoir qu'une application correcte des règles de classement du SH amènera à conclure que les produits devraient être classés dans la sous-position 9009 12 et, par conséquent, elles n'ont pas l'obligation d'accorder un traitement en franchise de droits à ces produits.

[1766] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153 (citant la définition du *McGraw-Hill Dictionary*); deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 109; première communication écrite du Japon, paragraphes 77, 87, 88 et 90; première déclaration orale du Japon, paragraphe 11 (mais qui indique également que la fonction d'impression prédominante des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information montre qu'elles correspondent au sens ordinaire d'"unités de sortie – imprimantes"); première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 543 à 545 et 585. Le Japon allègue plus explicitement que ces concessions visent *toutes* les MFM "avec connectivité numérique", c'est-à-dire les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information (première communication écrite du Japon, paragraphe 77; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 39; réponse du Japon à la question n° 110 du Groupe spécial).

7.1372 En règle générale, s'il est déterminé que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information entrent dans le champ de la concession relative à la sous-position 8471 60, les Communautés européennes sont alors tenues de leur accorder un traitement en franchise de droits conformément aux consolidations figurant dans leur Liste.

7.1373 Normalement, une fois que le Groupe spécial a formulé une conclusion sur le point de savoir si les produits entrent dans le champ de la concession tarifaire, il s'agirait ensuite de comparer l'obligation inscrite dans la Liste des CE avec le traitement prévu dans les mesures des Communautés européennes afin de déterminer si ce traitement est moins favorable et impose des droits plus élevés que ce qui est énoncé dans leur Liste, en violation de leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994. Cependant, en l'espèce, les Communautés européennes affirment que le fait que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent être classées dans une autre sous-position tarifaire signifie que la concession tarifaire appropriée n'est pas nécessairement celle qui est indiquée par les plaignants. Nous examinerons la question de savoir si les produits en cause relèvent de plus d'une concession tarifaire ainsi que ses implications pour une analyse au regard de l'article II du GATT de 1994 dans la section VII.G.3 c) ci-après. Nous commençons cependant notre analyse par la question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause sont visées par la concession tarifaire correspondant à la sous-position 8471 60, compte tenu de notre interprétation de la portée de cette concession telle qu'elle a été exposée plus haut.

i) Arguments des parties

7.1374 Les **plaignants** décrivent, d'une manière générale, les MFM comme des "dispositifs numériques" qui assurent, outre l'*impression*, une ou plusieurs des fonctions suivantes: *scannage*, *copie*, ou *transmission de télécopie*. Ils décrivent ensuite ces machines comme comprenant "généralement": i) une "unité d'entrée" (c'est-à-dire une "unité de scannage" qui convertit l'information en données d'entrée numériques pour le dispositif et ii) une "unité de sortie" (c'est-à-dire une "unité d'impression"[1767] qui sert à imprimer sur papier les données de sortie numériques provenant du dispositif). Les plaignants font valoir qu'une fois que la MFM a converti un document en "informations numériques", ces informations peuvent être "mémorisées, manipulées à l'ordinateur, transmises au moyen de lignes téléphoniques ou envoyées par Internet".[1768] Ils décrivent les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, en particulier, comme étant des MFM qui sont "aptes à être connectées directement à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau informatique sous forme numérique".[1769] Le Taipei chinois ajoute également que ces machines "incorporent normalement," outre la fonction d'*impression*, une fonction de *scannage* et de *copie*, et qu'elles assurent "parfois" aussi une fonction de *télécopie*.[1770]

[1767] Le Taipei chinois ajoute aussi, plus spécifiquement, que *toutes* les MFM en cause dans le présent différend comprennent une "unité d'impression électrostatique" (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 17).

[1768] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 68, 69 et 71; première communication écrite du Japon, paragraphes 17 à 19; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 17 à 20, 551 et 483.

[1769] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 68, 69 et 71; première communication écrite du Japon, paragraphes 17 à 19; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 17 à 20 et 483.

[1770] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 20. Le Taipei chinois explique en outre que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information effectuent des copies lorsque leur "unité de scannage" et leur "unité d'impression" fonctionnent "en tandem". Le Taipei chinois précise que tel est le cas lorsque "l'image numérique produite par l'unité de scannage est envoyée

7.1375 Les **Communautés européennes** font toutefois valoir que, contrairement aux affirmations des plaignants, les MFM ne sont pas des "versions technologiquement avancées des imprimantes" mais que la meilleure façon de les décrire serait de dire qu'elles sont "l'aboutissement d'un processus de convergence technologique par lequel différents dispositifs, ayant chacun une fonction spécifique (photocopieuses, imprimantes et/ou télécopieurs), ont été réunis en une seule machine apte à assurer simultanément différentes fonctions".[1771] Elles affirment que ces machines ont été mises au point "sur le modèle d'un photocopieur".[1772] Elles conviennent avec les plaignants que le moteur d'impression est un élément important de la MFM mais font valoir qu'il s'agit d'un composant essentiel, non seulement des imprimantes, mais aussi des photocopieurs et télécopieurs numériques autonomes. Elles font valoir que, bien que la fonction de copie (c'est-à-dire la reproduction instantanée d'un document original) implique l'utilisation d'un moteur d'impression, elle est distincte de la fonction d'impression de données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.[1773]

7.1376 La fonction de copie des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est au centre de l'argument des Communautés européennes selon lequel il n'est pas correct de classer ces produits dans la sous-position 8471 60. S'appuyant sur la décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kip*, les Communautés européennes font valoir que les produits en cause ne peuvent pas être classés directement dans la sous-position 8471 60 à moins qu'il ne soit démontré que la fonction de copie est secondaire par rapport aux fonctions impliquant l'utilisation d'une machine automatique de traitement de l'information. En outre, elles soutiennent que si la fonction de copie est "équivalente", il s'ensuit que les produits sont classés conformément à la RGI 3[1774] et peuvent néanmoins être classés dans la sous-position 9009 conformément à la RGI 3 c).[1775]

7.1377 Les Communautés européennes admettent que toutes les MFM en cause remplissent les conditions b) et c) de la note 5 B). Par conséquent, le point central de désaccord entre les plaignants et les Communautés européennes est la question de savoir si, en appliquant correctement les règles du SH, en particulier la note 5 B) a) du chapitre 84, les MFM en cause peuvent être classées dans la sous-position 8471 60 du SH1996.

7.1378 Selon les **États-Unis,** les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information remplissent toutes les conditions énoncées dans la note 5 du chapitre 84 et peuvent donc être considérées comme des "unités" d'ordinateur relevant de la sous-position 8471 60 du SH1996 dans la Liste des CE. En particulier, ils font valoir que, comme il est prescrit dans la note 5 B) de ce chapitre, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont "du type utilisé exclusivement ou principalement" dans une machine automatique

---

directement à l'unité d'impression" et que de ce fait, "une ou plusieurs copies de l'image numérisée seront imprimées directement" (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 551).

[1771] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 330.

[1772] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 331.

[1773] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 336 et 337.

[1774] Les Communautés européennes font valoir que, lorsque la fonction de copie des MFM n'est pas secondaire par rapport à leurs fonctions de traitement automatique de l'information, ces machines peuvent *prima facie* être classées dans les positions 8471 et 9009 du SH96 (ainsi que dans la position 8517 si la MFM assure aussi une fonction de télécopie). Selon elles, il devient donc nécessaire de classer ces MFM conformément à la RGI 3. Elles notent que, dans le SH96, la position relative aux photocopieurs (9009) est placée après les positions correspondant aux imprimantes (8471) et aux télécopieurs (8517). Elles considèrent que la RGI 3 a) et b) n'est pas pertinente. Par conséquent, selon elles, conformément à la RGI 3 c), les MFM en cause doivent être classées dans la position 9009 du SH96 et, plus spécifiquement, dans la sous-position 9009 12 (première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 435 à 441).

[1775] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 359, 364 et 365.

de traitement de l'information, "connectables" à une telle machine et "aptes à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par le système". En outre, les États-Unis font valoir que ces MFM ne sont pas des "machines exerçant une fonction autre que le traitement de l'information" au sens de la note 5 E), et que cette note ne peut pas servir de base pour classer les machines dans une autre position.[1776]

7.1379 Les trois plaignants insistent tous sur le fait que les machines sont composées de "modules imprimantes" et de "modules scanners" conçus pour fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information afin d'étayer leur affirmation selon laquelle ces dispositifs sont "utilisés principalement" avec une machine automatique de traitement de l'information ou un système informatique.[1777] Les plaignants signalent aussi que la fonction d'impression est la plus importante et que le module imprimante est de loin le principal composant de la MFM.[1778]

7.1380 Selon les plaignants, l'"impression" et le "scannage" sont les caractéristiques objectives de ces dispositifs et la "copie numérique" est simplement une "fonction accessoire" qui existe en raison de l'association de ces deux caractéristiques objectives principales.[1779] L'"impression" et le "scannage" sont donc les caractéristiques tangibles des MFM qui assurent les fonctions principales autonomes. Les plaignants notent qu'un fichier numérique préexistant peut être imprimé et qu'un document original peut être converti en fichier numérique puis conservé. Les fonctions d'impression et de scannage – ainsi que le matériel rendant possibles ces deux fonctions – relèvent donc clairement de la position 8471 du SH1996 en tant qu'"unités" d'une machine automatique de traitement de

[1776] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 161 et 162 (faisant aussi référence aux arguments similaires qu'ils formulent au sujet de leur allégation relative aux dispositifs d'affichage à écran plat sur la base de la concession figurant dans la Liste des CE pour le code NC 8471 60 90).

[1777] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 603 à 611; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328 à 332.

[1778] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 157; le Japon explique que la note 5 B) a) prescrit uniquement que le dispositif soit "du type" utilisé principalement avec un ordinateur. Il considère que le qualificatif "du type" figurant dans la note 5 B) a) sert à "restreindre le sens potentiellement plus large" du membre de phrase "utilisé exclusivement ou principalement," qui la suit. En d'autres termes, comme l'explique le Japon, il n'est pas nécessaire que le dispositif soit "effectivement utilisé" principalement avec un ordinateur. De même, la note 5 B) b) prescrit uniquement que le dispositif soit "connectable" et non qu'il soit effectivement "connecté", et la note 5 B) c) prescrit seulement que le dispositif soit "apte" à recevoir ou à fournir des signaux. Le Japon conclut donc que la règle prévue dans la note 5 B) a) suit le raisonnement adopté par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, selon lequel il est nécessaire de considérer le produit sur la base de ses "caractéristiques objectives" au moment où il passe la frontière. Le Japon fait valoir que cela veut dire que quand bien même une MFM particulière pourrait "effectivement" être utilisée plus souvent à certaines "fins non informatiques", le dispositif relèverait toujours de la position 84.71 du SH1996 puisqu'il est du "type" utilisé principalement avec un ordinateur d'après ses "caractéristiques objectives" (deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 101 et observations du Japon concernant les réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, page 2). Voir aussi la deuxième communication écrite du Japon, note de bas de page 70 relative au paragraphe 94.

[1779] Deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328 à 332. Le Taipei chinois cite l'extrait ci-après de cet arrêt de la Cour européenne de justice pour étayer cette affirmation:

"[c]es appareils sont, partant, susceptibles de remplir simultanément les trois conditions posées à la note 5 B), sous a) à c), du chapitre 84 de la NC pour être considérés comme unités faisant partie d'un système de traitement automatique de l'information, à savoir être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information, être connectable à l'unité centrale de traitement et être apte à recevoir ou à fournir des données sous une forme utilisable par ce système."

(Cour européenne de justice (Kip et Hewlett Packard), paragraphe 41 (pièce TPKM-63). Voir aussi plus haut, paragraphe 7.1288.

l'information. Selon le Japon, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne cessent pas d'être des "unités" d'une machine automatique de traitement de l'information simplement parce que ces deux fonctions, intervenant conjointement – sans matériel additionnel –, peuvent aussi assurer une fonction de copie numérique pouvant *imiter* la photocopie "analogique".[1780]

7.1381 De fait, le Japon affirme que l'"unité d'impression" d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information fonctionne exactement comme n'importe quelle autre "imprimante d'ordinateur à fonction unique", étant donné notamment que, dans les deux cas, il existe une "unité à balayage laser" qui permet au dispositif de "recevoir des données de sortie numériques provenant de l'ordinateur et de les convertir en lumière laser pouvant ensuite servir à créer l'image imprimée sur papier ou sur un autre support". Le Japon estime que toutes autres fonctions pouvant être assurées par les MFM "complètent [simplement] cette fonction d'impression de base et accroissent simplement la fonctionnalité du dispositif". Il déclare aussi que l'"unité d'impression" d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information peut fonctionner "sans aucune intervention technique" de ses autres unités, à savoir l'"unité de scannage" et/ou "l'unité de télécopie". Il considère donc que l'"unité d'impression" d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information" est essentiellement une imprimante d'ordinateur."[1781]

7.1382 Le **Taipei chinois** fait valoir que, abstraction faite de l'application de la note 5 B), il est indiqué dans la note 5 D) que les appareils qui peuvent *imprimer* à partir d'ordinateurs (comme les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information) sont "toujours" à classer dans la position 8471 du SH1996, même s'ils ne sont pas "utilisés exclusivement ou principalement" avec une machine automatique de traitement de l'information. Par conséquent, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent néanmoins être classées dans la sous-position 8471 60, plus spécifiquement au numéro de position tarifaire 8471 60 40.[1782]

7.1383 Les États-Unis partagent cet avis en faisant valoir que s'il n'est pas contesté que les imprimantes et les scanners sont visés par la concession des Communautés européennes, il est alors illogique de conclure que lorsque ces produits sont réunis en une seule unité, cette unité combinée devient un "photocopieur" et non une "unité d'entrée ou de sortie".[1783] Par conséquent, le fait qu'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information peut être utilisée comme copieur numérique ne peut pas en quelque sorte prévaloir contre ses caractéristiques objectives, à savoir être munie d'une "unité d'impression" pour sortir des fichiers numériques sous forme de documents papier et d'une "unité de scannage" pour créer des fichiers numériques à partir d'originaux papier. À cet égard, le Japon rappelle que l'Organe d'appel a mis l'accent sur les caractéristiques objectives du dispositif en cause, et non sur son utilisation effective. Le Japon allègue qu'en l'espèce les caractéristiques objectives des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information – leurs unités d'impression et de scannage – font partie les

[1780] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 97 à 104. Voir aussi la première communication écrite du Japon, paragraphes 146 à 154 (y compris le paragraphe 149, note de bas de page 76); la première déclaration orale du Japon, paragraphe 29; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 83; et la deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 44 à 46.

[1781] Première communication écrite du Japon, paragraphes 91 à 95.

[1782] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 603 à 611; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 328 à 332.

[1783] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 35.

unes et les autres, soit directement soit indirectement, du dispositif en tant qu'"imprimantes". Les autres fonctions ne modifient pas ces caractéristiques objectives.[1784]

7.1384 En outre, le **Japon** affirme également que le libellé de la note 5 C) confirme que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des "unités" d'ordinateur relevant de la position 8471 du SH1996 même si elles sont importées *sans* machine automatique de traitement de l'information, et il allègue aussi qu'on ne peut pas contester que ces MFM soient de telles "unités" en invoquant la note 5 E), étant donné que leur "fonction de copie numérique" ne travaille pas "en liaison avec" une machine automatique de traitement de l'information et qu'elle n'exerce donc pas une "fonction propre autre que le traitement de l'information".[1785]

7.1385 Les **Communautés européennes** estiment que les plaignants ne prennent pas dûment en compte la note 5 B) du chapitre 84 du SH1996. Selon elles, en vertu de cette note, les MFM en cause ne peuvent pas être classées dans la sous-position 8471 60 du SH1996, à moins qu'on ne puisse montrer, au cas par cas, que la fonction de copie de chaque type particulier de MFM est secondaire par rapport à ses fonctions de traitement automatique de l'information.[1786] Elles affirment que les critères pertinents pour effectuer ce type d'analyse au cas par cas, comme l'a noté la Cour européenne de justice dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire *Kip*, peuvent comprendre les vitesses d'impression et de reproduction, l'existence d'un bac d'alimentation automatique en papier pour les originaux à photocopier ou le nombre de bacs d'alimentation en papier. Elles déclarent que cette liste de critères n'est pas exhaustive et que d'autres caractéristiques objectives des MFM peuvent également être pertinentes.[1787] Elles ne considèrent pas que l'*utilisation effective* des produits soit pertinente parce que, comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, pour caractériser un produit aux fins d'un classement tarifaire, il faut s'en tenir exclusivement aux "caractéristiques objectives" du produit en question au moment où il est présenté à la frontière pour être classé.[1788]

7.1386 D'après les Communautés européennes, une "unité" ne peut pas être considérée comme faisant partie d'un système automatique de traitement de l'information et donc comme étant visée par la sous-position 8471 60 du SH1996, à moins de remplir chacune des trois conditions spécifiées dans la note de chapitre 5 B). Les Communautés européennes font valoir que le point de savoir si les MFM remplissent aussi la condition énoncée à l'alinéa a) dépendra de la "nature" et de l'"importance relative" des fonctions assurées par chaque type particulier de MFM.[1789]

7.1387 Les Communautés européennes font valoir que, comme l'admet le Japon, la fonction de copie numérique d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information opère indépendamment d'une machine automatique de traitement de l'information et que d'ailleurs, cette fonction pourrait continuer à opérer même si la MFM était déconnectée de l'ordinateur. Par conséquent, dans la mesure où une MFM est utilisée pour la copie, elle ne peut pas être considérée comme étant "utilisée dans un ordinateur". Les Communautés européennes font valoir en outre que les plaignants n'ont pas présenté suffisamment d'éléments de preuve pour étayer leur argument selon lequel les fonctions informatiques des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, comme l'impression, sont de nature à indiquer que ces

[1784] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 79 (troisième point), 94 et 95.
[1785] Première communication écrite du Japon, paragraphes 146 à 154 (y compris le paragraphe 149, note de bas de page 76); première déclaration orale du Japon, paragraphe 29; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 83, 97 et 98.
[1786] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 411.
[1787] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 418.
[1788] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 414 à 419.
[1789] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 414 et 415.

dispositifs sont utilisés "principalement" avec des ordinateurs. Se contenter de juxtaposer certaines fonctions informatiques (à savoir le scannage et l'impression) et certaines fonctions non informatiques (c'est-à-dire la copie) des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pour conclure que ces dispositifs satisfont à la règle de l'utilisation principale énoncée dans la note 5 B) a) parce que, numériquement, il y a davantage de fonctions "informatiques" que de fonctions "non informatiques" est, selon les Communautés européennes, un argument trop simpliste. Un tel argument ne tient pas compte, par exemple, du fait que la fonction de scannage peut être "purement accessoire" par rapport à la fonction de copie et que la machine peut assurer d'autres fonctions non informatiques, comme la "transmission de copie". Les Communautés européennes concluent que, surtout, cette "approche quantitative" ne prend pas en considération le "niveau de performance" de chacune des différentes fonctions du dispositif.[1790]

7.1388 De l'avis des Communautés européennes, la position du Japon selon laquelle l'"impression" est *toujours* la fonction *principale* de toute MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information est "d'une rigidité injustifiable et manifestement déraisonnable" parce que cette conclusion est formulée indépendamment des caractéristiques objectives spécifiques de chaque modèle de MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information. Les Communautés européennes soutiennent que l'argument selon lequel l'"unité d'impression" (ou le "module imprimante") est le composant "le plus important" des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est erroné parce que la plupart des composants d'impression, y compris en particulier le "moteur d'impression", sont eux-mêmes multifonctions (c'est-à-dire qu'ils peuvent être utilisés indifféremment pour l'impression de données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, pour la copie ou pour l'impression d'un message de télécopie entrant). En outre, les Communautés européennes font valoir qu'il ne s'ensuit pas du simple fait que les composants d'impression sont les plus importants que la *fonction* d'impression est la plus importante. Elles réfutent la position des plaignants selon laquelle la fonction de copie est "accessoire" par rapport aux autres fonctions en la jugeant fondée sur l'"hypothèse peu plausible" que la "copie numérique" n'est pas vraiment de la "copie". Même à supposer que cette hypothèse soit correcte, elle serait hors de propos en ce qui concerne la note 5 B) a) parce qu'il est incontestable que la copie numérique, qu'elle soit ou non une "fonction" distincte, n'implique pas "l'utilisation d'un système automatique de traitement de l'information".[1791]

7.1389 Selon les Communautés européennes, lorsque la fonction de copie n'est pas secondaire (c'est-à-dire lorsqu'elle est soit principale soit équivalente), les MFM en question peuvent *prima facie* être classées à la fois dans les sous-positions 8471 60 et 9009 12 du SH et les règles pertinentes du SH, plus particulièrement la RGI 3, doivent être appliquées. En particulier, les Communautés européennes font valoir que, puisque le caractère essentiel de la MFM ne peut pas être déterminé conformément à la RGI 3 b), la RGI 3 c) est donc la règle applicable.[1792] La RGI 3 c) dispose que, dans les cas où les RGI 3 a) ou b) ne permettent pas d'effectuer le classement, la marchandise est classée dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles qui sont susceptibles

[1790] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 422; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 130.

[1791] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 140 à 145.

[1792] La RGI 3 b) prescrit le classement des compositions de machines d'après la matière ou l'article qui leur confère leur caractère essentiel. Les Communautés européennes admettent que c'est le moteur d'impression qui conférerait à une MFM son caractère essentiel. Elles soutiennent toutefois que le moteur d'impression peut être destiné à servir de copieur, de télécopieur ou d'imprimante et que, par conséquent, si un moteur d'impression était destiné à être utilisé dans une MFM, son classement donnerait lieu aux mêmes difficultés que pour le classement de la MFM elle-même. Elles concluent donc qu'il est impossible d'appliquer la RGI 3 b). *Voir* la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 437 à 441.

d'être valablement prises en considération. Selon les Communautés européennes, cela justifie le classement des MFM comme appareils de photocopie dans la sous-position 9009 12 du SH1996.

7.1390 Pour leur part, les plaignants font valoir que la RGI 3 c) est inapplicable. Surtout, ils font valoir que toute analyse du "caractère essentiel" au regard de la RGI 3 b) entraînerait le classement dans la position 8741 du SH1996. Spécifiquement, le Japon fait valoir ce qui suit:

> "Aux fins de l'analyse au regard de la RGI 3 b), les MFM dotées de la connectivité numérique sont considérées comme comprenant deux composants clés – un module imprimante et un module scanner – et c'est le module imprimante qui confère aux MFM leur caractère essentiel en raison de leur fonction d'impression prédominante. De plus, ces deux composants clés – un module imprimante et un module scanner – relèvent de la même position (le n° 8471)."[1793]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1391 Le **Groupe spécial** rappelle la conclusion qu'il a formulée plus haut, à savoir qu'une "unité d'entrée ou de sortie" au sens de la sous-position 8471 60 est un dispositif qui fait partie d'une "machine automatique de traitement de l'information" ou d'un "système automatique de traitement de l'information", qui est connectable à l'unité centrale de traitement soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres unités et qui assure au moins une fonction propre consistant à recevoir ou à fournir des données sous une forme – codes ou signaux – utilisable par la machine automatique de traitement de l'information ou le "système automatique de traitement de l'information". Nous rappelons aussi que nous sommes d'avis que les dispositifs aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information pour recevoir ou fournir des données en provenance ou à destination d'une telle machine ne remplissent pas tous *nécessairement* les conditions pour être considérés comme unité d'entrée ou de sortie relevant de la position 8471.[1794]

7.1392 Toutes les parties conviennent que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des appareils qui assurent non seulement des fonctions de traitement automatique de l'information, comme l'impression de documents papier à partir d'une machine automatique de traitement de l'information, mais aussi, d'une manière autonome, des fonctions autres que le traitement automatique de l'information, comme la "copie numérique" (et, parfois aussi, la "transmission de télécopie"). Les parties conviennent toutes aussi que les appareils sont aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information et à recevoir ou à fournir des données provenant de l'unité centrale de traitement. Par conséquent, la question, telle qu'elle est posée par les parties, est de savoir si les produits en cause satisfont aux critères énoncés dans la note 5 B) a) du chapitre 84, c'est-à-dire s'ils sont "du type utilisé exclusivement ou principalement" avec une machine automatique de traitement de l'information.

7.1393 Comme il est indiqué plus haut, nous estimons que l'analyse ne devrait pas porter sur l'utilisation effective, mais sur la conception et l'usage prévu des produits au vu de leurs caractéristiques objectives. Il est clair que cela ne peut se faire qu'au cas par cas et séparément pour chaque produit.

[1793] Première déclaration orale du Japon, paragraphe 31.

[1794] Toutefois, s'agissant du point de savoir si les MFM relèvent de la sous-position 9009 12, voir le paragraphe 7.1476 ci-après.

7.1394 Les Communautés européennes admettent que le moteur d'impression est le composant le plus important et ayant la valeur la plus élevée d'une MFM.[1795] Elles ne contestent pas non plus que, dans une MFM, la copie s'effectue par l'utilisation combinée du moteur d'impression et du scanner.[1796] De même, aucune des parties ne conteste qu'une machine "à fonction unique" qui est seulement une imprimante ou seulement un scanner serait présumée être du type utilisé exclusivement ou principalement avec une machine automatique de traitement de l'information et relèverait de la concession applicable à la sous-position 8471 60. Toutefois, les Communautés européennes font valoir qu'une machine qui combine les fonctions d'impression et de scannage et qui, ce faisant, crée une fonction de copie, ne relève pas nécessairement de la sous-position 8471 60. Selon elles, si la fonction de copie est "équivalente" à la fonction de traitement automatique de l'information, le produit peut *prima facie* être classé à la fois dans les sous-positions 8471 60 et 9009 12 et, en vertu de la RGI 3 c), relèverait de la sous-position 9009 12 passible de droits. Les Communautés européennes font aussi valoir que si la combinaison de ces deux fonctions crée une machine dans laquelle la fonction de copie prédomine, cette machine, *nécessairement*, n'est pas du type utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information et doit aussi relever de la sous-position 9009 12.[1797]

7.1395 Les Communautés européennes signalent plusieurs critères indiqués par la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kip*, y compris la capacité de copie en nombre de pages par minute. Cependant, nous faisons observer que ces critères ne sont pas énoncés dans les notes de chapitres du SH1996 elles-mêmes[1798] et que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi ces critères seraient plus pertinents que d'autres, comme, par exemple, la fonction du composant principal ou la valeur des différents composants de la MFM.[1799] Nous ne sommes pas convaincus qu'une MFM

[1795] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 438. Nous notons que les Communautés européennes, au paragraphe 334 de leur première communication écrite, déclarent que les composants essentiels d'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information assurant des fonctions de copie, d'impression et de télécopie sont les suivants: un moteur d'impression, un dispositif de scannage, un modem et un contrôleur d'impression. Le Japon fait référence, quant à lui, à une "unité d'impression" (voir la première communication écrite du Japon, paragraphes 93 à 97). Les États-Unis emploient à la fois les expressions "unité d'impression" et "moteur d'impression" (voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 68 et 70). Enfin, le Taipei chinois, dans son analyse de l'arrêt *Kip*, fait référence au module imprimante, au module scanner et au module ordinateur (voir la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 518).

[1796] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 371 et 372 (expliquant que dans un photocopieur numérique, une source de lumière projette l'image du document original sur la surface photosensible d'un **dispositif de scannage**, qui la convertit en signaux électriques qui sont ensuite recréés dans le tambour d'impression électrostatique).

[1797] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 389.

[1798] Nous notons aussi que le seul critère *figurant dans les mesures des CE* permettant de déterminer que la copie est une fonction principale ou équivalente est le nombre de pages par minute pouvant être copiées par l'appareil. Nous ne pensons pas que ce critère peut à lui seul servir à déterminer l'"utilisation principale", en particulier du fait que la vitesse de copie est généralement identique à la vitesse d'impression dans les MFM. Voir les pièces US-87, US-104, JPN-13, US-108, EC-95 dans lesquelles les parties ont présenté les spécifications techniques de divers modèles de MFM de marques différentes (HP, Brother, Xerox, Lexmark, Ricoh). Pour tous ces modèles, la vitesse d'impression et la vitesse de copie sont les mêmes. Ces vitesses sont parfois indiquées séparément ("vitesse d'impression" ... "vitesse de copie"), parfois ensemble ("vitesse d'impression et de copie").

[1799] Le fait de mettre l'accent sur la fonction du composant principal semble plus conforme à la note 3 de la section XVI. Nous notons que les Communautés européennes ont fait valoir que si le principal composant, en l'occurrence le moteur d'impression, est lui-même multifonctions, il est alors impossible de classer, conformément à la RGI 3 b), la MFM sur la base du classement du composant qui confère au produit son

apte à copier plus de 12 pages monochromes par minute ne soit pas, nécessairement, "du type utilisé exclusivement ou principalement avec un système automatique de traitement de l'information". De même, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation selon laquelle cette analyse amènera nécessairement à conclure que toutes les MFM sont des unités d'entrée ou de sortie. C'est une détermination qui doit être faite au cas par cas, compte tenu des caractéristiques objectives de chaque MFM.

7.1396 De plus, nous rappelons les conclusions que nous avons formulées plus haut aux paragraphes 7.1306 à 7.1311 selon lesquelles la condition énoncée dans la note 5 B) a), à savoir qu'une "unité" doit être "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information", est l'expression du sens courant du terme "unité" d'une machine automatique de traitement de l'information et s'applique également aux unités présentées isolément décrites dans la note 5 C).

7.1397 Nous notons aussi que, dans certaines circonstances, certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, d'après notre interprétation des indications de la note 3 de la section XVI concernant les compositions de machines, relèveront de la sous-position 8471 60 si leur fonction principale est l'impression, le scannage ou une autre fonction d'"entrée" ou de "sortie". Alors qu'une telle détermination doit être faite au cas par cas, il nous semble qu'à la lecture de la concession à la lumière du contexte des notes de chapitres et de sections du SH ainsi que de son objet et de son but, certaines des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause dans le présent différend relèveront de la concession applicable à la sous-position 8471 60.

7.1398 Nous prenons note de la position des CE selon laquelle au moins certains des produits en cause relèvent de leurs concessions concernant les sous-positions 9009 12 et 8472 90 du SH1996. Nous passons maintenant à l'examen de cette question.

c) Y a-t-il d'autres positions tarifaires applicables?

7.1399 Les Communautés européennes font valoir que parce qu'il existe d'autres positions tarifaires qui s'appliquent *prima facie* aux produits en cause, et que l'application correcte des règles du SH conduirait au classement des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sous une sous-position autre que la sous-position 8471 60 de la Liste des CE, elles ne sont pas obligées d'accorder la franchise de droits à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information. La première question que doit examiner le Groupe spécial est celle de savoir si les produits en cause (ou au moins certains d'entre eux) entrent dans le champ des positions passibles de droits indiquées par les Communautés européennes. Dans l'affirmative, le Groupe spécial devrait alors examiner quel effet cela pourrait avoir sur la question de savoir si les CE manquent à leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994.

7.1400 Les Communautés européennes proposent deux positions tarifaires possibles liées à la sous-position 9009 12 et à la sous-position 8472 90. Afin de déterminer si l'une d'entre elles est applicable, nous devrons examiner le sens ordinaire de la concession et la question de savoir si les produits en cause entrent dans le champ de cette concession. Nous examinerons ces concessions l'une après l'autre.

---

caractère essentiel (voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 438 à 440). Le Groupe spécial n'est cependant pas convaincu par cet argument.

i) Sens ordinaire des termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996[1800]

7.1401 Le Groupe spécial commencera l'analyse du sens ordinaire des termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 en examinant le sens courant des termes employés dans cette concession.

SH1996	Désignation	Taux de base	Taux consolidé	Année de pleine mise en œuvre	Autres droits et impositions	Instrument juridique dans lequel figure la concession
9009	Appareils de photocopie à système optique ou par contact et appareils de thermocopie:					
	- Appareils de photocopie électrostatiques:					
9009 11 00	-- Fonctionnant par reproduction directe de l'image de l'original sur la copie (procédé direct)	6,5	0,0	2000	0,0	WT/Let/156
9009 12 00	-- Fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)	7,2	6	1999	0,0	WT/Let/666
	- Autres appareils de photocopie:					
9009 21 00	-- A système optique	6,5	0,0	2000	0,0	WT/Let/156
9009 22 00	-- Par contact	4,9	3	1999	0,0	WT/Let/666
9009 30 00	- Appareils de thermocopie	4,4	3	1999	0,0	WT/Let/666
9009 90	- Parties et accessoires					
9009 90 10	-- Des appareils de photocopie électrostatiques ou d'autres appareils de photocopie à système optique	6,5	0.0	2000	0,0	WT/Let/156
9009 90 90	-- Autres	3,8	0,0	2000	0,0	WT/Let/156

Sens de l'expression appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)

Arguments des parties

7.1402 Les **Communautés européennes** font valoir que les termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 pour les appareils de photocopie électrostatiques "fonctionnant par

[1800] Nous rappelons que la Liste des CE est fondée sur le SH1996 et que la formulation employée dans la Liste et le SH est identique. Nous notons également que les parties font souvent référence aux deux documents indifféremment. Par conséquent, bien que nous fassions référence au SH1996 dans notre analyse, nous sommes bien conscients que la concession en cause est celle qui figure dans la Liste des CE.

reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" ont un sens large et visent des produits tels que les MFM en cause, qui font des copies en utilisant la technologie numérique.[1801] En revanche, les **plaignants** font valoir que la sous-position 9009 12 du SH1996 est très spécialement conçue pour un type particulier de procédé de copie, aussi appelé photocopie analogique, et qu'elle ne comprend pas les produits qui font des copies en utilisant la technologie numérique.[1802]

7.1403 Toutes les parties commencent leur analyse du sens ordinaire de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 en examinant l'expression "appareils de photocopie" figurant dans la position 9009 du SH1996. Les Communautés européennes font d'abord observer que le préfixe "photo" vient du mot grec "*phos*" (φώς) et signifie *lumière*. Les Communautés européennes affirment que l'utilisation de la lumière est ce qui distingue les photocopieurs d'autres types de machines à copier, telles que les appareils de thermocopie figurant dans la sous-position 9009 30 ou les duplicateurs mécaniques figurant dans la sous-position 8472 90.[1803] Les plaignants fournissent plusieurs définitions de variations de l'expression, telles que les termes "photocopieur", "photocopie" et "procédé de photocopie", à l'appui de leur affirmation selon laquelle ce qui est désigné à la sous-position 9009 12 est un procédé technologique très spécifique et très étroit.[1804] Toutefois, les Communautés européennes font valoir que ces définitions étayent leur affirmation selon laquelle la désignation figurant dans la sous-position 9009 12 est suffisamment large pour englober la "copie numérique".[1805]

7.1404 En particulier, toutes les parties invoquent la définition ci-après du terme "photocopier" (photocopieur): "an electrical machine for producing immediate, often full-size paper copies of text or graphic matter by a process usually involving the electrical or chemical action of light" (une machine électrique qui produit immédiatement des copies papier souvent de grandeur nature de textes ou de représentations graphiques par un procédé utilisant habituellement l'action électrique ou chimique de la lumière)[1806]; la définition ci-après du terme "photocopy" (photocopie): "a copy of usually printed material made with a process in which an image is formed by the action of light usually on an electrically charged surface" (une copie, habituellement d'imprimés, faite à l'aide d'un procédé dans lequel une image est formée par l'action de la lumière habituellement sur une surface électrisée)[1807]; et la définition ci-après de l'expression "photocopying process" (procédé de

[1801] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 366 et 367; la première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 65 et 66; la réponse des Communautés européennes à la question n° 29 du Groupe spécial; la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 107; la deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 106; et les observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 124 du Groupe spécial.

[1802] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 112; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 22; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 593.

[1803] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 368.

[1804] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 74 et 157 à 159; la première communication écrite du Japon, paragraphes 104 à 107; la première déclaration orale du Japon, paragraphe 12; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40 et 77; la deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 9 et 37; et la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 568 à 570 et 584.

[1805] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 368 à 370; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 106; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 107.

[1806] *The Shorter Oxford Dictionary* (1993), page 2193.

[1807] Merriam Webster Dictionary, peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: http://www.merriam-webster/dictionary/photocopy.

photocopie): "any of the means by which a copy is created on a sensitized surface (generally paper, film, or metal plate) by the action of radiant energy" (tous les moyens par lesquels une copie est créée sur une surface sensibilisée (en général, du papier, une film ou une plaque métallique) par l'action de l'énergie de rayonnement).[1808]

7.1405 Bien que toutes les parties semblent invoquer les mêmes définitions générales de la photocopie, elles ne s'entendent pas sur le type de technologie qui est désigné par les termes appareils de photocopie électrostatiques "fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)."

7.1406 Les plaignants font valoir que l'expression "procédé indirect" figurant entre parenthèses ne donne pas un sens additionnel, mais qu'elle est plutôt utilisée pour faire une distinction avec le procédé de copie utilisé par un "appareil de photocopie électrostatique à procédé direct" relevant de la sous-position 9009 11, dans lequel l'image optique de l'original est projetée directement sur un "papier photosensible spécial" sans être d'abord projetée sur un "support intermédiaire".[1809] Ils font essentiellement valoir que la photocopie électrostatique "à procédé indirect" n'a pas un sens distinct des mots employés dans la concession, à savoir une photocopie faite par "reproduction de l'image de l'original au moyen d'un support intermédiaire". Le **Japon** fait valoir que, contrairement à la photocopie électrostatique à procédé direct, la photocopie électrostatique à procédé indirect comprend un "support intermédiaire" photosensible – habituellement une plaque métallique courbée ou un tambour photosensible – servant de "support intermédiaire" dans le procédé, qui est alors utilisé pour finir la photocopie.[1810] Le Japon trouve des éléments à l'appui de son interprétation dans le McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms qui définit le terme "intermediate" (support intermédiaire) comme suit: "that print which is used as a master for further reproduction" (l'imprimé qui est utilisé comme copie originale à des fins de reproduction ultérieure).[1811] Le Japon fait également valoir qu'étant donné que la concession emploie les termes "un support intermédiaire", la formulation envisage une technologie qui utilise seulement un support intermédiaire unique – le tambour ou la plaque photosensible – et non une série d'étapes.[1812]

7.1407 D'après les définitions susmentionnées, les plaignants font valoir que l'expression appareil de photocopie électrostatique "fonctionnant par reproduction de l'image de l'original au moyen d'un support intermédiaire" a un sens très spécifique qui ne comprend pas l'utilisation de données numériques.[1813] En particulier, le Japon fait valoir qu'un "photocopieur" réfléchit la lumière sur l'original et utilise ensuite cette lumière réfléchie pour transférer l'original de l'image du document sur une surface photosensible et que cette lumière réfléchie n'est pas une donnée numérique, et ne peut être utilisée ou manipulée de la même manière qu'une donnée numérique.[1814] Les plaignants font également valoir que le procédé de photocopie nécessite une exposition de l'original pour chaque copie. Selon le Taipei chinois, une exposition de l'image optique de l'original est nécessaire pour

[1808] The *McGraw-Hill Dictionary*, page 1494. (pièce JPN-11).
[1809] Première communication écrite du Japon, paragraphes 105 à 107; première déclaration orale du Japon, paragraphe 12.
[1810] Première communication écrite du Japon, paragraphe 106.
[1811] Première communication écrite du Japon, paragraphe 106, citant le *McGraw-Hill Dictionary*, page 1034 (pièce JPN-11).
[1812] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 53. Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 158, et la pièce US-90; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 111.
[1813] Première communication écrite du Japon, paragraphe 106; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 584; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 95.
[1814] Première communication écrite du Japon, paragraphe 107; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 54.

chaque copie effectuée.[1815] Le Japon fait valoir que cette nécessité ressort des termes de la concession, parce que les termes "image" et "copie" sont au singulier, ce qui indique, pour le Japon, que les appareils de photocopie visés par la sous-position 9009 12 du SH1996 devraient reproduire une copie unique de l'image d'un original unique. Selon le Japon, la formulation de la concession rend précisément compte de la correspondance une image pour faire une copie qui caractérise la technologie de photocopie analogique.[1816]

7.1408 Toutefois, les Communautés européennes se concentrent sur la nécessité de l'existence d'une source lumineuse pour projeter une image de l'original, et font valoir que cette définition de la photocopie englobe non seulement la technologie analogique, mais d'autres technologies, telles que la copie numérique, qui utilisent aussi une source lumineuse pour projeter une image de l'original sur la surface photosensible d'un "tambour électrostatique". Les Communautés européennes font valoir qu'un "support intermédiaire peut consister uniquement en un tambour électrostatique, comme dans le cas des photocopieurs analogiques, ou divers dispositifs fonctionnant ensemble (par exemple un dispositif de scannage, un faisceau laser et un tambour électrostatique), comme pour les photocopieurs numériques utilisant une imprimante laser".[1817] Les Communautés européennes font valoir que la définition donnée par le Japon n'appartient pas au domaine de la photocopie, mais des machines d'imprimerie. Les Communautés européennes font valoir que le sens ordinaire du terme "intermediate" (intermédiaire) est "coming or occurring between two things in time, place, order, character, etc." (intervenant ou se produisant entre deux points en ce qui concerne le temps, l'espace, un ordre, des caractères, etc.).[1818]

7.1409 Vu ce qui précède, les Communautés européennes concluent que le sens ordinaire des termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 comprend les technologies de copie numérique et analogique parce qu'elles utilisent toutes deux la lumière pour faire des copies[1819], et parce que, comme le prescrivent les termes de la concession, les deux procédés utilisent un support intermédiaire pour faire des copies, même si, dans le cas de la "copie numérique", plutôt qu'un seul support intermédiaire (le tambour), divers supports intermédiaires fonctionnant ensemble sont utilisés (par exemple un scanner, un faisceau laser et ensuite un tambour électrostatique).[1820] Enfin, et par

---

[1815] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 579.

[1816] Première déclaration orale du Japon, paragraphe 17; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 52.

[1817] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 371, 372 et 374.

[1818] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 113 (citant la définition du terme "intermediate" (intermédiaire) du *Shorter Oxford Dictionary*) (1993) (pièce EC-96).

[1819] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 369 et 370; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 106, note de bas de page 76; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 107 à 110.

[1820] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 371, 372 et 374. Les Communautés européennes estiment également que l'interprétation restrictive que donnent les plaignants du terme "intermediate" (support intermédiaire) comme signifiant *uniquement* un "tambour électrostatique" n'est pas étayée par le sens ordinaire de ce terme, qui est "coming or occurring between two things in time, place, order, character, etc." (intervenant ou se produisant entre deux points en ce qui concerne le temps, l'espace, un ordre, des caractères, etc.). Même si les termes "au moyen d'un support intermédiaire" devaient être interprétés comme signifiant "au moyen d'un tambour électrostatique", cette exigence serait remplie à condition que l'image soit reproduite sur la copie avec l'intervention d'un "tambour électrostatique" (comme c'est le cas pour *tous* les "copieurs numériques") et elle n'exclurait pas la possibilité que l'image puisse avoir été traitée par d'*autres* dispositifs, tels qu'un "scanner", *avant* de parvenir au "tambour". Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 112 à 115; deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 115 à 117.

suite de ce qui précède, la "copie numérique" peut être décrite comme exécutant un "procédé indirect", même si elle le fait de manière "plus indirecte" que dans la copie analogique.[1821]

Examen par le Groupe spécial

7.1410 Le **Groupe spécial** rappelle qu'en l'espèce sa première tâche est de déterminer le sens ordinaire du champ de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE. Ce n'est qu'une fois que nous aurons établi le sens de l'expression appareils de photocopie électrostatiques "fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" que nous pourrons déterminer si les produits en cause, certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, sont de tels appareils.

7.1411 Nous estimons que pour accomplir cette tâche, nous devons examiner les termes clés ci-après de cette concession: "appareils de photocopie électrostatiques" et le "procédé indirect" selon lequel la copie est produite "au moyen d'un support intermédiaire".

7.1412 Nous notons que toutes les parties invoquent des définitions qui décrivent la "photocopie" comme étant le processus selon lequel une copie papier est produite par l'action de la lumière sur une surface photosensible. Les plaignants font valoir que la "photocopie" est un type très spécifique de technologie, tandis que les Communautés européennes affirment que toute technologie qui utilise la lumière pour projeter une image de l'original sur la surface photosensible peut être de la photocopie. Nous avons analysé les définitions fournies par les plaignants et avons aussi examiné d'autres définitions de la photocopie.

7.1413 Nous considérons que la définition ci-après du World Encyclopaedia est particulièrement informative, laquelle décrit le terme "photocopying" (photocopie) comme suit:

> "[R]eproduction of words, drawing, or photographs by machine. In a photocopying machine, a light shines on the item to be copied, and an optical system forms an image of it. *Various techniques may be used to reproduce this image on paper.* In a *modern plain-paper copier*, the image is projected onto an electrically charged drum, coated with the light-sensitive element selenium. Light makes the selenium conduct electricity, so bright areas of the drum lose their charge. The dark areas, which usually correspond to image detail, retain their charge, and this attracts particles of a fine powder called toner. Electrically charged paper in contact with the drum picks up the pattern of toner powder. A heated roller fuses the powder so that it sticks to the paper and forms a permanent image." ([R]eproduction de mots, d'un dessin ou de photographies par une machine. Dans un photocopieur, une lumière éclaire l'article à copier et un système optique en forme une image. *Diverses techniques peuvent être utilisées pour reproduire cette image sur papier*. Dans un *copieur sur papier ordinaire moderne*, l'image est projetée sur un tambour électrisé, recouvert de sélénium – un élément photosensible. La lumière fait que le sélénium conduit de l'électricité, de sorte que les zones éclairées du tambour perdent leur charge. Les zones sombres, qui correspondent habituellement au détail de l'image, conservent leur charge, et ce qui attire les particules d'une poudre fine appelée encre en poudre. Le papier électrisé en contact avec le tambour s'imprègne du motif de l'encre en poudre.

[1821] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 372.

> Un rouleau à chaud fusionne la poudre afin qu'elle colle au papier et forme une image permanente."[1822] (pas d'italique dans l'original)

7.1414 Les plaignants ont expliqué que la technologie de la photocopie reposait sur une invention du procédé de Chester Carlson appelé la xérographie.[1823] Nous notons que le Oxford English Dictionary indique que le terme "photocopying" (photocopier) est synonyme de "xerography" (xérographie), ce dernier terme étant défini comme suit: "[a] dry copying process in which an electrically charged surface retains both the charge and a pigmented powder on areas not illuminated by light from bright parts of the document, so that a permanent copy may be immediately obtained by placing paper on the surface and applying heat to fuse the powder to it; photocopying" (un procédé de copie à sec selon lequel une surface électrisée conserve la charge et une poudre pigmentée sur des zones qui ne sont pas éclairées par la lumière provenant de parties éclairées du document, de sorte qu'une copie permanente peut être obtenue immédiatement en plaçant du papier sur la surface et en appliquant de la chaleur afin d'y fusionner la poudre; photocopier).[1824] La Britannica Online Encyclopaedia explique que dans la xérographie:

> "[T]he photoconductive layer is selenium, and the image is made visible by dusting the plate with an electrostatically charged powder (toner) having a charge that is the opposite of that of the electrostatic image. The powder adheres to the image portions only and is then transferred to a sheet of plain paper also under the influence of electrostatic fields. A final heat treatment fuses the powder into the paper for a permanent picture. The process usually makes a positive from a positive original" (la couche photoconductrice est le sélénium, et l'image est rendue visible en saupoudrant la plaque avec une poudre chargée électrostatiquement (encre en poudre) ayant une charge opposée à celle de l'image électrostatique. La poudre adhère uniquement à l'image et est ensuite transférée sur une feuille de papier ordinaire également soumise à des champs électrostatiques. Un traitement thermique final fusionne la poudre sur le papier pour obtenir une photo permanente. Le procédé produit habituellement une épreuve positive à partir d'un original positif)."[1825]

7.1415 Nous notons que les définitions fournies par les parties sont très génériques et que la World Encyclopaedia reconnaît qu'une photocopie peut être faite au moyen de plusieurs méthodes - d'ailleurs la position 9009 elle-même fait mention des photocopieurs "par contact". Toutefois, elle décrit ensuite la méthode du photocopieur "moderne sur papier ordinaire" qui utilise un tambour chargé électrostatiquement. Nous sommes d'avis que ce type de photocopie semble effectivement être synonyme de la "xérographie" qui utilise une poudre chargée électrostatiquement (encre en poudre) et

---

[1822] Photocopying" World Encyclopaedia 2005, *peut être consulté* à l'adresse suivante: http://www.encyclopedia.com (lu la dernière fois le 23 mai 2010).

[1823] "Xerox, the Story of Xerography" page 12 (pièce US-89) (expliquant que les "photocopieurs analogiques" utilisent un procédé de copie appelé "xérographie", inventé en 1938 par Chester Carlson, et qui repose sur la combinaison de deux phénomènes naturels bien connus: à savoir que les matières de "charges électriques opposées" s'attirent mutuellement et que certaines matières deviennent de "meilleurs conducteurs d'électricité lorsqu'ils sont exposés à la lumière"). Voir aussi Abramsohn, Dr. Dennis A, "*A Comparison of Photocopying to Digital Printing from Hardcopy*" (pièce US-90). Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 158 et 159; la première communication écrite du Japon, paragraphes 98 à 122; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 313 et 314; et la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 371 et 372.

[1824] *Oxford English Dictionary*, 2ème édition, 1989.

[1825] "photography, technology of" (photographie, technologie de la) *Encyclopaedia Britannica. Encyclopaedia Britannica Online*, peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.search.eb.com/eb/article-36511 (lu la dernière fois le 23 mai 2010).

des "champs électrostatiques". C'est pourquoi nous sommes d'avis que les définitions de la "photocopie moderne" et de la xérographie décrivent un procédé de photocopie électrostatique.

7.1416 Nous notons que la sous-position 9009 12 ne vise pas n'importe quel appareil de photocopie électrostatique, mais un appareil qui fonctionne en reproduisant l'image de l'original sur la copie *au moyen d'un support intermédiaire*, qui est également décrit dans la concession par les termes entre parenthèses "(procédé indirect)". La référence faite à un "procédé indirect" distingue ce procédé de la technologie du "procédé direct" visée à la sous-position 9009 11. Essentiellement, dans la photocopie par "procédé indirect" qui fonctionne au moyen d'un support intermédiaire, l'image de l'original n'est pas projetée directement sur le papier, mais est plutôt d'abord projetée sur autre chose que le papier final sur lequel la copie apparaîtra. Cela est confirmé par la définition du terme "intermediate" (support intermédiaire) figurant au paragraphe 7.1406 qui signifie "that print which is used as a master for further reproduction" (l'imprimé qui est utilisé comme copie originale à des fins de reproduction ultérieure). Cela est également confirmé par l'explication de l'expression "procédé de photocopie électrostatique" ci-dessus selon laquelle, dans un photocopieur "moderne" sur papier ordinaire, l'image est projetée sur un tambour ou une plaque électrisé, recouvert de sélénium – un élément photosensible. C'est dans ce tambour ou cette plaque qu'une image latente et invisible est créée lorsque la lumière de l'original y est réfléchie directement. Cela est également compatible avec la définition du terme photocopie donnée par le dictionnaire, qui fait référence à un procédé par lequel une copie est "créée sur une surface sensibilisée" en utilisant de la lumière. Cela indique également que le sens de l'expression "… reproduction de l'image de l'original au moyen d'un support intermédiaire …", telle qu'elle est utilisée dans la concession, nécessite la création de la copie sur une surface sensibilisée sous forme d'"image latente" avant que la copie soit fixée sur le papier.

7.1417 Par conséquent, le sens courant de l'expression "procédé indirect", telle qu'elle est utilisée dans la concession, est un appareil de photocopie électrostatique, fonctionnant en utilisant de la lumière pour projeter l'original de l'image sur une surface sensibilisée, ce qui crée une image latente qu'on fait ensuite adhérer à du papier ordinaire en utilisant une poudre chargée électrostatiquement (encre en poudre) et de la chaleur pour former une copie finale de l'image de l'original sur le papier.

7.1418 Nous notons que les définitions susmentionnées de la photocopie/xérographie électrostatique correspondent aux éléments de preuve présentés par les plaignants pour expliquer le procédé utilisé par les appareils appelés "photocopieurs analogiques".[1826] Nous croyons comprendre que toutes les parties conviennent que les appareils de photocopie électrostatiques "analogiques" sont incontestablement inclus dans le champ de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996. Selon la description qu'en font les plaignants, la photocopie analogique possède les caractéristiques suivantes: premièrement, la "lumière réfléchie" de l'original doit être utilisée immédiatement, sinon elle disparaît. En d'autres termes, la copie de l'original doit être faite immédiatement.[1827] Deuxièmement, selon le procédé susmentionné, l'original est nécessaire chaque fois qu'une copie papier est faite. Autrement dit, chaque "faisceau de lumière" qui éclaire l'original sert à produire une seule copie papier à partir de la machine. Ainsi, par exemple, dix copies nécessiteraient dix "faisceaux de lumière".[1828] Troisièmement, selon le procédé susmentionné, la

[1826] Pièce JPN-35 (fournissant une description graphique du procédé). Voir aussi la pièce EC-66 (fournissant aussi une description graphique du procédé). Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 371, note de bas de page 255.

[1827] Première communication écrite du Japon, paragraphes 113 et 114; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 15 et 16; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 575 à 584.

[1828] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 158 et 159; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 111; première communication écrite du Japon, paragraphes 109, 113 et 114; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 575 à 584.

"lumière réfléchie" n'a qu'un seul but, à savoir faire une "copie" instantanée de l'original dans le tambour ou sur une plaque, avec pour conséquence que l'image créée ne peut jamais être communiquée ou transférée à une autre machine ou un autre dispositif.[1829] Enfin, l'image créée dans le tambour ne peut être manipulée que d'une seule manière: en élargissant ou en réduisant la taille de la copie au moyen d'ajustements des lentilles et de la position des lentilles.[1830]

7.1419 Les plaignants font valoir que c'est le seul type de technologie visée par le sens ordinaire de la concession figurant dans la sous-position 9009 12. En particulier, le Japon attire l'attention sur le singulier utilisé pour les termes original, copie et support intermédiaire à l'appui de son point de vue, selon lequel ce qui est décrit dans la concession est la technologie de photocopie analogique.[1831] Toutefois, les Communautés européennes font valoir que le sens ordinaire de la sous-position 9009 12 nécessite simplement la reproduction de l'original de l'image sur la copie au moyen d'un support intermédiaire et n'exclut pas la possibilité que l'image puisse avoir été traitée par d'autres dispositifs, tels qu'un scanner, avant de parvenir au tambour.[1832]

7.1420 Nous ne pensons pas qu'on puisse répondre à cette question d'interprétation en examinant simplement le sens courant du texte sans tenir compte du contexte ou de l'objet et du but. À cet égard, nous examinerons la *structure* du chapitre 90, dont la position 9009 et la sous-position 9009 12 font partie dans la Liste des CE, ainsi que le reste de la position 9009. De plus, nous procéderons à l'examen d'autres éléments du SH évoqués par les parties, à titre de contexte pour l'interprétation du sens ordinaire de la concession. En particulier, nous examinerons la formulation de la NESH1996 relative à la position 9009, laquelle, selon l'allégation des plaignants, confirme que le champ de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 se limite à la photocopie analogique.

Les termes de la sous-position 9009 12 dans leur contexte

7.1421 Les parties font mention de plusieurs éléments du SH à titre de contexte pour comprendre le sens ordinaire de la concession figurant dans la sous-position 9009 12, telle qu'elle figure dans la Liste des CE. En particulier, elles mentionnent la structure du chapitre 90 du SH1996 (y compris la position 9009) à la lumière des structures et du champ d'application du chapitre 84 (y compris la position 8471) et de la NESH relative à la position 9009. Les plaignants soutiennent que tous ces éléments confirment que la concession figurant dans la sous-position 9009 12 devrait être interprétée étroitement de manière à ne s'appliquer qu'au type spécifique de technologie de photocopie utilisé couramment dans les photocopieurs "analogiques". Toutefois, les Communautés européennes font valoir que rien dans le contexte ne demande une telle interprétation étroite du champ de la concession.

Arguments des parties

SH1996 et position 9009 de la NC, NESH1996 relative à la position 9009, et chapitres 90, 84 et 85

7.1422 Les **plaignants** commencent leur analyse contextuelle en se concentrant sur la *structure* du chapitre 90 du SH1996, dont ils font valoir qu'elle démontre que les produits ayant une technologie

[1829] Première communication écrite du Japon, paragraphes 115 à 117; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 15, 16, 43 et 44; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 575 à 584.
[1830] Première communication écrite du Japon, paragraphes 118 et 119; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 575 à 584.
[1831] Première déclaration orale du Japon, paragraphes 18 et 19; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 52 et 53.
[1832] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 115.

numérique ne sont pas visés par les concessions tarifaires figurant dans ce chapitre.[1833] En particulier, les plaignants attirent l'attention sur la formulation des autres positions du chapitre 90 pour appuyer leur prémisse, qui comprennent des produits reposant sur des technologies "optiques", "analogiques" et "photographiques", au lieu de technologies "numériques".[1834] La formulation des positions du chapitre 90 est présentée ci-dessous:

Chapitre 90 "Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médicochirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils"	
Position **90.01**	"Fibres optiques ..."
Position **90.02**	"Lentilles, prismes, miroirs et autres éléments d'optique …"
Position **90.03**	"Montures de lunettes ..."
Position **90.04**	"Lunettes ..."
Position **90.05**	"Jumelles, longues-vues ..."
Position **90.06**	"Appareils photographiques"
Position **90.07**	"Caméras et projecteurs cinématographiques …"
Position **90.08**	"Projecteurs d'images fixes; appareils photographiques d'agrandissement ou de réduction"
Position **90.09**	"Appareils de photocopie à système optique ou par contact et appareils de thermocopie"
Position **90.10**	"Appareils et matériel pour laboratoires photographiques … non dénommés ni compris ailleurs dans le présent chapitre …"

7.1423 Les plaignants font valoir que le chapitre 90 vise les instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie … et que les titres des positions pertinentes reposent tous sur des technologies optiques et photographiques.[1835] Les plaignants mettent en contraste la formulation figurant dans le chapitre 90 et ses positions avec celle du chapitre 84 qui vise les "réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils" et celle du chapitre 85 qui vise les "machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils".[1836] Le **Japon** fait valoir qu'il y a une distinction entre les produits visés au chapitre 90 et au chapitre 84 qui repose sur le type de technologie utilisé.[1837] Selon les plaignants, il existe une distinction technologique intrinsèque qui

[1833] Le Japon, par exemple, fait observer que les positions pertinentes du chapitre 90 – les positions 90.01 à 90.10 du SH1996 – "font toutes référence à des technologies optiques analogiques, une distinction technologique fondamentale qui exclut les produits fabriqués à partir de technologies numériques de la portée de la position 9009". (Réponse du Japon à la question n° 34 du Groupe spécial) Dans la même veine, voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 160.

[1834] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 160; première communication écrite du Japon, paragraphe 126. Au lieu de citer des termes spécifiques de chacune des positions "pertinentes" du chapitre 90, le Taipei chinois fait référence plus généralement au "titre" du chapitre 90: "Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médicochirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils" (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 595).

[1835] Première communication écrite du Japon, paragraphe 126.

[1836] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 595 et 596.

[1837] Première communication écrite du Japon, paragraphe 126; voir aussi la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 596 et 598.

exclut les produits reposant sur des technologies numériques du champ du chapitre 90, lequel traite des produits optiques ou photographiques, et il serait donc déraisonnable d'interpréter les termes de la position 9009 12 d'une manière si large qu'ils incluraient une technologie fondamentalement différente, telle que la technologie numérique.[1838]

7.1424 Pour illustrer et étayer davantage l'allégation selon laquelle les concessions énoncées au chapitre 90 sont limitées et n'ont rien à voir avec la "technologie numérique", le **Taipei chinois** mentionne l'exemple du traitement tarifaire différent prévu par la Liste des CE pour les "appareils photonumériques" d'une part et les "appareils photographiques" d'autre part. Dans la Liste des CE, fait-il valoir, les "appareils photonumériques" relèvent de la sous-position 8525 40 du SH1996 et, plus précisément, du numéro de position tarifaire 8525 40 11 en tant qu'"appareils de prise de vues fixes vidéonumériques". D'autre part, dans la Liste des CE, les "appareils photographiques" relèvent de la position 9006 du SH1996.[1839]

7.1425 Les **Communautés européennes** rejettent l'argument selon lequel, lorsque les chapitres 84, 85 et 90 sont lus conjointement dans leur contexte, le chapitre 90 devrait être interprété de manière restrictive parce qu'il est plus "spécifique". Les Communautés européennes allèguent qu'elles ne connaissent aucune règle d'interprétation à cet effet dans le SH, qui étaierait une telle approche. La seule chose qu'on puisse dire, font observer les Communautés européennes, c'est que le fait que la note 1 m) de la section XVI du SH exclut expressément le chapitre 90 de cette section (dont les chapitres 84 et 85 font partie) indique que les rédacteurs du SH ont vu un chevauchement possible entre ces trois chapitres et ont trouvé une solution à ce chevauchement en donnant la préférence au chapitre 90, et non aux deux autres chapitres.[1840]

7.1426 Les Communautés européennes rejettent également l'allégation des plaignants selon laquelle les "photocopieurs numériques" ne font pas "partie" du chapitre 90 parce qu'ils n'utilisent prétendument pas de "technologie optique". Les Communautés européennes allèguent qu'en fait ces dispositifs contiennent un scanner qui est lui-même composé d'un "système optique constitué de lampes, de lentilles et de miroirs". En outre, la position 9009 du SH1996 comprend également des photocopieurs sans système optique, à savoir les photocopieurs "par contact" mentionnés dans la sous-position 9009 22 du SH1996.[1841] Les Communautés européennes font valoir qu'il n'existe pas de règle ou principe en vertu duquel un produit doit être exclu des positions du chapitre 90 pour la seule raison qu'il utilise une "technologie numérique".[1842] De fait, les Communautés européennes affirment que divers "produits optiques à technologie numérique" relèvent clairement du chapitre 90.[1843]

[1838] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 160; première communication écrite du Japon, paragraphes 126 à 128; première déclaration orale du Japon, paragraphe 33; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 592 à 598. Le Taipei chinois voit également une confirmation de ce point de vue dans le fait que, contrairement aux positions 8471 et 8517 du SH1996, la position 9009 ne contient pas de "sous-position résiduelle" (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 593).

[1839] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 597. Nous notons que le Taipei chinois formule un argument semblable lorsqu'il traite du "SH en tant que contexte", en alléguant que les appareils "photonumériques" et les appareils "photographiques" sont classés différemment non seulement dans la Liste des CE mais aussi dans le SH, à savoir que les premiers relèvent de la position 8525 du SH1996 et les seconds de la position 90.06 du SH1996 (première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 620).

[1840] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 425.

[1841] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 376 et 377.

[1842] Réponse des Communautés européennes à la question n° 125 du Groupe spécial.

[1843] Les Communautés européennes font observer que les produits ci-après sont des "produits optiques à technologie numérique" qui relèvent néanmoins du chapitre 90: 1) "caméras de poche … contrôlées par un microprocesseur"; 2) "Phototraceur laser pour créer des images latentes de cartes de circuits imprimés sur une

7.1427 S'agissant de l'exemple du traitement différent prévu par la Liste des CE entre les appareils "photonumériques" et les appareils "photographiques", les Communautés européennes font observer qu'en fait la sous-position 8525 40 du SH1996 vise toutes sortes d'"appareils de prise de vues fixes vidéo", qu'ils soient "numériques" ou analogiques". Les Communautés européennes font valoir que cela est confirmé par le fait que, dans l'ATI, la concession figurant dans la sous-position 8525 40 du SH1996 est précédée par le mot "ex", ce qui indique que l'admission en franchise de droits se limitait uniquement à un sous-ensemble de produits dans cette sous-position, à savoir uniquement les "appareils de prise de vues fixes vidéo" qui sont "numériques". Selon les Communautés européennes, le fait qu'un terme ne figurant pas dans la sous-position 8525 40 du SH1996 (à savoir le terme "numérique" qui suit les mots "prise de vues fixes vidéo") a été inclus dans cette "concession faite dans le cadre de l'ATI", combiné au fait que le reste du texte de cette sous-position du SH a été omis (à savoir les mots "et autres caméscopes"), confirme que le champ de la sous-position 8525 40 du SH1996 comprend toutes sortes d'"appareils de prise de vues fixes vidéo". Selon les Communautés européennes, c'était parce que le dispositif était un "appareil de prise de vues fixes vidéo", et non en raison de son caractère "numérique", qu'il relevait de la sous-position 8525 40 du SH1996. Par conséquent, concluent les Communautés européennes, cet exemple n'étaye pas l'argument selon lequel les produits numériques sont exclus en soi du chapitre 90.[1844]

Position 9009

7.1428 S'agissant de l'étendue des concessions figurant dans la position 9009 du SH1996, le **Taipei chinois** fait valoir que, contrairement aux positions 8471 et 8517, le libellé comprend une catégorie très limitée d'appareils (de photocopie et de thermocopie) ainsi que leurs parties et accessoires. Le Taipei chinois fait également observer que la position 9009 n'a pas de catégorie résiduelle.[1845] Le **Japon** fait valoir que le sous-groupe des "appareils de photocopie électrostatiques" figurant dans la position 9009 comprend seulement deux sous-positions à six chiffres plus détaillées: 9009 11 pour la photocopie électrostatique par procédé direct et 9009 12 pour la photocopie électrostatique par procédé indirect. Le Japon fait observer que la formulation des deux sous-positions éclaire la

---

surface photosensible, généralement à partir de formats numériques …"; 3) "Phototraceur laser pour créer des images sur une surface photosensible, généralement à partir de formats numériques …" 4) "enregistreurs de films numériques"; 5) "microscopes numériques". Elles énumèrent ensuite les "machines d'analyse médicale, scientifique et de laboratoire" ci-après comprenant aussi des technologies numériques, mais qui relèvent néanmoins du chapitre 90: 6) "oscilloscopes numériques"; 7) "appareil d'analyse des sons"; 8) "analyseurs de spectre"; 9) "spectromètres"; 10) "analyseurs de réseau"; et 11) "pH-mètres". Les Communautés européennes font valoir que l'élément de preuve indiquant que les produits 1) à 3) relèvent de la position 9006 est la formulation employée dans la NESH2007 relative à la sous-position 9006 (pièce EC-103). Elles font valoir que les éléments de preuve indiquant que le produit 4) relève de la position 9006 sont un règlement de classement des CE de 2000 et une décision HQ des États-Unis datant de 2001 (pièces EC-104 et EC-105). Elles font valoir que l'élément de preuve indiquant que le produit 5) relève de la position 9011 (lequel, nous le notons, est plus précisément un "système de station de micro-inspection" comprenant entre autres choses "un microscope CCD numérique") est un RTC de 2006 du Royaume-Uni (pièce EC-106). Enfin, les Communautés européennes présentent diverses brochures et deux décisions de 2007 de l'OMD en matière de classement comme éléments de preuve à l'appui de leurs allégations selon lesquelles les produits 6) à 11) relèvent, respectivement, des positions 9030, 9027, 9030, 9027, 9031 et 9027 (pièce EC-117). Voir la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 184 et 185 (commentant la réponse du Japon à la question n° 34 du Groupe spécial) et la réponse des Communautés européennes à la question n° 125 du Groupe spécial.

[1844] Réponse des Communautés européennes à la question n° 125 du Groupe spécial (citant le texte complet de la position 8525 du SH1996 ainsi que de la NESH1996 relative à la position 8525). Les Communautés européennes font également référence à la formulation de la note de chapitre 1 h) du chapitre 90 du SH1996, en alléguant qu'elle exclut sans distinction du chapitre 90 tous les appareils de prise de vues fixes vidéo, qu'ils soient numériques ou non).

[1845] Première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 593.

définition du terme "photocopie" figurant dans la position principale. De plus, le Japon fait valoir que le caractère exhaustif des désignations figurant dans les deux sous-positions "indique clairement que la sous-position 9009 12 n'est pas une catégorie "fourre-tout" qui comprend tout "appareil de photocopie" utilisant un mécanisme "électrostatique" autre qu'un "procédé direct"".[1846] Par conséquent, selon le Japon, les termes de la sous-position 9009 12 doivent être interprétés d'une manière restrictive conformément au texte.[1847]

7.1429 Les plaignants font également observer qu'en ce qui concerne les photocopieurs, la position 9009 et ses sous-positions s'appliquent uniquement aux appareils de photocopie à "système optique". Les **États-Unis** expliquent qu'un "système optique" est un système composé d'une "source lumineuse", de "miroirs" et de "lentilles" qui permettent à l'image optique de l'original d'être projetée sur le tambour (le support intermédiaire).[1848] Par conséquent, selon les plaignants, un produit ne peut relever de la sous-position 9009 12 s'il n'utilise pas un système optique consistant en une source lumineuse, des miroirs et des lentilles pour projeter l'original sur le tambour.[1849]

7.1430 Les **Communautés européennes** font d'abord valoir que les distinctions figurant dans les sous-positions à six chiffres de la position 9009 relative aux appareils de photocopie électrostatiques sont exhaustives. Selon les Communautés européennes:

> "[t]ous les appareils de photocopie à système optique et procédé électrostatique relèvent de l'une de ces deux catégories. Comme il est incontestable que les copieurs numériques ne fonctionnent pas selon le "procédé direct", il doit être conclu qu'ils suivent le "procédé indirect"."[1850]

7.1431 De plus, pour réfuter l'argument des États-Unis, les Communautés européennes font valoir que les "copieurs numériques" sont bien munis de "systèmes optiques" ainsi que l'exigent les termes de la concession et d'ailleurs, selon les Communautés européennes, ils comprennent non seulement un mais deux "systèmes optiques" (c'est-à-dire le CCD du scanner et le faisceau laser).[1851] Les Communautés européennes rejettent l'idée selon laquelle il ne peut y avoir qu'un seul "système optique" parce que cette expression figure au singulier dans la concession. Les Communautés européennes font valoir que même si le libellé de la concession devait être interprété étroitement comme excluant l'utilisation de "plus d'un système optique", il est possible de considérer que "tous les éléments d'optique" utilisés dans la copie numérique constituent un "système unique" parce qu'ils

[1846] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 22.
[1847] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 22.
[1848] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 112; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37.
[1849] Voir, par exemple: la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 71, 157 et 159; la première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 à 114; la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; la première communication écrite du Japon, paragraphes 70 à 73, 107 à 122, 158 à 161 et 207; la première déclaration orale du Japon, paragraphe 37; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40 et 41; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 574 à 584; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 299, 300, 314 et 319; les réponses des plaignants à la question n° 29 du Groupe spécial (faisant valoir que l'OMD était d'accord avec leur point de vue selon lequel les copieurs numériques n'étaient pas des photocopieurs); et les réponses du Japon aux questions n° 124, 131 et 136 du Groupe spécial.
[1850] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 110.
[1851] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 114.

"fonctionnent d'une manière étroitement liée pour accomplir une fonction commune", laquelle en l'occurrence est de faire des copies.[1852]

NESH1996 relative à la position 9009

7.1432 Les **plaignants** font valoir que la NESH1996 relative à la position 9009 fournit des éléments contextuels pertinents pour interpréter la concession parce qu'elle traite du sens des termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 concernant les appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect) et qu'elle confirme que cette concession se limite uniquement aux machines qui utilisent une technologie de copie analogique.[1853]

7.1433 Les plaignants allèguent que la NESH1996 relative à la position 9009 étaye leur point de vue selon lequel le sens ordinaire du terme "photocopie" figurant dans la concession ne concerne qu'un procédé de copie analogique et, par conséquent, qu'il ne concerne pas la "copie numérique". Ils attachent une importance particulière à la définition figurant dans les NESH1996 concernant ce que constitue le "système optique" dont l'"appareil de photocopie" doit être muni en vertu de la concession. Ils rappellent l'explication figurant dans cette définition selon laquelle le "système optique", qui comprend principalement une "source lumineuse", des "lentilles" et des "miroirs", est utilisé, comme ce qui se fait dans des "photocopieurs analogiques", pour projeter "l'image optique d'un original sur une surface photosensible".[1854]

7.1434 Le **Japon** fait également observer que l'explication de l'expression "procédé indirect" figurant dans la NESH1996 relative à la position 9009 est très importante pour l'interprétation du membre de phrase "reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" figurant dans la concession. La NESH dispose ce qui suit:

> "Dans le procédé indirect, l'image optique est projetée sur un tambour (ou plaque) recouvert de sélénium ou d'une autre substance semi-conductrice chargée d'électricité statique. Après que l'image latente a été développée au moyen d'un colorant en poudre, elle est transférée sur du papier ordinaire en appliquant un champ électrostatique et fixée sur le papier par un traitement thermique."[1855]

7.1435 Le Japon fait valoir que cette explication confirme donc son interprétation du terme "reproduction" (tel qu'il est utilisé dans la concession) comme signifiant la "projection" de l'original

---

[1852] Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 124 du Groupe spécial (citant la définition ci-après du terme "system" (système) du *Merriam-Webster Online Dictionary*: "a group of devices or artificial objects … forming a network especially for … serving some common purpose" (un groupe de dispositifs ou d'objets artificiels formant un réseau, en particulier pour servir à un but commun).

[1853] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 163; la première communication écrite du Japon, paragraphe 74; la première déclaration orale du Japon, paragraphe 30; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40, 49 et 163; la deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 28 à 30; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 617 à 619; et la deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 59.

[1854] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 163; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 112; première communication écrite du Japon, paragraphes 155 à 161; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 617 à 619.

[1855] Première communication écrite du Japon, paragraphe 62, citant le volume 4 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, Notes explicatives (2ème édition, 1996), à la page 1592 (pièce JPN-23).

de l'image. Cette explication confirme également l'interprétation que donne le Japon de l'expression "un support intermédiaire" figurant dans la concession comme signifiant le "tambour (ou la plaque)" photosensible. Le Japon fait valoir que la NESH décrit un procédé par lequel l'image optique est projetée immédiatement sur le support intermédiaire au lieu d'être convertie en donnée numérique qui peut être archivée, manipulée ou traitée d'autres manières avant d'être utilisée.[1856]

7.1436 Le Japon affirme que les termes de la NESH1996 relative à la position 9009, qui donnent des indications contextuelles "très spécifiques" concernant le sens exact de l'expression "au moyen d'un support intermédiaire" figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996, expliquent très spécifiquement que "l'image optique est projetée sur un tambour (ou une plaque)" et que après que l' "image latente a été développée" sur le tambour photosensible, cette image latente "est transférée sur du papier ordinaire". Le Japon conclut que cette formulation est entièrement compatible avec son interprétation de la sous-position 9009 12 du SH1996 et essentiellement contraire à l'interprétation large que donnent les Communautés européennes de cette concession comme prévoyant la possibilité d'"une large gamme de technologies nécessitant de multiples "supports intermédiaires"", ce qui ne correspond pas aux descriptions contenues dans la NESH.[1857]

7.1437 Les **Communautés européennes** allèguent que la NESH1996 relative à la position 9009 a une valeur probante limitée dans cette affaire parce qu'en plus de ne pas avoir force obligatoire dans le SH, cette NE particulière a été rédigée bien avant que les "copieurs numériques" ne voient le jour. Les Communautés européennes affirment que la NESH1996 relative à la position 9009 reproduit le libellé de la NE relative à cette position de la version de 1988, laquelle était fondée sur la NE de la Nomenclature de Bruxelles, qui remonte à 1966.[1858] Les Communautés européennes font également valoir que les désignations des types spécifiques de machines incluses dans le groupe des appareils de photocopie figurant dans la position 9009 du SH1996 ne sont pas censées être exhaustives et n'excluent pas la possibilité que d'autres types d'"appareils de photocopie" appartiennent au même "groupe".[1859] S'agissant du "système optique", les Communautés européennes font valoir que les "copieurs numériques" correspondent à chacun des éléments de la désignation figurant dans la NESH. Premièrement, parce que dans un copieur numérique l'image optique d'un document est projetée sur une "surface photosensible": la barrette CCD. Deuxièmement, parce que cela se fait au moyen d'un "système optique". Enfin, parce qu'"il est incontestable" que les copieurs numériques comprennent des "composants servant au développement et à l'impression de l'image".[1860]

7.1438 Les plaignants rejettent le point de vue des Communautés européennes selon lequel la formulation de la NESH1996 relative à la position 9009 est "en grande partie obsolète" et qu'elle a donc peu de valeur probante. Même s'il était vrai que la version initiale de la NESH relative à la position 9009 avait été rédigée dans les années 1960, les plaignants se demandaient pourquoi dans les éditions du SH qui avaient été établies *après* que les "copieurs numériques" se sont largement

[1856] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 163; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 112; première communication écrite du Japon, paragraphes 155 à 161 et 163; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 617 à 619.

[1857] Première communication écrite du Japon, paragraphes 162 et 163; première déclaration orale du Japon, paragraphe 30; deuxième déclaration orale du Japon, paragraphes 31 et 32.

[1858] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 381 et note de bas de page 202.

[1859] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 381 à 384; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 116 et 117 et 186 à 191 (commentant les réponses des plaignants à la question n° 35 b) du Groupe spécial); deuxième déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 119. Voir aussi la pièce EC-71, qui reproduit les différentes versions de cette NESH.

[1860] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 382 à 384.

répandus sur le marché, les parties au SH (y compris les Communautés européennes) n'avaient pas modifié la formulation de la NESH relative à la position 9009 afin d'y inclure les "copieurs numériques".[1861] Le Japon fait également valoir qu'indépendamment de la question de savoir si la NESH est simplement "indicative", la "copie numérique" ne peut être visée par la formulation de la position 9009 et de la sous-position 9009 12 du SH1996 parce qu'elle ne fonctionne pas au moyen d'un procédé indirect de photocopie électrostatique qui comprend la projection d'une image optique sur un tambour ou une plaque et ensuite la réalisation d'une photocopie sur du papier ordinaire à partir du tambour ou de la plaque photosensible, comme la NESH1996 relative à la position 9009 le spécifie.[1862]

Examen par le Groupe spécial

7.1439 Nous rappelons que l'Organe d'appel a confirmé que le SH pouvait fournir un contexte additionnel pertinent pour l'interprétation d'une concession tarifaire donnée.[1863] Les parties conviennent toutes que la version de 1996 du SH, sur laquelle est fondée la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, est un document pertinent du SH pouvant fournir un contexte pour déterminer le sens ordinaire de cette concession.[1864] Par conséquent, le **Groupe spécial** constate que le chapitre 90 du SH1996 et les autres chapitres du SH, la position 9009 du SH1996 et d'autres parties du SH telles que les notes explicatives sont un contexte pertinent pour déterminer la portée du sens à donner aux termes employés dans la concession.

Chapitre 90 et chapitres 84 et 85 du SH1996

7.1440 Le **Groupe spécial** croit comprendre que le point de vue des plaignants selon lequel le chapitre 90 du SH1996 se limite à la technologie optique et photographique découle du libellé du titre du chapitre lui-même, qui mentionne spécifiquement les "[i]nstruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médicochirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments ou appareils". Nous notons également que la RGI 1 dispose que le libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres "est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative" et que "le classement [*est*] déterminé légalement d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres …"[1865]

7.1441 Les Communautés européennes ont fourni des éléments de preuve au Groupe spécial comprenant leur propre pratique de classement et, dans certains cas, la pratique des États-Unis à cet

[1861] Voir la réponse des États-Unis à la question n° 35 b) du Groupe spécial; la première communication écrite du Japon, paragraphe 74; la première déclaration orale du Japon, paragraphe 30; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 40; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 617 à 619; et la deuxième déclaration orale du Taipei chinois, paragraphe 59.

[1862] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 59.

[1863] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89 et rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 196 et 199.

[1864] Réponses des parties à la question n° 132 du Groupe spécial (faisant valoir que le SH1996 appliqué au moment de la concession et le SH2007 et les notes explicatives y relatives ne sont ni un "contexte" au sens de l'article 31 2) de la Convention de Vienne, ni un élément dont "il sera tenu compte, en même temps que du contexte", au sens de l'article 31 3) de la Convention de Vienne).

[1865] La RGI 1 dispose que "[l]e libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative; le classement étant déterminé légalement d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres et, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes, d'après les règles suivantes".

égard, certaines décisions de l'OMD et la NESH relative à la position 9006 pour démontrer que le chapitre 90 vise bien certaines technologies numériques.[1866]

7.1442 Nous ne sommes pas sûrs que les plaignants aient suffisamment démontré que le chapitre 90 du SH1996 se limite exclusivement à la technologie optique. Toutefois, les Communautés européennes n'ont pas non plus suffisamment démontré que le chapitre 90 comprenait diverses technologies. Nous notons bien que les titres des chapitres 84 et 85 sont certainement plus larges que celui du chapitre 90. Si les titres des chapitres 84 et 85 font bien mention de certaines technologies spécifiques, telles que les réacteurs nucléaires, ils mentionnent également les "machines, appareils et engins mécaniques" et les "machines, appareils et matériels électriques". Cela nous amène à penser que les rédacteurs du SH savaient comment voir large quand ils en avaient l'intention et qu'ils ne l'ont pas fait dans le titre du chapitre 90. Bien que nous ne puissions conclure sur la seule base de cet élément que le chapitre 90 du SH1996 exclut toute technologie numérique, nous reconnaissons que le titre du chapitre est libellé de façon restrictive et que, sous réserve de la restriction figurant dans la RGI 1 selon laquelle le libellé des titres de chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative, cela peut éclairer notre interprétation des positions qui y figurent.

7.1443 Enfin, nous estimons que l'examen concernant les différents chapitres du SH dans lesquels les "appareils photonumériques" et les "appareils photographiques" sont classés – les chapitres 84 et 90 du SH1996 respectivement – est utile dans une certaine mesure. Nous pensons qu'une longue analyse du débat entre les parties au sujet du classement de ces caméras[1867] ne nous aidera pas à trouver une solution positive au différend, parce que, à notre avis, la résolution de cette question de classement ne résoudrait pas la question du champ de la sous-position 9009 12. Nous notons que toutes les parties admettent, en ce qui concerne l'exemple des caméras, que deux produits qui remplissent essentiellement la même fonction, mais utilisent des technologies différentes, peuvent être classés dans des positions différentes de différents chapitres.

Position 9009

7.1444 Dans la Liste des CE, nous notons que les appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect) sont visés par une concession prévoyant l'application d'un droit liée à l'un des sous-ensembles de machines faisant partie d'un plus grand groupe d'autres machines relevant de la position 9009 du SH1996. En particulier, la position 9009 vise deux types d'appareils de copie: "les appareils de photocopie à système optique ou par contact" et les "appareils de thermocopie". Ainsi, les appareils de photocopie relevant de la position 9009 qui ne sont pas des appareils par contact doivent être des appareils à système optique.[1868]

7.1445 S'agissant de l'expression "système optique", telle qu'elle est employée dans la position 9009, nous notons que l'Encyclopaedia Britannica explique qu'un "optical system" (système optique):

> "consists of a succession of elements, which may include lenses, mirrors, light sources, detectors, projection screens, reflecting prisms, dispersing devices, filters

[1866] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 397 à 399; réponse des Communautés européennes à la question n° 29 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 161 à 175.

[1867] Cela comprend: la question de savoir si la sous-position 8525 40 du SH1996 vise les caméras vidéo "numériques" et "analogiques".

[1868] Nous notons que ni les plaignants ni les Communautés européennes n'ont allégué que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en question étaient des photocopieurs "par contact".

> and thin films, and fibre-optics bundles" (consiste en une succession d'éléments, qui peuvent comprendre des lentilles, des miroirs, des sources lumineuses, des détecteurs, des écrans de projection, des prismes réflecteurs, des dispositifs de dispersion, des filtres et des films minces, et des faisceaux de fibres optiques).[1869]

Nous notons également que la note explicative relative à la position 9009 du SH1996 confirme la définition susmentionnée lorsqu'elle fait référence à un système optique "consistant essentiellement en une source lumineuse, un condensateur, des lentilles, des miroirs, des prismes ou un réseau de fibres optiques".[1870] Par conséquent, le Groupe spécial constate que dans le contexte de la sous-position 9009 du SH1996, un système optique est un système composé des éléments susmentionnés qui est utilisé pour projeter sur une surface sensible à la lumière l'image optique du document à reproduire.

7.1446 Dans la position 9009, les appareils de photocopie se répartissent en deux catégories, dont chacune se subdivise en sous-positions à six chiffres. Il y a d'abord la catégorie des "appareils de photocopie électrostatiques" qui comprend deux sous-positions à six chiffres, à savoir les sous-positions 9009 11 et 9009 12. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, la sous-position 9009 11 vise les appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction directe de l'image de l'original sur la copie (procédé direct), tandis que la sous-position 9009 12 vise ceux qui fonctionnent par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect). Le second groupe d'appareils de photocopie sont les "[a]utres appareils de photocopie"; dans cette catégorie, il y a également deux sous-positions à six chiffres, l'une pour les appareils de photocopie à système optique (9009 21) et l'autre pour les appareils de photocopie par contact (9009 22). Par conséquent, la structure de la position 9009 est telle que les machines qui en relèvent sont réparties en sous-groupes et en subdivisions sur la base de désignations qui font référence à la technologie de copie qu'elles utilisent. En d'autres termes, la *manière* dont ces machines font des copies est un élément essentiel de la structure et de la logique des concessions figurant dans cette position et, par conséquent, un élément crucial qui éclaire leur champ. Ce point de vue est confirmé par l'emploi de l'expression "fonctionnant par" dans ces deux sous-positions, qui indique l'intention d'expliquer comment ces machines "fonctionnent".[1871] Qui plus est, nous observons que la position 9009 ne comprend pas de catégories résiduelles sous forme de catégories "autres", ce qui nous donne fortement à penser que la position est censée viser des formes très spécifiques de production d'une copie.

7.1447 Nous estimons comme les plaignants que la structure de la position conduit à la conclusion que les sous-positions 9009 11 et 9009 12 sont limitées et exhaustives. Premièrement, nous ne pouvons pas admettre l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle tout ce qui n'est pas un "procédé direct" est nécessairement, par conséquent, un "procédé indirect". Les sous-positions désignent des procédés particuliers avec spécificité, ce qui étaye la conclusion que ces sous-positions ne doivent pas être interprétées largement. Par ailleurs, aucune sous-position n'est qualifiée de catégorie résiduelle ou de catégorie "autre". Si les rédacteurs avaient eu l'intention d'inclure toutes les formes de photocopies électrostatiques qui n'étaient pas "directes" dans la sous-position 9009 12, ils

---

[1869] "optics" ("optique") (2010). Dans Encyclopædia Britannica. Consulté la dernière fois le 9 juin 2010, sur Encyclopædia Britannica Online: http://www.britannica.com/EBchecked/topic/430511/optics.

[1870] (Pièce JPN-23).

[1871] À cet égard, nous notons que le verbe transitif "operate" (fonctionner) signifie "to cause to function: work" (faire fonctionner: fonctionner) (Selon le dictionnaire Merriam-Webster Online, le terme "operate" (fonctionner) est un "*verbe transitif*" "**1**: bring about, effect; **2 a**: to cause to function: work **b**: to put or keep in operation; **3**: to perform an operation on; *especially*: to perform surgery on" (**1:** assurer, effectuer; **2 a):** faire fonctionner: fonctionner **b)**: mettre ou maintenir en activité; **3:** réaliser une activité, *en particulier*: réaliser une opération chirurgicale sur" ("operate" (fonctionner) Merriam-Webster Online Dictionary.2010.Merriam Webster Online. 31 mai 2010 <http://www.merriam-webster.com/dictionary/operate>).

auraient désigné la catégorie en employant le terme "autres", ce qui est la pratique normale dans tout le SH. Par conséquent, nous ne pouvons pas conclure que l'expression "procédé indirect" figurant dans la sous-position 9009 12 s'entend simplement de tous les appareils de photocopie électrostatiques qui ne sont pas inclus dans la sous-position 9009 11. La concession doit avoir un sens et pour qu'un appareil de photocopie électrostatique soit visé par la concession figurant dans la sous-position 9009 12, il doit produire des photocopies en utilisant un système optique et au moyen d'un support intermédiaire (c'est-à-dire un procédé indirect).

7.1448 De plus, lorsque les termes de la sous-position 9009 12 sont considérés dans le contexte du reste de la position, nous estimons que la photocopie par "procédé indirect" suppose un procédé très spécifique dans lequel le système optique joue un rôle très précis, à savoir réfléchir l'image de l'original directement sur un support intermédiaire, en général un tambour électrostatique, sous la forme d'une image latente qui est ensuite, à partir de ce tambour, transposée et fixée sur du papier ordinaire en utilisant une poudre chargée électrostatiquement et de la chaleur. Nous notons également qu'aucune des définitions qui nous ont été présentées concernant le terme "photocopie", ou tout autre terme connexe, ne mentionne la "lumière" en association avec un autre but que celui de produire une image latente "intermédiaire" de l'original. Il n'est pas fait mention, par exemple, de l'utilisation de la lumière dans le cadre de la numérisation de l'original. Cela nous indique que dans la concession en cause, le sens des expressions "système optique" et "support intermédiaire" est incompatible avec une interprétation selon laquelle ces expressions incluraient l'utilisation d'un scanner[1872] ou d'un procédé encore plus indirect où l'image est projetée sur le tambour par autre chose que le système optique. Ici aussi, nous estimons que cela nous conduit à interpréter ces deux expressions ("système optique" et "support intermédiaire") comme ayant des sens très spécifiques qui les limitent au procédé de copie analogique décrit ci-dessus.

7.1449 Sur la base de ce qui précède, nous concluons que le membre de phrase "reproduction de l'image de l'original … au moyen d'un support intermédiaire", tel qu'il est employé dans la concession, indique que la photocopie électrostatique par "procédé indirect" nécessite que l'appareil utilise un système optique pour projeter l'original de l'image directement et immédiatement sur une surface photosensible, ce qui crée une image latente (dans un tambour chargé électrostatiquement ou sur une plaque) qui est ensuite fixée sur du papier ordinaire en utilisant une poudre chargée électrostatiquement (encre en poudre) et de la chaleur pour former une copie finale de l'original de l'image sur le papier.

NESH1996 relative à la position 9009

7.1450 Nous commençons par les arguments des parties concernant la pertinence de la NESH1996 relative à la position 9009. Nous ne sommes pas d'accord avec les Communautés européennes pour dire que cette NESH n'est pas pertinente. En fait, nous estimons qu'il s'agit d'un élément contextuel utile qui confirme les conclusions textuelles que nous avons formulées ci-dessus concernant le champ de la concession en cause. Bien qu'il soit vrai que, comme toute NESH, la NESH1996 relative à la position 9009 n'est pas contraignante dans le SH et peut avoir une valeur probante moins grande que d'autres éléments contraignants du SH, tels que les textes des positions mêmes et des notes de chapitres ou de positions, cela ne veut pas dire que, par définition, les NESH n'ont aucune valeur probante au titre de la Convention de Vienne. En fait, comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, la "valeur probante" d'un élément du SH dépend davantage "de la

[1872] Nous faisons observer que bien qu'un scanner puisse renfermer un système optique, il n'est pas lui-même un système optique et il n'utilise pas le système optique pour projeter l'original de l'image sur le tambour, mais plutôt pour numériser l'original de l'image et l'archiver sous forme de données. Voir How Scanners Work (pièce EC-65).

mesure dans laquelle il est pertinent" "pour la question d'interprétation en cause" que du fait que cet élément est contraignant ou pas. Par conséquent, "on ne peut pas exclure qu'une note explicative qui traite directement d'une question d'interprétation donnée sera plus probante qu'une note de chapitre qui ne se rapporte pas spécifiquement à cette question d'interprétation"[1873], dans la mesure où la NESH apporte des précisions supplémentaires et ne contredit pas la note de chapitre. Nous estimons que la NESH1996 relative à la position 9009 en cause dans le présent différend relève exactement du genre de situation décrite dans les propos ci-dessus de l'Organe d'appel. En définissant précisément les divers termes de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 (par exemple qu'est-ce qu'un "système optique" et comment fonctionne-t-il, et surtout, qu'est-ce qu'un "procédé indirect"), cette NESH "traite directement" de la "question d'interprétation" dont nous sommes saisis: le champ et le sens de la concession visée par la NESH1996 relative à la position 9009. Nous concluons donc que la NESH1996 relative à la position 9009 a pour nous une valeur probante très élevée.

7.1451 La partie A) 1) commence par une reproduction mot à mot de la formulation des sous-positions 9009 11 et 9009 12 du SH1996 et définit ensuite ce que sont les procédés "directs" et "indirects". Nous estimons que cela signifie, au moins en ce qui concerne le "procédé indirect", que la définition figurant dans la NESH est assez exhaustive. Nous notons que dans cette définition il n'est fait mention de rien qui ressemble au procédé de copie numérique (par exemple le procédé de numérisation au moyen d'un scanner, la sauvegarde des données dans la mémoire de la machine avant l'impression), à l'exception de l'utilisation d'un procédé électrostatique pour imprimer l'image (et, même dans ce cas, l'impression se fait différemment en reconstruisant l'image numérique sur le tambour), lequel peut être utilisé dans d'autres technologies qui pourraient être classées dans d'autres positions.[1874]

7.1452 Nous rappelons également notre observation selon laquelle l'"inclusion" d'un "système optique" fait partie de la désignation [en anglais] figurant dans la concession. Cela signifie qu'un "système optique" fait partie intégrante de ce que l'on considère comme constituant un appareil de photocopie électrostatique utilisant le procédé indirect et, en définitive, comme définissant le champ de la concession. Nous rappelons la conclusion que nous avons formulée ci-dessus selon laquelle la position 9009 indique que le "système optique" requis est constitué de la combinaison, entre autres choses, d'une "source lumineuse", de miroirs et de lentilles qui sont des éléments nécessaires au procédé de copie analogique, de façon à permettre la projection de l'image optique de l'original sur le tambour électrostatique. Nous estimons que la NESH1996 confirme cette interprétation, non seulement en définissant quels sont les principaux composants du "système optique" ("une source lumineuse, un condensateur, des lentilles, des miroirs, des prismes ou un réseau de fibres optiques), mais aussi, aspect plus important, en expliquant son but et son fonctionnement: "projet[er] sur une surface sensible à la lumière l'image optique du document à reproduire".

7.1453 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous estimons que le contexte fourni par le libellé de la NESH1996 relative à la position 9009 facilite notre compréhension du sens courant des termes de la sous-position 9009 12 de la Liste des CE. Lisant la concession dans son contexte par rapport au reste de la relation entre les chapitres 90, 84 et 85, sur la base de la structure et du champ de la position 9009, et compte tenu des références explicites et directes qui sont faites aux termes pertinents dans la NESH1996 relative à la position 9009, nous concluons que le sens ordinaire de

[1873] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 224, note de bas de page 431.

[1874] À titre d'exemple, nous notons que toutes les parties conviennent que le moteur d'impression (ou module d'impression) renfermé dans les produits en cause pourrait être utilisé comme composant dans d'autres technologies qui ne seraient pas connectées à un ordinateur et ne pourraient donc pas être classées dans la sous-position 8471 60.

l'expression "appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 se limite au procédé de photocopie "analogique" très spécifique décrit dans la NESH.

Objet et but

7.1454 Les parties n'ont présenté aucun argument additionnel portant spécifiquement sur l'objet et le but de cette concession tarifaire, à l'exception de leurs arguments plus généraux sur l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994.

7.1455 Nous rappelons la constatation que nous avons formulée au paragraphe 7.547 ci-dessus, selon laquelle l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994 sont d'assurer la sécurité et la prévisibilité de réductions tarifaires mutuellement avantageuses et réciproques. Nous ne voyons rien dans notre interprétation, selon laquelle la sous-position 9009 12 de la Liste des CE se limite au type de technologie qui y est désignée expressément, qui contredirait l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC* et du GATT de 1994.

Pratique ultérieurement suivie

Arguments des parties

7.1456 Les **Communautés européennes** présentent des arguments concernant leur propre pratique en matière de classement, celles des plaignants et celles d'autres Membres qui, font-elles valoir, étayent leur position selon laquelle la copie numérique est une forme de photocopie au sens de la position 9009 du SH1996, et plus spécifiquement de la sous-position 9009 12. En particulier, les Communautés européennes mentionnent un règlement de classement de 1995 de la Commission, les mesures contestées et l'arrêt de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Kip*.[1875] Les Communautés européennes présentent également des exemples de pratique qui aurait été suivie par les États-Unis et le Taipei chinois consistant à classer les copieurs numériques sous la sous-position 9009 12.[1876] Enfin, les Communautés européennes ont aussi mentionné les discussions relatives à la portée de la sous-position 9009 12 à l'OMD qui, selon ce qu'elles font valoir, prouvent que la position des plaignants exposée dans le présent différend n'était pas partagée par un grand nombre d'autres Membres de l'OMC.[1877]

7.1457 Les **États-Unis** contestent l'interprétation que donnent les Communautés européennes de leur pratique en matière de classement douanier des copieurs numériques.[1878]

7.1458 Le Japon réfute les arguments des Communautés européennes selon lesquels elles ont suivi une pratique constante en présentant une déclaration faite par les Communautés européennes dans le

[1875] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 385 à 389.

[1876] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 390 à 396; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 121 à 124.

[1877] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 397 à 399.

[1878] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 9 et 11; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 42 (faisant valoir qu'"[e]n fait les CE ne font qu'attirer l'attention sur deux opinions antérieures aux négociations relatives à l'ATI – tout en faisant abstraction du grand nombre d'opinions présentées au Groupe spécial dans lesquelles le Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis a considéré que les MFM étaient des "unités d'entrée ou de sortie" au sens de la sous-position 8471 60" et faisant référence aux 16 décisions rendues par le CBP entre 1996 et 1999 figurant dans les pièces EC-73 et EC-74 classant les MFM dans la sous-position 8471 60).

cadre de la définition du champ des produits visés par une ordonnance en matière de droits antidumping, selon laquelle la copie numérique n'est pas de la photocopie.[1879]

Examen par le Groupe spécial

7.1459 Le **Groupe spécial** rappelle qu'une bonne part des éléments mentionnés par les Communautés européennes en tant que pratique ultérieurement suivie démontrant l'existence d'une pratique commune, constante et concordante des Membres sont semblables ou identiques à ceux qu'elles ont présentés dans le cadre de l'examen de la sous-position 8471 60. Nous faisons également observer que l'ordonnance en matière de droits antidumping présentée par le Japon, même s'il s'agissait d'un élément de preuve concernant l'existence d'une pratique ultérieurement suivie, ne servirait qu'à indiquer qu'il existe un manque de cohérence au sein des Communautés européennes.

7.1460 Par conséquent, nous réaffirmons la conclusion que nous avons formulée au paragraphe 7.1351 ci-dessus selon laquelle les documents qui nous ont été présentés ne sont pas du tout "constants, communs et concordants", et selon laquelle ils ne nous permettent pas de déceler une tendance supposant l'existence d'un accord entre les parties à l'*Accord sur l'OMC* et au GATT de 1994 concernant l'interprétation de la concession figurant dans la sous-position 9009 12.

7.1461 S'agissant des discussions à l'OMD, nous notons qu'elles se sont déroulées entre 1998 et 2003 et qu'il y avait un net désaccord entre les Membres au sujet des paramètres des positions 8471 et 9009 du SH1996 et de la question de savoir s'il y avait un quelconque chevauchement. De fait, quand la question a fait l'objet d'un vote, il y a eu partage des voix.[1880] Par conséquent, si ces discussions montrent effectivement que beaucoup de Membres de l'OMC ne partageaient pas les points de vue des plaignants, elles montrent aussi que beaucoup de Membres de l'OMC ne souscrivaient pas non plus à la position des Communautés européennes. Nous ne voyons donc pas comment ces discussions pourraient refléter les intentions communes des parties et éclairer notre interprétation.[1881]

Autres arguments

Arguments des parties

7.1462 Les **Communautés européennes** ont cité l'historique de la négociation de l'ATI et de l'ATI II comme moyens complémentaires d'interprétation de la concession figurant dans la sous-position 9009 12.[1882] Nous notons également que le **Japon** et le **Taipei chinois** ont cité des éléments provenant du SH2007, y compris une NESH, pour leurs arguments concernant le champ de la concession relative aux appareils de photocopie électrostatiques "fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996. En particulier, ils font valoir que la position 8443 du SH2007,

[1879] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 60.
[1880] Lettre de l'OMD du 29 septembre 2009, paragraphe 27 (expliquant que "[l]orsque la question a été soumise à un vote par appel nominal, 33 délégués ont voté en faveur de la proposition voulant que la "photocopie" ne soit pas limitée à la projection d'une image sur une surface photosensible et que la position 90.09 actuelle couvre effectivement la copie numérique, tandis que 33 délégués ont voté contre. Il y a eu une abstention").
[1881] Nous relevons aussi que l'une des parties au différend, le Taipei chinois, n'est pas membre de l'OMD et ne pouvait donc pas participer à ces discussions.
[1882] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 397 à 406.

ainsi que la NESH relative à cette position, fournissent d'autres indications pour déterminer le champ de la concession initiale figurant dans la sous-position 9009 12.[1883]

7.1463 Nous notons que les **États-Unis** et les Communautés européennes ont fait valoir que ni le SH2007 ni la NESH2007 relative à la position 8443 ne pourraient servir d'outils interprétatifs au titre des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne pour comprendre les intentions communes des Membres en 1996 en ce qui concerne le sens de la concession figurant dans la sous-position 9009 12.[1884] Bien qu'elles rejettent l'utilisation de ces outils dans la présente affaire, les Communautés européennes estiment que, dans certains cas, le SH2007 et la NESH2007 pourraient être pertinents comme "moyens complémentaires d'interprétation" au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne pour l'interprétation d'une concession fondée sur une position du SH1996 si le libellé des anciennes et des nouvelles positions était identique et *tous* les éléments contextuels pertinents (par exemple les notes de sections, de chapitres et de positions; les positions et sous-positions pouvant éventuellement se chevaucher) avaient été reportés sans changements d'une version du SH à la suivante.[1885] Toutefois, les États-Unis rejettent la possibilité même théorique soulevée par les Communautés européennes, selon laquelle les versions du SH suivant celle sur laquelle les concessions tarifaires de l'OMC étaient fondées pourraient constituer d'"*autres* moyens complémentaires d'interprétation" au titre de l'article 32 de la Convention de Vienne. Les États-Unis estiment que les modifications du SH, convenues près de dix ans après que les concessions pertinentes avaient été adoptées, ne fournissent aucune indication concernant le sens de ces concessions.[1886]

Examen par le Groupe spécial

7.1464 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 laisse le sens ambigu ou obscur ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.[1887]

7.1465 S'agissant des documents relatifs au "paysage" [de l'ATI] présentés dans le cadre des négociations de l'ATI, nous rappelons avoir déterminé au paragraphe 7.581 ci-dessus que la prise en considération de ces documents qui n'ont été examinés que par un sous-ensemble de participants à l'ATI (les membres de la "Quadrilatérale" en particulier) et qui n'ont pas été distribués avant le présent

[1883] Première communication écrite du Japon, paragraphes 165 à 168; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 71 à 73; observations du Japon sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 134 du Groupe spécial; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 171 et 636 à 638; réponse du Taipei chinois à la question n° 134 du Groupe spécial.

[1884] Réponse des États-Unis aux questions n° 132 et 134 du Groupe spécial; observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 134 du Groupe spécial (notant également, dans leur réponse et leur observation sur la réponse des CE à la question n° 134 du Groupe spécial, que le fait que les Listes de concessions des Membres de l'OMC n'ont pas encore été certifiées dans la nomenclature du SH2007 indique l'absence d'accord sur la relation entre le SH2007 et les Listes des Membres); première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408; réponse des Communautés européennes aux questions n° 35 b) et 134 du Groupe spécial.

[1885] Réponse des Communautés européennes à la question n° 134 du Groupe spécial.

[1886] Réponse des États-Unis aux questions n° 132 et 134 du Groupe spécial; observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 134 du Groupe spécial (notant également, dans leur réponse et leur observations sur la réponse des CE à la question n° 134 du Groupe spécial, que le fait que les Listes de concessions des Membres de l'OMC n'ont pas encore été certifiées dans la nomenclature du SH2007 indique l'absence d'accord sur la relation entre le SH2007 et les Listes des Membres).

[1887] Voir le paragraphe 7.65 ci-dessus.

différend, ne devrait avoir aucune influence sur notre interprétation des concessions découlant de l'ATI, qui ont été inscrites par la suite dans les Listes des participants à l'ATI.

7.1466 S'agissant des propositions présentées par le Japon durant les négociations de l'ATI II, nous rappelons la constatation que nous avons formulée au paragraphe 7.587 ci-dessus, selon laquelle nous ne devrions pas attribuer une grande importance aux déclarations faites dans le contexte des négociations concernant un accord distinct succédant à un accord initial et qui n'a pas encore été conclu et lorsque l'étendue des progrès menant à la conclusion d'un tel accord reste peu claire.

7.1467 Enfin, nous rappelons la conclusion que nous avons formulée au paragraphe 7.1367, selon laquelle le SH2007 et la NESH2007 relative à la position 8443 ne peuvent servir de moyens complémentaires d'interprétation pour les concessions figurant dans les sous-positions 8471 60 et 9009 12 du SH1996.

Conclusion concernant le sens ordinaire

7.1468 Le **Groupe spécial** fait observer que le contexte examiné, en particulier la NESH1996 relative à la position 9009, étaye le point de vue selon lequel le "procédé indirect" utilisé par un appareil de photocopie électrostatique, qui est visé par la sous-position 9009 12, est identique au procédé utilisé par les "photocopieurs analogiques" pour faire des photocopies. Nous concluons donc que le sens ordinaire de la concession relative aux appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par "procédé indirect" figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, lorsqu'il est considéré dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord, se limite au procédé de photocopie utilisé par les "photocopieurs analogiques".

ii) Les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12?

7.1469 Maintenant que nous comprenons le champ de la concession tarifaire énoncée dans la sous-position 9009 12 du SH1996 figurant dans la Liste des CE, nous devons déterminer si les produits en cause, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, sont visés par cette concession, qui prévoit un droit *ad valorem* de 6 pour cent. Si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par cette concession, les Communautés européennes auraient le droit, comme elles le font valoir, de percevoir un droit *ad valorem* de 6 pour cent sur certains de ces produits plutôt que devoir accorder le traitement en franchise de droits qui devrait être appliqué à ces produits selon les plaignants.

7.1470 Nous notons que les parties ont expliqué le procédé au moyen duquel les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information créent des copies. Selon les États-Unis et le Japon, un copieur numérique est un dispositif numérique qui contient une unité d'entrée (une unité de scannage) et une unité de sortie (une unité d'impression qui sert à imprimer les données de sortie numériques provenant du dispositif).[1888] Ils font observer qu'un document est converti en informations numériques et que l'unité d'impression sert à imprimer ces informations numériques sur papier. Les États-Unis expliquent que c'est l'unité de scannage qui crée le fichier maître numérique du document en convertissant des points lumineux en signaux électriques et ensuite en données numériques. En outre, les États-Unis expliquent que c'est l'unité d'impression qui convertit le fichier en une ou plusieurs impressions. Les États-Unis et le Japon font observer que le

[1888] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 157 à 160; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 et 112; les réponses des plaignants à la question n° 79 du Groupe spécial.

scanner de la MFM n'utilise la lumière qu'une seule fois, pour convertir l'original en données numériques. Le Japon et le Taipei chinois expliquent que la numérisation se fait au moyen d'une barrette de "dispositifs à couplage de charge" (CCD) qui consiste en de nombreuses diodes qui convertissent des photons de lumière en impulsions électriques qui deviennent le signal numérique. Les données numériques peuvent alors être transmises pour être imprimées. Une fois que l'image est numérisée, on peut faire autant d'impressions que nécessaire. Selon le Taipei chinois, la MFM utilise alors un laser pour transmettre les données numériques sur un tambour électrostatique afin de former une image de l'original; cette image est ensuite imprimée en utilisant un procédé électrostatique pour transférer cette image au moyen d'une encre en poudre sur un support tel que du papier.

7.1471 Les Communautés européennes expliquent que lorsque l'image est placée sur la plaque de verre du photocopieur numérique, elle est éclairée et réfléchie par un miroir incliné sur un autre miroir et qu'il peut y avoir plus de deux miroirs. Elles expliquent que chaque miroir est légèrement courbé pour faire converger l'image qu'il réfléchit sur une surface plus petite. Le dernier miroir réfléchit alors l'image sur une lentille. La lentille fait converger l'image à travers un filtre sur la barrette de "dispositifs à couplage de charge" (CCD) qui convertit l'original de l'image en signaux électriques. La source lumineuse projette ainsi l'image de l'original sur le "dispositif à couplage de charge" (CCD), qui la convertit en signaux électriques et crée une image numérique. Grâce à un faisceau laser, l'image numérisée est transférée sur un "tambour électrostatique". L'image est ensuite développée et imprimée.

Arguments des parties

7.1472 Les **Communautés européennes** soutiennent que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information à procédé électrostatique et qui assurent des fonctions de copie qui ne sont pas secondaires ou sont au moins équivalentes aux autres fonctions de l'appareil sont des appareils de photocopie électrostatiques visés par la concession prévoyant l'application d'un droit figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996. Les Communautés européennes estiment qu'étant donné que la *lumière* est utilisée dans la copie numérique, bien que différemment par rapport à la photocopie analogique, il s'ensuit que ce dernier procédé constitue également de la "photocopie" aux termes de la concession. Les Communautés européennes font également valoir que dans ce dernier procédé, lorsque l'original est numérisé avant que l'image soit (re)créée dans le tambour, il y a non seulement un, mais deux "systèmes optiques" qui sont utilisés, à savoir le CCD du scanner et ensuite le "laser". Enfin, les Communautés européennes soutiennent que, conformément aux termes de la concession, le procédé numérique comporte l'utilisation non seulement d'un, mais de divers "supports intermédiaires" fonctionnant ensemble: un scanner, le laser et enfin le "tambour électrostatique". Comme les termes de la concession en cause ont un sens plus large que ce que prétendent les plaignants, les Communautés européennes concluent qu'ils comprennent également la copie numérique en tant que forme de "photocopie électrostatique par procédé indirect", en dépit des différences technologiques entre ce procédé et le procédé de copie analogique.

7.1473 Les **plaignants** font valoir qu'étant donné que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information font des copies en utilisant une technologie numérique bien différente de la "photocopie électrostatique par procédé indirect" et qu'elles assurent d'autres fonctions n'ayant rien à voir avec la copie, ces produits ne peuvent jamais relever de la concession prévoyant l'application d'un droit figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996. Ils opposent leur compréhension de ce que signifie la photocopie électrostatique utilisant un "procédé indirect" à la manière dont les copies sont faites en utilisant un procédé de "copie numérique". Ils estiment que les différences entre ces deux procédés confirment que la "copie numérique" ne peut jamais être visée par la concession en cause.

7.1474 En particulier, les plaignants se concentrent sur la manière différente dont la lumière est utilisée par ces deux procédés pour étayer leurs points de vue selon lesquels les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne sont pas visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12.[1889] Même s'ils estiment comme les Communautés européennes que la lumière est utilisée et qu'elle est nécessaire dans la "copie numérique", ils font valoir qu'elle est utilisée dans un but très différent dans la copie numérique; à savoir pour permettre au scanner se servant d'un CCD de convertir l'original en "données numériques", lesquelles, si nécessaire, peuvent ensuite être imprimées par le procédé électrostatique de la machine.

7.1475 Étant donné que le sens du terme "photocopie" se limite à la réflexion d'une image optique de l'original sur le tambour électrostatique pour produire l'image latente et ne comprend pas le recueil de données numériques, les plaignants soutiennent que ce que font les copieurs numériques n'est pas de la photocopie au sens de la position 9009. De même, comme le but du système optique, tel qu'il est décrit dans la position 9009, est de projeter l'original de l'image sur un tambour électrostatique, les plaignants font valoir que ni le "scanner" ni le CCD qui en fait partie ne peuvent être considérés comme constituant un "système optique" au sens des termes de la concession. De même, ils affirment également que selon une lecture correcte de la concession, le "support intermédiaire" désigne le tambour électrostatique, sur lequel l'image latente est projetée et qui la transfère ensuite sur le papier en utilisant une poudre chargée électrostatiquement (encre en poudre). Par conséquent, selon les plaignants, ni l'"unité de scannage" ni l'"unité d'impression laser", qui sont nécessairement utilisées dans la "copie numérique" ne peuvent être considérées, prises isolément ou conjointement, comme le "support intermédiaire" décrit par la concession. Cela confirme, font-ils observer, que la concession se limite à un "support intermédiaire" unique et spécifique, à savoir le "tambour électrostatique".[1890]

Examen par le Groupe spécial

7.1476 Le **Groupe spécial** commence en rappelant qu'il est incontestable que toutes les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause font uniquement des copies numériquement et qu'elles le font en utilisant une unité de scannage. En conséquence, ces machines n'utilisent *jamais* le procédé de copie analogique, lequel, comme nous l'avons conclu ci-dessus, caractérise la photocopie électrostatique par procédé indirect visée par la concession en cause. Nous rappelons que nous avons conclu que le sens ordinaire des termes de la concession relative aux "appareils électrostatiques par procédé indirect", lorsqu'il était interprété dans le contexte voulu et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord, ne comprenait pas, en fait, la copie numérique.

7.1477 Sur la base de notre examen des communications et des éléments de preuve qui nous ont été présentés, nous croyons comprendre que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information font des copies au moyen d'un procédé connu sous le nom de "copie

[1889] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 158, et la pièce US-90.

[1890] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 71, 157 et 159; la première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 à 114; la deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; la première communication écrite du Japon, paragraphes 70 à 73, 107 à 122, 158 à 161 et 207; la première déclaration orale du Japon, paragraphe 37; la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40 et 41; la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 574 à 584; la deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 299 et 300, 314 et 319; les réponses des plaignants à la question n° 29 du Groupe spécial (faisant valoir que l'OMD a souscrit à leur point de vue selon lequel les copieurs numériques ne sont pas des photocopieurs); et les réponses du Japon aux questions n° 124, 131 et 136 du Groupe spécial.

numérique"[1891]: qui comprend l'utilisation d'un "scanner", qui est un dispositif ou un élément permettant la conversion d'informations, telles qu'un texte et des images, en données numériques.[1892] Le composant essentiel des scanners est toujours un "capteur d'image", en général un dispositif à couplage de charge (ou, simplement, "CCD").[1893] Dans la "copie numérique", lorsque l'original est placé sur la plaque de verre de la machine, une lampe est utilisée pour éclairer le document. L'image du document scanné parvient alors à la barrette CCD du scanner utilisé dans la machine à travers une série de miroirs, de filtres et de lentilles[1894] et est ensuite convertie en signaux électriques (données numériques) et sauvegardée sous forme de "fichier numérique". Ces "données numériques" sont alors archivées sous forme de "fichier numérique" et disposées sous forme de "fichier de pagination" lequel, au moyen d'un "processeur d'image trame" (ou "RIP"), est ensuite décomposé "en un grand nombre de tout petits points" (afin de pouvoir être utilisé par le laser de la machine). Une fois que cela est fait, ce "fichier de pagination" est envoyé à l'"unité d'impression laser" de la machine, qui est elle-même composée d'un "faisceau laser", d'un "miroir orientable" et de "lentilles". Le "laser" reçoit les données (c'est-à-dire les points minuscules qui constituent le texte et les images) et, au moyen du "miroir orientable" et des "lentilles", il "reconstruit" ou "recrée" l'original qui a été scanné au début du procédé en diffusant des impulsions de "lumière laser" sur un tambour électrostatique. À partir de ce point, l'opération se déroule de manière semblable à ce qui a été décrit ci-dessus pour les "photocopieurs analogiques".[1895] Il existe toutefois une différence générale importante dans la manière dont les machines utilisant ces deux procédés produisent des copies papier: contrairement à la "photocopie analogique", dans le cas de la "copie numérique" il n'est pas nécessaire de répéter l'opération pour chaque copie souhaitée parce qu'après un seul scannage de l'original, un "fichier numérique" est créé et archivé dans la machine, ce qui permet l'impression d'autant de copies que la mémoire du dispositif le permet. L'original n'est donc plus nécessaire après le scannage.[1896]

[1891] Pièce JPN-35 (fournissant une description graphique); voir aussi la pièce EC-66 (contenant une description graphique incluse dans une note informelle de 1998 qui aurait été présentée par le Japon au CITA). Voir la première communication écrite des Communautés européennes, note de bas de page 255 relative au paragraphe 371.

[1892] En d'autres termes, les scanners sont un élément fondamental de la "numérisation" de l'original, c'est-à-dire de l'"entrée d'un signal analogique sous forme numérique". D'une manière générale, le terme "digitizing" (numérisation) signifie "the representation of an object, image, sound, document or a signal (usually an analogue signal) by a discrete set of its points or samples [,which occurs when these diverse forms of information] ... are converted into a single binary code, i.e. a sequence of 0s and 1s" (la représentation d'un objet, d'une image, d'un son, d'un document ou d'un signal (habituellement un signal analogique) par un ensemble distinct de ses points ou échantillons, [qui se produit lorsque ces diverses formes d'informations] … sont converties en un code binaire unique, c'est-à-dire une séquence de 0 et de 1). (*Wikipedia*, "Digitalizing", http://en.wikipedia.org/wiki/Digitizing#cite_note-2 (consulté le 13 mai 2010)).

[1893] Nous observons que la technologie CCD a été inventée en 1969 par Willard Boyle et George E. Smith, deux scientifiques d'AT&T Bell Labs. (*Wikipedia*, http://en.wikipedia.org/wiki/Charge-coupled_device). Le CCD est "un ensemble de toutes petites diodes photosensibles qui convertissent des photons (lumière) en électrons (charge électrique)". How Scanners Work (pièce EC-65).

[1894] Toutefois, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-dessous, toutes les machines n'utilisent pas des scanners à CCD et renferment parfois un scanner à détecteur d'image à contact, qui n'utilise pas du tout de "miroirs et de lentilles".

[1895] Il existe toutefois une différence notable entre ces deux procédés, même à partir de ce point, à savoir qu'en général, la formation de l'image de l'original par le laser est inversée par rapport aux "photocopieurs analogiques". Au lieu de former une image latente en déchargeant les zones du tambour protégées de la lumière par l'image réfléchie de l'original, ce que la lumière laser décharge, ce sont les lignes de l'original de l'image elle-même, de sorte que le fond reste "chargé positivement". ("How Laser Printers Work" – pièce US-86).

[1896] (Pièce US-90); "How Laser Printers Work" (pièce US-86); "How Scanners Work" (pièce EC-65); "How do Digital Copiers Work?" (pièce US-55).

7.1478 S'agissant des scanners à CCD, s'il est vrai que ces dispositifs contiennent effectivement une "source lumineuse", des "miroirs" et des "lentilles", le simple fait qu'ils ont de tels composants n'en fait pas des "systèmes optiques" au sens de la NESH et de la position 9009. Cela est confirmé lorsque la définition de l'expression "système optique" est considérée dans le contexte des explications concernant la manière dont ils fonctionnent dans les appareils de photocopie électrostatiques - c'est-à-dire dans la description du procédé indirect figurant dans la NESH1996 relative à la position 9009, qui est de projeter l'image sur un tambour. Cette fonction n'a rien à voir avec la manière dont un scanner fonctionne (pour convertir le texte en données numériques). Même si, d'une manière générale, le "tambour" (dans le "procédé indirect, tel qu'il est décrit dans la NESH) et le CCD du scanner (dans le procédé de numérisation) sont effectivement "photosensibles", ce seul fait ne peut pas être déterminant parce que, comme il est indiqué ci-dessus, ils remplissent des buts différents. De plus, les éléments de preuve qui nous ont été présentés indiquent que ce ne sont pas tous les scanners qui utilisent un CCD pour convertir un texte en données numériques. Certains scanners utilisent plutôt ce qu'il est convenu d'appeler un "détecteur d'image à contact", dans lequel, contrairement aux CCD, la numérisation ne comporte pas l'utilisation de "miroirs, filtres, lampes et lentilles" qui scannent selon un mouvement de va-et-vient, de droite à gauche, pour couvrir l'ensemble du document placé sur la plaque de verre du scanner. Dans les scanners à détecteur d'image numérique, l'ensemble de la surface sous le verre contient une "rangée de diodes électroluminescentes (DEL) rouges, vertes et bleues". L'original et le détecteur d'image à contact sont très près l'un de l'autre. Toute la rangée des DEL s'allume en même temps et l'image est alors saisie et numérisée.[1897] En outre, nous avons des éléments de preuve indiquant que des scanners à "détecteur d'image à contact" sont utilisés dans la "copie numérique".[1898] L'idée ici est que le fait que la numérisation peut se faire sans "miroirs, lentilles, etc." dans le cas des scanners à détecteur d'image à contact renforce la conclusion selon laquelle l'expression "système optique" au sens de la NESH1996 (et, en définitive, au sens de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996) a une signification très précise qui décrit un procédé analogique plutôt que numérique.

7.1479 Nous estimons que les faits ci-dessus sont suffisants pour nous permettre de conclure que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne sont pas visées par la concession figurant dans la Liste des CE relative aux appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect), tels qu'ils sont désignés dans la sous-position 9009 12 du SH1996.

7.1480 Nous estimons que d'autres caractéristiques objectives des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information étayent également la conclusion selon laquelle elles ne sont pas visées par cette concession prévoyant l'application d'un droit, à savoir principalement le fait incontesté que ces machines sont aptes à être connectées à des ordinateurs et/ou des réseaux d'ordinateurs. C'est cette caractéristique intrinsèque des MFM aptes à être connectées à une machine

[1897] Une explication des CCD et, en particulier, des détecteurs d'image à contact est fournie dans la pièce EC-65 ("How Scanners Work", voir page 4).

[1898] À titre d'exemple, nous remarquons que certaines MFM peuvent être munies de scanners à détecteur d'image à contact (et faire des copies en les utilisant) au lieu de scanners à CCD; voir par exemple la pièce TPKM-82 (un document de l'OMD décrivant une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information, le modèle Brother MFC-8600, qui pourrait être munie d'un "ensemble pour scannage en entrée" incorporant un "détecteur d'image à contact") et la pièce JPN-1 (une brochure concernant une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information, le modèle Panasonic KX-FLB881, indiquant que son "scanner" est un détecteur d'image à contact et précisant ce qui suit au sujet de sa fonction de copie: "un détecteur d'image à contact rend possible le scannage à haute vitesse et la reproduction d'images à haute vitesse même lorsque le dos est soulevé légèrement au-dessus de la plaque de verre").

automatique de traitement de l'information qui leur permet d'assurer diverses tâches qui les distinguent davantage du caractère analogique "unifonctionnel" caractérisant les machines visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996. Il est incontestable que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent non seulement faire des copies numériques, mais aussi traiter des données numériques de diverses manières différentes: recevoir et imprimer des données numériques provenant d'une machine ou d'un réseau automatique de traitement de l'information; créer et envoyer des données numériques à une machine ou à un réseau automatique de traitement de l'information (s'il est muni d'une unité indépendante de scannage) et, s'il contient une fonction de télécopie, scanner et transmettre des télécopies et recevoir et imprimer des télécopies.

7.1481 Compte tenu des considérations ci-dessus, comme les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause ne sont pas des photocopieurs à système optique qui fonctionnent en reproduisant l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect), elles ne peuvent pas être visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, indépendamment du caractère primaire, secondaire ou équivalent de la fonction de copie par rapport aux autres fonctions de ces machines.

iii) Les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996?

Arguments des parties

7.1482 Les **Communautés européennes** font d'abord mention de la sous-position 8472 90 du SH1996 comme argument contextuel à l'appui de leur point de vue selon lequel les copieurs numériques sont visés par la sous-position relative aux appareils de photocopie du SH1996, la sous-position 9009 12. En particulier, les Communautés européennes font valoir que:

> "[m]ême selon l'interprétation trop large que donnent les plaignants de la position 8471 du SH1996, les copieurs numériques autonomes ne pourraient pas être classés dans cette position, parce qu'ils ne sont pas aptes à être connectés à une machine automatique de traitement de l'information. Par ailleurs, l'interprétation indûment restrictive que donnent les plaignants du terme "photocopie" exclut ces machines de la position 9009 du SH1996. En conséquence, selon l'interprétation des plaignants, les photocopieurs numériques autonomes devraient être classés dans la sous-position 8472 90 du SH1996 ("autres"), une sous-position résiduelle à l'intérieur d'une position résiduelle visant les:
>
> > Autres machines et appareils de bureau (duplicateurs hectographiques ou à stencils, machines à imprimer les adresses, distributeurs automatiques de billets de banque, machines à trier, à compter ou à encartoucher les pièces de monnaie, appareils à tailler les crayons, appareils à perforer ou à agrafer, par exemple)
>
> Manifestement, toutefois, un photocopieur numérique a beaucoup plus d'éléments en commun avec un photocopieur analogique, aussi bien en ce qui concerne la technologie et les utilisations qu'avec les machines visées par la position 8472 du SH1996."[1899]

[1899] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 378 et 379.

7.1483 Nous notons que, dans leur première communication écrite, les Communautés européennes semblaient penser qu'il était absurde que les MFM ou les "copieurs numériques autonomes" puissent être classés dans la sous-position 8472 90 du SH1996 compte tenu des machines faisant appel à des technologies peu avancées qui étaient incluses dans la liste indicative de la sous-position.[1900] Toutefois, dans leur première déclaration orale, les Communautés européennes ont fait observer que si les copieurs numériques autonomes relevaient de la sous-position 8472 90, alors les MFM en cause pourraient *prima facie* être classés dans cette sous-position aussi, en plus de pouvoir *prima facie* être classés dans la position 8471 60. Par conséquent, il serait nécessaire de déterminer au cas par cas, et eu égard aux règles pertinentes du SH (note 3 de la section XVI du SH1996 et RGI 3), si les produits en cause sont visés par la concession 8471 60 ou la concession 8472 90.[1901] Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de se prononcer sur la question de savoir si les MFM en cause sont visées par les sous-positions 8471 60 ou 8472 90 de leur Liste afin d'arriver à une solution positive du différend.[1902]

7.1484 Le **Japon** fait valoir que le raisonnement voulant que, parce que les copieurs numériques autonomes relèvent de la sous-position 8472 90, c'est aussi le cas des MFM, ne tient pas compte de la différence importante entre les deux types de produits: la capacité des MFM de se connecter à une machine automatique de traitement de l'information et de traiter des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.[1903] Le **Taipei chinois** partage l'avis du Japon selon lequel une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information peut *uniquement* être classée dans la position 8471 60 en raison de sa connectivité informatique et selon lequel la position 8472 90 ne sera pas applicable *prima facie* à une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information.[1904] Toutefois, les **États-Unis** semblent convenir qu'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information pourrait *prima facie* être classée dans les deux sous-positions 8471 60 et 8472 90. Cependant, les États-Unis pensent qu'une MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information est une "combinaison de machines" au sens de la note 3 de la section XVI et, à ce titre, qu'elle doit être classée suivant la fonction principale qui caractérise l'ensemble. S'agissant des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, les États-Unis font observer que la fonction principale des MFM qui se connectent à une machine automatique de traitement de l'information est conférée par le module d'impression – qu'il s'agisse d'imprimer un document scanné dans la mémoire de la MFM ou d'imprimer un fichier provenant de la machine automatique de traitement de l'information, et que ces dispositifs doivent donc être classés dans la sous-position 8471 60.[1905] Les États-Unis indiquent également que si les Communautés européennes avaient raison, et que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause devaient être classées dans la sous-position 8472 90 et assujetties à un taux consolidé de 2,2 pour cent, alors le droit de 6 pour cent que les Communautés européennes admettent appliquer serait quand même plus élevé que leurs engagements et serait contraire à l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 et à la Liste des CE.[1906]

[1900] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 340.

[1901] Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphes 67 et 68; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 102.

[1902] Réponse des Communautés européennes à la question n° 127 c) du Groupe spécial.

[1903] Deuxième déclaration orale du Japon, paragraphe 11; réponse du Japon à la question n° 127 a) du Groupe spécial.

[1904] Réponse du Taipei chinois à la question n° 127 a) du Groupe spécial.

[1905] Réponse des États-Unis à la question n° 127 a) du Groupe spécial.

[1906] Observations des États-Unis sur la réponse des Communautés européennes à la question n° 127 c) du Groupe spécial.

Examen par le Groupe spécial

7.1485 S'agissant de la question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pourraient également être visées par la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996, nous notons que les Communautés européennes n'ont jamais fait valoir spécifiquement qu'elles pensaient que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information devraient bénéficier du traitement tarifaire applicable aux produits visés par la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996. Elles ont plutôt affirmé qu'il s'agissait d'une conclusion logique qui découle des arguments des *plaignants* selon lesquels les produits numériques, y compris les copieurs numériques autonomes, relèvent du chapitre 84 du SH. De plus, bien qu'il soit essentiel de comprendre le sens ordinaire de la concession pour déterminer si elle vise un produit ou des produits particuliers, les Communautés européennes n'ont présenté aucun argument concernant l'interprétation des termes de cette sous-position conformément aux règles codifiées dans la Convention de Vienne.[1907]

7.1486 Nous rappelons que les États-Unis ont bien indiqué qu'à leur avis certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pourraient relever de la concession relative aux "autres" machines et appareils de bureau figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996 et que, par conséquent, les droits de 6 pour cent appliqués seraient quand même plus élevés que ceux de la Liste des CE. Toutefois, comme les Communautés européennes, les États-Unis n'ont présenté aucun argument concernant le sens ordinaire de la concession. De plus, nous notons que les plaignants n'ont pas allégué que le traitement tarifaire actuel des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, c'est-à-dire 6 pour cent, était incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 parce que ces produits auraient dû faire l'objet du traitement tarifaire énoncé dans la concession relative aux "autres" machines et appareils de bureau figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996. D'ailleurs, dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, il est affirmé spécifiquement que les produits en cause sont admis à bénéficier d'un *traitement en franchise de droits* et non d'un traitement sous forme de droits inférieurs à ceux qui sont prévus par les mesures contestées.

7.1487 Étant donné l'absence d'argument concernant la possibilité que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information puissent relever de la sous-position 8472 90 du SH1996 et l'absence d'argument concernant le sens ordinaire de la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996, nous ne pouvons pas conclure que les Communautés européennes ont démontré que les produits en cause sont visés par cette concession. S'agissant des arguments des États-Unis, même si certains des produits relevaient effectivement de la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996, les plaignants n'ont pas allégué dans leur demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial que les Communautés européennes imposaient des droits plus élevés que ceux qui étaient prévus dans cette sous-position de leur Liste. Permettre aux États-Unis d'introduire une telle allégation à ce stade reviendrait à sortir du cadre de notre mandat. Par conséquent, le Groupe spécial ne formulera pas de constatation concernant le champ de la concession figurant dans la sous-position 8472 90 telle qu'elle figure dans la Liste des CE, la question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par cette concession, ou celle de savoir si les Communautés européennes imposent des droits plus élevés que ceux qui sont prévus dans la sous-position 8472 90 de leur Liste.

[1907] Réponse des Communautés européennes aux questions n° 44 et 127 c) du Groupe spécial, paragraphes 55 à 57; observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants à la question n° 127 du Groupe spécial.

iv) Conclusion

7.1488 En résumé, le Groupe spécial a conclu qu'au moins certaines des MFM en cause, telles qu'elles sont décrites par les plaignants dans la note de bas de page 15 de la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, étaient visées par la sous-position 8471 60 et qu'aucune des MFM en cause n'était visée par la sous-position 9009 12 du SH1996. Le Groupe spécial ne formule aucune constatation concernant la question de savoir si certains des produits en cause pourraient également être visés par la sous-position 8472 90 et le code NC 8472 90 80 de la Liste des CE.

7.1489 Nous appliquerons maintenant ces conclusions concernant le champ des produits visés par les concessions figurant dans la Liste des Communautés européennes et la question de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information entrent dans ce champ à une détermination de la question de savoir si les mesures contestées prévoient l'application de droits plus élevés que ceux qui sont prescrits par la Liste des CE ou prévoient un traitement moins favorable pour les produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE.

d) Les mesures en cause prévoient-elles des droits sur les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont plus élevés que ceux de la Liste des CE?

7.1490 Nous rappelons notre raisonnement exposé aux paragraphes 7.97 à 7.102 ci-dessus selon lequel l'article II:1 b) du GATT de 1994 prescrit que les Membres n'appliquent pas de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de leur Liste. Dans la présente partie, nous comparerons donc le traitement tarifaire accordé aux MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information dans le cadre des mesures contestées avec celui qui est prévu dans la sous-position 8471 60, afin de déterminer si les mesures contestées prévoient l'application à ces MFM de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE, de sorte que les Communautés européennes manquent à leurs obligations au titre de l'article II:1 b) du GATT de1994.[1908]

i) Règlement n° 517/1999 de la Commission

7.1491 Nous notons notre conclusion formulée au paragraphe 7.1215 ci-dessus selon laquelle le Règlement n° 517/1999 de la Commission prescrit qu'une MFM correspondant à la description qui figure au point 2 de l'annexe soit classée au numéro de position tarifaire 9009 12 00, qui prévoit un taux de droit de 6 pour cent.

7.1492 Nous rappelons également notre conclusion selon laquelle les produits en cause n'entrent pas dans le champ des produits définis au numéro de position tarifaire 9009 12 00 et selon laquelle au moins certains d'entre eux relèveront du numéro de position tarifaire 8471 60, qui fait l'objet d'une concession sous forme de franchise de droits. Par conséquent, du fait que le Règlement n° 517/1999 de la Commission prescrit l'imposition d'un droit de 6 pour cent sur des produits auxquels les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits, la mesure est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

[1908] Comme il est indiqué au paragraphe 7.102 et dans la note de bas de page 975 ci-dessus, en raison de la relation entre les obligations énoncées à l'article II:1 a) et b), nous commencerons notre examen du point de savoir si le traitement tarifaire prévu dans les mesures des Communautés européennes est compatible avec l'article II du GATT de 1994 par une analyse de l'obligation énoncée à l'article II:1 b). Ensuite, nous examinerons l'allégation des plaignants selon laquelle les Communautés européennes agissent également d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article II:1 a).

ii) Déclaration de 2005

7.1493 Nous rappelons notre conclusion formulée au paragraphe 7.1221 ci-dessus selon laquelle si une autorité douanière nationale devait s'en tenir à l'orientation non contraignante qui figure dans la Déclaration de 2005, elle classerait les MFM pouvant photocopier en noir et blanc 12 pages ou plus par minute comme photocopieurs au numéro de position tarifaire 9009 12 00, par lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé.

7.1494 Nous rappelons également notre conclusion selon laquelle les produits en cause n'entrent pas dans le champ des produits définis au numéro de position tarifaire 9009 12 00 de la Liste des CE et selon laquelle au moins certains d'entre eux relèveront du numéro de position tarifaire 8471 60, qui fait l'objet d'une concession sous forme de franchise de droits. Par conséquent, du fait que la Déclaration de 2005 donne comme orientation aux Communautés européennes, par l'intermédiaire de leurs autorités douanières nationales, d'appliquer uniformément un droit de 6 pour cent sur des produits auxquels elles sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits, la mesure est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

iii) Règlement n° 400/2006 de la Commission

7.1495 Nous rappelons notre conclusion formulée au paragraphe 7.1228 ci-dessus selon laquelle le Règlement n° 400/2006 de la Commission prescrit qu'une machine multifonctions telle qu'elle est décrite au point 4 de l'annexe du Règlement soit classée dans le code NC 9009 12 00, pour lequel un taux de droit de 6 pour cent est fixé.

7.1496 Nous rappelons également notre conclusion selon laquelle les produits en cause n'entrent pas dans le champ des produits définis au numéro de position tarifaire 9009 12 00 et selon laquelle au moins certains d'entre eux relèveront du numéro de position tarifaire 8471 60, qui fait l'objet d'une concession sous forme de franchise de droits. Par conséquent, du fait que le Règlement n° 400/2006 de la Commission prescrit l'imposition d'un droit de 6 pour cent sur des produits auxquels les Communautés européennes sont tenues d'accorder un traitement en franchise de droits, la mesure est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

iv) Codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99

7.1497 À la différence des Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et de la Déclaration de 2005, la NC2007 n'assujettit pas les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information à un droit de 6 pour cent par le biais de leur classement dans la sous-position 9009 12 du SH1996.

7.1498 La NC2007 ainsi que les versions ultérieures de la NC à ce jour sont fondées sur le SH2007, qui comporte plusieurs modifications concernant les positions qui visent précisément les produits en cause dans le présent différend. En fait, nous avons relevé que le SH2007 avait complètement supprimé la sous-position 9009 12 du SH1996. De plus, plusieurs produits qui pouvaient être classés dans différentes sous-positions du SH1996, y compris, entre autres, certaines unités d'entrée ou de sortie qui pouvaient être classées dans la sous-position 8471 60 du SH1996, ont été réunis sous une nouvelle position 8443 du SH2007. Les Communautés européennes soutiennent que cela a également été le cas pour les photocopieurs visés par la sous-position 9009 12 du SH1996, mais cette

interprétation n'a pas été acceptée par toutes les parties contractantes du SH.[1909] Cette nouvelle position comporte une sous-position 8443 31 pour les "[m]achines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau".

7.1499 Pour mettre en œuvre le SH2007, les Communautés européennes ont créé leurs propres numéros de positions tarifaires à huit chiffres en tant que sous-catégories de la sous-position. La sous-position 8443 31 a été subdivisée en trois catégories comme suit:

Code NC2007	Désignation	Taux du droit conventionnel (%)
8443	**Machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442; autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles; parties et accessoires:**	
	...	
	- autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles	
8443 31	-- Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau:	
8443 31 10	--- Machines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute	Exemption
	--- autres	
8443 31 91	---- Machines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique	6%
8443 31 99	---- autres	Exemption

7.1500 Nous notons que l'un de ces codes de la NC2007, le code 8443 31 91, prévoit l'application d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent sur les produits qui peuvent y être classés. Spécifiquement, conformément au code NC2007 8443 31 91, les Communautés européennes appliqueraient un droit de 6 pour cent aux "[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique". Tous les autres produits pouvant être classés dans la sous-position 8443 31 bénéficient du traitement en franchise de droits et ne sont donc pas pertinents pour notre analyse. Nous rappelons notre conclusion formulée aux paragraphes 7.1238 et 7.1239 ci-dessus, selon laquelle l'existence de ces deux numéros de positions tarifaires à huit chiffres dans la même sous-position signifie que les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de

[1909] Réponses de l'OMD aux questions du Groupe spécial, pages 6 à 12. Nous notons, en outre, que le document G/MA/W/76 de l'OMC contient des "tables de concordance" entre le SH2007 et la version précédente de la nomenclature. Tout en reconnaissant qu'il est expressément indiqué dans les tableaux qu'ils n'ont "pas de statut légal", nous observons que la page 25 comporte une observation concernant la sous-position 8443 31 du SH2007, qui explique que les modifications ont été apportées "en raison de progrès technologiques dans le secteur des hautes technologies, notamment en ce qui concerne le classement des appareils ayant des fonctions de reproduction multiples". Dans le tableau figurant à la page 25 de ce document, il est également expliqué que la nouvelle sous-position résulte du déplacement de certains produits qui étaient classés dans les positions ex 8443.51*, ex 8471.60, ex 8517.21, ex 9009.11*, ex 9009.12*, et il est précisé qu'il n'y a "pas de consensus" sur les sous-positions suivies d'un astérisque.

traitement de l'information qui assurent une fonction de télécopie avec une vitesse de copie *excédant* 12 pages monochromes par minute sont assujetties à un droit de 6 pour cent, au titre du code 8443 31 91, tandis que celles dont la vitesse de copie est inférieure ou égale à 12 pages monochromes par minute sont exonérées de droits.

7.1501 Nous rappelons notre détermination formulée au paragraphe 7.1397 ci-dessus selon laquelle certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information entrent dans le champ de la concession sous forme de franchise de droits prévue dans la Liste des CE pour la sous-position 8471 60.[1910] Nous avons également indiqué qu'une décision sur le point de savoir si telle ou telle MFM apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information relevait de la concession sous forme de franchise de droits pouvait uniquement être prise au cas par cas, en fonction des caractéristiques objectives du produit, compte dûment tenu des orientations données dans les règles du SH1996 (y compris les notes de chapitres et de sections pertinentes ainsi que les RGI). Bien que les Communautés européennes elles-mêmes aient soutenu qu'une telle analyse des caractéristiques objectives était ce qui était requis, nous constatons que la mesure ne prévoit pas cela. En fait, la NC2007 dispose que toutes les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui n'assurent pas de fonction de télécopie ou qui copient avec une vitesse excédant 12 pages monochromes par minute doivent être classées au numéro de position tarifaire à huit chiffres 8443 31 91, qui prévoit un droit *ad valorem* de 6 pour cent. En conséquence, certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont admises à bénéficier du traitement en franchise de droits sont assujetties à un droit de 6 pour cent en application de la mesure des CE.

7.1502 Les Communautés européennes soutiennent que ce traitement tarifaire est justifié, parce que le numéro de position tarifaire 8443 31 91 a remplacé la sous-position 9009 12, comme il apparaît dans la Liste des CE, et que les marchandises qui pouvaient être classées dans la sous-position 9009 12 peuvent désormais être classées au numéro de position tarifaire 8443 31 91 et devraient faire l'objet du même traitement tarifaire, à savoir un taux de 6 pour cent. Même à supposer que les produits qui étaient visés par la sous-position 9009 12 de la Liste des CE sont maintenant visés par le code NC2007 8443 31 91, cela ne signifie pas que le code NC 8443 31 91 vise *uniquement* les produits qui relevaient auparavant de la sous-position 9009 12. Cela est démontré par la claire différence entre les libellés des deux concessions. Tandis que la sous-position 9009 12 visait les appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect), le code NC 8443 31 91 s'applique aux machines aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau qui assure une fonction de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique. En conséquence, même si, comme il est expliqué au paragraphe 7.1481, les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne relèvent pas de la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, elles correspondent incontestablement au libellé du code NC2007 8443 31 91. Par conséquent, la question dont nous sommes saisis en ce qui concerne la NC2007 et ses versions ultérieures n'est pas de savoir si les marchandises sont classées correctement, mais si le traitement tarifaire est conforme aux concessions énoncées dans la Liste des CE.

[1910] Nous rappelons que certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, conformément à la note 5 D) du chapitre 84 du SH1996, peuvent être des "imprimantes" et peuvent donc être classées dans le code NC 8471 60 40 et que d'autres MFM de ce type pourraient relever du code NC 8471 60 90 ("autres"). Dans les deux cas, comme elles seraient toujours des unités d'entrée ou de sortie, suivant la définition figurant dans la concession applicable à la sous-position 8471 60 dela Liste des CE, elles seraient toutefois admises à bénéficier d'un traitement en franchise de droits.

7.1503 Nous avons constaté que certaines des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause relevaient de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE. La NC2007 dispose qu'un droit *ad valorem* de 6 pour cent sera prélevé sur au moins certains produits qui entrent dûment dans le champ de la concession sous forme de franchise de droits pour les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information prévue dans la sous-position 8471 60 de la Liste des CE. Par conséquent, du fait que la NC2007 dispose qu'un droit plus élevé que celui de la Liste de concession sera perçu sur certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui entrent dans le champ de la concession sous forme de franchise de droits prévue dans la sous-position 8471 60 de la Liste des CE, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les mesures en cause prévoient-elles un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste des CE?

7.1504 Pour ce qui est de savoir si les mesures des Communautés européennes prévoient un traitement moins favorable que celui qui est énoncé dans la Liste des CE, nous rappelons l'explication donnée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, selon laquelle le paragraphe 1) b) de l'article II interdit un type de pratique spécifique qui sera toujours incompatible avec le paragraphe 1) a).[1911] En particulier, l'Organe d'appel a constaté que "l'application de droits de douane plus élevés que ceux qui [étaient] prévus dans la liste d'un Membre, ce qui [était] incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b), constitu[ait] un traitement "moins favorable" au sens de l'article II:1 a)".[1912] Par conséquent, ainsi que l'ont fait des groupes spéciaux antérieurs[1913], nous constatons qu'une violation de l'article II:1 b) entraîne nécessairement un traitement moins favorable qui est incompatible avec les obligations énoncées à l'article II:1 a).

7.1505 À la lumière de ce qui précède, étant donné que nous avons constaté que le Règlement n° 517/1999 de la Commission, le Règlement n° 400/2006 de la Commission, la Déclaration de 2005 et la NC2007 étaient incompatibles avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, ces mesures prévoient aussi un traitement moins favorable d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

4. Question de savoir si le traitement tarifaire accordé par les Communautés européennes pour les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information est compatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994

7.1506 Nous rappelons que les plaignants ont divisé leurs allégations concernant les machines numériques multifonctionnelles en deux parties. La première allégation, dont nous avons parlé plus haut, traitait des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et dont les plaignants avaient fait valoir qu'elles relevaient de la concession accordant l'admission en franchise de droits figurant dans la sous-position 8471 60. La deuxième allégation, que nous aborderons dans la présente section des rapports, traite des MFM ayant une fonction de télécopie, mais qui ne peuvent pas être connectées à une machine automatique de traitement de l'information.

[1911] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 45.
[1912] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 47.
[1913] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.65.

a) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent-elles de la concession figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE?

i) Arguments des parties

7.1507 Les **plaignants** appellent ces produits des MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information. Ils font valoir que ces produits relèvent de la concession sous forme de franchise de droits accordée par les Communautés européennes dans la Liste des CE pour les "télécopieurs" dans la sous-position 8517 21.[1914] Les plaignants font valoir qu'en n'accordant pas un traitement en franchise de droits pour les produits qui sont visés par cette concession tarifaire, les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, qui exige que les Membres ne traitent pas les produits provenant d'un autre Membre d'une manière moins favorable que ce qui est prévu dans leurs listes, ni n'imposent des droits plus élevés que les taux consolidés indiqués dans ladite liste.

7.1508 Les **Communautés européennes** font valoir que "puisque les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause dans la présente section sont dotées à la fois d'une fonction de copie et d'une fonction de télécopie, elles peuvent *prima facie* être classées au titre des concessions pour les sous-positions 8517 21 et 9009 12 du SH1996".[1915] Selon les Communautés européennes, comme les MFM en cause relèvent *prima facie* des concessions pour les sous-positions 8517 21 et 9009 12 du SH1996, et en l'absence d'une quelconque note de chapitre ou de position pertinente[1916] du SH1996, il faut avoir recours à la RGI 3. Les Communautés européennes soutiennent que le caractère essentiel de ces produits ne peut pas être déterminé conformément à la RGI 3 b), de sorte que les MFM doivent être classées conformément à la RGI 3 c), c'est-à-dire dans la sous-position qui figure plus loin dans le SH. En l'espèce, cela voudrait dire que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE et sont assujetties à un droit.[1917]

[1914] Nous faisons observer que la concession des Communautés européennes relative aux "télécopieurs" est incluse dans la Liste des CE avec un code NC à huit chiffres, à savoir le code NC 8517 21 00. Cependant, dans le présent différend, nous ferons référence indifféremment à ce code NC et à la sous-position 8517 21 parce que nous considérons que leur portée est identique pour les trois raisons suivantes: i) l'utilisation du "00" dans les deux derniers chiffres du code NC; ii) les désignations de produit identiques qui figurent vis-à-vis du code NC et de la sous-position; et iii) l'absence, en l'espèce, de "fractionnements" propres à la NC dans la Liste des CE.

[1915] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 449.

[1916] Même si les Communautés européennes ont raison de dire qu'il n'y a pas de note de chapitre ou de position pertinente, nous rappelons que le Japon a cité la note explicative du SH pour la position 8517 dont il fait valoir qu'elle confirme que les télécopieurs sont ceux qui peuvent être connectés à une ligne téléphonique et qui sont capables d'envoyer et de recevoir des documents originaux en les convertissant en données numériques et en les envoyant au moyen de lignes téléphoniques. (première communication écrite du Japon, paragraphes 209 et 210, citant le Volume 4 Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, Notes explicatives (2ème édition, 1996), page 1475 (pièce JPN-23).

[1917] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 451.

7.1509 Les plaignants sont en désaccord avec les Communautés européennes et reprennent leurs arguments notés aux paragraphes 7.1473 à 7.1475 plus haut selon lesquels la concession figurant dans la sous-position 9009 12 du SH1996 n'englobe pas la copie numérique.[1918]

7.1510 Les Communautés européennes répondent que même si les plaignants avaient raison de dire que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne relèvent pas de la sous-position 9009 12 du SH1996 en tant que photocopieurs, elles devraient alors être classées dans la sous-position 8472 90 du SH1996. Par conséquent, selon les Communautés européennes, les "MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèveraient *prima facie* à la fois de la position 8517 21 et de la position 8472 90 du SH1996, et leur classement devrait être déterminé, au cas par cas, conformément à la note 3 relative à la section XVI du SH1996".[1919]

ii) Examen par le Groupe spécial

7.1511 Nous prenons note du fait que les Communautés européennes sont d'accord avec les plaignants pour dire que *toutes* les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent *prima facie* être classées dans la sous-position 8517 21 du SH1996. Comme toutes les parties s'entendent sur ce point, le **Groupe spécial** ne voit pas la nécessité de faire une analyse approfondie du sens ordinaire des termes employés dans cette concession pour déterminer si elle vise les produits. Cependant, comme pour les allégations concernant les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, les Communautés européennes ont fait valoir qu'un exercice de classement approprié mènera à la conclusion que les produits sont visés par une concession prévoyant l'imposition d'un droit différente, soit la sous-position 9009 12 de la Liste des CE. Les Communautés européennes font valoir à titre subsidiaire que si les produits ne sont pas visés par la sous-position 9009 12, ils relèveraient d'une concession prévoyant l'imposition d'un droit différente, cette fois-ci, la sous-position 8472 90 de la Liste des CE.

7.1512 Par conséquent, la question pertinente en ce qui concerne l'allégation des plaignants selon laquelle les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information peuvent bénéficier de l'admission en franchise de droits est de savoir si ces MFM (ou, à tout le moins, certaines d'entre elles) peuvent être visées par des sous-positions autres que la sous-position 8517 21 du SH1996, qui sont passibles de droits. Nous commencerons notre analyse en déterminant si les produits en cause relèvent aussi des concessions tarifaires figurant dans les sous-positions 9009 12 et 8472 90 du SH1996.

b) Y a-t-il d'autres positions tarifaires applicables?

7.1513 Les Communautés européennes invoquent deux autres positions tarifaires possibles relatives à la sous-position 9009 12 et à la sous-position 8472 90. Afin de déterminer si l'une ou l'autre est

[1918] Voir, par exemple: première communication écrite des États-Unis, paragraphes 71, 157, 159; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 à 114; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; première communication écrite du Japon, paragraphes 70 à 73, 107 à 122, 158 à 161 et 207; première déclaration orale du Japon, paragraphe 37; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40 à 41; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 574 à 584; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 299 et 300, 314, 319; réponses des plaignants à la question nº 29 du Groupe spécial (faisant valoir que l'OMD avait souscrit à leur point de vue selon lequel les copieurs numériques ne sont pas des photocopieurs); réponses du Japon aux questions nº 124, 131 et 136 du Groupe spécial.

[1919] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 135.

applicable, nous devrons examiner le sens ordinaire de la concession et la question de savoir si les produits en cause sont visés par cette concession. Nous examinerons chaque concession à tour de rôle.

i) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont-elles visées par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE?

Arguments des parties

7.1514 Comme il a été noté plus haut, les **Communautés européennes** affirment que les produits en cause ayant une fonction de copie, ils peuvent *prima facie* être classés dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE et qu'une application correcte des RGI du SH, en particulier la RGI 3 c), aura pour résultat que toutes les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause relèveront de cette concession prévoyant l'imposition d'un droit.[1920]

7.1515 Les **plaignants** ne sont pas d'accord. Ils reprennent leurs arguments, présentés relativement au classement des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, selon lesquels la copie numérique n'est pas le type de photocopie visé par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE et, à ce titre, les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui font des copies en utilisant une technologie numérique combinant l'action d'un scanner et un moteur d'impression ne peuvent pas relever de la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE.[1921]

Examen par le Groupe spécial

7.1516 Nous rappelons la constatation que nous avons formulée au paragraphe 7.1468 plus haut selon laquelle le sens ordinaire des appareils de photocopie électrostatiques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect) figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE est limité au procédé de photocopie utilisé par les "photocopieurs analogiques" et n'englobe pas dans son champ la technologie de la copie numérique.

7.1517 Nous faisons aussi observer que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information utilisent le même procédé de copie numérique que celui utilisé par les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, qui a été décrit au paragraphe 7.1470 plus haut. Étant donné que le procédé de copie qu'elles utilisent n'est pas le type de procédé de photocopie visé par la concession figurant dans la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, nous constatons alors que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas être visées par cette concession.

[1920] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 446 à 451; réponse des Communautés européennes à la question nº 129 du Groupe spécial; observation des Communautés européennes sur la réponse du Japon et du Taipei chinois à la question nº 129 du Groupe spécial.

[1921] Voir par exemple: première communication écrite des États-Unis, paragraphes 71, 157, 159; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 111 à 114; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37; première communication écrite du Japon, paragraphes 70 à 73, 107 à 122, 158 à 161 et 207; première déclaration orale du Japon, paragraphe 37; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 40 et 41; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 574 à 584; deuxième communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 299 et 300, 314, 319; réponses des plaignants à la question nº 29 du Groupe spécial (faisant valoir que l'OMD a souscrit à leur point de vue selon lequel les copieurs numériques ne sont pas des photocopieurs); réponses du Japon aux questions nº 124, 131 et 136 du Groupe spécial.

ii) Les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèvent-elles de la concession figurant dans la sous-position 8472 90 de la Liste des CE?

Arguments des parties

7.1518 Les **Communautés européennes** font valoir que si les copieurs numériques ne sont pas des photocopieurs relevant de la sous-position 9009 12, ils devraient alors être classés dans la sous-position 8472 90.[1922] Conformément à cette logique, les Communautés européennes font valoir que "les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information seraient *prima facie* visées par les sous-positions 8517 21 et 8472 90 du SH1996 et que leur classement devrait être déterminé, au cas par cas, conformément à la note 3 relative à la section XVI du SH1996".[1923]

7.1519 Les **États-Unis** semblent être d'accord avec les Communautés européennes sur ce point, lorsqu'ils déclarent que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information dont le "caractère essentiel" est celui d'un télécopieur sont incluses dans la concession pour les "télécopieurs" figurant dans la sous-position 8517 21, alors que d'autres MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pourraient ne pas être des "télécopieurs" et relèveraient ainsi de la concession pour les marchandises de la sous-position 8472 90.[1924]

7.1520 Le **Japon** et le **Taipei chinois** soutiennent que toutes les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont incluses dans la concession concernant la sous-position 8517 21 du SH1996. Le Japon fait valoir que ce sont les modules scanner et imprimante qui permettent au dispositif de transmettre et de recevoir des télécopies et que ces modules sont essentiels pour les capacités de télécopie du dispositif.[1925]

7.1521 Enfin, le Japon et les États-Unis réaffirment que même si certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient à bon droit être classées dans la sous-position 8472 90, le droit prévu par les mesures actuelles des CE sera quand même plus élevé que celui qui est prévu dans cette concession.[1926]

Examen par le Groupe spécial

7.1522 Le **Groupe spécial** rappelle la détermination qu'il a faite au paragraphe 7.1487 plus haut selon laquelle, compte tenu de l'absence d'éléments de preuve et d'arguments concernant la portée de

[1922] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 135, citant les réponses des plaignants à la question nº 44 du Groupe spécial.

[1923] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 135.

[1924] Réponse des États-Unis à la question nº 137 du Groupe spécial. Nous croyons comprendre que la mention faite par les États-Unis du "caractère essentiel" des MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information fait référence à la RGI 3 b). À supposer que les États-Unis aient raison de dire que certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient *prima facie* être classées à la fois dans la sous-position 8472 90 et dans la sous-position 8517 21 du SH1996, en vertu des règles du SH, dans la mesure où le caractère essentiel d'une MFM non apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information donnée ne pouvait pas être déterminé conformément à la RGI 3 b), la RGI 3 c) laisserait entendre que le classement approprié serait la sous-position 8517 21 en franchise de droits en tant que dernière sous-position figurant dans la Liste.

[1925] Réponses du Japon et du Taipei chinois à la question nº 137 du Groupe spécial.

[1926] Réponses du Japon et des États-Unis à la question nº 137 du Groupe spécial.

la sous-position 8472 90 du SH1996 et étant donné que les allégations d'incompatibilité avec l'article II:1 b) au motif que les droits sont plus élevés que celui qui est prévu dans la sous-position 8472 90 ne relèvent pas de notre mandat, il ne formulera pas de constatation sur le point de savoir si les MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par cette concession. Étant donné que les arguments concernant les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information reflétaient ceux qui ont été présentés au sujet des MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information et étaient même quelquefois moins forts que ceux-ci, nous ne voyons pas de raison de formuler des constatations sur le point de savoir si les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession figurant dans la sous-position 8472 90 du SH1996.

c) Les mesures en cause entraînent-elles l'imposition de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE sur les produits en cause?

7.1523 Nous rappelons notre raisonnement exposé à la section VII.D.4 (paragraphes 7.97 à 7.102) plus haut selon lequel l'article II:1 b) du GATT de 1994 prescrit que les Membres n'appliquent pas de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de leur Liste. Par conséquent, dans la présente section, nous comparerons le traitement tarifaire accordé pour les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en vertu des mesures contestées et celui qui est prévu dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE afin de déterminer si les mesures contestées prévoient l'application de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE aux MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, de sorte que les Communautés européennes manquent à leurs obligations au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.[1927]

i) Règlement n° 517/1999 de la Commission

7.1524 Nous faisons observer que nous avons conclu au paragraphe 7.1491 plus haut que le Règlement n° 517/1999 de la Commission prescrivait qu'une MFM répondant à la désignation figurant au point 2 de l'annexe, qui pourrait inclure une MFM non apte à être connectée à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie, devait être classée dans le code NC 9009 12 00, qui prévoit un taux de droit de 6 pour cent.

7.1525 Nous rappelons aussi notre conclusion selon laquelle les produits en cause ne sont pas inclus dans l'éventail de produits désignés sous le numéro de position tarifaire 9009 12 00 de la Liste des CE, mais au moins certains d'entre eux relèvent de la sous-position 8517 21 de la Liste des CE, qui est une concession accordant l'admission en franchise de droits. Par conséquent, puisque le Règlement n° 517/1999 de la Commission prescrit l'imposition d'un droit de 6 pour cent sur des produits que les Communautés européennes sont obligées d'admettre en franchise de droits, la mesure est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

[1927] Comme il a été noté au paragraphe 7.102, en raison de la relation entre les obligations prévues à l'article II:1 a) et b), nous commencerons notre analyse de la question de savoir si le traitement tarifaire prévu dans les mesures des Communautés européennes est compatible avec l'article II du GATT de 1994 par une analyse de l'obligation prévue à l'article II:1 b). Par la suite, nous examinerons l'allégation des plaignants selon laquelle les Communautés européennes agissent aussi d'une manière incompatible avec l'obligation prévue à l'article II:1 a).

ii) Déclaration de 2005

7.1526 Nous rappelons notre conclusion exposée au paragraphe 7.1493 plus haut selon laquelle, si une autorité douanière nationale devait suivre les lignes directrices non contraignantes énoncées dans la Déclaration de 2005, elle classerait alors les MFM (y compris les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie) qui peuvent photocopier en noir et blanc 12 pages ou plus par minute en tant que photocopieurs dans le code NC 9009 12 00, qui prévoit un taux de droit de 6 pour cent.

7.1527 Nous rappelons aussi notre conclusion selon laquelle au moins certains des produits en cause relèvent de la sous-position 8517 21 de la Liste des CE, qui est une concession accordant l'admission en franchise de droits, et aucun des produits en cause n'est visé par le numéro de position tarifaire 9009 12 00 de la Liste des CE. Par conséquent, comme la Déclaration de 2005 indique aux Communautés européennes, par l'intermédiaire de leurs autorités douanières nationales, d'appliquer uniformément un droit de 6 pour cent sur des produits qu'elles sont obligées d'admettre en franchise de droits, la mesure est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

iii) Règlement n° 400/2006 de la Commission

7.1528 Nous rappelons que les plaignants ont invoqué spécifiquement le point 4 de l'annexe du Règlement comme la partie du Règlement n° 400/2006 de la Commission en vertu de laquelle les Communautés européennes perçoivent des droits sur les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui devraient être visées par la concession accordant l'admission en franchise de droits pour les "télécopieurs" figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE. Le point 4 de l'annexe du Règlement désigne un

> "Appareil multifonctions apte à effectuer les opérations suivantes: balayage électronique point par point (scanning), impression laser, copie laser (procédé indirect). L'appareil, qui possède plusieurs bacs d'alimentation en papier, peut reproduire jusqu'à 40 pages de format A4 par minute. L'appareil fonctionne soit de manière autonome (photocopie), soit en liaison avec une machine automatique de traitement de l'information, soit en réseau (comme imprimante, scanner ou copieur)."[1928]

7.1529 Le règlement ajoute qu'un tel appareil doit être classé dans le code NC 9009 12 00, qui prévoit un taux de droit de 6 pour cent.

7.1530 Nous faisons observer que la désignation ne mentionne pas que l'appareil a une fonction de télécopie. Par conséquent, nous ne voyons pas comment le Règlement n° 400/2006 de la Commission exigerait nécessairement que les autorités douanières nationales au sein des Communautés européennes classent les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie dans le code NC 9009 12 00. Nous faisons observer que les plaignants n'ont pas présenté d'argument spécifique sur la façon dont l'application du Règlement n° 400/2006 de la Commission aboutissait à l'application de droits sur les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie. Par conséquent, en ce qui concerne l'allégation relative au traitement tarifaire des MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie, nous constatons que les plaignants n'ont pas établi qu'en vertu de ce règlement,

[1928] Règlement nº 400/2006 de la Commission (pièce JPN-5).

les Communautés européennes percevaient des droits plus élevés que ceux de leur Liste sur les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie.

iv) Codes NC2007 8443 31 10, 8443 31 91 et 8443 31 99

7.1531 Contrairement aux Règlements n° 517/1999 et n° 400/2006 de la Commission et à la Déclaration de 2005, la NC2007 n'assujettit pas les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information à un droit de 6 pour cent au moyen du classement dans la sous-position 9009 12 du SH1996.

7.1532 La NC2007, ainsi que les versions ultérieures de la NC jusqu'à ce jour, est fondée sur le SH2007, qui a apporté divers changements dans des positions visant précisément les produits en cause dans le présent différend. Nous avons effectivement observé que la sous-position 9009 12 du SH1996 avait été entièrement supprimée dans le SH2007. De plus, plusieurs produits qui pouvaient auparavant être classés dans des sous-positions différentes du SH1996, y compris, entre autres choses, certains télécopieurs qui pouvaient auparavant être classés dans la sous-position 8517 21 du SH1996, ont été regroupés dans une nouvelle position 8443 du SH2007. Les Communautés européennes soutiennent que cela a aussi été le cas pour les photocopieurs visés par la sous-position 9009 12 du SH1996; cependant, cette interprétation n'a pas été acceptée par toutes les parties contractantes au SH.[1929] Cette nouvelle position comprend la sous-position 8443 31 pour les "[m]achines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau".[1930]

7.1533 Lorsqu'elles ont mis en œuvre le SH2007, les Communautés européennes ont créé leurs propres codes NC à huit chiffres comme sous-catégories de la sous-position. La sous-position 8443 31 a été divisée comme suit:

Code NC2007	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)
8443	**Machines et appareils servant à l'impression au moyen de planches, cylindres et autres organes imprimants du n° 8442; autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles; parties et accessoires:**	
	(...)	
	- autres imprimantes, machines à copier et machines à télécopier, même combinées entre elles	
8443 31	-- Machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau:	

[1929] Réponse de l'OMD aux questions du Groupe spécial, pages 6 à 12.

[1930] Nous faisons observer que toutes les parties ont confirmé que le terme "réseau" figurant dans la sous-position 8443 31 du SH2007 comprenait les connexions par ligne téléphonique et, par conséquent, les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ayant une fonction de télécopie seraient visées par cette sous-position. Voir les réponses des parties à la question nº 25 du Groupe spécial.

Code NC2007	Désignation des marchandises	Taux du droit conventionnel (%)
8443 31 10	--- Machines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute	Exemption
	--- autres	
8443 31 91	---- Machines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique	6%
8443 31 99	---- autres	Exemption

7.1534 Nous observons qu'un de ces codes NC2007, le code 8443 31 91, prévoit l'application d'un droit *ad valorem* de 6 pour cent pour les produits pouvant y être classés. Plus particulièrement, conformément au code NC2007 8443 31 91, les Communautés européennes appliqueraient un droit de 6 pour cent aux "[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique". Tous les produits restants pouvant être classés dans le code 8443 31 bénéficient de l'admission en franchise de droits et, par conséquent, ne sont pas pertinents pour notre analyse. Nous rappelons notre conclusion exposée au paragraphe 7.1500 plus haut, selon laquelle l'existence de ces deux codes NC à huit chiffres dans la même sous-position signifie que les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information dont la vitesse de copie *est supérieure à* 12 pages monochromes par minute sont assujetties à un droit de 6 pour cent dans la position 8443 31 91, tandis que celles dont la vitesse de copie est inférieure ou égale à 12 pages monochromes par minute sont exemptées de droits.

7.1535 Le Groupe spécial réaffirme que sa tâche consiste à déterminer si les produits en cause sont assujettis à un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans la concession figurant dans la Liste des CE, ou à des droits plus élevés que ceux de la Liste des CE.

7.1536 Nous rappelons que les parties conviennent toutes que toutes les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pourraient, au moins *prima facie*, être visées par la concession accordant l'admission en franchise de droits figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE.[1931] Nous avons aussi dit qu'en raison de l'absence d'éléments de preuve et d'arguments, nous n'avions pas d'éléments justifiant de formuler une constatation quant à la question de savoir si certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pourraient aussi être visées par la concession prévoyant l'imposition d'un droit figurant dans la sous-position 8472 90. Comme il a été noté plus haut, en raison de l'effet des règles du SH pertinentes qui fournissent un contexte important pour interpréter la portée de ces concessions, il apparaît au Groupe spécial qu'au moins certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information relèveront de la portée de la concession figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE. Même si les Communautés européennes font elles-mêmes observer que l'Organe d'appel a confirmé que le traitement tarifaire d'un produit donné devait être déterminé en fonction de ses caractéristiques objectives au moment de son importation[1932], nous constatons que la mesure ne prévoit pas cela. La NC2007 prescrit plutôt que toutes les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information

[1931] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 103 et 104; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 36; première communication écrite du Japon, paragraphe 193; première communication écrite du Taipei chinois, paragraphe 566; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 449.

[1932] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 447.

dont la vitesse de copie est supérieure à 12 pages monochromes par minute soient classées dans le code NC à huit chiffres 8443 31 91 qui prévoit un droit *ad valorem* de 6 pour cent. Par conséquent, certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information pouvant bénéficier de l'admission en franchise de droits sont assujetties à un droit de 6 pour cent en vertu de la mesure des CE.

7.1537 Les Communautés européennes soutiennent que ce traitement tarifaire est justifié, parce que le numéro de position tarifaire 8443 31 91 remplace la sous-position 9009 12 telle qu'elle figure dans la Liste des CE, et que les marchandises qui pouvaient être classées dans la sous-position 9009 12 peuvent désormais être classées dans le numéro de position tarifaire 8443 31 91 et devraient faire l'objet du même régime tarifaire, à savoir un taux de 6 pour cent. Même à supposer que les produits qui étaient visés par la sous-position 9009 12 de la Liste des CE soient maintenant visés par le code 8443 31 91 de la NC2007, cela ne signifie pas que le numéro de position tarifaire 8443 31 91 vise *seulement* les produits qui figuraient auparavant dans la sous-position 9009 12. Cela est démontré par la différence évidente entre les libellés des deux concessions. Alors que la sous-position 9009 12 visait les appareils de photocopie électrostatiques qui fonctionnent par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect), le numéro de position tarifaire 8443 31 91 s'applique aux machines aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau qui assurent les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique. Par conséquent, même si, comme il est expliqué au paragraphe 7.1517, les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ne sont pas visées par la sous-position 9009 12 de la Liste des CE, elles correspondent incontestablement au sens des termes du code NC2007 8443 31 91. Ainsi, la question dont nous sommes saisis en ce qui concerne la NC2007, et toute version ultérieure, n'est pas de savoir si les marchandises sont classées correctement, mais si le traitement tarifaire est conforme aux concessions figurant dans la Liste des CE.

7.1538 Nous avons constaté que certaines des MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information en cause étaient visées par la sous-position 8517 21 de la Liste des CE. La NC2007 prescrit qu'un droit de 6 pour cent *ad valorem* soit appliqué sur au moins certains produits qui sont à juste titre visés par la concession accordant l'admission en franchise de droits pour les télécopieurs figurant dans la sous-position 8517 21 de la Liste des CE. Par conséquent, comme la NC2007 prescrit qu'un droit plus élevé que celui de la Liste des CE soit perçu sur certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession accordant l'admission en franchise de droits figurant dans la sous-position 8517 20 de la Liste des CE, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Les mesures en cause accordent-elles un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE?

7.1539 En ce qui concerne la question de savoir si les mesures des Communautés européennes ménagent un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, nous rappelons l'explication donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, selon laquelle le paragraphe b) de l'article II interdit un type de pratique spécifique qui sera toujours incompatible avec le paragraphe a).[1933] Plus précisément, l'Organe d'appel a constaté que "l'application de droits de douane plus élevés que ceux qui [étaient] prévus dans la liste d'un Membre, ce qui [était] incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b), constitu[ait] un traitement "moins favorable" au sens de l'article II:1 a)".[1934] Par conséquent, comme des groupes spéciaux

[1933] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 45.
[1934] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 47.

antérieurs l'ont fait avant nous[1935], nous constatons qu'une violation de l'article II:1 b) donne nécessairement lieu à un traitement moins favorable qui est incompatible avec l'article II:1 a).

7.1540 À la lumière de ce qui précède et étant donné que nous avons constaté que le Règlement n° 517/1999 de la Commission, la Déclaration de 2005 et la NC2007 entraînaient un traitement tarifaire des MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, nous constatons que ces mesures ménagent aussi un traitement moins favorable d'une manière qui est incompatible avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

VIII. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Le Groupe spécial rappelle que les plaignants lui ont demandé de rendre ses constatations sous la forme d'un document unique contenant trois rapports distincts avec des sections communes dans lesquelles figureraient ses conclusions et recommandations pour chacune des parties plaignantes.[1936] Conformément aux demandes des parties plaignantes, nous présentons donc trois séries distinctes de conclusions et recommandations.

8.2 Nous rappelons que les plaignants ont formulé des allégations visant non seulement les Communautés européennes, mais également leurs États membres. Nous notons que ce sont les autorités douanières nationales qui mettent en œuvre les mesures promulguées par les Communautés européennes. Nous sommes aussi conscients du fait que les États membres des CE sont des membres de l'OMC à part entière et que, comme tous les Membres de l'OMC, ils sont tenus d'agir en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Ainsi, s'il était constaté qu'un ou plusieurs États membres des CE ont appliqué des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC, qu'elles aient été promulguées par les États eux-mêmes ou par les Communautés européennes, il pourrait être judicieux de constater qu'ils ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Toutefois, nous notons que les plaignants ont formulé leurs allégations de manière à contester les mesures des Communautés européennes "en tant que telles" et ont confirmé au Groupe spécial qu'ils ne formulaient pas d'allégations concernant les applications spécifiques de ces mesures par les autorités douanières nationales de l'un quelconque des États membres. Dans ces conditions, le Groupe spécial considère qu'il n'est pas tenu de faire des constatations au sujet de l'application par les États membres des mesures qui ont été contestées "en tant que telles" dans le présent différend, et il n'en fait pas. En outre, nous sommes d'avis que des constatations visant les mesures adoptées par les Communautés européennes permettront d'arriver à une solution positive du différend.[1937]

[1935] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.65.

[1936] Voir le paragraphe 2.4 et la note de bas de page 17 y relative.

[1937] Nous rappelons que les Communautés européennes ont assuré au Groupe spécial que, dans la mesure où il constaterait que l'une quelconque des mesures indiquées dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial constitue un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, elles assumeraient l'entière responsabilité d'un tel non-respect de leur Liste. Voir la lettre de la délégation de la Commission (4 février 2009).

A. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS (DS375): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Systèmes d'affichage à écran plat

8.3 Les États-Unis ont formulé des allégations concernant le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, les NENC 2008/C 133/01 et les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission. Le Groupe spécial a examiné comment ces mesures fonctionnaient conjointement avec la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil et en l'absence de cette suspension.

8.4 En ce qui concerne les NENC 2008/C 133/01, qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) pour ces produits et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface

vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a) du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits concernant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

8.5 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et les points 2, 3 et 4 de l'Annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a)

du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits visant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

2. Modules séparés ayant une fonction de communication

8.6 En ce qui concerne les NENC 2008/C 112/03 qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction, qui conservent le caractère essentiel d'un module séparé et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés qui utilisent les technologies RNIS, WLAN et Ethernet, et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour ces modules séparés, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans le cadre de la désignation des modules séparés figurant dans l'Annexe de la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

d) Les États-Unis ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir *prima facie* que les produits en cause étaient visés par les concessions qui découlent des codes NC 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et/ou 8528 12 91 de la Liste des CE. Par conséquent, ils n'ont pas établi que les mesures étaient incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 parce que les concessions exigent un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application.

8.7 En ce qui concerne les allégations portant sur la compatibilité des NENC 2008/C 112/03 avec l'article X, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les Communautés européennes n'ont pas publié les NENC 2008/C 112/03 dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance, et ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994.

b) Les Communautés européennes n'ont *pas* agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification des NENC intervenue en octobre 2006 parce que les plaignants n'ont pas établi qu'elles avaient

mis en application cette modification avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

c) Les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification des NENC intervenue en avril 2007 en appliquant cette modification avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

3. MFM

8.8 En ce qui concerne le point 1 de l'Annexe du Règlement n° 517/1999 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "télécopieurs" de la sous-position SH1996 8517 21 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.9 En ce qui concerne la Déclaration de 2005, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.10 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, le règlement accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement n'exige pas qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué aux MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie puisque la mesure n'impose pas de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE.

8.11 En ce qui concerne la NC2007, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les "télécopieurs" de la sous-position 8517 21 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

4. Annulation ou réduction d'avantages

8.12 En vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les articles II:1 a), II:1 b), X:1 et X:2 du GATT de 1994, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis de cet accord.

5. Recommandations

8.13 Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, ayant constaté que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec les articles II:1 a), II:1 b), X:1 et X:2 du GATT de 1994, nous recommandons que l'Organe de règlement des différends leur demande de rendre les mesures pertinentes conformes à leurs obligations au titre du GATT de 1994.

8.14 Nous rappelons que les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission seraient abrogés.[1938] De plus, les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 517/1999 et 400/2006 de la Commission seraient abrogés en octobre 2009.[1939] Toutefois, le Groupe spécial n'a pas été dûment saisi d'éléments de preuve confirmant cette abrogation. Par conséquent, il a procédé en partant du principe que lesdites mesures sont en vigueur.

[1938] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[1939] Réponse des Communautés européennes à la question n° 110 du Groupe spécial.

B. PLAINTE DU JAPON (DS376): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Systèmes d'affichage à écran plat

8.15 Le Japon a formulé des allégations concernant le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, les NENC 2008/C 133/01 et les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission. Le Groupe spécial a examiné comment ces mesures fonctionnaient conjointement avec la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil et en l'absence de cette suspension.

8.16 En ce qui concerne les NENC 2008/C 133/01, qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) pour ces produits et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface

vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a) du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits concernant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

8.17 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et les points 2, 3 et 4 de l'Annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a)

du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits visant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

2. Modules séparés ayant une fonction de communication

8.18 En ce qui concerne les NENC 2008/C 112/03 qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction, qui conservent le caractère essentiel d'un module séparé et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés qui utilisent les technologies RNIS, WLAN et Ethernet, et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour ces modules séparés, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans le cadre de la désignation des modules séparés figurant dans l'Annexe de la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

3. MFM

8.19 En ce qui concerne le point 1 de l'Annexe du Règlement n° 517/1999 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "télécopieurs" de la sous-position SH1996 8517 21 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.20 En ce qui concerne la Déclaration de 2005, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.21 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, le règlement accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement n'exige pas qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué aux MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie puisque la mesure n'impose pas de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE.

8.22 En ce qui concerne la NC2007, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les "télécopieurs" de la sous-position 8517 21 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

4. Annulation ou réduction d'avantages

8.23 En vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Japon de cet accord.

5. Recommandations

8.24 Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, ayant constaté que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994, nous recommandons que l'Organe de règlement des différends leur demande de rendre les mesures pertinentes conformes à leurs obligations au titre du GATT de 1994.

8.25 Nous rappelons que les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission seraient abrogés.[1940] De plus, les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 517/1999 et 400/2006 de la Commission seraient abrogés en octobre 2009.[1941] Toutefois, le Groupe spécial n'a pas été dûment saisi d'éléments de preuve confirmant cette abrogation. Par conséquent, il a procédé en partant du principe que lesdites mesures sont en vigueur.

[1940] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[1941] Réponse des Communautés européennes à la question n° 110 du Groupe spécial.

C. PLAINTE DU TAIPEI CHINOIS (DS377): CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Systèmes d'affichage à écran plat

8.26 Le Taipei chinois a formulé des allégations concernant le Règlement n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié, les NENC 2008/C 133/01 et les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission. Le Groupe spécial a examiné comment ces mesures fonctionnaient conjointement avec la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil et en l'absence de cette suspension.

8.27 En ce qui concerne les NENC 2008/C 133/01, qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) pour ces produits et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface

vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a) du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits concernant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

8.28 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 634/2005 de la Commission et les points 2, 3 et 4 de l'Annexe du Règlement n° 2171/2005 de la Commission:

a) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) En l'absence de la suspension des droits prévue par le Règlement n° 179/2009 du Conseil, les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source, et qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat et/ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, dans des positions passibles de droits. Puisque les concessions commandent d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans leur champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Compte tenu de la suspension des droits actuellement en vigueur pour certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90, l'incompatibilité avec l'article II:1 b) mentionnée aux points a) et b) ci-dessus est éliminée puisque les droits sont suspendus et ne sont donc pas plus élevés que ceux de la Liste des CE.

d) Pour les produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 et qui ne sont pas visés par la suspension des droits et sont donc soumis à un traitement prévoyant des droits, la suspension des droits n'élimine pas l'incompatibilité avec l'article II:1 b) et ce traitement prévoyant des droits est donc incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

e) Les Communautés européennes n'accordent pas aux autres Membres de l'OMC, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste, en particulier pour certains dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des images vidéo provenant tant d'une machine automatique de traitement de l'information que d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou qui sont munis d'une interface vidéonumérique, qu'ils puissent ou non recevoir des signaux d'une autre source. Ainsi, les Communautés européennes ne sont pas en conformité avec l'article II:1 a)

du GATT de 1994. Cette non-conformité n'est pas éliminée par la suspension des droits visant certains produits en cause qui correspondent à la désignation des systèmes d'affichage à écran plat ou qui relèvent du code NC 8471 60 90 puisque la mesure de suspension des droits n'élimine pas l'absence de traitement non moins favorable, en matière commerciale, pour les autres Membres de l'OMC.

2. Modules séparés ayant une fonction de communication

8.29 En ce qui concerne les NENC 2008/C 112/03 qui fonctionnent conjointement avec la NC, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction, qui conservent le caractère essentiel d'un module séparé et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Les mesures prescrivent aux autorités douanières nationales de classer dans des positions passibles de droits certains modules séparés qui utilisent les technologies RNIS, WLAN et Ethernet, et qui correspondent à la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication figurant dans l'Annexe de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

c) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour ces modules séparés, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans le cadre de la désignation des modules séparés figurant dans l'Annexe de la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.30 En ce qui concerne les allégations portant sur la compatibilité des NENC 2008/C 112/03 avec l'article X, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les Communautés européennes n'ont pas publié les NENC 2008/C 112/03 dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance, et ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994.

b) Les Communautés européennes n'ont *pas* agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification des NENC intervenue en octobre 2006 parce que les plaignants n'ont pas établi qu'elles avaient mis en application cette modification avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

c) Les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne la modification des NENC intervenue en avril 2007 en appliquant cette modification avant sa publication officielle en tant que NENC 2008/C 112/03 au Journal officiel de l'UE le 7 mai 2008.

3. MFM

8.31 En ce qui concerne le point 1 de l'Annexe du Règlement n° 517/1999 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "télécopieurs" de la sous-position SH1996 8517 21 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.32 En ce qui concerne la Déclaration de 2005, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Puisque la mesure a guidé et sert à guider l'application uniforme du tarif douanier commun dans les Communautés européennes d'une manière qui conduit à l'application de droits à ces MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits, elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, les mesures accordent, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

8.33 En ce qui concerne le point 4 de l'Annexe du Règlement n° 400/2006 de la Commission, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Le règlement exige qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué à certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie" de la sous-position SH1996 8471 60 de la Liste des CE. Puisque la concession commande d'accorder un traitement en franchise de droits pour les produits qui entrent dans son champ d'application, ce traitement prévoyant des droits est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, le règlement accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Le règlement n'exige pas qu'un traitement prévoyant des droits soit appliqué aux MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994 en ce qui concerne les MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui ont une fonction de télécopie puisque la mesure n'impose pas de droits plus élevés que ceux de la Liste des CE.

8.34 En ce qui concerne la NC2007, le Groupe spécial constate ce qui suit:

a) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les unités d'entrée ou de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information de la sous-position 8471 60 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

b) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

c) Les trois codes de la NC2007 pertinents exigent que certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information qui sont visées par la concession sous forme d'exemption de droits pour les "télécopieurs" de la sous-position 8517 21 de la Liste des CE soient passibles d'un droit de 6 pour cent. Par conséquent, en ce qui concerne ces produits, la mesure est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.

d) Du fait de l'incompatibilité avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, la NC2007 accorde, pour certaines MFM non aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information, un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et les mesures sont donc également incompatibles avec l'article II:1 a) du GATT de 1994.

4. Annulation ou réduction d'avantages

8.35 En vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les articles II:1 a), II:1 b), X:1 et X:2 du GATT de 1994, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Taipei chinois de cet accord.

5. Recommandations

8.36 Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, ayant constaté que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec les articles II:1 a), II:1 b), X:1 et X:2 du GATT de 1994, nous recommandons que l'Organe de règlement des différends leur demande de rendre les mesures pertinentes conformes à leurs obligations au titre du GATT de 1994.

8.37 Nous rappelons que les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission seraient abrogés.[1942] De plus, les Communautés européennes ont indiqué que les Règlements n° 517/1999 et 400/2006 de la Commission seraient abrogés en octobre 2009.[1943] Toutefois, le Groupe spécial n'a pas été dûment saisi d'éléments de preuve confirmant cette abrogation. Par conséquent, il a procédé en partant du principe que lesdites mesures sont en vigueur.

[1942] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 95; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 63.

[1943] Réponse des Communautés européennes à la question n° 110 du Groupe spécial.

ANNEXE A

COMMUNICATIONS DES ÉTATS-UNIS

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
A-1	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis	A-2
A-2	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la première réunion de fond	A-11
A-3	Déclaration orale finale des États-Unis à la première réunion de fond	A-22
A-4	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des États-Unis	A-25
A-5	Résumé analytique de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond	A-36

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. L'Accord sur les technologies de l'information (ATI) demeure une réalisation majeure du système de l'OMC postérieur au Cycle d'Uruguay, et est souvent salué pour avoir éliminé les droits sur un grand nombre de produits des technologies de l'information (TI) et favorisé la diffusion de technologies innovantes dans les pays développés et en développement. Du fait de l'ATI, les Communautés européennes ("CE") se sont engagées, dans leur Liste de concessions tarifaires établie dans le cadre de l'OMC, à autoriser l'importation de certains produits des TI en franchise de droits. Le présent différend porte sur de récentes actions entreprises par les CE et leurs États membres pour supprimer méthodiquement des engagements tarifaires pris dans le cadre de l'ATI.

I. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION

2. Les "[m]odules séparés ayant une fonction de communication" sont inscrits dans les Appendices A et B de l'ATI. Aux termes de l'article II:1 du GATT de 1994 et conformément à la note liminaire, les CE sont tenues d'admettre en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication - tels qu'ils sont définis dans l'Appendice B de l'ATI -, *où qu'ils soient classés*. Après la mise en œuvre de l'ATI, les modules séparés ayant une fonction de communication importés dans les CE ont généralement été classés dans la ligne NC 8528 71 13, ou dans celles qui l'ont précédée, et été admis en franchise de droits. Toutefois, à la suite des modifications apportées à la note explicative de la nomenclature combinée relative aux modules séparés, qui ont été approuvées en 2006 et 2007 et qui imposent diverses restrictions techniques arbitraires à la possibilité de bénéficier du régime en franchise de droits, les CE et leurs États membres ont commencé à appliquer des droits de 14 pour cent sur les modules séparés ayant une fonction de communication.

3. Conformément aux modifications, tout module séparé qui a une fonction de communication, c'est-à-dire un dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange d'informations interactif, est exclu de la position en franchise de droits et passible d'un droit de 13,9 pour cent – simplement s'il se trouve aussi qu'il a un disque dur. Ces mesures ne sont pas compatibles avec l'engagement inscrit dans la Liste des CE d'admettre en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication, où qu'ils soient classés. La Liste des CE donne une définition d'un "module séparé ayant une fonction de communication". Cette définition trouve son pendant dans l'Appendice B de l'ATI. Selon les termes de la Liste, lorsqu'un dispositif a les trois caractéristiques suivantes, il s'agit d'un module séparé ayant une fonction de communication (qui doit donc bénéficier du régime en franchise de droits): 1) il s'agit d'un dispositif à microprocesseur; 2) comprenant un modem d'accès à Internet; et 3) ayant une fonction d'échange d'informations interactif.

4. Les dispositifs que les CE assujettissent à des droits sont les "modules séparés ayant une fonction de communication", comme elles l'ont admis. Il s'agit de dispositifs à microprocesseur (c'est-à-dire des dispositifs qui utilisent un circuit électronique (puce) exécutant des fonctions avec l'aide d'une mémoire interne). Ils comprennent un modem d'accès à Internet et ont une fonction d'échange d'informations interactif. En fait, les CE admettent dans la note explicative de la nomenclature combinée que les dispositifs passibles de droits sont des "modules séparés" et elles ont également reconnu que ceux-ci avaient une fonction de communication.

5. Dans les faits, les CE semblent interpréter leurs obligations comme si la définition donnée dans l'Appendice B et dans leur Liste OMC contenait une condition supplémentaire, à savoir que pour

être considéré comme un module séparé ayant une fonction de communication, un dispositif ne doit pas être muni d'un disque dur. Le texte de la Liste des CE n'étaye à aucun égard le point de vue selon lequel les modules séparés ayant une fonction de communication ne peuvent plus être considérés comme tels simplement à cause de la présence d'un disque dur ou d'un autre appareil "d'enregistrement ou de reproduction". Au contraire, le texte énonce trois critères simples – s'il répond aux critères, le produit est considéré comme un module séparé ayant une fonction de communication et est admis à bénéficier de la franchise de droits.

6. Cette interprétation de la concession tarifaire des CE est compatible avec, par exemple, l'opinion du Groupe d'experts dans le différend du GATT *Majoration des droits consolidés par la Grèce*. Comme c'était le cas pour les disques pour phonographes, les participants à l'ATI n'ont pas qualifié les termes "modules séparés ayant une fonction de communication" autrement qu'en spécifiant les trois fonctions mentionnées plus haut. Ainsi, en excluant arbitrairement les modules séparés ayant une fonction de communication du régime en franchise de droits à cause de la présence d'un disque dur ou d'un autre appareil, les CE et leurs États membres ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations.

7. Les modifications apportées à la note explicative relative à la sous-position 8528 71 13 ont en outre pour effet de rendre passibles de droits des dispositifs qui comprennent des types particuliers de modems. Les modules séparés ayant une fonction de communication qui n'ont pas de "modem" au sens où les CE définissent ce terme sont passibles d'un droit de 14 pour cent. Ainsi, conformément à la mesure des CE, un module séparé ayant une fonction de communication ne peut pas bénéficier du régime en franchise de droits simplement parce qu'il permet l'accès à Internet à l'aide d'un dispositif qui fonctionne au moyen d'une connexion Ethernet ou réseau, d'une connexion sans fil (c'est-à-dire WLAN ou "wireless LAN" (réseau local sans fil)) ou d'un réseau numérique de communication (RNIS) utilisant un connecteur RJ-45 au lieu d'un connecteur RJ-11. Les CE affirment également que les modules séparés relevant de la ligne tarifaire exemptée de droits doivent comprendre un récepteur de signaux vidéophoniques, et que les "modules séparés IP" – modules séparés qui utilisent des décodeurs et d'autres technologies à la place d'un récepteur de signaux vidéophoniques pour permettre à un appareil de télévision d'afficher des signaux de télévision envoyés par le fournisseur de services – sont classés dans une ligne tarifaire passible de droits, en dépit du fait que ces dispositifs ont toutes les fonctions d'un module séparé ayant une fonction de communication.

8. Que ce soit d'un point de vue technique ou sur la base du sens ordinaire des termes employés dans la Liste des CE, la mesure est contradictoire et manque de fondement logique. Premièrement, rien ne permet de conclure, sur la base du sens ordinaire des termes, que des dispositifs qui communiquent au moyen de la technologie RNIS, WLAN ou Ethernet ne sont pas des "modules séparés ayant une fonction de communication" – dispositifs qui, entre autres choses, "compren[nent] un modem d'accès à Internet". Un "modem" est un appareil qui établit une connexion entre un équipement terminal de traitement de données et une ligne de communication. Les dispositifs qui fonctionnent au moyen d'une connexion Ethernet ou réseau, d'une connexion sans fil (c'est-à-dire WLAN ou "wireless LAN" (réseau local sans fil)) ou d'un réseau numérique de communication (RNIS) sont des modems – ils connectent le module séparé à une ligne de communication et convertissent les signaux produits par un type de dispositif en une forme compatible avec une autre.

9. Dans la note explicative de la nomenclature combinée qui a été modifiée, les CE allèguent que ces dispositifs "… rempliss[ent] une fonction similaire à celle d'un modem" mais "ne modulent ni ne démodulent des signaux" et ne peuvent donc pas être admis en franchise de droits. Même d'un point de vue technique, cette affirmation est inexacte. Tous les dispositifs en question modulent et démodulent des signaux – c'est-à-dire qu'ils font varier certaines caractéristiques du signal électrique à

mesure que l'information à transmettre par le moyen de communication varie, ce qui est précisément ce qui permet au dispositif de communiquer avec une autre source.

10. Le contexte dans lequel le terme "modem" apparaît dans la Liste des CE (lequel, conformément à l'article 31 1) de la Convention de Vienne, est également pertinent pour l'interprétation de ce terme) étaye aussi cette interprétation du texte. Le texte ne limite pas le terme "modem" aux dispositifs d'un type particulier et, de fait, l'expression "fonction de communication" a un sens large. Dans ce contexte, les modems, de tous types, qui donnent à un module séparé l'accès à Internet peuvent être considérés comme tels. En isolant arbitrairement des dispositifs comprenant certains types de modems (et certains connecteurs), la mesure des CE entraîne l'imposition de droits de 14 pour cent sur des modules séparés ayant une fonction de communication.

11. Par ailleurs, d'un point de vue technique, il est vain d'utiliser le type de connecteur – RJ-11 ou RJ-45 – pour distinguer les catégories de dispositifs qui, selon l'allégation des CE, ne sont pas des modems. En effet, les modems par câble (que la note explicative reconnaît comme un type de modem) comportent généralement un connecteur RJ-45. En considérant la présence d'un connecteur RJ-45 comme l'élément qui permet de savoir si le produit a ou non un modem, la mesure des CE entraîne l'application de droits sur des produits qui, même à leur avis, ont un modem. De même, en excluant tous les dispositifs qui n'ont pas de récepteur de signaux vidéophoniques – et, en particulier, les modules séparés ayant une fonction de communication qui reçoivent des signaux au moyen du protocole Internet (TCP/IP) –, les CE imposent des droits sur des modules séparés visés par leurs concessions tarifaires. Un module séparé IPTV (télévision IP) convertit les signaux de télévision émis par le fournisseur de services en signaux vidéo et audio qui peuvent être affichés sur un téléviseur – le simple fait qu'un module séparé reçoit le signal au moyen d'une connexion à large bande et n'utilise pas de récepteur de signaux vidéophoniques ne permet pas de conclure qu'il s'agit d'autre chose que d'un module séparé ayant une fonction de communication.

12. Les engagements en question ont été inscrits dans la Liste des CE à la suite de la conclusion de l'ATI et, en fait, la note liminaire de cette liste fait expressément référence à l'ATI. L'article premier de l'accord dispose pour sa part que les régimes tarifaires des Membres devraient "évoluer" de manière à "améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information". Ce contexte vient encore étayer la conclusion selon laquelle l'interprétation que les CE donnent des engagements inscrits dans leur Liste est inexacte. Cette interprétation ne serait pas compatible non plus avec d'autres termes figurant dans le préambule de l'ATI, y compris le désir exprimé par les participants d'"arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information" et d'"encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale". À cet égard, comme on l'a déjà expliqué, les négociateurs de l'ATI étaient bien conscients de la question du développement technologique et de la possibilité que les autorités douanières veuillent procéder à un nouveau classement des marchandises visées par l'Accord. Le texte de l'ATI - y compris l'Appendice B - et les concessions tarifaires que les CE ont inscrites dans leur Liste de ce fait – y compris la note liminaire de l'ATI dans laquelle il est dit que certains produits bénéficient du régime en franchise de droits "où qu'ils soient classés" – sont rédigés de manière à garantir le maintien de l'admission en franchise de droits même dans le cas où, par exemple, la technologie a évolué et un produit numérique pris isolément a fini par avoir de nouveaux usages précédemment attribués à d'autres produits. En effet, selon la note liminaire de la Liste, ces produits bénéficient de l'admission en franchise de droits "où [qu'ils soient] classé[s]" – même lorsque la présence de fonctions ou de technologies comme un disque dur entraîne un reclassement dans la nomenclature combinée des CE, celles-ci sont tenues de maintenir le traitement tarifaire prévu dans la Liste pour tout dispositif qui correspond à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication". Cela n'a pas été fait.

13. Outre l'obligation que leur impose la note liminaire d'accorder la franchise de droits pour les modules séparés ayant une fonction de communication "où [qu'ils soient] classé[s]", les CE se sont également engagées à accorder la franchise de droits pour les marchandises désignées par différentes lignes tarifaires dans leur Liste. Pour mettre en œuvre leurs obligations au titre de l'ATI, les CE ont consolidé à zéro trois sous-positions qu'elles avaient identifiées comme comprenant les modules séparés ayant une fonction de communication au sens de l'Appendice B. Chacune de ces lignes tarifaires a un taux de droit consolidé nul dans la Liste des CE. En 2000, les CE ont modifié leur Liste pour ajouter une nouvelle ligne tarifaire – la ligne n° 8528 12 91 – qu'elles ont également identifiée comme incluant les modules séparés ayant une fonction de communication au sens de l'Appendice B, et qu'elles ont consolidée à zéro. Le fait que les CE n'ont pas admis en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication est également incompatible avec leur obligation d'accorder la franchise de droits pour les marchandises désignées dans ces lignes tarifaires.

14. Les modifications susmentionnées apportées à la note explicative de la nomenclature combinée ont été approuvées par la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes (Comité des douanes) en octobre 2006 et mai 2007, respectivement. Toutefois, les CE n'ont pas publié ces modifications dans leur Journal officiel avant le mois de mai 2008, soit plus d'un an après avoir approuvé les modifications. Ce retard n'est pas compatible avec l'article X:1 du GATT de 1994. Ces modifications, qui se rapportent clairement à la classification de produits à des fins douanières et affectent les taux de droits pour ces produits, n'ont pas été publiées "dans les moindres délais" comme le prescrit l'article X:1 du GATT de 1994. En effet, il a fallu plus d'un an après leur approbation pour qu'elles paraissent au Journal officiel des CE, de sorte qu'il a été quasiment impossible pour les entreprises concernées et les autres Membres de les consulter d'une manière raisonnable.

15. Au même moment, les États membres appliquaient des droits sur les importations de modules séparés ayant une fonction de communication en ayant recours au raisonnement énoncé dans les modifications. L'article 12 5) du Code des douanes communautaire dispose qu'un renseignement tarifaire contraignant (RTC) cesse d'être valable "lorsque … il devient incompatible avec l'interprétation d'une des nomenclatures visées à l'article 20 paragraphe 6". En effet, selon les Lignes directrices sur les renseignements tarifaires contraignants, "les États membres ne devraient pas délivrer de nouveaux RTC qui contredisent une mesure juridique qui a été votée au Comité du Code des douanes, *même si cette mesure n'est pas encore publiée*". Conformément à ce point de vue, au cours d'une discussion menée à la réunion d'octobre 2007 du Comité du Code des douanes sur "l'utilisation de déclarations dans le compte rendu des réunions du Comité et l'application de mesures votées avant leur publication", le Président a fait observer ce qui suit: "[D]ès que le Comité a donné un avis sur le classement d'un type spécifique de produit, aucun renseignement tarifaire contraignant allant à l'encontre de cet avis ne devrait être délivré et … cet avis devrait être respecté par tous les États Membres. Il découle de ce qui précède que dès qu'un avis a fait l'objet d'un vote, les États Membres peuvent délivrer des renseignements tarifaires contraignants pour les produits concernés, *avant même que la mesure n'ait été adoptée par la Commission et publiée au Journal officiel*."

16. L'action des CE est également incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994. La note explicative de la nomenclature combinée constitue une "mesure d'ordre général" – elle est appliquée par les autorités douanières des CE et des États membres pour déterminer le classement pour tous les importateurs de dispositifs d'affichage à écran plat. L'application de la note explicative de la nomenclature combinée a entraîné le reclassement des modules séparés, qui sont passés d'une ligne tarifaire en franchise de droits à une ligne tarifaire passible de droits allant jusqu'à 14 pour cent, et partant, la note explicative de la nomenclature combinée "[a entraîné] le relèvement d'un droit de douane … à l'importation". Le fait que les CE n'ont pas publié dans les moindres délais ces mesures, mais ont imposé des droits à l'importation en ayant recours au raisonnement qu'elles contenaient, a

créé une situation intenable pour les importateurs comme pour les Membres. Du fait de leurs actions, les CE n'ont pas accordé aux négociants le traitement auquel ils ont droit et, partant, elles ont agi d'une manière incompatible avec les articles X:1 et X:2 du GATT de 1994.

II. CERTAINS DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

17. Les dispositifs d'affichage à écran plat sont inscrits dans les Appendices A et B de l'ATI. L'Appendice B désigne certains dispositifs d'affichage à écran plat comme des "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties". Selon le sens ordinaire des termes employés dans la Liste des CE pris dans leur contexte, les moniteurs du type affichage à cristaux liquides (ACL) sont des "dispositifs d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord". Dans l'ATI, les parenthèses après les termes "dispositifs d'affichage à écran plat" identifient spécifiquement les dispositifs d'affichage à écran plat du type ACL en tant qu'exemple d'un dispositif d'affichage à écran plat. Les ordinateurs ("machines automatiques de traitement de l'information") figurent parmi les "produits relevant d[e]" l'ATI. Les moniteurs ACL "pour" les ordinateurs figurent donc parmi les dispositifs visés par l'engagement des CE en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat. Par conséquent, selon la note liminaire, les CE et leurs États membres sont tenus d'accorder la franchise de droits aux dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI, en particulier les moniteurs ACL, *où qu'ils soient classés.*

18. Conformément aux mesures des CE, tout dispositif doté d'une interface vidéonumérique (DVI) est exclu de la concession tarifaire, apparemment parce qu'il n'est pas pour un ordinateur, selon les CE. Toutefois, cet attribut physique pris isolément fournit peu d'informations, voire aucune, sur le point de savoir si un dispositif d'affichage à écran plat est "pour" les produits relevant de l'ATI. La DVI est un connecteur ordinaire pour les *ordinateurs*. Comme on l'a expliqué aux paragraphes 45 à 55, *supra*, elle a été mise au point en tant que connecteur ordinaire pour l'industrie informatique afin de permettre aux ordinateurs de transmettre des signaux numériques à un dispositif d'affichage. Environ la moitié de tous les moniteurs ACL ont un connecteur DVI. De fait, certains dispositifs dotés d'un connecteur DVI doivent être connectés à un ordinateur pour recevoir des signaux vidéo. À titre d'exemple, certains moniteurs dotés d'une interface DVI sont configurés pour accepter un signal unique et une largeur de bande unique. Comme leurs guides d'utilisation l'indiquent, ces dispositifs *ne peuvent pas* fonctionner sans un ordinateur qui convertit le signal d'une fréquence à une autre. Toutefois, même ces dispositifs sont passibles de droits dans les CE simplement parce qu'ils ont la DVI.

19. Par ailleurs, en se fondant sur certaines caractéristiques techniques pour exclure des dispositifs simplement parce qu'ils *pourraient* être utilisés avec autre chose qu'un ordinateur, les CE et leurs États membres n'accordent pas la franchise de droits aux moniteurs ACL "pour" un ordinateur. Comme on l'a mentionné plus haut, en application des mesures des CE et des États membres, même si un moniteur est principalement destiné à une machine automatique de traitement de l'information, il est passible de droits s'il est simplement *apte à* être connecté à une machine autre qu'une machine automatique de traitement de l'information. Le texte ne contient toutefois aucune restriction semblable. Au lieu de cela, l'engagement mentionne le terme général "pour" – "mot-outil marquant le but". De fait, la propre position des CE sur la manière dont les dispositifs sont utilisés est contradictoire – celles-ci affirment dans le Règlement n° 493/2005 que les moniteurs ACL sont "utilisés principalement comme unités de sortie des machines automatiques de traitement de l'information", mais elles constatent ensuite que les dispositifs ne sont pas destinés "principalement" à un système automatique de traitement de l'information. En substance, les CE ont conclu que les dispositifs en question étaient et n'étaient pas principalement destinés à un ordinateur et, dans l'un ou

l'autre cas, ne bénéficiaient pas de l'admission en franchise de droits. De même, le recours des CE au critère de l'utilisation "exclusive ou *principale*" ne peut pas être concilié avec leur affirmation répétée selon laquelle les moniteurs qui sont "apte à" être connectés à un dispositif autre qu'un ordinateur ne bénéficient pas de l'admission en franchise de droits. Par conséquent, la position des CE, même en faisant abstraction du sens ordinaire de la concession tarifaire et en mettant simplement l'accent sur leur propre description des mesures, n'est pas compatible avec la logique ni avec les faits.

20. En accordant la franchise de droits uniquement aux dispositifs qui sont "exclusivement" destinés à un ordinateur (et même en excluant les dispositifs qui *sont* exclusivement destinés à un ordinateur simplement parce qu'ils ont un connecteur DVI), les CE et leurs États membres n'accordent pas la franchise de droits à de nombreux moniteurs ACL qui sont "pour" les produits relevant de l'ATI.

21. Comme on l'a mentionné plus haut, l'article premier de l'ATI dispose que les régimes tarifaires des Membres devraient "évoluer" de manière à "améliorer les possibilités d'accès au marché pour les produits des technologies de l'information". Les engagements tarifaires inscrits dans l'ATI ont été conçus pour garantir le maintien de l'admission en franchise de droits, même lorsque de nouvelles technologies, comme l'interface DVI, sont mises au point. Les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI bénéficient de l'admission en franchise de droits "où qu'ils soient classés" – même lorsque l'ajout de technologies comme l'interface DVI entraîne un reclassement dans la nomenclature combinée des CE, ces dernières et leurs États membres sont tenus de maintenir le traitement tarifaire prévu dans la Liste pour tout dispositif qui correspond à la désignation d'un "dispositif d'affichage à écran plat pour" un produit relevant de l'ATI. Cela n'a pas été fait.

22. Outre l'obligation que leur impose la note liminaire d'admettre en franchise de droits les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI "où [qu'ils soient] classé[s]", les CE et leurs États membres se sont également engagés à accorder la franchise de droits aux marchandises désignées dans différentes lignes tarifaires de la Liste. En particulier, la ligne tarifaire 8471 60 90 (du SH de 1996) désigne les "[u]nités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire – autres – autres". Les moniteurs ACL sont des "unités d'entrée ou de sortie" relevant de cette ligne tarifaire. Le simple fait qu'un dispositif utilise un connecteur DVI pour transmettre l'information affichée n'en fait pas autre chose qu'une unité d'entrée ou de sortie.

23. Au-delà du libellé de la ligne tarifaire en question, d'autres éléments contextuels pertinents étayent la conclusion selon laquelle un moniteur d'ordinateur à affichage à cristaux liquides, qu'il soit ou non muni d'une interface DVI et qu'il soit ou non *exclusivement* apte à être utilisé avec un ordinateur, correspond à la désignation de la ligne 8471.60 (du SH de 1996). La position 84.71 comprend plusieurs sous-positions qui désignent différents types d'ordinateurs, de systèmes informatiques et de dispositifs utilisés en liaison avec des ordinateurs, y compris des imprimantes, des scanners et d'autres dispositifs. Chacune de ces sous-positions a été inscrite dans l'ATI, et celles-ci ont toutes été inscrites dans la Liste de concessions des CE. Tous les types d'ordinateurs et tous les types d'unités d'ordinateur – séparément ou en diverses combinaisons – relèvent de la position 84.71. Tous ces articles ont été inscrits dans les concessions négociées et codifiées dans la Liste des CE. Rien dans le libellé ou la structure de la position 84.71 n'étaye la conclusion selon laquelle du fait de la présence d'un connecteur DVI, les moniteurs ne relèvent pas de la position 84.71 et des engagements tarifaires connexes. De plus, ni le libellé ni la structure de la position 84.71 ne limitent le champ des produits visés aux moniteurs ACL qui peuvent *uniquement* recevoir des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information.

24. La note 5 B) et C) du chapitre 84 du SH (1996) confirme que la *simple possibilité* qu'un moniteur puisse être connecté à autre chose qu'une machine automatique de traitement de l'information n'est pas suffisante pour l'exclure de la position 84.71. Au contraire, un dispositif qui est utilisé *soit* "exclusivement" *soit* "principalement" dans un système automatique de traitement de l'information peut être considéré comme une "unité" aux fins de la position 84.71. En application des mesures des CE et de leurs États membres, toutefois, comme on l'a expliqué plus haut, tout dispositif qui n'est pas destiné "exclusivement" à une machine automatique de traitement de l'information (et, même certains dispositifs qui sont destinés "exclusivement" à une machine automatique de traitement de l'information) est exclu de la position 84.71 et du régime en franchise de droits.

25. Par conséquent, en plus de ne pas avoir respecté leurs obligations au titre de la note liminaire inscrite dans la Liste des CE du fait de l'Appendice B, les CE et leurs États membres ont agi d'une manière incompatible avec leur obligation d'admettre en franchise de droits les produits désignés dans la ligne tarifaire 8471 60 90 (du SH de 1996) de la Liste des CE en imposant des droits sur ces produits.

26. Les CE et leurs États membres ont également soumis les produits visés par une suspension provisoire des droits à un traitement moins favorable au sens de l'article II:1 a) du GATT de 1994. En accordant aux dispositifs d'affichage à écran plat n'excédant pas 19 pouces une suspension des droits au lieu d'un traitement en franchise de droits permanent, les CE et leurs États membres accordent un traitement "moins favorable" que celui qui est prévu dans leur Liste pour ces dispositifs également. La note liminaire de la Liste des CE prévoit que les droits sur les produits relevant de l'Appendice B, comme les dispositifs d'affichage à écran plat, seront "consolidés et éliminés". Toutefois, la suspension des droits est provisoire – comme indiqué dans le règlement, elle est accordée "pour une durée limitée" seulement, qui ne dépassera pas deux ans à la fois. Par ailleurs, elle est conditionnelle: il peut y être mis fin unilatéralement lorsque les CE estiment que les conditions de son maintien ne sont plus réunies. Il convient de souligner que ces conditions n'apparaissent pas dans la Liste des CE.

27. Le fait que les CE n'accordent pas un traitement en franchise de droits permanent à ces produits nuit aux importations – par exemple, les entreprises n'ont pas la certitude que les moniteurs ACL seront admis en franchise de droits au moment de l'importation dans les CE, en particulier à mesure qu'approche la date à laquelle la suspension des droits prend fin. Après la fin de la suspension des droits (comme c'est actuellement le cas), ces importations sont passibles de droits. Comme dans le cas d'une divergence dans le classement tarifaire, le recours des CE à la suspension des droits, au lieu de l'octroi d'un traitement en franchise de droits permanent, nuit à l'environnement commercial dans les CE et aboutit à un traitement moins favorable que le régime en franchise de droits consolidé prévu dans la Liste des CE.

III. CERTAINES MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS

28. Les machines numériques multifonctions (MFM) – dispositifs qui exécutent plusieurs fonctions comme l'impression, la télécopie, le scannage et la copie numérique – ont été inscrites dans l'Appendice A de l'ATI, qui accorde l'admission en franchise de droits pour une vaste gamme de périphériques et de télécopieurs, y compris les marchandises de la sous-position 8471.60 (du SH de 1996) ("Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités" … "Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire") et celles de la sous-position 8517.21 (du SH de 1996) ("Appareils électriques pour la téléphonie … par fil … et … appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique" … "Télécopieurs").

29. Au moyen de ces engagements, les parties sont convenues d'admettre en franchise 1) les périphériques ("unités d'entrée ou de sortie") d'ordinateurs ("machines automatiques de traitement de l'information") comme les imprimantes et les scanneurs; et 2) les télécopieurs. Conformément à l'ATI, les CE ont modifié leur Liste pour consolider à zéro le taux de droit pour ces produits. Du fait de ces concessions tarifaires, les MFM bénéficient de l'admission en franchise de droits.

30. Les CE et leurs États membres imposent des droits sur certaines MFM qui sont des "unités d'entrée ou de sortie". Une unité "d'entrée ou de sortie" est un dispositif qui "accepte de nouvelles données, les envoie dans l'ordinateur pour les traiter, reçoit les résultats et les transforme en un support utilisable". Les MFM qui sont connectées à un ordinateur sont des unités d'entrée ou de sortie – à titre d'exemple, elles reçoivent des signaux provenant de l'ordinateur et fournissent les résultats à l'utilisateur sous forme de page imprimée, et prennent l'information provenant d'une copie papier et la transforment en un fichier électronique fourni à l'ordinateur pour stockage ou transmission, ou pour conversion en une page imprimée et suppression.

31. Le nombre de pages par minute qu'un dispositif produit n'a *absolument aucune incidence* sur le sens ordinaire d'"unité d'entrée ou de sortie", ni aucune importance d'un point de vue pratique – la plupart des MFM actuellement vendues qui se connectent à des ordinateurs sont capables de produire des copies à une vitesse de plus de 12 pages par minute. Le sens ordinaire du terme met plutôt l'accent sur la manière dont un dispositif interagit avec un ordinateur. Ainsi, une norme exprimée en termes de pages par minute, comme celle qui a été adoptée par les CE, ne constitue pas une base valable pour identifier les "unités d'entrée ou de sortie" qui bénéficient de l'admission en franchise de droits. Les termes de la position 84.71 et de ses sous-positions fournissent de solides éléments contextuels à l'appui de la conclusion selon laquelle les MFM qui peuvent être connectées à un ordinateur relèvent de la portée de la concession tarifaire des CE pour les "unités d'entrée ou de sortie". Premièrement, comme on l'a noté plus haut, l'ATI visait une large gamme de périphériques d'ordinateurs, y compris les imprimantes et les scanneurs, ainsi que les télécopieurs et certains photocopieurs. Tous les types d'ordinateurs et tous les types d'unités d'ordinateurs – séparément ou en diverses combinaisons – relèvent de la position 84.71 (du SH de 1996), et ceux-ci ont tous été inscrits dans les concessions tarifaires des CE au titre de l'ATI. Les MFM fonctionnent en combinant un scanner et une imprimante – deux dispositifs visés par la position 8471 et inclus dans l'ATI. L'idée que deux dispositifs qui sont des unités d'ordinateurs relevant de la position 84.71 (du SH de 1996) et bénéficiant de la franchise de droits cessent d'être admis en franchise de droits simplement parce qu'ils sont combinés en un seul produit (et un produit qui constitue lui-même une unité d'ordinateur) n'est pas compatible avec une interprétation correcte de la position 84.71. Rien dans le libellé ou la structure de la position 84.71 (du SH de 1996) n'étaye l'exclusion des MFM – dispositifs combinant un scanneur et une imprimante, utilisés en liaison avec des ordinateurs pour entrer des données au moyen d'un scanneur et sortir des données au moyen de l'unité d'impression – de la portée de la position 84.71 (du SH de 1996).

32. En outre, les termes de la position 9009 – dont ces dispositifs relèvent selon les allégations des CE – corroborent en fait la conclusion selon laquelle c'est la concession tarifaire inscrite dans la ligne 8471.60 (du SH de 1996), et non la position 90.09 (du SH de 1996), qui couvre les MFM. En particulier, la position 9009 mentionne le terme "*photo*copie". Les MFM ne sont pas des "photocopieurs". Premièrement, elles exécutent diverses fonctions, y compris le scannage et l'impression, qui ne sont pas remplies par un photocopieur. La fonction d'impression du dispositif est, à de nombreux égards, la plus importante. Bien qu'une MFM remplisse aussi généralement une fonction de copie, la manière dont elle le fait la distingue d'un "photocopieur" à bien des égards importants. Les copieurs numériques n'exécutent pas la fonction de *photo* copie – ils n'utilisent pas la lumière pour reproduire une image. D'autres positions pertinentes du chapitre 90 sont compatibles avec cette interprétation du terme "photocopie" – elles font toutes référence à des technologies

optiques et photographiques. Chacune de ces positions, comme la position 9009, se rapporte à des technologies optiques, et non à des dispositifs numériques comme une MFM.

33. Dans la mesure où il peut être considéré comme un contexte pertinent, le SH fournit des éléments additionnels à l'appui de l'interprétation de la position 84.71 qui précède. D'une manière compatible avec la note 5 du chapitre 84 du SH, les MFM en question sont du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information, sont connectables à l'unité centrale de traitement, et sont aptes à recevoir ou à fournir des données sous une forme (codes ou signaux) utilisable par le système. La note explicative du Système harmonisé relative à la position 90.09 (du SH de 1996) est également compatible avec l'interprétation du terme "photocopie" donnée plus haut. Une MFM n'est pas un "photocopieur" au sens où ce terme est défini dans la note explicative en question – une image optique du document à reproduire n'est pas projetée sur une surface sensible à la lumière pour produire une copie. Par conséquent, ces dispositifs ne relèvent pas de la position 90.09 (du SH de 1996)

34. Comme on l'a noté en ce qui concerne les autres produits relevant de l'ATI qui font l'objet du présent différend, l'ATI fournit un contexte pertinent pour interpréter les obligations en cause. Pour cette raison, il corrobore également la conclusion selon laquelle l'obligation énoncée dans la Liste des CE en ce qui concerne la position 84.71, et la sous-position 8471.60 en particulier, comprend les MFM. En particulier, l'article premier de l'ATI dispose que les régimes tarifaires des Membres devraient "évoluer" de manière à "améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information". Compte tenu de ce libellé, il est judicieux d'interpréter au sens large les concessions tarifaires de l'ATI qui se retrouvent dans les engagements des CE, y compris les concessions pour la position 84.71. Compte tenu de cela et du libellé clair des engagements mentionnés plus haut, les MFM qui sont connectables à des ordinateurs sont visées par la concession des CE pour les "unités d'entrée et de sortie".

35. Dans le cadre des concessions tarifaires qu'elles ont accordées après la conclusion de l'ATI, les CE ont admis en franchise de droits tous les produits relevant de la position 85.17, y compris les "télécopieurs" relevant de la ligne tarifaire 8517 21 00. Certains télécopieurs – en particulier les dispositifs qui ne sont pas aptes à être connectés à un ordinateur ou un réseau informatique, mais qui ont un dispositif de scannage et sont aptes à reproduire plus de 12 pages par minute avec ce dispositif – ont été assujettis à des droits de 6 pour cent. Les télécopieurs en question ont un scanneur, qui sert à convertir un document original en données numériques pouvant être envoyées comme télécopie. Comme on l'a expliqué plus haut, bien que ces dispositifs soient peut-être aptes à reproduire numériquement des fichiers, aucun d'eux n'exécute une fonction de *photo*copie. Par conséquent, les dispositifs combinant une imprimante, un scanner et un télécopieur, qui ne relèvent pas de la position 84.71, sont par ailleurs visés par les termes de la position 85.17 en tant que "télécopieurs".

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. Le présent différend porte sur des concessions accordées à l'occasion et à la suite de la conclusion de l'Accord sur les technologies de l'information, ou ATI. Cet accord demeure une réalisation majeure du système de l'OMC postérieur au Cycle d'Uruguay. Grâce à l'ATI, les Membres ont éliminé les droits sur de nombreux produits des technologies de l'information, dans le but d'encourager le développement, l'innovation et la diffusion des technologies dans le monde entier. Dans le préambule de l'Accord, les Ministres ont reconnu ces objectifs fondamentaux.

I. MISE EN ŒUVRE DE L'ATI PAR LES CE ET IMPOSITION PAR LES CE DE DROITS SUR LES PRODUITS VISÉS PAR L'ATI

2. L'une des particularités les plus importantes de l'ATI est l'approche mixte du champ des produits visés: la nomenclature tarifaire ainsi que les désignations générales des produits (Appendice B) sont utilisées pour garantir un régime en franchise de droits pour les produits des technologies de l'information "où qu'ils soient classés". Les produits peuvent être visés par l'un ou l'autre des Appendices A et B, ou les deux. Du fait de l'ATI, les CE et certains de leurs États membres ont modifié leurs Listes de concessions de deux manières: premièrement, ils ont consolidé à zéro différentes positions tarifaires et, deuxièmement, ils ont incorporé dans leurs Listes une note liminaire qui accorde un traitement en franchise de droits pour les produits désignés dans l'Appendice B "où [qu'ils soient] classé[s]". Ce faisant, les CE et leurs États membres se sont engagés à admettre en franchise de droits un grand nombre de produits des technologies de l'information, y compris les trois produits en cause en l'espèce: les modules séparés ayant une fonction de communication, les dispositifs d'affichage à écran plat et les machines numériques multifonctions (MMF). Toutefois, en dépit de ces engagements exprès, les CE et leurs États membres (ci-après les "CE") imposent maintenant des droits sur ces produits.

3. Cela a été fait au moyen d'une suite ininterrompue de mesures isolant des caractéristiques techniques arbitraires pour exclure un produit du régime en franchise de droits – comme la présence d'un disque dur ou le type de technologie de modem qu'un produit utilise pour communiquer, la présence d'une interface DVI, ou la capacité de reproduire plus de 12 pages par minute. À mesure que les produits ayant ces caractéristiques techniques particulières deviennent de plus en plus répandus, l'effet des mesures devient plus pernicieux. À l'heure actuelle, la moitié des moniteurs ACL sont dotés d'une prise DVI et ne relèvent donc pas, de l'avis des CE, de la portée de leurs concessions résultant de l'ATI. Une nombre important et grandissant de MFM peuvent reproduire plus de 12 pages par minute – ces appareils sont donc passibles de droits dans les CE. Les modules séparés utilisent de plus en plus de nouvelles technologies de modem ou comprennent un disque dur et sont donc, selon les CE, exclus de leurs obligations d'admission en franchise de droits. Conformément aux mesures des CE, plus l'industrie innove – même des innovations mineures comme une vitesse d'impression plus grande ou un nouveau câble connecteur –, plus les droits perçus sur les produits TI importés dans les CE seront nombreux. Comme il en sera question, cette approche est tout à fait incompatible avec la lettre de la Liste tarifaire des CE établie dans le cadre de l'OMC. Elle constitue également un détournement pervers de l'ATI et est incompatible avec l'intention déclarée des Ministres d'"encourager la poursuite du développement technologique".

II. SURVOL DES PRINCIPAUX THÈMES ABORDÉS DANS LA COMMUNICATION DES CE

4. Avant de répondre aux arguments avancés par les CE au sujet de certains produits, j'aimerais traiter brièvement de trois thèmes importants qui ressortent de la réponse des CE et dénotent une volonté globale de leur part de détourner l'attention des questions juridiques fondamentales en jeu: premièrement, affecter la confusion au sujet des produits qui sont en cause, lorsque les mesures elles-mêmes définissent les produits; deuxièmement, affecter la confusion au sujet des concessions qui sont en cause, malgré différentes lignes tarifaires et une note liminaire clairement identifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et les communications des plaignants; et, troisièmement, affecter l'incertitude au sujet des mesures en cause, en alléguant diversement que les mesures ne veulent pas dire ce qu'elles disent à cause de modifications apportées à la nomenclature combinée, de décisions des tribunaux, de suspensions provisoires des droits, etc. Ce que les CE ne font jamais dans leur communication de 148 pages, toutefois, c'est de faire face résolument à la contestation de leurs mesures par les plaignants et de défendre ces mesures selon leurs propres critères.

5. Premièrement, il y a la question du produit. Tout au long de leur communication, les CE allèguent la confusion au sujet des produits en cause dans le différend et, sur cette base, entreprennent de faire passer le différend pour un différend portant sur des produits entièrement différents de ceux que les plaignants ont identifiés dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et dans leurs communications. Cette confusion apparente est curieuse car les propres mesures des CE définissent les produits visés dont elles présument à tort qu'ils sont passibles de droits. En tout état de cause, les plaignants ont été clairs. Pour étoffer leur analyse des mesures des CE, ils ont fourni des désignations détaillées et des éléments de preuve à l'appui au sujet de chacun des produits visés par ces mesures: 1) les modules séparés ayant une fonction de communication – type d'appareil électronique qui est placé à côté (ou en dessous) d'un téléviseur et qui est capable de communiquer sur Internet, 2) les machines numériques multifonctions – périphériques d'ordinateurs qui peuvent scanner, imprimer, copier et/ou télécopier; et 3) les dispositifs d'affichage à écran plat pour ordinateurs – systèmes d'affichage utilisant une technologie comme l'affichage à cristaux liquides qui permet d'obtenir un moniteur plus mince que les moniteurs conventionnels à tube cathodique. Il s'agit de produits désignés dans les mesures des CE et affectés par celles-ci – il ne s'agit pas, comme les CE l'allèguent, d'enregistreurs vidéo, de photocopieurs ou de ce qu'il est convenu d'appeler des "moniteurs multifonctions".

6. Au-delà du simple obscurcissement, le fait que les CE tiennent apparemment beaucoup à une désignation par modèle de chaque produit semble avoir pour but soit de transformer la présente affaire en une affaire de classement (ce qu'elle n'est certainement pas), soit d'imposer une charge extrêmement lourde pour ce qui est de démontrer une violation "en tant que tel" de l'article II. Le présent différend est de nature tarifaire. Il s'agit de savoir si les mesures entraînent l'imposition d'un droit de douane qui n'est pas compatible avec l'article II. Pour montrer que les mesures sont incompatibles "en tant que telles", nous ne sommes pas tenus de démontrer qu'elles entraînent l'imposition de droits sur chacun des modèles de dispositif d'affichage à écran plat, de module séparé ou de MFM qui franchit la frontière des CE – nous devons plutôt montrer que les mesures amènent nécessairement les autorités douanières des CE à imposer des droits sur un ou plusieurs produits visés par leurs engagements. Comme les États-Unis l'ont démontré dans leur communication, en excluant du régime en franchise de droits *tout* dispositif d'affichage à écran plat, module séparé ou MFM ayant une caractéristique technique donnée – comme la DVI, ou un type particulier de modem ou la présence d'un disque dur, ou encore la capacité de reproduire plus de 12 pages par minute –, les mesures entraînent l'imposition de droits sur des produits visés par les obligations tarifaires des CE en

matière d'admission en franchise de droits. Par conséquent, les mesures des CE ne sont pas compatibles avec l'article II.

7. Deuxièmement, les CE ne tiennent aucun compte du texte des concessions en cause, contrairement aux règles coutumières d'interprétation qui trouvent leur expression dans la Convention de Vienne sur le droit des traités. Dans certains cas, elles le font en faveur d'autres concessions désignant des produits qui ne sont pas en cause dans le présent différend (comme les moniteurs à tube cathodique ou les photocopieurs). Dans d'autres cas, elles mettent l'accent sur différents éléments dénués de pertinence – documents divers portant sur des réunions du Comité de l'ATI, documents de négociation peu instructifs ou opinions variées des États-Unis en matière de classement tarifaire. La plupart de ces documents sont tout simplement dénués de pertinence pour interpréter le texte en cause, et un examen plus approfondi montre clairement que dans les faits, aucun d'eux n'étaye même l'interprétation des CE. Dans le cas précis dans lequel les CE s'intéressent au texte véritable d'une concession qui fait l'objet du présent différend – la désignation des modules séparés dans l'Appendice B –, leur argument est carrément contredit par le texte d'une concession connexe accordée en 2000. Comme nous l'expliquerons ci-dessous, les "modules séparés *ayant* une fonction de communication" sont une concession que *les CE elles-mêmes* ont rédigée et officiellement ajoutée à leur Liste en 2000. Les plaignants n'ont rien cité de manière inexacte; ce sont les CE qui semblent décidées à faire abstraction des termes de leurs engagements.

8. Les CE évitent directement d'aborder un autre passage important de leur Liste: l'engagement, pris pour mettre en œuvre l'Appendice B de l'ATI, d'admettre en franchise de droits les produits en question "où [qu'ils soient] classé[s]". Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication, cette phrase a été incorporée dans les Listes de concessions des CE en tant que note liminaire. La concession en question a été citée à maintes reprises tout au long de la communication des États-Unis et figure dans la pièce US-7. Par conséquent, lorsque les États-Unis et les coplaignants font référence à cet engagement, il ne devrait pas y avoir de confusion au sujet de l'endroit où figure l'obligation. L'engagement est explicite dans les Listes des CE. Au lieu de discuter de la concession pertinente, les CE allèguent la confusion et mettent plutôt l'accent sur certaines lignes tarifaires ou dispositions ayant trait à des produits entièrement différents. Ni les concessions inscrites dans certaines lignes tarifaires ni celles qui ont trait à d'autres produits ne se substituent à l'obligation générale d'accorder la franchise de droits aux produits en question désignés dans l'Appendice B "où [qu'ils soient] classé[s]". En outre, bien que les CE admettent que la logique du Système harmonisé n'est pas pertinente pour interpréter les concessions inscrites dans l'Appendice B, elles se fondent malgré tout sur le SH tout au long de leur communication – même lorsqu'elles traitent de l'Appendice B.

9. Enfin, tout au long de leur communication, les CE tentent de détourner l'attention des actions mêmes qui sont à l'origine du présent différend: les règlements, les notes explicatives, les dispositions de la nomenclature combinée, etc., qui ont donné lieu à un traitement tarifaire incompatible avec les règles de l'OMC. Au lieu de cela, elles font état de la récente prorogation d'une suspension provisoire des droits applicable aux moniteurs sans même répondre à l'allégation des plaignants selon laquelle une suspension provisoire des droits accorde un traitement moins favorable que celui prescrit par la Liste des CE. Elles présentent – et dénaturent – quelques opinions des États-Unis en matière de classement tarifaire. Ce qui est peut-être le plus remarquable, c'est qu'elles tentent de défendre leurs actions en invoquant deux récents avis de la CJCE qui ne corroborent assurément pas leur thèse. Les États-Unis invitent le Groupe spécial à examiner ces avis, dont Singapour fait ressortir quelques-uns des éléments les plus importants dans sa communication en tant que tierce partie. En ce qui concerne les mesures en cause, les CE allèguent diversement qu'elles ne sont pas contraignantes, que, du fait des précisions données par la CJCE sur le "droit communautaire actuel", elles ne veulent pas dire ce qu'elles disent, qu'elles ont "effectivement" perdu leur pertinence en raison des modifications

apportées à la nomenclature combinée, ou que les CE sont en train de les "examiner" et pourraient y apporter des "ajustements". Ces déclarations donnent plutôt simplement à entendre que même les CE reconnaissent les défauts inhérents à leurs propres mesures.

10. En ayant ces thèmes généraux présents à l'esprit, je vais maintenant examiner les allégations formulées par les États-Unis sur les modules séparés, qui répondent à des affirmations importantes faites par les CE. Après cela, je vais brièvement faire ressortir quelques-unes des questions plus importantes relatives aux dispositifs d'affichage à écran plat et aux MFM.

III. MODULES SÉPARÉS AYANT ("WITH") UNE FONCTION DE COMMUNICATION (ET MODULES SÉPARÉS AYANT ("WHICH HAVE") UNE FONCTION DE COMMUNICATION)

11. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication, les modules séparés ayant ("which have") une fonction de communication ont été inclus dans l'ATI. Dans la note liminaire de leurs Listes, les CE se sont engagées à accorder la franchise de droits à ces produits, "où [qu'ils soient] classé[s]". De plus, elles ont consolidé à zéro quatre lignes tarifaires qu'elles ont identifiées comme incluant les modules séparés désignés dans l'Appendice B. Comme les États-Unis l'expliquent dans leur communication, trois de ces lignes ont été consolidées en 1997; la quatrième a été ajoutée en 2000 et vise les modules séparés ayant ("with") une fonction de communication. Toutefois, du fait des mesures des CE, tout dispositif de ce type muni d'un disque dur cesse d'être admissible en franchise de droits lorsqu'il est importé dans les CE. De même, tout dispositif de ce type comprenant un modem Ethernet, WLAN ou RNIS, y compris tout dispositif sans récepteur de signaux vidéophoniques, est passible de droits.

12. Les CE allèguent d'abord que la note explicative de la nomenclature combinée qui a abouti à ce résultat n'est pas contraignante. Nous serions évidemment ravis que la note explicative de la nomenclature combinée ne s'applique pas, mais de nombreux éléments de preuve présentés par les plaignants – y compris des renseignements tarifaires contraignants (RTC), des déclarations du Comité du Code des douanes, des avis de la CJCE et les propres déclarations faites par les CE dans des différends antérieurs soumis à l'OMC – démontrent son effet juridique. Depuis l'adoption de la note explicative de la nomenclature combinée, les autorités douanières des États membres imposent systématiquement des droits sur tout dispositif muni d'un disque dur ou sur les modems bien précis mentionnés plus haut. Dans certains cas, elles ont même cité la décision par laquelle le Comité du Code des douanes avait approuvé la note explicative de la nomenclature combinée comme fondement de leur mesure. Les CE ne présentent aucune preuve contraire. S'agissant de leur argument selon lequel la note explicative de la nomenclature combinée n'est pas contraignante, les CE affirment dans la présente procédure que la présence d'un disque dur peut être un élément "important" lorsqu'il s'agit d'examiner le point de savoir où un produit sera classé, mais que cet élément n'est pas "considéré séparément des autres éléments". Toutefois, là encore, les CE ne signalent aucun cas, depuis la publication de la note explicative de la nomenclature combinée, dans lequel un module séparé muni d'un disque dur a bénéficié d'une admission en franchise de droits. Nous ne pouvons que conclure qu'il en est ainsi parce que la note explicative a eu l'effet voulu. Par ailleurs, les CE ne font ressortir aucun élément dans les termes mêmes de la note explicative de la nomenclature combinée qui étaye leur insinuation selon laquelle la présence d'un disque dur n'est pas déterminante – au contraire, comme les États-Unis l'expliquent dans leur communication écrite, le texte de la note explicative prévoit que si un module séparé contient un disque dur, il doit être classé dans une catégorie passible de droits. C'est précisément ce que les autorités douanières des CE ont fait – tout dispositif muni d'un disque dur est classé dans la position passible de droits, indépendamment des autres "caractéristiques objectives" que le produit peut avoir.

13. En plus d'alléguer (sans éléments à l'appui) que la mesure n'entraîne pas l'imposition de droits sur les modules séparés, les CE accordent maintenant beaucoup d'importance à l'emploi des termes "which have" au lieu du terme "with" dans la version anglaise de l'Appendice B. Elles font valoir que cela limite la concession aux produits qui comportent *exclusivement* les trois caractéristiques énumérées après le deux-points dans l'Appendice B. D'abord, contrairement à ce que les CE laissent entendre, les États-Unis ont correctement cité l'Appendice B dans leur communication. En outre, la distinction de fond qui existe maintenant, selon l'allégation des CE, entre les termes anglais "with" et "which have" est sans fondement. Les CE *elles-mêmes* le reconnaissent. En 2000, elles ont ajouté à leur Liste une ligne tarifaire, qu'elles ont consolidée à zéro, visant – et je cite – les "set-top boxes *with* a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication). Dans cette ligne tarifaire, *les CE elles-mêmes* emploient le membre de phrase "set-top boxes *with* a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication). Par conséquent, la Liste des CE contient aussi une concession relative aux "set-top boxes *with* a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication). De plus, les CE ont indiqué que les marchandises qui correspondaient à la désignation des modules séparés donnée dans l'Appendice B étaient classées dans cette ligne tarifaire. Si les termes anglais "which have" avaient le sens que les CE lui donnent maintenant, cela soulève la question de savoir pourquoi les CE elles-mêmes ont opté, dans la version anglaise, pour "with" au lieu de "which have" lorsqu'elles ont modifié leur Liste en 2000.

14. Fait plus remarquable, outre qu'elles font abstraction du texte de leur Liste tel qu'il a été modifiée en 2000, les CE allèguent que la modification de 2000 visait un produit qui n'était pas inclus dans l'ATI. Elles font cette allégation en dépit du fait que leur propre notification désigne à plusieurs reprises le produit en cause comme un "produit relevant de l'ATI" et attache la ligne tarifaire en question à la désignation des modules séparés dans l'Appendice B. Les CE font maintenant valoir que les modules séparés ayant un récepteur de signaux vidéophoniques "n'étaient pas initialement censés relever de l'ATI", et allèguent qu'elles ont accordé la franchise de droits à ce "nouveau" produit simplement en réponse à une demande des États-Unis. (Je fais observer que cet argument est assez paradoxal étant donné que, comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur communication, les CE refusent aussi d'admettre en franchise de droits les modules séparés *sans* récepteur de signaux vidéophoniques – les modules séparés IP). En tout état de cause, ces affirmations sont tout simplement contredites par les faits, en particulier la notification présentée par les CE en 2000 (pièce US-26). Nous encourageons le Groupe spécial à examiner ce document. En outre, même s'il y avait une distinction de fond entre les termes anglais "which have" et "with" (il n'y en a pas), compte tenu de la modification de leur Liste qui en a résulté, les CE sont obligées d'admettre en franchise de droits les modules séparés ayant (*which have*) une fonction de communication, en raison de la note liminaire et de l'Appendice B, *et* les modules séparés ayant (*with*) une fonction de communication, en raison de la concession tarifaire qu'elles ont accordée pour la ligne tarifaire 8528 71 13. Les deux membres de phrase figurent dans leur Liste et, partant, les deux peuvent être employés pour définir leurs obligations.

15. Cela soulève la question de savoir pourquoi les CE se donnent maintenant tant de mal pour désavouer l'action qu'elles ont entreprise en 2000. Au vu du reste de leur argumentation, la raison est claire. Le fait que les CE ont reconnu en 2000 que les modules séparés munis de récepteurs de signaux vidéonumériques relevaient de l'Appendice B va à l'encontre de leur affirmation d'aujourd'hui selon laquelle un dispositif qui a des composants en sus des trois éléments énumérés dans la désignation de l'Appendice B est exclu de l'ATI. Tout comme un dispositif muni d'un récepteur de signaux vidéophoniques peut correspondre aux termes de la désignation d'un module séparé dans l'Appendice B, même si le texte ne fait pas état des récepteurs de signaux vidéophoniques comme étant l'une des fonctions que doit avoir un module séparé, un dispositif muni d'un disque dur ou d'un type de modem différent peut correspondre aux termes de l'Appendice B, à condition qu'il ait les trois fonctions qui y sont spécifiées.

16. Les CE protestent en disant que les dispositifs visés "ne peuvent pas se voir sans cesse attribuer d'autres particularités et éléments techniques additionnels" – toutefois, cette affirmation passe à côté de la question et déforme la position des États-Unis. Les modules séparés en question ne se voient pas "sans cesse attribuer" des particularités et technologies additionnelles. Ce sont des modules séparés ayant une fonction de communication selon le sens ordinaire de la concession: il s'agit de dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange d'informations interactif. Pour les CE, il importe peu que les modules séparés aient toutes ces fonctions essentielles. La présence d'une particularité additionnelle seulement – un disque dur – ou le fait que ces dispositifs utilisent une technologie de modem différente permet, selon les CE, de les considérer comme un "nouveau" produit et de les exclure du régime en franchise de droits. Par conséquent, la question en jeu dans le présent différend n'est pas, comme les CE l'allèguent, de savoir si un dispositif est un module séparé dans une proportion de 1 pour cent et "autre" dans une proportion de 99 pour cent. Conformément aux mesures des CE, les autorités douanières se contentent de constater la présence d'un disque dur ou d'un type particulier de modem pour exclure les dispositifs du régime en franchise de droits.

17. La position des CE au sujet des modems montre à quel point l'application effective des mesures en question est éloignée de leur hypothétique "99 pour cent". À titre d'exemple, les CE admettent qu'à l'instar de certains dispositifs qu'elles considèrent comme des modems, un modem RNIS communique au moyen d'une ligne téléphonique. Toutefois, selon elles, comme ce modem utilise une technologie qui "permet un transfert plus rapide" qu'avec les autres modems faisant appel à la téléphonie, il ne s'agit pas d'un modem. Sur cette seule base, elles excluent tout dispositif ayant un modem RNIS du régime en franchise de droits. Pourtant, comme cela est expliqué dans la communication des États-Unis, tous les dispositifs en question, y compris les modems RNIS, correspondent au sens ordinaire du terme "modem" – ils modulent et démodulent des signaux. Comme cet exemple le montre, nous n'avons pas affaire à des dispositifs à ce point éloignés même de ceux qui étaient sur le marché lorsque la concession a été négociée qu'ils posent les difficiles questions qui, selon l'allégation des CE, se présentent maintenant. Les dispositifs en question comportent des améliorations très simples mais importantes par rapport à ceux qui étaient offerts sur le marché lorsque l'ATI a été négocié: des technologies de modem plus rapides et un disque dur. Et surtout, ils correspondent à la désignation donnée dans le texte de la concession. Les concessions tarifaires des CE ne disparaissent pas simplement parce qu'une technologie s'améliore. En fait, à condition que le produit en question corresponde aux termes du texte, il est visé par la concession.

18. En ce qui concerne les autres allégations en cause dans le présent différend, les CE présentent plusieurs autres documents accessoires dans ce qui ne peut être qualifié que de tentative visant à détourner l'attention du sens ordinaire des obligations fondamentales en cause. D'abord, tentant apparemment de laisser entendre que la portée de la concession est plus limitée que le sens ordinaire du texte proprement dit, les CE font état d'un certain nombre de documents qui ont été établis pendant les négociations. Certains de ces documents décrivent des propositions faites pendant les négociations, d'autres offrent un exemple d'un produit – la WebTV – qui, selon l'affirmation du Japon, serait visé. Sur la base de ce document, les CE allèguent que cette proposition voulait dire que seuls les produits "similaires à la WebTV" étaient visés par la concession finale. Toutefois, un autre document semble refléter des notes préparées par un délégué des CE et, selon l'affirmation des CE, il représente une proposition avortée de modifier le texte anglais de la concession pour remplacer les termes "which have" par "with". Curieusement, après avoir présenté ces documents, les CE ont admis qu'aucun d'eux ne permettait de mieux comprendre le sens des termes véritables employés dans la concession sur laquelle les participants se sont finalement mis d'accord.

19. Cependant, il faut souligner que ces documents font tout au plus partie de l'historique des négociations. Tentant d'en rehausser l'importance, les CE les qualifient de "circonstances" et

allèguent qu'ils peuvent être utilisés pour interpréter le *sens ordinaire* du texte. Ce tour de passe-passe interprétatif est inadmissible. Il est bien établi que, conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, il ne peut être fait appel à l'historique des négociations et aux circonstances dans lesquelles un traité a été conclu que pour confirmer le sens ordinaire, ou encore lorsque le sens ordinaire est ambigu ou conduit à un résultat manifestement absurde ou déraisonnable. Les CE n'ont pas démontré que l'un ou l'autre cas s'appliquait en l'espèce et, partant, même si les documents en question sont considérés comme faisant partie de l'historique des négociations, ils sont dénués de pertinence.

20. En ce qui concerne les éléments présentés par les CE comme contexte, là encore elles tentent de donner une lecture de l'Accord qui exclut une concession en se fondant sur les lignes tarifaires que d'autres participants et elles-mêmes ont identifiées en 1997 (en tant que lignes dans lesquelles ils ont classé le produit) pour définir l'ensemble des produits actuellement visés. Les CE passent à côté de la question: les produits relevant de l'Appendice B sont admis en franchise de droits "où [qu'ils soient] classé[s]". Les participants à l'ATI n'ont pas limité l'obligation à une ligne tarifaire unique ni à un seul groupe de lignes tarifaires. De plus, ils n'ont pas tous spécifié les mêmes lignes dans lesquelles le produit était classé à l'époque. Restreindre la concession en fonction de la notification par les participants des lignes dans lesquelles les produits étaient classés à l'époque renvient à rendre la note liminaire inutile. Autrement dit, si les lignes tarifaires elles-mêmes définissaient la portée de l'engagement, il aurait été inutile pour les participants d'inscrire la note liminaire de l'Appendice B dans leurs Listes. Ceux-ci auraient tout simplement pu consolider les lignes tarifaires pertinentes à zéro. De toute évidence, ils ne l'ont pas fait.

21. Enfin, comme les CE le font observer à juste titre, les États-Unis, comme les autres plaignants, n'ont pas fait valoir que le classement des produits en question par les CE était par ailleurs incompatible avec leur législation en la matière. En effet, le classement est une question qu'il appartient aux CE et à leurs tribunaux de trancher; il ne s'agit pas d'une question que le présent Groupe spécial doit résoudre. Toutefois, les CE confondent souvent la question du traitement tarifaire avec celle du classement. À titre d'exemple, l'affirmation des CE selon laquelle il ne serait pas faisable pour leurs autorités douanières de s'appuyer "uniquement sur les désignations données dans l'ATI" pour classer les marchandises est dépourvue de logique. La note liminaire de la Liste des CE prévoit qu'elles doivent admettre en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication où qu'ils soient classés. Il appartient aux CE de décider comment elles s'acquitteront de cette tâche, à condition qu'elles le fassent d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Elles ne l'ont pas fait en l'espèce.

22. **Article X**: Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur communication, la note explicative de la nomenclature combinée relative aux modules séparés n'a pas seulement entraîné l'imposition de droits sur les modules séparés visés par l'admission en franchise de droits concédée par les CE, en contravention de l'article II. Les CE ont aussi mis plus d'un an pour publier cette note après l'avoir approuvée, et ils l'ont appliquée pour recouvrer des droits incompatibles avec les règles de l'OMC avant même sa publication. La réponse des CE à l'allégation des États-Unis au sujet de l'article X, et des paragraphes 1 et 2 de l'article X, est pareillement inefficace. Les CE allèguent que les notes explicatives de la nomenclature combinée ne sont pas contraignantes et qu'en tout état de cause, les votes au Comité du Code des douanes sont "simplement une étape dans la procédure" relative à l'adoption de ces notes. En ce qui concerne la première question, les conséquences juridiques et pratiques des notes explicatives de la nomenclature combinée sont claires et je renvoie le Groupe spécial à mes observations antérieures sur cette question. S'agissant de la seconde question, les CE demandent au présent Groupe spécial de faire abstraction de déclarations contraires souvent faites par la présidence du Comité du Code des douanes, ainsi que des Ligne directrices sur les RTC, et posent la question de savoir pourquoi les États membres feraient référence à la mesure du Comité du Code

des douanes dans leurs décisions (et même pourquoi on la désignerait comme une "décision"). Le fait que les États membres se sont fondés expressément sur la note explicative de la nomenclature combinée, de même que sur les règles générales interprétatives et la nomenclature combinée, démontre que ces règles et la nomenclature combinée n'ont pas été les seules à guider les décisions des États membres.

23. Par ailleurs, le fait que certains États membres classaient des dispositifs dans la position passible de droits avant que la note explicative de la nomenclature combinée ne soit soumise à un vote n'appuie pas la conclusion selon laquelle le vote lui-même n'a eu aucune incidence sur le classement dans les CE. Pour autant qu'on puisse en juger, il démontre simplement que certains États membres agissaient d'une manière incompatible avec l'article II avant même que la note explicative de la nomenclature combinée ne soit publiée. Avec la note explicative, les CE, de même que tous les États membres, en sont venus à agir d'une manière incompatible avec l'article II. Dans les faits, les CE tentent de se dissimuler derrière les actions incompatibles avec les règles de l'OMC entreprises par certains États membres pour laisser entendre que leur propre action incompatible avec les règles de l'OMC est sans conséquence. Cette position est contredite par de nombreuses déclarations du Comité du Code des douanes, par les références données dans les RTC délivrés par les États membres et par les propres déclarations faites par les CE dans d'autres contextes, et ne devrait pas être acceptée par le présent Groupe spécial.

24. En dernier lieu, en ce qui concerne la notification procédurale de l'adoption de la mesure faite par les CE, la publication du compte rendu de la réunion du Comité du Code des douanes sur Internet n'est pas, contrairement à ce que les CE allèguent, suffisante pour satisfaire à l'obligation de publier la mesure imposée par l'article X. Le compte rendu de la réunion ne contient pas la mesure proprement dite, ni même suffisamment de détails pour permettre à un négociant de savoir quelle est la règle en vigueur. En outre, l'allégation des CE selon laquelle elles ont attendu jusqu'en mai 2008 pour publier la mesure finale en raison de la possibilité que d'autres éléments y soient ajoutés repose sur l'idée qu'elles n'auraient pas pu publier les éléments qui étaient en vigueur avant de les appliquer. C'est tout simplement faux. Même si les CE entendaient adopter des restrictions additionnelles à l'admission en franchise de droits des modules séparés, elles n'avaient pas besoin d'attendre toute une année pour publier celles qui étaient déjà en vigueur, ni d'imposer des droits sur les importations en s'appuyant sur ces décisions avant leur publication. Le fait d'agir ainsi n'est pas compatible non plus avec les obligations prévues à l'article X.

IV. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

25. Comme elles l'ont fait avec les modules séparés, les CE présentent de manière erronée les produits en cause – elles mettent l'accent sur ce qu'il est convenu d'appeler le "moniteur multifonctions" et attirent l'attention sur d'autres concessions de leur Liste plutôt que sur le texte des concessions identifiées par les plaignants. Le présent différend porte sur le traitement tarifaire des dispositifs d'affichage à écran plat pour ordinateurs. Les mesures prises par les CE assujettissent ces dispositifs à des droits chaque fois que ceux-ci ont une interface DVI ou sont connectables à un dispositif autre qu'un ordinateur. Le présent différend ne porte pas sur ce qu'il est convenu d'appeler les "moniteurs multifonctions", contrairement à ce que les CE allèguent dans leur communication. En fait, on ne sait pas très bien ce que les CE entendent même par "moniteur multifonctions". Quel que soit le sens de ces termes, ils n'englobent pas les dispositifs d'affichage à écran plat affectés par les mesures des CE, comme ceux qui sont principalement utilisés avec des ordinateurs. En fait, les mesures des CE entraînent même l'imposition de droits sur des dispositifs qu'il est matériellement impossible d'utiliser sans un ordinateur – simplement parce qu'ils ont la DVI.

26. En outre, les CE n'ont pas démontré qu'il y avait une ambiguïté au sujet de la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat. Au lieu de cela, elles détournent une fois de plus l'attention en mettant l'accent sur une discussion dénuée de pertinence qui s'est déroulée au Comité de l'ATI portant sur le point de savoir si les "pièces" étaient visées par la concession. *Le présent* différend porte sur les produits finis et sur la question de savoir si les CE elles-mêmes ont adopté le point de vue selon lequel la disposition de l'ATI s'appliquait bel et bien.

27. Par ailleurs, bien que les CE tentent d'accorder une grande importance à la concession de leur Liste relative aux moniteurs à tube cathodique, la concession en cause est celle qui se rapporte aux dispositifs d'affichage à écran plat. Ni les États-Unis ni aucun autre plaignant n'ont contesté dans le présent différend le traitement que les CE accordaient aux moniteurs à tube cathodique. Les CE allèguent qu'"il n'est pas particulièrement important d'établir une distinction entre le contexte immédiat et le contexte général", contredisant l'approche entérinée par l'Organe d'appel à de multiples occasions. La concession dont elles traitent explicitement porte sur un dispositif qui n'est pas en cause en l'espèce: les moniteurs utilisant la technologie du tube cathodique. Les CE n'expliquent pas pourquoi la concession relative aux moniteurs à tube cathodique constitue un "contexte" pertinent pour la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat, ni pourquoi on devrait donner de la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat une lecture qui inclut une phrase de la concession relative aux moniteurs à tube cathodique n'y apparaissant pas.

28. Pris conjointement, le fait que les CE qualifient à tort le produit de "moniteur multifonctions", leur insinuation selon laquelle la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat ne vise que les pièces et leur exposé sur les moniteurs à tube cathodique amènent à conclure ceci: les CE tentent de faire valoir que l'engagement relatif aux moniteurs à tube cathodique est le *seul* engagement de l'Appendice B qui porte sur les "moniteurs d'ordinateurs", ce qui donne à penser qu'à leur avis, elles ne sont pas tenues, en vertu de la note liminaire, d'accorder la franchise de droits à un moniteur ACL *quel qu'il soit*. Cette position va tout simplement à l'encontre du texte des concessions.

29. En ce qui concerne l'allégation des plaignants portant sur la concession tarifaire des CE pour la sous-position 8471 60 – soit les "unités d'entrée ou de sortie" des machines automatiques de traitement de l'information –, les CE ne tiennent tout simplement pas compte du sens ordinaire des termes qui y sont employés. Elles affirment qu'"il n'est pas nécessaire d'examiner les arguments des plaignants en ce qui concerne le sens ordinaire des termes utilisés dans le tarif". Par conséquent, elles n'essaient même pas d'expliquer pourquoi elles estiment que les dispositifs d'affichage à écran plat ne relèvent pas du sens ordinaire des termes employés dans la concession tarifaire. Elles n'expliquent pas pourquoi, par exemple, les dispositifs d'affichage à écran plat munis d'un connecteur DVI, ou ceux qu'il est simplement possible de connecter à un dispositif autre qu'un système automatique de traitement de l'information, sont nécessairement exclus de cette concession. Au lieu de cela, elles examinent le texte de plusieurs concessions *différentes* qui ne sont pas pertinentes pour l'allégation des plaignants et font entièrement abstraction des mesures contestées. Ce faisant, elles ne répondent pas aux allégations des plaignants.

V. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS

30. En dernier lieu, pour ce qui est des machines numériques multifonctions (MFM), la position des CE semble être la suivante: en dépit du fait que les imprimantes, les scanneurs et les télécopieurs sont tous visés par l'ATI, lorsque ces produits sont combinés en une seule unité, cette unité devient un photocopieur et cesse de relever de l'ATI au lieu de devenir une "unité d'entrée ou de sortie" ou un "télécopieur". D'un point de vue technique de même qu'au vu du sens ordinaire du texte des concessions, cette position est dénuée de fondement.

31. Comme dans le cas des autres allégations formulées dans le présent différend, les CE n'invoquent aucun moyen de défense direct concernant l'allégation relative aux MFM. Au lieu de cela, elles cherchent une fois de plus à appeler l'attention du Groupe spécial sur d'autres termes figurant dans leur Liste et sur des éléments connexes inappropriés – plutôt que d'aborder franchement le libellé de leurs mesures et le texte de leurs concessions qui font l'objet du présent différend. À titre d'exemple, il est remarquable que l'argument des CE relatif au "sens ordinaire" soit axé non pas sur le sens ordinaire du membre de phrase "unité d'entrée ou de sortie" – concession identifiée par les plaignants comme faisant l'objet du présent différend –, mais sur une concession complètement différente, celle qui porte sur les photocopieurs.

32. Les copieurs numériques ne sont pas des "photocopieurs". C'est uniquement en qualifiant le scanneur de système de "lampes, lentilles et miroirs", en faisant abstraction du fait qu'une MFM utilise la lumière non pas pour produire une copie mais pour collecter des données numériques, et en affirmant de manière erronée qu'une MFM projette l'image du document original sur une surface sensible à la lumière que les CE peuvent arriver à la conclusion contraire. Pour exposer les choses clairement, une MFM fonctionne de la manière suivante: un scanneur enregistre des points de lumière réfléchis par l'image au moment du scannage, l'image scannée est envoyée au contrôleur d'impression, puis est stockée en tant que fichier ou encore traitée par le contrôleur d'impression et envoyée à un moteur d'impression.

33. Les CE font grand cas du fait que dans le vocabulaire des brochures de vente et d'autres sources non techniques, le terme "photocopie" a acquis un usage populaire qui va au-delà de son sens technique et inclut l'action de reproduire des documents sur une MFM. Cet usage s'apparente à l'usage populaire du terme "dactylographie" pour désigner l'action de faire du traitement de texte sur un ordinateur, en dépit du fait qu'aucune machine à écrire n'est utilisée. Ce sens populaire est dénué de pertinence pour une interprétation correcte du texte de la concession, qui repose sur une terminologie technique.

34. Par ailleurs, comme pour les autres produits, les CE s'appuient une fois de plus sur divers documents accessoires pour tenter d'étayer leur position. À titre de question liminaire, à moins que les CE ne démontrent que le sens ordinaire de la concession, dans son contexte, est ambigu ou conduit à un résultat absurde, ou encore confirme le sens ordinaire, rien dans la Convention de Vienne ne permet de faire appel aux documents complémentaires qu'elles présentent. Les CE n'en ont rien fait. Même si les documents étaient pertinents, ils n'étayent pas la thèse avancée par les CE.

35. Enfin, bien que les CE défendent longuement le critère formulé par la Cour de justice des Communautés européennes dans l'arrêt *Kip* pour déterminer si un produit peut être classé dans la position en franchise de droits, elles font abstraction de la mesure véritable qui est contestée en l'espèce: les dispositions du tarif douanier commun qui imposent des droits sur tout dispositif capable de copier plus de 12 pages par minute (et même sur certains dispositifs indépendamment de leur vitesse). Elles n'expliquent nulle part en quoi cette mesure est compatible avec leurs obligations (ni même avec le critère énoncé dans l'arrêt *Kip*), et admettent même que celle-ci pourrait devoir être modifiée. Cet aspect de la communication des CE est le plus révélateur de tous. En vérité, l'argument des CE peut être interprété comme une reconnaissance du fait que le critère de 12 pages par minutes est un critère totalement arbitraire qui entraîne l'imposition de droits sur un nombre élevé de MFM qui sont sur le marché à l'heure actuelle, contrairement aux obligations des CE et de leurs États membres.

VI. CONCLUSION

36. Tout au long de leur communication, les CE exposent leur point de vue selon lequel *tout* changement apporté à un dispositif donne un "nouveau" produit exclu de l'ATI. Ce point de vue n'est

pas étayé par le texte des concessions en cause. En outre, si ce point de vue était accepté, quasiment aucun produit sur le marché à l'heure actuelle ne relèverait de l'ATI. Les produits se sont perfectionnés au fil du temps, et ont incorporé des fonctionnalités avancées ou des technologies améliorées, mais ils relèvent toujours du sens ordinaire des concessions initiales. Comme les coplaignants l'ont expliqué dans leurs communications, les négociateurs de l'ATI avaient bien compris que la technologie évoluerait. S'ils avaient pensé qu'une telle évolution viderait rapidement de leur substance les engagements pris, comme les CE semblent le croire, on peut se demander pourquoi un si grand nombre de Membres à ce jour accordent autant d'importance à l'Accord. D'ailleurs, il y a tout juste deux ans, l'ATI était qualifié de "réussite majeure depuis la création de l'OMC". Cet avis ne peut pas être concilié avec l'opinion des CE selon laquelle avec chaque amélioration technologique, avec chaque nouvelle fonctionnalité qui s'ajoute, des produits sortent du champ d'application des concessions, si bien que, dès le moment où l'encre a séché sur la page, la liste de produits visés par l'ATI s'est graduellement réduite à rien.

ANNEXE A-3

DÉCLARATION ORALE FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. Dans la présente déclaration orale, j'aimerais faire brièvement ressortir quelques aspects de notre discussion des derniers jours qui, à notre avis, revêtent une importance particulière pour le règlement du présent différend.

2. Pour évaluer la présente affaire, il faut d'abord évaluer le texte – le texte des mesures dont il est allégué par les plaignants qu'elles ont donné lieu à une violation et le texte des concessions dont il est allégué par les plaignants qu'elles ont été violées. Il faut raisonner à partir du texte.

3. Premièrement, il y a les mesures. Tout au long de leur argumentation, les CE font abstraction du texte de leurs propres mesures. Elles allèguent que le classement est effectué au cas par cas et qu'aucune fonction prise isolément n'est déterminante, mais ce n'est pas ce que disent les mesures. Parfois, elles semblent défendre deux avis donnés par la CJCE quelques mois auparavant – mais ces avis, bien qu'ils constituent des illustrations utiles des nombreuses failles dans les mesures des CE, ne sont pas les mesures proprement dites. Les mesures en cause sont celles qui ont été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Elles sont en vigueur. Les avis de la CJCE n'ont pas entraîné leur retrait ni leur modification. Les CE sont peut-être en train de les modifier ou de songer à le faire, mais elles ne l'ont pas fait. De plus, les mesures veulent dire ce qu'elles disent. Elles exigent des autorités douanières qu'elles imposent des droits sur des produits qui ont des fonctions techniques arbitraires bien précises. À titre d'exemple, la note explicative de la nomenclature combinée relative aux modules séparés dit, et je cite, "[l]es modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (de disque dur ou de lecteur de DVD, par exemple) sont exclus de la présente sous-position" (la sous-position en franchise de droits); elle indique ensuite la sous-position passible de droits comme étant la sous-position dans laquelle le produit est classé. Nous avons présenté de nombreux éléments de preuve, y compris plusieurs RTC, visant à démontrer que la note explicative de la nomenclature combinée a entraîné l'application de droits sur tout module séparé ayant ces fonctions. Les CE n'ont pas présenté d'éléments de preuve contraires.

4. En ce qui concerne les concessions, la Convention de Vienne reconnaît l'importance capitale du texte, en particulier l'article 31 1) qui dispose qu'un interprète doit examiner "le sens ordinaire" des termes du traité dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but. Comme les plaignants et quasiment toutes les tierces parties l'ont souligné, l'application correcte de la Convention de Vienne est essentielle pour interpréter les concessions en cause dans le présent différend. Toutefois, comme nous l'avons fait observer dans notre déclaration liminaire, les CE continuent d'éviter le texte des concessions que les plaignants ont identifié comme visant les produits en question. Elles n'ont pas proposé une interprétation du sens du texte "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant" de l'ATI. Elles n'ont pas proposé une interprétation du sens d'"unité d'entrée ou de sortie". Nous ne pouvons donc que présumer que les CE souscrivent à l'argument des plaignants relatif au sens ordinaire de ces membres de phrase, en ce qui concerne aussi bien les dispositifs d'affichage à écran plat que les MFM.

5. S'agissant du sens des concessions relatives aux modules séparés, la thèse avancée par les CE n'est étayée ni par le texte de l'Appendice B ni par la modification apportée par les CE en 2000. Nous encourageons le Groupe spécial à examiner ce document. L'allégation des CE voulant qu'il n'y ait pas de concession relative aux modules séparés ayant ("with") une fonction de communication, qu'il existe une différence de fond entre les termes anglais "with" et "which have", et que les modules séparés munis de récepteurs de signaux vidéophoniques aient été exclus de la désignation des modules

séparés de l'Appendice B est erronée et purement et simplement contredite par la modification de 2000.

6. Qu'est-ce que les CE vous demandent d'évaluer en dehors du texte? Au lieu du texte, elles préféreraient un discours hypothétique sur la "fonctionnalité", sur le classement, sur divers documents qui ne disent rien au sujet du sens du traité.

7. Comme les observations que nous avons faites tout au long de cette séance le donnent à entendre, l'analyse que les CE font de la "fonction" est particulièrement préoccupante, et je veux donc m'y attarder un peu. Les CE semblent fondamentalement penser qu'indépendamment du texte, si un dispositif accomplit une fonction qui est également accomplie par un produit pour lequel elles n'ont pas accordé de concession du fait de l'ATI, ce dispositif devient un produit non visé par l'ATI et est exclu de leurs engagements relatifs à l'admission en franchise de droits. Cette thèse va complètement à l'encontre du texte des concessions. J'aimerais m'arrêter sur ce point parce qu'il a des répercussions profondément inquiétantes pour l'Accord dans son ensemble.

8. Notre point de vue est simple. Ce que fait un produit n'est pertinent que pour déterminer si ce produit est ou non visé par une concession donnée si le sens du texte de la concession précise qu'un produit doit faire quelque chose pour être admissible ou est exclu s'il fait quelque chose d'autre. Il faut examiner le texte. Or il ressort de l'examen du texte des concessions en cause qu'aucune d'elles ne définit les produits de la manière indiquée par les CE.

9. À titre d'exemple, la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat précise qu'un tel dispositif doit être "pour" un produit visé par l'Accord. Le terme "pour" est un mot-outil marquant le but. Le "but" en question est une utilisation avec un autre produit relevant de l'ATI, par exemple, un ordinateur. Le texte de la concession n'exclut pas, par exemple, un dispositif d'affichage "pour" regarder une vidéo ou un dispositif d'affichage à écran plat "pour" la télévision. De fait, comme les observations faites aujourd'hui par le Président le donnent à entendre, bien des gens utilisent leur ordinateur pour regarder une vidéo, ou même la télévision. Une fois de plus, la question consiste à savoir si ce dispositif est pour un autre produit visé par l'ATI. Les mesures des CE disposent que tout dispositif d'affichage à écran plat ayant la DVI et tout dispositif d'affichage à écran plat apte à recevoir des signaux provenant d'autre chose qu'un ordinateur sont passibles de droits. Comme nous l'avons fait valoir, cette règle entraîne nécessairement l'application de droits sur des dispositifs d'affichage à écran plat qui sont "pour" les ordinateurs. Le simple fait qu'un objet ait une prise DVI et qu'il puisse être connecté à un dispositif autre qu'un ordinateur ne veut pas dire que cet objet n'est pas "pour" un ordinateur.

10. Par ailleurs, en ce qui concerne les modules séparés, la concession vise les modules séparés "ayant une fonction de communication". Dans ce cas, la fonction n'est pertinente que dans la mesure où le module séparé doit avoir une fonction de communication – et pour savoir s'il a ou non cette fonction, il doit répondre aux critères énumérés après les deux-points. Le texte ne dit pas qu'un module séparé peut "uniquement" avoir une fonction de communication pour être admissible. Il doit s'agir d'un module séparé, et celui-ci doit avoir une fonction de communication. C'est tout. S'agissant du premier critère, je tiens à souligner que les CE elles-mêmes qualifient les produits exclus du traitement en franchise de droits de modules séparés. Par conséquent, nous ne parlons pas de micro-ondes (comme les CE l'ont avancé hier) ni d'enregistreurs vidéo. Comment sait-on si un module séparé est un module séparé? En examinant le sens ordinaire des termes et les caractéristiques objectives du produit en question.

11. Selon les CE, les caractéristiques mentionnées dans le texte de l'Accord ne sont pas pertinentes. L'enjeu est la fonction. L'approche des CE ne respecte toutefois pas le texte de l'Accord.

Les concessions des CE n'ont pas été rédigées de manière à ce qu'y soient énumérées même toutes les fonctions que les produits existants avaient lorsque l'ATI a été conclu. À titre d'exemple, un module séparé peut avoir comme fonction la réception de signaux de télévision, comme nous en avons discuté précédemment. Le texte ne dit rien au sujet de la réception de signaux de télévision. Est-ce que cela veut dire que ces modules séparés ne sont pas visés? Non. En fait, les CE ont modifié leur Liste en 2000 pour ajouter une ligne contenant ces modules séparés et ont spécifiquement joint cette ligne à la désignation figurant dans l'Appendice B.

12. Le fait est que l'ATI vise des produits. Il ne vise pas des "fonctions" dans l'abstrait, comme les CE le laissent parfois entendre. Ainsi, par exemple, lorsque les CE disent que l'ATI a exclu les téléviseurs, elles ne peuvent pas vouloir dire que l'ATI a exclu tous les dispositifs qui permettent de regarder la télévision. Regarder la télévision sur un ordinateur peut abrutir votre esprit et vous empêcher de faire votre travail, mais l'ATI ne vous pénalise pas parce que vous utilisez votre ordinateur, ni n'autorise les participants à imposer des droits sur les ordinateurs qui vous permettent de le faire. De fait, l'ATI inclut expressément les ordinateurs munis de récepteurs de signaux vidéophoniques. Il n'existe rien de tel qu'une fonction visée par l'ATI et une fonction non visée par l'ATI.

13. Quel enseignement peut-on tirer de cet exemple? Il faut regarder le texte de la concession des CE pertinente pour déterminer si un produit est visé. La fonction n'est pertinente que dans la mesure où le texte de la concession pertinente inscrite dans la Liste des CE énonce des prescriptions concernant la fonction.

14. Je tiens à faire observer que les répercussions de la thèse des CE sont graves et ne peuvent pas être passées sous silence. L'ordinateur est un produit de première importance qui est au cœur de l'ATI. Songez à toutes les fonctions que les ordinateurs exécutent – par exemple, votre ordinateur vous permet d'écouter de la musique, de regarder la télévision ou des DVD, d'enregistrer des vidéos, de calculer vos impôts. Cela veut-il dire qu'un ordinateur est maintenant une chaîne stéréo, un téléviseur, un enregistreur vidéo, ou encore un comptable? Souscrire à la thèse des CE viderait de leur sens les concessions tarifaires résultant de l'ATI.

15. C'est peut-être pour ces raisons qu'un si grand nombre de Membres s'intéressent tout particulièrement au présent différend, et qu'un si grand nombre d'entre eux, y compris des pays en développement Membres, ont exprimé leurs préoccupations en termes si éloquents hier pour défendre la position des plaignants au sujet de l'approche des CE. Les concessions accordées au titre de l'ATI ont été et demeurent un outil important pour favoriser le développement, l'innovation technologique et l'essor du commerce.

16. Au nom des États-Unis, je tiens à vous remercier de nous avoir donné la possibilité de présenter nos vues sur quelques-unes des questions les plus importantes que soulève la présente affaire, et à vous remercier pour votre temps, votre travail acharné et votre patience. Je tiens également à remercier le Secrétariat pour le temps qu'il a consacré au présent différend; nous apprécions beaucoup son travail. Nous serons heureux de répondre à vos questions écrites, de présenter notre communication à titre de réfutation et de vous revoir à la deuxième réunion du Groupe spécial.

ANNEXE A-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

I. INTERPRÉTATION DONNÉE PAR LES CE DE LA NOTE LIMINAIRE COMME ÉTANT "ÉPUISÉE" PAR D'AUTRES DISPOSITIONS

1. Une théorie qui n'a aucun fondement dans le texte et est tout à fait contraire aux principes fondamentaux d'interprétation des traités constitue un pilier central de la réponse apportée par les CE à la plainte formulée par les États-Unis, à savoir que la note liminaire est vide de sens et sans effet, étant "épuisée" par d'autres dispositions de la Liste des CE. Dans les réponses qu'elles ont données aux questions du Groupe spécial, les CE ne pouvaient pas être plus claires sur ce point. La réponse des CE soulève évidemment la question de savoir *pourquoi* celles-ci ont inscrit la note liminaire dans leur Liste en premier lieu si, comme elles l'affirment, seuls les codes du SH définissent leurs engagements. Le fait que les CE insistent pour dire que la note liminaire doit être considérée comme sans effet n'est pas compatible avec l'approche de l'interprétation des traités selon laquelle une interprétation ne devrait pas être adoptée si elle rend des dispositions entières d'un accord inutiles et, en outre, met en évidence deux faiblesses persistantes dans l'analyse que les CE font des concessions en cause. Tout d'abord, au lieu d'évaluer le sens de la note liminaire et de la désignation de produit connexe inscrite dans l'Appendice B, les CE font maintes fois l'amalgame entre leur analyse de la note liminaire et celle des concessions relatives à différentes lignes tarifaires, en présumant que ces lignes *définissent* leurs engagements. Ces éléments sont tout simplement dénués de pertinence pour une analyse de la note liminaire – cette note prévoit l'admission en franchise de droits pour les produits en question, "où [qu'ils soient] classé[s]", et, qui plus est, les concessions figurant dans l'Appendice B pour les produits en cause ne sont pas rédigées en utilisant la terminologie du SH. Par conséquent, rien ne permet de s'appuyer sur le SH pour les interpréter.

II. DÉFINITION DU PRODUIT: LES ÉTATS-UNIS ONT CORRECTEMENT IDENTIFIÉ LES PRODUITS EN CAUSE

2. Les CE ont aussi affirmé à plusieurs reprises que les États-Unis n'avaient pas "défini le produit" de manière suffisamment claire pour permettre aux CE de répondre aux allégations. Sur cette question, les CE semblent encore une fois avancer un argument qu'elles ont formulé en vain dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, à savoir qu'indépendamment de l'obligation de préciser les mesures qui, selon les plaignants, contreviennent aux concessions accordées par les CE ainsi que les concessions qui ont été enfreintes, les plaignants doivent aussi donner une "définition" du produit en cause dans le différend. Il n'existe aucune prescription de ce type. Les CE reconnaissent maintenant que "[d]e toute évidence … il est possible de définir les produits en cause au moyen des mesures contestées". Elles formulent ensuite des "observations" sur la "complexité" des produits en cause, sur le nombre de critères auxquels les mesures font appel pour classer les produits et sur le fait que les mesures sont des "mesures de classement", mais tous ces points sont dépourvus de toute logique. Les produits en cause dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* étaient également "complexes" mais dans cette affaire aussi l'Organe d'appel a rejeté l'argument des CE selon lequel la désignation du produit donnée par les États-Unis n'était pas suffisamment précise. Quant à la deuxième "observation" des CE, il s'agit d'une affirmation qui est tout simplement inexacte et, une fois de plus, sa prétendue pertinence n'est expliquée nulle part. Enfin, le fait que les mesures sont des mesures de classement est également vrai des mesures qui étaient en cause dans les affaires *CE – Matériels informatiques* et *CE – Morceaux de poulet*, mais comme cela a été relevé, l'Organe d'appel n'a pas estimé que cela constituait un obstacle additionnel pour les plaignants dans ces affaires. En outre,

bien que les mesures puissent se rapporter au classement, le présent différend, comme le montrent aussi bien les concessions pertinentes que les obligations pertinentes, porte sur le *traitement tarifaire* des produits en question. Les obligations en cause sont celles qui sont définies dans les concessions des CE, qui sont des concessions tarifaires, et dans certains cas, comme on l'a déjà relevé, se rapportent à des produits "où [qu'ils soient] classé[s]".

III. POUR DÉMONTRER QUE LES MESURES SONT INCOMPATIBLES "EN TANT QUE TELLES", LES ÉTATS-UNIS N'ONT PAS BESOIN DE PROUVER QU'ELLES ENTRAÎNENT UNE VIOLATION POUR CHACUNE DE LEURS APPLICATIONS

3. Les CE tentent à maintes reprises de laisser entendre que les plaignants ne peuvent avoir gain de cause qu'en démontrant que tous les produits possédant la caractéristique en question sont visés par la concession, plutôt qu'en démontrant que la mesure entraîne l'imposition de droits sur des produits possédant la caractéristique en question, dont certains au moins sont visés par la concession. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat, les CE estiment que l'argument des États-Unis consiste à dire que "la simple présence de l'interface DVI transforme un moniteur ACL en un moniteur de machine automatique de traitement de l'information" et, sur cette base, elles demandent au Groupe spécial de rejeter l'allégation des États-Unis. Toutefois, même si certains dispositifs d'affichage à écran plat munis d'une interface DVI ne sont pas visés par la concession des CE, cela soulève la question de savoir si la mesure des CE entraîne l'imposition de droits sur certains produits qui sont visés par leur concession. Comme les États-Unis l'expliquent, en considérant comme passible de droits tout dispositif d'affichage à écran plat ayant la DVI, les mesures des CE entraînent l'imposition de droits sur certains produits qui sont visés par la concession.

IV. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION

4. Le moyen de défense avancé par les CE repose sur deux tours de passe-passe: en premier lieu, un mépris complet du texte des mesures qui sont contestées et, en second lieu, un mépris complet du texte des concessions en cause. Du fait des modifications apportées à la note explicative de la nomenclature combinée, les autorités douanières des CE imposent des droits sur *tout* module séparé "mun[i] d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (de disque dur ou de lecteur de DVD, par exemple)". Le libellé de la note explicative de la nomenclature combinée pour la position 8528.71.13 ne saurait être plus clair à cet égard. Les États-Unis ont communiqué une dizaine d'exemples de RTC délivrés par divers États membres qui confirment que cette interprétation est partagée par les propres autorités douanières des CE. De fait, les CE elles-mêmes qualifient les termes employés dans la note explicative de la nomenclature combinée de "catégoriques" – adjectif signifiant "absolu, inconditionnel".

5. Lorsque le Groupe spécial leur a demandé quel traitement elles accorderaient à un module séparé ayant une fonction de communication et un disque dur, les CE ont présenté une analyse abstraite de leur pratique en matière de classement. Bien entendu, les CE ne fournissent pas d'éléments de preuve indiquant que la mesure autorise *dans les faits* les autorités douanières communautaires à prendre en considération d'autres positions, et il n'y a pas non plus d'éléments de preuve indiquant que les autorités douanières communautaires *choisissent* dans les faits d'autres positions, ni même d'éléments de preuve indiquant que même si elles choisissaient effectivement l'une de ces autres positions, cela aurait pour conséquence que les produits seraient admis en franchise de droits. Au contraire, tous les éléments de preuve indiquent que ce n'est pas le cas.

6. Plus fondamentalement, la position des CE est mal inspirée à trois égards importants et semble une fois de plus constituer une tentative visant à transformer le présent différend en un exercice de classement tarifaire. Premièrement, d'un point de vue factuel, la position des CE fait

abstraction d'un fait technologique fondamental – un disque dur et une fonctionnalité d'enregistrement sont des éléments *ajoutés* à un module séparé et non un produit différent. Deuxièmement, la position des CE est dissociée du texte de leur propre mesure, qui, de par son libellé, n'établit pas de distinction entre les dispositifs dont la "fonction principale" est la communication et les dispositifs dont la "fonction principale" est l'enregistrement. Troisièmement, l'analyse des CE soulève la question de savoir si la présence d'une fonction d'enregistrement constitue un fondement admissible, *en application des concessions tarifaires qu'elles accordent dans le cadre de l'OMC*, pour exclure un produit du régime en franchise de droits – notamment lorsque les CE sont obligées d'admettre en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication "où [qu'ils soient] classé[s]". La concession en question n'est pas, de par son libellé, limitée aux dispositifs "dont la fonction principale est la communication".

7. Fondamentalement, l'argument des CE repose sur l'idée qu'elles sont autorisées à imposer des droits sur des produits qui sont des modules séparés et qui ont une fonction de communication, simplement parce que ces produits ont également une fonction d'enregistrement. Cette position n'est tout simplement pas compatible avec le sens ordinaire du texte des concessions, dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Les CE consacrent beaucoup de temps à expliquer leur pratique en matière de *classement*, mais elles ne tentent nulle part même d'expliquer en quoi l'imposition de droits sur ces dispositifs est compatible avec les termes de leurs *concessions tarifaires*.

8. Premièrement, il n'est pas contesté que les dispositifs en question sont des "modules séparés". En tous points dans leur mesure, les CE désignent les produits en question comme des "modules séparés". Même les CE reconnaissent que l'expression employée par les rédacteurs de l'ATI, et partant l'expression qui délimite les concessions tarifaires des CE conformément à la note liminaire, n'est *pas* restreinte à une sous-catégorie particulière de modules séparés (autres que ceux "ayant une fonction de communication"), et elles ne contestent pas non plus le fait que les produits en question correspondent au sens ordinaire de cette expression. De même, dans les réponses qu'elles donnent aux questions du Groupe spécial, les CE affirment à plusieurs reprises que les produits sur lesquels elles imposent des droits sont un "type de *module séparé*". Deuxièmement, il n'est pas contesté que les produits en question ont "une fonction de communication". Les CE conviennent qu'un module séparé ayant un disque dur "a toujours une fonction de communication". Ainsi, bien que les CE semblent croire qu'elles sont autorisées à imposer des droits sur tout dispositif qui est aussi capable d'effectuer des enregistrements vidéo, elles ne mentionnent aucun élément du texte qui expliquerait pourquoi il en est ainsi.

9. Il n'y a tout simplement rien dans le texte de la concession qui étaye la position des CE. De plus, la position des CE n'est pas compatible avec leurs propres actions, notamment le fait qu'elles ont reconnu en 2000 que les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques étaient visés par la désignation des "modules séparés ayant une fonction de communication" inscrite dans l'Appendice B. La position des plaignants est simple: le texte de la concession définit ce qui est couvert et ce qui ne l'est pas, et le texte doit être interprété à l'aide des principes d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne. Dans la présente affaire, les produits sont des "modules séparés" et ils ont "une fonction de communication". *Fait important, les CE sont du même avis*.

10. Dans une tentative visant à étayer leur interprétation erronée du texte, les CE ont présenté une description du marché des modules séparés pendant les négociations sur l'ATI ainsi que divers documents anciens, dont elles disent qu'ils éclairent les "circonstances" dans lesquelles le traité a été conclu et, partant, le "sens ordinaire" au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne. Une grande partie de la description que les CE font du développement des modules séparés n'est pas accompagnée de références ni étayée, et les éléments de preuve dont le Groupe spécial dispose confirment qu'elle

est, dans les faits, inexacte à de nombreux égards. Quant à l'"historique des négociations" que les CE ont présenté, les documents ne fournissent pas d'indications utiles sur l'issue des négociations et ne constituent pas des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne, encore moins des "circonstances" pertinentes pour interpréter le sens ordinaire du texte en application de l'article 31 de la Convention de Vienne.

11. Tout comme la note explicative de la nomenclature combinée qui a été modifiée ordonne aux autorités douanières d'imposer des droits sur tout module séparé ayant une fonction de communication simplement parce celui-ci est muni d'un disque dur ou d'un autre dispositif "ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction", la mesure des CE prévoit que les modules séparés équipés d'un modem RNIS (réseau numérique à intégration de services), Ethernet ou WLAN (réseau local sans fil) ne sont pas admis à bénéficier du régime en franchise de droits. Les CE ne contestent pas que ces dispositifs sont en soi exclus du régime en franchise de droits. En ce qui concerne les "modems par câble", l'argument des CE est techniquement vicié et fait ressortir des contradictions fondamentales dans leur propre interprétation du terme "modem". D'abord, d'un point de vue technique, comme les États-Unis l'ont expliqué en détail dans les réponses qu'ils ont données aux questions du Groupe spécial, les dispositifs RNIS, Ethernet et WLAN sont des "modems". Par contre, les CE ne fournissent *aucun élément de preuve* à l'appui de leurs différentes affirmations au sujet des modems.

12. Le simple fait qu'un dispositif module et démodule des signaux numériques sans convertir des signaux analogiques en signaux numériques ne permet pas de conclure que ce dispositif n'est pas un "modem". **Le texte ne limite pas le terme "modem" aux dispositifs d'un type particulier et, effectivement, l'expression "fonction de communication" a un sens large.** En ce qui concerne l'affirmation des CE selon laquelle seuls les dispositifs qui "envoient et reçoivent des données sous forme de tons audibles transmis au moyen de lignes téléphoniques" sont des modems, une fois de plus, rien dans le texte de la concession, y compris le sens ordinaire du terme "modem", lorsqu'il est lu dans son contexte, n'étaye la position des CE, et les CE n'ont pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de leur allégation non plus. Troisièmement, bien que les CE reconnaissent qu'au moins certains dispositifs en cause sont "des technologies permettant d'accéder à Internet", elles affirment que les dispositifs Ethernet et WLAN ne sont pas des modems parce qu'ils ne permettent pas un accès "direct" à Internet. Là encore, aucun élément de preuve n'est fourni pour étayer la position des CE et, d'un point de vue factuel, celles-ci ont tout simplement tort.

13. En dernier lieu, en ce qui concerne les modules séparés qui n'ont pas de récepteur de signaux vidéophoniques, notamment les modules séparés ayant une fonction de communication qui reçoivent des signaux au moyen d'un protocole Internet (TCP/IP), la mesure des CE, de par son libellé, exclut tous les dispositifs de ce type du régime en franchise de droits simplement parce qu'ils n'ont pas de récepteur. Ce faisant, les CE imposent des droits sur des modules séparés visés par leurs concessions tarifaires. Jusqu'à maintenant, les CE n'ont avancé aucun moyen de défense au sujet de cet aspect de leur mesure, si ce n'est la déclaration selon laquelle ces dispositifs établissent une connexion à Internet au moyen d'un modem Ethernet, et leur position ne peut pas non plus être conciliée avec le texte de leurs concessions tarifaires.

V. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

14. Les CE adoptent maintenant le point de vue selon lequel elles ont simplement considéré la présence d'un connecteur DVI comme un "indicateur fort" du fait qu'un moniteur n'est pas une unité de sortie d'un ordinateur. Le seul élément qu'elles invoquent à l'appui de cette affirmation est le point 4 de l'annexe du Règlement d'avril 2005 et les points 3 et 4 du Règlement de décembre 2005 qui, d'après leurs allégations, étayent le point de vue selon lequel "la présence d'une DVI n'a pas été *nécessairement* déterminante". Pour chacun de ces points, les CE ont conclu que le dispositif en

question était classé dans une position passible de droits. Cela n'étaye pas la conclusion selon laquelle la DVI n'est pas déterminante – au contraire, cela vient simplement confirmer que tout dispositif ayant la DVI est passible de droits. En outre, le point 1 correspond à un dispositif qui n'est pas équipé de la DVI ni, du reste, d'un autre connecteur qui pourrait être utilisé par des produits autres qu'un ordinateur. Les CE n'ont tout simplement mentionné *aucun élément de preuve* – issu du texte de leurs mesures ou des décisions des autorités douanières communautaires chargées d'appliquer les mesures – démontrant qu'un dispositif ayant la DVI ou un dispositif effectivement apte à recevoir des signaux provenant d'une source autre qu'un ordinateur pouvait être classé dans la sous-position exempte de droits. En outre, la réponse des CE fait abstraction du texte de la note explicative de la nomenclature combinée dans son *intégralité*, qui ne peut pas être plus clair. Quant à l'analyse que les CE ont faite de leur position depuis l'arrêt *Kamino*, celles-ci n'ont pas fourni d'éléments de preuve indiquant que la législation communautaire a été modifiée à la suite de cet arrêt ou que cet arrêt montre que les États-Unis se sont mépris sur la législation communautaire, et leurs nombreuses déclarations selon lesquelles elles "examinent" les mesures et il est possible qu'elles les modifient ou les abrogent semblent indiquer que le contraire est vrai, comme le font des avis antérieurs de la CJCE et d'autres éléments de preuve présentés par les États-Unis au sujet de l'effet juridique d'un avis de la CJCE sur des règlements qui ne font pas l'objet de l'affaire.

15. En ce qui concerne les concessions en cause, comme les États-Unis l'ont expliqué, les produits visés par les mesures des CE sont des "dispositifs d'affichage à écran plat". Comme les États-Unis l'ont également expliqué, les mesures des CE entraînent l'imposition de droits sur des dispositifs d'affichage à écran plat qui sont "pour les produits relevant d[e]" l'ATI. Toutes les parties conviennent que le terme "pour" est "un mot-outil marquant le but". Les CE ne semblent pas contester non plus le fait que les ordinateurs font partie des produits qui relèvent de l'ATI. Il s'ensuit logiquement qu'un dispositif d'affichage à écran plat qui est "pour" un ordinateur est visé par la concession. Toutefois, au lieu d'arriver à une conclusion basée sur les termes de la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat lus dans leur contexte, les CE font valoir que la concession est plus étroite.

16. S'agissant de la concession relative aux moniteurs à tube cathodique, d'abord et avant tout, contrairement à la disposition relative aux dispositifs d'affichage à écran plat, cette concession se limite expressément à une seule technologie – les moniteurs à tube cathodique – qui n'est pas en cause dans le présent différend. L'"exclusion" n'est donc pas une exclusion "générale". Deuxièmement, la phrase ne constitue pas une "exclusion catégorique" de tous les dispositifs sur lesquels il est possible de regarder une vidéo; elle fait référence aux "téléviseurs" *uniquement*. Par conséquent, comme le montre la réponse donnée par les CE aux questions du Groupe spécial, les CE doivent effectuer plusieurs sauts logiques additionnels pour arriver à la conclusion que non seulement les téléviseurs (le seul produit mentionné), mais aussi les "moniteurs vidéo" (dont elles allèguent qu'il s'agit du produit en cause dans la présente affaire) sont généralement exclus. Enfin, comme les États-Unis l'ont relevé pendant la première réunion du Groupe spécial, dans la mesure où les CE estiment que tout dispositif sur lequel il est possible de regarder la télévision ou une vidéo est en soi exclu de leurs obligations, cela ne peut pas être concilié avec le texte de leurs concessions.

17. Plus précisément en ce qui concerne les moniteurs ACL ayant la DVI, les CE défendent leur approche en affirmant que "la présence d'un connecteur DVI dénote la présence à l'intérieur du moniteur ACL de certains composants électroniques qui lui permettent de fonctionner avec divers dispositifs qui ne relèvent pas de l'ATI". Certains dispositifs munis d'un connecteur DVI sont *incapables* de fonctionner avec autre chose qu'une unité centrale. Ainsi, contrairement à ce que les CE font valoir, le fait qu'un dispositif est muni d'un connecteur DVI "[ne] dénote [*pas*] la présence à l'intérieur du moniteur ACL de certains composants électroniques qui lui permettent de fonctionner avec divers dispositifs qui ne relèvent pas de l'ATI". Deuxièmement, les CE affirment à tort que la

DVI est un connecteur qui n'a pas été mis au point pour les ordinateurs. Elles allèguent que ce point de vue est étayé par le fait que la DVI est une "technologie d'affichage indépendante" et qu'elle était donc "prévue pour fonctionner avec les moniteurs faisant appel à la technologie du tube à rayons cathodiques, à la technologie ACL ou à d'autres technologies". Bien entendu, le fait que la DVI n'était pas conçue pour une technologie d'affichage donnée pose la question de savoir si le connecteur était en fait conçu pour les ordinateurs (et, comme il ressort clairement de l'ATI proprement dit, la technologie du tube à rayons cathodiques et la technologie ACL sont utilisées dans les moniteurs d'ordinateurs). Troisièmement, les CE font plusieurs affirmations non étayées et inexactes du point de vue des faits au sujet de l'utilisation de la DVI dans des dispositifs électroniques destinés au grand public, dans une tentative visant à étayer leur présomption selon laquelle les moniteurs équipés de la DVI sont des dispositifs "multimédia". La seule différence entre la DVI-I et la DVI-D réside dans le fait que la DVI-I accepte les signaux aussi bien analogiques que numériques, tandis que la DVI-D n'accepte que les signaux numériques. De plus, même si la prévalence d'interfaces bien précises dans des dispositifs autres que des machines automatiques de traitement de l'information pourrait être suffisante pour étayer une règle *per se* comme celle qui a été établie par les CE (ce qui n'est pas le cas), le fait est que *quasiment aucun* dispositif électronique grand public n'est équipé de la DVI à l'heure actuelle, qu'il s'agisse de la DVI-I ou de la DVI-D; par contre, un grand nombre d'ordinateurs sont équipés d'un connecteur DVI.

18. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication et dans leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial, l'argument qu'ils avancent ne se limite pas aux dispositifs d'affichage à écran plat ayant la DVI. Comme on l'a dit, les mesures des CE prévoient également l'imposition de droits sur tout produit qui est simplement *apte à* accepter des signaux provenant d'un dispositif autre qu'une unité centrale (que ce soit au moyen d'une interface DVI ou d'une autre technologie). Cela n'est pas compatible avec la concession des CE, qui oblige les CE à admettre en franchise de droits tout dispositif d'affichage à écran plat "pour" les produits relevant de l'ATI.

19. Dans le but d'étayer leur argument, les CE mentionnent divers éléments qu'elles qualifient de "pratique spécifique des États-Unis en matière de classement", de "pratique" des parties à l'ATI après la conclusion de l'accord, ainsi que diverses propositions visant à inclure des produits comme les moniteurs vidéo et un "moniteur multimédia" dans le cadre des négociations sur l'ATI II. Aucun de ces éléments n'est pertinent et aucun n'appuie, en fait, la position des CE. Premièrement, en ce qui concerne le classement, la concession en cause se rapporte aux dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI, où [qu'ils] [soient] classé[s]". Par conséquent, le classement n'est tout simplement pas pertinent pour déterminer la portée de la concession. En ce qui a trait à la soi-disant pratique des États-Unis et d'autres participants à l'ATI en matière de classement, les CE se réfèrent à deux documents, qui n'apportent aucun élément à l'appui du point de vue des CE selon lequel leurs mesures sont compatibles avec leurs obligations ni ne révèlent une "pratique" spécifique de la part des États-Unis en ce qui concerne les moniteurs. De même, la description donnée par les CE de l'endroit où d'autres participants à l'ATI ont classé les dispositifs d'affichage à écran plat est dénuée de pertinence – l'argument des CE part une fois de plus du principe que la note liminaire est "épuisée" par différentes lignes tarifaires.

20. En ce qui a trait aux documents de négociation qui ont été présentés par les CE, aucun n'est pertinent pour la question d'interprétation qui se pose. À titre d'exemple, le fait qu'une proposition a été faite dans le cadre de l'ATI II pour les "moniteurs multimédia" et les "moniteurs vidéo" n'étaye pas la conclusion selon laquelle les produits en cause dans le présent différend (dispositifs d'affichage à écran plat pour les ordinateurs) n'étaient pas visés par les concessions initiales. Les autres documents de négociation évoqués soulèvent simplement la question de savoir quels produits étaient en définitive visés par les concessions. L'historique des négociations ne serait pas pertinent non plus en vertu de

l'article 32 de la Convention de Vienne, à moins que les CE ne démontrent qu'il est utilisé pour "confirmer" une interprétation ou encore lorsque le texte interprété à l'aide de l'article 31 de la Convention de Vienne laisse le sens obscur ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable. Les CE n'ont pas démontré que l'on était dans l'un ou l'autre cas de figure.

21. Outre l'obligation qui leur incombe au titre de la note liminaire d'admettre en franchise de droits les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI, "où [qu'ils] [soient] classé[s]", les CE se sont également engagées à accorder l'admission en franchise de droits pour les marchandises désignées dans différentes lignes tarifaires de leur Liste. Plus précisément, elles se sont engagées à accorder l'admission en franchise de droits pour les "[u]nités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire – autres – autres", qui sont inscrites dans la sous-position 8471.60 du SH de 1996. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication, les produits susmentionnés sont visés par les termes de cette concession, compte tenu du sens ordinaire du texte lu dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Les États-Unis ont également signalé la note 5 B) et C) du chapitre 84 du SH de 1996, qui prévoit notamment que les dispositifs utilisés soit "exclusivement" soit "principalement" dans un système automatique de traitement de l'information peuvent être considérés comme une unité aux fins de la position. Les CE allèguent maintenant qu'elles sont autorisées à accorder l'admission en franchise de droits uniquement pour les dispositifs qui sont utilisés "exclusivement" avec des ordinateurs sur la base d'une note explicative du SH. À l'OMD, les notes explicatives du SH ne peuvent pas l'emporter sur les notes de chapitre. De plus, les notes explicatives ne disent pas que les dispositifs qui y sont désignés sont les seuls dispositifs visés par la sous-position – en fait, la note explicative se rapporte aux dispositifs qui sont utilisés "exclusivement" avec des ordinateurs et ne traite tout simplement pas des dispositifs qui sont utilisés "principalement" avec des ordinateurs.

VI. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS

22. Bien que les CE reconnaissent enfin que les règlements contestés demeurent "officiellement en vigueur" et que l'avis du Comité du Code des douanes a une "certaine valeur interprétative", comme dans le cas des dispositifs d'affichage à écran plat, au lieu d'examiner objectivement le texte de leurs mesures relatives aux MFM, elles invoquent la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kip* pour faire valoir que les MFM qui peuvent être connectées à des ordinateurs et ont "une fonction de copie équivalente" (c'est-à-dire une fonction de copie qui "n'est pas secondaire par rapport à leurs fonctions de traitement automatique de l'information") entrent dans le champ d'application de leur concession pour les "photocopieurs". Comme on l'a expliqué dans la première communication et comme on l'expliquera ci-après, même cette interprétation est viciée; toutefois, en dehors de cela, les CE ne reconnaissent nulle part que leurs mesures ne traitent pas simplement les dispositifs qui ont "une fonction de copie équivalente" comme des produits passibles de droits. Au lieu de cela, en application des mesures des CE, tout dispositif capable de reproduire plus de 12 pages par minute, et tout dispositif sans fonction de télécopie (indépendamment de la vitesse), est passible de droits.

23. Cela soulève la question de savoir pourquoi la fonction de copie d'un dispositif qui peut reproduire plus de 12 pages par minutes est nécessairement une fonction "'équivalente", comme les CE l'affirment, à la fonction d'impression, ou pourquoi un dispositif qui peut imprimer et copier mais ne peut pas télécopier ne peut *jamais* être considéré comme ayant une "fonction principale d'impression" (indépendamment du nombre de pages par minute qu'il reproduit). Une fois de plus, les CE n'expliquent jamais – parce qu'elles ne le peuvent pas – en quoi la vitesse de sortie de 12 pages par minute indique l'importance relative des fonctions qu'un dispositif accomplit, même si cette question était pertinente pour déterminer si le produit est visé par les termes des concessions en cause.

24. Comme les États-Unis l'ont expliqué, les produits en question relèvent des concessions pour les "unités d'entrée ou de sortie" et les "télécopieurs". Une fois de plus, les CE n'ont proposé aucune interprétation du sens ordinaire du texte de ces concessions. Elles allèguent plutôt que tous les produits passibles de droits en application de leurs mesures sont des photocopieurs, et elles donnent une interprétation de la concession pour les "photocopieurs" relevant de la sous-position 9009.12 (du SH de 1996).

25. Aucun des dispositifs en question n'est un "appareil de photocopie électrostatique". Les MFM sont constituées d'un module d'impression (c'est-à-dire un contrôleur d'impression et un moteur d'impression) et d'un scanneur; dans certains cas, elles comprennent également un modem pour la transmission de télécopies. Les imprimantes, les scanneurs et les télécopieurs ont tous été inscrits dans l'ATI et sont admis à bénéficier de la franchise de droits selon les termes des concessions des CE. Toutefois, selon les CE, lorsque ces technologies sont combinées en une seule unité, ce dispositif devient un "photocopieur à procédé indirect" ne relevant pas de leurs concessions. Outre le fait que les CE n'ont pas démontré que les produits passibles de droits en application de leurs mesures ne correspondaient pas aux termes de la concession pour les "unités d'entrée ou de sortie", cette position ne correspond pas au sens ordinaire de la désignation associée à la sous-position 9009.12. Un "photocopieur à procédé indirect", telle que cette expression est employée dans la position 9009 (et telle qu'elle est employée par les experts techniques), est un dispositif qui utilise la lumière pour produire une copie en exposant une image optique sur une surface sensible à la lumière. Une MFM n'utilise pas la lumière pour produire une copie, mais bien pour collecter des données numériques dans un dossier électronique qui peut ensuite être imprimé, transmis par télécopie ou au moyen d'un réseau, ou stocké en vue d'une utilisation ultérieure. Par conséquent, même les différentes définitions tirées de dictionnaires que les CE présentent au sujet du terme photocopie ne décrivent pas avec exactitude le procédé utilisé par les MFM – les copies papier ne sont pas produites par "l'action électrique ou chimique de la lumière", ne sont pas "formées par l'action de la lumière" et ne sont pas "créées sur une surface sensibilisée … par l'action d'une énergie de rayonnement". La lumière sert plutôt à créer un fichier numérique, qui peut ensuite être stocké, imprimé ou transmis. En fait, le procédé d'impression/de production de "copies" de ce fichier numérique n'est pas différent de celui qui intervient lorsqu'un utilisateur appuie sur la touche de commande "imprimer" de son ordinateur et demande une ou plusieurs "copies" de l'original. En dernier lieu, ce que les CE allèguent être l'"usage commercial et ordinaire" du terme "photocopie", sur la base de plusieurs brochures de vente et articles de journaux, n'a aucune incidence sur le sens de ce terme tel qu'il est employé dans la Liste de concessions des CE.

26. Les dispositifs ne renferment pas non plus de "système optique" au sens où ce terme est employé dans la sous-position. D'une manière compatible avec le texte de la position 9009, la note explicative relative à la position 9009 précise qu'un photocopieur "renferm[e] un système optique consistant essentiellement en une source lumineuse, un condensateur, des lentilles, des miroirs, des prismes ou un réseau de fibres optiques qui projettent sur une surface sensible à la lumière l'image optique du document à reproduire, ainsi qu'un dispositif de développement et de tirage". Contrairement à ce que les CE allèguent, un scanneur n'est pas un système de "lampes, lentilles et miroirs" – comme les propres pièces des CE l'indiquent, "le composant fondamental du scanneur est la barrette CCD … le dispositif à couplage de charge (CCD) est constitué d'un ensemble de petites diodes sensibles à la lumière qui convertissent les photons (lumière) en électrons (charge électrique)". Par contre, un photocopieur utilise une image optique formée par un système de lentilles ou de miroirs à partir d'ondes lumineuses réfléchies, réfractées ou diffractées.

27. L'argument des CE semble reposer non pas sur les caractéristiques physiques des dispositifs, mais sur l'hypothèse selon laquelle la "fonction" de copie a une "importance équivalente ou supérieure" à celle de la fonction d'impression, par exemple, ou d'autres fonctions exécutées par la

machine. Les CE ne présentent pas d'éléments de preuve indiquant que les dispositifs sont en fait utilisés principalement pour effectuer des copies, ou que leurs caractéristiques physiques sont telles qu'elles étayent cette conclusion. Comme on l'a souligné, les dispositifs reproduisent les originaux au moyen d'un scanneur et d'une imprimante – au lieu d'être des composants "secondaires", le module scanneur et le module imprimante sont les composants *principaux* de la machine. Cela soulève la question de savoir comment les CE établissent une distinction, par exemple, entre la "fonction copier", la fonction "scanner" et la "fonction imprimer", *lorsqu'elles sont toutes exécutées au moyen des mêmes composants*.

28. En dernier lieu, comme on l'a dit, l'expression "procédé indirect" n'est pertinente que s'il peut être établi que le produit en question correspond aux termes de la position. Comme cela a été mentionné en réponse aux questions du Groupe spécial, même du point de vue du classement tarifaire, la tentative des CE visant à établir une distinction entre les MFM à jet d'encre et les MFM à laser en fonction du moteur d'impression fait abstraction des termes de la position au niveau à quatre chiffres, en contravention de la RGI 1. En outre, l'analyse des CE n'est pas compatible avec la RGI 3 b), qui dispose que les produits mélangés dont le classement ne peut pas être effectué en application de la RGI 3 a) "sont classés d'après la matière ou l'article qui leur confère leur caractère essentiel". Au lieu de mettre l'accent sur le *composant* matériel qui confère au dispositif son "caractère essentiel", les CE tentent de deviner la "fonction" du dispositif – faisant ainsi abstraction du fait que le composant principal de la MFM est le module *imprimante* et du fait que la "fonction" de copie est accomplie par des éléments qui fonctionnent conjointement avec un scanneur. Le classement en application de la RGI 3 b) ne peut pas être axé sur la "fonction principale" de la MFM, mais dépend plutôt du "composant" qui confère à la MFM son "caractère essentiel". Contrairement à cette règle, l'analyse des CE met l'accent sur le type de technologie d'impression du moteur d'impression pour établir la distinction au niveau à six chiffres quant à leurs conceptions de la position 9009, mais fait abstraction du rôle essentiel que le module imprimante confère à l'ensemble du dispositif.

29. Comme dans le cas des autres produits, les CE se fondent encore une fois sur divers documents accessoires pour tenter d'étayer leur point de vue, y compris la "pratique" des États-Unis et des CE en matière de classement et des éléments dont elles allèguent qu'ils font partie de l'"historique des négociations". Premièrement, en ce qui concerne la soi-disant "pratique" des États-Unis et des CE, celles-ci n'ont pas démontré l'existence d'une "pratique commune, concordante et constante", de sorte que les éléments seraient pertinents en tant que "pratique ultérieurement suivie" aux fins de l'article 31 de la Convention de Vienne. De fait, les CE présentent de manière erronée aussi bien les décisions des États-Unis en matière de classement que leur propre position lorsqu'elles affirment que les deux parties considéraient que les MFM étaient des photocopieurs pendant les négociations sur l'ATI. Bien que les CE allèguent que les autorités communautaires "ont toujours adopté le point de vue selon lequel la copie numérique est une forme de photocopie au sens de la position 9009 du SH de 1996", les éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial montrent en réalité que les autorités douanières des CE ont pris des décisions qui ont entraîné le classement des MFM dans la position 8471 60 pendant les négociations sur l'ATI. En ce qui concerne les États-Unis, les décisions présentées par les CE dans presque tous les cas ne font pas mention de la position 9009 et classent les MFM sous le n° 8471.60 (l'allégation des CE au sujet d'une "pratique" repose uniquement sur le renvoi à la note 3 dans ces décisions en tant que fondement juridique de l'action). Par ailleurs, rien dans ces éléments ne donne à penser que les CE ou les États-Unis étaient d'avis que tout dispositif sans fonction de télécopie était un "photocopieur" ou avaient, à l'époque des négociations, une pratique qui allait dans ce sens, ou qu'en fonction du nombre de pages par minute (encore moins 12 pages par minute), il était possible de considérer toutes les MFM ayant une fonction de télécopie comme des "photocopieurs".

30. Deuxièmement, les CE présentent un certain nombre de documents qu'elles qualifient d'"historique des négociations" – comme on l'a relevé, aucun de ces documents ne permet de mieux comprendre ce dont les parties sont convenues en fin de compte. L'allégation des CE selon laquelle les États-Unis s'opposaient initialement à l'inscription de la position 9009 soulève simplement la question de savoir si les copieurs numériques étaient en fait considérés comme inscrits dans cette position (du reste, dans le document auquel les CE font allusion, le terme "photocopie numérique" n'apparaît nulle part). D'autres éléments de preuve semblent indiquer que lorsque l'ATI a été conclu, les participants (y compris les États-Unis) sont convenus d'inscrire les copieurs numériques, en échange de l'inscription des appareils photographiques numériques. Plus fondamentalement, les CE n'ont pas montré 1) que les éléments étaient pertinents pour "confirmer" un sens obtenu au moyen de l'application de l'article 31 de la Convention de Vienne, ou que cette disposition laissait le sens obscur ou conduisait à un résultat manifestement absurde ou déraisonnable; ou 2) que les éléments étaient admissibles en tant que "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne.

VII. MANQUEMENT PAR LES CE À L'OBLIGATION DE PUBLIER EN TEMPS OPPORTUN LA NOTE EXPLICATIVE DE LA NOMENCLATURE COMBINÉE RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS

31. Les CE font valoir que, dans les faits, la mesure n'a pas été exécutoire avant son "adoption" par voie de signature par le Vice-président de la Commission et qu'elle a été publiée "dans les moindres délais" après sa signature. Toutefois, cette qualification des faits est incompatible avec de nombreux éléments de preuve contraires: les déclarations du Président du Comité du Code des douanes ainsi que les RTC communiqués par les États membres après le vote étayent la conclusion selon laquelle la mesure était *en vigueur* à la suite du vote au Comité du Code des douanes. En outre, bien que les CE mettent en avant des travaux additionnels que la Commission avait planifiés au sujet d'*autres* aspects de leur pratique de classement concernant les modules séparés pour essayer de faire valoir que la mesure n'était pas en vigueur, cela est dénué de pertinence pour la question considérée: les faits démontrent que la position des CE en ce qui concerne les modules séparés ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction et les modules séparés équipés de certains types de modems (y compris les modules séparés IP) a été établie de manière définitive au moment du vote au Comité. Qui plus est, les CE ne présentent pas d'éléments de preuve indiquant que tels ou tels États membres ne suivaient *pas* les modifications apportées à la note explicative de la nomenclature combinée après le vote au Comité et avant la publication – les seuls RTC dont le Groupe spécial a été saisi donnent à entendre que les États membres se sont fondés sur la note explicative de la nomenclature combinée pour prendre leurs décisions en matière de classement une fois que le Comité a voté, et ont estimé qu'il s'agissait d'une décision finale.

32. Les CE semblent être d'avis qu'une étape administrative supplémentaire dans leur processus les autorise à retarder la publication d'une mesure, même lorsque la Commission encourage expressément les États membres à appliquer la mesure et que celle-ci est dans les faits appliquée par les États membres. Les conséquences de l'argument des CE sont importantes, car elles donnent à entendre que le simple fait d'ajouter une étape administrative supplémentaire dans le processus d'"adoption" d'une mesure permet à un Membre de se soustraire à la publication de la mesure pendant un bon moment après que celle-ci est devenue exécutoire. Par ailleurs, rien dans le texte de l'article X:1 ne donne à entendre qu'une mesure qui est exécutoire et appliquée par les États membres ne pourrait pas, pour cette raison, être considérée comme une "décision[ ] … administrative[ ] d'application générale".

33. Les CE ont également agi d'une manière incompatible avec l'article X:2 du GATT de 1994. La note explicative de la nomenclature combinée est une mesure "d'application générale" et "entraîne[ ] le relèvement d'un droit de douane", comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur

première communication. Dans leur réponse, en plus d'alléguer que la mesure n'était pas exécutoire avant d'être officiellement publiée, les CE font valoir que la mesure n'était pas appliquée (malgré quatre RTC versés au dossier qui font référence à la mesure en tant que fondement du classement des produits en question) et "[n']entraîn[ait] [pas] le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes". À l'appui de cette dernière affirmation, les CE attirent l'attention sur les quatre RTC présentés par les États-Unis qui ont été communiqués avant que les modifications apportées à la note explicative de la nomenclature combinée ne soient votées. Ces RTC n'étayent pas l'argument avancé par les CE – ils ne disent rien au sujet de la question de savoir si la mesure entraînait le relèvement d'un droit de douane *en vertu* d'usages établis et uniformes. Une fois de plus, tous les RTC versés au dossier qui ont été communiqués après le vote prévoient un classement dans la position passible de droits, conformément aux prescriptions énoncées dans la note explicative de la nomenclature combinée. De plus, les CE ne peuvent pas laisser entendre qu'une note explicative de la nomenclature combinée, lorsqu'elle est en vigueur, n'entraîne pas le relèvement d'un droit de douane … en vertu d'usages établis et uniformes; en fait, les CE se sont fondées sur des notes explicatives de la nomenclature combinée dans des différends antérieurs pour faire valoir qu'elles administraient leur régime douanier d'une manière uniforme.

ANNEXE A-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

1. Certaines concessions tarifaires inscrites par les CE et leurs États membres dans leurs Listes de concessions annexées au GATT de 1994 (les "Listes des CE") pour trois produits visés par l'ATI sont au centre du présent différend. Les produits en question sont les modules séparés ayant une fonction de communication, les dispositifs d'affichage à écran plat et les machines numériques multifonctions (MFM). La question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si les mesures des CE et de leurs États membres – plus précisément celles qui ont été identifiées par les plaignants dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et qui relèvent du mandat du Groupe spécial – entraînent un traitement tarifaire qui est incompatible avec ces concessions et l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

2. Dans les communications qu'ils ont présentées jusqu'à maintenant, les États-Unis ont expliqué chacune des mesures identifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et présenté des éléments de preuve expliquant le mode de fonctionnement de ces mesures. Ils ont cité des extraits des mesures en cause – des extraits dont les CE elles-mêmes ont qualifié les termes de "catégoriques" –, dans lesquels il est ordonné aux autorités douanières d'imposer des droits sur tout produit qui a une ou plusieurs des caractéristiques arbitraires spécifiques qui sont mentionnées dans les mesures. Les États-Unis ont présenté des RTC qui étayent la conclusion selon laquelle *dans chaque cas*, lorsqu'un produit avait les caractéristiques arbitraires spécifiques mentionnées dans les mesures, les autorités douanières des CE appliquaient des droits sur ce produit. Les CE soutiennent le contraire, mais les États-Unis ont également expliqué en détail les concessions en cause et la manière dont les mesures entraînaient l'imposition de droits sur des produits admis à bénéficier de l'admission en franchise de droits selon les termes des concessions inscrites dans les Listes des CE. Comme cela est expliqué dans les communications des États-Unis, ces concessions comprennent la note liminaire des Listes des CE, qui prévoit l'admission en franchise de droits d'un produit "où [qu'il] soit classé", ainsi que les désignations associées à différentes lignes tarifaires consolidées à zéro. Appliquant les principes d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne, les États-Unis ont expliqué comment les produits en question relevaient du sens ordinaire des termes des concessions lorsqu'elles étaient lues dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Ces produits sont donc admis à bénéficier de la franchise de droits. Toutefois, ils ne bénéficient pas de ce régime en raison des mesures. Par conséquent, les mesures sont incompatibles avec l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 et les Listes de concessions des CE.

3. En plus d'alléguer qu'il y a une confusion au sujet des allégations et des mesures en cause, les CE fournissent une réponse qui continue de reposer sur quatre grandes thèses: premièrement, les allégations des plaignants et les mesures en cause ne sont pas claires, principalement parce qu'elles ne définissent pas d'une manière suffisamment détaillée les "produits en cause" dans le différend; deuxièmement, leurs mesures veulent dire autre chose que ce qu'elles disent; troisièmement, les concessions identifiées par les plaignants n'ont pas de sens ou devraient par ailleurs être volontairement ignorées pour privilégier des concessions relatives à des produits entièrement différents; et, quatrièmement, la note liminaire et, de ce fait, l'engagement d'accorder l'admission en franchise de droits aux produits relevant de l'Appendice B, "où que le produit soit classé", sont vides de sens. Chacune de ces affirmations est erronée en fait ou en droit, ou les deux. Une fois rejetées, il ne reste rien du moyen de défense des CE.

4. La confusion qu'évoquent les CE au sujet des éléments fondamentaux de l'affaire – des éléments qui ont été énoncés par trois Membres de l'OMC et approuvés par plusieurs tierces parties –

est peu crédible. Fondamentalement, la position des CE semble reposer sur le point de vue incorrect selon lequel les plaignants doivent non seulement démontrer que leurs mesures entraînent la violation de concessions spécifiques, mais aussi donner une définition détaillée d'une "catégorie de produits" spécifique pour avoir gain de cause, et selon lequel c'est uniquement en montrant que les autorités douanières des CE imposent à tort des droits sur *tous* les produits appartenant à cette catégorie que les plaignants peuvent démontrer que les CE manquent à leurs obligations. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur deuxième communication écrite, cet argument est dénué de fondement. Il inverse le critère servant à démontrer l'existence d'une violation "en tant que tel" et semble n'être rien de plus qu'une tentative visant à dresser un obstacle juridique supplémentaire à l'établissement de l'existence d'une violation de l'article II – tentative qui a déjà été condamnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*. Le fait que les CE dans ce différend avançaient un argument en relation avec l'article 6.2 n'étaye pas la conclusion voulant que le raisonnement de l'Organe d'appel soit inapplicable en l'espèce.

5. Deuxièmement, les CE font totalement abstraction du libellé de leurs propres mesures. Elles mettent plutôt l'accent sur des déclarations contenues dans deux décisions judiciaires, sur de grandes généralités au sujet de leur manière de concevoir le classement et sur des affirmations tout aussi imprécises au sujet de l'effet juridique des mesures en question. À titre d'exemple, dans le cas des MFM, elles ne mentionnent pas une seule fois dans toute la communication qu'elles ont présentée à titre de réfutation le critère des 12 pages par minute contenu dans la nomenclature combinée des CE pour la sous-position 8443 31 – mesure qui relève du mandat du présent Groupe spécial et dont les autorités douanières des CE se servent pour empêcher des produits de bénéficier de l'admission en franchise de droits. Elles axent plutôt leur réponse sur ce qu'il est convenu d'appeler une analyse "au cas par cas" ou sur un critère défini par la CJCE en 2009 dans l'affaire *Kip* – affaire qui ne porte pas à proprement parler sur les mesures dont le Groupe spécial est saisi et dans laquelle est énoncé un critère qui n'apparaît nulle part dans ces mesures –, qui est une décision rendue par un tribunal des CE qui a évalué des mesures spécifiques des CE à la lumière de la législation communautaire en matière de classement dont il avait été saisi, et non les obligations tarifaires contractées par les CE dans le cadre de l'OMC. Les CE ne tentent même pas de concilier les mesures telles qu'elles existent – la nomenclature combinée – avec les observations formulées par le tribunal dans l'affaire *Kip*. Dans leur réponse à une question directe posée par le Groupe spécial, les CE n'arrivent même pas à expliquer pourquoi le critère de 12 pages par minute a été retenu. Comme cela est expliqué dans les communications des États-Unis, l'argument avancé par les CE au sujet des dispositifs d'affichage à écran plat, qui est fondé sur l'avis du tribunal qui a statué dans l'affaire *Kamino*, va également à l'encontre de leurs propres mesures et est coupé de la réalité.

6. En ce qui concerne la théorie selon laquelle les mesures relatives aux dispositifs d'affichage à écran plat et aux MFM sont "effectivement inapplicables" compte tenu d'avis des tribunaux, comme on l'a indiqué plus haut, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve indiquant que ces avis, même s'ils montrent bien les faiblesses qui entachent la logique des CE, ne frappent pas eux-mêmes les mesures de nullité. Les mesures *demeurent en vigueur*. Le fait que les CE ont donné à plusieurs reprises l'assurance qu'elles pourront abroger les mesures à une date ultérieure fournit simplement une autre preuve de cette réalité. De même, pour ce qui est de la théorie des CE selon laquelle certaines mesures sont "effectivement inapplicables" en raison de modifications apportées à la nomenclature interne des CE en 2007, même si les CE allèguent qu'il serait "difficile" d'appliquer certaines des mesures à cause d'une renumérotation et d'autres modifications, les États-Unis ont présenté des RTC indiquant que les États membres ont *en fait* continué de les appliquer malgré ces changements. Les CE n'ont guère ou pas répondu à cela, affirmant de manière plutôt incongrue que les RTC "qualifient" les règlements de "textes justificatifs" mais ne les "appliquent" pas. Quant à l'allégation des CE selon laquelle les notes explicatives de la nomenclature combinée ne sont pas contraignantes, celles-ci reconnaissent que ces notes sont des "outils importants pour l'interprétation de la nomenclature

combinée" et que "les autorités douanières doivent naturellement" les consulter, et encore une fois elles ne fournissent aucune explication crédible en réponse aux éléments de preuve dont le Groupe spécial dispose sur leur effet juridique, y compris des RTC démontrant que des États membres ont, en fait, qualifié les notes explicatives de la nomenclature combinée de "justification [légale] en matière de classement" pour les décisions de classer des produits dans des positions passibles de droits, de même que sur le propre recours des CE aux notes explicatives de la nomenclature combinée aux fins de mise en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD dans un différend antérieur.

7. En dernier lieu, les CE laissent parfois entendre qu'il existe une soi-disant flexibilité dans les mesures proprement dites, mais elles n'ont présenté *aucun élément de preuve* indiquant que les mesures font autre chose que ce qu'elles disent: ordonner aux autorités douanières des CE, dans des termes que les CE elles-mêmes qualifient de "catégoriques", d'imposer des droits sur des produits possédant les caractéristiques techniques spécifiées. Jusqu'à maintenant, les CE n'ont pas présenté d'éléments de preuve indiquant que des autorités douanières des CE *quelles qu'elles soient* ont accordé l'accès en franchise de droits à un produit *quel qu'il soit* possédant les caractéristiques mentionnées dans leurs mesures. Par contre, les États-Unis ont présenté de nombreux éléments de preuve démontrant que les CE agissent dans les faits exactement de la manière prévue, et n'accordent pas l'admission en franchise de droits à des produits simplement parce qu'ils ont certains attributs arbitraires. À cet égard, les États-Unis ont cité des extraits des mesures et présenté divers RTC, en réponse auxquels les CE n'ont identifié aucun passage dans les mesures qui permettrait de conclure le contraire, ni de RTC classant les produits ayant les attributs mentionnés dans une ligne tarifaire en franchise de droits. Par conséquent, malgré toutes leurs théories et tous leurs arguments, les mesures sont exécutoires et entraînent l'application de droits sur des produits qui devraient être admis en franchise de droits.

8. Troisièmement, les CE font abstraction des concessions qu'elles ont violées selon ce que les plaignants font valoir, et privilégient d'autres concessions relatives à des produits qui ne sont pas visés par le présent différend, divers documents complètement dénués de pertinence qui éclairent, selon elles, les "circonstances" dans lesquelles leurs concessions ont été accordées, ainsi que ce qu'elles allèguent être la "pratique" des Membre de l'OMC en matière de classement. Ce faisant, elles avancent divers arguments qui ne sont tout simplement pas conformes aux principes fondamentaux d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne.

9. En ce qui concerne la note liminaire, les CE font abstraction de l'engagement formulé dans la note liminaire de leur Liste – une innovation de première importance de l'ATI –, c'est-à-dire l'admission en franchise de droits des produits désignés dans l'Appendice B de l'ATI, "où que le produit soit classé". Dans leur deuxième communication, elles persistent à dire que la note liminaire est "épuisée" et, partant, vide de sens, même si, comme on l'a indiqué, leur interprétation est tout à fait incompatible avec les principes fondamentaux d'interprétation des traités.

10. En outre, les CE allèguent maintenant que l'argument formulé par les plaignants au sujet de la structure de la concession accordée dans la note liminaire n'est pas uniforme. Chose certaine, s'agissant de la note liminaire, les États-Unis sont du même avis que les autres plaignants: tous conviennent que la note liminaire est une concession distincte de celles qui sont accordées dans les différentes lignes tarifaires inscrites dans les Listes des CE, tous conviennent que le SH n'est pas un contexte pertinent pour interpréter les désignations de produits inscrites dans l'Appendice B auxquelles il est fait référence dans la note liminaire, tous conviennent que le tableau ne limite pas la portée des désignations inscrites dans l'Appendice B à des sous-positions spécifiques qui sont énumérées mais est plutôt exemplatif, et tous conviennent qu'il n'y a pas de différence même entre les désignations de produits pour les produits en cause dans le présent différend telles qu'elles figurent dans l'Appendice B proprement dit et celles qui sont transposées dans le tableau des Listes des CE.

Même les CE semblent être de cet avis sur ce dernier point. Par ailleurs, les États-Unis partagent le point de vue des autres plaignants selon lequel la position des CE – à savoir que la note liminaire est "épuisée" – n'est pas défendable car elle va à l'encontre du principe selon lequel des dispositions entières d'un accord ne devraient pas être rendues inutiles.

11. Dans leurs communications, les États-Unis ont expliqué pourquoi l'interprétation de la note liminaire donnée par les CE ne pouvait pas être acceptée. Dans leur réponse, les CE exposent simplement, une fois de plus, leur théorie juridique de l'"épuisement", sans expliquer pourquoi il est approprié de donner de la note liminaire une lecture qui l'exclut de leur Liste – et, fait remarquable, font plutôt valoir que les sous-positions tarifaires qui jouxtent les définitions de produits figurant dans le tableau qui suit la note liminaire "ne peuvent pas recevoir une interprétation qui les exclut" de leur Liste. Bien entendu, ce n'est pas ce que font les plaignants – comme chacun l'a expliqué, les sous-positions contenues dans les Listes des CE indiquent où les CE ont classé les produits en question lorsque l'ATI a été conclu, et constituent des *illustrations* utiles des types de produits visés par les définitions de produits. De fait, en ce qui concerne les modules séparés, les États-Unis ont indiqué qu'il ressortait d'une sous-position de la Liste des CE associée à la désignation des modules séparés donnée dans l'Appendice B que les CE elles-mêmes considéraient que les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques faisaient partie des produits visés par la désignation figurant dans l'Appendice B. De toute évidence, de l'avis des États-Unis, le tableau a un sens – il n'a tout simplement pas le sens que les CE suggèrent.

I. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION

12. Comme on l'a fait observer précédemment, une analyse des produits est pertinente à deux égards aux fins de la présente procédure: les produits qui sont passibles de droits en application des mesures et le point de savoir si au moins quelques-uns de ces produits sont admis à bénéficier de la franchise de droits au titre des concessions. Si certains produits passibles de droits en application des mesures sont admis à bénéficier de l'admission en franchise de droits en vertu des concessions, il faut constater que ces mesures sont incompatibles avec l'article II du GATT de 1994. Les États-Unis ont longuement expliqué quels étaient les produits passibles de droits en application des mesures et la raison pour laquelle ils étaient admis à bénéficier de l'admission en franchise de droits en vertu des concessions. Comme l'Organe d'appel l'a conclu dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, il n'y a aucune obligation de donner une définition détaillée d'une "catégorie de produits" pour avoir gain de cause au regard de l'article II.

13. Sur la question de l'effet des notes explicatives de la nomenclature combinée, comme on l'a dit précédemment, les États-Unis ont présenté de nombreux éléments de preuve démontrant l'effet juridique de ces notes, y compris celle qui a trait aux modules séparés, et les CE n'ont pas fourni de réponse convaincante jusqu'à maintenant. Rien dans la déclaration des CE ne répond à ces points; les CE ont plutôt simplement continué à formuler les mêmes arguments que ceux qu'elles avaient avancés dans des communications antérieures. Dans leur deuxième communication, les CE citent un avis de la CJCE qui dit simplement que si la teneur d'une note explicative de la nomenclature combinée n'est pas compatible avec celle de la nomenclature combinée, "[la note] ne pourrait pas être pris[e] en considération". Compte tenu de cet avis, les CE font valoir que les notes explicatives de la nomenclature combinée n'ont pas "force obligatoire". Bien entendu, la simple possibilité qu'une mesure exécutoire à l'heure actuelle *puisse* hypothétiquement être jugée incompatible avec la législation interne d'un Membre à l'avenir n'empêche pas qu'elle puisse maintenant être contestée "en tant que telle". Cet argument soulève également la question de savoir si la note explicative de la nomenclature combinée relative aux modules séparés est *en fait* incompatible avec la nomenclature combinée de sorte qu'elle ne puisse pas être prise en considération; les CE n'ont nulle part même fait valoir qu'il en était ainsi. En revanche, les éléments de preuve présentés par les États-Unis sont clairs

en ce qui concerne l'effet de la note explicative de la nomenclature combinée: elle entraîne l'imposition de droits sur des modules séparés ayant une fonction de communication pour la simple raison qu'ils sont munis d'un type particulier de modem ou comprennent un dispositif qui exécute une fonction d'enregistrement ou de reproduction.

14. Tout au long de leurs communications, les CE font constamment valoir que l'expression "which have" ("ayant") employée dans la version anglaise de la concession relative aux modules séparés *limite* la concession aux modules séparés ayant *uniquement* une fonction de communication et, partant, que les modules séparés qui ont un autre usage que la "communication" sont exclus. Comme nous l'avons déjà expliqué, le mot "uniquement" n'apparaît pas dans le texte pertinent. Comme nous l'avons également fait observer, cette position ne peut pas être conciliée avec les termes de la concession ni avec les propres actions entreprises par les CE en 2000, lorsqu'elles ont modifié leur Liste. Dans leur deuxième communication, les CE présentent une nouvelle interprétation de la modification apportée en 2000 (interprétation qui, si l'on examine attentivement la mesure de mise en œuvre des CE, la modification et la Liste, ne semble pas être correcte), mais qui, en plus, ne peut pas, encore une fois, être conciliée avec leur argument voulant qu'il existe une différence de fond entre les termes anglais "which have" et "with".

15. Dans leur deuxième communication, les CE reconnaissent qu'elles ont ajouté la ligne visant les modules séparés "ayant" ("with") une fonction de communication à la liste de lignes associées à la désignation relative aux modules séparés inscrite dans l'Appendice B. Si les modules séparés "ayant" ("with") une fonction de communication étaient différents des modules séparés "ayant" ("which have") une fonction de communication, pourquoi les CE auraient-elles employé "with" dans leur propre *désignation* d'un produit dont elles *reconnaissent* qu'il est associé à la désignation inscrite dans l'Appendice B? Les CE ne donnent pas d'explication. Il semble y avoir un point sur lequel les États-Unis et les CE peuvent maintenant être d'accord: la désignation des modules séparés inscrite dans l'Appendice B de l'ATI n'a pas été modifiée à la suite de la modification que les CE ont apportée à leur Liste. Ce fait semble toutefois indiquer non pas que ces produits sont exclus de la concession inscrite dans l'Appendice B, mais bien que les CE *ont reconnu* que les produits qu'elles avaient désignés en 2000 comme des "modules séparés ayant une fonction de communication" (set-top boxes with a communication function) étaient visés par la désignation inscrite dans l'Appendice B qui avait été convenue en 1997 – à savoir que les "modules séparés ayant une fonction de communication" (set-top boxes with a communication function) faisaient partie des modules séparés auxquels il était fait référence dans la désignation des "modules séparés ayant une fonction de communication" (set-top boxes which have a communication function) inscrite dans l'ATI. Par ailleurs, ce fait montre que les modules séparés munis d'un récepteur de signaux vidéophoniques – c'est-à-dire les modules séparés ayant comme fonction la réception de signaux de télévision – étaient inclus dans la propre interprétation donnée par les CE de la concession inscrite dans l'Appendice B. Une fois de plus, comme les États-Unis l'ont expliqué dans des communications antérieures, la position des CE selon laquelle "which have" (ayant) signifie "which have *only*" (ayant seulement) ne peut pas être conciliée avec les termes de leurs concessions, ni avec leurs propres actions entreprises en 2000. L'argument des CE se résume à ceci: un produit dont elles reconnaissent qu'il s'agit d'un "module séparé" et dont elles reconnaissent qu'il a une "fonction de communication" n'est cependant pas visé par leur concession. Cette position n'est pas défendable.

16. Dans leur deuxième communication, les CE changent de cap et avancent plusieurs arguments au sujet du terme "modem" qui contredisent la position qu'elles ont adoptée dans leur propre mesure, et qui sont particulièrement révélateurs des faiblesses fondamentales de leur position. Premièrement, il convient de rappeler que dans leur mesure, les CE désignent les modems en ces termes: "[l]es modems modulent et démodulent tant les signaux émis que les signaux arrivants, ce qui permet une communication bidirectionnelle pour accéder à Internet". La mesure précise ensuite que les modems

RNIS, WLAN et Ethernet ne sont pas des modems parce qu'ils "ne modulent ni démodulent des signaux". Les États-Unis ont montré dans les réponses qu'ils ont données aux questions du Groupe spécial que cette affirmation était tout simplement inexacte.

17. Fait remarquable, les CE changent de ton dans leur deuxième communication – se rendant apparemment compte du caractère fallacieux de leur mesure, elles *ne contestent pas* que les dispositifs modulent et démodulent en réalité des signaux. En fait, elles établissent une condition tout à fait nouvelle pour qu'il soit possible de considérer un dispositif comme un modem: le dispositif ne doit pas seulement moduler et démoduler des signaux, mais doit aussi le faire en transformant des signaux *analogiques* en signaux *numériques*, et il ne doit pas seulement permettre à un ordinateur d'accéder à Internet, mais doit aussi permettre d'y accéder au moyen d'une ligne *téléphonique*. La position des CE ne cadre tout simplement pas avec le sens du terme "modem". Elle ne cadre même pas avec la définition que les CE *elles-mêmes* ont utilisée dans leur propre mesure. De plus, elle crée une ligne de partage totalement arbitraire que même la propre mesure des CE n'étaye pas – les modems par câble, par exemple, ne communiquent pas au moyen d'une ligne téléphonique, pourtant les CE les considèrent comme des "modems". Si, comme les CE l'ont fait valoir ce matin, les modems doivent convertir des signaux analogiques en signaux numériques et doivent utiliser des lignes téléphoniques, pourquoi les modems par câble sont-ils considérés comme des modems dans la mesure des CE? Les CE ne fournissent pas de réponse.

18. En ce qui concerne les modems RNIS, les CE font état de six documents provenant d'Internet qui, selon elles, étayent leur point de vue selon lequel les modems RNIS ne sont pas des "modems". Seulement deux de ces documents abordent, ne fût-ce que d'une certaine façon, la question de savoir si les modems RNIS sont des "modems" – les autres documents décrivent simplement le fonctionnement de ces modems. Dans le cas des deux documents en question, le premier n'explique pas pourquoi un modem RNIS n'est pas "techniquement" un modem – les États-Unis ont quant à eux fourni des sources indiquant que les modems RNIS *sont* "techniquement" des modems et expliquant par ailleurs, sur la base des normes de l'IEEE, comment ils modulent et démodulent des signaux. Le second est cité hors contexte – en fait, l'auteur donne une définition de la modulation qui est identique à celle donnée par le États-Unis. En outre, la source a été identifiée par les CE au moyen d'une recherche sur GoogleBooks; une autre recherche sur GoogleBooks révèle que les CE ont cité cette source d'une manière sélective et passé sous silence un certain nombre de sources confirmant que les modems RNIS sont des modems.

19. Les CE mettent ensuite en avant un document apparemment préparé par le Japon pendant les négociations sur l'ATI, qui contient *un exemple de produit* d'un module séparé – elles font valoir que le terme "modem" doit plutôt être employé "dans le même sens que celui qu'il a dans ce document". Toutefois, ce document ne contient même pas de définition du terme modem. L'argument des CE se résume simplement à ceci: au lieu de présumer que les négociateurs ont employé correctement le terme "modem", les CE demandent au présent Groupe spécial de *présumer* que les négociateurs l'ont incorrectement employé. Cette position est un défi à la vraisemblance. Même les CE ont recours dans leur mesure à une définition technique du "modem" qui englobe tous les dispositifs en cause.

20. Par conséquent, en ce qui concerne les modules séparés, la conclusion est claire: dans le cas des dispositifs qui sont passibles de droits parce qu'ils sont munis d'un disque dur, les CE reconnaissent qu'il s'agit de "modules séparés" et que ceux-ci "ont une fonction de communication", et elles n'ont par ailleurs pas montré que la concession était assortie de limites qui excluraient ces dispositifs de ses termes. Dans le cas des dispositifs passibles de droits parce qu'ils sont munis de certains modems, les CE ont tout simplement fait volte-face au vu de faits qu'elles ne peuvent pas contester, mais leur nouvelle position ne tient toujours pas compte de l'argumentation des plaignants, et en vient encore moins à bout.

21. S'agissant de l'allégation relative à l'article X, les CE continuent de s'appuyer sur l'idée qu'une mesure ne peut pas être exécutoire simplement parce qu'elles n'ont pas pris une disposition administrative. Nous avons répondu à ce point dans notre deuxième communication écrite. Des éléments de preuve montrent que des États membres se sont fondés sur la mesure pour classer des produits et ont été encouragés à le faire par le Comité du Code des douanes avant que cette disposition ne soit prise. Par conséquent, les faits contredisent tout simplement la position des CE.

II. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

22. Tout d'abord, les CE continuent de soutenir qu'elles ne comprennent pas la "portée" de l'allégation des États-Unis, parce qu'elles estiment que ceux-ci n'ont pas donné de définition détaillée du "produit". Encore une fois, les États-Unis ont été clairs: en application des mesures, les autorités douanières des CE et de leurs États membres imposent des droits sur tout dispositif d'affichage à écran plat ayant la DVI et sur tout dispositif d'affichage à écran plat apte à recevoir des signaux provenant d'un dispositif autre qu'un ordinateur. En conséquence, les CE et leurs États membres ont manqué à leur obligation d'admettre en franchise de droits des dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI, où qu'ils soient classés (comme l'indique la note liminaire), ainsi qu'à leur obligation d'admettre en franchise de droits des "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information. La question n'est pas de savoir si un produit donné est visé par ce qu'il est convenu d'appeler la "portée de l'allégation" – la question est de savoir si les *mesures* des CE entraînent l'imposition de droits sur des produits qui sont admis à bénéficier de la franchise de droits en vertu de leurs *concessions*. Dans leurs communications, les États-Unis ont expliqué en détail comment cela était fait. En ce qui concerne la prétendue obligation de définir d'abord le produit, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* a rejeté précisément l'argument que les CE avancent maintenant, et cet argument devrait être rejeté encore une fois par le présent Groupe spécial.

23. En ce qui concerne les mesures, les CE allèguent une fois de plus dans leur deuxième communication que, nonobstant le texte de ces mesures, elles n'obligent pas leurs autorités douanières à imposer des droits sur tous les produits ayant la DVI ou tous les produits aptes à recevoir des signaux provenant d'un dispositif autre qu'un ordinateur. Une fois de plus, les CE se fondent sur l'arrêt *Kamino* pour faire valoir que leurs mesures ont évolué, et citent maintenant des extraits de cet arrêt, dans lequel le tribunal critique les arguments de la Commission voulant que les dispositifs aptes à être connectés à autre chose qu'un ordinateur ne puissent pas être classés dans la sous-position 8471 60 et que le "nombre et le type de prises dont les moniteurs sont munis ne puissent pas à eux seuls constituer des critères décisifs" pour le classement des moniteurs. Fait important, bon nombre des arguments que le tribunal critique figurent parmi ceux que les CE ont continué d'avancer dans la présente procédure, y compris le recours des CE aux notes explicatives du SH pour défendre leurs mesures. Toutefois, rien dans les extraits cités de l'avis n'indique que, du fait de l'avis qui a été donné, la note explicative de la nomenclature combinée relative au SH de 2007 (en totalité ou en partie) n'est plus exécutoire dans les CE. Comme les États-Unis l'ont à plusieurs reprises expliqué, bien que l'arrêt *Kamino* mette en évidence un certain nombre de faiblesses dans le raisonnement des CE, le tribunal n'a pas examiné les mesures en cause dans le présent différend (le renvoi qu'il fait aux notes explicatives a trait à la version de *2004* des notes explicatives), ni modifié ces mesures, rien dans le dossier n'étaye la conclusion selon laquelle cela a été fait et la propre description donnée par les CE de leur processus d'"examen" des mesures démontre que celles-ci sont demeurées exécutoires.

24. Les CE semblent aussi maintenant s'appuyer sur le renvoi "*mutatis mutandis*" qui est fait dans la note explicative de la nomenclature combinée relative à la sous-position 8528 51 00 pour laisser entendre que les critères identifiés par les plaignants ne peuvent pas, dans les faits, être incorporés dans la note explicative relative à cette sous-position. Spécifiquement, les CE mettent en avant le fait

que lorsque la note explicative a été placée dans la nomenclature du SH de 2007, les critères précis étaient énoncés dans la sous-position 8528 41 00, et au lieu de reprendre ces critères textuellement dans la sous-position 8528 51 00, il a été mentionné dans la note explicative relative à la sous-position 8528 51 00 que les critères s'appliquaient "*mutatis mutandis*". Sur cette base, les CE semblent indiquer que peut-être les critères contestés ne s'appliquent pas aux importations de dispositifs d'affichage à écran plat mais uniquement aux moniteurs à tube cathodique. Bien entendu, les CE ne vont pas jusqu'à dire que le critère de la DVI ou le critère relatif à la connectabilité ne figurent pas en fait dans la note explicative relative à la sous-position 8528 51 00; elles affirment simplement qu'"il est nécessaire d'établir une distinction entre les critères techniques qui sont pertinents uniquement en ce qui a trait à la technologie du tube à rayons cathodiques".

25. En fait, les RTC versés au dossier démontrent que des États membres ont effectivement appliqué aussi bien le critère de la DVI que celui de la connectabilité pour classer des produits à la sous-position 8528 51 00 (et dans un autre différend, les CE ont dit de la note explicative qu'elle garantissait le classement uniforme des moniteurs ACL). Le dossier n'étaye aucune autre conclusion que celle-ci: l'expression "*mutatis mutandis*" veut simplement dire que des termes techniquement inapplicables tels que les critères spécifiquement identifiés comme désignant des moniteurs "à tube cathodique" ne trouveraient pas leur pendant dans la note explicative de la nomenclature combinée relative à la sous-position 8528 51 00.

26. Enfin, en ce qui concerne les règlements relatifs aux dispositifs d'affichage à écran plat, les CE réitèrent simplement leur argument selon lequel ces textes ont "effectivement perdu leur applicabilité" du fait de la mise en œuvre du SH de 2007, simplement à cause de modifications apportées à la nomenclature. Elles ne fournissent pas de réponse aux éléments de preuve présentés par les États-Unis, y compris les éléments de preuve indiquant que des règlements fondés sur la nomenclature antérieure au SH de 2007 avaient été invoqués par les autorités douanières des CE dans des décisions postérieures à l'adoption du SH de 2007. Il est également assez remarquable que les CE insistent pour dire que les *règlements* utilisant la nomenclature antérieure au SH de 2007 sont sans effet aujourd'hui, même alors qu'elles continuent de faire valoir que les *avis des tribunaux* utilisant la nomenclature antérieure au SH de 2007 et interprétant des mesures antérieures au SH de 2007, comme l'arrêt *Kamino*, ont des effets profonds sur les mesures rédigées dans la nomenclature du SH de 2007.

27. En ce qui concerne les concessions, dans leur deuxième communication, les CE avancent une fois de plus une interprétation qui ne correspond pas au texte. En l'espèce, les CE tentent d'utiliser le "contexte" pour donner de l'engagement relatif aux dispositifs d'affichage à écran plat une lecture qui inclut des termes qui n'y figurent pas. Les CE allèguent non seulement qu'il faut donner une lecture de la disposition relative aux dispositifs d'affichage à écran plat qui inclut des termes figurant dans le libellé de la disposition relative aux moniteurs à tube cathodique ayant trait à l'exclusion des télévisions, mais aussi que ces termes doivent être compris comme excluant "nécessairement" les moniteurs vidéo (même si même la disposition relative aux moniteurs à tube cathodique ne mentionne pas les moniteurs vidéo). Tout simplement, une interprétation correcte de la disposition relative aux moniteurs à tube cathodique en tant que "contexte" pour interpréter la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat étaye la conclusion contraire: si les négociateurs avaient voulu que les termes employés dans la disposition relative aux moniteurs à tube cathodique s'appliquent à toutes les dispositions de l'Appendice B, ils ne les auraient pas mis uniquement dans la disposition relative aux moniteurs à tube cathodique, et s'ils avaient voulu que les "moniteurs vidéo" soient visés par cette exclusion, ils l'auraient expressément prévu.

III. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS

28. Tout d'abord, comme on l'a déjà fait observer, la deuxième communication des CE est remarquablement dépourvue de toute analyse de leurs mesures, en particulier les dispositions de la nomenclature combinée qui entraînent l'imposition de droits sur toute MFM à procédé indirect capable de reproduire plus de 12 pages par minute. Comme les États-Unis l'ont expliqué, ces mesures sont exécutoires. Du fait de ces mesures, les CE imposent des droits sur toute MFM à procédé indirect capable de reproduire plus de 12 pages par minute, et sur toute MFM sans fonction de télécopie, indépendamment du nombre de pages par minute qu'elle peut reproduire. Ce faisant, elles assujettissent à des droits certaines "unités d'entrée ou de sortie" et certains "télécopieurs". Les États-Unis ont expliqué pourquoi les dispositifs en question relevaient des concessions accordées dans les sous-positions 8471 60 ou 8517 21. La seule réponse que les CE proposent, c'est que pour relever de la sous-position 8471 60, les dispositifs doivent être utilisés "exclusivement ou principalement" dans un système automatique de traitement de l'information, comme il est prévu dans la note 5 du chapitre 84. Contrairement à ce que les CE laissent entendre, les États-Unis ont examiné la note 5 dans leurs communications et ont présenté des éléments de preuve indiquant que la fonction d'impression était la fonction la plus importante. Au lieu de faire face à ces éléments de preuve, les CE allèguent plutôt qu'elles ont le droit d'imposer des droits sur les MFM parce qu'il s'agit de "photocopieurs". Comme les États-Unis l'ont expliqué, les MFM fonctionnent au moyen d'un module scanneur et d'un module imprimante (moteur d'impression et contrôleur d'impression), et, dans certains cas, comprennent un modem qui leur permet de transmettre des télécopies. Les MFM ne sont pas des "photocopieurs". De plus, les CE n'expliquent *nulle part* pourquoi le simple fait qu'un dispositif est capable de reproduire plus de 12 pages par minute signifie qu'il s'agit *toujours* d'un "photocopieur" et *jamais* d'une "unité d'entrée ou de sortie" ou d'un "télécopieur". De même, les CE n'expliquent nulle part pourquoi le simple fait qu'un dispositif qui peut être connecté à un ordinateur ou un réseau mais qui n'a pas de fonction de télécopie est toujours un "photocopieur" et jamais une "unité d'entrée ou de sortie". Toutefois, c'est précisément ce que les mesures des CE prévoient.

29. En ce qui concerne l'argument des CE selon lequel les dispositifs en question sont en réalité des "photocopieurs" qui peuvent être classés dans la sous-position 9009 12 du SH de 1996, les États-Unis notent avec intérêt le désir nouveau des CE de porter leur attention d'abord sur le texte de la position 9009 du SH plutôt que sur celui de la sous-position 9009 12 pour effectuer leur analyse. Comme le Groupe spécial s'en souviendra peut-être, c'est précisément l'approche que les États-Unis ont utilisée pour démontrer que la position des CE ne pouvait pas être défendue. Comme les États-Unis l'ont également expliqué dans leur deuxième communication, l'argument des CE n'est en fait pas étayé par les termes de la position. Une MFM n'est pas un "photocopieur à procédé indirect". Elle n'utilise pas la lumière pour produire une copie, mais plutôt pour recueillir des données numériques. Elle ne renferme pas de "système optique", mais est plutôt constituée d'un scanneur et d'un module d'impression.

30. Dans leur deuxième communication, les CE s'abstiennent de répondre à la plupart des arguments avancés jusqu'à ce jour par les États-Unis au sujet des MFM, y compris ceux-ci: 1) l'argument voulant que le nombre de pages par minute produites par un dispositif n'ait *absolument aucune incidence* sur le sens ordinaire d'"unité d'entrée ou de sortie", ni aucune importance d'un point de vue pratique, et que la plupart des MFM actuellement vendues et susceptibles d'être connectées à un ordinateur puissent produire des copies à un rythme de plus de 12 pages par minute; 2) l'argument voulant que l'unité d'impression soit de loin le composant le plus important de la MFM, soit en mesure de fonctionner d'une manière indépendante de l'unité de scannage ou de l'unité de télécopie et représente la portion la plus importante du coût de fabrication d'une MFM ordinaire, et voulant que les utilisateurs ordinaires de MFM impriment beaucoup plus souvent qu'ils ne font des copies numériques; et 3) l'argument voulant que la position 8471 vise expressément les dispositifs combinés

et, partant, que le fait de combiner un module d'impression et un scanneur – deux dispositifs visés par la position 8471 – ne constitue pas un motif permettant d'exclure le produit final – une MFM – de cette position. (Les CE répondent à l'argument censément avancé par les États-Unis selon lequel un dispositif à couplage de charge n'est pas une "surface sensible à la lumière"; toutefois, les États-Unis n'ont en fait jamais formulé cet argument.)

31. À titre d'exemple, les CE font valoir que "tous les éléments de preuve que les parties et les tierces parties ont présentés au Groupe spécial amènent à conclure qu'avant la conclusion de l'ATI, tous les Membres de l'OMC, et non pas seulement les Communautés européennes, classaient les copieurs numériques dans la position 9009 du SH de 1996". À la lecture des déclarations des CE qui viennent ensuite, on pourrait croire que certains Membres classaient en fait toutes les *MFM* dans la position 9009 pendant les négociations sur l'ATI. Il ressort toutefois d'un examen plus attentif des éléments cités que cette qualification des positions des Membres est, au mieux, profondément trompeuse.

32. Premièrement, les CE affirment que le Taipei chinois, tout comme Singapour, a "reconnu explicitement qu'avant la conclusion de l'ATI, il classait tous les copieurs numériques en tant qu'appareils de photocopie dans la position 9009 du SH de 1996". Les CE citent à l'appui de cette conclusion une réponse donnée à une question qu'elles ont posée au sujet du classement de ce qu'elles désignent comme des "copieurs numériques *à fonction unique*" – c'est-à-dire des dispositifs qui *ne sont pas* des MFM, le produit en cause dans le présent différend. En fait, en ce qui concerne les MFM, le Taipei chinois dit qu'il classait les dispositifs au "cas par cas" et Singapour dit qu'elle classait les dispositifs en fonction de l'élément matériel qui conférait au dispositif son caractère essentiel. Par conséquent, ces réponses n'étayent pas la conclusion selon laquelle il existe une "pratique" en ce qui concerne le classement des MFM, et les éléments cités n'étayent pas par ailleurs la conclusion selon laquelle la mesure des CE est compatible avec leurs obligations. Il n'y a certainement rien dans les éléments qui dénote une "pratique" qui s'apparente à ce que la mesure des CE prévoit, en l'occurrence l'imposition de droits sur *toute* MFM à procédé indirect capable de reproduire plus de 12 pages par minute ou sur *toute* MFM à procédé indirect sans fonction de télécopie, selon ce que la mesure prévoit.

33. Le deuxième point auquel les CE font référence est la soi-disant pratique des États-Unis en matière de classement. Toutefois, les éléments de preuve des CE selon lesquels les États-Unis avaient une "pratique" consistant à considérer les MFM comme des photocopieurs relevant de la position 9009 sont un assortiment d'avis en matière de classement émis par les États-Unis qui ne classent *pas* les produits dans la position 9009 *ni même ne font référence* à la position 9009. Les CE ne signalent en fait rien de plus que deux avis antérieurs aux négociations relatives à l'ATI – elles font abstraction des nombreux avis présentés au Groupe spécial dans lesquels le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a traité les MFM comme des "unités d'entrée ou de sortie" relevant de la sous-position 8471 60.

34. En dernier lieu, le troisième point sur lequel les CE tentent de se fonder est l'*absence* de pratique en matière de classement, en particulier dans le cas du Japon et de certaines tierces parties. S'agissant du Japon, les CE font une fois de plus référence à une proposition faite par celui-ci pendant les négociations sur l'ATI II – comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur deuxième communication, il a été reconnu qu'un certain nombre de produits qu'il était proposé d'inclure dans l'ATI II étaient peut-être déjà visés par l'ATI. Par conséquent, une proposition de négociation ne révèle pas grand-chose sur ce qui était visé par les concessions qui sont en cause dans le présent différend, et ne dénote certainement pas une pratique "commune, concordante et constante" même de la part du Japon, qui est le Membre ayant présenté la proposition. Dans le même ordre d'idées, l'absence d'éléments de preuve au sujet du classement effectué par des tierces parties ou d'autres

Membres de l'OMC ne peut pas étayer la conclusion selon laquelle il existe une pratique "commune, concordante et constante" de la part d'autres Membres de l'OMC. Même pour ce qui est de la "pratique" des CE, les éléments de preuve font ressortir des incompatibilités. En résumé, les CE ne démontrent pas qu'il existe une "pratique" parmi les Membres de l'OMC, encore moins une pratique qui étaye leur interprétation de la concession.

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DU JAPON

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
B-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Japon	B-2
B-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Japon à la première réunion de fond	B-10
B-3	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Japon	B-17
B-4	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire du Japon à la deuxième réunion de fond	B-28

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON

I. INTRODUCTION

1. La première communication écrite présentée par le Japon dans l'affaire *CE – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information* expose les arguments juridiques avancés pour contester les droits de douane imposés par les Communautés européennes ("CE") en ce qui a trait à trois catégories de produits des technologies de l'information: les machines numériques multifonctions ("MFM") avec et sans connectivité numérique, les dispositifs d'affichage à écran plat pour machines automatiques de traitement de l'information et les modules séparés ayant une fonction de communication. Plus précisément, le Japon fait valoir que toute fixation de droits pour ces produits serait incompatible avec les obligations des CE inscrites dans leur liste de concessions tarifaires, et serait donc incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

2. Pour chacun de ces trois produits, le Japon présente ses arguments sur le sens des termes employés dans les concessions tarifaires pertinentes. Il établit le sens de ces termes – aussi bien le sens ordinaire du libellé de concessions spécifiques que le sens de ce libellé dans le contexte d'autres termes employés dans la liste de concessions tarifaires des CE. Le Japon estime que le libellé de la concession tarifaire pertinente ne laisse aucun doute sur le fait que ces produits devraient être admis en franchise de droits. Une constatation différente reviendrait à faire abstraction du libellé de la concession et affaiblirait d'une manière injustifiable l'importante libéralisation des échanges que représente la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information ("ATI") signée en 1996.

II. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

3. La première catégorie de produits est celle des MFM, qui appartiennent à deux groupes distincts étant chacun visés par des concessions tarifaires différentes. Les MFM sont des dispositifs numériques qui contiennent généralement une unité d'entrée (une unité de scannage qui convertit les informations en données d'entrée numériques pour le dispositif) et une unité de sortie (une unité d'impression qui sert à imprimer les données de sortie numériques provenant du dispositif). Le Japon emploie le terme "MFM" pour désigner les machines qui, outre l'impression, peuvent servir au scannage, à la copie numérique ou à la télécopie. Certaines MFM peuvent être connectées à un ordinateur ou un réseau informatique. Les autres MFM n'ont pas cette connectivité informatique, fonctionnent principalement en liaison avec une ligne téléphonique et sont généralement connues dans le commerce en tant que télécopieurs.

A. LES MFM AYANT UNE CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE DOIVENT BÉNÉFICIER DE L'ADMISSION EN FRANCHISE DE DROITS

4. Les MFM sont des dispositifs numériques qui contiennent généralement une unité d'entrée et une unité de sortie. Une fois qu'un document a été converti en informations numériques, ces informations peuvent être mémorisées, manipulées à l'ordinateur, transmises au moyen de lignes téléphoniques ou envoyées par Internet. Les MFM datées de la connectivité numérique relèvent des concessions tarifaires que les CE ont accordées pour la position 84.71 et la sous-position 8471.60, qui

figurent dans l'Appendice A de l'ATI. Les CE ont consolidé à zéro le taux de droit pour les produits relevant de la position 84.71 et de la sous-position 8471.60. Elles imposent toutefois des droits sur ces produits.

5. Le Japon estime que le sens ordinaire des termes employés dans les concessions des CE confirme que les MFM dotées de la connectivité numérique doivent relever de la position 84.71 et doivent donc bénéficier de la franchise de droits. Le fait de ne pas accorder l'admission en franchise de droits est incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'il s'agit d'un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux MFM dotées de la connectivité numérique au titre de la Liste LXXX de concessions tarifaires des CE.

6. Le sens ordinaire d'"unités" dans la position 84.71 et d'"unités de sortie" dans la sous-position 8471.60 confirme que les MFM dotées de la connectivité numérique relèvent du n° 84.71. Qu'il s'agisse pour le Groupe spécial de prendre en considération le sens ordinaire ou le sens technologique de ces termes, les deux sens permettent sans ambiguïté de conclure que les MFM qui peuvent imprimer des données de sortie numériques provenant d'un ordinateur doivent relever du n° 84.71. Cette fonction d'impression des MFM confirme que celles-ci sont des "unités de sortie – imprimantes" selon le sens ordinaire de ces termes.

7. Inversement, le sens ordinaire du terme "photocopie" dans la position 90.09 confirme également que les MFM ne peuvent pas relever de cette position. La "photocopie" est une technologie fondamentalement différente. Contrairement aux MFM, qui font appel à la technologie numérique et qui peuvent donc être connectées à des ordinateurs et interagir avec eux, les photocopieurs font appel à la technologie optique. Un photocopieur fait des copies au moyen de la lumière réfléchie par un original. Un photocopieur n'est pas un dispositif numérique et ne peut pas être connecté à un ordinateur. Les photocopieurs relèvent du chapitre 90 relatif aux produits optiques parce qu'ils font appel à une technologie fondamentalement différente. Le fait que les MFM ne peuvent pas être visées par le sens ordinaire de la position 90.09 renforce la conclusion selon laquelle elles relèvent en fait de la position 84.71.

8. Ces arguments sur le sens ordinaire de termes fondamentaux sont confirmés par le contexte factuel dans lequel s'inscrivent les MFM et les photocopieurs. À la différence des photocopieurs, les MFM n'ont pas besoin d'un original pour faire une copie. Elles peuvent recevoir des données numériques provenant d'un ordinateur ou d'autres sources, et imprimer ces données, avec ou sans un original. À la différence des photocopieurs, le fonctionnement des MFM n'est pas limité par la persistance de l'image. Les MFM peuvent sauvegarder les données numériques et les utiliser dans l'immédiat ou ultérieurement, tandis que les photocopieurs ne peuvent fonctionner que tant que l'original réfléchit la lumière. Contrairement aux photocopieurs, les MFM peuvent partager les données créant une image. Elles peuvent facilement partager les données avec l'ordinateur ou les envoyer sur des réseaux, tandis que les photocopieurs peuvent utiliser la lumière réfléchie pour faire des copies. En dernier lieu, contrairement aux photocopieurs, les MFM peuvent manipuler les données numériques qui créent la copie papier. Elles fonctionnent à partir de données numériques et ont donc toute la flexibilité procurée par des données numériques. Ces différences technologiques font ressortir les différences énormes qui existent entre les "unités de sortie" et les "photocopieurs".

9. Au-delà du sens ordinaire des termes "unités de sortie" et "photocopie", le contexte large dans lequel ces termes apparaissent renforce la conclusion selon laquelle les MFM dotées de la connectivité numérique doivent relever de la position 84.71. La sous-position 8471.60 dans laquelle le membre de phrase "unités de sortie" apparaît est au nombre des sous-positions qui couvrent tous les types d'"unités" d'ordinateurs – qu'ils soient présentés isolément ou selon diverses combinaisons. Lorsque les différentes sous-positions de la position 84.71 sont lues ensemble, il est difficile

d'imaginer une désignation plus large des produits faisant appel à la technologie numérique et fonctionnant avec des ordinateurs que celle de chaque sous-position de la position 84.71.

10. Inversement, le contexte de la position 90.09 confirme également que cette position ne pourrait tout simplement pas s'appliquer à un produit numérique comme une MFM ayant une connectivité informatique. Les autres positions du chapitre 90 désignent toutes des produits optiques, ce qui explique pourquoi la "photocopie" – qui fait appel à la technologie optique – relève du chapitre 90. Les photocopieurs ne peuvent pas être connectés à des ordinateurs, ne font pas appel à la technologie numérique et ne peuvent donc tout simplement pas englober les MFM qui peuvent être connectées à des ordinateurs et font appel à la technologie numérique.

11. Le Japon est d'avis que le sens ordinaire des termes "unités de sortie" et "photocopie" lus dans leur contexte permet en soi de régler le présent différend, mais des éléments interprétatifs du Système harmonisé confirment également cette interprétation. La note 5 du chapitre 84 définit d'une manière large le champ des dispositifs qui sont des "unités" comme les "imprimantes" qui produisent des données informatiques. En particulier, la note 5 D) traite spécifiquement de certains types d'"unités" d'ordinateurs et confirme que les "imprimantes" (qui sont un type d'"unité de sortie" figurant spécifiquement dans la liste de concessions des CE) doivent être classées dans la position 84.71 pour autant que ces "imprimantes" sont connectables à un ordinateur et peuvent recevoir des données numériques.

12. De même, les éléments du Système harmonisé relatifs à la position 90.09 confirment ce que le sens ordinaire du terme "photocopie" semble indiquer: les photocopieurs sont technologiquement différents des "unités de sortie" d'ordinateur. Les notes explicatives du Système harmonisé ayant trait à la position 90.09 confirment que la photocopie électrostatique à "procédé indirect" comporte la projection d'une image optique sur un tambour ou une planche sensible à la lumière en tant que support intermédiaire, puis la création de photocopies sur du papier ordinaire à partir du tambour sensible à la lumière. Ce commentaire confirme que le terme "procédé indirect" avait un sens très précis et étroit lorsqu'il a été employé dans la Liste des CE, et ne pourrait en aucun cas être interprété comme s'appliquant aux MFM qui font appel à la technologie numérique et non à la technologie optique.

13. En dernier lieu, la confirmation de l'admission en franchise de droits des MFM en tant qu'"unités de sortie" d'ordinateurs irait dans le sens de l'objet et du but des concessions des CE. L'Accord sur l'OMC vise à réduire les droits de douane et les obstacles au commerce, objet et but qui ont été repris dans l'ATI et dont la réalisation a été facilitée par l'élimination des droits de douane sur les produits des technologies de l'information. Les concessions accordées pour la position 84.71 couvraient toutes les "unités" d'ordinateurs et ce terme était employé d'une manière large et inclusive dans ces concessions. Rien dans le sens ordinaire ou le contexte des termes employés dans la position 84.71 ne donne à penser que le terme "unités" d'ordinateurs devrait être interprété de façon restrictive comme s'appliquant uniquement à certains produits ou certaines générations d'"unités". Par contre, le libellé de la position 90.09 fait référence à une technologie non numérique bien précise qui ne faisait pas partie des concessions figurant dans l'ATI. Il serait incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC de permettre que la portée étroite définie par le libellé de la position 90.09 soit élargie de manière à exclure du régime en franchise de droits des produits comme les MFM qui sont clairement visés par le libellé large des concessions initiales accordées pour la position 84.71.

B. LES MFM AYANT UNE CAPACITÉ DE TÉLÉCOPIE MAIS NON DOTÉES DE LA CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE DOIVENT PAREILLEMENT BÉNÉFICIER DE LA FRANCHISE DE DROITS

14. Les MFM ayant une capacité de télécopie mais non dotées de la connectivité numérique sont visées par les concessions tarifaires que les CE ont accordées pour la position 85.17 et la sous-position 8517.21, qui sont énumérées dans l'Appendice A de l'ATI. Les CE ont consolidé à zéro le taux de droit pour ces produits dans la position 85.17 et la sous-position 8517.21. Elles imposent toutefois des droits sur ces produits.

15. Le Japon estime que le sens ordinaire du libellé des concessions des CE confirme que les MFM ayant une capacité de télécopie mais non dotées de la connectivité numérique doivent relever de la position 85.17 et doivent donc bénéficier de la franchise de droits. Le fait de ne pas accorder l'admission en franchise de droits est incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 puisqu'il s'agit d'un traitement moins favorable que celui qui est accordé à ces MFM au titre de la Liste LXXX de concessions tarifaires des CE.

16. Le sens ordinaire du terme "télécopieurs" dans la sous-position 8517.21 confirme que les MFM ayant une capacité de télécopie mais non dotées de la connectivité numérique relèvent de la position 85.17. Qu'il s'agisse pour le Groupe spécial de prendre en considération le sens ordinaire ou le sens technologique de ces termes, les deux sens permettent sans ambiguïté de conclure que les MFM qui peuvent envoyer et recevoir des télécopies (mais qui n'ont pas la connectivité qui permettrait de les classer dans la position 84.71) doivent relever de la position 85.17.

17. Inversement, le sens ordinaire du terme "photocopie" dans la position 90.09 confirme également que les MFM – dotées ou non de la connectivité numérique – ne peuvent pas relever de cette position. La "photocopie" est une technologie fondamentalement différente. Contrairement aux MFM, qui font appel à la technologie numérique qu'elles utilisent pour envoyer et recevoir des messages au moyen de lignes téléphoniques, les photocopieurs font appel à la technologie optique. Le fait que les MFM ne peuvent pas être visées par le sens ordinaire de la position 90.09 renforce la conclusion selon laquelle les MFM ayant une capacité de télécopie mais non dotées de la connectivité numérique relèvent en fait de la position 85.17. Ces arguments sur le sens ordinaire de termes fondamentaux sont confirmés par les technologies de base très différentes des MFM et des télécopieurs.

18. Le Japon estime que le sens ordinaire des termes "télécopieurs" et "photocopie" lus dans leur contexte permet à lui seul de régler le présent différend, mais que les éléments interprétatifs du Système harmonisé confirment cette interprétation. En particulier, les notes explicatives du Système harmonisé relatives au chapitre 85 fournissent des indications utiles en matière d'interprétation. Ces notes explicatives expliquent le champ du terme "télécopieurs" et confirment qu'ils servent à envoyer et recevoir des messages au moyen de lignes téléphoniques grâce à la technologie numérique. Ces notes explicatives renforcent la distinction entre la technologie numérique pour toutes les MFM et la technologie optique pour les photocopieurs.

19. En dernier lieu, la confirmation de l'admission en franchise de droits des MFM en tant que "télécopieurs" irait dans le sens de l'objet et du but des concessions des CE. L'Accord sur l'OMC vise à réduire les droits de douane et les obstacles au commerce, objet et but qui ont été repris dans l'ATI et dont la réalisation a été facilitée par l'élimination des droits de douane sur les produits des technologies de l'information. Les concessions accordées pour la position 85.17 visaient tous les "télécopieurs", et ce terme était employé de manière large et inclusive dans ces concessions. Rien dans le sens ordinaire ou le contexte des termes employés dans la position 85.17 ou dans la sous-position 8517.21 ne donne à penser que le terme "télécopieurs" devrait être interprété de façon

restrictive comme s'appliquant uniquement à certains produits ou certaines générations de "télécopieurs". Par contre, le libellé de la position 90.09 fait référence à une technologie non numérique bien précise qui ne faisait pas partie du champ d'application de l'ATI. Il serait incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC de permettre que le champ étroit des termes employés dans la position 90.09 soit élargi de manière à exclure du régime en franchise de droits des produits comme les MFM qui sont clairement visés par le libellé large des concessions initiales accordées pour la position 85.17.

III. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT "POUR" LES MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

20. Le présent différend porte également sur les "dispositifs d'affichage à écran plat", y compris les dispositifs du type affichage à cristaux liquides ("ACL") communément appelés "moniteurs ACL". Les dispositifs d'affichage à écran plat, y compris les moniteurs ACL, pour les machines automatiques de traitement de l'information figurent dans l'Appendice B de l'ATI, qui les incorpore dans la Liste LXXX des CE et les rend admissibles au régime en franchise de droits. À titre subsidiaire, les dispositifs d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information sont visés par les concessions tarifaires que les CE ont accordées pour ces produits dans la position 84.71 et la sous-position 8471.60, qui figurent dans l'Appendice A de l'ATI. Les CE ont consolidé à zéro le taux de droit pour ces produits dans la position 84.71 et la sous-position 8471.60. Elles imposent toutefois des droits sur ces produits. Il convient de noter que bien que la communication du Japon soit axée sur les moniteurs ACL ayant une "interface vidéonumérique" ou DVI, le champ du présent différend comprend les dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les machines automatiques de traitement de l'information, dont le type le plus courant est le moniteur ACL ayant la DVI.

21. S'agissant des MFM dont il vient d'être question, le Japon est d'avis que le présent différend porte sur le sens des termes spécifiques employés dans les concessions tarifaires des CE. Il estime que le sens ordinaire de ces termes confirme que les moniteurs ACL ayant la DVI doivent bénéficier de l'admission en franchise de droits. Le fait de ne pas accorder la franchise de droits est incompatible avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'il s'agit d'un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux moniteurs ACL ayant la DVI au titre de la Liste LXXX de concessions tarifaires des CE.

22. Les CE ont incorporé dans leur Liste LXXX une note liminaire dans laquelle il est fait référence à la liste de produits spécifiques désignés à l'Appendice B de l'ATI. Parmi ces produits, il y a les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides …) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties". Un moniteur ACL ayant la DVI est un dispositif d'affichage "pour" une machine automatique de traitement de l'information, et ces machines sont incontestablement des produits relevant de l'ATI. Par conséquent, les moniteurs ACL ayant la DVI sont explicitement visés par les concessions de la Liste LXXX et peuvent bénéficier de l'admission en franchise de droits.

23. L'historique des moniteurs ACL utilisés dans les ordinateurs fournit des faits qui confirment ce sens ordinaire, à savoir que les moniteurs ACL ayant la DVI sont "pour" les ordinateurs. Les moniteurs ACL étaient utilisés pour les ordinateurs bien avant que l'ATI n'existe, et la technologie DVI a tout simplement rendu la connexion entre les moniteurs ACL et les ordinateurs plus directe – elle permet de transférer numériquement des signaux, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une conversion à partir d'un signal analogique. De nombreux moniteurs ACL sont "pour" un ordinateur, et un moniteur ACL ayant la DVI est incontestablement "pour" un ordinateur.

24. Le sens ordinaire de ce membre de phrase – moniteurs ACL "pour" les ordinateurs – est renforcé par le contexte dans lequel il est employé. L'Appendice B mentionne également les téléprojecteurs à écran plat. La seule condition à remplir pour que les téléprojecteurs à écran plat bénéficient de l'admission en franchise de droits est le fait que ces dispositifs "puissent" afficher des informations numériques provenant d'un ordinateur, et cela n'exclut en aucun cas des utilisations multiples pour ces dispositifs. Le contexte fourni par cet autre dispositif d'affichage confirme qu'il suffit simplement que les moniteurs ACL "pour" les ordinateurs soient capables de recevoir un signal numérique pour bénéficier de l'admission en franchise de droits. Si d'autres limitations avaient été prévues, le terme général "pour" n'aurait pas été employé dans l'Appendice B et le libellé relatif aux moniteurs ACL aurait comporté des limitations. Ce n'est pas le cas.

25. Le traitement des équipements de réseaux dans l'Appendice B offre une interprétation contextuelle supplémentaire. Cette disposition exige spécifiquement que ces équipements soient "destinés à être utilisés exclusivement ou principalement" avec des ordinateurs. Elle montre que dans les cas où les parties ont voulu limiter l'utilisation des équipements à ceux qui étaient destinés aux ordinateurs, elles savaient comment le faire; le fait qu'elles ont employé le simple mot "pour" dans la disposition relative aux dispositifs à écran plat montre qu'elles n'entendaient pas prévoir une telle limitation.

26. À titre subsidiaire, l'Appendice A de l'ATI constitue une base légale indépendante pour admettre les moniteurs ACL ayant la DVI en franchise de droits. Il renferme une liste de positions et de sous-positions du Système harmonisé qui sont visées par les concessions établies dans la Liste LXXX. La position 84.71 et la sous-position 8471.60 figurent dans cette liste. Le sens ordinaire des termes employés dans la position 84.71 et la sous-position 8471.60 exige le classement des moniteurs ACL ayant la DVI dans ces catégories, ce qui entraîne leur admission en franchise de droits en vertu de la Liste LXXX.

27. Le contexte des termes employés dans la position 84.71 et la sous-position 8471.60 étaye cette conclusion. Les parties ont cherché à prévoir l'inscription d'une gamme étendue de produits utilisés en liaison avec des machines automatiques de traitement de l'information. Rien dans ce contexte ne limite les concessions aux dispositifs de sortie qui sont utilisés exclusivement en tant qu'unités de sortie de machines automatiques de traitement de l'information.

28. Les notes du chapitre 84, et plus particulièrement la note 5, fournissent des renseignements utiles pour comprendre le libellé de la position 84.71. La note 5 C) du chapitre 84 dit que "[l]es unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément, relèvent du n° 84.71". Cette disposition large et inclusive prescrit que les moniteurs ACL ayant la DVI, en tant qu'"unités d'"une machine automatique de traitement de l'information, soient classés dans la position 84.71.

29. En outre, il est dit dans la note 5 B) du chapitre 84 qu'aux fins de la position 84.71, une unité doit être considérée comme faisant partie d'un système automatique de traitement de l'information si elle est utilisée "exclusivement ou principalement" en liaison avec un système automatique de traitement de l'information.[1] Selon le sens ordinaire du terme "principalement", les moniteurs peuvent avoir d'autres utilisations que celle de dispositifs de sortie de machines automatiques de traitement de

[1] La note 5 B) a été modifiée en 2007 et les termes "exclusivement ou principalement" font désormais partie de la note 5 C). Le membre de phrase "unités … présentées isolément" a été conservé dans la nouvelle note 5 C). Pour éviter la confusion, nous nous référons aux paragraphes de la note 5 tels qu'ils existaient au moment où l'ATI a été négocié et où les concessions en cause ont été accordées. Cela veut dire que nous ferons référence à la règle de l'utilisation "exclusive ou principale" telle qu'elle était prévue dans la note 5 B).

l'information. Il est reconnu dans le libellé même des déclarations faites par les CE dans leurs règlements – en particulier le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 – que les moniteurs ACL ayant la DVI sont utilisés "principalement" en liaison avec des machines automatiques de traitement de l'information. Par conséquent, le fondement du classement par les CE des moniteurs ACL ailleurs que dans le n° 84.71 est contradictoire et erroné.

30. La confirmation de l'admission en franchise de droits des moniteurs ACL ayant la DVI irait dans le sens de l'objet et du but des concessions des CE. L'Accord sur l'OMC vise à réduire les droits de douane et les obstacles au commerce, objet et but qui ont été repris dans l'ATI et dont la réalisation a été facilitée par l'élimination des droits de douane sur les produits des technologies de l'information. Les concessions pour les produits spécifiquement énumérés dans l'Appendice B et pour les produits énumérés dans l'Appendice A qui sont visés par la position 84.71 relative à toutes les "unités" d'ordinateurs étaient larges et inclusives. Rien dans le sens ordinaire ou le contexte de ces termes ne donne à penser que ceux-ci devraient être interprétés d'une façon restrictive comme s'appliquant uniquement aux moniteurs ACL utilisés uniquement pour les ordinateurs, et comme excluant les autres moniteurs ACL. Il serait incompatible avec l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC d'autoriser les CE à greffer cette limitation sur des concessions tarifaires qui ne comportent pas une limitation semblable.

31. Puisque les mesures des CE prévoient le classement des moniteurs ACL ayant la DVI dans le n° 84.71 uniquement si ces moniteurs reçoivent des signaux provenant exclusivement d'une machine automatique de traitement de l'information et ne peuvent pas recevoir de signaux provenant d'une autre source, ces mesures sont incompatibles avec les concessions prévues dans la Liste LXXX qui fait partie intégrante du GATT de 1994, et dans laquelle l'Appendice B et l'Appendice A de l'ATI ont été incorporés.

IV. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

32. Un module séparé est un appareil électronique qui se connecte à un canal de communication, comme un téléphone, un dispositif RNIS (réseau numérique à intégration de services) ou une ligne de télévision par câble, et qui produit des données de sortie sur un écran de télévision conventionnel. Les modules séparés ayant une fonction de communication figurent dans l'Appendice B de l'ATI, qui les incorpore dans la Liste LXXX des CE et les rend admissibles au régime en franchise de droits. À titre subsidiaire, les modules séparés sont visés par les concessions tarifaires que les CE ont accordées pour les produits relevant des sous-positions 8517.50, 8517.80 et 8525.20, qui sont énumérées dans l'Appendice A de l'ATI. Les CE ont consolidé à zéro le taux de droit pour les produits relevant des sous-positions susmentionnées. Elles imposent toutefois des droits sur ces produits.

33. Le Japon estime que les termes employés dans la concession tarifaire des CE sont déterminants en l'espèce. Il estime que ces termes prescrivent que tous les modules séparés qui ont une fonction de communication soient admis en franchise de droits indépendamment de l'endroit où ils sont classés dans la nomenclature tarifaire.

34. Le sens ordinaire du membre de phrase "modules séparés ayant une fonction de communication" confirme cette interprétation. Le sens de ces termes est large et couvre tous les modules séparés dont le but ou le rôle prévu est la transmission ou l'échange d'informations, sans aucune limitation quant au type d'informations échangées. Ces termes comprennent assurément les modules séparés dotés d'un modem donnant accès à Internet, que les CE reconnaissent dans les notes

explicatives de la nomenclature combinée comme des "modules séparés". Dans ce membre de phrase, d'autres méthodes de réception de signaux sont également mentionnées, et rien n'étaye l'interprétation des CE selon laquelle un module séparé ayant une fonction de communication ne peut pas être doté d'un disque dur ou d'autres appareils "d'enregistrement ou de reproduction". La mesure des CE est contradictoire et fait illogiquement abstraction du sens ordinaire des termes employés dans la concession des CE.

35. Ce sens ordinaire est renforcé par la note liminaire spécifique qui confirme que tout produit figurant dans l'Appendice B doit être admis en franchise de droits quel que soit l'endroit où il est classé dans la nomenclature tarifaire.

36. Au-delà du sens des termes "modules séparés ayant une fonction de communication", le contexte plus large de ce membre de phrase confirme que les concessions des CE comprennent tous les modules séparés ayant une fonction de communication. Un examen d'autres dispositifs visés par l'Appendice B montre que les rédacteurs ont fait des déclarations claires dans les cas où ils entendaient limiter les fonctions d'un appareil; il n'existe pas de limitations de ce type dans le cas des modules séparés. Le régime distinct prévu dans les positions pour les produits aptes à exécuter différentes fonctions indique que dans les cas où il n'existe aucun régime différencié semblable, comme en l'espèce, les dispositifs capables d'exécuter plus d'une fonction ne devraient pas être traités différemment.

37. En dernier lieu, le maintien de l'admission en franchise de droits des modules séparés ayant une fonction de communication irait dans le sens de l'objet et du but des concessions des CE. En plus de favoriser la réduction des droits de douane et l'essor du commerce, l'ATI visait à encourager le développement technologique. Il serait incompatible avec cet objectif de réduire les droits de douane sur un produit mais d'autoriser la réimposition de ces droits simplement à cause d'une évolution de ce produit.

ANNEXE B-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU JAPON À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. Avant d'entrer dans le détail des arguments avancés dans le présent différend, le Japon aimerait formuler quelques observations générales. D'abord, le présent différend porte fondamentalement sur le sens des termes spécifiques employés dans la liste de concessions tarifaires des CE. Les arguments que celles-ci avancent dans le présent différend tenteront de détourner l'attention des termes mêmes et de l'orienter vers des instruments d'interprétation assez éloignés de ces termes.

2. Ensuite, comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, la portée des concessions tarifaires ne devrait pas être déterminée en fonction d'"attentes légitimes". Le libellé doit avoir préséance. La première communication écrite des CE repose toutefois énormément sur les "attentes" que ces dernières avaient lorsque les concessions ont été accordées, puisqu'elles qualifient les produits en cause de "nouveaux produits" et de "produits multifonctions".

3. Enfin, les attentes quant à la possibilité de nouvelles négociations ne modifient pas le sens des concessions tarifaires en cause. Lorsqu'il a examiné les arguments avancés par les CE en l'espèce, le Japon a été frappé par le peu d'attention qui avait été accordé au libellé des concessions proprement dites et par la longue analyse qui avait été faite des mécanismes en vue de négociations futures.

4. Le Japon présente ses arguments sur le sens des termes employés dans les concessions tarifaires pertinentes. Il estime que le libellé de ces concessions ne laisse aucun doute sur le fait que ces produits devraient être admis en franchise de droits.

II. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

5. Les machines numériques multifonctions, aussi appelées "MFM", sont réparties en deux groupes distincts, qui sont chacun visés par des concessions tarifaires différentes. Les MFM sont des dispositifs numériques qui contiennent généralement une "unité d'entrée" et une "unité de sortie".

6. Les MFM commerciales appartiennent à deux groupes. Certaines MFM peuvent être connectées à un ordinateur ou un réseau informatique. D'autres ne le peuvent pas, mais fonctionnent principalement en liaison avec une ligne téléphonique et sont généralement commercialisés sous le nom de télécopieurs. Comme ces produits sont visés par des concessions tarifaires différentes, nous les examinons séparément.

A. LES MFM DOTÉES DE LA CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE DOIVENT BÉNÉFICIER DE LA FRANCHISE DE DROITS

7. Le Japon est d'avis que le sens ordinaire du libellé des concessions accordées par les CE pour la position 84.71 confirme que les MFM dotées de la connectivité numérique entrent dans le champ des concessions tarifaires et doivent donc bénéficier de l'admission en franchise de droits.

1. Sens d'"unités" et de "photocopie"

8. Le sens ordinaire du terme "unités" dans la position 84.71 et des termes "unités de sortie" dans la sous-position 8471.60 confirme que les MFM dotées de la connectivité numérique relèvent du n° 84.71. Qu'il s'agisse pour le Groupe spécial de prendre en considération le sens ordinaire ou le sens technologique de ces termes, les deux sens permettent sans ambiguïté de conclure que les MFM qui peuvent imprimer des données de sortie numériques provenant d'un ordinateur doivent relever du n° 84.71. Cette fonction d'impression prédominante des MFM confirme que celles-ci sont des "unités de sortie – imprimantes" selon le sens ordinaire de ces termes.

9. Le terme "photocopie" employé dans la position 90.09, qui est considérée à bon droit comme un contexte pour la position 84.71, confirme que les copieurs numériques ne relèvent pas du n° 90.09, de sorte que seul le n° 84.71 vise les MFM. Les photocopieurs relèvent du chapitre 90, qui porte sur les produits optiques, parce que la "photocopie" est une technologie fondamentalement différente de celle des MFM. Contrairement aux MFM dotées de la connectivité numérique, qui font appel à la technologie numérique et qui peuvent donc être connectées à des ordinateurs et interagir avec eux, les photocopieurs font appel à la technologie analogique ou optique. Un photocopieur fat des copies au moyen de la lumière réfléchie par un original.

10. Nous invitons le Groupe spécial à s'arrêter et réfléchir sur les termes en cause. Les CE refusent dans une large mesure d'examiner le sens ordinaire du membre de phrase clé "unités de sortie" employé dans la sous-position 8471.60. Au lieu de cela, elles sautent sur le mot "photocopie" employé dans la position 90.09 et font valoir que ce terme doit inclure ce qu'il est convenu d'appeler la copie numérique. Toutefois, la "photocopie" a un sens beaucoup plus spécifique et étroit.

11. En dernier lieu, ces arguments au sujet du sens ordinaire de termes clés sont confirmés par le contexte factuel des MFM et des photocopieurs. Contrairement aux photocopieurs, les MFM fonctionnent à partir de données numériques et ont donc toute la flexibilité que procurent les données numériques. Les MFM peuvent recevoir des données numériques provenant d'un ordinateur ou d'autres sources, imprimer des données numériques même sans original, sauvegarder des données numériques et les utiliser dans l'immédiat ou ultérieurement sans limitation de la persistance de l'image, partager des données numériques avec des ordinateurs ou les envoyer au moyen de réseaux et manipuler des données numériques qui créent des copies papier. Les différences technologiques font ressortir les distinctions énormes qui existent entre les "unités de sortie" et les "photocopieurs", et contribuent à confirmer le sens ordinaire de ces termes.

12. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, "pour caractériser un produit aux fins d'un classement tarifaire, il faut s'en tenir exclusivement aux "caractéristiques objectives" du produit en question au moment où il est présenté à la frontière pour être classé". Au lieu d'agir ainsi, les CE avancent des arguments dans lesquels elles semblent avoir recours à leurs propres critères arbitraires pour qualifier le produit.

2. Les termes employés dans la liste des CE en tant que contexte additionnel

13. L'interprétation qui vient d'être donnée du sens ordinaire de la position 84.71 est étayée par celle d'autres termes figurant dans les Listes des CE qui servent de contexte. Les CE sont d'avis que les MFM entrent dans le champ du libellé suivant de la sous-position 9009.12: "Appareils de photocopie électrostatiques … fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)". Cependant, le membre de phrase "sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)" qui figure dans la sous-position 9009.12 désigne une technologie très spécifique et un type de dispositif très spécifique. Le texte de la

sous-position 9009.12 fait référence aux opérations qui permettent de reproduire l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire. Les termes "image" et "copie" sont tous deux employés au singulier, ce qui indique que l'appareil de photocopie devrait reproduire une seule copie à partir d'une seule image de l'original. Par contre, les machines de copie numérique peuvent reproduire de nombreuses copies à partir d'un seul ensemble de données numériques scannées et mémorisées à partir d'un original.

14. De plus, le membre de phrase fait état d'un "support intermédiaire" unique – un support intermédiaire – et non d'une série illimitée de dispositifs fonctionnant ensemble pour créer ou transférer des données numériques. Cette utilisation d'un "support intermédiaire" est absurde lorsqu'il est question d'une MFM numérique puisqu'il n'y a pas de "support intermédiaire" unique et qu'il n'y a, du reste, pas du tout de support(s) intermédiaire(s).

15. Le membre de phrase clé fait également référence à un "procédé indirect" spécifique. Ce membre de phrase ne vise pas un large éventail de procédés multiples qui, chacun, peuvent collectivement fonctionner "indirectement". Ce "procédé indirect" ne peut pas déborder du cadre d'un procédé de "photocopie" dont il est dit qu'il "fonctionn[e] par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire". Par conséquent, l'expression "procédé indirect" se rapporte bel et bien à la photocopie et non à la copie numérique. La question qui se pose en l'espèce est celle de la "photocopie électrostatique à procédé indirect", qui consiste à projeter une image optique unique sur un tambour ou une planche sensible à la lumière qui sert de support intermédiaire unique, puis à effectuer une photocopie unique sur du papier ordinaire à partir du tambour sensible à la lumière.

16. De plus, l'interprétation que donne le Japon du sens ordinaire de l'expression "photocopie électrostatique à procédé indirect" n'est pas particulièrement nouvelle ni controversée. De fait, les CE elles-mêmes ont utilisé précisément la même interprétation en octobre 1995 pour conclure que les copieurs numériques n'étaient pas des photocopieurs à procédé indirect au sens de la sous-position 9009.12.

17. Au-delà du sens ordinaire des expressions "unités de sortie" et "photocopie", le contexte dans lequel ces termes apparaissent renforce la conclusion selon laquelle les MFM dotées de la connectivité numérique doivent relever du n° 84.71. L'expression "unités de sortie" employée dans la sous-position 8471.60 apparaît dans d'autres sous-positions du n° 84.71 qui visent tous les types d'ordinateurs et, fait plus important, tous les types d'"unités" d'ordinateurs – présentés séparément ou selon diverses combinaisons.

3. Le Système harmonisé et ses règles

18. Comme les termes employés dans les concessions proprement dites sont clairs, l'analyse du Système harmonisé et des règles s'y rapportant a peu d'utilité pratique; en effet, une telle analyse confirme simplement le sens ordinaire des termes employés dans les concessions. Tout d'abord, nous devons souligner que la décision rendue par la Cour de justice des communautés européennes dans l'affaire *Kip*, bien qu'elle soit utile à un certain nombre d'égards pour faire ressortir les lacunes dans la position des CE, constitue simplement l'interprétation que les CE donnent du SH dans la législation intérieure relevant de leur compétence. Cette décision ne lie en aucun cas le présent Groupe spécial. Cela étant dit, l'analyse que les CE ont faite de l'affaire *Kip* passe sous silence deux points très importants. Premièrement, les CE font abstraction du commentaire de la CJCE selon lequel "lesdits appareils sont susceptibles d'appartenir au type utilisé principalement dans un système automatique de traitement de l'information", qui reconnaît l'importance fondamentale de cette interface numérique et de cette connectivité informatique pour évaluer ces produits. Deuxièmement, la CJCE a souligné à

bon droit que les MFM en cause "[étaient] constituées par l'assemblage, dans une enveloppe unique, d'un module imprimante laser et d'un module scanner". Dans leur première communication écrite, les CE scindent toutefois arbitrairement le module imprimante en un moteur d'impression et un contrôleur d'impression. Cette scission fait abstraction de la réalité, à savoir qu'un moteur d'impression ne peut pas fonctionner sans un contrôleur d'impression.

19. L'argument des CE selon lequel la concession tarifaire accordée pour la position 84.71 exclut les MFM dotées de la connectivité numérique repose dans une large mesure sur les arguments qu'elles ont avancés au sujet de la note 5 B). Toutefois, ces arguments n'accordent pas suffisamment d'attention à la note 5 D). Comme le Japon l'a indiqué dans sa première communication écrite, en ce qui concerne les "imprimantes", c'est la note 5 D), et non la note 5 B), qui est pertinente.

20. De même, la note explicative du Système harmonisé relative à la position 90.09 confirme ce que le sens ordinaire du terme "photocopie" semble indiquer, à savoir que les photocopieurs sont technologiquement différents des "unités de sortie" d'ordinateurs. La note explicative relative à la position 90.09 confirme que la photocopie électrostatique par "procédé indirect" consiste à projeter une image optique sur un tambour ou une planche sensible à la lumière qui sert de support intermédiaire, puis à faire une photocopie sur du papier ordinaire à partir du tambour photosensible.

21. Les CE font également valoir que la RGI 3 c) s'applique en l'espèce compte tenu de la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kip*. Toutefois, avant d'appliquer la RGI 3 c), il faut tenir compte de la RGI 3 b). Aux fins de l'analyse au regard de la RGI 3 b), les MFM dotées de la connectivité numérique sont considérées comme comprenant deux composants clés – un module imprimante et un module scanner – et c'est le module imprimante qui confère aux MFM leur caractère essentiel en raison de leur fonction d'impression prédominante. De plus, ces deux composants clés – un module imprimante et un module scanner – relèvent de la même position (le n° 84.71). Par conséquent, la RGI 3 c) et la position 90.09 ne sont pas applicables à cette analyse.

4. Objet et but

22. En dernier lieu, la confirmation de l'admission en franchise de droits des MFM en tant qu'"unités de sortie" d'ordinateurs irait dans le sens de l'objet et du but des concessions des CE. L'Accord sur l'OMC vise à réduire les droits de douane et les obstacles au commerce, et il serait illogique de permettre que le champ étroit défini par le libellé de la position 90.09 soit élargi de manière à exclure du régime en franchise de droits des produits comme les MFM qui sont clairement visés par le libellé large des concessions initiales accordées pour la position 84.71.

23. Les CE font valoir que le Japon a mis l'accent sur l'objet et le but de l'ATI et non sur ceux des Accords de l'OMC. En fait, le Japon a expliqué dans sa première communication écrite de quelle manière l'objet et le but des Accords de l'OMC et du GATT de 1994 s'appliquaient en l'espèce.

B. LES MFM AYANT UNE CAPACITÉ DE TÉLÉCOPIE MAIS SANS CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE DOIVENT ÉGALEMENT BÉNÉFICIER DE L'ADMISSION EN FRANCHISE DE DROITS

24. Le Japon est d'avis que le sens ordinaire, aussi bien d'un point de vue technologique que d'un point de vue ordinaire, des termes employés dans les concessions des CE confirme que les MFM ayant une capacité de télécopie mais sans connectivité numérique doivent relever du n° 85.17 et doivent donc bénéficier de l'admission en franchise de droits.

25. Inversement, le sens ordinaire du terme "photocopie" employé dans la position 90.09 confirme également que les MFM – avec ou sans connectivité numérique – ne peuvent pas relever de

cette position. La "photocopie" est une technologie fondamentalement différente de celle des MFM. Ces arguments sur le sens ordinaire de termes fondamentaux sont confirmés par les technologies de base très différentes auxquelles les MFM et les photocopieurs font appel.

26. L'argument avancé par les CE au sujet de ces produits consiste essentiellement à dire que la copie numérique est une forme de photocopie, de sorte que la position 90.09 peut s'appliquer. Pour les raisons qui ont été exposées plus haut, cet argument est dépourvu de fondement.

III. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT "POUR" LES MACHINES AUTOMATIQUES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

27. Le Japon souhaite commencer sa déclaration sur les dispositifs d'affichage à écran plat en réorientant le débat sur la question dont le Groupe spécial est saisi. Comme dans le cas des MFM, la question qui se pose dans le présent différend est celle de l'interprétation des termes employés dans la concession tarifaire pertinente des CE, c'est-à-dire qu'il s'agit de savoir si la concession accorde l'admission en franchise de droits aux dispositifs d'affichage à écran plat, et non celle du classement des dispositifs en question en tant que "moniteurs d'ordinateurs" ou encore en tant que moniteurs de télévision ou moniteurs vidéo.

28. Lorsque l'ATI a été signé en 1996, les pays signataires se sont engagés à admettre en franchise de droits de nombreux produits des technologies de l'information. Ces engagements ont été inscrits dans deux appendices distincts, que les CE ont expressément incorporés dans leur Liste de concessions, et la teneur de ces deux appendices est celle d'obligations égales d'accorder l'admission en franchise de droits que les CE ont contractées au titre du GATT de 1994 et des Accords de l'OMC. En l'espèce, les dispositifs d'affichage à écran plat en cause sont clairement visés aussi bien par l'Appendice A que par l'Appendice B. Les CE ont allégué dans le présent différend que le produit visé par la plainte des parties plaignantes n'avait pas été clairement défini. Toutefois, il est question du même produit dans toutes les communications des parties plaignantes: les dispositifs d'affichage à écran plat, y compris les moniteurs ACL, "pour" les machines automatiques de traitement de l'information et autres produits relevant de l'ATI. Ces dispositifs sont inclus dans la désignation figurant dans l'Appendice B des concessions des CE, à savoir les "dispositifs d'affichage à écran plat … pour les produits relevant [de l'ATI]". Tout dispositif d'affichage à écran plat ayant une interface qui permet de recevoir des signaux provenant d'un ordinateur, et apte à fonctionner avec un ordinateur, relève de cette désignation. Les produits que le Japon mentionne le plus souvent dans sa demande sont les moniteurs ACL ayant la DVI. C'est la DVI qui permet au dispositif d'affichage de recevoir et d'afficher des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, ou ordinateur. La DVI fait donc du dispositif d'affichage un dispositif d'affichage à écran plat "pour" un ordinateur, à condition qu'il soit apte à fonctionner avec un ordinateur.

29. Contrairement aux concessions que les CE accordent dans leurs listes, les règlements des CE privent certains dispositifs d'affichage à écran plat de l'admission en franchise de droits et "suspendent" les droits pour d'autres dispositifs. Cependant, la suspension est temporaire et doit être explicitement renouvelée par les CE; de plus, elle peut être retirée à tout moment. L'incertitude engendrée par la situation constitue elle-même un poids pour le commerce et est incompatible avec l'obligation d'accorder l'admission en franchise de droits sans restrictions pour ces produits qui incombe aux CE.

30. Les CE allèguent que les obligations prévues dans leur Liste de concessions s'agissant de l'admission en franchise de droits ne s'appliquent pas aux dispositifs d'affichage à écran plat aptes à

fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information dans la mesure où ils peuvent afficher des signaux provenant de sources autres que des ordinateurs, parce que ces dispositifs n'existaient pas lorsque les concessions ont été accordées. Toutefois, les CE ont été incapables de signaler quoi que ce soit dans le libellé des concessions elles-mêmes, telles qu'elles sont formulées dans l'Appendice A ou l'Appendice B, qui limiterait ces dernières aux produits qui existaient lorsqu'elles ont été accordées.

31. Les CE ajoutent que les dispositifs d'affichage à écran plat en cause dans le présent différend constituent un "produit [entièrement] nouveau … le moniteur ACL multifonctionnel". Toutefois, la question pertinente est de savoir si la concession tarifaire pertinente des CE accorde l'admission en franchise de droits pour ces dispositifs, et l'examen du Groupe spécial doit être effectué d'une manière objective compte tenu du texte et du contexte de la concession tarifaire. Comme on l'a dit, cette approche textuelle signifie que la propre perception d'un Membre quant au point de savoir si un produit est "nouveau" est dénuée de pertinence pour interpréter le terme de la concession tarifaire. Compte tenu de l'existence de différents dispositifs d'affichage à écran plat, le Japon est d'avis que lorsque les concessions ont été négociées, il était généralement prévu et, à vrai dire, escompté que les dispositifs d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information pourraient être aptes à recevoir un signal provenant d'autres dispositifs.

32. Le sens ordinaire des termes employés aussi bien dans l'Appendice B que dans l'Appendice A, tels qu'ils ont été incorporés dans la Liste des CE, est suffisamment large pour englober les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à fonctionner avec un ordinateur, même si ces dispositifs ont la capacité d'afficher des signaux provenant de produits autres que des ordinateurs. En ce qui concerne l'Appendice B, il n'y a rien dans ces termes qui dit que les dispositifs d'affichage à écran plat doivent être "exclusivement" ou "uniquement" pour un ordinateur.

33. Les CE tentent de greffer une clause restrictive au libellé de l'engagement prévu dans l'Appendice B lorsqu'elles font référence aux termes restrictifs de l'Appendice B ayant trait aux "moniteurs" à tube cathodique. Toutefois, un moniteur à tube cathodique est un produit différent des dispositifs d'affichage à écran plat; le premier est un dispositif analogique qui fait appel à la technologie du tube à rayons cathodiques tandis que le second est un dispositif numérique ayant un profil plus mince. Si le libellé relatif aux moniteurs à tube cathodique démontre quelque chose, c'est que lorsque les rédacteurs de l'Appendice B ont voulu restreindre un produit relevant de l'accord aux produits utilisés exclusivement avec un ordinateur, ils savaient très bien comment le faire. Le Japon tient également à souligner que la note relative aux "moniteurs" exclut uniquement les "télévisions". L'affirmation des CE selon laquelle la note exclut également les "moniteurs vidéo" est sans fondement.

34. Le sens ordinaire du libellé de l'Appendice A, tel qu'il a été incorporé dans la Liste des CE, est également large et englobant comme le libellé de l'Appendice B. L'Appendice A prévoit, dans la sous-position 8471.60, l'admission en franchise de droits pour les "unités d'entrée ou de sortie" d'un ordinateur. Il ne fait pas de doute que les dispositifs d'affichage à écran plat qui ont une interface vidéonumérique leur permettant d'afficher des signaux provenant d'un ordinateur sont des "unités de sortie" d'un ordinateur.

35. Les CE citent, dans le cadre de leur "contexte" pour l'Appendice B, une partie de la note explicative du Système harmonisé qui, selon elles, prescrit que les dispositifs d'affichage à écran plat relevant du n° 84.71 soient utilisés exclusivement avec des ordinateurs. Toutefois, les CE elles-mêmes reconnaissent que les notes explicatives du Système harmonisé ont une valeur limitée et que si ces notes contredisent le libellé d'une position du Système harmonisé ou d'une note de chapitre, c'est la position ou la note de chapitre qui prévaut. Toutefois, il n'est pas du tout clair que la note

explicative du Système harmonisé citée par les CE restreigne le sens de la position 84.71 de la manière alléguée par celles-ci. Cette note n'exclut pas toutes les fonctions d'affichage non informatiques des unités d'affichage qui affichent par ailleurs des signaux informatiques.

36. Les CE invoquent aussi la note 5 du chapitre 84 du SH de 1996 à l'appui de leur position. Cette note comporte deux paragraphes, B) et C), qui se rapportent aux dispositifs d'affichage à écran plat. Les CE n'abordent pas directement le paragraphe C), qui s'applique aux "unités … présentées isolément", même si ce paragraphe, tel qu'il est rédigé, prescrit que les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont des unités de sortie "d'"ordinateurs relèvent du n° 84.71 et, partant, soient libres de droits.

37. Au lieu de cela, les CE invoquent la note 5 B), qui s'applique aux unités qui sont importées en tant que parties d'un "système". Toutefois, même ce paragraphe, sous le point a), prescrit simplement que les unités soient utilisées "exclusivement ou principalement" pour des ordinateurs. En l'espèce, les CE reconnaissent, compte tenu de la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kamino*, que leurs mesures sont incompatibles avec le libellé de l'Appendice A incorporé dans leur Liste de concessions et conviennent d'"examiner" les règlements plus avant. Le Groupe spécial doit indiquer clairement que les mesures des CE sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de leur Liste de concessions et doit recommander à celles-ci de rendre leurs mesures conformes à ces obligations.

38. L'interprétation que le Japon donne du libellé des concessions est par ailleurs compatible avec l'objet et le but des Accords de l'OMC et du GATT de 1994.

IV. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

39. Nous souhaitons réaffirmer que le libellé des concessions tarifaires des CE est déterminant dans la présente affaire. Ce libellé prescrit que tous les modules séparés ayant une fonction de communication bénéficient de l'admission en franchise de droits, où qu'ils soient classés. Le sens ordinaire large du membre de phrase "modules séparés ayant une fonction de communication" confirme cette interprétation.

40. Le contexte de ce membre de phrase confirme que les concessions des CE comprennent tous les modules séparés ayant une fonction de communication. Un examen d'autres dispositifs visés par l'Appendice B, tel qu'il a été incorporé dans la Liste des CE, montre que les rédacteurs ont donné des indications claires dans les cas où ils entendaient limiter les fonctions d'un appareil; il n'existe aucune limitation semblable dans le cas des modules séparés.

41. En dernier lieu, le maintien de l'admission en franchise de droits des modules séparés ayant une fonction de communication va dans le sens de l'objet et du but des Accords de l'OMC.

ANNEXE B-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON

I. POUR TOUS LES PRODUITS EN CAUSE, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT GARDER À L'ESPRIT LES GRANDS PRINCIPES D'INTERPRÉTATION

A. IMPORTANCE FONDAMENTALE DU LIBELLÉ DE LA CONCESSION, INTERPRÉTÉ CONFORMÉMENT À LA *CONVENTION DE VIENNE*

1. Le Japon est fermement convaincu qu'il est très important de considérer que le présent différend pose la question de la portée appropriée des concessions tarifaires, et de construire l'analyse en conséquence. La distinction fondamentale réside dans la reconnaissance du rôle majeur du libellé de la concession proprement dite.

2. La question que le Groupe spécial doit examiner demeure celle de savoir si les produits en cause entrent dans le champ de la Liste de concessions des CE pertinente. Le Groupe spécial doit examiner les termes employés dans la concession et se prononcer sur leur signification, compte tenu du sens ordinaire pris dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités (ci-après la "*Convention de Vienne*"). Dans le cadre de cet examen, premièrement, l'accent doit être mis sur les termes employés, et le produit en cause doit être évalué en fonction de ces termes. Deuxièmement, l'accent doit être mis sur les termes employés dans la concession elle-même. Troisièmement, l'accent doit être mis sur le sens de ces termes – aussi bien le sens ordinaire découlant de l'usage courant et des dictionnaires généraux que le sens technologique découlant de l'usage dans un contexte technologique et des dictionnaires techniques. Quatrièmement, le contexte est très important, mais tous les contextes ne se valent pas: à titre d'exemple, une règle du Système harmonisé qui se rapporte directement au sens des termes employés dans une position aurait plus de poids sur le plan de l'interprétation, mais une règle du Système harmonisé qui ne se rapporte pas directement au sens de ces termes aurait moins de poids sur le plan de l'interprétation. Enfin, l'objet et le but des *Accords de l'OMC* et de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") renforcent l'interprétation du Japon fondée sur le sens ordinaire du libellé de la concession.

B. LE SH EST PERTINENT EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION, MAIS UNIQUEMENT DANS LA MESURE OÙ IL CONTRIBUE À PRÉCISER LE SENS DU TEXTE DES CONCESSIONS ACCORDÉES CONFORMÉMENT À L'APPENDICE A

3. Le SH est pertinent en matière d'interprétation dans le présent différend. Cette pertinence dépendra toutefois de l'élément bien précis du SH qui est examiné, et de la raison pour laquelle il est examiné. Premièrement, les éléments du SH qui se rapportent directement au sens des termes employés dans une concession – les notes de section et de chapitre du SH qui traitent du libellé des concessions, ainsi que les notes explicatives du Système harmonisé qui font de même – sont très pertinents. Cela dit, ces éléments, aussi directs soient-ils, ne peuvent pas l'emporter sur le texte de la concession proprement dite.

4. Deuxièmement, les éléments du SH qui ne se rapportent pas directement au sens des termes employés dans une position spécifique, ou même dans une série de positions, mais qui fournissent simplement des indications sur la manière de faire un choix entre deux positions concurrentes, sont beaucoup moins pertinents. Troisièmement, la pertinence des éléments du SH s'applique uniquement

aux concessions fondées sur le cadre du Système harmonisé; par conséquent, le SH ne fournit pas de contexte en ce qui a trait au libellé des concessions accordées conformément à l'Appendice B dans le présent différend.

C. L'ATI EST PERTINENT EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION, MAIS UNIQUEMENT DANS LA MESURE OÙ IL CONTRIBUE À PRÉCISER LE SENS DU TEXTE DES CONCESSIONS EN CAUSE

5. Les CE ont tenté de faire valoir que les concessions tarifaires négociées dans le cadre de l'ATI devaient être étroitement circonscrites, et que les parties devaient avoir eu l'intention d'ajouter de nouveaux produits ultérieurement. Cependant, l'ATI ne constitue pas un texte conventionnel aux fins de l'interprétation des concessions des CE, et même s'il pouvait être pertinent comme contexte au titre de la *Convention de Vienne*, ce contexte n'est pertinent que dans la mesure où il facilite l'interprétation des termes employés dans les concessions en cause.

6. Les CE font valoir que le Groupe spécial doit examiner les produits en cause en prenant en considération le paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI, qui exprime les attentes à l'égard de négociations futures. Le Japon estime que le paragraphe 3 est en grande partie dénué de pertinence pour le présent différend. Cette disposition de l'ATI exprime simplement une évidence, à savoir que les parties à l'ATI ont reconnu en termes généraux qu'elles pourraient engager des négociations à l'avenir.

D. LES ATTENTES DES PARTIES SONT DÉNUÉES DE PERTINENCE POUR INTERPRÉTER LA PORTÉE APPROPRIÉE DES CONCESSIONS TARIFAIRES EN CAUSE

7. Les attentes des CE au moment où les concessions ont été accordées sont dépourvues d'utilité en matière d'interprétation. Premièrement, l'Organe d'appel a précisé que les attentes subjectives étaient dénuées de pertinence pour interpréter le sens d'une concession tarifaire et que ce qui importait, c'était le libellé de la concession et les caractéristiques objectives du produit en cause.[1] Deuxièmement, les CE transforment à plusieurs reprises les versions améliorées de produits existants en produits "nouveaux" et "imprévus", alors que, dans les faits, les produits, correctement compris, n'étaient ni nouveaux ni imprévus.

E. LE LIBELLÉ D'UNE CONCESSION VISERA SOUVENT UN PRODUIT INDÉPENDAMMENT DES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES DONT CE PRODUIT PEUT FAIRE L'OBJET

8. Les CE se sont longuement attachées à expliquer l'évolution technologique des produits en cause, élément qui n'est guère pertinent dans le différend proprement dit. Ce sont les caractéristiques objectives des produits, et non leur évolution dans le temps, qui demeurent donc les considérations clés.

9. Les CE font valoir que certains produits peuvent être classés dans deux positions, ou peuvent même "cesser d'exister" et être remplacés par un nouveau produit. Elles commettent toutefois deux erreurs de droit. Premièrement, elles supposent que le libellé de la concession cesse de s'appliquer lorsque le produit évolue. Le libellé des concessions aura souvent été rédigé spécifiquement pour éviter toute référence à des technologies ou des caractéristiques objectives bien précises qui pourraient changer avec le temps. Deuxièmement, le point de savoir si un produit "cesse d'exister" est pareillement subordonné au libellé de la concession.

[1] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 80.

F. L'HISTORIQUE DES NÉGOCIATIONS ET LA PRATIQUE DE CERTAINS MEMBRES EN MATIÈRE DE CLASSEMENT NE SONT GUÈRE PERTINENTS POUR L'INTERPRÉTATION DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

10. Le Japon estime que le Groupe spécial devrait accorder peu de poids, voire aucun, aux renseignements dépourvus de pertinence que les CE ont fournis et qui n'ont rien à voir avec l'interprétation des concessions en cause. Premièrement, les CE tentent de détourner l'attention du Groupe spécial des termes véritables employés dans la Liste des CE et d'orienter plutôt son attention vers l'historique de la négociation de l'ATI. Seuls les termes qui figurent effectivement dans le texte final importent, et non les éléments ayant trait à la voie complexe et incertaine empruntée pour créer le texte final. La pratique de certains Membres de l'OMC en matière de classement est encore moins pertinente. Ces éléments ne remettent nullement en question l'accord conclu par les Membres de l'OMC. Ces pratiques de classement n'atteignent pas le niveau d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31.3 b) de la *Convention de Vienne* parce que les pays en cause sont trop peu nombreux et que cette pratique n'est pas constante.

II. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. PRODUITS ET MESURES EN CAUSE

11. D'emblée, nous faisons observer que les CE n'ont pas formulé d'objections à nos arguments au sujet de la définition des produits en cause en ce qui concerne les MFM. Nous faisons également remarquer qu'il n'y a pas de désaccord majeur entre les parties au sujet des mesures et des concessions tarifaires en cause. Les CE ont fait valoir que seule la version actuelle du tarif douanier commun était en cause dans le présent différend. Toutefois, ces mesures antérieures sont encore en vigueur et tant qu'elles n'auront pas été officiellement retirées, le Japon les considérera encore en vigueur aux fins du présent différend soumis à l'OMC. Même l'abrogation de ces mesures ne réglera pas à elle seule l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des droits imposés sur les MFM qui devraient être admises en franchise de droits.

B. LES CE NE TIENNENT QUASIMENT AUCUN COMPTE DU SENS ORDINAIRE DU LIBELLÉ DES CONCESSIONS EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND, CELUI DE LA POSITION 84.71

12. Les CE tentent de se soustraire à l'analyse du libellé des concessions en cause, et n'expliquent jamais vraiment pourquoi les MFM qui peuvent être connectées à des machines automatiques de traitement de l'information ne relèvent pas du n° 84.71. Nous faisons observer que les CE n'ont pas du tout examiné le sens ordinaire de la concession clé qui est en cause en l'espèce – la concession accordée pour la position 84.71. Le sens ordinaire du libellé de cette position vise les MFM dotées de la connectivité numérique. Comme le Japon l'a longuement expliqué, les MFM dotées de la connectivité numérique correspondent clairement au sens ordinaire d'une "unité" d'ordinateur, en tant qu'"unité d'entrée ou de sortie". Que l'on prenne en considération le sens ordinaire ou le sens technologique de ces termes, le sens ordinaire est le même dans les deux cas. Ces termes désignent des dispositifs comme les MFM qui fonctionnent d'une manière intégrée avec des ordinateurs, en faisant appel à la technologie numérique pour "entrer" et "sortir" des informations. Les CE ne contestent jamais vraiment cet argument parce qu'elles ne le peuvent pas.

13. La fonction d'impression et les autres fonctions des MFM confirment que ces dispositifs sont des "unités de sortie" d'une machine automatique de traitement de l'information. Ces caractéristiques objectives des MFM permettent de conclure qu'elles sont considérées à bon droit comme des "unités

de sortie" relevant de la sous-position 8471.60, et plus précisément des "imprimantes" relevant de la sous-position 8471.60.40. Les caractéristiques physiques objectives démontrent que les MFM sont d'abord et avant tout des "imprimantes" qui peuvent accomplir d'autres fonctions. Toutefois, ces autres fonctions ne modifient pas les caractéristiques physiques fondamentales qui font de ces dispositifs des "imprimantes". L'historique du développement des MFM confirme par ailleurs que ces machines sont des "unités de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information et étaient bien connues lorsque les concessions relatives à la position 84.71 ont été accordées.

C. LE CONTEXTE FOURNI PAR LA POSITION 90.09 CONFIRME QUE LA COPIE NUMÉRIQUE N'EST PAS UNE FORME DE PHOTOCOPIE ET, PARTANT, CONTRAIREMENT À CE QUE LES CE FONT VALOIR, LES MFM NE PEUVENT PAS RELEVER DE LA POSITION 90.09

14. Il est allégué dans le présent différend que la concession accordée pour la position 84.71 vise les MFM. Les CE tentent de réfuter cette allégation en réorientant l'attention vers la position 90.09 et tentent de faire du présent différend une question de classement, ce qui n'est pas le cas. Rien dans le libellé ou le contexte de la position 90.09 ou de la sous-position 9009.12 n'étaye la conclusion selon laquelle les MFM pourraient relever de ces positions.

15. Les CE ont mal interprété le terme "photocopie" qui figure dans la position 90.09. L'utilisation de la lumière dans un copieur numérique ne fait pas de ce dispositif un "appareil de photocopie". Les CE ne tiennent quasiment aucun compte du rôle fondamental du fichier numérique dans une MFM, lequel est très nettement différent du rôle de la lumière réfléchie qui est utilisée dans un photocopieur analogique. Cette distinction modifie les caractéristiques objectives et les fonctionnements du dispositif. Les distinctions contextuelles faites par les CE sont pareillement viciées, car elles confondent la différence entre la présence d'un système optique et l'utilisation d'un système optique pour effectuer la copie. Dans les MFM, le système optique sert à scanner et convertir le document en données numériques, qui peuvent être mémorisées et manipulées. Dans les photocopieurs, le système optique crée une image dont le seul but est de produire une photocopie. Si la photocopie n'est pas créée, l'image créée par la lumière disparaît tout simplement.

16. Les CE ont également mal interprété le libellé détaillé de la sous-position 9009.12 et n'accordent pas suffisamment d'attention au sens précis de la structure ou du libellé de cette position. Outre le fait que la position 90.09 ne vise pas les MFM, comme on l'a dit plus haut, le libellé de la sous-position 9009.11 et celui de la sous-position 9009.12 excluent tous deux les MFM. Ces machines ne reproduisent pas l'image optique d'un original directement sur le papier, comme le prescrit la sous-position 9009.11. Elles ne reproduisent pas non plus l'image optique sur le papier de la manière précise indiquée dans la sous-position 9009.12, c'est-à-dire au moyen de la correspondance d'"une image" servant à faire "une copie" qui caractérise la technologie de la photocopie. Les CE interprètent également à tort l'expression "procédé indirect" employée dans la sous-position 9009.12 en lui donnant un sens trop large. Cette expression fait référence à une technologie spécifique bien connue en 1996 qui désigne la photocopie analogique, et non le concept plus général de procédé indirect.

17. La note explicative du Système harmonisé relative à la position 90.09 confirme que le sens ordinaire de "photocopie" et de "procédé indirect" exclut les MFM dotées de la connectivité numérique. La note explicative du Système harmonisé qui décrit la technologie de la photocopie analogique n'a pas été modifiée en 1996 – même si la technologie de la copie numérique était alors bien développée. La "photocopie" telle qu'elle est définie dans la note explicative du Système harmonisé n'inclut pas la copie numérique; une barrette de dispositifs à couplage de charge ne constitue pas une "surface sensible à la lumière". Ce membre de phrase désigne une surface unique qui peut recevoir l'image optique provenant d'un original, par opposition aux nombreuses diodes qui

convertissent les photons de lumière en impulsions électriques dans une barrette de dispositifs à couplage de charge.

D. LES AUTRES ÉLÉMENTS INTERPRÉTATIFS PRÉSENTÉS PAR LES CE SONT DÉPOURVUS DE PERTINENCE OU ÉTAYENT L'INTERPRÉTATION DU JAPON

18. Les CE avancent plusieurs autres arguments au sujet de l'interprétation des termes employés dans la position 90.09. La pratique d'un petit nombre de pays membres en matière de classement n'est guère pertinente sur le plan de l'interprétation au regard de la *Convention de Vienne*, et la propre pratique des CE – c'est cette pratique qui est contestée en l'espèce au motif qu'elle est incompatible avec les règles de l'OMC – est certainement dénuée de pertinence. L'Organe d'appel a précisé que la pratique ultérieurement suivie n'était importante sur le plan de l'interprétation que lorsqu'il s'agissait de la pratique constante de nombreux pays.[2] Trop peu de pays sont concernés et la pratique actuelle est trop irrégulière pour répondre à ce critère.

19. Les votes politiques en matière de classement à l'OMD n'ont également aucune pertinence interprétative au titre de la *Convention de Vienne*, mais l'analyse factuelle et juridique détaillée fournie par le Secrétariat de l'OMD en tant que contexte de ces débats et de ces votes fournit une perspective neutre qu'un groupe spécial peut juger utile et convaincante, tout comme un groupe spécial peut juger convaincant le raisonnement d'un groupe spécial antérieur.

20. L'historique de la négociation de l'ATI a également peu de poids, voire aucun, en matière d'interprétation. Les conditions qui permettent d'invoquer l'article 32 de la *Convention de Vienne* n'ont pas été remplies en l'espèce. Même s'il était pris en considération, l'historique de la négociation n'appuierait guère l'interprétation des CE en l'espèce.

21. Les arguments avancés par les CE au sujet de la nomenclature du SH de 2007 étayent dans les faits la position du Japon. Des événements ultérieurs, comme les modifications apportées à la Liste des CE pour tenir compte des changements résultant des modifications apportées au Système harmonisé de 2007, ne peuvent pas modifier la portée de la concession, mais peuvent simplement être utilisés pour étoffer la compréhension du sens des termes employés dans les concessions initiales. La manière dont la note explicative du SH de 2007 établit une distinction entre la "photocopie" et la "copie numérique" est tout à fait compatible avec l'interprétation que donne le Japon de ces deux expressions, puisqu'elle renforce simplement cette distinction et la rend explicite. En outre, l'accent qui est mis par les CE sur le nouveau membre de phrase "pour chaque copie" est déplacé parce que ces nouveaux termes employés dans la note explicative du Système harmonisé traduisent simplement un concept qui est déjà inhérent aux termes employés dans la sous-position 9009.12 de la nomenclature du SH 2006.

E. MÊME SI LA POSITION 90.09 DEVAIT VISER LA COPIE NUMÉRIQUE, LES MFM DOTÉES DE LA CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE RELÈVERAIENT ENCORE DE LA POSITION 84.71

22. Même si le Groupe spécial devait supposer en théorie que la position 90.09 peut comprendre la fonction de copie numérique des MFM, l'analyse ne s'arrête pas là. Les MFM sont bien plus que des copieurs numériques. Les MFM en cause dans le présent différend peuvent être connectées à des ordinateurs, des réseaux informatiques ou des réseaux téléphoniques, et ne sont pas des dispositifs autonomes. Justement interprétées, ces MFM relèvent de la position 84.71 (ou peut-être du n° 85.17), même si la fonction de copie numérique prise isolément pourrait relever de la position 90.09.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 276.

23. La tentative des CE visant à mettre en évidence la primauté de la fonction de copie numérique et à minimiser l'importance des particularités plus fondamentales des MFM dotées de la connectivité numérique constitue une interprétation des traités fondamentalement viciée pour plusieurs raisons. Le Japon et les autres parties plaignantes ont expliqué le sens ordinaire des membres de phrase "leurs unités" dans la position 84.71 et "unités d'entrée ou de sortie" dans la sous-position 8471.60. Les CE ont fait abstraction du sens ordinaire de ces termes clés. Le sens ordinaire de ces termes vise les MFM dotées de la connectivité numérique, mais n'est en aucun cas limité à des technologies spécifiques.

24. S'agissant d'interpréter le sens ordinaire de ces termes dans l'hypothèse susmentionnée, le Système harmonisé peut fournir des indications en matière d'interprétation. L'Organe d'appel a utilisé les éléments du SH d'une manière globale, en s'en inspirant et en leur donnant du poids eu égard à leur lien avec les indications en matière d'interprétation considérées.[3]

25. La note 5 D) du chapitre 84 incite très nettement à considérer les MFM dotées de la connectivité numérique comme des "unités de sortie" et des "imprimantes" relevant de la sous-position 8471.60. Une MFM est fondamentalement une "imprimante" et le sens de ce terme ne se limite pas aux imprimantes à fonction unique. Lorsqu'on songe à la nature d'un dispositif multifonctions, il est tout à fait approprié de considérer que ce dispositif est une machine qui exerce la fonction principale du dispositif. Cette perspective contredit fondamentalement l'interprétation des CE selon laquelle une "imprimante" peut uniquement être une imprimante à fonction unique.

26. Les MFM sont fondamentalement des imprimantes parce que, comme le Japon l'a longuement démontré, les MFM en cause: 1) sont conçues et construites autour d'une unité d'impression qui permet de sortir des informations de l'ordinateur; 2) ont une unité d'impression qui est le composant le plus gros et le plus important; 3) ont une unité d'impression qui peut fonctionner indépendamment de tous les autres dispositifs présents dans la MFM; et 4) ont une unité d'impression qui représente la portion la plus importante du coût. Compte tenu de ces faits et circonstances – qui ne sont pas du tout abordés dans les arguments des CE –, la MFM est essentiellement une "imprimante".

27. La note 5 B) du chapitre 84 ne modifie pas cette interprétation et, en fait, elle l'étaye. Même si la note 5 B) a) s'applique (et nous sommes d'avis qu'en vertu de la note 5 D), elle ne s'applique pas), les MFM dotées de la connectivité numérique sont en fait "du type utilisé exclusivement ou principalement" avec des ordinateurs. Les qualités intrinsèques des MFM sont fondamentalement celles d'une imprimante et l'existence d'une fonction de copie accessoire ne modifie pas cette réalité. De plus, les éléments de preuve empiriques confirment que la fonction d'impression (et, en particulier, les fonctions d'impression et de scannage considérées conjointement) dépasse considérablement la fonction de copie numérique de ces dispositifs.

28. La RGI 3 b) étaye en fait cette interprétation et rend la RGI 3 c) inutile et dépourvue de pertinence. Le "caractère essentiel" de la MFM est celui d'une imprimante, et les deux composants clés des MFM – le module imprimante et le module scanner – sont tous deux visés par le membre de phrase "unités d'entrée ou de sortie" figurant dans la position 84.71. Il n'est pas logique de faire valoir qu'une caractéristique accessoire de l'impression et du scannage combinés – la capacité additionnelle d'effectuer des copies numériques – éclipse curieusement le "caractère essentiel" de l'impression et confère inexplicablement à la MFM un nouveau caractère essentiel.

29. Rien dans la décision rendue par la Cour de justice européenne dans l'affaire *Kip* ne modifie cette analyse. L'arrêt *Kip*, qui s'inscrit dans la législation interne des CE, a de toute façon une

[3] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphes 219 à 229.

pertinence très limitée. Cette pertinence limitée réside dans la confirmation que la pratique actuelle des CE est profondément viciée et fait abstraction d'une manière inadmissible de la position 84.71, et dans la confirmation que la plupart des MFM relèvent en fait probablement de la règle énoncée dans la note 5 B) en tant que machines "du type utilisé exclusivement ou principalement" avec les ordinateurs, comme il est précisé dans la note 5 B) a).

F. LES MFM AYANT UNE FONCTION DE TÉLÉCOPIE MAIS SANS CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE SONT ÉGALEMENT ADMISSIBLES AU BÉNÉFICE DU RÉGIME EN FRANCHISE DE DROITS EN VERTU DES CONCESSIONS APPLICABLES DES CE

30. Le présent différend a trait à deux catégories de MFM: celles qui sont des unités d'entrée/de sortie d'ordinateurs relevant de la concession accordée par les CE pour la sous-position 8471.60 et celles qui sont des télécopieurs relevant de la concession accordée par les CE pour la sous position 8517.21. La différence fondamentale est la connectivité à un ordinateur. Dans la pratique, un dispositif multifonctions est soit une imprimante, soit un télécopieur.

31. Comme pour les MFM dotées de la connectivité numérique, les CE n'examinent jamais vraiment le libellé de la concession clé en cause, soit la concession accordée pour la position 85.17. Au lieu d'examiner les termes employés et leur sens ordinaire, elles s'empressent tout simplement de présumer que les positions 85.17 et 90.09 sont pareillement applicables et, partant, que la RGI 3 c) doit s'appliquer.

32. Toutefois, le postulat de cet argument – à savoir que la position 90.09 s'applique tout simplement – est vicié. Les arguments exposés plus haut selon lesquels les MFM faisant appel à la technologie numérique ne peuvent pas relever de la position 90.09 s'appliquent pareillement aux MFM dotées de la connectivité numérique et à celles qui ont une fonction de télécopie. Toutes les MFM – qu'elles soient ou non connectables à un ordinateur – font appel à la technologie numérique pour scanner les documents de même que pour imprimer aussi bien des données informatiques que des télécopies reçues. Aucune de ces MFM ne fait appel à la technologie "un original-une copie" qui caractérise la photocopie analogique.

III. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT "POUR" LES PRODUITS VISÉS PAR L'ATI SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS DES CE AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. PRODUITS ET MESURES EN CAUSE

33. Les CE ont fait valoir que les parties plaignantes n'avaient pas présenté suffisamment d'éléments *prima facie*. Toutefois, ce faisant, elles tentent de limiter à tort le présent différend à une évaluation au cas par cas de modèles et de transactions à l'importation spécifiques, alors que le différend porte en réalité sur les mesures des CE qui traitent comme des produits passibles de droits de nombreux dispositifs d'affichage à écran plat qui devraient être admis en franchise de droits au titre des concessions applicables des CE.

34. L'Organe d'appel a dit très clairement que "l'article 6:2 n'exige[ait] pas expressément que soient indiqués les produits auxquels les "mesures spécifiques en cause" s'appliquent".[4] En fait, il suffit de définir le type de produits visés par les termes de la concession. Contrairement à ce que les CE font valoir, le Japon a en fait spécifiquement défini le produit en cause: "dispositifs d'affichage à

[4] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 67.

écran plat" aptes à fonctionner avec un ordinateur ou d'autres produits autres qu'informatiques visés par l'ATI.

35. Contrairement à ce que les CE font valoir, le Japon a identifié les caractéristiques qui entraînaient nécessairement une incompatibilité avec les règles de l'OMC. Il a précisé la portée des concessions. De fait, la portée des concessions relatives aux dispositifs d'affichage à écran plat qui ont été accordées au titre des Appendices A et B peut être définie en fonction des termes employés dans ces concessions. La concession au titre de l'Appendice A vise les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont considérés comme des "unités de sortie" d'ordinateurs. La concession au titre de l'Appendice B vise les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à fonctionner avec tout produit visé par l'ATI, ce qui inclut les produits aptes à fonctionner avec un ordinateur. Le Japon a également précisé la portée des dispositifs d'affichage à écran plat indûment assujettis à des droits en vertu des mesures des CE en cause. Puisqu'il a décrit la portée des concessions accordant l'admission en franchise de droits et démontré que de nombreux dispositifs d'affichage à écran plat entraient en fait à bon droit dans le champ des concessions mais étaient systématiquement exclus du régime en franchise de droits, le Japon a fourni des éléments *prima facie* pour son allégation "en tant que tel" dans le présent différend.

36. Les CE font valoir à tort que la suspension actuelle des droits élimine l'incompatibilité entre leurs mesures et les concessions accordées dans le cadre de l'OMC. La suspension des droits est temporaire et conditionnelle; par contre, les concessions accordées par les CE pour les dispositifs d'affichage à écran plat ne sont ni temporaires ni conditionnelles. La violation de l'article II du GATT de 1994 subsiste donc et n'a pas été éliminée.

B. RAPPORT ENTRE LES CONCESSIONS AU TITRE DE L'APPENDICE A ET CELLES AU TITRE DE L'APPENDICE B

37. Les obligations prévues dans les concessions tarifaires accordées conformément aux désignations de produits qui figurent dans l'Appendice A et les obligations prévues dans les concessions tarifaires accordées conformément aux désignations de produits qui figurent dans l'Appendice B sont juridiquement indépendantes les unes des autres et doivent être respectées dans les deux cas.

C. CONTRAIREMENT À CE QUE LES CE FONT VALOIR, LES CONCESSIONS AU TITRE DE L'APPENDICE B VISENT LES DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT "POUR" LES PRODUITS RELEVANT DE L'ATI, Y COMPRIS LES DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT APTES À FONCTIONNER AVEC UN ORDINATEUR, QU'ILS SOIENT OU NON APTES À RECEVOIR UN SIGNAL PROVENANT D'AUTRES DISPOSITIFS

38. Les CE tentent de restreindre la portée de leur concession accordée au titre de l'Appendice B et font valoir que les limitations qui s'appliquaient aux moniteurs à tube cathodique doivent maintenant s'appliquer aux dispositifs d'affichage à écran plat. Toutefois, les CE ne peuvent pas concilier cet argument avec le sens ordinaire du texte de la concession. Le terme clé est "pour", et lorsqu'un dispositif d'affichage à écran plat est réputé être pour un ordinateur ou d'autres produits visés par l'ATI, il devrait bénéficier du régime en franchise de droits. L'interprétation que les CE donnent du terme "pour" comme signifiant "uniquement pour" ou "principalement pour" lui confère un sens restrictif qui n'a pas de fondement dans le sens ordinaire de ce terme.

39. L'argument contextuel avancé par les CE n'est pas utile non plus. Les CE tirent cette conclusion inexacte de la concession relative aux moniteurs à tube cathodique, ce qui fait ressortir

l'absence de l'exclusion[5] même qui, d'après elles, figure dans la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat accordée au titre de l'Appendice B. De même, la limitation applicable aux dispositifs destinés "exclusivement ou principalement" à une certaine utilisation dans la concession relative aux "équipements de réseaux" au titre de l'Appendice B et l'utilisation du mot "peuvent" dans la désignation relative aux "[t]éléprojecteurs à écran plat" renforcent l'interprétation que le Japon donne du terme "pour" comme désignant tout dispositif capable de fonctionner avec un ordinateur ou un autre produit visé par l'ATI. Compte tenu de ces exclusions et limitations applicables à d'autres produits, l'absence d'une telle exclusion dans le cas des dispositifs d'affichage à écran plat montre l'importance du sens ordinaire de ces termes pris dans leur contexte.

40. En outre, les éléments du SH n'affectent pas cette analyse parce qu'il ne s'applique pas aux concessions accordées au titre de l'Appendice B.

41. Les autres arguments des CE ne sauvent pas l'interprétation viciée qu'elles donnent des concessions. L'arrêt *Kamino* fait simplement ressortir les erreurs de droit que renferment les mesures actuelles des CE. Par ailleurs, les arguments avancés par les CE sur l'objet et le but des *Accords de l'OMC* et du GATT de 1994 révèlent clairement le caractère très imprévisible de l'approche des CE. Au lieu de s'attacher au sens des termes employés, qui sont stables dans le temps, les CE tentent de mettre l'accent sur des produits et des technologies en pleine évolution. Le caractère imprévisible de l'approche des CE va tout à fait à l'encontre de l'objet et du but des *Accords de l'OMC* et du GATT de 1994.

D. LES CONCESSIONS AU TITRE DE L'APPENDICE A VISENT ÉGALEMENT LES DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT APTES À FONCTIONNER AVEC UN ORDINATEUR MÊME S'ILS PEUVENT RECEVOIR DES SIGNAUX PROVENANT D'AUTRES DISPOSITIFS

42. Le libellé de la concession au titre de l'Appendice A définit une portée, et n'inclut pas la formulation limitative que les CE tentent de greffer à cette portée. La concession accorde le régime en franchise de droits au titre de la position 84.71 pour les unités "de" machines automatiques de traitement de l'information ("leurs"). Comme le Japon l'a fait observer tout au long de ses communications dans la présente affaire, il n'y a pas de formulation limitative dans la position 84.71 ni dans la sous-position 8471.60 en ce qui concerne l'emploi du terme "leurs". À tout le moins, une unité qui est principalement utilisée avec une machine automatique de traitement de l'information est une unité "d'"une machine automatique de traitement de l'information, même si elle a d'autres utilisations.

43. Le Japon estime que le sens ordinaire des termes employés dans la position 84.71 comprend les dispositifs d'affichage à écran plat qui ont une interface avec une machine automatique de traitement de l'information. La position 84.71 vise les "unités" pour ordinateurs, et la sous-position 8471.60 vise spécifiquement les "unités d'entrée ou de sortie". Ces termes ont un sens ordinaire – aussi bien le sens donné dans les dictionnaires que le sens technologique – qui doit être pris en considération. Les CE ne peuvent donc pas expliquer pourquoi un dispositif qui est principalement utilisé avec un ordinateur mais a aussi des capacités additionnelles n'est pas une

[5] Fondamentalement, les CE font valoir que parce que la concession relative aux moniteurs à tube cathodique excluait les dispositifs qui pouvaient recevoir un signal provenant d'autres produits non visés par l'ATI (comme les téléviseurs) et parce que les dispositifs d'affichage à écran plat ont maintenant quasiment remplacé les moniteurs à tube cathodique, les limitations qui s'appliquaient aux moniteurs à tube cathodique doivent maintenant s'appliquer aux dispositifs d'affichage à écran plat. Voir le paragraphe 144 de la deuxième communication écrite du Japon.

"unité" d'une machine automatique de traitement de l'information selon le sens ordinaire des termes employés dans la position 84.71.

44. En outre, il ne fait pas de doute que le contexte doit toujours entrer en ligne de compte dans l'interprétation globale du sens ordinaire des termes employés dans une concession. Même si les CE ont abondamment cité et énuméré des éléments du Système harmonisé, elles passent sous silence les notes de chapitre et de section contraignantes, et mettent plutôt l'accent sur la note explicative non contraignante du Système harmonisé. Le problème que pose cette approche, c'est que le recours des CE à la partie de la note explicative du SH en question contredit la note 5 du chapitre 84, qui est contraignante, et doit donc être rejeté.

45. Le Japon fait observer que la note 5 C), qui se rapporte aux dispositifs d'affichage à écran plat, s'applique parce qu'elle traite des "unités d'une machine automatique de traitement de l'information, présentées isolément". Ce paragraphe donne l'interprétation la plus large possible de la position 84.71, car il inclut toute unité "d'"une machine automatique de traitement de l'information. La note 5 B) fournit également d'importantes indications contextuelles pour l'interprétation des concessions au titre de l'Appendice A. Elle prescrit simplement, sous le point a), que les unités doivent être du type utilisé "exclusivement ou principalement" pour les ordinateurs. Bien que la note explicative du Système harmonisé ne puisse pas l'emporter sur la note du Système harmonisé, les CE s'appuient tellement sur une partie limitée de la note explicative qu'elles semblent interpréter celle-ci comme si elle l'emportait sur le texte de cette note de chapitre contraignante. De fait, cette contradiction a amené la CJCE dans l'affaire *Kamino* à conclure que les mesures des CE qui avaient entraîné le classement des dispositifs d'affichage à écran plat dans la sous-position 8471.60 uniquement s'ils recevaient des signaux provenant exclusivement d'ordinateurs étaient "dans la plupart des cas trop rigides".[6]

46. Les CE insistent également pour que la RGI 3 c) soit appliquée et font observer que dans la plupart des cas, il est impossible d'identifier la fonction principale d'un moniteur donné. Cependant, la RGI 3 ne s'applique pas du tout si la question interprétative peut être résolue en se référant au texte de la position, lu dans son contexte. Le recours des CE à la RGI 3 traduit leur refus de tenir compte du sens ordinaire des termes employés dans la position.

47. Les arguments des CE au sujet de l'objet et du but des *Accords de l'OMC* et du GATT de 1994, des pratiques de classement d'autres pays et de l'historique de la négociation de l'ATI devraient être rejetés pour les raisons qui viennent d'être exposées.

IV. LES MESURES DES CE RELATIVES AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION SONT INCOMPATIBLES AVEC LEURS OBLIGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. PRODUITS ET MESURES EN CAUSE

48. Les CE semblent croire qu'il est nécessaire d'identifier une catégorie spécifique de modules séparés ayant une fonction de communication ou même les modèles spécifiques de modules séparés ayant une fonction de communication. Elles présentent tout simplement de manière erronée l'allégation du Japon; cette allégation n'a pas trait au régime tarifaire d'un modèle spécifique de module séparé mais à un certain nombre de critères utilisés par les CE pour déterminer le régime tarifaire d'une catégorie spécifique de produits, à savoir les modules séparés ayant une fonction de communication.

[6] Première communication écrite des CE, paragraphe 167.

49. Les CE allèguent que les plaignants "n'expliquent pas en quoi consiste la concession des CE [en ce qui concerne les modules séparés] ni où elle est prévue". L'allégation des CE est difficile à comprendre étant donné que le Japon a clairement dit que la concession était incluse dans l'Annexe des CE elle-même et non dans l'ATI.

50. Les CE allèguent en outre que les plaignants font référence à la "note liminaire" mais n'expliquent pas "ce que la note liminaire signifie pour le reste de la Liste des CE, y compris les codes qui ont été notifiés à l'OMC". La "note liminaire" joue un rôle central dans la Liste des CE parce que c'est au moyen de cette note qu'elles se sont engagées à admettre en franchise de droits tous les produits désignés dans l'Appendice B de l'ATI, où que le produit soit classé.

51. Une fois de plus, le Japon tient à souligner qu'il n'est pas pertinent que dans certains cas, l'application des mesures contestées puisse aboutir à un résultat compatible avec les règles de l'OMC. De fait, pour qu'une allégation "en tant que tel" soit valable, il suffit de démontrer que *tout aspect* des critères énoncés dans les mesures qui sont contestées aboutirait nécessairement à une violation des obligations des CE au titre de leur Liste et, par voie de conséquence, de l'article II du GATT de 1994.

52. Les CE allèguent qu'"elles n'excluent aucun module séparé du régime en franchise de droits à cause de la présence d'un disque dur ou d'un autre appareil". Toutefois, comme il est dit dans la note explicative de la nomenclature combinée, la simple présence d'un disque dur ou lecteur de DVD dans un module séparé ayant une fonction de communication entraîne l'exclusion de ce module séparé du régime en franchise de droits.

B. CONTRAIREMENT À CE QUE LES CE FONT VALOIR, LES CONCESSIONS AU TITRE DE L'APPENDICE B VISENT LES MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION

53. La concession relative aux modules séparés ayant une fonction de communication a été accordée par les CE dans leur Liste. Le sens ordinaire des termes employés dans la concession n'implique pas que les modules séparés ayant une fonction de communication sont exclus de la concession simplement parce qu'ils ont une fonction d'enregistrement ou de reproduction.

54. Selon les CE, le produit visé par la concession ne peut pas présumer l'existence d'autres caractéristiques et éléments techniques. Toutefois, tant que le produit répond à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication", il doit être admis en franchise de droits, peu importe la caractéristique ou les fonctionnalités additionnelles qu'il peut avoir.

55. Les CE tentent de tirer des conclusions du fait qu'aucun code NC n'a été prévu dans les positions 85.21 et 85.28, ce qui a un effet équivalent à la présentation des lignes tarifaires qui définissent la portée des engagements. Toutefois, si les codes NC étaient conçus pour définir la portée de la concession, il aurait été inutile d'inclure la note liminaire qui prévoit explicitement l'admission en franchise de droits d'un produit où qu'il soit classé.

ANNEXE B-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DU JAPON À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

I. MACHINES NUMÉRIQUES MULTIFONCTIONS

1. Les MFM dotées de la connectivité numérique à des ordinateurs entrent bel et bien dans le champ des termes "leurs unités" qui figurent dans la position 84.71, et plus précisément des termes "unités de sortie" employés dans la sous-position 8471.60 et du terme "imprimantes" employé dans la sous-position 8471.60.40. Cette interprétation découle de la lecture de ces termes dans leur contexte, y compris le libellé de la position 90.09 et de la sous-position 9009.12, qui indique que les MFM ne "photocopient" pas au sens de la position 90.09.

2. Nous aimerions formuler quelques observations plus générales au sujet des arguments avancés par les CE sur les MFM. Premièrement, les arguments des CE font en grande partie abstraction de l'une des caractéristiques objectives qui définissent les MFM dotées de la connectivité numérique, soit leur capacité de fonctionner avec des ordinateurs, capacité qui repose sur le fait que les MFM font appel à la technologie numérique qui leur permet d'entrer et de sortir des données numériques. Contrairement aux photocopieurs analogiques relevant de la position 90.09, les MFM sont bel et bien des dispositifs numériques. Cette différence importante est la raison pour laquelle le libellé de la position 84.71 mentionne "leurs unités", le terme "leurs" établissant un lien entre le dispositif et l'ordinateur.

3. Qui plus est, l'argument subsidiaire des CE selon lequel les MFM relèveraient de la sous-position 8472.90 si elles ne sont pas, pour l'une ou l'autre raison, des "appareils de photocopie" fait simplement ressortir l'ineptie de l'argument des CE. Les MFM sans connectivité informatique et sans fonction de télécopie ne relèvent pas de la position 84.71 mais sont visées par la position 84.72 parce que ces MFM ne sont pas aptes à fonctionner avec des ordinateurs. Cet argument subsidiaire des CE fait abstraction de la capacité des MFM en cause de fonctionner avec des ordinateurs, les caractéristiques ordinaires et importantes des produits relevant de la position 84.71.

4. Deuxièmement, les arguments des CE font abstraction dans une large mesure de toutes les autres caractéristiques objectives des MFM et mettent plutôt l'accent sur la seule fonction de "copie". Ce faisant, les CE détournent à tort l'attention des caractéristiques physiques intrinsèques du dispositif – l'unité d'impression et l'unité de scannage – et mettent plutôt l'accent sur l'une des manières dont le dispositif fonctionne. L'Organe d'appel a souligné l'importance des "caractéristiques objectives" de l'objet visé par une concession tarifaire. La copie n'est pas une caractéristique physique intrinsèque des MFM – c'est une fonction additionnelle et accessoire qui résulte du fonctionnement combiné des véritables caractéristiques physiques intrinsèques des MFM, soit l'unité d'impression et l'unité de scannage.

5. Troisièmement, les CE parlent d'établir leurs déterminations au cas pas cas, mais leurs mesures ne prévoient pas l'établissement de déterminations au cas par cas. La sous-position 8443.31.10 maintient le régime en franchise de droits uniquement pour les MFM qui ont une fonction de télécopie et une vitesse d'impression ne dépassant pas 12 pages par minute. Cette utilisation de la règle des 12 pages par minute pour déterminer que la plupart, sinon la totalité, des MFM sont en fait passibles de droits montre la mesure dans laquelle les CE ne sont pas véritablement intéressées à établir des déterminations au cas par cas.

A. SENS DE "PHOTOCOPIE" – LES MFM NE SONT PAS DES "APPAREILS DE PHOTOCOPIE"

1. Position 90.09

6. Le moyen de défense des CE a consisté et consiste encore à dire, fondamentalement, que les MFM sont en réalité des "appareils de photocopie" et sont donc à juste titre passibles de droits au regard de la position 90.09 du Système harmonisé de 1996. Les CE forcent indûment le terme "photocopie" pour qu'il vise deux technologies très distinctes: la photocopie analogique et la copie numérique. Même si la fonction de ces deux technologies est la même – faire des copies –, les caractéristiques objectives des dispositifs qui font appel à ces deux technologies sont très différentes, et ces différences se rapportent spécifiquement au libellé de la sous-position 9009.12. Un dispositif qui fait appel à la technologie de la photocopie analogique ne crée pas de fichiers numériques et ne peut absolument pas être une unité d'entrée ou de sortie d'un ordinateur. Ces détails techniques – les caractéristiques objectives des dispositifs – sont très pertinents compte tenu du libellé de la concession tarifaire accordée dans la position 9009.12.

7. Examinons quelques exemples de ces détails techniques. Un photocopieur analogique doit effectuer ses copies sur-le-champ à partir du document papier original, ou pas du tout. Par contre, une MFM crée un fichier numérique à partir du document papier original, et ce fichier peut être utilisé dans l'immédiat ou mémorisé pour impression ultérieure. De plus, la lumière réfléchie dans un photocopieur analogique a une utilisation – faire cette photocopie à ce moment-là -, tandis que le fichier numérique créé dans une MFM a, quant à lui, une foule d'utilisations.

8. La technologie de copie est fondamentalement différente, même si les dispositifs utilisent une technologie d'impression similaire. Les CE reconnaissent que la photocopie est la reproduction instantanée d'une image originale. La copie numérique n'est pas nécessairement instantanée et l'image reproduite par la copie numérique n'est pas l'image "originale". Comme une copie numérique est produite à partir d'un fichier numérique, et n'est pas simplement une réflexion de l'image originale comme pour la photocopie, l'image originale est artificiellement modifiée ou reconstituée afin de la rendre plus claire ou plus nette avant l'impression. Comme une image produite sur une copie papier a été artificiellement modifiée ou reconstituée avant le procédé d'impression, elle n'est donc plus identique à celle du document papier original.

9. Les CE font valoir que l'existence de copieurs numériques autonomes étaye leur argument selon lequel les MFM sont véritablement des photocopieurs. Contrairement à ce qu'elles font valoir, le dispositif dont il est question dans la pièce EC-64 semble être une "imprimante à laser noir et blanc" – dispositif doté de la connectivité informatique et sans scanner – et non un copieur numérique autonome. Mais plus fondamentalement, les copieurs numériques autonomes font en fait ressortir l'importance d'un classement tarifaire approprié de la connectivité numérique, qui est une caractéristique objective fondamentale des MFM en cause en l'espèce. Une unité d'impression dotée de la connectivité numérique devient une "imprimante", laquelle est apte à fonctionner avec un ordinateur et est visée par la position 84.71 en tant qu'"unité de sortie". Une unité de scannage dotée de la connectivité numérique devient un "scanner", lequel est également apte à fonctionner avec un ordinateur et est également visé par la position 84.71 en tant qu'"unité d'entrée". C'est la connectivité numérique qui fait de ces éléments des "unités" d'entrée et de sortie d'un ordinateur. Une combinaison de ces dispositifs autonomes – l'unité d'impression sans connectivité numérique et l'unité de scannage sans connectivité numérique – peut transformer ces unités en copieurs numériques, auquel cas ces dispositifs ne peuvent pas relever de la position 84.71. Toutefois, le présent différend ne porte pas sur les copieurs numériques autonomes, dispositifs qui relèveraient de la sous-position 8472.90 s'ils n'ont aucune capacité de télécopie. Ces dispositifs ont des caractéristiques objectives très différentes de celles des MFM dotées de la connectivité numérique qui sont en cause.

10. Les CE ont explicitement confirmé au paragraphe 114 de leur déclaration orale que les "copieurs numériques ne compren[aient] pas seulement un, mais bien deux systèmes optiques différents". Cette qualification contredit le libellé de la position 90.09, qui parle d'"appareils de photocopie à système optique". Cette différence quant au nombre de "système(s) optique(s)" entre les "appareils de photocopie" et les copieurs numériques engendre une autre différence technologique quant à leurs caractéristiques objectives, qui exclut nécessairement les copieurs numériques du champ de la position 90.09.

2. Sous-position 9009.12

11. Le libellé de la sous-position 9009.12 fournit un contexte important pour l'expression "appareils de photocopie" employé dans la position 90.09. S'agissant de l'interprétation des termes employés dans une concession tarifaire au regard de la Convention de Vienne, le libellé des positions et sous-positions doit faire l'objet d'une interprétation globale.

12. Examinons d'abord la structure de la position 90.09 et la manière dont la sous-position 9009.12 s'inscrit dans cette position. La position 90.09 comporte trois catégories au niveau à cinq chiffres, dont seulement une pourrait éventuellement viser les MFM en cause dans le présent différend: la position à cinq chiffres 9009.1, qui vise les "appareils de photocopie électrostatiques". Les CE ont mis l'accent sur la technologie d'impression électrostatique des MFM et font observer que les "autres appareils de photocopie" sont également visés par une concession garantissant un régime en franchise de droits. Le libellé plus spécifique des sous-positions 9009.11 et 9009.12 fait référence à des technologies spécifiques – un "procédé direct" et un "procédé indirect", respectivement – et sert donc à décrire d'une manière exhaustive et non exemplative la gamme des "appareils de photocopie électrostatiques". De plus, le caractère exhaustif de ces sous-positions montre clairement que la sous-position 9009.12 ne joue aucun rôle en tant que catégorie "fourre-tout" englobant tous les "appareils de photocopie" qui utilisent un mécanisme "électrostatique", autre qu'un "procédé direct". Comme les MFM ne correspondent à aucune des définitions mentionnées dans ces sous-positions, le terme "photocopie" tel qu'il est employé dans la position 90.09 ne peut pas viser les MFM.

13. Passons maintenant au libellé de la concession tarifaire des CE accordée pour la sous-position 9009.12, lu dans le contexte du reste de la position 90.09. Le Japon fait valoir non seulement que les termes "image" et "copie" sont employés au singulier, mais que les appareils visés par la sous-position 9009.12 peuvent dans les faits fonctionner uniquement par reproduction d'une seule image sur une seule copie dans chaque cas, quel que soit le nombre de copies d'un document qui sont produites. Cependant, les copieurs numériques produisent des copies multiples à partir d'une seule image originale. À cet égard, il convient de noter que dans la liste tarifaire nationale actuelle des CE relevant du Système harmonisé de 2007, le code NC 8443.31.91 utilise aussi le singulier et le pluriel précisément pour s'adapter à la technologie décrite: "[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des **copies** au moyen d'un procédé électrostatique".

14. Le Japon a également relevé le sens de l'expression "support intermédiaire" et le rapport entre cette expression et la technologie de base utilisée dans la photocopie analogique. Les CE tentent de donner une interprétation trop large de l'expression "support intermédiaire": le "tambour électrostatique" dans une MFM peut être un support intermédiaire, mais il n'est pas "le" support intermédiaire au sens de la sous-position 9009.12. Selon les termes de la sous-position 9009.12, les appareils de photocopie à procédé indirect doivent avoir un seul support intermédiaire. Les CE se réfèrent à tort à la forme adjectivale du terme anglais "intermediate" (intermédiaire), qui ne s'applique pas en l'espèce. La forme nominale de ce terme fait référence à "une personne ou chose servant d'intermédiaire" – en d'autres termes, un intermédiaire au singulier. Au contraire, le procédé de copie

numérique ne comporte pas un "support intermédiaire" unique et requiert plutôt plusieurs dispositifs, comme le capteur optique CCD dans le moteur de scannage et le rayon laser dans le moteur d'impression, qui n'existent ni l'un ni l'autre dans les photocopieurs analogiques.

15. Les arguments des CE tentent d'exploiter le fait que la technologie d'impression des MFM fait appel à un procédé électrostatique. Dans leur argumentations, les CE considèrent toutefois que l'utilisation du procédé électrostatique est suffisante pour faire des dispositifs de copie des "appareils de photocopie". Les CE font abstraction fort à propos du texte de la concession tarifaire accordée pour la sous-position 9009.12, qui reconnaît explicitement un seul "support intermédiaire" dans le procédé.

16. De plus, dans leur argument, les CE n'établissent pas de distinction entre la manière dont l'image est "copiée" et la manière dont elle est imprimée. Comme on l'a dit plus haut (au paragraphe 8), la copie numérique ne reproduit pas l'image originale sur la copie, et n'est donc pas compatible avec le libellé de la sous-position 9009.12. Il n'y a pas de procédé permettant de reconstituer et d'améliorer l'image originale dans le cadre de la "photocopie électrostatique à procédé indirect", ce qui confirme que la copie numérique comporte des caractéristiques objectives différentes de celles de la "photocopie". Enfin, les CE reprochent au Japon de donner de la sous-position 9009.12 une lecture qui inclut des termes qui n'y sont pas, mais ce sont les CE qui lisent à tort ces termes isolément. Il faut lire le terme "photocopie" employé dans la position 90.09 et l'expression "procédé indirect" employée dans la sous-position 9009.12 ensemble d'une manière globale, et non isolément.

3. Note explicative du Système harmonisé

17. La note explicative du Système harmonisé (SH) pour la position 90.09 confirme que la "photocopie" n'inclut pas la copie numérique. Elle est pertinente pour comprendre le sens ordinaire des termes employés dans la position 90.09 et la sous-position 9009.12. Premièrement, les CE n'ont apparemment pas de réponse à donner à notre argument selon lequel depuis la rédaction initiale de cette note explicative du SH, il n'y a pas eu de changement jusqu'à la création de la nouvelle position 8443.31 relative aux MFM en cause et la suppression de toute la position 90.09 dans le texte du SH de 2007.

18. Deuxièmement, la note explicative du Système harmonisé confirme la lecture que le Japon donne du terme "reproduction" dans le sens de "projection" de l'image originale, et la lecture que donne le Japon de l'expression "un support intermédiaire" comme désignant le "tambour (ou planche) sensible à la lumière". Le libellé de cette note explicative du SH ne contredit pas le libellé de la sous-position 9009.12 et peut servir d'indication contextuelle importante quant au sens du libellé de la sous-position 9009.12. Troisièmement, la note explicative du SH explique très spécifiquement que "l'image optique est projetée sur un tambour (ou une planche)". Ainsi, la note explicative du SH donne des indications contextuelles très spécifiques sur le sens véritable du membre de phrase "au moyen d'un support intermédiaire" employé dans la sous-position 9009.12. Ce sens est tout à fait compatible avec l'interprétation que le Japon donne de la sous-position 9009.12.

4. Pratique de classement

19. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, la pratique ultérieurement suivie devrait être examinée en fonction uniquement de la pratique constante d'un grand nombre de Membres de l'OMC. Les CE examinent uniquement la "pratique" de quelques pays, montrent seulement cette prétendue pratique sur un court laps de temps et reconnaissent que la "pratique" n'a pas été constante.

20. De fait, les CE ont fait une inférence erronée de la pratique de classement du Japon et de la proposition informelle que le Japon a présentée au Comité de l'ATI pour la négociation de l'ATI II en 1997. Cette proposition a été soumise non pas pour apporter des éclaircissements sur le régime tarifaire appliqué aux MFM par le Japon, mais plus précisément pour examiner l'imposition de droits sur les MFM par les CE. Par conséquent, elle n'est pas du tout révélatrice d'une inférence en ce qui concerne la pratique douanière visant les MFM à l'époque. De plus, les CE ont fait une présentation très fausse de la pratique de classement des CE. En effet, même la propre pratique des CE a été irrégulière, comme le montre le RTC délivré en 1996, qui classait les MFM dans la position 84.71. Aucune importance en matière d'interprétation au regard de la *Convention de Vienne* ne peut être accordée à ces "pratiques" de classement. Nous faisons également observer que les CE se réfèrent à une proposition de négociation du Japon sur l'ATI II qui remonte à 1997 comme étant inexplicablement pertinente en l'espèce. D'un point de vue juridique, cette proposition est dénuée d'importance pour l'interprétation du traité en cause conformément à la *Convention de Vienne*.

5. Conclusions au sujet de la "photocopie"

21. Le Japon estime que les arguments qu'il avance restent valables en eux-mêmes et devraient convaincre le Groupe spécial. Toutefois, il estime également que le Groupe spécial peut et devrait prendre en considération l'analyse neutre de ces questions qui a été faite par le Secrétariat de l'OMD. Premièrement, nous reconnaissons que les documents du Secrétariat de l'OMD ne sont pas contraignants, mais l'argumentation et la logique sont très convaincantes et peuvent être prises en considération. Deuxièmement, les CE reprochent dans une large mesure à l'OMD d'avoir adopté une vision trop statique du libellé de la note explicative du SH pour la position 90.09 et ainsi de ne pas avoir prévu les progrès technologiques ultérieurs, ce qui est un argument plutôt paradoxal compte tenu de la position des CE sur d'autres produits qui ont fait l'objet de progrès technologiques. Troisièmement, les CE reprochent dans une large mesure au Secrétariat de l'OMD d'accorder trop d'importance à la note explicative du SH pour la position 90.09 et de ne pas en accorder assez au libellé de la position 90.09 elle-même. Toutefois, comme nous l'avons montré plus haut, du point de vue des concessions tarifaires, le libellé de la position 90.09 et de la sous-position 9009.12 est en fait compatible avec celui de la note explicative du SH pour la position 90.09 et est étayé par celui-ci.

B. SENS D'"UNITÉ DE SORTIE" – LES MFM SONT DES "UNITÉS DE SORTIE"

22. Le sens limité du terme "photocopie" ayant été précisé, la présente analyse nous ramène à la question fondamentale pour le présent différend, soit la portée de la concession que les CE ont accordée pour les produits relevant de la position 84.71. Le point de départ doit donc être le libellé de la concession en cause. D'autres textes conventionnels – en d'autres termes, le texte d'autres concessions – doivent aussi être pris en considération en tant que contexte. Contrairement à ce que les CE font valoir, le Japon ne nie pas que les éléments interprétatifs du SH constituent un contexte en vertu de la *Convention de Vienne* aux fins de l'interprétation de cette concession. Les notes de chapitre, en tant que partie du contexte global, peuvent éclairer une interprétation fondée sur le sens ordinaire de la concession. Toutefois, elles ne peuvent pas exiger une interprétation qui fait abstraction du texte de la concession proprement dite.

23. Contrairement aux CE qui portent leur attention sur la note 5 B) prise isolément, le Japon tient compte de l'ensemble de la note 5 dans son interprétation. Plus précisément, la note 5 D) précise que la règle énoncée dans la note 5 B) a) – sur laquelle les CE se fondent tellement – ne s'applique tout simplement pas aux "unités de sortie" qui sont des "imprimantes" au sens du code NC 8471.60.40 de la Liste des CE.

24. Les CE insistent sur le fait que les MFM ne peuvent pas être des "imprimantes" parce qu'elles sont multifonctionnelles. Nous faisons tout simplement observer que les CE ont dans une large mesure fait abstraction des arguments factuels que le Japon a présentés selon lesquels les MFM possèdent les caractéristiques objectives qui en font essentiellement une "imprimante" dotée de certaines particularités additionnelles. Les CE ont également fait abstraction des indications contextuelles fournies par la note 3 relative à la section XVI, note qui confirme qu'une machine multifonctions devrait être considérée comme une "machine qui exerce la fonction principale", c'est-à-dire être utilisée en tant qu'"imprimante" dans le cas des MFM.

25. Les CE affirment que les plaignants n'ont pas présenté d'éléments de preuve au sujet de la fonction principale des MFM. D'emblée, nous faisons observer que la question de savoir si un produit relève d'une concession tarifaire est déterminée par les caractéristiques objectives du produit. En outre, le Japon a présenté des éléments de preuve démontrant que l'argument des CE est sans fondement à deux niveaux différents. Premièrement, si l'unité d'impression est le composant central d'une MFM et si l'impression est la fonction principale, les MFM peuvent et devraient donc être considérées comme des "imprimantes". Deuxièmement, même si les MFM ne sont pas des "imprimantes", elles satisfont en fait à la règle énoncée dans la note 5 B) a). Elles sont principalement utilisées comme "imprimantes", c'est-à-dire une "unité de sortie" destinée à être utilisée avec un ordinateur. Elles sont également très couramment utilisées comme scanners, c'est-à-dire une "unité d'entrée" également destinée à être utilisée avec un ordinateur. Les MFM dotées de la connectivité numérique sont donc en fait destinées à être utilisées "exclusivement ou principalement" dans un système informatique, et satisfont donc à la condition énoncée dans la note 5 B) a). En définitive, toutefois, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit que la note 5 du chapitre 84 n'est pas un texte conventionnel.

26. Les CE font abstraction de ces arguments et font simplement ressortir la fonction de copie des MFM. La concession tarifaire met l'accent sur les caractéristiques objectives du dispositif. Le fait que l'unité d'impression et l'unité de scannage peuvent aussi être utilisées ensemble pour fournir une fonction additionnelle et accessoire de copie numérique ne modifie pas les caractéristiques objectives des MFM.

C. MFM AYANT UNE FONCTION DE TÉLÉCOPIE MAIS SANS CONNECTIVITÉ NUMÉRIQUE

27. Dans le cas des MFM ayant une fonction de télécopie mais sans connectivité numérique, l'unité d'impression et l'unité de scannage sont toutes deux essentielles pour que le dispositif fonctionne en tant que télécopieur. Le fait que l'unité d'impression et l'unité de scannage peuvent aussi être utilisées ensemble pour créer la fonction additionnelle et accessoire de copie numérique ne modifie pas les caractéristiques objectives de la MFM en tant que télécopieur.

28. Les CE s'appuient beaucoup sur la pratique de classement mais font abstraction des conséquences de la pratique irrégulière dans un pays comme les États-Unis. Cette pratique irrégulière par un petit nombre de Membres de l'OMC n'appuie guère de manière solide la position des CE. En outre, l'argument des CE au sujet du recours nécessaire à la note 3 de la section XVI pour faire un choix entre la sous-position 8517.21 et la sous-position 8472.90 traduit une méconnaissance de longue date des caractéristiques objectives des MFM qui font l'objet des concessions pertinentes. Pour une MFM qui ne peut pas être connectée à un ordinateur mais qui a une fonction de télécopie, l'unité d'impression et l'unité de scannage deviennent des composants clés qui sont essentiels pour que le dispositif fonctionne en tant que télécopieur.

29. Par ailleurs, les CE négligent le fait que la sous-position 8472.90 est une ligne résiduelle pour les machines générales de bureau, par rapport à la sous-position 8517.21 qui est une ligne spécifique

pour les télécopieurs. Les MFM ayant une fonction de télécopie mais sans connectivité numérique ont la caractéristique spécifique d'un télécopieur.

II. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

A. RAPPORT ENTRE LES DEUX CONCESSIONS EN CAUSE

30. À la différence des MFM, qui sont visées uniquement par la concession au titre de l'Appendice A, les dispositifs d'affichage à écran plat sont visés par deux concessions distinctes – celles au titre de l'Appendice A et celles au titre de l'Appendice B. La concession au titre de l'Appendice A s'applique aux produits qui relèvent de codes spécifiques du SH. La concession au titre de l'Appendice B a une fonction très différente car elle vise les produits qui ne pouvaient pas être entièrement désignés par les codes existants du SH et qui exigeaient donc une explication descriptive pour faire en sorte que tout le champ du produit soit visé par la concession accordant l'admission en franchise de droits. Chaque concession doit être prise en considération.

31. La concession au titre de l'Appendice A vise uniquement les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont des "unités de sortie" d'ordinateurs. L'idée qu'une "unité de sortie" est celle "d'"un ordinateur dans le libellé de la position 84.71 et dans la sous-position 8471.60 doit être examinée par rapport au contexte de la note 5 B) du chapitre 84, qui explique qu'une "unité" fait partie d'un système informatique si cette unité est utilisée "exclusivement ou principalement" dans un système informatique.

32. La concession au titre de l'Appendice B vise les dispositifs d'affichage à écran plat "pour" les ordinateurs ou "pour" d'autres produits visés par l'ATI. Contrairement à la concession au titre de l'Appendice A, cette concession inclut expressément les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits autres que les ordinateurs et inclut tout dispositif d'affichage à écran plat qui est "pour" un ordinateur ou d'autres produits visés par l'ATI. Le terme "pour" doit être lu en dehors du contexte de la note 5 B) parce que la note 5 se rapporte uniquement au libellé de la position 84.71 et ne se rapporte pas aux désignations fournies dans les concessions au titre de l'Appendice B. Cette différence renforce la nécessité d'interpréter le terme "pour" tel quel, en particulier étant donné que le critère de l'utilisation "exclusive ou principale" énoncé dans la note 5 B) ne s'applique pas. Le Japon a fait valoir que le terme "pour" qui figure dans la concession au titre de l'Appendice B, lu dans son contexte approprié, signifie "apte à fonctionner avec". D'autres concessions qui ont d'autres critères ou limitations font ressortir l'absence de tout autre critère ou limitation dans la concession relative aux dispositifs à écran plat au titre de l'Appendice B.

33. Les plaignants ne tentent pas de donner des positions exemplatives de la nomenclature combinée une lecture qui les exclut de la concession des CE – elles sont incluses en tant qu'élément d'une interprétation globale appropriée du texte conventionnel. Ils rejettent simplement l'argument des CE voulant que ces positions de la nomenclature combinée restreignent ou épuisent en quelque sorte la désignation figurant dans les concessions des CE.

34. L'argument des CE relatif à la portée de la concession constituant un "filet de sécurité" tente de manière inappropriée d'introduire un concept externe pour limiter la portée de la concession au titre de l'Appendice B. Le membre de phrase qui figure dans la note liminaire de la Liste des CE relative à la concession au titre de l'Appendice B – "dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente Liste" – indique que la portée des concessions au titre de l'Appendice B englobe les produits visés par la désignation, même si ces produits ne sont pas mentionnés en tant que produits admis en franchise de droits ailleurs dans la Liste des CE tout entière.

B. ÉLÉMENTS *PRIMA FACIE*

35. Le fait que les CE insistent pour dire que les allégations sont, pour l'une ou l'autre raison, encore vagues découle de leur point de vue erroné selon lequel les plaignants doivent identifier tous les modèles des produits qui sont indûment passibles de droits. Nous n'avons pas à le faire. Une fois que nous avons établi que certains produits sont nécessairement assujettis à tort à des droits, nous avons établi le bien-fondé de notre argumentation. Les plaignants formulent deux allégations distinctes pour les dispositifs d'affichage à écran plat – une allégation fondée sur la concession au titre de l'Appendice A pour la sous-position 8471.60 et une allégation distincte fondée sur la concession au titre de l'Appendice B pour les "dispositifs d'affichage à écran plat".

C. PRODUITS EN CAUSE

36. Les CE soutiennent qu'elles ne savent pas quels produits font l'objet du présent différend. Le Japon et les autres plaignants ont été très clairs sur ce point dès le début du différend, et le Groupe spécial doit simplement confirmer que les CE ont indûment imposé des droits sur certains dispositifs d'affichage à écran plat qui relèvent en fait des concessions accordant une exemption de droits.

37. Les CE soutiennent aussi que les produits qui peuvent être classés dans une autre position pourraient relever de cette définition. Toutefois, la manière dont les produits peuvent être "classés" selon les règles du SH ne détermine pas la question dans un différend relatif aux concessions tarifaires. À dessein, la concession au titre de l'Appendice B inclut certains dispositifs d'affichage à écran plat qui ne sont pas visés par la concession au titre de l'Appendice A. Ce chevauchement ne prive pas de pertinence la concession au titre de l'Appendice A, puisque la position 84.71 vise tout un éventail d'"unités de sortie" en plus des dispositifs d'affichage à écran plat.

38. Les CE semblent faire valoir que le point de vue du Japon quant à la portée des concessions au titre de l'Appendice B est trop large et comprend des produits non visés par l'ATI. Toutefois, cet argument exagère le point de vue du Japon. Le concept "apte à fonctionner avec un ordinateur" signifie davantage que le point de savoir si le dispositif peut simplement recevoir des signaux provenant d'un ordinateur. Ce membre de phrase signifie que les dispositifs d'affichage a écran plat "pour" les ordinateurs personnels, par exemple, doivent être conçus pour être utilisés avec des ordinateurs, de manière à fournir un niveau acceptable de qualité de fonctionnement. Même lorsqu'un connecteur DVI est installé, les moniteurs à écran plat qui peuvent recevoir et afficher des signaux de télévision ne vont pas nécessairement être "pour" un ordinateur. En outre, il pourrait être moins probable que les moniteurs à écran plat ayant un connecteur HDMI soient aptes à fonctionner avec un ordinateur ou d'autres produits visés par l'ATI, parce que le connecteur HDMI est conçu principalement pour des données audiovisuelles. Toutefois, le type de connecteur n'est pas déterminant; ce sont les capacités du dispositif qui déterminent si un moniteur à écran plat donné relève ou non de la concession.

39. Les CE classent parmi les produits passibles de droits des produits qui, en fait, relèvent des concessions au titre de l'Appendice B, simplement parce qu'elles pensent que ces produits devraient être classés dans d'autres positions. Les mesures des CE qui sont contestées en l'espèce présument que la capacité de recevoir des données provenant d'une source autre que des ordinateurs est suffisante pour établir que les dispositifs d'affichage à écran plat sont des produits passibles de droits qui ne sont pas visés par les concessions des CE. Les CE font abstraction d'autres facteurs qui pourraient démontrer que les dispositifs d'affichage à écran plat en cause sont en fait tout à fait aptes à fonctionner avec un ordinateur et ont donc droit à un traitement en franchise de droits, et au lieu de cela, elles assujettissent les dispositifs en question à des droits.

40. Si les CE modifient leurs critères actuels qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC et introduisent de nouveaux critères, ceux-ci pourront être examinés par un groupe spécial de la mise en conformité. Dans l'intervalle, le Groupe spécial peut et devrait se prononcer sur les incompatibilités manifestes avec les règles de l'OMC qui sont en cause.

D. MESURES EN CAUSE

41. Les mesures des CE font comme s'il n'y avait que les concessions au titre de l'Appendice A, puis donnent de cette concession unique une interprétation plus étroite que celle qu'elle devrait recevoir. Les CE prennent le libellé de la note 5 B) a) du chapitre 84 en considérant un dispositif d'affichage à écran plat en cause comme une "unité" d'un ordinateur si ce dispositif est "exclusivement ou principalement" utilisé dans un système informatique puis enlèvent le mot "principalement" sans aucun fondement juridique approprié. Par conséquent, la mesure des CE est incompatible avec les concessions visées par l'Appendice A ou l'Appendice B.

42. Les mesures des CE permettent également à d'autres caractéristiques d'éclipser la capacité des dispositifs d'affichage à écran plat de fonctionner avec un ordinateur. Un produit qui serait par ailleurs exempt de droits perd en quelque sorte son statut s'il comporte une capacité additionnelle. Ce n'est toutefois pas ainsi que le libellé des concessions fonctionne. Si le dispositif d'affichage à écran plat est apte à fonctionner avec un ordinateur (ou un autre produit visé par l'ATI), il relève de l'Appendice A ou de l'Appendice B, ou peut-être des deux.

1. Nomenclature combinée en vigueur

43. Examinons chacune des mesures des CE à tour de rôle. Prise isolément, la nomenclature combinée de 2009 semble refléter la concession au titre de l'Appendice A puisqu'il n'y a pas de droit appliqué à la position NC 8528.51.00 pour les moniteurs autres que les moniteurs à tube cathodique, du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information de la position 84.71. Mais comme les CE elles-mêmes le reconnaissent, la note explicative de la nomenclature combinée relative à la position NC 8528.51.00 restreint la portée de cette ligne tarifaire d'une manière qui est incompatible avec la concession au titre de l'Appendice A.

44. Par ailleurs, s'agissant des dispositifs d'affichage à écran plat en cause, la nomenclature combinée en vigueur ne reflète pas la concession au titre de l'Appendice B, qui inclut des produits autres que ceux qui sont utilisés "exclusivement ou principalement" dans un système informatique. C'est particulièrement le cas lorsque la nomenclature combinée en vigueur est lue conjointement avec la note explicative de la nomenclature combinée et les règlements des CE. Les CE mettent l'accent sur la "prévisibilité" et disent qu'elles n'avaient pas prévu ce résultat. Toutefois, la question juridique en l'espèce est la portée de la concession telle qu'elle est rédigée. La mesure des CE ne tente même pas d'identifier ni de délimiter les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont "pour" les produits visés par l'ATI, autres que les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont utilisés "exclusivement ou principalement" dans un système informatique. Une fois que le Japon a bien expliqué que certains moniteurs à écran plat aptes à fonctionner avec un ordinateur ou d'autres produits visés par l'ATI relevaient d'une position NC passible de droits, il a fourni des éléments *prima facie*.

2. Note explicative de la nomenclature combinée (*arrêt Kamino*)

45. Examinons maintenant la note explicative de la nomenclature combinée qui prévoit des règles concrètes pour l'interprétation de la nomenclature combinée en cause en l'espèce. Les CE tentent de défendre la mesure très problématique qu'est la note explicative de la nomenclature combinée en faisant valoir que "le critère prévu dans la note explicative de la nomenclature combinée ne peut pas

maintenant être considéré comme étant plus probant que d'autres critères énoncés dans les notes explicatives applicables".[1] Les CE semblent être d'avis que la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kamino* sauve en quelque sorte leur mesure. Nous ne sommes pas du tout de cet avis. Premièrement, nous faisons observer que l'arrêt *Kamino*, qui est postérieur à l'établissement du présent Groupe spécial, n'a pas de pertinence directe en l'espèce. Deuxièmement, le Japon n'a pas eu connaissance de modifications apportées à la pratique des CE après l'affaire *Kamino*, et les CE n'ont pas présenté non plus de documents attestant que de telles modifications ont été apportées.

3. Règlements en matière de classement

46. Les CE tentent de défendre ces mesures en disant qu'elles sont en cours d'examen. Toutefois, ces règlements demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient officiellement abrogés. Le présent Groupe spécial peut et devrait constater qu'ils sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

III. MODULES SÉPARÉS

47. Quelle que soit l'importance de la capacité du dispositif de stockage installé dans les modules séparés, cette capacité de stockage est entièrement visée par la "fonction de communication" du dispositif. Prenons l'exemple de la boîte de courrier électronique. Le compte de courrier électronique a besoin d'une grande capacité de stockage pour fonctionner efficacement. Cette fonction de stockage est donc indispensable à la fonction de communication du module séparé, parce qu'un destinataire ne recevrait pas de courriels sans la présence de cette fonction de stockage dans le système de courrier électronique. Le Japon sait que la capacité de stockage permet à ces modules séparés de stocker des enregistrements vidéo. Toutefois, comme les CE le reconnaissent, les dispositifs demeurent des modules séparés ayant une fonction de communication. Ces dispositifs sont admis à bénéficier d'un régime en franchise de droits où qu'ils soient classés.

---

[1] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 60.

ANNEXE C

COMMUNICATIONS DU TAIPEI CHINOIS

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
C-1	Résumé analytique de la première communication écrite du Taipei chinois	C-2
C-2	Résumé analytique de la déclaration orale du Taipei chinois à la première réunion de fond	C-14
C-3	Déclaration orale finale du Taipei chinois à la première réunion de fond	C-18
C-4	Résumé analytique de la deuxième communication écrite du Taipei chinois	C-20
C-5	Résumé analytique de la déclaration orale du Taipei chinois à la deuxième réunion de fond	C-36

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU TAIPEI CHINOIS

I. INTRODUCTION

1. La *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information* ("ATI" ou Accord sur les technologies de l'information) a été signée le 13 décembre 1996 pendant la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Singapour. Les participants à l'ATI sont convenus de consolider et d'éliminer les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994 sur les produits énumérés dans les Appendices de l'ATI.

2. En tant que participant à l'ATI, les Communautés européennes ("CE") ont modifié leur Liste afin de contracter leurs engagements au titre de l'ATI. Plus précisément, elles ont consolidé et éliminé tous les droits de douane et autres droits et impositions sur les produits énumérés dans les Appendices A et B de l'ATI, y compris, entre autres, les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication, certaines "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information" et certains "télécopieurs" ("MFM" ou machines numériques multifonctions).

3. Toutefois, du fait de certaines mesures des CE qui sont contestées dans le présent différend, les CE et leurs États membres appliquent des droits de douane sur les produits susmentionnés, plus précisément un droit de 14 pour cent sur les systèmes d'affichage à écran plat, des droits de 13,9 et 14 pour cent sur les modules séparés et un droit de 6 pour cent sur les MFM. Les CE et leurs États membres soumettent donc le commerce de ces produits provenant entre autres du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE. Ces droits de douane sont plus élevés que ceux de la Liste des CE et soumis à des conditions ou clauses spéciales qui ne sont pas stipulées dans cette liste. Les CE violent donc l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

4. De plus, en ne publiant pas dans les moindres délais certaines mesures de classement en ce qui concerne les modules séparés et en appliquant des droits avant la publication de ces mesures, les CE et leurs États membres ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

II. CONTEXTE FACTUEL

A. PRODUITS EN CAUSE

5. Les systèmes d'affichage à écran plat sont des dispositifs d'affichage aptes à recevoir des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information uniquement, ou aussi bien de machines automatiques de traitement de l'information que d'autres sources. Ils ont généralement plusieurs connecteurs qui vont du connecteur VGA classique à l'interface vidéonumérique ("DVI"), entre autres connecteurs. L'élément commun à tous les systèmes d'affichage à écran plat considérés est qu'ils peuvent uniquement être utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information, ou avec des machines automatiques de traitement de l'information et d'autres appareils.

6. Les modules séparés ayant une fonction de communication sont des dispositifs qui permettent à un appareil de télévision de recevoir et décoder des signaux numériques pour la télévision ("DTV"). Ils comprennent la capacité de connexion à Internet à l'aide d'un modem. Parfois, ils comprennent aussi un disque dur qui permet d'enregistrer des émissions de télévision et d'exécuter d'autres applications accessoires permises par le fournisseur de signaux numériques.

7. Les MFM sont des machines capables d'exécuter deux ou plusieurs des fonctions suivantes: l'impression, le scannage, la copie et la télécopie. Elles peuvent en outre être divisées en deux grandes catégories de produits. La première comprend les MFM qui sont connectables à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau informatique. La seconde comprend les MFM qui ne sont pas connectables à une machine automatique de traitement de l'information mais qui fonctionnent en liaison avec une ligne téléphonique. Aucune des MFM en cause ne comprend une fonction qui fait appel à la technologie de photocopie classique.

B. MESURES EN CAUSE

1. Systèmes d'affichage à écran plat

8. Les CE ont publié le Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission le 26 avril 2005 et le Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission le 29 décembre 2005. En vertu de ces règlements, les moniteurs avec affichage à cristaux liquides (ACL) dotés d'une DVI entre autres connecteurs ont été classés dans le n° 8528.21.90 et soumis à un droit de 14 pour cent. Le classement en tant qu'unités de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information dans la position 8471 est exclu parce que ces moniteurs ne sont pas du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information puisqu'ils peuvent afficher des signaux en provenance d'autres sources qu'une machine automatique de traitement de l'information, comme un système de télévision en circuit fermé, un lecteur de DVD ou un caméscope.

9. Le 30 mai 2008, les CE ont publié une version consolidée des notes explicatives de la nomenclature combinée, 2008/C 133/01, qui confirme que tout système d'affichage à écran plat qui n'est pas utilisé *exclusivement* avec des machines ou des systèmes automatiques de traitement de l'information sera exclu du classement dans une position à droit nul.

10. Le 31 octobre 2008, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 1031/2008 de la Commission modifiant le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil et établissant la nomenclature combinée de 2009 qui classe les systèmes d'affichage à écran plat utilisés exclusivement ou principalement avec des machines automatiques de traitement de l'information dans la position 8528. Toutefois, le droit de douane nul applicable a encore été réservé aux systèmes d'affichage à écran plat utilisés exclusivement ou principalement avec des systèmes automatiques de traitement de l'information conformément aux mesures de classement susmentionnées.

11. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait observer que, par le truchement du Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005 et du Règlement (CE) n° 301/2007 du Conseil du 22 mars 2007, les CE ont suspendu les droits sur certains systèmes d'affichage à écran plat ACL. Ce dernier règlement a expiré le 31 décembre 2008 mais la Commission des CE a présenté une proposition visant à élargir et proroger la suspension des droits.

2. Modules séparés

12. En 2006, la Commission des CE a proposé un projet de note explicative de la nomenclature combinée dans le but d'apporter des éclaircissements sur le type de modules séparés classés dans la sous-position 8528.12.91 de la nomenclature combinée en tant que modules séparés ayant une fonction de communication, et sur le classement des modules séparés dotés d'un disque dur. Le texte de la note explicative en question a été en partie adopté par le Comité du Code des douanes pendant sa réunion d'octobre 2006. Toutefois, le vote sur le projet de note explicative relative aux modules séparés ayant un disque dur n'a pas été adopté avant la réunion d'avril 2007.

13. Même si les notes explicatives de la nomenclature combinée ont été adoptées en octobre 2006 et avril 2007, elles ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne le 7 mai 2008 seulement. Toutefois, elles étaient déjà appliquées par les États membres des CE avant leur publication.

14. Du fait des notes explicatives de la nomenclature combinée, les modules séparés dotés d'un disque dur sont classés comme enregistreurs vidéo dans la position 8521.90.00 de la nomenclature combinée et sont passibles d'un taux de droit de 13,9 pour cent. De plus, les modules séparés qui comprennent des dispositifs donnant accès à Internet, comme les dispositifs RNIS, WLAN ou Ethernet, sont exclus du régime en franchise de droits et classés dans la sous-position 8528.71.19 de la nomenclature combinée passible d'un droit de douane de 14 pour cent au motif que ces dispositifs ne sont pas considérés comme des "modems".

3. MFM

15. Le 9 mars 1999, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission qui classe certaines MFM assurant les fonctions de scannage, d'impression, de télécopie et de photocopie dans la position 9009.12.00 de la nomenclature combinée assujettie à un droit de douane de 6 pour cent. Il en est ainsi parce qu'aucune des fonctions susmentionnées n'est considérée comme conférant au produit son caractère essentiel.

16. Le 9 mars 2006, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission qui classe certaines MFM dotées des fonctions de scannage, d'impression et de copie dans la position 9009.12.00 de la nomenclature combinée assujettie à un droit de douane de 6 pour cent. Il en est ainsi parce qu'aucune des fonctions susmentionnées n'est considérée comme conférant au produit son caractère essentiel.

17. Le Comité du Code des douanes a tenu sa 360ème réunion en 2005. Il est dit dans le rapport de cette réunion que "[l]e Comité est convenu que si un dispositif multifonctionnel (télécopieur, imprimante, scanneur, copieur) est capable de photocopier en noir et blanc 12 pages ou plus par minute (de format A4), cela indique que le produit peut être classé dans la position 9009 en tant qu'appareil de photocopie".

18. Le 31 octobre 2008, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 1031/2008 de la Commission qui prévoit que les MFM assurant une fonction de télécopie et capables de copier au maximum 12 pages monochromes par minute sont passibles d'un droit de douane nul. Toutefois, les MFM qui n'ont pas de fonction de télécopie ou qui sont dotées d'une fonction de télécopie mais sont capables de copier plus de 12 pages par minute sont passibles d'un droit de douane de 6 pour cent.

III. ARGUMENTS

A. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINS SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

1. La Liste des CE incorpore l'Appendice B de l'ATI, qui oblige les CE à accorder l'admission en franchise de droits aux systèmes d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI

19. Selon la Liste des CE, un produit visé par la désignation "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" doit bénéficier du régime en franchise de droits, où que ce produit soit classé. Par conséquent, la question en l'espèce est de déterminer la portée de la concession accordée pour les "dispositifs d'affichage à écran plat". Plus précisément, le Groupe spécial doit décider si les CE sont en droit d'exclure de la portée de la concession pertinente tout système d'affichage à écran plat qui peut recevoir des signaux en provenance d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources en raison de la présence d'une DVI ou d'un autre connecteur. Ces questions seront examinées ci-après à la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne").

a) Sens ordinaire

20. Le sens ordinaire de l'expression "dispositifs d'affichage à écran plat" indique qu'il s'agit de dispositifs à écran mince servant à visualiser des données ou des signaux. Ces dispositifs ont différentes applications, y compris la reproduction de signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information. Toutefois, ils peuvent également visualiser des données provenant d'autres sources. Il découle du sens ordinaire qu'un dispositif d'affichage à écran plat ne se limite *pas* à recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information uniquement.

b) Contexte

21. La concession contenue dans la Liste des CE fait état de "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma, à fluorescence sous vide et autres) *pour les produits relevant du présent accord*, et leurs parties" (pas d'italique dans l'original). Il est clair que la concession exige uniquement que les dispositifs d'affichage à écran plat soient "pour" les produits relevant de l'ATI. Il est donc suffisant que le dispositif d'affichage à écran plat soit utilisé notamment avec des produits relevant de l'ATI et, de ce fait, au moins avec des machines automatiques de traitement de l'information. En conséquence, les systèmes d'affichage à écran plat sont visés par cette concession même s'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information.

22. Deuxièmement, la Liste des CE accorde l'admission en franchise de droits pour un certain nombre de produits même s'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information. À titre d'exemple, une concession est accordée aux "[t]éléprojecteurs à écran plat utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information qui peuvent afficher des informations numériques produites par l'unité centrale de traitement". Il est suffisant que le système d'affichage à écran plat puisse afficher des informations provenant d'une machine automatique de traitement de l'information. Il n'y a pas de raison d'appliquer une interprétation plus restrictive aux systèmes d'affichage à écran plat en cause qui concernent également les technologies d'affichage à écran plat.

23. En dernier lieu, s'agissant de la concession relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat", les CE ont énuméré dans leur Liste modifiée 14 sous-positions de la nomenclature combinée dans lesquelles ces dispositifs pouvaient être classés. Après avoir analysé les 14 sous-positions tarifaires, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu est d'avis qu'elles n'étayent pas l'affirmation selon laquelle les systèmes d'affichage à écran plat sont exclus de ces concessions s'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information.

c) Objet et but

24. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'une interprétation qui exclut de la concession large des CE tout système d'affichage à écran plat qui est apte à recevoir des signaux provenant non seulement de machines automatiques de traitement de l'information mais aussi d'autres sources est contraire à l'objet et au but du GATT de 1994 et de l'ATI.

d) Autres considérations

25. Dans la pratique, les CE ont classé les systèmes d'affichage à écran plat aptes à recevoir des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources dans la position 8471 ou d'autres positions passibles d'un droit de douane nul. Ce classement systématique dans des positions à droit nul a été maintenu jusqu'en 2004, année où les CE ont commencé à reclasser dans des positions passibles de droits d'abord les systèmes d'affichage à écran plat à plasma, puis ceux du type ACL.

2. La Liste des CE incorpore l'Appendice A de l'ATI, qui oblige les CE à accorder l'admission en franchise de droits aux "unités de sortie", y compris certains systèmes d'affichage à écran plat

26. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'indépendamment de la concession accordée pour les "dispositifs d'affichage à écran plat" dans la Liste des CE, la concession accordée en ce qui concerne la sous-position 8471.60 ("[u]nités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire") couvre également certains systèmes d'affichage à écran plat aptes à recevoir des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources.

a) Sens ordinaire

27. Le sens ordinaire de l'expression "unités de sortie" démontre que cette expression est très large et vise tout élément ou article capable de fournir des informations provenant de l'ordinateur. Il découle du sens ordinaire qu'un système d'affichage à écran plat qui peut recevoir des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources est visé par l'expression "unités de sortie". Le sens ordinaire d'"unité de sortie" n'étaye pas l'affirmation selon laquelle un système d'affichage à écran plat relevant de la sous-position 8471.60 doit être apte à recevoir des signaux provenant *uniquement* d'un système informatique.

b) Contexte

28. Dans leur Liste, les CE définissent la sous-position 8471.60 en ces termes: "[u]nités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire". Selon une lecture conjointe de la sous-position 8471.60 et de la position 8471, le membre de phrase "pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire" ne donne pas à penser qu'un système

d'affichage à écran plat capable apte à recevoir des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources serait exclu de la définition de cette sous-position.

29. La structure de la position 8471 contenue dans la Liste des CE confirme également la portée étendue de cette position. Celle-ci couvre manifestement tous les types de technologies de traitement de l'information. De plus, rien dans la désignation des sous-positions relevant de la position 8471 ne donne à penser que seuls les produits aptes à travailler exclusivement avec une machine automatique de traitement de l'information peuvent être classés dans la position 8471. Par conséquent, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que les systèmes d'affichage à écran plat aptes à recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources relèvent de la sous-position 8471.60.

c) Système harmonisé

30. La note 5 B) du chapitre 84 énonce les conditions qu'une unité doit remplir pour être considérée comme une unité d'une machine automatique de traitement de l'information. Elle prescrit notamment que cette unité soit du type utilisé *exclusivement ou principalement* dans un système automatique de traitement de l'information. Il est donc suffisant qu'un système d'affichage à écran plan soit utilisé *principalement* avec une machine automatique de traitement de l'information pour qu'il soit classé dans la position 8471, indépendamment du point de savoir s'il peut recevoir des signaux en provenance d'autres sources.

31. De plus, la note 5 C) du chapitre 84 confirme qu'il y a classement dans la position 8471 même lorsque les unités de la machine automatique de traitement de l'information sont présentées isolément. Cette note n'exige pas une utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information.

d) Autres considérations

32. Dans le Système harmonisé de 2007, les systèmes d'affichage à écran plat qui étaient auparavant classés dans la sous-position 8471.60 sont classés dans la nouvelle sous-position 8528.51 (sous-position NC 8528.51.00), qui est ainsi libellée: "des types *exclusivement ou principalement* destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" (pas d'italique dans l'original). Le Système harmonisé de 2007 a clairement rejeté toute condition relative à une utilisation exclusive en insérant le critère "exclusif ou principal" dans le libellé de la sous-position 8528.51 elle-même.

3. En tant que telles, les mesures en cause violent l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994

33. Du fait des mesures contestées dont il vient d'être question, les CE et leurs États membres imposent des droits de douane sur certains systèmes d'affichage à écran plat, ce qui est incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

34. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu relève que les CE suspendent les droits sur certains systèmes d'affichage à écran plat au moyen des règlements du Conseil susmentionnés. Il estime que les CE violeraient quand même l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 indépendamment de la suspension des droits. La violation existerait parce que le bénéfice du droit de douane nul est subordonné à un certain nombre de conditions qui ne sont pas énoncées dans la Liste des CE.

35. Premièrement, il peut être mis fin unilatéralement aux suspensions de droits dès que les CE estiment que les conditions de leur maintien ne sont plus réunies. Deuxièmement, compte tenu du fait que les règlements du Conseil susmentionnés n'accordent une suspension des droits que sur certains types de systèmes d'affichage à écran plat, il y a divers types de systèmes d'affichage à écran plat qui ne sont pas visés par la suspension des droits en cause et demeurent passibles d'un droit de douane de 14 pour cent.

B. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINS MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

1. La Liste des CE incorpore l'Appendice B de l'ATI, qui oblige les CE à accorder l'admission en franchise de droits pour les modules séparés ayant une fonction de communication

36. Selon la Liste des CE, un produit qui correspond à la désignation des "modules séparés ayant une fonction de communication" doit bénéficier du régime en franchise de droits, où qu'il soit classé. Par conséquent, il s'agit en l'espèce de déterminer la portée de la concession accordée pour les modules séparés. Plus précisément, le Groupe spécial doit décider si les CE sont autorisées à exclure de la portée de la concession pertinente les modules séparés dotés d'un disque dur ou ceux qui comprennent des dispositifs comme les modems RSIN, WLAN ou Ethernet, qui donnent accès à Internet, au motif que ces dispositifs ne sont pas des "modems". Ces questions seront examinées ci-après à la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne.

a) Sens ordinaire

37. Comme indiqué dans la Liste des CE, le produit relevant de la concession en jeu est ainsi défini: "[m]odules séparés ayant une fonction de communication: dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations". Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu examinera d'abord le texte de la concession qui précède les deux-points, puis celui qui suit les deux-points.

i) "Modules séparés ayant une fonction de communication"

38. Le sens ordinaire du texte de la concession est clair. La concession vise les modules séparés ayant n'importe quel type de fonction de communication. Elle ne prescrit pas que les modules séparés aient uniquement une fonction de communication. Par conséquent, il est suffisant que le module séparé ait une fonction de communication, bien qu'il puisse avoir d'autres fonctions, comme une fonction d'enregistrement vidéo.

ii) "dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations"

39. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a examiné le membre de phrase qui suit les deux-points et il ne relève aucun motif pouvant justifier d'exclure de la portée de la concession en jeu les modules séparés qui, *outre* la fonction de communication, sont capables d'exécuter une fonction d'enregistrement ou de reproduction. De plus, l'analyse du terme "modem" montre que ce terme a une portée très large.

b) Contexte

40. Il convient de rappeler que les CE ont cité dans leur Liste les trois sous-positions suivantes en regard des modules séparés dans la deuxième liste: 8517.50.90, 8517.80.90 et 8525.20.99. De plus, la sous-position 8528.12.91 a également été mentionnée dès 2000. Ayant analysé les termes de ces sous-positions de la nomenclature combinée, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu relève qu'ils ne corroborent pas l'affirmation selon laquelle les modules séparés qui exécutent des fonctions qui s'ajoutent à la fonction de communication ne peuvent pas être considérés comme visés par la concession en jeu. De même, ces termes ne prescrivent pas que les modules séparés comprennent des types spécifiques de modems pour relever de l'une de ces sous-positions de la nomenclature combinée.

c) Objet et but

41. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que toute interprétation qui exclurait de la concession des CE les modules séparés ayant d'autres fonctions en plus de la fonction de communication ou les modules séparés qui n'incorporent pas les types de modems énumérés dans la note explicative de la nomenclature combinée en question est contraire à l'objet et au but du GATT de 1994 et de l'ATI.

d) Autres considérations

42. Dans la pratique, le régime qui doit être appliqué à certains modules séparés ayant une fonction de communication a été débattu pour la première fois en 2005 et une première décision sur ces questions a été prise en octobre 2006 seulement. Entre 2000 et 2006, les exportateurs ont bénéficié de l'admission en franchise de droits, comme la Liste des CE le prévoyait.

2. En tant que telles, les mesures en cause violent l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994

43. Du fait des mesures contestées dont il vient d'être question, les CE et leurs États membres imposent des droits sur certains modules séparés ayant une fonction de communication, ce qui est incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

C. EN NE PUBLIANT PAS PENDANT PLUS D'UN AN LES NOTES EXPLICATIVES MODIFIÉES RELATIVES À LA TARIFICATION DE CERTAINS MODULES SÉPARÉS, LES CE ONT VIOLÉ L'ARTICLE X:1 DU GATT DE 1994

44. L'article X:1 du GATT de 1994 dispose que "[l]es lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale ... seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance".

45. Dans la présente affaire, le fait que la note explicative de la nomenclature combinée en cause a été adoptée en octobre 2006 et en avril 2007 mais n'a pas été publiée avant le mois de mai 2008 est clairement incompatible avec la prescription de l'article X:1 du GATT de 1994 relative à une publication "dans les moindres délais".

D. EN APPLIQUANT DES DROITS SUR CERTAINS MODULES SÉPARÉS AVANT LA PUBLICATION OFFICIELLE DES MESURES IMPOSANT LES DROITS, LES CE ONT VIOLÉ L'ARTICLE X:2 DU GATT DE 1994

46. L'article X:2 du GATT de 1994 dispose qu'"[a]ucune mesure d'ordre général … ne sera mise en vigueur avant qu'elle n'ait été publiée officiellement".

47. Certains États membres des CE ont appliqué les notes explicatives de la nomenclature combinée relatives aux modules séparés avant qu'elles n'aient été officiellement publiées. De ce fait, des droits de douane ont été appliqués avant la publication des notes explicatives. Les CE et leurs États membres ont donc agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article X:2 du GATT de 1994.

E. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINES MFM, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

1. La liste des CE incorpore l'Appendice A de l'ATI, qui oblige les CE à accorder l'admission en franchise de droits pour les "unités d'entrée ou de sortie" et les "télécopieurs"

48. En souscrivant à l'ATI, les CE se sont engagées à éliminer tous les droits de douane applicables aux "unités d'entrée ou de sortie" des machines automatiques de traitement de l'information relevant de la sous-position 8471.60 du Système harmonisé et aux télécopieurs relevant de la sous-position 8517.21 du Système harmonisé. Le Groupe spécial doit décider si les CE sont en droit d'exclure de la portée de la concession pertinente toutes les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ou un réseau informatique et n'ayant pas de fonction de télécopie ainsi que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ou un réseau informatique et incluant une fonction de télécopie, lorsqu'elles sont capables de copier plus de 12 pages monochromes par minute. Il doit également déterminer si certaines MFM qui ne peuvent pas être connectées à une machine automatique de traitement de l'information mais fonctionnent en liaison avec un réseau téléphonique peuvent être exclues de la concession. Ces questions seront examinées ci-après à la lumière des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne.

a) Sens ordinaire

i) "Unités d'entrée ou de sortie" et "imprimantes"

49. Les termes "unités d'entrée" et "unités de sortie" au sens de la sous-position 8471.60 du SH font l'objet d'une définition très large. En effet, les "unités de sortie" désignent tout appareil ou toute chose qui reçoit des données ou des informations provenant de machines automatiques de traitement de l'information et les "unités d'entrée" désignent tout appareil ou toute chose qui fournit des données ou des informations à des machines automatiques de traitement de l'information. Ainsi, les MFM qui peuvent être connectées à une machine automatique de traitement de l'information sont des "unités d'entrée" et des "unités de sortie" au sens de la sous-position 8471.60 du Système harmonisé.

50. Parmi les concessions accordées pour les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, l'une se rapporte aux "imprimantes" (sous-position 8471.60.40 de la nomenclature combinée). Le terme "imprimante" désigne un dispositif de sortie qui produit un fichier de données, un texte, etc. imprimé. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu relève que le terme "imprimante" n'exige en aucun cas que les informations ou les données qui sont imprimées proviennent exclusivement d'une machine

automatique de traitement de l'information. De plus, ce terme ne fait jamais référence à un nombre maximum ou minimum de pages qui puissent être produites pour que l'unité soit considérée comme une "imprimante". Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime donc que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par cette concession, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas seulement des "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, mais sont plus spécifiquement des "imprimantes".

ii) Télécopieurs

51. Le terme "télécopieurs" désigne des appareils qui reproduisent des documents graphiques en scannant un original et qui transmettent ensuite les données scannées au moyen de signaux envoyés par un réseau téléphonique. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que les MFM en cause qui ne peuvent pas être connectées à des ordinateurs mais fonctionnent en liaison avec un réseau téléphonique pour transmettre des données appartiennent clairement à la catégorie des "télécopieurs".

iii) Photocopieur/procédé de photocopie

52. Par le jeu des mesures en cause, les CE considèrent toujours les MFM en cause comme des appareils de photocopie. Toutefois, le procédé de photocopie désigne un procédé par lequel une copie est produite par l'action de la lumière sur une surface photosensible. Il y a un lien direct entre l'action de la lumière et la copie qui est produite. Le terme "photocopie" ne comprend donc pas la reproduction d'originaux au moyen de l'impression ou de la transmission d'un fichier de données précédemment scannées comme le font les MFM.

b) Contexte

53. Comme on vient de le dire, la structure de la position 8471 du Système harmonisé confirme clairement que la portée étendue de la position 8471 couvre tous les types de technologies de traitement de l'information. De même, la structure de la position 8517 confirme aussi la portée étendue de cette position. Plus précisément, celle-ci comprend une sous-position résiduelle, intitulée "autres appareils" (sous-position 8517.80), qui confirme que cette position entend viser tous les "appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil". Au contraire, le libellé de la position 9009, à la différence des positions 8471 et 8517, comprend une catégorie très limitée d'appareils. Cette position ne vise que les appareils de photocopie et les appareils de thermocopie, ainsi que leurs pièces et accessoires. Contrairement aux positions 8471 et 8517, la position 9009 ne comprend pas de sous-position résiduelle.

54. Ensuite, il ressort clairement du libellé des chapitres 84 et 85 que ceux-ci sont censés viser un large éventail d'appareils. Le chapitre 84 vise les machines et appareils mécaniques et leurs pièces, tandis que le chapitre 85 vise les machines et matériels électriques et leurs pièces. Par contre, le chapitre 90 vise des instruments ou appareils très spécifiques, qui font l'objet d'une énumération exhaustive, à savoir les instruments ou appareils optiques, photographiques, cinématographiques, médicaux, chirurgicaux, de mesure, de vérification et de précision. Contrairement aux chapitres 84 et 85, le chapitre 90 devrait donc faire l'objet d'une interprétation restrictive.

55. Enfin, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu mentionne les positions 8525 et 9006 de la Liste des CE, qui comprennent toutes deux les caméras, afin d'illustrer la distinction qui est faite dans la Liste des CE entre les produits numériques et les produits non numériques. Dans la Liste des CE, les caméras numériques sont classées dans la

sous-position 8525.40 du Système harmonisé, plus précisément dans la sous-position 8525.40.11 de la nomenclature combinée, en tant qu'"appareils de prise de vues fixes vidéo – numériques" tandis que les appareils photographiques sont classés dans la position 9006 du SH. Cette distinction est importante et étaye l'interprétation selon laquelle les "appareils de photocopie" qui sont inclus dans le chapitre 90 ne visent pas la copie numérique.

c) Système harmonisé

56. Comme on l'a indiqué plus haut, aux termes de la note 5 B) du chapitre 84, une "unité" d'une machine automatique de traitement de l'information doit être du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information. La plupart des fonctions des MFM en cause, c'est-à-dire l'impression et le scannage, sont conçues pour être utilisées en liaison avec une machine automatique de traitement de l'information et sont donc des fonctions d'un appareil utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information.

57. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait observer que cette utilisation principale n'est, en réalité, même pas exigée pour les MFM en cause. La note 5 D) du chapitre 84 précise qu'une imprimante demeure visée par la position 8471 du Système harmonisé même si elle n'est pas utilisée exclusivement ni même principalement avec un système automatique de traitement de l'information. Par conséquent, dans la mesure où les MFM en cause sont des imprimantes, elles n'ont pas besoin d'être utilisées exclusivement ou principalement avec un système automatique de traitement de l'information pour relever de la position 8471 du Système harmonisé.

58. Enfin, la note explicative du Système harmonisé relative à la position 9009 confirme que le terme "photocopie" n'inclut pas la conversion d'une image en données numériques par un scanneur et l'impression de ces données par l'imprimante.

d) Objet et but

59. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'une interprétation qui exclut de la concession des CE les MFM qui n'incorporent pas de fonction de télécopie ou qui incorporent une fonction de télécopie mais sont capables de copier plus de 12 pages monochromes par minute est contraire à l'objet et au but du GATT de 1994 et de l'ATI. L'exclusion de certaines MFM qui ont une fonction de télécopie et qui ne peuvent pas être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à réseau informatique est également contraire à l'objet et au but du GATT de 1994 et de l'ATI.

e) Autres considérations

i) Certains RTC relatifs aux MFM

60. Dans la pratique, divers RTC confirment le classement dans les positions 8517 ou 8471 des MFM qui peuvent être connectées à des machines automatiques de traitement de l'information. Le caractère multifonctionnel n'a en aucun cas justifié le classement du dispositif en tant que copieur sauf si celui-ci ne pouvait pas être connecté à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau informatique et n'avait pas de connexion de télécopie.

ii) Certains documents du Système harmonisé

61. Dans le SH de 2007, la portée de la position 8443 a été élargie afin de couvrir les MFM qui relevaient précédemment des positions 8471 et 8517. La position 8443 inclut maintenant l'ensemble des imprimantes, télécopieurs, photocopieurs et copieurs numériques, ainsi que les MFM. La structure de la position 8443 du SH et la note explicative du SH relative à cette position confirment la différence entre la copie numérique et la photocopie.

62. De plus, la nouvelle note 5 D) du chapitre 84 du SH de 2007 dit que la position 8471 ne couvre pas "les imprimantes, les copieurs, les télécopieurs, même combinés entre eux" lorsqu'ils sont présentés isolément. En jugeant nécessaire d'exclure expressément les MFM de la portée de la concession 8471, cette note reconnaît que ces MFM étaient classées à bon droit dans la position 8471 dans le SH de 1996.

2. En tant que telles, les mesures en cause violent l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994

63. Du fait des mesures contestées dont il vient d'être question, les CE et leurs États membres imposent des droits de douane sur certaines MFM, ce qui est incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

IV. CONCLUSIONS

64. Pour toutes les raisons susmentionnées, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande que le Groupe spécial constate que:

a) les mesures des CE ayant trait aux systèmes d'affichage à écran plat sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

b) les mesures des CE ayant trait aux modules séparés ayant une fonction de communication sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

c) les mesures des CE ayant trait aux modules séparés ayant une fonction de communication sont incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994;

d) les mesures des CE ayant trait aux "unités d'entrée ou de sortie" et aux télécopieurs sont incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU TAIPEI CHINOIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. Pour la première fois depuis son accession à l'OMC, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu se voit dans l'obligation de déposer une plainte à l'OMC. Cette mesure sans précédent s'explique par l'importance des flux commerciaux visés ainsi que par la nature évidente des violations commises par les CE.

2. Selon ce qui a été coordonné entre les plaignants, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu traitera essentiellement dans la présente déclaration liminaire de l'un des produits visés, à savoir les dispositifs d'affichage à écran plat. Pour ce qui est des MFM et des modules séparés, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souscrit à ce que les États-Unis et le Japon ont dit dans leurs déclarations liminaires.

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

3. À première vue, la présente affaire est très simple. La question dont le présent Groupe spécial est saisi est de savoir si les CE sont en droit d'exclure les dispositifs d'affichage à écran plat de la portée de la concession simplement parce que ceux-ci sont aptes à recevoir et à reproduire des signaux provenant aussi bien de machines automatiques de traitement de l'information que d'autres sources (certains de ces dispositifs peuvent même uniquement reproduire des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information). De fait, aux termes des mesures contestées, le simple fait qu'un dispositif d'affichage à écran plat peut être connecté à un appareil autre qu'une machine automatique de traitement de l'information entraînera automatiquement l'exclusion de ce dispositif de la portée de la concession visant les dispositifs d'affichage à écran plat destinés à des produits relevant de l'ATI.

4. La CJCE, qui est le plus haut tribunal des CE, a été d'avis dans l'arrêt *Kamino* que les mots "exclusivement ou principalement", qui déterminent si un produit peut être considéré comme relevant de la sous-position 8471.60 du Système harmonisé, ne pouvaient pas être interprétés comme exigeant l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information. Dans cette affaire, la CJCE a donc confirmé que les CE n'étaient pas juridiquement autorisées à exclure les dispositifs d'affichage à écran plat du classement dans la sous-position 8471.60 du Système harmonisé pour la seule raison que ces appareils pouvaient aussi être connectés à un dispositif autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, par exemple, simplement parce que le dispositif d'affichage à écran plat était muni d'un connecteur DVI.

5. Dans leur communication, les CE ont formulé certaines observations préliminaires dans lesquelles elles ont affirmé que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* au sujet des dispositifs d'affichage à écran plat. Aucune de ces observations n'est exacte.

6. Premièrement, les CE semblent faire valoir qu'elles ne savent pas quel est le produit dont le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu conteste précisément le traitement. Comme celui-ci l'a dit dans sa communication, la plainte se rapporte au traitement accordé par les CE à tous les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à recevoir et reproduire des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information uniquement, et aussi bien de machines automatiques de traitement de l'information que d'autres appareils. Les dispositifs

d'affichage à écran plat en cause peuvent faire appel à d'autres technologies que celle du tube cathodique, comme l'affichage à cristaux liquides (ACL), le plasma et la diode électroluminescente organique.

7. Deuxièmement, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a jamais allégué que les obligations des CE découlaient directement de l'ATI. Il ressort clairement de sa communication qu'à son avis, les CE ont violé leurs obligations dans le cadre de l'OMC en soumettant les produits en cause à un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste.

8. Troisièmement, le fait que les CE ont temporairement suspendu leurs droits de douane sur une partie des produits visés par le présent différend ne fait pas disparaître la violation de l'article II du GATT de 1994. En effet, cette suspension est temporaire et subordonnée à un certain nombre de conditions qui ne figurent pas dans la Liste des CE. Celles-ci n'ont même pas répondu à cet argument.

9. Enfin, les CE font valoir que les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à recevoir des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information et d'autres sources ne sont pas automatiquement exclus du régime à droit nul. Elles avancent donc que l'allégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne peut pas servir à contester les mesures des CE en tant que telles. Toutefois, pour justifier une allégation "en tant que tel", il n'est pas nécessaire que les plaignants démontrent que la mesure en cause entraîne "toujours" une violation des Accords visés de l'OMC. Il est suffisant de démontrer qu'au moins à certains égards, la mesure en cause aboutira nécessairement à une telle violation.

II. ARGUMENTS

10. La concession de la Liste des CE relative aux dispositifs d'affichage à écran plat comporte deux volets. La première partie de la concession est basée sur l'Appendice A de l'ATI et prévoit un droit de douane nul pour un certain nombre de sous-positions du Système harmonisé dans lesquelles les dispositifs d'affichage à écran plat pourraient être classés, plus précisément les unités d'entrée ou de sortie de machines automatiques de traitement de l'information de la sous-position 8471.60.

11. Les CE incorporent également dans leur Liste les produits énumérés dans l'Appendice B de l'ATI, y compris, entre autres, les dispositifs d'affichage à écran plat. S'agissant des dispositifs d'affichage à écran plat visés par l'Appendice B et incorporés dans la Liste des CE, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que l'interprétation du Groupe spécial dans le présent différend devrait commencer par les termes de la note liminaire de la Liste des CE. En effet, dans la note liminaire, les CE se sont engagées, pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la Liste, à consolider et éliminer les droits de douane sur le produit en question, où que le produit soit classé.

12. Le sens du membre de phrase "où que le produit soit classé" est à la fois crucial et explicite. Indépendamment de la position ou sous-position spécifique dans laquelle un produit donné est classé dans la Liste des CE, tout produit qui correspond à la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat figurant dans la Liste des CE doit bénéficier de l'admission en franchise de droits, "où que le produit soit classé".

13. Il n'y a donc pas de doute que les 14 sous-positions de la nomenclature combinée qui figurent à côté de la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat dans la note liminaire de la Liste des CE sont simplement exemplatives et non exhaustives. L'argument des CE selon lequel leurs obligations en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat relevant de l'Appendice B se

limitent uniquement à ces codes du Système harmonisé est faux. De plus, ce faisant, les CE ne donnent pas un sens approprié au membre de phrase "*où que le produit soit classé*".

A. APPENDICE B

14. Il découle du sens ordinaire qu'un dispositif d'affichage à écran plat ne se limite pas à recevoir des signaux provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information. Le reste du libellé de la concession, de même que le contexte, étaye cette conclusion.

15. Le produit en question est désigné comme étant "*pour* les produits relevant du présent accord" et il est clair que la concession exige que les dispositifs d'affichage à écran plat soient "pour" les produits relevant de l'ATI. Le sens ordinaire de "pour", tel qu'il est donné dans les dictionnaires, est extrêmement large et englobe diverses situations possibles. Compte tenu de cela, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu conclut que les dispositifs d'affichage à écran plat "pour les produits relevant du présent accord" devraient être interprétés comme comprenant les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à fonctionner avec des produits relevant de l'ATI ou à être incorporés dans ces produits, même si d'autres utilisations peuvent être possibles.

16. Cette conclusion est également étayée par d'autres concessions figurant dans la Liste des CE. À titre d'exemple, aussi bien la concession relative aux "téléprojecteurs à écran plat" que les 14 sous-positions figurant à côté de la désignation des dispositifs d'affichage à écran plat confirment que les dispositifs d'affichage à écran plat ne sont pas exclus de ces concessions pour le simple motif qu'ils peuvent être connectés à des appareils autres que des machines automatiques de traitement de l'information.

17. Comme le Groupe spécial et l'Organe d'appel l'ont exigé dans des différends antérieurs, les concessions en cause doivent être interprétées à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994, qui consistent, entre autres choses, à favoriser l'expansion du commerce des marchandises et la réduction substantielle des droits de douane.

18. À cet égard, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que toute interprétation qui exclut de la concession des CE les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à recevoir des signaux provenant aussi bien de machines automatiques de traitement de l'information que d'autres sources, notamment parce que les dispositifs d'affichage à écran plat sont munis d'un connecteur DVI, est contraire à l'objectif qu'est l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information tel qu'il est éclairé non seulement par l'ATI, mais aussi par l'Accord sur l'OMC et le GATT de 1994.

19. En dernier lieu, les CE tentent de construire une argumentation à partir de l'historique de la négociation de l'ATI. Toutefois, dans la présente affaire, les références faites par les CE à l'historique de la négociation allégué sont partielles et peu convaincantes. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne voit pas comment ces références peuvent être utilisées pour clarifier la portée des concessions en cause.

B. APPENDICE A

20. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait observer que les CE n'ont pas traité l'argument relatif à l'Appendice A qu'ils ont avancé dans leur première communication écrite.

21. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'indépendamment de la concession accordée pour les "dispositifs d'affichage à écran plat" dans la Liste des CE, la concession accordée en ce qui concerne la sous-position 8471.60 couvre également les dispositifs d'affichage à écran plat aptes à recevoir des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources.

22. Le sens ordinaire de l'expression "unités de sortie" dans la sous-position 8471.60 démontre que cette expression est très large et n'étaye pas l'affirmation selon laquelle un dispositif d'affichage à écran plat relevant de la sous-position 8471.60 doit être apte à recevoir des signaux provenant uniquement d'un système informatique.

23. Cette conclusion est étayée par le SH de 1996. La note 5 B) du chapitre 84 de ce système harmonisé énonce les conditions qu'une unité doit remplir pour être considérée comme une unité d'une machine automatique de traitement de l'information. Entre autres choses, la note 5 B) prescrit que cette unité soit du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information. Il est donc suffisant qu'un dispositif d'affichage à écran plat soit utilisé principalement avec une machine automatique de traitement de l'information pour être classé dans la position 8471, indépendamment du point de savoir s'il est également apte à recevoir des signaux provenant d'autres sources. Aux termes des mesures des CE, toutefois, tout dispositif apte à recevoir des signaux provenant d'autres sources (ainsi que certains dispositifs qui ne le sont pas) sont passibles de droits.

III. CONCLUSION

24. En conclusion, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'il ne peut y avoir aucune justification juridique au fait que les CE n'accordent pas l'admission en franchise de droits aux dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à recevoir des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information uniquement ou aussi bien de machines automatiques de traitement de l'information que d'autres appareils. Il soutient donc qu'en tant que telles, les mesures en cause violent l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

ANNEXE C-3

DÉCLARATION ORALE FINALE DU TAIPEI CHINOIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

1. Au cours des trois derniers jours, nous avons vu clairement que les CE n'ont pas répondu aux allégations et aux arguments avancés par les coplaignants dans le présent différend.

2. Les CE ont constamment tenté de transformer le différend en un différend relatif au classement tarifaire de produits, ce qu'il n'est pas. La question dont le présent Groupe spécial est saisi est de savoir jusqu'à quel point les mesures contestées des CE entraînent nécessairement une violation de l'article II du GATT de 1994. La différence est fondamentale. S'il s'agissait d'une question de classement, la démarche consisterait à appliquer correctement les règles de classement pertinentes. Toutefois, comme le présent différend porte sur la question de savoir si le régime tarifaire résultant des mesures des CE est compatible avec la Liste des CE, il est nécessaire d'examiner les concessions des CE conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969). Il est frappant de constater que si les plaignants ont analysé chacune des concessions en question à partir du sens ordinaire des termes employés, les CE ne l'ont tout simplement pas fait.

3. Nous tenons à faire observer, une fois de plus, que le SH n'est manifestement pas du tout pertinent pour l'interprétation des concessions qui ont été accordées par les CE conformément à l'Appendice B de l'ATI. En fait, ces concessions sont définies non pas par le SH mais par des désignations de produits formulées en termes commerciaux. La Liste des CE prévoit en outre que ces produits seront admis en franchise de droits "où [qu'ils soient] classé[s]".

4. Nous relevons que les CE n'ont pas cessé de prétendre qu'elles ignorent ce qui leur était reproché, alléguant un manque de clarté dans l'indication des produits et des mesures en cause. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, "l'indication des produits en cause doit découler des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial … En d'autres termes, c'est la mesure en cause qui définira généralement le produit en cause".[1]

5. Les coplaignants ont clairement indiqué les mesures contestées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

6. Nous voudrions démontrer au moyen de l'une des mesures en cause, soit les notes explicatives de la nomenclature combinée, comment les produits en cause sont définis par les mesures en ce qui a trait aux dispositifs d'affichage à écran plat. Selon la Liste des CE, tous les dispositifs d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information doivent bénéficier de l'admission en franchise de droits. Toutefois, la note explicative de la NC exclut du régime en franchise de droits tous les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à recevoir des signaux émis par un appareil autre qu'une machine automatique de traitement de l'information ou qui peuvent être connectés à une source vidéo autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou même simplement parce qu'ils ont une interface vidéonumérique (DVI).

[1] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 167.

I. SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

7. Nous voudrions ajouter quelques mots sur la question des dispositifs d'affichage à écran plat, plus précisément sur la Liste des CE concernant les "dispositifs d'affichage à écran plat".

8. Les CE ont fait valoir que les codes NC indiqués à côté de la désignation de produits figurant dans l'Appendice B étaient exhaustifs et définissaient toute la portée des concessions relevant de l'Appendice B. Cette interprétation n'est tout simplement pas acceptable car elle rend inutile la note liminaire qui accorde expressément l'admission en franchise de droits pour cette concession où que le produit soit classé.

II. MFM

9. Nous souscrivons aux déclarations finales qui ont été faites par les coplaignants sur les MFM. Je tiens toutefois à ajouter les observations suivantes.

10. Contrairement à ce que les CE estiment et comme on l'a dit plus haut, la question à résoudre n'a rien à voir avec le classement. Toutefois, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait observer que dans la mesure où les règles de classement sont pertinentes en tant que contexte, les CE font erreur dans leur présentation des règles de classement applicables, dans certains cas, même en contradiction flagrante avec les décisions de la CJCE.

11. Dans le cas des MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information, les CE les classent dans la position 9009.12 chaque fois que la vitesse de copie excède 12 pages par minute. De toute évidence, elles n'ont pas expliqué pourquoi une MFM ayant une vitesse de copie supérieure à 12 pages par minute était automatiquement un photocopieur.

12. Malheureusement, les CE n'ont pas du tout abordé les questions susmentionnées dans leur première communication ni à la première réunion de fond.

III. MODULES SÉPARÉS

13. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souscrit également aux remarques finales qui ont été faites par les autres plaignants au sujet des modules séparés et les appuie sans réserve. Il tient simplement à ajouter l'observation suivante.

14. Les CE ont fait valoir que les modules séparés devaient être analysés "au cas par cas". Toutefois, elles ne procèdent pas à cette analyse au cas par cas. À titre d'exemple, tout module séparé muni d'un disque dur est exclu du régime en franchise de droits et ce, indépendamment de la capacité du disque dur. L'affirmation des CE selon laquelle certains modules séparés munis d'un disque dur bénéficient de l'admission en franchise de droits n'est manifestement pas conforme aux mesures en cause adoptées par les CE elles-mêmes.

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu vous remercie de votre attention.

ANNEXE C-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU TAIPEI CHINOIS

I. QUESTIONS HORIZONTALES

A. ATI

1. L'ATI fait partie du "contexte" au sens de l'article 31.2 a) de la *Convention de Vienne* aux fins de l'interprétation de la Liste des CE. En effet, l'ATI est un "instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité" et a été "accepté" par tous les Membres de l'OMC en tant qu'instrument ayant rapport à la Liste de concessions. De plus, l'ATI est également pertinent pour déterminer l'objet et le but du traité aux fins du présent différend.

2. Les CE souscrivent à ce qui précède, mais allèguent que les plaignants ont choisi arbitrairement certaines parties de l'ATI, les ont prises isolément et les ont "incorporées" dans l'exercice d'interprétation de la Liste des CE.

3. L'allégation des CE est erronée. L'analyse de l'ATI dans son ensemble confirme clairement l'importance primordiale pour l'interprétation du fait que le but de l'ATI est d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des TI. C'est l'importance excessive que les CE ont accordée au point 3 de l'Annexe de l'ATI portant sur les négociations futures qui constitue en fait une lecture sélective de l'ATI.

4. En outre, les documents présentés par les CE dont elles ont dit qu'ils constituaient les négociations de l'ATI ne peuvent pas être considérés comme des "travaux préparatoires" ni comme aucune autre forme de "moyens complémentaires d'interprétation" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

5. En effet, ces documents sont des documents informels échangés entre certains participants à l'ATI, qui n'ont pas été publiés ni communiqués à toutes les parties. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a pas eu et n'a pas accès à tous les documents dont les CE ont dit qu'ils faisaient partie de l'"historique des négociations" et il demande donc au Groupe spécial de ne pas s'en servir pour déterminer l'interprétation des concessions des CE.

6. En tout état de cause, il est possible de faire appel aux moyens complémentaires d'interprétation uniquement lorsque "l'interprétation donnée à la lumière de l'article 31 laisse le sens d'une disposition conventionnelle ambigu ou obscur, ou en vue de confirmer le sens résultant de l'application des méthodes d'interprétation énumérées à l'article 31". Ce n'est pas le cas en l'espèce. Le sens de la concession tel qu'il est établi conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne* est très clair, ainsi que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu l'a expliqué dans ses première et deuxième communications écrites.

B. LE PRÉSENT DIFFÉREND PORTE SUR LE RÉGIME TARIFAIRE ET NON SUR LE CLASSEMENT TARIFAIRE

7. Le fait que le présent différend porte sur le régime tarifaire et non sur le classement tarifaire a des effets concrets importants.

8. Premièrement, cela veut dire que les règles de classement, plus précisément le SH, ne sont pas au cœur du présent différend et peuvent tout au plus être pertinentes en tant que partie du contexte uniquement. Puisqu'il fait partie du contexte, le SH n'est qu'un élément parmi d'autres et n'est ni décisif ni déterminant pour l'exercice d'interprétation. De plus, cela implique que le Groupe spécial devrait s'abstenir d'appliquer ces règles automatiquement, par exemple, la RGI 3 c).

9. Deuxièmement, cela veut dire que les règles de classement tarifaire ne sont pas d'égale pertinence pour interpréter les concessions. La pertinence des règles dépend de la concession qui est examinée. À cet égard, le SH n'est pas pertinent pour l'interprétation des concessions accordées par les CE conformément à l'Appendice B de l'ATI, étant donné que ces concessions sont fondées sur les désignations de produits et non sur les positions du SH.

C. CONDITIONS POUR FAIRE ADMETTRE UNE ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL"

10. Premièrement, la partie plaignante qui formule une allégation "en tant que tel" n'a pas à présenter d'éléments de preuve concernant *l'application* des mesures qui sont contestées, comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*. Les éléments de preuve prendront, dans un premier temps, la forme des textes législatifs pertinents. Ils peuvent être étayés par des éléments de preuve de l'application de ces textes législatifs, mais ne doivent pas nécessairement l'être.

11. Deuxièmement, pour faire admettre une allégation "en tant que tel", il n'est pas nécessaire de démontrer que les mesures en cause aboutiront *dans tous les cas* ou *toujours* à un résultat incompatible avec les règles de l'OMC. Comme le Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles* l'a souligné, il suffit qu'un *aspect* ou *élément* bien précis des critères énoncés dans les mesures en cause entraîne nécessairement une violation des Accords de l'OMC.

D. TOUTES LES MESURES CONTESTÉES SONT EN VIGUEUR ET PERTINENTES

12. Premièrement, en ce qui concerne certaines mesures contestées, les CE allèguent qu'elles ont perdu leur pertinence puisque les codes NC indiqués dans ces mesures ont été modifiés du fait de l'entrée en vigueur de la NC de 2007.

13. C'est inexact. Chacune de ces mesures est valable et produit un effet juridique, et ne disparaîtra de l'ordre juridique communautaire que lorsqu'elle sera expressément abrogée par la Commission des CE ou expressément annulée par la CJCE. C'est ce que confirme la manière dont les CE ont traité les modifications résultant de changements antérieures apportés au SH ou à la NC, par exemple le Règlement (CE) n° 705/2205 de la Commission qui a expressément modifié et abrogé certains règlements sur le classement des marchandises dans la NC. En outre, cela est compatible avec le principe de sécurité juridique que les CE elles-mêmes ont reconnu.

14. Deuxièmement, les CE ont apparemment fait valoir que les mesures qui sont incompatibles avec l'interprétation donnée par la CJCE dans les affaires *Kamino* et *Kip* ont perdu leur validité. Toutefois, dans ces affaires, la CJCE n'a annulé aucune mesure et ces mesures sont donc, en droit, toujours en vigueur et applicables. Les mesures ne disparaîtront du système juridique communautaire que lorsqu'elle seront expressément abrogées par la Commission des CE ou expressément annulées par la CJCE. Il n'existe pas d'annulation implicite ni d'annulation par analogie dans le droit communautaire.

15. Troisièmement, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait préciser que, contrairement à ce que les CE allèguent, les notes explicatives de la NC sont

juridiquement contraignantes. La déclaration de la CJCE selon laquelle "[les notes explicatives de la NC n'ont pas] force obligatoire de droit" se rapporte au fait que ces notes ne peuvent pas modifier la portée de la NC, mais elle ne se rapporte certainement pas au fait que les autorités douanières sont libres d'en faire abstraction. C'est ce que confirment les faits suivants: premièrement, les RTC cessent d'être valables lorsqu'ils ne sont plus compatibles avec l'interprétation de la NC en raison d'une modification apportée aux notes explicatives de la NC (article 12 5) du Conseil de coopération douanière (CCD)); deuxièmement, le président du Comité de la nomenclature a dit que "dès qu'un avis [avait fait] l'objet d'un vote, les États membres [pouvaient] communiquer des RTC pour les produits en question, même avant que la mesure ne soit adoptée par la Commission et publiée au Journal officiel"; troisièmement, si les États membres ne suivent pas les notes explicatives de la NC et perçoivent de ce fait moins de droits de douane, la Commission des CE est autorisée à réclamer la différence sur le budget des États membres et conserve l'option d'exercer un recours contre cet État membre pour infraction à l'article 10 du Traité CE. Comme les CE l'ont souligné dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, les notes explicatives de la NC font partie des "instruments utilisés pour assurer une pratique uniforme en matière de classement au sein des CE". En dernier lieu, il faut souligner que le fait que les notes explicatives de la NC ne peuvent pas contredire le libellé de la NC ne veut pas dire que, comme les CE semblent l'alléguer, les autorités douanières soient libres de faire abstraction d'une note explicative de la NC de leur propre chef lorsqu'elles sont d'avis que cette note contredit le libellé de la position. Les autorités nationales ne feront pas abstraction d'une note explicative de la NC, même si sa teneur contredit celle d'une position, tant que la Commission des CE n'aura pas modifié cette note.

16. Par ailleurs, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à souligner que compte tenu des précisions données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, les notes explicatives de la NC constituent nécessairement des "mesures" qui peuvent être contestées "en tant que telles".

E. QUESTIONS D'INTERPRÉTATION TOUCHANT AUX CONCESSIONS INCORPORÉES DANS LA LISTE DES CE

17. Premièrement, au moyen de la note liminaire incorporée dans leur Liste, les CE se sont engagées à admettre en franchise de droits tous les produits désignés à l'Appendice B ou pour cet appendice, où qu'ils soient classés. Les différents codes NC indiqués par les CE lors de la mise en œuvre de l'ATI indiquent simplement de quelles positions, selon les CE, les produits en question relevaient dans la NC. Toutefois, ils n'"épuisent" pas les définitions incorporées dans la Liste des CE. L'interprétation donnée par les CE est contredite par le texte de la note liminaire, rendant celle-ci inutile, et est également contredite par le texte de l'ATI.

18. Deuxièmement, les progrès technologiques n'ont pas d'incidence sur le traitement tarifaire. De l'avis du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, bien que les concessions soient accordées à un certain moment dans le temps, elles ne se limitent pas, comme les CE semblent l'affirmer, aux produits qui existaient à ce moment-là. Ce qui est pertinent, c'est de déterminer si un produit, sur la base de ses caractéristiques objectives, relève de la portée des concessions interprétées en fonction de leur sens ordinaire, du contexte ainsi que de l'objet et du but. Du moment que le produit en question correspond à la désignation du produit visé par la concession, il importe peu qu'il soit technologiquement plus avancé que les produits qui existaient lorsque la concession a été accordée. Ce produit doit recevoir le traitement prévu dans la concession. Cela est compatible avec la position exprimée par le groupe spécial dans le différend du GATT "Majoration des droits consolidés par la Grèce".

II. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINS DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Le produit en cause a été défini avec suffisamment de précision

19. Les CE se plaignent de l'absence alléguée d'une définition précise des produits en cause. Outre le fait que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a donné une définition précise du produit en cause, il tient à souligner que l'Organe d'appel a précisé dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet* que c'était la mesure en cause qui définissait généralement le produit en cause. Dans le présent différend, les plaignants ont clairement indiqué les mesures contestées qui, par voie de conséquence, définissent les produits en cause.

20. La confusion des CE semble être attribuable à une mauvaise compréhension des allégations qui sont formulées en l'espèce. Les produits en cause ne se limitent pas à ceux qui sont mentionnés à titre d'exemple, comme les moniteurs ACL ayant la DVI. Ces produits sont ceux que les mesures en cause définissent, et les allégations sont formulées au sujet de certains aspects des mesures qui aboutissent nécessairement à un résultat incompatible avec les règles de l'OMC.

2. Les obligations figurant dans la Liste des CE ont été indiquées avec précision

21. L'allégation des CE relative au fait que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a pas indiqué la concession en cause et l'endroit où elle était prévue est infondée. Dans sa première communication écrite, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a clairement indiqué la teneur précise de la concession. De plus, contrairement à ce que les CE allèguent, il a également précisé que les codes NC indiqués par les CE n'avaient qu'une valeur d'exemple. Ces codes peuvent servir de "contexte" mais ils ne déterminent en aucun cas la portée de la concession qui est basée sur la désignation de produit. Enfin, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu conteste les arguments des CE voulant que, lorsque la concession des CE figure dans la Liste de ces dernières et est accompagnée d'un certain code SH/NC, certaines différences dans son interprétation peuvent être admises. Cette position revient à dire que les Membres de l'OMC sont convenus qu'il pouvait y avoir une différence entre eux quant à la portée de concessions qui sont libellées d'une façon identique, en fonction des codes indiqués en regard de la désignation de produits. Cela va à l'encontre du libellé de l'ATI et de la concession des CE.

3. Les CE ont décrit d'une façon inexacte l'allégation des plaignants

22. Les CE ont décrit d'une façon inexacte l'allégation des plaignants. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a pas fait observer que la présence d'un connecteur DVI déterminait si un moniteur ACL devait être admis en franchise de droits. Au contraire, il a fait valoir que la présence d'un connecteur DVI ne pouvait pas automatiquement exclure un dispositif d'affichage à écran plat du régime en franchise de droits. Tel est, en réalité, l'effet des mesures en cause.

23. Les CE font valoir qu'il est inexact d'alléguer qu'elles imposeront des droits en se fondant sur le simple fait que le dispositif d'affichage à écran plat "puisse" être utilisé avec autre chose qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou du fait qu'il est simplement apte à être connecté à une machine autre qu'une machine automatique de traitement de l'information. Les CE invoquent le point 1 du Règlement (CE) n° 2171/2005 à l'appui de leur argument. Toutefois, le

point 1 dudit règlement ne fait pas l'objet du présent différend. En outre, le produit désigné au point 1 ne peut être utilisé qu'avec une machine automatique de traitement de l'information. Il ne peut pas reproduire correctement des signaux provenant d'une source externe autre qu'une machine automatique de traitement de l'information.

4. Les dispositifs d'affichage à écran plat en cause ne sont ni des moniteurs ACL multifonctions ni de nouveaux produits

24. La plainte formulée par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne se limite pas aux "moniteurs multifonctions", mais vise tous les dispositifs d'affichage à écran plat qui peuvent recevoir et reproduire des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information et ce, indépendamment du point de savoir si le dispositif peut aussi recevoir et reproduire des signaux provenant d'autres sources.

25. L'apparition d'un produit comportant des caractéristiques supplémentaires ou améliorées qui n'existaient pas lorsque la concession a été accordée ne fait pas de ce produit un produit "nouveau" et n'est pas une raison d'exclure ce produit de la portée de la concession.

5. Mesures en cause

26. Il y a cinq mesures en cause. Il convient de faire observer que i) le Règlement (CE) n° 179/2009 du Conseil dont les CE ont dit qu'il remplaçait le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil établit simplement une nouvelle suspension des droits que les CE ont la faculté d'accorder à discrétion et dont la durée est limitée; ii) les Règlements (CE) n° 634/2005 et 2171/2005 n'ont pas perdu leur pertinence, comme les CE l'ont allégué, car ils n'ont pas été abrogés ni modifiés par un autre règlement, ni annulés par la CJCE; iii) la déclaration des CE selon laquelle le Règlement (CE) n° 2658/87 tel qu'il a été modifié pour la dernière fois applique un droit nul aux moniteurs "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" ne tient pas compte du fait que les dispositifs d'affichage à écran plat sont passibles d'un droit nul indépendamment de l'utilisation exclusive ou principale avec une machine automatique de traitement de l'information conformément à la concession accordée par les CE en vertu de l'Appendice B de l'ATI; et iv) les notes explicatives de la NC sont en fait juridiquement contraignantes.

B. INTERPRÉTATION DES CONCESSIONS

1. Sens ordinaire

a) Concession des CE relative aux "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information

27. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fourni des éléments *prima facie* indiquant que les produits en cause correspondent au sens ordinaire de la concession relative à la position 8471.60 en ce qui concerne les unités d'entrée ou de sortie de machines automatiques de traitement de l'information. Il incombe donc aux CE de démontrer que les produits en cause ne relèvent pas de cette concession, ainsi qu'elles l'allèguent. Toutefois, les CE n'ont tout simplement pas fait cette démonstration.

28. Les CE font également erreur lorsqu'elles affirment que les produits en cause pourraient aussi relever de la sous-position 8528.21/22 ou de la sous-position 8528.12/13. Un dispositif d'affichage à écran plat exclusivement ou principalement destiné à une machine automatique de traitement de

l'information relève incontestablement du code NC 8471.60.90 en tant qu'unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information. C'est ce que confirme la note de chapitre 5 B).

b) Concession accordée pour les "dispositifs d'affichage à écran plat"

29. À la différence des CE, qui n'ont examiné aucune définition des termes de la concession, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a soigneusement examiné le sens ordinaire de la concession, en particulier celui du membre de phrase "[d]ispositifs d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord". Il n'y a rien dans le sens ordinaire de ces termes qui sous-entendrait une limitation comme la réception de signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information uniquement.

30. Contrairement à ce que les CE laissent entendre, le recours à des dictionnaires techniques de la présente décennie ne prive pas nécessairement ceux-ci de pertinence. En effet, les définitions de "display" (affichage) et "panel display" (dispositif d'affichage) qui sont données dans les éditions de 1993 et 2003 du *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms* sont exactement les mêmes.

2. Contexte

a) Positions tarifaires indiquées dans la Liste des CE en ce qui concerne la concession prévue pour les "dispositifs d'affichage à écran plat"

31. Les codes NC que les CE ont indiqués à côté de la désignation de produit des "[d]ispositifs d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord" peuvent être analysés dans le cadre du "contexte". À la différence de l'approche des CE qui est axée sur un seul code NC parmi les 14 qui sont mentionnés dans la liste, une analyse appropriée devrait porter sur les 14 codes NC. En ciblant un seul code NC, les CE ont opportunément esquivé l'examen de la référence à la sous-position 8531.20, dans laquelle certains dispositifs d'affichage à écran plat peuvent aussi être classés.

32. Les CE estiment que la définition du terme "écrans" dans une autre désignation de produit a "de loin la pertinence contextuelle la plus importante" et elles cherchent à renforcer leur position en mentionnant le fait que la définition du terme "écrans" dit expressément que "l'accord ne vise donc pas les télévisions". Toutefois, cette déclaration se rapporte au moniteur à tube cathodique seulement et ne peut pas recevoir une lecture qui l'inclut dans d'autres concessions concernant, en particulier, les "dispositifs d'affichage à écran plat".

33. S'agissant de l'"exclusion des moniteurs vidéo et des télévisions", la question de savoir si un dispositif au moyen duquel on peut regarder la télévision ou une vidéo est visé par une concession déterminée est subordonnée aux termes de cette concession. Si un dispositif est un "dispositif d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI", il est visé indépendamment du point de savoir s'il comprend ou non un récepteur de signaux vidéophoniques. Il n'y a tout simplement rien qui permet de donner de la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat une lecture qui inclut des limitations additionnelles qui n'existent pas dans le texte de cette concession, et agir ainsi serait totalement contraire aux principes d'interprétation des traités énoncés dans la *Convention de Vienne*.

b) Listes d'autres participants à l'ATI

34. Les CE se réfèrent également aux listes d'autres participants en tant que "contexte". Toutefois, ce n'est pas le classement tarifaire des dispositifs d'affichage à écran plat relevant de la sous-position indiquée dans la liste qui est pertinent, mais le régime tarifaire. De plus, les CE font abstraction du fait que la position 8531 est également identifiée par un grand nombre de participants, et cette sous-position vise les dispositifs d'affichage à écran plat, qu'ils soient ou non aptes à être connectés à une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information.

3. Système harmonisé

35. Les CE se sont étendues sur le SH et sont arrivées à la conclusion que les notes explicatives du SH relatives aux positions 8471 et 8528 prescrivaient toutes deux l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information et la présence exclusive de connecteurs caractéristiques de systèmes de traitement de l'information pour classer les dispositifs d'affichage à écran plat dans la position 8471. Les CE allèguent qu'il s'agissait précisément des prescriptions qu'elles avaient utilisées pour classer les dispositifs d'affichage à écran plat dans la position 8471. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à formuler les observations suivantes au sujet de l'analyse que les CE ont faite du SH à cet égard.

36. Premièrement, le SH peut servir de "contexte" uniquement pour l'analyse des concessions que les CE ont accordées conformément à l'Appendice A de l'ATI. En effet, dans le cas de la concession accordée en ce qui concerne les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord" conformément à l'Appendice B de l'ATI, le régime en franchise de droits doit s'appliquer indépendamment du point de savoir si les dispositifs d'affichage à écran plat sont exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information et quelle que soit leur "fonction principale".

37. Deuxièmement, même si le SH de 1996 devait être pertinent en tant que contexte pour l'analyse des concessions accordées par les CE pour les dispositifs d'affichage à écran plat, les notes explicatives du SH ne font pas partie du SH de 1996. Elles doivent être laissées de côté et ne peuvent pas se voir accorder une valeur interprétative lorsqu'elles contredisent directement des notes de section ou de chapitre contraignantes du SH ou le libellé des positions du SH.

38. Troisièmement, même si le classement tarifaire des dispositifs d'affichage à écran plat avait une pertinence quelconque pour le présent différend, les CE appliquent à tort la RGI 3 c). En effet, l'application de cette RGI entraîne le classement des dispositifs d'affichage à écran plat non pas dans la position 8528, comme les CE l'allèguent, mais dans la position 8531. Les CE ont opportunément fait abstraction du fait que la position 8531 est également applicable et que si le classement devait être effectué dans la dernière position par ordre numérique, la position 8531 s'appliquerait.

4. Affaire *Kamino*

39. L'arrêt *Kamino* précise indirectement que les CE n'ont pas respecté leur concession visant les unités d'entrée ou de sortie de la sous-position 8471.60. En effet, il confirme que les CE ont exclu à tort les dispositifs d'affichage à écran plat de la portée de la sous-position 8471.60 pour le seul motif que ces dispositifs peuvent être connectés à une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information, ou en raison de la présence d'un type déterminé de connecteur. Il est donc étonnant que les CE essaient encore d'invoquer cette décision à l'appui de leur position. Les conclusions que les CE ont tirées de l'arrêt *Kamino* sont fausses.

40. Il n'est pas nécessaire que les CE expliquent comment elles s'y prendront pour classer les dispositifs d'affichage à écran plat après l'arrêt *Kamino*. Comme ces dispositifs doivent bénéficier du régime en franchise de droits où qu'ils soient classés, cet exercice de classement n'est pas pertinent. De plus, si les CE entendent mettre en œuvre la décision rendue dans l'affaire *Kamino* sur la base des critères mentionnés dans les notes explicatives du SH, elles continueront vraisemblablement de manquer aux obligations contractées dans leur Liste en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat. Enfin, dans le cas des "moniteurs multifonctions", la position des CE voulant qu'il soit impossible de déterminer l'utilisation ou la fonction principale et voulant que la RGI 3 c) soit appliquée dans tous les cas entraînera pareillement une violation des obligations contractées par les CE en vertu de leur Liste. En tout état de cause, la position des CE fait abstraction du fait que cela devrait entraîner un classement dans la position 8531 ou la position 9013, qui sont libres de droits.

5. Objet et but

41. Les arguments du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu sont axés sur l'objet et le but du GATT de 1994. Premièrement, les concessions devraient être interprétées "de manière à servir l'objectif général que représentent l'accroissement du commerce de marchandises et la réduction substantielle des droits", même si "une telle interprétation est limitée par la condition selon laquelle les accords conclus par les Membres doivent l'être sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels". L'affirmation selon laquelle les concessions doivent être interprétées de manière à servir l'objectif général que représente l'accroissement du commerce est étayée par l'objet et le but de l'ATI lui-même. Deuxièmement, les concessions devraient être interprétées de manière à servir l'objectif que représentent la sécurité et la prévisibilité. À cet égard, l'interprétation des CE qui aboutit à l'exclusion de produits de la portée de la concession parce qu'il s'agirait de produits "nouveaux" va à l'encontre des objectifs que sont la sécurité et la prévisibilité. De même, l'argument selon lequel la suspension des droits par les CE, qui est temporaire et incertaine, pourrait "empêcher" que les mesures en cause ne contreviennent à l'article II du GATT contredit aussi les objectifs que sont la sécurité et la prévisibilité.

6. Moyens complémentaires d'interprétation

a) La pratique des participants à l'ATI en matière de classement est dénuée de pertinence.

42. La pratique des autres participants à l'ATI en matière de "classement" en ce qui concerne les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat … pour le produits relevant du présent accord" est dénuée de pertinence car la concession a été accordée "où que le produit soit classé".

b) L'historique des négociations est dénué de pertinence

43. Les documents que les CE ont présentés comme des documents de "négociation" ne constituent pas des "moyens complémentaires" d'interprétation et ne peuvent donc pas être utilisés dans le cadre du présent différend. De plus, le recours à l'article 32 de la Convention de Vienne n'est pas nécessaire dans le présent différend étant donné que la portée de la concession est claire conformément à l'utilisation exclusive des instruments d'interprétation de l'article 31 de la Convention de Vienne.

C. LES MESURES DES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

44. Au moyen des mesures en cause, les CE imposent des droits de douane sur certains dispositifs d'affichage à écran plat au lieu d'admettre ces produits en franchise de droits comme le prescrivent les concessions accordées par les CE en ce qui concerne les "dispositifs d'affichage à écran plat pour les

produits relevant de l'ATI" et les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information relevant de la position 8471.60 du SH. Par conséquent, les CE violent l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

45. Même si les CE ont accordé une suspension des droits pour certains dispositifs d'affichage à écran plat, celle-ci n'"empêche" pas les mesures en cause d'être incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994, comme les CE l'estiment.

46. Premièrement, une suspension des droits est temporaire. Le point de savoir si une suspension des droits sera renouvelée est subordonné à un certain nombre de facteurs, y compris des facteurs économiques. Les CE violent donc nécessairement l'article II:1 b) du GATT de 1994 puisqu'elles subordonnent l'avantage que représente un droit de douane nul à plusieurs conditions qui ne figurent pas dans leur Liste.

47. Deuxièmement, les dispositifs d'affichage à écran plat qui auraient dû être admis en franchise de droits ne bénéficient pas tous de la suspension des droits. Conformément au Règlement (CE) n° 179/2009, la suspension des droits n'est pas applicable aux moniteurs en couleurs dont la diagonale d'écran excède 22 pouces ou de format autre que 1:1, 4:3, 5:4 ou 16:10.

48. Enfin, le Règlement (CE) n° 179/2009, qui instaure une suspension des droits pour certains dispositifs d'affichage à écran plat jusqu'au 31 décembre 2010, a été publié le 7 mars 2009 et est entré en vigueur le jour même. Comme la suspension antérieure avait expiré le 31 décembre 2008, cela veut dire que les droits n'ont pas été suspendus entre le 1er janvier 2009 et le 6 mars 2009, c'est-à-dire avant que le nouveau règlement ne soit publié et ne prévoie son application rétroactive au 1er janvier 2009. Ce système constitue donc une source de grande incertitude pour les négociants.

III. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINS MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Les obligations des CE ont été bien indiquées

49. Contrairement à ce que les CE allèguent, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a clairement indiqué la concession des CE qui était en jeu et a fait observer que cette concession était inscrite dans la Liste des CE elle-même et non dans l'ATI. En outre, la note liminaire est centrale puisqu'elle dit expressément que l'accès en franchise de droits doit être accordé à tous les produits désignés à l'Appendice B où que le produit soit classé. Les codes que les CE ont notifiés à l'OMC conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI indiquent seulement à quel endroit dans la NC les CE ont considéré que le produit était classé à ce moment-là. Ces codes ne limitent donc en aucun cas la portée de la concession accordée en ce qui concerne une désignation de produit spécifique.

2. Indication du produit en cause et allégations "en tant que tel"

50. Les CE font valoir que les plaignants n'ont pas désigné les produits en cause. Toutefois, sans parler du fait que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a clairement indiqué les produits en cause, les CE sont passées à côté de la question. L'allégation ne se rapporte pas au régime tarifaire d'un modèle particulier de module séparé mais à plusieurs critères utilisés par les CE pour déterminer le régime tarifaire d'une catégorie de produits, à savoir les modules séparés

ayant une fonction de communication. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a souligné que plusieurs aspects des mesures en cause étaient incompatibles avec les obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC. En d'autres termes, les CE excluent les modules séparés ayant une fonction de communication qui sont énumérés ci-après du régime en franchise de droits au moyen des mesures en cause: i) les modules séparés munis d'un dispositif ayant une fonction d'enregistrement ou de reproduction (de disque dur ou lecteur de DVD, par exemple); ii) les modules séparés comprenant un dispositif "remplissant une fonction similaire à celle d'un modem, mais qui ne modulent ni ne démodulent des signaux", comme les dispositifs "RNIS, WLAN ou Ethernet"; iii) les modules séparés non dotés d'un "modem incorporé" mais utilisant un modem externe; et iv) les modules séparés non dotés d'un récepteur de signaux vidéophoniques.

51. Par ailleurs, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à souligner que la question de savoir si, dans certains cas, l'application des mesures peut donner un résultat incompatible avec les règles de l'OMC est dénuée de pertinence. En effet, pour faire admettre une allégation "en tant que tel", il suffit de démontrer qu'un aspect des critères énoncés dans les mesures contestées entraînera nécessairement une violation des obligations contractées par les CE en vertu de leur Liste et, par voie de conséquence, de l'article II du GATT de 1994.

B. INTERPRÉTATION DE LA CONCESSION

1. Sens ordinaire

a) Modules séparés munis d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD

52. L'analyse du sens ordinaire des termes de la concession montre que celle-ci couvre les modules séparés ayant une fonction de communication même s'ils ont des fonctions additionnelles. En réalité, les CE ont également reconnu ce point lorsqu'elles ont dit que le produit visé par la concession "ne [pouvait] pas se voir *sans cesse* attribuer d'autres particularités ou éléments techniques". Les CE reconnaissent donc que la portée de la concession autorise des produits ayant des particularités ou fonctionnalités additionnelles. Du moment que le produit correspond à la désignation d'un "module séparé ayant une fonction de communication", il doit bénéficier de l'admission en franchise de droits, indépendamment des particularités ou fonctionnalités additionnelles qu'il peut avoir.

53. Les CE semblent être conscientes de la faiblesse de leur position et tentent de renforcer celle-ci en élaborant une théorie plutôt invraisemblable au sujet du sens des termes anglais "which have" (ayant) à la place de "with" (ayant). Toutefois, si les rédacteurs de l'ATI avaient voulu limiter les fonctions du produit visé par la concession à des fonctions de communication uniquement, ils auraient ajouté le terme "solely" (exclusivement) ou l'équivalent dans le texte anglais de cette concession au lieu d'employer le terme "which" au lieu de "with". Le fait que les interprètes ne peuvent pas donner d'un texte une lecture qui inclut des mots qui n'y figurent pas est un principe d'interprétation des traités bien établi.

b) Modules séparés et modems

54. Conformément à la définition du terme "modem" qui est donnée dans les dictionnaires pertinents, les modems Ethernet, RNIS et WLAN modulent et démodulent tous des signaux. Ils connectent un module séparé à une ligne de communication et convertissent des signaux émis par un type de dispositif en une forme compatible avec une autre. Les dispositifs qui fonctionnent au moyen d'une connexion Ethernet ou d'une connexion réseau, d'une connexion WLAN ou d'un modem RNIS

sont des modems. Les modules séparés munis de ces modems relèvent donc de la portée de la concession relative aux "modules séparés ayant une fonction de communication".

2. Circonstances

55. Dans une tentative visant à renforcer leur position, les CE ont incorporé l'analyse des "modules séparés offerts sur le marché en 1996" et "la désignation utilisée pendant les négociations" comme "circonstances" dans leur analyse du sens ordinaire de leur concession relative aux "modules séparés ayant une fonction de communication". Toutefois, ces éléments pourraient tout au plus être examinés en tant que "moyens complémentaires" d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne. Il est en réalité très douteux que ces éléments puissent être considérés comme des "moyens complémentaires d'interprétation".

3. Contexte

a) Lignes tarifaires

56. Les codes NC que les CE ont notifiés à l'OMC ne déterminent pas la portée des concessions. Ils constituent de simples indications de l'endroit dans la NC où les CE estimaient que les modules séparés ayant une fonction de communication figuraient à ce moment-là.

b) Listes d'autres participants à l'ATI

57. Le tableau montrant les codes que les participants à l'ATI ont notifiés et qui indique l'endroit où ils classent les modules séparés ayant une fonction de communication est dénué de pertinence pour déterminer la portée de la concession des CE. Il étaye simplement le point de vue selon lequel lorsque la négociation de l'ATI s'est achevée, il n'y avait pas de positions universellement admises pour le classement des modules séparés ayant une fonction de communication. C'est précisément la raison pour laquelle l'engagement a été pris par les différents participants à l'égard d'une désignation de produit où que celui-ci soit classé et indépendamment de son classement.

C. LES MESURES EN CAUSE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

58. Les CE allèguent à plusieurs reprises qu'"elles n'excluent aucun module séparé du régime en franchise de droits à cause de la présence d'un disque dur ou d'un autre appareil". Toutefois, elles n'ont pas présenté d'éléments de preuve indiquant l'existence de cas dans lesquels elles avaient admis en franchise de droits un module séparé muni d'un disque dur. En d'autres termes, comme cela est expressément indiqué dans la note explicative de la NC, la simple présence d'un disque dur ou d'un lecteur DVD dans un module séparé ayant une fonction de communication entraîne l'exclusion de ce module séparé du régime en franchise de droits. Ce faisant, les CE manquent à leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT 1994.

IV. EN NE PUBLIANT PAS PENDANT PLUS D'UN AN LA NOTE EXPLICATIVE MODIFIÉE RELATIVE AUX DROITS DE DOUANE APPLICABLES À CERTAINS MODULES SÉPARÉS ET EN APPLIQUANT DES DROITS SUR CERTAINS MODULES SÉPARÉS AVANT LA PUBLICATION OFFICIELLE DES MESURES, LES CE VIOLENT L'ARTICLE X:1 ET X:2 DU GATT DE 1994

A. ARTICLE X:1 DU GATT DE 1994

59. Contrairement à ce que les CE allèguent, les notes explicatives de la NC constituent "les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" et tombent donc sous le coup de l'article X:I du GATT de 1994. De fait, les notes explicatives de la NC sont juridiquement contraignantes. En tout état de cause, l'article X:1 du GATT de 1994 a un champ d'application large qui viserait les notes explicatives de la NC même si ces notes n'étaient pas jugées juridiquement contraignantes.

60. L'article X:1 du GATT ne fait pas référence aux actes qui ont été "adoptés" mais aux actes qui sont "rendus exécutoires". Dès le moment où la mesure, en l'occurrence les notes explicatives de la NC, a été votée par le Comité du Code des douanes en avril 2007, les autorités douanières des États membres ont commencé à l'appliquer. C'est à ce moment-là que les notes explicatives de la NC ont été "rendues exécutoires". C'est aussi à ce moment-là que les CE auraient dû publier dans les moindres délais les notes explicatives de la NC en conséquence. Le fait que ces notes ont été rendues exécutoires dès le vote au Comité du Code des douanes en avril 2007, mais n'ont pas été publiées avant mai 2008, est manifestement incompatible avec la prescription de l'article X:1 du GATT de 1994 relative à une publication dans les moindres délais.

B. ARTICLE X:2 DU GATT DE 1994

61. Les CE ont d'abord tenté d'induire le Groupe spécial en erreur en transformant le différend en un différend portant non pas sur les notes explicatives de la NC mais sur "les votes et les discussions au Comité du Code des douanes". Toutefois, l'allégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu porte sur les notes explicatives de la NC qui ont été "mises en œuvre", mais n'ont pas encore été publiées. Ainsi, la mesure au sens de l'article X:2 du GATT est constituée des notes explicatives de la NC qui ont été votées par le Comité du Code des douanes. Le fait que les notes explicatives en question n'ont pas été "adoptées" n'est pas pertinent aux fins de cette disposition du moment qu'elles ont été "mises en œuvre".

62. Contrairement à ce que les CE allèguent, les notes explicatives de la NC constituent des "mesures" au sens de l'article X:2 puisqu'elles constituent "des actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective". Les notes explicatives de la NC constituent des "mesures" même si elles n'ont pas été "officiellement" adoptées.

63. Les CE font tout simplement abstraction des éléments de preuve fournis par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et les États-Unis, qui montrent que les autorités douanières ont commencé à appliquer les notes explicatives de la NC qui avaient été votées par le Comité du Code des douanes mais n'avaient pas encore été officiellement publiées. Le seul moyen de défense des CE consiste à dire que le renvoi dans les RTC aux notes explicatives de la NC n'ayant pas encore été publiées est fait "à des fins d'information" uniquement puisque les "États membres fondent leurs décisions en matière de classement sur la NC et les règles d'interprétation qui s'y rapportent". Toutefois, l'argument des CE revient à priver les notes explicatives de la NC de toute existence. Les CE semblent faire valoir que les notes explicatives de la NC ne constituent pas des "mesures". Cependant, comme le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

l'a fait observer plus haut, la question n'est pas de déterminer quel est le statut exact des notes explicatives de la NC dans le système juridique communautaire. Le fait que les autorités douanières des États membres se sont fondées sur les notes explicatives de la NC soit pour communiquer des RTC soit pour prendre d'autres décisions douanières montre que ces notes ont été mises en œuvre et ont eu une incidence sur les négociants.

V. EN IMPOSANT DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINES MACHINES MULTIFONCTIONS, LES CE VIOLENT L'ARTICLE II:1 A) ET II:1 B) DU GATT DE 1994

A. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Produits en cause

64. Les CE n'ont pas eu de mal à identifier les produits en cause comme comprenant ce qu'il est convenu d'appeler les "MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information" et les "MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information", même si elles ont fait un certain nombre de déclarations au sujet du produit en cause qui sont inexactes du point de vue des faits.

2. Mesures en cause

65. Contrairement à ce que les CE allèguent, à l'exception de la déclaration du Comité du Code des douanes, les mesures en cause sont toutes encore valables et continuent de faire partie du système juridique communautaire.

3. Question

66. Les CE affirment à tort que la question dont il s'agit est celle du classement tarifaire alors que le différend porte sur le régime tarifaire. Il suffit que les plaignants démontrent que les mesures des CE entraînent nécessairement l'imposition de droits sur certaines MFM qui sont en réalité passibles d'un droit nul en vertu des concessions applicables. Le Groupe spécial devra donc déterminer dans un premier temps si les MFM en cause sont dûment visées par les concessions prévues pour la sous-position 8471.60 ou 8517.21 du SH. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait observer que les CE n'ont examiné nulle part le sens ordinaire des termes des concessions couvrant les sous-positions 8471.60 ou 8517.21. Elles ont plutôt immédiatement procédé à un exercice de classement en appliquant les règles du SH, afin de démontrer que les MFM sont classées à bon droit dans la position 9009 plutôt que dans la position 8471 ou 8517. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'en agissant ainsi, les CE ont sauté l'étape la plus importante de l'exercice d'interprétation, c'est-à-dire analyser, à la lumière des principes énoncés dans la *Convention de Vienne*, le sens ordinaire des termes des concessions couvrant la sous-position 8471.60 et la sous-position 8517.21, et le point de savoir si ces termes visaient les MFM en cause.

B. MFM CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

67. Les CE n'ont pas examiné le libellé ni même la portée des concessions couvrant la sous-position 8471.60 pour les "imprimantes" (code NC 8471 60 40) et "autres" (code NC 8471 60 90) ou pour les "télécopieurs" (code NC 8517 21 00), mais font immédiatement valoir que la copie numérique est une forme de photocopie. Selon elles, "*à moins qu'il ne puisse être démontré que la fonction de copie était "secondaire"*", les MFM connectables à une machine

automatique de traitement de l'information ne seraient pas visées par la concession pour la sous-position 8471.60. "*Si la fonction de copie était équivalente*", ces MFM relèveraient de la sous-position 9009 12 en application de la RGI 3. Les CE se réfèrent à la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kip*. Toutefois, il est déconcertant de voir comment les CE peuvent baser tous leurs moyens de défense sur une décision rendue par la plus haute juridiction communautaire, qui est effectivement arrivée à la conclusion que l'exclusion automatique des MFM ayant une fonction de copie du champ de la sous-position 8471 et leur classement dans la position 9009 violaient la législation douanière communautaire.

68. Premièrement, une MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information relèvera de la position 8471.60 à condition qu'elle soit "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Compte tenu du fait que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont par définition connectables à un système automatique de traitement de l'information et consistent en un module scanneur et un module imprimante, il est clair qu'en règle générale, ces appareils seront du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information et relèveraient donc d'une manière générale de la position 8471.

69. Deuxièmement, dans les rares cas où la fonction de copie est équivalente aux fonctions d'impression et de scannage, le classement ne peut pas s'effectuer sur la base de la note 5 B) du chapitre 84. Il est nécessaire d'examiner si la MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information ne peut pas être classée sur la base de la règle RGI 3 b), qui classe les produits en fonction de l'élément qui confère au produit son caractère essentiel. Puisque les modules imprimante, scanneur et ordinateur peuvent clairement être classés dans la position 8471, il est évident que la démarche aboutira nécessairement à un classement dans la position 8471 à moins que la valeur et le rôle des différents composants ne soient si similaires qu'aucun composant ne puisse être identifié comme conférant à l'appareil son caractère essentiel. Il va sans dire que compte tenu de la prépondérance du module imprimante, qui comprend le moteur d'impression et le contrôleur d'impression, dans la valeur et le fonctionnement globaux d'une MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information, ce n'est que très rarement que le module imprimante ne conférera pas à la MFM son caractère essentiel.

1. La copie numérique n'est pas une forme de photocopie

70. Les CE se sont gardées d'analyser le libellé de la concession couvrant la sous-position 8471 pour se concentrer sur la concession couvrant la position 9009. Cette démarche présuppose que la copie numérique est en réalité une forme de photocopie.

71. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime qu'un tel raisonnement n'est pas étayé par les faits: i) la photocopie analogique et la copie numérique sont différentes même si la lumière est utilisée dans les deux procédés; ii) même si les deux systèmes utilisent un "procédé indirect", dans le cas de la copie numérique, c'est le procédé d'impression qui est "indirect" et non un "procédé de photocopie". Pour qu'il s'agisse d'un procédé de photocopie indirect, il faut que l'image de l'original soit projetée sur la surface sensible à la lumière du tambour et que, par la suite, l'image projetée de l'original soit transférée du tambour sur le papier. Ce n'est pas le cas avec la copie numérique; iii) l'utilisation systématique dans des brochures commerciales des termes "copieur" et "photocopieur" n'est pas un instrument d'interprétation acceptable au regard de l'article 31 ou 32 de la *Convention de Vienne*; iv) les CE font abstraction du fait que le photocopieur analogique et le copieur numérique font appel à des technologies fondamentalement différentes; v) le renvoi au Règlement (CE) n° 1165/95 et à la décision rendue dans l'affaire *Rank Xerox* n'est pas convaincant car les appareils visés par ces mesures ne sont pas connectables à une machine automatique de traitement

de l'information ni à un réseau; et vi) dans le Règlement (CE) n° 2380/95 du Conseil du 2 octobre 1995 qui instituait un droit antidumping définitif sur les importations de photocopieurs à papier ordinaire originaires du Japon, les CE ont indiqué que la "copie numérique" et la "photocopie" étaient deux procédés complètement différents.

72. Pour ce qui est de la pratique alléguée des États-Unis consistant à classer les copieurs numériques autonomes dans la position 9009, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne voit pas comment cela peut étayer la position des CE. Il estime que le SH de 2007 et l'historique de sa négociation ont eux aussi une pertinence minime dans le présent différend.

2. Les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession concernant la sous-position 8471.60

73. Le principal argument avancé par les CE pour justifier l'exclusion des MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information de la concession concernant la sous-position 8471.60 est fondé sur la note 5 du chapitre 84. Les CE allèguent que la condition énoncée dans la note 5 B), à savoir l'utilisation exclusive ou principale, n'est pas remplie et que la note 5 D) n'est pas applicable car les MFM ne sont pas des "imprimantes". Il convient toutefois de prendre note des points suivants. Premièrement, les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information remplissent les conditions énoncées dans la note 5 B) a) puisqu'elles sont du type utilisé principalement dans un système automatique de traitement de l'information. Le fait que les MFM peuvent fonctionner indépendamment d'un système automatique de traitement de l'information en tant que copieur numérique autonome n'invalide pas leur utilisation principale avec des machines automatiques de traitement de l'information. Deuxièmement, la note 5 D) confirme que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession concernant les "unités de sortie" et les "imprimantes" dans la sous-position 8471.60. Ce serait le cas indépendamment du point de savoir si le critère de l'utilisation exclusive ou principale est rempli. Le sens du terme "imprimante" n'est pas limité aux seules machines à fonction unique. Troisièmement, la portée large de la concession concernant la position 8471.60 confirme effectivement que les MFM en cause sont incluses dans le champ de la concession.

C. MFM NON CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

74. Les CE allèguent que ces MFM sont visées à bon droit par la concession prévue pour la position 9009.12 car leur fonctionnalité de copie est similaire à celle des copieurs numériques autonomes, et leur fonction de copie constitue aussi de la photocopie.

75. Toutefois, l'allégation des CE est sans fondement pour les raisons suivantes: i) la "photocopie" est différente de la "copie numérique"; ii) l'application correcte de la RGI 3 b) entraînerait en réalité un classement dans une autre position que la position 9009; iii) il est inexact de dire que le critère de la vitesse de copie en nombre de pages par minute était déjà utilisé dans les Règlements (CE) n° 2184/97 et 517/99 de la Commission; et iv) en admettant en franchise de droits certaines MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information dont la vitesse de copie ne dépasse pas 12 pages par minute (8443 31 10), les CE s'acquittent simplement de leur obligation. Ce sont les CE qui ont arbitrairement exclu du régime en franchise de droits les MFM ayant une fonction de télécopie et dont la vitesse de copie est supérieure à 12 pages par minute.

VI. CONCLUSIONS

76. Pour toutes les raisons qu'il a exposées dans sa première communication écrite et pour toutes les raisons qui viennent d'être données dans la présente communication, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande que le Groupe spécial constate que:

a) les mesures des CE relatives aux dispositifs d'affichage à écran plat sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

b) les mesures des CE relatives aux modules séparés ayant une fonction de communication sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

c) les mesures des CE relatives aux modules séparés ayant une fonction de communication sont incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994;

d) les mesures des CE relatives aux machines multifonctions sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

77. En conséquence, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande que le Groupe spécial recommande, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que les CE et leurs États membres rendent les mesures conformes aux accords visés.

ANNEXE C-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DU TAIPEI CHINOIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

1. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à vous remercier, ainsi que le Secrétariat, pour le travail acharné que vous avez accompli et pour les efforts constants que vous déployez dans le cadre du présent différend.

2. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu se félicite de pouvoir examiner aujourd'hui de nouveaux arguments avancés par les CE dans leur deuxième communication écrite. Dans la présente déclaration orale, il examinera d'abord les questions qui portent sur le régime tarifaire que les CE appliquent aux dispositifs d'affichage à écran plat. Il examinera ensuite les principales préoccupations soulevées par les arguments des CE au sujet des modules séparés et des machines multifonctions (MFM).

3. D'emblée, nous tenons à rappeler au Groupe spécial que le présent différend porte sur le régime tarifaire et non sur le classement tarifaire ou autre chose. La question centrale que le Groupe spécial doit examiner est celle de savoir si les mesures des CE qui sont en cause en ce qui a trait aux trois produits visés par l'ATI ont donné lieu à un régime tarifaire incompatible avec la Liste de concessions des CE et l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. En appliquant les principes d'interprétation des traités qui sont énoncés dans la Convention de Vienne, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a montré comment les trois produits en cause relevaient du sens ordinaire des termes des concessions des CE, lus dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. Il a montré, et montrera encore une fois au Groupe spécial, qu'en raison des mesures des CE en cause, ces produits ont été privés du traitement en franchise de droits auquel ils avaient droit.

I. DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

4. S'agissant des dispositifs d'affichage à écran plat, il est frappant de voir comment les CE ont cherché à détourner l'attention du Groupe spécial des questions essentielles en jeu tout au long du présent différend. Au lieu d'examiner les questions essentielles, les CE ont opté pour des moyens de défense presque exclusivement fondés sur des arguments de procédure. Plus précisément, elles n'ont pas cessé d'alléguer que les plaignants n'ont pas présenté d'éléments *prima facie* parce qu'ils n'ont pas indiqué avec suffisamment de précision les produits et les concessions en cause, et maintenant, dans leur deuxième communication écrite, aussi les allégations en cause et la portée de ces allégations.

5. Dans la présente déclaration orale, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait répondre systématiquement aux arguments avancés par les CE et démontrer pourquoi ces arguments sont dénués de fondement.

A. LES PLAIGNANTS ONT INDIQUÉ LES ALLÉGATIONS EN CAUSE AVEC PRÉCISION

6. Il est clair depuis le tout début du présent différend que tous les plaignants ont formulé deux allégations différentes au sujet des dispositifs d'affichage à écran plat. Ces deux allégations se rapportent à une violation de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994, mais concernent les deux concessions différentes que les CE ont accordées dans leur Liste afin de mettre en œuvre l'ATI. La première concession est celle que les CE ont accordée conformément à l'Appendice B de l'ATI en ce

qui concerne les "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI". La seconde concession est celle que les CE ont accordée conformément à l'Appendice A de l'ATI en ce qui concerne les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information dans la position 8471.60.

7. Les CE semblent surprises que les deux concessions aient des portées différentes. Toutefois, c'est ainsi que la Liste des CE est structurée, et cette structure traduit les deux engagements différents qui ont été pris par les CE conformément aux Appendices A et B de l'ATI. Nous avons déjà souligné que chaque concession avait une portée différente dans des sections distinctes de notre première communication écrite et, plus précisément, dans l'analyse de la portée de chacune des concessions.[1]

8. La concession concernant la position 8471.60, qui couvre les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information, doit être lue dans son contexte et plus précisément en conformité avec la note 5 B) du chapitre 84, qui prescrit que les "unités d'entrée ou de sortie" soient "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Il n'y a cependant aucune restriction semblable à celle de l'"utilisation exclusive ou principale" dans la concession concernant les "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI". En fait, cette dernière concession, correctement interprétée sur la base de son sens ordinaire, dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994, ne contient aucune restriction voulant que les dispositifs d'affichage à écran plat, pour être visés, soient utilisés "principalement" ou "exclusivement" avec des machines automatiques de traitement de l'information.

9. Le fait que les deux concessions ont des portées différentes est une autre raison pour laquelle le groupe spécial chargé du présent différend doit examiner les deux allégations à tour de rôle et rendre ses décisions en conséquence. En effet, à titre d'exemple, un dispositif d'affichage à écran plat qui relève de l'une des mesures en cause peut ne pas être visé par la concession relative aux "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information mais quand même être visé par la concession relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant du présent accord".

10. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons plus en détail la portée de chaque concession accordée par les CE en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat.

11. La première concession a été accordée par les CE conformément à l'Appendice B en ce qui concerne les "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI". Cette concession a été accordée "où que le produit soit classé". Par conséquent, la manière dont les CE ou d'autres participants classent les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI est tout à fait dénuée de pertinence. Dans la mesure où ces dispositifs sont "pour les produits relevant de l'ATI", ils sont admis à bénéficier de l'accès en franchise de droits. Pour qu'un dispositif d'affichage à écran plat soit considéré comme un dispositif qui est "pour les produits relevant de l'ATI", ce dispositif doit être apte à fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information. Le membre de phrase "apte à fonctionner" ne veut toutefois pas dire "simplement connecté". Les dispositifs d'affichage à écran plat doivent être aptes à recevoir et à reproduire correctement des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information pour être visés par cette concession.

[1] Voir la première communication écrite du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, paragraphes 216 à 306 et paragraphes 307 à 348.

12. Les CE allèguent que la conclusion des plaignants selon laquelle elles assujettissent d'une manière inadmissible à des droits tout dispositif d'affichage à écran plat qui est apte à fonctionner avec un dispositif autre qu'une machine automatique de traitement de l'information est contredite par l'exclusion expresse des "télévisions" de la concession relative aux "moniteurs" à tube cathodique.[2] Selon les CE, les télévisions sont exclues du champ de l'accord tout entier.

13. Toutefois, l'exclusion des "télévisions" se trouve uniquement dans la concession visant les "moniteurs" à tube cathodique, et cette exclusion ne peut pas être importée dans la concession prévue pour les "dispositifs d'affichage à écran plat". Le fait qu'il n'y a pas d'exclusion expresse dans la concession prévue pour les "dispositifs d'affichage à écran plat" doit effectivement vouloir dire quelque chose. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*, l'"absence de référence a certainement un sens".[3] Dans l'affaire *CE – Linge de lit*[4], l'Organe d'appel a considéré que la présence d'une exclusion dans le texte introductif de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping l'amenait à penser qu'en l'absence de pareille exclusion expresse ailleurs dans le même article, aucune exclusion de ce type ne devrait être postulée. De même, l'absence d'une exclusion expresse dans la concession prévue pour les "dispositifs d'affichage à écran plat", alors qu'une exclusion expresse est présente dans la concession prévue pour les "moniteurs" à tube cathodique, signifie que dans la première concession, aucune exclusion de ce type ne devrait être postulée. Si les auteurs avaient voulu appliquer une exclusion semblable aux dispositifs d'affichage à écran plat, ils l'auraient expressément incluse dans cette désignation de produits.

14. Par ailleurs, il convient de souligner que la désignation figurant dans la liste de produits visés par la concession prévue pour les "ordinateurs" mentionne expressément que ces produits couvrent les machines automatiques de traitement de l'information, "qu'elles soient ou non aptes à recevoir et traiter avec l'aide de l'unité centrale de traitement des signaux téléphoniques, des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement". Ainsi, le fait qu'un appareil peut recevoir et traiter des signaux de télévision n'est pas en soi un critère qui l'exclurait du champ des concessions accordées au titre de l'ATI.

15. Les CE ont maintes fois demandé si, de l'avis des plaignants, les télévisions à écran plat étaient visées par les concessions. Premièrement, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que pour répondre à cette question, les CE devront d'abord préciser ce qu'elles considèrent comme une "télévision". En effet, ce qui importe vraiment, c'est le critère voulant que les dispositifs d'affichage à écran plat soient "pour" les produits relevant de l'ATI, ce qui comprend donc les dispositifs d'affichage à écran plat pour les machines automatiques de traitement de l'information. Dans la mesure où les dispositifs d'affichage à écran plat peuvent recevoir et reproduire correctement des signaux provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, ils sont visés par les concessions des CE.

16. La deuxième concession a été accordée par les CE pour les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information relevant de la position 8471.60 du SH. Le sens ordinaire d'"unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information n'étaye pas l'affirmation selon laquelle un dispositif d'affichage à écran plat visé par la sous-position 8471.60 doit être apte à recevoir des signaux "provenant uniquement" d'un système informatique pour être visé. Conformément à la jurisprudence existante de l'Organe d'appel, il semble que le Système harmonisé peut être pertinent en tant que contexte pour interpréter la concession. La note 5 B) du chapitre 84, qui fait partie intégrante du SH, fait référence aux unités d'entrée ou de sortie

[2] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 30.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques*, page 21.
[4] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 83.

qui sont "du type utilisé exclusivement ou principalement dans un système automatique de traitement de l'information". Compte tenu de ce qui précède, il est clair que les dispositifs d'affichage à écran plat ne peuvent pas être exclus du champ de la concession relative aux "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information pour le seul motif que ces dispositifs peuvent aussi reproduire des signaux provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information. La note 5 B) ne prescrit pas une utilisation "exclusive". Une utilisation principale dans un système automatique de traitement de l'information est suffisante pour qu'un dispositif d'affichage à écran plat soit classé dans la position 8471. Toutefois, du fait que les mesures en cause prescrivent que les dispositifs d'affichage à écran plat soient utilisés "exclusivement" avec des machines automatiques de traitement de l'information pour bénéficier du régime en franchise de droits, elles violent les concessions accordées par les CE pour les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information.

17. Les CE ont tenté d'invoquer les notes explicatives relatives au chapitre 84 su SH, plus précisément le point I D), pour justifier les critères utilisés dans les mesures contestées dans le présent différend.[5] Les notes explicatives du SH précisent que les "[u]nités présentées isolément" qui relèvent de la position 8471 diffèrent des moniteurs vidéo et des récepteurs de télévision relevant de la position 8528 à plusieurs égards. Il y a notamment l'idée que "[ces unités] sont capables de recevoir un signal émanant *uniquement* d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information" et l'idée qu'elles "ne sont pas … en mesure de reproduire une image en couleurs à partir d'un signal vidéo composite". Selon les CE, elles ont simplement appliqué les critères contenus dans les notes explicatives du SH pour établir une distinction entre les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information et les moniteurs vidéo.

18. Toutefois, les notes explicatives du SH ne font pas partie du SH et ne peuvent donc pas faire partie du "contexte" aux fins de déterminer la portée de la concession concernant la sous-position 8471.60. De plus, les notes explicatives doivent être ignorées dans la mesure où elles contredisent le libellé du SH lui-même, y compris les notes de section et de chapitre. Dans le présent différend, lorsque les notes explicatives mentionnent que les moniteurs de machines automatiques de traitement de l'information sont aptes à "recevoir un signal provenant ***uniquement*** d'une machine automatique de traitement de l'information", elles contredisent visiblement le libellé de la note 5 B) du chapitre 84, qui fait état d'unités d'entrée ou de sortie "du type utilisé *exclusivement ou principalement* dans un système automatique de traitement de l'information", et elles doivent donc être ignorées.

19. Enfin, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait examiner la remarque des CE selon laquelle la portée large de la concession relative aux dispositifs d'affichage à écran plat pour *les produits relevant de l'ATI* "aboutit à une situation dans laquelle il est tout à fait malaisé de déterminer comment les mesures contestées sont visées par chacune des deux allégations".[6]

20. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne comprend pas l'affirmation des CE relative à l'absence alléguée de clarté. Il y a cinq mesures en cause qui ont été indiquées avec précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et dans la première communication écrite.[7] Toutes ces mesures contreviennent aux concessions accordées par les CE au titre de l'Appendice A et de l'Appendice B de l'ATI en ce qui concerne les dispositifs d'affichage à écran plat.

[5] Première communication écrite des CE, paragraphes 156 à 159.
[6] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 31.
[7] Première communication écrite du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, paragraphes 66 à 89.

B. LES PRODUITS EN CAUSE TELS QU'ILS SONT DÉFINIS PAR LES MESURES EN CAUSE ONT ÉTÉ CLAIREMENT INDIQUÉS

21. Passons maintenant à la question des "produits". Les CE ont constamment allégué que la définition des produits en cause était imprécise. Toutefois, les produits en cause sont ceux qui sont passibles de droits en application des mesures en cause. Ils ont été clairement indiqués par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu comme étant "tout dispositif d'affichage à écran plat apte à recevoir et à reproduire des signaux provenant de machines automatiques de traitement de l'information uniquement ou de machines automatiques de traitement de l'information et d'autres appareils".[8] Ils ne se limitent donc pas, comme les CE l'allèguent, aux "moniteurs ACL ayant la DVI".[9] C'est aussi ce que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a précisément fait valoir dans sa première communication écrite lorsqu'il a expliqué que "les dispositifs d'affichage à écran plat les plus touchés par les mesures des CE [étaient] les dispositifs ACL munis d'un connecteur DVI", "bien qu'ils ne se limitent pas à ces types de dispositifs d'affichage à écran plat".[10]

22. Les allégations sont formulées au sujet non pas de produits, mais de mesures spécifiques. Nous avons souvent et clairement indiqué les mesures en cause avec précision. La tâche du Groupe spécial consiste à déterminer si les mesures en cause sont ou non incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Le Groupe spécial doit évaluer si, en excluant du régime en franchise de droits les dispositifs d'affichage à écran plat en fonction d'un certain nombre de critères, les CE ont violé les concessions qu'elles ont accordées au titre de l'ATI. Le Groupe spécial doit se concentrer sur les critères qui sont mentionnés dans les mesures en cause et dont les CE se servent pour déterminer le classement des dispositifs d'affichage à écran plat et, par voie de conséquence, le régime tarifaire qui leur est appliqué.

23. La note explicative relative au code NC 8528.59.90 fournit, par référence à la note explicative du code NC 8528.41.00, une liste de caractéristiques qui, si elles sont présentes, excluraient les dispositifs d'affichage à écran plat du champ du code NC libre de droits. La présence de la DVI est simplement l'un des critères qui y sont mentionnés. Il y a d'autres critères comme le fait d'être "connect[é] à une source vidéo", la présence d'un "connecteur HDMI", etc. Dans la mesure où ces critères entraînent l'exclusion du régime en franchise de droits des dispositifs d'affichage à écran plat qui sont pour les produits relevant de l'ATI, ils sont incompatibles avec les concessions accordées par les CE.

24. Les CE ont tenté de jeter la confusion en affirmant que les produits en cause devaient d'une façon ou d'une autre être différents en fonction de l'allégation visée. En réalité, elles demandent quels sont les produits visés par chaque allégation.[11] Dans les faits, les produits en cause sont ceux qui relèvent des mesures en cause. Toutefois, comme les deux concessions ont une portée différente, de sorte que la portée de la concession relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI" est plus large que la portée plus limitée de la concession prévue pour la sous-position 8471.60, la constatation d'incompatibilité peut être différente selon la concession. En d'autres termes, le simple fait qu'un dispositif d'affichage à écran plat n'est pas visé par la concession couvrant les unités d'entrée ou de sortie de machines automatiques de traitement de l'information qui

[8] Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à la première réunion de fond, paragraphe 13.

[9] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 35.

[10] Première communication écrite du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, paragraphe 12.

[11] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 33 et suivants.

relèvent de la sous-position 8471.60 ne veut pas dire que ce dispositif n'est pas non plus visé par la concession relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI".

C. LES MESURES EN CAUSE ONT ÉTÉ CLAIREMENT INDIQUÉES

25. Parmi les cinq mesures en cause, il y a tout d'abord la nomenclature combinée. Il est juste de dire qu'à première vue, la NC de 2009 semble respecter la concession accordée par les CE en ce qui concerne les "unités d'entrée ou de sortie" de machines automatiques de traitement de l'information qui sont désignées à l'Appendice A, compte tenu de l'existence d'une position explicite, à savoir le code NC 8528.51.00, qui couvre les "autres moniteurs – des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471".

26. Toutefois, si la NC de 2009 est lue conjointement avec les notes explicatives de la NC, l'interprétation qui en résulte aurait pour effet d'exclure du régime en franchise de droits les dispositifs d'affichage à écran plat des types principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471. Cette exclusion existerait tout simplement parce que la note explicative de la NC prescrit l'utilisation exclusive avec une machine automatique de traitement de l'information et l'absence de connecteur DVI. Cela est incompatible avec les concessions accordées par les CE conformément à l'Appendice A de l'ATI.

27. En outre, les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont des types principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information sont clairement aussi des "dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI". Comme le régime en franchise de droits doit être appliqué aux dispositifs d'affichage à écran plat "où [qu'ils soient] classé[s]", l'endroit où ces produits sont classés dans la NC importe peu.

28. En ce qui concerne les notes explicatives de la nomenclature combinée, celles qui se rapportent aux codes 8528.51.00, 8528.59.10 et 8528.59.90 requièrent l'attention du Groupe spécial, tout comme celles qui se rapportent aux codes 8528.41.00 et 8528.49.35 à 8528.49.99. La note explicative relative au code 8528.51.00, qui couvre les moniteurs, prévoit que "[l]a note explicative de la sous-position 8528.41.00 est applicable *mutatis mutandis*". Les CE allèguent maintenant que l'expression "*mutatis mutandis*" "n'incorpore pas la totalité de la note explicative de la NC relative à la position 8528.41.00 dans la note explicative de la NC relative à la position 8528.51.00".[12] Toutefois, hormis le paragraphe qui fait expressément référence aux caractéristiques précises des moniteurs du type à tube cathodique, les notes explicatives de la NC restante sont directement applicables aux moniteurs à écran plat, plus précisément la série de critères qui excluent les moniteurs du champ des positions en franchise de droits.

29. Une fois de plus, les CE tentent de créer la confusion en alléguant qu'il est malaisé de déterminer si les notes explicatives de la NC sont visées par l'allégation formulée au titre de l'Appendice B. Il n'y a pas d'ambiguïté à cet égard: les critères énumérés dans les notes explicatives de la NC doivent être examinés par le Groupe spécial en ce qui concerne les deux concessions.

30. En dernier lieu, il y a deux règlements des CE relatifs au classement qui sont contestés. Une fois de plus, la compatibilité de ces règlements avec les règles de l'OMC a été contestée en ce concerne les deux concessions.

[12] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51.

D. L'ARRÊT *KAMINO* NE SUPPRIME PAS L'INCOMPATIBILITÉ DES MESURES DES CE AVEC LES RÈGLES DE L'OMC DES MESURES DES CE

31. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu s'est référé à l'arrêt *Kamino* et continue de le faire – uniquement pour montrer comment la plus haute juridiction des CE, la CJCE, a interprété la NC s'agissant des moniteurs à écran plat et comment elle est arrivée à la conclusion que les moniteurs ne pouvaient pas être exclus du champ du code NC 8471.60.90 uniquement parce qu'ils étaient aptes à afficher des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources, ou uniquement parce qu'ils étaient équipés de certains types de connecteurs comme la DVI.

32. Les constatations qui ont été faites dans l'arrêt *Kamino* peuvent apporter des éclaircissements car cette décision met en évidence le fait que certains aspects des mesures qui sont contestées dans le présent différend contredisent la NC. En d'autres termes, l'arrêt *Kamino* confirme que, ne serait-ce que du point de vue du classement qu'elles ont effectué, les CE excluent à tort les dispositifs d'affichage à écran plat du champ de la sous-position 8471.60 uniquement parce que ces dispositifs peuvent être connectés à une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information ou à cause de la présence d'un type particulier de connecteur.

1. L'arrêt *Kamino* n'a pas modifié les mesures en cause ni supprimé l'incompatibilité des mesures des CE avec les règles de l'OMC

33. L'arrêt *Kamino* n'a pas modifié ni annulé les mesures en cause. Celles-ci ont toutes été publiées postérieurement aux faits considérés dans le différend *Kamino*, et n'ont donc pas été examinées par le tribunal dans cette affaire. Par conséquent, l'arrêt *Kamino* n'a pas supprimé l'incompatibilité des mesures des CE avec les règles de l'OMC. Tout au plus, cette décision a bien montré que les mesures des CE imposant l'utilisation exclusive dans un système automatique de traitement de l'information comme condition du classement d'un dispositif d'affichage à écran plat dans la sous-position 8471.60 étaient juridiquement erronées au regard de la législation douanière des CE. Par un raisonnement logique, les mesures des CE exigeant que les dispositifs d'affichage à écran plat soient exclusivement utilisés dans des systèmes automatiques de traitement de l'information ont entraîné une exclusion illicite de ces dispositifs du champ de la concession concernant la sous-position 8471.60. L'arrêt *Kamino* n'a entraîné aucun remplacement automatique des mesures illicites des CE par de nouvelles mesures compatibles avec les règles de l'OMC.

34. La CJCE n'a examiné que l'interprétation de la NC qui existait en 2004. Elle n'a pas statué sur la validité de tel ou tel règlement en matière de classement. Pour que ces règlements disparaissent de l'ordre juridique communautaire, il faut qu'ils soient modifiés ou abrogés par la Commission des CE, ou qu'ils soient expressément annulés par la CJCE. Dans les circonstances actuelles, ces règlements sont toujours en vigueur et légalement applicables malgré la décision rendue par la CJCE dans l'affaire *Kamino*.

35. Il en va de même pour la note explicative de la NC, qui n'a pas été examinée par la CJCE dans l'affaire *Kamino* et demeure donc en existence. Comme les CE elles-mêmes l'ont reconnu, la note explicative de la NC doit être modifiée ou abrogée suite à l'arrêt *Kamino*.[13]

36. Contrairement à ce que les CE semblent vouloir faire croire, l'arrêt *Kamino* n'a pas réglé les questions dont le présent Groupe spécial est saisi. C'est également ce qui ressort clairement des demandes de lignes directrices que les États membres des CE ont directement adressées à plusieurs

[13] Première communication écrite des CE, paragraphe 168.

reprises à la Commission des CE. Des réunions récentes du Comité du Code des douanes ont confirmé que les États membres attendaient encore des lignes directrices communes sur l'interprétation et l'application correctes des principes énoncés dans l'arrêt *Kamino*.[14] Les CE elles-mêmes l'ont aussi reconnu lorsqu'elles ont affirmé que "pour garantir la sécurité juridique, les CE ont déjà amorcé un processus de réexamen visant à déterminer s'il fallait apporter certains ajustements aux notes".[15] Bien qu'on ne sache pas très bien ce que les CE feront, une chose est certaine: l'arrêt *Kamino* n'a pas empêché les CE de contrevenir aux concessions qu'elles ont accordées ni de manquer aux obligations pertinentes qu'elles ont contractées dans le cadre de l'OMC.

2. Les critères à utiliser dans l'analyse au cas par cas alléguée des CE ne supprimeraient pas nécessairement l'incompatibilité avec les règles de l'OMC

37. Les CE allèguent que, suite à l'arrêt *Kamino*, "pour décider si un moniteur bien précis est ou non destiné "principalement" à un système automatique de traitement de l'information, il faut fondamentalement procéder à une analyse au cas par cas".[16] Même si cela était le cas, ce qu'il est convenu d'appeler l'"analyse au cas par cas" s'effectue à l'heure actuelle en fonction des critères qui figurent dans les notes explicatives du SH, les notes explicatives de la NC et les règlements relatifs au classement. Cette pratique n'a pas changé même après l'arrêt *Kamino*. De plus, les CE n'ont pas présenté d'éléments de preuve ayant trait à des RTC ou des décisions des autorités douanières postérieurs à l'arrêt *Kamino* qui peuvent démontrer l'application d'un régime en franchise de droits aux dispositifs d'affichage à écran plat équipés de la DVI, par exemple.

38. Même si les CE modifient les notes explicatives de la NC et les règlements relatifs au classement pour mettre en œuvre l'arrêt *Kamino*, on ne voit toujours pas très bien comment elles appliqueront leur "analyse au cas par cas". Certains critères à utiliser dans une telle analyse sont énoncés aux paragraphes 59 et 60 de l'arrêt *Kamino*. Dans le cas où les CE appliqueraient ces critères[17] et exigeraient que ceux-ci soient respectés d'une manière cumulative, il est peu probable qu'une analyse au cas par cas supprime la violation des règles de l'OMC. En effet, une telle approche entraînerait de nouveau l'exclusion du régime en franchise de droits des dispositifs d'affichage à écran plat qui sont visés par les concessions des CE telles qu'elles ont été examinées plus haut.

---

[14] *Voir* la pièce TPKM-88. À la réunion du Comité du Code des douanes qui s'est tenue du 22 au 29 avril 2009, voici ce qui a été signalé à propos de la décision rendue dans l'affaire *Kamino*: "[C]ertains États membres ont demandé des lignes directrices sur l'interprétation et l'application correctes des principes établis par la décision. Ils ont en outre demandé si la délivrance de RTC et les réponses aux demandes de remboursement devraient être suspendues dans l'attente des éclaircissements demandés. Le Président a expliqué que les services de la Commission étaient en train de réfléchir à la manière de mettre en œuvre la décision de la Cour et qu'un débat allait être tenu à la réunion suivante du Comité." Fait intéressant, aucun débat n'a eu lieu à la réunion suivante du Comité du Code des douanes sur les modifications des notes explicatives de la NC qui seraient être nécessaires, contrairement à ce qui avait été annoncé dans le compte rendu cité plus haut.

[15] Première communication écrite des CE, paragraphe 168.

[16] Première communication écrite des CE, paragraphe 166.

[17] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 166. Les CE peuvent utiliser ces critères pour considérer comme décisives "les caractéristiques techniques objectives énoncées dans les notes explicatives relatives à la position 8471 du SH, en particulier aux points 1 à 5 de la partie 1 du chapitre I D)". Les critères mentionnés dans les notes explicatives du SH relatives à la position 8471 précisent, par exemple, qu'un moniteur de machine automatique de traitement de l'information ne peut pas comporter de circuit audio. *Voir* la pièce TPKM-89.

II. MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATON

39. Nous voudrions maintenant aborder les questions qui ont trait aux modules séparés. Selon les CE, pour qu'une allégation "en tant que tel" soit admise, il est nécessaire de démontrer que les mesures en question entraînent l'imposition de droits sur un certain modèle de produit ou une certaine catégorie de produits.[18] Selon la théorie des CE[19], les plaignants doivent indiquer la catégorie de produits en précisant l'"ensemble des caractéristiques objectives" de ces produits[20] d'une manière plus ou moins similaire à une désignation de produits incorporée dans un règlement en matière de classement.

40. Les CE passent tout simplement à côté de la question. La mesure en cause, c'est-à-dire les notes explicatives de la NC, renferme certains critères qui, s'ils étaient présents dans un module séparé, excluraient automatiquement ce module séparé visé par la concession des CE du bénéfice du régime en franchise de droits. Dans la mesure où les plaignants ont démontré que l'application de ces critères entraînait nécessairement un résultat incompatible avec les règles de l'OMC, ils ont fait admettre leurs allégations "en tant que tel". Comme les plaignants sont parvenus à démontrer que les modules séparés ayant une fonction de communication seraient automatiquement exclus du champ de la position en franchise de droits parce qu'ils comprennent notamment un disque dur ou un lecteur DVD, ce qui est incompatible avec la Liste des CE, ils ont démontré le bien-fondé de leur point de vue.

41. Une fois de plus, dans leur deuxième communication écrite, les CE allèguent que de toute façon, les notes explicatives de la NC ne sont pas contraignantes et que les critères utilisés dans ces notes n'ont pas le caractère impératif que les plaignants leur attribuent.[21] C'est inexact. Les CE ont-elles fourni un exemple d'admission en franchise de droits d'un module séparé muni d'un disque dur par les autorités douanières? Non. En fait, les autorités douanières classent immanquablement les modules séparés en conformité avec les critères impératifs mentionnés dans les notes explicatives de la NC depuis le vote au Comité du Code des douanes sur cette question.

42. Pour ce qui est de l'interprétation de la concession, le seul argument textuel que les CE font encore valoir se rapporte à l'emploi des termes anglais "which have" (ayant) dans la concession. Selon les CE, le membre de phrase "which have" (ayant) diffère du terme "with" (ayant) et signifie "which only have " (ayant seulement). Toutefois, "which have" et "with" n'ont pas les significations différentes que les CE leur attribuent. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne comprend pas pourquoi les termes "which have" devraient pour une raison qui n'apparaît pas clairement être interprétés comme signifiant "which *only* have" (ayant *seulement*).

43. Par ailleurs, les CE ont aussi employé le même terme "with" lorsqu'elles ont modifié leur propre Liste en 2000. Elles ont ajouté dans la liste des codes inscrits à côté de la désignation concernant les modules séparés ayant une fonction de communication un code NC qui vise les "[a]ppareils munis d'un dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet, ayant une fonction d'échange interactif d'informations et pouvant recevoir des signaux de télévision ("modules séparés *ayant* [en anglais: "*with*"] une fonction de communication").[22] S'il y avait une

[18] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 66.

[19] Voir la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 68, pour un exemple, selon la théorie des CE, il n'est pas suffisant de désigner une catégorie de produits comme les modules séparés munis d'un disque dur ou d'un lecteur DVD.

[20] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 67.

[21] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 69.

[22] Code NC 8528.12.91.

différence entre les termes anglais "which have" et "with", pourquoi les CE auraient-elles employé le terme "with" dans le code NC 8528.12.91? Cela montre simplement que la différence de sens entre les deux termes qui est alléguée par les CE n'existe pas.

44. Les CE se défendent en faisant valoir que le libellé "set top boxes with a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication) ne fait pas partie de leur Liste. D'après les allégations, seul le code proprement dit ferait partie de la Liste. Cet argument est inacceptable. En règle générale, lorsqu'une concession est définie dans une Liste par référence à un code NC donné, la désignation qui se rapporte à ce code fait également partie de la concession. Dans le présent différend, toutefois, lorsque les concessions ont été accordées au titre de l'Appendice B, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considère que la concession est définie par la désignation des produits uniquement.

45. Les arguments des CE se contredisent eux-mêmes. En effet, en affirmant que "la notification n'a pas introduit une désignation distincte dans leur Liste ni modifié la désignation existante"[23], les CE reconnaissent tout simplement que la concession est déterminée par la désignation des produits et non par les codes indiqués à côté.

46. En outre, les CE font observer que les codes NC indiqués à côté de la désignation des produits constitue un "contexte" pour l'interprétation de la désignation. Comme on l'a souligné plus haut, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu souscrit à ce point de vue jusqu'à un certain point, mais ne convient pas que ce contexte puisse servir à "épuiser" la désignation.

47. Compte tenu des principes d'interprétation des traités énoncés dans la Convention de Vienne, il est nécessaire d'interpréter la concession en fonction de son sens ordinaire, à la lumière de son contexte et de l'objet et du but du traité. Le sens ordinaire de la concession, à savoir "modules séparés ayant une fonction de communication", est clair et n'exclut pas les modules séparés parce qu'ils ont une fonction additionnelle comme l'enregistrement ou la reproduction ou parce qu'ils sont munis de certains types de modems. L'analyse du contexte, plus précisément les codes NC indiqués par les CE à côté de la désignation des produits, confirme cette conclusion.[24]

48. Dans leur analyse des codes NC en tant que "contexte", les CE font simplement observer que trois codes NC ont initialement été notifiés par les CE: 8517.50.90, 8517.80.90 et 8525.20.99, et qu'aucun code n'a été notifié pour la position 8521 ou 8528. Les CE semblent faire valoir que les modules séparés qui ont une fonction d'enregistrement ou de reproduction doivent nécessairement être classés dans la position 8521 ou 8528. Par conséquent, elles font en outre valoir que puisque ces positions ne figuraient pas parmi les codes indiqués à côté de la désignation des produits, elles n'entendaient pas faire en sorte que ces produits soient visés par la concession.

49. S'agissant des arguments des CE, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait faire part des observations suivantes au Groupe spécial. Premièrement, l'argument des CE laisse entendre que la concession se limite aux codes, alors qu'en fait, elle vise les produits "où [qu'ils soient] classé[s]". Même du point de vue du classement, cet argument ne tient pas compte du fait que la position 8525, qui est l'un des codes mentionnés, vise les appareils de transmission "même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son". Deuxièmement, les CE ont intentionnellement fait abstraction dans leur analyse du quatrième code NC qu'elles ont notifié à l'OMC en 2000, soit le code NC 8528.12.91, qui est l'un des codes inscrits à côté de la désignation des produits. Troisièmement, ces codes ne contiennent aucune

[23] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 80.
[24] Première communication écrite des CE, paragraphes 239 à 241.

formulation qui étayerait la position des CE selon laquelle les modules séparés, y compris certains types de modems, seraient exclus du champ de la concession. Par conséquent, une analyse attentive des codes NC, telle que les CE elles-mêmes l'ont demandée, corrobore en réalité le point de vue des plaignants dans la présente affaire.

III. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

50. Enfin, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait ajouter quelques mots sur le moyen de défense avancé par les CE au sujet des allégations qu'elles ont formulées au titre de l'article X.

51. Tout le moyen de défense des CE consiste à faire valoir que les notes explicatives de la NC ne constituent pas des "mesures" au regard du droit communautaire ou du droit de l'OMC parce qu'elles n'ont pas été *officiellement* adoptées par la Commission des CE. Toutefois, même si les notes explicatives de la NC n'ont pas été officiellement adoptées dans le système juridique communautaire, cela n'est pas pertinent aux fins du différend soumis à l'OMC. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères* au sujet du statut du Sunset Policy Bulletin (SPB), le fait que "le SPB n'est pas un instrument juridique en vertu du droit américain" "n'est … pas pertinent pour la question dont nous sommes saisis".[25] "La question n'est pas de savoir si le SPB est un instrument juridique à l'intérieur du système juridique interne des États-Unis mais plutôt de savoir si c'est une mesure qui peut être contestée dans le cadre du système de l'OMC."[26] Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans cette affaire, si le SPB fournit des orientations administratives et crée des attentes parmi le grand public et les acteurs privés, il constitue une "mesure". C'est également le cas des notes explicatives de la NC qui ont fait l'objet d'un vote au Comité du Code des douanes même si elles n'ont pas encore été adoptées officiellement par la Commission des CE. Dans la mesure où elles ont déjà été mises en œuvre avant d'être publiées officiellement, cela est incompatible avec l'article X:2 du GATT.

IV. LES CE CONTINUENT DE FAIRE ABSTRACTION DU LIBELLÉ DE LA CONCESSION RELATIVE AUX MACHINES MULTIFONCTIONS

52. Dans leur deuxième communication écrite, les CE ont de nouveau traité d'une manière erronée la question de savoir si le traitement tarifaire appliqué aux MFM était compatible avec la concession visant la sous-position 8471.60 du SH comme un différend ayant trait au classement. Elles ont d'abord affirmé que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient "*prima facie* être classées aussi bien dans la sous-position 9009 12 que dans la sous-position 8471 60 du SH de 1996" (pas d'italique dans l'original). Par conséquent, elles ont ensuite fait valoir qu'il était nécessaire "de déterminer au cas pas car et en tenant compte des règles applicables du SH portant spécifiquement sur ce type de situation (c'est-à-dire la RGI 3) si chaque type de MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information est visé par la concession concernant la position 9009 12 du SH ou par la concession concernant la position 8471 60 du SH".[27] Les CE ont affirmé qu'"en conformité avec la RGI 1, l'analyse du classement doit commencer par un examen des termes de la position 9009 du SH de 1996"[28] et reprochent aux plaignants de ne pas l'avoir fait.

---

[25] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187.

[26] *Id.*

[27] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 101.

[28] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 104 (non souligné dans l'original).

53. Une fois de plus, les CE ne tiennent aucun compte de la nature du différend en cours. Il ne s'agit pas d'un exercice de classement. La question ne consiste pas à déterminer si les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont classées à bon droit dans la position 8471 ou dans la position 9009. Elle consiste à savoir si le régime tarifaire actuellement appliqué est compatible avec la concession accordée par les CE, plus précisément pour ce qui est de la concession concernant la sous-position 8471.60 du SH. Les CE continuent d'esquiver le sens des termes de la concession concernant la sous-position 8471 60. Au lieu de cela, elles ont commencé leur analyse par les termes de la concession 9009 12, qu'elles considèrent comme une option de classement tout aussi pertinente.

54. Pour justifier le fait que la position 9009 est une option, les CE doivent démontrer que les copieurs numériques sont en fait des "appareils de photocopie". Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a déjà avancé plusieurs arguments prouvant le contraire et il ne les répétera pas ici. Il se bornera à formuler des observations sur les questions suivantes soulevées par les CE.

55. Les CE font valoir que les différences techniques entre les copieurs numériques et les photocopieurs classiques ne sont pas pertinentes et que la question "n'est pas de savoir si les deux types de photocopieurs fonctionnent d'une manière identique".[29] Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu conteste vigoureusement ce point de vue. Il estime que, compte tenu de la formulation claire de la sous-position, les différences techniques sont pertinentes et importantes pour déterminer le champ de la concession relative aux photocopieurs relevant de la position 9009.12. L'analyse du sens ordinaire des termes de cette concession exclut clairement les copieurs numériques. Cette affirmation est par ailleurs étayée par les notes explicatives du SH que les CE tentent de mettre de côté en alléguant qu'elles sont "non contraignantes" et "obsolètes".[30] Il est étrange que les CE allèguent que les notes explicatives du SH sont "obsolètes" alors que certaines d'entre elles ont été incorporées dans la note explicative révisée du SH de 2007 qui établit clairement une distinction entre les "photocopieurs" et les "copieurs numériques". Si les Membres de l'OMD étaient d'avis que les copieurs numériques et les photocopieurs sont égaux, pourquoi n'ont-ils pas employé l'expression "photocopieurs numériques"?

56. Enfin, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait aborder les remarques faites par les CE sur la manière dont les plaignants classent les MFM. Il aimerait rappeler au Groupe spécial que la manière dont le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ou d'autres Membres classent certains produits qui doivent être admis en franchise de droits est dénuée de pertinence aux fins du présent différend. En tout état de cause, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu admet en franchise de droits les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information où qu'ils soient classés.

57. Dernier point, mais non le moindre, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aimerait réagir à ce que les CE ont affirmé ce matin, à savoir qu'il avait formulé une prétendue "nouvelle allégation" au sujet des MFM. C'est tout simplement faux. Contrairement à ce que les CE ont affirmé, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'a formulé aucune nouvelle allégation au sujet des produits dont il est allégué qu'ils sont visés par le code NC 8443.32.91, et il n'a pas demandé au Groupe spécial de se prononcer sur ce code NC bien précis ni de faire des constatations spécifiques sur les produits classés dans cette position. L'affirmation des CE prêtait malheureusement à confusion.

[29] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 107.
[30] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 116.

58. L'allégation que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et les autres plaignants ont formulée au sujet des MFM figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Cette demande porte sur le traitement accordé aux MFM dans le cadre des mesures des CE telles qu'elles ont été définies dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le tarif douanier commun (Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, tel qu'il a été modifié) est l'une des mesures mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les MFM sont définies en ces termes dans la note de bas de page 15 de la demande:

> "machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (y compris les dispositifs désignés dans le commerce par l'appellation "MFP" (imprimantes multifonctions), d'autres "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information", et les télécopieurs)."[31]

59. Les produits désignés par le code NC 8443.32.91 et les produits désignés par le code NC 8443.31.91 sont définis en des termes identiques, à savoir "*[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique*", et elles sont pareillement "*aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau*".

60. Les produits relevant des codes NC 8443.31.91 et 8443.32.91, au vu de leur désignation, sembleraient donc avoir des caractéristiques physiques identiques: un scanneur, un module imprimante et une connectivité informatique.

61. La désignation figurant dans le code NC 8443.32.91 vise, de l'avis du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, les unités d'entrée pour machine automatique de traitement de l'information, comme les scanneurs, qui ont également une fonction de copie. Comme d'autres "unités d'entrée de machines automatiques de traitement de l'information" sont spécifiquement mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu estime que les produits relevant du code NC 8443.32.91 entrent clairement dans le champ de l'allégation. Ce sont des unités d'entrée multifonctions pour machine automatique de traitement de l'information et ces appareils sont différents de ce qu'il est convenu d'appeler les copieurs numériques autonomes relevant du code NC 8443.39.10 qui n'ont pas de connectivité informatique. De plus, ils n'ont pas de fonction de télécopie.

62. Nous notons que les CE sont d'avis qu'il n'existe en réalité aucun produit correspondant à la désignation et nous les invitons donc à préciser pourquoi cette ligne tarifaire a été incorporée dans le tarif douanier commun et quels sont les produits censés être couverts. De toute évidence, une connectivité information ne serait pas nécessaire si cette position se rapportait uniquement aux copieurs numériques à fonction unique.

V. CONCLUSIONS

63. En conclusion, tout au long du présent différend, les CE semblent avoir tenté d'esquiver l'examen des principales questions soulevées par les plaignants, c'est-à-dire une analyse appropriée de la portée de chaque concession visée à partir des principes d'interprétation des traités tel qu'ils sont

[31] Demande d'établissement d'un groupe spécial, *CE et leurs États membres – Traitement tarifaire de certains produits des technologies de l'information*, WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6.

énoncés dans la Convention de Vienne. Dans le cas des dispositifs d'affichage à écran plat et des modules séparés, les CE ont plutôt mis l'accent sur la formulation d'arguments de procédure dans lesquels elles ont allégué la confusion au sujet des allégations, des concessions, etc. En ce qui concerne les MFM, elles ont tenté de s'écarter des questions essentielles en abordant l'allégation des plaignants comme un simple exercice de classement. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu est convaincu que le Groupe spécial fera abstraction de ces astuces procédurières et confirmera que les mesures de CE en cause sont incompatibles avec leur Liste de concessions et l'article II:1 a) et II:1 b), ainsi que l'article X du GATT de 1994, et recommandera que les CE et leurs États membres mettent leur mesures en conformité.

64. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à vous remercier de nouveau, ainsi que le Secrétariat, et sera heureux de répondre à vos questions.

ANNEXE D

COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
D-1	Résumé analytique de la première communication écrite des Communautés européennes	D-2
D-2	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes à la première réunion de fond	D-13
D-3	Résumé analytique de la deuxième communication écrite des Communautés européennes	D-22
D-4	Résumé analytique de la déclaration orale des Communautés européennes à la deuxième réunion de fond	D-38

ANNEXE D-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. INTRODUCTION

1. Le présent différend porte principalement sur le point de savoir si certains produits relèvent du champ d'application des concessions tarifaires accordées par les Communautés européennes au titre de l'ATI, comme les plaignants l'ont allégué, ou relèvent plutôt du champ d'autres concessions inscrites dans la Liste des CE, qui ne prévoient pas l'admission en franchise de droits.

2. Il est toutefois regrettable que les plaignants aient jugé nécessaire de mettre en doute la bonne foi des Communautés européennes en laissant entendre que celles-ci cherchaient à affaiblir l'ATI et à se soustraire aux concessions tarifaires qu'elles avaient accordées au titre de cet accord. Contrairement à ce que les plaignants veulent peut-être sous-entendre, l'ATI n'est pas "leur projet". En réalité, ce sont les Communautés européennes qui ont joué un rôle décisif en lançant l'idée d'un accord sur la libéralisation du commerce des produits des technologies de l'information. Les négociations se sont soldées par un accord historique, mais aussi par un compromis équilibré.

II. ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ("ATI")

3. Malheureusement, les plaignants n'expliquent jamais en quoi consiste en réalité l'ATI et mettent plutôt l'accent sur quelques dispositions choisies ou extraits de ces dispositions. L'ATI comporte trois parties: i) la Déclaration ministérielle, ii) l'Annexe de la Déclaration et iii) les Appendices A et B de l'Annexe. Pour comprendre l'objet et le but de l'ATI, toutes ces parties doivent être interprétées de façon à donner un sens à chacune et à n'en rendre aucune inopérante. Les plaignants semblent oublier que la certification des listes par les Membres de l'OMC a achevé le processus prévu dans l'ATI pour sa mise en œuvre. Avec la certification, les obligations contractées dans le cadre de l'ATI ont été transformées en listes contraignantes. L'approche des plaignants soulève des questions au sujet de la solidité des hypothèses qu'ils formulent comme fondements juridiques de leurs allégations visant les CE.

4. L'historique des négociations montre bien que la gamme des produits visés est l'une des questions centrales de l'ATI, et que l'ATI dans son ensemble concerne la *gamme des produits visés* et les *manières* dont celle-ci *peut (ou ne peut pas) être élargie* pour permettre un accès aux marchés libéralisé.

III. ALLÉGATION RELATIVE AUX "DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT" AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

A. OBSERVATIONS LIMINAIRES

5. Dans la mesure où les Communautés européennes comprennent l'allégation relative aux dispositifs d'affichage à écran plat, les plaignants critiquent deux critères que les CE appliquent d'une manière incorrecte, d'après les allégations, au titre des mesures, d'où la violation de l'article II du GATT de 1994: 1) l'existence d'un connecteur DVI et 2) la question de savoir si un moniteur est apte à afficher des signaux provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information.

6. En outre et dans la mesure où les Communautés européennes comprennent l'allégation, les plaignants invoquent au moins deux membres de phrase ou positions figurant dans la Liste des CE qui, selon eux, visent les produits en cause dans le présent différend.

7. L'accent est surtout mis sur le membre de phrase "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" en raison du fait que les CE ont inscrit l'Appendice B de l'ATI dans leur Liste. Il ne s'agit pas d'un membre de phrase employé dans le Système harmonisé. Il s'agit d'un membre de phrase spécifique conformément à l'ATI.

8. "Subsidiairement" (le Japon) ou "de manière indépendante" (le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu) ou bien "en outre" (les États-Unis), les plaignants invoquent le membre de phrase "[u]nités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire – autres – autres" figurant dans la ligne tarifaire 8471 60 90 (SH de 1996). Il s'agit manifestement d'un argument secondaire.

9. Toutefois, les plaignants n'indiquent pas très clairement comment ils voient l'interaction entre ces engagements distincts, d'après les allégations, qui figurent dans la Liste des CE et/ou dans l'ATI tels qu'ils ont été inscrits, d'après les allégations, dans la Liste des CE. Par contre, il n'y a pas de désaccord entre les parties quant au fait qu'un moniteur apte à afficher des signaux provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information ne peut pas être passible de droits, même si les plaignants insistent pour dire que ces moniteurs entrent dans le champ du différend.

B. ABSENCE D'ÉLÉMENTS *PRIMA FACIE*

10. Les Communautés européennes sont d'avis que les plaignants n'ont pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne les mesures relatives aux "dispositifs d'affichage à écran plat" pour au moins quatre raisons:

- ils n'ont pas identifié le ou les produits en cause d'une manière suffisamment détaillée pour permettre aux Communautés européennes de se défendre et pour permettre au Groupe spécial de se prononcer sur le différend en l'absence de réfutation;

- ils n'ont pas identifié avec la clarté voulue l'obligation à laquelle les Communautés européennes manquent, d'après les allégations;

- ils n'ont pas démontré que les Communautés européennes appliquaient des droits de douane proprement dits excédant ceux qui sont mentionnés dans la Liste des CE parce que les Communautés européennes n'appliquent pas de droits sur des produits qui, à ce qu'elles supposent, pourraient entrer dans le champ du différend;

- ils ont uniquement identifié certains éléments spécifiques des mesures contestées des CE qui ne pourraient pas, même si tous les arguments avancés par les plaignants étaient acceptés, nécessairement aboutir à une violation de l'article II du GATT de 1994.

11. En tout état de cause, les allégations formulées par les plaignants ne peuvent pas servir à contester les mesures des CE *en tant que telles*.

C. MESURES EN CAUSE ET LEUR INTERPRÉTATION PAR LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

12. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont identifié cinq mesures différentes en tant que "mesures en cause".

13. Le Règlement n° 493/2005, qui suspend l'application des droits pour certains moniteurs vidéo, est venu à expiration le 31 décembre 2008. Il a été remplacé par le Règlement n° 179/2009 du Conseil. Conformément à l'article 2 du Règlement n° 179/2009, ce règlement s'applique à partir du 1er janvier 2009. Il suspend l'application des droits de douane pour certains moniteurs vidéo à écran plat. La gamme des produits visés est plus large que celle du règlement antérieur, le Règlement n° 493/2005, que les plaignants ont cité dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

14. Le Règlement n° 634/2005 et le Règlement n° 2171/2005 du Conseil prévoyaient entre autres choses le classement de certains moniteurs ACL dans les codes NC 8471 60 80 et 8528 21 90 tels que les codes NC existaient à l'époque compte tenu du SH de 2002. Les codes tels qu'ils existaient alors n'existent plus. Par conséquent, les règlements susmentionnés relatifs au classement ont effectivement perdu leur pertinence et les Communautés européennes ont entrepris de les abroger ou de les remplacer, selon le cas, pour des raisons de sécurité juridique. Toutefois, les moniteurs ACL figurant dans les annexes sont les seuls produits que les plaignants ont identifiés d'une manière suffisamment claire.

15. Le Règlement n° 2658/87 du Conseil tel qu'il a été modifié renferme la version actuelle du tarif douanier commun. Les moniteurs "des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471" sont exemptés de droits. D'autres moniteurs et téléviseurs sont passibles d'un droit variant entre 2 et 14 pour cent *ad valorem*. Toutefois, comme il est indiqué plus haut, l'application des droits pour la plupart des moniteurs vidéo a été suspendue.

16. Enfin, les plaignants ont également identifié les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 133/01 (30 mai 2008), "considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987". Il convient toutefois de souligner que les notes explicatives ne sont pas juridiquement contraignantes dans l'ordre juridique communautaire. Ces notes ne sont pas "comme un règlement" ainsi que les plaignants les désignent. Dans la mesure où il y a une divergence entre le libellé des positions et celui des notes explicatives, ces dernières seront inapplicables.

17. Le 19 février 2009, la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) a rendu son arrêt dans l'affaire C-376/07 *Kamino*. S'agissant du droit communautaire actuel tel qu'il a été interprété par la CJCE, les moniteurs utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides ne sont *pas* exclus du classement en tant qu'unités des types "principalement" destinés à une machine automatique de traitement de l'information du seul fait qu'ils sont susceptibles de reproduire des signaux provenant aussi bien d'une machine automatique de traitement de l'information que d'autres sources ainsi que les plaignants l'ont allégué.

18. À vrai dire, ces moniteurs n'ont jamais été exclus de ce classement d'une manière aussi rigide que les plaignants l'affirment, compte tenu du point 1 du Règlement n° 2171/2005. Cependant, la CJCE a levé toute ambiguïté qui pouvait exister à cet égard dans l'interprétation qu'elle a donnée. Il convient également de souligner que pour parvenir à sa conclusion, la CJCE a essentiellement dû examiner s'il y avait une divergence entre le texte des notes explicatives du SH de 2002 relatives à la position 8471 et le texte du point a) sous la note 5 B) du chapitre 84 du SH de 2002. La CJCE a réglé

cette divergence entre les textes en suivant la hiérarchie établie pour les notes dans la nomenclature combinée et le SH.

19. De plus, le fait qu'un moniteur ACL est muni d'un connecteur DVI ne détermine pas à lui seul le classement tarifaire en vertu du droit communautaire comme les plaignants l'ont allégué même si la CJCE a confirmé la pertinence de ce critère. Pour déterminer si un moniteur donné est ou non utilisé "principalement" dans un système automatique de traitement de l'information, il faut nécessairement procéder à *une analyse au cas par cas*.

D. CONCLUSIONS

20. Dans leur première communication écrite, les CE démontrent que les moniteurs vidéo et les téléviseurs ont été explicitement exclus du champ de l'ATI et des concessions qui ont été accordées au titre de cet accord. Les plaignants ne reconnaissent pas que cela découle des définitions des produits qui figurent dans l'Appendice B de l'ATI.

21. Par ailleurs, comme il ressort clairement de l'examen des allégations dans le contexte du Système harmonisé, les Communautés européennes n'ont fait qu'appliquer les critères mentionnés dans ce texte pour établir une distinction entre les unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information et les moniteurs vidéo. À l'époque pertinente pour le différend, le libellé de la note explicative relative à la position 8471 en ce qui concerne les "unités présentées isolément" comme les "unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information" précisait que lesdites unités étaient "capables de recevoir un signal émanant *uniquement* d'une unité centrale de traitement d'une machine automatique de traitement de l'information et [n'étaient] pas, dès lors, en mesure de reproduire une image en couleurs à partir d'un signal vidéo composite dont les ondes ont une forme qui correspond à une norme de diffusion (NTSC, SECAM, PAL, D-MAC ou autre)". Ces unités d'affichage étaient également "pourvues d'organes de connexion typiques au système de traitement des données (interface RS-232C, connecteurs DIN ou SUB-D, par exemple)". Il s'agit précisément des deux critères que les Communautés européennes n'auraient *pas* dû appliquer selon les allégations des plaignants.

22. Enfin, même si l'on devait faire abstraction du libellé des notes explicatives du SH de 1996 relatives à la position 8471, il serait dans la plupart des cas nécessaire de recourir à l'application de la RGI 3 c) parce que, dans la plupart des cas d'espèce, il est impossible d'identifier la fonction *principale* d'un moniteur donné. Par conséquent, le moniteur en question serait classé dans l'une des sous-positions de la position 8528 parce qu'il s'agit de la position "placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération". De fait, comme les Communautés européennes le démontrent, c'est précisément ainsi que les États-Unis classent ces moniteurs.

23. Les Communautés européennes estiment qu'en ce qui concerne l'allégation relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat":

a) les plaignants n'ont pas présenté d'éléments *prima facie*,

b) dans la mesure où le Groupe spécial estime que les plaignants ont présenté des éléments *prima facie*, l'allégation ne peut pas être une allégation "en tant que tel" et, en tout état de cause,

c) les Communautés européennes n'ont pas manqué à leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994.

IV. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

A. OBSERVATIONS LIMINAIRES

24. Les plaignants n'ont pas expliqué ni établi en quoi consistait la concession des CE. Celles-ci traitent l'allégation telle qu'elle est formulée par les plaignants, c'est-à-dire en tant qu'allégation fondée exclusivement sur la désignation du produit en cause dans la Liste des CE et/ou l'ATI. Toutefois, cela ne veut pas dire que les CE souscrivent nécessairement à l'affirmation selon laquelle leur concession tarifaire est énoncée à la fois dans la Liste des CE et dans l'ATI, et qu'elle est affectée par la "note liminaire" de la manière avancée par les plaignants.

25. Ni l'ATI ni la Liste des CE ne font état d'un produit que les plaignants désignent en anglais par les termes "set top box *with* a communication function" (module séparé ayant une fonction de communication). L'engagement des CE est pris à l'égard des "[s]et top boxes *which have* a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication). L'analyse d'un engagement à la lumière de la Convention de Vienne doit, *à tout le moins*, reposer sur un texte complet, exact et non modifié de cet engagement.

26. Les désignations des produits données par les plaignants sont inexactes, dénuées de pertinence et trompeuses. Le fait d'avoir joint et combiné des éléments descriptifs provenant de différentes sources et, fait important, de périodes différentes a permis aux plaignants d'éluder l'examen des différences entre le produit qui existait lorsque l'ATI a été conclu (et lorsque les CE ont fait leurs consolidations) et le produit actuel qui fait l'objet du différend. Un produit qui avait certaines particularités et caractéristiques au moment de la conclusion de l'ATI n'est pas le produit dont le traitement est contesté par les plaignants.

B. DÉSIGNATION DANS LA LISTE DES CE

27. La désignation du produit en cause fait partie d'un accord international (le GATT de 1994). De plus, la désignation elle-même découle d'un accord international (l'ATI). Par conséquent, les CE interprètent ce terme conformément aux règles d'interprétation du droit international, c'est-à-dire suivant le sens ordinaire interprété à la lumière des circonstances, en tenant dûment compte du contexte et de l'évolution ultérieure, y compris la pratique ultérieurement suivie. Cette interprétation montre que la désignation se rapporte à une *certaine catégorie spécifique de modules séparés*, et non à tout ou partie des produits appelés "modules séparés" qui répondent à certaines conditions minimales. La désignation visait uniquement une certaine catégorie de modules séparés et non les autres modules séparés (certaines technologies).

C. LA MESURE OU LES MESURES EN CAUSE RESPECTENT L'ENGAGEMENT DES CE

28. Les plaignants font valoir que la désignation veut dire que tout module séparé, pour autant qu'il possède trois "attributs" (soit 1) un dispositif à microprocesseur, 2) comprenant un modem d'accès à Internet et 3) ayant une fonction d'échange interactif d'informations), est un module séparé ayant une fonction de communication selon la définition donnée dans la Liste des CE et l'ATI. Il importe peu que le produit en cause ait d'autres fonctions ou comprenne d'autres dispositifs "*outre*" les trois "attributs". En d'autres termes, bien qu'ils appellent la désignation une "définition", les plaignants sont essentiellement d'avis que la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication énonce des "*conditions minimales*": lorsque celles-ci sont réunies, un appareil peut bénéficier de l'admission en franchise de droits indépendamment de ce que l'appareil contient d'autre. De l'avis des plaignants, un module séparé qui exécute une fonction de communication dans une

proportion de 1 pour cent et d'autres fonctions dans une proportion de 99 pour cent, ou dont 1 pour cent est constitué des trois "attributs" susmentionnés et 99 pour cent d'autres éléments techniques (disque dur, enregistreur de DVD, etc.), est un module séparé visé par l'ATI et l'engagement des CE.

29. Une telle interprétation voudrait dire que les caractéristiques objectives d'un produit, c'est-à-dire les éléments technologiques présents dans le module séparé, ne sont pas prises en considération. Au contraire, tout peut être mis dans un module séparé et, pour autant qu'on puisse y faire entrer le tout avec les trois éléments susmentionnés, il est censé être, de l'avis des plaignants, un module séparé visé par la Liste des CE. C'est tout à fait faux.

30. Par ailleurs, les produits que les plaignants veulent assujettir à la définition de "modules séparés ayant une fonction de communication" ne sont même plus considérés comme des modules séparés: leurs principales particularités et leur fonctionnalité en font des produits complètement différents – un "enregistreur vidéo numérique" (EVN) ou un "enregistreur vidéo personnel" (EVP).

31. Les dispositifs RNIS, WLAN et Ethernet ne sont pas des "modems". Par conséquent, les modules séparés munis de ces dispositifs ne bénéficient pas du régime prévu dans l'ATI parce qu'ils ne correspondent pas à la désignation et non parce que les CE nient qu'ils permettent d'établir une connexion à Internet. De même, les modules séparés qui remplissent la fonction d'un appareil de réception pour la télévision mais qui ne comprennent pas un récepteur de signaux vidéophoniques (comme les "modules séparés IP") ne comportent pas de modem mais établissent une connexion à Internet au moyen, par exemple, d'une interface Ethernet.

32. De plus, les plaignants comprennent mal le classement des CE. C'est au moyen des codes NC que les CE mettent en œuvre les obligations découlant de leur Liste, y compris celles qu'elles ont contractées au titre de l'ATI. Si les plaignants estiment que le classement des CE est erroné, ils doivent encore faire valoir leurs arguments. S'ils décident de le faire, et compte tenu du fait que le classement des CE est fondé sur les caractéristiques objectives des produits, ils ne peuvent pas simplement faire ressortir un élément technique parmi les nombreux éléments présents dans un produit – ils doivent faire valoir leurs arguments par rapport à l'ensemble des caractéristiques objectives d'un produit donné existant, et non simplement par rapport à une catégorie abstraite de produits définie par certains attributs minimaux.

D. CONCLUSIONS

33. Dans leur première communication écrite, les CE démontrent, premièrement, que la désignation du produit en cause dans la Liste des CE et l'ATI n'étaye pas l'allégation formulée par les plaignants. Dans la mesure où la désignation constitue la concession des CE, cette concession n'est pas sans limite. L'affaire *Grèce – Disques pour phonographe* étaye la position des CE au lieu de la contredire.

34. Deuxièmement, le classement tarifaire des CE, au moyen duquel les CE mettent en œuvre l'ATI, est, conformément aux directives données par la CJCE, l'Organisation mondiale des douanes et l'Organe d'appel, basé sur les caractéristiques objectives d'un produit au moment de l'importation. Cette approche du classement ne veut pas dire qu'une caractéristique unique est choisie et qu'il est fait abstraction de toutes les autres. Au contraire, les CE tiennent compte de l'ensemble des caractéristiques lorsqu'elles prennent une décision en la matière. Les plaignants ont donc tort de faire valoir que les CE excluent certains modules séparés du traitement prévu dans l'ATI "simplement en raison de la présence d'un disque dur". C'est plutôt parce que ces produits, au vu de l'examen de toutes leurs caractéristiques, exécutent d'autres fonctions que celles qui sont mentionnées dans la désignation figurant dans l'ATI et la Liste des CE que les CE les classent d'une certaine manière.

35. Troisièmement, le fait d'avoir interprété la désignation comme énonçant des conditions minimales a permis aux plaignants d'éluder la présentation d'éléments de preuve indiquant que dans un cas donné, les CE avaient tenu compte, à tort, de la totalité du produit dans son ensemble et conclu, à tort, que ce produit ne pouvait pas bénéficier du traitement prévu dans l'ATI. Toutefois, comme la désignation a trait à un certain type de produits et non à des conditions minimales, les plaignants n'ont pas encore montré que, dans un cas donné, les CE avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations. Il s'agit d'une observation très importante, parce qu'elle se rapporte à la fois au fait que les plaignants n'ont pas indiqué d'une manière concluante les produits en cause et au fait qu'ils n'ont pas présenté d'éléments de preuve montrant que les CE contreviennent à l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994 "en tant que tel et tel qu'appliqué".

V. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

A. ARTICLE X:1 DU GATT DE 1994

36. Les États-Unis ont fondé leur allégation sur l'hypothèse suivante: les notes explicatives de la nomenclature combinée qui sont en cause "ont été approuvées par … le Comité du Code des douanes … en octobre 2006 et en mai 2007, respectivement. Toutefois, les CE n'ont pas publié de modifications dans leur journal officiel avant mai 2008, soit plus d'un an après l'approbation des modifications." Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu formule une allégation semblable, quoiqu'il fasse valoir que les notes explicatives de la nomenclature combinée ont été adoptées en avril 2007.

37. L'hypothèse des plaignants est erronée en fait et en droit. Premièrement, il est inexact d'affirmer que les notes explicatives ont été publiées plus d'un an après leur adoption. Le Comité du Code des douanes n'"adopte" ni n'"approuve" rien dans le cadre de la procédure de gestion. Les plaignants le reconnaissent, en fait, dans les premières parties de leurs communications, dans lesquelles ils exposent le fonctionnement de la législation douanière des CE. En faisant valoir autre chose dans les sections relatives à leur allégation, ils se contredisent eux-mêmes.

38. Deuxièmement, différentes parties du texte interdépendant des notes explicatives de la nomenclature combinée ont été révisées à plusieurs reprises après avoir fait l'objet d'un premier examen par le Comité en mai 2006 et, pendant le processus de reformulation et de révision, ont fait l'objet de plusieurs votes au Comité (octobre 2006, avril 2007 et février 2008). De cette façon, l'ébauche est devenue un texte cohérent qui reflétait les discussions. Après que toutes les parties du projet de mesure ont fait l'objet d'un vote, les services de la Commission ont soumis le texte à la Commission pour adoption. Les notes explicatives de la nomenclature combinée ont été adoptées à la fin d'avril 2008. Par la suite, elles ont été publiées dans les moindres délais le 7 mai 2008.

B. ARTICLE X:2 DU GATT DE 1994

39. En réalité, les plaignants font valoir que les notes explicatives de la nomenclature combinée contreviennent à l'article X:2 du GATT de 1994 parce qu'elles ont été *mises en vigueur avant leur adoption* (et leur publication ultérieure). Le statut et l'effet juridiques des projets de notes explicatives, qui ont simplement fait l'objet d'un vote, ne peuvent pas dépasser ceux des notes explicatives qui ont été *adoptées* et *publiées*. Par conséquent, sans prendre en considération aucun autre argument avancé par les plaignants, il est déjà possible de conclure que ceux-ci font erreur.

40. Il semble que les plaignants essaient plutôt de convaincre le Groupe spécial que ce sont les votes et les discussions au Comité qui se sont déroulés dans le contexte de la procédure de gestion qui

constituent une mesure au sens de l'article X:2 du GATT de 1994. Ce raisonnement ne peut toutefois pas être suivi. Ni la déclaration mal interprétée qui a été présentée comme élément de preuve ni aucun des renseignements tarifaires contraignants qui ont été présentés par les plaignants n'étayent leur argument.

VI. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINES "MACHINES MULTIFONCTIONS" (MFM) AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

A. CONTEXTE

1. Produits en cause

41. Cette allégation concerne le traitement tarifaire que les CE accordent aux importations de certaines MFM. Spécifiquement, selon les plaignants, les produits en cause sont: a) les MFM qui sont connectables, soit directement soit indirectement, à une machine automatique de traitement de l'information; et b) les MFM qui ne sont pas connectables à une machine automatique de traitement de l'information et qui utilisent une ligne téléphonique pour exécuter une fonction de télécopie.

42. Les MFM ne sont pas une "version technologiquement avancée des imprimantes". Elles sont l'aboutissement d'un processus de convergence technologique par lequel des dispositifs remplissant différentes fonctions (photocopie, impression et télécopie) ont été réunis en un seul dispositif pour exécuter ces diverses fonctions.

43. De nombreux fabricants de MFM produisent des photocopieurs autonomes et ont mis au point des MFM sur le modèle d'un photocopieur. Des fabricants comme Ricoh, Canon et Kyocera commercialisent leurs MFM comme des machines "un copieur" ou "axées sur la copie". Le composant essentiel des MFM est le moteur d'impression. Toutefois, un moteur d'impression est différent d'une imprimante. Dans une MFM, le moteur d'impression sert non seulement à imprimer des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, mais aussi à copier et imprimer des télécopies reçues. S'il est vrai qu'un moteur d'impression est un composant essentiel de toutes les imprimantes, il est également vrai qu'il est aussi un composant essentiel de tous les copieurs et télécopieurs autonomes.

2. Mesures en cause

44. Dans la demande conjointe d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants ont indiqué quatre mesures qui seraient incompatibles avec les obligations des CE au titre du GATT de 1994, à savoir a) le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987, b) le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission, c) le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission, et d) la déclaration du Comité du Code des douanes, Section de la nomenclature tarifaire et statistique, contenue dans le rapport sur les conclusions de sa 360ème réunion. Dans le Règlement n° 517/1999 et le Règlement n° 400/2006 de la Commission, ainsi que dans la déclaration du Comité du Code des douanes, les MFM étaient classées sous le code NC 9009 12 00 de la nomenclature combinée. Ce code a toutefois été supprimé du tarif douanier commun le 1er janvier 2007, dans le cadre de la mise en œuvre du SH de 2007. Par conséquent, les CE estiment que la seule mesure en cause dans le présent différend est la version actuelle du tarif douanier commun.

45. Les CE croient également comprendre que l'affirmation des plaignants dans le présent différend se limite à l'actuel code NC 8443 31 91 de la nomenclature combinée ("[m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique"), puisqu'il s'agit de la seule ligne tarifaire dans la sous-position 8443 31 assortie d'un

taux de droit de 6 pour cent, comparativement aux autres lignes tarifaires de ladite sous-position, qui prévoient l'admission en franchise de droits.

3. Concessions tarifaires pertinentes

46. Les plaignants allèguent que le régime tarifaire appliqué aux importations de MFM relevant de l'actuel code NC 8443 31 91 (taux de droit de 6 pour cent) est moins favorable que celui inscrit dans la Liste des CE sous les concessions pour les divers codes de la sous-position 8471 60 et pour le code NC 8517 21 00, qui prévoient l'admission en franchise de droits. Par contre, les CE estiment qu'en règle générale, les MFM relèvent de la concession pour le code NC 9009 12 00, qui prévoit un taux de droit consolidé de 6 pour cent.

4. Question

47. Fondamentalement, la question à résoudre dans le présent différend consiste à savoir si les MFM actuellement visées par le code NC 8443 31 91 relèvent des concessions accordées dans la Liste des CE pour les divers codes de la sous-position 8741 60 du SH et pour le code NC 8517 21 00, ou relèvent plutôt de la concession accordée pour le code NC 9009 12 00.

B. MFM CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

1. La copie numérique est une forme de photocopie

48. Les plaignants font valoir que la "copie numérique" n'est pas une forme de "photocopie", de sorte que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas être classées dans la sous-position 9009 12. Toutefois, la copie numérique n'est qu'une avancée technologique de la photocopie. Il n'y a rien dans la sous-position 9009 12 qui peut amener à conclure que cette position exclut la copie numérique.

49. Selon le sens ordinaire d'"appareil de photocopie", le terme "photo" signifie lumière. La lumière est effectivement la particularité essentielle qui différencie les photocopieurs, à la fois numériques et analogiques, d'autres types de machines à copier. De plus, la seule différence entre les photocopieurs analogiques et les photocopieurs numériques est le fait que ces derniers intègrent une étape intermédiaire additionnelle, la numérisation de l'image avant sa reconstitution sur un tambour électrostatique. Cette différence n'exclut toutefois pas les photocopieurs numériques de la sous-position 9009 12, parce que cette position englobe également la photocopie au moyen de procédés indirects.

50. Le contexte fourni par d'autres positions de la Liste des CE et du SH de 1996 permet également de mieux comprendre le classement approprié des MFM. Les plaignants font valoir que les photocopieurs numériques ne doivent pas être classés à la sous-position 9009 12 parce qu'ils n'utilisent pas la "technologie optique", mais ils passent sous silence le fait que ces appareils utilisent un système optique constitué de lampes, de lentilles et de miroirs.

51. Les CE ont toujours classé les copieurs numériques dans la sous-position 9009 12. C'est également ce que les États-Unis ont fait jusqu'en 2002. Comme les plaignants l'ont fait observer, même l'OMD a eu des difficultés avec le classement des MFM en cause dans le SH de 1996, au point de ne pas pouvoir parvenir à une décision.

2. Les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ne relèvent pas de la concession pour la sous-position 8471 60, à moins qu'il ne puisse être démontré que leur fonction de copie est secondaire

52. La note 5 B) du chapitre 84, qui fait partie intégrante du SH, énonce trois critères qui, pris conjointement, doivent être remplis pour qu'un produit relève de la sous-position 8471 60. Il n'est pas contesté que les MFM en question satisfont aux critères énoncés aux points b) et c) de cette note. Toutefois, le respect du critère énoncé au point a) dépendra de la nature spécifique et de l'importance relative des fonctions assurées par chaque type particulier de MFM. Comme les plaignants l'ont reconnu, la copie numérique fonctionne indépendamment du traitement automatique de l'information. Par conséquent, dans la mesure où une MFM est utilisée pour la copie, elle ne peut pas être considérée comme étant "utilisée … dans un système automatique de traitement de l'information". Comme la CJCE l'a conclu dans l'affaire *Kip*, conformément au point a) sous la note 5 B), les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas être classées directement dans la sous-position 8471 60, à moins que la fonction de copie ne soit "secondaire" par rapport aux fonctions de traitement automatique de l'information.

53. La détermination du point de savoir si la fonction de copie est "secondaire" doit être faite au cas par cas eu égard aux "caractéristiques objectives" de chaque type de MFM. La note 5 D) du chapitre 84 n'exclut pas l'application du point a) sous la note 5 B) parce que les MFM ne sont pas de simples imprimantes.

54. L'historique de la négociation de l'ATI montre également que les rédacteurs n'ont jamais eu l'intention de viser les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause, même si ces appareils étaient déjà sur le marché en 1996. Les documents "Landscape 1" du 12 mars 1996 et "Landscape 2" du 28 mars 1996 ne faisaient pas du tout référence aux MFM.

3. Les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information qui exécutent une fonction de copie équivalente entre dans le champ des concessions pour le code NC 9009 12 conformément à la RGI 3

55. Lorsque la fonction de copie des MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause n'est pas "secondaire" par rapport à leurs fonctions de traitement automatique de l'information, ces machines peuvent *prima facie* être classées dans les sous-positions 8471 60 et 9009 12. Il devient donc nécessaire de recourir à la RGI 3 pour procéder au classement. La RGI 3 a) ne peut pas être appliquée compte tenu de la deuxième phrase qui y est énoncée. La RGI 3 b) ne peut pas être appliquée non plus parce que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause ne peuvent pas être classées d'après l'élément qui leur confère, d'une certaine façon, leur "caractère essentiel", soit le moteur d'impression. En effet, cet élément peut être classé sous différentes positions selon qu'il est destiné à être utilisé avec une imprimante, un copieur ou un télécopieur. Comme ni la RGI 3 a) ni la RGI 3 b) ne peuvent être appliquées, il devient nécessaire de recourir à la RGI 3 c). Comme la sous-position 9009 12 est placée en dernier dans le SH, les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause doivent être classées sous cette position.

C. MFM NON CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

56. Les plaignants allèguent que les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information qui exécutent une fonction de télécopie relèvent toujours de la concession pour le code NC 8517 21 et doivent bénéficier d'un régime en franchise de droits. Cette affirmation

ne tient pas compte d'une autre fonction de ces MFM, à savoir la photocopie. Les plaignants soulignent que, dans le langage commercial, ces machines sont habituellement appelées des "télécopieurs", mais ce n'est pas toujours le cas. Toutefois, même si c'était le cas, la qualification subjective d'un produit par son fabricant n'est pas déterminante pour son classement, comme l'Organe d'appel l'a répété.

57. Compte tenu du fait que les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause exécutent des fonctions de télécopie et de photocopie, et peuvent donc être classées *prima facie* dans les sous-positions 8517 21 et 9009 12, il est une fois de plus nécessaire de recourir à la RGI 3. Pour les raisons susmentionnées, ni la RGI 3 a) ni la RGI 3 b) ne sont applicables. Par conséquent, les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause doivent être classées de la manière prévue dans la RGI 3 c). Comme la sous-position 9009 12 est placée en dernier dans le SH, les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information qui sont en cause doivent être classées dans cette position.

VII. CONCLUSION

58. Compte tenu des considérations qui précèdent, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial rejette les allégations formulées par les plaignants.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. Le présent différend ne porte pas sur le soutien des CE à l'ATI. Les CE sont tout à fait déterminées à mettre en œuvre l'ATI et la libéralisation que cet accord a entraînée.

2. Le présent différend ne porte pas non plus sur la bonne foi des CE pour ce qui est de mettre en œuvre l'ATI. Comme les CE l'ont montré, les allégations insidieuses et non étayées de "reclassement méthodique" formulées par les plaignants sont sans fondement.

3. Enfin, le présent différend ne porte pas sur le "protectionnisme" des CE. En fait, les CE n'ont pas de production nationale importante des produits en cause.

4. Au lieu de cela, le présent différend soulève un nombre limité de questions ayant trait à seulement quelques-uns des nombreux produits visés par l'ATI. En substance, il porte sur le point de savoir si les produits en cause relèvent de certaines concessions tarifaires accordées par les CE au titre de l'ATI, comme les plaignants l'ont allégué, ou s'ils relèvent plutôt d'autres concessions inscrites dans la Liste des CE, qui n'accordent pas l'admission en franchise de droits.

5. Les CE estiment que les allégations des plaignants découlent d'une interprétation erronée des termes pertinents de la Liste des CE. À la différence des plaignants, toutefois, elles n'allèguent pas que l'interprétation de ces termes est simple. Le fait que des questions similaires ont fait l'objet d'interminables débats à l'Organisation mondiale des douanes et au Comité de l'ATI et ont donné lieu à des procédures devant plusieurs tribunaux nationaux, y compris la Cour de justice des Communautés européennes, de même que les propres pratiques changeantes des plaignants en matière de classement sont autant d'éléments qui témoignent des difficultés qui se posent.

6. Ces difficultés sont attribuables, dans une large mesure, au fait que les trois catégories de produits en cause dans le présent différend renferment des produits "multifonctions", c'est-à-dire des produits pouvant exécuter plus d'une fonction. Par conséquent, ces produits peuvent *prima facie* être classés dans plus d'une des concessions inscrites dans la Liste des CE. Les CE estiment que pour décider dans quelle concession les produits en cause doivent être classés, il est essentiel de tenir compte de toutes les fonctions de ces produits, de même que de leur importance relative. Dans la mesure où les concessions en cause font référence à la version de 1996 du Système harmonisé (SH de 1996), cette analyse doit être faite dans le cadre fourni par les notes et les règles interprétatives prévues dans le SH de 1996 pour faire face spécifiquement à ce genre de situation.

7. Par contre, la position des plaignants repose sur le principe qu'un produit multifonctions dont il se trouve que l'une des fonctions est visée par une concession faite dans le cadre de l'ATI doit toujours être classé d'après cette fonction, indépendamment de l'importance relative de cette fonction par rapport à d'autres fonctions qui ne sont pas visées par l'ATI. En substance, les plaignants sont d'avis qu'une concession faite dans le cadre de l'ATI éclipse toujours une concession qui n'a pas été faite dans le cadre de cet accord. Ils cherchent à justifier cette interprétation trop large de la portée de l'ATI en faisant valoir qu'elle est nécessaire pour promouvoir l'"objet et [le] but" de l'ATI.

8. Les CE ne peuvent pas souscrire à l'approche des plaignants. D'abord, cette approche est incompatible avec les règles fondamentales d'interprétation des traités, ainsi qu'avec les règles spécifiques d'interprétation du SH de 1996. Ensuite, les CE sont préoccupées par les répercussions systémiques qu'entraînerait la reconnaissance du bien-fondé du raisonnement simpliste des plaignants, comme les plaignants eux-mêmes le seraient si seulement ils pouvaient regarder au-delà de leurs intérêts commerciaux immédiats dans le présent différend. Malheureusement, toutefois, les plaignants cherchent à réaliser des gains commerciaux à très court terme au détriment de l'indispensable sécurité juridique et de la prévisibilité des concessions tarifaires. Il est évident, toutefois, que sans ces derniers éléments, tous les Membres hésiteront à poursuivre le processus de libéralisation de l'ATI. Par conséquent, loin de promouvoir l'"objet et [le] but" de l'ATI, les allégations à courte vue des plaignants pourraient bien avoir l'effet contraire.

II. ALLÉGATION RELATIVE AUX "DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT" AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

9. Les plaignants ont formulé une allégation "en tant que tel" à l'encontre des mesures des CE en ce qui concerne *certains* dispositifs d'affichage à écran plat au titre de l'article II du GATT de 1994. Comme l'Organe d'appel l'a dit,

> "des contestations "en tant que tel" de mesures d'un Membre dans une procédure de règlement des différends à l'OMC sont des contestations sérieuses … Nous exhortons donc les parties plaignantes à être *particulièrement attentives* à énoncer aussi clairement que possible les allégations "en tant que tel" dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial."

10. Si les parties plaignantes doivent déjà, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, être particulièrement attentives lorsqu'elles contestent "en tant que tel" les mesures d'un Membre de l'OMC, elles doivent l'être à plus forte raison dans leur première communication écrite lorsqu'elles présentent ces allégations en détail. Dans le contexte d'une allégation relative à la violation de l'article II du GATT, la première communication écrite doit nécessairement indiquer clairement le produit spécifique qui fait l'objet de l'allégation et la concession précise à laquelle le défendeur est censé avoir contrevenu.

11. En ce qui concerne la première omission, les CE comprennent d'une certaine manière les raisons apparentes pour lesquelles les produits n'ont pas été indiqués d'une manière suffisamment détaillée. En effet, la très grande variété de types de "moniteurs" et de "systèmes d'affichage" modernes, les différentes fonctions que ces produits peuvent exécuter en liaison avec différents dispositifs, de même que les nombreuses spécifications techniques qui sont juridiquement pertinentes pour le classement tarifaire et pour le classement d'un moniteur donné dans la Liste des CE rendent cette tâche ardue. Celle-ci n'est pas facilitée par la rapidité extraordinaire des progrès technologiques et par la convergence des technologies de l'information et des industries des produits multimédia grand public, même lorsqu'il s'agit de prendre en considération quelques moniteurs spécifiques seulement. Effectivement, comme la Chine l'a affirmé à juste titre dans sa communication en tant que tierce partie, la cause réelle du présent différend est "le progrès rapide des technologies de l'information".

12. Toutefois, si les plaignants ont des ambitions aussi grandes que celles qu'ils semblent s'être fixées, mais n'ont pas, simultanément, au moins indiqué des catégories de produits spécifiques, il devient pratiquement impossible pour eux d'être particulièrement attentifs à énoncer les allégations sans porter atteinte aux droits de la défense. Il n'est tout simplement pas suffisant d'affirmer que l'affaire porte sur "*certains*" ou "*quelques*" moniteurs qui ont certains attributs tout en affirmant aussi

que l'affaire ne se limite pas à ceux-ci. À plus forte raison, c'est loin d'être suffisant si le produit n'a pas été défini de manière à fournir des détails pertinents, comme c'est le cas de la première communication écrite des États-Unis.

13. Évidemment, si les plaignants allèguent en réalité que tous les moniteurs à écran plat sont visés par les engagements pertinents et passibles d'un droit nul, il devient facile de définir les produits en cause. Toutefois, ce n'est pas ce que dit la demande d'établissement d'un groupe spécial, même si les premières communications écrites ne sont pas bien loin de l'affirmer. Pour compliquer davantage la situation, les allégations diffèrent même entre les plaignants.

14. Les CE comprennent beaucoup moins bien la seconde omission, soit le fait de ne pas indiquer d'une manière suffisamment détaillée la concession pertinente qu'elles n'ont pas respectée, d'après les allégations. Il s'agit strictement d'une question juridique. Dans leurs premières communications écrites, les plaignants auraient dû identifier l'endroit précis où se trouve la concession pertinente. Fait étonnant, ils ne l'ont pas fait, du moins lorsqu'il s'agit des définitions de produits qui figurent dans l'Appendice B de l'ATI.

15. Cela dit, les CE souhaiteraient aller au devant de certains arguments afin d'éviter tout malentendu: elles ne tentent pas de faire abstraction de ce qu'il est convenu d'appeler la "note liminaire" de la Liste. Au contraire, elles reconnaissent volontiers que cette note fait partie de leur Liste. Toutefois, elles ne comprennent pas ce que la "note liminaire" et le membre de phrase "où que le produit soit classé" peuvent ajouter aux engagements qu'elles ont pris en indiquant des positions spécifiques à côté des définitions de produits pertinentes en l'espèce. Toutes ces positions sont passibles d'un droit nul dans la Liste des CE qui suit la nomenclature du SH de 1996. En d'autres termes, les engagements sont en réalité pris deux fois, et les CE sont d'avis qu'elles épuisent la "note liminaire". C'est exactement la même technique que les États-Unis et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ont employée dans leurs propres Listes, et ces Listes ont toutes été approuvées par consensus.

16. Ce sont les plaignants, et non les CE, qui veulent faire valoir qu'un texte est exclu de la Liste des CE lorsqu'ils font abstraction des positions figurant à côté des définitions de produits. De même que la "note liminaire" fait partie de la Liste des CE, de même les positions inscrites à côté des définitions de produits en font partie. En effet, si les positions spécifiques n'y figuraient pas, l'Appendice B de l'ATI aurait tout simplement pu être incorporé dans les Listes des parties à l'ATI par simple renvoi ou en copiant simplement les définitions de produits. De toute évidence, ce n'est pas ce qui avait été envisagé si on lit le texte de l'ATI d'une manière objective et conformément aux règles coutumières relatives à l'interprétation des traités.

17. Présumons maintenant pour les besoins de l'argumentation que le membre de phrase "où que le produit soit classé" qui figure dans la "note liminaire" constitue une espèce de "filet de sécurité" en vertu duquel il pourrait, du moins en principe, y avoir d'autres produits qui répondent à une définition de produit donnée et, partant, relèvent d'autres positions que celles qui sont inscrites à côté des définitions de produits. Abstraction faite des incertitudes juridiques et pratiques qu'une telle approche comporterait, les CE pourraient même souscrire à une telle interprétation. Toutefois, une allégation qui mentionne essentiellement que les CE auraient dû identifier une autre position à côté de la définition d'un produit semble indéfendable compte tenu du fait que la Liste a été approuvée et certifiée par consensus et représente un commun accord entre tous les Membres de l'OMC. En tout état de cause et, à tout le moins, une telle allégation doit être assujettie à une stricte charge de la preuve montrant que des positions n'apparaissent pas dans la Liste.

18. Les CE croient comprendre que les plaignants allèguent que la totalité ou, du moins, la grande majorité des "dispositifs d'affichage à écran plat" ont droit à l'admission en franchise de droits au titre d'au moins deux concessions figurant dans la Liste des CE, à savoir la position 8471 60 90 ("unités d'entrée ou de sortie" pour une machine automatique de traitement de l'information) et une certaine définition de produit de la Liste des CE relative aux "dispositifs d'affichage à écran plat" qui met en œuvre l'Appendice B de l'ATI, même si, parfois, les plaignants semblent alléguer que l'engagement véritable se trouve dans l'ATI lui-même. En tout état de cause, les arguments juridiques sont formulés uniquement à l'égard des moniteurs multifonctions qui utilisent la technologie d'affichage à cristaux liquides, même si les allégations ne se limitent apparemment pas à ces moniteurs.

19. Les CE conviennent parfaitement qu'un véritable moniteur destiné au traitement automatique de l'information doit bénéficier d'un droit nul et ne comprennent donc pas pourquoi l'allégation vise également les moniteurs qui peuvent être utilisés uniquement avec des machines automatiques de traitement de l'information. Cependant, le vrai problème est que les changements radicaux apportés à la technologie des moniteurs depuis une dizaine d'années ont rendu extrêmement difficile d'établir une distinction entre les écrans d'ordinateur et les moniteurs vidéo, y compris les téléviseurs. Ces derniers sont explicitement exclus du champ des engagements pris au titre de l'ATI. D'ailleurs, fait assez étonnant, les plaignants ne disent absolument rien dans leurs communications sur le fait que l'Appendice B contient une définition des "moniteurs" qui exclut explicitement les moniteurs vidéo et les téléviseurs du champ des obligations. En outre, les plaignants ne reconnaissent pas non plus que les deux critères que les CE utilisent, d'après les allégations, d'une manière incorrecte dans le classement tarifaire sont explicitement prévus dans les notes explicatives du SH de 1996.

20. Même si l'on devait faire abstraction du libellé des notes explicatives du SH de 1996 relatives à la position 8471, les circonstances technologiques d'aujourd'hui sont très différentes de celles dans lesquelles les négociations de l'ATI se sont déroulées. En 1996, la technologie utilisée permettait d'établir plus facilement une distinction entre les écrans d'ordinateur et les moniteurs vidéo. Aujourd'hui, ces deux catégories de produits ont, dans une large mesure, été fusionnées en une seule catégorie dans laquelle le même moniteur peut être connecté à plusieurs dispositifs différents. Les moniteurs sont véritablement multifonctionnels. Bien entendu, certains produits ou modèles sont commercialisés de manière à en faire ressortir les fonctionnalités vidéo ou de jeu, tandis que d'autres le sont de manière à mettre en évidence les fonctionnalités de traitement de l'information. Il importe peu qu'une fiche sur un produit montre la photo d'une personne qui travaille à l'aide d'un ordinateur ou celle d'une personne qui regarde un match de football car les moniteurs peuvent dans la plupart des cas servir à ces deux usages. Par conséquent, lorsqu'il s'agit de classer le produit à des fins tarifaires, il devient très important d'examiner tous les détails techniques de chaque produit au cas par cas. Dans de nombreux cas, il sera impossible d'identifier la principale fonction d'un moniteur et, partant, la RGI 3 c) du Système harmonisé devra être appliquée. De fait, c'est précisément de cette manière que les États-Unis ont abordé le problème, comme les CE l'ont démontré dans leur première communication écrite.

21. La Cour de justice des Communautés européennes a également confirmé la nécessité de procéder à une analyse au cas par cas dans son récent arrêt dans l'affaire *Kamino* à laquelle les CE et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ont fait référence dans leurs communications écrites. Cet arrêt représente l'état du droit communautaire à l'heure actuelle.

22. Les CE ne sont pas coupables de reclassements des moniteurs ACL modernes motivés par la mauvaise foi, comme les plaignants l'ont allégué. Il existe un véritable problème de classement tarifaire dont l'apparition est attribuable aux progrès technologiques. Les difficultés graves auxquelles les plaignants se sont heurtés en formulant leurs arguments témoignent elles-mêmes de ce problème. Les plaignants essaieront sans aucun doute d'utiliser la présente audience et les étapes ultérieures de la

procédure pour tenter de mieux définir leurs arguments. Les CE sont persuadées que le Groupe spécial protégera soigneusement les règles fondamentales en matière de régularité de la procédure qui sont inhérentes au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. D'ailleurs, pour qu'il y ait une évaluation objective de la cause conformément à l'article 11 dudit Mémorandum d'accord, il faut que le Groupe spécial examine si les plaignants ont indiqué d'une manière claire et spécifique les produits qui sont visés par l'allégation et l'engagement précis qu'ils reprochent aux CE de ne pas avoir respecté. Les CE estiment que ce n'est pas le cas et demandent que les allégations des plaignants soient rejetées.

III. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

A. MODULES SÉPARÉS COMPRENANT UN DISQUE DUR

23. Les CE n'excluent *pas* les modules séparés "du régime en franchise de droits *en raison de la présence* d'un disque dur ou d'un autre appareil". Au contraire, les modules séparés peuvent être munis d'un disque dur et toujours être considérés comme des modules séparés ayant une fonction de communication passibles d'un taux de droit nul. La partie pertinente des notes explicatives de la nomenclature combinée explique assez clairement que c'est *la fonction d'enregistrement ou de reproduction* d'un disque dur (ou de tout autre appareil) présent dans les modules séparés qui est le critère en cause. Du fait de la présence de cette fonction, ces modules séparés devraient être classés comme enregistreurs vidéo, à moins que l'ensemble des éléments technologiques présents dans le module séparé ne suggère le contraire.

24. Dans leur première communication écrite, les CE ont présenté des fiches sur l'un des produits auxquels s'intéressent les plaignants (pièce EC-44). Ces fiches confirment que le produit est largement connu sur le marché comme "enregistreur vidéo numérique". Cela contraste nettement avec les modules séparés ayant une fonction de communication, qui n'ont aucun disque dur ou ont un disque dur de 1, 2 ou 5 Go. Ces disques durs permettent simplement aux modules séparés ayant une fonction de communication d'accomplir des fonctions connexes comme la sauvegarde de courriels comprenant des pièces jointes.

25. De l'avis des CE, il s'agit peut-être du point au cœur du différend. Les plaignants tentent de donner l'impression que les CE refusent d'admettre en franchise de droits les modules séparés ayant une fonction de communication munis de certaines fonctions de moindre importance ajoutées presque par nécessité dans la foulée des progrès technologiques. Ce n'est pas exact. La fonctionnalité d'enregistrement "ajoutée" à un module séparé ayant une fonction de communication est bien plus qu'une fonction de soutien ou une fonction accessoire. Il s'agit d'une fonction autonome à part entière qui modifie fondamentalement et objectivement le produit. En deux mots, un module séparé ayant une fonction de communication n'a pas besoin d'un disque dur de 160 Go pour fonctionner, mais un enregistreur en a besoin d'un.

26. Avec un disque dur de cette taille, nous ne devrions pas parler d'un disque dur ajouté à un module séparé ayant une fonction de communication: c'est plutôt l'inverse. C'est effectivement la fonction de communication qui est ajoutée à un enregistreur. Il va sans dire que ni l'Appendice A ni l'Appendice B de l'ATI ne mentionnent que les enregistreurs vidéo (ou les vidéo-enregistreurs ayant une fonction de communication) figurent parmi les produits inscrits dans l'ATI.

27. Comme les CE l'ont expliqué dans leur première communication écrite, et comme même l'une des tierces parties l'a également souligné, il existe une vaste gamme de modules séparés, dont certains ont sans aucun doute été exclus de l'ATI dès le début. D'autres modules séparés peuvent être pris en considération suivant l'interprétation et l'évaluation de l'ensemble de leurs caractéristiques techniques, ce qui ne peut être fait qu'au cas par cas. De plus, il ne faut pas oublier que les plaignants ont parlé du disque dur comme étant l'un des éléments techniques déterminants en cause. Toutefois, il y a des modules séparés munis d'un disque dur qui, à notre avis, entrent dans la catégorie des modules séparés ayant une fonction de communication. Par conséquent, à ce stade-ci, on ne sait pas très bien quels sont les produits ou catégories de produits qui sont en cause. Conformément aux principes bien établis du droit de l'OMC, récemment confirmés par le Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, les plaignants qui formulent une allégation "en tant que tel" doivent établir que les mesures contestées, dans *chacune* de leurs applications en ce qui concerne un modèle de produit donné (et il convient de mentionner une fois de plus que ce ne sont pas les notes explicatives de la nomenclature combinée qui sont appliquées en l'espèce mais bien la nomenclature combinée elle-même), entraînent *toujours* et *nécessairement* une violation du GATT de 1994. Les CE estiment que cela n'a pas été montré. De plus, les plaignants n'ont pas montré que le GATT de 1994 avait été violé dans un cas donné.

B. MODULES SÉPARÉS UTILISANT "CERTAINS TYPES DE MODEMS POUR COMMUNIQUER"

28. La définition des modules séparés ayant une fonction de communication qui figure dans l'Appendice B de l'ATI a été rédigée en songeant à un type de produit bien précis. Ce produit comprenait un modem, c'est-à-dire que le modem était à l'intérieur du module séparé. Le modem intégré est donc devenu l'un des éléments qui définissent un module séparé ayant une fonction de communication. Les plaignants reconnaissent expressément au moins ce point.

29. Il est exact de dire que les dispositifs Ethernet et WLAN, que les plaignants désignent comme "certains types" de "modems", permettent également, comme les modems, d'établir une connexion à Internet. Toutefois, ces dispositifs le font en connectant le module séparé en question *au moyen d'un câble* (ou d'ondes radio dans le cas d'un dispositif WLAN) à un autre dispositif, à savoir un modem externe (autonome). C'est ce *modem externe* qui établit ensuite, à son tour, une connexion à Internet. En d'autres termes, les modems en cause en l'espèce ne sont pas compris dans les modules séparés; ils se trouvent *à l'extérieur* et sont connectés au module séparé *au moyen* d'un câble (ou d'ondes radio).

30. Devant ce fait incontestable, les plaignants tentent de contourner la condition voulant qu'un module séparé comprenne un modem en réinterprétant ce qu'est un modem. Au moyen d'une nouvelle interprétation créative, ils tentent de montrer qu'un modem qui est hors de tout doute physiquement situé *à l'extérieur* d'un module séparé se trouve en réalité *à l'intérieur* du module séparé, comme l'exige la définition donnée dans l'ATI.

31. Le dictionnaire Oxford définit un "modem" très précisément comme étant "*[A] combined modulator and demodulator, used esp. to connect a computer to a telephone line, for converting digital electrical signals to analogue or audio ones and vice versa*" (appareil comprenant un modulateur et un démodulateur, utilisé spécialement pour connecter un ordinateur à une ligne téléphonique, afin de convertir des signaux électriques numériques en signaux analogiques ou audio et inversement). S'ils utilisaient cette définition, les plaignants auraient plus de mal à faire admettre le bien-fondé de leur allégation parce que le dispositif qui établit une connexion à la ligne téléphonique, c'est-à-dire le modem, n'est pas du tout compris dans les modules séparés qui communiquent au moyen de dispositifs Ethernet ou WLAN.

32. Le dictionnaire utilisé par les plaignants comprend une définition moins précise d'un modem, qui donne à entendre qu'il s'agit d'un "*equipment that connects … to a communication line*" (appareil

qui établit une connexion … à une ligne de communication). En s'appuyant sur l'hypothèse selon laquelle non seulement une ligne téléphonique, mais toute chose, même un câble reliant un nombre indéfini de dispositifs et transférant des informations, pourrait être une "ligne de communication", les plaignants atteignent leur objectif. À titre d'exemple, grâce à cette définition imprécise, quelqu'un pourrait se connecter à Internet au moyen d'un modem "compris" dans son module séparé, même si le modem lui-même se trouvait dans l'appartement des voisins ou dans une autre maison. Il va sans dire que ce n'est pas ce que les rédacteurs de l'ATI ont voulu.

IV. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

33. Bon nombre des affirmations faites par les plaignants reposent tout simplement sur une compréhension erronée du système juridique des douanes communautaires, lequel a été longuement examiné dans l'affaire récente *CE – Certaines questions douanières*, aux niveaux du groupe spécial et de l'Organe d'appel. Il semble donc curieux que les plaignants présentent au Groupe spécial une description factuelle de la législation douanière des CE qui déroge souvent même aux concepts très fondamentaux qui ont fait l'objet d'un examen approfondi dans cette affaire. Ce qui est encore plus curieux, c'est que les plaignants décrivent souvent correctement certains aspects de la législation douanière des CE dans les parties initiales de leurs communications, mais s'en écartent plus loin dans leurs communications sans aucune explication.

V. ALLÉGATIONS RELATIVES AUX MFM AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

34. Toutes les parties semblent s'accorder à penser que la question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est fondamentalement une question de classement: il s'agit de savoir si les MFM en cause sont visées par les concessions accordées par les CE pour les sous-positions 8471 60 et 8517 21 du SH de 1996 ou par la concession accordée par les CE pour la sous-position 9009 12 du SH de 1996.

A. MFM CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

35. Selon la thèse des plaignants, la concession accordée par les CE pour la sous-position 8471 60 vise chacune des MFM qui peuvent être connectées à un ordinateur, et cela même si la MFM exécute également d'autres fonctions, comme la copie, qui ne donnent pas lieu à l'utilisation d'un ordinateur.

36. Ainsi, la thèse des plaignants consiste à dire que toute MFM qui peut à la fois imprimer et copier doit toujours être considérée comme s'il s'agissait d'une imprimante à fonction unique. En d'autres termes, les plaignants sont d'avis que la fonction de copie d'une MFM est toujours dénuée de pertinence, quelle que soit son importance relative, et doit être ignorée aux fins du classement de ladite machine dans la Liste de concessions des CE.

37. Outre qu'elle est manifestement déraisonnable, la position des plaignants fait abstraction du libellé exprès de la note 5 B) du chapitre 84 du SH de 1996. Il découle de cette note qu'une "unité de sortie" ne peut pas être classée directement dans la position 8471 du SH de 1996, à moins qu'elle ne soit "exclusivement ou principalement" destinée à un système automatique de traitement de l'information.

38. En substance, la thèse des CE consiste à dire qu'en raison de la gamme étendue de MFM¸ il est nécessaire d'examiner au cas par cas les caractéristiques de chaque type de MFM. S'il est déterminé, à partir de cet examen, que pour un type particulier de machine, la fonction de copie est

"secondaire" par rapport à la fonction d'impression, ce type de MFM doit être classé dans la sous-position 8471 60 et doit être admis en franchise de droits.

39. Par contre, s'il est déterminé que les fonctions de copie et d'impression d'un type donné de MFM ont une importance équivalente, cette machine doit être considérée *prima facie* comme pouvant être classée dans deux sous-positions différentes: les sous-positions 8471 60 et 9009 12. Dans ces circonstances, il devient nécessaire de recourir à la RGI 3 du SH de 1996, qui vise spécifiquement la situation dans laquelle un produit peut *prima facie* être classé dans deux positions ou plus.

40. Comme les CE l'ont montré, ni la RGI 3 a) ni la RGI 3 b) ne peuvent être appliquées au classement des MFM. Par conséquent, les MFM en question doivent être classées suivant la RGI 3 c). L'application de cette règle amène à conclure que lorsque la fonction de copie est équivalente à la fonction d'impression, les MFM en question relèvent de la sous-position 9009 12. Il s'ensuit que, dans ces circonstances, les CE ne sont pas tenues d'accorder la franchise de droits aux produits en cause.

B. MFM NON CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

41. La position des plaignants au sujet de la deuxième sous-catégorie de MFM en cause consiste à dire que toute MFM qui peut être utilisée pour télécopier ou copier doit toujours être considérée comme un télécopieur et classée dans la sous-position 8517 21. Il doit en être ainsi quelle que soit l'importance relative de chacune des deux fonctions. Par conséquent, les plaignants font encore une fois entièrement abstraction de la fonction de copie des MFM.

42. Pour leur part, les CE sont d'avis qu'une MFM non connectable à une machine automatique de traitement de l'information qui peut être utilisée à la fois pour copier et pour télécopier peut *prima facie* être classée aussi bien dans la sous-position 8517 21, en tant que télécopieur, que dans la sous-position 9009 12, en tant que photocopieur. Il devient donc nécessaire, une fois de plus, de recourir à la règle spécifique énoncée dans la RGI 3 pour régler ce type de situation. Comme les CE l'ont montré, l'application de la RGI 3 amène à conclure que cette sous-catégorie de MFM relève de la sous-position 9009 12. Par conséquent, les CE ne sont pas tenues d'accorder la franchise de droits aux importations qui entrent dans cette catégorie.

C. LA PHOTOCOPIE EST UNE FORME DE COPIE NUMÉRIQUE

43. La thèse des plaignants au sujet des deux sous-catégories de MFM part du principe que la copie numérique n'est pas une forme de photocopie. Comme les CE l'ont montré dans leur première communication écrite, ce principe est erroné.

44. La copie numérique est le plus récent progrès technologique dans le domaine de la photocopie. Il existe des différences technologiques évidentes entre les photocopieurs analogiques et les photocopieurs numériques. Toutefois, les termes de la sous-position 9009 12 sont suffisamment larges, lorsqu'ils sont correctement interprétés, pour englober les deux types de photocopie. D'ailleurs, les plaignants eux-mêmes ont continué de classer les copieurs numériques "autonomes" comme des photocopieurs bien après la conclusion de l'ATI.

45. Par ailleurs, si les copieurs numériques "autonomes" ne pouvaient pas être considérés comme des photocopieurs, ils devraient être classés dans la sous-position 8472 90, qui est une sous-position résiduelle comprenant d'"autres" produits, principalement des machines mécaniques de bureau. De toute façon, le classement des copieurs numériques dans la sous-position 8472 90 plutôt que dans la sous-position 9009 12 ne réglerait pas la question soumise au Groupe spécial. Selon cette

interprétation, les MFM en cause pourraient *prima facie* être classées dans cette position, en plus de pouvoir être classées *prima facie* dans les sous-positions 8471 60 et/ou 8517 21. Par conséquent, il serait quand même nécessaire de déterminer laquelle de ces positions est la plus pertinente, compte tenu des notes et des règles interprétatives pertinentes du SH de 1996.

ANNEXE D-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. QUESTIONS GÉNÉRALES

A. CONCESSIONS ACCORDÉES PAR LES CE CONFORMÉMENT À L'APPENDICE B DE L'ATI

1. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont fait valoir que les plaignants n'avaient pas identifié d'une manière suffisamment claire les obligations pertinentes inscrites dans la Liste des CE conformément à l'Appendice B. Elles ont à nouveau souligné ce manquement dans leur première déclaration orale. En réponse à des questions spécifiques posées par le Groupe spécial, les plaignants ont tenté d'identifier les concessions pertinentes avec plus de précision. Dans une large mesure, les réponses qu'ils ont données ne font qu'ajouter à la confusion. Les plaignants formulent maintenant un point de vue assez révolutionnaire au sujet du statut juridique de l'ATI et ils ne sont toujours pas d'accord entre eux sur l'endroit précis dans la Liste des CE où se trouvent les concessions accordées conformément à l'Appendice B.

1. Statut juridique de l'ATI

2. Les parties au différend ont une vision fondamentalement différente de l'ATI et de son statut juridique. Tandis que les Communautés européennes sont d'avis qu'il s'agit d'un traité international à part entière au sens de l'article 2 1) de la Convention de Vienne sur le droit des traités, les plaignants estiment que l'ATI n'est pas un traité dans ce sens et le considèrent comme une simple "déclaration politique".

3. La première question qui se pose est de savoir comment interpréter les termes d'une telle "déclaration politique", par exemple les définitions données dans l'Appendice B de l'Annexe de l'ATI. Compte tenu de l'article 2 1) de la Convention de Vienne, les règles d'interprétation de cette convention ne sont pas applicables, ce que les plaignants confirment expressément. Même si elles étaient applicables, elles ne seraient guère utiles dans le cadre de l'analyse interprétative.

4. La première règle formulée dans la Convention de Vienne, soit l'interprétation des termes selon leur sens ordinaire, ne fonctionne pas du tout lorsqu'elle est appliquée à cette "déclaration politique". Le terme "agreement" (accord) illustre bien cette affirmation. Une lecture rapide de l'Appendice B montre que les rédacteurs de ce texte ont employé le mot "agreement" (accord) au moins cinq fois. Selon son sens ordinaire, ce terme signifie "a mutual understanding, a covenant, a treaty" (mémorandum d'accord mutuel, pacte, traité) et "a legally binding arrangement between two or more parties" (arrangement juridiquement contraignant entre deux parties ou plus). Le mot "agreement" (accord) est également employé à l'article 2 1) de la Convention de Vienne pour désigner le fondement d'un traité visé par ladite Convention. Toutefois, les plaignants sont d'avis que les rédacteurs, lorsqu'ils ont employé le terme "agreement" (accord), ont voulu parler d'une "déclaration politique".

5. Ce point de vue a des conséquences importantes. Si les rédacteurs ont effectivement employé une formulation aussi imprécise en ce qui concerne ce terme assez important, comment les plaignants peuvent-ils être certains que les rédacteurs ont employé d'autres termes de la déclaration avec plus de précision et d'exactitude?

6. D'autre part, de l'avis des États-Unis au moins, il y a au moins deux séries de définitions qui sont pertinentes pour l'interprétation de la Liste des CE. Premièrement, il y a la "note liminaire" qui "dirige le lecteur vers l'Appendice B de l'ATI". Une série de définitions correspond donc directement à la série qui figure dans cet appendice. Deuxièmement, il y aurait aussi une autre série distincte d'obligations dans la Liste des CE. Cette série, "séparée par un épais trait noir" de la "note liminaire", comprend les définitions et les codes SH/NC notifiés par les Communautés européennes à côté des définitions.

7. La première série de définitions, à savoir les définitions figurant dans l'Appendice B de l'ATI à laquelle la "note liminaire" fait référence, ne peuvent pas servir à déterminer d'une manière crédible et fiable des droits et des obligations juridiques si l'ATI est juste une déclaration politique. Rien ne permet de présumer que les rédacteurs se sont montrés plus attentifs et précis à propos de certains termes de l'Appendice B lorsqu'ils semblent avoir été si imprécis lorsqu'il s'est agi de l'emploi du terme "agreement" (accord).

8. Par conséquent, un interprète de la Liste des CE devrait se fonder sur la deuxième série de définitions, c'est-à-dire celle qui est "séparée par un épais trait noir" de la note liminaire. Cette série de définitions comprend toutefois les codes SH/NC qui ont été notifiés en même temps que ces définitions. Il s'ensuit que ces codes constituent bien plus qu'un simple contexte, ils constituent la concession proprement dite.

9. Les plaignants ne peuvent tout simplement pas gagner sur les deux tableaux: considérer l'ATI comme une simple déclaration politique *et* se fonder sur une interprétation spécifique des termes employés dans une telle déclaration politique.

2. Où se trouvent exactement les concessions pertinentes accordées dans l'Appendice B?

10. Les États-Unis, d'une part, et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et le Japon, d'autre part, ne s'entendent pas sur la question de la teneur précise de la concession accordée par les CE conformément à l'Appendice B de l'ATI. Bien que tous les plaignants souhaitent minimiser la pertinence juridique des positions spécifiques qui figurent à côté des définitions de produits inscrites dans la Liste des CE conformément à la section 2 de l'Appendice A et à l'Appendice B, la concession précise que les Communautés européennes violent d'après les allégations des plaignants dans le cas des "dispositifs d'affichage à écran plat …" et des "modules séparés ayant une fonction de communication" est définie différemment en fonction du plaignant.

11. En dehors du fait qu'il existe une différence à propos de ce qui est précisément inscrit dans la Liste des CE, les États-Unis sont d'avis que ce qu'il est convenu d'appeler le "tableau qui vient après la note liminaire" est une disposition *distincte* de la Liste des CE. Sur cette base, la Liste des CE contiendrait deux séries d'engagements conformément à l'Appendice B. Le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu semblent pour leur part considérer la "note liminaire" et les définitions de produits de même que les positions inscrites à côté de celles-ci comme faisant partie intégrante de la même concession. Ils soulignent que les positions indiquées à coté des définitions de produits n'ont qu'une valeur exemplaire.

12. Ces différences ne sont pas purement formelles. Il est fondamentalement important de définir en quoi consiste la concession des CE pertinente et ce qui sert ensuite de contexte à son interprétation. La position des Communautés européennes est claire: on ne peut pas donner des positions indiquées à côté des définitions de produits une lecture qui les exclut de la Liste des CE. Ces positions éclairent les engagements pris par les Communautés européennes conformément à l'Appendice B de l'ATI.

13. Même s'il devait être admis qu'il existe un engagement constituant un "filet de protection" qui pourrait tirer son origine de la "note liminaire", de nombreux éléments de preuve doivent être présentés pour prouver qu'un Membre manque à ses obligations parce qu'il existe un autre produit qui correspond à une définition donnée bien qu'il ne relève pas du champ des concessions explicitement mentionnées à côté de la définition du produit. La Liste des CE ainsi que les positions indiquées à côté des définitions de produits ont été convenues par consensus et certifiées en conséquence.

II. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINS "DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT"

A. MANQUE PERSISTANT DE DILIGENCE POUR EXPOSER LES ALLÉGATIONS

14. Les plaignants ont jusqu'à un certain point apporté des éclaircissements au sujet des concessions inscrites dans la Liste des CE qui font l'objet de la présente affaire, mais l'allégation fondée sur la concession accordée conformément à l'Appendice B comporte les faiblesses générales mentionnées plus haut. Toutefois, malgré les questions très claires posées par le Groupe spécial, les plaignants continuent d'être extrêmement vagues sur les produits en cause.

15. Il y a toutefois un autre manque de précision dans l'exposé des allégations, que les Communautés européennes n'ont pas été en mesure d'identifier dans les premières communications écrites. D'après les déclarations orales et les réponses que les plaignants ont données aux questions, les Communautés européennes croient comprendre que les deux allégations formulées par les plaignants au sujet des moniteurs à écran plat ont une portée très différente.

B. DEUX ALLÉGATIONS DISTINCTES FORMULÉES AU TITRE DE DEUX ENGAGEMENTS DISTINCTS

16. D'après les éclaircissements fournis par les plaignants, les Communautés européennes croient comprendre que l'allégation relative à l'Appendice B est la suivante: selon les plaignants, les Communautés européennes n'admettent pas en franchise de droits tous les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont "pour" un ordinateur ou d'autres produits relevant de l'ATI. Comme le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu l'a dit dans sa première déclaration orale, "la véritable question d'interprétation est le sens du terme "pour"". Les plaignants allèguent que tout dispositif d'affichage à écran plat qui est *simplement apte à fonctionner avec un ordinateur* est "pour" un ordinateur. Rien de plus, rien de moins; nul besoin d'examiner un autre critère. Par conséquent, si les plaignants ne parviennent pas à convaincre le Groupe spécial du bien-fondé de leur interprétation du terme "pour", l'allégation ne tient plus.

17. La position des plaignants va totalement à l'encontre du sens ordinaire du terme "pour" lu dans son contexte, lequel doit manifestement comprendre les autres concessions inscrites dans la Liste des CE et, en particulier, celles qui ont été accordées conformément à l'Appendice B. Parmi ces définitions, il y a celle du terme "moniteurs", qui exclut catégoriquement les téléviseurs – y compris les téléviseurs à haute définition – de la portée de tout l'accord. De l'avis des Communautés européennes, cette exclusion vise aussi nécessairement les moniteurs vidéo et, en particulier, les moniteurs HD, parce qu'ils sont aptes à recevoir et à traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide de l'unité centrale de traitement d'un ordinateur.

18. Toutefois, tandis que l'allégation formulée au titre de la concession relevant de l'Appendice B a une portée qui devient par ailleurs plus précise, elle est visiblement source de confusion du point de vue des mesures contestées. L'interprétation très large du terme "pour" et le large champ des produits visés qui en résulte, selon les plaignants, au titre de la concession relevant de l'Appendice B de l'ATI

ont des conséquences très importantes pour la présente affaire: il en résulte une situation dans laquelle on ne sait pas du tout *comment les mesures contestées entrent dans le champ de chacune des deux allégations*. Les plaignants estiment-ils que toutes les mesures des CE qui seraient pertinentes pour fixer les droits sur l'ensemble des produits relevant de l'ATI et qui suivent la nomenclature du SH constituent nécessairement un manquement aux obligations contractées par les CE dans le cadre de l'OMC? Y a-t-il d'autres critères dans le SH de 1996 qui, de l'avis des plaignants, entraîneraient également des violations des règles de l'OMC? Quelles parties de la nomenclature combinée entrent effectivement dans le champ des deux allégations?

C. CONFUSION SUPPLÉMENTAIRE AU SUJET DES PRODUITS EN CAUSE: CONSÉQUENCES DES DEUX ALLÉGATIONS DISTINCTES

19. Le fait que les deux allégations formulées par les plaignants au sujet des moniteurs à écran plat ont une portée différente a forcément la même conséquence en ce qui a trait aux produits en cause. En effet, l'allégation formulée au titre de la position 8471 60 90 semble se rapporter aux moniteurs qui sont utilisés *exclusivement ou principalement* avec une machine automatique de traitement de l'information, tandis que l'allégation formulée au titre de la concession pertinente relevant de l'Appendice B de l'ATI se rapporte aux moniteurs qui sont *simplement aptes à fonctionner avec un ordinateur*. Les Communautés européennes croient comprendre que la seconde allégation a nécessairement une portée plus large que la première et, partant, vise un plus grand nombre de moniteurs. Toutefois, à l'exception de la réponse donnée par le Japon à la question n° 48, les plaignants refusent par ailleurs d'apporter des éclaircissements sur les limites et les critères juridiques permettant de distinguer les différents moniteurs les uns des autres afin de préciser la portée des deux allégations et, ce qui est peut-être encore plus important, le rapport entre ces allégations.

20. Avant de prendre connaissance des réponses données par les plaignants aux questions posées par le Groupe spécial, les Communautés européennes avaient présumé qu'en plus des cinq moniteurs identifiés dans les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission, les produits en cause étaient les moniteurs ACL ayant une interface DVI, indépendamment de toute autre caractéristique technique (tous les plaignants), et les moniteurs ACL pouvant afficher des renseignements provenant uniquement d'une machine automatique de traitement de l'information (États-Unis et Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu). En effet, en l'absence de toute explication indiquant le contraire, les Communautés européennes croyaient comprendre que les produits visés étaient les mêmes dans les deux allégations.

21. Les Communautés européennes croient maintenant comprendre que *tous* les moniteurs à écran plat, indépendamment de toute autre caractéristique technique, entrent dans le champ de l'allégation fondée sur les engagements pris par les CE conformément à l'Appendice B de l'ATI. En effet, non seulement les moniteurs ACL ayant la DVI mais aussi les moniteurs à écran plat, y compris les écrans à plasma et les écrans faisant appel à d'autres technologies, comme l'interface HDMI, ou qui ont une autre caractéristique technique, comme un récepteur de signaux vidéophoniques, relèvent de la portée de l'allégation du moment que le moniteur est simplement apte à fonctionner avec un ordinateur.

22. L'allégation formulée au titre de la position 8471 60 90 semble pour sa part plus restreinte du point de vue des produits en cause. Les Communautés européennes croient donc comprendre que les États-Unis n'allèguent *pas* qu'un téléviseur moderne à écran plat entre dans le champ de l'allégation qu'ils formulent au titre de la position 8471 60 90 alors qu'un tel produit semblerait être visé par l'allégation formulée au titre de la concession pertinente accordée conformément à l'Appendice B. Il est curieux que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et le Japon s'abstiennent de répondre à la question n° 58 du point de vue d'un téléviseur qui peut être connecté à

un ordinateur et, partant, il subsiste beaucoup d'incertitude quant aux produits visés en ce qui a trait à l'allégation qu'ils formulent au titre de la position 8471 60 90.

23. Dans ces circonstances, les Communautés européennes ne sont tout simplement pas en mesure de savoir quels produits entrent dans le champ de l'allégation formulée au titre de la position 8471 60 90. Il règne la confusion la plus complète. Les réponses que les plaignants ont données notamment aux questions n° 3, 23 a), 48, 49, 58, 66 et 67 ne sont tout simplement pas cohérentes au plan interne et n'établissent pas de distinction entre les deux allégations distinctes formulés au titre des deux concessions distinctes qu'ils semblent invoquer. En pareil cas, les Communautés européennes ne sont pas en mesure de présenter une réfutation effective et estiment que leurs droits à une procédure régulière sont compromis.

D. MESURES EN CAUSE: COMMENT LES MESURES ENTRENT-ELLES DANS LE CHAMP DES DEUX ALLÉGATIONS DISTINCTES?

1. Nomenclature combinée

24. Le Règlement n° 2658/87 tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le Règlement n° 1031/2008 de la Commission renferme la nomenclature combinée (NC) de 2009 actuellement en vigueur. Selon la NC qui correspond au SH de 2007, il y a un certain nombre de positions dans lesquelles un moniteur à écran plat donné pourrait être classé compte tenu de ses caractéristiques objectives. Parmi celles-ci, il y a la position 8528 51 00 (SH de 2007).

25. Les produits qui relèvent de cette position, soit les "... moniteurs – autres moniteurs – des types exclusivement ou principalement destinés à une machine automatique de traitement de l'information du n° 8471", sont admis *en franchise de droits*. Il en va de même des produits relevant de la position 8528 41 00. De l'avis des Communautés européennes, ces positions mettent en œuvre dans la NC actuellement en vigueur les obligations pertinentes découlant de l'ATI.

26. Il est difficile pour les Communautés européennes de saisir ce qui permet de considérer qu'elles manqueraient à leurs obligations s'agissant de l'allégation fondée sur la position 8471 60 90 (SH de 1996) parce que la portée combinée de la position 8528 51 00 (SH de 2007) et de la position 8528 41 00 (SH de 2007) est au moins aussi large que la portée de la position 8471 60 90 (SH de 1996) malgré les différences évidentes dans le libellé de la position. La violation alléguée découle vraisemblablement de l'effet interprétatif allégué de certains critères énoncés dans les notes explicatives de la NC lorsque la NC est appliquée dans la pratique.

27. De plus, il est difficile pour les Communautés européennes de voir comment la NC viole, d'après les allégations, la concession constituant un "filet de protection" qui est accordée conformément à l'Appendice B de l'ATI. Les Communautés européennes croient comprendre qu'il existe, d'après ce que les plaignants allèguent, des moniteurs qui sont classés ailleurs dans une position passible de droits (comme les "moniteurs vidéo" relevant des positions 8528 59 10 ou 8528 59 90 ou les "téléviseurs" classés dans différentes positions à huit chiffres relevant de la position 8528 71), mais qui seraient quand même admis à bénéficier de la franchise de droits. Si les Communautés européennes ont bien compris, l'allégation veut dire qu'elles auraient dû prévoir des positions en franchise de droits également dans les positions pertinentes de la NC pour les moniteurs vidéo et les téléviseurs en raison de la concession constituant un "filet de protection" accordée dans ce qu'il est convenu d'appeler la "note liminaire". Toutefois, en fonction de quels critères les Communautés européennes devraient-elles tracer la ligne de démarcation entre, par exemple, les téléviseurs qui, de l'avis des plaignants, relèvent de la portée de l'ATI et ceux qui n'en relèvent pas? Le simple fait d'être connectable à un ordinateur?

2. Notes explicatives de la NC

28. Les plaignants contestent également les notes explicatives de la NC. Les Communautés européennes ne savent toutefois pas très bien si et à quels égards les notes explicatives de la NC sont contestées dans les deux allégations formulées par les plaignants, c'est-à-dire au titre de la position 8471 60 90 et au titre de l'engagement pertinent prévu dans l'Appendice B de l'ATI.

29. Les notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 41 00 prévoient une longue liste de critères de classement pertinents. Toutefois, les Communautés européennes croient comprendre que les notes explicatives en question ne sont pas, en elles-mêmes, contestées dans l'une ou l'autre allégation. La contestation s'effectue uniquement par le biais de l'expression *mutatis mutandis* employée dans les notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 51 00.

30. Selon les notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 41 00, les "moniteurs de la présente sous-position fonctionnent avec la technologie d'affichage à tube cathodique". Par conséquent, pour appliquer les notes explicatives de la NC à d'autres technologies *mutatis mutandis*, il est nécessaire d'établir une distinction entre les critères techniques qui sont pertinents uniquement par rapport à la technologie d'affichage à tube cathodique. Contrairement à ce que les plaignants semblent faire valoir, l'expression *mutatis mutandis* n'incorpore pas l'ensemble des notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 41 00 dans les notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 51 00. Il ne s'agit pas d'une tâche facile, bien que les notes explicatives de la NC établissent parfois une distinction entre différentes technologies.

31. Toutefois, dans la mesure où les Communautés européennes comprennent les allégations, les plaignants sont d'avis que la formulation spécifique de deux critères mentionnés dans les notes explicatives de la NC relatives à la position 8528 41 00, tels qu'ils sont appliqués, d'après les allégations, textuellement dans la position 8528 51 00, amène nécessairement les Communautés européennes à classer certains moniteurs dans une position autre que la position 8528 51 00, laquelle, selon les plaignants, est nécessairement une position passible de droits.

32. Les Communautés européennes croient comprendre qu'il en est ainsi à cause du libellé impératif, d'après les allégations, des notes explicatives de la nomenclature combinée relatives à la position 8528 41 00, dont il est allégué qu'il n'accorde aucun pouvoir discrétionnaire aux autorités douanières lorsqu'elles appliquent la NC. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les critères contestés par les plaignants sont énoncés dans les notes explicatives du SH de 1996.

33. On voit mal si les plaignants estiment qu'il y a d'autres critères dans les notes explicatives de la nomenclature combinée qui entraînent à leur avis une violation de l'article II du GATT de 1994. On ne sait pas très bien si les notes explicatives de la NC sont contestées *de la même manière* dans les deux allégations, c'est-à-dire au titre de la position 8471 60 90 et au titre de la concession pertinente relevant de l'Appendice B de l'ATI. Plus précisément, on ne sait pas très bien si les notes explicatives de la NC sont même visées par l'allégation formulée au titre de la concession prévue dans l'Appendice B de l'ATI.

34. En tout état de cause, les Communautés européennes ont déjà démontré dans leur première communication écrite que le libellé impératif, d'après les allégations, des notes explicatives de la NC ne faisait pas obstacles à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui a trait à un moniteur identifié avec toutes ses caractéristiques objectives pertinentes. En effet, les notes explicatives de la NC ne sont pas juridiquement contraignantes malgré la tentative des plaignants visant à les qualifier ainsi. Selon la jurisprudence établie de la Cour de justice des Communautés européennes:

> "les notes explicatives élaborées par la Commission, en ce qui concerne la nomenclature combinée, et celles adoptées par l'OMD, en ce qui concerne le SH, contribuent de façon importante à l'interprétation de la portée des différentes positions tarifaires sans toutefois avoir force obligatoire de droit …"

35. Il est également important de préciser l'état du droit communautaire à la suite de la décision rendue par la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire C-376/07 *Kamino*. En effet, tous les plaignants font référence à cet arrêt dans leurs communications.

36. Dans l'affaire *Kamino*, la Cour de justice des Communautés européennes a estimé que la NC devrait être appliquée au cas par cas en tenant compte de toutes les caractéristiques objectives pertinentes d'un moniteur donné. La Cour a explicitement examiné les deux critères mentionnés par les plaignants.

37. Même si l'avis des plaignants quant à la manière dont les Communautés européennes ont appliqué ces critères dans des situations concrètes était accepté (ce qui n'est pas le cas), ceux-ci ne peuvent plus être appliqués de cette manière en vertu du droit communautaire.

38. De l'avis des Communautés européennes, il n'y a rien d'incompatible avec les règles de l'OMC dans l'interprétation donnée par la CJCE dans l'affaire C-376/07 *Kamino*. Les Communautés européennes sont toutefois en train d'abroger et/ou de remplacer les notes explicatives de la NC par souci de précision.

3. Règlements en matière de classement

39. En dernier lieu, les plaignants contestent les Règlements n° 634/2005 et 2171/2005 de la Commission qui ont appliqué la NC en ce qui a trait à certains moniteurs spécifiques. Une fois de plus, *on ne sait pas très bien si ces règlements sont contestés de la même manière dans les deux allégations formulées par les plaignants*, c'est-à-dire au titre de la position 8471 60 90 et au titre de la concession pertinente prévue dans l'Appendice B de l'ATI. Les plaignants n'ont pas fourni de détails pertinents dans l'argumentation qu'ils ont formulée au sujet de ces règlements.

III. ALLÉGATIONS RELATIVES À CERTAINS "MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION"

A. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

1. Les plaignants n'ont pas établi l'existence d'une violation "en tant que tel"

40. Les plaignants font valoir que les Communautés européennes laissent entendre que pour faire admettre leurs allégations "en tant que tel", les plaignants sont "tenus de démontrer que les mesures en question entraînent l'imposition de droits *sur chacun des modèles* de dispositif d'affichage à écran plat, de module séparé ou de MFM qui franchit la frontière des CE". C'est inexact. Les Communautés européennes font valoir que les plaignants doivent établir à cet égard que les mesures contestées entraînent nécessairement une incompatibilité avec le droit de l'OMC lorsqu'elles sont appliquées à "un modèle de produit *donné*" ou "*à un certain* produit ou *une certaine* catégorie de produits" parmi peut-être beaucoup d'autres catégories visées par ces mesures et traitées par les Communautés européennes d'une manière compatible avec leurs obligations.

41. Le désaccord entre les parties semble en réalité tenir au fait que, de l'avis des CE, la catégorie de produits à l'égard de laquelle il faut montrer qu'il y a une incompatibilité doit être une *certaine* catégorie de produits dûment définie. Le fait de savoir quels sont les produits ou types de produits en cause permet d'examiner l'ensemble des caractéristiques objectives de ces produits (ou types de produits), ce qui permet alors de déterminer si les mesures contestées traitent cette catégorie de produits d'une manière compatible avec le droit de l'OMC ou non.

42. Les plaignants tentent d'éviter cette question en définissant la catégorie de produits au moyen d'un seul critère, qu'ils considèrent comme arbitraire. De toute évidence, il est possible de définir une catégorie de produits de cette façon. Toutefois, les CE sont d'avis, comme elles l'expliquent dans la présente communication et l'ont expliqué dans des communications antérieures, que le Groupe spécial ne peut guère décider que le traitement accordé par les CE à une catégorie incluant *tous* les modules séparés munis d'un disque dur ou d'un lecteur de DVD qui exécutent une fonction d'enregistrement ou de reproduction (même s'ils correspondent par ailleurs à la définition d'un module séparé ayant une fonction de communication) entraîne nécessairement la violation des engagements pris par les CE. Selon les CE, une telle constatation présupposerait qu'on souscrive à la théorie douteuse des conditions minimales avancée par les plaignants. Par contre, si le Groupe spécial se laisse convaincre par les arguments – jusqu'ici inexistants – des plaignants selon lesquels une certaine catégorie de modules séparés relevant de cette catégorie générale qui comprend l'ensemble des modules séparés munis d'un dispositif qui exécute une fonction d'enregistrement ou de reproduction (et qui correspondent par ailleurs à la définition d'un module séparé ayant une fonction de communication) est traitée par les Communautés européennes d'une manière incompatible avec leurs obligations, le Groupe spécial peut naturellement formuler une constatation à cet égard. Mais il faudrait alors expliquer en quoi consiste cette catégorie de produits. À cet égard, il ne faudrait pas oublier qu'en plus de la note explicative de la NC, les plaignants contestent également toute la nomenclature combinée, ce qui veut dire que la combinaison des produits qui pourraient être en cause est, sans autre précision, effectivement véritablement infinie.

2. Les plaignants interprètent incorrectement la désignation

43. Il ressort des explications données par les Communautés européennes que même si l'approche des plaignants, axée uniquement sur les désignations, constituait une manière correcte d'interpréter les concessions accordées dans la Liste des CE, elle ne permettrait toujours pas d'étayer leur position en ce qui concerne les "modules séparés ayant une fonction de communication".

44. Le point de départ d'une interprétation de la désignation est le texte *exact* de cette désignation. Les Communautés européennes ne sont pas d'avis qu'on puisse interpréter le membre de phrase "set top boxes which have a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication) en ayant recours au membre de phrase "set top box with a communication function" (module séparé ayant une fonction de communication). Cela ne veut pas dire que les plaignants ne peuvent pas interpréter le membre de phrase "set top box with a communication function" (module séparé ayant une fonction de communication) s'ils sont d'avis que la concession pertinente se trouve dans ce membre de phrase. Toutefois, dans ce cas, ils doivent indiquer clairement qu'ils interprètent un libellé qui est différent de celui de la désignation des "set top boxes which have a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication) et que ce libellé différent figure dans un document qui n'est pas l'Appendice B de l'ATI ni la Liste des CE. Ces différences ne peuvent pas être passées sous silence: chacun de ces membres de phrase a non seulement un texte différent, mais aussi un contexte différent, dans lequel il doit être lu. C'est cela – et non pas tant le fait que les termes anglais "which" et "with" peuvent en eux-mêmes avoir des significations différentes – qui constitue la principale raison pour laquelle les Communautés européennes insistent pour utiliser un texte exact aux fins de l'interprétation.

a) Document G/MA/TAR/RS/74 et son rapport avec la désignation

45. Pour être en mesure d'évaluer la signification juridique de cette communication, il faut évidemment analyser son libellé, qui figure à la page 2 du document G/MA/TAR/RS/74.

46. Les quatre premiers paragraphes à la page 2 expliquent la genèse de la communication, y compris le fait que les Communautés européennes ont créé une nouvelle ligne tarifaire dans leur nomenclature, soit le n° 8528 12 91. Le tableau qui figure dans le troisième paragraphe explique que ce code dans le classement interne des CE vise les "[a]ppareils munis d'un dispositif à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet, ayant une fonction d'échange interactif d'informations et pouvant recevoir des signaux de télévision". Comme il ressort également du tableau, le législateur des CE qui a ajouté la mesure législative à la nomenclature combinée des CE a appelé ces produits des "Set-top boxes *with* a communication function" (modules séparés *ayant* une fonction de communication).

47. L'emploi de ce terme – qui n'est *pas identique* à la désignation formulée dans la Liste des CE et l'ATI – traduit bien le fait que la désignation des appareils qui peuvent être classés dans le code NC 8528 12 91 n'est *pas identique* à la désignation figurant dans l'ATI et la Liste des CE non plus (c'est-à-dire que les mots "pouvant recevoir des signaux de télévision" ont été ajoutés dans la législation des CE).

48. Indépendamment de l'intérêt qu'il peut y avoir à établir une comparaison entre les deux membres de phrase distincts, toutefois, l'importance pratique d'une telle comparaison dans la présente affaire est très limitée. En effet, aucune appellation ni aucun membre de phrase employé par le législateur des CE pour désigner et nommer un produit dans le contexte de l'adoption de la propre mesure de classement des CE ne peut être pertinent pour interpréter la portée d'une concession tarifaire formulée au niveau de l'OMC (et les CE rappellent que les plaignants font valoir que c'est la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication qui figure dans l'ATI et la Liste des CE qui constitue la concession). Comme les États-Unis l'ont dit à juste titre en se référant au Groupe spécial *Chine – Pièces d'automobiles*, "[i]l est bien établi que la législation d'un Membre en matière de classement … ne peut pas accroître ni diminuer les concessions tarifaires qu'il accorde dans le cadre de l'OMC."

49. Le membre de phrase "set-top boxes with a communication function" (modules séparés ayant une fonction de communication) serait naturellement pertinent si les Communautés européennes l'avaient intégré dans leur Liste. Ce n'est toutefois pas le cas, comme cela est indiqué dans le cinquième paragraphe de la communication. Cela fait ressortir deux faits. Premièrement, cela confirme qu'en 2000, comme c'était le cas en 1996 et comme c'est le cas maintenant, les Communautés européennes étaient d'avis que les codes NC inscrits dans leur Liste à côté de la désignation de produit figurant dans l'Appendice B étaient importants. Deuxièmement, cela montre que la notification **n'a pas introduit** une *désignation distincte* dans la Liste des CE **ni modifié** la *désignation existante*. À cet égard, le texte ne pouvait pas être plus clair.

50. Cependant, même si l'on acceptait le fait que, par le truchement du document G/MA/TAR/RS/74, la *désignation* a été quelque peu modifiée (de sorte que sa portée a été élargie), on ne pourrait toujours pas faire valoir qu'une telle modification voulait dire que les Communautés européennes reconnaissait qu'une distinction entre les termes anglais "with" et "which have" était dénuée de fondement, comme les plaignants le font valoir. On pourrait encore moins faire valoir que par le truchement de la notification de 2000, les Communautés européennes ont accepté le fait que la désignation était une désignation fixant des *conditions minimales*.

51. Cette question ne concerne pas uniquement le fond; elle touche aussi à la procédure. Cela tient notamment au fait que les plaignants ne semblent pas avoir des vues unanimes sur cette question. Évidemment, une telle position partagée est très rassurante pour les différents plaignants, car peu importe où se trouve la vérité, au moins l'un d'eux aura raison en fin de compte et, grâce à l'approche "conjointe et solidaire" mal définie, tous les plaignants finiront par adhérer à ce point de vue exact. En revanche, les Communautés européennes, qui agissent seules, doivent répartir leurs efforts et couvrir les différents points de vue des plaignants. Dans un cas semblable, la demande de précisions des CE n'est pas simplement un appel lancé par les avocats qui assurent leur défense dans le but de comprendre la position des plaignants, mais devient une question touchant à la **régularité de la procédure**.

b) Interprétation des termes à partir des documents utilisés pendant les négociations

52. Les Communautés européennes font référence à leur première communication écrite, dans laquelle elles décrivent certaines circonstances établies au moyen de divers documents qui ont été utilisés dans le cadre des négociations sur l'ATI. Conformément aux indications données par l'Organe d'appel, les Communautés européennes sont d'avis qu'il est essentiel de procéder à une analyse appropriée des circonstances pour arriver à une interprétation correcte.

53. Les plaignants semblent répondre sommairement aux arguments des CE à cet égard en faisant valoir qu'"il n'y a pas à proprement parler d'"historique de la négociation" de l'ATI". Indépendamment du point de savoir si ces documents dans leur ensemble font ou non partie de l'historique de la négociation de l'ATI, ils contiennent de nombreuses déclarations qui, en tant que telles, établissent certaines circonstances qui éclairent l'emploi de certains termes par ses rédacteurs. Ce qui est incontestable, c'est que ces déclarations sont *très pertinentes* pour le présent différend et ne peuvent pas être passées sous silence.

54. Les plaignants s'efforcent de minimiser l'importance de ces déclarations en mettant en avant la hiérarchie interprétative prévue aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne (et, même là, ils font valoir que ces déclarations ne peuvent pas être considérées comme des travaux préparatoires). Mais ce qu'ils ignorent volontairement, c'est que cette hiérarchie des sources interprétatives signifie quelque chose dans une situation dans laquelle différents éléments de l'analyse interprétative (texte, contexte, objet et but, moyens complémentaires d'interprétation) fournissent des sens différents (voire contradictoires). Dans la présente affaire, toutefois, tous les éléments interprétatifs pointent dans la même direction, et l'application de l'ordre hiérarchique des différentes sources devient donc moins pertinente pour arriver à un résultat correct de cette analyse interprétative.

c) Pertinence des codes du SH

55. Comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur première communication écrite, même si la théorie des plaignants voulant que la concession accordée par les CE (et d'autres parties à l'ATI) pour les modules séparés ayant une fonction de communication soit effectivement exprimée uniquement dans la désignation des modules séparés ayant une fonction de communication était exacte, on ne peut pas passer sous silence la pertinence des codes du SH que les parties ont notifiés à côté de cette désignation conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de l'ATI. À tout le moins, ces codes fournissent un contexte pour l'interprétation de la désignation puisqu'ils *reflètent* clairement la manière dont le produit en cause *avait été compris* par la partie ayant notifié ces codes à l'époque.

56. Les Communautés européennes se réjouissent de voir que les plaignants souscrivent à cette affirmation. De plus, toutefois, les plaignants font valoir que les codes du SH ne restreignent pas la

portée de la concession. Ils mettent en avant, à cet égard, la note liminaire, en particulier le membre de phrase "où que le produit soit classé". Cet argument peut ou non être pertinent dans le débat général entre les Communautés européennes et les plaignants sur le point de savoir si la concession des CE est énoncée dans la désignation et/ou dans les codes du SH/de la NC notifiés à côté de celle-ci. Toutefois, il n'a pas la moindre pertinence dans le contexte de la théorie avancée par les plaignants dans le cas des modules séparés ayant une fonction de communication, à savoir que c'est la désignation qui représente l'engagement des CE. Il faut évidemment d'abord identifier et comprendre la teneur de la désignation avant d'être en mesure de dire quel produit doit bénéficier de l'admission en franchise de droits et être visé par le membre de phrase "où que le produit soit classé".

57. Il découle de ce qui précède que le Groupe spécial devrait examiner attentivement les codes du SH que les participants à l'ATI ont notifiés à l'OMC dans le cas des modules séparés ayant une fonction de communication. Ces codes fournissent un contexte et donnent de nombreux éclaircissements sur les sortes de produits qui, selon ce que les parties à l'ATI (c'est-à-dire pas seulement les Communautés européennes) croyaient comprendre, étaient visées par la désignation en 1996/97 (et, à nouveau, en 1999). C'est également le caractère multilatéral de ces éléments de preuve qui montre que ces codes ne peuvent pas être volontairement ignorés.

B. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

58. Premièrement, l'hypothèse de base des plaignants, à savoir que "les CE ont … mis plus d'un an avant de publier [la note explicative de la nomenclature combinée] après l'avoir approuvée, et ils l'ont appliquée pour recouvrer des droits incompatibles avec les règles de l'OMC avant même sa publication", est tout simplement inexacte *du point de vue des faits* (sans parler de la qualification juridique fautive qu'ils font de ces faits erronés).

59. Selon le droit communautaire, le texte d'une mesure doit être finalisé, doit faire l'objet d'un vote (dans toutes les parties dans la version finale établie par le Comité du Code des douanes), puis doit être adopté par la Commission pour qu'une note explicative de la nomenclature combinée puisse exister.

60. La mesure communautaire, telle que les plaignants la définissent, n'existe pas du point de vue de l'OMC non plus. Les débats ou les votes au Comité du Code des douanes sur un projet de mesure n'ont tout simplement pas l'effet juridique ou autre allégué par les plaignants. Ces derniers tentent d'établir un lien entre certains événements pour créer une mesure communautaire. Toutefois, ces événements ne peuvent pas être reliés de la manière alléguée par les plaignants, et ce que ces derniers perçoivent comme un lien de causalité entre certains faits et une prétendue mesure communautaire constitue une interprétation erronée des événements, comme on vient de le mentionner. Une *mesure communautaire* que les plaignants contestent n'existe pas, dans les *faits*.

61. Deuxièmement, il convient également de souligner que les Communautés européennes ne peuvent évidemment pas empêcher des États membres de trouver qu'une interprétation donnée de la nomenclature combinée débattue au Comité du Code des douanes est convaincante et de décider, de leur propre chef, de suivre une telle interprétation. Toutefois, si un État membre des CE décide effectivement de modifier l'interprétation d'une certaine ligne tarifaire en pareil cas (entraînant un classement des produits qui diffère de celui qu'effectuait cet État membre auparavant), ce changement serait une mesure de cet État membre pris individuellement.

62. Si cette théorie était effectivement celle des plaignants, toutefois, elle soulèverait au moins trois questions. Premièrement, les éléments de preuve présentés par les plaignants, c'est-à-dire les

trois RTC délivrés par les autorités douanières françaises (tous délivrés le même jour) et *le* RTC délivré par les autorités douanières tchèques, démontrent-ils vraiment l'existence d'une *modification* du classement effectuée par les autorités douanières de ces États membres? Deuxièmement, même si le Groupe spécial convenait que les plaignants ont démontré l'existence de telles mesures, la question suivante est de savoir si ces mesures seraient même soumises à bon droit au Groupe spécial. Enfin, même si ces mesures étaient soumises au Groupe spécial, la troisième question est de savoir si elles relèveraient effectivement, compte tenu de leur nature et de leur fonctionnement, de l'article X:1 ou X:2 du GATT. De l'avis des CE, les plaignants n'ont établi le bien-fondé d'aucun des trois points qui viennent d'être exposés.

IV. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINES "MACHINES MULTIFONCTIONS" (MFM)

A. MFM CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

1. Les copieurs numériques sont des "appareils de photocopie à système optique" – les MFM ayant une fonction de copie numérique peuvent *prima facie* être classées dans la sous-position 9009 12 du SH de 1996

a) Position 9009 du SH de 1996

63. La question fondamentale pour décider si les copieurs numériques correspondent aux termes de la position 9009 du SH de 1996 est celle de savoir si ces appareils sont des "appareils de photocopie". Les définitions de ce terme données par le dictionnaire qui sont citées par les plaignants sont pareillement aptes à englober les photocopieurs analogiques et numériques. Elles confirment que la caractéristique qui définit tous les photocopieurs est l'utilisation de la lumière pour produire des copies instantanées d'un original.

b) Sous-position 9009 12 du SH de 1996

64. Le Japon a avancé deux arguments pour montrer que les photocopieurs numériques ne suivaient pas le "procédé indirect" mentionné dans la position 9009 12. Les deux sont manifestement sans fondement. Le premier et principal argument est strictement grammatical, à savoir l'emploi des termes "image" et "copie" au singulier dans la sous-position 9009 12 du SH. Toutefois, on ne peut en tirer aucune conclusion. Pour parler d'un procédé de production, il est courant d'employer le singulier même lorsque ce procédé peut servir à produire simultanément plus d'une unité du même produit.

65. Le deuxième argument du Japon est fondé sur ce que celui-ci décrit, d'une manière plutôt confuse, comme étant simultanément le sens "spécifique" et le sens "ordinaire" du terme anglais "intermediate" (support intermédiaire). Selon le Japon, ce terme se rapporterait exclusivement à un tambour ou une plaque électrostatique. Cependant, rien ne justifie une interprétation aussi restrictive. Le sens ordinaire de "intermediate" (support intermédiaire) est "coming or occurring between two things in time, place, order, character, etc." (qui arrive ou se produit entre deux choses quant au temps, au lieu, à l'ordre, au caractère, etc.). Le sens "spécifique" de "intermediate" (support intermédiaire) donné par le dictionnaire que cite le Japon n'appartient pas au champ de la photocopie, mais bien à celui des machines et appareils servant à l'impression qui relèvent de la position 8443 du SH de 1996. Même à supposer que le terme "intermediate" (support intermédiaire) signifie "tambour électrostatique", le fait incontestable est que les copieurs numériques en cause comprennent effectivement un tambour électrostatique.

66. Le Japon donne du libellé de la sous-position 9009 12 du SH de 1996 une interprétation qui incorpore une condition qui n'y figure pas, soit le fait que l'"image de l'original" doit être "réfléchie" ou "projetée" sur le "support intermédiaire" et qu'elle doit l'être "directement". Toutefois, ce que la sous-position 9009 12 du SH dit véritablement, c'est qu'il doit y avoir "reproduction" de l'"image de l'original" (qui n'est pas "réfléchie" ni "projetée") sur la "copie" (et non sur le "support intermédiaire") et que cela doit être fait "au moyen d'un support intermédiaire". Même si les termes "au moyen d'un support intermédiaire" devaient être interprétés comme signifiant "au moyen d'un tambour électrostatique", cette condition serait remplie si l'image est reproduite sur la copie avec l'intervention d'un tambour électrostatique.

c) Note explicative relative à la position 9009 du SH de 1996

67. Comme les plaignants ne peuvent pas prouver que les copieurs numériques ne correspondent pas aux termes de la position 9009 ou de la sous-position 9009 12, leur allégation devient subordonnée à une interprétation étroite d'une note explicative non contraignante et en grande partie obsolète. Si cette note ne mentionne pas les copieurs numériques, c'est tout simplement parce qu'elle a été rédigée avant l'apparition des copieurs numériques. Bien que la note ne mentionne pas expressément les copieurs numériques, elle ne les exclut pas non plus.

68. En 2002, le Japon a formulé une proposition visant à modifier la note explicative relative à la position 9009 du SH de 1996 afin de prévoir que l'image du document doit être projetée "directement" sur la surface sensible à la lumière. Cette proposition n'a toutefois pas été acceptée.

69. Les États-Unis ont fait valoir qu'un dispositif à couplage de charge n'était pas une "surface sensible à la lumière" au sens de la note explicative. Toutefois, la note explicative relative au SH de 2007 qualifie le dispositif à couplage de charge de "surface sensible à la lumière" lorsqu'elle définit le concept de copieur numérique.

2. La pratique des plaignants et des tierces parties en matière de classement étaye la position des CE

70. Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial montrent qu'avant la conclusion de l'ATI, tous les Membres de l'OMC, et non pas seulement les Communautés européennes, classaient les copieurs numériques dans la position 9009 du SH de 1996: 1) le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a reconnu qu'avant la conclusion de l'ATI, il classait tous les copieurs numériques en tant qu'appareils de photocopie relevant de la position 9009 du SH de 1996, et qu'il a continué de le faire après la conclusion de l'ATI; 2) les États-Unis ont reconnu que c'est en 2002 seulement que les autorités douanières du pays ont décidé, pour la première fois, que les copieurs numériques n'étaient pas des appareils de photocopie visés par la position 9009 du SH de 1996; 3) le Japon affirme qu'il ne sait pas maintenant de quelle manière ni à quel endroit les autorités du pays classaient les copieurs numériques avant la conclusion de l'ATI ni, du reste, à quelque moment que ce soit avant l'introduction du SH de 2007. En décembre 1997, toutefois, le Japon a présenté au Comité de l'ATI une proposition visant à faire en sorte que la sous-position 9009 12 du SH de 1996 relève du champ d'application de l'ATI, de manière à couvrir les copieurs numériques. Cela semble indiquer qu'à ce moment-là, le Japon a adopté le point de vue selon lequel les copieurs numériques relevaient de cette sous-position; 4) Singapour confirme qu'à l'instar du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, elle classait tous les copieurs numériques dans la position 9009 du SH de 1996, aussi bien avant qu'après la conclusion de l'ATI; 5) aucune des autres tierces parties qui sont intervenues pour appuyer les plaignants n'a allégué, encore moins prouvé, qu'elle classait les copieurs numériques dans une autre position du SH de 1996 que la position 9009, que ce soit avant ou à tout moment après la conclusion de l'ATI.

71. Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial indiquent également qu'au moment de la conclusion de l'ATI, aucun des plaignants ni aucune des tierces parties n'était d'avis que toutes les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie numérique devaient nécessairement être classées dans la position 8471 du SH de 1996: 1) le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a reconnu qu'avant la mise en place du SH de 2007, il classait les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie dans la position 9009 du SH de 1996 dans les cas où, sur la base d'une "examen au cas par cas", il était déterminé qu'aucune fonction n'était plus "importante" que la fonction de copie; 2) les États-Unis ont confirmé que jusqu'en 2002, les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie étaient considérées *prima facie* comme pouvant être classées aussi bien dans la position 8471 que dans la position 9009 du SH de 1996 et que leur classement était déterminé en application de la RGI 3 b); 3) le Japon dit qu'il ignore de quelle manière ou à quel endroit les autorités du pays classaient les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie aussi bien avant qu'après la conclusion de l'ATI; 4) avant la mise en place du SH de 2007, Singapour considérait *prima facie* que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient être classées aussi bien dans la position 8471 que dans la position 9009 du SH de 1996. En outre, Singapour a reconnu que certaines MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information pouvaient être classées dans la position 9009 du SH de 1996 en application de la RGI 3; 5) aucune autre tierce partie n'a présenté d'éléments de preuve indiquant que toutes les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information et ayant une fonction de copie étaient classées dans la position 8471 du SH de 1996, aussi bien avant qu'après la conclusion de l'ATI.

3. Les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ne peuvent pas être classées directement dans la sous-position 8471 60 du SH de 1996 à moins d'être utilisées "exclusivement ou principalement" avec un ordinateur

72. Fondamentalement, les plaignants font valoir que le sens ordinaire de l'expression "unité de sortie" est si manifestement clair que le Groupe spécial peut et doit conclure, sur cette seule base, que toutes les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession pour la sous-position 8471 60 du SH de 1996. La position des plaignants est erronée en droit parce qu'elle fait abstraction de l'article 31 de la *Convention de Vienne*. Le contexte d'une disposition conventionnelle n'est pas un moyen auxiliaire d'interprétation. Le SH de 1996 fait partie du contexte pour l'interprétation des listes des Membres. La note 5 B) du chapitre 84 fait partie intégrante du SH de 1996 et constitue donc un contexte pertinent. Le Japon a reconnu que la note 5 du chapitre 84 "se rapport[ait] directement au problème d'interprétation dont il s'agi[ssait]" et "[devait] se voir accorder un poids important sur le plan de l'interprétation". Il est donc incompréhensible que, par ailleurs, le Japon continue de faire valoir que le SH a un "intérêt pratique minimal" dans le présent différend.

73. La note 5 B) du chapitre 84 précise qu'une "unité" ne peut pas être classée dans la sous-position 8471 60 à moins d'être utilisée "exclusivement ou principalement" avec un système automatique de traitement de l'information. Tout en niant la pertinence de cette note, le Japon affirme que l'impression est la fonction "principale" voire "prédominante" de toutes les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information. Cependant, il ne présente pas d'éléments de preuve ou d'arguments à l'appui de telles affirmations. Au lieu de cela, il se réfère à l'arrêt *Kip* de la CJCE au motif que cet arrêt confirme que l'impression est toujours la fonction principale. La CJCE n'a toutefois rien dit de semblable. Le Japon a cité la CJCE, selon laquelle les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information "… are *likely* to be of a kind used principally in an automatic data-processing system". Toutefois, le texte cité n'est qu'une traduction. La version

originale française dit que "… lesdits appareils sont *susceptibles* d'appartenir au type utilisé principalement dans un système automatique de traitement de l'information".

74. Le Japon fait ensuite valoir que la note 5 B) a) ne s'applique pas en vertu de la note 5 D). Toutefois, c'est plutôt la note 5 D) qui est manifestement inapplicable en l'espèce, parce que les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information ne sont pas de simples "imprimantes". Ce sont des machines multifonctions.

B. MFM NON CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

75. Dans sa déclaration orale, le Japon continue d'escamoter le fait incontestable que les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information en cause ont non seulement une capacité de télécopie, mais aussi une capacité de copie. Il affirme également que les copieurs numériques ne relèvent pas de la position 9009 du SH. Toutefois, même s'il était vrai que les copieurs numériques ne sont pas des photocopieurs, il ne s'ensuivrait pas que toutes les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information doivent être classées dans la sous-position 8517 21 du SH de 1996. À supposer que les copieurs numériques ne soient pas des photocopieurs, ils devraient être classés dans la sous-position 8472 90 du SH de 1996. Par conséquent, à partir de cette même hypothèse, les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information relèveraient *prima facie* aussi bien de la sous-position 8517 21 que de la sous-position 8472 90 du SH de 1996, et leur classement devrait être déterminé au cas par cas, en application de la note 3 de la section XVI du SH de 1996.

76. Une fois de plus, la pratique des plaignants et des tierces parties, telle qu'elle est attestée par les réponses qu'ils ont données aux questions des CE, étaye la position des CE: 1) le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a reconnu qu'avant la conclusion de l'ATI et par la suite jusqu'à la mise en place du SH de 2007, il classait les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information dans la position 9009 du SH "du moment qu'il était déterminé qu'aucune autre fonction n'était plus importante que la fonction de copie"; 2) les États-Unis ont ouvertement admis que ce n'étaient pas toutes les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information pouvant aussi bien copier que télécopier qui devaient être classées dans la sous-position 8517 21 du SH de 1996. Les États-Unis ont en outre expliqué que jusqu'en 2002, les autorités douanières du pays classaient les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information au cas par cas en application de la RGI 3 b). En outre, dès 2002, les autorités des États-Unis ont classé à de nombreuses occasions les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information dans la sous-position 8472 90 du SH plutôt que dans la sous-position 8517 21, en application de la note 3 de la section XVI du SH de 1996, au motif que c'était la fonction de copie, et non la fonction de télécopie, qui était la plus "importante"; 3) comme d'habitude, le Japon prétend ne pas savoir de quelle manière ni à quel endroit les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information étaient classées par les autorités douanières du pays à tout moment avant la mise en place du SH de 2007; 4) Singapour a reconnu qu'il fallait peut-être classer les MFM en cause conformément à la RGI 3; 5) aucune autre tierce partie n'a allégué, encore moins prouvé, qu'elle avait classé toutes les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information dans la sous-position 8517 21, que ce soit avant la conclusion de l'ATI ou à tout moment avant la mise en place du SH de 2007.

V. OBSERVATIONS SPÉCIFIQUES SUR LES RÉPONSES DONNÉES PAR LES PLAIGNANTS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

77. Dans la présente section, les Communautés européennes examinent certains éléments contenus dans les réponses données par les plaignants à la première série de questions posées par le Groupe spécial. Aucune observation supplémentaire n'est formulée lorsque les réponses données par les CE aux mêmes questions devancent déjà les arguments des plaignants. En tout état de cause, le fait que les Communautés européennes ne formulent pas d'observations sur toutes les réponses données par les plaignants ne veut pas nécessairement dire qu'elles souscrivent à leur point de vue.

ANNEXE D-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

I. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINS "DISPOSITIFS D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT"

A. TOUJOURS PAS D'ÉLÉMENTS *PRIMA FACIE*

1. Les Communautés européennes ont déjà longuement expliqué dans des communications antérieures pourquoi les plaignants n'avaient pas présenté d'éléments *prima facie* en ce qui concerne leur allégation relative à "certains dispositifs d'affichage à écran plat". Il y a de nombreuses raisons à cela, mais le principal élément nouveau est le fait que les positions respectives des plaignants sont de plus en plus divergentes.

2. Dès le départ, il était clair que les allégations n'étaient pas les mêmes entre tous les plaignants. Toutefois, les différences sont beaucoup plus marquées qu'elles ne le semblaient initialement. Premièrement, les plaignants ont jusqu'à maintenant précisé qu'ils formulaient deux allégations distinctes au sujet de "certains dispositifs d'affichage à écran plat". Ces deux allégations reposent sur deux concessions distinctes. Toutefois, les concessions ne sont pas identifiées de la même façon par les plaignants. Deuxièmement, les Communautés européennes insistent sur le fait que les plaignants n'ont pas indiqué les produits en cause dans le présent différend en ce qui concerne "certains dispositifs d'affichage à écran plat".

3. C'est tout juste si les plaignants commencent à expliquer comment les mesures définissent les produits parce qu'ils ne sont même pas capables de préciser quelles positions de la NC sont pertinentes pour la présentation de leur dossier. Les Communautés européennes ne savent toujours pas si les positions relatives aux moniteurs vidéo et aux téléviseurs entrent dans le champ de la portée de l'affaire.

4. À cet égard, il est important de rappeler que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel interprétait l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. En l'espèce, la situation est différente. La question est de savoir si les plaignants ont présenté des éléments *prima facie* et quelles sont les conséquences du manquement à cette obligation, y compris sur la charge de la preuve. Les Communautés européennes ont le droit de savoir avec suffisamment de précision quels sont les types de produits dont les plaignants allèguent qu'ils devraient être libres de droits, afin d'être en mesure de réfuter les arguments que ceux-ci avancent. Elles ont également le droit de savoir précisément quelles positions de la NC sont visées par chacune des deux allégations. Il n'est tout simplement pas suffisant de mettre en avant la NC en général parce qu'elle couvre tous les produits. De plus, il n'est certainement pas suffisant de mentionner certaines positions de la NC et certains produits pour ensuite contredire ce qui a été dit dans la communication suivante, voire dans la même communication présentée au Groupe spécial.

5. Les plaignants affirment avec insistance qu'ils formulent deux allégations dont la portée n'est pas la même. Ils doivent donc expliquer précisément en quoi les deux allégations sont différentes.

6. À titre d'exemple, le Japon dit que les positions de la NC relatives aux moniteurs vidéo et aux téléviseurs sont pertinentes aux fins de l'allégation relative à certains dispositifs d'affichage à écran

plat. Dans sa deuxième communication écrite, il traite d'abord les téléviseurs comme des "produits non visés par l'ATI" pour ensuite contredire cette affirmation plus loin dans la même communication. La confusion est complète même sans la question additionnelle de savoir comment ces points de vue contradictoires se rapportent aux deux allégations distinctes.

7. Dans ses communications antérieures, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu semblait quant à lui être d'avis que les téléviseurs n'étaient pas visés par l'ATI parce qu'il n'a pas identifié les positions pertinentes de la NC dans la réponse qu'il a donnée à la question n° 66 posée par le Groupe spécial. Dans sa deuxième communication écrite, il affirme d'abord que les téléviseurs ne sont pas visés, mais plus loin il insiste pour dire que les téléviseurs sont en réalité visés par les concessions relevant de l'ATI. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu va même jusqu'à qualifier la position de la NC la plus pertinente en l'espèce, le n° 8471 60 90, de "catégorie résiduelle visant toutes les unités d'entrée/de sortie pour machines automatiques de traitement de l'information qui ne sont pas expressément mentionnées dans des codes NC antérieurs". Cela laisse tout à fait perplexe. Si la position 8471 60 90 de la NC est une "catégorie résiduelle", qu'est-ce que cela veut dire pour la seconde allégation fondée sur cette position?

8. Pour leur part, les États-Unis semblent reconnaître que les téléviseurs ne sont pas visés par les concessions relevant de l'ATI. Toutefois, ils insistent sur le fait que la définition du terme moniteurs qui figure dans l'Appendice B de l'ATI, y compris l'exception relative aux téléviseurs, se limite à la technologie d'affichage à tube cathodique. C'est tout simplement illogique et déroutant. Si les téléviseurs en général ne sont pas visés par les concessions relevant de l'ATI à cause de l'exception explicite qui figure dans la définition du terme moniteurs, cette définition ne peut pas être limitée aux moniteurs et aux téléviseurs utilisant la technologie d'affichage à tube cathodique. Il est également illogique d'affirmer avec insistance que tout moniteur qui est simplement apte à fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information est visé par les concessions relevant de l'ATI pour ensuite admettre que les téléviseurs en général ne sont pas visés par ces concessions. Les téléviseurs modernes à écran plat sont de toute évidence aptes à fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information. Les États-Unis reprochent aux Communautés européennes d'être illogiques. Au vu des arguments formulés par les États-Unis, les Communautés européennes peuvent donc uniquement supposer que les États-Unis utilisent un critère fondamentalement différent pour définir ce qu'ils considèrent comme logique.

9. Quant au Japon, il affirme avec insistance dans sa deuxième communication écrite que l'affaire est très simple. Selon lui, il suffirait simplement d'examiner le sens ordinaire, ou le "libellé" de la définition pertinente. Cette définition est apparemment si parfaitement claire qu'il n'y a qu'à la lire. De fait, l'affaire semble se limiter à l'interprétation du terme "pour" dans cette définition, comme le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu semble l'indiquer. Ou encore, comme le Japon l'affirme: "les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont aptes à fonctionner avec un ordinateur seront par définition "pour" l'affichage des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information". Selon toute vraisemblance, il est parfaitement clair que le mot "pour" désigne forcément une chose simplement apte à fonctionner avec une machine automatique de traitement de l'information. Rien d'autre ne semble pertinent pour statuer sur l'affaire parce que tout le reste est, d'après les allégations, tout simplement "dénué de pertinence", y compris le SH, l'ATI, l'historique des négociations, les communications présentées par les parties à l'ATI dans le cadre des négociations sur l'ATI II, etc. Même la taille d'un moniteur est complètement dénuée de pertinence, d'après les allégations.

10. Dans la mesure où les Communautés européennes parviennent à comprendre les affirmations et les arguments par trop simplistes des plaignants, ces affirmations et arguments ne riment tout

simplement à rien dans une analyse juridique sérieuse fondée sur les règles coutumières d'interprétation du droit international public.

B. AFFIRMATIONS FACTUELLES MANIFESTEMENT INCORRECTES

11. Les Communautés européennes sont de plus en plus contestées au moyen de déclarations qui prêtent manifestement à confusion et sont parfois tout simplement hypothétiques ou circulaires. Elles ont déjà mis en avant les éléments de preuve présentés par les États-Unis eux-mêmes selon lesquels la spécification relative à la DVI "assur[ait] une connexion numérique haute vitesse pour des types de données visuelles qui [était] *indépendante de la technologie d'affichage*". Le Japon a modifié sa position et dit que "la simple présence d'un connecteur DVI dans un moniteur d'affichage à écran plat ne signifie pas nécessairement en soi que le dispositif d'affichage à écran plat sera apte à fonctionner avec un ordinateur". Les États-Unis affirment sans ambages que "quasiment aucun dispositif électronique grand public n'est équipé de la DVI à l'heure actuelle". Il n'est guère surprenant que les États-Unis ne présentent pas d'éléments de preuve à l'appui de cette affirmation plutôt surprenante. En effet, ils ne le peuvent pas parce que c'est purement hypothétique et que la preuve peut en être faite en moins de dix secondes. Il suffit d'effectuer une recherche de produit sur Internet. Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis allèguent également qu'ils ont fourni un exemple d'un dispositif d'affichage à écran plat ayant une interface DVI qui, selon le manuel d'utilisation présenté sous couvert de la pièce US-78, "ne peut pas fonctionner sans [un ordinateur]", d'après les allégations. Une fois de plus, il n'est pas étonnant que les États-Unis ne fournissent pas la référence précise à cette mention alléguée dans le manuel d'utilisation parce que cette mention ne figure *pas* dans le manuel d'utilisation. En réalité, c'est tout le contraire.

C. AFFIRMATIONS MANIFESTEMENT INCORRECTES AU SUJET DU DROIT COMMUNAUTAIRE

12. Les plaignants vont jusqu'à alléguer qu'ils connaissent le droit communautaire mieux que la Cour de justice des Communautés européennes. Ils sont visiblement incapables de démontrer l'existence de quoi que ce soit dans la NC proprement dite qui puisse éventuellement être incompatible avec l'article II du GATT de 1994. En ce qui concerne les règlements de la Commission qui sont énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les plaignants n'ont pas vraiment même tenté de faire valoir leurs arguments, bien qu'ils fassent de premières tentatives dans leurs deuxièmes communications écrites. Lorsqu'ils examinent les règlements, les États-Unis reconnaissent même, fait remarquable, qu'ils ne prévoient pas de règle impérative en ce qui a trait à l'interface DVI. En réalité, il ne reste plus que les notes explicatives de la nomenclature combinée. Cependant, les plaignants ne sont vraisemblablement pas satisfaits de cette conséquence qu'emporte la façon dont ils font valoir leurs arguments, parce qu'ils tentent désespérément de rehausser le statut des notes explicatives de la nomenclature combinée à autre chose que ce qu'elles sont dans l'ordre juridique des CE. Ce faisant, ils sont obligés de marquer de manière flagrante leur désaccord avec la Cour de justice des Communautés européennes sur l'interprétation du droit communautaire. De plus, ils sont obligés de marquer leur désaccord non seulement *entre* eux mais, fait remarquable, *avec* eux-mêmes.

13. Il est bien clair qu'en vertu du droit communautaire, les notes explicatives de la nomenclature combinée sont fondamentalement différentes d'un règlement. En effet, elles ont encore moins d'importance que les notes explicatives du SH. Les arguments des plaignants sont tout simplement circulaires. Si un instrument n'est pas juridiquement contraignant, il ne peut pas avoir un caractère impératif. Si un instrument *peut* être pris en considération par les autorités douanières, il ne peut pas, par définition, avoir un caractère impératif. Une ou deux phrases dans un instrument non contraignant ne peuvent pas modifier la nature même de l'instrument proprement dit, même si ces phrases étaient

rédigées d'une manière qui, si elles étaient lues isolément et hors contexte, donnerait l'impression d'une règle impérative.

14. Le point 1 du Règlement n° 2171/2005 de la Commission prévoit clairement l'admission en franchise de droits pour un moniteur ACL qui ***est*** apte à "recevoir des signaux émis par une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information". De fait, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu tente de limiter les dégâts en alléguant que "le point 1 du Règlement … n° 2171/2005 ne fait pas l'objet du présent différend". Les plaignants ne peuvent pas gagner sur les deux tableaux: inclure dans leur allégation seulement les parties des mesures qui, selon eux, pourraient étayer leur argument et faire abstraction de celles qui ne le font pas.

15. Les plaignants déforment même l'arrêt *Kamino* et tout le système de décisions préjudicielles fondé sur l'article 234 du Traité instituant la Communauté européenne (Traité CE). Par ailleurs, dans l'arrêt *Kamino*, la Cour a explicitement examiné les deux éléments pertinents de la note explicative de la nomenclature combinée. Il s'agit, premièrement, de la première phrase du point 1 de la partie un, chapitre I D) et, deuxièmement, du nombre et du type de prises dont les moniteurs sont équipés. Il est tout simplement assez remarquable que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fasse explicitement valoir que "l'arrêt *Kamino* ne traitait pas expressément des notes explicatives de la NC" alors que c'est manifestement le contraire. Il est également tout simplement incroyable que le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu affirme constamment que les autorités douanières des CE n'appliqueraient pas les notes explicatives de la NC telles qu'elles ont été interprétées par le plus haut tribunal des CE. En fait, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demande au Groupe spécial de régler le présent différend en se fondant sur l'hypothèse manifestement non confirmée selon laquelle les autorités douanières des États membres des CE violeront toujours délibérément et nécessairement le droit communautaire.

16. Les deux éléments des notes explicatives de la NC que les plaignants critiquent ne peuvent tout simplement pas être appliqués de la manière alléguée dans le contexte de l'application de la NC postérieurement au jugement de la Cour. Si ces éléments ont déjà été interprétés de cette manière dans le passé, il reste que la Cour de justice des Communautés européennes a dit très clairement que ce n'était pas légitime et que les tribunaux nationaux étaient tenus de suivre le jugement même s'agissant d'importations antérieures si les faits étaient similaires à ceux de l'arrêt *Kamino*. Si tant est qu'une mesure corrective ait été nécessaire, elle est déjà prévue en droit. Il ne reste plus qu'à ajuster les notes explicatives de la NC pour qu'elles soient conformes à l'interprétation donnée par la CJCE. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une prescription juridique en vertu du droit communautaire, il s'agit essentiellement d'une formalité dans un but d'uniformité, de clarté et de certitude juridique afin d'éviter que les fonctionnaires des douanes n'utilisent **à tort** les notes explicatives de la NC en tant que principes directeurs de la manière dénoncée par la Cour.

17. En dernier lieu, les Communautés européennes rappellent qu'en 2005, elles ont suspendu le recouvrement des droits sur la plupart des moniteurs à écran plat, y compris les moniteurs pour lesquels des droits seraient manifestement exigibles.

II. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINS MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE II DU GATT DE 1994

A. À LA RECHERCHE D'UNE CONCESSION MANQUANTE

18. Les plaignants affirment souvent que la désignation est déterminante pour le présent différend. Il est donc compréhensible qu'ils recherchent une *désignation* qui correspond à leurs objectifs. Mais que devrait-on comprendre par "*désignation figurant dans les quatre lignes tarifaires déterminées*"? Qu'arriverait-il si les Communautés européennes décidaient d'appeler simplement "Autres" l'une de ces sous-positions, par exemple celle qu'elles ont notifiée en 2000? S'agirait-il d'une désignation valable d'un engagement pour les États-Unis? De toute évidence, non. Cela ne veut pas dire que le terme "Autres", le membre de phrase "Modules séparés ayant une fonction de communication" ou tout autre terme ou membre de phrase employé dans les désignations des sous-positions est dépourvu de signification. Un tel terme ou membre de phrase peut naturellement avoir un sens très précis s'il est pris en considération avec le code SH/NC figurant à côté. Toutefois, cela requiert l'application de règles en matière de classement douanier. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne fait pas du tout référence à la "*désignation figurant dans les quatre lignes tarifaires déterminées*".

B. CONDITIONS AUXQUELLES UNE ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" DOIT SATISFAIRE ET AUTRES FAUSSES PISTES

19. En ce qui concerne les allégations "en tant que tel" formulées par les plaignants, les Communautés européennes sont d'avis que pour être en mesure d'affirmer que les Communautés européennes traitent un certain modèle de produit ou une certaine catégorie de produits d'une manière incompatible avec leurs obligations, les plaignants doivent d'abord expliquer en quoi consiste le modèle de produit ou la catégorie de produits. C'est uniquement lorsque les produits ou catégories de produits en cause sont connus qu'il est possible de déterminer – sur la base d'un examen de l'ensemble des caractéristiques objectives de ces produits – si les Communautés européennes traitent ou non ces produits d'une manière compatible avec leurs obligations. Les plaignants laissent toutefois entendre qu'une telle détermination peut être faite simplement sur la base du ou des critères mentionnés dans les mesures des CE qui sont contestées. C'est faux.

20. Premièrement, la note explicative de la NC qui est contestée n'emploie pas le ou les critères – dont il est allégué qu'ils sont arbitraires – de la manière dont les plaignants font valoir qu'elle le fait. Deuxièmement, même si la note explicative contestée fonctionnait de la manière alléguée par les plaignants, cela ne voudrait pas dire que les critères auxquels il est fait référence étaient arbitraires. Une fois de plus, il s'agit de critères de **classement** (et non de critères de régime tarifaire). Les plaignants font valoir que leur argumentation est subordonnée à la *désignation*. Les codes SH/NC notifiés à côté de la désignation sont, à leur avis, "*dénués de pertinence*". Dans une situation semblable, c'est une approche schizophrénique de la part des plaignants que de s'employer encore à démontrer que les critères de **classement** qui sont énoncés dans la note explicative (ou ailleurs) sont erronés. Troisièmement, la théorie des *conditions minimales*, qui est au centre de l'allégation des plaignants, est profondément viciée.

21. Les États-Unis ont dit que "*l'ATI vis[ait] des produits et non des "fonctions"*". En effet, rien ne permet de faire valoir qu'un produit quel qu'il soit, un module séparé dont il se trouve *aussi* qu'il a une fonction de communication, est visé par l'ATI simplement parce qu'il a cette fonction de communication. Les États-Unis l'ont affirmé très clairement.

C. MODULES SÉPARÉS MUNIS D'UN DISPOSITIF EXÉCUTANT UNE FONCTION D'ENREGISTREMENT OU DE REPRODUCTION

22. Seul un appareil qui répond aux critères mentionnés dans la position 8521 peut être classé dans la sous-position 8521 90 00. C'est aussi expressément reconnu dans la note explicative de la NC relative à la sous-position 8521 90 00, qui parle d'une catégorie de produits très précise, c'est-à-dire une catégorie qui comporte des particularités bien précises, comme la capacité de recevoir des signaux de télévision. Cette désignation met en évidence une catégorie à laquelle appartiennent des produits qui sont actuellement présents sur le marché et qui servent principalement à enregistrer et reproduire des films et d'autres émissions de télévision. Face à cette question de classement, les États-Unis font des déclarations assez remarquables, qui, toutefois, n'ont rien à voir avec le classement et sont, franchement, également en porte-à-faux avec la réalité technologique.

23. À cet égard, les États-Unis contestent également le produit mentionné dans la pièce EC-44. Dans leurs dernières communications, les États-Unis ont présenté deux nouvelles pièces relatives à ce produit. Ces documents valent la peine qu'on s'y arrête avant de tenir pour acquis les renseignements provenant des extraits cités par les États-Unis. Les Communautés européennes ne nient pas que ces produits contiennent également une technologie qui permet d'accomplir une fonction de communication. Toutefois, cette fonction est nettement secondaire par rapport à la fonction d'enregistrement. Le produit en question est un enregistreur vidéonumérique.

24. De plus, du point de vue du prix, le module séparé ayant une fonction de communication entre au moins deux fois dans l'enregistreur vidéonumérique. Il y a lieu de se demander ce qui a tant de valeur à l'intérieur de ce produit, ce que les consommateurs obtiennent en contrepartie du supplément qu'ils déboursent. Il est également important de comprendre que ces questions ne sont pas dénuées de pertinence non plus pour le classement douanier d'un produit. Comme la CJCE l'a dit, "l'utilisation projetée d'un produit peut constituer un critère objectif en matière de classement si elle est inhérente au produit, et ce caractère inhérent doit pouvoir être évalué sur la base des caractéristiques et propriétés objectives du produit".

D. MODULES SÉPARÉS NE COMPRENANT PAS DE MODEM

25. Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis ont dit: "[E]ffectivement, lorsque l'ATI a été conclu, il était entendu que le terme "modem" s'appliquait à de nombreux dispositifs de modulation-démodulation, y compris des dispositifs numériques, comme les modems RNIS et LAN." Dans les communications qu'ils ont présentées dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, qui est très pertinente notamment à cause du moment auquel l'affaire a été jugée, les États-Unis ont dit que "les principaux types de réseau local [étaient] les réseaux Ethernet, les réseaux en anneaux à jeton (Token Ring) et les systèmes de distribution de données à fibre optique (Fibre Distributed Data Interface – FDDI)" et que "les modems [n'étaient] pas des matériels de réseau local".

26. Il est également possible de démontrer que les modems diffèrent de la technologie RNIS à partir d'extraits d'un ouvrage de M. O'Driscoll, auquel les plaignants eux-mêmes font référence, ainsi que de la définition qui est donnée du terme "modem" dans le McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms.

27. Lorsqu'ils affirment que les technologies Ethernet, WLAN et RNIS sont des modems, les plaignants, et non les CE, donnent de la désignation une lecture qui inclut des mots qui n'y figurent pas. Compte tenu de l'acceptation générale de ce que le terme "modem" signifie et signifiait lorsque l'ATI a été conclu, il est tout à fait déraisonnable – c'est le moins que l'on puisse dire – de présumer que les rédacteurs de l'ATI ont misé sur ce terme pour englober les technologies RNIS, Ethernet et

WLAN. Compte tenu des différences fondamentales qui existent entre le modem et ces trois technologies, de même que du fait que l'ATI n'était pas censé être trop large, on ne peut pas faire valoir que le terme modem peut d'une façon ou d'une autre recevoir une interprétation axée sur la libéralisation et ouverte sur l'avenir de manière à inclure à terme les trois autres technologies.

III. ALLÉGATION RELATIVE AUX MODULES SÉPARÉS AYANT UNE FONCTION DE COMMUNICATION AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

28. D'abord, les plaignants continuent de dépeindre le fonctionnement du régime douanier des CE d'une manière trompeuse. Le principal point sur lequel les plaignants se méprennent est celui-ci: la jurisprudence et d'autres déclarations de la CJCE se rapportent uniquement aux **notes explicatives de la NC qui existent actuellement**, c'est-à-dire à des notes explicatives qui ont été dûment adoptées et publiées par les Communautés européennes. Ces notes explicatives ne se rapportent pas à de simples ébauches (encore moins à des ébauches intermédiaires), à des discussions, à des votes des États membres ou à des opinions formulées par le Comité du Code des douanes dans le cadre de la procédure de gestion, et elles *ne peuvent pas* s'y rapporter. Ces événements n'ont tout simplement pas d'effet juridique sur l'interprétation et l'application de la NC.

29. Ensuite, en principe, un acte préparatoire ou un simple projet de mesure qui n'a pas encore été adopté ne peut pas être visé par les prescriptions de l'article X:1 et X:2. Comme on l'a expliqué, le débat et le vote au Comité servent simplement à satisfaire à l'une des formalités de ce qu'il est convenu d'appeler la "décision de comitologie".

30. Enfin, la question qui se pose en l'espèce semble être de savoir s'il y avait, dans l'affaire particulière dont le Groupe spécial est saisi, quelque chose de plus qu'un simple acte préparatoire, c'est-à-dire d'autres circonstances factuelles pertinentes semblant indiquer l'existence d'une mesure au sens de l'article X:2 du GATT de 1994. À cet égard, les déclarations faites par le Président du Comité du Code des douanes et certains RTC mis en avant par les plaignants ne permettent pas d'étayer leur allégation.

31. Par conséquent, le Groupe spécial n'est pas saisi d'une mesure communautaire au sens de l'article X:2. Les plaignants n'ont pas formulé d'allégation au titre de l'article X:3 a).

IV. ALLÉGATION RELATIVE À CERTAINES "MACHINES MULTIFONCTIONS"

A. PRODUITS EN CAUSE

32. Dans sa deuxième communication écrite, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a affirmé pour la première fois que son allégation visait aussi les "MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information qui exécutent une fonction de scannage et de copie et non une fonction de télécopie" et qui, selon lui, peuvent être classées dans la sous-position NC 8443 32 91. Cette allégation supplémentaire ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Les machines dont parle le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne sont pas visées par la définition des "MFM" donnée par les plaignants dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial fasse expressément mention du régime tarifaire prévu à la sous-position NC 8443 31 91, elle ne mentionne pas la sous-position NC 8443 32 91.

B. MFM CONNECTABLES À UNE MACHINE AUTOMATIQUE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

1. Position 9009 du SH de 1996

33. Les plaignants font valoir que les copieurs numériques ne sont pas des appareils de "photocopie" parce qu'ils n'utilisent pas la lumière pour produire une copie, mais bien pour "collecter des données numériques". Toutefois, cet argument est erroné à deux égards.

34. Premièrement, les copieurs numériques en cause utilisent la lumière à deux fins différentes. D'abord, une source de lumière projette l'image de l'original sur la surface sensible à la lumière d'un dispositif de scannage, qui la convertit en signaux électriques. Ensuite, ces signaux servent à guider une autre source de lumière (un rayon laser), qui recrée l'image sur une autre surface sensible à la lumière (le tambour électrostatique).

35. Par ailleurs, l'argument des plaignants part du principe que la "collecte de données numériques" ne fait pas partie du processus de copie et, en fin de compte, que la "copie numérique" n'est pas une forme de "copie", mais juste une succession d'opérations de scannage et d'impression. Cet argument est spécieux. Il est certain que la copie numérique comporte l'utilisation du moteur d'impression. Toutefois, elle diffère de la fonction d'impression parce qu'elle est exécutée d'une façon autonome à partir d'un système automatique de traitement de l'information. Cette différence a une importance fondamentale, parce que l'utilisation d'un système automatique de traitement de l'information est la caractéristique qui définit toutes les "unités de sortie" relevant de la sous-position 8471 60 du SH de 1996. Le fait que la copie numérique est une fonction distincte est confirmé par l'existence de copieurs numériques à fonction unique (autonomes). De plus, il ne fait pas de doute que les fabricants et les utilisateurs considèrent la copie comme une fonction distincte de l'impression et du scannage. Enfin, dans bien des cas, la fonction de copie numérique est commercialisée comme la "fonction" de base, les autres fonctions étant offertes comme de simples "options". De fait, les plaignants eux-mêmes ont reconnu que la copie numérique était une fonction distincte dans leur propre définition du "MFM" incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

36. Les États-Unis font valoir que les copieurs numériques ne sont pas des "appareils de photocopie" parce qu'ils ne renferment pas de "système optique". Toutefois, les copieurs numériques renferment non pas simplement un, mais deux systèmes optiques différents. Le Japon ne conteste pas le fait évident que les copieurs numériques renferment un système optique. Il fait cependant valoir que ce système n'est pas utilisé pour faire des copies. Une fois de plus, toutefois, cet argument repose sur l'affirmation invraisemblable voulant que la collecte de données numériques ne fasse pas partie du processus de copie et que, tout compte fait, la copie numérique ne soit pas du tout de la "copie".

2. Sous-position 9009 12 du SH de 1996

37. Les plaignants font également valoir que les copieurs numériques ne sont pas des "appareils de photocopie" parce qu'ils ne suivent pas le "procédé indirect" décrit dans la sous-position 9009 12 du SH de 1996. Toutefois, en formulant cet argument, les plaignants donnent de cette sous-position une lecture qui inclut plusieurs conditions étroitement définies qui n'y figurent tout simplement pas. En réalité, cette sous-position précise simplement que "l'image de l'original" doit être "reproduite" (et non "réfléchie" ni "projetée") sur la "copie" (et non sur le "tambour électrostatique"), et que cela doit être fait "au moyen d'un support intermédiaire".

38. Même si le membre de phrase "au moyen d'un support intermédiaire" devait être interprété, malgré son sens ordinaire, comme signifiant "au moyen d'un tambour électrostatique", cette condition serait remplie pour autant que l'image est reproduite sur la copie avec l'intervention d'un tambour

électrostatique. C'est effectivement le cas de tous les copieurs numériques qui utilisent un moteur électrostatique.

3. Note explicative relative à la position 9009 du SH de 1996

39. Les plaignants n'ont pas prouvé que les copieurs numériques ne correspondaient pas aux termes de la position 9009 ou de la sous-position 9009 12. Par conséquent, leur allégation est entièrement subordonnée au simple fait que les copieurs numériques ne sont pas expressément mentionnés dans une note explicative non contraignante relative à la position 9009 du SH de 1996. Toutefois, si la note explicative ne mentionne pas les copieurs numériques, c'est simplement parce qu'elle a été rédigée avant l'apparition des copieurs numériques. En outre, bien que la note explicative ne mentionne pas expressément les copieurs numériques, elle ne les exclut pas non plus.

4. Notes 5 B) et 5 D) du chapitre 84 du SH de 1996

40. Lorsqu'une MFM est utilisée pour imprimer des données provenant d'une machine automatique de traitement de l'information, elle fonctionne comme une "unité de sortie". Par contre, lorsqu'une MFM fait des copies, elle n'utilise pas du tout le système automatique de traitement de l'information et, partant, ne fonctionne pas en tant qu'"unité de sortie". Au contraire, elle fonctionne en tant qu'"appareil de photocopie". Comme les MFM en cause sont *prima facie* visées par le "sens ordinaire" de deux concessions différentes, couvrant chacune une sous-position différente du SH de 1996, il est crucial de tenir compte du contexte. L'élément contextuel le plus pertinent est la note 5 B) du chapitre 84, parce que cette note est conçue pour s'appliquer précisément au type de situation dont le Groupe spécial est saisi. En effet, le point a) sous la note 5 B) précise qu'une "unité" ne peut pas être classée dans la sous-position 8471 60 du SH de 1996 à moins d'être utilisée "exclusivement ou principalement" avec un système automatique de traitement de l'information.

41. Le Japon fait valoir que le point a) sous la note 5 B) ne s'applique pas en l'espèce à cause de la note 5 D). Or c'est plutôt la note 5 D) qui est inapplicable. Les MFM ne sont pas de simples "imprimantes". Ce sont des machines multifonctions, qui exécutent d'autres fonctions, comme la copie ou la télécopie, en plus de l'impression. Le Japon arrive à la conclusion que les MFM doivent être considérées comme des "imprimantes" aux fins de la note 5 D) parce que leur "fonction principale" est l'impression. Les CE ne sont pas de cet avis. La note 5 D) prévoit une exception restreinte à la note 5 B) a). Pour cette raison, elle doit faire l'objet d'une interprétation stricte. Toute machine qui n'est pas expressément mentionnée dans la note 5 D) demeure visée par la règle générale énoncée sous le point a) de la note 5 B).

42. Les CE conviennent que, comme la CJCE l'a dit dans l'arrêt *Kip*, conformément au point a) de la note 5 B), les MFM connectables à une machine automatique de traitement de l'information doivent être classées directement dans la sous-position 8471 60 du SH de 1996 et doivent être admises en franchise de droits si la fonction de copie, qui ne comporte pas l'"utilisation d'un système automatique de traitement de l'information", a une importance secondaire par rapport à d'autres fonctions, qui comportent l'"utilisation d'un système automatique de traitement de l'information", comme l'impression. Pour déterminer si la fonction de copie est secondaire, il est nécessaire de procéder à un examen au cas par cas des caractéristiques objectives de chaque modèle de MFM. Par contre, le Japon soutient qu'il faut *a priori* partir du principe que l'impression est toujours et nécessairement la fonction "principale" d'une MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information, indépendamment des caractéristiques objectives spécifiques de chaque modèle de MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information. Le Japon a avancé trois types d'arguments pour étayer sa position selon laquelle l'impression était toujours la fonction "principale". Tous ces arguments sont sans fondement.

43. Le premier argument veut que le composant "le plus important" soit ce que le Japon appelle l'"unité d'impression" ou le "module d'impression". Toutefois, la plupart des composants d'impression, y compris en particulier le moteur d'impression, sont eux-mêmes multifonctionnels. Ainsi, ce n'est pas parce que les composants d'impression sont "les plus importants" que la fonction d'impression est obligatoirement la fonction la plus importante.

44. Le deuxième argument du Japon consiste à dire que la fonction de copie est "accessoire" aux autres fonctions. Il s'agit encore une fois du même argument invraisemblable voulant que la "copie numérique" ne soit pas véritablement de la "copie". Qui plus est, même si cet argument était judicieux, il ne serait d'aucune utilité pour le Japon en ce qui a trait à la note 5 B) a) parce qu'il n'est pas contesté que la copie numérique, indépendamment du point de savoir si elle est ou non une "fonction" distincte, ne comporte pas l'"utilisation d'un système automatique de traitement de l'information". C'est ce qui amène le Japon à jongler pour éviter l'application de la note 5 B) a) et donner de la note 5 D) une interprétation qui inclut un critère de la "fonction principale".

45. Le troisième argument du Japon veut qu'il existe des "éléments de preuve empiriques" voulant que la fonction d'impression soit la "fonction la plus utilisée". Ces éléments de preuve sont exclusivement constitués d'une soi-disant "enquête" communiquée par les États-Unis. Toutefois, cette soi-disant "enquête" n'est qu'une présentation PowerPoint, sans explication appropriée du sens des termes employés ou de la méthode suivie, ni indication de la marge d'erreur. Très peu de sociétés ont été interrogées: [seulement 200]. De plus, nous ne savons pas comment elles ont été choisies, sauf que [ce sont toutes des sociétés américaines]. En tout état de cause, l'"enquête" n'étaye pas vraiment la position du Japon.

5. RGI 3 b) du SH de 1996

46. L'architecture et la conception des MFM en cause peuvent varier considérablement selon le modèle, le fabricant, les fonctions de chaque modèle et les particularités et capacités spécifiques de chaque fonction. Cela rend l'emploi usuel de termes imprécis comme "unité d'impression" et "module d'impression", en l'absence de toute autre précision, quasiment vide de sens.

47. Une MFM de base connectable à une machine automatique de traitement de l'information qui exécute des fonctions de copie et d'impression comprend essentiellement trois types de composants: un moteur d'impression, un scanneur et divers composants électroniques. Les composants électroniques assurent l'interface entre le moteur d'impression, le scanneur et la machine automatique de traitement de l'information à laquelle la MFM est connectée, et contrôlent le fonctionnement des différentes fonctions de la MFM. Les composants électroniques peuvent appartenir à trois sous-catégories: les composants électroniques utilisés pour imprimer des données provenant de la machine automatique de traitement de l'information; les composants électroniques utilisés lorsque la MFM fonctionne indépendamment de la machine automatique de traitement de l'information pour faire des copies; et les composants électroniques utilisés aussi bien pour copier que pour imprimer. Dans la pratique, les composants électroniques peuvent apparaître dans des configurations très différentes dans la MFM.

48. La position du Japon semble être que puisque le moteur d'impression ne peut pas fonctionner seul, il doit être groupé avec les composants électroniques utilisés pour imprimer des données provenant de la machine automatique de traitement de l'information. Toutefois, il n'y a aucune raison valable de grouper le moteur d'impression avec ces composants électroniques plutôt qu'avec les composants électroniques utilisés pour faire fonctionner la MFM d'une manière autonome pour faire des copies. En outre, selon la propre logique erronée du Japon, on pourrait aussi bien faire valoir que puisque dans les MFM exécutant les fonctions d'impression et de copie ni le scanneur ni le moteur

d'impression ne peuvent fonctionner sans certains composants électroniques, ces trois composants doivent être groupés en une seule "unité fonctionnelle". L'analyse qui précède montre que le fait d'exiger, ainsi que le fait le Japon, que le "composant" conférant le "caractère essentiel" aux fins de la RGI 3 b) soit, en lui-même, une "unité fonctionnelle" apte à "fonctionner seule" aboutit forcément à différentes définitions possibles et conflictuelles de ce "composant" et, en définitive, rend la RGI 3 b) impossible à appliquer. Cela tient au fait que bon nombre des composants d'une MFM, y compris en particulier le "moteur d'impression", sont eux-mêmes multifonctionnels.

6. Pratique des parties et des tierces parties en matière de classement

49. Le Japon affirme à tort que la propre pratique de classement des CE est dénuée de pertinence parce que cette pratique fait l'objet du présent différend. Le présent différend porte sur le régime tarifaire que les CE appliquent actuellement à certains produits. Il ne porte pas sur la pratique des CE en matière de classement avant la conclusion de l'ATI, ce qui est ce que les CE invoquent. L'Organe d'appel a précisé que la pratique du pays importateur en matière de classement pouvait non seulement être pertinente, mais effectivement revêtir une "grande importance".

50. Le Japon fait grand cas du fait que les MFM qui exécutent une fonction de copie numérique existaient déjà lorsque l'ATI a été conclu. Il fait valoir que puisque ces produits existaient en 1996, les CE devaient savoir qu'ils étaient visés par la concession relative à la sous-position 8471 60 du SH de 1996. Il est toutefois évident qu'une chose ne découle pas de l'autre. En effet, comme les CE l'ont démontré, la pratique véritable des parties et des tierces parties en matière de classement vers 1996 contredit l'hypothèse du Japon.

7. Historique des négociations

51. Selon les CE, il est vraiment remarquable que les États-Unis, qui affirment que des documents de négociation signés par un haut fonctionnaire des États-Unis n'ont aucune valeur interprétative, semblent considérer comme faisant autorité un article rédigé conjointement par deux fonctionnaires de l'OCDE à titre personnel. L'article en question présente un aperçu général utile du processus de négociation. Toutefois, les auteurs, qui ne sont pas des experts du classement douanier, ont commis des erreurs en tentant de déchiffrer les complexités de la gamme des produits visés par l'ATI.

52. Les États-Unis semblent reconnaître que les CE ont cherché à faire inclure les copieurs numériques dans l'ATI et que les États-Unis s'y sont opposés. Toutefois, pourquoi les CE auraient-elles accordé une concession aux États-Unis pour faire admettre en franchise de droits les produits en cause dans le présent différend et, immédiatement après avoir atteint cet objectif, prétendu que, dans les faits, ces produits n'étaient pas visés par l'ATI?

8. MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information

53. Dans sa deuxième communication écrite, le Japon a finalement reconnu, pour la première fois dans le présent différend, qu'en plus de la fonction de télécopie, ces machines avaient également une fonction de copie. Il cherche cependant à minimiser l'importance de la fonction de copie en la qualifiant de simplement "accessoire". Il est évidemment exact que la fonction de copie partage certains composants avec la fonction de télécopie. Toutefois, cela ne veut pas dire que la fonction de télécopie est toujours la fonction "essentielle" et que la fonction de copie est purement "accessoire". Comme les CE l'ont montré, la performance en matière de copie de certaines machines en cause est similaire ou supérieure à celle de certains copieurs autonomes. En outre, dans certains cas, la fonction

de copie est commercialisée comme la fonction "de base" et la fonction de télécopie est présentée comme une simple "option" qui peut être ajoutée à un coût assez minime.

54. Dans la réponse qu'ils ont donnée à une question posée par les CE, les États-Unis ont reconnu que les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information pouvant aussi bien copier que télécopier ne devaient pas toutes être classées dans la sous-position 8517 21 du SH de 1996. De son côté, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a reconnu qu'avant la mise en place du SH de 2007, il classait les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information dans la position 9009 du SH de 1996 "du moment qu'il était déterminé qu'aucune autre fonction n'était plus importante que la fonction de copie". Cela donne à entendre que les États-Unis et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ne souscrivent pas vraiment à la position inflexible du Japon selon laquelle toutes les MFM non connectables à une machine automatique de traitement de l'information sont visées par la concession relative à la sous-position 8517 21 du SH de 1996.

ANNEXE E

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
E-1	Déclaration orale de l'Australie à la première réunion de fond	E-2
E-2	Résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie	E-7
E-3	Déclaration orale de la Chine à la première réunion de fond	E-9
E-4	Résumé analytique de la communication du Costa Rica en tant que tierce partie	E-11
E-5	Déclaration orale du Costa Rica à la première réunion de fond	E-14
E-6	Déclaration orale de Hong Kong, Chine à la première réunion de fond	E-17
E-7	Déclaration orale de l'Inde à la première réunion de fond	E-19
E-8	Résumé analytique de la communication de la Corée en tant que tierce partie	E-21
E-9	Résumé analytique de la communication des Philippines en tant que tierce partie	E-23
E-10	Résumé analytique de la déclaration orale des Philippines à la première réunion de fond	E-25
E-11	Résumé analytique de la communication de Singapour en tant que tierce partie	E-28
E-12	Résumé analytique de la déclaration orale de Singapour à la première réunion de fond	E-32
E-13	Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond	E-35
E-14	Résumé analytique de la communication de la Turquie en tant que tierce partie	E-37
E-15	Déclaration orale de la Turquie à la première réunion de fond	E-39

ANNEXE E-1

DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. M. le Président, Mme et M. les membres du Groupe spécial, représentants des parties et des tierces parties, l'Australie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter sa déclaration orale aujourd'hui en audience ouverte.

2. Le présent différend est axé sur l'interprétation de la Liste de concessions des Communautés européennes (CE) annexée à l'Accord sur l'OMC, telle qu'elle a été modifiée conformément à la *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information* (ATI).[1]

3. À titre d'observation générale, l'Australie souligne que l'interprétation correcte des listes de concessions (listes) des Membres est fondamentale pour le maintien de la sécurité et de la prévisibilité du système commercial multilatéral.

II. POINT DE VUE DE L'AUSTRALIE SUR L'INTERPRÉTATION CORRECTE DE LA LISTE DES CE

4. Conformément à l'article II du GATT de 1994, les Membres de l'OMC ont l'obligation d'accorder "un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu" dans leurs listes. En particulier, compte tenu des conditions ou clauses spéciales qui sont stipulées dans les listes, les produits ne "seront pas soumis … à des droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de" ces listes.[2] La liste pertinente établissant les obligations des CE en l'espèce est la Liste des CE, telle qu'elle a été modifiée par la "Certification des modifications apportées à la Liste LXXX – Communautés européennes" du 2 juillet 1997.[3] En vertu de l'article II:7 du GATT, la liste de concessions d'un Membre fait partie intégrante du GATT de 1994. En conséquence, l'approche que doit adopter le Groupe spécial pour examiner la Liste des CE est énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord[4], qui dispose que la clarification des dispositions des accords visés doit se faire "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".

5. L'ATI est manifestement un élément important en l'espèce. L'ATI est fondé sur une approche dualiste pour l'identification des produits et l'inscription d'engagements dans les listes qui s'ensuit. Les produits ont été identifiés au moyen d'une liste de codes et de désignations de produits du SH de 1996 de l'Organisation mondiale des douanes (OMD)[5] figurant dans l'Appendice A de l'Annexe de l'ATI, ainsi que d'une liste de produits spécifiques devant être couverts, indépendamment de leur classification, figurant dans l'Appendice B de l'Annexe de l'ATI.

6. Lorsqu'ils ont inscrit ces engagements dans leurs listes, les Membres de l'OMC qui sont parties à l'ATI ont maintenu cette approche dualiste pour identifier les produits visés. Les CE ont

---

[1] Document WT/MIN(96)/16, signée à la Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, le 13 décembre 1996.

[2] Article II:1 b) du GATT de 1994.

[3] Document WT/Let/156, 15 août 1997.

[4] *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.*

[5] Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises de l'Organisation mondiale des douanes (Système harmonisé).

inscrit les positions tarifaires du SH figurant dans l'Appendice A directement dans leur liste. En ce qui concerne l'Appendice B, une "note liminaire"[6] a également été incorporée, qui indique expressément que tout produit désigné "à l'Appendice B ou pour ledit appendice" était passible d'un taux de droit nul consolidé. Comme il fait partie de la Liste, le texte de la note liminaire doit être interprété conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, telles qu'elles sont codifiées dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (*Convention de Vienne*).

7. L'article 31 de la *Convention de Vienne* dispose qu'"un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". L'article 31 2) décrit ce qui peut être considéré comme un "contexte" pour l'interprétation d'un traité.

8. Selon l'Australie et conformément à l'article 31, la note liminaire prescrit que les concessions liées aux produits désignés à l'Appendice B ne se limitent pas aux positions tarifaires indiquées par les CE. La note liminaire est une concession qui s'applique en plus des positions tarifaires des CE en raison de l'inclusion des mots "où que le produit soit classé". Par conséquent, la portée de cette concession n'est limitée que par la portée des désignations de produits figurant dans l'Appendice B et non par des positions tarifaires données. Ce point de vue est étayé par le sens ordinaire du texte de la note liminaire. Cette interprétation donne un sens à la note liminaire et ne la rend pas "inutile".[7]

9. Passant à la question du contexte, l'Australie reconnaît que le Système harmonisé et l'ATI peuvent constituer un "contexte" pertinent pour interpréter les listes des Membres.

10. Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*[8], l'Organe d'appel a dit que le Système harmonisé constituait un "contexte" pertinent pour interpréter les engagements tarifaires figurant dans les listes des Membres au sens de l'article 31 2) a) de la *Convention de Vienne*. L'Organe d'appel est arrivé à cette conclusion après avoir noté qu'il y avait un large consensus en faveur de l'utilisation du Système harmonisé comme base des listes des Membres au moment des négociations du Cycle d'Uruguay. L'Australie partage cet avis.

11. En l'espèce, l'Australie considère que le Système harmonisé est le point de départ, mais pas le point d'arrivée de l'identification du bon contexte pour interpréter les listes. L'interprétation des listes doit également tenir compte d'autres contextes pertinents et, en dernière analyse, des termes mêmes de ces listes. Ce point de vue est étayé par la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire

---

[6] La note liminaire des Listes des CE dispose ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994) seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé."

[7] Rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Essence*, WT/DS2/AB/R, page 24 et *CE – Morceaux de poulet*, WT/DS269/AB/R, paragraphe 214.

[8] *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 199. Voir aussi l'affaire *Chine – Pièces automobiles*, WT/DS339/AB/R, WT/DS340/AB/R et WT/DS342/AB/R, paragraphe 149, où l'Organe d'appel a dit qu'"[i]l s'ensuit que le Système harmonisé constitue un contexte aux fins de l'interprétation des accords visés, en particulier pour le classement des produits visés par les Listes de concessions …".

Chine – Pièces automobiles, selon laquelle le Système harmonisé, et les catégories de produits qui y figurent, avaient des limites et "ne [pouvaient] pas l'emporter sur les critères énoncés à l'article II:1 b) (du GATT de 1994)".[9]

12. L'Australie considère que l'ATI constitue un "contexte" important pour interpréter la Liste des CE, la note liminaire et les désignations de produits suivant la note liminaire qui accompagnent les positions tarifaires de cette liste. L'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne* dispose que le contexte pertinent pour l'interprétation d'un traité comprend "tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité". L'ATI a été adopté par les Membres participants durant la Conférence ministérielle de Singapour de l'OMC, une déclaration dont tous les Membres se sont expressément félicités.[10] L'Australie fait remarquer que les parties à l'ATI sont convenues de modifier leurs listes pour y incorporer les engagements pris dans le cadre de l'ATI. Les Membres ont accepté l'ATI en tant qu'instrument ayant rapport à la Liste des CE en consentant aux modifications apportées à la Liste des CE en vertu de l'ATI. Par ailleurs, l'Organe d'appel a déjà établi que si la liste de chacun des Membres représente les engagements tarifaires pris par ces Membre, les listes "ne représentent pas moins un accord commun entre *tous* les Membres".[11]

13. L'Australie rappelle que la Liste des CE fait spécifiquement mention des "[d]ispositifs à écran plat … pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" et des "[m]odules séparés". Dans leur communication, les CE ont tenté de réduire la portée de leurs engagements au titre de la note liminaire aux codes du SH qu'elles ont indiqués à côté des désignations de produits. L'Australie n'est pas d'accord avec cette approche et considère que celle-ci a pour effet d'exclure des mots ou un texte inclus dans la Liste, en particulier la note liminaire, et qu'elle n'est pas compatible avec les règles d'interprétation des traités.

14. L'Australie admet qu'une disposition de l'ATI prévoit la tenue de négociations pour y inclure des produits additionnels.[12] Toutefois, cela ne veut pas dire que les produits qui relevaient de l'ATI au moment de sa conclusion seraient automatiquement exclus du régime en franchise de droits en raison d'avancées technologiques.

15. Dans leur première communication écrite, les CE citent un jugement de la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire *Kip*.[13] La Cour a jugé que des machines numériques multifonctions aptes à effectuer une ou plusieurs fonctions de traitement de l'information outre la fonction de copie "ne pouvaient pas être classées directement dans la position 8471 60, à moins qu'il soit démontré que la fonction de copie était "secondaire"" par rapport à d'autres fonctions liées au traitement automatique de l'information (telles que l'impression).[14] Les CE indiquent ensuite que lorsque la "fonction de copie des MFM en cause dans la présente section n'est pas secondaire par rapport à leurs fonctions de traitement automatique de l'information, ces machines peuvent *prima facie* être classées dans les positions 8471 et 9009 du SH de 1996".[15] Dans de tels cas, les CE

[9] *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 164.

[10] Voir la *Déclaration ministérielle de Singapour*, adoptée le 13 décembre 1996, document WT/MIN(96)/DEC, paragraphe 18.

[11] *CE – Matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R et WT/DS68/AB/R, paragraphe 109.

[12] Paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI, document WT/MIN(96)/16.

[13] Cour de justice des Communautés européennes, Affaires jointes C-362/07 et C-363/07, *Kip Europe e.a.*et *Hewlett Packard International*.

[14] Première communication écrite des Communautés européennes dans l'affaire *CE – Produits des technologies de l'information*, WT/DS375, WT/DS376 et WT/DS377, paragraphe 359.

[15] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 435.

concluent que le Système harmonisé reste la procédure à suivre pour classer des produits dont plus "d'une matière ou d'un article leur confère leur caractère essentiel".[16] L'Australie ne commente pas les décisions de classement individuelles prises par les CE, mais elle rappelle que l'obligation légale des CE figurant dans la note liminaire de leur Liste prévoit que les produits désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice doivent bénéficier d'un traitement en franchise de droits "où que le produit soit classé".

III. POINT DE VUE DE L'AUSTRALIE SUR LES PRODUITS EN CAUSE EN L'ESPÈCE

16. Nous souhaitons maintenant traiter brièvement des produits spécifiques qui sont en cause dans le présent différend. S'agissant des systèmes d'affichage à écran plat, l'Australie rappelle que les CE ont indiqué dans leur première communication écrite que seuls les "véritables [moniteurs] destinés au traitement automatique de l'information"[17] relevaient de la position 8471 60 du SH de 1996 et seraient donc admis au bénéfice du traitement en franchise de droits. C'est ce que prévoit le Règlement des CE n° 1031/2008, qui limite le traitement en franchise de droits aux moniteurs "[d]es types *exclusivement ou principalement* destinés à une machine automatique de traitement de l'information" (pas d'italique dans l'original).[18] L'Australie note que les mots "exclusivement ou principalement" figurant dans ce règlement se retrouvent dans la note 5 B) a) du chapitre 84 du SH de 1996.[19] L'Australie rappelle que la note liminaire de la Liste des CE prévoit, entre autres choses, que les produits "désignés à l'Appendice B ou pour ledit appendice" bénéficient de l'accès en franchise de droits, où qu'ils soient classés.[20] Étant donné que l'Appendice B mentionne expressément les "[s]ystèmes d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord", l'Australie considère que l'approche des CE, qui consiste à n'accorder un traitement en franchise de droits qu'aux moniteurs qui sont exclusivement destinés à une machine automatique de traitement de l'information, va à l'encontre de leur obligation d'accorder un traitement en franchise de droits aux produits conformément à leur Liste.[21]

17. S'agissant des machines multifonctions connectables à une machine automatique de traitement de l'information, l'Australie fait remarquer que la note 5 D) du chapitre 84 du SH de 1996 établit que, entre autres produits, "[l]es imprimantes … qui remplissent les conditions énoncées aux paragraphes B) b) et B) c) ci-dessus sont *toujours* à classer en tant qu'unités dans le n° 84.71" (pas d'italique dans l'original) dans les cas où elles sont connectables à une unité centrale de traitement et peuvent recevoir ou fournir des données utilisées par le système. En outre, les "imprimantes" sont mentionnées en tant qu'exemple d'"unité de sortie" dans la note de sous-position 1 du chapitre 84 du SH de 1996.

18. Enfin, traitant brièvement des modules séparés, l'Australie fait de nouveau observer qu'il n'existe pas de libellé restrictif dans la Liste des CE ou dans l'Appendice B qui pourrait autoriser une définition étroite des produits pouvant bénéficier de l'accès en franchise de droits. L'Australie considère que le sens ordinaire du néologisme "module séparé" n'a pas été gelé dans le temps à la conclusion de l'ATI, et une évaluation des caractéristiques objectives ou du caractère essentiel des

---

[16] RGI 3 b) du SH de 1996. Voir la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 441, où il est indiqué que "[c]omme la RGI 3 b) ne peut pas être appliquée, il devient nécessaire de recourir à la RGI 3 c)".

[17] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 100.

[18] Règlement (CE) n° 1031/2008 du 19 septembre 2008.

[19] Note 5 B) a) du chapitre 84 du SH de 1996.

[20] Voir la "note liminaire" de la Liste des CE, document WT/Let/156.

[21] Par ailleurs, en l'absence de libellé restrictif, le sens ordinaire du mot "*pour*" ne peut pas être interprété de façon étroite.

modules séparés doit être effectuée dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de la Liste des CE.

IV. CONCLUSION

19. En conclusion, l'Australie considère que lorsqu'un Membre inclut des termes dans sa liste, cela représente une obligation contraignante pour ce Membre. En cas de renvoi *spécifique* à un autre accord, ou d'incorporation d'un autre accord, tel que l'ATI en l'espèce, ce document constitue un "contexte" pertinent pour aider à interpréter le sens ordinaire du texte d'un traité conformément aux règles coutumières du droit international, comme le prévoit le Mémorandum d'accord.

ANNEXE E-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. La République populaire de Chine (ci-après "la Chine") présente cette communication en tant que tierce partie parce qu'elle a un intérêt systémique dans l'interprétation de la Liste de concessions des CE qui met en œuvre les engagements des CE dans le cadre de l'ATI (la "Liste des CE").

2. Dans les différends impliquant une violation alléguée de l'article II a) et b) du GATT de 1994, le texte devant être interprété est la liste de concessions du Membre de l'OMC. Aussi, la Chine estime que la principale question soulevée en l'espèce concerne l'interprétation des parties pertinentes de la Liste des CE. Comme la Liste des CE est un traité de l'OMC, son interprétation devrait suivre la méthode bien établie prévue aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne"). La Chine estime que les éléments prescrits à l'article 31, à savoir le sens ordinaire, le contexte et l'objet et le but du texte à interpréter, ont la même valeur interprétative et qu'aucun élément n'est déterminant dans l'interprétation.

3. Dans la présente communication, la Chine se concentrera sur les dispositifs d'affichage à écran plat en cause dans le différend. À cet égard, la Chine identifie d'abord deux sources textuelles à interpréter dans la Liste des CE: 1) la position tarifaire 8471.60.90 et la désignation de produit correspondante et 2) le tableau liminaire qui comprend tous les produits de l'Appendice B de l'ATI ("tableau liminaire"). La position tarifaire 8471.60.90 couvre les unités d'entrée ou de sortie pour les machines automatiques de traitement de l'information. D'après la définition que donne le dictionnaire, les unités de sortie sont des dispositifs externes qui fournissent des données provenant de machines automatiques de traitement de l'information. Le tableau liminaire couvre les "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris les systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant d[e] [l'ATI], et leurs parties". D'après la définition que donne le dictionnaire, les "dispositifs d'affichage à écran plat" sont des dispositifs d'affichage d'épaisseur réduite pour des appareils, y compris des machines automatiques de traitement de l'information. L'expression "produits relevant d[e] [l'ATI]" exclut les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits qui ne sont pas visés par l'ATI.

4. La Chine estime également qu'il existe deux sources pertinentes pour l'interprétation du contexte dans le présent différend: 1) le SH de 1996 et 2) l'ATI. La pertinence du SH en tant que cadre contextuel est confirmée par le droit de l'OMC. Comme la Liste des CE a été établie sur la base du SH de 1996, celui-ci constitue un contexte pertinent pour l'interprétation. Par ailleurs, en vertu de l'alinéa 2 b) de l'article 31 de la Convention de Vienne, l'ATI sert également de contexte pour l'interprétation de la Liste des CE.

5. Conformément à la note 5 B) du chapitre 84 du SH de 1996, pour être une unité d'une machine automatique de traitement de l'information, une unité doit, entre autres choses, être exclusivement ou principalement destinée à un système automatique de traitement de l'information. Ainsi, une unité de sortie d'une machine automatique de traitement de l'information visée par la position 8471.60.90 est nécessairement destinée exclusivement ou principalement à des machines automatiques de traitement de l'information. À l'inverse, un dispositif de sortie n'est pas considéré comme une unité d'une machine automatique de traitement de l'information au sens de la position 8471.60.90 s'il n'est pas destiné exclusivement ou principalement à des machines automatiques de traitement de l'information.

6. S'agissant de l'ATI, la Chine remarque que l'Appendice B de l'ATI exclut expressément les télévisions, y compris les télévisions à haute définition de son champ d'application. La Chine remarque également que la partie pertinente de l'Appendice B dispose que "[l]es machines exécutant une fonction spécifique autre que le traitement de l'information ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A ou B ne sont pas couvertes par le présent accord". Il ressort des contextes que les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits qui ne sont pas visés par l'ATI, comme les téléviseurs, ne font pas partie de la gamme des produits visés par l'ATI.

7. En outre, la Chine fait observer que l'ATI comprend un nombre limité de produits des TI, dans l'objet et le but de traduire l'équilibre auquel sont parvenues les parties à l'ATI. La Chine rappelle que le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* a déclaré que l'interprétation des termes d'une concession ne devrait pas porter atteinte à l'équilibre négocié par les parties. Aussi, la Chine estime que les traités de l'OMC ne devraient pas être interprétés d'une manière qui porte atteinte à l'équilibre concernant la gamme des produits visés.

8. La Chine espère que les points de vue exposés et les diverses questions soulevées dans la présente communication pourront aider le Groupe spécial dans sa décision.

ANNEXE E-3

DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. M. le Président, Mme et M. les membres du Groupe spécial, la Chine se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues sur le présent différend. Dans cette déclaration, je soulignerai les principaux points de la communication de la Chine en tant que tierce partie.

2. La Chine estime que la principale question qui se pose en l'espèce est l'interprétation des parties pertinentes de la Liste des CE. Conformément à la jurisprudence de l'OMC, la Chine suit la méthode établie pour l'interprétation des termes des traités par l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne") et concentre son analyse sur les dispositifs d'affichage à écran plat en question.

3. La Chine identifie d'abord deux sources textuelles dans la Liste des CE pour interpréter le sens ordinaire: 1) la position tarifaire 8471.60.90 et la désignation de produit correspondante et 2) le tableau liminaire qui comprend tous les produits de l'Appendice B de l'Accord sur les technologies de l'information ("ATI").

4. La position tarifaire 8471.60.90 couvre les unités d'entrée ou de sortie pour les machines automatiques de traitement de l'information. D'après la définition que donne le dictionnaire, les unités de sortie sont des dispositifs externes qui fournissent des données provenant de machines automatiques de traitement de l'information.

5. Le tableau liminaire couvre les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits relevant de l'ATI. On peut déduire de l'expression "produits relevant de l'ATI" que les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits qui ne sont pas visés par l'ATI sont exclus.

6. Deuxièmement, la Chine estime qu'il existe deux cadres contextuels: 1) le SH de 1996 et 2) l'ATI.

7. Le SH de 1996 prévoit les conditions à remplir pour qu'un dispositif constitue une unité de machines automatiques de traitement de l'information au sens de la position 8471.60 du SH de 1996. Conformément à la note 5 B) du chapitre 84 du SH de 1996, une unité doit être exclusivement ou principalement destinée à un système automatique de traitement de l'information pour relever de la position 8471.60.90. En d'autres termes, un dispositif de sortie n'est pas considéré comme une unité de machines automatiques de traitement de l'information au sens de la position 8471.60.90 s'il n'est pas destiné exclusivement ou principalement à des machines automatiques de traitement de l'information.

8. S'agissant de l'ATI, la Chine remarque que l'Appendice B de l'ATI exclut expressément les télévisions de son champ d'application. La Chine remarque également que la partie pertinente de l'Appendice B dispose que "[l]es machines exécutant une fonction spécifique autre que le traitement de l'information ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A ou B ne sont pas couvertes par le présent accord".

9. Il ressort des contextes ci-dessus que les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits qui ne sont pas visés par l'ATI, tels que les dispositifs d'affichage à écran plat qui ne sont pas destinés

exclusivement ou principalement à des machines automatiques de traitement de l'information et les dispositifs d'affichage à écran plat destinés aux télévisions, ne font pas partie de la gamme des produits visés par l'ATI.

10. Troisièmement, s'agissant de la question de l'objet et du but, la Chine rappelle que le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet* a déclaré que l'interprétation des termes d'une concession ne devrait pas porter atteinte à l'équilibre négocié par les parties. La Chine fait observer que l'ATI comprend un nombre limité de produits des TI, ce qui traduit l'équilibre auquel les parties à l'ATI sont parvenues. C'est pourquoi la Chine estime qu'aucune interprétation ne devrait porter atteinte à un tel équilibre.

11. Sur la base de l'analyse ci-dessus, la Chine estime que les dispositifs d'affichage à écran plat pour les produits qui ne sont pas visés par l'ATI, tels que les dispositifs d'affichage à écran plat qui ne sont pas destinés exclusivement ou principalement à des machines automatiques de traitement de l'information et les dispositifs d'affichage à écran plat destinés aux télévisions, ne sont pas visés par la Liste des CE.

12. Ainsi s'achève mon exposé. Je vous remercie beaucoup pour votre attention.

ANNEXE E-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DU COSTA RICA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Le Costa Rica intervient dans la présente affaire en raison de son intérêt systémique et commercial dans l'interprétation correcte des concessions tarifaires faites par les Membres de l'OMC au titre de l'Accord sur les technologies de l'information ("ATI"). En tant que pays en développement, le Costa Rica a grandement bénéficié de sa participation à l'ATI. En 2007, les produits des technologies de l'information ont compté pour environ 12 pour cent de toutes les importations au Costa Rica et environ 25 pour cent des exportations totales du Costa Rica. Le secteur des technologies de l'information revêt donc une importance cruciale pour l'économie du Costa Rica.

2. Les plaignants estiment que les produits en cause en l'espèce (machines multifonctions (MFM), dispositifs d'affichage à écran plat et modules séparés ayant une fonction de communication) doivent être admis en franchise de droits par les CE, ainsi qu'il est prévu dans leur Liste de concessions et conformément aux obligations qu'elles ont contractées au titre de l'ATI. Les CE répondent que les produits en cause "relèvent d'autres concessions inscrites dans la Liste des CE, qui n'accordent pas l'admission en franchise de droits". La question d'interprétation qui se pose pour le Groupe spécial est donc de déterminer la gamme appropriée des produits visés par les concessions tarifaires en cause. Selon le Costa Rica, le Groupe spécial devrait conduire cette analyse en utilisant les principes d'interprétation des traités énoncés aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, et non en appliquant les règles de classement tarifaire.

3. Selon le Costa Rica, l'obligation pertinente à laquelle il est allégué que les CE ont manqué, peut être déterminée par une analyse effectuée dans l'ordre suivant:

- Premièrement, par un examen des lignes tarifaires de la Liste des CE pour déterminer si le produit en cause relève de la portée et de la teneur de la concession;

- Deuxièmement, si le produit en cause ne bénéficie pas de l'admission en franchise de droits en vertu de la Liste ("dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la Liste"), alors en recourant à la note liminaire de la Liste des CE, qui dispose que:

> "Pour ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16) ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature (au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994) seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé."

- Troisièmement, en déterminant si le produit en cause est décrit à l'Appendice B ou pour ledit appendice (à savoir, les produits énumérés à l'Appendice A) de l'Annexe de l'ATI.

4. Les trois plaignants et le défendeur reconnaissent tous la pertinence de l'ATI pour l'interprétation des concessions tarifaires en cause dans le présent différend. Selon le Costa Rica, il serait approprié de définir le statut de l'ATI dans le cadre analytique de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*. Selon le Costa Rica, l'ATI constitue un "contexte" au sens de l'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne*. La Déclaration ministérielle de l'ATI traduit l'intention des participants d'interpréter largement la gamme des produits visés par l'ATI. Le paragraphe 3 de la Déclaration ministérielle dispose que "[l]es Ministres expriment leur satisfaction au sujet du large éventail de produits repris dans les Appendices de l'Annexe de la présente déclaration". Cette déclaration, lue à la lumière des troisième et quatrième alinéas du préambule, semble indiquer que si les participants étaient satisfaits de la vaste gamme des produits visés par l'ATI, ils voulaient néanmoins assurer le développement technologique (en d'autres termes des nouveaux produits) en prévoyant une "liberté" maximale (c'est-à-dire un traitement en franchise de droits) pour les produits des technologies de l'information.

5. Les CE indiquent que "l'inclusion d'un nouveau produit doit être négociée; il n'est pas censé être visé par les concessions simplement parce qu'il se trouve également qu'il exécute des fonctions semblables à celles d'un produit qui est visé par les concessions. Et cette procédure de négociation est précisément ce que l'ATI prévoit expressément". Il semble que la position des CE soit que toute évolution technologique d'un produit visé donne lieu à l'obligation de s'entendre par consensus pour ajouter formellement ce "nouveau" produit à la gamme des produits visés par l'ATI. Cette approche est contraire au but de l'ATI, selon lequel même si les parties voulaient "encourager le développement technologique", elles ont déclaré expressément que "le régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information". Si les autres Membres de l'OMC et le Groupe spécial devaient retenir l'approche proposée par les CE, le nombre de produits qui bénéficieraient du traitement en franchise de droits en vertu des obligations de l'ATI diminuerait constamment compte tenu de la rapidité des progrès technologiques qui sont réalisés dans le domaine des technologies de l'information.

6. S'agissant des modules séparés, les CE font observer que les allégations des plaignants comportent de graves erreurs parce qu'ils font référence à "un module séparé ayant ("with") une fonction de communication", tandis que l'engagement des CE concerne "des modules séparés *ayant* ("which have") une fonction de communication" (pas d'italique dans l'original). Les CE estiment que d'après la définition que donne le dictionnaire ainsi que le contexte des mots, il y a une différence sensible entre les termes anglais "which have" et "with". Selon le Costa Rica, rien n'étaye une interprétation qui donnerait aux deux expressions des significations sensiblement différentes. Le Costa Rica note également que le libellé des versions françaises et espagnoles de l'ATI, qui font également foi, ne correspond pas exactement à l'expression anglaise "which have".

7. S'agissant des dispositifs d'affichage à écran plat, la question est de savoir s'ils relèvent de la définition des "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris les systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" figurant à l'Appendice B de l'ATI. Les CE font valoir qu'une unité doit être "exclusivement ou principalement destinée à une machine automatique de traitement de l'information" et donc être destinée à l'usage *exclusif* d'une machine automatique de traitement de l'information pour être classée en tant que dispositif d'affichage à écran plat dans la position 8471. Selon le Costa Rica, il n'existe aucun fondement textuel qui étaye cette interprétation.

8. Le Costa Rica note que les MFM sont des machines qui peuvent être utilisées pour le scannage, la copie numérique ou la transmission de télécopies, en plus de l'impression. La question est de savoir si une MFM connectable à une machine automatique de traitement de l'information qui peut scanner, imprimer et télécopier devrait être classée dans la position 8471 60 en tant qu'"unité

d'entrée ou de sortie pour machines automatiques de traitement de l'information" ou dans la position 9009 12 00 en tant qu'"appareil de photocopie". Comme les trois plaignants l'ont indiqué, les MFM devraient être classées dans la position 8471 ou 8471 60 parce qu'elles ne sont pas des "photocopieurs". La photocopie repose sur la technologie optique, tandis que les produits en cause manipulent les données numériques afin de produire le texte imprimé. Selon le Costa Rica, il est douteux que la transmission de données numériques constitue une forme de photocopie.

9. Le Costa Rica considère que la présente affaire soulève des questions importantes au sujet de l'interprétation des concessions tarifaires faites par les Membres de l'OMC au titre de l'ATI. En tant que pays en développement souhaitant vivement développer son secteur des technologies de l'information, le Costa Rica considère que ces concessions tarifaires doivent être interprétées, conformément à la *Convention de Vienne*, de façon à donner effet au but de l'ATI, selon lequel le "régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés".

ANNEXE E-5

DÉCLARATION ORALE DU COSTA RICA À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. Le Costa Rica se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exprimer ses vues à la présente réunion du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties.

2. En tant que pays en développement, le Costa Rica a grandement bénéficié de sa participation à l'ATI. Le Costa Rica intervient dans la présente affaire en raison de son intérêt systémique et commercial dans l'interprétation correcte des concessions tarifaires faites par les Membres de l'OMC au titre de l'ATI. C'est la première fois qu'un groupe spécial est invité à interpréter les concessions tarifaires d'un Membre au titre de l'ATI et à déterminer quel traitement doit être accordé à des produits relevant de l'ATI. Comme Singapour l'a indiqué, la présente affaire peut avoir des répercussions importantes sur le commerce mondial des technologies de l'information et l'innovation technologique en général.[1]

3. Le Costa Rica a exposé ses vues sur les allégations des trois plaignants et sur les moyens de défense du défendeur dans sa communication écrite et il ne répétera donc pas toutes ses observations aujourd'hui. Nous avons l'honneur de demander au Groupe spécial de tenir compte de ces observations au cours de son évaluation de la question dont il est saisi, en particulier en ce qui concerne la portée et le champ d'application des concessions tarifaires en cause et le fait que l'ATI constitue un contexte au sens de l'article 31 2) b) de la Convention de Vienne.

4. Le Costa Rica souhaiterait saisir cette occasion pour formuler des observations sur deux questions de fond à savoir: i) si les procédures prévues au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI doivent être suivies pour que les produits en cause bénéficient de l'admission en franchise de droits ou si ces produits sont visés par les concessions inscrites dans la Liste des CE en vertu de l'ATI et de ses Appendices; et ii) si les particularités ou fonctionnalités additionnelles d'un produit l'empêchent de bénéficier de l'admission en franchise de droits prévu par la Liste des CE en vertu de l'ATI et de ses Appendices?

II. LES PROCÉDURES PRÉVUES AU PARAGRAPHE 3 DE L'ANNEXE DE L'ATI DOIVENT-ELLES ÊTRE SUIVIES AFIN QUE LES PRODUITS EN CAUSE BÉNÉFICIENT DE L'ADMISSION EN FRANCHISE DE DROITS?

5. La Turquie déclare que seuls les produits qui sont spécifiés dans les deux Appendices de l'Annexe de l'ATI doivent être admis en franchise de droits. Selon elle, les produits en cause dans le présent différend ne relèvent pas de l'ATI actuel. La Turquie indique que si les parties souhaitent étendre le champ des produits visés par l'ATI, elles doivent suivre les procédures énoncées au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI.[2] Le paragraphe 3 prévoit que les parties se réuniront périodiquement "pour examiner les produits visés spécifiés dans les Appendices, en vue de déterminer par consensus si, compte tenu des progrès technologiques, de l'expérience acquise dans l'application des concessions tarifaires ou des modifications apportées à la nomenclature du SH, il conviendrait de modifier les Appendices pour y incorporer des produits additionnels".

[1] Communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphe 8.
[2] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 6 à 8.

6. Les CE ont également indiqué que "l'inclusion d'un nouveau produit doit être négociée; il n'est pas censé être visé par les concessions simplement parce qu'il se trouve également qu'il exécute des fonctions semblables à celles d'un produit qui est visé par les concessions. Et cette procédure de négociation est précisément ce que l'ATI prévoit expressément". Il semble que la position des CE soit que toute modification technologique d'un produit visé donne lieu à l'obligation de s'entendre par consensus pour ajouter formellement ce "nouveau" produit à l'ATI. Cette approche est contraire au but de l'ATI, selon lequel même si les parties voulaient "encourager le développement technologique", elles ont déclaré expressément que "le régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information". Si d'autres Membres de l'OMC et le Groupe spécial devaient retenir l'approche proposée par les CE, le nombre de produits qui bénéficieraient de l'accès en franchise de droits en vertu des obligations de l'ATI diminuerait constamment compte tenu de la rapidité des progrès technologiques qui sont réalisés dans le domaine des technologies de l'information. Comme Singapour l'indique, l'ATI n'a pas envisagé la tenue de négociations permanentes pour faire en sorte que les produits des TI qu'il couvre continuent d'être exemptés de droits au fur et à mesure des développements technologiques.[3]

7. Par conséquent, compte tenu du fait que les négociateurs étaient tout à fait conscients qu'il y aurait des développements technologiques rapides dans ce secteur, le Costa Rica considère qu'il serait plus approprié d'interpréter la procédure de négociation prévue au paragraphe 3 comme désignant la procédure à suivre pour inclure de tout nouveaux produits dans le champ des produits visés par l'ATI. La Turquie elle-même indique que le paragraphe 3 prévoit une procédure pour l'incorporation de produits *additionnels* et que, en d'autres termes, les Appendices ne peuvent pas être modifiées pour "exclure" l'un quelconque des produits qui y figurent.[4]

8. Le Costa Rica considère que si un produit figure dans l'Appendice A ou B de l'ATI, il doit être admis en franchise de droits. Exclure ces produits de la gamme des produits visés par l'ATI serait contraire à l'objet et au but de l'ATI qui, comme les Philippines l'ont indiqué, consistent à accroître le commerce mondial des produits des technologies de l'information dans toute la mesure du possible.[5] Le paragraphe 3 prévoit donc une procédure permettant d'ajouter des produits à l'ATI, et non d'en exclure.

III. LES PARTICULARITÉS OU FONCTIONNALITÉS ADDITIONNELLES D'UN PRODUIT L'EMPÊCHENT-IL DE BÉNÉFICIER DE L'ADMISSION EN FRANCHISE DE DROITS PRÉVUE PAR LA LISTE DES CE EN VERTU DE L'ATI?

9. Les plaignants estiment que les produits en cause dans le présent différend (machines multifonctions (MFM), dispositifs d'affichage à écran plat et modules séparés ayant une fonction de communication) doivent être admis en franchise de droits par les CE, ainsi qu'il est prévu dans leur Liste de concessions et conformément aux obligations qu'elles ont contractées au titre de l'ATI. Les CE répondent que les produits en cause "relèvent d'autres concessions inscrites dans la Liste des CE, qui n'accordent pas l'admission en franchise de droits". La question d'interprétation qui se pose pour le Groupe spécial est donc de déterminer la gamme appropriée des produits visés par les concessions tarifaires en cause.

10. S'agissant des dispositifs d'affichage à écran plat, la question est de savoir s'ils relèvent de la définition des "dispositifs d'affichage à écran plat (y compris les systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties" prévue à l'Appendice B de l'ATI. Les CE font valoir qu'une unité doit être

[3] Communication de Singapour en tant que tierce partie, paragraphe 16.
[4] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphe 12.
[5] Communication des Philippines en tant que tierce partie, paragraphe 16.

"exclusivement ou principalement destinée à une machine automatique de traitement de l'information" et donc être destinée à l'usage *exclusif* d'une machine automatique de traitement de l'information pour être classée en tant que dispositif d'affichage à écran plat dans la position 8471. La Turquie indique en outre que les dispositifs d'affichage à écran plat qui incorporent une interface vidéonumérique ou une interface multimédia haute définition peuvent être connectés à certains appareils électroniques grand public ainsi qu'à certains produits des technologies de l'information relevant de l'ATI. La Turquie conclut donc qu'un dispositif d'affichage à écran plat qui est un produit à double usage ne relève pas de l'ATI actuel.[6] La tâche du Groupe spécial n'est pas de déterminer si un produit peut exécuter diverses fonctions, mais plutôt de déterminer la portée de la concession tarifaire et si le produit en cause répond aux critères de base pour relever de cette concession tarifaire, indépendamment de la question de savoir si ce produit exécute des fonctions additionnelles.

11. S'agissant des modules séparés, la Turquie a indiqué que les "modules séparés … ayant la fonction de traiter et/ou d'enregistrer et de transmettre des données à des téléviseurs, des moniteurs ou d'autres dispositifs semblables, devraient être considérés comme des appareils électroniques grand public". La Turquie est donc d'avis que le but premier de ces modules séparés est d'interagir avec les émissions de télévision, que leurs fonctions d'échange d'information sont secondaires et donc que ces produits ne relèvent pas de l'ATI actuel.[7] Le Costa Rica considère que la tâche du Groupe spécial n'est pas de déterminer la fonction première ou secondaire d'un produit, mais plutôt de déterminer la portée de la concession tarifaire et si les caractéristiques du produit correspondent à la désignation énoncée dans cette concession tarifaire, indépendamment de la question de savoir si cette fonction constitue le but premier ou secondaire du produit.

12. En résumé, selon le Costa Rica, si un produit satisfait aux exigences minimales pour relever de l'Appendice A ou de l'Appendice B de l'ATI, il doit être admis en franchise de droits, même s'il possède des particularités technologiques additionnelles ou des fonctions différentes.

IV. CONCLUSION

13. M. le Président, Mme et M. les membres du Groupe spécial. En conclusion, le Costa Rica tient à souligner que la présente affaire soulève des questions importantes concernant l'interprétation des concessions tarifaires faites par un Membre au titre de l'ATI et le régime tarifaire devant être appliqué à ces produits. En tant que pays en développement souhaitant vivement développer son secteur des technologies de l'information, le Costa Rica considère que ces concessions tarifaires doivent être interprétées, conformément à la *Convention de Vienne,* de façon à donner effet au but de l'ATI, selon lequel le "régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés".

14. La participation à l'ATI a apporté des avantages économiques considérables au Costa Rica et à d'autres pays en développement. Il est fondamental pour le Costa Rica et d'autres pays en développement que les engagements pris par les Membres de l'OMC au titre de l'ATI soient interprétés d'une manière qui accroît, et non limite, le commerce international dans le secteur des technologies de l'information.

15. Le Costa Rica remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de présenter sa déclaration orale.

---

[6] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 35 à 37.
[7] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 38 et 39.

ANNEXE E-6

DÉCLARATION ORALE DE HONG KONG, CHINE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. Hong Kong, Chine se félicite d'avoir la possibilité de participer à la procédure du présent Groupe spécial et d'y exposer ses vues en tant que tierce partie.

2. Il s'agit du premier différend de l'OMC concernant l'Accord sur les technologies de l'information ("ATI").[1] Hong Kong Chine a un grand intérêt systémique dans l'interprétation correcte et le fonctionnement efficace de l'ATI, dont il est l'un des 14 premiers signataires. En outre, il a des intérêts commerciaux dans certains des produits des technologies de l'information qui font l'objet du présent différend. Nous aimerions donc exposer brièvement nos vues sur certaines des questions importantes en l'espèce.

3. Comme il est prévu dans son préambule, l'ATI vise à arriver à une **liberté maximale** du commerce mondial des produits des technologies de l'information et à encourager la **poursuite du développement technologique** de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale. L'ATI dispose également que le régime commercial de chaque partie devrait **évoluer** de manière à **améliorer les possibilités d'accès aux marchés** pour les produits des technologies de l'information. Hong Kong, Chine considère que cet objet et ce but doivent être pris en compte dans l'interprétation des engagements des participants au titre de l'ATI, lesquels ont été transformés en engagements dans les listes de concessions tarifaires respectives des participants, y compris les Communautés européennes ("CE").

4. Il ne fait aucun doute que l'ATI a joué un rôle vital dans l'amélioration des possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information depuis sa mise en œuvre en 1997 et qu'il a entraîné un accroissement considérable du commerce mondial des produits des technologies de l'information. Selon nous, la gamme des produits visés par l'ATI, lesquels sont énumérés aux Appendices A et B, est très large, mais claire. En particulier, l'Appendice B comprend une large gamme de produits, à savoir "une liste positive des produits spécifiques devant être couverts par le présent accord, **où qu'ils soient classés** dans le Système harmonisé". Les produits visés par l'ATI devraient être admis en franchise de droits sans aucune restriction. En d'autres termes, les classements ou reclassements tarifaires de ces produits par les participants au niveau national ne devraient pas modifier la gamme des produits visés par l'ATI.

5. Hong Kong, Chine appuie d'une manière générale les arguments formulés par les plaignants et estime également que les produits des technologies de l'information en question dans le présent différend, à savoir les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication et les machines numériques multifonctions, devraient tous être visés par l'ATI et être admis au bénéfice de la franchise de droits, conformément à l'engagement des CE qui figure dans leur Liste de concessions au titre de l'ATI. À cet égard, Hong Kong, Chine estime que le Groupe spécial devrait déterminer la portée des engagements tarifaires des CE et/ou la gamme des produits visés par l'ATI en appliquant les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Eu égard au sens ordinaire des désignations de produits dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de

[1] La Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information établie à la Conférence ministérielle de Singapour le 13 décembre 1996 est appelée l'Accord sur les technologies de l'information.

l'ATI et de la Liste de concessions des CE, Hong Kong, Chine est persuadé que le Groupe spécial parviendra à la même conclusion que celle que les plaignants ont fait valoir.

6. Hong Kong, Chine ne peut accepter l'argument formulé par les CE sur "les différences entre le produit qui existait au moment de la conclusion de l'ATI et le produit actuel qui fait l'objet du différend", apparemment pour justifier leurs reclassements et le régime tarifaire qui en découle pour les produits des technologies de l'information faisant l'objet du différend. Les CE ont également fait valoir que les "nouveaux produits" qui n'existaient pas au moment de la signature de l'ATI n'étaient pas visés par l'ATI et devaient faire l'objet de négociations. Cet argument suppose que l'ATI est statique et couvre uniquement les produits des technologies de l'information qui existaient en 1996. Toutefois, par nature, les produits des technologies de l'information s'améliorent, se développent et évoluent constamment et, d'ailleurs, ce développement technologique continu est encouragé par l'ATI. Hong Kong, Chine considère que l'argument des CE ne tient pas compte des aspects "amélioration", "développement" et "évolution" de l'ATI et ne peut résister à la lumière de l'objet et du but de cet accord. Selon nous, les produits des technologies de l'information technologiquement complexes et ayant des fonctions additionnelles sont manifestement prévus et visés par l'ATI. L'interprétation restrictive proposée par les CE déboucherait sur une situation absurde, selon laquelle, tandis que la technologie se développerait, le nombre de produits bénéficiant des possibilités d'accès aux marchés au titre de l'ATI diminuerait et ne serait pas en rapport avec la croissance des produits des technologies de l'information. Une telle approche compromettrait les avantages découlant pour les participants à l'ATI et viderait l'ATI de son sens à court terme. C'est pourquoi Hong Kong, Chine soutient que le Groupe spécial devrait rejeter l'argument des CE à cet égard.

1. Conclusion

7. Au vu de ce qui précède, Hong Kong, Chine estime que le Groupe spécial devrait reconnaître le bien-fondé de l'allégation des plaignants et constater que les mesures imposées par les CE sur les trois catégories de produits des technologies de l'information sont incompatibles avec leurs engagements au titre de l'ATI et leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

8. M. le Président, Hong Kong, Chine espère que ses vues aideront le Groupe spécial dans son examen du présent différend. Merci pour votre attention et, encore une fois, pour la possibilité de nous présenter devant le présent Groupe spécial.

ANNEXE E-7

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. L'Inde se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues dans la présente procédure.

2. Le présent différend concerne le traitement de trois produits ayant certaines particularités dans le cadre de l'ATI. Les plaignants, à savoir les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ont présenté des communications détaillées expliquant pourquoi ces produits doivent être admis en franchise de droits par les CE au titre de l'ATI. Les CE ont fourni des contre-arguments exhaustifs à l'appui de leur affirmation selon laquelle les produits ne méritent pas un tel traitement dans toutes les situations. Les CE ont également indiqué que le régime en franchise de droits ne peut être appliqué à toutes les variantes des produits.

3. Je n'entrerai pas dans le détail des communications rivales et ne formulerai pas non plus d'observations sur leur valeur respective. Nous sommes certains que le Groupe spécial s'en chargera. Les faits de l'affaire devront être analysés en détail et une conclusion appropriée devra être tirée afin de faire en sorte que les droits des membres de l'ATI ne soient pas compromis par une interprétation incorrecte de la portée de l'ATI. L'Inde participe au présent différend en tant que tierce partie parce qu'elle a certaines préoccupations systémiques. Nous estimons que le présent différend est également important pour les autres Membres de l'OMC pour des raisons systémiques et commerciales.

4. Nous reconnaissons pleinement qu'il faut soutenir et encourager l'innovation et l'amélioration technologique. Nous reconnaissons également que l'innovation est plus rapide dans le domaine des TI où les produits deviennent obsolètes dans un court laps de temps. L'objectif consistant à s'assurer que tous les avantages des accords commerciaux concernant de tels produits soient accordés pendant la vie des produits concernés est donc valable. En revanche, toutefois, la gamme des produits visés par les accords commerciaux est un aspect également important. Dans le débat sur l'applicabilité du régime tarifaire préférentiel aux produits des technologies de l'information, il faut donc prendre en considération ces deux questions cruciales que sont l'encouragement des améliorations technologiques et le respect de la gamme prescrite des produits visés.

5. M. le Président. La convergence des technologies de l'information et de l'électronique grand public a entraîné l'apparition de "nouveaux" produits. Toutefois, étant donné les complexités et les faits de l'espèce, il est difficile de dire si les trois produits en cause sont effectivement des nouveaux produits ou des produits qui sont des formes évoluées grâce à des améliorations technologiques de ce qui a été inclus dans l'ATI. S'il s'agit effectivement de nouveaux produits, qui ne sont pas visés par l'ATI, leur inclusion devra être négociée. En fait, l'ATI prévoit une procédure de négociation pour l'inclusion de produits additionnels. Le paragraphe 3 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle de 1996 dispose que les "participants se réuniront périodiquement … pour examiner les produits visés spécifiés dans les Appendices … pour y incorporer des produits additionnels". Par conséquent, dans la mesure où un participant à l'ATI veut inclure des produits additionnels dans l'ATI, il doit le faire au moyen de négociations.

6. Nous considérons que la Liste des CE, comme celle de tout autre Membre de l'OMC, fait partie intégrante de l'Accord sur l'OMC et que l'interprétation de ce traité devrait suivre les règles prévues aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités qui énoncent les "règles coutumières du droit international public" au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord

sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, pour déterminer la signification et la portée exactes des termes utilisés dans la Liste des CE, y compris les différentes positions tarifaires. L'article 31 de la Convention de Vienne comprend les éléments interprétatifs que sont le sens ordinaire, le contexte et l'objet et le but. Toutefois, cet article ne prescrit pas qu'il faille donner plus de poids à certains éléments et n'impose pas non plus une approche hiérarchique en ce qui concerne la valeur interprétative des éléments dans une interprétation. Selon nous, ces éléments interprétatifs ont la même valeur interprétative et aucun élément n'est déterminant.

7. M. le Président. Il est vrai que la Déclaration ministérielle prévoit que les régimes commerciaux des participants devraient évoluer "de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des TI". Mais, on ne peut accorder l'accès en franchise de droits à des produits que s'ils relèvent de l'Annexe de ladite déclaration et de ses Appendices. Un examen attentif des communications des plaignants montre que leurs demandes d'admission en franchise de droits sont essentiellement fondées sur le fait que les produits en cause sont clairement visés par les Appendices A et B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle. Ce point est très important, car l'obligation faite aux Membres de l'OMC d'accorder un traitement tarifaire donné n'est pas inconditionnelle mais limitée. La liste des marchandises qu'il a été convenu d'inclure dans l'Annexe et les Appendices de l'ATI en 1996 doit servir de base pour déterminer le régime tarifaire devant être appliqué à ces produits. C'est pourquoi, nous partageons l'avis selon lequel le classement d'un produit devra être décidée sur la base des caractéristiques objectives et des paramètres techniques.

8. En délibérant sur cette question, il est également important de s'attarder sur les principes inscrits dans le Système harmonisé (SH). La classification du SH est déterminée d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres connexes. Lorsque cela n'est pas possible et que les marchandises peuvent être classées dans deux ou plusieurs positions, la position la plus spécifique doit avoir la priorité sur les positions d'une portée plus générale. Les ouvrages constitués par l'assemblage d'articles différents sont classés d'après la matière ou l'article qui leur confère leur caractère essentiel. Dans le cas où les principes susmentionnés ne permettent pas de classer les marchandises, celles-ci sont classées dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération.

9. M. le Président. Nous sommes persuadés que le Groupe spécial considérera tous les faits pertinents et se prononcera sur le classement et le régime tarifaire à la lumière de ce qui est prévu par l'ATI et les règles pertinentes du SH.

ANNEXE E-8

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DE LA CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Dans la présente communication, la Corée tient à souligner certaines questions juridiques et interprétatives au sujet desquelles le Groupe spécial pourrait donner des indications importantes pour les futurs différends concernant des produits visés par l'ATI. La Corée formule également des observations sur ce qu'elle juge être la méthode d'interprétation appropriée en l'espèce.

2. Après la conclusion de l'ATI, les Membres participants à l'ATI ont révisé leurs engagements tarifaires respectifs pour certains produits techniques en modifiant formellement leurs listes de concessions tarifaires. Ce sont ces listes de concessions tarifaires qui lient ces Membres participants. Aussi, la Corée estime que le présent différend doit être résolu en interprétant "exactement et correctement" les engagements pris par les CE, tels qu'ils sont énoncés dans leur Liste de concessions tarifaires.

3. Les CE ont révisé leur Liste de deux manières au titre de l'ATI: a) elles ont modifié les engagements tarifaires qu'elles avaient pris pour un certain nombre de positions et de sous-positions de leur Liste; et b) elles ont ajouté à leur Liste une note liminaire et une Liste de produits résultant de l'Appendice B de l'ATI. Selon la Corée, la méthode d'interprétation du Groupe spécial en l'espèce devrait commencer par les termes de cette note liminaire et la liste de produits suivant cette note liminaire ("la liste de produits de la note liminaire").

4. Indépendamment de la position ou de la sous-position spécifique de la Liste des CE dont relève un produit donné, un produit inclus dans la liste de produits de la note liminaire qui résulte de la liste correspondante de l'ATI est admis au bénéfice de la franchise de droits. Par conséquent, si un produit donné est visé par la liste de produits de la note liminaire, il semblerait que les CE soient tenues d'accorder l'admission en franchise de droits à ce produit, "où que le produit soit classé". À cet égard, la liste de positions du SH associées à chaque produit ne peut pas raisonnablement avoir le sens que les CE tentent de lui attribuer, parce que cette interprétation rendrait sans effet et viderait de son sens le membre de phrase "*où que le produit soit classé*", un membre de phrase figurant expressément dans la Liste des CE.

5. Compte tenu du membre de phrase "où que le produit soit classé", la Corée estime que c'est la désignation narrative des produits figurant dans la liste de produits de la note liminaire, c'est-à-dire le membre de phrase "*où* … classé", qui devrait être déterminante dans la présente analyse. En revanche, tout porte à croire que les positions du SH figurant à côté des désignations de produits semblent être indicatives, et non exhaustives ou déterminantes. La Corée apprécierait que le Groupe spécial effectue une analyse approfondie et donne des orientations fiables sur l'approche interprétative des termes de ce traité.

6. S'agissant de l'interprétation des désignations de produits figurant dans la liste de produits de la note liminaire, le Groupe spécial devrait appliquer les règles générales d'interprétation des traités qui sont énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. Dans l'application de ces règles, le Groupe spécial devrait examiner le sens ordinaire des termes, lus dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but, ainsi que de l'ensemble du traité. Dans l'examen du sens ordinaire des termes, certaines désignations de produits peuvent devoir être entendues dans un "sens particulier", conformément à l'article 31.4 de la *Convention de Vienne*, parce que les termes figurant dans la Liste

des CE sont très largement "techniques" et apparaissent dans un secteur "spécialisé" du commerce des marchandises, à savoir les produits des technologies de l'information.

7. Par ailleurs, la Corée considère qu'on ne sait pas avec certitude quels sont les produits et les modèles de produits qui sont en cause dans le présent différend. Selon la Corée, le présent différend ne porte pas sur des mesures "telles qu'appliquées", où le produit/modèle de produit en cause et les faits entourant ce produit seraient relativement bien définis. Il semble plutôt porter sur des mesures "en tant que telles" concernant le régime tarifaire de trois grandes catégories de produits. La Corée rappelle que, conformément à des principes de l'OMC bien établis, c'est aux plaignants qu'il incombe de fournir des éléments *prima facie* indiquant que, dans certains cas au moins, les mesures "en tant que telles" du défendeur violent nécessairement ses obligations dans le cadre de l'OMC.

ANNEXE E-9

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DES PHILIPPINES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les Philippines ont présenté leurs vues au Groupe spécial dans le présent différend, dans lequel les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois allèguent que le régime tarifaire appliqué par les CE et leurs États membres à certains produits des technologies de l'information n'est pas conforme aux engagements qu'elles ont pris d'accorder l'accès en franchise de droits à ces produits au titre de l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information.

2. Il sera rappelé qu'en 1996, la "Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information" (l'"Accord sur les technologies de l'information" ou l'"ATI") a été adoptée et les signataires se sont engagés à appliquer un régime en franchise de droits aux produits visés par cette déclaration. Les réductions de taux devaient prendre effet par tranches égales débutant le 1er juillet 1997 au plus tard et se terminant le 1er janvier 2000 au plus tard.

3. En tant que participant à l'ATI, les CE ont modifié leur Liste pour tenir compte des engagements pris au titre de l'ATI. Ces modifications sont entrées en vigueur le 2 juillet 1997. En conséquence, les CE et leurs États membres doivent appliquer un régime en franchise de droits à un certain nombre de produits, y compris, entres autres produits, aux systèmes d'affichage à écran plat, aux modules séparés ayant une fonction de communication et à certaines "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information" et de télécopieurs ("MFM").

4. Toutefois, en vertu de certaines mesures communautaires, les CE et leurs États membres appliquent des droits de douane aux produits susmentionnés, à savoir, un droit de 14 pour cent sur les *systèmes d'affichage à écran plat*, des droits de 13,9 et de 14 pour cent sur les *modules séparés* et un droit de 6 pour cent sur les *machines multifonctions (MFM)*.

II. VUES DES PHILIPPINES SUR LE RÉGIME TARIFAIRE APPLIQUÉ PAR LES CE AUX SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT, AUX MODULES SÉPARÉS ET AUX MACHINES MULTIFONCTIONS

5. Les Philippines conviennent qu'en vertu de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, un traité doit être interprété à la lumière de son objet et de son but. En outre, comme l'a souligné le Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet (Brésil)*, les aspects pertinents de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994 indiquent que les concessions faites par les Membres de l'OMC devraient être interprétées de manière à servir l'objectif général que représentent l'accroissement du commerce des marchandises et la réduction substantielle des droits.

6. À cet égard, le préambule et le texte de l'ATI indiquent clairement que l'objet et le but manifestes de l'ATI sont d'accroître le commerce mondial des produits des TI dans toute la mesure du possible en éliminant les droits de douane ainsi que tous autres droits et impositions. Les interprétations comme celle que préconisent les CE ne sont pas conformes à l'objet et au but de l'ATI. En particulier, une interprétation qui aurait pour effet d'exclure certains produits des TI des concessions des CE serait contraire à l'objectif de la réduction substantielle des droits par la conclusion d'accords fondés sur la réciprocité et les avantages mutuels.

7. L'article II:1 a) du GATT de 1994 contient une interdiction générale de soumettre les importations de produits provenant des autres parties contractantes à un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la liste d'un Membre de l'OMC. L'article II:1 b) interdit un type de pratique spécifique qui est incompatible avec le paragraphe a), à savoir l'application de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux qui sont énoncés et prévus dans la liste.

8. Les Philippines ont fait observer que les CE et leurs États membres soumettent en vertu des mesures en cause, les produits en cause à un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE. En particulier, les CE imposent actuellement un droit de 14 pour cent sur les *systèmes d'affichage à écran plat*, des droits de 13,9 et de 14 pour cent sur les *modules séparés* et un droit de 6 pour cent sur les *machines multifonctions (MFM)* au lieu d'appliquer un régime en franchise de droits auxdits produits des technologies de l'information, ainsi que le prévoit la Liste des CE. Pour certains systèmes d'affichage à écran plat, les CE subordonnent également l'admission en franchise de droits à des conditions ou clauses spéciales qui ne sont pas énoncées dans la Liste des CE. Les Philippines font valoir que rien ne justifiait le nouveau classement des CE et qu'elles manquent donc à leurs obligations au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

9. En outre, s'agissant des modules séparés, les Philippines ont fait valoir que les CE et leurs États membres ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 en ne publiant pas dans les moindres délais les règlements communautaires relatifs au classement et en appliquant des droits avant leur publication.

III. CONCLUSION

10. Les Philippines sont d'accord avec les allégations des États-Unis, du Japon et du Taipei chinois selon lesquelles les mesures des Communautés européennes et de leurs États membres concernant les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication et les machines multifonctions sont incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1b) du GATT de 1994. En outre, nous convenons que les mesures communautaires concernant les modules séparés ayant une fonction de communication sont également incompatibles avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

ANNEXE E-10

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES PHILIPPINES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. Les Philippines ont noté qu'en raison de leur caractère habilitant les technologies de l'information sont à juste titre devenues une priorité importante pour de nombreux membres du système commercial mondial. Les Philippines ont souligné leur grand intérêt dans l'interprétation et l'application correctes des engagements des CE au titre de l'ATI, car elles se situent actuellement au 10ème rang des fournisseurs de produits visés par l'ATI de l'Union européenne (les importations totales de produits ATI de l'UE se sont élevées à 223 milliards de dollars en 1995 et la part représentée par les importations en provenance des Philippines s'est élevée à 5,4 milliards de dollars). Les Philippines ont souscrit pleinement aux présentations faites par les trois Membres plaignants.

II. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

2. S'agissant de **l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994,** les Philippines ont fait observer que la question qui était au cœur du présent différend était celle de savoir si les CE avaient effectivement perçu des droits plus élevés que ceux qui étaient énoncés dans la Liste des CE et que la question principale concernait l'application erronée ou la non-application par les CE des engagements et concessions tarifaires qu'elles avaient inscrits dans leur Liste.

3. Comme les ***concessions figurant dans la Liste des CE font partie intégrante de l'Accord sur l'OMC*** en vertu de **l'article II:7 du GATT de 1994,** les Philippines ont postulé que ces concessions étaient indissociables du texte des accord visés dont le sens doit être conforme aux règles coutumières d'interprétation des traités. Ainsi qu'il est établi dans la jurisprudence de l'OMC, ***les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("la Convention de Vienne")*** codifient les "règles coutumières d'interprétation du droit international public" au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. Ces dispositions constituent donc le cadre juridique dans lequel toute interprétation du texte contenu dans les accords visés de l'OMC doit s'effectuer.

4. Les Philippines ont indiqué que la question principale en l'espèce était celle de savoir si les mesures des CE avaient eu ou non pour effet de limiter abusivement la portée de leurs concessions et de diminuer les droits des Membres touchés par de telles mesures. Le Groupe spécial ne s'intéresse pas, en soi, à la question de savoir si le classement établi par les CE est correct ou non, mais plutôt à la question importante de savoir si le droit résultant de cette décision de classement et finalement appliqué est le droit correct et juridiquement contraignant au regard de l'Accord et de la Liste des CE, qui faisait et fait partie intégrante de l'Accord. À cet égard, les règles et la pratique en matière de classement tarifaire dans le contexte national peuvent certainement être utiles, mais elles ne peuvent jamais être déterminantes pour l'analyse ci-dessus.

5. Les Philippines estiment que les interprétations comme celle que préconisent les CE ne sont pas conformes au sens ordinaire, ni à l'objet et au but de leurs concessions et ne sont pas fidèles à l'Accord conclu par les CE et auquel elles ont adhéré.

III. SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

6. Les Philippines ont postulé que le Groupe spécial devrait déterminer la portée des concessions des CE concernant les systèmes d'affichage à écran plat, qui étaient conformes aux Appendices A et B de l'ATI. La question en cause est de savoir si les systèmes d'affichage à écran plat ayant d'autres particularités techniques ou des connecteurs, comme par exemple une DVI leur permettant de recevoir des signaux d'une machine automatique de traitement de l'information et d'autres sources, étaient exclus du bénéfice de l'admission en franchise de droits accordée par la Liste des CE.

7. Les Philippines ont fait valoir que les CE ne pouvaient pas limiter la gamme des systèmes d'affichage à écran plat visés par la concession à ceux qui étaient destinés *uniquement* à une machine automatique de traitement de l'information. Comme la Cour de justice des Communautés européennes l'avait décidé dans l'affaire *Kamino*, la position des CE sur cette question "ne pouvait pas être acceptée" et reviendrait à modifier les propres règles des CE sur ce qui pouvait constituer un système d'affichage à écran plat.

8. Ce point de vue était également confirmé par le texte d'autres concessions faites par les CE au titre de l'ATI et pouvait être démontré par les ... des CE jusqu'en 2004.

9. Les Philippines ont fait valoir que la principale question laissée sans réponse était celle de savoir comment et pourquoi les CE avaient choisi d'imposer le droit de douane particulièrement élevé de 14 pour cent de la catégorie des appareils récepteurs de télévision; moniteurs vidéo de la position 8528.2190 en l'absence de toute indication d'éléments facilement intelligibles ou d'un raisonnement courant qui conduirait une personne ordinaire à considérer que ce qui était intrinsèquement un *système d'affichage à écran plat* était maintenant **non pas** un *système d'affichage à écran plat*, mais plutôt un moniteur vidéo.

IV. MODULES SÉPARÉS

10. S'agissant des modules séparés ayant une fonction de communication, les Philippines ont fait valoir que lorsqu'il procédera à son évaluation, le Groupe spécial devrait tenir compte et tirer des conclusions appropriées de **la note liminaire figurant dans la Liste des CE**. Cette note liminaire ne nécessite pas d'explications: les modules séparés ayant une fonction de communication – un produit figurant dans l'Appendice B de l'ATI – devaient être admis en franchise de droits, où que ces modules séparés soient classés.

11. Les Philippines ont attiré l'attention sur le sens clair et ordinaire du texte de la concession. Il couvre les modules séparés dotés de **tout** type de fonction de communication. Les Philippines ne pouvaient pas partager l'avis des CE selon lequel la technologie, avec ses nouvelles fonctionnalités, a créé un produit fondamentalement et objectivement modifié.

12. Encore une fois, un examen de la Liste des CE selon une approche fondée sur le sens ordinaire ou courant n'explique pas pourquoi un module séparé doté de certaines améliorations n'est soudainement plus un module séparé et peut maintenant être classé en tant que récepteur de signaux vidéophoniques ou qu'enregistreur vidéo.

13. En outre, et toujours s'agissant des modules séparés, les Philippines estiment également que les CE et leurs États membres ont agi d'une manière qui était manifestement contraire à l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 en ne publiant pas leurs mesures dans les moindres délais et en les mettant en œuvre avant la publication. Les Philippines ont engagé le Groupe spécial à ne pas appliquer le

principe d'économie jurisprudentielle aux allégations relatives à l'article X du GATT de 1994 en raison des graves incidences systémiques et juridiques de la question.

V. MACHINES MULTIFONCTIONS

14. Les Philippines estimaient que les machines multifonctions en cause relevaient des concessions faites par les CE en ce qui concerne les sous-positions ***8471.60, 9009.1100*** et ***8517.21.00*** du SH, pour lesquelles les CE se sont engagées à accorder l'admission en franchise de droits. Rien dans la Liste ne permettait raisonnablement d'expliquer comment une MFM initialement passible d'un droit nul était devenue passible des droits prévus pour les sous-positions ***9009.1200*** ou ***8443.3191*** de la NC, par suite d'une amélioration de son efficacité et de sa productivité.

15. S'agissant de la deuxième catégorie de MFM de la sous-position ***8517.21.00*** du SH, les "télécopieurs", les Philippines estimaient que le terme "télécopieurs" avait un sens large, comme le confirmait le contexte factuel. Le terme "photocopie" ne couvre donc pas la reproduction d'originaux par l'impression ou la transmission d'un fichier de données déjà scanné, comme le font MFM. Et, le nombre de pages que ces deux fonctions distinctes, à savoir la télécopie et la photocopie, peuvent produire n'est pas déterminant ou définitif, car le principal objectif dans les deux cas est d'exécuter la tâche aussi efficacement que possible.

ANNEXE E-11

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DE SINGAPOUR EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (CE) sont signataires de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ATI) et se sont engagées à éliminer les droits de douane sur les produits visés par l'ATI.

2. Cependant, les CE ont adopté des mesures concernant les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication et les machines multifonctions (MFM) qui privent *au moins certains* de ces produits de l'admission en franchise de droits, même s'ils sont visés par l'ATI. Ces mesures contreviennent clairement aux engagements des CE au titre de l'ATI et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994).

II. ÉVALUATION DES MESURES COMMUNAUTAIRES CONTESTÉES

A. OBSERVATIONS HORIZONTALES

1. Nature du différend

3. Il ne s'agit *pas* d'une affaire portant sur le classement ou le régime tarifaire de *nouveaux* produits en tant que tels, mais sur la manière de traiter des produits ATI qui ont évolué technologiquement. L'approche suivie par les CE est essentiellement la suivante: chaque fois qu'une nouvelle fonctionnalité est ajoutée à un produit visé par l'ATI, celui-ci risque d'être exclu de l'ATI. Cette approche est trop restrictive et va à l'encontre de l'objet et du but de l'ATI.

2. Nature des engagements des CE

4. Le sens à donner aux définitions de produits figurant dans l'Appendice B ne peut être limité par les positions tarifaires que les CE ont ajoutées à leur Liste de concessions. Le texte de l'ATI est clair: l'Appendice B représente une liste positive de produits spécifiques devant être couverts par cet accord, où qu'ils soient classés dans le Système harmonisé (SH).

3. Exigences relatives à une allégation "en tant que tel"

5. Afin de justifier une allégation "en tant que tel", il n'est *pas* nécessaire de montrer que les mesures contestées conduisent *toujours* à une violation des engagements des CE au titre de l'ATI. Il suffit plutôt de montrer que les mesures contestées conduisent nécessairement à une telle violation au moins à certains égards.

4. Incidence de la suspension des droits par les CE

6. La suspension des droits d'importation sur certains systèmes d'affichage à écran plat par les CE ne régularise pas une mesure incompatible avec les règles de l'OMC. Par définition, les Membres de l'OMC sont libres de lever la suspension d'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC.

B. SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

7. L'exclusion de systèmes d'affichage à écran plat (qui autrement satisferaient aux exigences de l'ATI) simplement parce qu'ils ont une connexion DVI est une violation des engagements des CE au titre de l'ATI.

1. Appendice A

8. Singapour convient que les systèmes d'affichage à écran plat constituent des "unités de sortie" et fait observer que certains systèmes d'affichage à écran plat peuvent également constituer des "unités d'entrée", par exemple les moniteurs à écran tactile.

9. L'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Kamino* et l'avis de l'avocat général Mengozzi qui l'a précédé confirment tous deux que les agents des douanes des CE appliquent à tort le "seuil exclusivement ou principalement" aux systèmes d'affichage à écran plat ayant la DVI.

2. Appendice B

10. Dans la mesure où un système d'affichage à écran plat est "pour" un produit relevant de l'ATI, par exemple un ordinateur ou un module séparé ayant une fonction de communication, il est dûment visé par l'Appendice B.

11. En fait, la fonctionnalité DVI permet aux systèmes d'affichage à écran plat de mieux afficher les données numériques des ordinateurs. Les systèmes d'affichage à écran ayant la fonctionnalité DVI sont donc dûment visés par l'Appendice B.

3. Les CE concèdent que les mesures relatives aux systèmes d'affichage à écran plat constituent une violation "en tant que tel"

12. Dans leur première communication écrite, les CE concèdent effectivement qu'à la lumière de l'arrêt *Kamino*, leurs notes explicatives de la nomenclature combinée conduisent nécessairement à une violation de leurs engagements au titre de l'ATI au moins pour certains systèmes d'affichage à écran plat. L'indication donnée par les CE selon laquelle elles peuvent modifier les notes explicatives de la nomenclature combinée contestées ne constitue pas un moyen de défense pour une violation "en tant que tel".

C. MODULES SÉPARÉS

13. Il n'y a *rien* dans l'ATI qui empêche un module séparé ayant une fonction de communication d'être visé par l'Accord simplement parce qu'il a une fonction d'enregistrement. C'est ce que font les mesures communautaires qui constituent donc une violation des obligations des CE au titre de l'ATI.

14. Le régime tarifaire appliqué par les CE aux modules séparés ayant une fonction de communication et d'enregistrement est également incompatible avec leur propre législation. La définition de l'expression "décodeur numérique simple" figurant dans le Règlement (CE) n° 107/2009 (sur les exigences relatives à l'écoconception de certains modules séparés) prévoit qu'un décodeur numérique simple peut être doté de fonctions d'enregistrement.

15. Par ailleurs, la Commission européenne estime que les types les plus élémentaires de modules séparés seront équipés de disques durs d'ici à 2012. En considérant les modules séparés ayant une fonction de communication et d'enregistrement comme ne relevant pas de l'ATI, dans la pratique, les

CE videraient de leur sens, au cours des prochaines années, les concessions figurant dans l'ATI concernant les modules séparés ayant une fonction de communication.

D. MFM

16. Les mesures des CE qui excluent de l'admission en franchise de droits les MFM pouvant être classées en tant qu'unités "d'entrée ou de sortie" (sous-position 8471 60) ou "télécopieurs" (sous-position 8517 21) dans l'Appendice A de l'ATI, constituent une violation de leurs engagements au titre de l'ATI.

1. MFM connectables à un ordinateur

17. Les MFM ayant une connexion numérique à un ordinateur doivent être classées dans la position 8471 si elles satisfont aux conditions énoncées dans la note 5 B) du chapitre 84 du SH, à savoir qu'elles i) sont du type utilisé "exclusivement ou principalement" avec un ordinateur; ii) sont connectables à l'unité centrale de traitement d'un ordinateur; et iii) sont aptes à envoyer ou à recevoir des données dans un langage informatique reconnu.

18. L'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Kip* et l'avis de l'avocat général Mengozzi qui l'a précédé indiquent que la plupart des MFM connectables à un ordinateur seront utilisées principalement avec un ordinateur et devraient être classées dans la position 8471.

19. S'il fallait recourir à la règle générale 3 du SH, l'application de la règle générale 3 b) conduirait au classement de la majorité des MFM connectables à un ordinateur en tant qu'imprimantes car la fonctionnalité d'impression constitue l'élément des MFM connectables à un ordinateur qui leur confère leur "caractère essentiel".

2. MFM non connectables à un ordinateur

20. Qu'il s'agisse des définitions données par les plaignants ou par les CE, le sens ordinaire des termes "télécopieurs" et "appareils de photocopie" ne permet pas d'envisager des limitations au niveau de la sortie. La limitation à 12 pages par minute imposée par les CE pour les MFM non connectables à un ordinateur est arbitraire et n'est pas conforme au sens ordinaire qu'il faut donner à ces termes.

21. Singapour estime que la plupart des MFM non connectables à un ordinateur peuvent être classées dans la position 8517, qui couvre, en général, les "appareils électriques pour la téléphonie par fil" et, en particulier, les "télécopieurs", dans la sous-position 8517 21, eu égard au sens ordinaire des termes de ces positions.

22. S'il fallait recourir à la règle générale 3 du SH, l'application de la règle générale 3 b) conduirait au classement de la majorité des MFM non connectables à un ordinateur en tant que télécopieurs car la fonctionnalité de télécopie constitue l'élément des MFM non connectables à un ordinateur qui leur confère leur "caractère essentiel".

3. Les CE concèdent que les mesures relatives aux MFM constituent une violation "en tant que tel"

23. Dans leur première communication écrite, les CE concèdent qu'à la lumière des critères énoncés par la CJCE dans l'affaire *Kip*, il se peut qu'il existe certaines MFM connectables à un ordinateur dans lesquelles la fonction de copie doit être considérée comme secondaire et qui devraient donc être admises en franchise de droits. Selon la propre admission des CE, les mesures

communautaires conduisent nécessairement à une violation de leurs engagements au titre de l'ATI au moins pour certaines MFM. L'indication donnée par les CE selon laquelle elles "examinent actuellement cette question avec l'aide du Comité du Code des douanes" ne constitue pas un moyen de défense pour une violation "en tant que tel".

III. CONCLUSION CONCERNANT L'ATI ET SES OBJECTIFS

24. Singapour estime que les mesures communautaires contestées conduisent nécessairement à un régime tarifaire pour les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication et les MFM qui est incompatible avec les engagements tarifaires pris par les CE au titre de l'ATI et contraire au droit de l'OMC, en particulier l'article II du GATT de 1994, en tant que tel.

25. Singapour fait observer que le présent différend peut avoir des répercussions importantes sur le commerce des produits des technologies de l'information (TI) et l'industrie des TI. L'ATI vise à encourager l'innovation et le commerce des produits des TI. L'interprétation de l'ATI dont Singapour demande au Groupe spécial de reconnaître le bien-fondé est compatible avec son texte juridique et ses aspirations.

ANNEXE E-12

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE SINGAPOUR À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

I. INTRODUCTION

1. Singapour formulera d'abord quelques observations générales. Premièrement, Singapour ne demande pas une interprétation trop large ou trop générale des engagements au titre de l'ATI; ce qu'il conteste ce sont les interprétations trop restrictives qu'en font les CE. Deuxièmement, Singapour convient que toute extension de la gamme des produits visés devrait se faire par la voie de négociations, mais en l'espèce nous avons affaire à des produits qui sont et restent visés par l'ATI. La présente affaire ne concerne *pas* des *nouveaux* produits, mais le traitement de produits qui sont *déjà* inclus dans l'ATI et qui ont acquis de nouvelles fonctionnalités. Troisièmement, les produits visés par l'Appendice B de l'ATI ne peuvent être limités ou "épuisés" par les positions tarifaires figurant dans la Liste de concessions tarifaires des CE mettant en œuvre l'ATI (la "Liste des CE") – la note liminaire figurant dans la Liste indique clairement que la liste et les positions tarifaires qui suivent ne sont pas exhaustives. Enfin, pour montrer que les mesures des CE sont incompatibles avec leurs engagements, il suffit que les mesures entraînent nécessairement l'imposition par les CE de droits sur au moins *certains* produits qui doivent être admis en franchise de droits; et c'est le cas pour les trois produits en cause.

II. SYSTÈMES D'AFFICHAGE À ÉCRAN PLAT

2. L'objection principale de Singapour concerne le fait que les CE excluent les systèmes d'affichage à écran plat du régime en franchise de droits s'ils ont une fonction DVI. Les systèmes d'affichage à écran plat sont visés par l'Appendice A et l'Appendice B de l'ATI et par la Liste des CE.

3. S'agissant des systèmes d'affichage à écran plat visés par la position 8471 60 du SH qui figure à l'Appendice A, les notes du SH relatives à cette position n'indiquent nulle part que les systèmes d'affichage à écran plat ayant la DVI doivent être exclus. Il ne serait pas logique de les exclure, car c'est justement la DVI qui permet aux données informatiques d'être mieux affichées. L'incompatibilité des mesures communautaires est soulignée par l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Kamino*. À la lumière de cette affaire, les CE ont effectivement concédé dans leur première communication écrite que leurs mesures étaient contraires à leurs engagements en ce qui concerne au moins certains systèmes d'affichage à écran plat. Leur tentative de sauver la situation en indiquant que la présence d'une fonction DVI n'est qu'un des critères à examiner ne tient pas compte du libellé de leurs mesures.

4. Les mesures des CE concernant les systèmes d'affichage à écran plat sont également incompatibles avec leurs concessions tarifaires mettant en œuvre l'Appendice B, en particulier en ce qui concerne les "systèmes d'affichage à écran plat … pour les produits relevant du présent accord". La tentative des CE de faire valoir que l'expression "pour" les produits ATI signifie "seulement pour" les produits ATI revient à donner de l'ATI une interprétation qui inclut le mot "seulement" alors que ce mot n'y figure pas. Même si l'on suppose que les téléviseurs à tube à rayons cathodiques ou sans tube à rayons cathodiques ne sont pas visés par l'ATI, les CE ne peuvent pas exclure arbitrairement un système d'affichage à écran plat simplement parce qu'il a une fonction DVI sans examiner l'ensemble du produit pour voir s'il s'agit effectivement d'un téléviseur ou d'un système d'affichage à écran plat pour un système informatique.

5. Le fait que les CE ont suspendu leurs mesures ne remédie pas à l'incompatibilité. L'admission en franchise de droits signifie qu'aucun droit n'est imposé, et non l'interruption temporaire des droits. La suspension est également limitée à certains systèmes d'affichage à écran plat et les droits continuent d'être perçus pour d'autres systèmes d'affichage à écran plat qui devraient bénéficier de l'admission en franchise de droits.

III. MODULES SÉPARÉS

6. Singapour conteste les mesures communautaires qui assimilent les modules séparés à des "appareils d'enregistrement ou de reproduction vidéophoniques", simplement parce qu'ils peuvent exécuter une fonction d'enregistrement ou de reproduction. Cela est incompatible avec la concession des CE mettant en œuvre l'Appendice B de l'ATI, qui consiste à appliquer un régime en franchise de droits aux: "modules séparés qui ont une fonction de communication …".

7. Premièrement, rien dans le texte de l'Appendice B ou dans la Liste des CE ne fait de l'absence de fonction d'enregistrement ou de reproduction une condition pour l'admission en franchise de droits. Deuxièmement, l'approche simpliste et sans nuance adoptée par les CE consistant à assimiler les modules séparés à des enregistreurs vidéophoniques en raison de la fonctionnalité additionnelle est semblable à leur approche relative aux systèmes d'affichage à écran plat, et est erronée pour les mêmes raisons. Troisièmement, le régime appliqué par les CE aux modules séparés est incompatible avec leur propre règlement récent concernant ce qu'il est convenu d'appeler les exigences relatives à l'écoconception pour les modules séparés, qui reconnaît que les modules séparés peuvent avoir des fonctions d'enregistrement sans perdre leur caractère de modules séparés.

IV. MACHINES MULTIFONCTIONS ("MFM")

8. La position de Singapour est que de nombreuses MFM relèveraient de l'Appendice A de l'ATI – dans les sous-positions 8471 60 (pour les MFM connectables à un ordinateur) ou 8517 21 (pour les MFM non connectables à un ordinateur).

9. S'agissant des MFM connectables à un ordinateur, Singapour est d'accord avec l'approche retenue par la CJCE et l'avocat général de cette cour dans l'affaire *Kip*. Premièrement, de nombreuses MFM connectables à un ordinateur seraient utilisées "exclusivement ou principalement" avec des ordinateurs et sont donc des unités d'entrée ou de sortie. Deuxièmement, si une MFM est utilisée exclusivement ou principalement avec des ordinateurs, elle doit être classée de plein droit en tant qu'unité d'entrée ou de sortie dans la sous-position 8471 60. Troisièmement, l'affaire *Kip* ne donne lieu à aucune présomption *contre* le classement d'une MFM conçue de telle façon qu'une MFM connectable à un ordinateur ne peut être classée dans la sous-position 8471 60, *à moins* qu'il soit montré que la fonction de copie est "secondaire". Il faut procéder à une évaluation objective des caractéristiques du produit en cause, au lieu de se fonder uniquement sur l'existence d'une fonction de copie ou sur la vitesse de copie comme critère. Quatrièmement, même s'il était constaté que la fonction de copie et les fonctions informatiques avaient une importance égale, on ne peut passer directement à la RGI 3 c) sans appliquer d'abord la RGI 3 b) pour déterminer quelle est la "caractéristique essentielle" du produit. Cinquièmement, dans leur communication écrite, les CE semblent concéder qu'à la lumière de l'affaire *Kip*, leur régime actuel n'est pas pleinement compatible avec leurs obligations au titre de l'OMC.

10. La même approche devrait être retenue pour les MFM non connectables à un ordinateur qui ont une fonction de télécopie. Une évaluation appropriée fondée sur les caractéristiques objectives des produits doit être effectuée pour déterminer si elles devraient être considérées comme des télécopieurs relevant de la sous-position 8517 21. La vitesse de copie des machines peut être un des

facteurs pertinents pour effectuer cette évaluation mais elle ne peut pas être le *seul* facteur ou le facteur décisif. L'approche des CE, qui considère la fonction de copie comme la plus importante ou équivalente à la fonction de télécopie simplement en raison de l'existence d'un procédé électrostatique et d'une vitesse de copie de plus de 12 pages par minute, est tout à fait arbitraire.

ANNEXE E-13

DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. M. le Président et Mme et M. les membres du Groupe spécial. La Thaïlande se félicite de l'occasion qui lui est donnée aujourd'hui de présenter ses vues au Groupe spécial. En qualité de signataire de l'Accord sur les technologies de l'information (l'"ATI") et d'exportateur des produits en cause, la Thaïlande a un intérêt systémique et fondamental à faire en sorte que les autres signataires se conforment à leurs engagements tarifaires au titre de l'ATI. Les avantages commerciaux résultant de l'ATI jouent un rôle important dans le développement de la Thaïlande: les produits visés par l'ATI comptent pour environ 15 pour cent des exportations mondiales annuelles de la Thaïlande, avec une valeur annuelle d'environ 28 milliards de dollars EU. L'interprétation que donnent les CE de leurs engagements au titre de l'ATI, si elle était retenue, porterait atteinte aux producteurs en limitant le commerce des produits des technologies de l'information et nous appuyons les arguments formulés par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois dans leurs communications écrites respectives. Eu égard aux arguments complets présentés par les plaignants, nous ne formulerons que quelques observations ce soir.

2. D'emblée, la Thaïlande souhaiterait rappeler que l'ATI est essentiellement un "mécanisme de réduction tarifaire".[1] C'est ce qui est énoncé dans le préambule de l'ATI, où il est tenu compte du fait que l'un de ses objectifs est "*l'accroissement* de la production et du commerce de marchandises".[2] L'ATI prévoit expressément également que les modifications du régime appliqué par un signataire aux produits visés "devrai[en]t évoluer de manière à *améliorer* les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information".[3] À cet égard, la Thaïlande souscrit à l'avis des États-Unis selon lequel les participants à l'ATI "envisageaient une évolution positive de l'accès aux marchés, pas la réduction constante du traitement en franchise de droits" telle que celle qui est imposée par les Communautés européennes par suite des mesures en cause dans le présent différend.[4] Nous partageons également les conceptions larges de l'ATI, qui ont été présentées par le Taipei chinois et le Japon.[5]

3. L'objet et le but de l'ATI que sont l'accroissement et la libéralisation du commerce devraient éclairer l'interprétation des engagements tarifaires des CE que doit donner le Groupe spécial en l'espèce. Ces engagements sont énoncés au paragraphe 2 de l'ATI, qui prescrit aux parties de "consolider et [d']éliminer les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994" pour les produits visés. À cet égard, la Thaïlande appuie la position des plaignants selon laquelle les CE sont obligées d'accorder l'admission en franchise de droits aux modules séparés, aux systèmes d'affichage à écran plat et aux MFM. Les engagements des CE concernant ces produits sont donc clairs: les produits susmentionnés font partie des engagements des CE au titre de l'ATI d'accorder l'admission en franchise de droits au titre de l'Appendice A ou B

[1] OMC-ATI: Introduction, http://www.wto.org/french/tratop_f/inftec_f/itaintro_f.htm ("L'ATI est uniquement un mécanisme de réduction tarifaire").

[2] Préambule de l'ATI, paragraphe 3 (pas d'italique dans l'original).

[3] ATI, article premier (pas d'italique dans l'original).

[4] Première communication écrite des États-Unis, 5 mars 2009, paragraphe 28.

[5] Première communication écrite du Taipei chinois, 5 mars 2009, paragraphe 27 (où il est indiqué que l'objet et le but de l'ATI sont d'"accroître et d'améliorer le commerce des produits des TI") et première communication écrite du Japon, paragraphe 46 (qui décrit comment l'ATI cherche à "créer et à préserver l'accès aux marchés pour les produits techniques visés, et non à créer des réductions temporaires de droits qui disparaîtraient au bout d'un certain temps").

ou des deux appendices. Les CE ont modifié leur Liste de concessions en incorporant ces engagements prévus par l'ATI; et, par conséquent, ces engagements font partie des obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.[6]

4. Selon la Thaïlande, le fait que les mesures communautaires en cause[7] imposent des droits d'importation sur les modules séparés, les systèmes d'affichage à écran plat et les MFM, alors que les CE sont tenues d'accorder l'admission en franchise de droits à ces produits, est manifestement incompatible avec les obligations des CE au titre de l'article II:1 a) du GATT, qui oblige les CE à accorder un traitement qui n'est "pas moins favorable que celui qui est prévu dans la partie appropriée de la liste correspondante". Les mesures des CE sont également incompatibles avec leur obligation au titre de l'article II:1 b) du GATT, qui prescrit que les produits inscrits dans une liste "ne seront pas soumis … à des droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de cette liste". Nous faisons observer que, comme plusieurs autres Membres, la Thaïlande est particulièrement préoccupée par le régime tarifaire appliqué aux produits en cause par les CE, dans les circonstances de l'espèce. En d'autres termes, les CE doivent se conformer à leurs engagements tarifaires et accorder l'admission en franchise de droits aux produits en cause. Comme les plaignants, nous espérons que le Groupe spécial parviendra également à cette conclusion.

5. M. le Président, c'est sur cette note, que nous terminons nos propos. La Thaïlande remercie encore une fois le Groupe spécial de l'occasion qui lui a été donnée de présenter ses vues.

[6] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 31 et 32.

[7] Telles qu'elles sont présentées dans la première communication écrite du Taipei chinois, paragraphes 66 à 121.

ANNEXE E-14

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION DE LA TURQUIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. La Turquie estime que les questions faisant l'objet de la plainte introduite par le Japon, les États-Unis et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu doivent être analysées de telle façon qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits des Membres de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ci-après dénommée l'"ATI").

2. Sans se prononcer de manière définitive sur les faits de la présente affaire, la Turquie considère que le présent différend concerne le champ d'application de l'ATI.

II. ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

3. La Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information a été signée le 13 décembre 1996 par 14 Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y compris la Turquie.

4. Afin d'accroître le champ des produits visés par l'ATI, les parties doivent suivre la procédure énoncée au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI. Le paragraphe 3 traduit l'entente des parties concernant la modification du champ des produits visés par l'Accord.

5. Toutefois, la Turquie considère que les Membres de l'ATI n'ont pas été en mesure d'appliquer les dispositions du paragraphe à ce jour. De ce fait, il n'y a eu aucune modification formelle des appendices. Selon la Turquie, le paragraphe 3 (et aussi le paragraphe 5) de l'Annexe de l'ATI ne pourront guère donner de résultats satisfaisants à moins que certaines modifications ne soient mises en œuvre.

6. Le 15 septembre 2008, les Communautés européennes ont présenté un document (G/IT/W/28 et TN/MA/W/107) au Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information et au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés dans lequel elles proposaient de mener des négociations sur l'ATI afin de le mettre à jour.

7. La Turquie considère que la renégociation de l'ATI pourrait être une voie à explorer compte tenu des conditions actuelles du Cycle de Doha. La nécessité de réviser les listes figurant dans les Appendices découle, entre autres choses, de l'évolution rapide des produits des technologies de l'information, des doutes sur le classement d'un groupe de produits et du fait qu'elles ne tenaient pas compte des modifications apportées à la classification du SH en 2002 et 2007.

III. ÉVALUATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DES PLAIGNANTS

8. La Turquie note que les dispositifs d'affichage à écran plat qui incorporent une interface vidéonumérique (DVI) peuvent non seulement afficher des données provenant de produits des technologies de l'information qui relèvent de l'ATI, mais aussi de produits électroniques grand public datés d'une DVI ou d'une HDMI (interface multimédia haute définition).

9. La Turquie partage le point de vue selon lequel "les téléviseurs ou autres moniteurs ou unités d'affichage *aptes* à recevoir et à traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement *avec l'aide ou directement d'un* autre produit autre que l'unité centrale de traitement d'un ordinateur sont *expressément exclus* de la gamme des produits visés par les engagements d'éliminer les droits de douane sur certains produits".[1] La Turquie considère que les dispositifs d'affichage à écran plat qui sont des produits à double usage ne relèvent *pas* de l'Accord sur les technologies de l'information existant.

10. Comme la réception, le visionnement et l'enregistrement d'émissions de télévision sont les buts principaux de l'utilisation de ces modules séparés, les fonctions d'accès à Internet et d'échange interactif d'informations doivent être considérées comme secondaires et présentant un intérêt limité. Selon la Turquie, les modules séparés de ce type ne relèvent *pas* de l'ATI existant.

IV. CONCLUSIONS

11. La Turquie considère que contrairement aux allégations des plaignants, les produits en cause ne relèvent *pas* de l'Accord sur les technologies de l'information actuel. Tous les produits nouvellement développés au plan technologique ayant de multiples usages, qui sont peut-être visés en partie par les Appendices de l'ATI (principalement l'Appendice B), ne peuvent pas automatiquement être considérés comme visés par l'ATI.

12. La Turquie demande au présent Groupe spécial d'examiner les allégations en tenant compte des observations et des remarques exposées dans la présente communication. D'autre part, la procédure de règlement du différend ne devrait pas diminuer les droits des Membres au-delà des obligations prises au moment de la signature de l'ATI. La Turquie se réserve le droit de formuler d'autres observations à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial.

[1] Première communication écrite des Communautés économiques, paragraphe 132.

ANNEXE E-15

DÉCLARATION ORALE DE LA TURQUIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

1. Je suis heureux de vous présenter les vues de la Turquie à ce stade de la procédure du Groupe spécial concernant la plainte introduite par le Taipei chinois, le Japon et les États-Unis d'Amérique. Je résumerai la position de la Turquie sur la question en m'abstenant, dans la mesure du possible, de répéter les observations détaillées qui ont été exposées dans notre communication écrite.

2. Pour commencer, j'aimerais dire que la Turquie est signataire de la "Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ATI)" depuis qu'elle a été signée le 13 décembre 1996 par 14 Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Turquie est toujours d'avis que les technologies de l'information apportent une contribution positive à la croissance économique et au bien-être mondiaux.

3. Selon les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants, les produits faisant l'objet de la plainte examinée par le présent Groupe spécial sont appelés systèmes d'affichage à écran plat, modules séparés et machines multifonctions (MFM).

4. Les plaignants font observer que les Communautés européennes imposent des droits de douane d'environ 14 pour cent sur les systèmes d'affichage à écran plat et les modules séparés et de 6 pour cent sur les MFM, alors que les CE sont tenues d'accorder la franchise de droits pour ces produits, ainsi que le prescrit leur Liste d'engagements résultant de l'ATI.

5. La Turquie estime qu'il est nécessaire de formuler les brèves observations ci-après au sujet des produits en cause, afin de souligner le fait que les engagements tarifaires au titre de l'ATI sont appliqués.

6. Les moniteurs associés aux marchandises relevant de l'ATI ont été admis en franchise de droits au titre des positions 8528.41.00 et 8528.51.00.

7. Les modules séparés ayant les attributs ci-après devraient être considérés comme des modules séparés relevant des concessions prévues par l'ATI: avoir un microprocesseur, comprendre un modem d'accès à Internet et avoir une fonction d'échange interactif d'informations. Les modules séparés dans lesquels se trouvent tous les éléments définitionnels, qui sont indiqués clairement dans l'Accord, sont classés dans la position 8528.71.13, laquelle bénéficie de la franchise de droits.

8. Les MFM sont admises en franchise de droits au titre de la position 8443.31.10. Toutefois, les MFM dont la fonction de copie est le principal attribut seront passibles de droits au titre de la position 8443.31.91.

9. La Turquie estime que le présent différend est apparu en raison de l'évolution rapide et de la convergence de "l'électronique grand public" et des produits des "technologies de l'information". La plupart des produits électroniques grand public, comme les téléviseurs, ne sont pas visés par l'ATI. D'autre part, avec l'addition de certaines particularités qui n'étaient pas prévues au moment de la signature de l'ATI, les producteurs ont créé des produits qui peuvent constituer soit des produits des technologies de l'information soit des téléviseurs, par exemple. C'est le cas de certains modules séparés et de certaines MFM et les producteurs de ces appareils ont demandé à obtenir l'accès aux marchés en franchise de droits au titre de l'ATI.

10. Les plaignants et certaines tierces parties insistent sur le fait que les produits qui peuvent constituer des appareils des technologies de l'information ou des appareils électroniques ordinaires doivent être admis en franchise de droits. Toutefois, ils n'expliquent pas comment, par exemple, un système d'affichage à écran plat qui peut également être utilisé comme téléviseur relève de l'ATI. Accepter cette logique signifie qu'on accorde l'admission en franchise de droits pour les téléviseurs, qui ne sont pas visés par l'ATI.

11. Par ailleurs, l'importation de produits à usages multiples en franchise de droits au titre des concessions prévues par l'ATI peut également constituer une forme de "contournement" des obligations douanières.

12. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que "[l]es recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés". À notre avis, si les allégations des plaignants sont acceptées, cela aura pour effet d'accroître les obligations de nombreuses parties signataires de l'ATI en étendant le champ des produits visés par l'ATI, sans recourir à l'article 3 de l'Annexe de l'ATI.

13. Ainsi qu'il est indiqué dans notre communication écrite, afin de résoudre le désaccord actuel d'une manière efficace, les parties plaignantes devraient envisager la tenue de négociations et la mise à jour du champ des produits visés par l'ATI, et les parties devraient concevoir un mécanisme pratique pour remplacer l'article 3 de l'Annexe de l'ATI.

14. La Turquie considère également que les vues présentées par la Corée concernant le fondement juridique du présent différend méritent d'être mentionnées. Dans sa communication écrite en tant que tierce partie, la Corée indique que l'ATI ne figure pas au nombre des accords annexés à l'Accord sur l'OMC et n'est pas l'un des "accords visés" au sens de l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord.[1] La Corée cite également le passage ci-après du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Plomb et bismuth II*: "la Déclaration ministérielle est une simple "déclaration" et non une "décision" des Ministres. Selon nous, une déclaration n'a pas le caractère contraignant d'une décision".[2] La Corée fait également valoir que "les participants à l'ATI ont révisé leurs engagements tarifaires pour certains produits techniques en modifiant formellement leurs listes de concessions tarifaires" et que "ce sont ces engagements tarifaires révisés qui régissent les obligations en matière d'accès aux marchés dans le cadre de l'OMC de chaque participant à l'ATI pour les produits considérés".[3]

15. Selon cette approche, il appert que l'ATI n'est même pas une décision ministérielle et qu'il n'est donc pas contraignant. Si cette déclaration ministérielle n'est pas contraignante, alors la question se pose de savoir comment les signataires sont liés par ses annexes ou les autres obligations. Compte tenu de ce qui précède, la Turquie estime que le Groupe spécial devrait clarifier le fondement juridique du présent différend en prenant en considération l'approche de la Corée.

16. La Turquie tient à remercier le Groupe spécial pour l'occasion qui lui a été donnée de présenter ses vues au cours de la présente audience.

---

[1] Communication de la Corée en tant que tierce partie, paragraphe 4.
[2] Communication de la Corée en tant que tierce partie, note de bas de page 2.
[3] Communication de la Corée en tant que tierce partie, paragraphe 5.

ANNEXE F

DEMANDE CONJOINTE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL ET DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (WT/MIN(96)/16)

TABLE DES MATIÈRES		PAGE
F-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, le Japon et le Taipei chinois (WT/DS375/8, WT/DS376/8 et WT/DS377/6)	F-2
F-2	Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (WT/MIN(96)/16)	F-9

ANNEXE F-1

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET LE TAIPEI CHINOIS (WT/DS375/8, WT/DS376/8 ET WT/DS377/6)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS375/8
WT/DS376/8
WT/DS377/6
19 août 2008

(08-3946)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES – TRAITEMENT TARIFAIRE DE CERTAINS PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

La communication ci-après, datée du 18 août 2008 et adressée par les délégations des États-Unis, du Japon et du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément aux articles 4:7 et 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le Mémorandum d'accord) et à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le GATT de 1994), les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (CE) et leurs États membres au sujet du traitement tarifaire que les CE et leurs États membres accordent à certains produits des technologies de l'information. Les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les CE et leurs États membres le 28 mai 2008 et la demande a été distribuée le 2 juin 2008 sous la cote WT/DS375/1, G/L/851. Le Japon a demandé l'ouverture de consultations avec les CE et leurs États membres au sujet de la même question le 28 mai 2008 et la demande a été distribuée le 2 juin 2008 sous la cote WT/DS376/1, G/L/852. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a demandé l'ouverture de consultations avec les CE et leurs États membres au sujet de la même question le 12 juin 2008 et la demande a été distribuée le 18 juin 2008 sous la cote WT/DS377/1, G/L/853.

Les États-Unis et les CE et leurs États membres ont tenu des consultations les 25 et 26 juin 2008 et les 14 et 15 juillet 2008 à Genève. Le Japon et les CE et leurs États membres ont tenu des consultations le 26 juin 2008 et les 16 et 17 juillet 2008 à Genève. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et les CE et leurs États membres ont tenu des consultations le 3 juillet 2008, le 18 juillet 2008 et le 25 juillet 2008 à Genève. Ces consultations ont été tenues en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Malheureusement, elles n'ont pas permis de trouver une telle solution.

Par conséquent, les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, agissant conjointement et individuellement, chacun dans l'exercice des droits que lui confère son statut de Membre de l'OMC, demandent qu'un groupe spécial soit établi conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article XXIII du GATT de 1994 au sujet des mesures spécifiées ci-dessous et de toutes modifications ou prorogations de ces mesures, ainsi que de toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

En tant que participants à la *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information*, ou "ATI" (Accord sur les technologies de l'information)[1], les CE et leurs États membres ont modifié leurs Listes de concessions annexées au GATT de 1994 (Listes des CE) pour tenir compte des engagements pris au titre de l'ATI.[2] Ces modifications sont entrées en vigueur le 2 juillet 1997.[3] En conséquence, les CE et leurs États membres doivent accorder la franchise de droits pour les systèmes d'affichage à écran plat, les modules séparés ayant une fonction de communication, les "unités d'entrée ou de sortie" des "machines automatiques de traitement de l'information" et les télécopieurs. Or, par suite de l'application de certaines mesures communautaires, les CE et leurs États membres imposent des droits sur ces produits.

Systèmes d'affichage à écran plat

Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les systèmes d'affichage à écran plat. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:

1. le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005;

2. le Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005;

3. le Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission du 23 décembre 2005;

4. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[4]; et

5. les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 133/01 (30 mai 2008), considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987,

[1] *Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information*, 13 décembre 1996 (WT/MIN(96)/16); voir aussi le document intitulé *Mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information*, 2 avril 1997 (G/L/160).

[2] G/MA/TAR/RS/16 (2 avril 1997).

[3] WT/Let/156 (15 août 1997).

[4] Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesure de mise en œuvre.[5]

Le 2 juillet 1997, les CE ont modifié la Liste LXXX – Communautés européennes annexée à l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'Accord de Marrakech). Ces concessions comprennent la concession concernant les "[u]nités d'entrée ou de sortie ... Autres" relevant de la position 8471 60 90 du SH. Cette sous-catégorie est passible d'un taux de droit nul. La Liste prévoit en outre dans une note liminaire que "[p]our ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente Liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature ... seront consolidés et éliminés, comme il est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé". L'Appendice B comprend les "[d]ispositifs d'affichage à écran plat (y compris [les] systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma à fluorescence sous vide et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties". Le taux de droit consolidé pour ce produit, tel qu'il est indiqué sous les positions 8471 60 90, 8473 30 10, 8473 30 90, 8531 20 30, 8531 20 51, 8531 20 59, 8531 20 80, 8531 80 30, 8531 90 10, 8531 90 30, 9013 80 11, 9013 80 19, 9013 80 30 et 9013 90 10 du SH, et tel qu'il est spécifié dans la note liminaire, est nul.

Par suite de ces concessions, les CE et leurs États membres sont tenus d'accorder la franchise de droits pour les systèmes d'affichage à écran plat. Or, comme cela est expliqué ci-après, les CE et leurs États membres imposent des droits sur ces produits.

Le 31 mars 2005, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil, qui dispose que certains systèmes d'affichage à écran plat utilisant la technologie d'affichage à cristaux liquides qui "peuvent ... reproduire des images vidéo provenant d'une source autre qu'une machine automatique de traitement de l'information" ne sont pas couverts par l'ATI ni par la communication relative à sa mise en œuvre (Décision n° 97/359/CE du Conseil du 24 mars 1997).[6]

Le 26 avril 2005, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission, qui dispose que les systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, dont l'interface vidéonumérique (DVI), seraient classés comme produits passibles de droits.[7]

En outre, le 29 décembre 2005, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission, qui prévoit aussi que les systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, dont la DVI, seraient classés comme produits passibles de droits.[8]

Le 20 septembre 2007, les CE ont publié le Règlement n° 1214/2007 de la Commission modifiant le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun et établissant les codes 8528 59 10 et 8528 59 90 de la nomenclature combinée (NC), qui prévoyait un taux de droit de 14 pour cent sur certains systèmes d'affichage à écran plat.

---

[5] Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE d'un droit de douane de 14 pour cent sur les importations de certains systèmes d'affichage à écran plat.

[6] Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 16 mars 2005, J.O. L 82 (31 mars 2005), pages 1 et 2.

[7] Règlement (CE) n° 634/2005 de la Commission du 26 avril 2005, J.O. L 106 (27 avril 2005), pages 7 à 9.

[8] Règlement (CE) n° 2171/2005 de la Commission du 23 décembre 2005, J.O. L 346 (29 décembre 2005), pages 7 à 9.

En outre, le 30 mai 2008, les CE ont publié une modification aux notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes (2008/C 133/01) qui prévoit que les systèmes d'affichage à écran plat dotés de certaines fonctions, comme la DVI, seraient classés comme produits passibles de droits.[9]

Par conséquent, les autorités douanières des États membres des CE ont appliqué un droit de 14 pour cent à certains systèmes d'affichage à écran plat, au lieu d'accorder la franchise de droits comme cela est requis en vertu des Listes des CE. Les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considèrent que le traitement accordé à leur commerce est moins favorable que celui qui est prévu dans les Listes des CE et que des droits de douane proprement dits, ou d'autres droits ou impositions, plus élevés que ceux qui sont stipulés dans les Listes des CE ont été appliqués à certains systèmes d'affichage à écran plat, d'une manière incompatible avec les obligations des CE et de leurs États membres au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Bien qu'elles aient temporairement suspendu le recouvrement de droits sur certains systèmes d'affichage à écran plat conformément au Règlement (CE) n° 493/2005 du Conseil du 31 mars 2005 et au Règlement (CE) n° 301/2007 du Conseil du 22 mars 2007, les CE n'accordent pas un traitement tarifaire qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans leurs Listes. Les mesures en cause annulent ou compromettent, au sens de l'article XXIII du GATT, des avantages résultant directement ou indirectement du GATT de 1994 pour les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

Modules séparés ayant une fonction de communication

Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les modules séparés ayant une fonction de communication. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:

1. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[10]; et

2. les notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03 (7 mai 2008), considérées séparément ou conjointement avec le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987[11],

ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.[12]

Le 2 juillet 1997, les CE ont modifié la Liste LXXX – Communautés européennes annexée à l'Accord de Marrakech. La liste prévoit dans une note liminaire que "[p]our ce qui concerne tout produit désigné à l'Appendice B de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information ou désigné pour ledit appendice, dans la mesure où cela n'est pas expressément prévu dans la présente liste, les droits de douane sur le produit en question, ainsi que tous autres droits et impositions de toute nature ... seront consolidés et éliminés, comme il

[9] Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 133/01, J.O. C 133 (30 mai 2008), pages 352 et 353.

[10] Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

[11] Voir aussi les décisions du Comité du Code des douanes, dont il est question à la page 5, *infra*.

[12] Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE des droits de douane sur les importations de modules séparés ayant une fonction de communication.

est indiqué au paragraphe 2 a) de l'Annexe de la Déclaration, où que le produit soit classé". L'Appendice B comprend les "[m]odules séparés ayant une fonction de communication: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations". Le taux de droit consolidé pour ce produit, tel qu'il est indiqué sous les positions 8517 50 90, 8517 80 90, 8525 20 99 et 8528 12 91 du SH, et tel qu'il est spécifié dans la note liminaire, est nul.

Par suite de ces concessions, les CE et leurs États membres sont tenus d'accorder la franchise de droits pour les modules séparés ayant une fonction de communication. Or, comme il est expliqué ci-après, les CE et leurs États membres imposent des droits sur ces produits.

Le 7 mai 2008, les CE ont publié une modification aux notes explicatives de la nomenclature combinée des CE, qui prévoit que la position bénéficiant de la franchise de droits NC 8528 71 13 ("modules séparés ayant une fonction de communication") ne comprend pas les modules séparés munis de certains types de modems (modems Ethernet, par exemple) ni les modules séparés munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple).[13] De plus, dans le cadre de la même modification, les CE ont ajouté une note explicative relative au code NC 8521 90 00, qui indique que cette sous-position comprend les modules séparés munis d'un dispositif d'enregistrement ou de reproduction (disque dur ou lecteur de DVD, par exemple).[14] Le taux de droit pour le code NC 8521 90 00 est de 13,9 pour cent.

En conséquence, les autorités douanières des États membres des CE ont appliqué des droits sur les modules séparés ayant une fonction de communication, au lieu d'accorder la franchise de droits comme cela est requis en vertu des Listes des CE. Les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considèrent que le traitement accordé à leur commerce est moins favorable que celui qui est prévu dans les Listes des CE, et que des droits de douane proprement dits, ou d'autres droits ou impositions, plus élevés que ceux qui sont stipulés dans les Listes des CE ont été appliqués aux modules séparés ayant une fonction de communication, d'une manière incompatible avec les obligations des CE et de leurs États membres au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Les mesures en cause annulent ou compromettent, au sens de l'article XXIII du GATT, des avantages résultant directement ou indirectement du GATT de 1994 pour les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

En outre, en ce qui concerne les modules séparés ayant une fonction de communication, la Section de la nomenclature tarifaire et statistique du Comité du Code des douanes a rendu des avis favorables au sujet des modifications proposées aux notes explicatives figurant dans 2008/C 112/03 en octobre 2006 et mai 2007, respectivement. Elle n'a pas publié les notes explicatives modifiées au Journal officiel des CE avant le 7 mai 2008. Par ailleurs, les États membres des CE appliquaient les droits sur les modules séparés suivant l'approche spécifiée dans 2008/C 112/03 avant le 7 mai 2008. Nous estimons que ces actions sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

[13] Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03, J.O. C. 112 (7 mai 2008), pages 8 et 9.

[14] Notes explicatives de la nomenclature combinée des Communautés européennes, 2008/C 112/03, J.O. C. 112 (7 mai 2008), pages 8 et 9.

MFM ("machines numériques multifonctions")[15]

Les autorités douanières des États membres des CE imposent des droits sur les MFM. Les mesures en cause au moyen desquelles elles imposent ces droits comprennent:

1. le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999;

2. le rapport sur les conclusions de la 360ème réunion du Comité du Code des douanes, Section de la nomenclature tarifaire et statistique, TAXUD/555/2005-EN (mars 2005);

3. le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission du 8 mars 2006; et

4. le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées[16],

ainsi que toutes modifications ou prorogations et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.[17]

Le 2 juillet 1997, les CE ont modifié la Liste LXXX – Communautés européennes annexée à l'Accord de Marrakech, y compris les concessions pour les "[t]élécopieurs", tels qu'ils relèvent de la position 8517 21 00 du SH et les "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques pour le traitement de l'information", telles qu'elles relèvent de la catégorie 8471 60 du SH. Le taux de droit consolidé pour les deux produits est nul.

Par suite de ces concessions, les CE et leurs États membres sont tenus d'accorder la franchise de droits aux MFM. Or, comme il est expliqué ci-après, les CE et leurs États membres imposent des droits sur ces produits.

Le 9 mars 1999, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission, qui dispose que certaines MFM seraient classées comme photocopieuses électrostatiques à procédé indirect sous le code NC 9009 12 00 avec un taux de droit de 6 pour cent.[18]

En janvier 2005, le Comité du Code des douanes a publié une déclaration selon laquelle "si un appareil multifonctions peut photocopier en noir et blanc 12 pages ou plus par minute (format A4)", il serait classé comme appareil de photocopie sous la position 9009.[19] Les appareils de photocopie classés sous la position 9009 étaient assujettis à un droit de 6 pour cent.

---

[15] Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu emploient l'appellation "MFM" pour désigner les machines qui assurent au moins deux des fonctions suivantes: impression, copie ou transmission de télécopie, aptes à être connectées à une machine automatique de traitement de l'information ou à un réseau (y compris les dispositifs désignés dans le commerce par l'appellation "MFP" (imprimantes multifonctions), d'autres "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information", et les télécopieurs).

[16] Y compris les modifications adoptées conformément au Règlement n° 1214/2007 de la Commission du 20 septembre 2007.

[17] Y compris l'application effective par les autorités douanières des États membres des CE d'un droit de 6 pour cent sur les importations de certaines MFM.

[18] Règlement (CE) n° 517/1999 de la Commission du 9 mars 1999, J.O. L 61 (10 mars 1999), pages 23 et 24.

[19] Comité du Code des douanes, Section de la nomenclature tarifaire et statistique, *Report of conclusions of the 360th meeting of the Committee*, TAXUD/555/2005-EN, Annexe VII (mars 2005).

Le 9 mars 2006, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission, qui dispose que certaines MFM seraient classées comme appareils de photocopie et seraient assujetties à un droit de 6 pour cent.[20]

Le 31 octobre 2006, les CE ont modifié le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, créant les codes NC 8443 31 10 ("[m]achines assurant les fonctions de copie et de transmission de copie, même munies d'une fonction impression, dont la vitesse de copie n'excède pas 12 pages monochromes par minute"), NC 8443 31 91 ("[a]utres; [m]achines assurant les fonctions de copie par scannage de l'original et impression des copies au moyen d'un procédé électrostatique") et NC 8443 31 99 ("[a]utres"). En vertu de ces sous-catégories, les MFM dont la vitesse de copie dépasse 12 pages monochromes par minute et qui sont dotées d'un procédé électrostatique sont classées sous le code NC 8443 31 91. Le taux de droit pour le code NC 8443 31 91 est de 6 pour cent.[21]

En conséquence, les autorités douanières des États membres des CE ont appliqué un droit de 6 pour cent sur les importations de certaines MFM, au lieu d'accorder la franchise de droits comme cela est requis en vertu des Listes des CE. Les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu considèrent que le traitement accordé à leur commerce est moins favorable que celui qui est prévu dans les Listes des CE, et que des droits de douane proprement dits, ou d'autres droits et impositions, plus élevés que ceux qui sont stipulés dans les Listes des CE ont été appliqués à certains "unités d'entrée ou de sortie" de "machines automatiques de traitement de l'information" et télécopieurs, d'une manière incompatible avec les obligations des CE et de leurs États membres au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Les mesures en cause annulent ou compromettent, au sens de l'article XXIII du GATT, des avantages résultant directement ou indirectement du GATT de 1994 pour les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

* * * * *

Les États-Unis, le Japon et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu demandent, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémorandum d'accord, qu'un groupe spécial, doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, soit établi pour examiner la question exposée ci-dessus.

---

[20] Règlement (CE) n° 400/2006 de la Commission du 8 mars 2006, J.O. L 70 (9 mars 2006), pages 9 à 11.

[21] Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes les annexes y afférentes, telles qu'elles ont été modifiées.

ANNEXE F-2

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (WT/MIN(96)/16)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/16
13 décembre 1996

(96-5438)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

SINGAPOUR, 13 DÉCEMBRE 1996

Les Ministres,

Représentant les Membres ci-après de l'Organisation mondiale du commerce (l'"OMC"), et les États ou territoires douaniers distincts ci-après ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, qui se sont mis d'accord à Singapour sur l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information et qui représentent nettement plus de 80 pour cent du commerce mondial de ces produits (les "parties"),

Australie
Canada
Communautés européennes
Corée
États-Unis
Hong Kong
Indonésie
Islande
Japon
Norvège
Singapour
Suisse[1]
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu
Turquie

Considérant le rôle clé joué par le commerce des produits des technologies de l'information dans le développement des industries de l'information et l'expansion dynamique de l'économie mondiale,

Tenant compte des objectifs du relèvement des niveaux de vie et de l'accroissement de la production et du commerce de marchandises,

Désireux d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information,

[1] Au nom de l'union douanière entre la Suisse et le Liechtenstein.

Désireux d'encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale,

Conscients de la contribution positive que les technologies de l'information apportent à la croissance économique et au bien-être mondiaux,

Étant convenus de donner effet aux résultats de ces négociations qui englobent des concessions s'ajoutant à celles qui sont incluses dans les Listes annexées au Protocole de Marrakech annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, et

Reconnaissant que les résultats de ces négociations englobent aussi certaines concessions offertes dans les négociations aboutissant à l'établissement des Listes annexées au Protocole de Marrakech,

Déclarent ce qui suit:

1. Le régime commercial de chaque partie devrait évoluer de manière à améliorer les possibilités d'accès aux marchés pour les produits des technologies de l'information.

2. Conformément aux modalités énoncées dans l'Annexe de la présente déclaration, chaque partie consolidera et éliminera les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, pour les produits ci-après:

a) tous les produits classés (ou pouvant être classés) dans les positions du Système harmonisé de 1996 ("SH") dont la liste figure dans l'Appendice A de l'Annexe de la présente déclaration; et

b) tous les produits spécifiés dans l'Appendice B de l'Annexe de la présente déclaration, qu'ils soient ou non inclus dans l'Appendice A,

par le jeu de réductions égales des taux des droits de douane qui commenceront en 1997 et se termineront en 2000, en reconnaissant qu'un échelonnement des réductions sur une période plus longue et, avant la mise en œuvre, un élargissement du champ des produits visés pourront être nécessaires dans des circonstances limitées.

3. Les Ministres expriment leur satisfaction au sujet du large champ des produits visés repris dans les Appendices de l'Annexe de la présente déclaration. Ils donnent pour instructions à leurs représentants respectifs de s'efforcer de bonne foi de mener à terme les discussions techniques plurilatérales à Genève sur la base de ces modalités, et leur donnent pour instructions d'achever ces travaux pour le 31 janvier 1997, de manière que la présente déclaration soit mise en œuvre par le plus grand nombre de participants.

4. Les Ministres invitent les Ministres des autres Membres de l'OMC, et des États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, à donner des instructions similaires à leurs représentants respectifs, de manière qu'ils puissent participer aux discussions techniques mentionnées au paragraphe 3 ci-dessus et participer pleinement à l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information.

Annexe: Modalités et produits visés

Appendice A: liste des positions du SH

Appendice B: liste des produits

ANNEXE

Modalités et produits visés

Tout Membre de l'Organisation mondiale du commerce, ou tout État ou territoire douanier distinct ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, pourra participer à l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information conformément aux modalités ci-après:

1. Chaque participant incorporera les mesures décrites au paragraphe 2 de la Déclaration dans sa liste annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et aussi, soit au niveau de la ligne tarifaire de son propre tarif soit au niveau à six chiffres du Système harmonisé de 1996 ("SH"), dans son tarif officiel ou dans toute autre version publiée du tarif douanier, selon ce qu'utilisent normalement les importateurs et les exportateurs. Chaque participant non Membre de l'OMC mettra en œuvre ces mesures sur une base autonome en attendant d'avoir achevé son processus d'accession à l'OMC et les incorporera dans sa liste concernant l'accès au marché pour les marchandises établie dans le cadre de l'OMC.

2. À cette fin, le plus tôt possible et au plus tard le 1er mars 1997, chaque participant communiquera à tous les autres participants un document contenant a) une description détaillée de la manière dont le traitement tarifaire approprié sera prévu dans sa liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC, et b) une liste des positions détaillées du SH visées pour les produits spécifiés dans l'Appendice B. Ces documents seront examinés et approuvés par consensus, et ce processus d'examen sera achevé au plus tard le 1er avril 1997. Dès que ce processus d'examen sera achevé pour tout document de cette nature, le document en question sera présenté en tant que modification de la Liste du participant concerné, conformément à la Décision du 26 mars 1980 intitulée "Procédures de modification et de rectification des Listes de concessions tarifaires" (IBDD, S27/26).

a) Les concessions qui seront proposées par chaque participant en tant que modifications de sa Liste consolideront et élimineront tous les droits de douane et autres droits et impositions de toute nature sur les produits des technologies de l'information de la manière suivante:

   i) l'élimination de ces droits de douane se fera par le jeu de réductions des taux opérées par tranches égales, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants. À moins qu'il n'en soit convenu autrement par les participants, chaque participant consolidera tous les droits de douane sur les produits dont la liste figure dans les Appendices au plus tard le 1er juillet 1997, et donnera effet à la première de ces réductions de taux au plus tard le 1er juillet 1997, à la deuxième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1998, et à la troisième de ces réductions de taux au plus tard le 1er janvier 1999, et l'élimination des droits de douane sera achevée au plus tard le 1er janvier 2000. Les participants conviennent d'encourager l'élimination autonome des droits de douane avant ces dates. Le taux réduit devrait à chaque étape être arrondi à la première décimale; et

   ii) l'élimination de ces autres droits et impositions de toute nature, au sens de l'article II:1 b) de l'Accord général, sera achevée pour le 1er juillet 1997, à moins que le document communiqué par le participant aux autres participants pour examen n'en dispose autrement.

b) Les modifications qu'un participant proposera d'apporter à sa Liste pour mettre en œuvre la consolidation et l'élimination de ses droits de douane sur les produits des technologies de l'information arriveront à ce résultat:

i) dans le cas des positions du SH dont la liste figure dans l'Appendice A, par la création, le cas échéant, de subdivisions dans sa Liste au niveau de la ligne tarifaire du tarif national; et

ii) dans le cas des produits spécifiés dans l'Appendice B, par l'adjonction d'une annexe à sa Liste incluant tous les produits de l'Appendice B, qui devra spécifier les positions détaillées du SH pour ces produits, soit au niveau de la ligne tarifaire du tarif national, soit au niveau à six chiffres du SH.

Chaque participant modifiera dans les moindres délais son tarif national pour tenir compte des modifications qu'il aura proposées, dès qu'elles seront entrées en vigueur.

3. Les participants se réuniront périodiquement sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises pour examiner les produits visés spécifiés dans les Appendices, en vue de déterminer par consensus si, compte tenu des progrès technologiques, de l'expérience acquise dans l'application des concessions tarifaires ou des modifications apportées à la nomenclature du SH, il conviendrait de modifier les Appendices pour y incorporer des produits additionnels, et pour se consulter au sujet des obstacles non tarifaires au commerce des produits des technologies de l'information. Ces consultations seront sans préjudice des droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.

4. Les participants se réuniront le plus tôt possible et en tout état de cause le 1er avril 1997 au plus tard pour examiner la situation des acceptations reçues et évaluer les conclusions qui en seront tirées. Les participants mettront en œuvre les mesures prévues dans la Déclaration à condition que des participants représentant environ 90 pour cent du commerce mondial[2] des produits des technologies de l'information aient alors notifié leur acceptation, et à condition que l'échelonnement ait été convenu à la satisfaction des participants. Lorsqu'ils évalueront s'il y a lieu de mettre en œuvre les mesures prévues dans la Déclaration, au cas où le pourcentage du commerce mondial représenté par les participants serait légèrement inférieur à 90 pour cent du commerce mondial des produits des technologies de l'information, les participants pourront tenir compte du niveau de participation des États ou territoires douaniers distincts représentant pour eux l'essentiel de leur propre commerce de ces produits. À cette réunion, les participants détermineront s'il a été satisfait à ces critères.

5. Les participants se réuniront aussi souvent qu'il sera nécessaire et au plus tard le 30 septembre 1997 pour examiner toute divergence existant entre eux dans la façon de classer les produits des technologies de l'information, en commençant par les produits spécifiés dans l'Appendice B. Les participants conviennent que leur objectif commun est d'arriver, dans les cas où cela sera approprié, à une classification commune de ces produits dans le cadre de la nomenclature existante du SH, en prenant en compte les interprétations et décisions du Conseil de coopération douanière (également connu sous le nom d'Organisation mondiale des douanes ou "OMD"). Au cas où une divergence subsisterait dans la classification, les participants étudieront si une suggestion conjointe pourrait être faite à l'OMD en ce qui concerne l'actualisation de la nomenclature existante du SH ou l'élimination de la divergence d'interprétation au sujet de la nomenclature du SH.

6. Il est entendu pour les participants que l'article XXIII de l'Accord général sera applicable en cas d'annulation ou de réduction d'avantages résultant directement ou indirectement de la mise en œuvre de la Déclaration pour un Membre de l'OMC participant du fait de l'application par un autre Membre de l'OMC participant d'une mesure, contraire ou non aux dispositions de l'Accord général.

[2] Ce pourcentage sera calculé par le Secrétariat de l'OMC sur la base des données les plus récentes disponibles au moment de la réunion.

7. Chaque participant examinera avec compréhension toute demande de consultations de tout autre participant concernant les engagements énoncés ci-dessus. Ces consultations seront sans préjudice des droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.

8. Les participants agissant sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises informeront les autres Membres de l'OMC et les États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC des présentes modalités et engageront des consultations en vue de faciliter leur participation à l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information sur la base de la Déclaration.

9. Tel qu'il est utilisé dans les présentes modalités, le terme "participant" désignera les Membres de l'OMC, ou les États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC, qui communiquent le document décrit au paragraphe 2 au plus tard le 1er mars 1997.

10. La présente annexe sera ouverte à l'acceptation de tous les Membres de l'OMC et de tout État ou de tout territoire douanier distinct ayant engagé le processus d'accession à l'OMC. Les acceptations seront notifiées par écrit au Directeur général qui les communiquera à tous les participants.

La présente annexe comporte deux Appendices.

L'Appendice A énumère les positions ou parties de positions du SH devant être couvertes.

L'Appendice B énumère les produits spécifiques devant être couverts par l'ATI, où qu'ils soient classés dans le SH.

Appendice A, section 1

SH de 1996	Désignation des marchandises
3818	Éléments chimiques dopés en vue de leur utilisation en électronique, sous forme de disques, plaquettes ou formes analogues; composés chimiques dopés en vue de leur utilisation en électronique
8469.11	Machines pour le traitement des textes
8470	Machines à calculer et machines de poche permettant d'enregistrer, de reproduire et d'afficher des informations, comportant une fonction de calcul; machines comptables, machines à affranchir, à établir les tickets et machines similaires, comportant un dispositif de calcul; caisses enregistreuses
8470.10	Calculatrices électroniques pouvant fonctionner sans source d'énergie électrique extérieure et machines de poche comportant une fonction de calcul permettant d'enregistrer, de reproduire et d'afficher des informations
8470.21	Autres machines à calculer électroniques comportant un organe imprimant
8470.29	Autres
8470.30	Autres machines à calculer
8470.40	Machines comptables
8470.50	Caisses enregistreuses
8470.90	Autres
8471	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs
8471.10	Machines automatiques de traitement de l'information, analogiques ou hybrides
8471.30	Machines automatiques de traitement de l'information numériques, portatives, d'un poids n'excédant pas 10 kg, comportant au moins une unité centrale de traitement, un clavier et un écran
8471.41	Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques comportant, sous une même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement et, qu'elles soient ou non combinées, une unité d'entrée et une unité de sortie
8471.49	Autres machines automatiques de traitement de l'information numériques, se présentant sous forme de systèmes
8471.50	Unités de traitement numériques autres que celles des n° 8471.41 et 8471.49, pouvant comporter, sous une même enveloppe, un ou deux des types d'unités suivants: unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie
8471.60	Unités d'entrée ou de sortie, pouvant comporter, sous la même enveloppe, des unités de mémoire

SH de 1996		Désignation des marchandises
	8471.70	Unités de mémoire, y compris les unités de mémoire centrales, les unités de mémoire à disques optiques, les unités de mémoire à disques durs et les unités de mémoire à bandes
	8471.80	Autres unités de machines automatiques de traitement de l'information
	8471.90	Autres
ex	8472.90	Machines de guichet automatiques
	8473.21	Parties et accessoires des machines du n° 8470, des machines à calculer électroniques des n° 8470.10, 8470.21 et 8470.29
	8473.29	Parties et accessoires des machines du n° 8470, autres que les machines à calculer électroniques des n° 8470.10, 8470.21 et 8470.29
	8473.30	Parties et accessoires des machines du n° 8471
	8473.50	Parties et accessoires qui peuvent être utilisés indifféremment avec les machines ou appareils de plusieurs des n° 8469 à 8472
ex	8504.40	Convertisseurs statiques pour machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités et pour appareils de télécommunication
ex	8504.50	Autres bobines de réactance et autres selfs pour l'alimentation électrique des machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités et des appareils de télécommunication
	8517	Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil et les appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique; visiophones
	8517.11	Postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil
	8517.19	Autres postes téléphoniques d'usagers et visiophones
	8517.21	Télécopieurs
	8517.22	Téléscripteurs
	8517.30	Appareils de commutation pour la téléphonie ou la télégraphie
	8517.50	Autres appareils, pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique
	8517.80	Autres appareils, y compris les parlophones
	8517.90	Parties d'appareils du n° 85.17
ex	8518.10	Microphones ayant une bande passante de 300 Hz à 3,4 KHz, dont le diamètre n'excède pas 10 mm et la hauteur n'excède pas 3 mm, utilisés dans les télécommunications
ex	8518.30	Combinés de postes téléphoniques d'usagers par fil
ex	8518.29	Haut-parleurs, sans enceintes, ayant une bande passante de 300 Hz à 3,4 KHz, dont le diamètre ne dépasse pas 50 mm, utilisés dans les télécommunications
	8520.20	Répondeurs téléphoniques
	8523.11	Bandes magnétiques d'une largeur n'excédant pas 4 mm
	8523.12	Bandes magnétiques d'une largeur excédant 4 mm mais n'excédant pas 6,5 mm

SH de 1996	Désignation des marchandises
8523.13	Bandes magnétiques d'une largeur excédant 6,5 mm
8523.20	Disques magnétiques
8523.30	Cartes munies d'une piste magnétique
8523.90	Autres
8524.31	Disques pour systèmes de lecture par faisceau laser pour la reproduction des phénomènes autres que le son ou l'image
8524.32	Disques pour systèmes de lecture par faisceau laser pour la reproduction du son uniquement
ex 8524.39	Autres: - pour la reproduction d'ensembles d'instructions, de données, de sons ou d'images, enregistrés dans un format binaire lisible par machine, et pouvant être manipulés ou offrir à l'utilisateur une fonction d'interactivité, au moyen d'une machine automatique de traitement de l'information
8524.40	Bandes magnétiques pour la reproduction des phénomènes autres que le son ou l'image
8524.60	Cartes munies d'une piste magnétique
8524.91	Supports pour la reproduction des phénomènes autres que le son ou l'image
ex 8524.99	Autres: - pour la reproduction d'ensembles d'instructions, de données, de sons et d'images, enregistrés dans un format binaire lisible par machine, et pouvant être manipulés ou offrir à l'utilisateur une fonction d'interactivité, au moyen d'une machine automatique de traitement de l'information
ex 8525.10	Appareils d'émission autres que pour la radiodiffusion ou la télévision
8525.20	Appareils d'émission incorporant un appareil de réception
ex 8525.40	Appareils de prise de vues fixes vidéo numériques
ex 8527.90	Récepteurs de poche pour les installations d'appel, d'alarme ou de recherche de personnes
ex 8529.10	Antennes des types utilisés avec les appareils de radiotéléphonie ou de radiotélégraphie
ex 8529.90	Parties des appareils suivants: appareils d'émission autres que pour la radiodiffusion ou la télévision appareils d'émission incorporant un appareil de réception appareils de prise de vues fixes vidéo numériques récepteurs de poche pour les installations d'appel, d'alarme ou de recherche de personnes
8531.20	Panneaux indicateurs incorporant des dispositifs à cristaux liquides (LCD) ou à diodes émettrices de lumière (LED)
ex 8531.90	Parties d'appareils du n° 8531.20
8532	Condensateurs électriques, fixes, variables ou ajustables
8532.10	Condensateurs fixes conçus pour les réseaux électriques de 50/60 Hz et capables d'absorber une puissance réactive égale ou supérieure à 0,5 kvar (condensateurs de puissance)
8532.21	Condensateurs fixes au tantale

SH de 1996	Désignation des marchandises
8532.22	Condensateurs fixes électrolytiques à l'aluminium
8532.23	Condensateurs fixes à diélectrique en céramique, à une seule couche
8532.24	Condensateurs fixes à diélectrique en céramique, multicouches
8532.25	Condensateurs fixes à diélectrique en papier ou en matières plastiques
8532.29	Autres condensateurs fixes
8532.30	Condensateurs variables ou ajustables
8532.90	Parties
8533	Résistances électriques non chauffantes (y compris les rhéostats et les potentiomètres)
8533.10	Résistances fixes au carbone, agglomérées ou à couche
8533.21	Autres résistances fixes pour une puissance n'excédant pas 20 W
8533.29	Autres résistances fixes pour une puissance égale ou supérieure à 20 W
8533.31	Résistances variables (y compris les rhéostats et les potentiomètres) bobinées pour une puissance n'excédant pas 20 W
8533.39	Résistances variables (y compris les rhéostats et les potentiomètres) bobinées pour une puissance égale ou supérieure à 20 W
8533.40	Autres résistances variables (y compris les rhéostats et les potentiomètres)
8533.90	Parties
8534	Circuits imprimés
ex 8536.50	Commutateurs électroniques CA comportant des circuits d'entrée et de sortie couplés optiquement (commutateurs CA, à thyristor, isolés)
ex 8536.50	Commutateurs électroniques, y compris les commutateurs électroniques à protection thermique comportant un transistor et un microcircuit logique (technologie hybride) pour une tension n'excédant pas 1 000 volts
ex 8536.50	Commutateurs électromécaniques à drain pour une intensité n'excédant pas 11 ampères
ex 8536.69	Fiches et prises de courant pour câbles coaxiaux et circuits imprimés
ex 8536.90	Connexions et éléments de contacts pour fils et câbles
8541	Diodes, transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur; dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière; cristaux piézo-électriques montés
8541.10	Diodes, autres que les photodiodes et les diodes émettrices de lumière
8541.21	Transistors, autres que les photo-transistors à pouvoir de dissipation inférieur à 1 W
8541.29	Transistors, autres que les photo-transistors à pouvoir de dissipation égal ou supérieur à 1 W
8541.30	Thyristors, diacs et triacs, autres que les dispositifs photosensibles
8541.40	Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière
8541.50	Autres dispositifs à semi-conducteur

SH de 1996	Désignation des marchandises
8541.60	Cristaux piézo-électriques montés
8541.90	Parties
8542	Circuits intégrés et micro-assemblages électroniques
8542.12	Cartes munies d'un circuit intégré électronique ("cartes intelligentes")
8542.13	Semi-conducteurs à oxyde métallique (technologie MOS)
8542.14	Circuits obtenus par technologie bipolaire
8542.19	Autres circuits intégrés monolithiques numériques, y compris les circuits obtenus par l'association des technologies MOS et bipolaire (technologie BIMOS)
8542.30	Autres circuits intégrés monolithiques
8542.40	Circuits intégrés hybrides
8542.50	Micro-assemblages électroniques
8542.90	Parties
8543.81	Cartes et étiquettes à déclenchement par effet de proximité
ex 8543.89	Machines électriques ayant des fonctions traduction ou dictionnaire
ex 8544.41	Autres conducteurs électriques, pour tensions n'excédant pas 80 volts, munis de pièces de connexion, des types utilisés dans les télécommunications
ex 8544.49	Autres conducteurs électriques, pour tensions n'excédant pas 80 volts, non munis de pièces de connexion, des types utilisés dans les télécommunications
ex 8544.51	Autres conducteurs électriques, pour tensions excédant 80 volts mais n'excédant pas 1 000 volts, munis de pièces de connexion, des types utilisés dans les télécommunications
8544.70	Câbles de fibres optiques
9001.10	Fibres optiques, faisceaux et câbles de fibres optiques
ex 9009.12	Appareils de photocopie électrostatiques numériques fonctionnant par reproduction de l'image de l'original sur la copie au moyen d'un support intermédiaire (procédé indirect)
ex 9009.21	Autres appareils de photocopie numériques, à système optique
9009.90	Parties et accessoires
9026	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du débit, du niveau, de la pression ou d'autres caractéristiques variables des liquides ou des gaz (débitmètres, indicateurs de niveau, manomètres, compteurs de chaleur, par exemple), à l'exclusion des instruments et appareils des n° 90.14, 90.15, 90.28 ou 90.32
9026.10	Instruments pour la mesure ou le contrôle du débit ou du niveau des liquides
9026.20	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle de la pression
9026.80	Autres instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle du n° 90.26
9026.90	Parties et accessoires d'instruments et appareils du n° 90.26
9027.20	Chromatographes et appareils d'électrophorèse
9027.30	Spectromètres, spectrophotomètres et spectrographes utilisant les rayonnements optiques (UV, visibles, IR)

SH de 1996	Désignation des marchandises
9027.50	Autres instruments et appareils utilisant les rayonnements optiques (UV, visibles, IR) du n° 90.27
9027.80	Autres instruments et appareils du n° 90.27 (autres que ceux du n° 9027.10)
ex 9027.90	Parties et accessoires des produits du n° 90.27, autres que les analyseurs de gaz ou de fumées et les microtomes
9030.40	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle, spécialement conçus pour les techniques de la télécommunication (hypsomètres, kerdomètres, distorsiomètres, psophomètres, par exemple)

Appendice A, section 2

Matériel de fabrication et d'essai de semi-conducteurs et parties de ce matériel

Code SH	Désignation	Observations
ex 7017.10	Tubes réacteurs à quartz et supports pour insertion dans des fours de diffusion et fours à oxydation pour la production de plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8419.89	Appareils de métallisation chimique sous vide pour la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8419.90	Parties d'appareils de métallisation chimique sous vide pour la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8421.19	Centrifugeuses pour le traitement des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8421.91	Parties de centrifugeuses pour le traitement des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8424.89	Machines d'ébavurage pour nettoyer les fils de sortie métalliques d'ensembles de semi-conducteurs et enlever les contaminants avant les opérations de galvanoplastie	
ex 8424.89	Pulvérisateurs pour la gravure, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8424.90	Parties de pulvérisateurs pour la gravure, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8456.10	Machines travaillant par enlèvement de toute matière et opérant par laser ou autre faisceau de lumière ou de photons, destinées à la production de plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8456.91	Appareils pour le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
8456.91	Machines pour la gravure à sec du tracé sur les matières semi-conductrices	
ex 8456.99	Fraiseuses opérant par faisceaux ioniques focalisés, destinées à la production ou à la réparation de masques et réticules des motifs de dispositifs à semi-conducteurs	
ex 8456.99	Machines à laser pour le découpage par rayons laser des pistes de contact, destinées à la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8464.10	Machines à scier pour le découpage en tranches de lingots monocristallins ou de plaquettes en microplaquettes	Pour l'Appendice B
ex 8464.20	Machines à meuler, à polir et à roder pour le traitement des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8464.90	Machines de découpage en dés pour le grattage ou le rainurage des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8466.91	Parties de machines à scier pour le découpage en tranches de lingots monocristallins ou de plaquettes en microplaquettes	Pour l'Appendice B
ex 8466.91	Parties de machines de découpage en dés pour le grattage ou le rainurage des plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B

Code SH	Désignation	Observations
ex 8466.91	Parties de machines à meuler, à polir ou à roder pour le traitement des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8466.93	Parties de fraiseuses opérant par faisceaux ioniques focalisés, destinées à la production ou à la réparation de masques et réticules des motifs de dispositifs à semi-conducteurs	
ex 8466.93	Parties de machines à laser pour le découpage par rayon laser des pistes de contact, destinées à la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8466.93	Parties de machines travaillant par enlèvement de toute matière et opérant par laser ou autre faisceau de lumière ou de photons, destinées à la production de plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8456.93	Parties d'appareils pour le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8466.93	Parties de machines pour la gravure à sec du tracé sur les matières semi-conductrices	
ex 8477.10	Matériel d'encapsulation pour l'assemblage de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8477.90	Parties de matériel d'encapsulation	Pour l'Appendice B
ex 8479.50	Machines automatisées pour le transport, la manutention et le stockage de plaquettes à semi-conducteurs, de cassettes de plaquettes, de boîtes de plaquettes et d'autres matériaux destinés à des dispositifs à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Appareils pour la croissance et le tirage de lingots monocristallins de semi-conducteurs	
ex 8479.89	Appareils à dépôt physique par pulvérisation sur les plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Appareils pour l'attaque par humidification, le développement, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs des systèmes d'affichage à écran plat	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Appareils de fixation de puces, appareils de transport automatique sur bande et microsoudeuses de fils pour l'assemblage de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Matériel d'encapsulation pour l'assemblage de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Machines à dépôt épitaxial destinées à la fabrication de plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8479.89	Machines à couder, à plier et à dresser les fils de sortie de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Appareils à dépôt physique pour la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.89	Tournettes pour le dépôt d'émulsions photographiques sur les plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties d'appareils à dépôt physique par pulvérisation sur les plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B

Code SH	Désignation	Observations
ex 8479.90	Parties d'appareils de fixation de puces, d'appareils de transport automatique sur bande et de microsoudeuses de fils pour l'assemblage de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties de tournettes pour le dépôt d'émulsions photographiques sur les plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties d'appareils pour la croissance et le tirage de lingots monocristallins de semi-conducteurs	
ex 8479.90	Parties d'appareils pour l'attaque par humidification, le développement, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs et des systèmes d'affichage à écran plat	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties de machines automatisées pour le transport, la manutention et le stockage de plaquettes à semi-conducteurs, de cassettes de plaquettes, de boîtes de plaquettes et d'autres matériaux destinés à des dispositifs à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties de matériel d'encapsulation pour l'assemblage des semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties de machines à dépôt épitaxial destinées à la fabrication de plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8479.90	Parties de machines à couder, à plier et à dresser les fils de sortie de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8479.90	Parties d'appareils à dépôt physique pour la production de semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8480.71	Moules pour le moulage par injection ou par compression pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteurs	
ex 8514.10	Fours à résistance (à chauffage indirect) pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteurs sur plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8514.20	Fours fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteurs sur plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8514.30	Appareils pour le chauffage rapide des plaquettes à semi-conducteurs	Pour l'Appendice B
ex 8514.30	Parties de fours à résistance (à chauffage indirect) pour la fabrication de dispositifs à semi-conducteurs sur plaquettes à semi-conducteurs	
ex 8514.90	Parties d'appareils pour le traitement thermique rapide des plaquettes	Pour l'Appendice B
ex 8514.90	Parties des fours des positions 8514.10 à 8514.30	
ex 8536.90	Testeurs de plaquettes	Pour l'Appendice B
8543.11	Appareils d'implantation ionique pour le dopage des matières semi-conductrices	
ex 8543.30	Appareils pour l'attaque par humidification, le développement, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs et des systèmes d'affichage à écran plat	Pour l'Appendice B

Code SH	Désignation	Observations
ex 8543.90	Parties d'appareils pour l'attaque par humidification, le développement, le décapage ou le nettoyage des plaquettes à semi-conducteurs et des systèmes d'affichage à écran plat	Pour l'Appendice B
ex 8543.90	Parties d'appareils d'implantation ionique pour le dopage des matières semi-conductrices	
9010.41 à 9010.49	Appareils pour la projection, la réalisation ou le placage des tracés de circuits sur les surfaces sensibilisées des matériaux semi-conducteurs et des systèmes d'affichage à écran plat	
ex 9010.90	Parties et accessoires des appareils des positions 9010.41 à 9010.49	
ex 9011.10	Microscopes optiques stéréoscopiques pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9011.20	Microscopes pour la photomicrographie pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9011.90	Parties et accessoires de microscopes optiques stéréoscopiques pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9011.90	Parties et accessoires de microscopes pour la photomicrographie pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9012.10	Microscopes électroniques pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9012.90	Parties et accessoires de microscopes électroniques pourvus d'appareillages spécifiquement conçus pour la manipulation et le transport de plaquettes à semi-conducteurs ou de réticules	Pour l'Appendice B
ex 9017.20	Masqueurs conçus pour la production de masques et réticules à partir de substrats recouverts d'une résine photosensible	Pour l'Appendice B
ex 9017.90	Parties et accessoires de masqueurs conçus pour la production de masques et réticules à partir de substrats recouverts d'une résine photosensible	Pour l'Appendice B
ex 9017.90	Parties de ces masqueurs	Pour l'Appendice B
9030.82	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs	
ex 9030.90	Parties et accessoires d'instruments et d'appareils pour la mesure ou le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs	
ex 9030.90	Parties d'instruments et d'appareils pour la mesure ou le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs	
9031.41	Instruments et appareils optiques pour le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs ou pour le contrôle des masques, des photomasques ou des réticules utilisés dans la fabrication des dispositifs à semi-conducteurs	

Code SH	Désignation	Observations
ex 9031.49	Instruments et appareils optiques pour la mesure du niveau de contamination par particules de la surface des plaquettes à semi-conducteurs	
ex 9031.90	Parties et accessoires d'instruments et appareils optiques pour le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs ou pour le contrôle des masques, des photomasques ou des réticules utilisés dans la fabrication des dispositifs à semi-conducteurs	
ex 9031.90	Parties et accessoires d'instruments et appareils optiques pour la mesure du niveau de contamination par particules de la surface des plaquettes à semi-conducteurs	

Appendice B

Liste positive des produits spécifiques devant être couverts par le présent accord, où qu'ils soient classés dans le SH.

Dans les cas où des parties sont spécifiées, elles doivent être couvertes conformément aux Notes 2 b) de la Section XVI et du chapitre 90 du SH, respectivement.

Ordinateurs: machines automatiques de traitement de l'information aptes à 1) enregistrer le ou les programmes de traitement et au moins les données immédiatement nécessaires pour l'exécution de ce ou de ces programmes; 2) être librement programmées conformément aux besoins de l'utilisateur; 3) exécuter des traitements arithmétiques définis par l'utilisateur; et 4) exécuter, sans intervention humaine, un programme de traitement dont elles doivent pouvoir, par décision logique, modifier l'exécution au cours du traitement. L'accord couvre les machines automatiques de traitement de l'information, qu'elles soient ou non aptes à recevoir et à traiter avec l'aide de l'unité centrale de traitement des signaux téléphoniques, des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement. Les machines exécutant une fonction spécifique autre que le traitement de l'information ou incorporant une machine automatique de traitement de l'information ou fonctionnant en association avec une telle machine et qui ne sont pas spécifiées dans l'Appendice A ou B ne sont pas couvertes par le présent accord.
Amplificateurs électriques utilisés comme répéteurs dans des systèmes de téléphonie filaire relevant du présent accord, et leurs parties.
Systèmes d'affichage à écran plat (y compris systèmes à cristaux liquides, à électroluminescence, à plasma et autres) pour les produits relevant du présent accord, et leurs parties.
Équipements de réseaux: appareils pour réseaux locaux (LAN) et grands réseaux (WAN), y compris les produits destinés à être utilisés exclusivement ou principalement pour assurer l'interconnexion de machines automatiques de traitement de l'information et de leurs unités dans un réseau utilisé principalement pour le partage de ressources, tel que unités de traitement central, unités de mémoire et unités d'entrée ou de sortie - y compris adaptateurs, installations nodales, répéteurs de lignes, convertisseurs, concentrateurs, passerelles et routeurs, et assemblage de circuits imprimés pouvant être incorporés dans des machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités.
Moniteurs: unités d'affichage de machines automatiques de traitement de l'information à tube à rayons cathodiques avec un pas de matrice inférieur à 0,4 mm ne pouvant pas recevoir ni traiter des signaux de télévision ou d'autres signaux audio ou vidéo analogiques ou traités numériquement sans l'aide d'une unité centrale de traitement d'ordinateur, telle qu'elle est définie dans le présent accord. L'accord ne couvre donc pas les télévisions, y compris les télévisions à haute définition.[1]
Unités de mémoire à disques optiques pour machines automatiques de traitement de l'information (y compris unités de disques audionumériques (CD) et de vidéodisques (DVD)), avec ou sans possibilité d'écriture/enregistrement et de lecture sous leur propre enveloppe ou non.
Récepteurs de téléappel et leurs parties.
Traceurs, qu'il s'agisse d'unités d'entrée ou de sortie relevant de la position n° 8471 du SH ou de machines à dessiner ou à tracer relevant de la position n° 9017 du SH.

[1] Les participants procéderont à un examen de la désignation des produits en janvier 1999 au titre des dispositions relatives aux consultations du paragraphe 3 de l'Annexe.

Assemblages de circuits imprimés pour les produits relevant du présent accord, y compris pour les connexions extérieures telles que les cartes conformes à la norme PCMCIA. Ces assemblages de circuits imprimés consistent en un ou plusieurs circuits imprimés relevant de la position n° 8534 comportant chacun un ou plusieurs éléments actifs, avec ou sans éléments passifs. Par éléments actifs, on entend les diodes, transistors et dispositifs semi-conducteurs analogues, qu'ils soient ou non photosensibles, relevant de la position n° 8541, et les circuits intégrés et micro-assemblages relevant de la position n° 8542.
Téléprojecteurs à écran plat utilisés avec des machines automatiques de traitement de l'information qui peuvent afficher des informations numériques produites par l'unité centrale de traitement.
Unités de mémoire de format spécifique, y compris les supports d'information pour machines de traitement automatique de l'information, avec ou sans support amovible, de type magnétique, optique ou autre, y compris les unités de disques à cartouches Bernoulli Box, Syquest ou Zipdrive.
Kits de mise à niveau multimédia pour les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités, conditionnés pour la vente au détail, comprenant au moins des haut-parleurs et/ou des microphones ainsi qu'un assemblage de circuits imprimés permettant aux machines automatiques de traitement de l'information et à leurs unités de traiter des signaux audio (cartes son).
Modules séparés ayant une fonction de communication: dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet et ayant une fonction d'échange interactif d'informations.